

**BF**  
2019





Réglementation et autoréglementation  
des marchés financiers en Suisse

Publié par

Luc Thévenoz

Professeur à l'Université de Genève  
Directeur du Centre de droit bancaire et financier

Urs Zulauf

Conseil en réglementation, surveillance et procédures des marchés financiers,  
Conseiller Enquire avocats, Professeur titulaire, Université de Genève,  
Adjunct Professor Cornell Law School

Weblaw AG, 2019  
Centre de droit bancaire et financier

Proposition pour la citation :

BF 2019 A-01.01

<b>O</b>	<b>Codex</b>
I	Commentatio
II	Colloquium
III	Dissertatio
IV	Doctrina
V	Liber amicorum
VI	Magister
VII	Monographia
VIII	Thesis
IX	Scriptum
X	Anthologia

© Editions Weblaw, Berne 2019

Tous les droits sont réservés à Editions Weblaw y compris la réimpression d'extraits ou de contributions isolées. Toute utilisation sans l'accord de l'éditeur est interdite, en particulier la reproduction, la traduction, le microfilmage, l'enregistrement et le traitement informatique.

ISBN 978-3-906940-77-9



## Avant-propos

BF 2019 reproduit les documents essentiels de la réglementation suisse des marchés financiers. Depuis BF 2017, les documents suivants ont notamment été ajoutés :

- L’ordonnance concernant la reconnaissance de plates-formes étrangères pour la négociation de titres de participation de sociétés ayant leur siège en Suisse (A-04.40)
- Le règlement d’organisation, modifié et désormais publié, de la FINMA (B-01.06)
- La nouvelle circulaire Externalisation – Banques et assurance 2018 de la FINMA (B-18.03)
- Le guide pratique de la FINMA sur les Initial Coin Offerings 2018 (B-01.20)
- La nouvelle convention relative à la garantie des dépôts (D-03.01)
- La nouvelle convention de diligence des banques 2020 (D-01.20)
- Le guide pratique de l’Association suisse des banquiers pour l’ouverture de comptes pour des entreprises de blockchain (D-01.22).

En outre, de nombreux documents ont été modifiés depuis la dernière édition, notamment (pour ne parler que des lois formelles) la loi sur les banques (A-03.01), la loi sur le blanchiment d’argent (A-15.01) et la loi sur la surveillance des marchés financiers (A-01.01).

Afin de simplifier les processus de traitement, nous reproduisons ici pour la première fois les textes dans leur format original. Pour des raisons de lisibilité, de navigabilité et de compacité, nous avons remplacé les en-têtes, supprimé les pages blanches, les tables des matières et certaines annexes, qui sont souvent très volumineuses, et nous avons parfois ajouté des indications indispensables. En particulier, nous avons reproduit les modifications législatives qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019.

Le nombre de documents de notre base de données ne cesse d’augmenter alors que cet ouvrage a déjà atteint son volume maximum il y a quelques années. En outre, la reproduction de pdf prend plus de place. Comme à chaque édition, nous avons dû faire de nouveaux choix et écarter des documents pour faire place à d’autres. Dans la perspective des changements attendus pour l’année prochaine avec l’entrée en vigueur de la loi sur les services financiers et de la loi sur les établissements financiers, nous avons dû renoncer à inclure les lois sur le contrat d’assurance et sur la surveillance des entreprises d’assurance, et les textes qui en découlent.

Néanmoins, tous les documents de notre base de données – même ceux qui ne sont pas reproduits dans BF 2019 – sont accessibles et mis à jour de manière continue sur **BFonline**. Désormais, ces documents sont également accessibles par un service webdav (**myBF**), ce qui permet de les lire, de les annoter et de les conserver sur une tablette (iPad ou Android). **Un abonnement à l’ensemble de ces services est compris dans le prix d’achat de BF 2019 et reste valable jusqu’à notre prochaine édition.**

Nous remercions l’équipe de Weblaw pour sa contribution à la poursuite de ce projet, notamment pour la publication du livre et la mise à disposition de **BFonline** et de **myBF**. Notre gratitude spéciale est acquise à Anouchka Offenstein, dont le travail infatigable et minutieux

assure que les textes que nous publions sont aussi complets, précis et à jour qu'il est possible, et au Centre de droit bancaire et financier de l'Université de Genève, qui finance ce travail.

Malgré tout le soin apporté à cette collection, nous ne serons jamais en mesure de garantir l'exactitude intégrale des textes ni leur actualité au jour de leur consultation. En cas de doute, nous vous prions de consulter les textes originaux, qui sont d'ailleurs toujours accessibles par un lien sur *BFonline*.

Genève et Berne, mars 2019

Luc Thévenoz et Urs Zulauf

**BFonline, myBF et Weblaw App – la base de données de la réglementation financière en Suisse**

Utilisez toute la bande passante, chez vous ou en route, en ligne ou hors ligne, sur ordinateur, tablette ou téléphone portable. Votre exemplaire de BF 2019 inclut un abonnement à l'intégralité de la base de données (bf.weblaw.ch), myBF et l'App de Weblaw. L'accès est valable jusqu'à la publication de notre prochaine édition. Insérez le code du livre (imprimé sur l'emballage) dans le formulaire d'inscription.

**Pour toute autre information, voir sous [www.weblaw.ch/bf](http://www.weblaw.ch/bf)**

**BF.WEBLAW.CH**

**myBF**

**APP.WEBLAW.CH**

# Sommaire

<b>IX</b>	<b>Table des matières</b>
<b>XXI</b>	<b>Principales abréviations</b>
<b>XXIII</b>	<b>Index alphabétique des chapitres</b>

<b>A</b>	<b>Législation</b>
A-01	FINMA
A-02	Etablissement financiers
A-03	Banques
A-04	Infrastructure des marchés financiers
A-05	Négociants en valeurs mobilières
A-06	Services financiers
A-07	Placements collectifs
A-09	Assurance
A-11	Lettres de gage
A-15	Lutte contre le blanchiment d'argent
A-23	Crédit à la consommation
A-24	Surveillance de la révision
A-25	Trusts
A-27	Protection des données
A-29	Concurrence déloyale
A-35	Prévoyance professionnelle
A-37	Embargos
A-39	Avoirs illicites de PEP
A-41	Monnaie et Banque nationale
A-43	Titres intermédiés
A-45	Rémunérations abusives
A-46	Entraide fiscale
A-51	Tessin
<b>B</b>	<b>FINMA</b>
B-01	FINMA
B-08	FINMA – Circulaires 2008
B-09	FINMA – Circulaires 2009
B-10	FINMA – Circulaires 2010

- B-11 FINMA – Circulaires 2011
- B-12 FINMA – Circulaires 2012
- B-13 FINMA – Circulaires 2013
- B-15 FINMA – Circulaires 2015
- B-16 FINMA – Circulaires 2016
- B-17 FINMA – Circulaires 2017
- B-18 FINMA – Circulaires 2018
- B-19 FINMA – Circulaires 2019

## **C       Autres autorités**

- C-03 Banque nationale suisse
- C-05 Commission des OPA
- C-09 Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle

## **D       Autoréglementation**

- D-01 Association suisse des banquiers
- D-03 esisuisse
- D-05 Ombudsman des banques suisses
- D-07 SFAMA Swiss Funds & Asset Management Association
- D-09 ASA Association suisse d'assurances
- D-11 SIX Swiss Exchange
- D-41 ASG Association suisse des gérants de fortune
- D-47 OAD FCT Organismo di Autodisciplina dei Fiduciari del Cantone Ticino
- D-49 ARIF Association romande des intermédiaires financiers
- D-51 VQF Verein zur Qualitätssicherung von Finanzdienstleistungen
- D-59 PolyReg Association générale d'Autorégulation
- D-61 OAR-G Organisme d'autorégulation des gérants de patrimoine
- D-65 GSCGI Groupement suisse des conseils en gestion indépendants
- D-71 ExpertSuisse
- D-73 Economiesuisse

# Table des matières

Cette table des matières reflète le contenu de la base de données *BFonline* et *myBF*. Les textes publiés dans ce livre sont marqués d'un astérisque (\*).

<b>A</b>	<b>Législation</b>
A-01	<b>FINMA</b>
A-01.01	* Loi sur l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers
A-01.10	Ordonnance sur le personnel de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers
A-01.11	* Ordonnance réglant la perception d'émoluments et de taxes par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers
A-01.12	* Ordonnance sur les audits des marchés financiers
A-01.13	* Ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur le traitement des données
A-02	<b>Etablissements financiers</b>
A-02.01	Loi fédérale sur les établissements financiers (pas encore en vigueur)
A-03	<b>Banques</b>
A-03.01	* Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne
A-03.10	* Ordonnance sur les banques et les caisses d'épargne
A-03.11	* Ordonnance sur les fonds propres et la répartition des risques des banques et des négociants en valeurs mobilières
A-03.12	* Ordonnance sur les liquidités des banques
A-03.20	* Ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur les banques étrangères en Suisse
A-03.21	* Ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur l'insolvabilité des banques et des négociants en valeurs mobilières
A-04	<b>Infrastructure des marchés financiers</b>
A-04.01	* Loi fédérale sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés
A-04.10	* Ordonnance sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés
A-04.20	* Ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés

A-04.30	* Ordonnance de la Commission des OPA sur les offres publiques d'acquisition
A-04.40	* Ordonnance concernant la reconnaissance de plates-formes étrangères pour la négociation de titres de participation de sociétés ayant leur siège en Suisse
A-05	<b>Négociants en valeurs mobilières</b>
A-05.01	* Loi fédérale sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières
A-05.10	* Ordonnance sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières
A-06	<b>Services financiers</b>
A-06.01	Loi fédérale sur les services financiers (pas encore en vigueur)
A-07	<b>Placements collectifs</b>
A-07.01	* Loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux
A-07.10	* Ordonnance sur les placements collectifs de capitaux
A-07.20	* Ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur les placements collectifs de capitaux
A-07.21	* Ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur la faillite de placements collectifs de capitaux
A-09	<b>Assurance</b>
A-09.01	Loi fédérale sur le contrat d'assurance
A-09.02	Loi fédérale sur la surveillance des entreprises d'assurance
A-09.10	Ordonnance sur la surveillance des entreprises d'assurance privées
A-09.11	Ordonnance concernant la saisie, le séquestre et la réalisation des droits découlant d'assurances d'après la loi fédérale du 2 avril 1908 sur le contrat d'assurance
A-09.12	Ordonnance supprimant des restrictions relatives à la liberté des conventions pour les contrats d'assurance
A-09.20	Ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur la surveillance des entreprises d'assurance privées
A-09.21	Ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur la faillite des entreprises d'assurance
A-11	<b>Lettres de gage</b>
A-11.01	* Loi sur l'émission de lettres de gage
A-11.10	* Ordonnance sur l'émission de lettres de gage
A-15	<b>Lutte contre le blanchiment d'argent</b>
A-15.01	* Loi fédérale concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme
A-15.10	* Ordonnance sur le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent
A-15.11	* Ordonnance sur le contrôle du trafic transfrontière de l'argent liquide

A-15.13	*	Ordonnance sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme
A-15.20	*	Ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le secteur financier
A-15.30		Ordonnance de la Commission fédérale des maisons de jeu concernant les obligations de diligence des maisons de jeu en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme
A-23		<b>Crédit à la consommation</b>
A-23.01	*	Loi fédérale sur le crédit à la consommation
A-23.10	*	Ordonnance relative à la loi fédérale sur le crédit à la consommation
A-23.12	*	Ordonnance du DFJP sur le taux d'intérêt maximal pour les crédits à la consommation
A-24		<b>Surveillance de la révision</b>
A-24.01		Loi fédérale sur l'agrément et la surveillance des réviseurs
A-25		<b>Trusts</b>
A-25.01		Convention relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance
A-25.02		Arrêté fédéral portant approbation et mise en oeuvre de la Convention de La Haye relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance
A-27		<b>Protection des données</b>
A-27.01	*	Loi fédérale sur la protection des données
A-27.10	*	Ordonnance relative à la loi fédérale sur la protection des données
A-29		<b>Concurrence déloyale</b>
A-29.01	*	Loi fédérale contre la concurrence déloyale
A-29.10		Ordonnance sur l'indication des prix
A-29.20	*	Feuille d'information : Indication des prix et publicité – les services bancaires et analogues
A-35		<b>Prévoyance professionnelle</b>
A-35.01		Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité
A-35.02		Loi fédérale sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité
A-35.10		Ordonnance sur la surveillance dans la prévoyance professionnelle
A-35.11		Ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité
A-35.12		Ordonnance sur les déductions admises fiscalement pour les cotisations versées à des formes reconnues de prévoyance
A-35.13		Ordonnance sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité

A-35.14	Ordonnance sur les fondations de placement
A-37	<b>Embargos</b>
A-37.01	* Loi fédérale sur l'application de sanctions internationales
A-39	<b>Avoirs illicites de PEP</b>
A-39.01	* Loi fédérale sur le blocage et la restitution des valeurs patrimoniales d'origine illicite de personnes politiquement exposées à l'étranger
A-41	<b>Monnaie et Banque nationale</b>
A-41.01	* Loi fédérale sur la Banque nationale suisse
A-41.02	* Loi fédérale sur l'unité monétaire et les moyens de paiement
A-41.10	* Ordonnance sur la monnaie
A-41.11	Ordonnance relative à la loi fédérale sur la Banque nationale suisse
A-41.20	Règlement d'organisation de la Banque nationale suisse
A-41.21	Tarif pour les monnaies mises hors cours
A-43	<b>Titres intermédiés</b>
A-43.01	* Loi fédérale sur les titres intermédiés
A-43.02	Convention de La Haye sur la loi applicable à certains droits sur des titres détenus auprès d'un intermédiaire
A-43.03	Arrêté fédéral portant approbation et mise en oeuvre de la Convention de La Haye sur la loi applicable à certains droits sur des titres détenus auprès d'un intermédiaire
A-45	<b>Rémunérations abusives</b>
A-45.10	Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse
A-46	<b>Entraide fiscale</b>
A-46.10	Loi fédérale sur l'assistance administrative internationale en matière fiscale
A-46.11	Ordonnance sur l'assistance administrative internationale en matière fiscale
A-46.20	Loi fédérale sur la mise en oeuvre de l'accord FATCA entre la Suisse et les Etats-Unis
A-46.30	Loi fédérale sur l'abrogation de la loi du 17 décembre 2004 sur la fiscalité de l'épargne et de la loi fédérale du 15 juin 2012 sur l'imposition internationale à la source
A-46.40	Loi fédérale sur l'échange international automatique de renseignements en matière fiscale
A-46.41	Ordonnance sur l'échange international automatique de renseignements en matière fiscale
A-46.45	Directive Norme d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers : Norme commune de déclaration



A-46.50	Program for non-prosecution agreements or non-target letters for Swiss banks and joint statement
A-51	<b>Tessin</b>
A-51.01	Legge sull'esercizio delle professioni di fiduciario
A-51.02	Regolamento della legge sull'esercizio delle professioni di fiduciario
<b>B</b>	<b>FINMA</b>
B-01	<b>FINMA</b>
B-01.01	* Règlement d'organisation de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA
B-01.02	* Code de conduite de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers
B-01.03	Lignes directrices applicables à la réglementation des marchés financiers
B-01.04	Lignes directrices applicables à l'enforcement
B-01.05	Lignes directrices applicables à la communication
B-01.06	* Règlement d'organisation de la direction et des divisions subordonnées de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA
B-01.10	Memorandum of Understanding dans le domaine de la stabilité financière entre l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers et la Banque Nationale Suisse
B-01.11	Memorandum of Understanding dans le domaine de la stabilité financière et de l'échange d'informations relatif à la réglementation des marchés financiers entre le Département fédéral des finances (DFP), l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) et la Banque nationale suisse (BNS) relatif à la collaboration tripartite des autorités suisses en charge des marchés financiers
B-01.20	* Guide pratique pour les questions d'assujettissement concernant les initial coin offerings (ICO)
B-08	<b>FINMA – Circulaires 2008</b>
B-08.03	* Circulaire 2008/3 : Acceptation à titre professionnel de <b>dépôts du public</b> par des établissements non bancaires au sens de la loi sur les banques
B-08.04	Circulaire 2008/4 : <b>Journal</b> des valeurs mobilières tenu par le négociant
B-08.05	* Circulaire 2008/5 : Commentaires du terme de <b>négociant en valeurs mobilières</b>
B-08.07	Circulaire 2008/7 : <b>Externalisation</b> d'activités dans le secteur bancaire
B-08.10	* Circulaire 2008/10 : <b>Normes d'autorégulation</b> reconnues comme standards minimaux par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers

- B-08.14 Circulaire 2008/14 : **Reporting prudentiel** à la suite des bouclements annuels et semestriels dans le secteur bancaire
- B-08.15 Circulaire 2008/15 : Les **fusions**, les scissions, les transformations et les transferts de patrimoine d'assureurs-maladie selon la LAMal dans le domaine des assurances-maladie complémentaires selon la LCA
- B-08.17 \* Circulaire 2008/17 : **Echange d'information** entre les OAR et la FINMA concernant les affiliations, les exclusions et les démissions d'intermédiaires financiers
- B-08.19 Circulaire 2008/19 : Exigences de fonds propres relatives aux **risques de crédit** dans le secteur bancaire
- B-08.20 Circulaire 2008/20 : Exigences de fonds propres relatives aux **risques de marché** dans le secteur bancaire
- B-08.21 Circulaire 2008/21 : Exigences de fonds propres et exigences qualitatives relatives aux **risques opérationnels** dans le secteur bancaire
- B-08.23 Circulaire 2008/23 : **Répartition des risques** dans le secteur bancaire
- B-08.25 Circulaire 2008/25 : **Obligation indépendante** des entreprises d'assurance de renseigner sur tout fait susceptible de concerner la surveillance
- B-08.36 Circulaire 2008/36 : **Comptabilité** de la prévoyance professionnelle
- B-08.42 Circulaire 2008/42 : Provisions techniques dans l'**assurance dommages**
- B-08.43 Circulaire 2008/43 : Provisions techniques dans l'**assurance sur la vie**
- B-09 **FINMA – Circulaires 2009**
- B-09.01 \* Circulaire 2009/1 : Règles-cadres pour la reconnaissance de l'autorégulation en matière de **gestion de fortune** comme standard minimal
- B-10 **FINMA – Circulaires 2010**
- B-10.01 \* Circulaire 2010/1 : Normes minimales des **systèmes de rémunération** dans les établissements financiers
- B-10.02 \* Circulaire 2010/2 : Opérations de mise/prise en pension et de prêt/emprunt de titres (**Repo/SLB**)
- B-10.03 Circulaire 2010/3 : **Assurance complémentaire** à l'assurance-maladie sociale et questions particulières de l'assurance-maladie privée
- B-11 **FINMA – Circulaires 2011**
- B-11.01 \* Circulaire 2011/1 : Précisions concernant l'Ordonnance sur le blanchiment d'argent (**OBA**)
- B-11.02 Circulaire 2011/2 : **Volant de fonds propres** et planification des fonds propres dans le secteur bancaire
- B-11.03 Circulaire 2011/3 : Provisions techniques en **réassurance**
- B-12 **FINMA – Circulaires 2012**
- B-12.01 Circulaire 2012/1 : Reconnaissance des instituts de notation de crédit (**agences de notation**)

B-13	<b>FINMA – Circulaires 2013</b>
B-13.01	Circulaire 2013/1 : <b>Fonds propres</b> des banques pris en compte selon le droit de la surveillance
B-13.03	Circulaire 2013/3 : Activités d' <b>audit</b>
B-13.05	Circulaire 2013/5 : Bases régissant l'établissement par les assureurs d'un rapport sur leurs <b>liquidités</b>
B-13.07	Circulaire 2013/7 : Limitation des <b>positions internes</b> du groupe pour les banques
B-13.08	* Circulaire 2013/8 : <b>Règles de conduite</b> sur le marché concernant le négoce de valeurs mobilières
B-13.09	* Circulaire 2013/9 : <b>Distribution</b> au sens de la législation sur les placements collectifs de capitaux
B-15	<b>FINMA – Circulaires 2015</b>
B-15.01	Circulaire 2015/1 : <b>Prescriptions comptables</b> pour les banques, négociants en valeurs mobilières, groupes et conglomérats financiers (PCB)
B-15.02	Circulaire 2015/2 : Exigences qualitatives en matière de gestion du risque de <b>liquidités</b> et exigences quantitatives en matière de détention des liquidités
B-15.03	Circulaire 2015/3 : Calcul du ratio de <b>fonds propres</b> non pondéré (ratio de levier) par les banques
B-16	<b>FINMA – Circulaires 2016</b>
B-16.01	Circulaire 2016/1 : Exigences prudentielles de <b>publication</b>
B-16.02	Circulaire 2016/2 : Bases du rapport sur la <b>situation financière</b>
B-16.03	Circulaire 2016/3 : Bases régissant la réalisation d'une évaluation interne des risques et de la solvabilité ( <b>ORSA</b> ) et la présentation des rapports correspondants à la FINMA
B-16.04	Circulaire 2016/4 : Assujettissement, organisation, structure, transactions internes et rapport de groupe pour les <b>groupes et conglomérats</b> d'assurance
B-16.05	Circulaire 2016/5 : <b>Placements</b> dans la fortune globale et dans la fortune liée des entreprises d'assurance
B-16.06	Circulaire 2016/6 : <b>Assurance sur la vie</b>
B-16.07	* Circulaire 2016/7 : Obligations de diligence lors de l'établissement de relations d'affaires par le biais de <b>canaux numériques</b>
B-17	<b>FINMA – Circulaires 2017</b>
B-17.01	* Circulaire 2017/1 : <b>Gouvernance</b> d'entreprise, gestion des risques et contrôles internes des <b>banques</b>
B-17.02	Circulaire 2017/2 : <b>Gouvernance</b> d'entreprise, gestion des risques et système de contrôle interne en matière d' <b>assurance</b>
B-17.03	Circulaire 2017/3 : Test suisse de solvabilité ( <b>SST</b> )

B-17.04	Circulaire 2017/4 : Exigences posées à l' <b>actuaire responsable</b>
B-17.05	Circulaire 2017/5 : Exigences envers les <b>plans d'exploitation</b> des entreprises d'assurance
B-17.06	Circulaire 2017/6 : <b>Transmission directe d'informations</b> non publiques à des autorités et services étrangers par des assujettis
B-17.07	Circulaire 2017/7 : Exigences de <b>fonds propres</b> relatives aux risques de crédit dans le secteur bancaire
B-18	<b>FINMA – Circulaires 2018</b>
B-18.01	Circulaire 2018/1 : Obligations des exploitants d'un système organisé de <b>négociation</b>
B-18.02	Circulaire 2018/2 : <b>Obligation de déclarer</b> les opérations sur valeurs mobilières
B-18.03	* Circulaire 2018/3 : <b>Externalisations</b> dans le secteur des banques et des entreprises d'assurance
B-18.04	Définition des <b>tarifs</b> d'épargne, de risque et de frais, des valeurs de règlement et des conditions générales d'assurance de la <b>prévoyance professionnelle</b> dans le plan d'exploitation
B-19	<b>FINMA – Circulaires 2019</b>
B-19.01	Circulaire 2019/1 : Prescriptions en matière de <b>répartition des risques</b> pour les banques
B-19.02	Circulaire 2019/2 : Mesure, gestion, surveillance et contrôle des <b>risques de taux</b> d'intérêt dans le portefeuille de la banque
C	<b>Autres autorités</b>
C-03	<b>Banque nationale suisse</b>
C-03.01	Conditions générales de la Banque nationale suisse
C-03.05	Règlement relatif aux placements financiers et aux opérations financières à titre privé des membres des organes de direction de la Banque
C-03.06	Placements financiers et opérations financières à titre privé des collaborateurs de la BNS (Directive n° 184)
C-03.07	Code de conduite pour les membres du Conseil de banque de la Banque nationale suisse
C-03.08	Code de conduite de la Banque nationale suisse
C-03.10	Note concernant la reproduction de billets de banque
C-05	<b>Commission des OPA</b>
C-05.01	* Règlement de la Commission des offres publiques d'acquisition
C-05.05	Directive relative aux conflits d'intérêts des membres et collaborateurs de la Commission
C-05.10	* Circulaire COPA n° 1 : Programmes de rachat

C-05.11	* Circulaire COPA n° 2 : Liquidité au sens du droit des OPA
C-05.12	* Circulaire COPA n° 3 : Contrôle des offres publiques d'acquisition
C-05.13	* Circulaire COPA n° 4 : Communication aux principaux médias
C-09	<b>Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle</b>
C-09.01	Règlement d'organisation et de gestion de la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle
C-09.10	Directive D-01/2012 : Agrément des experts en prévoyance professionnelle
C-09.11	Directive D-02/2012 : Standard des rapports annuels des autorités de surveillance
C-09.13	Directive D-02/2013 : Indication des frais de gestion de la fortune
C-09.14	Directive D-03/2013 : Indépendance des experts en matière de prévoyance professionnelle
C-09.15	Directive D-04/2013 : Examen et rapport de l'organe de révision
C-09.16	Directive D-05/2013 : Chiffres-clés déterminants et autres renseignements devant être fournis par les fondations de placement
C-09.17	Directive D-01/2014 : Habilitation des gestionnaires de fortune actifs dans la prévoyance professionnelle
C-09.18	Directive D-02/2014 : Conditions à respecter par les fondations de placement qui dépassent, en application de l'art. 26, al. 3, OFP, les limites par débiteur et par société fixées aux art. 54 et 54a OPP 2
C-09.19	Directive D-03/2014 : Reconnaissance de directives techniques de la CSEP comme standard minimal
C-09.20	Directive D-04/2014 : Fondations du pilier 3a et fondations de libre passage
C-09.21	Directive D-05/2014 : Octroi de prêts hypothécaires («hypothèques sur son propre immeuble»)
C-09.22	Directive D-01/2016 : Exigences à remplir par les fondations de placement
C-09.23	Directive D-02/2016 : Fonds de bienfaisance visés par l'art. 89a, al. 7, CC
C-09.24	Directive D-03/2016 : L'assurance qualité dans la révision selon la LPP
C-09.25	Directive D-01/2017 : Mesures destinées à résorber les découverts dans la prévoyance professionnelle
<b>D</b>	<b>Autoréglementation</b>
D-01	<b>Association suisse des banquiers</b>
D-01.01	* Directives applicables à la gestion du <b>risque-pays</b>
D-01.02	* Directive relative aux <b>Notes</b> de débiteurs étrangers

- D-01.03 \* Directives relatives à l'**attribution** de valeurs mobilières liées aux fonds propres lors de placements publics en Suisse
- D-01.04 \* Traitement de la **fausse monnaie**, des fausses pièces de monnaie et des faux lingots en métal précieux
- D-01.05 \* Directives visant à garantir l'indépendance de l'**analyse financière**
- D-01.06 \* **Règles de conduite** pour négociants en valeurs mobilières applicables à l'exécution d'opérations sur titres
- D-01.07 \* Recommandations en matière de **Business Continuity Management (BCM)**
- D-01.08 \* Recommandations de l'ASB et de la COPMA relatives à la gestion du patrimoine conformément au droit de la **protection des mineurs** et des adultes
- D-01.09 \* Directives relatives à l'**obligation d'inventaire** selon l'art. 24 al. 3 de la loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux (LPCC)
- D-01.11 \* Directives relatives aux exigences minimales pour les **financements hypothécaires**
- D-01.12 \* Directives concernant l'examen, l'évaluation et le traitement des crédits garantis par **gage immobilier**
- D-01.13 \* Directives relatives au traitement des avoirs sans contact et en **déshérence** auprès de banques suisses (Directives Narilo)
- D-01.14 \* Directives concernant l'information des investisseurs sur les **produits structurés**
- D-01.16 \* Opérations de financement pour des **personnes sous curatelle** : une recommandation de l'ASB et de la Conférence en matière de protection des mineurs et des adultes (COPMA)
- D-01.17 \* Convention relative à l'**obligation de diligence** des banques (CDB 16)
- D-01.17a \* Commentaire concernant la Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB 16)
- D-01.18 \* Directives concernant les **placements fiduciaires**
- D-01.19 \* Directives concernant le **mandat de gestion** de fortune
- D-01.20 \* Convention relative à l'**obligation de diligence** des banques (en vigueur dès le 01.01.2020)
- D-01.22 \* Guide pratique pour l'ouverture de comptes d'entreprises pour des sociétés **blockchain**
- D-03 **esisuisse**
- D-03.01 \* Convention des banques et négociants en valeurs mobilières suisses relative à la garantie des dépôts
- D-05 **Ombudsman des banques suisses**
- D-05.01 \* Règles de procédure de l'Ombudsman des banques suisses
- D-05.02 Règlement régissant les conflits d'intérêts au sein de l'instance de médiation (Code de conduite)

D-07	<b>SFAMA Swiss Funds &amp; Asset Management Association</b>
D-07.10	* <b>Règles de conduite</b> de la Swiss Funds & Asset Management Association SFAMA
D-07.40	Directive pour l' <b>évaluation</b> de la fortune de placements collectifs de capitaux et pour le traitement d'erreurs d'évaluation pour les placements collectifs de capitaux ouverts
D-07.45	Directives pour les fonds du <b>marché monétaire</b>
D-07.50	Directive pour la <b>distribution</b> de placements collectifs de capitaux
D-07.60	Directive pour le calcul et la publication du Total Expense Ratio ( <b>TER</b> ) pour les placements collectifs de capitaux
D-07.61	Directive pour le calcul et la publication de <b>performance</b> de placements collectifs de capitaux
D-07.62	Directive concernant les obligations liées à la perception de frais et à l'imputation de coûts, ainsi qu'à leur utilisation (directive sur la <b>transparence</b> )
D-07.63	Directives concernant le document d'« <b>Informations clés</b> pour l'investisseur» en matière de fonds en valeurs mobilières et autres fonds en placements traditionnels, sous la forme de fonds ouverts au public
D-07.64	Dispositions suisses obligatoires pour les <b>KIID</b> de placements collectifs étrangers qui sont voués à la distribution en Suisse
D-07.70	Directive pour les <b>fonds immobiliers</b>
D-09	<b>ASA Association suisse d'assurances</b>
D-09.01	Business continuity management (BCM) pour les compagnies d'assurances en Suisse : standards minimaux et recommandations
D-09.02	Règles de conduite pour compagnies d'assurances en matière de gestion de placements de capitaux
D-11	<b>SIX Swiss Exchange</b>
D-11.01	Règlement relatif au négoce
D-11.10	Règlement de cotation
D-11.30	Directive concernant les informations relatives à la Corporate Governance
D-11.31	Directive concernant la publicité événementielle
D-11.32	Directive concernant la publicité des transactions du management
D-41	<b>ASG Association suisse des gérants de fortune</b>
D-41.01	* Code suisse de conduite relatif à l'exercice de la profession de gérant de fortune indépendant
D-47	<b>OAD FCT Organismo di Autodisciplina dei Fiduciari del Cantone Ticino</b>
D-47.01	Norme di comportamento nell'ambito della gestione patrimoniale

D-49	<b>ARIF Association romande des intermédiaires financiers</b>
D-49.01	* Code de déontologie relatif à l'exercice de la profession de gérant de fortune indépendant
D-51	<b>VQF Verein zur Qualitätssicherung von Finanzdienstleistungen</b>
D-51.01	* Rules of conduct of the industry organisation for asset management of the VQF Financial Services Standards Association regarding the practice of asset management
D-59	<b>PolyReg Association générale d'Autorégulation</b>
D-59.01	* Règles de déontologie de PolyReg Association générale d'autorégulation
D-61	<b>OAR-G Organisme d'autorégulation des gérants de patrimoine</b>
D-61.01	* Règlement de l'OAR-G relatif aux règles-cadres pour la gestion de fortune
D-65	<b>GSCGI Groupement suisse des conseils en gestion indépendants</b>
D-65.01	* Règles d'éthique professionnelle du GSCGI
D-71	<b>ExpertSuisse</b>
D-71.01	Règles d'organisation et d'éthique professionnelle
D-71.02	Directives sur l'indépendance
D-73	<b>Economiesuisse</b>
D-73.01	* Code suisse de bonne pratique pour le gouvernement d'entreprise



## Principales abréviations

ARIF		Association romande des intermédiaires financiers
ASA		Association suisse d'assurances
ASB		Association suisse des banquiers
ASG		Association suisse des gérants de fortune
BNS		Banque nationale suisse
CDB 16	D-01.17	Convention de diligence des banques 2016
CDB 20	D-01.20	Convention de diligence des banques 2020
CFMJ		Commission fédérale des maisons de jeu
CHS PP		Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle
Circ.-FINMA		Circulaire de la FINMA
COPA		Commission des offres publiques d'acquisition
COPMA		Conférence en matière de protection des mineurs et des adultes
DFF		Département fédéral des finances
FF		Feuille fédérale
FINMA		Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers
GSCGI		Groupement suisse des conseils en gestion indépendants
LB	A-03.01	Loi sur les banques 1934
LBA	A-15.01	Loi sur le blanchiment d'argent 1997
LBN	A-41.01	Loi sur la Banque nationale 2003
LBVM	A-05.01	Loi sur les bourses 1995
LCC	A-23.01	Loi sur le crédit à la consommation 2001
LCD	A-29.01	Loi contre la concurrence déloyale 1986
LEmb	A-37.01	Loi sur les embargos 2002
LFINMA	A-01.01	Loi sur la surveillance des marchés financiers 2007
LIMF	A-04.01	Loi sur l'infrastructure des marchés financiers 2015
LLG	A-11.01	Loi sur l'émission de lettres de gage 1930
LPCC	A-07.01	Loi sur les placements collectifs 2006
LPD	A-27.01	Loi sur la protection des données 1992
LSR	A-24.01	Loi sur la surveillance de la révision 2005
LTI	A-43.01	Loi fédérale sur les titres intermédiés 2008
LUMMP	A-41.02	Loi sur l'unité monétaire 1999
LVP	A-39.01	Loi sur les valeurs patrimoniales d'origine illicite 2015
MROS		Money Laundering Reporting Office-Switzerland

OAD FCT		Organismo di Autodisciplina dei Fiduciari del Cantone Ticino
OA-FINMA	A-01.12	Ordonnance sur les audits des marchés financiers 2014
OAR-G		Organisme d'autorégulation des gérants de patrimoine
OB	A-03.10	Ordonnance sur les banques 2014
OBA	A-15.13	Ordonnance sur le blanchiment d'argent 2015
OBA CFMJ	A-15.30	Ordonnance de la CFMJ sur le blanchiment d'argent 2015
OBA-FINMA	A-15.20	Ordonnance de la FINMA sur le blanchiment d'argent 2015
OBCBA	A-15.10	Ordonnance sur le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent 2004
OBE-FINMA	A-03.20	Ordonnance de la FINMA sur les banques étrangères 1996
OBVM	A-05.10	Ordonnance sur les bourses 1996
Oém-FINMA	A-01.11	Ordonnance sur les émoluments et les taxes de la FINMA 2008
OFPC-FINMA	A-07.21	Ordonnance de la FINMA sur la faillite de placements collectifs 2012
OFR	A-03.11	Ordonnance sur les fonds propres 2012
OIB-FINMA	A-03.21	Ordonnance de la FINMA sur l'insolvabilité bancaire 2012
OIMF	A-04.10	Ordonnance sur l'infrastructure des marchés financiers 2015
OIMF-FINMA	A-04.20	Ordonnance de la FINMA sur l'infrastructure des marchés financiers 2015
OIP	A-29.10	Ordonnance sur l'indication des prix 1978
OLCC	A-23.10	Ordonnance relative à la loi féd. sur le crédit à la consommation 2002
OLG	A-11.10	Ordonnance sur les lettres de gage 1931
OLiq	A-03.12	Ordonnance sur les liquidités 2012
OLPD	A-27.10	Ordonnance sur la protection des données 1993
OOPA	A-04.30	Ordonnance sur les OPA 2008
OPCC	A-07.10	Ordonnance sur les placements collectifs 2006
OPC-FINMA	A-07.20	Ordonnance de la FINMA sur les placements collectifs 2014
R-COPA	C-05.01	Règlement de la Commission des OPA 2008
RO		Recueil officiel du droit fédéral
RS		Recueil systématique du droit fédéral
SECO		Secrétariat d'Etat à l'économie
SFAMA		Swiss Funds & Asset Management Association
SVSP		Association suisse Produits structurés
TF		Tribunal fédéral
VQF		Verein zur Qualitätssicherung von Finanzdienstleistungen

## Index alphabétique des chapitres

ARIF Association romande des intermédiaires financiers	D-49
ASA Association suisse d'assurances	D-09
ASG Association suisse des gérants de fortune	D-41
Association suisse des banquiers	D-01
Assurance	A-09
Avoirs illicites de PEP	A-39
Banque nationale suisse	C-03
Banques	A-03
Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle	A-05 C-09
Commission des OPA	C-05
Concurrence déloyale	A-29
Crédit à la consommation	A-23
Economiesuisse	D-73
Embargos	A-37
Entraide fiscale	A-46
esisuisse	D-03
Etablissements financiers	A-02
ExpertSuisse	D-71
FINMA	A-01
FINMA	B-01
FINMA – Circulaires 2008	B-08
FINMA – Circulaires 2009	B-09
FINMA – Circulaires 2010	B-10
FINMA – Circulaires 2011	B-11
FINMA – Circulaires 2012	B-12
FINMA – Circulaires 2013	B-13
FINMA – Circulaires 2015	B-15
FINMA – Circulaires 2016	B-16
FINMA – Circulaires 2017	B-17
FINMA – Circulaires 2018	B-18
FINMA – Circulaires 2019	B-19
GSCGI Groupement suisse des conseils en gestion indépendants	D-65
Infrastructure des marchés financiers	A-04

---

Lettres de gage	A-11
Lutte contre le blanchiment d'argent	A-15
Monnaie et Banque nationale	A-41
Négociants en valeurs mobilières	A-05
OAD FCT Organismo di Autodisciplina dei Fiduciari del Cantone Ticino	D-47
OAR-G Organisme d'autorégulation des gérants de patrimoine	D-61
Ombudsman des banques suisses	D-05
Placements collectifs	A-07
PolyReg Association générale d'autorégulation	D-59
Prévoyance professionnelle	A-35
Protection des données	A-27
Rémunérations abusives	A-45
Services financiers	A-06
SFAMA Swiss Funds & Asset Management Association	D-07
SIX Swiss Exchange	D-11
Surveillance de la révision	A-24
Tessin	A-51
Titres intermédiés	A-43
Trusts	A-25
VQF Verein zur Qualitätssicherung von Finanzdienstleistungen	D-51

**Loi**  
**sur l’Autorité fédérale de surveillance**  
**des marchés financiers**  
**(Loi sur la surveillance des marchés financiers, LFINMA)**

**956.1**

du 22 juin 2007 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2019)

---

*L’Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*

vu les art. 95 et 98 de la Constitution<sup>1</sup>,

vu le message du Conseil fédéral du 1<sup>er</sup> février 2006<sup>2</sup>,

*arrête:*

## **Chapitre 1 Dispositions générales**

### **Art. 1**           Objet

<sup>1</sup> La Confédération crée une autorité chargée de surveiller les marchés financiers régis par les lois citées ci-après (lois sur les marchés financiers):

- a. la loi du 25 juin 1930 sur l’émission de lettres de gage<sup>3</sup>;
- b. la loi du 2 avril 1908 sur le contrat d’assurance<sup>4</sup>;
- c. la loi du 23 juin 2006 sur les placements collectifs<sup>5</sup>;
- d. la loi du 8 novembre 1934 sur les banques<sup>6</sup>;
- e. la loi du 24 mars 1995 sur les bourses<sup>7</sup>;
- f. la loi du 10 octobre 1997 sur le blanchiment d’argent<sup>8</sup>;
- g. la loi du 17 décembre 2004 sur la surveillance des assurances<sup>9</sup>;
- h.<sup>10</sup> la loi du 19 juin 2015 sur l’infrastructure des marchés financiers<sup>11</sup>.

<sup>2</sup> La présente loi règle l’organisation de cette autorité et fixe les instruments de surveillance à sa disposition.

RO 2008 5207

1    RS 101

2    FF 2006 2741

3    RS 211.423.4

4    RS 221.229.1

5    RS 951.31

6    RS 952.0

7    RS 954.1

8    RS 955.0

9    RS 961.01

10  Introduite par le ch. 13 de l’annexe à la L du 19 juin 2015 sur l’infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

11  RS 958.1

**Art. 2** Relation avec les lois sur les marchés financiers

<sup>1</sup> La présente loi est applicable pour autant que les lois sur les marchés financiers n'en disposent pas autrement.

<sup>2</sup> Les réglementations internationales convenues dans le cadre de l'imposition internationale à la source ainsi que les conventions intergouvernementales y afférentes priment la présente loi et les lois sur les marchés financiers, notamment en ce qui concerne les audits hors du pays d'origine et l'accès au marché.<sup>12</sup>

**Art. 3** Assujettis

Sont assujettis à la surveillance des marchés financiers:

- a. les personnes qui, selon les lois sur les marchés financiers, doivent obtenir une autorisation, une reconnaissance, un agrément ou un enregistrement de l'autorité de surveillance des marchés financiers; et
- b. les placements collectifs de capitaux;
- c.<sup>13</sup> ...

**Art. 4**<sup>14</sup> Buts de la surveillance des marchés financiers

La surveillance des marchés financiers a pour but de protéger, conformément aux lois sur les marchés financiers, les créanciers, les investisseurs et les assurés, et d'assurer le bon fonctionnement des marchés financiers. Elle contribue ce faisant à améliorer la réputation, la compétitivité et la viabilité de la place financière suisse.

**Art. 5**<sup>15</sup> Forme juridique, siège et désignation

<sup>1</sup> L'autorité chargée de surveiller les marchés financiers est un établissement de droit public doté d'une personnalité juridique propre; son siège est à Berne.

<sup>2</sup> Elle porte le nom d'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers («FINMA»).

<sup>3</sup> La FINMA règle elle-même son organisation selon les principes d'une gouvernance d'entreprise de qualité et d'une gestion économique des affaires. Elle tient sa propre comptabilité.

<sup>12</sup> Introduit par l'art. 46 de la LF du 15 juin 2012 sur l'imposition internationale à la source, en vigueur depuis le 20 déc. 2012 (RO **2013** 27; FF **2012** 4555).

<sup>13</sup> Abrogée par le ch. 8 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 4073; FF **2013** 6147).

<sup>14</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 16 de l'annexe à la LF du 15 juin 2018 sur les établissements financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2018** 5247; FF **2015** 8101).

<sup>15</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 16 de l'annexe à la LF du 15 juin 2018 sur les établissements financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2018** 5247; FF **2015** 8101).

**Art. 6** Tâches

<sup>1</sup> La FINMA exerce la surveillance conformément aux lois sur les marchés financiers et à la présente loi.

<sup>2</sup> Elle assume les tâches internationales liées à son activité de surveillance.

**Art. 7** Principes de réglementation

<sup>1</sup> La FINMA adopte:

- a. des ordonnances: lorsque la législation sur les marchés financiers le prévoit; et
- b. des circulaires: afin de préciser les modalités d'application de la législation sur les marchés financiers.

<sup>2</sup> La FINMA n'adopte des ordonnances et des circulaires que dans la mesure où les buts visés par la surveillance le requièrent. Ce faisant, elle tient compte notamment:

- a. des coûts que la réglementation entraîne pour les assujettis;
- b. des effets de la réglementation sur la concurrence, sur la capacité d'innovation et sur la compétitivité internationale de la place financière suisse;
- c. des différentes activités des assujettis et des risques qu'ils encourent; et
- d. des standards internationaux minimaux.

<sup>3</sup> La FINMA soutient l'autorégulation; elle peut lui reconnaître une valeur de standard minimal et la transposer dans ses règles de surveillance.

<sup>4</sup> Elle veille à la transparence du processus de réglementation et à la participation appropriée des milieux concernés.

<sup>5</sup> Elle édicte les directives nécessaires à la mise en œuvre de ces principes. A cet effet, elle consulte le Département fédéral des finances.

**Chapitre 2 Organisation****Section 1 Organes et personnel****Art. 8** Organes

La FINMA se compose des organes suivants:

- a. le conseil d'administration;
- b. la direction;
- c. l'organe de révision.

**Art. 9** Conseil d'administration

<sup>1</sup> Le conseil d'administration est l'organe stratégique de la FINMA. Ses tâches sont les suivantes:

- a. fixer les objectifs stratégiques de la FINMA et les soumettre à l'approbation du Conseil fédéral;
- b. statuer sur les affaires de grande portée;
- c. édicter les ordonnances relevant de la compétence de la FINMA et arrêter des circulaires;
- d. superviser la direction;
- e. instituer une révision interne et assurer le contrôle interne;
- f. élaborer le rapport d'activités, le soumettre à l'approbation du Conseil fédéral et le publier;
- g. nommer le directeur de la FINMA sous réserve de l'approbation du Conseil fédéral;
- h. nommer les membres de la direction;
- i. édicter le règlement d'organisation et les directives relatives à l'information;
- j. approuver le budget.

<sup>2</sup> Le conseil d'administration se compose de sept à neuf membres experts en la matière, qui doivent être indépendants des établissements assujettis. Les membres sont nommés pour une période de quatre ans et leur mandat peut être renouvelé deux fois.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral nomme les membres du conseil d'administration. Il veille à une représentation appropriée des deux sexes. Le Conseil fédéral désigne le président et le vice-président. Il fixe le montant de leurs indemnités. L'art. 6a de la loi du 24 mars 2000 sur le personnel de la Confédération<sup>16</sup> est applicable par analogie.

<sup>4</sup> Le président ne peut exercer aucune autre activité économique ni remplir de fonction pour le compte de la Confédération ou d'un canton, sauf si elle est utile à l'accomplissement des tâches de la FINMA.

<sup>5</sup> Le Conseil fédéral révoque les membres du conseil d'administration et approuve la résiliation des rapports de travail du directeur par le conseil d'administration si les conditions requises pour l'exercice de leurs fonctions ne sont plus remplies.

## **Art. 10** Direction

<sup>1</sup> La direction est l'organe exécutif. Elle est dirigée par un directeur.

<sup>2</sup> Ses tâches sont notamment les suivantes:

- a. arrêter les décisions conformément au règlement d'organisation;
- b. élaborer les bases de décision du conseil d'administration, lui rendre des comptes régulièrement et l'informer sans retard de tout événement extraordinaire;
- c. assumer toutes les tâches qui ne relèvent pas d'un autre organe.

<sup>16</sup> RS 172.220.1



<sup>3</sup> Le règlement d'organisation règle les modalités.

#### **Art. 11** Représentation des domaines

<sup>1</sup> La FINMA est structurée en domaines. Le règlement d'organisation fixe les modalités.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral et le conseil d'administration veillent à ce que les différents domaines soient représentés de manière appropriée au sein du conseil d'administration et de la direction.

#### **Art. 12** Organe de révision

Le Contrôle fédéral des finances est l'organe de révision externe; il informe le conseil d'administration et le Conseil fédéral sur les résultats de sa révision.

#### **Art. 13**<sup>17</sup> Personnel

<sup>1</sup> La FINMA engage son personnel sur la base d'un contrat de droit public.

<sup>2</sup> L'art. 6a de la loi du 24 mars 2000 sur le personnel de la Confédération<sup>18</sup> est applicable par analogie.

<sup>3</sup> La prévoyance professionnelle du personnel est régie par la législation sur la Caisse fédérale de pensions.

<sup>4</sup> Le conseil d'administration règle dans une ordonnance:

- a. les rapports de travail, notamment la rémunération, les prestations annexes, le temps de travail, le devoir de loyauté et la résiliation du contrat;
- b. la composition, la procédure d'élection et l'organisation de l'organe paritaire de la caisse de prévoyance de la FINMA.

<sup>5</sup> Le conseil d'administration soumet l'ordonnance à l'approbation du Conseil fédéral.

#### **Art. 14** Secret de fonction

<sup>1</sup> Le personnel et les organes de la FINMA sont tenus de garder le secret sur les affaires du service.

<sup>2</sup> L'obligation de garder le secret subsiste après la fin des rapports de travail ou de la période de fonction.

<sup>3</sup> Un membre du personnel ou d'un organe de la FINMA ne peut s'exprimer, dans le cadre d'une audition ou d'une procédure judiciaire, en tant que partie, témoin ou expert sur des faits liés à sa fonction et constatés dans l'accomplissement de ses tâches, que s'il y a été autorisé par la FINMA.

<sup>17</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 4 de l'annexe à la LF du 14 déc. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2013 (RO 2013 1493; FF 2011 6171).

<sup>18</sup> RS 172.220.1

<sup>4</sup> Les personnes mandatées par la FINMA (chargés d'audit, chargés d'enquête, délégués à l'assainissement, liquidateurs, gérants) sont également soumises au secret de fonction.<sup>19</sup>

## Section 2 Financement et budget

### Art. 15 Financement

<sup>1</sup> La FINMA perçoit des émoluments pour chaque procédure de surveillance et pour les prestations qu'elle fournit. Elle perçoit en outre des assujettis une taxe annuelle de surveillance par domaine de surveillance pour financer les coûts non couverts par les émoluments.

<sup>2</sup> La taxe de surveillance est fixée selon les critères suivants:

- a.<sup>20</sup> le total du bilan et le volume des transactions sur valeurs mobilières, s'agissant des assujettis visés par l'art. 1a de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques<sup>21</sup>, la loi du 24 mars 1995 sur les bourses<sup>22</sup> et la loi du 25 juin 1930 sur l'émission de lettres de gage<sup>23</sup>; le total du bilan et le produit brut, s'agissant des assujettis visés par l'art. 1b de la loi sur les banques;
- a<sup>bis</sup>.<sup>24</sup> le total du bilan et le volume des transactions sur valeurs mobilières ou, faute de volume des transactions sur valeurs mobilières, le produit brut, s'agissant des assujettis visés par la loi du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers<sup>25</sup>;
- b. le montant du patrimoine géré, le produit brut et la taille de l'entreprise, s'agissant des assujettis visés par la loi du 23 juin 2006 sur les placements collectifs<sup>26</sup>;
- c. la quote-part des recettes totales des primes de toutes les entreprises d'assurance, s'agissant des entreprises d'assurance au sens de la loi du 17 décembre 2004 sur la surveillance des assurances<sup>27</sup>; le nombre de courtiers et la taille de l'entreprise, s'agissant des courtiers en assurance au sens de l'art. 43, al. 1, de la loi précitée;
- d. le revenu brut et le nombre de membres affiliés, s'agissant des organismes d'autorégulation au sens de la loi du 10 octobre 1997 sur le blanchiment

<sup>19</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4073; FF 2013 6147).

<sup>20</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 16 de l'annexe à la LF du 15 juin 2018 sur les établissements financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5247; FF 2015 8101).

<sup>21</sup> RS 952.0

<sup>22</sup> RS 954.1

<sup>23</sup> RS 211.423.4

<sup>24</sup> Introduite par le ch. 13 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>25</sup> RS 958.1

<sup>26</sup> RS 951.31

<sup>27</sup> RS 961.01

d'argent<sup>28</sup>; le produit brut et la taille de l'entreprise, s'agissant des intermédiaires financiers qui sont directement soumis à la FINMA, en vertu de l'art. 2, al. 3, de la loi précitée;

e.<sup>29</sup> ...

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral peut prévoir que la taxe de surveillance se compose d'une taxe de base fixe et d'une taxe complémentaire variable.

<sup>4</sup> Il règle les modalités, notamment:

- a. les bases de calcul;
- b. les domaines de surveillance au sens de l'al. 1; et
- c. la répartition des coûts financés par la taxe de surveillance entre les domaines de surveillance.

#### **Art. 16** Réserves

La FINMA constitue dans un délai raisonnable des réserves d'un montant équivalent à un budget annuel pour l'exercice de son activité de surveillance.

#### **Art. 17** Trésorerie

<sup>1</sup> L'Administration fédérale des finances gère les liquidités de la FINMA par le biais de la Trésorerie centrale.

<sup>2</sup> Elle accorde des prêts à la FINMA aux taux du marché pour assurer sa solvabilité.

<sup>3</sup> L'Administration fédérale des finances et la FINMA conviennent des modalités de cette collaboration.

#### **Art. 18** Etablissement des comptes

<sup>1</sup> Les comptes de la FINMA présentent un état complet de la fortune, des finances et des revenus.

<sup>2</sup> Les comptes sont établis selon les principes de l'importance, de la clarté, de la continuité et de la présentation du produit brut et se fondent sur des normes généralement reconnues.

<sup>3</sup> Les règles applicables au bilan et à l'évaluation qui découlent des principes régissant l'établissement des comptes doivent être publiées.

<sup>28</sup> RS 955.0

<sup>29</sup> Abrogée par le ch. 8 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4073; FF 2013 6147).

**Art. 19**      Responsabilité

<sup>1</sup> La responsabilité de la FINMA, de ses organes, de son personnel et des personnes mandatées par elle est régie par la loi du 14 mars 1958 sur la responsabilité<sup>30</sup>, sous réserve de l'al. 2.<sup>31</sup>

<sup>2</sup> La FINMA et les personnes qu'elle a mandatées sont responsables uniquement aux conditions suivantes:

- a. elles ont violé des devoirs essentiels de fonction; et
- b. l'assujetti n'a pas causé les dommages en violant ses obligations.

**Art. 20**      Exonération fiscale

<sup>1</sup> La FINMA est exonérée de tout impôt fédéral, cantonal et communal.

<sup>2</sup> Est réservé le droit fédéral régissant:

- a. la taxe sur la valeur ajoutée;
- b. l'impôt anticipé;
- c. les droits de timbre.

**Section 3**      **Indépendance et surveillance****Art. 21**

<sup>1</sup> La FINMA exerce son activité de manière autonome et indépendante.

<sup>2</sup> Elle examine au moins une fois par an avec le Conseil fédéral sa stratégie en matière de surveillance et les questions d'actualité relevant de la politique applicable à la place financière.

<sup>3</sup> Les relations entre la FINMA et le Conseil fédéral ont lieu par l'entremise du Département fédéral des finances.

<sup>4</sup> L'Assemblée fédérale exerce la haute surveillance.

**Section 4**      **Information du public et traitement des données****Art. 22**      Information du public

<sup>1</sup> La FINMA informe le public au moins une fois par an sur son activité et sa pratique en matière de surveillance.

<sup>30</sup> RS 170.32

<sup>31</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4073; FF 2013 6147).

<sup>2</sup> La FINMA ne donne aucune information sur des procédures particulières à moins que la communication d'une information ne réponde à une nécessité dictée par le droit de la surveillance, notamment si la communication a pour but:

- a. de protéger les acteurs financiers ou les assujettis;
- b. de rectifier des informations fausses ou fallacieuses; ou
- c. de garantir la réputation de la place financière suisse.

<sup>3</sup> Si la FINMA a donné des informations sur une procédure, elle doit également informer sans délai lorsque celle-ci est suspendue. A la demande de l'intéressé, une dérogation peut être convenue.

<sup>4</sup> La FINMA prend en considération, dans l'ensemble de son activité d'information, les droits de la personnalité des personnes concernées. La publication de données personnelles peut se faire sous forme électronique ou imprimée.

#### **Art. 23**            Traitement des données et registre public

<sup>1</sup> Dans le cadre de la surveillance prévue par la présente loi et les lois sur les marchés financiers, la FINMA traite des données personnelles, y compris des données sensibles et des profils de la personnalité. Elle règle les modalités.

<sup>2</sup> Elle tient un registre des assujettis. Ce registre est accessible au public sous forme électronique.

### **Chapitre 3**    **Instruments de surveillance**

#### **Section 1**    **Audit**

#### **Art. 24**<sup>32</sup>        Principe

<sup>1</sup> La FINMA peut effectuer elle-même l'audit au sens des lois sur les marchés financiers (art. 1, al. 1) ou le faire effectuer par:

- a. une société d'audit mandatée par l'assujetti et agréée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision selon l'art. 9a de la loi du 16 décembre 2005 sur la surveillance de la révision<sup>33</sup>; ou
- b. un chargé d'audit selon l'art. 24a.

<sup>2</sup> L'audit se concentre en particulier sur les risques que l'assujetti peut faire porter aux créanciers, aux investisseurs, aux assurés ou au bon fonctionnement des marchés financiers. Il y a lieu d'éviter autant que possible les contrôles redondants.

<sup>3</sup> L'art. 730b, al. 2, du code des obligations<sup>34</sup> s'applique par analogie au respect de la confidentialité par les sociétés d'audit.

<sup>32</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4073; FF 2013 6147).

<sup>33</sup> RS 221.302

<sup>34</sup> RS 220

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral règle les principes relatifs au contenu et à l'exécution de l'audit selon l'al. 1, let. a, ainsi que la forme de l'établissement des rapports. Il peut autoriser la FINMA à édicter des dispositions sur des questions techniques.

<sup>5</sup> Les assujettis supportent les frais de l'audit.

#### **Art. 24a<sup>35</sup>** Chargé d'audit

<sup>1</sup> La FINMA peut charger une personne qualifiée et indépendante d'auditer des assujettis.

<sup>2</sup> La FINMA arrête les tâches du chargé d'audit dans la décision de nomination.

<sup>3</sup> Les frais occasionnés par l'engagement d'un chargé d'audit sont à la charge de l'assujetti.

#### **Art. 25<sup>36</sup>** Obligations des assujettis audités

<sup>1</sup> L'assujetti fournit à la société d'audit désignée ou au tiers mandaté par la FINMA tous les renseignements et documents nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

<sup>2</sup> Il informe la FINMA du choix d'une société d'audit.

#### **Art. 26<sup>37</sup>**

#### **Art. 27** Rapports et mesures

<sup>1</sup> La société d'audit présente un rapport à la FINMA. Elle met ce rapport à la disposition de l'organe suprême de direction de l'établissement ou des établissements audités.<sup>38</sup>

<sup>2</sup> Lorsqu'elle découvre des infractions au droit de la surveillance ou d'autres irrégularités, la société d'audit invite l'assujetti à régulariser sa situation dans un délai approprié. Si ce délai n'est pas respecté, elle en informe la FINMA.

<sup>3</sup> Si elle constate des violations graves du droit de la surveillance ou de graves irrégularités, la société d'audit en réfère sans délai à la FINMA.

<sup>35</sup> Introduit par le ch. 8 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4073; FF 2013 6147).

<sup>36</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4073; FF 2013 6147).

<sup>37</sup> Abrogé par le ch. 8 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4073; FF 2013 6147).

<sup>38</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4073; FF 2013 6147).

**Art. 28** Surveillance des sociétés d'audit

<sup>1</sup> ...<sup>39</sup>

<sup>2</sup> La FINMA et l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision se communiquent tous les renseignements et documents nécessaires à la mise en œuvre de la législation applicable.<sup>40</sup>

**Art. 28a**<sup>41</sup> Choix et changement de la société d'audit

<sup>1</sup> L'audit effectué au titre d'une autorisation et les audits habituels doivent être exécutés par deux sociétés d'audit distinctes.

<sup>2</sup> Dans des cas justifiés, la FINMA peut exiger de l'assujetti qu'il change de société d'audit.

<sup>3</sup> La FINMA informe l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision avant de prononcer un changement selon l'al. 2.

**Section 2** Autres moyens de surveillance**Art. 29** Obligation de renseigner et d'annoncer

<sup>1</sup> Les assujettis, leurs sociétés d'audit et organes de révision ainsi que les personnes et entreprises détenant une participation qualifiée ou prépondérante au sein des établissements assujettis doivent fournir à la FINMA les renseignements et les documents nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

<sup>2</sup> Les assujettis et leurs sociétés d'audits renseignent sans délai la FINMA sur tout fait important susceptible de l'intéresser.<sup>42</sup>

**Art. 30** Annonce de l'ouverture d'une procédure

Si des indices donnent à penser que le droit de la surveillance a été enfreint et que la FINMA ouvre une procédure, elle en avise les parties.

<sup>39</sup> Abrogé par le ch. 8 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4073; FF 2013 6147).

<sup>40</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4073; FF 2013 6147).

<sup>41</sup> Introduit par le ch. 8 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4073; FF 2013 6147).

<sup>42</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4073; FF 2013 6147).

**Art. 31** Rétablissement de l'ordre légal

Lorsqu'un assujetti enfreint la présente loi ou une des lois sur les marchés financiers, ou si d'autres irrégularités sont constatées, la FINMA veille au rétablissement de l'ordre légal.

**Art. 32** Décision en constatation

Si la procédure révèle que l'assujetti a gravement enfreint le droit de la surveillance et qu'aucune mesure de rétablissement de l'ordre légal ne doit être prise, la FINMA peut rendre une décision en constatation.

**Art. 33** Interdiction d'exercer

<sup>1</sup> Si la FINMA constate une violation grave du droit de la surveillance, elle peut interdire à l'auteur d'exercer une fonction dirigeante dans l'établissement d'un assujetti.

<sup>2</sup> L'interdiction peut être prononcée pour une durée de cinq ans au plus.

**Art. 34** Publication d'une décision en matière de surveillance

<sup>1</sup> En cas de violation grave du droit de la surveillance, la FINMA peut publier sa décision finale, y compris les données personnelles des assujettis concernés, sous forme électronique ou écrite, à compter de son entrée en force.

<sup>2</sup> La publication doit être ordonnée dans la décision elle-même.

**Art. 35** Confiscation

<sup>1</sup> La FINMA peut confisquer le gain acquis par un assujetti ou une personne qui exerce une fonction dirigeante en violant gravement le droit de la surveillance.

<sup>2</sup> Cette réglementation est applicable par analogie si un assujetti ou une personne exerçant une fonction dirigeante a évité une perte en violant gravement le droit de la surveillance.

<sup>3</sup> Si le montant des valeurs soumises à confiscation ne peut être précisément déterminé ou si la détermination de cette somme requiert des moyens disproportionnés, la FINMA peut procéder à une estimation.

<sup>4</sup> Le droit d'ordonner la confiscation se prescrit par sept ans.

<sup>5</sup> La confiscation au sens des art. 70 à 72 du code pénal<sup>43</sup> prime la confiscation au sens de la présente disposition.

<sup>6</sup> Les valeurs patrimoniales confisquées sont dévolues à la Confédération, pour autant qu'elles ne reviennent pas aux lésés.



**Art. 36** Chargé d'enquête

<sup>1</sup> La FINMA peut charger un spécialiste indépendant (chargé d'enquête) d'effectuer une enquête dans l'établissement d'un assujetti pour élucider un fait relevant de la surveillance ou pour mettre en œuvre les mesures de surveillance qu'elle a ordonnées.

<sup>2</sup> La FINMA arrête les tâches du chargé d'enquête dans la décision de nomination. Elle détermine dans quelle mesure celui-ci peut agir à la place des organes de l'assujetti.

<sup>3</sup> L'assujetti doit garantir au chargé d'enquête l'accès à ses locaux et lui fournir tous les renseignements et documents nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

<sup>4</sup> Les frais occasionnés par l'engagement d'un chargé d'enquête sont à la charge de l'assujetti. A la demande de la FINMA, celui-ci verse une avance de frais.

**Art. 37** Retrait de l'autorisation, de la reconnaissance, de l'agrément ou de l'enregistrement

<sup>1</sup> La FINMA retire l'autorisation d'exercer, la reconnaissance, l'agrément ou l'enregistrement d'un assujetti, si celui-ci ne remplit plus les conditions requises ou s'il viole gravement le droit de la surveillance.

<sup>2</sup> Par le retrait de son autorisation, l'assujetti perd le droit d'exercer son activité. Les autres conséquences du retrait sont régies par les lois sur les marchés financiers applicables.

<sup>3</sup> Ces conséquences sont applicables par analogie lorsqu'un assujetti exerce son activité sans autorisation, sans reconnaissance, sans agrément ou sans enregistrement.

**Section 3** Collaboration avec les autorités suisses**Art. 38** Autorités pénales

<sup>1</sup> La FINMA et l'autorité de poursuite pénale compétente échangent les informations dont elles ont besoin pour accomplir leurs tâches dans le cadre de leur collaboration. Elles ne peuvent utiliser les informations reçues que pour accomplir leurs tâches respectives.<sup>44</sup>

<sup>2</sup> Elles coordonnent leurs enquêtes dans la mesure où cela est nécessaire et possible.

<sup>3</sup> Lorsque la FINMA a connaissance de crimes ou de délits de droit commun, ou d'infractions à la présente loi ou aux lois sur les marchés financiers, elle en informe les autorités de poursuite pénale compétentes.

<sup>44</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 13 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

**Art. 39<sup>45</sup>** Autres autorités suisses

<sup>1</sup> La FINMA est habilitée à communiquer à d'autres autorités suisses exerçant des tâches de surveillance ainsi qu'à la Banque nationale suisse les informations non accessibles au public dont elles ont besoin pour s'acquitter de leurs tâches.

<sup>2</sup> Elle peut en outre échanger avec le Département fédéral des finances des informations non accessibles au public concernant certains participants au marché si cela sert à maintenir la stabilité du système financier.

**Art. 40** Motifs de refus

La FINMA peut refuser de communiquer aux autorités de poursuite pénale et à d'autres autorités suisses des informations non accessibles au public ou de leur transmettre des documents dans la mesure où:

- a. ces informations ou documents lui servent uniquement à se faire une opinion;
- b. cette collaboration pourrait mettre en péril une procédure en cours, ou nuire à la surveillance des marchés financiers;
- c. cette collaboration n'est pas compatible avec les buts de la surveillance des marchés financiers.

**Art. 41** Différends

A la demande d'une des autorités concernées, le Tribunal administratif fédéral statue sur les différends en matière de collaboration qui opposent la FINMA et les autorités de poursuite pénale ou les autres autorités suisses.

**Section 4** Collaboration avec les autorités étrangères<sup>46</sup>**Art. 42<sup>47</sup>** Assistance administrative

<sup>1</sup> La FINMA peut demander à des autorités étrangères de surveillance des marchés financiers de lui transmettre les informations nécessaires à l'exécution des lois sur les marchés financiers.

<sup>2</sup> Elle ne peut transmettre aux autorités étrangères de surveillance des marchés financiers des informations non accessibles au public que si:

- a. ces informations sont utilisées exclusivement pour l'exécution des lois sur les marchés financiers ou sont retransmises à cet effet à d'autres autorités, tribunaux ou organes;

<sup>45</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 13 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>46</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 13 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>47</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 13 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

- b. les autorités requérantes sont liées par le secret de fonction ou par le secret professionnel, les dispositions applicables à la publicité des procédures et à l'information du public sur de telles procédures étant réservées.

<sup>3</sup> S'agissant de l'échange d'informations entre la FINMA et des autorités, des tribunaux ou des organes étrangers impliqués dans l'assainissement et la liquidation de titulaires d'une autorisation, les al. 1 et 2 sont applicables par analogie.

<sup>4</sup> L'assistance administrative est octroyée avec diligence. La FINMA respecte le principe de la proportionnalité. La transmission d'informations concernant des personnes qui, manifestement, ne sont pas impliquées dans l'affaire faisant l'objet d'une enquête est exclue.

<sup>5</sup> La FINMA peut autoriser, en accord avec l'Office fédéral de la justice, la retransmission des informations à des autorités pénales à d'autres fins que celles mentionnées à l'al. 2, let. a, à condition que l'entraide judiciaire en matière pénale ne soit pas exclue.

#### **Art. 42a<sup>48</sup>** Procédure d'assistance administrative

<sup>1</sup> Si la FINMA ne détient pas encore les informations requises, elle peut les demander au tiers détenteur. En vertu de l'art. 16 de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative<sup>49</sup>, la personne appelée à fournir des renseignements peut refuser de répondre aux questions.

<sup>2</sup> S'agissant des informations relatives aux clients que la FINMA communique à l'autorité, la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative est applicable, sous réserve des al. 3 à 6.

<sup>3</sup> La FINMA peut refuser la consultation de la correspondance avec les autorités étrangères. L'art. 28 de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative est réservé.

<sup>4</sup> A titre exceptionnel, la FINMA peut s'abstenir d'informer les clients concernés avant de communiquer les informations demandées si une telle information compromet le but de l'assistance administrative et l'accomplissement efficace des tâches de l'autorité requérante. En pareil cas, les clients concernés doivent être informés a posteriori.

<sup>5</sup> Dans les cas énoncés à l'al. 4, la FINMA informe les détenteurs des renseignements et les autorités qui ont été mis au courant de la demande en ce qui concerne le report de l'information. Jusqu'à ce que les clients concernés aient été informés, les détenteurs des renseignements et les autorités ne peuvent pas informer ces personnes de la demande.

<sup>6</sup> La décision de la FINMA de transmettre des informations à l'autorité étrangère de surveillance des marchés financiers peut, dans un délai de dix jours, faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif fédéral. L'art. 22a de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative n'est pas applicable. Dans les cas

<sup>48</sup> Introduit par le ch. 13 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>49</sup> RS 172.021

énoncés à l'al. 4, la demande en justice ne peut qu'être la constatation de la non-conformité au droit.

**Art. 42b<sup>50</sup>** Collaboration avec les organisations et les organes internationaux

<sup>1</sup> Pour remplir les tâches qui lui sont assignées en vertu de l'art. 6, la FINMA peut participer aux initiatives multilatérales d'organisations et d'organes internationaux donnant lieu à l'échange d'informations.

<sup>2</sup> Dans le cas d'initiatives multilatérales ayant une portée importante pour la place financière suisse, la participation à l'échange d'informations a lieu en accord avec le Département fédéral des finances.

<sup>3</sup> Lorsqu'elle participe à l'échange d'informations, la FINMA ne peut transmettre des informations non accessibles au public aux organisations et aux organes internationaux que si:

- a. ces informations sont utilisées exclusivement pour accomplir des tâches liées à l'élaboration et au respect de normes de régulation ou pour l'analyse de risques systémiques;
- b. le maintien du secret est garanti.

<sup>4</sup> La FINMA convient avec les organisations et les organes internationaux de l'utilisation exacte des informations communiquées et de leur retransmission éventuelle. L'al. 3 est réservé.

**Art. 42c<sup>51</sup>** Transmission d'informations par des assujettis

<sup>1</sup> Un assujetti peut transmettre aux autorités étrangères de surveillance des marchés financiers dont il dépend et à d'autres services étrangers chargés de la surveillance des informations non accessibles au public pour autant que:

- a. les conditions de l'art. 42, al. 2, soient remplies;
- b. les droits des clients et des tiers soient garantis.

<sup>2</sup> En outre, si les droits des clients et des tiers sont garantis, il peut transmettre à des autorités étrangères et aux services mandatés par celles-ci des informations qui ne sont pas publiques et qui se rapportent à des opérations réalisées par des clients et des assujettis.

<sup>3</sup> La communication de faits importants au sens de l'art. 29, al. 2, nécessite une déclaration préalable à la FINMA.

<sup>4</sup> La FINMA peut réserver la voie de l'assistance administrative.

<sup>5</sup> Dans l'intérêt de l'accomplissement de ses tâches, la FINMA peut soumettre à son approbation la publication ou la transmission de documents découlant de la relation

<sup>50</sup> Introduit par le ch. 13 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>51</sup> Introduit par le ch. 13 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

de surveillance, pour autant que des intérêts prépondérants privés ou publics ne s'y opposent pas.

**Art. 43** Audits hors du pays d'origine

<sup>1</sup> La FINMA peut, afin d'assurer l'exécution des lois sur les marchés financiers, procéder elle-même ou faire procéder par une société d'audit ou par des auditeurs à des audits directs dans des établissements d'assujettis sis à l'étranger.<sup>52</sup>

<sup>2</sup> Elle peut autoriser des autorités étrangères de surveillance des marchés financiers à procéder à des audits directs aux conditions suivantes:

- a. ces autorités sont responsables de la surveillance des assujettis audités au titre de la surveillance incombant au pays d'origine ou sont chargées de surveiller l'activité des assujettis audités sur leur territoire;
- b. elles respectent les conditions de l'assistance administrative prévues à l'art. 42, al. 2.<sup>53</sup>

<sup>3</sup> Seules les informations nécessaires à la surveillance des établissements étrangers peuvent être obtenues par des audits directs hors du pays d'origine. Il s'agit en particulier d'informations permettant d'établir à l'échelle du groupe si un établissement:

- a. est organisé de manière appropriée;
- b. recense, limite et surveille de manière appropriée les risques encourus dans le cadre de ses activités;
- c. est dirigé par des personnes qui présentent toutes les garanties d'une activité irréprochable;
- d. satisfait aux dispositions relatives aux fonds propres et à la répartition des risques sur une base consolidée;
- e. remplit correctement son obligation de rendre compte aux autorités de surveillance.<sup>54</sup>

<sup>3bis</sup> Si une autorité étrangère de surveillance des marchés financiers, lors de contrôles directs en Suisse, souhaite avoir accès à des informations qui sont liées directement ou indirectement à des opérations de gestion de fortune, de négoce de valeurs mobilières ou de placement pour le compte de clients, la FINMA recueille elle-même ces informations et les transmet à l'autorité requérante. Il en va de même pour les informations concernant directement ou indirectement les investisseurs dans des placements collectifs de capitaux. L'art. 42a est applicable.<sup>55</sup>

<sup>52</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 13 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>53</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 13 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>54</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 13 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>55</sup> Introduit par le ch. 13 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>3er</sup> La FINMA peut autoriser, aux fins de l'al. 3, l'autorité étrangère de surveillance des marchés financiers, qui est responsable de la surveillance consolidée des assujettis audités, à consulter un nombre limité de dossiers individuels de clients. Le choix des dossiers doit s'effectuer de manière aléatoire selon des critères fixés au préalable.<sup>56</sup>

<sup>4</sup> La FINMA peut accompagner les autorités étrangères de surveillance des marchés financiers lors de leurs audits directs en Suisse ou les faire accompagner par une société d'audit ou par un chargé d'audit. Les assujettis concernés peuvent exiger un tel accompagnement.<sup>57</sup>

<sup>5</sup> Les établissements organisés selon le droit suisse doivent fournir aux autorités étrangères de surveillance des marchés financiers ainsi qu'à la FINMA les informations nécessaires aux audits directs et à l'assistance administrative accordée par la FINMA et leur accorder le droit de consulter leurs livres.

<sup>6</sup> Sont considérées comme des établissements:

- a. les filiales, succursales et représentations d'assujettis ou d'établissements étrangers; et
- b. d'autres entreprises lorsque leur activité est intégrée dans la surveillance consolidée effectuée par une autorité de surveillance des marchés financiers.

## Chapitre 4 Dispositions pénales

**Art. 44** Exercice de l'activité sans autorisation, reconnaissance, agrément ou enregistrement

<sup>1</sup> Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement, exerce sans avoir obtenu d'autorisation, de reconnaissance, d'agrément ou d'enregistrement une activité soumise à l'obligation d'obtenir une autorisation, une reconnaissance, un agrément ou un enregistrement en vertu des lois sur les marchés financiers.

<sup>2</sup> Si l'auteur agit par négligence, il est puni d'une amende de 250 000 francs au plus.

<sup>3</sup> ...<sup>58</sup>

**Art. 45** Fausses informations

<sup>1</sup> Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement, donne de fausses informations à la FINMA, à une société d'audit, à un organisme d'autorégulation ou à une personne mandatée.

<sup>56</sup> Introduit par le ch. 13 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>57</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4073; FF 2013 6147).

<sup>58</sup> Abrogé par le ch. 13 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>2</sup> Si l'auteur agit par négligence, il est puni d'une amende de 250 000 francs au plus.

<sup>3</sup> ...<sup>59</sup>

**Art. 46** Violation des obligations des personnes mandatées<sup>60</sup>

<sup>1</sup> Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement, en tant que personne mandatée, viole gravement le droit de la surveillance, notamment:<sup>61</sup>

- a. <sup>62</sup> en fournissant d'importantes fausses informations ou en passant sous silence des faits importants dans le rapport;
- b. en omettant d'adresser à la FINMA une communication prescrite par la loi; ou
- c. en négligeant d'adresser à l'assujetti un rappel au sens de l'art. 27.

<sup>2</sup> Si l'auteur agit par négligence, il est puni d'une amende de 250 000 francs au plus.

<sup>3</sup> ...<sup>63</sup>

**Art. 47** Audit des comptes annuels

<sup>1</sup> Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement:

- a. ne fait pas procéder par une société d'audit agréée à l'audit des comptes annuels prescrit par les lois sur les marchés financiers ou omet de faire procéder à l'audit exigé par la FINMA;
- b. ne remplit pas les obligations qui lui incombent envers la société d'audit ou la personne mandatée.

<sup>2</sup> Si l'auteur agit par négligence, il est puni d'une amende de 250 000 francs au plus.

<sup>3</sup> ...<sup>64</sup>

<sup>59</sup> Abrogé par le ch. 13 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>60</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 4073; FF **2013** 6147).

<sup>61</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 4073; FF **2013** 6147).

<sup>62</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 4073; FF **2013** 6147).

<sup>63</sup> Abrogé par le ch. 13 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>64</sup> Abrogé par le ch. 13 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

**Art. 48** Non-respect des décisions de la FINMA

Est puni d'une amende de 100 000 francs au plus quiconque, intentionnellement, ne se conforme pas à une décision entrée en force que la FINMA lui a signifiée sous la menace de la peine prévue par le présent article ou à une décision des instances de recours.

**Art. 49** Infractions commises dans une entreprise

Il est loisible de renoncer à poursuivre les personnes punissables et de condamner à leur place l'entreprise au paiement de l'amende (art. 7 de la LF du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif<sup>65</sup>) aux conditions suivantes:

- a. l'enquête rendrait nécessaires à l'égard des personnes punissables selon l'art. 6 de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif des mesures d'instruction hors de proportion par rapport à la peine encourue;
- b. l'amende entrant en ligne de compte pour les infractions aux dispositions pénales de la présente loi ou de l'une des lois sur les marchés financiers ne dépasse pas 50 000 francs.

**Art. 50** Compétence

<sup>1</sup> La loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif<sup>66</sup> est applicable aux infractions à la présente loi ou aux lois sur les marchés financiers à moins que la présente loi ou les lois sur les marchés financiers n'en disposent autrement. Le Département fédéral des finances est l'autorité de poursuite et de jugement.

<sup>2</sup> Si le jugement par le tribunal a été demandé ou si le Département fédéral des finances estime que les conditions requises pour infliger une peine ou une mesure privative de liberté sont remplies, le jugement relève de la juridiction fédérale. Dans ce cas, le Département fédéral des finances dépose le dossier auprès du Ministère public de la Confédération, qui le transmet au Tribunal pénal fédéral. Le renvoi pour jugement tient lieu d'accusation. Les art. 73 à 83 de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif sont applicables par analogie.

<sup>3</sup> Le représentant du Ministère public de la Confédération et le représentant du Département fédéral des finances ne sont pas tenus de comparaître en personne aux débats.

**Art. 51** Jonction des procédures

<sup>1</sup> Lorsqu'une affaire pénale relève à la fois de la compétence du Département fédéral des finances et de la juridiction fédérale ou cantonale, le Département fédéral des finances peut ordonner la jonction des procédures devant l'autorité de poursuite pénale déjà saisie de l'affaire, pour autant qu'il existe un rapport étroit entre les deux procédures, que l'affaire ne soit pas pendante auprès du tribunal appelé à juger et que la jonction ne retarde pas indûment la procédure pendante.

<sup>65</sup> RS 313.0

<sup>66</sup> RS 313.0



<sup>2</sup> La Cour des plaintes du Tribunal pénal fédéral tranche les contestations entre le Département fédéral des finances et le Ministère public de la Confédération ou les autorités cantonales.

**Art. 52** Prescription

La poursuite des contraventions à la présente loi et aux lois sur les marchés financiers se prescrit par sept ans.

## **Chapitre 5 Procédure et voies de droit**

**Art. 53** Procédure administrative

La procédure est régie par la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative<sup>67</sup>.

**Art. 54** Voies de droit

<sup>1</sup> Le recours contre les décisions de la FINMA est régi par les dispositions relatives à la procédure fédérale.

<sup>2</sup> La FINMA a qualité pour recourir devant le Tribunal fédéral.

## **Chapitre 6 Dispositions finales**

### **Section 1 Exécution**

**Art. 55** Dispositions d'exécution

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution.

<sup>2</sup> Dans les domaines de portée restreinte, notamment dans les domaines techniques, le Conseil fédéral peut autoriser la FINMA à édicter les dispositions d'exécution de la présente loi et des lois sur les marchés financiers.

**Art. 56** Exécution

L'exécution de la présente loi et des lois sur les marchés financiers relève de la compétence de la FINMA.

### **Section 2 Modification du droit en vigueur**

**Art. 57**

La modification du droit en vigueur est réglée en annexe.

### Section 3 Dispositions transitoires

#### Art. 58 Transfert des droits et obligations

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral fixe la date à laquelle la FINMA acquiert une personnalité juridique propre. A cette date, la Commission fédérale des banques, l'Office fédéral des assurances privées et l'Autorité de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment d'argent sont remplacés par la FINMA.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral définit les droits, les obligations et les valeurs qui sont confiés à la FINMA, fixe la date de l'entrée en vigueur des effets juridiques et approuve le bilan d'ouverture. Il prend toutes les mesures requises pour le transfert et édicte des dispositions à ce sujet.

<sup>3</sup> Les procédures en cours devant la Commission fédérale des banques, l'Office fédéral des assurances privées et l'Autorité de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment d'argent sont reprises par la FINMA à l'entrée en vigueur de la présente loi.

#### Art. 59 Transfert des rapports de travail

<sup>1</sup> Les rapports de travail du personnel de la Commission fédérale des banques, de l'Office fédéral des assurances privées et de l'Autorité de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment d'argent sont repris par la FINMA conformément à l'art. 58, al. 1, et se poursuivent selon la présente loi.

<sup>2</sup> Les membres du personnel n'ont aucun droit au maintien de leur fonction, de leur domaine de travail ou de leur intégration dans l'organisation; en revanche, le droit au salaire antérieur subsiste durant un an.

<sup>3</sup> Une procédure de candidature n'est ouverte que si une réorganisation le requiert ou que plusieurs personnes ont présenté leur candidature.

<sup>4</sup> La FINMA s'efforce d'aménager les restructurations selon un plan social.

#### Art. 60 Employeur compétent

<sup>1</sup> La FINMA est l'employeur compétent des bénéficiaires de rentes qui remplissent les conditions suivantes:

- a. ils relèvent administrativement de la Commission fédérale des banques, de l'Office fédéral des assurances privées ou de l'Autorité de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment d'argent; et
- b. le versement de leur rente de vieillesse, d'invalidité ou de survivants par la Caisse fédérale de pensions a commencé avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>2</sup> La FINMA est également l'employeur compétent des bénéficiaires d'une rente d'invalidité dont la cause a entraîné une incapacité de travail subséquente ayant débuté avant l'entrée en vigueur de la présente loi, mais dont le versement n'a commencé qu'après cette entrée en vigueur.

## **Section 4 Référendum et entrée en vigueur**

### **Art. 61**

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Date de l'entrée en vigueur<sup>68</sup>:

Art. 4, 7, 8, 9, al. 1, let. a à e et g à j, et 2 à 5, art. 10 à 14, 17 à 20, 21, al. 3 et 4, 53 à 55, 58, al. 2, 2<sup>e</sup> phrase et 59, al. 2 à 4; annexe ch. 4 (loi sur le Tribunal administratif fédéral), titre précédant l'art. 31 et art. 33, let. b: 1<sup>er</sup> février 2008;

Les autres dispositions: 1<sup>er</sup> janvier 2009

*Annexe*  
(art. 57)

## **Modification du droit en vigueur**

...<sup>69</sup>

<sup>69</sup>

Les mod. peuvent être consultées au RO **2008** 5207.

**956.122**

**Ordonnance  
régissant la perception d'émoluments et de taxes par  
l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers  
(Ordonnance sur les émoluments et les taxes de la FINMA,  
Oém-FINMA)**

du 15 octobre 2008 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2019)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu les art. 15 et 55 de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers (LFINMA)<sup>1</sup>,

vu l'art. 46a de la loi du 21 mars 1997 sur l'organisation du gouvernement et de l'administration<sup>2</sup>,

*arrête:*

## **Chapitre 1 Dispositions générales**

### **Art. 1**           Objet

La présente ordonnance règle:

- a. la perception des émoluments et des taxes de surveillance par la FINMA;
- b. la constitution de réserves par la FINMA.

### **Art. 2**           Charges

Les charges de la FINMA comprennent:

- a. les coûts résultant directement de ses activités de surveillance dans chaque domaine;
- b. les coûts qu'elle ne peut pas imputer directement à un domaine de surveillance (coûts structurels).

### **Art. 3**           Répartition des coûts

<sup>1</sup> Dans la mesure du possible, la FINMA impute ses coûts directement aux domaines de surveillance suivants:

- a.<sup>3</sup> domaine des grandes banques et des sociétés qui font partie du même groupe financier (art. 15, al. 2, let. a, LFINMA);

RO 2008 5343

<sup>1</sup> RS 956.1

<sup>2</sup> RS 172.010

<sup>3</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 17 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO 2010 5597).

a<sup>bis</sup>.<sup>4</sup> domaine des autres banques et négociants en valeurs mobilières (art. 15, al. 2, let. a, LFINMA);

a<sup>ter</sup>.<sup>5</sup> ...

a<sup>quater</sup>.<sup>6</sup> domaine des plates-formes de négociation (art. 15, al. 2, let. a<sup>bis</sup>, LFINMA);

a<sup>quinquies</sup>.<sup>7</sup> domaine des contreparties centrales, dépositaires centraux, référentiels centraux et systèmes de paiement (art. 15, al. 2, let. a<sup>bis</sup>, LFINMA);

a<sup>sexies</sup>.<sup>8</sup> domaine des personnes visées à l'art. 1b de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques (LB)<sup>9</sup>;

b. domaine des placements collectifs de capitaux (art. 15, al. 2, let. b, LFINMA);

c. domaine des entreprises d'assurance (art. 15, al. 2, let. c, LFINMA);

d. domaine des intermédiaires en assurance non liés à une entreprise (art. 15, al. 2, let. c, LFINMA);

e. domaine des organismes d'autorégulation (art. 15, al. 2, let. d, LFINMA);

f. domaine des intermédiaires financiers directement soumis (art. 15, al. 2, let. d, LFINMA);

g.<sup>10</sup> ...

<sup>2</sup> Elle répartit les coûts structurels entre les domaines de surveillance proportionnellement aux coûts qui leur sont directement imputés.

#### **Art. 4** Emoluments et taxe de surveillance

<sup>1</sup> Les coûts imputés à un domaine de surveillance sont en premier lieu couverts par les émoluments perçus dans ce domaine de surveillance.

<sup>2</sup> Les coûts d'un domaine de surveillance non couverts par les recettes des émoluments et les réserves devant être constituées par ce domaine de surveillance sont couverts par les taxes de surveillance.

<sup>4</sup> Introduite par le ch. I de l'O du 17 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO **2010** 5597).

<sup>5</sup> Introduite par le ch. I de l'O du 17 nov. 2010 (RO **2010** 5597). Abrogée par le ch. 13 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5413).

<sup>6</sup> Introduite par le ch. 13 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5413).

<sup>7</sup> Introduite par le ch. 13 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5413).

<sup>8</sup> Introduite par le ch. II 3 de l'O du 30 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2018** 5229).

<sup>9</sup> RS **952.0**

<sup>10</sup> Abrogée par le ch. 5 de l'annexe à l'O du 5 nov. 2014 sur les audits des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 4295).

## Chapitre 2 Émoluments

### Art. 5 Régime des émoluments

<sup>1</sup> Est tenue de payer des émoluments toute personne qui:

- a. provoque une décision;
- b. provoque une procédure de surveillance qui ne débouche pas sur une décision ou qui est classée;
- c. sollicite une prestation de la FINMA.

<sup>2</sup> Les autorités fédérales, cantonales et communales ne paient pas d'émoluments pour les prestations de la FINMA dans le domaine de l'entraide administrative et judiciaire.

### Art. 6 Ordonnance générale sur les émoluments

Les dispositions de l'ordonnance générale du 8 septembre 2004 sur les émoluments (OGEmol)<sup>11</sup> sont applicables dans la mesure où la présente ordonnance ne contient pas de réglementation spéciale.

### Art. 7 Débours

<sup>1</sup> Sont également considérés comme coûts les débours résultant des publications prescrites par la loi ou ordonnées par la FINMA.

<sup>2</sup> Les reproductions sont soumises aux tarifs fixés dans l'annexe.<sup>12</sup>

### Art. 8 Tarifs des émoluments

<sup>1</sup> Le calcul des émoluments se fonde sur les tarifs fixés dans l'annexe.

<sup>2</sup> La FINMA fixe les émoluments à payer dans le respect des tarifs-cadres fixés dans l'annexe, en fonction du temps moyen consacré à une tâche de même nature et de l'importance de l'affaire pour la personne assujettie.

<sup>3</sup> Pour les décisions, les procédures de surveillance et les prestations pour lesquelles aucun tarif n'est fixé dans l'annexe, l'émolument est calculé en fonction du temps consacré et de l'importance de l'affaire pour la personne assujettie.

<sup>4</sup> Le tarif horaire prévu pour les émoluments varie de 100 à 500 francs selon la fonction occupée au sein de la FINMA par les personnes chargées de l'affaire et l'importance de l'affaire pour la personne assujettie.

<sup>5</sup> Pour les décisions et les procédures de surveillance qui requièrent une charge de travail extraordinaire ou se caractérisent par des difficultés particulières, l'émolument peut être fixé non pas selon le tarif prévu dans l'annexe, mais en fonction du temps consacré.

<sup>11</sup> RS 172.041.1

<sup>12</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 21 nov. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2013 (RO 2012 6915).

<sup>6</sup> La FINMA peut créer des services à valeur ajoutée pour la fourniture de renseignements téléphoniques.<sup>13</sup>

#### **Art. 9** Majoration de l'émolument

La FINMA peut majorer l'émolument de 50 % au plus de l'émolument ordinaire pour les décisions, les procédures de surveillance et les prestations qu'elle prononce, exécute ou fournit sur demande à titre urgent ou en dehors des heures de travail ordinaires.

#### **Art. 10** Facturation et décision d'émolument pour les procédures de surveillance

Lorsqu'une procédure de surveillance s'achève sans décision, la facturation et la décision d'émolument sont régies par l'art. 11 de l'OGEmol<sup>14</sup>.

### **Chapitre 3 Taxes de surveillance**

#### **Section 1 Dispositions générales**

#### **Art. 11** Principe, portée et base de calcul

<sup>1</sup> Les assujettis sont soumis à une taxe de surveillance annuelle perçue par la FINMA.

<sup>2</sup> La taxe de surveillance est perçue par domaine de surveillance.

<sup>3</sup> Elle est calculée selon les charges encourues par la FINMA sur l'ensemble de l'année précédant l'année de taxation et les réserves à constituer.<sup>15</sup>

#### **Art. 12** Taxe de base et taxe complémentaire

<sup>1</sup> La taxe de surveillance comprend, dans tous les domaines de surveillance, une taxe de base fixe et une taxe complémentaire variable, à l'exception des intermédiaires d'assurance non liés.<sup>16</sup>

<sup>2</sup> La taxe complémentaire couvre les coûts qui ne sont pas couverts par les recettes de la taxe de base.

<sup>3</sup> ...<sup>17</sup>

<sup>13</sup> Introduit par le ch. 13 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5413).

<sup>14</sup> RS **172.041.1**

<sup>15</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 17 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO **2010** 5597).

<sup>16</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 17 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO **2010** 5597).

<sup>17</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 25 mars 2009, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2009** 1559).



**Art. 13** Début et fin de l'assujettissement

<sup>1</sup> L'assujettissement débute lors de l'octroi de l'autorisation, de l'agrément ou de la reconnaissance et prend fin lors de son retrait ou de la libération de la surveillance.

<sup>2</sup> Si l'assujettissement ne débute pas ou ne prend pas fin en même temps que l'exercice comptable, la taxe est versée au *pro rata* du temps.

<sup>3</sup> Un droit à remboursement fondé sur l'al. 2 n'est recevable à la fin de l'assujettissement qu'à partir d'un montant de 1000 francs.<sup>18</sup>

**Art. 14**<sup>19</sup> Perception de la taxe

<sup>1</sup> La FINMA perçoit les taxes de surveillance sur la base de ses comptes de l'année précédant l'année de taxation.

<sup>2</sup> Elle établit une facture pour chaque assujetti après la clôture de ses comptes annuels.

<sup>3</sup> Si un excédent ou un découvert ressort des comptes de la FINMA, le montant correspondant est reporté à compte nouveau par domaine de surveillance.

**Art. 15** Facturation, échéance, sursis et prescription

<sup>1</sup> La FINMA établit des factures pour les taxes.

<sup>2</sup> En cas de contestation de la facture, l'assujetti peut demander une décision susceptible de recours.

<sup>3</sup> L'échéance, le sursis et la prescription se fondent sur les dispositions de l'OGEmol<sup>20</sup>.

**Section 2**<sup>21</sup>**Grandes banques, autres banques et négociants en valeurs mobilières et bourses**<sup>22</sup>**Art. 16** Taxe de base

<sup>1</sup> La taxe de base annuelle s'élève à:

- a. dans le domaine des grandes banques et des sociétés qui font partie du même groupe financier:
  1. 500 000 francs par grande banque,

<sup>18</sup> Introduit par le ch. 13 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

<sup>19</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 17 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO 2010 5597).

<sup>20</sup> RS 172.041.1

<sup>21</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 17 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO 2010 5597).

<sup>22</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 13 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

2. 15 000 francs par banque,
  3. 10 000 francs par négociant en valeurs mobilières;
- b. dans le domaine des autres banques et négociants en valeurs mobilières:
1. 15 000 francs par banque et par centrale d'émission de lettres de gage,
  2. 10 000 francs par négociant en valeurs mobilières,
  - 3.<sup>23</sup> 150 000 francs à titre forfaitaire pour plus de dix banques et négociants en valeurs mobilières constitués en groupe conformément à l'art. 17, let. a, de l'ordonnance du 30 avril 2014 sur les banques (OB)<sup>24</sup>.
- c.<sup>25</sup> ...

<sup>2</sup> Les centrales d'émission de lettres de gage sont uniquement astreintes au paiement de la taxe de base.<sup>26</sup>

#### **Art. 17** Taxe complémentaire

<sup>1</sup> Le montant financé par la taxe complémentaire est couvert, dans les domaines des grandes banques et des sociétés qui font partie du même groupe financier ainsi que des autres banques et négociants en valeurs mobilières, à parts égales par la taxe complémentaire perçue sur le total du bilan et par celle prélevée sur le chiffre d'affaires réalisé sur les transactions sur valeurs mobilières.<sup>27</sup>

<sup>2</sup> Les négociants en valeurs mobilières et les banques ayant le statut de négociant en valeurs mobilières paient la taxe complémentaire perçue sur le total de leur bilan et celle prélevée sur le chiffre d'affaires réalisé sur les transactions sur valeurs mobilières; les banques qui n'ont pas ce statut paient seulement la taxe complémentaire perçue sur le total du bilan.

#### **Art. 18** Calcul de la taxe complémentaire

<sup>1</sup> La taxe complémentaire perçue sur le total du bilan est calculée sur la base du total du bilan de l'assujetti à la taxe tel qu'il ressort des comptes annuels approuvés de l'année qui précède l'année de taxation.

<sup>2</sup> La taxe complémentaire sur le chiffre d'affaires réalisé sur les transactions sur valeurs mobilières est fixée en fonction du nombre de transactions et du volume total de l'année qui précède l'année de taxation, qui doivent être communiqués aux bourses conformément à l'ordonnance de la FINMA du 3 décembre 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers<sup>28,29</sup>

<sup>23</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 5 de l'annexe à l'O du 5 nov. 2014 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 4295).

<sup>24</sup> RS **952.02**

<sup>25</sup> Abrogée par le ch. 13 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5413).

<sup>26</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 13 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5413).

<sup>27</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 13 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5413).

<sup>28</sup> RS **958.111**

**Art. 19<sup>30</sup>** Assujettis étrangers

Les banques et les négociants en valeurs mobilières ne sont astreints au paiement de la taxe de base et de la taxe complémentaire que s'ils exploitent une succursale en Suisse.

**Section 2a<sup>31</sup> Infrastructures des marchés financiers****Art. 19a** Taxe de base

<sup>1</sup> La taxe de base annuelle à acquitter par les infrastructures des marchés financiers s'élève à:

- a. pour les bourses et les systèmes multilatéraux de négociation:
  1. 300 000 francs par bourse ou système multilatéral de négociation dont le total du bilan excède 50 millions de francs,
  2. 100 000 francs par bourse ou système multilatéral de négociation dont le total du bilan se situe entre 25 et 50 millions de francs,
  3. 15 000 francs par bourse ou système multilatéral de négociation dont le total du bilan est inférieur à 25 millions de francs;
- b. pour les contreparties centrales:
  1. 250 000 francs par contrepartie centrale dont le total du bilan s'élève au moins à 50 millions de francs,
  2. 100 000 francs par contrepartie centrale dont le total du bilan est inférieur à 50 millions de francs;
- c. pour les dépositaires centraux: 250 000 francs;
- d. pour les référentiels centraux: 60 000 francs;
- e. pour les systèmes de paiement autorisés par la FINMA conformément à l'art. 4, al. 2, de la loi du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers<sup>32</sup>:
  1. 100 000 francs par système de paiement dont le produit brut s'élève au moins à 20 millions de francs,
  2. 60 000 francs par système de paiement dont le produit brut est inférieur à 20 millions de francs.

**Art. 19b** Taxe complémentaire

Le montant financé par la taxe complémentaire est couvert comme suit:

<sup>29</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 13 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

<sup>30</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 13 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

<sup>31</sup> Introduite par le ch. 13 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

<sup>32</sup> RS 958.1

- a. dans le domaine des infrastructures des marchés financiers au sens de l'art. 3, al. 1, let. <sup>a</sup>quater: à raison de deux dixièmes par la taxe complémentaire perçue sur le total du bilan et de huit dixièmes par celle prélevée sur le chiffre d'affaires réalisé sur les transactions sur valeurs mobilières;
- b. dans le domaine des infrastructures des marchés financiers au sens de l'art. 3, al. 1, let <sup>a</sup>quinquies: à raison de deux dixièmes par la taxe complémentaire perçue sur le total du bilan et de huit dixièmes par celle prélevée sur le produit brut.

**Art. 19c**      Calcul de la taxe complémentaire

<sup>1</sup> La taxe complémentaire perçue sur le total du bilan et le produit brut est calculée sur la base du total du bilan et du produit brut de l'assujetti à la taxe tels qu'ils ressortent des comptes annuels approuvés de l'année qui précède l'année de taxation.

<sup>2</sup> La taxe complémentaire sur le chiffre d'affaires réalisé sur les transactions sur valeurs mobilières est fixée en fonction du nombre de transactions et du volume total de l'année qui précède l'année de taxation, qui doivent être communiqués à la bourse conformément à l'ordonnance de la FINMA du 3 décembre 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers<sup>33</sup>.

**Art. 19d**      Produit brut

Le produit brut comprend tous les produits et revenus cités à l'art. 959b du code des obligations<sup>34</sup>.

**Section 2b<sup>35</sup> Personnes visées à l'art. 1b LB**

**Art. 19e**      Taxe de base

La taxe de base annuelle s'élève à 3000 francs par personne visée à l'art. 1b LB<sup>36</sup>.

**Art. 19f**      Taxe complémentaire

<sup>1</sup> Le montant financé par la taxe complémentaire est couvert à raison de deux dixièmes par la taxe complémentaire perçue sur le total du bilan et de huit dixièmes par celle prélevée sur le produit brut.

<sup>2</sup> La taxe complémentaire perçue sur le total du bilan et le produit brut est calculée sur la base du total du bilan et du produit brut de l'assujetti à la taxe tels qu'ils ressortent des comptes annuels approuvés de l'année qui précède l'année de taxation.

<sup>33</sup> RS 958.111

<sup>34</sup> RS 220

<sup>35</sup> Introduite par le ch. II 3 de l'O du 30 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5229).

<sup>36</sup> RS 952.0

<sup>3</sup> Le produit brut comprend tous les produits et revenus visés à l'art. 959b du code des obligations<sup>37</sup>. Est déterminant le produit brut sans réductions sur ventes.

### **Section 3 Placements collectifs de capitaux**

#### **Art. 20** Taxe de base

<sup>1</sup> La taxe de base annuelle s'élève à:

- a. pour les directions de fonds de placements (directions de fonds):
  1. 20 000 francs par direction de fonds dont le produit brut s'élève au moins à 50 millions de francs,
  2. 10 000 francs par direction de fonds dont le produit brut se situe entre 5 et 50 millions de francs,
  3. 5000 francs par direction de fonds dont le produit brut est inférieur à 5 millions de francs;
- b. pour les sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) autogérées:
  1. 20 000 francs par SICAV autogérée dont le produit brut s'élève au moins à 50 millions de francs,
  2. 10 000 francs par SICAV autogérée dont le produit brut se situe entre 5 et 50 millions de francs,
  3. 5000 francs par SICAV autogérée dont le produit brut est inférieur à 5 millions de francs;
- c. 5000 francs pour les SICAV à gestion externe, pour les sociétés en commandite de placements collectifs et pour les sociétés d'investissement à capital fixe (SICAF);
- d. 5000 francs pour les représentants de placements collectifs étrangers;
- e. 1500 francs pour les placements collectifs suisses et les placements collectifs étrangers sans compartiments;
- f. 1500 francs pour le premier compartiment d'un placement collectif suisse ou d'un placement collectif étranger avec différents compartiments (fond ombrelle); 700 francs pour chaque compartiment supplémentaire;
- g. pour les gestionnaires de placements collectifs suisses et étrangers qui sont soumis à la surveillance de la FINMA:
  1. 20 000 francs par gestionnaire de placements dont le produit brut s'élève au moins à 50 millions de francs,
  2. 10 000 francs par gestionnaire de placements dont le produit brut se situe entre 5 et 50 millions de francs,
  3. 5000 francs par gestionnaire de placements dont le produit brut est inférieur à 5 millions de francs;

h. 5000 francs pour les banques dépositaires de placements collectifs suisses.<sup>38</sup>

<sup>2</sup> La taxe de base concernant les placements collectifs suisses est payée par:

- a. la direction de fonds pour les fonds de placement qu'elle gère;
- b. la SICAV;
- c. la société en commandite de placements collectifs;
- d. la SICAF.

<sup>3</sup> La taxe de base concernant les placements collectifs étrangers est payée par le représentant (art. 123, al. 1, de la loi du 23 juin 2006 sur les placements collectifs, LPCC<sup>39</sup>). Lorsque plusieurs représentants sont désignés pour un placement collectif étranger, ceux-ci en répondent solidairement.

<sup>4</sup> Le produit brut comprend la totalité des rémunérations telles que les honoraires et les commissions.<sup>40</sup>

#### **Art. 21** Taxe complémentaire

<sup>1</sup> La taxe complémentaire est financée à parts égales:

- a. par les placements collectifs suisses;
- b. par les directions de fonds, les gestionnaires de placements collectifs, les SICAV autogérées et les banques dépositaires de placements collectifs suisses.<sup>41</sup>

<sup>2</sup> La taxe complémentaire pour les placements collectifs suisses est payée par:

- a. la direction de fonds pour les fonds de placement qu'elle gère;
- b. la SICAV;
- c. la société en commandite de placements collectifs;
- d. la SICAF.

#### **Art. 22<sup>42</sup>** Taxe complémentaire applicable aux placements collectifs suisses

<sup>1</sup> Pour le calcul de la taxe complémentaire applicable aux placements collectifs suisses, est déterminante la fortune gérée (fortune nette) telle qu'elle est communiquée à la BNS avec état le 31 décembre de l'année qui précède l'année de taxation.

<sup>2</sup> La taxe complémentaire s'élève à 50 000 francs au maximum. Cette limite vaut pour chaque compartiment des fonds ombrelle.

<sup>38</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 21 nov. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2013 (RO 2012 6915).

<sup>39</sup> RS 951.31

<sup>40</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 21 nov. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2013 (RO 2012 6915).

<sup>41</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 21 nov. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2013 (RO 2012 6915).

<sup>42</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 21 nov. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2013 (RO 2012 6915).

**Art. 23<sup>43</sup>** Taxe complémentaire applicable aux directions de fonds, aux gestionnaires de placements collectifs, aux SICAV autogérées et aux banques dépositaires

<sup>1</sup> Les directions de fonds, les gestionnaires de placements collectifs et les SICAV autogérées paient la taxe complémentaire en fonction du produit brut et de la taille de l'entreprise.

<sup>2</sup> La taxe complémentaire est calculée à parts égales sur la base du produit brut (toutes les rétributions, honoraires et commissions inclus) et de la taille de l'entreprise (frais fixes) selon les comptes annuels approuvés de l'année qui précède l'année de taxation.

<sup>3</sup> Les banques dépositaires de placements collectifs suisses paient la taxe complémentaire en fonction de leur produit brut. Ce dernier correspond à la commission de la banque dépositaire.

## **Section 4 Entreprises d'assurance**

**Art. 24** Taxe de base

<sup>1</sup> La taxe de base s'élève à:

- a. 3000 francs par entreprise d'assurance;
- b. 1500 francs par caisse-maladie soumise à la surveillance de la FINMA selon la loi du 17 décembre 2004 sur la surveillance des assurances (LSA)<sup>44</sup>;
- c. 50 000 francs par groupe d'assurance;
- d. 70 000 francs par conglomérat d'assurance.

<sup>2</sup> La FINMA établit chaque année, sur la base du calcul des coûts de surveillance assumés par les entreprises d'assurance et les assurances-maladie proportionnellement au volume de primes de chaque assujetti, jusqu'à quel total de primes encaissées l'assujetti doit seulement payer la taxe de base. Sont déterminantes pour ce calcul les primes encaissées l'année qui précède l'année de taxation, sur la base des comptes annuels approuvés de l'assujetti.

<sup>3</sup> La taxe de base des groupes d'assurance et des conglomérats d'assurance est payée par l'entreprise qui est désignée comme interlocutrice selon l'art. 191, al. 3, de l'ordonnance du 9 novembre 2005 sur la surveillance (OS)<sup>45</sup>.

**Art. 25** Taxe complémentaire

<sup>1</sup> Le montant financé par la taxe complémentaire est couvert à raison de quatre cinquièmes par les entreprises d'assurance et les caisses-maladie soumises à la

<sup>43</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 21 nov. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2013 (RO 2012 6915).

<sup>44</sup> RS 961.01

<sup>45</sup> RS 961.011

surveillance de la FINMA conformément à la LSA<sup>46</sup>, et d'un cinquième par les groupes d'assurance et les conglomérats d'assurance.<sup>47</sup>

<sup>1bis</sup> Les entreprises d'assurance et les caisses-maladie paient une taxe complémentaire lorsque leurs primes encaissées dépassent le plafond fixé par la FINMA selon l'art. 24, al. 2.<sup>48</sup>

<sup>2</sup> Les taxes complémentaires à payer par une entreprise d'assurance ou par une caisse-maladie sont calculées en fonction du montant des primes encaissées par cette entreprise par rapport au total des primes encaissées. Le calcul est basé sur les comptes annuels approuvés de l'année qui précède l'année de taxation.

<sup>3</sup> Le montant déterminant des primes encaissées est constitué par:

- a.<sup>49</sup> pour les entreprises d'assurance qui exercent leur activité en matière d'assurance directe:
  1. les primes provenant de l'assurance directe exercée en Suisse, sous déduction des opérations cédées,
  2. les primes provenant de l'assurance directe que l'entreprise exerce à l'étranger à partir de la Suisse (libre prestation de services), sous déduction des opérations cédées, et
  3. les primes provenant de l'assurance directe à l'étranger exercée par l'intermédiaire d'une succursale à l'étranger, sous déduction des opérations cédées;
- b.<sup>50</sup> pour les entreprises d'assurance suisses qui exercent leur activité en matière de réassurance: un cinquième des primes provenant de la réassurance, sous déduction des rétrocessions;
- c. pour les caisses-maladie, la moitié des primes encaissées dans les branches d'assurance soumises à la surveillance.

<sup>4</sup> La taxe complémentaire payable par un groupe d'assurance ou par un conglomérat d'assurance est calculée en fonction de sa part aux primes brutes encaissées comptabilisées dans le monde entier par tous les groupes d'assurance et conglomérats d'assurance soumis à la surveillance suisse des assurances. Les comptes annuels consolidés de l'année qui précède l'année de taxation et publiés constituent la base de calcul.

<sup>5</sup> Est assujettie à la taxe complémentaire des groupes d'assurance et des conglomérats d'assurance l'entreprise qui est désignée comme interlocutrice selon l'art. 191, al. 3, de l'OS<sup>51</sup>.

<sup>46</sup> RS 961.01

<sup>47</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2009 1559).

<sup>48</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2009 1559).

<sup>49</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 21 nov. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2013 (RO 2012 6915).

<sup>50</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 21 nov. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2013 (RO 2012 6915).

<sup>51</sup> RS 961.011



**Art. 26** Coûts des intermédiaires liés à une entreprise d'assurance

Les coûts encourus au titre des intermédiaires liés à une entreprise d'assurance selon l'art. 43, al. 2, LSA<sup>52</sup> sont pris en charge par les entreprises d'assurance et les caisses-maladie.

**Section 5 Intermédiaires non liés à une entreprise d'assurance****Art. 27**

<sup>1</sup> Les intermédiaires non liés à une entreprise d'assurance paient une taxe de base annuelle par inscription au registre.<sup>53</sup>

<sup>1bis</sup> La taxe de base est calculée de manière à ce que son total couvre l'ensemble des coûts du domaine de surveillance des intermédiaires non liés à une entreprise d'assurance. Elle est répartie à parts égales sur toutes les inscriptions au registre.<sup>54</sup>

<sup>2</sup> Sont déterminantes les inscriptions au registre au 31 décembre de l'année qui précède l'année de taxation.

**Section 6 Organismes d'autorégulation****Art. 28<sup>55</sup>** Taxe de base

La taxe de base s'élève à 3 000 francs par organisme d'autorégulation.

**Art. 29** Taxe complémentaire

<sup>1</sup> Le montant financé par la taxe complémentaire est couvert à parts égales par la taxe complémentaire perçue sur le produit brut et par celle prélevée en fonction du nombre d'intermédiaires financiers affiliés à l'organisme d'autorégulation.

<sup>2</sup> La taxe complémentaire mise à la charge d'un organisme d'autorégulation est calculée en fonction de sa part à la somme des produits bruts de tous les organismes d'autorégulation et de sa part au nombre de tous les intermédiaires financiers qui sont affiliés à un organisme d'autorégulation.

**Art. 30** Nombre d'intermédiaires financiers affiliés

Le nombre d'intermédiaires financiers affiliés à un organisme d'autorégulation est déterminé au 31 décembre de l'année qui précède l'année de taxation.

<sup>52</sup> RS 961.01

<sup>53</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 17 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO 2010 5597).

<sup>54</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 17 nov. 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO 2010 5597).

<sup>55</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2009 1559).

**Art. 31**      Produit brut

<sup>1</sup> Le produit brut comprend tous les produits et revenus cités à l'art. 959b du code des obligations<sup>56</sup>, déduction faite des revenus provenant:<sup>57</sup>

- a. des cours de formation proposés par l'organisme d'autorégulation;
- b. des révisions selon la loi du 10 octobre 1997 sur le blanchiment d'argent (LBA)<sup>58</sup>;
- c. des amendes et des peines conventionnelles.

<sup>2</sup> Est déterminant le résultat des comptes annuels de l'année qui précède l'année de taxation.

<sup>3</sup> S'agissant des organismes d'autorégulation intégrés dans les structures commerciales d'une association professionnelle ou d'une entreprise et qui ne tiennent pas de comptabilité indépendante, on tient compte des dépenses brutes en lieu et place du produit brut pour le calcul de la taxe de surveillance.

**Section 7**      **Intermédiaires financiers directement soumis****Art. 32**      Taxe de base

La taxe de base s'élève à 500 francs par intermédiaire financier directement soumis.

**Art. 33**      Taxe complémentaire

<sup>1</sup> Le montant financé par la taxe complémentaire est couvert à raison de trois quarts par la taxe complémentaire sur le produit brut et d'un quart par la taxe complémentaire sur le nombre des relations d'affaires durables.

<sup>2</sup> La taxe complémentaire payable par un intermédiaire financier directement soumis est calculée sur la base de sa part à la somme des produits bruts de tous les intermédiaires directement soumis ainsi que de sa part au nombre total des relations d'affaires durables de tous les intermédiaires financiers directement soumis.

<sup>2bis</sup> Le nombre des relations d'affaires durables est déterminé le 31 décembre de l'année qui précède l'année de taxation.<sup>59</sup>

<sup>3</sup> La taxe complémentaire d'un intermédiaire financier directement soumis s'élève au maximum à 50 000 francs.<sup>60</sup>

<sup>56</sup> RS 220

<sup>57</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 13 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

<sup>58</sup> RS 955.0

<sup>59</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2009 1559).

<sup>60</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 13 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

**Art. 34**      Produit brut

<sup>1</sup> Le produit brut comprend tous les produits et revenus cités à l'art. 959b du code des obligations<sup>61</sup>. Est déterminant le produit brut sans réductions sur ventes.<sup>62</sup>

<sup>2</sup> Les intermédiaires financiers directement soumis qui effectuent des transactions sont autorisés à déduire les charges suivantes dans leur domaine de négociation:

- a. si leur compte de résultat est établi selon la méthode de l'affectation des charges par nature, les variations des stocks de produits finis et semi-finis, ainsi que les charges de matériel;
- b. si leur compte de résultat est établi selon la méthode de l'affectation des charges par fonction, les coûts d'acquisition ou de production des produits vendus.<sup>63</sup>

<sup>3</sup> Est déterminant le résultat des comptes annuels de l'année qui précède l'année de taxation.

**Section 8**      ...**Art. 35 et 36**<sup>64</sup>**Chapitre 4**    Réserves**Art. 37**

La FINMA constitue chaque année par domaine de surveillance des réserves correspondant à 10 % de ses charges annuelles jusqu'à ce que les réserves totales atteignent ou atteignent de nouveau le montant d'un budget annuel.

**Chapitre 5**    Dispositions transitoires et finales**Art. 38**      Abrogation et modification du droit en vigueur

<sup>1</sup> Sont abrogées:

- a. l'ordonnance du 2 décembre 1996 réglant la perception de taxes et d'émoluments par la Commission fédérale des banques<sup>65</sup>;

<sup>61</sup> RS 220

<sup>62</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 13 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

<sup>63</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 13 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

<sup>64</sup> Abrogés par le ch. 5 de l'annexe à l'O du 5 nov. 2014 sur les audits des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4295).

<sup>65</sup> [RO 1997 38, 2003 3701, 2006 4307 annexe 7 ch. 3 5343]

- b. l'ordonnance du 26 octobre 2005 sur la taxe de surveillance et les émoluments de l'Autorité de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment d'argent<sup>66</sup>.

<sup>2</sup> ...<sup>67</sup>

**Art. 39** Disposition transitoire

Le droit en vigueur s'applique pour la perception des émoluments dans les procédures en cours au moment de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

**Art. 39a**<sup>68</sup>

**Art. 39b**<sup>69</sup> Disposition transitoire de la modification du 25 novembre 2015

<sup>1</sup> Les infrastructures des marchés financiers visées à l'art. 159, al. 1, de la loi du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers<sup>70</sup> sont régies à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016, en ce qui concerne les taxes de base et complémentaires, par les art. 19a à 19d.

<sup>2</sup> Les infrastructures des marchés financiers visées à l'art. 159, al. 2, de la loi sur l'infrastructure des marchés financiers sont soumises à taxation à compter de la date de leur reconnaissance ou de leur autorisation.

**Art. 40** Entrée en vigueur

La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

<sup>66</sup> [RO 2005 5047]

<sup>67</sup> La mod. peut être consultée au RO 2008 5343.

<sup>68</sup> Introduit par le ch. 5 de l'annexe à l'O du 5 nov. 2014 sur les audits des marchés financiers (RO 2014 4295). Abrogé par le ch. 13 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

<sup>69</sup> Introduit par le ch. 13 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

<sup>70</sup> RS 958.1

*Annexe*<sup>71</sup>  
(art. 7, al. 2, et 8, al. 1)

## Tarifs-cadres et débours

francs

### 1 Domaine des banques

1.1	Décision concernant l'octroi d'une autorisation en tant que banque ou négociant en valeurs mobilières (art. 2 et 3 de la loi du 8 nov. 1934 sur les banques, LB <sup>72</sup> ; art. 10 de la loi du 24 mars 1995 sur les bourses, LBVM <sup>73</sup> )	10 000–100 000
1.2	Décision concernant l'octroi d'une autorisation complémentaire pour les banques ou les négociants en valeurs mobilières et décision sur une participation qualifiée (art. 3, al. 5, et art. 3 <sup>ter</sup> LB; art. 10, al. 6, LBVM)	3 000– 30 000
1.3	Décision sur la reconnaissance d'une agence de notation (art. 6, al. 1, de l'O du 1 <sup>er</sup> juin 2012 sur les fonds propres, OFR <sup>74</sup> )	5 000–30 000
1.4	Décision sur le retrait de la reconnaissance en tant qu'agence de notation (art. 6, al. 3, OFR)	2 000–20 000
1.5	...	
1.6	Décision sur la modification des statuts, des contrats de société ou des règlements d'une banque ou d'un négociant en valeurs mobilières (art. 3, al. 3, LB; art. 10, al. 6, LBVM)	500– 10 000
1.7	Décision en relation avec des demandes de décision préalable, de dérogation ou d'assouplissement concernant la publicité de participations, selon les art. 120 ss de la loi du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers <sup>75</sup>	3 000– 30 000
1.8	Procédure en relation avec la cessation volontaire de l'activité de l'entreprise (art. 37 LFINMA) pour les représentations de banques et de négociants en valeurs mobilières étrangers	500– 1 000

<sup>71</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II de l'O du 21 nov. 2012 (RO **2012** 6915). Mise à jour selon le ch. 1 de l'annexe à l'O du 13 fév. 2013 (RO **2013** 607), le ch. 5 de l'annexe à l'O du 5 nov. 2014 sur les audits des marchés financiers (RO **2014** 4295) et le ch. 13 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5413).

<sup>72</sup> RS **952.0**

<sup>73</sup> RS **954.1**

<sup>74</sup> RS **952.03**

<sup>75</sup> RS **958.1**

francs

1.9	Procédure en relation avec la cessation volontaire de l'activité de l'entreprise (art. 37 LFINMA) pour les banques, les négociants en valeurs mobilières ainsi que les succursales de banques et de négociants en valeurs mobilières étrangers	3 000– 30 000
1.10	Annonce en vue de l'ouverture d'une présence ou de l'exercice d'une activité à l'étranger (art. 3, al. 7, LB, et art. 20, OB; art. 18, al. 5, OBVM)	3 000– 30 000
<b>2</b>	<b>Domaine des placements collectifs de capitaux</b>	
2.1	Décision concernant l'octroi d'une autorisation en tant que direction de fonds, SICAV, société en commandite de placements collectifs, SICAF, gestionnaire de placements collectifs, ou banque dépositaire (art. 13 LPCC <sup>76</sup> )	4 000–40 000
2.2	Décision concernant l'octroi d'une autorisation en tant que représentant de placements collectifs étrangers (art. 13 LPCC)	2 000–20 000
2.3	Décision sur l'approbation de la modification des documents d'organisation (statuts, règlement d'organisation, règlement de placement, contrat de société) d'une direction de fonds, d'une SICAV, d'une société en commandite de placements collectifs, d'une SICAF, d'un gestionnaire de placements collectifs ou d'un représentant d'un placement collectif étranger (art. 15, al. 1, et 16 LPCC)	500–10 000
2.4	Décision sur l'approbation du contrat de fonds de placement ou des statuts et du règlement de placement ou du contrat de société de placements collectifs ouverts ou fermés (fonds de placement, SICAV, SICAF, société en commandite de placements collectifs), par placement collectif sans compartiment ou par compartiment (art. 15, al. 1, let. a à d, et al. 2, LPCC)	2 000–20 000
2.5	Décision sur l'approbation de la modification du contrat de fonds de placement ou des statuts et du règlement de placement ou du contrat de société de placements collectifs ouverts ou fermés (art. 16 et 27 LPCC)	1 000–10 000
2.6	Décision sur l'approbation de la distribution à des investisseurs non qualifiés d'un placement collectif étranger, par placement collectif sans compartiment ou par compartiment (art. 15, al. 1, let. e, en relation avec l'art. 120 LPCC)	2 000–20 000

		francs
2.7	Décision concernant la constatation de la conformité à la loi de la modification des documents d'un placement collectif étranger (art. 15, al. 1, let. e, LPCC)	500–10 000
2.8	Décision sur l'autorisation d'exercer une activité en tant que distributeur (art. 13 LPCC)	1 000–10 000
2.9	Décision concernant l'approbation du mandat d'experts chargés des estimations pour les fonds immobiliers (art. 64 LPCC)	1 000– 5 000
2.10	...	
2.11	Procédure en relation avec la cessation volontaire de l'activité de l'entreprise (art. 37 LFINMA)	2 000– 5 000
<b>3</b>	<b>Domaine des entreprises d'assurance</b>	
3.1	Décision concernant l'octroi de l'autorisation d'exercer l'activité d'assurance (art. 3, al. 1, et art. 4 LSA <sup>77</sup> )	5 000–50 000
3.2	Décision concernant l'octroi de l'autorisation d'exploiter une branche d'assurance supplémentaire (art. 3, al. 1, et art. 4 LSA)	2 000–10 000
3.3	Décision concernant l'approbation des tarifs et conditions générales (art. 4, al. 2, let. r, LSA)	1 000–12 000
3.4	Décision concernant l'approbation des valeurs de règlement dans l'assurance-vie en dehors de la prévoyance professionnelle, par valeur de règlement (art. 91, al. 2, de la loi du 2 avril 1908 sur le contrat d'assurance, LCA <sup>78</sup> et art. 127 OS <sup>79</sup> )	500– 5 000
3.5	Décision concernant l'approbation des valeurs de règlement dans le cadre de la prévoyance professionnelle (art. 91, al. 2, LCA et art. 127 OS)	1 000–12 000
3.6	Décision concernant les participations et les transferts ainsi que les modifications du plan d'exploitation en relation avec de telles transactions (art. 3, al. 2, 4, al. 2, 21 et 62 LSA)	5 000–50 000
3.7	Décisions concernant d'autres modifications du plan d'exploitation, ainsi que des modifications de l'activité et de l'organisation de l'entreprise (art. 4, al. 2, 11, al. 2, et 27, al. 2, LSA; art. 11, al. 1, 13, al. 2, 19, al. 2, et 99, al. 2, OS)	500–12 500

77 RS 961.01

78 RS 221.229.1

79 RS 961.011

		francs
3.8	Décisions en relation avec la fortune liée et les prescriptions de placement (art. 70 à 95 OS)	500–12 500
3.9	Contrôles sur place et inspections sollicitées par l'entreprise d'assurance (art. 47, al. 1, LSA)	5 000–50 000
3.10	Mesures conservatoires (art. 51 ss LSA)	1 000–10 000
3.11	Décisions en relation avec la cessation volontaire de l'activité de l'entreprise (art. 60 LSA)	500–10 000
3.12	Attestations de solvabilité et autres attestations (art. 1 LSA)	300– 1 000
3.13	...	
3.14	Contrôles particuliers des rapports annuels (art. 25 LSA)	1 000–10 000
<b>4</b>	<b>Domaine des intermédiaires d'assurances</b>	
4.1	Inscription dans le registre, par personne physique (art. 43, al. 1, LSA)	300– 3 000
4.2	Inscription dans le registre, par personne morale (art. 43, al. 1, LSA)	300– 3 000
4.3	Intervention en cas d'activité d'intermédiaire prohibée (art. 41 et 51, al. 2, let. g, LSA; ac. du 19 déc. 1996 sur l'assurance directe et l'intermédiation en assurance entre la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein <sup>80</sup> )	500–10 000
4.4	Contrôles sur place et inspections (art. 47, al. 1, LSA)	2 000–30 000
<b>5</b>	<b>Domaine des organismes d'autorégulation</b>	
5.1	Procédure de reconnaissance (art. 18, al. 1, let. a, et art. 24 ss LBA <sup>81</sup> )	9 000–20 000
5.2	Mutations (art. 24, al. 1, let. a et c, et art. 24 s. LBA)	200–10 000
5.3	Révisions (art. 18, al. 1, let. b, et al. 2, LBA)	3 000–30 000
5.4	Procédure en relation avec la cessation volontaire de l'activité de l'entreprise (art. 37 LFINMA)	500– 5 000
<b>6</b>	...	
<b>7</b>	...	
<b>8</b>	<b>Emoluments généraux</b>	
8.1	Décision sur une demande selon l'art. 42 ou 43 LFINMA	3 000– 15 000

<sup>80</sup> RS 0.961.514

<sup>81</sup> RS 955.0



---

---

		francs
8.2	Coûts pour la reconnaissance de décisions d'insolvabilité étrangères	3 000– 10 000
<b>9</b>	<b>Débours</b>	
9.1	Les coûts pour photocopies s'élèvent à 50 centimes par page.	

---



# **Ordonnance sur les audits des marchés financiers (OA-FINMA)**

**956.161**

du 5 novembre 2014 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2015)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu les art. 24, al. 4, et 55 de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers (LFINMA)<sup>1</sup>,

*arrête:*

## **Section 1   Objet**

### **Art. 1**

La présente ordonnance régit l'audit des assujettis selon l'art. 24, al. 1, let. a, LFINMA, notamment le contenu et l'exécution de l'audit, la forme de l'établissement du rapport d'audit ainsi que les obligations liées à l'audit qui incombent aux assujettis et aux sociétés d'audit.

## **Section 2   Contenu de l'audit**

### **Art. 2**           Principe

<sup>1</sup> L'audit consiste à vérifier si les dispositions du droit de la surveillance sont respectées et si les conditions sont réunies pour que ces dispositions continuent de l'être dans un avenir proche.

<sup>2</sup> L'audit peut être mené aussi bien dans le cadre d'une procédure d'autorisation que dans celui de la surveillance continue.

### **Art. 3**           Audit de base

<sup>1</sup> L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) définit pour chaque domaine de surveillance les domaines d'audit, la périodicité des contrôles et leur étendue.

<sup>2</sup> En cas d'audit mené dans le cadre de la surveillance continue, la période de contrôle coïncide en principe avec celle de la révision des comptes selon les principes du contrôle ordinaire arrêtés dans le code des obligations (CO)<sup>2</sup>.

**Art. 4**            Audit supplémentaire

Si les risques inhérents à un assujetti ou son modèle d'affaires requièrent d'auditer des domaines supplémentaires, la FINMA détermine ces derniers au cas par cas.

**Section 3**        **Exécution de l'audit****Art. 5**            Principes d'audit

<sup>1</sup> L'audit doit être effectué avec la diligence requise de la part d'un auditeur sérieux et qualifié.

<sup>2</sup> La société d'audit est responsable de l'audit. Elle établit l'attestation d'audit en se fondant sur ses propres évaluations.

<sup>3</sup> Dans le cadre de ses opérations de contrôle, elle peut s'appuyer sur des faits établis par la révision interne de l'assujetti, pour autant que les contrôles effectués par la révision interne répondent, en termes de contenu, d'étendue et de qualité, aux exigences de l'audit de base et aux principes d'audit applicables.

<sup>4</sup> L'audit doit être séparé de la révision des comptes selon les principes du contrôle ordinaire arrêtés dans le CO<sup>3</sup> (révision des comptes). La société d'audit peut s'appuyer sur les résultats de la révision des comptes quand cela est pertinent.

<sup>5</sup> La FINMA arrête les détails des principes applicables à l'audit.

**Art. 6**            Direction de l'audit

<sup>1</sup> La direction de l'audit doit être confiée à un auditeur responsable, agréé en vertu de l'art. 9a de la loi du 16 septembre 2005 sur la surveillance de la révision (LSR)<sup>4</sup>.

<sup>2</sup> Une délégation de la direction est exclue.

**Art. 7**            Incompatibilité avec un mandat d'audit

<sup>1</sup> Sont incompatibles avec un mandat d'audit les activités menées par des sociétés d'audit auprès d'un assujetti à auditer et susceptibles de nuire à l'exécution objective de l'audit, notamment:

- a. les activités de conseil prudentiel;
- b. les activités de conseil, d'audit et d'évaluation liées à des transactions qui requièrent une autorisation ou l'approbation de la FINMA;
- c. le développement et l'introduction de systèmes d'assistance à des fonctions dans les domaines de la conformité, du droit, du contrôle et de la gestion du risque ou du contrôle des investissements;
- d. la collaboration et le conseil lors du recrutement, de la promotion ou du licenciement de personnes devant présenter la garantie d'une activité irrè-

<sup>3</sup> RS 220

<sup>4</sup> RS 221.302

prochable ou d'autres personnes assumant des fonctions clés relevant du droit de la surveillance, en particulier dans les secteurs des finances, de la compliance, du contrôle des risques ou de la révision interne;

- e. l'activité d'actuaire responsable;
- f. l'exercice de la révision interne.

<sup>2</sup> Si une société d'audit est chargée par un assujetti d'effectuer l'audit dans le cadre d'une procédure d'autorisation, elle ne peut pas mener pour ce même assujetti un audit relevant de la surveillance continue pendant les trois années qui suivent l'octroi de l'autorisation.

#### **Art. 8** Durée du mandat et indemnité

<sup>1</sup> L'art. 730a, al. 2, CO<sup>5</sup> s'applique par analogie à la durée du mandat confié à l'auditeur responsable. Au terme d'un mandat d'audit, l'auditeur responsable ne peut reprendre ce même mandat qu'après une interruption de trois ans.

<sup>2</sup> Les mandats d'audit ne peuvent pas donner lieu à une indemnité forfaitaire. Il est notamment interdit de convenir d'un investissement en temps déterminé.

### **Section 4 Etablissement du rapport**

#### **Art. 9** Rapport d'audit

<sup>1</sup> Le rapport d'audit doit présenter les résultats de l'audit de façon exhaustive, explicite et objective. L'auditeur responsable ainsi qu'un autre auditeur autorisé à signer le confirment par leur signature.

<sup>2</sup> Le rapport d'audit doit être rédigé dans une langue officielle. Toute exception requiert l'approbation de la FINMA.

#### **Art. 10** Structure du rapport d'audit

<sup>1</sup> La FINMA détermine la structure du rapport d'audit et indique les annexes à remettre.

<sup>2</sup> Le rapport détaillé visé à l'art. 728b, al. 1, CO<sup>6</sup> doit être remis à la FINMA avec le rapport d'audit. La FINMA peut exiger des indications complémentaires.

#### **Art. 11** Irrégularités et recommandations

<sup>1</sup> Si la société d'audit constate une infraction au droit de la surveillance ou une violation de statuts, règlements et directives importants du point de vue du droit de la surveillance, elle la rapporte en qualité d'irrégularité. De surcroît, elle indique si l'infraction ou la violation a déjà été corrigée.

<sup>5</sup> RS 220

<sup>6</sup> RS 220

<sup>2</sup> Si la société d'audit relève des faiblesses ou des signes laissant penser que des dispositions du droit de la surveillance ne pourront pas être respectées dans un avenir proche, elle émet une recommandation.

#### **Art. 12** Délais

Les délais d'établissement du rapport sont fixés par la FINMA.

### **Section 5 Obligations des assujettis et des sociétés d'audit**

#### **Art. 13** Obligations des assujettis

<sup>1</sup> Le choix d'une société d'audit ou son remplacement doit faire l'objet d'une communication immédiate à la FINMA.

<sup>2</sup> Tous les assujettis qui font partie du même groupe ou du même conglomérat doivent mandater la même société d'audit ou une société d'audit appartenant au même réseau. La FINMA peut autoriser des exceptions dans des cas justifiés.

<sup>3</sup> Les assujettis remettent à temps les rapports de leur révision interne aux sociétés d'audit.

#### **Art. 14** Obligations des sociétés d'audit

<sup>1</sup> Les sociétés d'audit communiquent une fois par an à la FINMA les mandats exercés par les auditeurs responsables en les répartissant par assujetti.

<sup>2</sup> Elles déclarent une fois par an à la FINMA les frais et les honoraires facturés aux assujettis au titre des prestations en matière de révision au sens de l'art. 2, let. a, LSR<sup>7</sup> ainsi qu'au titre des prestations étrangères à l'audit.

<sup>3</sup> En cas de changement de société d'audit, l'ancienne société d'audit donne à celle qui lui succède accès à sa documentation d'audit.

<sup>4</sup> Lorsque plusieurs entreprises de révision fournissent simultanément à un assujetti au sens de l'art. 3 LFINMA les prestations en matière de révision visées à l'art. 2, let. a, LSR, ces entreprises s'informent mutuellement des résultats de leurs prestations.

### **Section 6 Dispositions finales**

#### **Art. 15** Abrogation d'un autre acte

L'ordonnance du 15 octobre 2008 sur les audits des marchés financiers<sup>8</sup> est abrogée.

<sup>7</sup> RS 221.302

<sup>8</sup> [RO 2008 5363, 2013 607 annexe ch. 2]

**Art. 16**            Modification d'autres actes

La modification d'autres actes est réglée en annexe.

**Art. 17**            Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

*Annexe*  
(art. 16)

## **Modification d'autres actes**

Les actes mentionnés ci-après sont modifiés comme suit:

...<sup>9</sup>

<sup>9</sup> Les mod. peuvent être consultées au RO **2014** 4295.



**956.124**

**Ordonnance  
de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés  
financiers sur le traitement des données  
(Ordonnance de la FINMA sur les données)**

du 8 septembre 2011 (Etat le 15 février 2019)

---

*Le conseil d'administration de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA),*

vu l'art. 23, al. 1, de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers (LFINMA)<sup>1</sup>,

*arrête:*

**Section 1    Objet<sup>2</sup>**

**Art. 1<sup>3</sup>**

La présente ordonnance règle:

- a. la tenue d'un fichier des données nécessaires à l'examen de la garantie d'une activité irréprochable (fichier de données sur les garanties d'une activité irréprochable);
- b. le traitement des données par des tiers dans le cadre de la surveillance exercée conformément à la LFINMA et aux lois sur les marchés financiers visées à l'art. 1, al. 1, LFINMA.

**Section 2  
Fichier de données sur les garanties d'une activité irréprochable<sup>4</sup>**

**Art. 1a<sup>5</sup>**       Tenue du fichier de données sur les garanties d'une activité irréprochable

<sup>1</sup> La FINMA saisit dans un fichier les données des personnes qui ne présentent pas toutes garanties d'une activité irréprochable d'après les lois sur les marchés financiers et la LFINMA ou dont une telle garantie doit être examinée si elles sont appe-

RO 2011 4363

<sup>1</sup> RS 956.1

<sup>2</sup> Introduit par le ch. I de l'O de la FINMA du 16 août 2017, en vigueur depuis le 15 sept. 2017 (RO 2017 4809).

<sup>3</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la FINMA du 16 août 2017, en vigueur depuis le 15 sept. 2017 (RO 2017 4809).

<sup>4</sup> Introduit par le ch. I de l'O de la FINMA du 16 août 2017, en vigueur depuis le 15 sept. 2017 (RO 2017 4809).

<sup>5</sup> Introduit par le ch. I de l'O de la FINMA du 16 août 2017, en vigueur depuis le 15 sept. 2017 (RO 2017 4809).

lées à occuper une position pour laquelle elles doivent présenter toutes garanties d'une activité irréprochable.

<sup>2</sup> Le but du fichier est d'assurer que seules des personnes présentant toutes garanties d'une activité irréprochable:

- a. administrent ou gèrent un assujetti, ou
- b. fassent partie des investisseurs détenant une participation qualifiée dans un assujetti.

## **Art. 2**            Compétences

<sup>1</sup> La direction de la FINMA édicte un règlement:

- a. qui prescrit les mesures techniques et organisationnelles requises pour garantir la sécurité des données;
- b. qui règle le contrôle du traitement des données; et
- c. qui fixe les droits d'accès et de lecture des collaborateurs de la FINMA, par catégories.

<sup>2</sup> L'unité de la FINMA chargée des tâches de compliance traite les données. Elle veille à ce que la traçabilité des données soit assurée à partir de la collecte des données jusqu'à leur destruction ou à leur archivage. Elle tient une liste des collaborateurs disposant de droits d'accès et de lecture.

<sup>3</sup> L'unité de la FINMA chargée de l'informatique assure l'exploitation technique.

## **Art. 3<sup>6</sup>**            Contenu

<sup>1</sup> Le fichier contient les données nécessaires à l'examen des garanties d'une activité irréprochable.

<sup>2</sup> Le fichier contient les données suivantes:

- a. caractéristiques d'identification: nom, prénom, date de naissance, sexe, lieu d'origine, nationalité, adresse, langue maternelle;
- b. formation et activité professionnelle: formation, formation continue, qualifications et activités professionnelles, lieu de travail et employeur;
- c. situation patrimoniale et assurances;
- d. extraits du registre du commerce, du registre des poursuites, du registre des faillites et du casier judiciaire;
- e. accusations et dénonciations pénales d'autorités;
- f. jugements, décisions et documents officiels;
- g. rapports et décisions d'organismes d'autorégulation ou d'organisations professionnelles;

<sup>6</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la FINMA du 16 août 2017, en vigueur depuis le 15 sept. 2017 (RO 2017 4809).

- h. mesures pénales, mesures administratives et mesures relevant du droit du travail;
- i. rapports d'audit et rapports des personnes mandatées par la FINMA;
- j. rapports sur des audits et enquêtes internes d'assujettis;
- k.<sup>7</sup> reconnaissance écrite devant une autorité d'un comportement fautif et auto-dénonciation.

#### **Art. 4** Sécurité des données

<sup>1</sup> Les données sur support papier doivent être conservées sous clef.

<sup>2</sup> La sécurité des données est régie par l'ordonnance relative à la loi fédérale du 14 juin 1993 sur la protection des données<sup>8</sup>.

<sup>3</sup> Les unités de la FINMA chargées de la compliance et de l'informatique prennent les mesures techniques et organisationnelles propres à garantir la sécurité des données dans leur domaine d'activité.

#### **Art. 5** Collecte des données

<sup>1</sup> La collecte des données s'opère dans le cadre de la surveillance de la FINMA, conformément aux lois sur les marchés financiers et à la LFINMA.

<sup>2</sup> La FINMA collecte des données auprès:

- a. des assujettis;
- b. des employeurs;
- c. de la personne concernée;
- d. de requérants;
- e. des autorités nationales et étrangères;
- f. de parties à la procédure;
- g.<sup>9</sup> de sociétés d'audit et de personnes mandatées par la FINMA.
- h.<sup>10</sup> ...

<sup>3</sup> Elle peut aussi intégrer au fichier des données que des tiers ont portées à sa connaissance et qui remplissent les conditions mentionnées à l'art. 3.<sup>11</sup>

<sup>7</sup> Introduite par le ch. I de l'O de la FINMA du 24 janv. 2019, en vigueur depuis le 15 fév. 2019 (RO 2019 451).

<sup>8</sup> RS 253.11

<sup>9</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la FINMA du 16 août 2017, en vigueur depuis le 15 sept. 2017 (RO 2017 4809).

<sup>10</sup> Abrogée par le ch. I de l'O de la FINMA du 16 août 2017, avec effet au 15 sept. 2017 (RO 2017 4809).

<sup>11</sup> Introduit par le ch. I de l'O de la FINMA du 16 août 2017, en vigueur depuis le 15 sept. 2017 (RO 2017 4809).

**Art. 5a<sup>12</sup>** Information de la personne concernée

Les personnes concernées sont informées une fois les données saisies dans le fichier. L'art. 18b de la loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données<sup>13</sup> est réservé.

**Art. 6** Droit d'accès

Toute personne concernée peut demander à la FINMA à être renseignée sur les données du fichier qui la concernent.

**Art. 7** Rectification des données

La FINMA rectifie ou détruit sans délai les données erronées, incomplètes ou qui dérogent au but du traitement.

**Art. 8** Communication des données

La FINMA peut communiquer des données à des tiers si elle dispose d'une base légale ou du consentement écrit de la personne concernée.

**Art. 9** Conservation des données

<sup>1</sup> Les données qui concernent une personne sont conservées:

- a. pendant dix ans dès la dernière saisie;
- b. pendant 20 ans dès la dernière saisie si celle-ci était fondée sur un jugement pénal ou une décision entrée en force de la FINMA portant sur l'exercice d'une activité sans avoir obtenu l'autorisation nécessaire de la FINMA.

<sup>2</sup> A l'expiration du délai de conservation, les données sont proposées aux Archives fédérales pour conservation et effacées des systèmes de la FINMA. Les données que les Archives fédérales désignent comme n'ayant pas de valeur archivistique sont détruites.

<sup>3</sup> Les données sont effacées avant l'écoulement des délais selon l'al. 1 si la personne qu'elles concernent souhaite occuper une position pour laquelle elle doit présenter toutes garanties d'une activité irréprochable et si l'examen de la FINMA se termine sur une évaluation positive.<sup>14</sup>

<sup>12</sup> Introduit par le ch. I de l'O de la FINMA du 16 août 2017, en vigueur depuis le 15 sept. 2017 (RO 2017 4809).

<sup>13</sup> RS 235.1

<sup>14</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la FINMA du 16 août 2017, en vigueur depuis le 15 sept. 2017 (RO 2017 4809).

### **Section 3<sup>15</sup> Traitement de données par des tiers**

#### **Art. 9a**

Dans le cadre de la surveillance exercée conformément à la LFINMA et aux lois sur les marchés financiers, la FINMA peut rendre accessibles et transmettre des données qui ne sont pas accessibles au public, y compris des données sensibles et des profils de la personnalité, aux personnes suivantes, et les faire traiter par ces dernières:

- a. personnes mandatées par la FINMA:
  1. si le traitement des données est nécessaire à l'accomplissement de leur mandat, et
  2. si des mesures organisationnelles et techniques appropriées sont prises afin que les données ne soient pas accessibles à des tiers;
- b. prestataires externes:
  1. si le traitement des données est nécessaire à la fourniture de leurs prestations, et
  2. si des mesures contractuelles, organisationnelles et techniques appropriées sont prises afin que les données ne soient pas accessibles à des tiers.

### **Section 4 Disposition finale<sup>16</sup>**

#### **Art. 10** ...<sup>17</sup>

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2011.

<sup>15</sup> Introduite par le ch. I de l'O de la FINMA du 16 août 2017, en vigueur depuis le 15 sept. 2017 (RO 2017 4809).

<sup>16</sup> Introduit par le ch. I de l'O de la FINMA du 16 août 2017, en vigueur depuis le 15 sept. 2017 (RO 2017 4809).

<sup>17</sup> Abrogé par le ch. I de l'O de la FINMA du 16 août 2017, avec effet au 15 sept. 2017 (RO 2017 4809).



# Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne (Loi sur les banques, LB)<sup>1</sup>

**952.0**

du 8 novembre 1934 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2019)

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*  
vu les art. 34<sup>ter</sup>, 64 et 64<sup>bis</sup> de la constitution<sup>2</sup>,  
vu le message du Conseil fédéral du 2 février 1934<sup>3</sup>,  
*arrête:*

## Chapitre I      Champ d'application de la loi

### Art. 1<sup>4</sup>

<sup>1</sup> La présente loi régit les banques, les banquiers privés (raisons individuelles<sup>5</sup>, sociétés en nom collectif et sociétés en commandite) et les caisses d'épargne. Toutes ces entreprises sont désignées ci-après sous le nom de banques.

<sup>2</sup> Les personnes physiques ou morales qui ne sont pas assujetties à la présente loi ne peuvent accepter des dépôts du public à titre professionnel. Le Conseil fédéral peut prévoir des exceptions si la protection des déposants est garantie. L'émission d'emprunts n'est pas considérée comme acceptation de dépôts du public à titre professionnel.<sup>6</sup>

<sup>3</sup> La présente loi ne s'applique notamment pas:

- a. aux agents de change et aux maisons de bourse qui se bornent à négocier les valeurs mobilières et à effectuer les opérations qui s'y rapportent directement, sans exercer d'activité bancaire;
- b. aux gérants de fortune, aux notaires et aux agents d'affaires qui se bornent à administrer les fonds de leurs clients sans exercer d'activité bancaire.

RO 51 121 et RS 10 325

<sup>1</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 22 avr. 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> oct. 1999 (RO 1999 2405; FF 1998 3349).

<sup>2</sup> [RS 1 3; RO 1976 2001]

<sup>3</sup> FF 1934 I 172

<sup>4</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 11 mars 1971, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 1971 (RO 1971 808 825 art. 1; FF 1970 I 1157).

<sup>5</sup> Actuellement: entreprises individuelles.

<sup>6</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 1995 (RO 1995 246; FF 1993 I 757). Voir aussi les disp. fin. de cette mod. à la fin du texte.

<sup>4</sup> Seuls les établissements qui ont reçu une autorisation de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) en tant que banques peuvent faire figurer le terme de «banque» ou de «banquier» dans leur raison sociale ou dans la désignation de leur but social ou encore s'en servir à des fins de publicité. L'art. 2, al. 3, est réservé.<sup>7</sup>

<sup>5</sup> La Banque nationale suisse et les centrales d'émission de lettres de gage ne sont soumises à la présente loi qu'en tant que celle-ci le prescrit expressément.

#### **Art. 1<sup>bis</sup>** 8

#### **Art. 1a<sup>9</sup>** Banques

Est réputé banque quiconque est principalement actif dans le secteur financier et:

- a. accepte à titre professionnel des dépôts du public supérieurs à 100 millions de francs ou fait appel au public pour les obtenir;
- b. accepte à titre professionnel des dépôts du public jusqu'à concurrence de 100 millions de francs ou fait appel au public pour les obtenir et investit ou rémunère ces dépôts, ou
- c. se refinance dans une mesure importante auprès de plusieurs banques ne participant pas de manière notable à son capital dans le but de financer pour son propre compte, de quelque manière que ce soit, un nombre indéterminé de personnes ou d'entreprises avec lesquelles il ne forme pas une entité économique.

#### **Art. 1b<sup>10</sup>** Promotion de l'innovation

<sup>1</sup> Les dispositions de la présente loi s'appliquent par analogie aux personnes qui sont principalement actives dans le secteur financier et qui:

- a. acceptent à titre professionnel des dépôts du public jusqu'à concurrence de 100 millions de francs ou font appel au public pour les obtenir, et
- b. n'investissent ni ne rémunèrent ces dépôts.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut adapter le montant fixé à l'al. 1. Ce faisant, il tient compte de la compétitivité et de la capacité d'innovation de la place financière suisse.

<sup>3</sup> Les personnes visées à l'al. 1 doivent notamment:

<sup>7</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>8</sup> Introduit par le ch. II 5 de l'annexe à la LF du 3 oct. 2003 sur la Banque nationale (RO **2004** 1985; FF **2002** 5645). Abrogé par le ch. 10 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>9</sup> Introduit par le ch. II 14 de l'annexe à la LF du 15 juin 2018 sur les établissements financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2018** 5247; FF **2015** 8101).

<sup>10</sup> Introduit par le ch. II 14 de l'annexe à la LF du 15 juin 2018 sur les établissements financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2018** 5247; FF **2015** 8101).



- a. définir exactement leur champ d'activité et prévoir une organisation correspondant à cette activité;
- b. disposer d'une gestion des risques aménagée de manière adéquate et d'un contrôle interne efficace, qui garantit notamment le respect des prescriptions légales et internes à l'entreprise (compliance);
- c. disposer de ressources financières adéquates;
- d. garantir que les personnes chargées de l'administration et de la gestion jouissent d'une bonne réputation et présentent toutes les garanties d'une activité irréprochable.

<sup>4</sup> Les dispositions suivantes sont réservées:

- a. les comptes des personnes visées à l'al. 1 sont établis exclusivement selon les prescriptions du code des obligations (CO)<sup>11</sup>;
- b. les personnes visées à l'al. 1 doivent faire contrôler leurs comptes annuels et, le cas échéant, leurs comptes consolidés conformément aux prescriptions du CO; l'art. 727a, al. 2 à 5 CO ne s'applique pas;
- c. les personnes visées à l'al. 1 chargent une société d'audit agréée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision selon l'art. 9a, al. 1 ou 4<sup>bis</sup>, de la loi du 16 décembre 2005 sur la surveillance de la révision<sup>12</sup> de procéder à un audit conformément à l'art. 24 de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers (LFINMA)<sup>13</sup>;
- d. les dispositions sur les dépôts privilégiés (art. 37a) et le remboursement immédiat (art. 37b) ne s'appliquent pas aux dépôts ouverts auprès des personnes visées à l'al. 1; les déposants doivent être informés de cette restriction avant d'effectuer le dépôt.

<sup>5</sup> Dans des cas particuliers, la FINMA peut déclarer les al. 1 à 4 applicables aux personnes qui acceptent à titre professionnel des dépôts du public supérieurs à 100 millions de francs ou font appel au public pour les obtenir, n'investissent ni ne rémunèrent ces dépôts et garantissent la protection des clients par des mesures particulières.

<sup>6</sup> Quiconque dépasse le seuil de 100 millions de francs doit l'annoncer dans les dix jours à la FINMA et lui présenter une demande d'autorisation au sens de l'art. 1a dans les 90 jours. L'al. 5 est réservé.

## Art. 2<sup>14</sup>

<sup>1</sup> Les dispositions de la présente loi s'appliquent par analogie:

- a. aux succursales de banques étrangères en Suisse;

<sup>11</sup> RS 220

<sup>12</sup> RS 221.302

<sup>13</sup> RS 956.1

<sup>14</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 11 mars 1971, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 1971 (RO 1971 808 825 art. 1; FF 1970 I 1157).

- b. aux représentants de banques étrangères qui exercent leur activité en Suisse.<sup>15</sup>

<sup>2</sup> La FINMA<sup>16</sup> édicte les dispositions de détail. Elle peut en particulier exiger que les comptoirs disposent d'un capital de dotation suffisant et demander des sûretés.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral est autorisé à conclure des traités internationaux basés sur le principe de la reconnaissance mutuelle de réglementations équivalentes des activités bancaires et de mesures équivalentes prises dans le domaine de la surveillance des banques, qui prévoient que les banques des Etats parties au traité peuvent, sans requérir l'autorisation de la FINMA, ouvrir une succursale ou une représentation en Suisse.<sup>17</sup>

**Art. 2**<sup>bis 18</sup>

<sup>1</sup> Sont soumises aux chapitres XI et XII de la présente loi, pour autant qu'elles ne soient pas assujetties à la compétence de la FINMA en matière de faillite dans le cadre de la surveillance individuelle de l'établissement:

- a. les sociétés mères d'un groupe financier ou d'un conglomérat financier domiciliées en Suisse;
- b. les sociétés du groupe ayant leur siège en Suisse qui remplissent des fonctions importantes pour les activités soumises à autorisation (sociétés du groupe significatives).

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe les critères permettant d'évaluer le caractère significatif.

<sup>3</sup> La FINMA désigne les sociétés du groupe significatives et tient un répertoire de ces sociétés. Celui-ci est accessible au public.

<sup>15</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>16</sup> Nouvelle expression selon le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741). Il a été tenu compte de cette mod. dans tout le texte.

<sup>17</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 18 mars 1994 (RO **1995** 246; FF **1993** I 757). Nouvelle teneur selon le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>18</sup> Introduit par le ch. 10 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

## Chapitre II Autorisation pour la banque d'exercer son activité<sup>19</sup>

### Art. 3<sup>20</sup>

<sup>1</sup> La banque ne peut commencer son activité qu'après en avoir obtenu l'autorisation de la FINMA; elle ne peut s'inscrire au registre du commerce avant d'avoir reçu cette autorisation.

<sup>2</sup> L'autorisation est accordée lorsque les conditions suivantes sont réunies:

- a. les statuts, les contrats de société et les règlements de la banque en définissent exactement le champ d'activité et prévoient l'organisation correspondant à cette activité; lorsque son but social ou l'importance de ses affaires l'exige, la banque doit instituer d'une part des organes de direction et, d'autre part, des organes préposés à la haute direction, à la surveillance et au contrôle, en délimitant les attributions de chacun d'entre eux de façon à garantir une surveillance appropriée de la gestion;
- b.<sup>21</sup> la banque fournit la preuve que le capital minimum fixé par le Conseil fédéral est entièrement libéré;
- c. les personnes chargées d'administrer et de gérer la banque jouissent d'une bonne réputation et présentent toutes garanties d'une activité irréprochable;
- c<sup>bis</sup>.<sup>22</sup> les personnes physiques ou morales qui détiennent dans une banque, directement ou indirectement, au moins 10 pour cent du capital ou des droits de vote, ou qui de toute autre manière peuvent exercer une influence notable sur la gestion de la banque (participation qualifiée), donnent la garantie que leur influence n'est pas susceptible d'être exercée au détriment d'une gestion prudente et saine de la banque;
- d.<sup>23</sup> les membres de la direction de la banque ont leur domicile en un lieu qui leur permet d'exercer la gestion effective des affaires et d'en assumer la responsabilité.

3 La banque remettra à la FINMA ses statuts, ses contrats de société et ses règlements, et l'informerá de toutes les modifications qui y seront apportées ultérieurement, en tant qu'elles ont trait au but social, à l'activité de l'établissement, au capital social ou à l'organisation interne. Les modifications ne pourront être inscrites au registre du commerce qu'après avoir été approuvées par la FINMA.

19 Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 11 mars 1971, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 1971 (RO 1971 808 825 art. 1; FF 1970 I 1157).

20 Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 11 mars 1971, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 1971 (RO 1971 808 825 art. 1; FF 1970 I 1157).

21 Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 1995 (RO 1995 246; FF 1993 I 757).

22 Introduite par le ch. I de la LF du 18 mars 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 1995 (RO 1995 246; FF 1993 I 757). Voir aussi les disp. fin. de cette mod. à la fin du texte.

23 Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 1995 (RO 1995 246; FF 1993 I 757). Voir aussi les disp. fin. de cette mod. à la fin du texte.

4 ...<sup>24</sup>

<sup>5</sup> Toute personne physique ou morale qui envisage de détenir, ou de cesser de détenir, directement ou indirectement, une participation qualifiée au sens de l'al. 2, let. c<sup>bis</sup>, dans une banque organisée selon le droit suisse, est tenue d'en informer préalablement la FINMA. Ce devoir d'information vaut également lorsqu'elle envisage d'augmenter ou de diminuer une telle participation et que ladite participation atteint ou dépasse les seuils de 20, 33 ou 50 pour cent du capital ou des droits de vote, ou descend en dessous de ceux-ci.<sup>25</sup>

<sup>6</sup> La banque annonce les personnes qui remplissent les conditions de l'al. 5 dès qu'elle en a connaissance, mais au moins une fois par année.<sup>26</sup>

<sup>7</sup> Les banques organisées selon le droit suisse qui envisagent d'être actives à l'étranger par l'intermédiaire d'une filiale, d'une succursale, d'une agence ou d'une représentation en informent au préalable la FINMA.<sup>27</sup>

### **Art. 3a<sup>28</sup>**

Est réputée banque cantonale toute banque créée en vertu d'un acte législatif cantonal et revêtant la forme d'un établissement ou d'une société anonyme. Le canton doit détenir dans cette banque une participation de plus d'un tiers du capital et des droits de vote. Il peut garantir l'intégralité ou une partie des engagements de la banque.

### **Art. 3b<sup>29</sup>**

Lorsqu'une banque fait partie d'un groupe financier ou d'un conglomérat financier, la FINMA peut subordonner l'octroi d'une autorisation à l'existence d'une surveillance consolidée adéquate par une autorité de surveillance des marchés financiers.

### **Art. 3c<sup>30</sup>**

<sup>1</sup> Deux ou plusieurs entreprises constituent un groupe financier si les conditions suivantes sont remplies:

<sup>24</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 18 mars 1994, avec effet au 1<sup>er</sup> fév. 1995 (RO **1995** 246; FF **1993** I 757).

<sup>25</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 18 mars 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 1995 (RO **1995** 246; FF **1993** I 757).

<sup>26</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 18 mars 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 1995 (RO **1995** 246; FF **1993** I 757). Voir aussi les disp. fin. de cette mod. à la fin du texte.

<sup>27</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 18 mars 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 1995 (RO **1995** 246; FF **1993** I 757).

<sup>28</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 18 mars 1994 (RO **1995** 246; FF **1993** I 757). Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 22 avril 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> oct. 1999 (RO **1999** 2405; FF **1998** 3349). Voir aussi les disp. fin. de cette mod. à la fin du texte.

<sup>29</sup> Introduit par le ch. II 6 de l'annexe à la LF du 17 déc. 2004 sur la surveillance des assurances, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2006 (RO **2005** 5269; FF **2003** 3353).

<sup>30</sup> Introduit par le ch. II 6 de l'annexe à la LF du 17 déc. 2004 sur la surveillance des assurances, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2006 (RO **2005** 5269; FF **2003** 3353).

- a. au moins une banque ou un négociant en valeurs mobilières sont actifs dans le groupe;
- b. les entreprises sont principalement actives dans le domaine financier;
- c. elles forment une unité économique ou lorsqu'il y a lieu de supposer en raison d'autres circonstances, qu'une ou plusieurs entreprises sous surveillance individuelle sont de fait ou juridiquement tenues de prêter assistance à une société du groupe.

<sup>2</sup> Lorsqu'un groupe financier, au sens de l'al. 1, est principalement actif dans le secteur bancaire ou celui des valeurs mobilières et comprend au moins une société d'assurance d'une importance économique considérable, il forme un conglomérat financier dominé par le secteur bancaire ou celui du négoce en valeurs mobilières.

#### **Art. 3d<sup>31</sup>**

<sup>1</sup> La FINMA peut soumettre un groupe financier ou un conglomérat financier dominé par le secteur bancaire ou celui du négoce en valeurs mobilières à la surveillance des groupes ou des conglomérats lorsqu'il:

- a. détient en Suisse une banque ou un négociant en valeurs mobilières organisés selon le droit suisse ou
- b. est en fait dirigé depuis la Suisse.

<sup>2</sup> Lorsque d'autres autorités étrangères revendiquent elles aussi la surveillance partielle ou totale du groupe financier ou du conglomérat financier, la FINMA détermine avec celles-ci, sous réserve de ses attributions, les compétences, les modalités ainsi que l'objet de la surveillance dudit groupe ou conglomérat. Avant de se prononcer, la FINMA consulte les entreprises incorporées en Suisse du groupe financier ou du conglomérat financier en question.<sup>32</sup>

#### **Art. 3e<sup>33</sup>**

<sup>1</sup> La FINMA exerce sa surveillance de groupe en complément à la surveillance individuelle d'une banque.

<sup>2</sup> La FINMA exerce sa surveillance du conglomérat financier en complément à la surveillance individuelle d'une banque ou d'une entreprise d'assurance ainsi qu'à celle d'un groupe financier ou d'assurance par l'autorité compétente.

<sup>31</sup> Introduit par le ch. II 6 de l'annexe à la LF du 17 déc. 2004 sur la surveillance des assurances, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2006 (RO 2005 5269; FF 2003 3353).

<sup>32</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207 5205; FF 2006 2741).

<sup>33</sup> Introduit par le ch. II 6 de l'annexe à la LF du 17 déc. 2004 sur la surveillance des assurances, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2006 (RO 2005 5269; FF 2003 3353).

**Art. 3<sup>f</sup>**<sup>34</sup>

<sup>1</sup> Les personnes chargées de la gestion, d'une part, et celles responsables de la haute direction, de la surveillance et du contrôle du groupe financier ou du conglomérat financier, d'autre part, doivent jouir d'une bonne réputation et présenter toutes garanties d'une activité irréprochable.

<sup>2</sup> Le groupe financier ou le conglomérat financier doit être organisé de manière à pouvoir, en particulier, déterminer, limiter et contrôler les risques principaux.

**Art. 3<sup>g</sup>**<sup>35</sup>

<sup>1</sup> La FINMA est autorisée à édicter des dispositions sur les fonds propres, les liquidités, la répartition des risques, les positions de risques intra-groupe et l'établissement des comptes pour les groupes financiers.

<sup>2</sup> En ce qui concerne les conglomérats financiers dominés par le secteur bancaire ou celui du négoce en valeurs mobilières, la FINMA est autorisée à édicter ou à fixer cas par cas des dispositions sur les fonds propres, les liquidités, la répartition des risques, les positions de risques intra-groupe et l'établissement des comptes. Elle tient compte en matière de fonds propres des règles existant dans le domaine financier et des assurances ainsi que de l'importance relative des deux secteurs dans le conglomérat financier et des risques inhérents.

**Art. 3<sup>h</sup>**<sup>36</sup>**Art. 3<sup>bis</sup>**<sup>37</sup>

<sup>1</sup> La FINMA peut de surcroît lier l'octroi de l'autorisation à s'établir en Suisse à la réalisation des conditions ci-après, lorsqu'il s'agit d'une banque organisée selon le droit suisse mais qui est en mains étrangères, d'une succursale ou du représentant permanent d'une banque étrangère:<sup>38</sup>

- a.<sup>39</sup> la réciprocité est garantie par les Etats où les étrangers détenant des participations qualifiées ont leur domicile civil ou leur siège; les dispositions divergentes d'engagements internationaux sont réservées;

<sup>34</sup> Introduit par le ch. II 6 de l'annexe à la LF du 17 déc. 2004 sur la surveillance des assurances, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2006 (RO 2005 5269; FF 2003 3353).

<sup>35</sup> Introduit par le ch. II 6 de l'annexe à la LF du 17 déc. 2004 sur la surveillance des assurances, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2006 (RO 2005 5269; FF 2003 3353).

<sup>36</sup> Introduit par le ch. II 6 de l'annexe à la LF du 17 déc. 2004 sur la surveillance des assurances (RS 961.01). Abrogé par le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207 5205; FF 2006 2741).

<sup>37</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 11 mars 1971, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 1971 (RO 1971 808 825 art. 1; FF 1970 I 1157).

<sup>38</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207 5205; FF 2006 2741).

<sup>39</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 16 déc. 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 1995 (RO 1995 2109; FF 1994 IV 995)

- b. la raison sociale de la banque ne doit pas permettre de conclure au caractère suisse de l'établissement ni laisser présumer un tel caractère;

c.<sup>40</sup> ...

<sup>1bis</sup> Lorsqu'une banque fait partie d'un groupe financier ou d'un conglomérat financier, la FINMA peut subordonner l'octroi de son autorisation à l'accord des autorités étrangères compétentes.<sup>41</sup>

<sup>2</sup> La banque est tenue de renseigner la Banque nationale sur les affaires qu'elle traite ainsi que sur ses relations avec l'étranger.

<sup>3</sup> Les dispositions de l'al. 1 s'appliquent à la banque organisée selon le droit suisse et dans laquelle les participations qualifiées étrangères directes ou indirectes s'élèvent à plus de la moitié des voix ou qui est dominée d'autre manière par des étrangers.<sup>42</sup> Sont réputées étrangères:

- a. les personnes physiques qui n'ont pas la nationalité suisse ni ne sont au bénéfice du permis d'établissement;
- b. les personnes morales et les sociétés de personnes qui ont leur siège à l'étranger ou qui, si elles ont leur siège en Suisse, sont dans les mains de personnes étrangères au sens défini sous let. a.

### Art 3<sup>er</sup> <sup>43</sup>

<sup>1</sup> Les banques qui ont passé en mains étrangères doivent solliciter l'autorisation complémentaire prévue à l'art. 3<sup>bis</sup>.

<sup>2</sup> Une nouvelle autorisation complémentaire doit être demandée en cas de changement dans les détenteurs étrangers des participations qualifiées.<sup>44</sup>

<sup>3</sup> Les membres de l'administration et de la direction de la banque sont tenus de communiquer à la FINMA tout fait permettant de conclure à une domination étrangère de l'établissement ou à une modification dans l'état des personnes détenant des participations qualifiées.<sup>45</sup>

<sup>40</sup> Abrogée par le ch. I de la LF du 18 mars 1994, avec effet au 1<sup>er</sup> fév. 1995 (RO 1995 246; FF 1993 I 757).

<sup>41</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 16 déc. 1994 (RO 1995 2109; FF 1994 IV 995). Nouvelle teneur selon le ch. II 6 de l'annexe à la LF du 17 déc. 2004 sur la surveillance des assurances, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2006 (RO 2005 5269; FF 2003 3353).

<sup>42</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 1995 (RO 1995 246; FF 1993 I 757).

<sup>43</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 11 mars 1971, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 1971 (RO 1971 808 825 art. 1; FF 1970 I 1157).

<sup>44</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 16 déc. 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 1995 (RO 1995 2109; FF 1994 IV 995)

<sup>45</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 16 déc. 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 1995 (RO 1995 2109; FF 1994 IV 995)

**Art. 3**<sup>quater 46</sup>

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral peut prévoir, dans des traités internationaux, que les conditions particulières d'autorisation conformément à l'art. 3<sup>bis</sup> et l'art. 3<sup>ter</sup> ne sont pas applicables, dans leur intégralité ou en partie, si des personnes physiques ressortissantes d'un Etat partie au traité ou des personnes morales ayant leur siège dans l'un de ces Etats fondent une banque organisée selon le droit suisse, en reprennent une ou acquièrent une participation qualifiée dans l'une d'elles. Il peut, sauf disposition internationale contraire, subordonner cette décision à l'octroi par l'Etat partie de la réciprocité.

<sup>2</sup> Si la personne morale est elle-même dominée directement ou indirectement par des ressortissants d'un Etat tiers ou par des personnes morales ayant leur siège dans un Etat tiers, les dispositions mentionnées sont applicables.

**Chapitre III Fonds propres, liquidité et autres règles de gestion**<sup>47</sup>**Art. 4**<sup>48</sup>

<sup>1</sup> Les banques sont tenues de disposer, à titre individuel et sur une base consolidée, d'un volume adéquat de fonds propres et de liquidités.<sup>49</sup>

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral définit les éléments constituant les fonds propres et les liquidités. Il fixe les exigences minimales en fonction du genre d'activité et des risques. La FINMA peut édicter des dispositions d'exécution.

<sup>3</sup> Dans des cas particuliers, la FINMA peut décider d'assouplir ou au contraire de renforcer les exigences minimales.

<sup>4</sup> Une banque ne peut détenir une participation qualifiée dépassant 15 % de ses fonds propres dans une entreprise dont l'activité se situe hors du secteur financier ou des assurances. Le total de ces participations ne peut excéder 60 % des fonds propres. Le Conseil fédéral règle les exceptions.

**Art. 4**<sup>bis 50</sup>

<sup>1</sup> Les prêts et avances qu'une banque accorde à un client de même que les participations qu'elle prend dans une entreprise doivent être proportionnés à l'ampleur de ses fonds propres.

<sup>46</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 18 mars 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 1995 (RO **1995** 246; FF **1993** I 757).

<sup>47</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 11 mars 1971, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 1971 (RO **1971** 808 825 art. 1; FF **1970** I 1157).

<sup>48</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 5 de l'annexe à la LF du 3 oct. 2003 sur la Banque nationale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2005 (RO **2004** 1985; FF **2002** 5645).

<sup>49</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 30 sept. 2011 (Renforcement de la stabilité dans le secteur financier), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012 (RO **2012** 811; FF **2011** 4365).

<sup>50</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 11 mars 1971, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 1971 (RO **1971** 808 825 art. 1; FF **1970** I 1157). Voir aussi les disp. fin. de la mod. du 18 mars 1994 à la fin du texte.



<sup>2</sup> Le règlement d'exécution fixera la relation entre les prêts, avances et participations, d'une part, et les fonds propres, d'autre part, selon qu'il s'agit ou non de collectivités de droit public et d'après la valeur des sûretés.

<sup>3</sup> ...<sup>51</sup>

**Art. 4<sup>ter</sup>** <sup>52</sup>

<sup>1</sup> La banque ne peut accorder des crédits aux membres de ses organes, aux principaux actionnaires ainsi qu'aux personnes et sociétés qui leur sont proches qu'en vertu des principes généralement reconnus dans la branche.

<sup>2</sup> ...<sup>53</sup>

**Art. 4<sup>quater</sup>** <sup>54</sup>

Tant dans le pays qu'à l'étranger, les banques s'abstiendront de toute publicité trompeuse et ne se prévaudront pas non plus de leur siège en Suisse ou d'institutions suisses pour faire une publicité intempestive.

**Art. 4<sup>quinquies</sup>** <sup>55</sup>

<sup>1</sup> Les banques sont autorisées à communiquer à leurs sociétés mères, qui sont elles-mêmes surveillées par une autorité de surveillance des banques ou des marchés financiers, les informations et documents non accessibles au public qui sont nécessaires à la surveillance consolidée, aux conditions suivantes:

- a. ces informations sont utilisées exclusivement à des fins de contrôle interne ou de surveillance directe des banques ou d'autres intermédiaires financiers soumis à autorisation;
- b. la société mère et l'autorité compétente pour la surveillance consolidée sont liées par le secret professionnel ou le secret de fonction;
- c. ces informations ne peuvent être transmises à des tiers qu'avec l'autorisation préalable de la banque ou une autorisation générale contenue dans un traité international.

<sup>2</sup> Si la communication d'informations au sens de l'al. 1 soulève des doutes, les banques peuvent requérir de la FINMA une décision autorisant ou interdisant leur transmission.

<sup>51</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 18 mars 1994, avec effet au 1<sup>er</sup> fév. 1995 (RO 1995 246; FF 1993 I 757).

<sup>52</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 11 mars 1971, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 1971 (RO 1971 808 825 art. 1; FF 1970 I 1157). Voir aussi les disp. fin. de la mod. du 18 mars 1994 à la fin du texte.

<sup>53</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 18 mars 1994, avec effet au 1<sup>er</sup> fév. 1995 (RO 1995 246; FF 1993 I 757).

<sup>54</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 11 mars 1971, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 1971 (RO 1971 808 825 art. 1; FF 1970 I 1157).

<sup>55</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 18 mars 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 1995 (RO 1995 246; FF 1993 I 757).

**Art. 5<sup>56</sup>****Chapitre IV<sup>57</sup> Comptes annuels et bilans****Art. 6** Etablissement des comptes

<sup>1</sup> Les banques établissent pour chaque exercice un rapport de gestion qui se compose des éléments suivants:

- a. comptes annuels;
- b. rapport annuel;
- c. comptes consolidés.

<sup>2</sup> Les banques établissent des comptes intermédiaires au moins semestriellement.

<sup>3</sup> Le rapport de gestion et les comptes intermédiaires sont établis conformément au titre trente-deuxième du code des obligations<sup>58</sup>, à la présente loi et à leurs dispositions d'exécution.

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral peut prévoir des dérogations à l'al. 3 pour les cas exceptionnels.

**Art. 6a** Publicité

<sup>1</sup> Le rapport de gestion est accessible au public.

<sup>2</sup> Les comptes intermédiaires sont accessibles au public dans la mesure où les dispositions d'exécution de la présente loi le prévoient.

<sup>3</sup> Les al. 1 et 2 ne s'appliquent pas aux banquiers privés qui ne font pas appel au public pour obtenir des dépôts de fonds. L'art. 958e, al. 2, du code des obligations<sup>59</sup> est réservé.

**Art. 6b** Dispositions d'exécution

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral édicte des dispositions d'exécution concernant la forme, le contenu et la publicité des rapports de gestion et des comptes intermédiaires.

<sup>2</sup> Il peut déroger aux dispositions du code des obligations<sup>60</sup> relatives à la comptabilité et à la présentation des comptes si les particularités de l'activité bancaire ou la protection des créanciers le justifient et que la situation économique est présentée d'une manière équivalente.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral peut autoriser la FINMA à édicter des dispositions d'exécution dans les domaines de moindre portée, notamment dans les domaines techniques.

<sup>56</sup> Abrogé par le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>57</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 7 de l'annexe à la LF du 23 déc. 2011 (Droit comptable), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2013 (RO **2012** 6679; FF **2008** 1407).

<sup>58</sup> RS **220**

<sup>59</sup> SR **220**

<sup>60</sup> RS **220**

<sup>4</sup> Lorsque les conditions visées à l'al. 2 sont remplies, la FINMA peut limiter l'application au secteur bancaire des normes comptables reconnues par le Conseil fédéral.

## **Chapitre V<sup>61</sup> Banques d'importance systémique**

### **Art. 7 Définition et but**

<sup>1</sup> On entend par banques d'importance systémique les banques, groupes financiers et conglomérats financiers à dominante bancaire dont la défaillance porterait gravement atteinte à l'économie et au système financier suisses.

<sup>2</sup> Les dispositions du présent chapitre, associées aux dispositions du droit bancaire généralement applicables, ont pour but de réduire davantage les risques que font peser les banques d'importance systémique sur la stabilité du système financier suisse, d'assurer le maintien des fonctions économiques importantes et d'éviter le recours à une aide de l'Etat.

### **Art. 8 Critères et détermination de l'importance systémique**

<sup>1</sup> Les fonctions économiques visées à l'art. 7, al. 2, ont une importance systémique lorsqu'elles sont indispensables pour l'économie nationale et qu'elles ne peuvent être substituées à court terme. Constituent notamment des fonctions économiques d'importance systémique les opérations de dépôt, de crédit et de paiement.

<sup>2</sup> L'importance systémique d'une banque est appréciée en fonction de sa taille, de son imbrication dans le système financier et dans l'économie, ainsi que du caractère substituable à court terme de ses prestations de services. Cette appréciation se base notamment sur les critères suivants:

- a. la part de marché dans les fonctions ayant une importance systémique selon l'al. 1;
- b. le montant à hauteur duquel les dépôts garantis au sens de l'art. 37h, al. 1, dépassent la limite maximale prévue à l'art. 37h, al. 3, let. b;
- c. le rapport entre le total du bilan de la banque et le produit intérieur brut annuel de la Suisse;
- d. le profil de risque de la banque, qui résulte du modèle d'affaires, de la structure du bilan, de la qualité des actifs, des liquidités et du taux d'endettement.

<sup>3</sup> La Banque nationale suisse (Banque nationale), après avoir entendu la FINMA, détermine par voie de décision quelles sont les banques d'importance systémique et quelles sont les fonctions de ces banques qui ont une importance systémique.

<sup>61</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 30 sept. 2011 (Renforcement de la stabilité dans le secteur financier), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012 (RO 2012 811; FF 2011 4365).

**Art. 9** Exigences particulières

<sup>1</sup> Les banques d'importance systémique sont soumises à des exigences particulières. L'étendue et le contenu de celles-ci dépendent du degré d'importance systémique de la banque concernée. Les exigences doivent être proportionnées, prendre en considération leurs incidences sur la banque concernée et sur la concurrence, et tenir compte des normes reconnues sur le plan international.

<sup>2</sup> Les banques d'importance systémique doivent notamment satisfaire aux exigences suivantes:

- a. disposer de fonds propres qui, en particulier:
  1. garantissent, compte tenu des exigences légales, une meilleure capacité à supporter les pertes plus importantes que les banques qui n'ont pas d'importance systémique,
  2. en cas de menace d'insolvabilité, contribuent pour une part essentielle à maintenir les fonctions d'importance systémique,
  3. incitent les banques à limiter leur degré d'importance systémique et améliorent leur capacité à être assainies ou liquidées tant en Suisse qu'à l'étranger,
  4. sont mesurés suivant, d'une part, les actifs pondérés en fonction des risques et, d'autre part, les actifs non pondérés en fonction des risques, qui peuvent également comprendre des opérations hors bilan;
- b. disposer de liquidités qui garantissent une meilleure capacité d'absorption des chocs de liquidités que les banques qui n'ont pas d'importance systémique, afin qu'elles soient en mesure de respecter leurs obligations de paiement même si elles se trouvent dans une situation exceptionnellement difficile;
- c. répartir les risques de manière à limiter les risques de contrepartie et les gros risques;
- d. prévoir un plan d'urgence au niveau de la structure, de l'infrastructure, de la conduite et du contrôle ainsi que des flux internes de liquidités et de capitaux de telle sorte que le plan puisse être mis en œuvre immédiatement et que, en présence d'une menace d'insolvabilité, le maintien de leurs fonctions économiques d'importance systémique soit garanti.

**Art. 10** Application à la banque concernée

<sup>1</sup> La FINMA, après avoir entendu la Banque nationale, définit par voie de décision les exigences fixées à l'art. 9, al. 2, let. a à c, que la banque d'importance systémique doit remplir. Elle informe le public sur les grandes lignes de sa décision et sur la manière dont celle-ci est respectée.

<sup>2</sup> La banque d'importance systémique doit prouver qu'elle remplit les exigences fixées à l'art. 9, al. 2, let. d, et que le maintien des fonctions d'importance systémique est garanti en cas de menace d'insolvabilité. Si la banque ne fournit pas cette preuve, la FINMA ordonne les mesures nécessaires.

<sup>3</sup> Lors de la définition des exigences relatives aux fonds propres visés à l'art. 9, al. 2, let. a, la FINMA accorde des allègements si la banque améliore sa capacité à être assainie ou liquidée tant en Suisse qu'à l'étranger au-delà des exigences mentionnées à l'art. 9, al. 2, let. d.

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral, après avoir entendu la Banque nationale et la FINMA, règle:

- a. les exigences visées à l'art. 9, al. 2;
- b. les critères permettant d'évaluer la preuve selon l'al. 2;
- c. les mesures que la FINMA peut ordonner si la banque ne peut fournir la preuve au sens de l'al. 2.<sup>62</sup>

#### **Art. 10a** Mesures en matière de rémunération

<sup>1</sup> Si, malgré la mise en œuvre des exigences particulières, une banque d'importance systémique ou sa société mère se voit accorder une aide financière directe ou indirecte puisée dans les moyens de la Confédération, le Conseil fédéral ordonne en même temps des mesures en matière de rémunération pour toute la période durant laquelle le soutien est accordé.

<sup>2</sup> Il peut notamment, en tenant compte de la situation économique de la banque et du soutien accordé:

- a. interdire totalement ou partiellement le versement de rémunérations variables;
- b. ordonner des adaptations du système de rémunération.

<sup>3</sup> Les banques d'importance systémique et leurs sociétés mères sont tenues de formuler une réserve contraignante dans leurs systèmes de rémunération aux termes de laquelle, en cas de soutien étatique au sens du présent article, la prétention légale à une rémunération variable peut être limitée.

## **Chapitre VI<sup>63</sup> Capital complémentaire**

### **Art. 11** Principes

<sup>1</sup> Les banques et les sociétés mères de groupes financiers ou de conglomérats financiers à dominante bancaire dont la forme juridique autorise la création d'actions ou d'un capital-action peuvent, dans leurs statuts:

- a. autoriser le conseil d'administration à augmenter le capital-actions ou le capital-participation (capital de réserve);
- b. prévoir une augmentation du capital-actions ou du capital-participation qui, en cas de survenance d'un événement déterminé, est obtenue par le biais de la conversion d'emprunts à conversion obligatoire (capital convertible).

<sup>62</sup> Voir aussi la disp. trans. de la mod. du 30 sept. 2011 à la fin du texte.

<sup>63</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 30 sept. 2011 (Renforcement de la stabilité dans le secteur financier), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012 (RO 2012 811; FF 2011 4365).

<sup>2</sup> Les banques et les sociétés mères de groupes financiers ou de conglomérats financiers à dominante bancaire peuvent, indépendamment de leur forme juridique, prévoir dans les conditions d'émission des emprunts que les créanciers doivent abandonner leurs créances en cas de survenance d'un événement déterminé (emprunts assortis d'un abandon de créances).

<sup>3</sup> Le capital complémentaire mentionné aux al. 1 et 2 ne peut être créé que pour renforcer les fonds propres et pour prévenir ou maîtriser une situation critique de la banque.

<sup>4</sup> Le capital obtenu par l'émission d'emprunts à conversion obligatoire ou d'emprunts assortis d'un abandon de créances selon le présent chapitre peut être pris en compte comme fonds propres, pour autant que la présente loi et ses dispositions d'exécution l'autorisent. Les conditions d'émission doivent avoir été approuvées par la FINMA.

### **Art. 12** Capital de réserve

<sup>1</sup> L'assemblée générale peut autoriser le conseil d'administration à augmenter le capital-actions ou le capital-participation par une modification des statuts. Ceux-ci mentionnent la valeur nominale de l'augmentation que peut effectuer le conseil d'administration.

<sup>2</sup> Le conseil d'administration peut, pour de justes motifs, supprimer le droit de souscription des actionnaires ou des participants, notamment si cela permet de placer les actions ou les bons de participation de manière simple et rapide. Dans ce cas, les nouvelles actions ou les nouveaux bons de participation sont émis aux conditions du marché. Une décote est autorisée à condition qu'elle soit effectuée dans l'intérêt de la société ainsi que dans la perspective d'un placement rapide et complet des actions ou des bons de participation.

<sup>3</sup> Au surplus, les dispositions du CO<sup>64</sup> sur l'augmentation autorisée du capital sont applicables, à l'exception des dispositions suivantes:

- a. art. 651, al. 1 et 2 (limitations concernant le montant et le délai de l'augmentation autorisée du capital);
- b. art. 652*b*, al. 2 (justes motifs pour la suppression du droit de souscription);
- c. art. 652*d* (augmentation au moyen de fonds propres);
- d. art. 656*b*, al. 1 et 4 (limitation concernant le montant de l'augmentation autorisée du capital-participation).

### **Art. 13** Capital convertible

<sup>1</sup> L'assemblée générale peut décider une augmentation conditionnelle du capital-actions ou du capital-participation en établissant dans les statuts que les droits de créance découlant d'emprunts à conversion obligatoire sont convertis en actions ou en bons de participation en cas de survenance de l'événement déclencheur.

<sup>2</sup> Elle peut limiter dans les statuts la valeur nominale de l'augmentation conditionnelle du capital. Elle y règle les points suivants:

- a. le nombre, le type et la valeur nominale des actions et des bons de participation;
- b. les bases du calcul du prix d'émission;
- c. la suppression du droit de souscription des actionnaires et des participants;
- d. la restriction de la transmissibilité des nouvelles actions et des nouveaux bons de participation émis au nom de leur détenteur.

<sup>3</sup> Le conseil d'administration est habilité à émettre des emprunts à conversion obligatoire dans le cadre des dispositions statutaires. A moins que les statuts n'en disposent autrement, il règle les points suivants:

- a. une éventuelle répartition en plusieurs emprunts et en diverses tranches;
- b. l'événement déclencheur ou, en cas de répartition en tranches, les événements déclencheurs;
- c. le prix d'émission ou les règles servant à le déterminer;
- d. le rapport de conversion ou les règles servant à le déterminer.

<sup>4</sup> Les emprunts à conversion obligatoire doivent être offerts en souscription aux actionnaires et aux participants proportionnellement à leur participation. Si les emprunts à conversion obligatoire sont émis aux conditions du marché ou moyennant une décote nécessaire pour garantir leur placement rapide et complet, l'assemblée générale peut exclure le droit de souscription préférentiel des actionnaires et des participants.

<sup>5</sup> Si l'événement déclenchant la conversion survient, le conseil d'administration doit en constater immédiatement la survenance par acte authentique. Celui-ci doit mentionner le nombre, la valeur nominale et le type des actions et des bons de participation émis, le nouvel état du capital-actions et du capital-participation ainsi que les adaptations nécessaires des statuts.

<sup>6</sup> La décision du conseil d'administration doit être communiquée immédiatement au registre du commerce. Le blocage du registre est exclu.

<sup>7</sup> Le capital-actions et le capital-participation sont augmentés de plein droit moyennant une décision du conseil d'administration. En même temps, les droits de créance découlant des emprunts à conversion obligatoire s'éteignent.

<sup>8</sup> Les dispositions du CO<sup>65</sup> concernant l'augmentation conditionnelle du capital ne sont pas applicables, à l'exception des dispositions suivantes:

- a. art. 653a, al. 2 (apport minimal);
- b. art. 653d, al. 2 (protection des titulaires d'un droit de conversion ou d'option);
- c. art. 653i (épuration).

**Art. 14<sup>66</sup>****Chapitre VII Dépôts d'épargne et valeurs déposées<sup>67</sup>****Art. 15**

<sup>1</sup> Seules les banques qui publient des comptes annuels peuvent accepter des dépôts portant, sous quelque forme que ce soit, la dénomination d'«épargne». Les autres entreprises ne sont pas autorisées à accepter de tels dépôts et il leur est interdit, à propos des fonds déposés chez elles, de faire figurer le mot d'«épargne» dans leur raison sociale ou dans la désignation de leur but social, ou encore de s'en servir à des fins de publicité.<sup>68</sup>

<sup>2</sup> et <sup>3</sup> ...<sup>69</sup>

**Art. 16<sup>70</sup>**

Sont réputées valeurs déposées selon l'art. 37d:<sup>71</sup>

1. les choses mobilières et les titres déposés par les clients;
2. les choses mobilières, les titres et les créances que la banque détient à titre fiduciaire pour le compte des clients déposants;
3. les prétentions disponibles de la banque à des livraisons à l'encontre de tiers, résultant d'opérations au comptant, d'opérations à terme échues, d'opérations de couverture ou d'émissions pour le compte des clients déposants.

**Chapitre VIII ...****Art. 17<sup>72</sup>**

<sup>66</sup> Abrogé par le ch. 11 de l'annexe à la LF du 3 oct. 2003 sur la fusion, avec effet au 1<sup>er</sup> juil. 2004 (RO **2004** 2617; FF **2000** 3995).

<sup>67</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 17 de l'annexe à la LF du 16 déc. 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO **1995** 1227; FF **1991** III 1).

<sup>68</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 1995 (RO **1995** 246; FF **1993** I 757).

<sup>69</sup> Abrogés par le ch. 17 de l'annexe à la LF du 16 déc. 1994, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO **1995** 1227; FF **1991** III 1).

<sup>70</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 17 de l'annexe à la LF du 16 déc. 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO **1995** 1227; FF **1991** III 1).

<sup>71</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 3 oct. 2003, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2004 (RO **2004** 2767; FF **2002** 7476).

<sup>72</sup> Abrogé par le ch. 5 de l'annexe à la LF du 3 oct. 2008 sur les titres intermédiaires, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2010 (RO **2009** 3577; FF **2006** 8817).



## Chapitre IX Contrôle et audit<sup>73</sup>

### Art. 18<sup>74</sup>

<sup>1</sup> Les banques, les groupes financiers et les conglomerats financiers chargent une société d'audit agréée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision selon l'art. 9a, al. 1, de la loi du 16 décembre 2005 sur la surveillance de la révision<sup>75</sup> de procéder à un audit conformément à l'art. 24 de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers<sup>76</sup>.

<sup>2</sup> Les banques, les groupes bancaires et les conglomerats financiers doivent faire réviser leurs comptes annuels et, le cas échéant, leurs comptes de groupe par une entreprise de révision soumise à la surveillance de l'Etat selon les principes du contrôle ordinaire du code des obligations<sup>77</sup>.

### Art. 19 à 22<sup>78</sup>

## Chapitre X Surveillance<sup>79</sup>

### Art. 23<sup>80</sup>

La FINMA peut procéder elle-même à des contrôles directs auprès de banques, de groupes bancaires et de conglomerats financiers, lorsque de tels contrôles s'avèrent nécessaires en raison de leur importance économique, de la complexité des faits ou du contrôle de modèles internes.

### Art. 23<sup>bis</sup> 81

<sup>1</sup> Lorsqu'une banque sous-traite des fonctions importantes à d'autres personnes physiques ou morales, l'obligation de renseigner et d'annoncer prévues à l'art. 29 de

<sup>73</sup> Nouvelle expression selon le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>74</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 5 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 4073; FF **2013** 6147).

<sup>75</sup> RS **221.302**

<sup>76</sup> RS **956.1**

<sup>77</sup> RS **220**

<sup>78</sup> Abrogés par le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>79</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>80</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>81</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 11 mars 1971 (RO **1971** 808; FF **1970** I 1157). Nouvelle teneur selon le ch. 10 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers<sup>82</sup> s'applique aussi à ces personnes.

<sup>2</sup> La FINMA peut à tout moment effectuer des contrôles auprès de ces personnes.

**Art. 23<sup>ter</sup>** <sup>83</sup>

Afin d'assurer l'application de l'art. 3, al. 2, let. c<sup>bis</sup>, et 5, de la présente loi, la FINMA peut en particulier suspendre l'exercice des droits de vote attachés aux actions ou parts détenues par des actionnaires ou des associés ayant une participation qualifiée.

**Art. 23<sup>quater</sup>** <sup>84</sup>

**Art. 23<sup>quinquies</sup>** <sup>85</sup>

<sup>1</sup> En cas de retrait de leur autorisation d'exercer par la FINMA, les personnes morales, les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite sont dissoutes et les raisons individuelles<sup>86</sup>, radiées du registre du commerce. La FINMA désigne le liquidateur et surveille son activité.

<sup>2</sup> Les mesures désignées au chapitre XI sont réservées.

<sup>82</sup> RS 956.1

<sup>83</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 11 mars 1971 (RO 1971 808; FF 1970 I 1157). Nouvelle teneur selon le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207 5205; FF 2006 2741).

<sup>84</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 11 mars 1971 (RO 1971 808; FF 1970 I 1157). Abrogé par le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207 5205; FF 2006 2741).

<sup>85</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 11 mars 1971 (RO 1971 808; FF 1970 I 1157). Nouvelle teneur selon le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207 5205; FF 2006 2741).

<sup>86</sup> Actuellement: entreprises individuelles.

**Art. 23**<sup>sexies 87</sup>

**Art. 23**<sup>septies 88</sup>

**Art. 23**<sup>octies 89</sup>

**Art. 24**<sup>90</sup>

1 ...<sup>91</sup>

<sup>2</sup> Dans les procédures visées aux chapitres XI et XII de la présente loi, les créanciers et les propriétaires d'une banque, d'une société mère ou d'une société du groupe significative au sens de l'art. 2<sup>bis</sup> ne peuvent recourir que contre l'homologation du plan d'assainissement et les opérations de réalisation. Les recours au sens de l'art. 17 de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>92</sup> sont exclus dans ces procédures.<sup>93</sup>

<sup>3</sup> Les recours formés dans les procédures visées aux chapitres XI et XII n'ont pas d'effet suspensif. Le juge instructeur peut restituer l'effet suspensif sur requête d'une partie. L'octroi de l'effet suspensif est exclu pour les recours contre l'homologation du plan d'assainissement.<sup>94</sup>

<sup>4</sup> Si le recours d'un créancier ou d'un propriétaire contre l'homologation du plan d'assainissement est admis, le tribunal ne peut qu'accorder une indemnisation.<sup>95</sup>

<sup>87</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 18 mars 1994 (RO **1995** 246; FF **1993** I 757). Abrogé par le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>88</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 22 avril 1999 (RO **1999** 2405; FF **1998** 3349). Abrogé par le ch. 10 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>89</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (RO **2004** 2767; FF **2002** 7476). Abrogé par le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>90</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 11 mars 1971, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 1971 (RO **1971** 808 825 art. 1; FF **1970** I 1157).

<sup>91</sup> Abrogé par le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>92</sup> RS **281.1**

<sup>93</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 3 oct. 2003 (RO **2004** 2767; FF **2002** 7476). Nouvelle teneur selon le ch. 10 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>94</sup> Introduit par le ch. I 16 de l'O de l'Ass. féd. du 20 déc. 2006 concernant l'adaptation d'actes législatifs aux disp. de la LF sur le TF et de la LF sur le TAF (RO **2006** 5599; FF **2006** 7351). Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 30 sept. 2011 (Renforcement de la stabilité dans le secteur financier), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012 (RO **2012** 811; FF **2011** 4365).

<sup>95</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 30 sept. 2011 (Renforcement de la stabilité dans le secteur financier), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012 (RO **2012** 811; FF **2011** 4365).

## Chapitre XI<sup>96</sup> Mesures en cas de risque d'insolvabilité

### Art. 25 Conditions

<sup>1</sup> S'il existe des raisons sérieuses de craindre qu'une banque ne soit surendettée ou qu'elle ne souffre de problèmes de liquidité importants, ou si la banque n'a pas rétabli une situation conforme aux prescriptions en matière de fonds propres dans le délai imparti par la FINMA, cette dernière peut ordonner:

- a. des mesures protectrices selon l'art. 26;
- b. une procédure d'assainissement selon les art. 28 à 32;
- c. la faillite<sup>97</sup> de la banque (faillite bancaire) selon les art. 33 à 37g.

<sup>2</sup> Les mesures protectrices peuvent être ordonnées isolément ou conjointement à une procédure d'assainissement ou de faillite.

<sup>3</sup> Les dispositions relatives à la procédure concordataire (art. 293 à 336 LP<sup>98</sup>), à l'ajournement de la faillite des sociétés anonymes (art. 725 et 725a CO<sup>99</sup>) ainsi qu'à l'obligation d'aviser le juge (art. 729b, al. 2,<sup>100</sup> CO) ne s'appliquent pas aux banques.

<sup>4</sup> Les ordres de la FINMA concernent l'ensemble du patrimoine de la banque avec les actifs et les passifs ainsi que les contrats, qu'ils se trouvent en Suisse ou à l'étranger.<sup>101</sup>

### Art. 26 Mesures protectrices

<sup>1</sup> La FINMA peut prendre les mesures protectrices suivantes, notamment:<sup>102</sup>

- a. donner des instructions aux organes de la banque;
- b.<sup>103</sup> nommer un chargé d'enquête;
- c. retirer aux organes leur pouvoir de représentation ou les démettre de leurs fonctions;

<sup>96</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 3 oct. 2003, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2004 (RO **2004** 2767; FF **2002** 7476).

<sup>97</sup> Nouvelle expression selon le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO **2011** 3919; FF **2010** 3645). Il a été tenu compte de cette mod. dans tout le texte.

<sup>98</sup> RS **281.1**

<sup>99</sup> RS **220**

<sup>100</sup> Actuellement: art. 728c al. 3.

<sup>101</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO **2011** 3919; FF **2010** 3645).

<sup>102</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>103</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

- d. révoquer la société d'audit au sens de la présente loi ou l'organe de révision institué par le CO<sup>104</sup>;
- e. limiter l'activité de la banque;
- f. interdire à la banque d'opérer des paiements, d'accepter des versements ou d'effectuer des transactions sur titres;
- g. fermer la banque;
- h. accorder un sursis ou proroger les échéances, sauf pour les créances gagées des centrales d'émission de lettres de gage.

<sup>2</sup> Elle fait publier ces mesures de manière appropriée lorsque la publication est nécessaire à l'exécution des mesures ou à la protection de tiers.

<sup>3</sup> Le sursis déploie les effets prévus à l'art. 297 LP<sup>105</sup>, dans la mesure où la FINMA n'en décide pas autrement pour ce qui est du cours des intérêts.

#### **Art. 27**<sup>106</sup> Primauté des accords de compensation, de réalisation et de transfert

<sup>1</sup> Sont exclus des dispositions des chapitres XI et XII de la présente loi les accords conclus préalablement sur:

- a. la compensation de créances, y compris la méthode convenue et la détermination de la valeur;
- b. la réalisation de gré à gré de garanties sous la forme de valeurs mobilières ou d'autres instruments financiers dont la valeur peut être déterminée de façon objective;
- c. le transfert de créances et d'engagements ainsi que de garanties sous la forme de valeurs mobilières ou d'autres instruments financiers dont la valeur peut être déterminée de façon objective.

<sup>2</sup> L'art. 30a est réservé.

#### **Art. 28**<sup>107</sup> Procédure d'assainissement

<sup>1</sup> Lorsqu'il paraît vraisemblable qu'un assainissement aboutira ou que certains services bancaires pourront être maintenus, la FINMA peut ordonner une procédure d'assainissement.

<sup>2</sup> Elle édicte les mesures et les décisions nécessaires à la mise en œuvre de la procédure d'assainissement.

<sup>3</sup> Elle peut confier l'élaboration d'un plan d'assainissement à un délégué à l'assainissement.

<sup>104</sup> RS 220

<sup>105</sup> RS 281.1

<sup>106</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 10 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>107</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO 2011 3919; FF 2010 3645).

**Art. 29**<sup>108</sup> Assainissement de la banque

En cas d'assainissement de la banque, le plan d'assainissement doit garantir qu'à l'avenir, la banque respectera les conditions requises pour l'obtention d'une autorisation ainsi que les autres prescriptions légales.

**Art. 30**<sup>109</sup> Maintien de services bancaires

<sup>1</sup> Le plan d'assainissement peut prévoir le maintien de certains services bancaires indépendamment de la pérennité de la banque.

<sup>2</sup> Il peut notamment transférer tout ou partie du patrimoine de la banque, avec les actifs et les passifs ainsi que les contrats, à d'autres sujets de droit ou à une banque relais.

<sup>3</sup> Si des contrats ou tout ou partie du patrimoine de la banque sont transférés, le repreneur prend la place de la banque lors de l'homologation du plan d'assainissement. La loi du 3 octobre 2003 sur la fusion<sup>110</sup> n'est pas applicable.<sup>111</sup>

**Art. 30a**<sup>112</sup> Ajournement de la résiliation de contrats

<sup>1</sup> Lorsque la FINMA ordonne ou autorise des mesures au sens du présent chapitre, elle peut ajourner:

- a. la résiliation de contrats et l'exercice de droits de résiliation de ces contrats;
- b. l'exercice des droits de compensation, de réalisation et de transfert énumérés à l'art. 27.

<sup>2</sup> L'ajournement ne peut être ordonné que si les mesures justifient la résiliation ou l'exercice des droits visés à l'al. 1.

<sup>3</sup> Il peut être ordonné pour deux jours ouvrables au plus. La FINMA fixe le début et la fin de l'ajournement.

<sup>4</sup> L'ajournement est exclu ou caduc si la résiliation ou l'exercice d'un droit visé à l'al. 1:

- a. n'ont pas de rapport avec les mesures, et
- b. sont dus au comportement de la banque faisant l'objet de la procédure d'insolvabilité ou du sujet de droit qui reprend tout ou partie des contrats.

<sup>5</sup> Si les conditions d'autorisation et les autres dispositions légales sont respectées après l'échéance de l'ajournement, le contrat subsiste et les droits visés à l'al. 1 qui sont liés aux mesures ne peuvent plus être exercés.

<sup>108</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO 2011 3919; FF 2010 3645).

<sup>109</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO 2011 3919; FF 2010 3645).

<sup>110</sup> RS 221.301

<sup>111</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 30 sept. 2011 (Renforcement de la stabilité dans le secteur financier), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012 (RO 2012 811; FF 2011 4365).

<sup>112</sup> Introduit par le ch. 10 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

**Art. 31**<sup>113</sup> Homologation du plan d'assainissement

<sup>1</sup> La FINMA homologue le plan d'assainissement s'il remplit notamment les conditions suivantes:

- a. être fondé sur une évaluation prudente des actifs de la banque;
- b. être selon toute vraisemblance plus favorable aux créanciers que l'ouverture immédiate d'une faillite;
- c. respecter la priorité des intérêts des créanciers sur ceux des propriétaires ainsi que l'ordre de collocation des créanciers;
- d.<sup>114</sup> tenir compte de manière appropriée des liens juridiques ou économiques entre les actifs, les passifs et les contrats.

<sup>2</sup> L'approbation de l'assemblée générale de la banque n'est pas nécessaire.

<sup>3</sup> Si l'insolvabilité de la banque ne peut être résorbée d'une autre manière, le plan d'assainissement peut prévoir, sous réserve de respecter les droits des créanciers visés à l'al. 1, la réduction du capital propre et la création d'un nouveau capital propre, la conversion du capital de tiers en capital propre ainsi que la réduction de créances.<sup>115</sup>

<sup>4</sup> La FINMA publie les grandes lignes du plan d'assainissement.<sup>116</sup>

**Art. 31a**<sup>117</sup> Refus du plan d'assainissement

<sup>1</sup> Si le plan d'assainissement porte atteinte aux droits des créanciers, la FINMA fixe, au plus tard lors de son homologation, un délai dans lequel les créanciers peuvent le refuser.

<sup>2</sup> Si des créanciers représentant selon les livres de la banque plus de la moitié des créances colloquées en troisième classe selon l'art. 219, al. 4, LP<sup>118</sup> refusent le plan d'assainissement, la FINMA ordonne la faillite en vertu des art. 33 à 37g.

<sup>3</sup> Le présent article ne s'applique pas à l'assainissement d'une banque d'importance systémique.<sup>119</sup>

<sup>113</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO **2011** 3919; FF **2010** 3645).

<sup>114</sup> Introduite par le ch. I de la LF du 30 sept. 2011 (Renforcement de la stabilité dans le secteur financier), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012 (RO **2012** 811; FF **2011** 4365).

<sup>115</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 10 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>116</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 30 sept. 2011 (Renforcement de la stabilité dans le secteur financier), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012 (RO **2012** 811; FF **2011** 4365).

<sup>117</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO **2011** 3919; FF **2010** 3645).

<sup>118</sup> RS **281.1**

<sup>119</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 30 sept. 2011 (Renforcement de la stabilité dans le secteur financier), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012 (RO **2012** 811; FF **2011** 4365).

**Art. 31b**<sup>120</sup> Compensation

<sup>1</sup> Si une partie seulement des actifs, des passifs et des contrats est transférée à une autre entité juridique ou à une banque relais, la FINMA ordonne une évaluation indépendante.

<sup>2</sup> La FINMA règle la compensation entre les entités juridiques concernées et complète le plan d'assainissement dans le cadre d'un supplément.

**Art. 32** Prétentions

<sup>1</sup> Une fois que la FINMA a homologué le plan d'assainissement, la banque est autorisée à demander la révocation d'actes juridiques conformément aux art. 285 à 292 LP<sup>121</sup>.

<sup>2</sup> Si le plan d'assainissement exclut pour la banque le droit de demander la révocation d'actes juridiques prévue à l'al. 1, chaque créancier est habilité à demander une telle révocation dans les limites où le plan d'assainissement porte atteinte à ses droits.

<sup>2bis</sup> La révocation selon les art. 285 à 292 LP des actes juridiques d'un plan d'assainissement homologué par la FINMA est exclue.<sup>122</sup>

<sup>3</sup> Pour le calcul des délais prévus aux art. 286 à 288 LP, le moment de l'homologation du plan d'assainissement est déterminant. Si la FINMA a pris au préalable une mesure protectrice prévue à l'art. 26, al. 1, let. e à h, le moment où la mesure a été décidée est déterminant.

<sup>3bis</sup> Le droit de révocation se prescrit par deux ans à compter du jour de l'homologation du plan d'assainissement.<sup>123</sup>

<sup>4</sup> Les al. 1 et 2 s'appliquent par analogie aux prétentions en matière de responsabilité au sens de l'art. 39.

<sup>120</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 30 sept. 2011 (Renforcement de la stabilité dans le secteur financier), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012 (RO **2012** 811; FF **2011** 4365).

<sup>121</sup> RS **281.1**

<sup>122</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 30 sept. 2011 (Renforcement de la stabilité dans le secteur financier), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012 (RO **2012** 811; FF **2011** 4365).

<sup>123</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO **2011** 3919; FF **2010** 3645).



## Chapitre XII<sup>124</sup> Faillite de banques insolvable (faillite bancaire)

### Art. 33           Ordre de faillite et nomination des liquidateurs de la faillite<sup>125</sup>

<sup>1</sup> A défaut de perspectives d'assainissement ou si l'assainissement a échoué, la FINMA retire l'autorisation de la banque, en ordonne la faillite et publie sa décision.

<sup>2</sup> La FINMA nomme un ou plusieurs liquidateurs de la faillite. Ceux-ci sont soumis à sa surveillance et lui font rapport à sa demande.

<sup>3</sup> Les liquidateurs de la faillite informent les créanciers au moins une fois par an de l'état de la procédure.

### Art. 34           Effets et procédure

<sup>1</sup> La décision de faillite déploie les effets de l'ouverture de la faillite au sens des art. 197 à 220 LP<sup>126</sup>.

<sup>2</sup> Sous réserve des dispositions qui suivent, la faillite est effectuée selon les règles prescrites aux art. 221 à 270 LP.

<sup>3</sup> La FINMA peut prendre des décisions et des mesures dérogeant à ces règles.

### Art. 35<sup>127</sup>       Assemblée des créanciers et commission de surveillance

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite peut proposer à la FINMA d'adopter les mesures suivantes:

- a. constituer une assemblée de créanciers et définir ses compétences ainsi que le quorum en nombre de membres présents et en nombre de voix;
- b. mettre en place une commission de surveillance et définir sa composition et ses compétences.

<sup>2</sup> La FINMA n'est pas liée par les propositions du liquidateur de la faillite.

### Art. 36           Traitement des créances; état de collocation

<sup>1</sup> Lors de l'établissement de l'état de collocation, les créances inscrites dans les livres de la banque sont réputées avoir été produites.

<sup>2</sup> Les créanciers ne peuvent consulter l'état de collocation que dans la mesure nécessaire à la sauvegarde de leurs droits de créanciers; le secret professionnel au sens de l'art. 47 est préservé autant que possible.

<sup>124</sup> Anciennement avant art. 29. Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 3 oct. 2003, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2004 (RO 2004 2767; FF 2002 7476).

<sup>125</sup> Nouvelle expression selon le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO 2011 3919; FF 2010 3645). Il a été tenu compte de cette mod. dans tout le texte.

<sup>126</sup> RS 281.1

<sup>127</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO 2011 3919; FF 2010 3645).

**Art. 37** Engagements contractés lors de mesures protectrices

En cas de faillite, les engagements que la banque était habilitée à contracter durant la période d'exécution des mesures prévues à l'art. 26, al. 1, let. e à h, sont honorés avant toutes les autres créances.

**Art. 37a**<sup>128</sup> Dépôts privilégiés

<sup>1</sup> Les dépôts libellés au nom du déposant, y compris les obligations de caisse déposées auprès de la banque au nom du déposant, sont attribués, jusqu'à un montant maximal de 100 000 francs par créancier, à la deuxième classe au sens de l'art. 219, al. 4, LP<sup>129</sup>.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut adapter le montant maximal fixé à l'al. 1 à la dévaluation de la monnaie.

<sup>3</sup> Les dépôts auprès d'entreprises qui exercent des activités de banque sans avoir reçu d'autorisation de la part de la FINMA ne jouissent d'aucun privilège.

<sup>4</sup> Une créance n'est privilégiée qu'une fois, même si elle a plusieurs titulaires.

<sup>5</sup> Les créances des fondations bancaires reconnues comme institutions de prévoyance au sens de l'art. 82 de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité<sup>130</sup> ainsi que les créances des fondations de libre passage reconnues comme institutions de libre passage au sens de la loi du 17 décembre 1993 sur le libre passage<sup>131</sup> sont considérées comme étant celles de chacun des preneurs de prévoyance ou assurés. Elles sont privilégiées, indépendamment des autres dépôts de chacun des preneurs de prévoyance ou assurés, à concurrence du montant maximal fixé à l'al. 1.

<sup>6</sup> Les banques doivent disposer en permanence de créances couvertes en Suisse, ou d'autres actifs situés en Suisse, à hauteur de 125 % de leurs dépôts privilégiés. La FINMA peut relever ce taux; si les circonstances le justifient, elle peut accorder des exceptions en particulier aux établissements qui disposent, de par la structure de leurs activités, d'une couverture équivalente.

**Art. 37b**<sup>132</sup> Remboursement immédiat

<sup>1</sup> Les dépôts privilégiés visés à l'art. 37a, al. 1, sont remboursés immédiatement, hors de la collocation, à partir des actifs liquides disponibles, toute compensation étant exclue.

<sup>128</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO 2011 3919; FF 2010 3645).

<sup>129</sup> RS 281.1

<sup>130</sup> RS 831.40

<sup>131</sup> RS 831.42

<sup>132</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO 2011 3919; FF 2010 3645).

<sup>2</sup> La FINMA fixe dans chaque cas le montant maximal des dépôts immédiatement remboursables. Elle tient compte de l'ordre des autres créanciers conformément à l'art. 219 LP<sup>133</sup>.

**Art. 37c**<sup>134</sup>

**Art. 37d**<sup>135</sup>     Distraction de valeurs déposées

Les valeurs déposées, au sens de l'art. 16, sont distraites conformément aux art. 17 et 18 de la loi du 3 octobre 2008 sur les titres intermédiés<sup>136</sup>. En cas de découvert, l'art. 19 de cette loi est applicable.

**Art. 37e**             Distribution et fin de la procédure

<sup>1</sup> Le tableau de distribution n'est pas déposé.

<sup>2</sup> Après la distribution, les liquidateurs de la faillite remettent un rapport final à la FINMA.

<sup>3</sup> La FINMA prend les décisions nécessaires pour clore la procédure. Elle publie la clôture.

**Art. 37f**             Coordination avec des procédures à l'étranger

<sup>1</sup> Si la banque fait l'objet d'une procédure d'exécution forcée à l'étranger, la FINMA coordonne autant que possible la faillite bancaire avec les organes étrangers compétents.

<sup>2</sup> Lorsqu'un créancier a déjà été partiellement désintéressé dans une procédure étrangère liée à la faillite de la banque, le montant qu'il a obtenu sera imputé, après déduction des frais encourus, sur le dividende qui lui revient dans la procédure suisse.

**Art. 37g**<sup>137</sup>

<sup>1</sup> La FINMA décide de la reconnaissance des décisions de faillite et des mesures applicables en cas d'insolvabilité prononcées à l'étranger.

<sup>2</sup> La FINMA peut remettre le patrimoine situé en Suisse à la masse en faillite étrangère sans procédure suisse si la procédure d'insolvabilité étrangère remplit les conditions suivantes:

<sup>133</sup> RS 281.1

<sup>134</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), avec effet au 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO 2011 3919; FF 2010 3645).

<sup>135</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 5 de l'annexe à la LF du 3 oct. 2008 sur les titres intermédiés, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2010 (RO 2009 3577; FF 2006 8817).

<sup>136</sup> RS 957.1

<sup>137</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO 2011 3919; FF 2010 3645).

- a. elle traite de manière équivalente les créances garanties par gage et les créances privilégiées en vertu de l'art. 219 LP<sup>138</sup> des créanciers domiciliés en Suisse;
- b. elle prend dûment en compte les autres créances des créanciers domiciliés en Suisse.

<sup>3</sup> La FINMA peut aussi reconnaître les décisions de faillite et les mesures prononcées dans l'Etat où la banque a son siège effectif.

<sup>4</sup> Si une procédure suisse est ouverte pour le patrimoine sis en Suisse, les créanciers colloqués en troisième classe selon l'art. 219, al. 4 LP, ainsi que les créanciers ayant leur domicile à l'étranger peuvent également être inclus dans l'état de collocation.

<sup>4bis</sup> Si la banque a une succursale en Suisse, la procédure prévue à l'art. 50, al. 1, LP, est admissible jusqu'au moment où l'état de collocation au sens de l'art. 172 de la loi fédérale du 18 décembre 1987 sur le droit international privé (LDIP)<sup>139</sup> est définitif.<sup>140</sup>

<sup>5</sup> Au surplus, les art. 166 à 175 LDIP sont applicables.<sup>141</sup>

## Chapitre XIII<sup>142</sup> Garantie des dépôts

### Art. 37h Principe

<sup>1</sup> Les banques veillent à garantir auprès de leurs comptoirs suisses les dépôts privilégiés au sens de l'art. 37a, al. 1. Celles qui détiennent de tels dépôts sont tenues d'adhérer à cet effet au système d'autorégulation des banques.<sup>143</sup>

<sup>2</sup> Le système d'autorégulation est soumis à l'approbation de la FINMA.

<sup>3</sup> Le système d'autorégulation est approuvé aux conditions suivantes:<sup>144</sup>

- a.<sup>145</sup> il permet d'assurer le paiement des dépôts garantis dans un délai de 20 jours ouvrables suivant la réception de la communication concernant la prescription de mesures selon l'art. 26, al. 1, let. e à h, ou de la faillite selon les art. 33 à 37g;

<sup>138</sup> RS 281.1

<sup>139</sup> RS 291

<sup>140</sup> Introduit par le ch. 2 de l'annexe à la LF du 16 mars 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 3263; FF 2017 3863).

<sup>141</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 2 de l'annexe à la LF du 16 mars 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 3263; FF 2017 3863).

<sup>142</sup> Anciennement avant art. 36. Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 3 oct. 2003, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2004 (RO 2004 2767; FF 2002 7476).

<sup>143</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO 2011 3919; FF 2010 3645).

<sup>144</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO 2011 3919; FF 2010 3645).

<sup>145</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO 2011 3919; FF 2010 3645).

- b.<sup>146</sup> il limite à 6 milliards de francs au plus la somme des contributions dues;
- c. garantit que chaque banque dispose en permanence, en plus du montant de sa liquidité légale, de moyens liquides correspondant à la moitié des contributions auxquelles elle est tenue.

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral peut adapter le montant indiqué à l'al. 3, let. b, dans la mesure où des circonstances particulières l'exigent.

<sup>5</sup> Si le système d'autorégulation ne satisfait pas aux exigences prévues aux al. 1 à 3, le Conseil fédéral règle la garantie des dépôts par voie d'ordonnance. Il désigne notamment les organismes de garantie et fixe le montant des contributions des banques.

**Art. 37**<sup>147</sup> Mise en œuvre de la garantie des dépôts

<sup>1</sup> Si la FINMA a ordonné une des mesures protectrices visées à l'art. 26, al. 1, let. e à h, ou la faillite au sens de l'art. 33, elle en fait part à l'organisme de garantie et l'informe des prestations qui sont nécessaires au remboursement des dépôts garantis.

<sup>2</sup> Dans les 20 jours ouvrables suivant la réception de cette communication, l'organisme de garantie met le montant correspondant à la disposition du chargé d'enquête, du délégué à l'assainissement ou du liquidateur de la faillite, qui est désigné par la FINMA dans son prononcé.

<sup>3</sup> La FINMA peut reporter sa communication dans les cas suivants:

- a. il y a des raisons de penser que la mesure protectrice ordonnée sera levée à bref délai;
- b. les dépôts garantis ne sont pas affectés par la mesure protectrice.

<sup>4</sup> Le délai prévu à l'al. 2 est interrompu si et aussi longtemps que la mesure protectrice ou la faillite ordonnées ne sont pas exécutoires.

**Art. 37**<sup>148</sup> Exécution et cession légale

<sup>1</sup> Le chargé d'enquête, le délégué à l'assainissement ou le liquidateur de la faillite nommé par la FINMA, rembourse aux déposants leurs dépôts garantis.

<sup>2</sup> Les dépôts garantis sont remboursés hors de toute compensation.

<sup>3</sup> Les déposants n'ont aucune prétention directe à l'encontre de l'organisme de garantie.

<sup>4</sup> Les droits des déposants passent à l'organisme de garantie à hauteur des remboursements effectués.

<sup>146</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO 2011 3919; FF 2010 3645).

<sup>147</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO 2011 3919; FF 2010 3645).

<sup>148</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO 2011 3919; FF 2010 3645).

**Art. 37k**<sup>149</sup> Echange d'informations

<sup>1</sup> La FINMA fournit à l'organisme de garantie les informations nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

<sup>2</sup> L'organisme de garantie communique tous renseignements utiles à la FINMA ainsi qu'au chargé d'enquête, au délégué à l'assainissement ou au liquidateur de la faillite nommé par la FINMA et leur transmet les documents dont ils ont besoin pour mettre en œuvre la garantie.

**Chapitre XIIIa**<sup>150</sup> **Avoirs en déshérence****Art. 37l** Transfert<sup>151</sup>

<sup>1</sup> Une banque peut transférer des avoirs en déshérence à une autre banque sans l'approbation des créanciers.

<sup>2</sup> Le transfert requiert un contrat écrit entre la banque transférante et la banque reprenante.

<sup>3</sup> En cas de faillite bancaire, les liquidateurs de la faillite représentent auprès de tiers les intérêts des ayants droit à des avoirs en déshérence.

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral détermine les conditions dans lesquelles des avoirs sont réputés être en déshérence.

**Art. 37m**<sup>152</sup> Liquidation

<sup>1</sup> Les banques liquident les avoirs en déshérence après 50 ans, lorsque l'ayant droit ne s'est pas manifesté malgré une publication préalable. Les avoirs en déshérence à concurrence de 500 francs peuvent être liquidés sans publication préalable.

<sup>2</sup> La prétention de l'ayant-droit s'éteint avec la liquidation.

<sup>3</sup> Le produit de la liquidation revient à la Confédération.

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral règle la publication et la liquidation des avoirs en déshérence.

<sup>149</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO **2011** 3919; FF **2010** 3645).

<sup>150</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO **2011** 3919; FF **2010** 3645).

<sup>151</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 22 mars 2014 (Avoirs en déshérence), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 1267; FF **2010** 6853).

<sup>152</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 22 mars 2014 (Avoirs en déshérence), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 1267; FF **2010** 6853).

## Chapitre XIV Responsabilité et dispositions pénales

### Art. 38<sup>153</sup>

<sup>1</sup> La responsabilité civile des banquiers privés est régie par le CO<sup>154</sup>.

<sup>2</sup> Pour les autres banques, l'art. 39 est applicable.

### Art. 39<sup>155</sup>

La responsabilité des fondateurs d'une banque, celle des organes chargés de la gestion, de la direction générale, de la surveillance et du contrôle de la banque et celle des liquidateurs nommés par la banque est régie par les dispositions du droit de la société anonyme (art. 752 à 760 du code des obligations<sup>156</sup>).

### Art. 40 à 45<sup>157</sup>

### Art. 46<sup>158</sup>

<sup>1</sup> Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire celui qui, intentionnellement:

- a. accepte indûment des dépôts du public ou des dépôts d'épargne;
- b. ne tient pas dûment les livres ni ne conserve les livres, les pièces justificatives et les documents conformément aux prescriptions;
- c. n'établit pas ou ne publie pas les comptes annuels et les bilans intermédiaires conformément à l'art. 6.

<sup>2</sup> Si l'auteur agit par négligence, il est puni d'une amende de 250 000 francs au plus.

<sup>3</sup> ...<sup>159</sup>

<sup>153</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>154</sup> RS **220**

<sup>155</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 5 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 4073; FF **2013** 6147).

<sup>156</sup> RS **220**

<sup>157</sup> Abrogés par le ch. I de la LF du 3 oct. 2003, avec effet au 1<sup>er</sup> juil. 2004 (RO **2004** 2767; FF **2002** 7476).

<sup>158</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>159</sup> Abrogé par le ch. 10 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

**Art. 47**<sup>160</sup>

<sup>1</sup> Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire celui qui, intentionnellement:

- a.<sup>161</sup> révèle un secret à lui confié ou dont il a eu connaissance en sa qualité d'organe, d'employé, de mandataire ou de liquidateur d'une banque ou d'une personne au sens de l'art. 1b, ou encore d'organe ou d'employé d'une société d'audit;
- b. incite autrui à violer le secret professionnel;
- c.<sup>162</sup> révèle un secret qui lui a été confié au sens de la let. a ou exploite ce secret à son profit ou au profit d'un tiers.

<sup>1bis</sup> Est puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire celui qui obtient pour lui-même ou pour un tiers un avantage pécuniaire en agissant selon l'al. 1, let. a ou c.<sup>163</sup>

<sup>2</sup> Si l'auteur agit par négligence, il est puni d'une amende de 250 000 francs au plus.

<sup>3</sup> ...<sup>164</sup>

<sup>4</sup> La violation du secret professionnel demeure punissable alors même que la charge, l'emploi ou l'exercice de la profession a pris fin.

<sup>5</sup> Les dispositions de la législation fédérale et cantonale sur l'obligation de renseigner l'autorité et de témoigner en justice sont réservées.

<sup>6</sup> La poursuite et le jugement des infractions réprimées par la présente disposition incombent aux cantons. Les dispositions générales du code pénal<sup>165</sup> sont applicables.

**Art. 48**<sup>166</sup>**Art. 49**<sup>167</sup>

<sup>1</sup> Est puni d'une amende de 500 000 francs au plus celui qui, intentionnellement:

- <sup>160</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).
- <sup>161</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 14 de l'annexe à la LF du 15 juin 2018 sur les établissements financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2018** 5247; FF **2015** 8101).
- <sup>162</sup> Introduite selon le ch. I 2 de la LF du 12 déc. 2014 sur l'extension de la punissabilité en matière de violation du secret professionnel, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2015 (RO **2015** 1535; FF **2014** 5997 6007).
- <sup>163</sup> Introduit selon le ch. I 2 de la LF du 12 déc. 2014 sur l'extension de la punissabilité en matière de violation du secret professionnel, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2015 (RO **2015** 1535; FF **2014** 5997 6007).
- <sup>164</sup> Abrogé par le ch. 10 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).  
RS **311.0**
- <sup>165</sup> Abrogé par le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).
- <sup>167</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).



- a. utilise indûment dans sa raison sociale, dans la désignation de son but social ou dans sa publicité, le terme de «banque», de «banquier» ou d'«épargne»;
- b. omet de fournir à la FINMA les informations qu'il était tenu de lui communiquer;
- c. fait de la publicité pour l'acceptation de dépôts d'épargne ou de dépôts du public sans bénéficié de l'autorisation imposée par la loi.

<sup>2</sup> Si l'auteur agit par négligence, il est puni d'une amende de 150 000 francs au plus.

<sup>3</sup> ...<sup>168</sup>

**Art. 50**<sup>169</sup>

**Art. 50bis**<sup>170</sup>

**Art. 51**<sup>171</sup>

**Art. 51bis**<sup>172</sup>

## Chapitre XV Dispositions transitoires et finales

**Art. 52**<sup>173</sup>

Au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur de la modification du 30 septembre 2011 des chapitres V et VI, et par la suite tous les deux ans, le Conseil fédéral examine les dispositions concernées en comparant leur mise en œuvre avec celle des normes internationales correspondantes à l'étranger. Il en fait rapport à l'Assemblée fédérale et détermine les dispositions de lois et d'ordonnances qui doivent être modifiées.

<sup>168</sup> Abrogé par le ch. 10 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>169</sup> Abrogé par le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>170</sup> Introduit par le ch. 22 de l'annexe au DPA (RO **1974** 1857; FF **1971** I 1017). Abrogé par le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>171</sup> Abrogé par le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>172</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 11 mars 1971 (RO **1971** 808; FF **1970** I 1157). Abrogé par le ch. 15 de l'annexe à la LF du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>173</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 30 sept. 2011 (Renforcement de la stabilité dans le secteur financier), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012 (RO **2012** 811; FF **2011** 4365).

**Art. 52a**<sup>174</sup>

Au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur de la modification du 15 juin 2018, le Conseil fédéral examine les dispositions concernées en les comparant avec les buts de la surveillance des marchés financiers au sens de la LFINMA<sup>175</sup>. Il en fait rapport à l'Assemblée fédérale et détermine les dispositions de lois et d'ordonnances qui doivent être modifiées.

**Art. 53**

<sup>1</sup> A l'entrée en vigueur de la présente loi sont abrogés:

- a. <sup>176</sup> les dispositions cantonales sur les banques, à l'exception toutefois de celles qui visent les banques cantonales, de celles qui régissent le commerce, à titre professionnel, des papiers-valeurs et de celles qui règlent la surveillance de l'application des prescriptions de droit cantonal contre les abus en matière d'intérêts;
- b. l'art. 57 du tit. fin. du code civil suisse<sup>177</sup>.

<sup>2</sup> Les dispositions cantonales sur le privilège légal en faveur des dépôts d'épargne cessent leur effet si elles n'ont pas été remplacées, dans les trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, par de nouvelles dispositions conformes aux art. 15 et 16.

**Art. 54**<sup>178</sup>**Art. 55**<sup>179</sup>**Art. 56**

Le Conseil fédéral fixera la date de l'entrée en vigueur de la présente loi et édictera les prescriptions nécessaires à son exécution.

Date de l'entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> mars 1935<sup>180</sup>

<sup>174</sup> Introduit par le ch. II 14 de l'annexe à la LF du 15 juin 2018 sur les établissements financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2018** 5247; FF **2015** 8101).  
RS **956.1**

<sup>175</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 17 de l'annexe à la LF du 16 déc. 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO **1995** 1227; FF **1991** III 1).  
RS **210**

<sup>176</sup> Abrogé par le ch. 17 de l'annexe à la LF du 16 déc. 1994, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO **1995** 1227; FF **1991** III 1).

<sup>177</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 11 mars 1971, avec effet au 1<sup>er</sup> juil. 1971 (RO **1971** 808 825 art. 1; FF **1970** I 1157).

<sup>178</sup> ACF du 26 fév. 1935

**Dispositions finales de la modification du 11 mars 1971<sup>181</sup>**

<sup>1</sup> Les banques et les sociétés financières fondées avant l'entrée en vigueur de la présente loi<sup>182</sup> ne sont pas tenues de solliciter une nouvelle autorisation pour poursuivre leur activité.

<sup>2</sup> Les sociétés financières qui sont désormais soumises à la présente loi s'annonceront à la Commission des banques dans les trois mois qui suivent son entrée en vigueur.

<sup>3</sup> Les banques et les sociétés financières sont tenues de s'adapter, dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, aux prescriptions de l'art. 3, al. 2, let. a, c et d, ainsi qu'à celles de l'art. 3<sup>bis</sup>, al. 1, let. c<sup>183</sup>. A défaut, l'autorisation peut leur être retirée.

<sup>4</sup> A l'effet de tenir compte du caractère propre aux sociétés financières et aux caisses de crédit à terme différé, le Conseil fédéral est autorisé à édicter des prescriptions particulières.

**Dispositions finales de la modification du 18 mars 1994<sup>184</sup>**

<sup>1</sup> Les personnes physiques ou morales qui, au moment de l'entrée en vigueur de la modification du 18 mars 1994<sup>185</sup> de la présente loi, détiennent des dépôts du public de façon non conforme à l'art. 1, al. 2, doivent les rembourser dans le délai de deux ans dès l'entrée en vigueur de la présente modification. La Commission des banques peut, le cas échéant, prolonger ou raccourcir ce délai lorsque des circonstances particulières le justifient.

<sup>2</sup> Les sociétés financières à caractère bancaire qui, avant l'entrée en vigueur de la présente modification, ont fait appel au public pour recevoir des fonds en dépôt avec l'autorisation de la Commission des banques, sont dispensées de requérir une nouvelle autorisation pour exercer une activité bancaire. Elles doivent se conformer aux prescriptions des art. 4<sup>bis</sup> et 4<sup>ter</sup> dans un délai d'une année à compter de l'entrée en vigueur de la présente modification.

<sup>3</sup> Dans un délai d'une année à compter de l'entrée en vigueur de la présente modification, les banques sont tenues de se conformer aux dispositions de l'art. 3, al. 2, let. c<sup>bis</sup> et d, et de l'art. 4, al. 2<sup>bis</sup>.

<sup>4</sup> Dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente modification, les cantons doivent assurer le respect des dispositions de l'art. 3a<sup>186</sup>, al. 1, et de l'art. 18, al. 1. Lorsque la surveillance au sens de l'art. 3a, al. 2, est transférée à la Commission des banques avant l'expiration de ce délai, la condition requise à l'art. 18, al. 1 doit être remplie au moment du transfert.

<sup>181</sup> RO 1971 808; FF 1970 I 1157

<sup>182</sup> Cette loi est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juil. 1971 (art. 1 de l'ACF du 24 juin 1971; RO 1971 825).

<sup>183</sup> Cette disp. est abrogée.

<sup>184</sup> RO 1995 246; FF 1993 I 757

<sup>185</sup> RO 1995 246

<sup>186</sup> Cet art. a actuellement une nouvelle teneur.

<sup>5</sup> Toute personne physique ou morale qui détient dans une banque une participation qualifiée au sens de l'art. 3, al. 2, let. c<sup>bis</sup>, doit communiquer celle-ci à la Commission des banques dans un délai d'une année qui suit l'entrée en vigueur de la présente modification.

<sup>6</sup> Les banques sont tenues de procéder à la communication annuelle conformément à l'art. 3, al. 6, la première fois une année au plus tard après l'entrée en vigueur de la présente modification.

<sup>7</sup> Les banques organisées selon le droit suisse doivent, dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente modification, communiquer à la Commission des banques toutes les filiales, succursales, agences et représentations qu'elles ont créées à l'étranger.

### **Dispositions finales de la modification du 22 avril 1999<sup>187</sup>**

<sup>1</sup> Les banques cantonales qui étaient entièrement soumises à la surveillance de la Commission des banques au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sont considérées comme ayant obtenu l'autorisation conformément à l'art. 3.

<sup>2</sup> En ce qui concerne la banque cantonale de Zoug, le canton n'est pas soumis à l'obligation de détenir plus d'un tiers des voix prévue à l'art. 3a, pour autant que le canton ne modifie ni la garantie de l'Etat ni l'exercice du droit de vote et que les décisions importantes ne puissent en aucun cas être prises sans l'accord du canton.

<sup>3</sup> Pour la Banque cantonale de Genève, la participation des communes au capital est assimilée à la participation du canton au sens de l'art. 3a, pour autant que la participation existante du canton ne soit pas réduite.

### **Dispositions finales de la modification du 3 octobre 2003<sup>188</sup>**

<sup>1</sup> Le système d'autorégulation est soumis à l'approbation de la Commission des banques dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la présente modification.

<sup>2</sup> Si la Commission des banques décide la faillite d'une banque avant l'entrée en vigueur de cette modification, la faillite, le sursis bancaire ou le sursis concordataire sont régis par l'ancien droit.

### **Dispositions finales de la modification du 17 décembre 2004<sup>189</sup>**

<sup>1</sup> Quiconque dirige de fait depuis la Suisse, sans détenir une banque en Suisse, un groupe financier ou un conglomérat financier, doit s'annoncer auprès de la Commission des banques dans les trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente modification.

<sup>187</sup> RO 1999 2405; FF 1998 3349

<sup>188</sup> RO 2004 2767; FF 2002 7476

<sup>189</sup> RO 2005 5269; FF 2003 3353

<sup>2</sup> Les groupes financiers et les conglomérats financiers existants sont tenus de s'adapter aux nouvelles dispositions dans le délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente modification.

<sup>3</sup> Sur requête motivée, déposée avant l'échéance du délai, la Commission des banques peut prolonger celui-ci.

### **Dispositions transitoires de la modification du 30 septembre 2011<sup>190</sup>**

La première adoption des dispositions visées à l'art. 10, al. 4, est soumise à l'approbation de l'Assemblée fédérale.

### **Disposition transitoire de la modification du 22 mars 2013<sup>191</sup>**

Pour les avoirs en déshérence qui n'ont pas été réclamés depuis plus de 50 ans, à l'entrée en vigueur de la modification du 22 mars 2013 de la présente loi, le délai de publication est de cinq ans.

<sup>190</sup> RO 2012 811; FF 2011 4365

<sup>191</sup> RO 2014 1267; FF 2010 6853



**Ordonnance**  
**sur les banques et les caisses d'épargne**  
**(Ordonnance sur les banques, OB)**

**952.02**

---

***Modification du 30 novembre 2018 (RO 2018 5229), en  
vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019:***

*Art. 6, al. 2 et 3*

*2 Celui qui, sur une longue période, accepte plus de 20 dépôts du public ou fait appel au public pour obtenir des dépôts n'agit pas à titre professionnel au sens de la LB:*

- a. s'il accepte des dépôts du public d'un montant total de 1 million de francs au maximum;*
- b. s'il n'effectue pas d'opérations d'intérêts, et*
- c. s'il informe les déposants, en la forme écrite ou sous toute autre forme permettant d'en établir la preuve par un texte, avant que ceux-ci n'effectuent le dépôt:*
  - 1. qu'il n'est pas surveillé par la FINMA, et*
  - 2. que le dépôt n'est pas couvert par la garantie des dépôts.*

*3 Abrogé*

# Ordonnance sur les banques et les caisses d'épargne (Ordonnance sur les banques, OB)

**952.02**

du 30 avril 2014 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2019)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu la loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques (LB)<sup>1</sup>,

*arrête:*

## Chapitre 1 Dispositions générales

### Art. 1<sup>2</sup> Objet

La présente ordonnance règle notamment:

- a. pour les banques et les personnes visées à l'art. 1*b* LB:
  1. l'octroi de l'autorisation d'exercer une activité,
  2. les exigences relatives à l'organisation,
  3. les prescriptions en matière d'établissement des comptes;
- b. pour les banques:
  1. la garantie des dépôts,
  2. le transfert et la liquidation des avoirs en déshérence;
- c. pour les banques d'importance systémique: le plan d'urgence ainsi que l'amélioration de leur capacité d'assainissement et de liquidation.

### Art. 2 Banques (art. 1, al. 1, LB)

<sup>1</sup> ...<sup>3</sup>

<sup>2</sup> L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) classe les banques dans les catégories figurant à l'annexe 3 en fonction des critères suivants:

- a. total du bilan;
- b. actifs sous gestion;
- c. dépôts privilégiés;

RO 2014 1269

<sup>1</sup> RS 952.0

<sup>2</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 30 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5229).

<sup>3</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 30 nov. 2018, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5229).



d. fonds propres minimaux.<sup>4</sup>

<sup>3</sup> Une banque est classée dans la catégorie dont elle remplit au moins trois des critères cités.<sup>5</sup>

**Art. 3** Non-banques  
(art. 1, al. 2, LB)

Ne sont pas considérés comme des banques ou des personnes visées à l'art. 1b LB<sup>6</sup> les corporations et les établissements de droit public ainsi que les caisses dont ces corporations ou établissements garantissent intégralement les engagements, même s'ils acceptent des dépôts du public à titre professionnel.

**Art. 3a<sup>7</sup>** Sociétés du groupe significatives  
(art. 2bis LB)

Les fonctions d'une société du groupe sont significatives pour les activités soumises à autorisation lorsqu'elles sont nécessaires à la poursuite de processus opérationnels importants, notamment dans la gestion des liquidités, la trésorerie, la gestion des risques, l'administration des données de base et la comptabilité, les ressources humaines, les technologies de l'information, la négociation et le règlement, ainsi que le droit et la compliance.

**Art. 4** Domaine financier  
(art. 3c, al. 1, let. b, LB)

<sup>1</sup> Est actif dans le domaine financier, quiconque:

- a. fournit pour compte propre ou à titre d'intermédiaire des services financiers, en particulier pratique pour lui-même ou pour des tiers les opérations de crédit ou de dépôt, le négoce des valeurs mobilières, les opérations de placement de capitaux ou la gestion de fortune;
- b. détient des participations qualifiées concernant principalement des sociétés actives dans le domaine financier (société holding); ou
- c.<sup>8</sup> est une société du groupe significative au sens de l'art. 3a.

<sup>2</sup> L'activité en qualité d'entreprise d'assurances (domaine des assurances) est assimilée à une activité dans le domaine financier si la présente ordonnance ou l'ordon-

<sup>4</sup> Introduit par le ch. 1 de l'annexe à l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1725).

<sup>5</sup> Introduit par le ch. 1 de l'annexe à l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1725).

<sup>6</sup> Nouvelle expression selon le ch. I de l'O du 30 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5229). Il a été tenu compte de cette mod. uniquement dans les disp. mentionnées au RO.

<sup>7</sup> Introduit par le ch. 11 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

<sup>8</sup> Introduite par le ch. III de l'O du 21 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5241).

nance du 1<sup>er</sup> juin 2012 sur les fonds propres (OFR)<sup>9</sup> ne prévoit pas de prescriptions dérogatoires pour ce type d'entreprise.

## **Art. 5** Dépôts du public

(art. 1, al. 2, LB)

<sup>1</sup> Sont considérés comme des dépôts du public tous les engagements envers les clients, à l'exception de ceux visés aux al. 2 et 3.

<sup>2</sup> Ne sont pas considérés comme des dépôts du public les fonds provenant:

- a. de banques suisses ou étrangères ou d'autres entreprises faisant l'objet d'une surveillance de l'Etat;
- b. d'actionnaires ou d'associés du débiteur qui détiennent des participations qualifiées;
- c. de personnes qui ont des liens économiques ou familiaux avec celles visées à la let. b;
- d. d'investisseurs institutionnels dont la trésorerie est gérée à titre professionnel;
- e. d'employés et de retraités d'une entreprise lorsque les fonds sont déposés auprès de celle-ci; ou
- f. de déposants auprès d'associations, de fondations ou de sociétés coopératives qui:
  1. ne sont pas actives dans le domaine financier,
  2. poursuivent un but idéal ou d'entraide mutuelle et utilisent les dépôts exclusivement à cette fin, et
  3. détiennent ceux-ci pour une durée de six mois au minimum.

<sup>3</sup> Ne sont pas considérés comme des dépôts:

- a. les fonds reçus en contrepartie d'un contrat de transfert de propriété ou de prestations de services, ou remis à titre de garantie;
- b. les emprunts par obligations et les autres obligations émises sous une forme standardisée et diffusées en grand nombre ou les droits ayant la même fonction (droits-valeurs), lorsque les créanciers sont informés de manière équivalente aux prescriptions prévues par l'art. 1156 du code des obligations (CO)<sup>10</sup>;
- c.<sup>11</sup> les soldes en compte de clients auprès de négociants en valeurs mobilières ou en métaux précieux, auprès de gérants de fortune ou d'entreprises analogues qui servent uniquement à exécuter des opérations de clients si:
  1. aucun intérêt n'est versé sur les comptes, et

<sup>9</sup> RS 952.03

<sup>10</sup> RS 220

<sup>11</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3823).

2. pour autant qu'il ne s'agisse pas de comptes clients de négociants en valeurs mobilières: l'exécution a lieu dans un délai de 60 jours;
- d. les fonds dont l'acceptation est liée de manière indissoluble à un contrat d'assurance sur la vie, à la prévoyance professionnelle ou à d'autres formes reconnues de prévoyance au sens de l'art. 82 de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité<sup>12</sup>;
- e. les fonds de faible montant affectés à un moyen de paiement ou à un système de paiement, lorsqu'ils servent uniquement à l'acquisition future de biens ou de services et ne produisent pas d'intérêt;
- f. les fonds dont le remboursement et la rémunération sont garantis par une banque (garantie du risque de défaillance).

**Art. 6<sup>13</sup>** Exercice d'une activité à titre professionnel

<sup>1</sup> Celui qui, sur une longue période, accepte plus de 20 dépôts du public ou fait appel au public pour obtenir des dépôts, même si le nombre de dépôts obtenus est inférieur à 20, agit à titre professionnel au sens de la LB.

<sup>2</sup> Celui qui, sur une longue période, accepte plus de 20 dépôts du public ou fait appel au public pour les obtenir n'agit pas à titre professionnel au sens de la LB:

- a. s'il accepte des dépôts du public d'un montant total de 1 million de francs au maximum;
- b. s'il n'investit ni ne rémunère ces dépôts, et
- c. s'il informe les déposants, par écrit ou par tout autre moyen permettant d'en établir la preuve par un texte, avant que ceux-ci n'effectuent le dépôt:
  1. qu'il n'est pas surveillé par la FINMA, et
  2. que le dépôt n'est pas couvert par la garantie des dépôts.

<sup>3</sup> Celui qui remplit les conditions de l'al. 2, let. a et c, n'agit pas non plus à titre professionnel au sens de la LB s'il exerce une activité artisanale et industrielle comme activité principale et qu'il utilise les dépôts du public pour financer cette activité.

<sup>4</sup> Celui qui dépasse le montant indiqué à l'al. 2, let. a, doit l'annoncer dans les 10 jours à la FINMA et lui présenter dans les 30 jours une demande d'autorisation conformément aux dispositions de la LB. Si le but de protection de la LB l'exige, la FINMA peut interdire au demandeur d'accepter d'autres dépôts du public jusqu'à ce qu'elle ait rendu sa décision.

<sup>12</sup> RS 831.40

<sup>13</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3823).

**Art. 7**                    Publicité  
(art. 1, al. 2, 6a, al. 3, LB)

Celui qui a l'interdiction d'accepter des dépôts du public à titre professionnel ne peut, de quelque manière que ce soit, faire de la publicité à cet effet.

**Art. 7a<sup>14</sup>**            Obligation d'informer incombant aux personnes visées à l'art. 1b LB  
(art. 1b LB)

<sup>1</sup> Les personnes visées à l'art. 1b LB donnent à leurs clients des informations en la forme écrite ou sous toute autre forme permettant d'en établir la preuve par un texte:

- a. sur les risques qui résultent de leur modèle d'affaires, de leurs services et des technologies qu'elles utilisent;
- b. sur le fait que les dépôts du public ne sont pas couverts par la garantie des dépôts visée à la section 13 de la LB.

<sup>2</sup> L'information doit être donnée aux clients de manière à ce que ceux-ci aient suffisamment de temps pour la comprendre avant de conclure le contrat.

<sup>3</sup> L'information concernant les risques visés à l'al. 1, let. a, et la non-application de la garantie des dépôts visée à l'al. 1, let. b, ne doit pas figurer uniquement dans les conditions générales.

<sup>4</sup> Si les informations sont publiées par voie électronique, les personnes visées à l'art. 1b LB doivent veiller à ce que ces informations puissent en tout temps être consultées, téléchargées et stockées sur un support durable.

<sup>5</sup> Par support de données durable, on entend le papier ou tout autre support permettant de stocker des informations et de les reproduire à l'identique.

## Chapitre 2    Autorisations

### Section 1

#### Indications sur les personnes et les détenteurs de participations dans la demande d'autorisation et modification des faits<sup>15</sup>

**Art. 8**                    Indications sur les personnes et les détenteurs de participations  
(art. 1b et 3, al. 2, let. c et c<sup>bis</sup>, al. 5 et 6, LB)<sup>16</sup>

<sup>1</sup> Les demandes d'autorisation pour l'ouverture de nouvelles banques doivent contenir notamment les indications et documents suivants sur les personnes chargées d'administrer et de gérer la banque ou la personne visée à l'art. 1b LB au sens de l'art. 3, al. 2, let. c, LB, et sur les détenteurs de participations qualifiées au sens de l'art. 3, al. 2, let. c<sup>bis</sup>, LB:

<sup>14</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 30 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5229).

<sup>15</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 30 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5229).

<sup>16</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 30 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5229).

- a. pour les personnes physiques:
  1. des informations sur la nationalité, sur le domicile, sur les participations qualifiées détenues dans d'autres entités et sur d'éventuelles procédures judiciaires et administratives pendantes,
  2. un curriculum vitae signé par la personne concernée,
  3. des références,
  4. un extrait du casier judiciaire;
- b. pour les sociétés:
  1. les statuts,
  2. un extrait du registre du commerce ou une attestation analogue,
  3. une description des activités, de la situation financière et, le cas échéant, de la structure du groupe,
  4. des informations sur d'éventuelles procédures judiciaires et administratives, pendantes ou terminées.

<sup>2</sup> Les actionnaires détenant des participations qualifiées doivent déclarer à la FINMA s'ils acquièrent la participation pour leur propre compte ou à titre fiduciaire pour le compte de tiers et s'ils ont accordé sur celle-ci des options ou autres droits de même nature.

**Art. 8a<sup>17</sup>**      Modification des faits  
(art. 1b et 3, al. 1, 2 et 3, LB)

<sup>1</sup> Les banques et les personnes visées à l'art. 1b LB signalent à la FINMA toute modification des faits déterminants pour l'octroi de l'autorisation.

<sup>2</sup> En cas de modification significative, elles demandent l'autorisation de la FINMA avant de poursuivre leur activité.

## **Section 2      Organisation des banques<sup>18</sup>**

**Art. 9**            Champ d'activité  
(art. 3, al. 2, let. a, LB)

<sup>1</sup> La banque doit définir de façon précise le champ et le rayon géographique de ses activités dans ses statuts, ses contrats de société ou ses règlements.

<sup>2</sup> Le champ d'activité et le rayon géographique d'activité doivent correspondre aux ressources financières et à l'organisation administrative de la banque.

<sup>17</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 30 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5229).

<sup>18</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 30 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5229).

**Art. 10** Direction effective

(art. 3, al. 2, let. d, LB)

La direction effective de la banque doit se situer en Suisse. Sont réservées les directives générales et les décisions relatives à la surveillance du groupe, lorsque la banque fait partie d'un groupe exerçant une activité dans le domaine financier soumis à une surveillance des autorités étrangères sur une base consolidée appropriée.

**Art. 11** Organes

(art. 3, al. 2, let. a, LB)

<sup>1</sup> Si la nature ou l'ampleur des opérations exige la création d'un organe responsable de la haute direction, de la surveillance et du contrôle, il se composera d'au moins trois membres.<sup>19</sup>

<sup>2</sup> Aucun membre de l'organe responsable de la haute direction, de la surveillance et du contrôle d'une banque ne peut faire partie de l'organe responsable de la gestion.<sup>20</sup>

<sup>3</sup> Dans certains cas, la FINMA peut accorder une exception à une banque en la subordonnant à certaines conditions.

**Art. 12** Séparation des fonctions et gestion des risques(art. 3, al. 2, let. a, 3<sup>f</sup> et 3<sup>g</sup> LB)<sup>21</sup>

<sup>1</sup> La banque veille sur le plan interne à une séparation efficace des fonctions entre les crédits, le négoce, la gestion de fortune et l'exécution des transactions. La FINMA peut, si les circonstances le justifient, accorder des dérogations ou ordonner une séparation d'autres fonctions.

<sup>2</sup> La banque fixe, dans un règlement ou dans des directives internes, les principes de gestion des risques ainsi que les compétences et la procédure en matière d'octroi de l'autorisation d'effectuer des opérations à risques. Elle doit notamment déterminer, limiter et contrôler les risques de crédit, les risques de pertes, les risques liés au marché, à l'exécution des transactions et au manque de liquidités, les risques opérationnels et juridiques, ainsi que les risques susceptibles de ternir sa réputation.

<sup>2bis</sup> La banque veille, à l'échelon de chaque établissement comme à celui du groupe, à ne conclure de nouveaux contrats ou des modifications des contrats existants soumis à un droit ou à un for étranger que lorsque la contrepartie reconnaît un ajournement de la résiliation des contrats au sens de l'art. 30a LB.<sup>22</sup>

<sup>19</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 30 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5229).

<sup>20</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 30 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5229).

<sup>21</sup> Nouvelle teneur du renvoi selon le ch. 11 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

<sup>22</sup> Introduit par le ch. 11 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

<sup>3</sup> La documentation interne de la banque concernant les décisions et la surveillance relatives aux affaires comportant des risques doit être conçue de façon à permettre à la société d'audit d'apprécier correctement les activités.

<sup>4</sup> La banque veille à mettre en place un système de contrôle interne efficace. Elle institue notamment un organe interne de révision indépendant de l'organe responsable de la gestion.<sup>23</sup> La FINMA peut, dans des cas dûment motivés, exempter une banque de l'obligation d'instituer un organe interne de révision.

### **Art. 13** Obligation d'annoncer les participations qualifiées

(art. 3, al. 5 et 6, LB)

<sup>1</sup> La banque annonce l'état des participations qualifiées à la FINMA dans les 60 jours qui suivent la date de clôture des comptes annuels.

<sup>2</sup> L'annonce contient des informations sur l'identité et les quotes-parts de tous les actionnaires détenant des participations qualifiées à la date de clôture ainsi que les éventuelles modifications par rapport à l'année précédente.

<sup>3</sup> Les informations prévues à l'art. 8 doivent en outre être fournies en ce qui concerne les actionnaires qui n'ont pas été annoncés auparavant.

### **Art. 14** Banquiers privés

(art. 3, al. 3, LB)

Les banquiers privés sont tenus de consigner dans leur contrat de société ou dans un règlement les dispositions afférentes à l'organisation de leur établissement.

## **Section 2a<sup>24</sup> Organisation des personnes visées à l'art. 1b LB**

### **Art. 14a** Forme juridique, siège et administration effective

(art. 1b et 3, al. 2, let. d, LB)

<sup>1</sup> Les personnes visées à l'art. 1b LB doivent revêtir l'une des formes juridiques suivantes:

- a. société anonyme;
- b. société en commandite par actions;
- c. société à responsabilité limitée.

<sup>2</sup> Elles doivent avoir leur siège et leur administration effective en Suisse.

<sup>23</sup> Nouvelle teneur de la phrase selon le ch. I de l'O du 30 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5229).

<sup>24</sup> Introduite par le ch. I de l'O du 30 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5229).

**Art. 14b**      Champ d'activité  
(art. 1b, al. 3, let. a, et 3, al. 2, let. a, LB)

<sup>1</sup> Les personnes visées à l'art. 1b LB doivent définir de façon précise le champ et le rayon géographique de leurs activités dans leurs statuts ou dans un règlement.

<sup>2</sup> Le champ d'activité et son rayon géographique doivent correspondre aux ressources financières et à l'organisation administrative de la personne.

**Art. 14c**      Gestion  
(art. 1b, al. 3, let. d, et 3, al. 2, let. d, LB)

<sup>1</sup> La direction effective d'une personne visée à l'art. 1b LB doit être en Suisse.

<sup>2</sup> Les personnes chargées de la gestion ont leur domicile en un lieu qui leur permet d'exercer la gestion effective des activités.

**Art. 14d**      Organes  
(art. 1b et 3, al. 2, let. a, LB)

<sup>1</sup> Si la nature ou l'ampleur des activités d'une personne visée à l'art. 1b LB exige la création d'un organe responsable de la haute direction, de la surveillance et du contrôle, il se composera de trois membres au moins.

<sup>2</sup> Un tiers au moins des membres de l'organe responsable de la haute direction, de la surveillance et du contrôle doivent être indépendants de la direction.

<sup>3</sup> Les personnes physiques ou morales qui détiennent au moins 10 % du capital ou des droits de vote dans une personne visée à l'art. 1b LB ou qui peuvent exercer de toute autre manière une influence notable sur la gestion de la personne visée à l'art. 1b LB (participation qualifiée) doivent jouir d'une bonne réputation et donner la garantie que leur influence n'est pas susceptible d'être exercée au détriment d'une gestion prudente et saine de la personne.

<sup>4</sup> La FINMA peut accorder exceptionnellement et sous certaines conditions des dérogations aux exigences prévues aux al. 1 et 2.

**Art. 14e**      Compliance et gestion des risques  
(art. 1b, al. 3, let. b, 3, al. 2, let. a, 3f et 3g LB)

<sup>1</sup> La personne visée à l'art. 1b LB garantit que les prescriptions légales et les prescriptions internes à l'entreprise sont respectées (*compliance*), veille à une identification, à une évaluation, à une gestion et à une surveillance efficaces des risques inhérents à son activité (gestion des risques) et instaure un système de contrôle interne efficace.

<sup>2</sup> Elle définit dans des documents et directives internes la façon dont les exigences visées à l'al. 1 peuvent être remplies.

<sup>3</sup> Les services chargés de surveiller la *compliance* et de gérer les risques doivent être indépendants des activités génératrices de revenus.

<sup>4</sup> La personne visée à l'art. 1b LB peut recourir à des tiers pour la surveillance de la *compliance* et de la gestion des risques, pour autant que ceux-ci disposent des capa-



cités, des connaissances, de l'expérience et des autorisations requises pour ces activités. Elle instruit et surveille attentivement ces tiers.

<sup>5</sup> Dans certains cas particuliers, la FINMA peut assouplir les exigences énoncées à l'al. 3 si les personnes visées à l'art. 1b LB:

- a. réalisent un produit brut inférieur à 1,5 million de francs;
- b. démontrent que leur modèle d'affaires présente peu de risques.

**Art. 14f**      Garde des dépôts du public  
(art. 1b, al. 3, let. b, LB)

<sup>1</sup> Les personnes visées à l'art. 1b LB doivent:

- a. garder séparément de leurs fonds propres les dépôts du public qu'elles ont acceptés, ou
- b. comptabiliser dans leurs livres ces dépôts de manière à ce qu'ils puissent être présentés en tout temps séparément de leurs fonds propres; dans ce cas, elles doivent se soumettre à un contrôle ordinaire au sens de l'art. 727 CO.

<sup>2</sup> Les dépôts du public peuvent être gardés:

- a. en tant que dépôts à vue auprès d'une banque ou d'une personne visée à l'art. 1b LB;
- b. en tant qu'actifs liquides de haute qualité de la catégorie 1, visés à l'art. 15a de l'ordonnance du 30 novembre 2012 sur les liquidités (OLiq)<sup>25</sup>.

<sup>3</sup> Ils doivent être gardés dans la monnaie dans laquelle les clients peuvent exercer leur droit au remboursement.

<sup>4</sup> Si elles sont considérées comme des dépôts du public, les valeurs patrimoniales cryptographiques doivent être gardées sous la forme dans laquelle elles ont été acceptées.

**Art. 14g**      Conflits d'intérêts  
(art. 1b LB)

<sup>1</sup> Les personnes visées à l'art. 1b LB prennent des mesures organisationnelles adéquates pour éviter les conflits d'intérêts qui pourraient survenir lors de la fourniture de services ou exclure les désavantages qui pourraient résulter de ces conflits pour les clients.

<sup>2</sup> Si un désavantage des clients ne peut être exclu, il doit leur être communiqué.

### Section 3 Exigences en matière de capital

**Art. 15** Capital minimum lors de la création d'une banque  
(art. 3, al. 2, let. b, LB)

<sup>1</sup> Le capital minimum s'élève à 10 millions de francs. Il doit être entièrement libéré.

<sup>2</sup> Lorsque la fondation a lieu par apports en nature, la valeur des actifs apportés et le montant des passifs repris doivent être vérifiés par une société d'audit agréée.

**Art. 16** Capital minimum en cas de transformation d'une entreprise en banque  
(art. 3, al. 2, let. b, LB)<sup>26</sup>

<sup>1</sup> En cas de transformation d'une entreprise en banque, le capital entièrement libéré peut être inférieur à 10 millions de francs si le total des fonds propres de base durs selon l'art. 21 OFR<sup>27</sup> atteint ce montant, compte tenu des corrections selon les art. 31 à 40 OFR. La FINMA statue dans chaque cas d'espèce.

<sup>2</sup> L'art. 15, al. 2 s'applique par analogie aux apports en nature.

**Art. 17** Exceptions aux prescriptions en matière de capital minimum

Dans certains cas, la FINMA peut autoriser des exceptions aux prescriptions en matière de capital minimum figurant aux art. 15 et 16, notamment:

- a. lorsqu'une banque est affiliée à un organisme central qui garantit ses engagements;
- b. lorsque l'organisme central visé à la let. a et les banques affiliées respectent les prescriptions en matière de fonds propres et de répartition des risques sur une base consolidée; et
- c. lorsque la direction de l'organisme central visé à la let. a peut donner des instructions obligatoires aux banques affiliées.

**Art. 17a<sup>28</sup>** Capital minimum des personnes visées à l'art. 1b LB  
(art. 1b, al. 3, let. c, et 3, al. 2, let. b, LB)

<sup>1</sup> Le capital minimum des personnes visées à l'art. 1b LB s'élève à 3 % des dépôts du public au sens de l'art. 5 que celles-ci acceptent, mais au moins à 300 000 francs. Il doit être entièrement libéré et maintenu en permanence. Il ne doit pas être prêté aux détenteurs de participations qualifiées ou aux personnes physiques ou morales qui leur sont proches, ni être investi dans des participations que ces détenteurs ou personnes détiennent à titre majoritaire.

<sup>2</sup> La FINMA arrête les modalités et peut, dans certains cas particuliers, soumettre le

<sup>26</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 30 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5229).

<sup>27</sup> RS 952.03

<sup>28</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 30 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5229).

capital minimum à des exigences plus élevées, si cela est nécessaire au vu des risques liés aux activités concernées.

<sup>3</sup> Les dispositions de l'OFR<sup>29</sup> et de l'OLi<sup>30</sup> ne s'appliquent pas aux personnes visées à l'art. 1b LB.

## Section 4 Situations transfrontières

### Art. 18 Autorisation complémentaire

(art. 3<sup>ter</sup> LB)

Les demandes d'autorisation complémentaire en tant que banque ou personne visée à l'art. 1b LB en mains étrangères selon l'art. 3<sup>ter</sup> LB doivent contenir les indications figurant à l'art. 8.

### Art. 19 Réciprocité dans le cas des établissements en mains étrangères

(art. 3<sup>bis</sup>, al. 1, let. a, LB)

<sup>1</sup> La réciprocité est assurée en particulier lorsque:

- a. des personnes ayant leur siège ou leur domicile en Suisse sont à même d'ouvrir des banques dans l'Etat étranger, qu'il s'agisse de sociétés autonomes, de succursales ou d'agences;
- b. les banques ou les personnes visées à l'art. 1b LB ainsi ouvertes dans l'Etat étranger ne sont pas soumises dans leur activité à des dispositions nettement plus restrictives que celles qui s'appliquent aux banques étrangères établies en Suisse.

<sup>2</sup> En cas de représentation permanente d'une banque étrangère selon l'art. 3<sup>bis</sup>, al. 1, LB, la réciprocité est également assurée lorsque des banques suisses peuvent ouvrir dans l'Etat étranger des représentations permanentes assumant des fonctions identiques.

### Art. 20 Communication relative au début de l'activité à l'étranger

(art. 3, al. 7, LB)

<sup>1</sup> La communication que la banque ou la personne visée à l'art. 1b LB doit adresser à la FINMA avant d'être active à l'étranger doit contenir toutes les informations et la documentation nécessaires à l'appréciation de cette activité, notamment:

- a. un programme d'activités décrivant en particulier le type d'opérations envisagées et la structure de l'organisation;
- b. l'adresse de l'établissement à l'étranger;
- c. le nom des personnes chargées de l'administration et de la gestion;
- d. la société d'audit;

<sup>29</sup> RS 952.03

<sup>30</sup> RS 952.06

e. l'autorité chargée de la surveillance dans le pays d'accueil.

<sup>2</sup> La banque ou la personne visée à l'art. 1b LB doit communiquer également la cessation ou toute modification notable de l'activité ainsi que tout changement de société d'audit ou d'autorité de surveillance.

### Chapitre 3 Groupes et conglomérats financiers

#### Art. 21 Unité économique et devoir de prêter assistance

(art. 3c, al. 1, let. c, LB)

<sup>1</sup> Des entreprises forment une unité économique lorsque l'une de celles-ci détient de manière directe ou indirecte plus de la moitié des voix ou du capital des autres entreprises ou les domine d'une autre manière.

<sup>2</sup> Un devoir de prêter assistance peut résulter en particulier:

- a. de l'interdépendance des ressources financières ou en personnel;
- b. de l'utilisation d'une raison sociale commune;
- c. d'une présence uniforme sur le marché;
- d. des lettres de patronage.

#### Art. 22 Sociétés du groupe

(art. 3c, al. 1, let. c, LB)

On entend par sociétés du groupe les entreprises liées par une unité économique ou un devoir de prêter assistance.

#### Art. 23 Etendue de la surveillance des groupes et des conglomérats

(art. 3e LB)

<sup>1</sup> La surveillance d'un groupe par la FINMA englobe toutes les sociétés du groupe financier qui sont actives dans le domaine financier au sens de l'art. 4, al. 1. La surveillance des conglomérats englobe de surcroît les sociétés du groupe dont l'activité en qualité d'entreprise d'assurances est assimilée à une activité dans le domaine financier au sens de l'art. 4, al. 2.

<sup>2</sup> La FINMA peut, pour de justes motifs, exclure du champ de la surveillance consolidée des sociétés du groupe actives dans le domaine financier ou déclarer que cette surveillance ne leur est que partiellement applicable, notamment lorsqu'une société du groupe n'est pas significative pour la surveillance consolidée.

<sup>3</sup> Elle peut soumettre intégralement ou partiellement à la surveillance consolidée une entreprise active dans le domaine financier qui est dominée, conjointement avec des tiers, par un groupe financier ou un conglomérat financier qu'elle surveille.

**Art. 24**           Contenu de la surveillance consolidée  
(art. 3g LB)

<sup>1</sup> Dans le cadre de la surveillance consolidée, la FINMA examine notamment si le groupe:

- a. est organisé de manière appropriée;
- b. dispose d'un système de contrôle interne approprié;
- c. détermine, limite et surveille de manière appropriée les risques découlant de ses activités;
- d. est dirigé par des personnes qui donnent toutes les garanties d'une activité irréprochable;
- e.<sup>31</sup> respecte la séparation entre le personnel de l'organe responsable de la gestion et celui de l'organe responsable de la haute direction, de la surveillance et du contrôle selon l'art. 11;
- f. respecte les prescriptions en matière de fonds propres et de répartition des risques;
- g. dispose des liquidités appropriées;
- h. applique de manière correcte les prescriptions en matière d'établissement des comptes;
- i. dispose d'une société d'audit reconnue, indépendante et compétente.

<sup>2</sup> La FINMA peut déroger à l'al. 1 en ce qui concerne les conglomérats financiers afin de tenir compte des particularités des activités dans le domaine des assurances.

**Art. 24a**<sup>32</sup>       Personnes visées à l'art. 1b LB  
(art. 1b LB)

<sup>1</sup> Si plusieurs personnes visées à l'art. 1b LB forment un groupe au sens de l'art. 22, le plafond de 100 millions de francs fixé à l'art. 1b LB pour les dépôts du public est calculé à l'échelle du groupe.

<sup>2</sup> La FINMA peut exclure de la perspective consolidée certaines personnes visées à l'art. 1b LB lorsque celles-ci sont manifestement indépendantes des autres sociétés du groupe.

<sup>3</sup> Il y a notamment indépendance lorsque les modèles d'affaires ou les objectifs opérationnels sont sensiblement différents.

<sup>31</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 30 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5229).

<sup>32</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 30 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5229).

## Chapitre 4 Etablissement des comptes

### Section 1 Comptes individuels

#### Art. 25 Comptes annuels (art. 6, al. 1, let. a, 6b, al. 1 et 3, LB)

<sup>1</sup> La banque établit des comptes annuels. Dans ces comptes, elle présente sa situation économique de façon:

- a. à permettre à des tiers de s'en faire une opinion fondée (comptes individuels statutaires avec présentation fiable); ou
- b. à en refléter l'état réel selon le principe de l'image fidèle (comptes individuels statutaires conformes au principe de l'image fidèle).

<sup>2</sup> Dans les comptes individuels statutaires établis selon le principe de l'image fidèle, les dispositions du CO<sup>33</sup> relatives aux objets suivants ne s'appliquent pas:

- a. l'enregistrement d'amortissements et de corrections de valeur supplémentaires ainsi que la renonciation à dissoudre des amortissements et des corrections de valeur qui ne sont plus justifiés (art. 960a, al. 4, CO);
- b. la constitution de provisions au titre de mesures prises pour la remise en état des immobilisations corporelles et pour assurer la prospérité de l'entreprise à long terme (art. 960e, al. 3, ch. 2 et 4, CO);
- c. la dissolution de provisions qui ne se justifient plus (art. 960e, al. 4, CO).

<sup>3</sup> Les comptes annuels se composent du bilan, du compte de résultat, de l'état des capitaux propres, du tableau des flux de trésorerie et de l'annexe. Les banques qui établissent des comptes individuels statutaires avec présentation fiable sont libérées de l'obligation d'établir un tableau des flux de trésorerie.

<sup>4</sup> L'art. 962, al. 1, ch. 2, CO ne s'applique pas aux sociétés coopératives:

- a. si la société coopérative est affiliée à une organisation centrale qui garantit ses engagements;
- b. si l'organisation centrale mentionnée à la let. a établit et publie des comptes consolidés, selon les art. 33 à 41 ou selon un standard comptable international reconnu par la FINMA, qui intègrent toutes les sociétés coopératives affiliées; et
- c. si les titres de participation ne sont pas cotés en bourse.

<sup>5</sup> Les personnes mentionnées à l'art. 962, al. 2, CO peuvent exiger des comptes annuels selon le principe de l'image fidèle en l'absence de comptes consolidés établis par la banque selon les art. 33 à 41 ou selon un standard comptable international reconnu par la FINMA.

**Art. 26** Règles fondamentales et principes

(art. 6, al. 3, 6b, al. 1, LB)

<sup>1</sup> Les règles fondamentales relatives à l'établissement des comptes annuels sont le principe de continuité de l'exploitation (art. 958a CO<sup>34</sup>) ainsi que la délimitation périodique et le rattachement des charges aux produits (art. 958b, al. 1, CO).

<sup>2</sup> Les comptes annuels se fondent en particulier sur les principes suivants:

- a. la saisie régulière des opérations;
- b. la clarté et l'intelligibilité;
- c. l'intégralité;
- d. la fiabilité;
- e. l'importance relative des données;
- f. la prudence;
- g. la permanence de la présentation et des méthodes d'évaluation;
- h. l'interdiction de la compensation entre les actifs et les passifs et entre les charges et les produits;
- i. l'aspect économique.

**Art. 27** Evaluation et enregistrement

(art. 6, al. 3, 6b, al. 1 et 3, LB)

<sup>1</sup> Les actifs sont en règle générale portés au bilan à leur coût d'acquisition, déduction faite des amortissements ou des corrections de valeur, et les engagements à leur valeur nominale. La FINMA détermine les postes du bilan qui sont inscrits d'une autre manière. Les réserves de fluctuation selon l'art. 960b, al. 2, CO<sup>35</sup> ne sont pas autorisées.

<sup>2</sup> Les actifs, les engagements et les opérations hors bilan sont en règle générale évalués individuellement s'ils sont importants et qu'en raison de leur similitude ils ne sont habituellement pas regroupés. Dans tous les cas, les participations, les immobilisations corporelles et les valeurs immatérielles font l'objet d'une évaluation individuelle.

**Art. 28** Structure minimale

(art. 6, al. 3, 6b, al. 3, LB)

La structure des comptes annuels est établie selon l'annexe 1.

**Art. 29** Rapport annuel

(art. 6, al. 1, let. b, 6b, al. 1, LB)

Le rapport annuel de la banque se fonde sur l'art. 961c CO<sup>36</sup>.

<sup>34</sup> RS 220

<sup>35</sup> RS 220

<sup>36</sup> RS 220

**Art. 30**           Contenu du rapport de gestion  
(art. 6*b*, al. 1, LB)

Le rapport de gestion visé à l'art. 6, al. 1, LB contient le rapport récapitulatif de l'organe de révision.

**Art. 31**           Comptes intermédiaires  
(art. 6, al. 2, 6*b*, al. 1 et 3, LB)

<sup>1</sup> La banque établit semestriellement des comptes intermédiaires. Ceux-ci se composent du bilan et du compte de résultat. Ils doivent être établis selon les mêmes règles fondamentales et les mêmes principes que les comptes annuels.

<sup>2</sup> Les comptes intermédiaires des banques dont les titres de participation ou les titres de créance sont cotés contiennent en outre un état des capitaux propres et une annexe succincte. La FINMA fixe le contenu de l'annexe succincte dans ses dispositions d'exécution.

**Art. 32**           Publication  
(art. 6*a*, 6*b*, al. 1 et 3, LB)

<sup>1</sup> Le rapport de gestion doit être accessible au public dans un délai de quatre mois à compter de la date de clôture, les comptes intermédiaires dans un délai de deux mois à compter de la date de clôture. Ils doivent être disponibles sous forme imprimée.

<sup>2</sup> Le rapport de gestion et les comptes intermédiaires doivent être remis à la FINMA. Celle-ci fixe dans ses dispositions d'exécution le nombre, le mode de distribution ainsi que le délai de remise des rapports de gestion et des comptes intermédiaires.

<sup>3</sup> La FINMA peut prolonger les délais à la demande de la banque.

<sup>4</sup> Les banquiers privés sont libérés de l'obligation de publication lorsque leur publicité se réfère uniquement à leur activité de gestionnaire de fortune ou de négociant en valeurs mobilières, et non à l'acceptation de dépôts.

## **Section 2    Comptes consolidés**

**Art. 33**           Comptes consolidés  
(art. 6, al. 1, let. c, 6*b*, al. 1, LB)

<sup>1</sup> Les comptes consolidés sont établis selon le principe de l'image fidèle (art. 25, al. 1, let. b) et se composent du bilan, du compte de résultat, de l'état des capitaux propres, du tableau des flux de trésorerie et de l'annexe.

<sup>2</sup> Les règles fondamentales et les principes énoncés à l'art. 26 s'appliquent aux comptes consolidés. Ceux-ci doivent être établis selon la méthode de l'intégration globale.

<sup>3</sup> L'évaluation et la saisie des actifs et des passifs se font selon l'art. 27.



**Art. 34** Obligation d'établir des comptes consolidés

(art. 6, al. 1, let. c, 6b, al. 1 et 2, LB)

<sup>1</sup> La banque établit des comptes consolidés en plus de ses comptes annuels lorsqu'elle:

- a. contrôle une ou plusieurs entreprises;
- b. est en mesure d'influencer les activités opérationnelles d'une entreprise de telle manière qu'elle est le bénéficiaire principal de ses avantages économiques; ou
- c. supporte à titre principal les risques liés aux activités opérationnelles d'une autre entreprise.

<sup>2</sup> Lorsque la société mère d'un groupe financier au sens de l'art. 3c LB est une société holding, cette dernière établit les comptes consolidés.

<sup>3</sup> La banque ou la société holding contrôle une entreprise notamment lorsqu'elle:

- a. dispose directement ou indirectement de la majorité des voix au sein de l'organe suprême;
- b. dispose directement ou indirectement du droit de désigner ou de révoquer la majorité des membres de l'organe supérieur de direction ou d'administration; ou
- c. peut exercer une influence dominante d'une autre manière que celles visées aux let. a et b.

<sup>4</sup> La banque ou la société holding n'inclut pas une entreprise contrôlée dans ses comptes consolidés:

- a. si elle ne participe pas au résultat de l'entreprise contrôlée ni n'en retire un autre avantage, dans le présent ou le futur, et ne supporte pas de risques liés aux activités opérationnelles de cette entreprise;
- b. si des tiers indépendants bénéficient des avantages provenant des activités opérationnelles de l'entreprise contrôlée et en supportent seuls les risques; et
- c. si la rémunération monétaire ou non monétaire découlant de sa relation avec cette entreprise est conforme au marché et correspond aux prestations fournies.

<sup>5</sup> L'obligation d'établir des comptes consolidés ne peut pas être transférée à une entreprise contrôlée.

**Art. 35** Exceptions à l'obligation d'établir des comptes consolidés

(art. 6b, al. 1 à 3, LB)

<sup>1</sup> Il n'est pas nécessaire d'inclure dans les comptes consolidés:

- a. les participations à des entreprises qui ne sont pas significatives pour l'information financière ou la situation en matière de risques;
- b. les participations significatives mais reprises sans visée stratégique, lorsque la banque peut établir qu'un désinvestissement ou une liquidation va survenir dans les douze prochains mois.

<sup>2</sup> Les participations visées à l'al. 1, let. b doivent figurer dans l'annexe aux comptes consolidés. Leur non-consolidation doit être motivée.

<sup>3</sup> Un sous-groupe inclus dans les comptes consolidés d'une société mère ne doit pas établir de comptes consolidés propres lorsque les comptes consolidés de la société mère:

- a. sont établis et vérifiés selon la présente ordonnance ou selon un standard comptable international reconnu par la FINMA; et
- b. sont accessibles au public.

<sup>4</sup> La FINMA peut, pour de justes motifs, exiger l'établissement de comptes consolidés au niveau du sous-groupe et leur publication.

**Art. 36** Allègements lors de l'établissement des comptes consolidés  
(art. 6b, al. 2 et 3, LB)

<sup>1</sup> La banque est libérée de l'obligation d'établir un tableau des flux de trésorerie dans les comptes annuels ainsi qu'un rapport annuel au niveau individuel, si

- a. elle établit des comptes consolidés selon les art. 33 à 41 ou selon un standard comptable international reconnu par la FINMA et les publie avec un rapport annuel consolidé; ou
- b. elle est consolidée selon l'art. 34 dans les comptes d'un groupe financier surveillé par la FINMA, qui remplit les conditions fixées à la let. a.

<sup>2</sup> La libération selon l'al. 1, let. b ne s'applique pas lorsque les titres de participation de la banque sont cotés.

<sup>3</sup> La FINMA détermine dans ses dispositions d'exécution:

- a. les données qui peuvent être omises dans les comptes annuels dès lors que des comptes consolidés sont établis;
- b. dans quelle mesure la publication de comptes intermédiaires consolidés libère de l'obligation de publier les comptes intermédiaires individuels.

<sup>4</sup> Les personnes mentionnées à l'art. 961d, al. 2, CO<sup>37</sup> peuvent exiger:

- a. des comptes annuels complets et un rapport annuel;
- b. la publication de comptes intermédiaires individuels.

**Art. 37** Structure minimale

La FINMA établit les prescriptions particulières relatives à la structure des comptes consolidés dans des dispositions d'exécution. Elle tient compte à cet égard des particularités de l'activité bancaire.

**Art. 38** Rapport annuel consolidé

Le rapport annuel consolidé se fonde sur l'art. 961c CO<sup>38</sup>.

**Art. 39**           Contenu du rapport de gestion  
(art. 6b, al. 1 et 3, LB)

<sup>1</sup> Le rapport de gestion contient, outre les comptes annuels, le rapport annuel et les comptes consolidés, également les rapports récapitulatifs de l'organe de révision.

<sup>2</sup> Si la société mère est une société holding, la publication des comptes annuels n'est pas obligatoire.

**Art. 40**           Comptes intermédiaires  
(art. 6, al. 2, 6b, al. 1 et 3, LB)

<sup>1</sup> Les banques et les sociétés holdings qui sont tenues de présenter des comptes consolidés établissent semestriellement des comptes intermédiaires consolidés.

<sup>2</sup> Ceux-ci comprennent les mêmes éléments que les comptes intermédiaires individuels selon l'art. 31 et se fondent sur les mêmes règles fondamentales et les mêmes principes que les comptes consolidés.

**Art. 41**           Publication  
(art. 6a, al. 1 à 3, 6b, al. 1 et 3, LB)

La publication du rapport de gestion et des comptes intermédiaires se fonde sur l'art. 32.

### **Section 3** **Dispositions d'exécution en matière d'établissement des comptes**

**Art. 42**  
(art. 6b, al. 3 et 4, LB)

La FINMA précise les dispositions en matière d'établissement des comptes de la présente ordonnance, notamment en ce qui concerne:

- a. la composition et l'évaluation des postes des comptes annuels et des comptes consolidés;
- b. les particularités relatives aux comptes consolidés;
- c. la publication d'informations qui ne sont pas prévues dans le standard comptable international utilisé par la banque et reconnu par la FINMA, mais qui sont nécessaires à l'évaluation de la situation économique.

## Chapitre 5 Garantie des dépôts gardés par les banques<sup>39</sup>

### Art. 43 Plan de remboursement

(art. 37j LB)

<sup>1</sup> Le chargé d'enquête, le chargé d'assainissement ou le liquidateur (mandataire) nommé par la FINMA dresse un plan de remboursement comprenant les créances inscrites dans les livres de la banque qui sont considérées comme des dépôts garantis au sens de l'art. 37h, al. 1, LB et ne sont pas remboursées selon l'art. 37b LB (plan de remboursement).

<sup>2</sup> Aucune obligation n'incombe au mandataire de vérifier les créances à inscrire dans le plan de remboursement sur la base des livres de la banque. Les créances manifestement injustifiées ne sont pas inscrites dans le plan de remboursement.

<sup>3</sup> Le chargé d'enquête peut demander aux déposants de justifier leurs prétentions lorsqu'il y a lieu de douter de la régularité de la comptabilité. La FINMA règle les détails.

### Art. 44 Remboursement des dépôts garantis

(art. 37j, al. 1, LB)

<sup>1</sup> Le mandataire rembourse les dépôts garantis aux déposants conformément au plan de remboursement dès qu'il a reçu le montant que l'organisme de garantie lui a versé selon l'art. 37i, al. 2, LB.

<sup>2</sup> Si ce montant ne suffit pas à rembourser l'ensemble des créances inscrites dans le plan de remboursement, le paiement de chacune d'elles est effectué de manière proportionnelle.

## Chapitre 6 Avoirs en déshérence

### Section 1 Définition

#### Art. 45

(art. 37l, al. 4, LB)

<sup>1</sup> Des avoirs sont réputés en déshérence lorsque la banque ou la personne visée à l'art. 1b LB n'est plus parvenue, depuis dix ans à compter du dernier contact, à reprendre contact avec le client concerné ou avec ses successeurs légaux (ayants droit), ou encore avec un fondé de procuration désigné par eux.

<sup>2</sup> Est considéré comme dernier contact celui qui ressort comme tel des dossiers de la banque ou la personne visée à l'art. 1b LB.

<sup>3</sup> Les avoirs qui, en raison de la liquidation d'une banque ou d'une personne visée à l'art. 1b LB, sont transférés à une autre banque ou une autre personne visée à l'art. 1b LB, sont réputés en déshérence avant l'expiration du délai de dix ans lors-

<sup>39</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 30 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5229).

que la banque ou la personne visée à l'art. 1b LB transférante prouve qu'elle a effectué toutes les démarches nécessaires pour reprendre contact avec les ayants droit.

## Section 2 Transfert

### Art. 46 Contrat de transfert

(art. 37/, al. 2, LB)

<sup>1</sup> Doivent figurer dans le contrat écrit par lequel les avoirs en déshérence sont transférés d'une banque ou de la personne visée à l'art. 1b LB à une autre (contrat de transfert):

- a. le nom de l'ayant droit ou d'autres indications permettant de l'identifier, et
- b. la liste des avoirs qui sont attribués à l'ayant droit et qui sont transférés.

<sup>2</sup> La banque ou la personne visée à l'art. 1b LB transférante met à la disposition de la banque reprenante les documents suivants:

- a. les pièces justificatives de la dernière prise de contact documentée avec l'ayant droit;
- b. les documents relatifs aux rapports contractuels établis avec l'ayant droit.

<sup>3</sup> Les frais occasionnés par le transfert d'avoirs en déshérence ne peuvent pas être débités de ces avoirs.

### Art. 47 Obligations de la banque ou la personne visée à l'art. 1b LB reprenante

(art. 3, al. 2, let. a, et 37/, al. 1, LB)

<sup>1</sup> La banque ou la personne visée à l'art. 1b LB reprenante doit:

- a. disposer d'une organisation appropriée pour garder en dépôt et gérer les avoirs en déshérence, et
- b. dans la mesure des informations disponibles, être à tout moment à même d'attribuer les avoirs en déshérence qui lui ont été transférés à leur ayant droit.

<sup>2</sup> La banque ou la personne visée à l'art. 1b LB reprenante regroupe les avoirs en déshérence qui lui ont été transférés par différentes banques pour le même ayant droit.

<sup>3</sup> Toute banque ou personne visée à l'art. 1b LB reprenant des avoirs en déshérence d'une autre banque ou d'une personne visée à l'art. 1b LB pour la première fois est tenue d'en informer la FINMA.

<sup>4</sup> Si les avoirs en déshérence sont enregistrés dans une base de données pour avoirs en déshérence (base de données), la banque ou la personne visée à l'art. 1b LB reprenante y signale leur transfert en indiquant sa raison sociale.

**Art. 48** Obligation de la banque ou la personne visée à l'art. 1b LB transférante  
(art. 37l, al. 1, LB)

Lorsque des personnes font valoir des prétentions sur les avoirs transférés, la banque ou la personne visée à l'art. 1b LB transférante les renvoie à la la banque ou la personne visée à l'art. 1b LB reprenante ou à la base de données.

### Section 3 Publication

**Art. 49** Obligation et contenu  
(art. 37m, al. 1 et 4, LB)

<sup>1</sup> Les banques ou les personnes visées à l'art. 1b LB appellent publiquement les ayants droit à faire valoir leurs prétentions sur les avoirs qui sont en déshérence depuis 50 ans dans le délai d'un an (délai d'annonce).

<sup>2</sup> La publication n'est pas requise pour les avoirs ne dépassant pas 500 francs.

<sup>3</sup> Pour autant qu'elles soient disponibles et dans la mesure où aucun intérêt manifeste de l'ayant droit ne s'y oppose, les indications suivantes doivent figurer dans la publication:

- a. l'adresse à laquelle l'annonce doit être transmise;
- b. le nom, la date de naissance et la nationalité, ou la raison sociale, de l'ayant droit, ainsi que son dernier domicile ou siège social connu;
- c. le numéro de compte ou de livret si les indications disponibles semblent insuffisantes pour permettre l'identification de l'ayant droit.

<sup>4</sup> La publication doit mentionner expressément que:

- a. la banque ou la personne visée à l'art. 1b LB peut facturer au prétendant les frais occasionnés pour l'examen de l'annonce aux conditions énoncées à l'art. 53, al. 3;
- b. la liquidation des avoirs en déshérence entraînera l'extinction de toute prétention sur ces derniers.

**Art. 50** Supports de publication  
(art. 37m, al. 1 et 4, LB)

<sup>1</sup> L'appel visé à l'art. 49 est publié dans la Feuille officielle suisse du commerce (FOSC).

<sup>2</sup> En lieu et place de la publication dans la FOSC, les banques ou les personnes visées à l'art. 1b LB peuvent publier les appels sur une plateforme électronique organisée et gérée par elles.

<sup>3</sup> S'il ressort du cas d'espèce que, pour trouver les ayants droit, il est indiqué de procéder à la publication par un autre moyen de communication, la banque ou la personne visée à l'art. 1b LB publie également l'appel par cet autre moyen.

<sup>4</sup> La banque ou la personne visée à l'art. 1*b* LB tient compte en l'occurrence du dernier domicile, lieu de séjour ou siège social connu de l'ayant droit.

<sup>5</sup> La publication peut regrouper divers avoirs en déshérence.

**Art. 51** Répétition de la publication

(art. 37*m*, al. 1 et 4, LB)

Si de nouveaux renseignements sur les ayants droit sont obtenus avant la clôture de la liquidation (art. 57), la banque ou la personne visée à l'art. 1*b* LB modifie l'appel en conséquence et le publie à nouveau. Un nouveau délai d'annonce d'un an commence à courir dès la publication.

**Art. 52** Frais de publication

(art. 37*m*, al. 1 et 4, LB)

<sup>1</sup> Les frais de publication sont débités des avoirs en déshérence concernés.

<sup>2</sup> Ils doivent se situer dans un rapport de proportionnalité raisonnable avec ces avoirs.

**Art. 53** Examen des annonces

(art. 37*m*, al. 1 et 4, LB)

<sup>1</sup> La banque ou la personne visée à l'art. 1*b* LB examine le bien-fondé des prétentions sur les avoirs en déshérence qui lui sont annoncées à la lumière des dispositions légales et contractuelles applicables dans le cas d'espèce.

<sup>2</sup> Si l'examen conclut au bien-fondé des prétentions, les avoirs concernés ne sont plus réputés être en déshérence.

<sup>3</sup> Si une prétention est manifestement infondée et que le prétendant ne peut faire valoir aucun lien crédible avec les avoirs réclamés, la banque ou la personne visée à l'art. 1*b* LB peut lui demander le remboursement des frais occasionnés par l'examen de la prétention.

<sup>4</sup> La banque ou la personne visée à l'art. 1*b* LB documente les résultats de ses examens de manière à en garantir la plausibilité et la traçabilité.

## Section 4 Liquidation

**Art. 54** Procédure

(art. 37*m*, al. 1 et 4, LB)

<sup>1</sup> La banque ou la personne visée à l'art. 1*b* LB liquide les avoirs en déshérence si:

- a. aucune annonce ne lui est parvenue: au plus tard deux ans après l'expiration du délai d'annonce;
- b. des annonces lui sont parvenues: au plus tard deux ans après qu'il est établi que les prétentions étaient infondées.

<sup>2</sup> La banque ou la personne visée à l'art. 1*b* LB propose à la Confédération de reprendre les avoirs en déshérence qui ne sont pas réalisables ou n'ont pas de valeur de liquidation. Si celle-ci refuse, la banque ou la personne visée à l'art. 1*b* LB peut les détruire.

**Art. 55** Procès-verbal de décision de liquidation

(art. 37*m*, al. 1 et 4, LB)

<sup>1</sup> La banque ou la personne visée à l'art. 1*b* LB dresse un procès-verbal de sa décision de liquider les avoirs en déshérence.

<sup>2</sup> Le procès-verbal inclut:

- a. la documentation de l'examen prévu à l'art. 53;
- b. une liste des avoirs à liquider;
- c. l'indication de la procédure de liquidation prévue.

**Art. 56** Procès-verbal de liquidation

(art. 37*m*, al. 1 et 4, LB)

<sup>1</sup> La banque ou la personne visée à l'art. 1*b* LB dresse un procès-verbal de liquidation.

<sup>2</sup> Pour tout avoir liquidé, le procès-verbal renseigne notamment sur:

- a. le type de liquidation;
- b. le produit de la liquidation;
- c. les frais de liquidation.

**Art. 57** Produit et clôture de la liquidation

(art. 37*m*, al. 2 à 4, LB)

<sup>1</sup> Les frais de liquidation sont débités du produit de la liquidation.

<sup>2</sup> La banque ou la personne visée à l'art. 1*b* LB vire le produit net de la liquidation à l'Administration fédérale des finances au moins une fois par an.

<sup>3</sup> Le virement est réputé clore la liquidation.

<sup>4</sup> La clôture de la liquidation entraîne l'extinction des prétentions des ayants droit. Les prétentions sur les avoirs en déshérence non réalisables s'éteignent avec le transfert des avoirs à la Confédération ou avec leur destruction.

<sup>5</sup> Si un ayant droit fait valoir des prétentions sur les avoirs en déshérence après la liquidation, mais avant le virement, ces prétentions portent uniquement sur le produit de la liquidation.

<sup>6</sup> Si les avoirs en déshérence sont enregistrés dans une base de données, la banque ou la personne visée à l'art. 1*b* LB y signale la clôture de leur liquidation.



**Art. 58** Conservation des documents  
(art. 37l et 37m, al. 4, LB)

La banque ou la personne visée à l'art. 1b LB liquidatrice conserve les documents relatifs à la reprise, à la liquidation et au virement à la Confédération conformément aux dispositions légales applicables.

**Art. 59** Liquidation sans publication préalable  
(art. 37m, al. 1 et 4, LB)

<sup>1</sup> Les art. 54 à 57 s'appliquent par analogie aux avoirs en déshérence qui, en vertu de l'art. 37m, al. 1, 2<sup>e</sup> phrase, LB, sont liquidés sans publication préalable.

<sup>2</sup> La valeur de ces avoirs est calculée en fonction de la valeur totale des avoirs en déshérence du même ayant droit qui sont comptabilisés, gardés en dépôt ou gérés par la banque ou la personne visée à l'art. 1b LB.

## Chapitre 7

### Dispositions spéciales applicables aux banques d'importance systémique

#### Section 1 Plan d'urgence

**Art. 60** Plan d'urgence  
(art. 8, 9, al. 2, let. d, et 10, al. 2, LB)

<sup>1</sup> La banque d'importance systémique s'assure que ses fonctions d'importance systémique au sens de l'art. 8 LB peuvent être poursuivies sans interruption, indépendamment des autres parties de la banque, en cas de menace d'insolvabilité. Elle prend les mesures nécessaires à cet effet.

<sup>2</sup> Elle décrit dans un plan d'urgence les mesures requises et prouve ainsi à la FINMA qu'elle est à même de remplir ses obligations selon l'al. 1, 1<sup>re</sup> phrase, conformément à l'expérience générale et en l'état actuel des connaissances.

<sup>3</sup> Dans les trois ans suivant la constatation de leur importance systémique par la BNS, les banques d'importance systémique qui ne sont pas actives au niveau international au sens de l'art. 124a OFR<sup>40</sup> doivent établir un plan d'urgence suisse applicable. La FINMA peut prolonger ce délai dans des cas justifiés. Les mesures du plan d'urgence doivent être appliquées à titre préparatoire si cela est nécessaire à la poursuite sans interruption des fonctions d'importance systémique.<sup>41</sup>

<sup>4</sup> La banque d'importance systémique doit actualiser le plan d'urgence chaque année, avant la fin du deuxième trimestre, et le remettre à la FINMA. Des actualisations doivent également être remises si des modifications impliquent un remaniement du document ou si la FINMA le demande.

<sup>40</sup> RS 952.03

<sup>41</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'annexe à l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1725).

**Art. 61** Contrôle du plan d'urgence

(art. 10, al. 2, LB)

<sup>1</sup> La FINMA examine les mesures du plan d'urgence quant à leur efficacité en cas de menace d'insolvabilité de la banque. Lors de cet examen, elle tient compte du degré d'application des mesures prévues à l'art. 60, al. 3. Elle examine notamment si:

- a. la poursuite des fonctions d'importance systémique est garantie sur le plan technique aussi bien qu'organisationnel, en tenant compte du temps à disposition, du coût, des obstacles juridiques et des ressources nécessaires;
- b. les rapports juridiques et économiques au sein du groupe financier, notamment les garanties et les financements internes, et les rapports de même nature relatifs aux clients et à d'autres tiers n'entravent pas la poursuite des fonctions d'importance systémique;
- c. la planification des fonds propres et des liquidités destinés à la poursuite des fonctions d'importance systémique prévoit une dotation correspondante suffisante pour appliquer le plan d'urgence;
- d. des processus adéquats et l'infrastructure requise pour l'opérabilité des fonctions d'importance systémique sont prévus et l'accès aux ressources nécessaires est garanti à tout moment, indépendamment des parties de la banque n'ayant pas une importance systémique;
- e. les ressources humaines nécessaires à la poursuite des fonctions d'importance systémique sont disponibles, fonctions de conduite et de contrôle comprises;
- f. les contrats relatifs à la poursuite des fonctions d'importance systémique conclus au sein du groupe, notamment les garanties et les financements internes, de même que les contrats de même nature conclus avec des clients et d'autres tiers sont enregistrés avec les documents d'affaires correspondants et si la liste est mise à jour régulièrement;
- g. le plan d'urgence est compatible avec les lois et les exigences de surveillance essentielles à l'étranger.

<sup>2</sup> La capacité globale de liquidation fait partie de l'examen du plan d'urgence suisse pour autant qu'elle soit déterminante pour la mise en œuvre de ce plan.<sup>42</sup>

**Art. 62** Correction des lacunes et mesures ordonnées

(art. 10, al. 2, LB)

<sup>1</sup> Si le plan d'urgence ne répond pas aux exigences relatives à la poursuite des fonctions d'importance systémique en cas de menace d'insolvabilité, la FINMA fixe à la banque un délai adéquat pour corriger les lacunes constatées. Elle peut à cet égard faire des propositions concrètes.

<sup>2</sup> Si la banque ne comble pas ces lacunes dans le délai imparti, la FINMA lui accorde un délai supplémentaire. Lorsque les lacunes ne sont toujours pas corrigées à

<sup>42</sup> Introduit par le ch. 1 de l'annexe à l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1725).

l'issue du délai supplémentaire, la FINMA peut notamment ordonner les mesures suivantes:

- a. constitution d'une entité juridique indépendante en Suisse, à laquelle les fonctions d'importance systémique pourront être transférées;
- b. adaptation de la structure juridique et opérationnelle de la banque afin que les fonctions d'importance systémique puissent être dissociées rapidement;
- c. dissociation de l'infrastructure et des services nécessaires à la poursuite des fonctions d'importance systémique dans une société dirigée de manière centralisée au sein du groupe financier ou dans une entité hors de ce dernier.

#### **Art. 63** Déclenchement du plan d'urgence

(art. 25 et 26 LB)

<sup>1</sup> Lorsque les conditions prévues à l'art. 25, al. 1, LB sont remplies, la FINMA peut ordonner, sur la base du plan d'urgence, les mesures protectrices et les mesures applicables en cas d'insolvabilité selon le chapitre XI de la loi qui sont requises pour garantir les fonctions d'importance systémique.

<sup>2</sup> Une banque d'importance systémique ne satisfait pas aux exigences en matière de fonds propres selon l'art. 25, al. 1, LB:

- a.<sup>43</sup> lorsque les fonds propres de base durs pris en compte sont inférieurs à 5 % des positions pondérées en fonction des risques, ou
- b. dans le cas prévu à l'art. 42, al. 4, OFR.

## **Section 2**

### **Amélioration de la capacité d'assainissement et de liquidation**

#### **Art. 64** Plan de stabilisation et plan de liquidation

(art. 9, 25 ss LB)

<sup>1</sup> La banque d'importance systémique est tenue d'élaborer un plan de stabilisation (*recovery plan*). La banque y présente les mesures qu'elle entend prendre pour se stabiliser durablement en cas de crise de manière à pouvoir poursuivre son activité sans intervention de l'Etat. Ce plan doit être soumis à l'approbation de la FINMA.

<sup>2</sup> La FINMA élabore un plan de liquidation (*resolution plan*) dans lequel elle indique comment réaliser l'assainissement ou la liquidation de la banque d'importance systémique qu'elle a ordonnés. La banque doit fournir les informations nécessaires à cet effet.

<sup>3</sup> Le plan de stabilisation et le plan de liquidation doivent tenir compte des dispositions relatives à la stabilisation, à l'assainissement et à la liquidation émises par les autorités de surveillance et les banques centrales étrangères.

<sup>43</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'annexe à l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1725).

<sup>4</sup> La banque d'importance systémique remet à la FINMA chaque année, avant la fin du deuxième trimestre, le plan de stabilisation et les informations nécessaires au plan de liquidation. Les mêmes documents doivent être remis si des modifications impliquent un remaniement du document ou si la FINMA le demande.

<sup>5</sup> Lors de la remise des documents, elle décrit les mesures mentionnées à l'art. 66 qui visent à améliorer la capacité d'assainissement et de liquidation en Suisse et à l'étranger qu'elle a prévues ou déjà réalisées.

**Art. 65<sup>44</sup>** Remises sur les fonds supplémentaires destinés à absorber les pertes  
(art. 10, al. 3, LB)

<sup>1</sup> La FINMA accorde des remises sur les fonds supplémentaires visés aux art. 132 et 133 OFR<sup>45</sup> si la banque d'importance systémique améliore très vraisemblablement sa capacité d'assainissement et de liquidation en Suisse et à l'étranger grâce à des mesures selon l'art. 66. Pour ce faire, elle tient compte du degré d'application de ces mesures en Suisse et à l'étranger.

<sup>2</sup> L'al. 1 ne s'applique pas au respect des exigences énoncées à l'art. 9, al. 2, let. d, LB<sup>46</sup>.

**Art. 66** Mesures visant à améliorer la capacité d'assainissement et de liquidation  
(art. 10, al. 3, LB)

Les mesures visant à améliorer la capacité d'assainissement et de liquidation de la banque peuvent notamment comprendre les éléments suivants:

- a. améliorations et décentralisations structurelles:
  1. structure juridique axée sur les unités d'affaires (*business-aligned legal entities*),
  2. création d'unités de service juridiquement indépendantes,
  3. suppression ou prévention des devoirs d'assistance de fait, notamment en créant une structure de conduite indépendante,
  4. réduction des asymétries géographiques ou bilancieller;
- b.<sup>47</sup> décentralisations financières pour limiter les risques de contagion:
  1. réduction des participations en capital entre entités juridiques de même niveau,
  2. limitation de l'octroi de crédits et de garanties sans sûretés entre entités juridiques de même niveau au sein du groupe financier,
  3. création d'une structure incitative en vue d'un financement interne aussi proche que possible du marché;

<sup>44</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'annexe à l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1725).

<sup>45</sup> RS 952.03

<sup>46</sup> RS 952.0

<sup>47</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 11 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

- c. décentralisation opérationnelle pour protéger les données et poursuivre les principales prestations d'exploitation:
  1. octroi d'un accès aux portefeuilles de données, aux banques de données et aux moyens informatiques et garantie de leur utilisation,
  2. séparation ou dissociation durable des fonctions essentielles,
  3. accès aux systèmes essentiels à l'exploitation et poursuite de leur utilisation.

## Chapitre 8 Dispositions finales

**Art. 67** Abrogation d'un autre acte

L'ordonnance du 17 mai 1972 sur les banques<sup>48</sup> est abrogée.

**Art. 68** Modification d'autres actes

La modification d'autres actes est réglée à l'annexe 2.

**Art. 69** Dispositions transitoires

<sup>1</sup> Pendant les deux premiers exercices qui suivent l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, les banques peuvent inscrire globalement à l'actif les corrections de valeur visées à l'art. 27, al. 1 en tant que montant total ou partiel (poste négatif). La FINMA règle les détails.

<sup>2</sup> Le principe de l'évaluation individuelle selon l'art. 27, al. 2 doit être appliqué aux participations, aux immobilisations corporelles et aux valeurs immatérielles au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Les pertes non réalisées et non enregistrées doivent figurer dans l'annexe aux comptes annuels.

<sup>3</sup> Les banques d'importance systémique qui sont actives au niveau international au sens de l'art. 124a OFR<sup>49</sup> ont jusqu'au 31 décembre 2019 pour appliquer à titre préparatoire les mesures du plan d'urgence suisse visé à l'art. 60, al. 3, si cela est nécessaire à la poursuite sans interruption des fonctions d'importance systémique. La FINMA peut prolonger ce délai dans des cas justifiés.<sup>50</sup>

<sup>4</sup> L'établissement et la publication des comptes intermédiaires de 2015 peuvent être effectués selon le droit actuel, à l'exception de la règle au sens de l'art. 23b, al. 1, du droit antérieur.

<sup>48</sup> [RO 1972 832 1916, 1989 1772, 1995 253, 1996 45 3094, 1997 85 art. 57 ch. 1, 1998 16, 2003 4077, 2004 2777 2875, 2005 4849, 2006 4307 annexe 7 ch. 1, 2008 1199 5363 annexe ch. 7, 2009 5279, 2011 931, 2012 5435 5441 annexe 6 ch. 2 7251 art. 32]

<sup>49</sup> RS 952.03

<sup>50</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'annexe à l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1725).

<sup>5</sup> La FINMA peut accorder des délais appropriés aux banques pour la mise en œuvre des mesures au sens de l'art. 12, al. 2<sup>bis</sup>.<sup>51</sup>

**Art. 70**            Entrée en vigueur

<sup>1</sup> La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

<sup>2</sup> La FINMA peut autoriser l'application des dispositions relatives à l'établissement des comptes figurant au chapitre 4 à l'exercice précédant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

<sup>51</sup> Introduit par le ch. 11 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5413).

*Annexe 1*  
(art. 28)**Structure minimale des comptes annuels****A. Bilan****1. Actifs**

Les postes suivants doivent figurer séparément à l'actif du bilan:

- 1.1 Liquidités
- 1.2 Créances sur les banques
- 1.3 Créances résultant d'opérations de financement de titres
- 1.4 Créances sur la clientèle
- 1.5 Créances hypothécaires
- 1.6 Opérations de négoce
- 1.7 Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés
- 1.8 Autres instruments financiers évalués à la juste valeur
- 1.9 Immobilisations financières
- 1.10 Comptes de régularisation
- 1.11 Participations
- 1.12 Immobilisations corporelles
- 1.13 Valeurs immatérielles
- 1.14 Autres actifs
- 1.15 Capital social non libéré
- 1.16 Total des actifs
- 1.16.1 Total des créances subordonnées
- 1.16.1.1 dont avec obligation de conversion et/ou abandon de créance

**2. Passifs**

Les postes suivants doivent figurer séparément au passif du bilan:

- 2.1 Engagements envers les banques
- 2.2 Engagements résultant d'opérations de financement de titres
- 2.3 Engagements résultant des dépôts de la clientèle
- 2.4 Engagements résultant d'opérations de négoce
- 2.5 Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés
- 2.6 Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur
- 2.7 Obligations de caisse
- 2.8 Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage
- 2.9 Comptes de régularisation
- 2.10 Autres passifs
- 2.11 Provisions
- 2.12 Réserves pour risques bancaires généraux
- 2.13 Capital social
- 2.14 Réserve légale issue du capital
- 2.14.1 dont réserve issue d'apports en capital exonérés fiscalement

- 2.15 Réserve légale issue du bénéfice
- 2.16 Réserves facultatives issues du bénéfice
- 2.17 Propres parts du capital (poste négatif)
- 2.18 Bénéfice reporté / perte reportée
- 2.19 Bénéfice / perte (résultat de la période)
- 2.20 Total des passifs
- 2.20.1 Total des engagements subordonnés
- 2.20.1.1 dont avec obligation de conversion et/ou abandon de créance

### 3. Opérations hors bilan

- 3.1 Engagements conditionnels
- 3.2 Engagements irrévocables
- 3.3 Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires
- 3.4 Crédits par engagement

D'autres postes significatifs doivent également apparaître dans le bilan ou dans l'annexe.

Le bilan doit indiquer les chiffres de l'exercice précédent.

### B. Compte de résultat

Les postes suivants doivent figurer séparément dans le compte de résultat présenté sous forme de liste:

- 1 Résultat des opérations d'intérêts
  - 1.1 Produit des intérêts et des escomptes
  - 1.2 Produit des intérêts et des dividendes des opérations de négoce
  - 1.3 Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières
  - 1.4 Charges d'intérêts
  - 1.5 Résultat brut des opérations d'intérêts (1.1 + 1.2 + 1.3 – 1.4)
  - 1.6 Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts
  - 1.7 Sous-total résultat net des opérations d'intérêts (1.5 –/+ 1.6)
- 2 Résultat des opérations de commissions et des prestations de service
  - 2.1 Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement
  - 2.2 Produit des commissions sur les opérations de crédit
  - 2.3 Produit des commissions sur les autres prestations de service
  - 2.4 Charges de commissions
  - 2.5 Sous-total résultat des opérations de commissions et des prestations de service (2.1 + 2.2 + 2.3 – 2.4)
- 3 Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur
- 4 Autres résultats ordinaires
  - 4.1 Résultat des aliénations d'immobilisations financières
  - 4.2 Produit des participations
  - 4.3 Résultat des immeubles
  - 4.4 Autres produits ordinaires



4.5	Autres charges ordinaires
4.6	Sous-total autres résultats ordinaires (4.1 + 4.2 + 4.3 + 4.4 – 4.5)
5	Charges d'exploitation
5.1	Charges de personnel
5.2	Autres charges d'exploitation
5.3	Sous-total charges d'exploitation (5.1 + 5.2)
6	Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles
7	Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes
8	Résultat opérationnel (1.7 + 2.5 + 3 + 4.6 – 5.3 – 6 –/+ 7)
9	Produits extraordinaires
10	Charges extraordinaires
11	Variations des réserves pour risques bancaires généraux
12	Impôts
13	Bénéfice / perte (résultat de la période)

D'autres postes significatifs doivent également apparaître dans le compte de résultat ou dans l'annexe.

Le compte de résultat doit indiquer les chiffres de la période correspondante précédente.

### **C. Tableau des flux de trésorerie**

Le tableau des flux de trésorerie doit indiquer les sources et emplois de fonds qui sont à l'origine de la variation des liquidités durant l'exercice.

Il comprend au moins les composantes suivantes:

- flux de fonds du résultat opérationnel;
- flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres;
- flux de fonds des mutations relatives aux participations, immobilisations corporelles et valeurs immatérielles;
- flux de fonds de l'activité bancaire.

### **D. Etat des capitaux propres**

L'état des capitaux propres montre de façon synoptique le solde initial, le solde final et une réconciliation entre ces deux chiffres pour chaque composante significative des capitaux propres, et ce pour chaque période de référence. Chaque mouvement significatif pour l'analyse de la situation économique doit être présenté séparément.

## E. Annexe

L'annexe doit être structurée comme suit:

- a. Indication de la raison sociale ou du nom ainsi que de la forme juridique et du siège de la banque;
- b. Principes de comptabilisation et d'évaluation:
  1. Indication du type de comptes et, éventuellement, du type du standard comptable international reconnu par la FINMA, ainsi que des principes de comptabilisation et d'évaluation des différents postes du bilan et des opérations hors bilan,
  2. Si des comptes individuels supplémentaires sont établis pour la première fois selon le principe de l'image fidèle: indication du mode de calcul des chiffres de l'exercice précédent ou renvoi aux comptes individuels statutaires de l'exercice précédent,
  3. Motivation des modifications des principes de comptabilisation et d'évaluation affectant l'exercice de référence, avec indication et commentaire de leurs influences, notamment sur les réserves latentes,
  4. Indications relatives à la saisie des opérations,
  5. Indications relatives au traitement des intérêts en souffrance,
  6. Indications relatives au traitement des différences de conversion des monnaies étrangères, à la méthode de conversion utilisée et aux principaux cours de conversion,
  7. Indications relatives au traitement du refinancement des positions contractées dans le cadre de l'activité de négoce;
- c. Indications relatives à la gestion des risques, particulièrement au niveau du traitement du risque de variation de taux, des autres risques de marché et des risques de crédit;
- d. Commentaire des méthodes appliquées pour l'identification des risques de défaillance et pour la détermination du besoin de corrections de valeur;
- e. Commentaire de l'évaluation des sûretés de crédit, en particulier des critères importants appliqués à la détermination des valeurs vénales et des valeurs de nantissement;
- f. Commentaire de la politique d'affaires lors de la mise en œuvre d'instruments financiers dérivés, y c. les commentaires en lien avec l'utilisation de la comptabilité de couverture (*hedge accounting*);
- g. Commentaire des événements significatifs survenus après la date du bilan;
- h. Motifs qui ont conduit à une démission de l'organe de révision avant le terme de son mandat;
- i. Informations relatives au bilan:
  1. Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs),
  2. Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises,

3. Répartition des opérations de négoce et des autres instruments financiers évalués à la juste valeur (actifs et passifs),
4. Présentation des instruments financiers dérivés (actifs et passifs),
5. Répartition des immobilisations financières,
6. Présentation des participations,
7. Indication des entreprises dans lesquelles la banque détient une participation permanente significative, directe ou indirecte,
8. Présentation des immobilisations corporelles,
9. Présentation des valeurs immatérielles,
10. Répartition des autres actifs et autres passifs,
11. Indication des actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété,
12. Indication des engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle ainsi que du nombre et du type des instruments de capitaux propres de la banque détenus par ces institutions,
13. Indications relatives à la situation économique des propres institutions de prévoyance,
14. Présentation des produits structurés émis,
15. Présentation des emprunts obligataires et des emprunts à conversion obligatoire en cours,
16. Présentation des corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que de leurs variations durant l'exercice de référence,
17. Présentation du capital social,
18. Nombre et valeur des droits de participation ou des options sur de tels droits accordés à tous les membres des organes de direction et d'administration ainsi qu'aux collaborateurs, et indications concernant d'éventuels plans de participation des collaborateurs,
19. Indication des créances et engagements envers les parties liées,
20. Indication des participants significatifs,
21. Indications relatives aux propres parts du capital et à la composition du capital propre,
22. Indications selon l'ordonnance du 20 novembre 2013 contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse<sup>52</sup> et l'art. 663c, al. 3, CO<sup>53</sup> applicables aux banques dont les titres de participation sont cotés,
23. Présentation de la structure des échéances des instruments financiers,
24. Présentation des actifs et passifs répartis entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile,

<sup>52</sup> RS 221.331

<sup>53</sup> RS 220

25. Répartition du total des actifs par pays ou par groupe de pays (principe du domicile),
  26. Répartition du total des actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque),
  27. Présentation des actifs et passifs répartis selon les monnaies les plus importantes pour la banque;
- j. Informations relatives aux opérations hors bilan:
28. Répartition et commentaires des créances et engagements conditionnels,
  29. Répartition des crédits par engagement,
  30. Répartition des opérations fiduciaires,
  31. Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution;
- k. Informations relatives au compte de résultat:
32. Répartition du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur,
  33. Indication d'un produit de refinancement significatif dans la rubrique Produit des intérêts et des escomptes ainsi que des intérêts négatifs significatifs,
  34. Répartition des charges de personnel,
  35. Répartition des autres charges d'exploitation,
  36. Commentaires des pertes significatives, des produits et charges extraordinaires ainsi que des dissolutions significatives de réserves latentes, de réserves pour risques bancaires généraux et de corrections de valeur et provisions libérées,
  37. Indication et motivation des réévaluations de participations et d'immobilisations corporelles jusqu'à concurrence de la valeur d'acquisition,
  38. Présentation du résultat opérationnel réparti entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile de l'exploitation,
  39. Présentation des impôts courants et latents, avec indication du taux d'imposition,
  40. Indications et commentaires sur le résultat par droit de participation pour les banques dont les titres de participation sont cotés.

*Annexe 2*  
(art. 68)

**Modification d'autres actes**

Les ordonnances suivantes sont modifiées comme suit:

...<sup>54</sup>

<sup>54</sup> Les mod. peuvent être consultées au RO **2014** 1269.

Annexe 3<sup>55</sup>  
(art. 2, al. 2 et 3)

### Classification des banques

Catégorie	Critères (en milliards de CHF)	
1	Total du bilan	≥ 250
	Actifs sous gestion	≥ 1000
	Dépôts privilégiés	≥ 30
	Fonds propres minimaux	≥ 20
2	Total du bilan	≥ 100
	Actifs sous gestion	≥ 500
	Dépôts privilégiés	≥ 20
	Fonds propres minimaux	≥ 2
3	Total du bilan	≥ 15
	Actifs sous gestion	≥ 20
	Dépôts privilégiés	≥ 0,5
	Fonds propres minimaux	≥ 0,25
4	Total du bilan	≥ 1
	Actifs sous gestion	≥ 2
	Dépôts privilégiés	≥ 0,1
	Fonds propres minimaux	≥ 0,05
5	Total du bilan	< 1
	Actifs sous gestion	< 2
	Dépôts privilégiés	< 0,1
	Fonds propres minimaux	< 0,05

<sup>55</sup> Introduite par le ch. 1 de l'annexe à l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1725).

**Ordonnance** **952.03**  
**sur les fonds propres et la répartition des risques des**  
**banques et des négociants en valeurs mobilières**  
**(Ordonnance sur les fonds propres, OFR)**

du 1<sup>er</sup> juin 2012 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2019)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu les art. 3, al. 2, let. b, 3g, 4, al. 2 et 4, 4<sup>bis</sup>, al. 2, et 56 de la loi  
du 8 novembre 1934 sur les banques (LB)<sup>1</sup>,

*arrête:*

**Titre 1 Dispositions générales**

**Chapitre 1 Objet, champ d'application et définitions**

**Art. 1** Principe

<sup>1</sup> Afin d'assurer la protection des créanciers et la stabilité du système financier, les banques et les négociants en valeurs mobilières doivent disposer de fonds propres adaptés à leurs activités et aux risques inhérents à ces activités, et limiter ces derniers de manière adéquate.

<sup>2</sup> Les banques et les négociants en valeur mobilières couvrent les risques de crédit, les risques de marché, les risques sans contrepartie et les risques opérationnels avec leurs fonds propres.

**Art. 2** Objet

<sup>1</sup> La présente ordonnance régit:

- a. les fonds propres pris en compte;
- b. les risques couverts par les fonds propres et le niveau de couverture;
- c. la répartition des risques, notamment les limites applicables aux gros risques, et le traitement des positions internes du groupe;
- d. les exigences particulières auxquelles doivent satisfaire les banques d'importance systémique.

<sup>2</sup> L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) peut édicter des prescriptions d'exécution techniques.

**Art. 3** Champ d'application

La présente ordonnance s'applique aux banques selon la LB et aux négociants en valeurs mobilières selon la loi du 24 mars 1995 sur les bourses<sup>2</sup> (ci-après banques).

**Art. 4** Définitions

Au sens de la présente ordonnance, on entend par:

- a. *bourse régulée*: un établissement réglementé et surveillé de manière appropriée conformément aux critères internationaux reconnus, qui a pour but l'achat et la vente simultanée de valeurs mobilières entre plusieurs négociants en valeurs mobilières et qui garantit ces transactions grâce à une liquidité de marché suffisante;
- b. *indice principal*: un indice qui englobe l'ensemble des valeurs mobilières traitées auprès d'une bourse régulée (indice général de marché) ou une sélection des valeurs mobilières les plus importantes de cette bourse, ou encore un indice regroupant les valeurs mobilières les plus importantes de différentes bourses régulées;
- c. *entreprise réglementée*: société opérant dans le secteur financier, tenue de respecter des prescriptions adéquates en matière de fonds propres, notamment au regard des risques d'exploitation, régulée selon des normes reconnues internationalement et surveillée par une autorité de surveillance des banques, des négociants en valeurs mobilières ou des assurances;
- d. *titre de participation*: titre représentant une participation au capital social d'une société;
- e. *instrument de capitaux propres*: titre de participation dans des fonds propres de base durs ou supplémentaires ainsi qu'instrument de dette des fonds propres de base supplémentaires ou des fonds propres complémentaires;
- f. *approche de la déduction correspondante*: approche dénommée «*corresponding deduction approach*» dans les standards minimaux de Bâle;
- g. *instrument de taux d'intérêt qualifié*: un instrument de taux d'intérêt:
  1. bénéficiant d'une notation des classes 1 à 4, accordée par au moins deux agences de notation reconnues,
  2. bénéficiant d'une notation des classes 1 à 4 accordée par une agence de notation reconnue, à condition qu'aucune autre agence de notation reconnue par la FINMA n'ait attribué une notation d'une classe inférieure,
  3. sans notation d'une agence de notation reconnue, mais avec un rendement à l'échéance et une durée résiduelle comparables aux titres disposant d'une notation des classes 1 à 4, dans la mesure où des titres de cet émetteur sont négociés auprès d'une bourse régulée ou d'un marché représentatif sur lequel au moins trois teneurs de marché indépendants les



uns des autres offrent en règle générale quotidiennement des cours qui sont publiés régulièrement, ou

4. sans notation externe d'une agence de notation reconnue (notation externe), mais avec une notation interne de la banque correspondant aux classes 1 à 4, dans la mesure où les titres de cet émetteur sont négociés auprès d'une bourse régulée ou d'un marché sur lequel au moins trois teneurs de marché indépendants les uns des autres offrent en règle générale quotidiennement des cours qui sont publiés régulièrement;
- h. *standards minimaux de Bâle*: les documents du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire déterminants pour calculer les fonds propres nécessaires<sup>3</sup>.

#### **Art. 5** Portefeuille de négoce

<sup>1</sup> Les banques peuvent détenir et gérer un portefeuille de négoce comportant des positions en instruments financiers et marchandises qui sont détenues à des fins de négoce ou qui servent à couvrir d'autres positions.

<sup>2</sup> Elles ne peuvent attribuer au portefeuille de négoce que les positions:

- a. dont la négociabilité n'est pas limitée par des accords contractuels; ou
- b. qui peuvent être couvertes intégralement à tout moment.

<sup>3</sup> Il y a intention de négoce lorsque la banque prévoit:

- a. de détenir les positions à court terme;
- b. de profiter des fluctuations à court terme des prix du marché, ou
- c. de réaliser des gains d'arbitrage.

<sup>4</sup> Les positions doivent être évaluées fréquemment et de manière précise. Le portefeuille de négoce doit être géré activement.

#### **Art. 6** Agences de notation

<sup>1</sup> La FINMA peut reconnaître une agence de notation si:

- a. sa méthode de notation et ses notations sont objectives;
- b. elle est indépendante, tout comme sa méthode de notation;
- c. elle met à disposition ses notations ainsi que les informations sous-jacentes;
- d. elle publie sa méthode de notation, son code de conduite, ses principes en matière de rémunération et les principales caractéristiques de ses notations;
- e. elle dispose de ressources suffisantes, et
- f. elle est crédible, comme ses notations.

<sup>2</sup> Elle publie une liste des agences de notation reconnues.

<sup>3</sup> Les standards minimaux de Bâle actuels peuvent être consultés à l'adresse [www.bis.org/bcb](http://www.bis.org/bcb)s ou demandés à la Banque des règlements internationaux, Centralbahnplatz 2, 4002 Bâle.

<sup>3</sup> Elle révoque la reconnaissance d'une agence de notation reconnue si celle-ci ne remplit plus les conditions requises.

## Chapitre 2 Consolidation

### Art. 7 Obligation de consolidation

<sup>1</sup> Les prescriptions en matière de fonds propres et de répartition des risques doivent être respectées non seulement au niveau de chaque établissement mais également au niveau du groupe financier ou du conglomérat financier (obligation de consolidation).

<sup>2</sup> La consolidation englobe toutes les sociétés du groupe actives dans le secteur financier selon l'art. 4 en relation avec l'art. 22 de l'ordonnance du 30 avril 2014 sur les banques (OB)<sup>4</sup>, exception faite:<sup>5</sup>

- a. des participations dans le domaine de l'assurance, qui ne sont consolidées, sous réserve de l'art. 12, que dans le cadre des prescriptions relatives à la répartition des risques;
- b. de la gestion des placements collectifs de capitaux pour le compte d'investisseurs ou de la détention du capital de fondation de sociétés de placement, qui n'entraînent pas d'obligation de consolidation des placements collectifs.

<sup>3</sup> Si la banque participe par le biais d'instruments de capitaux propres à une entreprise qui n'est pas consolidée en vertu de l'al. 2, let. a, ces instruments sont soumis à l'approche de la déduction correspondante.

<sup>4</sup> Si la banque participe par le biais d'instruments de capitaux propres à une entreprise qui n'est pas consolidée en vertu de l'al. 2, let. b, ces instruments sont soumis à l'approche de la déduction correspondante sans référence à un seuil.

### Art. 8 Types de consolidation et options de la banque

<sup>1</sup> Les participations majoritaires dans des entreprises à consolider sont intégrées globalement.

<sup>2</sup> En présence de participations détenues à hauteur de 50 % des voix avec un second actionnaire ou associé qui lui-même détient l'autre moitié («*joint venture*»), la banque peut opter pour la consolidation selon la méthode de l'intégration globale, la méthode de l'intégration proportionnelle ou l'approche de déduction correspondante.

<sup>3</sup> En présence de participations minoritaires de 20 % au moins dans des entreprises à consolider sur lesquelles la banque exerce, directement ou indirectement, une influence dominante avec d'autres détenteurs, la banque peut choisir la méthode de l'intégration proportionnelle ou l'approche de déduction correspondante.

<sup>4</sup> RS 952.02

<sup>5</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 4 de l'annexe 2 à l'O du 30 avr. 2014 sur les banques, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 1269).

<sup>4</sup> L'approche de déduction correspondante s'applique aux autres participations minoritaires.

<sup>5</sup> Selon la méthode de l'intégration proportionnelle, les fonds propres pris en compte et nécessaires, de même que les risques gros risques, sont pris en considération conformément au taux de détention.

<sup>6</sup> Les participations enregistrées selon l'approche de la déduction correspondante ne doivent pas être prises en compte dans la répartition des risques.

<sup>7</sup> L'approche de déduction visée aux al. 2 et 3 s'applique sans référence à un seuil.

#### **Art. 9** Traitement dérogatoire avec l'accord de la société d'audit

<sup>1</sup> Avec l'accord de la société d'audit, les participations suivantes peuvent être traitées en tant que participations ne devant pas être consolidées:

- a. les participations dans des entreprises dont l'influence sur le respect des dispositions sur les fonds propres est insignifiante du fait de leur taille et de leur activité;
- b. les sociétés du groupe significatives dont la période de détention est inférieure à une année.

<sup>2</sup> Les participations supérieures à 50 % des voix peuvent exceptionnellement être consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle avec l'approbation de la société d'audit, lorsqu'il est établi par contrat:

- a. que le soutien de l'entreprise tenue de consolider se limite à la quote-part de la banque; et
- b. que les autres actionnaires ou associés sont tenus, dans la mesure de leur quote-part, d'apporter leur soutien et sont légalement et financièrement aptes à le faire.

<sup>3</sup> Les participations ne devant pas être consolidées au sens de l'al. 1 sont soumises à l'approche de déduction correspondante, qui s'applique sans référence à un seuil.

#### **Art. 10** Prescriptions particulières

<sup>1</sup> Dans des cas dûment motivés, la FINMA peut dispenser intégralement ou partiellement une banque de respecter les dispositions sur les fonds propres et la répartition des risques sur une base individuelle, notamment lorsque les conditions prévues à l'art. 17 OB<sup>6</sup> sont remplies.<sup>7</sup>

<sup>2</sup> La FINMA peut, pour ce qui est des prescriptions relatives aux fonds propres qui doivent être respectées au niveau du groupe financier ou du conglomerat financier, prescrire des obligations complémentaires concernant la capitalisation appropriée d'une entreprise placée à la tête d'un groupe financier ou d'un conglomerat financier et non surveillée sur une base individuelle.

<sup>6</sup> RS 952.02

<sup>7</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 4 de l'annexe 2 à l'O du 30 avr. 2014 sur les banques, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 1269).

<sup>3</sup> Elle peut dans certains cas autoriser une banque à intégrer, dans ses états individuels, des sociétés du groupe actives dans le domaine financier (préconsolidation), en raison de leurs relations particulièrement étroites avec la banque.

#### **Art. 11**      Sous-groupes financiers

<sup>1</sup> L'obligation de consolidation s'applique à tout groupe financier, même lorsqu'un tel groupe est intégré dans un groupe financier ou un conglomérat financier dont il dépend et qui est déjà soumis à la surveillance de la FINMA.

<sup>2</sup> La FINMA peut, dans certains cas, exonérer un sous-groupe financier de l'obligation de consolidation, notamment:

- a. lorsque les sociétés du groupe sont actives exclusivement en Suisse, et
- b. lorsque le groupe financier ou le conglomérat financier auquel il appartient est lui-même soumis à une surveillance consolidée appropriée exercée par une autorité de surveillance des marchés financiers.

#### **Art. 12**      Assurances captives en matière de risques opérationnels

Les sociétés du groupe qui ont pour but exclusif l'assurance des risques opérationnels internes du groupe (assurances captives) peuvent, avec l'approbation de la FINMA, être consolidées intégralement à l'instar des sociétés du groupe actives dans le domaine financier et, le cas échéant, faire l'objet d'une préconsolidation (art. 10, al. 3).

#### **Art. 13**      Participations hors du secteur financier

Les limites maximales relatives aux participations qualifiées d'une banque dans des entreprises hors du secteur financier au sens de l'art. 4, al. 4, LB ne s'appliquent pas:

- a. lorsque de telles participations ont été acquises à titre transitoire dans le cadre d'un assainissement ou du sauvetage d'une entreprise;
- b. lorsque des valeurs mobilières ont été reprises pour la durée normale d'une opération d'émission, ou
- c. lorsque la différence entre la valeur comptable et la limite maximale applicable aux participations est entièrement couverte par des fonds propres librement disponibles.

### **Chapitre 3**

#### **Justification et publication de l'adéquation des fonds propres**

#### **Art. 14**      Justificatif des fonds propres

<sup>1</sup> Les banques attestent trimestriellement qu'elles disposent de fonds propres adéquats. La FINMA détermine ce que doit contenir le justificatif des fonds propres.

<sup>2</sup> Le justificatif des fonds propres sur une base consolidée est présenté semestriellement.

<sup>3</sup> Les justificatifs doivent être transmis à la Banque nationale suisse dans un délai de six semaines à compter de la fin du trimestre ou du semestre.

#### **Art. 15** Bases de calcul

La banque calcule les fonds propres pris en compte et nécessaires, qui sont rapportés dans le justificatif des fonds propres, en se basant sur le boucllement établi selon les prescriptions comptables de la FINMA. Cette dernière règle les dérogations y relatives.

#### **Art. 16** Publication

<sup>1</sup> Les banques informent le public de manière adéquate sur leurs risques et leurs fonds propres. Le mode de calcul des fonds propres pris en compte doit pouvoir être déduit clairement de l'établissement des comptes.

<sup>2</sup> Les banquiers privés qui ne font pas appel au public pour obtenir des dépôts de fonds sont exemptés de cette obligation.

<sup>3</sup> La FINMA édicte des prescriptions d'exécution techniques. Elle définit en particulier les informations qui doivent être publiées en sus de ce qui figure dans le boucllement annuel ou les boucllements intermédiaires.

### **Chapitre 4 Application simplifiée**

#### **Art. 17**

<sup>1</sup> Les banques peuvent mettre en œuvre sous une forme simplifiée diverses dispositions de cette ordonnance et des prescriptions d'exécution techniques émises par la FINMA:

- a. si elles peuvent ainsi éviter des coûts disproportionnés;
- b. si elles garantissent que la gestion des risques est adaptée à leur activité opérationnelle, et
- c. si la proportion des fonds propres minimaux par rapport aux fonds propres pris en compte est au moins maintenue.

<sup>2</sup> Les banques s'assurent du respect de ces conditions et documentent les modalités de l'application simplifiée.

## **Titre 2      Fonds propres pris en compte**

### **Chapitre 1    Généralités**

#### **Art. 18**      Eléments de capital

<sup>1</sup> Les fonds propres pris en compte se composent des fonds propres de base («*Tier 1 Capital*; T1») et des fonds propres complémentaires («*Tier 2 Capital*; T2»).

<sup>2</sup> Les fonds propres de base se composent des fonds propres de base durs («*Common Equity Tier 1*; CET1») et des fonds propres de base supplémentaires («*Additional Tier 1*; AT1»).

#### **Art. 19**      Absorption des pertes

<sup>1</sup> Les pertes sont absorbées par les éléments de capital selon les principes suivants:

- a. les pertes sont absorbées par les fonds propres de base durs avant de grever les fonds propres de base additionnels;
- b. les pertes sont absorbées par les fonds propres de base supplémentaires avant de grever les fonds propres complémentaires.

<sup>2</sup> Si certains instruments de la même composante de capital (hors CET1) n'absorbent pas les pertes de la même manière, il convient de le stipuler dans les statuts ou à l'émission de l'instrument.

#### **Art. 20**      Exigences communes applicables aux fonds propres

<sup>1</sup> Les fonds propres doivent être versés intégralement ou générés par des activités internes à concurrence de leur prise en compte.

<sup>2</sup> A l'émission, ils ne peuvent pas:

- a. être financés directement ou indirectement par octroi de crédit de la banque à des tiers;
- b. être compensés avec des créances de la banque;
- c. être couverts par des valeurs patrimoniales de la banque.

<sup>3</sup> En cas de liquidation, de faillite ou de procédure d'assainissement, ils doivent prendre rang après les créances non subordonnées de tous les autres créanciers.

<sup>4</sup> Les instruments de capital qui prévoient une conversion conditionnelle ou un abandon de créance pas seulement pour la survenance d'un risque d'insolvabilité (art. 29) sont pris en compte à titre d'élément de capital avec le statut précédant la conversion ou la réduction de la créance. Demeurent réservées:

- a.<sup>8</sup> la prise en compte en garantie des exigences en matière de volant de fonds propres, conformément à l'art. 43, al. 1, et à l'annexe 8, et

<sup>8</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7625).

- b. les dispositions du titre 5 relatives au capital convertible des banques d'importance systémique.

## **Chapitre 2 Calcul**

### **Section 1 Fonds propres de base durs («CET1»)**

#### **Art. 21** Eléments pris en compte

<sup>1</sup> Peuvent être pris en compte au titre de fonds propres de base durs:

- a. le capital social libéré;
- b. les réserves apparentes;
- c. les réserves pour risques bancaires généraux après déduction des impôts latents, en l'absence de provision suffisante;
- d. le bénéfice reporté;
- e.<sup>9</sup> le bénéfice de l'exercice en cours, limité au montant net après déduction de la part prévisible des dividendes, dans la mesure où une revue succincte satisfaisant aux exigences de la FINMA a été effectuée et qu'elle porte sur un compte de résultat complet au sens des dispositions d'exécution de la FINMA fondées sur l'art. 42 OB<sup>10</sup> ou selon un standard international reconnu par la FINMA.

<sup>2</sup> Les parts de fonds propres détenues par des minorités dans des entreprises réglementées consolidées intégralement peuvent être prises en compte dans la mesure où elles peuvent l'être dans ces entreprises elles-mêmes. Les excédents de fonds propres attribuables à des minorités, calculés sur la base d'exigences incluant le volant de fonds propres et les fonds propres supplémentaires, ne peuvent pas être en compte.

#### **Art. 22** Critères de prise en compte du capital social

<sup>1</sup> Le capital social peut être pris en compte au titre de fonds propres de base durs:

- a. s'il remplit les conditions prévues à l'art. 20;
- b. s'il a été directement émis conformément à une résolution ou une autorisation des propriétaires;
- c. s'il ne représente pas un engagement de la société;
- d. s'il est comptabilisé clairement et séparément au bilan conformément aux prescriptions régissant l'établissement des comptes;
- e. si sa durée est illimitée, sans qu'il soit soumis à des dispositions statutaires contraires ou à un engagement contractuel contraire de la banque;

<sup>9</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 4 de l'annexe 2 à l'O du 30 avr. 2014 sur les banques, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 1269).

<sup>10</sup> RS 952.02

- f. en cas de distribution aux détenteurs par prélèvement sur les réserves distribuables, sans aucune obligation ni privilège; et
- g. si les détenteurs ne jouissent d'aucun droit prioritaire ou privilégié au produit de la liquidation.

<sup>2</sup> Les actions privilégiées et le capital-participations peuvent être pris en compte au titre de fonds propres de base durs:

- a. s'ils remplissent les conditions définies à l'al. 1;
- b. s'ils répondent des pertes au même titre que le capital social sous forme de fonds propres de base durs, et
- c. si les actions ordinaires de l'émetteur en tant que société anonyme ne sont pas cotées auprès d'une bourse régulée.<sup>11</sup>

<sup>3</sup> Lors de l'évaluation du respect des conditions prévues aux al. 1 et 2, let. b, la FINMA tient compte de la forme juridique de la banque ainsi que des spécificités de son capital social.

#### **Art. 23** Types de capital social

<sup>1</sup> Le capital social est constitué, suivant la forme juridique de la banque, du capital-actions, du capital social, du capital de dotation ou du dépôt en commandite pour les sociétés de personnes (banquiers privés).

<sup>2</sup> La FINMA peut édicter des dispositions d'exécution techniques concernant la reconnaissance prudentielle du capital social des banques.

#### **Art. 24** Capital de dotation de banques de droit public

Si des prescriptions cantonales ou des statuts prévoient une échéance pour le capital de dotation des banques de droit public, celui-ci ne peut être pris en compte au titre de fonds propres de base durs si l'échéance:

- a. vise à pouvoir redéfinir les conditions, et
- b. n'entraîne pas le remboursement du capital de dotation.

#### **Art. 25** Apports de capital de banquiers privés

<sup>1</sup> Les apports de capital de banquiers privés peuvent être pris en compte au titre de fonds propres de base durs:

- a. si leur montant est fixé dans un contrat de société qui doit être approuvé par la FINMA;
- b. s'ils ne sont rémunérés ou ne donnent droit à une participation au gain qu'en cas de bénéfice suffisant au terme de l'exercice, et
- c. s'ils répondent des pertes au même titre qu'un dépôt en commandite.

<sup>11</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 4 de l'annexe 2 à l'O du 30 avr. 2014 sur les banques, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 1269).



<sup>2</sup> Les apports de capital ne peuvent être réduits que dans le cadre d'une procédure associant tous les associés indéfiniment responsables.

<sup>3</sup> Les fonds propres de base durs ne peuvent être diminués par une réduction des apports de capital que si les fonds propres restants sont conformes aux exigences de l'art. 41.

#### **Art. 26** Capital social

<sup>1</sup> Si les statuts de la société coopérative prévoient, à propos du capital, une reprise des parts sociales, ce capital peut être pris en compte au titre de fonds propres de base durs à condition que les statuts stipulent que la reprise:

- a. peut être refusée à tout moment et sans indications de motifs par les organes compétents; et
- b. n'aura lieu que si les fonds propres restants de la banque satisfont aux exigences définies à l'art. 41.

<sup>2</sup> Toute restriction du droit au produit de la liquidation doit:

- a. s'appliquer de la même manière à tous les détenteurs de parts sociales, et
- b. être prévue par les statuts.

<sup>3</sup> Il n'est possible de renoncer à une partie du produit de la liquidation qu'en faveur:

- a. d'une institution publique ou d'une institution privée exonérée d'impôts, ou
- b.<sup>12</sup> d'un organisme central au sens de l'art. 17 OB<sup>13</sup>, si la banque faisant l'objet de la liquidation est affiliée à cet organisme central.

<sup>4</sup> Les statuts ne doivent garantir aucune distribution aux détenteurs de parts sociales, même s'ils fixent un plafond.

## **Section 2** Fonds propres de base supplémentaires («AT1»)

#### **Art. 27** Critères de prise en compte

<sup>1</sup> Un instrument de capital peut être pris en compte au titre de fonds propres de base supplémentaires:

- a. s'il satisfait aux exigences définies aux art. 20 et 29;
- b. s'il est à durée illimitée et que la banque, à l'émission, ne suscite aucun espoir de remboursement ou d'accord de l'autorité de surveillance en ce sens;
- c. si la banque est autorisée à procéder à un remboursement cinq ans au plus tôt après l'émission;

<sup>12</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 4 de l'annexe 2 à l'O du 30 avr. 2014 sur les banques, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 1269).

<sup>13</sup> RS 952.02

- d. si, à l'émission, la banque précise que l'autorité de surveillance n'autorisera un remboursement qu'aux conditions suivantes:
  - 1. les fonds propres restants satisfont aux exigences de l'art. 41, ou
  - 2. suffisamment de fonds propres de qualité au moins égale sont émis;
- e. s'il ne présente aucune caractéristique compliquant de quelque manière que ce soit une augmentation du capital social de la banque;
- f. à condition que les distributions aux bailleurs de fonds par la banque soient volontaires et n'aient lieu que si des réserves distribuables sont disponibles, et
- g. s'il est exclu que les distributions aux bailleurs de fonds augmenteront pendant la durée en raison du risque de crédit propre à l'émetteur.

<sup>2</sup> Les titres de participation peuvent être pris en compte au titre de fonds propres de base supplémentaires s'ils remplissent les conditions définies à l'al. 1.

<sup>3</sup> Les engagements qui remplissent les conditions définies à l'al. 1 peuvent être pris en compte au titre de fonds propres de base supplémentaires lorsqu'ils deviennent caducs lors de la survenance d'un événement («*trigger*») défini par contrat, ou au plus tard lors du passage sous un seuil inférieur à 5,125 % des fonds propres de base durs, par:

- a. une réduction de créance, ou
- b. une conversion en fonds propres de base durs.

<sup>4</sup> Les conditions d'émission d'un instrument de capital lié à une réduction de créance conditionnelle peuvent accorder au bailleur de fonds un droit conditionnel différé à participer à une amélioration de la situation financière de la banque. Ce droit ne doit pas porter atteinte de façon substantielle au renforcement de la base de fonds propres de la banque au moment de la réduction de créance.

<sup>5</sup> La FINMA approuve avant l'émission d'un instrument de capital:

- a. l'événement défini par contrat, mentionné à l'al. 3, et
- b. le cadre dans lequel le droit à participer à l'amélioration visée à l'al. 4 est admis.

<sup>6</sup> Les dispositions de l'art. 21, al. 2, relatives à la prise en compte de parts de fonds propres détenues par des minorités dans des entreprises réglementées faisant l'objet d'une consolidation intégrale s'appliquent par analogie.

## **Art. 28** Disponibilité au sein du groupe financier

Les fonds propres de base supplémentaires émis par une société ad-hoc non opérationnelle («*special purpose entity*») sont pris en compte sur une base consolidée lorsqu'ils sont transmis immédiatement et intégralement, en qualité égale ou supérieure, à la société faitière du groupe ou à une entité opérationnelle de la banque.

**Art. 29** Risque d'insolvabilité («*point of non-viability*, PONV») 

<sup>1</sup> Les conditions d'émission ou les statuts doivent prévoir qu'en cas de survenance d'un risque d'insolvabilité, les fonds propres de base supplémentaires contribueront à l'assainissement de la banque par le biais d'une annulation de créance ou d'une conversion. Dans ce cas, les créances des créanciers seront amorties en totalité.

<sup>2</sup> La conversion en fonds propres de base durs ou l'annulation de créance doit intervenir au plus tard:

- a. avant le recours à une aide des pouvoirs publics, ou
- b. lorsque la FINMA l'ordonne afin d'éviter une insolvabilité.

<sup>3</sup> En ce qui concerne les titres de participation qui sont pris en compte à titre de fonds propres de base supplémentaires et ne présentent pas de mécanisme d'absorption des pertes au sens de l'al. 1, le contrat ou les statuts doivent prévoir la renonciation irrévocable, en cas de risque d'insolvabilité, à tout privilège par rapport au capital social qualifié de fonds propres de base durs.

**Section 3** Fonds propres complémentaires («Tier2»)**Art. 30** Critères de prise en compte

<sup>1</sup> Un instrument de capital peut être pris en compte au titre de fonds propres complémentaires:

- a. s'il satisfait aux exigences des art. 20 et 29, al. 1 et 2;
- b. s'il a une durée initiale d'au moins cinq ans et que les conditions d'émission ne contiennent pas d'incitation au remboursement pour la banque;
- c. si la banque est autorisée à procéder à un remboursement au bout de cinq ans au plus tôt après l'émission;
- d. si, à l'émission, la banque précise que l'autorité de surveillance n'autorisera un remboursement anticipé qu'aux conditions suivantes:
  1. les fonds propres restants satisfont aux exigences de l'art. 41, ou
  2. suffisamment de fonds propres de qualité au moins égale sont émis;
- e. s'il est exclu que les distributions aux bailleurs de fonds augmenteront pendant la durée en raison du risque de crédit propre à l'émetteur.

<sup>2</sup> Pendant les cinq années précédant l'échéance ultime, la prise en compte des instruments de capital des fonds propres complémentaires diminue chaque année à raison de 20 % du montant nominal. Il n'y a plus aucune prise en compte la dernière année.

<sup>3</sup> Les dispositions de l'art. 21, al. 2, ainsi que des art. 28 et 29, al. 1 et 2, s'appliquent par analogie.

<sup>4</sup> La FINMA précise dans des dispositions d'exécution technique les conditions de prise en compte d'éléments supplémentaires des fonds propres complémentaires, notamment en ce qui concerne:

- a. les banques de droit public;
- b. les apports de capital des associés indéfiniment responsables de banques privées envers celles-ci qui ne satisfont pas aux exigences formulées à l'art. 25; et
- c. les réserves latentes.

## Section 4 Corrections

### Art. 31 Généralités

<sup>1</sup> Le calcul des corrections des fonds propres pris en compte doit être effectué de la même manière pour les établissements individuels et les groupes financiers consolidés.

<sup>2</sup> Le montant déterminant d'une correction est la valeur inscrite au bilan. Les effets anticipés de l'imposition peuvent être pris en compte pour réduire la correction:

- a. si le passif fiscal et la position correspondante s'éteignent automatiquement au même moment, ou
- b. si cela est expressément prévu par la présente ordonnance ou par les dispositions techniques d'exécution de la FINMA.

<sup>3</sup> La FINMA peut prévoir dans les dispositions techniques d'exécution des corrections pour les banques qui établissent leurs comptes selon les normes internationales reconnues en la matière.

### Art. 31<sup>a</sup><sup>14</sup> Modifications de la valeur du jour des propres engagements consécutifs à une modification du risque de crédit de la banque

<sup>1</sup> Lors du calcul des fonds propres de base durs, il est requis de neutraliser l'ensemble des profits et pertes non réalisés, affectant les propres engagements suite à des modifications de leur valeur actuelle du fait des changements relatifs au risque de crédit de la banque.

<sup>2</sup> En outre, tous les ajustements de valeur d'engagements dérivés découlant du risque de crédit de la banque doivent être neutralisés.

<sup>3</sup> La compensation d'ajustements de valeur dus au risque de crédit de la banque par des ajustements de valeur dus au risque de crédit des contreparties n'est pas autorisée.

### Art. 32 Déduction des fonds propres de base durs

Sont à déduire intégralement des fonds propres de base durs:

- a. une perte reportée et la perte de l'exercice en cours;

<sup>14</sup> Introduit par le ch. 4 de l'annexe 2 à l'O du 30 avr. 2014 sur les banques, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 1269).

- b. un besoin non couvert de correctifs de valeurs et de provisions de l'exercice en cours;
- c. la survaleur «*goodwill*», y compris celle qui a le cas échéant été prise en compte dans l'évaluation des participations importantes dans des entreprises du secteur financier hors du domaine de consolidation, et les valeurs immatérielles, à l'exception des droits de gestion hypothécaire «*mortgage servicing rights*; MSR»;
- d. les créances fiscales latentes «*deferred tax assets*, DTA» dont la réalisation dépend de la rentabilité future, une compensation avec des engagements fiscaux latents correspondants n'étant autorisée que dans le cadre de la même compétence fiscale géographique et matérielle, font exception les DTA résultant d'écarts temporels «*temporary differences*»;
- e. dans le cas des banques qui utilisent l'IRB<sup>15</sup> (art. 77), le montant correspondant à la différence entre les pertes attendues calculées selon cette approche et les correctifs de valeur selon les standards minimaux de Bâle;
- f. les produits de cessions de créances en relation avec des opérations de titrisation «*gain on sale related to securitization transactions*»;
- g. les créances inscrites au bilan envers des fonds de pension avec primauté des prestations «*defined benefit pension fund assets*», conformément aux prescriptions correspondantes des standards minimaux de Bâle;
- h. les positions nettes longues selon l'art. 52 en propres titres de participation qui font partie des fonds propres de base durs, détenues en propre directement ou indirectement, dans le portefeuille de négoce ou en dehors de celui-ci, pour autant qu'elles n'aient pas déjà été comptabilisées au passif du compte de résultat;
- i. les participations qualifiées au capital d'une autre société du secteur financier, dans la mesure où celle-ci participe également au capital de la banque «*reciprocal holdings*»;
- j.<sup>16</sup> dans le cadre du calcul par établissement si la FINMA n'autorise pas la pondération des risques selon l'annexe 4, ch. 1.6 ou 1.7: les positions nettes longues, calculées selon l'art. 52, en participations détenues directement dans des sociétés à consolider opérant dans le secteur financier;
- k. les déductions résultant d'une option correspondante choisie par la banque dans le cadre des dispositions relatives à la consolidation figurant à aux art. 7, al. 4, 8, al. 2 et 3, et 9, al. 1 et 3.

**Art. 33** Approche de la déduction correspondante

<sup>1</sup> Si la banque détient des instruments de capitaux propres dans une société du secteur financier, les déductions doivent être effectuées selon l'approche de la déduc-

<sup>15</sup> Internal Ratings-based Approach

<sup>16</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 21 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5241).

tion correspondante. La valeur de ces instruments sera déduite de la composante des fonds propres de la banque qui correspond à la composante au niveau correspondant de l'entreprise tierce.

<sup>1bis</sup> S'agissant des exigences de la présente section, les instruments de dette qui ont été émis par des banques d'importance systémique actives au niveau international pour absorber les pertes lors de mesures en cas d'insolvabilité et qui sont visés à l'art. 126a, al. 1, sont traités comme des instruments de fonds propres complémentaires.<sup>17</sup>

<sup>2</sup> Si la banque ne dispose d'aucun capital ou dispose d'un capital suffisant dans la composante correspondante des fonds propres pris en compte pour procéder à la déduction, celle-ci sera réalisée dans la composante des fonds propres immédiatement supérieure.

**Art. 34** Déduction de positions de propres instruments de capitaux propres en dehors des fonds propres de base durs

<sup>1</sup> Les positions nettes longues en instruments de capital dans les fonds propres de base supplémentaires et les fonds propres complémentaires calculées selon l'art. 52, détenues en propre directement ou indirectement, doivent être déduites selon l'approche de la déduction correspondante.

<sup>2</sup> Dans le cas de l'approche de la déduction correspondante selon l'al 1 des instruments des fonds propres complémentaires, les titres de la même émission ne sont pas l'objet d'une prise en compte limitée selon l'art. 30, al. 2 (amortissement), et les valeurs nominales peuvent être compensées mutuellement.

**Art. 35** Déduction en fonction de seuils

<sup>1</sup> La déduction en fonction de seuils (*«threshold deduction»*) consiste à déduire la part dépassant le seuil. Le seuil est calculé sur la base des positions d'une banque mesurées à un pourcentage prédéfini de ses fonds propres de base durs conformément aux standards minimaux de Bâle.

<sup>2</sup> Le seuil 1 correspond à 10 % des fonds propres de base durs au terme de toutes les corrections selon les art 31, al. 3, et 32, let. a à i et k.

<sup>3</sup> Le seuil 2 correspond à 10 % des fonds propres de base durs au terme de toutes les corrections selon les art. 31, al. 3, et 32, y compris les éventuelles déductions des fonds propres de base durs résultant du calcul du seuil 1 (en vertu de l'art. 37, al. 1 et 2).

<sup>4</sup> Le seuil 3 est déterminé de telle sorte que, après prise en compte de toutes les adaptations réglementaires, y compris la déduction du montant dépassant ce seuil selon l'art. 40, al. 1, le montant restant des trois positions ne dépasse pas 15 % des fonds propres de base durs.<sup>18</sup>

<sup>17</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 21 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5241).

<sup>18</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 4 de l'annexe 2 à l'O du 30 avr. 2014 sur les banques, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 1269).

**Art. 36** Approche de la déduction déterminante pour les instruments de capitaux propres

<sup>1</sup> L'approche de la déduction à appliquer en vertu de l'art. 37 ou en vertu de l'art. 38, s'agissant des instruments de capitaux propres que la banque détient dans une entreprise du secteur financier, est déterminée par le pourcentage, calculé selon l'art. 52, des titres de participation que la banque détient directement ou indirectement dans une telle entreprise ainsi que d'autres formes d'investissement dans de tels titres qui, synthétiquement, présentent le même risque (titres détenus).<sup>19</sup>

<sup>2</sup> L'approche conformément à l'art. 38, al. 1, s'applique aux instruments de capitaux propres dans une société que la banque détient sous forme de fonds propres de base supplémentaires ou de fonds propres complémentaires et qui sont déductibles de ses fonds propres de base durs conformément à l'art. 32, let. i, j et k.

**Art. 37** Titres de participation dans des sociétés du secteur financier jusqu'à hauteur de 10 %

<sup>1</sup> Une banque qui détient au maximum 10 % de titres de participation dans une société du secteur financier sous forme de fonds propres de base durs, déduit de ses composantes de fonds propres la part dépassant le seuil 1 des valeurs inscrites au bilan de tous les instruments de capitaux propres qu'elle détient au total dans toutes les sociétés du secteur financier. Cette disposition s'applique également si la banque détient, dans une société du secteur financier, uniquement des instruments de capitaux propres qui ne constituent pas des fonds propres durs.<sup>20</sup>

<sup>2</sup> Le montant à déduire selon l'al. 1 est réparti selon l'approche de la déduction correspondante en fonction du rapport initial entre tous les instruments de capitaux propres détenus par la banque dans les sociétés concernées avant la déduction.

<sup>3</sup> La part des valeurs inscrites au bilan additionnées selon l'al. 1, qui est inférieure au seuil, est pondérée en fonction des risques. La pondération a lieu pour chaque composante de fonds propres en fonction de son attribution au portefeuille de banque ou de négoce avant la déduction.

**Art. 38** Titres de participation dans des sociétés du secteur financier supérieur à 10 %

<sup>1</sup> Une banque qui détient plus de 10 % de titres de participation dans une société du secteur financier sous forme de fonds propres de base durs, est tenue de traiter sans seuil, selon l'approche de la déduction correspondante, tous les instruments des fonds propres de base supplémentaires et des fonds propres complémentaires qu'elle détient dans cette même société.<sup>21</sup>

<sup>19</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 4 de l'annexe 2 à l'O du 30 avr. 2014 sur les banques, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 1269).

<sup>20</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 4 de l'annexe 2 à l'O du 30 avr. 2014 sur les banques, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 1269).

<sup>21</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 4 de l'annexe 2 à l'O du 30 avr. 2014 sur les banques, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 1269).

<sup>2</sup> Elle doit déduire de ses fonds propres de base durs, tant au niveau du calcul par établissement individuel que sur le plan consolidé, la part de la somme des valeurs inscrites au bilan pour toutes les parts détenues directement ou indirectement dans les fonds propres de base durs de telles sociétés en dehors du domaine de consolidation qui dépasse le seuil 2.

<sup>3</sup> Si le montant calculé selon l'al. 2 est inférieur au seuil, il est traité selon l'art. 40.

#### **Art. 39**            Autres déductions selon le seuil 2

<sup>1</sup> La banque doit déduire séparément de ses fonds propres de base durs les montants dépassant le seuil 2 dans le cas:

- a. des droits de gestion hypothécaire «*mortgage servicing rights*», et
- b. des créances fiscales latentes «*deferred tax assets, DTA*» résultant d'écarts temporels «*temporary differences*».

<sup>2</sup> Les montants inférieurs au seuil sont traités selon l'art. 40.

#### **Art. 40**            Déductions selon le seuil 3

<sup>1</sup> Les valeurs du bilan résultant de l'approche décrite aux art. 38, al. 2 et 3, et 39, qui sont inférieures au seuil 2, sont additionnées et mesurées à l'aune du seuil 3. La banque doit déduire de ses fonds propres de base durs le montant qui dépasse le seuil 3.

<sup>2</sup> La banque appliquera une pondération-risque de 250 % aux montants inférieurs au seuil 3.

### **Titre 3            Fonds propres nécessaires**

#### **Chapitre 1       Généralités**

#### **Art. 41**            Composition

Les fonds propres nécessaires se composent:

- a. des fonds propres minimaux;
- b. du volant de fonds propres;
- c.<sup>22</sup> du volant anticyclique;
- c<sup>bis</sup>.<sup>23</sup> du volant anticyclique étendu, et
- d. des fonds propres supplémentaires.

<sup>22</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1725).

<sup>23</sup> Introduite par le ch. I de l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1725).



**Art. 42** Fonds propres minimaux

<sup>1</sup> Après les déductions effectuées selon les art. 31 à 40, les banques doivent détenir au total un niveau minimum de fonds propres équivalant à 8,0 % des positions pondérées. Au moins 4,5 % des positions pondérées doivent être couvertes sous forme de fonds propres de base durs et au moins 6,0 % sous forme de fonds propres de base.<sup>24</sup>

<sup>2</sup> Les positions pondérées comprennent:

- a. les positions pondérées en fonction de leur risque de crédit (art. 49) et des positions pondérées résultant de transactions non exécutées (art. 76);
- b. les risques sans contrepartie pondérés selon l'art. 79;
- c. 12,5 fois les fonds propres minimaux pour les risques de marché (art. 80 à 88);
- d. 12,5 fois les fonds propres minimaux pour les risques opérationnels (art. 89 à 94);
- e. 12,5 fois les fonds propres minimaux pour les risques liés à des engagements de garantie envers des contreparties centrales (art. 70);
- f. 12,5 fois les fonds propres minimaux pour le risque d'éventuels ajustements de valeur de dérivés opérés en raison du risque de crédit de contrepartie (art. 55).

<sup>3</sup> Une banque doit informer la FINMA dès qu'elle ne dispose plus des fonds propres minimaux selon l'al. 1.

<sup>4</sup> Une banque ne disposant pas des fonds propres minimaux selon les al. 1 et 2 ne respecte pas les prescriptions en matière de fonds propres au sens de l'art. 25, al. 1, LB.

**Art. 43** Volant de fonds propres

<sup>1</sup> Les banques doivent détenir en permanence un volant de fonds propres supérieur aux fonds propres minimaux jusqu'à ce que le ratio total de fonds propres selon les prescriptions de l'annexe 8 soit atteint. Sont réservées les exigences particulières plus élevées applicables aux banques d'importance systémique visées au titre 5.<sup>25</sup>

<sup>2</sup> Les banques dont le volant de fonds propres est temporairement inférieur aux exigences en raison de circonstances particulières imprévisibles comme une crise du système financier suisse ou international n'enfreignent pas les exigences relatives aux fonds propres.

<sup>3</sup> Lorsque le volant de fonds propres est inférieur aux exigences, la FINMA fixe un délai pour remédier à cette situation.

<sup>24</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1725).

<sup>25</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1725).

**Art. 44** Volant anticyclique

<sup>1</sup> La Banque nationale suisse peut demander au Conseil fédéral de contraindre les banques à conserver également en Suisse, sous forme de fonds propres de base durs, un volant anticyclique correspondant, au plus, à 2,5 % des positions pondérées afin:

- a. de renforcer la résistance du secteur bancaire face aux risques d'une croissance excessive du crédit; ou
- b. de lutter contre les risques d'une croissance excessive du crédit.

<sup>2</sup> Elle consulte la FINMA avant de remettre sa demande et informe dans le même temps le Département fédéral des finances. Si le Conseil fédéral approuve la demande, il modifie, en annexe, la présente ordonnance dans le sens de la demande.

<sup>3</sup> Le volant anticyclique peut se limiter à certaines positions de crédit. Il est supprimé ou adapté aux nouvelles circonstances si les critères déterminants pour l'ordonner ne sont plus remplis. La procédure est régie par les al. 1 et 2.

<sup>4</sup> L'art. 43, al. 2 et 3, s'applique par analogie au volant anticyclique.

**Art. 44<sup>a</sup>**<sup>26</sup> Volant anticyclique étendu

<sup>1</sup> Les banques dont le total du bilan s'élève au moins à 250 milliards de francs et l'engagement total à l'étranger au moins à 10 milliards de francs, ou dont l'engagement total à l'étranger s'élève au moins à 25 milliards de francs, doivent détenir un volant anticyclique étendu sous forme de fonds propres de base durs.

<sup>2</sup> Pour ces banques, le montant du volant anticyclique étendu correspond à la moyenne pondérée des volants anticycliques appliqués, selon la liste publiée par le Comité de Bâle, par les Etats membres dans lesquels les créances déterminantes de la banque envers le secteur privé se situent; il ne peut excéder 2,5 % des positions pondérées. Les créances envers des banques et les pouvoirs publics ne sont pas considérés comme des créances envers le secteur privé.

<sup>3</sup> La pondération des ratios pour chaque Etat membre correspond au total de l'exigence de fonds propres pour les expositions de crédit envers le secteur privé situées dans cet Etat divisé par le total de l'exigence de fonds propres de la banque pour les expositions de crédit envers le secteur privé.

<sup>4</sup> Le montant déterminant pour la Suisse en matière de volant anticyclique étendu correspond au volant anticyclique détenu pour l'ensemble des positions en vertu de l'art. 44. Le volant visé à l'art. 44 est pris en compte pour le volant anticyclique étendu.

<sup>5</sup> Un volant anticyclique limité à certaines positions de crédit en vertu de l'art. 44, al. 3, n'est pas pris en considération pour le volant anticyclique étendu.

<sup>6</sup> L'art. 43, al. 2 et 3, s'applique par analogie.

<sup>26</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1725).

**Art. 45<sup>27</sup>** Fonds propres supplémentaires

La FINMA peut, dans des circonstances particulières et au cas par cas, exiger que les banques détiennent des fonds propres supplémentaires si le niveau minimum de fonds propres fixé à l'art. 42 et le volant de fonds propres fixé à l'art. 43 ne garantissent pas une sécurité suffisante, notamment en ce qui concerne:

- a. les activités commerciales;
- b. les risques encourus;
- c. la stratégie d'affaires;
- d. la qualité de la gestion des risques, ou
- e. le niveau de développement des techniques utilisées.

**Art. 46<sup>28</sup>** Ratio d'endettement maximal (*leverage ratio*)

<sup>1</sup> Après les déductions effectuées selon les art. 31 à 40, les banques doivent détenir des fonds propres de base équivalant à 3 % des positions non pondérées (engagement total).

<sup>2</sup> L'engagement total correspond au dénominateur du *leverage ratio* calculé conformément aux standards minimaux de Bâle. La FINMA édicte des dispositions d'exécution techniques. Elle se fonde à cet égard sur les standards minimaux de Bâle.

**Art. 47** Calculs parallèles en cas d'utilisation d'approches des modèles

La FINMA peut exiger des banques qui déterminent leurs fonds propres nécessaires à l'aide d'approches des modèles soumises à autorisation (approche IRB, méthode des modèles EPE<sup>29</sup>, approche des modèles relative aux risques de marché, ou approche spécifique aux établissements) un calcul parallèle des fonds propres nécessaires selon une approche standard qu'elle juge appropriée.

**Chapitre 2 Risques de crédit****Section 1 Généralités****Art. 48** Définition

<sup>1</sup> La notion de risque de crédit, dans le cadre du calcul des fonds propres nécessaires, désigne le risque de perte qui survient:

- a. lorsqu'une contrepartie n'est pas en mesure d'honorer ses engagements contractuels, ou

<sup>27</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1725).

<sup>28</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7625).

<sup>29</sup> Expected-Positive-Exposure

- b. lorsque des instruments financiers émis par des tiers, notamment des titres de participation, des instruments de taux d'intérêt et des parts à des placements collectifs de capitaux, subissent une dépréciation de valeur.

<sup>2</sup> Dans le cas de dérivés, d'opérations de mise en pension ou d'opérations similaires, est réputé risque de crédit de contrepartie le risque de crédit envers la contrepartie et non le risque de crédit lié aux instruments financiers sous-jacents.<sup>30</sup>

#### **Art. 49** Positions à pondérer en fonction du risque

<sup>1</sup> Les positions doivent être pondérées en fonction du risque si elles présentent un risque de crédit et qu'aucune déduction des fonds propres au sens des art. 31 à 40 n'est prévue.

<sup>2</sup> Le terme positions désigne:

- a. les créances, y compris les crédits d'engagement non enregistrés à l'actif;
- b. les créances liées à des opérations de titrisation;
- c. les autres opérations hors bilan converties en leur équivalent-crédit;
- d. les positions nettes en titres de participation et instruments de taux d'intérêt hors du portefeuille de négoce;
- e. les positions nettes en titres de participation et instruments de taux d'intérêt du portefeuille de négoce lors de l'utilisation de l'approche *de minimis* (art. 82, al. 1, let. a);
- f. les positions nettes en propres titres et en participations qualifiées du portefeuille de négoce.

<sup>3</sup> Lorsqu'une position composée de contreparties liées au sens de l'art. 109 n'est pas répartie en fonction des diverses contreparties elle doit être pondérée avec le facteur le plus élevé applicable aux diverses contreparties liées.

#### **Art. 50** Approches

<sup>1</sup> La pondération des diverses positions en vue de déterminer les fonds propres minimaux nécessaires au titre des risques de crédit selon l'art. 42, al. 2, let. a, est effectuée selon une des approches suivantes:

- a. l'approche standard internationale (AS-BRI, art. 63 à 75), ou
- b. l'approche fondée sur les notations internes (IRB, art. 77).

<sup>2</sup> Les approches IRB et AS-BRI peuvent être combinées.

<sup>3</sup> Le recours à l'approche IRB requiert une autorisation de la FINMA. Cette dernière fixe les conditions de l'autorisation.

<sup>4</sup> Elle édicte les dispositions d'application techniques relatives aux risques de crédit et aux opérations de titrisation.

<sup>30</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2017 7625).

## Section 2 Calcul des positions

### Art. 51 Position nette

<sup>1</sup> Les positions nettes sont calculées comme suit:

- stock physique, plus les prétentions portant sur la restitution des titres prêtés, déduction faite des engagements de restituer les titres empruntés
- + achats au comptant et à terme non exécutés (y compris les «*financial futures*» et les «*swaps*»)
- ./. ventes au comptant et à terme non exécutées (y compris les «*financial futures*» et les «*swaps*»)
- + engagements fermes de reprise liés aux émissions, déduction faite des sous-participations accordées et des souscriptions fermes, dans la mesure où elles éliminent le risque de prix encouru par la banque
- + prétentions à la livraison liées à l'achat de «*calls*» pondérés au facteur delta
- ./. engagements de livraison liés à l'émission de «*calls*» pondérés au facteur delta
- + engagements de reprise liés à l'émission de «*puts*» pondérés au facteur delta
- ./. prétentions à la cession liées à l'achat de «*puts*» pondérés au facteur delta.

<sup>2</sup> Les correctifs de valeurs et les provisions spécifiques portés au passif doivent être déduits de la position nette.

<sup>3</sup> Les positions nettes positives sont désignées par les termes «positions nettes longues» et les montants absolus des positions nettes négatives par «positions nettes courtes».

### Art. 52 Positions nettes pour les instruments de capitaux propres d'entreprises actives dans le secteur financier

<sup>1</sup> Les positions nettes pour les instruments de capitaux propres d'entreprises actives dans le secteur financier sont calculées comme suit, compte tenu des exigences supplémentaires prévues aux al. 2 et 3:

- Stock physique, plus positions synthétiques et prétentions portant sur la restitution des titres prêtés, déduction faite des engagements de restituer les titres empruntés
- + achats au comptant et à terme non exécutés (y compris les «*financial futures*» et les «*swaps*»)
- ./. ventes au comptant et à terme non exécutées (y compris les «*financial futures*» et les «*swaps*»)
- ./. positions en rapport avec des opérations d'émission, détenues pendant cinq jours ouvrables ou moins
- + prétentions à la livraison liées à l'achat de «*calls*» pondérés au facteur delta

- ./ engagements de livraison liés à l'émission de «calls» pondérés au facteur delta
- + engagements de reprise liés à l'émission de «puts» pondérés au facteur delta
- ./ préentions à la cession liées à l'achat de «puts» pondérés au facteur delta.

<sup>2</sup> Dans le cas d'instruments détenus directement qui sont des instruments de capitaux propres ou des instruments par l'intermédiaire desquels des instruments de capitaux propres sont détenus indirectement ou synthétiquement, exception faite des propres instruments de capitaux propres, la compensation de positions longues et de positions courtes est autorisée uniquement si:<sup>31</sup>

- a. les positions longues et les positions courtes se rapportent au même instrument de fonds propres; et
- b. la position courte de l'instrument a la même durée que la position longue ou que sa durée résiduelle est d'un an au minimum.

<sup>3</sup> Pour les propres instruments de capitaux propres, les positions nettes suivantes doivent être déterminées pour chaque composante (CET1, AT1 et T2) et être déduites de la composante correspondante conformément aux art. 32 à 34:

- a. la position nette des propres instruments de capitaux propres détenus directement ou synthétiquement, les positions longues et les positions courtes pouvant être compensées uniquement si elles se rapportent au même instrument de fonds propres et que la position courte ne présente pas de risque de contrepartie;
- b. la position nette des propres instruments de capitaux propres détenus indirectement par l'intermédiaire d'un instrument financier tel qu'un indice ou une option sur indice, la compensation n'étant autorisée que si la position longue et la position courte se rapportent au même instrument de base; le risque de contrepartie lié à la position courte doit être couvert.

#### **Art. 53** Positions résultant des opérations hors bilan

<sup>1</sup> Les opérations hors bilan sont converties en équivalent-crédit au moyen de facteurs de conversion. Cet équivalent correspond à la position qui doit être pondérée en fonction du risque.

<sup>2</sup> Les banques utilisant l'IRB calculent l'équivalent-crédit des engagements conditionnels et des engagements irrévocables selon les règles de l'AS-BRI lorsque l'IRB ne contient aucune disposition correspondante.

#### **Art. 54** Engagements conditionnels et engagements irrévocables

<sup>1</sup> L'équivalent-crédit des engagements conditionnels et des engagements irrévocables est obtenu, dans l'AS-BRI, par la multiplication de la valeur nominale ou de

<sup>31</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 4 de l'annexe 2 à l'O du 30 avr. 2014 sur les banques, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 1269).

la valeur actualisée de chaque transaction par son facteur de conversion en équivalent-crédit selon l'annexe 1.

<sup>2</sup> Les engagements conditionnels pour lesquels la banque a cédé des sous-participations peuvent, dans les limites de la sous-participation, être traités comme des créances directes à l'égard des sous-participants respectifs.

#### **Art. 55** Risque d'éventuels ajustements de valeur de dérivés

<sup>1</sup> En plus des risques de défauts de paiement de contreparties en dérivés selon les art. 50 et 56, les banques doivent aussi couvrir par des fonds propres minimaux le risque de perte sur la valeur de marché au moyen d'ajustements de valeur de dérivés fondés sur le risque de crédit de contrepartie.<sup>32</sup>

<sup>2</sup> La FINMA définit la méthode de calcul pour les fonds propres minimaux correspondants compte tenu de la méthode de calcul retenue pour les équivalents-crédit (art. 56) et pour les risques de marché (art. 82). Elle se fonde à cet égard sur les standards minimaux de Bâle.

<sup>3</sup> Elle propose une méthode de calcul simplifiée conservatrice aux banques n'ayant pas opté pour une approche des modèles selon l'art. 56 ou selon l'art. 82.<sup>33</sup>

#### **Art. 56** Méthode de calcul des dérivés

<sup>1</sup> Les équivalents-crédit des dérivés peuvent être calculés selon les méthodes suivantes:

- a. l'approche standard;
- b. la méthode des modèles relative à l'exposition positive attendue (méthode des modèles EPE).<sup>34</sup>

<sup>2</sup> L'utilisation de la méthode des modèles EPE requiert l'autorisation de la FINMA. Cette dernière définit les conditions d'autorisation.

<sup>3</sup> La FINMA précise le calcul de l'équivalent-crédit pour les cas de compensation juridique ou contractuelle selon l'art. 61 impliquant plus de deux parties.

<sup>4</sup> Ces méthodes de calcul s'appliquent à tous les dérivés, qu'ils soient négociés en bourse ou hors bourse.

#### **Art. 57<sup>35</sup>** Approche standard

<sup>1</sup> Le calcul des équivalents-crédit des dérivés selon l'approche standard est effectué en multipliant, par le facteur 1,4, la somme des coûts de remplacement fixés con-

<sup>32</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2017 7625).

<sup>33</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2017 7625).

<sup>34</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 23 nov. 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2017 (RO 2016 4683).

<sup>35</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 23 nov. 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2017 (RO 2016 4683).

formément au droit de surveillance et du montant de l'augmentation de valeur potentielle future.

<sup>2</sup> La FINMA édicte les dispositions d'exécution techniques selon les standards minimaux de Bâle.

#### **Art. 58**<sup>36</sup>

#### **Art. 59** Méthode des modèles EPE

<sup>1</sup> La FINMA définit le calcul des équivalents-crédit des dérivés selon la méthode des modèles EPE. Elle se fonde à cet égard sur les standards minimaux de Bâle.

<sup>2</sup> Les équivalents-crédit sont multipliés par le facteur EPE. La FINMA définit le facteur EPE au cas par cas. Ce facteur s'élève à 1,2 au minimum.

#### **Art. 60** Instruments de taux d'intérêt et titres de participation

<sup>1</sup> Si les instruments de taux d'intérêt ou titres de participation sont des instruments de capitaux propres d'une entreprise active dans le secteur financier, la position nette est déterminée conformément à l'art. 52.

<sup>2</sup> La position nette en instruments de taux d'intérêt et titres de participation non alloués au portefeuille de négoce, d'un même émetteur, dont la pondération en fonction du risque est identique, est déterminée selon l'art. 51.

<sup>3</sup> Le stock physique des positions hors du portefeuille de négoce est pris en compte à la valeur comptable.

<sup>4</sup> Les al. 1 et 2 s'appliquent également aux instruments de taux d'intérêt et titres de participation alloués au portefeuille de négoce, lorsque l'approche *de minimis* (art. 82, al. 1, let. a) est appliquée.

#### **Art. 61** Mesures visant à atténuer le risque

<sup>1</sup> Les mesures suivantes visant à atténuer le risque peuvent être prises en compte lors du calcul des positions:

- a. la compensation légale et contractuelle («*netting*»);
- b. les garanties;
- c. les dérivés de crédit, et
- d. les autres sûretés.

<sup>2</sup> Sur demande, les banques doivent démontrer à la société d'audit ou à la FINMA que les mesures visant à atténuer le risque ont force de loi dans les différentes juridictions concernées.

<sup>3</sup> La FINMA précise les mesures visant à atténuer le risque.

<sup>36</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 23 nov. 2016, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2017 (RO 2016 4683).



**Art. 62** Transactions adossées à des sûretés

<sup>1</sup> Une banque peut prendre en compte les sûretés selon l'art. 61, al. 1, let. d, à sa libre appréciation selon:

- a. l'approche simple, ou
- b. l'approche globale.

<sup>2</sup> Dans l'approche simple, les parts des positions adossées aux sûretés sont attribuées à la classe de positions du donneur de protection.

<sup>3</sup> Dans l'approche globale, la position est compensée à concurrence de la part adossée aux sûretés. La position nette demeure dans la classe de positions initiale.

<sup>4</sup> La FINMA précise les approches.

<sup>5</sup> Le calcul des équivalents-crédit selon les art. 56 à 59 doit tenir compte de toutes les sûretés éligibles émises ou reçues par la banque en garantie des dérivés.<sup>37</sup>

**Section 3** Classes de positions et leur pondération selon l'AS-BRI**Art. 63** Classes de position

<sup>1</sup> Les banques répartissent les positions dans des classes de positions.

<sup>2</sup> Les positions des classes de positions suivantes peuvent être pondérées au moyen des notations externes:

- a. les gouvernements centraux et banques centrales;
- b. les collectivités de droit public;
- c. la Banque des Règlements Internationaux (BRI), le Fonds Monétaire International (FMI) et les banques multilatérales de développement;
- d. les banques et les négociants en valeurs mobilières;
- e. les établissements créés en commun;
- f. les bourses et les chambres de compensation;
- g. les entreprises.

<sup>3</sup> Les classes de positions suivantes ne peuvent pas être pondérées au moyen des notations externes:

- a. les personnes physiques et les petites entreprises (positions «*retail*»);
- b. les lettres de gage suisses;
- c. les positions garanties de manière directe et indirecte par des gages immobiliers;
- d. les positions subordonnées;

<sup>37</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 23 nov. 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2017 (RO 2016 4683).

- e. les positions en souffrance;
- f.<sup>38</sup> les titres de participation;
- f<sup>bis</sup>.<sup>39</sup> les parts de patrimoines gérés collectivement;
- g. les autres positions.

**Art. 64** Utilisation de notations externes

<sup>1</sup> Les banques qui utilisent l'AS-BRI peuvent pondérer les positions au moyen des notations émises par les agences de notation si celles-ci sont reconnues par la FINMA.

<sup>2</sup> La FINMA attribue les notations des agences reconnues aux diverses classes de notation et détermine la pondération-risque qui leur est applicable.

<sup>3</sup> L'utilisation des notations externes doit être appliquée de façon cohérente par les établissements selon un concept précis et spécifique.

<sup>4</sup> Lorsqu'une banque pondère les positions en utilisant les notations des agences externes, toutes les positions, à part celles appartenant à la classe de positions «entreprises», doivent en principe être pondérées sur la base des dites notations externes. Lorsqu'elle pondère également les positions de la classe de position «entreprises» avec les notations externes, l'ensemble des positions de cette classe doit en principe être pondéré au moyen des notations externes.

<sup>5</sup> Lorsqu'une banque pondère les positions sans utiliser les notations externes ou lorsqu'aucune notation d'une agence reconnue n'est disponible, il y a lieu d'utiliser les pondérations de la classe intitulée «sans notation».

**Art. 65** Utilisation de notations externes sur une base consolidée

Les notations utilisées dans les sociétés à consolider peuvent être appliquées au niveau du groupe.

**Art. 66** Calcul des positions à pondérer

<sup>1</sup> Les positions attribuées aux classes de positions selon l'art. 63, al. 2, sont pondérées conformément à l'annexe 2 pour l'AS-BRI.

<sup>2</sup> Les positions attribuées aux classes de positions selon l'art. 63, al. 3, let. a à e et g, sont pondérées selon l'annexe 3.

<sup>3</sup> Les positions attribuées à la classe de positions selon l'art. 63, al. 3, let. f, sont pondérées selon l'annexe 4.

<sup>3bis</sup> Les positions attribuées à la classe de positions selon l'art. 63, al. 3, let. f<sup>bis</sup>, sont pondérées conformément aux dispositions d'exécution techniques de la FINMA. La FINMA se fonde à cet égard sur les standards minimaux de Bâle.<sup>40</sup>

<sup>38</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 23 nov. 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2017 (RO 2016 4683).

<sup>39</sup> Introduite par le ch. I de l'O du 23 nov. 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2017 (RO 2016 4683).

<sup>4</sup> Les positions nettes en instruments de taux d'intérêt selon l'art. 60 sont attribuées à la classe de positions de l'émetteur et pondérées en conséquence.

<sup>5</sup> Pour les positions sous forme d'instruments de capitaux propres d'entreprises actives dans le secteur financier, la pondération selon les al. 3 et 4 se rapporte à la quote-part de la position nette selon l'art. 52 qui n'a pas été déduite des fonds propres selon l'approche de la déduction correspondante (art. 33).

**Art. 67** Positions en monnaie locale sur des gouvernements centraux ou des banques centrales

Lorsque l'autorité de surveillance d'un autre Etat prescrit que les positions en monnaie locale sur le gouvernement central ou la banque centrale de cet Etat sont soumises à une pondération-risque inférieure à celle prévue à l'art. 66, al. 1, les banques sont habilitées à pondérer de telles positions de manière analogue si ces positions sont refinancées dans la monnaie locale du pays concerné et pour autant que la surveillance bancaire locale soit appropriée. Cette pondération analogue n'est applicable qu'à la tranche de cette position refinancée en monnaie locale.

**Art. 68** Banques et négociants en valeurs mobilières

<sup>1</sup> Les négociants en valeurs mobilières ne peuvent être rangés dans la classe de positions «banques et négociants en valeurs mobilières» (art. 63, al. 2, let. d) que s'ils sont soumis à une surveillance équivalente à celle des banques.

<sup>2</sup> Les positions compensées provenant d'opérations hors bilan sont attribuées à la tranche d'échéances la plus courte des positions compensées.

<sup>3</sup> Les positions envers des banques sans notation externe (hormis les lettres de crédit commercial à court terme à dénouement automatique pour le financement du commerce) ne peuvent recevoir une pondération-risque qui soit inférieure à celle des créances envers l'Etat du domicile.<sup>41</sup>

**Art. 69** Bourses et chambres de compensation

<sup>1</sup> Les chambres de compensation sont des institutions par lesquelles s'effectue l'exécution contractuelle de la prestation découlant de contrats négociés.

<sup>2</sup> Les pondérations-risque de 0 % et de 2 % pour les risques de crédit selon l'annexe 2 ne sont applicables que lorsqu'une contrepartie centrale régulée est directement impliquée dans la transaction entre deux participants au marché et qu'un système de couverture des risques complet et approprié assure la bonne exécution grâce à cette contrepartie centrale.

<sup>3</sup> Ce système de couverture est particulièrement approprié et complet lorsque:

<sup>40</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 23 nov. 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2017 (RO 2016 4683).

<sup>41</sup> Introduit par le ch. 4 de l'annexe 2 à l'O du 30 avr. 2014 sur les banques, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 1269).

- a. les contrats sont évalués quotidiennement au prix du marché et les marges sont adaptées chaque jour;
- b. les modifications de valeur attendues pour la journée suivante sont en outre couvertes en permanence, avec un niveau de confiance élevé, et
- c. les pertes imprévues sont de surcroît couvertes.

<sup>4</sup> La FINMA définit les critères supplémentaires pour les contreparties centrales en rapport avec les dérivés et les opérations de mise en pension et opérations similaires conformément aux standards minimaux de Bâle.

**Art. 70** Risques de crédit et engagements de garantie envers des contreparties centrales

<sup>1</sup> Pour les banques agissant en qualité d'agent de compensation d'une contrepartie centrale pour des dérivés négociés en bourse ou hors bourse et pour des opérations de mise en pension et opérations similaires, la FINMA définit la méthode de détermination des fonds propres minimaux pour les risques résultant des engagements de garantie explicites et implicites envers la contrepartie centrale. Elle se fonde à cet égard sur les standards minimaux de Bâle.

<sup>2</sup> Les contreparties centrales sont des chambres de compensation qui interviennent comme cocontractant entre les contreparties de contrats et garantissent l'exécution de ces contrats pendant toute leur durée.

<sup>3</sup> Les agents de compensation sont habilités, en qualité de partie, à intervenir dans une transaction directe avec la contrepartie centrale, que ce soit pour leur propre compte ou en tant qu'intermédiaire entre la contrepartie centrale et d'autres participants au marché.

**Art. 71** Positions sur les entreprises sans notation

Lorsqu'une banque pondère les positions sur des entreprises en utilisant les notations, les positions sans notation obtiennent la pondération-risque de 100 % ou celle de l'Etat central concerné, lorsque celle-ci est supérieure à 100 %.

**Art. 72** Positions garanties de manière directe ou indirecte par des gages immobiliers

<sup>1</sup> Les objets d'habitation sont des immeubles utilisés par le preneur de crédit lui-même ou loués.

<sup>2</sup> Les crédits de construction et les crédits liés à des terrains constructibles sont attribués aux catégories de biens-fonds correspondant à l'usage futur de l'objet financé, selon l'annexe 3.

<sup>3</sup> La pondération-risque de 35 % n'est applicable aux objets d'habitation sis à l'étranger que si une gestion des risques appropriée et similaire à celle applicable aux objets d'habitation situés en Suisse est assurée.

<sup>4</sup> Les avoirs de prévoyance nantis et les prétentions de prestations de prévoyance nanties selon les art. 30b de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance pro-

fessionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)<sup>42</sup> et 4 de l'ordonnance du 13 novembre 1985 sur les déductions admises fiscalement pour les cotisations versées à des formes reconnues de prévoyance<sup>43</sup> sont pris en considération comme fonds propres du créancier lors du calcul de la position déterminante pour la pondération des risques selon l'annexe 3:

- a. si la mise en gage est effectuée à titre de couverture supplémentaire d'une créance garantie par gage immobilier;
- b. s'il s'agit d'un objet d'habitation affecté à l'usage propre du preneur de crédit, et
- c. si les exigences minimales selon l'al. 5 sont remplies.

<sup>5</sup> La pondération-risque de positions garanties par des gages immobiliers au sens de l'annexe 3 est de 100 % si le crédit ne répond pas aux exigences minimales d'une autorégulation à laquelle la FINMA reconnaît une valeur de standard minimal en vertu de l'art. 7, al. 3, de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers<sup>44</sup>. Ces exigences minimales doivent prévoir:

- a. une part minimale adéquate de fonds propres apportés par le preneur de crédit qui ne doivent pas provenir d'une mise en gage ou d'un versement anticipé en vertu des art. 30b et 30c LPP;
- b. un amortissement du crédit approprié en termes de délais et de montants.

#### **Art. 73** Titres de participation

Les positions nettes en titres de participation sont pondérées selon l'annexe 4. Sont exclues les quotes-parts de positions nettes qui:

- a. sont déductibles des composantes de fonds propres conformément aux art. 31 à 40, ou
- b. doivent être pondérées conformément à l'art. 39, al. 2.

#### **Art. 74** Crédits lombards

Les crédits lombards peuvent être pondérés individuellement en fonction des classes de positions correspondantes, selon l'approche simple (art. 62, al. 1, let. a) ou selon l'approche globale (art. 62, al. 1, let. b).

#### **Art. 75** Opérations de prêt, de mise en pension et opérations similaires sur des valeurs mobilières

Les opérations de prêt, de mise en pension et les opérations similaires sur des valeurs mobilières peuvent être traitées selon l'approche simple, l'approche globale ou la méthode des modèles EPE, en fonction des classes de positions correspondantes des diverses positions.

<sup>42</sup> RS 831.40

<sup>43</sup> RS 831.461.3

<sup>44</sup> RS 956.1

**Art. 76** Positions découlant de transactions non exécutées

<sup>1</sup> Les valeurs de remplacement positives de positions découlant de transactions non exécutées en devises, valeurs mobilières et marchandises, comportant un risque de perte à cause d'un règlement différé ou non exécuté (positions découlant de transactions non exécutées) et dont le règlement est effectué selon le principe «livraison contre paiement» ou «paiement contre paiement» dans le cadre d'un système d'exécution des paiements ou des transactions sur valeurs mobilières, sont pondérées comme suit:

Nombre de jours ouvrables bancaires après la date de règlement convenue	Pondération-risque
5 à 15	100 %
16 à 30	625 %
31 à 45	937,5 %
46 ou plus	1250 %

<sup>2</sup> Les positions découlant de transactions non exécutées, dont le règlement est effectué d'une autre manière, sont traitées comme suit:

- a. la banque qui a procédé au règlement de sa prestation traite l'opération comme un crédit jusqu'à l'obtention de la contreprestation; lorsque les positions ne sont pas matérielles, il est possible d'avoir recours à une pondération-risque de 100 % en lieu et place de la pondération-risque découlant d'une notation;
- b. lorsque la contreprestation n'a pas été obtenue dans les cinq jours ouvrables qui suivent la date de règlement convenue, la valeur livrée et une éventuelle valeur de remplacement positive sont pondérées à 1250 %.

<sup>3</sup> Les mises et prises en pension ainsi que les emprunts et prêts de titres sont traités exclusivement selon l'art. 75.

**Section 4 Approche fondée sur les notations internes (IRB)****Art. 77**

<sup>1</sup> Les banques qui appliquent l'IRB pour calculer les positions pondérées en fonction du risque et déterminer les fonds propres nécessaires pour couvrir les risques de crédit ont le choix entre:

- a. l'IRB simple («*foundation IRB*»; F-IRB), ou
- b. l'IRB avancée («*advanced IRB*»; A-IRB).

<sup>2</sup> La FINMA précise le calcul. Elle se fonde à cet égard sur les standards minimaux de Bâle.

<sup>3</sup> En l'absence de réglementation régissant l'IRB, les dispositions de l'AS-BRI sont applicables par analogie.

## Chapitre 3 Risques sans contrepartie

### Art. 78 Définition

La notion de risques sans contrepartie désigne un risque de perte provenant de changements de valeurs ou de la liquidation d'actifs non liés à des contreparties tels que des immeubles et d'autres immobilisations corporelles.

### Art. 79 Pondération

<sup>1</sup> Les positions suivantes doivent être pondérées à 100 % pour couvrir les risques sans contrepartie:

- a. les immeubles;
- b. les autres immobilisations corporelles et les actifs à amortir comptabilisés sous les autres actifs, dans la mesure où ils ne sont pas déductibles des fonds propres de base durs selon l'art. 32, let. c.

<sup>2</sup> Le solde actif du compte de compensation est pondéré à hauteur de 0 %.

## Chapitre 4 Risques de marché

### Section 1 Généralités

### Art. 80 Principe

<sup>1</sup> Les risques de marché des instruments de taux d'intérêt et des titres de participation du portefeuille de négoce ainsi que les positions en devises, or et matières premières de l'ensemble de la banque doivent être couverts par des fonds propres.

<sup>2</sup> La FINMA édicte les prescriptions techniques applicables aux risques de marché.

### Art. 81 Définition

On entend par risques de marché le risque de perte lié aux fluctuations de valeur d'une position, suite à une modification des facteurs déterminant son prix comme le cours des actions ou des matières premières, les cours de change et les taux d'intérêt ainsi que leurs volatilités respectives.

### Art. 82 Approches de calcul

<sup>1</sup> Les fonds propres minimaux pour couvrir les risques de marché peuvent être calculés selon:

- a. l'approche *de minimis*;
- b. l'approche standard relative aux risques de marché, ou
- c. l'approche des modèles relative aux risques de marché.

<sup>2</sup> Lorsque plusieurs approches selon l'al. 1 sont utilisées, les fonds propres minimaux correspondent à la somme des fonds propres minimaux calculés selon les approches utilisées.

## **Section 2 Approche de minimis**

### **Art. 83**

<sup>1</sup> Les banques qui ne dépassent pas les valeurs-limites définies peuvent calculer les fonds propres minimaux pour les instruments de taux d'intérêt et les titres de participation du portefeuille de négoce selon les art. 66 à 76. Elles appliquent, ce faisant, les dispositions régissant l'approche choisie pour couvrir les risques de crédit.

<sup>2</sup> La FINMA fixe les valeurs-limites.

## **Section 3 Approche standard relative aux risques de marché**

### **Art. 84** Instruments de taux d'intérêt du portefeuille de négoce

<sup>1</sup> Les fonds propres minimaux requis pour couvrir le risque spécifique des instruments de taux d'intérêt sont déterminés en multipliant la position nette de chaque émission par les taux mentionnés à l'annexe 5.

<sup>2</sup> La FINMA édicte les dispositions techniques applicables au calcul des fonds propres minimaux requis pour couvrir le risque spécifique des instruments de taux d'intérêt découlant de titrisations et répartis en tranches en fonction des risques.

<sup>3</sup> Les fonds propres minimaux requis pour couvrir le risque général de marché des instruments de taux d'intérêt correspondent à la somme des valeurs déterminées par devise selon la méthode des échéances ou la méthode de la «*duration*».

### **Art. 85** Instruments sur actions du portefeuille de négoce

<sup>1</sup> Les fonds propres minimaux requis pour couvrir le risque spécifique des instruments sur actions s'élèvent à 8 % de la somme des positions nettes de chaque émetteur.

<sup>2</sup> Les fonds propres minimaux requis pour couvrir le risque général de marché des instruments sur actions s'élèvent à 8 % de la somme des positions nettes de chaque marché national.

### **Art. 86** Positions en devises

Les fonds propres minimaux requis pour couvrir le risque de marché des positions en devises s'élèvent à 8 % de la somme des positions nettes longues ou de la somme des positions nettes courtes. La somme la plus élevée est déterminante.



**Art. 87** Positions en or et matières premières

<sup>1</sup> Les fonds propres minimaux requis pour couvrir le risque de marché des positions en or s'élèvent à 8 % de la position nette.

<sup>2</sup> Les fonds propres minimaux requis pour couvrir le risque sur matières premières sont déterminés selon l'approche des tranches d'échéance ou selon l'approche simplifiée.

**Section 4 Approche des modèles relative aux risques de marché****Art. 88**

<sup>1</sup> L'utilisation de l'approche des modèles relative aux risques de marché requiert l'autorisation de la FINMA. Cette dernière fixe les conditions d'autorisation.

<sup>2</sup> La FINMA précise le mode de calcul des fonds propres minimaux selon l'approche des modèles relative aux risques de marché. Elle se fonde à cet égard sur les standards minimaux de Bâle.

<sup>3</sup> Elle fixe les multiplicateurs prévus dans l'approche des modèles relative aux risques de marché pour chaque établissement. Ce faisant, elle tient compte des conditions d'autorisation et de l'exactitude des prévisions du modèle d'agrégation des risques propre à l'établissement. Les multiplicateurs s'élèvent au minimum à 3,0 chacun.

**Chapitre 5 Risques opérationnels****Section 1 Généralités****Art. 89** Définition

On entend par risques opérationnels le risque de perte lié à l'inadéquation ou à la défaillance de procédures internes, aux personnes ou aux systèmes ou encore à des facteurs externes. Sont compris les risques juridiques, contrairement aux risques stratégiques et de réputation.

**Art. 90** Approches de calcul

<sup>1</sup> Les banques peuvent déterminer les fonds propres minimaux requis pour couvrir les risques opérationnels selon:

- a. l'approche de l'indicateur de base;
- b. l'approche standard;
- c. les approches spécifiques aux établissements («*Advanced Measurement Approaches*»; AMA).

<sup>2</sup> L'utilisation d'une approche spécifique à l'établissement requiert l'autorisation de la FINMA.

<sup>3</sup> La FINMA édicte les dispositions techniques applicables aux approches citées à l'al. 1.

#### **Art. 91**      Indicateur des revenus

<sup>1</sup> Les banques qui déterminent leurs fonds propres minimaux pour couvrir les risques opérationnels au moyen de l'approche de l'indicateur de base ou de l'approche standard doivent calculer à cet effet un indicateur des revenus pour chacune des trois dernières années. Cet indicateur correspond à la somme des positions suivantes du compte de résultat:

- a.<sup>45</sup> le résultat brut des opérations d'intérêts;
- b. le résultat des opérations de commissions et des prestations de service;
- c.<sup>46</sup> le résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur;
- d. le résultat des participations non consolidées, et
- e. le résultat des immeubles.

<sup>2</sup> Tous les produits provenant d'accords d'externalisation suivant lesquels la banque fournit elle-même des prestations à des tiers doivent être intégrés dans l'indicateur des revenus.

<sup>3</sup> Les banques qui apparaissent au titre de mandantes de services externalisés ne peuvent déduire les charges correspondantes de l'indicateur des revenus que si l'externalisation est effectuée au sein même du groupe financier et qu'elle est englobée dans la consolidation.

<sup>4</sup> Les banques peuvent, avec l'assentiment de la FINMA, déterminer l'indicateur des revenus sur la base des prescriptions internationales reconnues régissant l'établissement des comptes en lieu et place des prescriptions suisses applicables en la matière.

## **Section 2**      **Approches**

#### **Art. 92**      Approche de l'indicateur de base

<sup>1</sup> Les fonds propres minimaux correspondent à 15 % de l'indicateur des revenus déterminé par la moyenne des trois dernières années. Seules les années présentant un indicateur positif des revenus sont prises en compte.

<sup>2</sup> La FINMA peut subordonner l'utilisation de l'approche de l'indicateur de base à des exigences qualitatives supplémentaires en matière de gestion des risques.

<sup>45</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 4 de l'annexe 2 à l'O du 30 avr. 2014 sur les banques, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 1269).

<sup>46</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 4 de l'annexe 2 à l'O du 30 avr. 2014 sur les banques, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 1269).

**Art. 93** Approche standard

<sup>1</sup> Les fonds propres minimaux sont calculés comme suit:

- a. un indicateur des revenus est calculé et multiplié par le taux figurant à l'al. 2 pour chaque segment d'affaires et chacune des trois dernières années;
- b. les valeurs des sommes annuelles ainsi obtenues sont additionnées; les valeurs négatives de segments spécifiques peuvent toutefois être compensées avec les valeurs positives d'autres segments;
- c. les fonds propres minimaux correspondent au montant moyen des trois années; les sommes éventuellement négatives sont mises à zéro lors de la détermination de la moyenne.

<sup>2</sup> Les activités sont réparties dans les segments d'affaires ci-après et multipliées par les taux suivants:

- |   |      |
|---|------|
| a. financement et conseil d'entreprise      | 18 % |
| b. négoce                                   | 18 % |
| c. affaires de la clientèle privée          | 12 % |
| d. affaires de la clientèle commerciale     | 15 % |
| e. trafic des paiements/règlement de titres | 18 % |
| f. affaires de dépôt et dépôts fiduciaires  | 15 % |
| g. gestion de fortune institutionnelle      | 12 % |
| h. opérations de commissions sur titres     | 12 % |

<sup>3</sup> La FINMA peut subordonner l'utilisation de l'approche standard à des exigences qualitatives supplémentaires en matière de gestion des risques.

**Art. 94** Approches spécifiques aux établissements (AMA)

<sup>1</sup> Les banques peuvent calculer les fonds propres minimaux au moyen d'une approche spécifique à l'établissement.

<sup>2</sup> La FINMA octroie l'autorisation requise lorsque la banque dispose d'un modèle lui permettant de quantifier les risques opérationnels par l'utilisation de données des pertes internes et externes, d'analyses de scénarios et des facteurs déterminants de l'environnement des affaires et du système de contrôle interne.

## **Titre 4 Répartition des risques**

### **Chapitre 1 Dispositions générales**

#### **Section 1 Objet**

**Art. 95<sup>47</sup>** Gros risques et autres risques de crédit élevés

<sup>1</sup> Il y a gros risque lorsque la position globale envers une contrepartie ou un groupe de contreparties liées atteint ou excède 10 % des fonds propres de base pris en compte, corrigés selon les art. 31 à 40.

<sup>2</sup> Les banques doivent identifier et surveiller les gros risques et les autres risques de crédit élevés envers une contrepartie ou un groupe de contreparties liées, et respecter les obligations correspondantes en matière d'annonce.

**Art. 96<sup>48</sup>** Positions à prendre en compte et position globale

<sup>1</sup> Lors de l'identification et de la surveillance des gros risques, il faut prendre en compte toutes les positions au bilan et hors bilan du portefeuille de la banque ou du portefeuille de négoce, liées à des risques de crédit ou à des risques de crédit de contrepartie, vis-à-vis d'une contrepartie ou d'un groupe de contreparties liées.

<sup>2</sup> Les positions prises en compte doivent être agrégées en une position globale.

<sup>3</sup> Lors du calcul de la position globale, les positions ci-après ne doivent pas être prises en compte:

- a. les positions déduites des fonds propres de base selon les art. 31 à 40: à hauteur de la déduction;
- b. les positions intrajournalières envers les banques.

<sup>4</sup> Les positions auxquelles s'applique une pondération de risque de 1250 % lors de la détermination des fonds propres minimaux doivent être intégrées dans la position globale.

<sup>5</sup> La position globale envers un groupe de contreparties liées résulte de la somme des positions globales envers les contreparties individuelles.

#### **Section 2 Limites maximales applicables aux gros risques**

**Art. 97<sup>49</sup>** Limite maximale autorisée par gros risque

<sup>1</sup> Un gros risque ne peut excéder 25 % des fonds propres de base pris en compte, corrigés selon les art. 31 à 40.

<sup>47</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2017 7625).

<sup>48</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2017 7625).

<sup>49</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2017 7625).

<sup>2</sup> Cette limite maximale ne s'applique pas:

- a. aux positions envers les banques centrales et les gouvernements centraux;
- b. aux positions bénéficiant d'une garantie explicite de contreparties selon la let. a;
- c. aux positions garanties par des sûretés financières de contreparties selon la let. a;
- d. aux positions envers les contreparties centrales qualifiées provenant de services en matière de compensation (services de *clearing*).

<sup>3</sup> Les positions sont déterminées sur la base de l'art. 119, al. 3.

**Art. 98<sup>50</sup>** Limite maximale applicable aux gros risques envers les banques et les négociants en valeurs mobilières

En dérogation à l'art. 97, al. 1, la limite maximale applicable aux gros risques envers chaque banque et négociant en valeurs mobilières s'élève, pour les banques des catégories 4 et 5 selon l'annexe 3 de l'OB<sup>51</sup>, à 100 % des fonds propres de base pris en compte, corrigés selon les art. 31 à 40, pour autant qu'il ne s'agisse pas de banques ou de groupes financiers considérés comme étant d'importance systémique selon l'art. 8, al. 3, LB ou l'art. 136, al. 2, let. b.

**Art. 99<sup>52</sup>** Dépassement de la limite maximale

<sup>1</sup> La limite maximale applicable à un gros risque ne peut pas être dépassée, à l'exception des cas décrits aux al. 2 et 3.

<sup>2</sup> Un dépassement est autorisé s'il est lié à l'exécution d'opérations de paiement de la clientèle et s'il ne dure pas plus de cinq jours ouvrables bancaires.

<sup>3</sup> Un dépassement est en outre autorisé s'il est uniquement la conséquence du rapprochement de contreparties jusqu'alors indépendantes ou du rapprochement de la banque avec d'autres entreprises du secteur financier.

<sup>4</sup> Le montant excédant la limite maximale du fait d'un rapprochement selon l'al. 3 ne peut pas être augmenté. Le dépassement doit être résorbé dans un délai de deux ans après l'accomplissement juridique du rapprochement.

<sup>50</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2017 7625).

<sup>51</sup> RS 952.02

<sup>52</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2017 7625).

**Section 3<sup>53</sup>****Obligations d'annoncer en matière de gros risques et d'autres risques de crédit élevés****Art. 100** Annonce de gros risques et d'autres risques de crédit élevés

<sup>1</sup> La banque est tenue d'annoncer à son organe préposé à la haute direction, à la surveillance et au contrôle, tous les gros risques et autres risques de crédit élevés:

- a. trimestriellement, sur une base individuelle;
- b. semestriellement, sur une base consolidée.

<sup>2</sup> Les annonces doivent être transmises à la société d'audit bancaire et à la Banque nationale suisse dans un délai de six semaines après la fin du trimestre ou du semestre, sur le formulaire établi par la FINMA.

<sup>3</sup> Les échéances des annonces sont les suivantes:

- a. position globale: dernier jour des trimestre et semestre en cours;
- b. fonds propres de base: dernier jour des trimestre et semestre en cours ou écoulés.

<sup>4</sup> Doivent notamment être annoncés:

- a. tous les gros risques;
- b. toutes les positions qui, sans application des instruments d'atténuation du risque selon l'art. 119, al. 1, représentent au moins 10 % des fonds propres de base pris en compte;
- c. toutes les positions globales qui sont exclues de la limite maximale et représentent au moins 10 % des fonds propres de base pris en compte.

<sup>5</sup> Doivent en outre être annoncées chaque année les 20 plus grandes positions globales, qu'il s'agisse ou non de gros risques, excepté les positions globales envers les banques centrales et les gouvernements centraux.

<sup>6</sup> La valeur des positions énumérées aux al. 4 et 5 doit être indiquée avant et après application des instruments d'atténuation du risque selon l'art. 119, al. 1.

<sup>7</sup> Lorsqu'un gros risque concerne un membre des organes ou un participant qualifié au sens de l'art. 3, al. 2, let. c<sup>bis</sup>, LB, ou une personne ou une société qui leur est proche, il doit être signalé dans les annonces sous la rubrique générale «affaires avec les organes».

<sup>8</sup> Lorsqu'un gros risque concerne une société du groupe, il doit être signalé dans les annonces sous la rubrique générale «affaires du groupe». Les composantes de la position «affaires du groupe» qui, conformément aux art. 111a, al. 1, et 112, al. 2, let. d, sont exclues de la limite maximale, doivent aussi être annoncées.

<sup>9</sup> La société d'audit évalue les contrôles internes mis en œuvre pour assurer la détermination et l'annonce correctes des risques et apprécie l'évolution des risques.

<sup>53</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2017 7625).

**Art. 101** Annonce de dépassements non autorisés

Lorsque la banque constate qu'un gros risque dépasse la limite maximale, sans qu'il s'agisse d'une exception selon l'art. 99, elle doit en informer immédiatement la société d'audit et la FINMA et résorber le dépassement dans un bref délai. Le délai doit être approuvé par la FINMA. Les dépassements de la limite maximale qui découlent de l'application du principe de la date de conclusion et qui portent sur des opérations commerciales réglées en date valeur dans les deux jours ouvrables bancaires suivants ne doivent pas être annoncés.

**Art. 102** Annonce de positions internes du groupe

La banque doit effectuer trimestriellement, en même temps que l'annonce des gros risques prévue à l'art. 100, une annonce des positions internes du groupe selon l'art. 111a et la remettre à la société d'audit, à la Banque nationale suisse et à l'organe préposé à la haute direction, à la surveillance et au contrôle. Une distinction doit être opérée entre les sociétés du groupe selon l'art. 111a, al. 1 et 3.

**Section 4** Principes de calcul**Art. 103** Engagements fermes de reprise résultant d'émissions

Les positions spécifiques aux émetteurs concernant les engagements fermes de reprise résultant d'émissions doivent être calculées comme suit:

- a. les sous-participations accordées et les souscriptions fermes peuvent être déduites des engagements fermes de reprise de titres de dette et de participation émis, dans la mesure où elles éliminent le risque de marché correspondant encouru par la banque;
- b. le montant résiduel doit être multiplié par l'un des facteurs de conversion ci-après:
  1. 0,05 dès le jour où l'engagement ferme de reprise a été irrévocablement souscrit,
  2. 0,1 le jour de la libération de l'émission,
  3. 0,25 les deuxième et troisième jours ouvrables après la libération de l'émission,
  4. 0,5 le quatrième jour ouvrable après la libération de l'émission,
  5. 0,75 le cinquième jour ouvrable après la libération de l'émission,
  6. 1 dès le sixième jour ouvrable après la libération de l'émission.

**Art. 104 et 105**<sup>54</sup>**Art. 106** Positions résultant de transactions non exécutées

Les transactions non exécutées après le cinquième jour ouvrable (art. 76) doivent être intégrées dans la position globale à leur valeur de créance.

**Art. 107 et 108**<sup>55</sup>**Art. 109**<sup>56</sup> Groupe de contreparties liées

<sup>1</sup> Des contreparties constituent un groupe de contreparties liées:

- a. lorsqu'il existe entre elles une relation de contrôle ou de dépendance économique;
- b. lorsqu'elles sont détenues à titre de participation ou dominées par la même personne, que ce soit directement ou indirectement, ou
- c. lorsqu'elles forment un consortium.

<sup>2</sup> Un groupe de contreparties liées doit être traité comme une seule entité.

<sup>3</sup> Si la position globale envers une contrepartie dépasse 5 % des fonds propres de base pris en compte, la dépendance économique entre les contreparties doit être vérifiée dans un délai de trois mois et, par la suite, à des intervalles appropriés.

<sup>4</sup> Des contreparties centrales ne sont pas réputées constituer un groupe de contreparties liées si les positions envers ces contreparties sont liées à des services de *clearing*.

<sup>5</sup> Des entreprises juridiquement indépendantes en mains publiques ne sont pas considérées comme formant avec la corporation de droit public qui les domine un groupe de contreparties liées:

- a. si la corporation de droit public n'est pas tenue légalement de répondre des engagements de l'entreprise, ou
- b. si l'entreprise est une banque.

**Art. 110** Positions sur un consortium

<sup>1</sup> Les positions sur un consortium sont attribuées aux différents consorts en fonction de leur quote-part.

<sup>2</sup> En cas de solidarité passive, la banque doit attribuer la totalité de la position au compte de celui des consorts dont la solvabilité a été la mieux classée lors de la décision d'octroi de crédit.

<sup>54</sup> Abrogés par le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2017 7625).

<sup>55</sup> Abrogés par le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2017 7625).

<sup>56</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2017 7625).



**Art. 111** Positions des sociétés du groupe

Les sociétés du groupe constituent pour chaque banque du groupe ou du conglomérat financier un groupe de contreparties liées.

**Art. 111a**<sup>57</sup> Positions internes du groupe

<sup>1</sup> Lorsqu'une banque fait partie d'un groupe financier ou d'un conglomérat financier soumis à une surveillance consolidée appropriée, les positions internes du groupe envers des sociétés du groupe incluses intégralement dans la consolidation des fonds propres et de la répartition des risques peuvent être exclues de la limite maximale selon l'art. 97 si les sociétés concernées:

- a. sont soumises individuellement à une surveillance appropriée, ou
- b. n'ont en qualité de contrepartie que des sociétés du groupe soumises individuellement à une surveillance appropriée.

<sup>2</sup> La FINMA est habilitée à restreindre de façon appropriée dans des dispositions d'exécution l'exception applicable aux positions internes du groupe prévue à l'al. 1.

<sup>3</sup> Les positions internes envers d'autres sociétés du groupe sont soumises, sur une base agrégée, à la limite maximale ordinaire de 25 % des fonds propres de base pris en compte, corrigés selon les art. 31 à 40.

**Section 5 Allégements et renforcements****Art. 112**<sup>58</sup>

<sup>1</sup> La FINMA règle dans quelle mesure il est possible de prévoir, pour les banques des catégories 4 et 5 selon l'annexe 3 OB<sup>59</sup>, des allégements en matière de respect des prescriptions sur la répartition des risques.

<sup>2</sup> En outre, elle peut dans certains cas alléger ou renforcer ces prescriptions. Elle peut notamment:

- a. imposer des limites d'annonce ou des limites maximales plus basses pour des positions globales spécifiques;
- b. prescrire des limites maximales pour les immeubles détenus de manière directe ou indirecte par une banque;
- c. autoriser sur demande préalable des dépassements temporaires de la limite maximale;
- d. déclarer non applicable l'exception de l'art. 111a, al. 1, relative à la limite maximale pour certaines ou la totalité des sociétés du groupe ou l'étendre à

<sup>57</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2017 7625).

<sup>58</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2017 7625).

<sup>59</sup> RS 952.02

certaines sociétés du groupe qui ne remplissent pas les conditions de l'art. 111a, al. 1;

- e. libérer certaines sociétés du groupe non actives dans le secteur financier de l'intégration dans la position agrégée selon l'art. 111a, al. 1 et 3;
- f. libérer des participations non englobées dans la consolidation selon l'art. 9, al. 1, let. a, de l'intégration dans la position agrégée selon l'art. 111a, al. 1 et 3;
- g. abaisser ou augmenter les pondérations applicables à une contrepartie déterminée;
- h. fixer un autre délai que celui prévu à l'art. 99, al. 4;
- i. autoriser, dans des conditions particulières motivées par la banque, à ne pas considérer les parties concernées comme un groupe de contreparties liées, même si celles-ci remplissent les conditions de l'art. 109, al. 1;
- j. autoriser à ne pas considérer les contreparties comme un groupe de contreparties liées, pour autant que la banque prouve qu'une contrepartie est en mesure de remédier aux problèmes financiers ou à la défaillance d'une contrepartie qui lui est étroitement liée sur le plan économique et de trouver dans un délai approprié d'autres partenaires commerciaux ou bailleurs de fonds.

## Chapitre 2<sup>60</sup> Calcul de la position globale

### Section 1 Pondération

#### Art. 113

<sup>1</sup> Les positions envers une contrepartie sont pondérées en principe au taux de 100 %.

<sup>2</sup> Sont pondérées différemment:

- a. les positions envers les cantons des classes de notation 1 et 2: au taux de 20 %;
- b. les positions en lettres de gage suisses émises conformément à la loi du 25 juin 1930 sur l'émission de lettres de gage<sup>61</sup>: au taux de 10 %;
- c. les positions en titres de créance garantis au sens de l'art. 118, al. 1, let. c: au taux minimal de 20 %.

<sup>60</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2017 7625).

<sup>61</sup> RS 211.423.4

## **Section 2     Addition**

### **Art. 114**

Pour déterminer la position globale envers une contrepartie, il faut additionner les positions correspondantes du portefeuille de négoce et les positions du portefeuille de la banque. Une compensation entre les positions courtes du portefeuille de négoce et les positions longues du portefeuille de la banque n'est pas autorisée.

## **Section 3     Calcul des positions en général**

**Art. 115**     Dérivés, prêts, opérations de mise en pension et opérations similaires portant sur des valeurs mobilières et autres instruments comportant un risque de crédit de contrepartie

<sup>1</sup> Les valeurs des positions de dérivés détenues dans le portefeuille de la banque et le portefeuille de négoce sont calculées selon l'art. 57 en ce qui concerne le risque de crédit de contrepartie.

<sup>2</sup> Pour les dérivés non linéaires détenus dans le portefeuille de négoce, le calcul des valeurs des positions tient également compte du risque de crédit des actifs sous-jacents (*underlyings*) sur la base d'une dépréciation totale.

<sup>3</sup> Les valeurs des positions de prêts, d'opérations de mise en pension et d'opérations similaires portant sur des valeurs mobilières, qui sont détenues dans le portefeuille de la banque et le portefeuille de négoce, sont calculées selon l'approche simple ou l'approche globale pour le calcul des fonds propres minimaux; les approches des modèles ne doivent pas être utilisées. La FINMA édicte les dispositions d'exécution.

**Art. 116**     Autres positions du bilan

Pour les positions du bilan détenues dans le portefeuille de la banque et non visées par l'art. 115, la valeur comptable définie selon les règles régissant l'établissement des comptes est déterminante. Les correctifs de valeurs et les provisions constitués sur des positions du bilan peuvent être déduits. La banque peut également utiliser la valeur brute sans déduction de correctifs de valeurs et d'ajustements de valeur.

**Art. 117**     Positions hors bilan

<sup>1</sup> Les positions hors bilan détenues dans le portefeuille de la banque sont converties en leur équivalent-crédit au moyen des facteurs de conversion indiqués à l'annexe 1. Les correctifs de valeurs et les provisions constitués sur des positions hors bilan peuvent être déduits. En ce qui concerne les positions de l'annexe 1, ch. 1.3, il faut utiliser un facteur de conversion de 0,1 au lieu de 0,0.

<sup>2</sup> Les engagements de crédit irrévocables émis dans le cadre d'un crédit syndiqué sont soumis aux facteurs de conversion en équivalent-crédit suivants:

- a. 0,1 depuis le moment de l'émission de l'engagement par la banque jusqu'à son acceptation et confirmation par la contrepartie;
- b. 0,5 depuis le moment où la contrepartie a accepté l'engagement de la banque jusqu'au moment du lancement de la phase de syndication;
- c. 0,5 pour la part non syndiquée pendant la phase de syndication et 1 pour la part destinée à rester en mains propres;
- d. 1,0 pour l'intégralité de la part non syndiquée après 90 jours (risque résiduel).

**Art. 118** Dispositions d'exécution de la FINMA relatives au calcul des différentes positions

<sup>1</sup> La FINMA règle le calcul:

- a. des positions du portefeuille de négoce;
- b. des positions envers les contreparties centrales;
- c. des positions de titres de créance garantis;
- d. des positions de placements collectifs, titrisations et autres structures d'investissement;
- e. des autres positions.

<sup>2</sup> Elle se fonde à cet égard sur les standards minimaux de Bâle.

## Section 4 Atténuation du risque

**Art. 119**

<sup>1</sup> Lors du calcul des positions globales, on peut prendre en compte:

- a. la compensation au bilan (*netting*);
- b. les garanties;
- c. les dérivés de crédit;
- d. les sûretés reconnues selon l'AS-BRI.

<sup>2</sup> Sur demande, les banques doivent démontrer à la société d'audit ou à la FINMA que ces instruments visant à atténuer le risque ont force de loi dans les différentes juridictions concernées.

<sup>3</sup> La FINMA édicte des dispositions d'exécution techniques. Elle se fonde à cet égard sur les standards minimaux de Bâle.

**Art. 120 à 123**

*Abrogés*

## **Titre 5**

### **Dispositions applicables aux banques d'importance systémique**

#### **Chapitre 1 Dispositions générales**

##### **Art. 124<sup>62</sup>** Principe

<sup>1</sup> Les banques d'importance systémique doivent satisfaire non seulement aux exigences applicables à toutes les banques en matière de fonds propres et de répartition des risques selon les titres 2 à 4, mais aussi aux exigences particulières du présent titre.

<sup>2</sup> Le niveau des exigences particulières doit être défini à l'échelon le plus élevé du groupe financier.

<sup>3</sup> Les exigences particulières doivent être satisfaites au niveau du groupe financier et à celui de chaque établissement individuel titulaire d'une autorisation selon la LB ou la loi du 24 mars 1995 sur les bourses<sup>63</sup> par toutes les entités qui exercent des fonctions d'importance systémique. La FINMA peut accorder des dérogations aux entités:

- a. dont la part directe aux fonctions d'importance systémique du groupe financier au niveau national ne dépasse pas 5 % au total, ou
- b. dont l'importance pour la poursuite des fonctions d'importance systémique du groupe financier au niveau national est de toute autre manière négligeable.

##### **Art. 124<sup>64</sup>** Banques d'importance systémique actives au niveau international et banques d'importance systémique non actives au niveau international

<sup>1</sup> Sont considérées comme des banques d'importance systémique actives au niveau international les banques désignées comme «Global Systemically Important Banks» par le Conseil de stabilité financière.

<sup>2</sup> Si le critère énoncé à l'al. 1 n'est plus rempli, la FINMA peut toutefois continuer à désigner des banques d'importance systémique comme actives au niveau international si cela s'avère nécessaire eu égard à l'importance de leurs engagements à l'étranger.

<sup>3</sup> Les autres banques d'importance systémique sont considérées comme non actives au niveau international.

<sup>62</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 21 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5241).

<sup>63</sup> RS 954.1

<sup>64</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1725).

**Art. 125**<sup>65</sup>

**Art. 125a**<sup>66</sup>

## **Chapitre 2** **Capital convertible et instruments de dette destinés à absorber les pertes en présence de mesures en cas d'insolvabilité**<sup>67</sup>

**Art. 126** Capital convertible<sup>68</sup>

<sup>1</sup> Sont considérés comme du capital convertible le capital au sens de l'art. 11, al. 1, let. b, en liaison avec l'art. 13 LB et le capital obtenu par l'émission d'emprunts assortis d'un abandon de créances selon l'art. 11, al. 2, LB, dans la mesure où il remplit les conditions du présent chapitre.

<sup>2</sup> Le capital convertible est émis à l'intention des investisseurs en dehors du groupe financier par:

- a. la société-mère du groupe;
- b. une société de groupe constitué à cet effet par des groupes financiers et des conglomérats financiers à dominance bancaire, ou
- c. une autre société de groupe avec l'autorisation de la FINMA.

**Art. 126a**<sup>69</sup> Instruments de dette destinés à absorber les pertes en présence de mesures en cas d'insolvabilité

<sup>1</sup> Les instruments de dette destinés à absorber les pertes en présence de mesures en cas d'insolvabilité (*bail-in bonds*) peuvent être utilisés pour satisfaire aux exigences fixées au chapitre 4 pour les fonds supplémentaires destinés à absorber les pertes uniquement lorsqu'ils remplissent les conditions suivantes:

- a. ils sont intégralement payés;
- b. ils sont émis par une entité suisse;
- c. ils sont soumis au droit et au for juridique suisses; dans des cas justifiés, la FINMA peut accorder des dérogations s'il est prouvé qu'une conversion ou une réduction de créance ordonnée par elle est applicable dans les juridictions concernées;

<sup>65</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 21 nov. 2018, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2018** 5241).

<sup>66</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 11 mai 2016 (RO **2016** 1725). Abrogé par le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO **2017** 7625).

<sup>67</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO **2016** 1725).

<sup>68</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO **2016** 1725).

<sup>69</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO **2016** 1725).

- d. ils sont émis par la société mère du groupe ou, avec l'approbation de la FINMA et dans le cadre des standards internationaux, par une société du groupe créée exclusivement à cet effet, s'il est garanti qu'ils peuvent être utilisés pour absorber les pertes lors d'une procédure d'assainissement;
- e. ils sont subordonnés aux autres obligations de l'émetteur sur les plans juridique ou contractuel, ou aux obligations des autres sociétés du groupe sur le plan structurel;
- f. ils ne comprennent pas d'option de résiliation anticipée par les créanciers;
- g. ils ne sont pas imputables ni adossés à des sûretés ou garantis de manière à limiter l'absorption des pertes si des mesures en cas d'insolvabilité devaient être prises;
- h. leurs conditions comprennent une clause inconditionnelle et irrévocable selon laquelle les créanciers acceptent une éventuelle conversion ou réduction de créance ordonnée par l'autorité de surveillance dans le cadre d'une procédure d'assainissement;
- i. ils ne comprennent pas de transactions sur dérivés ni, sous réserve d'opérations de couverture, ne sont liés à de telles transactions;
- j. ils n'ont été acquis ni directement ni indirectement au moyen d'un financement provenant de la banque émettrice ou d'une société de son groupe;
- k. ils ont été émis avec l'approbation de la FINMA et ne peuvent être remboursés avant leur échéance qu'avec l'approbation de cette dernière si ce remboursement est susceptible d'entraîner le non-respect des exigences quantitatives fixées pour les fonds supplémentaires destinés à absorber les pertes.

<sup>2</sup> La FINMA peut assimiler à des *bail-in bonds* les prêts remplissant les critères énumérés à l'al. 1.

<sup>3</sup> Elle doit être informée du remboursement des *bail-in bonds* ou des prêts visés aux al. 1 et 2 qui ont été émis avec son approbation et doivent être remboursés avant l'échéance sans son approbation.<sup>70</sup>

#### **Art. 127**      Prise en compte du capital convertible<sup>71</sup>

<sup>1</sup> Le capital convertible peut être pris en compte à concurrence de la part des composantes des fonds propres contribuant à l'absorption des pertes en cas de survenance d'un événement déclencheur («*trigger*»). Les pertes sont absorbées sous les formes suivantes:

- a. réduction de créance suite à un abandon de créances;
- b. conversion en fonds propres de base durs de la banque.

<sup>70</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 21 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5241).

<sup>71</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1725).

<sup>2</sup> En vertu de l'art. 11, al. 4, LB, la FINMA n'approuve la prise en compte que si la banque prouve que les effets prévus par la LB et ses ordonnances d'exécution interviendront et que les exigences relevant du droit des sociétés et du marché des capitaux sont satisfaites.

<sup>3</sup> Avant conversion, le capital convertible doit satisfaire au minimum aux exigences en matière de capital complémentaire au sens de l'art. 30 de la présente ordonnance.

#### **Art. 127a<sup>72</sup>**    Prise en compte des *bail-in bonds*

<sup>1</sup> Les *bail-in bonds* qui remplissent les conditions énumérées à l'art. 126a peuvent être pris en compte à hauteur du montant de la créance au titre des fonds supplémentaires destinés à absorber les pertes prévus au chapitre 4, pour autant que leur durée résiduelle soit d'au moins un an. Si leur durée résiduelle est inférieure à deux ans, ils peuvent être pris en compte à hauteur de la moitié du montant de la créance.

<sup>2</sup> Les fonds supplémentaires destinés à absorber les pertes doivent être échelonnés dans le temps de manière à pouvoir atteindre le montant exigé même en cas de restriction temporaire de l'activité d'emprunt.

<sup>3</sup> Dans la mesure où, en application de l'art. 30, al. 2, les fonds propres complémentaires sont exclus de la prise en compte au titre de fonds propres réglementaires pendant le laps de temps courant de cinq à un an avant l'échéance ultime, ils peuvent être pris en compte en tant que *bail-in bonds*, dans le cadre des standards internationaux, s'il est garanti que ces instruments sont capables d'absorber les pertes avant les *bail-in bonds*.

<sup>4</sup> Les banques d'importance systémique ne peuvent pas détenir à leurs propres risques des instruments de capital liés à une conversion ou à une réduction de créance d'autres banques ni des *bail-in bonds* d'autres banques suisses ou étrangères d'importance systémique. Sont exclues les positions en rapport avec la fixation de cours acheteur et vendeur en tant que teneur de marché ainsi que les positions détenues à court terme en rapport avec des opérations d'émission.

### **Chapitre 3<sup>73</sup>**

#### **Fonds propres nécessaires pour poursuivre l'exploitation ordinaire de la banque**

##### **Art. 128**    Principe

<sup>1</sup> Les banques d'importance systémique doivent disposer de fonds propres suffisants pour poursuivre leur activité même en cas de pertes importantes.

<sup>2</sup> Elles doivent détenir des fonds propres en fonction:

- a. du *leverage ratio*, et

<sup>72</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1725).

<sup>73</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1725).



- b. de la part des positions pondérées en fonction des risques (part RWA).

**Art. 129** Exigence totale

<sup>1</sup> L'exigence totale de fonds propres se détermine en fonction d'une exigence de base à laquelle s'ajoutent des suppléments liés à la part de marché et à la taille de la banque correspondant à son engagement total.

<sup>2</sup> L'exigence de base se monte à:

- a. *leverage ratio*: 4,5 %;
- b. part RWA: 12,86 %.

<sup>3</sup> En vue du calcul des suppléments, la FINMA attribue périodiquement les banques aux tranches (*buckets*) correspondant à leur part de marché et à leur engagement total. Les valeurs déterminantes à cet égard et les suppléments sont définis à l'annexe 9. Les suppléments sont calculés chaque année à la fin du deuxième trimestre.

<sup>4</sup> La part de marché correspond à la plus élevée des parts de marché moyennes calculées pour les activités de crédit et de dépôt au niveau suisse, au jour de référence de la fin de l'année précédente, telles qu'elles ressortent des enquêtes statistiques de la Banque nationale suisse.

**Art. 130** Fonds propres minimaux et volant de fonds propres

<sup>1</sup> Les banques d'importance systémique doivent détenir en permanence des fonds propres minimaux à hauteur de:

- a. *leverage ratio*: 3 %;
- b. part RWA: 8 %.

<sup>2</sup> Elles doivent en outre détenir un volant de fonds propres jusqu'à hauteur de l'exigence totale.

<sup>3</sup> L'exigence relative au volant de fonds propres doit être satisfaite en permanence. Un passage en dessous du seuil requis est admissible temporairement lorsque la banque réalise des pertes.

<sup>4</sup> En cas de passage en dessous du seuil requis, la banque doit indiquer les mesures et le délai prévus pour reconstituer le volant de fonds propres. La FINMA approuve le délai. Si les exigences en matière de fonds propres ne sont pas satisfaites à l'issue du délai, la FINMA peut ordonner les mesures nécessaires.

**Art. 131** Qualité des fonds propres

Les fonds propres visant à satisfaire aux exigences doivent avoir au moins la qualité suivante:

- a. exigence concernant le *leverage ratio*:
  1. fonds propres minimaux: fonds propres de base durs; pour satisfaire à cette exigence, au maximum 1,5 % peut être utilisé en tant que fonds

propres de base supplémentaires sous forme de capital convertible dont la conversion est déclenchée lorsque les fonds propres de base durs pris en compte passent en dessous de 7 % pour la part RWA (capital convertible à seuil de déclenchement élevé),

2. volant de fonds propres: fonds propres de base durs;
- b. exigences concernant la part RWA:
1. fonds propres minimaux: fonds propres de base durs; pour satisfaire à cette exigence, au maximum 3,5 % peuvent être utilisés en tant que fonds propres de base supplémentaires sous forme de capital convertible à seuil de déclenchement élevé,
  2. volant de fonds propres: fonds propres de base durs; pour satisfaire à cette exigence, au maximum 0,8 % peut être utilisé en tant que fonds propres de base supplémentaires sous forme de capital convertible à seuil de déclenchement élevé.

#### **Art. 131a** Volants anticycliques

Les exigences relatives aux volants anticycliques selon les art. 44 et 44a doivent être satisfaites en plus des exigences en matière de fonds propres sur la base des positions pondérées en fonction des risques au sens du présent titre.

#### **Art 131b** Fonds propres supplémentaires

Sur la base des critères de l'art. 45, la FINMA peut, dans des circonstances particulières et au cas par cas, exiger des fonds propres supplémentaires ou une qualité plus élevée.

### **Chapitre 4<sup>74</sup> Fonds supplémentaires destinés à absorber les pertes**

#### **Art. 132<sup>75</sup>** Principe

<sup>1</sup> Les banques d'importance systémique doivent détenir en permanence des fonds supplémentaires pour garantir un éventuel assainissement ou une éventuelle liquidation selon les chap. 11 et 12 LB.

<sup>2</sup> L'exigence concernant ces fonds supplémentaires est déterminée en fonction de l'exigence totale comprenant les exigences de base et les suppléments selon l'art. 129. Elle s'élève à:

- a. 100 % de l'exigence totale, sous réserve d'une remise accordée selon l'art. 133, pour une banque d'importance systémique active au niveau international;

<sup>74</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1725).

<sup>75</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 21 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5241).

- b. 40 % de l'exigence totale pour une banque d'importance systémique non active au niveau international.

<sup>3</sup> Les fonds supplémentaires sont détenus sous forme de *bail-in bonds* satisfaisant aux exigences fixées à l'art. 126a. Les al. 4 à 7 et l'art. 132a sont réservés.

<sup>4</sup> Si une banque d'importance systémique détient des fonds supplémentaires sous forme de fonds propres de base durs ou de capital convertible satisfaisant aux exigences applicables aux fonds propres de base supplémentaires, les exigences de l'al. 2 sont réduites d'un facteur 0,5 à hauteur de ces fonds supplémentaires. La réduction maximale des exigences est d'un tiers.

<sup>5</sup> Si une banque d'importance systémique active au niveau international détient des fonds supplémentaires sous forme de capital tel que défini à l'al. 4, ce capital est pris en compte de façon privilégiée au sens de l'al. 4, jusqu'à hauteur de 2 % pour le *leverage ratio* et de 5,8 % pour la part RWA. Les exigences concernant la capacité totale d'absorption des pertes selon les recommandations du Conseil de stabilité financière<sup>76</sup> doivent être respectées.

<sup>6</sup> Les fonds propres détenus par une banque pour satisfaire aux exigences fixées dans le présent chapitre ne peuvent pas être utilisés en même temps pour satisfaire aux exigences énoncées aux art. 128 à 131b.

<sup>7</sup> Si une banque détenait auparavant des fonds propres pour satisfaire aux exigences fixées dans le présent chapitre, elle ne peut désormais les utiliser, pour satisfaire aux exigences énoncées aux art. 128 à 131b, que si les fonds restants permettent de satisfaire aux exigences du présent article.

**Art. 132a<sup>77</sup>** Banques disposant d'une garantie de l'État ou d'un mécanisme similaire

Si une banque d'importance systémique non active au niveau international dispose d'une garantie explicite du canton (garantie étatique) ou d'un mécanisme similaire, l'exigence énoncée à l'art. 132, al. 2, let. b:

- a. est considérée comme satisfaite à hauteur du montant garanti jusqu'à la moitié au maximum des 40 % requis;
- b. est considérée comme entièrement satisfaite à hauteur du montant garanti si, en cas de crise, les fonds correspondants non grevés sont mis à la disposition de la FINMA de manière irrévocable et dans les plus brefs délais; la FINMA décide au cas par cas si ces conditions sont remplies.

<sup>76</sup> *Total Loss-Absorbing Capacity Term Sheet* du 9 novembre 2015

<sup>77</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 21 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5241).

**Art. 133** Remises pour les banques d'importance systémique actives au niveau international<sup>78</sup>

<sup>1</sup> La FINMA détermine les remises accordées pour les mesures visant à améliorer la capacité globale d'assainissement et de liquidation du groupe financier conformément aux art. 65 et 66 OB<sup>79</sup>, après consultation de la Banque nationale suisse, en tenant compte:

- a. de l'efficacité des mesures visant à améliorer la capacité globale d'assainissement et de liquidation du groupe financier;
- b. des interactions entre les différents groupes de remises.

<sup>2</sup> Le montant des fonds supplémentaires, compte tenu des remises, ne doit pas être inférieur à 3 % pour le *leverage ratio* ni à 8,6 % pour la part RWA.

<sup>3</sup> Les abaissements ne doivent pas:

- a.<sup>80</sup> en considérant la prise en compte des fonds propres de base durs ou du capital convertible visés à l'art. 132, al. 4, entraîner le non-respect des normes internationales;
- b. compromettre la mise en œuvre du plan d'urgence.

<sup>4</sup> Le fait de prouver que le plan d'urgence permet de garantir le maintien des fonctions d'importance systémique en cas de menace d'insolvabilité, conformément à l'art. 9, al. 2, let. d, LB, ne donne droit à aucune remise.

<sup>5</sup> La FINMA peut consulter des autorités étrangères de surveillance et de faillite au sujet des mesures proposées par la banque et tenir compte de leur appréciation au moment d'évaluer l'amélioration de la capacité globale d'assainissement et de liquidation du groupe financier en vue de l'abaissement des fonds supplémentaires.

**Art. 134 et 135**

*Abrogés*

**Chapitre 5 Prescriptions particulières sur la répartition des risques**

**Art. 136<sup>81</sup>** Gros risque

<sup>1</sup> Un gros risque ne peut excéder 25 % des fonds propres de base pris en compte, corrigés selon les art. 31 à 40, qui ne sont pas utilisés pour satisfaire aux exigences en matière de fonds supplémentaires destinés à absorber les pertes.

<sup>78</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 21 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5241).

<sup>79</sup> RS 952.02

<sup>80</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 21 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5241).

<sup>81</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2017 7625).

<sup>2</sup> Un gros risque ne peut excéder 15 % des fonds propres de base selon l'al. 1 pour les positions ci-après:

- a. les positions envers d'autres banques d'importance systémique au sens de l'art. 8, al. 3, LB;
- b. les positions envers des banques étrangères d'importance systémique désignées par le Conseil de stabilité financière comme étant des «Global Systemically Important Banks».

<sup>3</sup> La limite maximale selon l'al. 2 doit être respectée au plus tard dans les douze mois suivant la désignation:

- a. d'une banque comme ayant une importance systémique au sens de l'art. 8, al. 3, LB;
- b. d'une banque étrangère comme étant une «Global Systemically Important Bank» selon l'al. 2, let. b.

<sup>4</sup> Pour le reste, l'art. 99 s'applique par analogie.

## **Titre 6 Dispositions transitoires et dispositions finales**

### **Chapitre 1 Dispositions transitoires**

#### **Section 1 Dispositions transitoires du 1<sup>er</sup> juin 2012<sup>82</sup>**

##### **Art. 137 et 138<sup>83</sup>**

**Art. 139** Entrée en vigueur de la couverture au moyen de fonds propres de dérivés négociés en bourse et de risques de crédit envers des contreparties centrales

La FINMA détermine à partir de quand les nouvelles prescriptions des standards minimaux de Bâle sur les dérivés négociés en bourse (art. 56, al. 4) et les risques de crédit envers des contreparties centrales (art. 69 et art. 70) doivent être respectées.

##### **Art. 140** Fonds propres pris en compte

<sup>1</sup> A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, ne sont plus réputés constituer des fonds propres les instruments de capital des fonds propres de base supplémentaires et des fonds propres complémentaires qui ont été émis après le 12 septembre 2010 et qui ne répondent pas aux nouvelles conditions de prise en compte réglementaire. L'al. 3 est réservé.

<sup>2</sup> Les instruments de capital émis avant le 12 septembre 2010 peuvent faire l'objet d'une prise en compte dégressive sur une période de dix ans, conformément

<sup>82</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO **2016** 1725).

<sup>83</sup> Abrogés par le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2017** 7625).

à l'art. 141; ils ne sont plus réputés constituer des fonds propres à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au plus tard.

<sup>3</sup> Les instruments de capital des fonds propres de base supplémentaires et des fonds propres complémentaires émis entre le 12 septembre 2010 et le 31 décembre 2011 peuvent être pris en compte de façon dégressive selon l'art. 141 si seules les dispositions contractuelles réglant le risque d'insolvabilité font défaut (art. 29).

**Art. 141**      Prise en compte des fonds propres de base et des fonds propres complémentaires au sens de l'ancien droit

<sup>1</sup> Le capital-participations et les autres composantes des fonds propres de base selon l'ancien droit que le nouveau droit n'admet pas en tant que fonds propres de base durs ou fonds propres de base supplémentaires et qui ont été émis avant le 12 septembre 2010 peuvent être pris en compte selon les al. 6 et 7 pendant 10 ans au plus. En est exclu le capital-participation des banques non organisées en société anonyme, lequel peut continuer d'être imputé sur les fonds propres de base durs selon le même mécanisme.

<sup>2</sup> Les fonds propres complémentaires d'après l'ancien droit qui ont été émis avant le 12 septembre 2010 et qui ne font pas partie des fonds propres complémentaires selon la présente ordonnance peuvent faire l'objet d'une prise en compte dégressive à titre de fonds propres complémentaires selon l'al. 1.

<sup>3</sup> A compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, les fonds propres réglementaires se décomposent, pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 31 décembre 2022 au plus tard, comme suit:

- a. les fonds propres de base durs au sens des nouvelles dispositions;
- b. les fonds propres de base supplémentaires au sens des nouvelles dispositions;
- c. le «Tier 1» selon l'ancien droit selon l'al. 1;
- d. les fonds propres complémentaires au sens des nouvelles dispositions;
- e. le «Tier 2» selon l'ancien droit selon l'al. 2.

<sup>4</sup> Jusqu'au 31 décembre 2021 au plus tard, les composantes selon l'al. 3, let. b et c, constituent les fonds propres de base supplémentaires, tandis que les composantes selon les let. d et e constituent les fonds propres complémentaires.

<sup>5</sup> Toutes les composantes des fonds propres selon les al. 1 et 2 font l'objet d'une évaluation quantitative à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance et sont additionnés par catégorie.

<sup>6</sup> Les montants en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013 déterminés conformément à l'al. 5 sont réduits de 10 % par an, pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Ils constituent la limite supérieure du maximum des composantes de fonds propres selon l'ancien droit pouvant être pris en compte durant l'année considérée. Le montant pris en compte ne doit pas excéder le montant des instruments de capital de qualité adéquate dont dispose la banque.

<sup>7</sup> Si un instrument de capital existant ne peut plus être pris en compte en tant que fonds propres de base supplémentaires en raison de la réduction progressive des possibilités de prise en compte selon l'al. 6, il peut être pris en compte en tant que fonds propres complémentaires s'il en remplit les nouvelles conditions, et ce dans la mesure où il est exclu des fonds propres de base supplémentaires.

#### **Art. 142** Phase d'introduction des corrections

<sup>1</sup> Les déductions que l'ancien droit ne prévoyait pas sont effectuées au niveau des fonds propres de base durs de manière croissante, par tranches annuelles de 20 %, sur une période de 5 ans:

- a. 20 % du montant déterminant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014;
- b. 40 % du montant déterminant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015;
- c. 60 % du montant déterminant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016;
- d. 80 % du montant déterminant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017; et
- e. 100 % du montant déterminant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

<sup>2</sup> La quote-part des positions selon l'al. 1 non soumise à déduction est prise en compte dans les fonds propres nécessaires, conformément à la pondération des risques selon l'ancien droit.

<sup>3</sup> Les déductions déjà effectuées partiellement ou entièrement sur les fonds propres de base selon l'ancien droit sont converties par étapes en une déduction sur les fonds propres de base durs conformément aux étapes de calcul définies à l'al. 1.

<sup>4</sup> Pour la quote-part des positions selon l'al. 3 non soumise à déduction, la déduction selon le droit actuel se poursuit de façon décroissante, par tranches de 20 % par an, sur une période de 5 ans:

- a. 100 % du montant déterminant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013;
- b. 80 % du montant déterminant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014;
- c. 60 % du montant déterminant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015;
- d. 40 % du montant déterminant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016;
- e. 20 % du montant déterminant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

<sup>5</sup> La déduction complémentaire selon l'al. 4 est abolie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

<sup>6</sup> La valeur seuil 3 (art. 35, al. 4) se monte jusqu'au 31 décembre 2017 à 15 % des fonds propres de base durs après prise en compte de toutes les modifications réglementaires, à l'exception de la déduction du montant dépassant le seuil 3.<sup>84</sup>

<sup>7</sup> Les nouvelles déductions des fonds propres de base supplémentaires et des fonds propres complémentaires sont introduites selon la même approche par étapes que celle décrite aux al. 1 à 5.

<sup>84</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 4 de l'annexe 2 à l'O du 30 avr. 2014 sur les banques, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 1269).

**Art. 143 à 147**<sup>85</sup>

**Art. 148**<sup>86</sup>

**Art. 148a**<sup>87</sup>

## **Section 2**<sup>88</sup>

### **Dispositions transitoires relatives à la modification du 11 mai 2016**

**Art. 148b**      Qualité des fonds propres

<sup>1</sup> En ce qui concerne la qualité des fonds propres requise selon l'art. 131, les composantes suivantes sont prises en compte:

- a. capital convertible à seuil de déclenchement élevé existant à l'entrée en vigueur de la présente modification, considéré comme des fonds propres complémentaires: pris en compte jusqu'à son échéance ou jusqu'au moment du premier appel de fonds, au plus tard jusqu'au 31 décembre 2019, en tant que capital convertible à seuil de déclenchement élevé sous forme de fonds propres de base supplémentaires;
- b. capital convertible à seuil de déclenchement bas existant à l'entrée en vigueur de la présente modification, considéré comme des fonds propres de base supplémentaires: pris en compte jusqu'au moment du premier appel de fonds en tant que capital convertible à seuil de déclenchement élevé sous forme de fonds propres de base supplémentaires;
- c. capital convertible ne pouvant plus être pris en compte selon la lettre a: pris en compte jusqu'à un an avant l'échéance en tant qu'instrument permettant de respecter les exigences énoncées aux art. 132 et 133;
- d. capital convertible ne pouvant plus être pris en compte selon la let. b: pris en compte jusqu'au moment d'une éventuelle résiliation par la banque en tant qu'instrument permettant de respecter les exigences énoncées aux art. 132 et 133.

<sup>2</sup> En ce qui concerne la qualité des fonds propres requise selon l'art. 131, le capital convertible à seuil de déclenchement de 5 % émis avant l'entrée en vigueur de la modification au 1<sup>er</sup> juillet 2016 est pris en compte comme suit:

- a. s'il est considéré comme des fonds propres complémentaires: prise en compte jusqu'à son échéance ou jusqu'au moment du premier appel de fonds, au plus tard jusqu'au 31 décembre 2019, en tant que capital conver-

<sup>85</sup> Abrogés par le ch. I de l'O du 11 mai 2016, avec effet au 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO **2016** 1725).

<sup>86</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2017** 7625).

<sup>87</sup> Introduit par le ch. 4 de l'annexe 2 à l'O du 30 avr. 2014 sur les banques (RO **2014** 1269).

Abrogé par le ch. I de l'O du 11 mai 2016, avec effet au 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO **2016** 1725).

<sup>88</sup> Introduite par le ch. I de l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO **2016** 1725).



tible à seuil de déclenchement élevé sous forme de fonds propres de base supplémentaires;

- b. s'il est considéré comme des fonds propres de base supplémentaires: prise en compte jusqu'au moment du premier appel de fonds, en tant que capital convertible à seuil de déclenchement élevé sous forme de fonds propres de base supplémentaires;
- c. s'il ne peut plus être pris en compte selon les let. a et b: prise en compte jusqu'à un an avant l'échéance en tant qu'instrument permettant de respecter les exigences énoncées aux art. 132 à 133.

**Art. 148c** Fonds propres nécessaires pour poursuivre l'exploitation ordinaire de la banque

<sup>1</sup> A l'entrée en vigueur de la modification au 1<sup>er</sup> juillet 2016, l'exigence énoncée à l'art. 129 se monte à 3 % pour le *leverage ratio* et à 10,75 % pour la part RWA. Les fonds propres de base supplémentaires détenus sous forme de capital convertible à seuil de déclenchement élevé peuvent être pris en compte au maximum à hauteur de 0,70 % pour le *leverage ratio* et de 2,625 % pour la part RWA.

<sup>2</sup> En 2017, l'exigence énoncée à l'art. 129 se monte à 3,5 % pour le *leverage ratio* et à 12,0 % pour la part RWA. Les fonds propres de base supplémentaires détenus sous forme de capital convertible à seuil de déclenchement élevé peuvent être pris en compte au maximum à hauteur de 0,9 % pour le *leverage ratio* et de 3 % pour la part RWA.

<sup>3</sup> En 2018, l'exigence énoncée à l'art. 129 se monte à 4,0 % pour le *leverage ratio* et à 12,86 % pour la part RWA. Les fonds propres de base supplémentaires détenus sous forme de capital convertible à seuil de déclenchement élevé peuvent être pris en compte au maximum à hauteur de 1,1 % pour le *leverage ratio* et de 3,4 % pour la part RWA.

<sup>4</sup> En 2019, doivent être respectées l'exigence de base énoncée à l'art. 129 pour le *leverage ratio* et l'exigence de base énoncée à l'art. 129 pour la part RWA de même que la moitié du supplément lié à la part de marché et la moitié du supplément lié à l'engagement total. Les fonds propres de base supplémentaires détenus sous forme de capital convertible à seuil de déclenchement élevé peuvent être pris en compte au maximum à hauteur de 1,3 % pour le *leverage ratio* et de 3,9 % pour la part RWA.

**Art. 148d** Fonds supplémentaires destinés à absorber les pertes

<sup>1</sup> A l'entrée en vigueur de la modification au 1<sup>er</sup> juillet 2016, l'exigence énoncée à l'art. 132 se monte à 1,0 % pour le *leverage ratio* et à 3,5 % pour la part RWA.

<sup>2</sup> En 2017, l'exigence énoncée à l'art. 132 se monte à 1,875 % pour le *leverage ratio* et à 5,84 % pour la part RWA, auxquels s'ajoutent un quart du supplément lié à la part de marché et un quart du supplément lié à l'engagement total.

<sup>3</sup> En 2018, l'exigence énoncée à l'art. 132 se monte à 2,75 % pour le *leverage ratio* et à 8,18 % pour la part RWA, auxquels s'ajoutent la moitié du supplément lié à la part de marché et la moitié du supplément lié à l'engagement total.

<sup>4</sup> En 2019, l'exigence énoncée à l'art. 132 se monte à 3,625 % pour le *leverage ratio* et à 10,52 % pour la part RWA, auxquels s'ajoutent les trois quarts du supplément lié à la part de marché et les trois quarts du supplément lié à l'engagement total.

<sup>5</sup> Les exigences énoncées aux al. 1 à 4 s'appliquent sous réserve d'une réduction en raison d'une remise selon l'art. 133.

**Art. 148e** *Bail-in bonds* émis avant l'entrée en vigueur de la modification du 11 mai 2016

<sup>1</sup> La FINMA autorise a posteriori les *bail-in bonds* qui ont été émis avant l'entrée en vigueur de la modification au 1<sup>er</sup> juillet 2016 par des banques d'importance systémique actives au niveau international au sens de l'art. 124a si les conditions prévues à l'art. 126a sont remplies.

<sup>2</sup> Jusqu'au 31 décembre 2021, les *bail-in bonds* émis par une société à but spécial peuvent également être autorisés.

**Art. 148f** Volant anticyclique étendu

Le volant anticyclique étendu peut atteindre, sur la base des positions pondérées, au maximum:

- a. 0,625 % à l'entrée en vigueur de la modification au 1<sup>er</sup> juillet 2016;
- b. 1,25 % en 2017;
- c. 1,875 % en 2018.

## Section 3<sup>89</sup>

### Disposition transitoire relative à la modification du 23 novembre 2016

**Art. 148g<sup>90</sup>**

<sup>1</sup> Le calcul des équivalents-crédit de dérivés en vue de déterminer les fonds propres nécessaires doit être effectué selon les art. 56 à 59 au plus tard 36 mois après l'entrée en vigueur de la modification du 23 novembre 2016.

<sup>2</sup> La pondération des positions attribuées à la classe de positions selon l'art. 63, al. 3, let. fbis, doit être effectuée au plus tard 36 mois après l'entrée en vigueur de la modification du 23 novembre 2016 conformément à l'art. 66, al. 3bis.

<sup>3</sup> Jusqu'au 31 décembre 2019, la conversion de dérivés en leur équivalent-crédit intervenant dans le cadre du titre 4 peut également être effectuée selon la méthode de la valeur de marché ou la méthode standard visées aux art. 56 à 58 dans leur teneur du 1<sup>er</sup> juillet 2016<sup>91</sup>. La FINMA peut prolonger ce délai.

<sup>89</sup> Introduite par le ch. I de l'O du 23 nov. 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2017 (RO 2016 4683).

<sup>90</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7625).

<sup>91</sup> RO 2012 5441

**Section 4<sup>92</sup>****Disposition transitoire relative à la modification du 22 novembre 2017****Art. 148*h***

Les banques qui attendent ou soupçonnent des dépassements non autorisés de la limite maximale applicable aux gros risques (art. 97 à 99) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 s'annoncent auprès de la FINMA dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de la modification du 22 novembre 2017.

**Section 5<sup>93</sup>****Disposition transitoire relative à la modification du 21 novembre 2018****Art. 148*i***      Traitement des participations

Les dispositions transitoires relatives au traitement des participations qui ont été édictées au cas par cas par la FINMA avant l'entrée en vigueur de la modification du 21 novembre 2018 priment les dispositions de l'art. 32, let. j, et de l'annexe 4.

**Art. 148*j***      Fonds supplémentaires pour les banques d'importance systémique non actives au niveau international

L'exigence énoncée à l'art. 132, al. 2, let. b, se monte:

- a. en 2019, à 0,21 % pour le *leverage ratio* et à 0,64 % pour la part RWA;
- b. en 2020, à 0,42 % pour le *leverage ratio* et à 1,28 % pour la part RWA;
- c. en 2021, à 0,63 % pour le *leverage ratio* et à 1,92 % pour la part RWA;
- d. en 2022, à 0,84 % pour le *leverage ratio* et 2,56 % pour la part RWA;
- e. en 2023, à 1,05 % pour le *leverage ratio* et à 3,2 % pour la part RWA;
- f. en 2024, à 1,26 % pour le *leverage ratio* et à 3,84 % pour la part RWA;
- g. en 2025, à 1,5 % pour le *leverage ratio* et à 4,5 % pour la part RWA, auxquels s'ajoutent la moitié du supplément lié à la part de marché et la moitié du supplément lié à l'engagement total.

**Chapitre 2 Dispositions finales****Art. 149**      Abrogation du droit en vigueur

L'ordonnance du 29 septembre 2006 sur les fonds propres<sup>94</sup> est abrogée.

<sup>92</sup> Introduite par le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7625).

<sup>93</sup> Introduite par le ch. I de l'O du 21 nov. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5241).

**Art. 150**      Modification du droit en vigueur

La modification du droit en vigueur est réglée à l'annexe 6.

**Art. 151**      Entrée en vigueur

<sup>1</sup> La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013, sous réserve des al. 2 et 3 du présent article.

<sup>2</sup> L'art. 43 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

<sup>3</sup> Les dispositions du titre 5 entrent en vigueur, à l'exception des art. 126 et 127, sous réserve de leur approbation par l'Assemblée fédérale.<sup>95</sup>

<sup>94</sup> [RO 2006 4307, 2008 5363 annexe ch. 8, 2009 6101, 2010 5429 et 2012 3539]

<sup>95</sup> Approuvée par l'Ass. féd. le 18 sept. 2012 (FF 2012 7771).

*Annexe 6*  
(art. 150)

## **Modification du droit en vigueur**

...<sup>99</sup>

<sup>99</sup> Les mod. peuvent être consultées au RO **2012** 5441.

*Annexe 7<sup>100</sup>*  
(art. 44, al. 2)

## **Volant anticyclique**

1. Les banques sont tenues de conserver, sous forme de fonds propres de base durs, un volant anticyclique sur des positions garanties de manière directe ou indirecte par des gages immobiliers pour des objets d'habitation situés en Suisse au sens de l'art. 72.
2. Le volant anticyclique correspond à 2 % des positions pondérées en fonction des risques.

*Les annexes 1-5 et 8-9 ne sont pas reproduites.*

<sup>100</sup> Introduite par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013 (RO 2013 693). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 janv. 2014, en vigueur depuis le 30 juin 2014 (RO 2014 437).

# Ordonnance sur les liquidités des banques (Ordonnance sur les liquidités, OLiq)

**952.06**

du 30 novembre 2012 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2018)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu les art. 4, al. 2, 10, al. 4, let. a, et 56 de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques (LB)<sup>1</sup>,

*arrête:*

## Chapitre 1 Dispositions générales

### Art. 1 Objet

<sup>1</sup> La présente ordonnance règle les exigences qualitatives et quantitatives en matière de liquidités que doivent remplir les banques selon la LB.

<sup>2</sup> La FINMA édicte les dispositions d'exécution techniques.

### Art. 2 Principes

<sup>1</sup> Chaque banque doit disposer en tout temps de liquidités suffisantes pour être en mesure de remplir ses obligations de paiement, y compris en situation de crise.

<sup>2</sup> Elle garde en permanence une réserve suffisante de liquidités pour pouvoir faire face à toute détérioration soudaine de ses liquidités et s'assure de la viabilité à moyen et long terme de son financement.<sup>2</sup>

## Chapitre 2 Rapports

### Art. 3 Collecte de données

<sup>1</sup> La FINMA peut exiger des banques qu'elles présentent des rapports sur leurs liquidités conformément aux directives du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> Elle est habilitée en particulier à collecter les données servant à calculer le ratio structurel de liquidités à long terme (*Net Stable Funding Ratio*, NSFR) ainsi que, au

RO 2012 7251

<sup>1</sup> RS 952.0

<sup>2</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7635).

<sup>3</sup> Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, Bâle III: dispositif international de mesure, normalisation et surveillance du risque de liquidité, décembre 2010; disponible sous [www.bis.org/bcbs/basel3.htm](http://www.bis.org/bcbs/basel3.htm)

besoin, des données relatives à d'autres paramètres d'observation, au niveau tant du groupe financier que de l'établissement individuel.<sup>4</sup>

#### **Art. 4<sup>5</sup>** Tâches de la société d'audit

La société d'audit confirme l'exactitude des rapports sur le NSFR et sur d'autres paramètres d'observation conformément aux dispositions d'exécution techniques édictées par la FINMA.

### **Chapitre 3 Exigences en matière de liquidités**

#### **Section 1 Exigences qualitatives**

#### **Art. 5** Principe de la proportionnalité

Les banques gèrent les risques de liquidité de manière appropriée, en fonction de leur taille et de la nature, de l'étendue, de la complexité et du degré de risque de leurs activités, tant au niveau du groupe financier que des établissements individuels.

#### **Art. 6** Fonctions de direction, de contrôle et de pilotage

<sup>1</sup> Les banques décident dans quelle mesure elles sont disposées à prendre des risques de liquidité (tolérance au risque de liquidité).

<sup>2</sup> Elles définissent leurs stratégies de pilotage du risque de liquidité en conformité avec leur tolérance au risque de liquidité.

<sup>3</sup> Dans toutes leurs activités principales au bilan et hors bilan, les banques tiennent compte de leurs coûts et de leurs risques de liquidité notamment pour fixer leurs prix, introduire de nouveaux produits et calculer leurs rendements. Elles veillent au maintien de l'équilibre entre les incitations aux risques et les risques de liquidité qu'elles prennent en conformité avec le niveau de tolérance au risque de liquidité qu'elles ont déterminé.

#### **Art. 7** Systèmes de mesure et de pilotage des risques

<sup>1</sup> Les banques adoptent des processus appropriés d'identification, d'évaluation, de pilotage et de surveillance des risques de liquidité. Elles doivent, en particulier, établir une vue d'ensemble de leurs liquidités sur des périodes de différentes longueurs, incluant une comparaison des entrées et des sorties de trésorerie prévues pour les positions au bilan et hors bilan.<sup>6</sup>

<sup>4</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 juin 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 2321).

<sup>5</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 juin 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 2321).

<sup>6</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 juin 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 2321).



<sup>2</sup> Elles identifient, pilotent et surveillent les risques de liquidité et les besoins de financement du groupe financier ainsi que des entités juridiques, segments d'activité et monnaies importants pour le risque de liquidité. Ce faisant, elles tiennent compte pour la transmissibilité des liquidités des restrictions légales, réglementaires ou opérationnelles.

<sup>3</sup> Elles identifient, pilotent et surveillent les risques de liquidité intra-journaliers. Les risques courus ne doivent pas compromettre leurs obligations ni leurs systèmes de paiement et d'exécution.

<sup>4</sup> Elles surveillent les actifs générateurs de liquidités, en distinguant les actifs grevés et les actifs non grevés. Elles doivent être en mesure d'indiquer à tout moment où se trouvent ces actifs et comment ils peuvent être mobilisés avec effet immédiat.

#### **Art. 8** Réduction des risques

Les banques prennent des mesures visant à réduire les risques de liquidité. Elles doivent notamment prévoir un système de limites et disposer d'une structure de financement adéquatement diversifiée en fonction des sources de financement et des échéances.

#### **Art. 9** Tests de résistance

<sup>1</sup> Chaque banque doit élaborer divers scénarios de crise axés sur les risques de liquidité et réaliser sur la base de ces scénarios des tests de résistance concernant la situation en matière de liquidités. Ce faisant, elle doit tenir compte des flux de paiements issus de positions hors bilan et d'autres engagements conditionnels, y compris ceux provenant d'entités ad hoc de titrisation et d'autres entités ad hoc auxquelles elle fournit des liquidités ou qu'elle doit soutenir matériellement par des liquidités pour des raisons contractuelles ou de réputation.

<sup>2</sup> Le choix des scénarios de crise doit tenir compte des éléments suivants:

- a. causes et facteurs spécifiques à l'établissement, communs à l'ensemble du marché et combinés;
- b. différents horizons de temps;
- c. divers degrés de gravité des événements de crise, y compris le scénario d'une perte du financement non garanti et d'une limitation du financement garanti.

<sup>3</sup> Les hypothèses relatives aux scénarios concernant notamment les entrées et les sorties de trésorerie ainsi que la valeur de liquidité des actifs en cas d'événement de crise doivent être régulièrement vérifiées, en particulier après un événement de crise.<sup>7</sup>

<sup>4</sup> L'analyse des tests de résistance comporte un examen des répercussions sur le compte de résultats.

<sup>7</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 juin 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 2321).

**Art. 10** Plan d'urgence

<sup>1</sup> Chaque banque établit un plan d'urgence prévoyant la mise en œuvre de stratégies efficaces en cas de pénurie de liquidités. Elle arrête dans des instructions et des directives internes les compétences, les moyens de communication et les mesures nécessaires sous une forme appropriée.

<sup>2</sup> Le plan d'urgence doit tenir compte en particulier des scénarios de crise selon l'art. 9, al. 1, ainsi que des résultats des tests de résistance.

**Art. 11** Tâches de la société d'audit

La société d'audit atteste que les exigences qualitatives sont remplies conformément aux dispositions d'exécution techniques de la FINMA concernant les art. 5 à 10.

**Section 2<sup>8</sup> Exigences quantitatives****Art. 12** Ratio de liquidités à court terme

<sup>1</sup> Le ratio de liquidités à court terme (*Liquidity Coverage Ratio*, LCR) a pour but de garantir que les banques détiennent suffisamment d'actifs liquides de haute qualité (*High Quality Liquid Assets*, HQLA) pour pouvoir couvrir en tout temps la sortie nette de trésorerie attendue dans un scénario de crise reposant sur des hypothèses de sortie et d'entrée de trésorerie à 30 jours. Les hypothèses concernant les sorties de trésorerie et les taux de sortie sont fixées dans l'annexe 2, celles qui concernent les entrées de trésorerie et les taux d'entrée le sont dans l'annexe 3.

<sup>2</sup> Le respect du LCR ne dispense pas les banques de l'obligation de détenir des réserves suffisantes de liquidités au sens de l'art. 2, al. 2, et de prendre ainsi en compte les résultats des tests de résistance au sens de l'art. 9, al. 1.

**Art. 13** Calcul

<sup>1</sup> Le LCR correspond au quotient de:

- a. l'encours des HQLA (au numérateur);
- b. la valeur de la sortie nette de trésorerie attendue à 30 jours selon le scénario de crise (au dénominateur).

**Art. 14** Respect des exigences du LCR

<sup>1</sup> La banque respecte les exigences du LCR lorsque le quotient au sens de l'art. 13 est égal ou supérieur à 1.

<sup>2</sup> Le LCR doit être respecté séparément, au niveau tant du groupe financier que de l'établissement individuel, pour:

<sup>8</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 juin 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015, sauf l'art. 17e, al. 2 et 3, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2017 (RO 2014 2321).

- a.<sup>9</sup> l'ensemble des positions au sens des art. 15a, 15b et 16 et dans toutes les devises, converties en francs suisses, et
- b. l'ensemble des positions au sens des art. 15a, 15b et 16 en francs suisses, eu égard à l'art. 17.

<sup>3</sup> La FINMA règle:

- a. dans quelle mesure les sociétés holding ayant une banque comme filiale peuvent être libérées des exigences relatives au LCR, s'il n'est pas indiqué sous l'angle du droit de la surveillance d'y astreindre la société holding;
- b. dans quelle mesure, dans les groupes financiers dotés d'une structure de holding, la société mère en tant qu'établissement individuel peut être libérée des exigences relatives au LCR;
- c.<sup>10</sup> dans quelle mesure des allègements en matière de justificatif du respect du LCR peuvent être prévus pour les banques des catégories 4 et 5 au sens de l'annexe 3 de l'ordonnance du 30 avril 2014 sur les banques (OB)<sup>11</sup>.

<sup>4</sup> Dans des cas particuliers, elle peut:

- a.<sup>12</sup> prononcer des mesures dérogeant à l'obligation de consolidation en matière de droit de la surveillance, au sens de l'art. 7 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juin 2012 sur les fonds propres (OFR)<sup>13</sup>, si ceci est nécessaire pour enregistrer des participations supplémentaires importantes sous l'angle des risques de liquidité;
- b. soumettre une banque à des exigences plus élevées relatives au LCR, dans la mesure où cela s'impose en raison des activités de cette dernière, des risques de liquidité pris, de la stratégie d'affaires, de la qualité de la gestion du risque de liquidité ou du niveau de développement des techniques utilisées.

<sup>5</sup> Si un établissement individuel se finance dans une mesure importante auprès de succursales à l'étranger, la FINMA peut exiger de cet établissement de calculer le LCR sans prendre en compte les entrées attendues provenant de ces succursales. Se fondant sur son évaluation des risques, elle peut alors fixer des exigences supplémentaires relatives au respect du LCR.<sup>14</sup>

<sup>6</sup> La FINMA peut, sur demande de la banque, libérer des exigences relatives au LCR les succursales étrangères en Suisse dont la société mère est soumise à l'étranger à des exigences prudentielles et juridiques comparables à celles en vigueur en Suisse, à condition que des informations comparables au LCR soient publiées sur une base consolidée.

<sup>9</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7635).

<sup>10</sup> Introduite par le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7635).

<sup>11</sup> RS 952.02

<sup>12</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7635).

<sup>13</sup> RS 952.03

<sup>14</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7635).

**Art. 15** HQLA: définition et composition

<sup>1</sup> Les HQLA sont des actifs:

- a. dont la banque peut disposer facilement et à tout moment durant les 30 prochains jours, sans perte de valeur significative, afin de se procurer des liquidités; et
- b. qui remplissent les exigences supplémentaires visées à l'art. 15*d*.

<sup>2</sup> Ils peuvent comprendre:

- a. les actifs possédant la liquidité la plus élevée au sens de l'art. 15*a* (catégorie 1);
- b. les actifs possédant une liquidité élevée au sens de l'art. 15*b* (catégories 2a et 2b).

**Art. 15a** HQLA: actifs de la catégorie 1

<sup>1</sup> Les actifs de la catégorie 1 comprennent les actifs suivants:

- a. pièces et billets de banque;
- b. avoirs auprès des banques centrales, réserves minimales comprises, pour autant que la réglementation de la banque centrale concernée en autorise le retrait en cas de crise de liquidités;
- c. titres négociables ayant valeur de créances sur:
  1. un gouvernement central,
  2. une banque centrale,
  3. une collectivité territoriale subordonnée, mais autonome sur le plan budgétaire et habilitée à lever des impôts, ou une autre corporation de droit public,
  4. la Banque des règlements internationaux,
  5. le Fonds monétaire international,
  6. la Banque centrale européenne,
  7. l'Union européenne,
  8. des banques multilatérales de développement;

<sup>c</sup><sub>bis</sub>. titres négociables garantis par des institutions selon liste sous let. c;

- d. titres négociables ayant valeur de créances sur un gouvernement central ou une banque centrale, émis en monnaie locale par le gouvernement central ou la banque centrale dans le pays où est pris le risque de liquidité ou dans le pays d'origine de la banque, pour un gouvernement central ayant une pondération de risque supérieure à 0 % selon le par. 53 de l'approche standard de Bâle II<sup>15</sup>;

<sup>15</sup> Comité de Bâle sur le contrôle bancaire – Bâle II: Convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres. Dispositif révisé. Version compilée; disponible sous: [www.bis.org](http://www.bis.org) > Monetary & financial stability > Basel Committee on Banking Supervision > Basel III > Related Information Basel II - June 2006 (comprehensive version)

- e. titres négociables ayant valeur de créances sur la Confédération ou la Banque nationale suisse (BNS), émis en devises, jusqu'à concurrence de la sortie nette de trésorerie attendue en cas de crise dans la devise dans laquelle le risque de liquidité est pris; cela vaut même si la Suisse a une pondération de risque supérieure à 0 % selon le par. 53 de l'approche standard de Bâle II.

<sup>2</sup> Les titres négociables au sens de l'al. 1, let. c et c<sup>bis</sup>, ne peuvent être pris en compte dans la catégorie 1 que s'ils remplissent les conditions suivantes:

- a. ils sont assortis d'une pondération de risque de 0 % selon le par. 53 de l'approche standard de Bâle II;
- b. en cas de créances garanties, il existe soit une garantie expresse, irrévocable et inconditionnelle d'un gouvernement central ou d'une collectivité territoriale subordonnée, soit la responsabilité solidaire de plusieurs collectivités territoriales;
- c. il ne s'agit pas d'engagements d'un établissement financier au sens de l'annexe 1, ni d'une société liée à un établissement financier. Font exception les emprunts émis par des établissements financiers qui ont été créés par un gouvernement central ou par le gouvernement d'une collectivité territoriale subordonnée et ont pour but d'accorder, sur mandat de l'Etat, des prêts incitatifs sur une base non concurrentielle et à des fins non lucratives.

<sup>3</sup> Les actifs de la catégorie 1 sont évalués à la valeur actuelle de marché.

**Art. 15b** HQLA: actifs de la catégorie 2

<sup>1</sup> Les actifs de la catégorie 2a comprennent les actifs suivants:

- a. titres négociables ayant valeur de créances sur:
  - 1. un gouvernement central,
  - 2. une banque centrale,
  - 3. une collectivité territoriale subordonnée ou une autre corporation de droit public,
  - 4. et 5.<sup>16</sup> ...
  - 6. des banques multilatérales de développement;
- a<sup>bis</sup>. titres négociables garantis par des institutions selon liste sous let. a;
- b. emprunts d'entreprises négociables, y compris les papiers monétaires, à condition qu'ils aient été émis par des sociétés ne constituant pas, seules ou comme entités liées, un établissement financier au sens de l'annexe 1;
- c.<sup>17</sup> titres de créance couverts et négociables de droit spécial qui n'ont pas été émis par la banque elle-même, ni par un autre établissement financier au sens de l'annexe 1 qui lui est lié; les lettres de gage émises par les centrales

<sup>16</sup> Abrogés par le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7635).

<sup>17</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7635).

d'émission en vertu de la loi du 25 juin 1930 sur l'émission des lettres de gages (LLG)<sup>18</sup> peuvent être prises en compte.

<sup>2</sup> Les titres négociables au sens de l'al. 1, let. a et a<sup>bis</sup>, ne peuvent être pris en compte dans la catégorie 2a que s'ils remplissent les conditions suivantes:

- a. ils sont assortis d'une pondération de risque de 20 % au plus selon le par. 53 de l'approche standard de Bâle II;
- b. il ne s'agit pas d'engagements d'un établissement financier au sens de l'annexe 1, ni d'une société liée à un établissement financier. Font exception les emprunts émis par des établissements financiers qui ont été créés par un gouvernement central ou par le gouvernement d'une collectivité territoriale subordonnée et ont pour but d'accorder, sur mandat de l'Etat, des prêts incitatifs sur une base non concurrentielle et à des fins non lucratives.

<sup>3</sup> Les emprunts d'entreprises au sens de l'al. 1, let. b, et les titres de créance couverts au sens de l'al. 1, let. c, peuvent être pris en compte dans la catégorie 2a:

- a. s'ils bénéficient d'une notation à long terme des classes de notation 1 ou 2 selon l'annexe 2 de l'OFR<sup>19</sup>;
- b. s'ils bénéficient, en l'absence d'une telle notation, d'une notation à court terme de qualité équivalente attribuée par une agence de notation reconnue par la FINMA;
- c. s'ils servent à couvrir des sorties de trésorerie à l'étranger et bénéficient d'une notation de qualité équivalente aux exigences des let. a ou b attribuée par une agence de notation reconnue par l'autorité de surveillance nationale concernée, ou
- d. si, sans bénéficier d'une notation au sens des let. a à c, ils ont fait l'objet d'une évaluation interne ayant établi que leur probabilité de défaillance est équivalente à celle résultant d'une notation des classes de notation 1 ou 2 selon l'annexe 2 de l'OFR.<sup>20</sup>

<sup>4</sup> Les actifs de la catégorie 2a sont évalués à la valeur actuelle de marché avec une décote de 15 %.

<sup>5</sup> La FINMA peut désigner d'autres actifs de la catégorie 2 (actifs de la catégorie 2b), à condition qu'ils:

- a. aient fait la preuve qu'ils constituent une source fiable de liquidités sur les marchés repo ou au comptant, même en période de tensions; et qu'ils
- b. n'aient pas été émis par un établissement financier au sens de l'annexe 1, ni par une société liée à un établissement financier.

<sup>6</sup> Les actifs de la catégorie 2b sont évalués à la valeur actuelle de marché avec une décote d'au moins 50 %.

<sup>18</sup> RS 211.423.4

<sup>19</sup> RS 952.03

<sup>20</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7635).

**Art. 15c** HQLA: imputation

<sup>1</sup> Par rapport à l'encours total des HQLA, les actifs peuvent être pris en compte pour le calcul du LCR dans les proportions suivantes:

- a. actifs de la catégorie 1: sans limite;
- b. actifs de la catégorie 2b seuls: jusqu'à concurrence d'un plafond fixé à 15 %;
- c. actifs de la catégorie 2a et 2b ensemble: jusqu'à concurrence d'un plafond fixé à 40 %.

<sup>2</sup> Avant de calculer le plafond selon l'al. 1, let. b et c, il faut:

- a. déduire les décotes de 15 % et de 50 % prévues à l'art. 15b, al. 4 et 6;
- b. dénouer les opérations conformément à l'art. 15e; et
- c. régler les opérations de financement garanties qui:
  1. comportent l'échange de HQLA,
  2. ne sont pas concernées par l'art. 15e, et
  3. ont une durée maximale de 30 jours.

<sup>3</sup> Les plafonds doivent être respectés au niveau tant du groupe financier que de l'établissement individuel.

<sup>4</sup> La FINMA fixe les modalités de calcul des plafonds.

<sup>5</sup> Les actifs des catégories 1 et 2 qui ont valeur de titres, d'emprunts ou de titres de créance émis à l'étranger ne peuvent être pris en compte en tant que HQLA que:

- a. s'ils respectent les exigences de qualité pour les HQLA au sens des réglementations étrangères correspondantes, ou
- b. si la BNS les considère comme pouvant être pris en pension.<sup>21</sup>

<sup>6</sup> Sont déterminants pour le respect du LCR les HQLA détenus le premier jour de la période de 30 jours prévue dans le scénario de crise, quelle que soit leur durée résiduelle. Les HQLA d'opérations devant être dénouées conformément à l'art. 15e ne sont pas pris en considération.

<sup>7</sup> Les actifs peuvent être imputés sur les HQLA pendant encore 30 jours à compter du moment où ils cessent d'être considérés comme des HQLA.

**Art. 15d** HQLA: exigences supplémentaires

La FINMA précise:

- a. les caractéristiques des HQLA déterminantes pour qu'un approvisionnement fiable en liquidités reste possible pendant la période de 30 jours prévue dans le scénario de crise;

<sup>21</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7635).

- b. les exigences opérationnelles auxquelles la gestion des HQLA doit satisfaire pour qu'un approvisionnement fiable en liquidités reste possible pendant la période de 30 jours prévue dans le scénario de crise;
- c.<sup>22</sup> les règles visant une diversification appropriée des HQLA.

#### **Art. 15e** HQLA: dénouement

<sup>1</sup> Les opérations de financement garanties sont dénouées si elles incluent l'échange de HQLA et arrivent à échéance dans les 30 jours.

<sup>2</sup> Sont réputés être des opérations de financement garanties les swaps de collatéral et les financements de titres tels que les opérations de pension, les prêts de titres et les crédits garantis par des titres.<sup>23</sup>

<sup>3</sup> Les opérations diminuant la liquidité effectuées par la BNS sont dénouées, quel que soit le type de garantie, si elles arrivent à échéance dans les 30 jours. Les opérations augmentant la liquidité effectuées par la BNS ne sont dénouées que si elles sont garanties par des HQLA et arrivent à échéance dans les 30 jours.

<sup>4</sup> Les échanges d'actifs de la catégorie 2b et les opérations de financement garanties ne sont pas dénoués, si les actifs reçus servent à couvrir des positions courtes dont l'échéance est supérieure à 30 jours. Les positions courtes comprennent tant les prêts non garantis que les ventes non couvertes d'actifs.

<sup>5</sup> Dans le cas des opérations assorties d'une possibilité contractuelle de résiliation menées avec la BNS, le délai de résiliation est déterminant pour calculer la durée résiduelle.

<sup>6</sup> La FINMA édicte des dispositions d'exécution techniques pour les opérations de financement garanties effectuées dans des devises dans lesquelles la banque ne détient aucun compte auprès de la banque centrale concernée.<sup>24</sup>

#### **Art. 16** Sortie nette de trésorerie

<sup>1</sup> La sortie nette de trésorerie est calculée en soustrayant au total des sorties de trésorerie attendues pendant la période de 30 jours prévue dans le scénario de crise le total des entrées de trésorerie attendues durant la même période.

<sup>2</sup> Lors de ce calcul, le total des entrées de trésorerie attendues est soumis à un plafond global de 75 % des sorties de trésorerie attendues.

<sup>3</sup> Les sorties de trésorerie sont calculées en pondérant les positions au bilan et les positions hors bilan, selon la catégorie de sorties, aux taux déterminants selon l'annexe 2.

<sup>22</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7635).

<sup>23</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7635).

<sup>24</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7635).



<sup>4</sup> Si une position peut être classée dans plusieurs catégories de sorties, celle affichant le taux de sortie le plus élevé sera déterminante.

<sup>5</sup> Les entrées de trésorerie sont calculées en pondérant les positions au bilan, selon la catégorie d'entrées, aux taux déterminants selon l'annexe 3.

<sup>6</sup> Si une position peut être classée dans plusieurs catégories d'entrées, celle affichant le taux d'entrée le plus bas est déterminante.

<sup>7</sup> Aucune entrée ou sortie de trésorerie n'est prise en compte pour les positions qui doivent être dénouées conformément à l'art. 15e.

<sup>8</sup> Le bilan et les positions hors bilan ne peuvent être comptabilisés deux fois. En particulier, les actifs faisant partie de l'encours des HQLA ne peuvent pas être pris en compte également comme entrées de trésorerie.

<sup>9</sup> En dérogation à l'annexe 2, la FINMA peut:

- a. fixer des taux de sortie moins élevés pour les dépôts stables à l'étranger soumis à un système de garantie des dépôts particulièrement sûr;
- b. reconnaître une approche de modèle interne applicable au calcul du besoin accru de liquidités résultant de variations de la valeur de marché d'opérations sur dérivés et d'autres transactions financières.

#### **Art. 17**            Respect du LCR en francs suisses

<sup>1</sup> La FINMA règle à quelles conditions et dans quelle mesure les banques peuvent prendre en compte des HQLA en devises afin de respecter le LCR selon l'art. 14, al. 2, let. b.

<sup>2</sup> Pour les banques qui ne détiennent pas de HQLA en devises pour des raisons opérationnelles, elle décide à quelles conditions et dans quelle mesure des actifs de la catégorie 2a peuvent être pris en compte au-delà du plafond de 40 % (art. 15c, al. 1, let. c).

#### **Art. 17a**            LCR en devises significatives

<sup>1</sup> Le LCR doit être établi et surveillé pour toutes les positions détenues dans chaque devise significative.

<sup>2</sup> Les plafonds de 15 % et de 40 % fixés à l'art. 15c, al. 1, let. b et c, doivent être observés lors du calcul du LCR pour chaque devise significative. Le plafond de 75 % pour les entrées de trésorerie fixé à l'art. 16, al. 2, n'est pas déterminant ici.

<sup>3</sup> La FINMA règle:

- a. le niveau de consolidation auquel s'appliquent les devoirs d'établissement et de surveillance du LCR;
- b. le pourcentage, par rapport au total des passifs d'une banque, des engagements en devises à partir duquel une devise est réputée significative.

<sup>4</sup> Si une banque s'expose excessivement au risque de change, la FINMA peut, dans des cas particuliers justifiés, fixer des planchers pour le LCR en devises significatives.

<sup>5</sup> Elle peut en outre fixer des exigences relatives au LCR en devises significatives, si l'application des standards reconnus au niveau international l'exige.

<sup>6</sup> Les HQLA en devises qui, selon l'art. 17, servent à couvrir la sortie nette de trésorerie en francs suisses, ne peuvent être pris en compte pour couvrir la sortie nette de trésorerie dans la devise concernée.

#### **Art. 17b** Non-respect des exigences du LCR

<sup>1</sup> Si des circonstances exceptionnelles aboutissent à une pénurie générale de liquidités, il peut être temporairement dérogé aux exigences du LCR.

<sup>2</sup> Les banques avertissent immédiatement la FINMA en cas de non-respect avéré des exigences du LCR, ou si une telle situation est à prévoir.

<sup>3</sup> Elles soumettent aussitôt à la FINMA un plan indiquant par quelles mesures et dans quel délai les exigences du LCR seront de nouveau satisfaites.

<sup>4</sup> Si le plan ne peut garantir que les exigences du LCR soient de nouveau satisfaites dans un délai raisonnable, la FINMA peut prendre des mesures appropriées.

<sup>5</sup> Elle peut imposer aux banques ne satisfaisant pas aux exigences du LCR de lui annoncer de manière rapide ce qu'il en est plusieurs fois par mois, et définir des annonces supplémentaires sur la situation des liquidités, en fonction de la durée et de l'ampleur du non-respect des exigences du LCR.

#### **Art. 17c<sup>25</sup>** Justificatif de liquidité

<sup>1</sup> La FINMA détermine la forme et le contenu des formulaires servant à justifier le respect du LCR (justificatif de liquidité). Elle peut prévoir des allègements pour les banques des catégories 4 et 5 au sens de l'annexe 3 de l'OB<sup>26</sup>.

<sup>2</sup> Les banques se fondent, pour l'évaluation des positions indiquées dans le justificatif de liquidité, sur la clôture établie selon les prescriptions comptables.

<sup>3</sup> Les banques qui ne sont pas d'importance systémique remettent le justificatif de liquidité à la BNS mensuellement, dans les 20 jours suivant le dernier jour du mois. La FINMA peut fixer à la demande d'une banque, dans des cas justifiés, une moindre fréquence des annonces.

<sup>4</sup> Les banques d'importance systémique remettent le justificatif de liquidité à la BNS mensuellement, dans les 15 jours suivant le dernier jour du mois.

<sup>5</sup> La FINMA fixe des obligations d'annoncer spéciales pour les banques qui:

- a. détiennent des positions dans des devises significatives au sens de l'art. 17a, al. 1;
- b. se financent dans une mesure importante auprès de succursales à l'étranger, conformément à l'art. 14, al. 5.

<sup>25</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7635).

<sup>26</sup> RS 952.02

<sup>6</sup> Elle peut exiger, dans le justificatif de liquidité, des annonces supplémentaires concernant des actifs ayant une incidence sur les liquidités qui ne sont pas des HQLA.

**Art. 17d** Entrées et sorties de trésorerie internes à un groupe

La FINMA peut fixer, pour les sorties et entrées de trésorerie entre une société mère et les filiales du même groupe financier, des taux de sortie et d'entrée différents de ceux prévus aux annexes 2 et 3.

**Art. 17e** Publication

<sup>1</sup> Les banques informent régulièrement et de manière adéquate le public de leur situation en matière de liquidités et de leur LCR.<sup>27</sup>

<sup>2</sup> Les banques d'importance systémique publient leur LCR en tant que moyenne journalière des 90 derniers jours. Si l'obligation de publication n'est que semestrielle, c'est la moyenne journalière des 180 derniers jours qui fait foi.

<sup>3</sup> Si elle le juge opportun du point de vue des risques ou aux fins de l'information du public, la FINMA peut obliger d'autres banques à publier leur LCR en tant que moyenne journalière.

<sup>4</sup> La FINMA règle les modalités de publication. Elle définit en particulier quelles informations concernant le LCR doivent être publiées en sus de ce dernier.

**Art. 17f** Sociétés d'audit

La société d'audit confirme, conformément aux prescriptions du système d'audit, l'exactitude des données communiquées dans le justificatif de liquidité ainsi que le respect du LCR.

### **Section 3 Exigences quantitatives applicables aux dépôts privilégiés**

**Art. 18<sup>28</sup>**

<sup>1</sup> Les banques communiquent à la FINMA, dans le cadre du système d'annonce général, la somme:

- a.<sup>29</sup> des dépôts inscrits aux positions du bilan à la clôture de l'exercice selon l'annexe 1, ch. 2.3 et 2.7, de l'OB<sup>30</sup>;
- b. des dépôts selon la let. a qui sont privilégiés selon l'art. 37a LB;

<sup>27</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7635).

<sup>28</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 juin 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 2321).

<sup>29</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7635).

<sup>30</sup> RS 952.02

c. des dépôts selon la let. b qui sont garantis par l'art. 37h LB.

<sup>2</sup> La FINMA calcule, sur la base des données communiquées selon l'al. 1, let. c, les parts du montant maximal de la garantie des dépôts prévu par l'art. 37h, al. 3, let. b, LB et les communique à chaque banque.

<sup>3</sup> Pour le calcul du LCR, les banques prennent en compte leurs parts du montant maximal en tant que «facilités de crédit ou de liquidité confirmées et non utilisées accordées à la garantie des dépôts suisse» selon l'annexe 2, ch. 8.1.5.

<sup>4</sup> La FINMA peut exceptionnellement exiger d'une banque qu'elle publie de manière appropriée le montant à annoncer selon l'al. 1, let. c, si cela paraît nécessaire à la protection des créanciers non privilégiés.

## **Chapitre 4**

### **Dispositions particulières applicables aux banques d'importance systémique**

#### **Section 1 Généralités**

##### **Art. 19** But

<sup>1</sup> Les banques d'importance systémique doivent être en mesure de respecter leurs obligations de paiement même si elles se trouvent dans une situation exceptionnellement difficile.

<sup>2</sup> Elles doivent remplir, outre les exigences auxquelles toutes les banques sont soumises, les exigences quantitatives particulières en matière de liquidités arrêtées dans le présent chapitre.<sup>31</sup>

##### **Art. 20** Périmètre de consolidation

Les banques d'importance systémique remplissent les exigences particulières au niveau du groupe financier et de chaque établissement, y compris toutes les succursales.

#### **Section 2 Exigences quantitatives**

##### **Art. 21** Exigences particulières en matière de liquidités

<sup>1</sup> Les banques d'importance systémique doivent être en mesure de couvrir, à tout moment et pendant au moins 30 jours, toutes les sorties de liquidités prévues en cas de survenance du scénario de crise selon l'art. 22.

<sup>2</sup> Elles ne doivent manquer de liquidités à aucun moment, ni à sept jours, ni à 30 jours.

<sup>31</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 juin 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 2321).

**Art. 22** Scénario de crise

<sup>1</sup> Le scénario de crise est fondé à la fois sur un événement de crise spécifique à la banque et sur un événement de crise affectant l'ensemble du marché.

<sup>2</sup> Il repose sur l'hypothèse suivante:

- a. la banque perd tout accès au financement garanti et non garanti sur le marché des capitaux et le marché monétaire; et
- b. elle enregistre un retrait massif des dépôts.

<sup>3</sup> La FINMA précise le scénario de crise.

**Art. 23** Manque de liquidités

<sup>1</sup> Il y a manque de liquidités à sept jours si les sorties de liquidités selon l'art. 24, al. 2, sont supérieures à la somme des positions suivantes:

- a. entrées de liquidités selon l'art. 24, al. 1;
- b. valeur qui pourrait être obtenue lors de la réalisation des actifs du volant de liquidités réglementaire (art. 25);
- c. facilités existantes des banques centrales jusqu'à hauteur des limites convenues encore ouvertes.

<sup>2</sup> Pour couvrir les sorties de liquidités à 30 jours, la banque peut, en sus des trois positions indiquées à l'al. 1, recourir aux facilités de la BNS jusqu'à hauteur du montant encore disponible ayant fait l'objet de préparatifs.

**Art. 24** Entrées et sorties de liquidités

<sup>1</sup> Dans le scénario de crise, les entrées de liquidités sont calculées en multipliant les différentes classes de créances au bilan par leur taux d'entrée respectif. Ne peuvent pas être comptés comme entrées de liquidités les actifs imputés sur le portefeuille de titres du volant de liquidités réglementaire selon l'art. 25.

<sup>2</sup> Les sorties de liquidités sont calculées en multipliant les différentes classes d'engagements au bilan ou hors bilan par leur taux de sortie respectif.

<sup>3</sup> La FINMA arrête la classification des créances et des engagements et fixe les taux d'entrée maximaux et les taux de sortie minimaux.

<sup>4</sup> La banque détermine elle-même les taux d'entrée et de sortie non fixés par la FINMA, en veillant à ce qu'ils soient cohérents avec le scénario de crise selon l'art. 22.

**Art. 25** Volant de liquidités réglementaire

<sup>1</sup> Les banques d'importance systémique détiennent un volant de liquidités constitué d'actifs liquides, non grevés, librement disponibles et immédiatement réalisables si le scénario de crise se concrétise. Le volant de liquidités se compose d'une partie primaire et d'une partie secondaire:

<sup>2</sup> La partie primaire comprend:

- a. des titres de dettes émis par des Etats ou des banques centrales, ou encore par la Banque des règlements internationaux, le Fonds monétaire international ou des banques multilatérales de développement, et dont la pondération des risques selon les prescriptions de couverture en fonds propres est de 0 %;
- b. des lettres de gage émises par la Centrale de lettres de gage des banques cantonales suisses SA ou la Banque des lettres de gage d'établissements suisses de crédit hypothécaire SA.
- c. des avoirs en comptes de virement auprès de banques centrales et des espèces.

<sup>3</sup> La partie secondaire peut comprendre les actifs facilement négociables suivants:

- a. emprunts d'entreprises à solvabilité élevée;
- b. emprunts du secteur public autres que ceux relevant de l'al. 2, let. a;
- c. titres de participation cotés en bourse;
- d. papiers monétaires;
- e.<sup>32</sup> titres adossés à des actifs.

<sup>4</sup> La FINMA peut étendre ou restreindre la liste des actifs pouvant être pris en compte dans les parties primaire et secondaire du volant de liquidités.

<sup>5</sup> Elle fixe pour les actifs des parties primaire et secondaire du volant de liquidités des taux de décote minimaux servant au calcul de leur valeur de réalisation. Ces taux sont valables pour un portefeuille d'actifs bien diversifié.

<sup>6</sup> A sept jours, 75 % au moins des liquidités qui seraient générées par la réalisation des actifs du volant de liquidités réglementaire se composent d'actifs de la partie primaire du volant.

<sup>7</sup> A 30 jours, 50 % au moins de ces liquidités se composent d'actifs de la partie primaire du volant.

### Section 3    Autres dispositions

#### Art. 26    Allègements temporaires

<sup>1</sup> En cas de choc de liquidités, il est possible de déroger temporairement aux exigences en matière de liquidités arrêtées à l'art. 21.

<sup>2</sup> Toute inobservation avérée des exigences de l'art. 21, de même que toute inobservation prévisible en raison de sorties extraordinaires de liquidités, doit être immédiatement annoncée à la FINMA et à la BNS.

<sup>3</sup> Après l'annonce, la FINMA fixe un délai à la banque concernée afin de lui soumettre un plan de couverture de son manque de liquidités.

<sup>4</sup> Si le plan est insuffisant, la FINMA prend les mesures appropriées.

<sup>32</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7635).

**Art. 27** Gestion insuffisante du risque de liquidité

Si une banque d'importance systémique n'observe pas les dispositions des art. 5 à 10, la FINMA applique sur les sorties de liquidités de positions au bilan et hors bilan de la banque un supplément variant selon la gravité de l'inobservation et pouvant atteindre 10 % de ces sorties de liquidités.

**Art. 28** Obligation de présenter des rapports

<sup>1</sup> Les banques d'importance systémique présentent mensuellement leur situation en matière de liquidités selon les art. 23 à 25. Elles fournissent à la FINMA et à la BNS, au plus tard le dernier jour du mois suivant, des informations concernant:

- a. la situation en matière de liquidités au niveau du groupe financier, compte tenu du scénario de crise préétabli;
- b. la situation en matière de liquidités au niveau des établissements individuels y compris toutes les succursales, compte tenu du scénario de crise préétabli;
- c. la situation en matière de liquidités au niveau des établissements individuels sans les succursales à l'étranger, compte tenu du scénario de crise préétabli;
- d. la répartition des titres liquides, non grevés et librement disponibles selon le numéro international d'identification des valeurs mobilières (ISIN), au niveau des établissements individuels sans les succursales à l'étranger;
- e.<sup>33</sup> la situation en matière de liquidités selon les let. a à c pour un scénario de crise dans lequel le financement garanti sur le marché «repo» reste possible.

<sup>2</sup> Les banques d'importance systémique remettent, en outre, mensuellement à la FINMA et à la BNS, au plus tard le dernier jour du mois suivant, un rapport qui expose les principales variations de la situation en matière de liquidités par rapport au mois précédent et en explique les causes.

<sup>3</sup> La FINMA définit la forme des rapports.

**Art. 28a**<sup>34</sup> Liquidité intrajournalière

La FINMA peut collecter des données concernant la liquidité intrajournalière.

**Art. 29** Tâches de la société d'audit

La société d'audit atteste, conformément aux prescriptions du système d'audit, que les banques d'importance systémique ont établi les rapports requis concernant les exigences quantitatives en matière de liquidités et qu'elles ont respecté ces exigences.

<sup>33</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7635).

<sup>34</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7635).

## Chapitre 5 Consultation de la BNS

### Art. 30

La FINMA consulte la BNS aux fins de l'exécution de la présente ordonnance.

## Chapitre 6 Dispositions transitoires et dispositions finales

### Art. 31 Dispositions transitoires

<sup>1</sup> Durant les périodes d'observation prévues par le Comité de Bâle, la FINMA peut exiger de toutes les banques qu'elles présentent des rapports sur ces périodes d'observation.

<sup>2</sup> Conformément aux directives du Comité de Bâle<sup>35</sup>, la période d'observation prend fin au plus tard lors de l'entrée en vigueur du NSFR.<sup>36</sup>

### Art. 31a<sup>37</sup> Dispositions transitoires de la modification du 25 juin 2014

<sup>1</sup> Les banques qui ne sont pas d'importance systémique doivent remplir les exigences du LCR visées à l'art. 14, al. 1 et 2, à hauteur d'au moins:

- a. 60 % dès l'année 2015;
- b. 70 % dès l'année 2016;
- c. 80 % dès l'année 2017;
- d. 90 % dès l'année 2018.

<sup>2</sup> En 2015, les banques qui ne sont pas d'importance systémique remettent le justificatif de liquidité visé à l'art. 17c à la BNS pour la première fois le 2 mars, puis, pour les autres mois de l'année, au plus tard le 30 du mois suivant.

### Art. 32 Modification du droit en vigueur

...<sup>38</sup>

### Art. 33 Entrée en vigueur

<sup>1</sup> Sous réserve des al. 2 et 3, la présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

<sup>35</sup> Comité de Bâle sur le contrôle bancaire – Bâle III: Ratio de liquidité à court terme et outils de suivi du risque de liquidité; disponible sous: [www.bis.org](http://www.bis.org) > Monetary & financial stability > Basel Committee on Banking Supervision > Basel III > Basel III: Liquidity (janvier 2013)

<sup>36</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 25 juin 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 2321).

<sup>37</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 25 juin 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 2321).

<sup>38</sup> La mod. peut être consultée au RO 2012 7251.



<sup>2</sup> Les banques n'ayant pas une importance systémique appliquent les dispositions des art. 5 à 10 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

<sup>3</sup> Les dispositions du chap. 4 entrent en vigueur le quinze du mois suivant leur adoption par l'Assemblée fédérale.

*Annexe I*<sup>39</sup>  
(art. 15a, al. 2, let. c, et 15b, al. 2, let. b)

## Etablissement financier

A. Sont réputées établissements financiers les entreprises fournissant un ou plusieurs des services qui sont énumérés ci-dessous par domaine:

1. Services d'assurance et services connexes
  - 1.1 Assurance directe (y c. la coassurance)
    - 1.1.1 sur la vie
    - 1.1.2 autre que sur la vie
  - 1.2 Réassurance et rétrocession
2. Services bancaires et autres services financiers
  - 2.1 Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables de clients
  - 2.2 Octroi de crédits de tout type, y compris crédit à la consommation, crédit hypothécaire, affacturage et financement de transactions commerciales
  - 2.3 Crédit-bail
  - 2.4 Tous services de règlement et de transferts monétaires, y compris cartes de crédit, rechargeables ou de débit, chèques de voyage et chèques bancaires
  - 2.5 Garanties et engagements de crédit
  - 2.6 Opérations pour compte propre ou pour compte de clients, que ce soit dans une bourse, sur un marché hors cote ou autre, sur:
    - 2.6.1 instruments du marché monétaire (y c. chèques, effets, certificats de dépôt)
    - 2.6.2 devises
    - 2.6.3 produits dérivés, y compris instruments à terme et options
    - 2.6.4 instruments de taux de change et de taux d'intérêt, y compris swaps et accords de taux à terme
    - 2.6.5 titres négociables
    - 2.6.6 autres instruments et actifs financiers négociables, y compris les métaux précieux
  - 2.7 Participation à des émissions de titres de toutes natures et fourniture de services en rapport avec ces émissions
  - 2.8 Courtage monétaire
  - 2.9 Conservation et administration de titres<sup>40</sup>
  - 2.10 *Private equity* et véhicules similaires servant à l'acquisition de participations

<sup>39</sup> Introduite par le ch. II de l'O du 25 juin 2014 (RO 2014 2321). Mise à jour selon le ch. II de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7635).

<sup>40</sup> Nouvelle expression selon le ch. I de l'O du 22 nov. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2018 (RO 2017 7635). Il a été tenu compte de cette mod. dans tout le texte.

B. Sont également réputées établissements financiers les structures de holding dont le périmètre de consolidation inclut des prestataires de services visés à la let. A.

C. Ne sont pas réputées établissements financiers les filiales de financement d'établissements non financiers qui ne possèdent pas de licence bancaire et exercent une ou plusieurs des activités susmentionnées exclusivement pour le compte de sociétés du groupe.

***Les annexes 2-3 ne sont pas reproduites.***



**Ordonnance** **952.111**  
**de l'Autorité fédérale de surveillance**  
**des marchés financiers sur les banques étrangères en Suisse**  
**(Ordonnance de la FINMA sur les banques étrangères, OBE-FINMA)<sup>1</sup>**

du 21 octobre 1996 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2015)

---

*L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA),<sup>2</sup>*  
vu l'art. 2, al. 2, de la loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques (LB)<sup>3, 4</sup>  
*arrête:*

**Section 1 Dispositions générales**

**Art. 1** Banque étrangère

<sup>1</sup> On entend par banque étrangère toute entreprise organisée selon le droit étranger qui:

- a. dispose, à l'étranger, de l'autorisation d'exercer une activité bancaire;
- b. fait figurer le terme de «banque» ou de «banquier» dans sa raison sociale, dans la désignation de son but social ou dans ses documents commerciaux, ou
- c. exerce une activité bancaire au sens de l'article 2a de l'ordonnance du 17 mai 1972<sup>5</sup> sur les banques.

<sup>2</sup> Si la direction effective de la banque étrangère se situe en Suisse ou si la banque étrangère exerce son activité exclusivement ou de manière prépondérante en Suisse ou depuis la Suisse, elle doit être organisée selon le droit suisse et est soumise aux dispositions légales applicables aux banques suisses.

**RO 1997 62**

<sup>1</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 2 de l'O de la FINMA du 20 nov. 2008 sur l'adaptation d'O arrêtées par les autorités à la loi sur la FINMA, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5613).

<sup>2</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 2 de l'O de la FINMA du 20 nov. 2008 sur l'adaptation d'O arrêtées par les autorités à la loi sur la FINMA, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5613).

<sup>3</sup> RS 952.0

<sup>4</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 2 de l'O de la FINMA du 20 nov. 2008 sur l'adaptation d'O arrêtées par les autorités à la loi sur la FINMA, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5613).

<sup>5</sup> [RO 1972 832 1916, 1989 1772, 1995 253, 1996 45 3094, 1997 85 art. 57 ch. 1, 1998 16, 2003 4077, 2004 2777 2875, 2005 4849, 2006 4307 annexe 7 ch. 1, 2008 1199 5363 annexe ch. 7, 2009 5279, 2011 931, 2012 5435 5441 annexe 6 ch. 2 7251 art. 32. RO 2014 1269 art. 67]. Voir actuellement l'art. 2 de l'O du 30 avr. 2014 sur les banques (RS 952.02).

**Art. 2** Activités soumises à une autorisation

<sup>1</sup> Une banque étrangère doit requérir l'autorisation de la FINMA<sup>6</sup> lorsqu'elle occupe en Suisse des personnes qui, à titre professionnel et permanent, en Suisse ou depuis la Suisse:

- a. concluent pour elle des affaires, tiennent des comptes pour les clients ou l'engagent juridiquement (succursale);
- b. agissent pour elle d'une autre manière qu'au sens de la lettre a, notamment en lui transmettant des mandats de clients ou en la représentant à des fins publicitaires ou dans d'autres buts (représentation).

<sup>2</sup> ...<sup>7</sup>

<sup>3</sup> Lorsque la FINMA a connaissance d'autres activités transfrontalières, elle peut en informer, aux conditions de l'article 23<sup>sexies</sup> LB<sup>8</sup>, les autorités de surveillance étrangères compétentes.

**Art. 3** Droit applicable

<sup>1</sup> Sauf dispositions contraires de la présente ordonnance, la LB, à l'exception des prescriptions sur les fonds propres (art. 4) et la répartition des risques (art. 4<sup>bis</sup>), ainsi que l'ordonnance du 17 mai 1972<sup>9</sup> sur les banques, sont applicables.

<sup>2</sup> La FINMA peut soumettre entièrement les banques étrangères aux dispositions applicables aux banques suisses lorsque le droit en vigueur au lieu du siège de la banque étrangère ne prévoit pas d'assouplissements équivalents pour les banques suisses et qu'aucun traité international ne s'y oppose.

<sup>3</sup> Les dispositions de la LB sur les mesures en cas de risque d'insolvabilité et sur la faillite bancaire (art. 25 à 37g) ne s'appliquent pas aux représentations des banques étrangères. La FINMA peut cependant les déclarer applicables en présence d'un motif d'intérêt public suffisant.<sup>10</sup>

<sup>6</sup> Nouvelle expression selon le ch. I 2 de l'O de la FINMA du 20 nov. 2008 sur l'adaptation d'O arrêtées par les autorités à la loi sur la FINMA, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5613). Il a été tenu compte de cette mod. dans tout le texte.

<sup>7</sup> Abrogé par le ch. I de l'O de la FINMA du 28 nov. 2014, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4561).

<sup>8</sup> Cet art. est abrogé. Voir actuellement l'art. 42 de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers (RS 956.1).

<sup>9</sup> [RO 1972 832 1916, 1989 1772, 1995 253, 1996 45 3094, 1997 85 art. 57 ch. 1, 1998 16, 2003 4077, 2004 2777 2875, 2005 4849, 2006 4307 annexe 7 ch. 1, 2008 1199 5363 annexe ch. 7, 2009 5279, 2011 931, 2012 5435 5441 annexe 6 ch. 2 7251 art. 32. RO 2014 1269 art. 67]. Voir actuellement: l'O du 30 avril 2014 sur les banques (RS 952.02).

<sup>10</sup> Introduit par l'art. 60 al. 2 I de l'O de la FINMA du 30 août 2012 sur l'insolvabilité bancaire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> nov. 2012 (RO 2012 5573).

## Section 2 Succursales

### Art. 4 Conditions d'octroi de l'autorisation

<sup>1</sup> La FINMA autorise une banque étrangère à ouvrir une succursale lorsque:

- a. la banque étrangère dispose d'une organisation adéquate, de ressources financières suffisantes et du personnel qualifié nécessaire pour exploiter une succursale en Suisse;
- b. la banque étrangère est soumise à une surveillance appropriée qui englobe la succursale;
- c. les autorités de surveillance étrangères compétentes ne formulent aucune objection à l'ouverture d'une succursale;
- d. les autorités de surveillance étrangères compétentes s'engagent à informer immédiatement la FINMA s'il survient des événements de nature à mettre sérieusement en danger les intérêts des créanciers;
- e. les autorités de surveillance étrangères compétentes sont en mesure de fournir à la FINMA l'assistance administrative requise;
- f. les conditions d'autorisation fixées à l'article 3<sup>bis</sup>, 1<sup>er</sup> alinéa, LB sont remplies;
- g. la succursale remplit les conditions d'autorisation fixées à l'article 3, 2<sup>e</sup> alinéa, lettres c et d, LB et dispose d'un règlement définissant exactement son champ d'activité et prévoyant une organisation correspondant à cette activité, et que
- h. la banque étrangère apporte la preuve que la raison sociale de la succursale peut être inscrite au registre du commerce.

<sup>2</sup> Lorsque la banque étrangère fait partie d'un groupe exerçant une activité dans le domaine financier, la FINMA peut subordonner l'octroi de l'autorisation à la condition que la banque étrangère soit soumise à une surveillance des autorités étrangères sur une base consolidée appropriée.

### Art. 5 Inscription au registre du commerce

La banque étrangère ne peut pas requérir l'inscription de la succursale au registre du commerce avant que la FINMA ne l'ait autorisée à ouvrir ladite succursale.

### Art. 6 Succursales multiples

<sup>1</sup> Lorsqu'une banque étrangère ouvre plusieurs succursales en Suisse, elle doit:

- a. requérir une autorisation pour chacune d'entre elles;
- b. désigner la succursale responsable des contacts avec la FINMA.

<sup>2</sup> Les succursales doivent respecter collectivement les prescriptions de la LB, de l'ordonnance du 17 mai 1972<sup>11</sup> sur les banques et de la présente ordonnance. Un seul rapport d'audit<sup>12</sup> suffit.

#### **Art. 7** Sûretés

La FINMA peut requérir d'une succursale qu'elle fournisse des sûretés lorsque la protection des créanciers l'exige.

#### **Art. 8** Etablissement des comptes annuels de la succursale et clôtures intermédiaires

<sup>1</sup> La succursale peut établir ses comptes annuels et procéder à ses clôtures intermédiaires selon les prescriptions du droit applicable à la banque étrangère, pour autant que ces prescriptions soient conformes aux normes internationales en matière d'établissement des comptes.

<sup>2</sup> La succursale doit faire figurer séparément ses créances et ses engagements:

- a. envers la banque étrangère;
- b. envers les entreprises actives dans le domaine financier ou sociétés immobilières:
  1. lorsque la banque étrangère forme avec elles une unité économique, ou
  2. lorsqu'il y a lieu de supposer qu'elle est de droit ou de fait tenue d'apporter son soutien à une telle entreprise.

<sup>3</sup> Le 2<sup>e</sup> alinéa est aussi applicable aux opérations hors bilan.

<sup>4</sup> La succursale remet trois exemplaires de ses comptes annuels et clôtures intermédiaires à la FINMA. Elle n'est pas tenue de les publier.

#### **Art. 9** Publication du rapport de gestion de la banque étrangère

<sup>1</sup> Dans un délai de quatre mois à compter de la date de clôture des comptes annuels, la succursale met à la disposition de la presse et de quiconque la demande le rapport de gestion de la banque étrangère et en remet un exemplaire à la FINMA.

<sup>2</sup> Le rapport de gestion de la banque étrangère doit être rédigé dans une langue officielle suisse ou en anglais.

<sup>11</sup> [RO 1972 832 1916, 1989 1772, 1995 253, 1996 45 3094, 1997 85 art. 57 ch. 1, 1998 16, 2003 4077, 2004 2777 2875, 2005 4849, 2006 4307 annexe 7 ch. 1, 2008 1199 5363 annexe ch. 7, 2009 5279, 2011 931, 2012 5435 5441 annexe 6 ch. 2 7251 art. 32. RO 2014 1269 art. 67]. Voir actuellement l'O du 30 avr. 2014 sur les banques (RS 952.02).

<sup>12</sup> Nouvelle expression selon le ch. I 2 de l'O de la FINMA du 20 nov. 2008 sur l'adaptation d'O arrêtées par les autorités à la loi sur la FINMA, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5613). Il a été tenu compte de cette mod. dans tout le texte.



**Art. 10<sup>13</sup>** Rapport d'audit

<sup>1</sup> La société d'audit rédige son rapport dans une langue officielle. Elle le remet à la FINMA et en envoie un exemplaire au gérant responsable de la succursale.

<sup>2</sup> La succursale transmet une copie du rapport d'audit à l'organe de la banque étrangère responsable de l'activité de la succursale.

**Art. 11** Dissolution d'une succursale

La banque étrangère qui souhaite dissoudre une succursale demande préalablement l'autorisation de la FINMA.

**Section 3** ...**Art. 12 et 13<sup>14</sup>****Section 4 Représentations****Art. 14** Conditions d'octroi de l'autorisation

La FINMA autorise une banque étrangère à ouvrir une représentation lorsque:

- a. la banque étrangère est soumise dans son pays à une surveillance appropriée;
- b. les autorités étrangères de surveillance compétentes ne formulent aucune objection à l'ouverture d'une représentation;
- c. la réciprocité au sens de l'article 5, 2<sup>e</sup> alinéa, de l'ordonnance du 17 mai 1972<sup>15</sup> sur les banques est garantie, sous réserve des dispositions divergentes d'engagements internationaux, et que
- d. les personnes chargées de la direction de la représentation présentent toutes garanties d'une activité irréprochable de représentant.

**Art. 15** Représentations multiples

Lorsqu'une banque étrangère ouvre plusieurs représentations en Suisse, elle doit:

<sup>13</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la FINMA du 28 nov. 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4561).

<sup>14</sup> Abrogés par le ch. I de l'O de la FINMA du 28 nov. 2014, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4561).

<sup>15</sup> [RO 1972 832 1916, 1989 1772, 1995 253, 1996 45 3094, 1997 85 art. 57 ch. 1, 1998 16, 2003 4077, 2004 2777 2875, 2005 4849, 2006 4307 annexe 7 ch. 1, 2008 1199 5363 annexe ch. 7, 2009 5279, 2011 931, 2012 5435 5441 annexe 6 ch. 2 7251 art. 32. RO 2014 1269 art. 67]. Voir actuellement l'art. 19 al. 2 de l'O du 30 avr. 2014 sur les banques (RS 952.02).

- a. requérir une autorisation pour chacune d'entre elles;
- b. désigner la représentation responsable des contacts avec la FINMA.

**Art. 16** Rapport de gestion

Dans un délai de quatre mois à compter de la date de clôture des comptes annuels, la représentation remet à la FINMA le rapport de gestion de la banque étrangère qu'elle représente.

**Art. 17** Dissolution d'une représentation

La banque étrangère qui dissout une représentation le notifie à la FINMA.

**Section 5 Dispositions finales**

**Art. 18** Abrogation du droit en vigueur

L'ordonnance de la commission des banques du 22 mars 1984<sup>16</sup> concernant les banques étrangères en Suisse est abrogée.

**Art. 19** Entrée en vigueur

<sup>1</sup> La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

<sup>2</sup> Les comptes annuels peuvent être dressés selon la présente ordonnance pour la première fois le 31 décembre 1996.

**952.05**

**Ordonnance  
de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés  
financiers sur l'insolvabilité des banques et des négociants  
en valeurs mobilières  
(Ordonnance de la FINMA sur l'insolvabilité bancaire, OIB-FINMA)**

du 30 août 2012 (Etat le 1<sup>er</sup> avril 2017)

---

*L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA),*

vu les art. 28, al. 2, et 34, al. 3, de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques (LB)<sup>1</sup>,

vu l'art. 36a de la loi du 24 mars 1995 sur les bourses (LBVM)<sup>2</sup>,

vu l'art. 42 de la loi du 25 juin 1930 sur l'émission de lettres de gage (LLG)<sup>3</sup>,

*arrête:*

## **Chapitre 1 Dispositions générales**

### **Art. 1**           Objet

La présente ordonnance concrétise la procédure d'assainissement ou de faillite selon les art. 28 à 37g LB.

### **Art. 2**           Champ d'application

<sup>1</sup> La présente ordonnance s'applique aux institutions et personnes suivantes, désignées ci-après par le terme «banques»:

- a. les banques au sens de la LB;
- b. les négociants en valeurs mobilières au sens de la LBVM;
- c. les centrales d'émission de lettres de gage au sens de la LLG.

<sup>2</sup> Les dispositions sur l'assainissement bancaire (art. 40 à 57) ne s'appliquent pas aux personnes physiques ou morales qui exercent une activité sans l'autorisation requise. La FINMA peut cependant les déclarer applicables en présence d'un motif d'intérêt public suffisant.

### **Art. 3**           Universalité

<sup>1</sup> Lorsqu'une procédure de faillite ou d'assainissement est ouverte, elle s'étend à tous les biens réalisables appartenant à la banque à ce moment-là, qu'ils se trouvent en Suisse ou à l'étranger.

RO 2012 5573

<sup>1</sup> RS 952.0

<sup>2</sup> RS 954.1

<sup>3</sup> RS 211.423.4

<sup>2</sup> Tous les créanciers suisses et étrangers de la banque et de ses succursales étrangères sont, dans une même mesure et avec les mêmes privilèges, autorisés à participer à la procédure de faillite ou d'assainissement ouverte en Suisse.

<sup>3</sup> Sont considérés comme étant les biens d'une succursale suisse d'une banque étrangère tous les actifs constitués en Suisse et à l'étranger par les personnes qui ont agi pour cette succursale.

#### **Art. 4** Publications et communications

<sup>1</sup> Les publications sont effectuées dans la Feuille officielle suisse du commerce et sur le site Internet de la FINMA.

<sup>2</sup> Les communications sont adressées directement aux créanciers dont le nom et l'adresse sont connus. La FINMA peut obliger les créanciers dont le siège ou le domicile se situe à l'étranger à désigner un mandataire chargé de recevoir les communications en Suisse si cela contribue à simplifier la procédure. Elle peut renoncer à la communication directe en cas d'urgence ou pour simplifier la procédure.

<sup>3</sup> La publication dans la Feuille officielle suisse du commerce fait foi pour le calcul des délais et les conséquences juridiques liées à la publication.

#### **Art. 5** Consultation des pièces

<sup>1</sup> Quiconque rend vraisemblable qu'il est directement touché dans ses propres intérêts pécuniaires par l'assainissement ou la faillite peut consulter les pièces concernant cet assainissement ou cette faillite; le secret professionnel au sens des art. 47 LB et 43 LBVM doit être préservé autant que possible.

<sup>2</sup> La consultation des pièces peut être limitée à certaines étapes de la procédure ou être restreinte ou refusée en raison d'intérêts contraires prépondérants.

<sup>3</sup> Quiconque consulte des pièces ne peut utiliser les informations obtenues que pour préserver ses propres intérêts pécuniaires directs.

<sup>4</sup> La consultation des pièces peut être subordonnée à une déclaration dont il ressort que les informations consultées sont utilisées uniquement en vue de préserver les propres intérêts pécuniaires directs du signataire. Elle peut être assortie de la menace des peines prévues aux art. 48 de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers<sup>4</sup> et 292 du code pénal suisse<sup>5</sup>.

<sup>5</sup> Le délégué à l'assainissement ou le liquidateur de la faillite et, après la clôture de la procédure d'assainissement ou de faillite, la FINMA prennent les décisions relatives à la consultation des pièces.

<sup>4</sup> RS 956.1

<sup>5</sup> RS 311.0

**Art. 6** Dénouciation à la FINMA

<sup>1</sup> Quiconque est touché dans ses intérêts par la décision, l'acte ou l'omission d'une personne à qui la FINMA a confié des tâches en vertu de la présente ordonnance peut dénoncer les faits à la FINMA.

<sup>2</sup> Les décisions prises par ces personnes ne sont pas des décisions au sens de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative<sup>6</sup> et le dénonciateur n'a pas la qualité de partie au sens de ladite loi.

<sup>3</sup> La FINMA apprécie les faits qui font l'objet de la dénonciation, prend les mesures qui s'imposent et rend une décision si nécessaire.

**Art. 7** For en cas d'insolvabilité

<sup>1</sup> Le for en cas d'insolvabilité est au siège de la banque ou de la succursale d'une banque étrangère en Suisse.

<sup>2</sup> Si une banque a plusieurs sièges ou si une banque étrangère a plusieurs succursales en Suisse, il n'existe qu'un seul for en cas d'insolvabilité. La FINMA désigne ce for.

<sup>3</sup> Pour les personnes physiques, le for en cas d'insolvabilité est au lieu de l'exploitation commerciale au moment de l'ouverture de la procédure de faillite ou d'assainissement.

**Art. 8** Créances et engagements inscrits dans les livres

Une créance ou un engagement de la banque sont considérés comme valablement inscrits si les livres de la banque sont tenus conformément aux prescriptions applicables, et si le liquidateur de la faillite peut effectivement prendre connaissance de l'existence et du montant de la créance ou de l'engagement.

**Art. 9** Coordination

Dans la mesure du possible, la FINMA et le délégué à l'assainissement ou le liquidateur de la faillite coordonnent leurs actions avec les autorités et organes suisses et étrangers.

**Art. 10** Reconnaissance des décisions de faillite et des mesures étrangères

<sup>1</sup> Lorsque la FINMA reconnaît, conformément à l'art. 37g LB, une décision de faillite ou une mesure applicable en cas d'insolvabilité qui ont été prononcées à l'étranger, les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent au patrimoine se trouvant en Suisse.

<sup>2</sup> Même en l'absence de réciprocité, la FINMA peut accepter une demande de reconnaissance dans la mesure où cela sert les intérêts des créanciers concernés.

<sup>3</sup> Elle désigne le for unique en cas d'insolvabilité en Suisse et le cercle des créanciers visés à l'art. 37g, al. 4, LB.

<sup>4</sup> Elle publie la reconnaissance et le cercle des créanciers.

## **Chapitre 2 Faillite**

### **Section 1 Procédure**

#### **Art. 11** Publication et appel aux créanciers

<sup>1</sup> La FINMA notifie la décision de faillite à la banque et la publie en même temps que l'appel aux créanciers.

<sup>2</sup> La publication doit contenir notamment les informations suivantes:

- a. le nom de la banque, son siège et ses succursales;
- b. la date et l'heure de l'ouverture de la faillite;
- c. le for de la faillite;
- d. le nom et l'adresse du liquidateur de la faillite;
- e. la sommation faite aux créanciers et aux personnes qui ont des revendications à faire valoir sur des biens détenus par la banque de produire en mains du liquidateur de la faillite, dans le délai imparti, leurs créances ou revendications et de lui remettre leurs moyens de preuve;
- f. le rappel des créances qui sont réputées avoir été produites au sens de l'art. 26;
- g. le rappel de l'obligation d'annonce et de mise à disposition au sens des art. 17 à 19.

<sup>3</sup> Le liquidateur de la faillite peut remettre un exemplaire de la publication aux créanciers connus.

#### **Art. 12** Recours à un liquidateur de la faillite

<sup>1</sup> La FINMA nomme un liquidateur de la faillite par voie de décision si elle n'assume pas elle-même les tâches correspondantes.

<sup>2</sup> Si elle nomme un liquidateur de la faillite, elle veille à ce que la personne choisie soit en mesure, tant sur le plan temporel que sur le plan technique, d'exercer le mandat de manière rigoureuse, efficace et effective et à ce qu'aucun conflit d'intérêt ne s'oppose à l'attribution du mandat.

<sup>3</sup> Elle fixe le contenu du mandat, notamment en ce qui concerne les coûts, l'établissement de rapports et le contrôle du liquidateur de la faillite.

**Art. 13** Tâches et compétences du liquidateur de la faillite

Le liquidateur de la faillite conduit la procédure. Il doit en particulier:

- a. établir les conditions techniques et administratives requises pour le bon déroulement de la procédure;
- b. veiller à la conservation et à la réalisation des actifs;
- c. veiller à la gestion de l'entreprise dans la mesure nécessaire à la procédure de faillite;
- d. représenter la masse en faillite devant les tribunaux et d'autres autorités;
- e. s'occuper, en collaboration avec l'organisme de garantie, de l'inventaire et du paiement des dépôts garantis selon l'art. 37h LB.

**Art. 14** Assemblée des créanciers

<sup>1</sup> Si le liquidateur de la faillite estime qu'il est opportun de convoquer une assemblée des créanciers, il en fait la proposition à la FINMA. Cette dernière décide des compétences de l'assemblée des créanciers ainsi que du quorum des présences et des voix nécessaires à la prise des décisions.

<sup>2</sup> Tous les créanciers ont le droit de participer à l'assemblée des créanciers ou de s'y faire représenter. En cas de doute, le liquidateur décide de l'admission d'une personne.

<sup>3</sup> Le liquidateur de la faillite mène les débats et établit un rapport sur l'état du patrimoine de la banque ainsi que sur l'avancement de la procédure.

<sup>4</sup> Les créanciers peuvent également prendre des décisions par voie de circulaire. Une proposition du liquidateur de la faillite est réputée acceptée par un créancier si celui-ci ne la rejette pas expressément dans le délai imparti.

**Art. 15** Commission de surveillance

<sup>1</sup> Sur proposition du liquidateur de la faillite, la FINMA décide de la désignation et de la composition d'une commission de surveillance et en définit les tâches et les compétences.

<sup>2</sup> Si l'organisme de garantie des dépôts a payé dans une large mesure les dépôts privilégiés visés à l'art. 37h LB, il doit nommer une personne pour le représenter au sein de la commission de surveillance.

<sup>3</sup> La FINMA nomme le président, détermine la procédure de prise des décisions et fixe l'indemnisation des membres.

## Section 2 Actifs de la faillite

### Art. 16 Prise d'inventaire

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite procède à l'inventaire des biens faisant partie de la masse en faillite.

<sup>2</sup> A moins que la présente ordonnance n'en dispose autrement, la prise d'inventaire s'effectue conformément aux art. 221 à 229 de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP)<sup>7</sup>.

<sup>3</sup> Les valeurs déposées qui doivent être distraites de la masse en vertu de l'art. 37*d* LB sont mentionnées dans l'inventaire à leur valeur au moment de l'ouverture de la faillite. L'inventaire indique les prétentions éventuelles de la banque contre le déposant qui font obstacle à une distraction.

<sup>4</sup> Le liquidateur de la faillite soumet à la FINMA les mesures nécessaires à la conservation des actifs de la masse.

<sup>5</sup> Il soumet l'inventaire au banquier ou à un organe de la banque choisi par les propriétaires. Il les invite à déclarer s'ils considèrent l'inventaire exact et complet. Leur déclaration doit être consignée dans l'inventaire.

### Art. 17 Obligation de mise à disposition et d'annonce

<sup>1</sup> Les débiteurs de la banque ainsi que les personnes qui détiennent des biens de la banque à titre de gage ou à quelque titre que ce soit ont l'obligation de les annoncer au liquidateur de la faillite dans le délai de production visé à l'art. 11, al. 2, let. e, et de les mettre à sa disposition.

<sup>2</sup> Les dettes doivent également être annoncées lorsqu'elles font l'objet d'une compensation.

<sup>3</sup> Tout droit de préférence s'éteint si l'annonce ou la mise à disposition est omise de façon injustifiée.

### Art. 18 Exceptions à l'obligation de mise à disposition

<sup>1</sup> Les titres et les autres instruments financiers servant de sûretés ne doivent pas être remis dans la mesure où les conditions légales pour leur réalisation par le bénéficiaire des sûretés sont réunies.

<sup>2</sup> Ces biens ainsi que la preuve du droit à leur réalisation doivent toutefois être annoncés au liquidateur de la faillite, qui doit les mentionner dans l'inventaire.

<sup>3</sup> Le bénéficiaire des sûretés doit s'entendre avec le liquidateur de la faillite sur le calcul du produit de la réalisation de ces biens. Un éventuel excédent est versé à la masse en faillite.



**Art. 19** Exceptions à l'obligation d'annonce

La FINMA peut prévoir que les créances de la banque inscrites dans ses livres ne doivent pas être annoncées par leur débiteur.

**Art. 20** Revendications de tiers

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite détermine si les biens revendiqués par des tiers doivent leur être remis.

<sup>2</sup> S'il considère qu'une revendication est fondée, il offre aux créanciers la possibilité de demander la cession du droit de la contester au sens de l'art. 260, al. 1 et 2, LP<sup>8</sup> et leur fixe un délai raisonnable à cette fin.

<sup>3</sup> S'il considère qu'une revendication est infondée ou si les créanciers ont demandé la cession du droit de la contester, il fixe au revendiquant un délai pendant lequel celui-ci peut saisir de sa revendication le juge du for de la faillite. Le revendiquant est réputé avoir renoncé à sa revendication s'il n'agit pas dans le délai imparti.

<sup>4</sup> En cas de cession du droit, l'action en revendication doit être dirigée contre les créanciers qui se sont fait céder le droit. Le liquidateur de la faillite informe le revendiquant de l'identité des cessionnaires au moment de la fixation du délai pour agir.

**Art. 21** Créances, prétentions et révocations

<sup>1</sup> Les créances exigibles de la masse sont encaissées par le liquidateur de la faillite, le cas échéant par la voie de la poursuite.

<sup>2</sup> Le liquidateur de la faillite examine les prétentions de la masse sur les choses mobilières qui se trouvent en possession ou copossession d'une tierce personne, ou sur les immeubles qui sont inscrits au registre foncier au nom d'une tierce personne.

<sup>3</sup> Il examine si les actes juridiques peuvent être révoqués selon les art. 285 à 292 LP<sup>9</sup>. La durée d'un assainissement ou d'une mesure protectrice au sens de l'art. 26, al. 1, let. e à h, LB précédant l'ouverture de la faillite n'entre pas dans le calcul des délais mentionnés aux art. 286 à 288 LP.

<sup>4</sup> Si le liquidateur de la faillite entend faire valoir en justice une créance contestée ou une prétention de la masse au sens des al. 2 ou 3, il demande à la FINMA son autorisation et les instructions nécessaires.

<sup>5</sup> S'il n'engage aucune action, il peut offrir aux créanciers la possibilité d'en demander la cession selon l'art. 260, al. 1 et 2, LP ou de réaliser les créances concernées et les autres prétentions conformément à l'art. 31.

<sup>6</sup> S'il offre aux créanciers la possibilité de demander la cession, il leur fixe un délai raisonnable à cette fin.

<sup>8</sup> RS 281.1

<sup>9</sup> RS 281.1

<sup>7</sup> La réalisation selon l'art. 31 est exclue pour les prétentions en matière de révocation au sens de l'al. 3 ainsi que pour celles en matière de responsabilité au sens de l'art. 39 LB.

#### **Art. 22** Poursuite des procès civils et des procédures administratives

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite examine les prétentions de la masse qui, au moment de l'ouverture de la faillite, faisaient déjà l'objet d'un procès civil ou d'une procédure administrative et il fait une proposition à la FINMA quant à leur poursuite.

<sup>2</sup> Si la FINMA décide de ne pas poursuivre un tel procès ou une telle procédure, le liquidateur de la faillite offre aux créanciers la possibilité de demander la cession des droits selon l'art. 260, al. 1 et 2, LP<sup>10</sup> et leur fixe un délai raisonnable à cette fin.

#### **Art. 23** Suspension faute d'actifs

<sup>1</sup> Si les actifs ne suffisent pas à mener la procédure de faillite, le liquidateur de la faillite propose à la FINMA de suspendre la procédure faute d'actifs.

<sup>2</sup> Dans des cas exceptionnels, la FINMA poursuit la procédure, même en l'absence d'actifs suffisants, notamment si elle revêt un intérêt particulier.

<sup>3</sup> Si la FINMA a l'intention de suspendre la procédure, elle le fait savoir en le publiant. Elle mentionne que la procédure sera poursuivie si un créancier fournit, dans un certain délai, les sûretés exigées pour les frais de procédure qui ne sont pas couverts par les actifs. La FINMA fixe le délai et détermine le type de sûretés et leur montant.

<sup>4</sup> Si les sûretés exigées ne sont pas fournies dans le délai indiqué, chaque créancier gagiste peut demander à la FINMA, dans le délai qu'elle aura imparti, la réalisation de son gage. La FINMA mandate un liquidateur de la faillite pour la réalisation des gages.

<sup>5</sup> La FINMA ordonne la réalisation des actifs d'une personne morale lorsqu'aucun créancier gagiste n'en a demandé la réalisation dans le délai imparti. Si un produit subsiste après paiement des coûts de réalisation et des charges grevant l'actif réalisé, il est versé à la Confédération après couverture des frais de la FINMA.

<sup>6</sup> Si la procédure de faillite dirigée contre une personne physique a été suspendue faute d'actifs, l'art. 230, al. 3 et 4, LP<sup>11</sup> s'applique à la procédure de poursuite.

### **Section 3 Passifs de la faillite**

#### **Art. 24** Pluralité de créanciers

<sup>1</sup> Si des créances contre la banque sont la propriété commune de plusieurs créanciers, leur communauté doit être traitée comme un créancier distinct des ayants droit.

<sup>10</sup> RS 281.1

<sup>11</sup> RS 281.1

<sup>2</sup> S'il y a solidarité entre plusieurs créanciers, une part égale de la créance doit être imputée à chacun d'eux, dans la mesure où la banque ne dispose pas d'un droit de compensation. Chaque part est considérée comme une créance de chacun des créanciers solidaires.

#### **Art. 25** Dépôts privilégiés

<sup>1</sup> Les dépôts privilégiés au sens de l'art. 37a LB sont:

- a. toutes les créances de clients découlant d'une activité de banque ou de négociant en valeurs mobilières qui sont, ou devraient être, comptabilisées dans la rubrique du bilan Engagements résultant des dépôts de la clientèle;
- b. les obligations de caisse comptabilisées dans la rubrique du bilan Obligations de caisse, déposées auprès de la banque au nom du déposant.<sup>12</sup>

<sup>2</sup> Ne constituent pas des dépôts privilégiés au sens de l'art. 37a LB:

- a.<sup>13</sup> les créances au porteur;
- b. les obligations de caisse qui ne sont pas déposées auprès de la banque;
- c. les demandes d'indemnisation contractuelles ou extracontractuelles, telles que les prétentions découlant de la non-restitution des valeurs déposées selon l'art. 37d LB.

<sup>3</sup> Les créances des fondations bancaires au sens de l'art. 5, al. 2, de l'ordonnance du 13 novembre 1985 sur les déductions admises fiscalement pour les cotisations versées à des formes reconnues de prévoyance<sup>14</sup> et des fondations de libre passage au sens de l'art. 19, al. 2, de l'ordonnance du 3 octobre 1994 sur le libre passage<sup>15</sup> sont considérées comme celles de chacun des preneurs de prévoyance ou assurés. Le dividende est toutefois versé à la fondation bancaire ou de libre passage.

#### **Art. 26** Vérification des créances

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite examine les créances produites ainsi que celles découlant de la loi. Il peut, dans ce cadre, mener ses propres enquêtes et prier les créanciers de lui remettre des moyens de preuve complémentaires.

<sup>2</sup> Sont considérées comme découlant de la loi:

- a. les créances inscrites au registre foncier, y compris l'intérêt courant; et
- b. les créances inscrites dans les livres de la banque selon l'art. 8.

<sup>3</sup> Le liquidateur de la faillite consulte le banquier, ou un organe de la banque choisi par les propriétaires, à propos des créances qui ne sont pas inscrites dans les livres de la banque.

<sup>12</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la FINMA du 27 mars 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 1309).

<sup>13</sup> RO 2012 5899

<sup>14</sup> RS 831.461.3

<sup>15</sup> RS 831.425

**Art. 27** Collocation

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite décide de l'acceptation d'une créance, de son montant et de son rang et établit l'état de collocation.

<sup>2</sup> Si un immeuble fait partie de la masse, le liquidateur de la faillite établit un état des charges y afférentes, comme les gages immobiliers, les servitudes, les charges foncières et les droits personnels annotés. L'état des charges fait partie intégrante de l'état de collocation.

<sup>3</sup> Le liquidateur de la faillite peut établir, moyennant l'autorisation de la FINMA, un état de collocation distinct pour les créances garanties par gage inscrit au registre s'il s'agit de la seule manière possible de limiter les risques systémiques.

**Art. 28** Créances faisant l'objet d'un procès civil ou d'une procédure administrative

<sup>1</sup> Les créances qui faisaient déjà l'objet d'un procès civil ou d'une procédure administrative en Suisse au moment de l'ouverture de la faillite sont dans un premier temps mentionnées pour mémoire dans l'état de collocation.

<sup>2</sup> Si le liquidateur de la faillite renonce à poursuivre le procès civil ou la procédure administrative, il offre aux créanciers la possibilité de demander la cession des droits selon l'art. 260, al. 1, LP<sup>16</sup>.

<sup>3</sup> Si ni la masse ni des créanciers cessionnaires ne poursuivent le procès civil ou la procédure administrative, la créance est considérée comme reconnue, et les créanciers n'ont plus le droit d'intenter une action en contestation de l'état de collocation.

<sup>4</sup> Si des créanciers cessionnaires poursuivent le procès civil ou la procédure administrative, le montant à raison duquel la part du créancier qui succombe est réduite est dévolu auxdits créanciers cessionnaires jusqu'à concurrence de leur production et de leurs frais de procédure. Un éventuel excédent est versé à la masse en faillite.

**Art. 29** Consultation de l'état de collocation

<sup>1</sup> Les créanciers peuvent consulter l'état de collocation dans le cadre de l'art. 5 pendant 20 jours au minimum.

<sup>2</sup> Le liquidateur de la faillite publie la date à partir de laquelle l'état de collocation peut être consulté et sous quelle forme.

<sup>3</sup> Il peut prévoir que la consultation se déroulera auprès de l'office des faillites au for de la faillite.

<sup>4</sup> Il communique à chaque créancier dont la créance n'a pas été colloquée comme elle était produite ou comme elle était inscrite dans les livres de la banque ou au registre foncier les motifs pour lesquels sa production a été totalement ou partiellement écartée.

**Art. 30** Action en contestation de l'état de collocation

<sup>1</sup> Les actions en contestation de l'état de collocation sont régies par l'art. 250 LP<sup>17</sup>.

<sup>2</sup> Le délai pour intenter l'action commence à courir à partir du moment où il devient possible de consulter l'état de collocation.

**Section 4 Réalisation****Art. 31** Mode de réalisation

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite décide du mode et du moment de la réalisation et procède à cette dernière.

<sup>2</sup> Les biens sur lesquels il existe des droits de gage peuvent être réalisés autrement que par la voie des enchères publiques uniquement avec l'accord des créanciers gagistes.

<sup>3</sup> Les biens peuvent être réalisés sans délai:

- a. s'ils sont exposés à une dépréciation rapide;
- b. s'ils occasionnent des frais d'administration excessivement élevés;
- c. s'ils sont négociés sur un marché représentatif; ou
- d. s'ils n'ont pas de valeur significative.

**Art. 32** Enchères publiques

<sup>1</sup> Les enchères publiques se déroulent conformément aux art. 257 à 259 LP<sup>18</sup>, à moins que la présente ordonnance n'en dispose autrement.

<sup>2</sup> Le liquidateur de la faillite organise les enchères. Il peut fixer dans les conditions des enchères un prix d'adjudication minimum pour les premières enchères.

<sup>3</sup> Il indique dans la publication qu'il est possible de consulter les conditions des enchères. Il peut prévoir que la consultation aura lieu auprès de l'office des faillites ou des poursuites du lieu où se trouve l'objet.

**Art. 33** Cession des droits

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite définit dans l'attestation de cession des droits de la masse en faillite au sens de l'art. 260 LP<sup>19</sup> le délai pendant lequel le créancier cessionnaire doit ouvrir l'action pour faire valoir la prétention. S'il n'en fait pas usage pendant ce délai, la cession est alors caduque.

<sup>2</sup> Les créanciers cessionnaires informent sans retard le liquidateur de la faillite et, après la clôture de la procédure de faillite, la FINMA du résultat de l'action engagée.

<sup>17</sup> RS 281.1

<sup>18</sup> RS 281.1

<sup>19</sup> RS 281.1

<sup>3</sup> Si aucun créancier ne demande la cession des droits ou si aucun créancier n'en fait usage pendant le délai fixé pour ouvrir une action, le liquidateur de la faillite et, après la clôture de la procédure de faillite, la FINMA décident d'une éventuelle réalisation de ces droits.

#### **Art. 34** Recours contre les réalisations

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite établit périodiquement un plan des réalisations qui renseigne sur les actifs devant encore être réalisés et sur la manière de procéder.

<sup>2</sup> Les réalisations qui peuvent être effectuées sans délai au sens de l'art. 31, al. 3, ne doivent pas être mentionnées dans le plan des réalisations.

<sup>3</sup> Une cession des droits au sens de l'art. 33 n'est pas considérée comme une réalisation.

<sup>4</sup> Le liquidateur de la faillite communique le plan des réalisations aux créanciers en leur impartissant un délai pendant lequel ils peuvent demander à la FINMA de rendre une décision sujette à recours pour chaque réalisation prévue.

### **Section 5 Distribution**

#### **Art. 35** Dettes de la masse

Sont couverts en premier lieu par la masse en faillite et dans l'ordre suivant:

- a. les engagements au sens de l'art. 37 LB et de l'art. 43 de la présente ordonnance;
- b. les engagements contractés par la masse en faillite pendant la durée de la procédure;
- c. l'ensemble des frais pour l'ouverture et la liquidation de la procédure de faillite;
- d. les engagements à l'encontre de tiers dépositaires selon l'art. 17, al. 3, de la loi fédérale du 3 octobre 2008 sur les titres intermédiés<sup>20</sup>.

#### **Art. 36** Distribution

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite peut prévoir des répartitions provisoires. Il dresse à cet effet un tableau provisoire de distribution et le soumet à l'approbation de la FINMA.

<sup>2</sup> Lorsque tous les actifs ont été réalisés et que tous les procès ayant trait à la fixation de l'actif et du passif de la masse sont terminés, le liquidateur de la faillite établit le tableau définitif de liquidation ainsi que le compte final et les soumet à l'approbation de la FINMA. Il n'est pas nécessaire d'attendre l'issue des procès intentés individuellement par des créanciers cessionnaires au sens de l'art. 260 LP<sup>21</sup>.

<sup>20</sup> RS 957.1

<sup>21</sup> RS 281.1

<sup>3</sup> Après l'approbation du tableau de distribution, le liquidateur de la faillite procède au paiement des créanciers.

<sup>4</sup> Aucun paiement n'est effectué pour des prétentions:

- a. dont le montant ne peut pas être fixé définitivement;
- b. dont les ayants droit ne sont pas connus de manière définitive;
- c. qui sont partiellement couvertes par des gages à l'étranger non réalisés ou qui sont couvertes selon l'art. 18; ou
- d. pour lesquelles les ayants droit vont probablement être partiellement désintéressés dans le cadre d'une procédure d'exécution forcée étrangère en relation avec la faillite.

<sup>5</sup> Si l'on établit un état de collocation distinct au sens de l'art. 27 al. 3, le liquidateur de la faillite peut, avec l'accord de la FINMA, procéder à la distribution dès qu'il entre en force, indépendamment de l'entrée en force de l'état de collocation se rapportant aux créances restantes.

#### **Art. 37** Acte de défaut de biens

<sup>1</sup> Les créanciers peuvent requérir auprès du liquidateur de la faillite et, après clôture de la procédure de faillite, auprès de la FINMA, contre paiement d'une contribution forfaitaire, un acte de défaut de biens pour le montant impayé de leur prétention, conformément à l'art. 265 LP<sup>22</sup>.

<sup>2</sup> Le liquidateur de la faillite signale cette possibilité aux créanciers lors du paiement de leur part.

#### **Art. 38** Consignation

<sup>1</sup> Sous réserve des prescriptions relatives aux avoirs en déshérence, la FINMA adopte les dispositions nécessaires sur la consignation des dividendes non encore versés ainsi que des valeurs déposées distraites de la masse et non restituées.

<sup>2</sup> Les biens consignés qui deviennent disponibles ou qui n'ont pas été retirés dans les dix ans sont réalisés et distribués selon l'art. 39, sous réserve d'une réglementation contraire figurant dans une loi spéciale.

#### **Art. 39** Biens découverts ultérieurement

<sup>1</sup> Si des biens ou d'autres prétentions qui n'ont pas été inclus dans la masse en faillite sont découverts dans les dix ans suivant la clôture de la procédure de faillite, la FINMA charge un liquidateur de la faillite de reprendre la procédure de faillite sans autre formalité.

<sup>2</sup> Les biens ou prétentions découverts ultérieurement sont distribués aux créanciers qui ont subi une perte et dont les données nécessaires au paiement sont connues du liquidateur de la faillite. Ce dernier peut inviter les créanciers à lui faire connaître

leurs données actuelles en leur indiquant qu'à défaut ils seront déchus de leurs droits. Il leur fixe un délai raisonnable à cette fin.

<sup>3</sup> La FINMA peut renoncer à reprendre la procédure de faillite s'il est manifeste que les coûts occasionnés par cette reprise ne seront pas couverts ou ne seront que légèrement dépassés par le produit escompté de la réalisation des biens découverts ultérieurement. Elle transfère alors les biens découverts ultérieurement à la Confédération.

## **Chapitre 3 Assainissement**

### **Section 1 Procédure**

#### **Art. 40** Conditions

<sup>1</sup> La perspective de l'assainissement de la banque ou du maintien de certains services bancaires se justifie lorsqu'on peut valablement penser, au moment où la décision est prise:

- a. que l'assainissement placera vraisemblablement les créanciers dans une meilleure position que la faillite; et
- b. que la procédure d'assainissement est réalisable tant sur le plan des délais que sur le plan technique.

<sup>2</sup> Il n'existe aucun droit à l'ouverture d'une procédure d'assainissement.

#### **Art. 41** Ouverture

<sup>1</sup> La FINMA ouvre la procédure d'assainissement par voie de décision.

<sup>2</sup> Elle publie immédiatement l'ouverture de la procédure.

<sup>3</sup> Elle précise dans la décision d'ouverture si des mesures protectrices existantes en vertu de l'art. 26 LB doivent être poursuivies ou modifiées ou s'il faut en ordonner de nouvelles.

<sup>4</sup> Elle peut également approuver le plan d'assainissement déjà lors de l'ouverture de la procédure d'assainissement.

#### **Art. 42** Délégué à l'assainissement

<sup>1</sup> La FINMA nomme un délégué à l'assainissement par voie de décision si elle n'assume pas elle-même les tâches correspondantes.

<sup>2</sup> Si elle nomme un délégué à l'assainissement, elle veille à ce que la personne choisie soit en mesure, tant sur le plan temporel que sur le plan technique, d'exercer le mandat de manière rigoureuse, efficace et effective et à ce qu'aucun conflit d'intérêt ne s'oppose à l'attribution du mandat.

<sup>3</sup> Elle définit les attributions du délégué à l'assainissement et détermine si ce dernier peut agir en lieu et place des organes de la banque. Durant la procédure d'assainis-



sement, le délégué peut en particulier honorer des obligations incombant à la banque en vue de l'assainissement.

<sup>4</sup> La FINMA fixe le contenu du mandat, notamment en ce qui concerne les coûts, l'établissement de rapports et le contrôle du délégué à l'assainissement.

#### **Art. 43** Engagements durant la procédure d'assainissement

En cas d'échec de l'assainissement et dans la procédure de faillite qui s'ensuit, les engagements contractés par la banque durant la procédure d'assainissement avec l'approbation du délégué sont honorés avant toutes les autres créances.

#### **Art. 44** Plan d'assainissement

<sup>1</sup> Le plan d'assainissement expose les principaux éléments de l'assainissement, de la future structure du capital et du modèle commercial de la banque après l'assainissement et il montre la manière dont il remplit les conditions d'homologation fixées à l'art. 31, al. 1, LB.

<sup>2</sup> Le plan d'assainissement doit également aborder les éléments suivants:

- a. l'observation probable des conditions d'autorisation;
- b. l'inventaire des actifs et des passifs de la banque;
- c. la future organisation et direction de la banque et, si cette dernière fait partie d'un groupe bancaire ou d'un conglomérat de banques, la future organisation du groupe ou du conglomérat;
- d. la question de savoir si et dans quelle mesure le plan d'assainissement porte atteinte aux droits des créanciers de la banque ainsi que des propriétaires;
- e. la question de savoir si le droit de révocation et les prétentions de la banque en matière de responsabilité selon l'art. 32 LB sont exclus;
- f. les organes existants de la banque qui demeurent responsables de la conduite de cette dernière et la question de savoir quels sont les motifs pour lesquels c'est dans l'intérêt de la banque, des créanciers et des propriétaires;
- g. l'ensemble des conditions de départ pour les organes sortants de la banque;
- h. les opérations qui exigent une inscription au registre du commerce ou au registre foncier; et
- i. les dispositions des sections 3 et 4 du présent chapitre qui s'appliqueront lors de l'assainissement en question.

<sup>3</sup> La FINMA peut exiger que le plan d'assainissement aborde des éléments supplémentaires.

## Section 2 Homologation du plan d'assainissement

### Art. 45 Homologation

<sup>1</sup> La FINMA homologue le plan d'assainissement par voie de décision si les conditions définies dans la LB et la présente ordonnance sont remplies.

<sup>2</sup> Elle publie l'homologation et les grandes lignes du plan d'assainissement et indique comment les créanciers concernés et les propriétaires peuvent consulter ce dernier.

<sup>3</sup> Si le plan d'assainissement prescrit le transfert d'immeubles, la concession de droits et obligations réels immobiliers ou des modifications du capital social, ces dispositions prennent immédiatement effet à l'homologation du plan d'assainissement. Il convient de procéder dès que possible aux inscriptions nécessaires dans le registre foncier, dans le registre du commerce ou dans d'autres registres.<sup>23</sup>

### Art. 46 Refus des créanciers

<sup>1</sup> Si le plan d'assainissement porte atteinte aux droits des créanciers, la FINMA fixe à ces derniers un délai, au plus tard lors de l'homologation du plan d'assainissement, durant lequel ils peuvent le refuser. Le délai est de dix jours ouvrables au minimum. Le transfert de passifs et de rapports contractuels et le changement de débiteurs qu'il implique ne constituent pas une atteinte aux droits des créanciers.

<sup>2</sup> Les créanciers qui entendent refuser ce plan doivent le faire par écrit. Ils doivent indiquer leurs nom et adresse, le montant de la créance au moment de l'ouverture de la procédure d'assainissement ainsi que le motif de la créance. La déclaration de refus doit être adressée au délégué à l'assainissement.

## Section 3 Mesures de capitalisation

### Art. 47 Dispositions générales

<sup>1</sup> Si le plan d'assainissement prévoit des mesures de capitalisation selon la présente section, il faut veiller à ce que:

- a. les intérêts des créanciers priment ceux des propriétaires et que la hiérarchie des créanciers soit prise en compte;
- b. les prescriptions du droit des obligations<sup>24</sup> s'appliquent par analogie.

<sup>2</sup> Dans la mesure où l'octroi d'un droit de souscription peut porter atteinte à l'assainissement, celui-ci peut être retiré aux propriétaires existants.

<sup>23</sup> Erratum du 6 sept. 2016 (RO 2016 3099).

<sup>24</sup> RS 220

**Art. 48** Principes régissant la conversion des fonds de tiers en fonds propres

Si le plan d'assainissement prévoit une conversion des fonds de tiers en fonds propres, il faut:

- a. convertir en fonds propres autant de fonds de tiers que nécessaire pour que la banque puisse satisfaire indubitablement à ses obligations en matière d'exigences minimales de fonds propres, en vue de poursuivre ses activités une fois l'assainissement réussi;
- b. réduire entièrement le capital social avant la conversion des fonds de tiers en fonds propres;
- c. ne procéder à la conversion des fonds de tiers en fonds propres que lorsqu'a déjà eu lieu celle des instruments de dette émis par la banque sous forme de fonds propres de base supplémentaires ou complémentaires, en particulier les emprunts à conversion obligatoire sous certaines conditions;
- d. respecter l'ordre de collocation suivant pour la conversion de fonds de tiers en fonds propres, les créances du rang suivant ne pouvant être converties que lorsque celles du rang précédent sont insuffisantes pour satisfaire aux exigences des fonds propres minimaux selon la let. a:
  1. créances de rang subordonné, sans imputation des fonds propres,
  2. autres créances, dans la mesure où elles ne sont pas concernées par la conversion, à l'exception des dépôts, et
  3. dépôts, dans la mesure où ils ne sont pas privilégiés.

**Art. 49** Convertibilité des créances

Tous les fonds de tiers peuvent être convertis en fonds propres, sauf:

- a. les créances privilégiées de première et de deuxième classe selon l'art. 219, al. 4, LP<sup>25</sup> et l'art. 37a, al. 1 à 5, LB, dans la limite des privilèges accordés;
- b. les créances couvertes dans la limite de leur couverture et celles compensables dans la limite de la réalisation des conditions nécessaires à leur compensation, pour autant que le créancier puisse immédiatement rendre vraisemblables l'existence, le montant et le fait que la créance fait l'objet d'une convention en ce sens ou ressort des livres de la banque.

**Art. 50** Réduction de créance

En parallèle ou en lieu et place de la conversion de fonds de tiers en fonds propres, la FINMA peut ordonner une réduction de créance partielle ou totale. Les art. 48, let. a à c, et 49 s'appliquent de la même manière.

## Section 4    Maintien de certains services bancaires

### Art. 51            Maintien de services bancaires

<sup>1</sup> Si le plan d'assainissement prévoit le maintien d'un ou de plusieurs services bancaires et le transfert partiel des biens ou des rapports contractuels de la banque à un autre sujet de droit, y compris une banque relais, il doit notamment:

- a. désigner le ou les sujets de droit auxquels ces services bancaires et ces biens seront transférés;
- b. décrire les biens devant être partiellement transférés, notamment les actifs, les passifs et les rapports contractuels, ainsi que leurs contre-prestations;
- c. décrire les services bancaires à maintenir et à transférer;
- d. présenter les mesures de capitalisation prises et, en cas de transfert des services bancaires à une banque relais, exposer la répartition des actifs et des passifs ainsi obtenus entre la banque et la banque relais;
- e. comporter un engagement de la banque à prendre les mesures et dispositions nécessaires afin que tous les biens et objets devant être transférés, notamment ceux sis à l'étranger ou soumis au droit étranger, puissent être remis à l'autre sujet de droit;
- f. préciser s'il faut procéder à une compensation, comment la calculer et si une somme compensatoire maximale doit être fixée;
- g. indiquer si et comment les systèmes et applications seront utilisés conjointement par la banque et par l'autre sujet de droit et, en cas de maintien des services bancaires par l'intermédiaire d'une banque relais, comment cette dernière assurera l'accès aux infrastructures relatives aux opérations de paiement et aux infrastructures du marché financier ainsi que l'utilisation de ces infrastructures;
- h. exposer la manière d'assurer la conservation des relations juridiques et économiques des actifs, des passifs et des rapports contractuels, sachant que seuls peuvent être transférés:
  1. l'ensemble des créances et engagements compensables de la banque envers une ou plusieurs parties adverses, notamment ceux qui sont soumis à un accord de compensation,
  2. les créances et engagements garantis, en relation avec leurs sûretés,
  3. les financements structurés ou accords comparables sur le marché des capitaux auxquels la banque est partie, y compris tous les droits et obligations en découlant.

<sup>2</sup> Dès que le plan d'assainissement homologué est exécutable ou, dans le cas d'une banque d'importance systémique, dès l'homologation du plan d'assainissement, tous les biens ou rapports contractuels à transférer, y compris les droits et obligations en découlant, sont transférés au nouveau sujet de droit avec effet au moment de l'homologation du plan d'assainissement.

**Art. 52** Banque relais

<sup>1</sup> La banque relais sert au maintien provisoire des services bancaires qui lui sont transférés.

<sup>2</sup> La FINMA accorde à la banque relais une autorisation limitée à deux ans. Elle peut déroger aux conditions d'autorisation lors de son octroi. Il est possible de prolonger l'autorisation.

**Chapitre 4<sup>26</sup> Protection des infrastructures du marché financier<sup>27</sup>****Art. 53**

*Abrogé*

**Art. 54** Validité des ordres à une contrepartie centrale, un dépositaire central ou un système de paiement

<sup>1</sup> Les mesures qui peuvent restreindre la validité juridique d'un ordre au sens de l'art. 89, al. 2 de la loi du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF)<sup>28</sup> sont:

- a. l'ouverture d'une faillite en vertu des art. 33 à 37g LB, et
- b. les mesures protectrices visées à l'art. 26, al. 1, let. f à h, LB.

<sup>2</sup> Dans sa décision, la FINMA fixe explicitement le moment à partir duquel les mesures visées à l'al. 1 s'appliquent.

**Art. 55** Accords de compensation

Les accords de compensation visés à l'art. 27, al. 1, LB englobent notamment:

- a. les dispositions relatives à la compensation dans les conventions-cadres ou dans les conventions bilatérales;
- b. les dispositions sur la facturation et la compensation et les accords sur la défaillance des contreparties centrales, dépositaires centraux ou systèmes de paiement selon l'art. 89, al. 1, LIMF<sup>29</sup>.

<sup>26</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 1 de l'annexe 2 à l'O de la FINMA du 3 déc. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5509).

<sup>27</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 1 de l'annexe 2 à l'O de la FINMA du 3 déc. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5509).

<sup>28</sup> RS 958.1

<sup>29</sup> RS 958.1

## Chapitre 5 Ajournement de la résiliation de contrats<sup>30</sup>

### Art. 56<sup>31</sup> Contrats

<sup>1</sup> L'obligation prévue à l'art. 12, al. 2<sup>bis</sup>, de l'ordonnance du 30 avril 2014 sur les banques (OB)<sup>32</sup> s'applique:

- a. aux contrats concernant l'achat, la vente, l'emprunt ou les opérations de prise en pension en lien avec des papiers-valeurs, des droits-valeurs ou des titres intermédiés et affaires correspondantes relatives à des indices qui en contiennent ainsi qu'à des options ayant de tels sous-jacents;
- b. aux contrats concernant l'achat et la vente avec livraison future, l'emprunt ou les opérations de prise en pension en lien avec des marchandises et affaires correspondantes relatives à des indices qui en contiennent ainsi qu'à des options ayant de tels sous-jacents;
- c. aux contrats concernant l'achat, la vente ou le transfert de marchandises, de prestations de service, de droits ou de taux d'intérêt pour une date future et à un prix déterminé d'avance (contrats à terme);
- d. aux contrats de *swap* portant sur les taux d'intérêt, le change, les monnaies, les marchandises ainsi que les papiers-valeurs, les droits-valeurs, les titres intermédiés, la météorologie, l'émission monétaire ou l'inflation et affaires correspondantes relatives à des indices qui en contiennent, y compris les dérivés de crédit et les options sur taux;
- e. aux conventions de crédit dans la relation interbancaire;
- f. à tous les autres contrats ayant les mêmes effets que ceux mentionnés aux let. a à e;
- g. aux contrats selon les let. a à f, sous forme de conventions cadres (*master agreements*);
- h. aux contrats des sociétés étrangères du groupe selon les let. a à g, dans la mesure où une banque ou un négociant en valeurs mobilières ayant son siège en Suisse en garantit l'exécution.

<sup>2</sup> L'obligation prévue à l'art. 12, al. 2<sup>bis</sup>, OB ne s'applique pas:

- a. aux contrats qui ne justifient pas la résiliation ou l'exercice des droits selon l'art. 30a, al. 1, LB directement ou indirectement par une mesure de la FINMA selon le chap. XI LB;
- b. aux contrats conclus ou compensés de manière directe ou indirecte au moyen d'une infrastructure des marchés financiers ou d'un système organisé de négociation;
- c. aux contrats dans lesquels une banque centrale est contrepartie;

<sup>30</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la FINMA du 9 mars 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 2017 (RO 2017 1675).

<sup>31</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la FINMA du 9 mars 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 2017 (RO 2017 1675).

<sup>32</sup> RS 952.02

- d. aux contrats de sociétés du groupe qui ne sont pas actives dans le domaine financier;
- e. aux contrats avec des contreparties qui ne sont pas des entreprises au sens de l'art. 77 de l'ordonnance du 25 novembre 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers<sup>33</sup>;
- f. aux contrats concernant le placement d'instruments financiers sur le marché;
- g. aux modifications apportées aux contrats existants qui découlent des conditions contractuelles, sans autre intervention des parties.

**Art. 57**<sup>34</sup>**Chapitre 6 Clôture de la procédure****Art. 58** Rapport final

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite ou le délégué à l'assainissement adresse un rapport final à la FINMA résumant le déroulement de la procédure de faillite ou d'assainissement.

<sup>2</sup> Le rapport final du liquidateur de la faillite contient en outre:

- a. un exposé sur l'issue des procès ayant trait à la fixation de l'actif et du passif de la masse;
- b. des données sur l'état des droits cédés aux créanciers selon l'art. 260 LP<sup>35</sup>; et
- c. une liste des dividendes non versés ainsi que des valeurs déposées distraites de la masse et non restituées, avec l'indication des motifs pour lesquels le versement ou la restitution n'ont pu être exécutés jusque-là.

<sup>3</sup> La FINMA publie la clôture de la procédure de faillite ou d'assainissement.

**Art. 59** Conservation des pièces

<sup>1</sup> La FINMA décide de la manière dont les pièces de l'insolvabilité et de l'activité commerciale de la banque doivent être conservées après la clôture ou la suspension de la procédure de faillite ou d'assainissement.

<sup>2</sup> Les pièces de l'insolvabilité et de l'activité commerciale de la banque subsistantes doivent être détruites sur ordre de la FINMA après expiration d'un délai de dix ans suivant la clôture ou la suspension de la procédure de faillite ou d'assainissement.

<sup>3</sup> Les dispositions légales spécifiques contraires qui régissent la conservation de certaines pièces sont réservées.

<sup>33</sup> RS 958.11

<sup>34</sup> Abrogé par le ch. II 1 de l'annexe 2 à l'O de la FINMA du 3 déc. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5509).

<sup>35</sup> RS 281.1

## Chapitre 7 Dispositions finales

**Art. 60** Abrogation et modification du droit en vigueur

<sup>1</sup> L'ordonnance de la FINMA du 30 juin 2005 sur la faillite bancaire<sup>36</sup> est abrogée.

<sup>2</sup> ...<sup>37</sup>

**Art. 61** Disposition transitoire

Les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent aux procédures en cours au moment de l'entrée en vigueur de cette dernière.

**Art. 61a**<sup>38</sup> Dispositions transitoires relatives à la modification du 9 mars 2017

<sup>1</sup> Les obligations découlant de l'art. 12, al. 2<sup>bis</sup>, OB<sup>39</sup> en relation avec l'art. 56 doivent être respectées:

- a. pour les contrats avec des banques et négociants en valeurs mobilières ou des contreparties qui seraient qualifiées comme telles si elles avaient leur siège en Suisse, si ces contrats sont conclus ou modifiés plus de douze mois après l'entrée en vigueur de cette modification;
- b. pour les contrats avec d'autres contreparties, s'ils sont conclus ou modifiés plus de 18 mois après l'entrée en vigueur de cette modification.

<sup>2</sup> Si les circonstances le justifient, la FINMA peut accorder à certains établissements des délais de mise en œuvre plus étendus.

**Art. 62** Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2012.

<sup>36</sup> [RO 2005 3539, 2008 5613 ch. I 3, 2009 1769]

<sup>37</sup> La mod. peut être consultée au RO 2012 5573.

<sup>38</sup> Introduit par le ch. I de l'O de la FINMA du 9 mars 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 2017 (RO 2017 1675).

<sup>39</sup> RS 952.02



**Loi fédérale  
sur les infrastructures des marchés financiers  
et le comportement sur le marché en matière de  
négociation de valeurs mobilières et de dérivés\***  
(Loi sur l'infrastructure des marchés financiers, LIMF)

**958.1**

du 19 juin 2015 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2019)

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*  
vu les art. 95 et 98, al. 1 et 2, de la Constitution<sup>1</sup>,  
vu le message du Conseil fédéral du 3 septembre 2014<sup>2</sup>,  
*arrête:*

**Titre 1            Dispositions générales**

**Art. 1            Objet et but**

<sup>1</sup> La présente loi règle l'organisation et l'exploitation des infrastructures des marchés financiers et fixe les règles de comportement des participants à la négociation de valeurs mobilières et de dérivés sur ces marchés.

<sup>2</sup> Elle vise à assurer le bon fonctionnement et la transparence des marchés des valeurs mobilières et des dérivés de même que la stabilité du système financier, la protection des participants aux marchés financiers et l'égalité de traitement des investisseurs.

**Art. 2            Définitions**

Au sens de la présente loi, on entend par:

- a. *infrastructure des marchés financiers*:
  1. une bourse (art. 26, let. b),
  2. un système multilatéral de négociation (art. 26, let. c),
  3. une contrepartie centrale (art. 48),
  4. un dépositaire central (art. 61),
  5. un référentiel central (art. 74),
  6. un système de paiement (art. 81);
- b. *valeurs mobilières*: les papiers-valeurs, les droits-valeurs, les dérivés et les titres intermédiés standardisés susceptibles d'être diffusés en grand nombre sur le marché;

RO 2015 5339

<sup>1</sup> RS 101

<sup>2</sup> FF 2014 7235

- c. *dérivés ou opérations sur dérivés*: les contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un ou de plusieurs actifs sous-jacents et qui ne sont pas des opérations de caisse;
- d. *participant*: toute personne qui recourt directement aux services d'une infrastructure des marchés financiers;
- e. *participant indirect*: toute personne qui recourt indirectement aux services d'une infrastructure des marchés financiers, par l'intermédiaire d'un participant;
- f. *cotation*: l'admission d'une valeur mobilière à la négociation auprès d'une bourse selon une procédure standardisée prévoyant le contrôle des exigences relatives aux émetteurs et aux valeurs mobilières;
- g. *compensation (clearing)*: les opérations exécutées entre la conclusion et le règlement d'une transaction, en particulier:
  - 1. la saisie, l'appariement et la confirmation des données relatives aux transactions,
  - 2. la prise en charge des obligations par une contrepartie centrale ou d'autres mesures de réduction des risques,
  - 3. la compensation multilatérale des flux (*netting*),
  - 4. l'appariement et la confirmation des paiements et des transferts de valeurs mobilières à effectuer;
- h. *règlement (settlement)*: la réalisation des obligations acceptées lors de la conclusion du contrat, notamment par le versement d'espèces ou le transfert de valeurs mobilières;
- i. *offre publique d'acquisition*: toute offre d'achat ou d'échange présentée publiquement aux détenteurs d'actions, de bons de participation, de bons de jouissance ou d'autres titres de participation (titres de participation);
- j. *information d'initié*: toute information confidentielle dont la divulgation est susceptible d'influencer notablement le cours de valeurs mobilières admises à la négociation sur une plate-forme de négociation en Suisse.

### **Art. 3** Sociétés mères et sociétés du groupe significatives

<sup>1</sup> Sont soumises aux art. 88 à 92, pour autant qu'elles ne soient pas assujetties à la compétence de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) en matière de faillite, dans le cadre de la surveillance individuelle de l'établissement:

- a. les sociétés mères d'un groupe financier domiciliées en Suisse;
- b. les sociétés du groupe ayant leur siège en Suisse qui remplissent des fonctions importantes pour les activités soumises à autorisation (sociétés du groupe significatives).

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe les critères permettant d'évaluer le caractère significatif.

<sup>3</sup> La FINMA désigne les sociétés du groupe significatives et tient un répertoire de ces sociétés. Ce répertoire est accessible au public.

## **Titre 2      Infrastructures des marchés financiers**

### **Chapitre 1    Dispositions communes**

#### **Section 1**

#### **Conditions d'octroi de l'autorisation et obligations applicables à toutes les infrastructures des marchés financiers**

##### **Art. 4**            Obligation d'obtenir une autorisation

<sup>1</sup> Toute infrastructure des marchés financiers doit obtenir une autorisation de la FINMA.

<sup>2</sup> L'exploitant d'un système de paiement ne doit obtenir une autorisation de la FINMA que si le fonctionnement des marchés financiers ou la protection des participants aux marchés financiers l'exigent et si le système de paiement n'est pas exploité par une banque.

<sup>3</sup> Les infrastructures des marchés financiers exploitées par la Banque nationale suisse (BNS) ou sur mandat de celle-ci ne sont pas soumises à l'obligation d'obtenir une autorisation ni à la surveillance de la FINMA dans le cadre de cette activité.

<sup>4</sup> Une infrastructure des marchés financiers ne peut s'inscrire au registre du commerce qu'une fois que l'autorisation de la FINMA a été accordée.

##### **Art. 5**            Conditions d'octroi de l'autorisation

A droit à l'autorisation quiconque remplit les conditions définies dans la présente section et les conditions complémentaires applicables aux différentes infrastructures des marchés financiers.

##### **Art. 6**            Exigences complémentaires applicables aux infrastructures des marchés financiers d'importance systémique

En plus des conditions fixées à l'art. 5, les infrastructures des marchés financiers d'importance systémique (art. 22) doivent remplir les exigences fixées dans la section 2.

##### **Art. 7**            Modification des faits

<sup>1</sup> L'infrastructure des marchés financiers signale à la FINMA toute modification des faits déterminants pour l'octroi de l'autorisation ou de l'approbation.

<sup>2</sup> En cas de modification significative, elle demande au préalable l'autorisation ou l'approbation de la FINMA pour pouvoir poursuivre son activité.

<sup>3</sup> La présente disposition s'applique par analogie aux infrastructures des marchés financiers étrangères reconnues.

**Art. 8** Organisation

<sup>1</sup> L'infrastructure des marchés financiers doit être une personne morale de droit suisse ayant son siège et son administration principale en Suisse.

<sup>2</sup> Elle fixe des règles de gestion d'entreprise adéquates et s'organise de manière à pouvoir assumer ses obligations légales. Elle désigne notamment l'organe responsable de la gestion d'une part et les organes responsables de la haute direction, de la surveillance et du contrôle d'autre part, et précise leurs compétences respectives de manière à ce que la gestion soit surveillée de manière appropriée et indépendante. Elle règle les tâches et les compétences des organes dans les statuts et dans le règlement d'organisation.

<sup>3</sup> Elle identifie, mesure, gère et surveille ses risques et instaure un système de contrôle interne efficace. Elle institue en particulier un organe de révision interne indépendant de l'organe responsable de la gestion et un organe de contrôle de la conformité indépendant des unités opérationnelles.

**Art. 9** Garantie d'une activité irréprochable

<sup>1</sup> L'infrastructure des marchés financiers et les personnes chargées de son administration et de sa gestion doivent présenter toutes les garanties d'une activité irréprochable.

<sup>2</sup> Les personnes chargées de l'administration et de la gestion de l'infrastructure des marchés financiers doivent en outre jouir d'une bonne réputation et disposer des qualifications professionnelles requises par la fonction.

<sup>3</sup> Les détenteurs d'une participation qualifiée doivent également jouir d'une bonne réputation et garantir que leur influence ne soit pas exercée au détriment d'une gestion saine et prudente de l'infrastructure.

<sup>4</sup> Est réputé détenir une participation qualifiée dans une infrastructure des marchés financiers quiconque détient, directement ou indirectement, au moins 10 % du capital ou des droits de vote de l'infrastructure des marchés financiers ou peut, de toute autre manière, exercer une influence notable sur sa gestion.

<sup>5</sup> Toute personne qui envisage d'acquérir ou de céder, directement ou indirectement, une participation qualifiée au sens de l'al. 4 dans une infrastructure des marchés financiers organisée conformément au droit suisse est tenue de le déclarer au préalable à la FINMA. Cette obligation de déclarer vaut également lorsqu'une personne envisage d'augmenter ou de diminuer une telle participation et que celle-ci atteint ou dépasse les seuils de 20, 33 ou 50 % du capital ou des droits de vote, ou descend en dessous de ceux-ci.

<sup>6</sup> L'infrastructure des marchés financiers annonce à la FINMA les personnes qui remplissent les conditions de l'al. 5 dès qu'elle en a connaissance. Au moins une fois par an, elle doit fournir à la FINMA l'état des détenteurs de participations qualifiées.

**Art. 10** Services auxiliaires

<sup>1</sup> Une personne morale ne peut exploiter qu'une seule infrastructure des marchés financiers. Est exceptée de cette règle l'exploitation d'un système multilatéral de négociation par une bourse.

<sup>2</sup> La fourniture de services auxiliaires soumis à autorisation ou à approbation en vertu des lois sur les marchés financiers visées à l'art. 1 de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers<sup>3</sup> (lois sur les marchés financiers) doit être autorisée ou approuvée par la FINMA et satisfaire aux conditions d'autorisation complémentaires.

<sup>3</sup> Lorsque la fourniture de services auxiliaires non soumis à autorisation ou à approbation en vertu des lois sur les marchés financiers augmente les risques de l'infrastructure des marchés financiers, la FINMA peut exiger la mise en place de mesures organisationnelles ou la constitution de fonds propres supplémentaires et de liquidités suffisantes.

**Art. 11** Externalisation

<sup>1</sup> Si l'infrastructure des marchés financiers veut externaliser des services essentiels tels que la gestion des risques, elle doit obtenir au préalable l'approbation de la FINMA. Celle-ci consulte la BNS lorsqu'il s'agit d'une infrastructure des marchés financiers qualifiée d'importance systémique par la BNS.

<sup>2</sup> L'infrastructure des marchés financiers convient avec le prestataire de services des droits et obligations des deux parties en la forme écrite.

<sup>3</sup> Lorsque l'infrastructure des marchés financiers externalise des services, elle reste responsable du respect des obligations découlant de la présente loi.

**Art. 12** Capital minimal

<sup>1</sup> L'infrastructure des marchés financiers doit libérer entièrement le capital minimal requis.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe le montant du capital minimal.

**Art. 13** Continuité des activités

<sup>1</sup> L'infrastructure des marchés financiers doit disposer d'une stratégie qui, en cas de perturbation, assure la continuité ou la reprise rapide de ses activités.

<sup>2</sup> L'infrastructure des marchés financiers qui détient des valeurs patrimoniales et des positions de participants doit prévoir des procédures permettant de transférer ou de régler ces valeurs et positions au plus vite en cas de retrait ou de restitution de l'autorisation.

**Art. 14**      Systèmes informatiques

<sup>1</sup> L'infrastructure des marchés financiers exploite des systèmes informatiques qui remplissent les conditions suivantes:

- a. garantir le respect des obligations découlant de la présente loi et être appropriés à ses activités;
- b. prévoir des mesures d'urgence efficaces;
- c. assurer la continuité de ses activités.

<sup>2</sup> Elle prévoit des mesures permettant de protéger l'intégrité et la confidentialité des informations concernant les participants et leurs transactions.

**Art. 15**      Groupes financiers

<sup>1</sup> Lorsqu'une infrastructure des marchés financiers fait partie d'un groupe financier, la FINMA peut subordonner l'octroi d'une autorisation à l'existence d'une surveillance consolidée adéquate par une autorité de surveillance des marchés financiers.

<sup>2</sup> Deux ou plusieurs entreprises constituent un groupe financier au sens de la présente loi si les conditions suivantes sont remplies:

- a. l'une d'elles au moins opère en tant qu'infrastructure des marchés financiers;
- b. elles sont principalement actives dans le domaine financier;
- c. elles forment une unité économique ou d'autres circonstances laissent supposer qu'une ou plusieurs des entreprises sous surveillance individuelle sont de fait ou juridiquement tenues de prêter assistance à des sociétés du groupe.

<sup>3</sup> Les dispositions de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques<sup>4</sup> relatives aux groupes financiers sont applicables par analogie.

**Art. 16**      Protection contre la confusion et la tromperie

<sup>1</sup> La dénomination de l'infrastructure des marchés financiers ne doit pas prêter à confusion ni induire en erreur.

<sup>2</sup> Les dénominations «bourse», «système multilatéral de négociation», «Multilateral Trading Facility», «MTF», «contrepartie centrale», «Central Counterparty», «CCP», «système de règlement des opérations sur valeurs mobilières», «Securities Settlement System», «SSS», «dépositaire central», «Central Securities Depository», «CSD», «référentiel central», «Trade Repository» et «TR» ne doivent désigner, dans le contexte de la fourniture de services financiers, que les infrastructures des marchés financiers correspondantes soumises à la présente loi.

**Art. 17** Activités à l'étranger

Toute infrastructure des marchés financiers informe la FINMA au préalable lorsqu'elle entend:

- a. fonder, acquérir ou céder une filiale, une succursale ou une représentation à l'étranger;
- b. acquérir ou céder une participation qualifiée dans une société étrangère.

**Art. 18** Accès libre et non discriminatoire

<sup>1</sup> L'infrastructure des marchés financiers offre un accès libre et non discriminatoire à ses services.

<sup>2</sup> Elle peut restreindre l'accès à ses services:

- a. si cette mesure permet, à l'exclusion de toute autre, d'accroître sa sécurité ou son efficacité; ou
- b. si les caractéristiques d'un participant potentiel présentent un risque susceptible de compromettre les activités de l'infrastructure des marchés financiers ou de ses participants.

**Art. 19** Obligation de consigner et de conserver des documents

L'infrastructure des marchés financiers consigne les services fournis, les procédures et les processus appliqués ainsi que les activités exercées et conserve ces documents pendant dix ans.

**Art. 20** Prévention des conflits d'intérêts

L'infrastructure des marchés financiers prend des mesures organisationnelles efficaces visant à identifier, à prévenir, à régler et à surveiller les conflits d'intérêts.

**Art. 21** Publication des informations essentielles

<sup>1</sup> L'infrastructure des marchés financiers publie à intervalles réguliers toutes les informations essentielles pour les participants, pour les émetteurs et pour le public, notamment:

- a. les informations concernant son organisation;
- b. les conditions de participation;
- c. les droits et obligations des participants et des émetteurs.

<sup>2</sup> Elle tient compte des normes internationales reconnues en la matière.

## Section 2

### Exigences spéciales applicables aux infrastructures des marchés financiers d'importance systémique

#### Art. 22 Infrastructures des marchés financiers et processus opérationnels d'importance systémique

<sup>1</sup> Une contrepartie centrale, un dépositaire central ou un système de paiement est d'importance systémique s'il remplit l'une des conditions suivantes:

- a. sa non-disponibilité, découlant en particulier de problèmes techniques ou opérationnels ou de difficultés financières, peut causer de lourdes pertes ou de graves problèmes de liquidités ou opérationnels à des intermédiaires financiers ou à d'autres infrastructures des marchés financiers, ou provoquer des perturbations graves sur les marchés financiers;
- b. des difficultés de paiement ou de livraison chez certains de ses participants peuvent se répercuter sur d'autres participants ou sur des infrastructures des marchés financiers liées, et peuvent causer à ceux-ci de lourdes pertes ou de graves problèmes de liquidités ou opérationnels, ou provoquer des perturbations graves sur les marchés financiers.

<sup>2</sup> Un processus opérationnel d'une infrastructure des marchés financiers visée à l'al. 1 est d'importance systémique s'il remplit les conditions suivantes:

- a. sa non-disponibilité peut causer de lourdes pertes ou de graves problèmes de liquidités ou opérationnels à des intermédiaires financiers ou à d'autres infrastructures des marchés financiers, ou provoquer des perturbations graves sur les marchés financiers;
- b. les participants ne peuvent lui substituer à court terme aucun autre processus opérationnel.

#### Art. 23 Exigences spéciales

<sup>1</sup> Pour couvrir les risques qu'elles font peser sur la stabilité du système financier, les infrastructures des marchés financiers d'importance systémique doivent satisfaire à des exigences spéciales.

<sup>2</sup> Les exigences spéciales tiennent compte des normes internationales reconnues. Elles peuvent viser les bases contractuelles, les moyens de paiement utilisés, la gestion des risques, la continuité des activités et les systèmes informatiques.

<sup>3</sup> La BNS règle les modalités par voie d'ordonnance.

<sup>4</sup> La BNS peut, après avoir consulté la FINMA, libérer de l'obligation de satisfaire aux exigences spéciales des infrastructures des marchés financiers d'importance systémique dont le siège se trouve à l'étranger et qui sont soumises à sa propre surveillance en vertu de l'art. 19, al. 2, de la loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale (LBN)<sup>5</sup>:



- a. si elles sont soumises à une surveillance équivalente à l'étranger; et
- b. si les autorités de surveillance compétentes collaborent avec la BNS conformément à l'art. 21, al. 2, LBN<sup>6</sup>.

#### **Art. 24** Plan de stabilisation et plan de liquidation

<sup>1</sup> L'infrastructure des marchés financiers d'importance systémique établit un plan de stabilisation. Celui-ci prévoit les mesures propres à permettre à l'infrastructure des marchés financiers d'assurer durablement sa stabilité en cas de crise de manière à maintenir ses processus opérationnels d'importance systémique.

<sup>2</sup> La FINMA établit un plan de liquidation dans lequel elle fixe les modalités de l'assainissement ou de la liquidation d'une infrastructure des marchés financiers d'importance systémique qu'elle a ordonné. Elle consulte la BNS à propos du plan de liquidation.

<sup>3</sup> L'infrastructure des marchés financiers fournit à la FINMA le plan de stabilisation et les informations nécessaires à l'établissement du plan de liquidation.

<sup>4</sup> Elle met en œuvre les mesures prévues dans le plan de liquidation à titre préparatoire si le maintien ininterrompu des processus opérationnels d'importance systémique l'exige.

### **Section 3 Procédure d'autorisation**

#### **Art. 25**

<sup>1</sup> La FINMA informe la BNS des demandes d'autorisation déposées par des contreparties centrales, des dépositaires centraux et des exploitants de systèmes de paiement.

<sup>2</sup> Après avoir consulté la FINMA, la BNS désigne par voie décisionnelle les infrastructures des marchés financiers d'importance systémique et leurs processus opérationnels d'importance systémique au sens de l'art. 22. Elle précise de surcroît par voie décisionnelle à quelles exigences spéciales au sens de l'art. 23 chacune des infrastructures des marchés financiers d'importance systémique doit satisfaire et vérifie si celles-ci les respectent.

<sup>3</sup> Si l'infrastructure des marchés financiers d'importance systémique satisfait aux exigences spéciales fixées, la FINMA octroie l'autorisation lorsque les autres conditions d'autorisation sont également remplies.

<sup>4</sup> La FINMA approuve le plan de stabilisation au sens de l'art. 24 après consultation de la BNS.

<sup>5</sup> Si la BNS conclut qu'une infrastructure des marchés financiers n'est pas d'importance systémique, elle en informe la FINMA. Si les conditions générales d'autorisation sont remplies, la FINMA octroie l'autorisation.

<sup>6</sup> Actuellement «à l'art. 21, let. b, LBN».

<sup>6</sup> La procédure s'applique par analogie aux demandes de reconnaissance déposées par des contreparties centrales étrangères.

## Chapitre 2

### Plates-formes de négociation, systèmes organisés de négociation et bourses de l'électricité

#### Section 1 Plates-formes de négociation

##### Art. 26 Définitions

Au sens de la présente loi, on entend par:

- a. *plate-forme de négociation*: toute bourse ou tout système multilatéral de négociation;
- b. *bourse*: toute organisation exerçant la négociation multilatérale de valeurs mobilières au sein de laquelle des valeurs mobilières sont cotées et qui vise l'échange simultané d'offres entre plusieurs participants ainsi que la conclusion de contrats selon des règles non discrétionnaires;
- c. *système multilatéral de négociation*: toute organisation exerçant la négociation multilatérale de valeurs mobilières qui vise sans cotation de valeurs mobilières l'échange simultané d'offres entre plusieurs participants ainsi que la conclusion de contrats selon des règles non discrétionnaires.

##### Art. 27 Autorégulation

<sup>1</sup> La plate-forme de négociation instituée sous la surveillance de la FINMA son propre organisme de régulation et de surveillance; celui-ci doit être adapté à son activité.

<sup>2</sup> Les tâches de régulation et de surveillance de la négociation déléguées à la plate-forme de négociation sont assumées par des organes indépendants. Les dirigeants de ces organes doivent satisfaire aux exigences suivantes:

- a. présenter toutes les garanties d'une activité irréprochable;
- b. jouir d'une bonne réputation;
- c. disposer des qualifications professionnelles requises par la fonction.

<sup>3</sup> Le choix des personnes visées à l'al. 2 requiert l'approbation de la FINMA.

<sup>4</sup> La plate-forme de négociation soumet ses règlements et leurs modifications à l'approbation de la FINMA.

##### Art. 28 Organisation de la négociation

<sup>1</sup> La plate-forme de négociation édicte un règlement d'organisation garantissant l'ordre et la transparence de la négociation.

<sup>2</sup> Elle consigne selon un ordre chronologique tous ses ordres et toutes les opérations effectuées en son sein de même que les opérations qui sont portées à sa connaissance. Elle indique en particulier le moment de l'opération, l'identité des participants, les valeurs mobilières négociées, le nombre ou la valeur nominale de celles-ci ainsi que leur prix.

#### **Art. 29**            Transparence pré-négociation et post-négociation

<sup>1</sup> La plate-forme de négociation publie les prix acheteurs et vendeurs des actions et autres valeurs mobilières en temps réel et l'importance des positions de négociation exprimées à ces prix (transparence pré-négociation).

<sup>2</sup> Elle assure également la publication immédiate des informations concernant les transactions effectuées en son sein de même que celles effectuées à l'extérieur et portées à sa connaissance, sur toutes les valeurs mobilières admises à la négociation (transparence post-négociation). Ces informations comprennent notamment le prix, le volume et le moment des transactions.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral détermine, en tenant compte des normes internationales reconnues et du développement du droit étranger:

- a. les autres valeurs mobilières soumises à l'obligation de transparence pré-négociation;
- b. les dérogations aux obligations de transparence pré-négociation et post-négociation, en particulier en ce qui concerne les opérations sur valeurs mobilières présentant un volume important ou effectuées par la BNS.

#### **Art. 30**            Garantie d'une négociation ordonnée

<sup>1</sup> La plate-forme de négociation qui exploite un système technique doit disposer d'un système de négociation garantissant une négociation ordonnée même en cas d'activité intense.

<sup>2</sup> Elle prend des mesures efficaces pour prévenir des perturbations de son système de négociation.

#### **Art. 31**            Surveillance de la négociation

<sup>1</sup> La plate-forme de négociation surveille la formation des cours et les transactions effectuées en son sein pour être en mesure de détecter l'exploitation d'informations d'initiés, les manipulations de cours et de marché et toute autre violation de dispositions légales ou réglementaires. A cet effet, elle examine également les transactions effectuées à l'extérieur qui lui ont été déclarées ou qui ont été portées de toute autre manière à sa connaissance.

<sup>2</sup> En cas de soupçon d'infraction à la loi ou d'autres irrégularités, l'organe chargé de la surveillance de la négociation (organe de surveillance de la négociation) informe la FINMA. Si les violations de la loi concernent des éléments constitutifs d'une infraction, il en informe en outre immédiatement l'autorité de poursuite pénale compétente.

<sup>3</sup> La FINMA, l'autorité de poursuite pénale compétente, la Commission des offres publiques d'acquisition et l'organe de surveillance de la négociation échangent les informations dont ils ont besoin dans le cadre de leur collaboration et pour accomplir leurs tâches. Ils ne peuvent utiliser les informations reçues que pour accomplir leurs tâches respectives.

**Art. 32** Collaboration entre les organes de surveillance de la négociation

<sup>1</sup> Les organes de surveillance suisses de différentes plates-formes de négociation règlent par contrat l'échange réciproque et gratuit de données relatives à la négociation, pour autant que les plates-formes de négociation concernées:

- a. admettent à la négociation des valeurs mobilières identiques; ou
- b. admettent à la négociation des valeurs mobilières qui influencent la détermination du prix de valeurs mobilières admises à la négociation sur l'autre plate-forme de négociation.

<sup>2</sup> Ils ne peuvent utiliser les données reçues que pour accomplir leurs tâches respectives.

<sup>3</sup> Les organes de surveillance suisses de la négociation peuvent convenir d'un échange réciproque d'informations avec les organes de surveillance étrangers, pour autant:

- a. que les conditions mentionnées à l'al. 1 soient remplies; et
- b. que l'organe de surveillance étranger de la négociation concerné soit soumis à une obligation légale de garder le secret.

**Art. 33** Suspension de la négociation

<sup>1</sup> Lorsqu'une bourse suspend, à l'initiative de l'émetteur ou en raison de circonstances extraordinaires, la négociation d'une valeur mobilière cotée auprès d'elle, elle publie immédiatement sa décision.

<sup>2</sup> Si la négociation d'une valeur mobilière est suspendue, elle est également suspendue sur toutes les autres plates-formes de négociation auprès desquelles la valeur mobilière concernée est admise.

**Art. 34** Admission des participants

<sup>1</sup> La plate-forme de négociation édicte un règlement sur l'admission, les obligations et l'exclusion des participants, en veillant à respecter en particulier le principe de l'égalité de traitement.

<sup>2</sup> Peuvent être admis en tant que participants à une bourse ou à un système multilatéral de négociation:

- a. les négociants en valeurs mobilières au sens de l'art. 2, let. d, de la loi du 24 mars 1995 sur les bourses<sup>7</sup>;

- b. d'autres assujettis à la surveillance de la FINMA au sens de l'art. 3 de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers (LFINMA)<sup>8</sup>, pour autant que la plate-forme de négociation garantisse qu'ils remplissent des conditions techniques et opérationnelles équivalentes à celles des négociants en valeurs mobilières;
- c. les participants étrangers autorisés par la FINMA conformément à l'art. 40;
- d. la BNS.

**Art. 35** Admission de valeurs mobilières par une bourse

<sup>1</sup> La bourse édicte un règlement fixant les conditions d'admission des valeurs mobilières à la négociation et portant notamment sur la cotation des valeurs mobilières.

<sup>2</sup> Le règlement tient compte des normes internationales reconnues et contient en particulier des prescriptions sur:

- a. la négociabilité des valeurs mobilières;
- b. la publication des informations à fournir aux investisseurs pour leur permettre d'apprécier les caractéristiques des valeurs mobilières et la qualité de l'émetteur;
- c. les obligations de l'émetteur, de ses mandataires et de tiers pour toute la durée de la cotation ou de l'admission des valeurs mobilières à la négociation;
- d. l'obligation, concernant l'admission de titres de participation et d'emprunts par obligations, de respecter les art. 7 et 8<sup>9</sup> de la loi du 16 décembre 2005 sur la surveillance de la révision (LSR)<sup>10</sup>.

<sup>3</sup> La bourse surveille le respect du règlement et prend les sanctions prévues contractuellement en cas d'infraction.

**Art. 36** Admission de valeurs mobilières par un système multilatéral de négociation

<sup>1</sup> Le système multilatéral de négociation édicte un règlement sur l'admission des valeurs mobilières à la négociation. Il y détermine en particulier les informations qui doivent être publiées pour que les investisseurs puissent apprécier les caractéristiques des valeurs mobilières et la qualité de l'émetteur.

<sup>2</sup> Il surveille le respect du règlement et prend les sanctions prévues contractuellement en cas d'infraction.

**Art. 37** Instance de recours

<sup>1</sup> La plate-forme de négociation institue une instance de recours indépendante qui peut être saisie:

<sup>8</sup> RS 956.1

<sup>9</sup> L'art. 8, al. 1, let. c et d ne sont pas encore en vigueur.

<sup>10</sup> RS 221.302

- a. lorsque l'admission d'un participant est refusée;
- b. lorsque l'admission d'une valeur mobilière est refusée;
- c. en cas d'exclusion d'un participant;
- d. en cas de radiation d'une valeur mobilière de la négociation.

<sup>2</sup> Elle règle l'organisation de l'instance de recours et la procédure.

<sup>3</sup> L'organisation, les règles de procédure et la nomination des membres de l'instance de recours requièrent l'approbation de la FINMA.

<sup>4</sup> Une action devant le tribunal civil peut être intentée lorsque la procédure de recours a été menée à terme.

### **Art. 38** Obligation d'enregistrer des participants

Les participants admis sur une plate-forme de négociation enregistrent les ordres et les opérations qu'ils effectuent en indiquant toutes les données nécessaires au suivi et à la surveillance de leur activité.

### **Art. 39** Obligation de déclarer des participants

<sup>1</sup> Les participants admis sur une plate-forme de négociation sont tenus de communiquer toutes les informations nécessaires à la transparence de la négociation des valeurs mobilières.

<sup>2</sup> La FINMA détermine la nature de ces informations, leur destinataire et leur mode de communication.

<sup>3</sup> La BNS n'est pas soumise à l'obligation de déclarer dans le cadre de l'accomplissement de ses tâches publiques.

### **Art. 40** Conditions d'autorisation applicables aux participants étrangers

<sup>1</sup> La FINMA octroie une autorisation à un participant étranger qui souhaite prendre part à une plate-forme de négociation suisse mais n'a pas de siège en Suisse si les conditions suivantes sont réunies:

- a. le participant étranger est soumis à une réglementation et à une surveillance appropriées;
- b. il respecte un code de conduite, une obligation d'enregistrer et une obligation de déclarer équivalents à ceux de la réglementation suisse;
- c. il s'assure que ses activités sont séparées de celles d'éventuelles unités suisses autorisées; et
- d. les autorités de surveillance compétentes:
  1. n'émettent aucune objection à ce que le participant étranger exerce une activité en Suisse,
  2. fournissent une assistance administrative à la FINMA.

<sup>2</sup> La FINMA peut refuser d'octroyer l'autorisation si l'Etat dans lequel le participant étranger a son siège n'accorde pas aux participants suisses l'accès effectif à ses marchés ni ne leur offre les mêmes conditions de concurrence que celles accordées aux participants nationaux. Toute obligation internationale divergente est réservée.

<sup>3</sup> Un participant étranger qui prend déjà part à une plate-forme de négociation suisse doit informer la FINMA s'il souhaite prendre part à une autre plate-forme de négociation suisse. Dans ce cas, l'autorité de surveillance étrangère doit certifier qu'elle n'a pas d'objection à ce qu'il étende son activité en Suisse.

<sup>4</sup> La participation à des opérations relevant de la politique monétaire avec la BNS ne requiert pas d'autorisation de la FINMA.

#### **Art. 41** Reconnaissance de plates-formes de négociation étrangères

<sup>1</sup> Les plates-formes de négociation ayant leur siège à l'étranger doivent obtenir la reconnaissance de la FINMA avant d'accorder aux participants suisses assujettis à la surveillance de la FINMA l'accès direct à leurs installations.

<sup>2</sup> La FINMA octroie la reconnaissance aux conditions suivantes:

- a. la plate-forme de négociation étrangère est soumise à une réglementation et à une surveillance appropriées;
- b. les autorités de surveillance étrangères compétentes:
  1. n'émettent aucune objection à l'activité transfrontalière de la plate-forme de négociation étrangère,
  2. garantissent qu'elles informeront la FINMA si elles constatent des violations de la loi ou d'autres irrégularités chez des participants suisses,
  3. fournissent une assistance administrative à la FINMA.

<sup>3</sup> Une plate-forme de négociation étrangère est réputée reconnue dès lors que la FINMA constate que:

- a. l'Etat dans lequel la plate-forme de négociation a son siège soumet ses plates-formes de négociation à une réglementation et à une surveillance appropriées; et que
- b. les conditions visées à l'al. 2, let. b, sont remplies.

<sup>4</sup> La FINMA peut refuser d'octroyer la reconnaissance si l'Etat dans lequel la plate-forme de négociation étrangère a son siège n'accorde pas aux plates-formes de négociation suisses l'accès effectif à ses marchés ni ne leur offre les mêmes conditions de concurrence que celles accordées aux plates-formes de négociation nationales. Toute obligation internationale divergente est réservée.

## **Section 2** Systèmes organisés de négociation

### **Art. 42** Définition

On entend par système organisé de négociation toute organisation exerçant:

- a. la négociation multilatérale de valeurs mobilières ou d'autres instruments financiers qui vise l'échange simultané d'offres et la conclusion de contrats selon des règles discrétionnaires;
- b. la négociation multilatérale d'instruments financiers hors valeurs mobilières qui vise l'échange simultané d'offres et la conclusion de contrats selon des règles non discrétionnaires;
- c. la négociation bilatérale de valeurs mobilières ou d'autres instruments financiers qui vise l'échange d'offres.

**Art. 43** Obligation d'obtenir une autorisation ou une reconnaissance

<sup>1</sup> Quiconque exploite un système organisé de négociation doit obtenir une autorisation en tant que banque ou négociant en valeurs mobilières ou une reconnaissance en tant que plate-forme de négociation.

<sup>2</sup> L'exploitation d'un système organisé de négociation au sein d'un groupe financier n'est pas soumise à autorisation si elle est assurée par une personne morale qui est:

- a. contrôlée de manière directe par une infrastructure des marchés financiers; et
- b. assujettie à la surveillance consolidée de la FINMA.

**Art. 44** Organisation et prévention des conflits d'intérêts

Quiconque exploite un système organisé de négociation doit:

- a. observer une séparation stricte entre ce système et ses autres activités;
- b. prendre des mesures organisationnelles efficaces visant à identifier, à prévenir, à régler et à surveiller les conflits d'intérêts; et
- c. s'assurer que les intérêts de la clientèle sont préservés dans leur ensemble s'il effectue des transactions pour son propre compte au moyen du système organisé de négociation qu'il exploite.

**Art. 45** Garantie d'une négociation ordonnée

<sup>1</sup> Quiconque exploite un système organisé de négociation s'assure que celui-ci garantit une négociation ordonnée même en cas d'activité intense.

<sup>2</sup> Il prend des mesures efficaces pour prévenir des perturbations de son système de négociation.

**Art. 46** Transparence de la négociation

<sup>1</sup> Quiconque exploite un système organisé de négociation assure la publication des informations concernant les transactions effectuées dans le système, notamment le prix, le volume et le moment des transactions.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral règle, en tenant compte des normes internationales reconnues et du développement du droit étranger, les dérogations à l'obligation de publier ces



informations en particulier en ce qui concerne les opérations présentant un volume important ou effectuées par la BNS.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral peut, en tenant compte des normes internationales reconnues, prévoir d'étendre l'obligation de publication à la transparence pré-négociation.

### **Section 3 Bourses de l'électricité**

#### **Art. 47**

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral peut édicter, pour les bourses qui servent le commerce des dérivés sur l'électricité et pour la négociation sur ces bourses, des dispositions qui dérogent à la présente loi afin de tenir compte des spécificités du marché de l'électricité, et en particulier de protéger l'intérêt public en garantissant la sécurité de l'approvisionnement en électricité.

<sup>2</sup> Il peut autoriser la FINMA à édicter, d'entente avec la Commission de l'électricité, des dispositions dans des domaines de portée restreinte, notamment dans des domaines techniques.

### **Chapitre 3 Contreparties centrales**

#### **Section 1 Dispositions générales**

##### **Art. 48** Définition

On entend par contrepartie centrale toute organisation fondée sur des règles et procédures communes qui s'interpose entre les contreparties à une opération sur valeurs mobilières ou à un autre contrat sur instruments financiers, devenant ainsi l'acheteur vis-à-vis de tout vendeur et le vendeur vis-à-vis de tout acheteur.

##### **Art. 49** Garanties

<sup>1</sup> La contrepartie centrale exige de ses participants des garanties adéquates, en particulier sous forme de marges initiales (*initial margins*), de marges variables (*variation margins*) et de contributions au fonds de défaillance (*default fund*).

<sup>2</sup> Ces garanties doivent être calculées au moins de manière à ce que:

- a. les marges variables d'un participant couvrent les risques de crédit en cours découlant des fluctuations effectives des prix du marché;
- b. les marges initiales d'un participant couvrent avec une forte probabilité les risques de crédit potentiels résultant, pour une contrepartie centrale, de la défaillance du participant en raison des fluctuations escomptées des prix du marché;
- c. les marges initiales, les marges variables et les contributions au fonds de défaillance suffisent à couvrir la perte résultant, dans des conditions de marché

extrêmes mais plausibles, de la défaillance du participant exposant la contrepartie centrale au plus grand risque.

<sup>3</sup> La contrepartie centrale accepte uniquement des garanties liquides ne présentant que de faibles risques de crédit et de marché. Elle évalue les garanties avec prudence.

#### **Art. 50**      Respect des obligations de paiement

<sup>1</sup> La contrepartie centrale et ses participants respectent leurs obligations de paiement mutuelles en transférant des dépôts à vue détenus auprès d'une banque centrale.

<sup>2</sup> Si cela n'est pas possible ou pas praticable, ils utilisent un moyen de paiement qui ne comporte que de faibles risques de crédit et de liquidité. La contrepartie centrale réduit ces risques au minimum et les surveille constamment.

#### **Art. 51**      Fonds propres et répartition des risques

<sup>1</sup> La contrepartie centrale dispose, à titre individuel et sur une base consolidée, d'un volume adéquat de fonds propres et répartit ses risques de manière appropriée.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe le montant des fonds propres en fonction de l'activité et des risques et détermine les exigences en matière de répartition des risques.

#### **Art. 52**      Liquidités

<sup>1</sup> La contrepartie centrale dispose de liquidités suffisantes pour:

- a. honorer ses obligations de paiement dans toutes les devises et dans des conditions de marché extrêmes mais plausibles, même en cas de défaillance du participant l'exposant au plus grand risque; et
- b. exécuter ses services et activités dans les règles.

<sup>2</sup> Elle ne peut placer ses moyens financiers qu'en liquide ou dans des instruments financiers liquides présentant un faible risque de marché et de crédit.

#### **Art. 53**      Procédure en cas de défaillance d'un participant

<sup>1</sup> La contrepartie centrale prévoit des mesures visant à limiter les risques de crédit et de liquidité en cas de défaillance d'un participant.

<sup>2</sup> Elle utilise les garanties et les fonds propres servant à couvrir les pertes en cas de défaillance d'un participant dans l'ordre suivant:

- a. les marges du participant défaillant;
- b. les contributions au fonds de défaillance du participant défaillant;
- c. les fonds propres spécialement affectées de la contrepartie centrale;
- d. les contributions au fonds de défaillance des participants non défaillants.

<sup>3</sup> Elle règle les modalités de couverture de pertes plus importantes. Elle ne peut pas effectuer les actions suivantes:

- a. utiliser les marges déposées par des participants non défaillants pour couvrir les pertes résultant de la défaillance d'un autre participant;
- b. utiliser les garanties de participants indirects pour couvrir les pertes résultant de la défaillance d'un participant ou d'un autre participant indirect;
- c. utiliser toute marge déposée auprès d'elle par un participant indirect au-delà des exigences fixées conformément à l'art. 59, al. 3, pour couvrir les pertes résultant de la défaillance d'un participant ou d'un autre participant indirect.

**Art. 54** Ségrégation

<sup>1</sup> La contrepartie centrale sépare:

- a. ses propres actifs, créances et engagements des garanties, créances et engagements de ses participants;
- b. les garanties, créances et engagements d'un participant de ceux de tout autre participant.

<sup>2</sup> Elle offre à ses participants la possibilité de:

- a. séparer leurs propres garanties, créances et engagements de ceux des participants indirects;
- b. conserver et d'enregistrer les garanties, créances et engagements des participants indirects avec ceux d'autres participants indirects (ségrégation collective des clients) ou séparément (ségrégation individuelle par client).

**Art. 55** Transmissibilité

<sup>1</sup> La contrepartie centrale garantit qu'en cas de défaillance d'un participant les garanties, créances et engagements détenus par le participant pour le compte d'un participant indirect peuvent être transmis à un autre participant désigné par le participant indirect.

<sup>2</sup> Un participant est réputé défaillant:

- a. lorsqu'il ne remplit pas les conditions d'admission relatives à la capacité financière du participant dans le délai imparti par la contrepartie centrale; ou
- b. lorsqu'il fait l'objet d'une procédure de liquidation forcée tendant à l'exécution générale.

**Section 2** Accords d'interopérabilité**Art. 56** Accès non discriminatoire

<sup>1</sup> Les contreparties centrales peuvent conclure des accords sur la compensation interopérable de transactions financières (accords d'interopérabilité).

<sup>2</sup> Une contrepartie centrale est tenue d'accepter la demande d'une autre contrepartie centrale concernant la conclusion d'un accord d'interopérabilité, à moins que la conclusion d'un tel accord mette en péril la sûreté et l'efficacité de la compensation.

#### **Art. 57**      Approbation

<sup>1</sup> La conclusion d'un accord d'interopérabilité est soumise à l'approbation de la FINMA.

<sup>2</sup> L'accord d'interopérabilité est approuvé aux conditions suivantes:

- a. les droits et obligations des contreparties centrales sont réglés;
- b. les contreparties centrales disposent de procédures et d'instruments appropriés pour gérer les risques découlant de l'accord;
- c. la contrepartie centrale couvre les risques de crédit et de liquidité découlant de l'accord en exigeant immédiatement des garanties appropriées de l'autre contrepartie centrale;
- d. les contreparties centrales sont autorisées ou reconnues par la FINMA;
- e. les autorités de surveillance de la contrepartie centrale étrangère coopèrent avec les autorités suisses compétentes.

<sup>3</sup> Si une contrepartie centrale participant à l'accord d'interopérabilité est d'importance systémique, la FINMA sollicite l'accord de la BNS avant de donner son approbation.

<sup>4</sup> Si une contrepartie centrale participant à l'accord d'interopérabilité étend son activité à une nouvelle plate-forme de négociation sans que cela implique de nouveaux risques, l'accord d'interopérabilité ne requiert pas de nouvelle approbation.

### **Section 3**      **Participants**

#### **Art. 58**      Publication des prix

Les participants à une contrepartie centrale qui rendent une contrepartie centrale accessible à des participants indirects publient le prix des services qu'ils fournissent en rapport avec la compensation.

#### **Art. 59**      Ségrégation

<sup>1</sup> Le participant à une contrepartie centrale sépare dans ses comptes et dans ceux détenus auprès de la contrepartie centrale ses propres actifs, créances et engagements des garanties, créances et engagements des participants indirects.

<sup>2</sup> Il donne aux participants indirects la possibilité de choisir entre une ségrégation collective des clients et une ségrégation individuelle par client.

<sup>3</sup> Si un participant indirect opte pour une ségrégation individuelle par client, le participant doit déposer toute marge supérieure aux exigences fixées au participant

indirect auprès de la contrepartie centrale, de manière séparée par rapport à la marge des autres participants indirects.

<sup>4</sup> Le participant à une contrepartie centrale rend publics les coûts et les particularités du niveau de protection conféré par le type de gestion des comptes au sens de l'al. 2.

## **Section 4 Reconnaissance de contreparties centrales étrangères**

### **Art. 60**

<sup>1</sup> Une contrepartie centrale ayant son siège à l'étranger doit obtenir la reconnaissance de la FINMA avant:

- a. d'accorder aux participants suisses assujettis un accès direct à ses installations;
- b. de fournir des services à une infrastructure suisse des marchés financiers;
- c. de conclure un accord d'interopérabilité avec une contrepartie centrale suisse.

<sup>2</sup> La FINMA octroie la reconnaissance aux conditions suivantes:

- a. la contrepartie centrale étrangère est soumise à une réglementation et à une surveillance appropriées;
- b. les autorités de surveillance étrangères compétentes:
  1. n'émettent pas d'objection à l'activité transfrontalière de la contrepartie centrale étrangère,
  2. garantissent qu'elles informeront la FINMA si elles constatent des violations de la loi ou d'autres irrégularités chez des participants suisses,
  3. fournissent une assistance administrative à la FINMA.

<sup>3</sup> La FINMA peut refuser d'octroyer la reconnaissance si l'Etat dans lequel la contrepartie centrale a son siège n'accorde pas aux contreparties centrales suisses l'accès effectif à ses marchés ni ne leur offre les mêmes conditions de concurrence que celles accordées aux contreparties centrales nationales. Toute obligation internationale divergente est réservée.

<sup>4</sup> Elle peut exempter une contrepartie centrale étrangère de l'obligation d'obtenir la reconnaissance pour autant que cela ne porte pas préjudice au but de protection visé par la présente loi.

## **Chapitre 4 Dépositaires centraux**

### **Section 1 Dispositions générales**

#### **Art. 61 Définitions**

<sup>1</sup> On entend par dépositaire central l'exploitant d'un organe dépositaire central ou d'un système de règlement des opérations sur valeurs mobilières.

<sup>2</sup> On entend par organe dépositaire central une organisation qui assure la conservation centralisée de valeurs mobilières et d'autres instruments financiers en vertu de règles et de procédures communes.

<sup>3</sup> On entend par système de règlement des opérations sur valeurs mobilières une organisation qui compense et règle des opérations sur valeurs mobilières et sur d'autres instruments financiers en vertu de règles et de procédures communes.

**Art. 62**           Principes de la conservation, de la comptabilisation et du transfert de valeurs mobilières

<sup>1</sup> Le dépositaire central garantit une conservation, une comptabilisation et un transfert de valeurs mobilières corrects et conformes au droit.

<sup>2</sup> Il interdit à ses participants d'effectuer des prélèvements supérieurs à l'avoir sur les comptes de titres pour les valeurs mobilières dont il est le dépositaire central.

<sup>3</sup> Il vérifie quotidiennement que le nombre de valeurs mobilières émises auprès de lui par un émetteur correspond à celui saisi dans les comptes des participants.

<sup>4</sup> Il fixe le moment à partir duquel:

- a. un ordre de transfert de valeurs mobilières ne peut plus être modifié ou révoqué;
- b. un transfert de valeurs mobilières est réglé.

<sup>5</sup> Il transfère les valeurs mobilières si possible en temps réel, et au plus tard à la fin du jour de valeur.

**Art. 63**           Délais de règlement

<sup>1</sup> Le dépositaire central fixe les délais dans lesquels les participants doivent régler leurs opérations sur valeurs mobilières dans son système. Ce faisant, il tient compte notamment des usages internationaux et des besoins de ses participants.

<sup>2</sup> Il permet à ses participants de régler les opérations dans les délais impartis.

<sup>3</sup> Il s'assure que les opérations sont réglées dans les délais impartis. Il prend les sanctions prévues contractuellement si des opérations sont réglées hors délai.

**Art. 64**           Garanties

<sup>1</sup> Le dépositaire central couvre par des mesures appropriées les risques découlant de l'octroi d'un crédit.

<sup>2</sup> Il accepte uniquement des garanties liquides ne présentant que de faibles risques de crédit et de marché. Il évalue les garanties avec prudence.

**Art. 65**           Respect des obligations de paiement

<sup>1</sup> Le dépositaire central permet de régler des paiements en rapport avec des valeurs mobilières conservées ou comptabilisées chez lui en transférant des dépôts à vue détenus auprès d'une banque centrale.

<sup>2</sup> Si cela n'est pas possible ou pas praticable, il utilise un moyen de paiement qui ne comporte aucun risque ou que de faibles risques de crédit et de liquidité. Il réduit au minimum ces risques et les surveille constamment.

**Art. 66** Fonds propres et répartition des risques

<sup>1</sup> Le dépositaire central dispose, à titre individuel et sur une base consolidée, d'un volume adéquat de fonds propres et répartit ses risques de manière appropriée.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe le montant des fonds propres en fonction de l'activité et des risques, et détermine les exigences en matière de répartition des risques.

**Art. 67** Liquidités

<sup>1</sup> Le dépositaire central dispose de liquidités suffisantes pour:

- a. honorer ses obligations de paiement dans toutes les devises et dans des conditions de marché extrêmes mais plausibles, même en cas de défaillance du participant l'exposant au plus grand risque; et
- b. exécuter ses services et activités dans les règles.

<sup>2</sup> Il ne peut placer ses moyens financiers qu'en liquide ou dans des instruments financiers liquides présentant un faible risque de marché et de crédit.

**Art. 68** Procédure en cas de défaillance d'un participant

Le dépositaire central prévoit des mesures visant à limiter les risques de crédit et de liquidité en cas de défaillance d'un participant.

**Art. 69** Ségrégation

<sup>1</sup> Le dépositaire central sépare:

- a. ses propres actifs des valeurs mobilières de ses participants; et
- b. les valeurs mobilières d'un participant de ceux de tout autre participant.

<sup>2</sup> Il offre à ses participants la possibilité:

- a. de séparer leurs propres valeurs mobilières de celles des participants indirects;
- b. de conserver et d'enregistrer les valeurs mobilières des participants indirects avec ceux d'autres participants indirects (ségrégation collective des clients) ou séparément (ségrégation individuelle par client).

**Section 2 Liaisons entre dépositaires centraux**

**Art. 70** Définition

On entend par liaisons entre dépositaires centraux:

- a. les accords conclus entre des dépositaires centraux et portant sur l'exécution mutuelle d'ordres de paiement et de transfert (liaisons interopérables);
- b. les accords sur la participation directe ou indirecte d'un dépositaire central à un autre dépositaire central (accès par liaison).

#### **Art. 71**            Approbation

<sup>1</sup> L'établissement des liaisons suivantes entre dépositaires centraux requiert l'approbation de la FINMA:

- a. les liaisons interopérables;
- b. les accès par liaison en vertu desquels un dépositaire central fournit à l'autre des services qu'il ne fournit pas à d'autres participants.

<sup>2</sup> L'approbation est octroyée si les dépositaires centraux respectent les conditions suivantes:

- a. appliquer des règles, procédures et contrôles leur permettant de recenser, limiter et surveiller les risques découlant de la liaison, pour leur propre protection et celle de leurs participants;
- b. vérifier l'exactitude de leurs enregistrements en appliquant des mesures de rapprochement;
- c. régler par écrit leurs droits et obligations, de même que, le cas échéant, ceux des participants.

<sup>3</sup> Si un dépositaire central participant à la liaison entre des dépositaires centraux est d'importance systémique, la FINMA doit obtenir l'accord de la BNS avant de donner son approbation.

#### **Art. 72**            Déclaration

L'établissement d'accès par liaison en vertu desquels un dépositaire central fournit à l'autre dépositaire central des services qu'il fournit aussi à d'autres participants doit être déclaré à la FINMA.

### **Section 3**        Ségrégation effectuée par le participant

#### **Art. 73**

<sup>1</sup> Le participant à un dépositaire central sépare dans ses comptes et dans ceux détenus auprès du dépositaire central ses propres actifs, créances et engagements des garanties, créances et engagements des participants indirects.

<sup>2</sup> Il donne aux participants indirects la possibilité de choisir entre une ségrégation collective des clients et une ségrégation individuelle par client.

<sup>3</sup> Si un participant indirect opte pour une ségrégation individuelle par client, le participant doit déposer toute marge supérieure aux exigences fixées au participant



indirect auprès du dépositaire central, de manière séparée par rapport à la marge des autres participants indirects.

<sup>4</sup> Le participant à un dépositaire central rend publics les coûts et les particularités du niveau de protection conféré par le type de gestion des comptes au sens de l'al. 2.

## **Chapitre 5 Référentiels centraux**

### **Section 1 Dispositions générales**

#### **Art. 74** Définition

On entend par référentiel central toute organisation qui collecte, gère et conserve de manière centralisée les données concernant des opérations sur dérivés qui lui ont été déclarées en vertu de l'art. 104.

#### **Art. 75** Conservation des données

Le référentiel central enregistre les données déclarées et les conserve durant dix ans au moins à compter de l'échéance du contrat.

#### **Art. 76** Publication des données

<sup>1</sup> Le référentiel central publie régulièrement et sous forme agrégée et anonymisée, sur la base des données déclarées, les positions ouvertes, les volumes des transactions et les valeurs selon les catégories de dérivés.

<sup>2</sup> Il peut publier d'autres données si celles-ci sont agrégées et anonymisées.

#### **Art. 77** Accès des autorités suisses aux données

<sup>1</sup> Le référentiel central garantit aux autorités ci-après l'accès gratuit aux données dont elles ont besoin pour accomplir leurs tâches:

- a. la FINMA;
- b. la BNS;
- c. d'autres autorités suisses exerçant des tâches de surveillance des marchés financiers;
- d. la Commission de l'électricité.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral règle, en tenant compte des normes internationales reconnues, l'accès aux données qui concernent les transactions de banques centrales.

#### **Art. 78** Accès des autorités étrangères aux données

<sup>1</sup> Le référentiel central garantit à une autorité étrangère de surveillance des marchés financiers l'accès gratuit aux données dont elle a besoin pour accomplir ses tâches, pour autant qu'un accord de coopération entre les autorités de surveillance compétentes suisses et étrangères confirme que les conditions suivantes sont remplies:

- a. l'autorité étrangère de surveillance des marchés financiers est soumise à une obligation légale de garder le secret;
- b. la transmission des données par l'autorité étrangère de surveillance des marchés financiers à d'autres autorités étrangères n'est autorisée que si, en cas de transfert à une autorité pénale, l'entraide judiciaire est possible en vertu de la loi du 20 mars 1981 sur l'entraide pénale internationale<sup>11</sup>;
- c. les autorités suisses mentionnées à l'art. 77, al. 1, ont un accès immédiat aux référentiels centraux dans l'Etat de l'autorité étrangère de surveillance des marchés financiers.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral règle, en tenant compte des normes internationales reconnues, l'accès aux données qui concernent les transactions de banques centrales.

#### **Art. 79**      Transmission de données à des particuliers

<sup>1</sup> Le référentiel central peut transmettre des données à des particuliers sous forme agrégée et anonymisée.

<sup>2</sup> La transmission à des particuliers de données concernant leurs propres transactions est autorisée sans restriction.

## **Section 2      Reconnaissance des référentiels centraux étrangers**

### **Art. 80**

<sup>1</sup> Un référentiel central ayant son siège à l'étranger doit obtenir la reconnaissance de la FINMA avant d'accepter toute déclaration au sens de l'art. 104.

<sup>2</sup> La FINMA octroie la reconnaissance aux conditions suivantes:

- a. le référentiel central étranger est soumis à une réglementation et à une surveillance appropriées;
- b. les autorités de surveillance étrangères compétentes:
  1. n'émettent pas d'objection à l'activité transfrontalière du référentiel central étranger,
  2. garantissent qu'elles informeront la FINMA si elles constatent des violations de la loi ou d'autres irrégularités chez des participants suisses,
  3. certifient à l'autorité suisse compétente en matière de surveillance des marchés financiers que les conditions énoncées à l'art. 78, al. 1, let. b et c, sont remplies.

<sup>3</sup> Un référentiel central est réputé reconnu dès lors que la FINMA constate que:

- a. l'Etat dans lequel le référentiel central a son siège soumet ses référentiels centraux à une réglementation et à une surveillance appropriées; et que
- b. les conditions visées à l'al. 2, let. b, sont remplies.

<sup>11</sup> RS 351.1

<sup>4</sup> La FINMA peut refuser d'octroyer la reconnaissance si l'Etat dans lequel le référentiel central a son siège n'accorde pas aux référentiels centraux suisses l'accès effectif à ses marchés ni ne leur offre les mêmes conditions de concurrence que celles accordées aux référentiels centraux nationaux. Toute obligation internationale divergente est réservée.

## **Chapitre 6    Systèmes de paiement**

### **Art. 81            Définition**

On entend par système de paiement toute organisation fondée sur des règles et procédures communes qui sert à compenser et régler des obligations de paiement.

### **Art. 82            Obligations**

Le Conseil fédéral peut imposer des obligations spécifiques aux systèmes de paiement, notamment en ce qui concerne les fonds propres, la répartition des risques et les liquidités, si la mise en œuvre de normes internationales reconnues le requiert. La compétence de la BNS, visée à l'art. 23, relative à la fixation d'exigences spéciales concernant les systèmes de paiement d'importance systémique est réservée.

## **Chapitre 7    Surveillance**

### **Art. 83            Compétences**

<sup>1</sup> La FINMA est l'autorité de surveillance. Les infrastructures des marchés financiers d'importance systémique sont en outre assujetties à la surveillance de la BNS.

<sup>2</sup> La FINMA surveille le respect des conditions d'autorisation et des obligations, pour autant que cette tâche n'incombe pas à la BNS au titre de la surveillance de leurs exigences spéciales au sens de l'art. 23.

<sup>3</sup> La FINMA et la BNS exercent conjointement leurs activités de surveillance sur les infrastructures des marchés financiers d'importance systémique, échangent régulièrement des informations et évitent les chevauchements dans l'exécution de leurs tâches. Dans le cadre de la collaboration avec des autorités de surveillance étrangères, elles coordonnent l'exercice de leurs obligations et harmonisent leur communication.

### **Art. 84            Audit**

<sup>1</sup> Les infrastructures des marchés financiers et les groupes financiers mandatent une société d'audit agréée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision

conformément à l'art. 9a, al. 1, LSR<sup>12</sup>, pour effectuer un audit en vertu de l'art. 24 LFINMA<sup>13</sup>.

<sup>2</sup> Ils doivent faire réviser leurs comptes annuels et, le cas échéant, leurs comptes consolidés par une entreprise de révision soumise à la surveillance de l'Etat, selon les principes du contrôle ordinaire prévus par le code des obligations (CO)<sup>14</sup>.

<sup>3</sup> La FINMA peut effectuer des audits directs auprès des infrastructures des marchés financiers.

**Art. 85**           Suspension du droit de vote

Afin d'assurer l'application de l'art. 9, al. 3 et 5, la FINMA peut suspendre l'exercice du droit de vote attaché aux actions ou parts détenues par des participants qualifiés.

**Art. 86**           Restitution volontaire de l'autorisation

<sup>1</sup> L'infrastructure des marchés financiers qui entend restituer une autorisation soumet un plan de liquidation à la FINMA pour approbation.

<sup>2</sup> Le plan de liquidation contient des indications sur:

- a. la liquidation des engagements financiers;
- b. les ressources prévues à cet effet;
- c. la personne chargée de la liquidation.

<sup>3</sup> Une infrastructure des marchés financiers est libérée de la surveillance de la FINMA lorsqu'elle a rempli les obligations prescrites dans le plan de liquidation.

**Art. 87**           Retrait de l'autorisation

<sup>1</sup> En complément à l'art. 37 LFINMA<sup>15</sup>, la FINMA peut retirer l'autorisation ou la reconnaissance à une infrastructure des marchés financiers si celle-ci:

- a. n'exploite pas l'autorisation dans un délai de douze mois;
- b. n'a pas fourni de services autorisés uniquement en vertu de l'autorisation au cours des six mois précédents;
- c. ne respecte pas le plan de liquidation.

<sup>2</sup> Le retrait de l'autorisation entraîne la dissolution de la personne morale. La FINMA désigne le liquidateur et surveille l'activité de celui-ci. Les dispositions en matière d'insolvabilité prévues au chapitre 8 sont réservées.

<sup>12</sup> RS 221.302

<sup>13</sup> RS 956.1

<sup>14</sup> RS 220

<sup>15</sup> RS 956.1

## Chapitre 8 Insolvabilité

### Art. 88 Mesures applicables en cas d'insolvabilité

<sup>1</sup> Les art. 24 à 37 et 37d à 37g, à l'exception de l'art. 37g, al. 4bis, de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques<sup>16</sup> s'appliquent par analogie aux infrastructures des marchés financiers, sauf disposition contraire de la présente loi.<sup>17</sup>

<sup>2</sup> En cas d'insolvabilité d'une infrastructure des marchés financiers d'importance systémique, la FINMA consulte la BNS avant de prendre toute mesure.

### Art. 89 Protection du système

<sup>1</sup> La FINMA informe, pour autant que cela soit possible et dans la mesure où ils sont concernés, les contreparties centrales, les dépositaires centraux et les exploitants de systèmes de paiement en Suisse et à l'étranger des mesures applicables en cas d'insolvabilité qu'elle entend prendre contre un participant et qui limitent le pouvoir de disposer de ce dernier; elle les informe aussi du moment précis de l'entrée en vigueur des mesures.

<sup>2</sup> Les ordres donnés à une contrepartie centrale, à un dépositaire central ou à un système de paiement par un participant contre lequel une mesure applicable en cas d'insolvabilité a été prise sont juridiquement valables et opposables aux tiers dans l'un des cas suivants:

- a. ils ont été introduits avant que la mesure ne soit ordonnée et ne sont plus modifiables selon les règles de l'infrastructure des marchés financiers;
- b. ils ont été exécutés le jour ouvrable, défini par les règles de l'infrastructure des marchés financiers, où la mesure a été ordonnée, et l'infrastructure des marchés financiers prouve qu'elle n'a pas ni n'est censée avoir eu connaissance de cette mesure.

<sup>3</sup> L'al. 2 est applicable si l'une des conditions suivantes est remplie:

- a. l'infrastructure des marchés financiers dispose d'une autorisation en Suisse;
- b. l'infrastructure des marchés financiers étrangère est reconnue ou surveillée en Suisse et accorde aux participants suisses un accès direct à son dispositif;
- c. le contrat de participation est soumis au droit suisse.

<sup>4</sup> L'al. 2 s'applique par analogie:

- a. aux infrastructures des marchés financiers visées à l'art. 4, al. 3;
- b. aux systèmes de paiement exploités par une banque.

<sup>16</sup> RS 952.0

<sup>17</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à la LF du 16 mars 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 3263; FF 2017 3863).

**Art. 90**      Primauté des accords en cas d'insolvabilité d'un participant

<sup>1</sup> Sont exclus des mesures applicables en cas d'insolvabilité ordonnées contre un participant d'une contrepartie centrale les accords conclus préalablement entre la contrepartie centrale et le participant, qui portent sur:

- a. la compensation de créances, y compris la méthode convenue et la détermination de la valeur;
- b. la réalisation de gré à gré de garanties sous la forme de valeurs mobilières ou d'autres instruments financiers dont la valeur peut être déterminée de façon objective;
- c. le transfert de créances et d'engagements ainsi que de garanties sous la forme de valeurs mobilières ou d'autres instruments financiers dont la valeur peut être déterminée de façon objective.

<sup>2</sup> Après compensation ou réalisation par la contrepartie centrale en vertu de l'al. 1, let. a et b, les prétentions restantes du participant sont distraites au profit de ses clients et participants indirects.

<sup>3</sup> Les mesures contraires ordonnées par la FINMA dans le cadre de l'ajournement de la résiliation des contrats sont réservées.

**Art. 91**      Primauté des accords en cas d'insolvabilité d'un participant indirect

<sup>1</sup> Sont exclus des mesures applicables en cas d'insolvabilité ordonnées contre un participant indirect d'une contrepartie centrale les accords conclus préalablement aux termes de l'art. 90, al. 1, let. a à c, entre le participant et le participant indirect.

<sup>2</sup> Après compensation ou réalisation par le participant conformément à l'art. 90, al. 1, let. a et b, les prétentions restantes du participant indirect sont distraites au profit de ses clients et participants indirects.

<sup>3</sup> Les al. 1 et 2 s'appliquent également lorsque des mesures applicables en cas d'insolvabilité sont prises à l'encontre du participant indirect d'un autre participant indirect.

<sup>4</sup> Les mesures contraires ordonnées par la FINMA dans le cadre de l'ajournement de la résiliation des contrats sont réservées.

**Art. 92**      Ajournement de la résiliation des contrats

Lorsque la FINMA ajourne la résiliation de contrats et l'exercice de droits de résiliation de ces contrats, elle tient compte des conséquences sur les marchés financiers et veille à ne pas compromettre le fonctionnement fiable et ordonné de l'infrastructure concernée, de ses participants et des autres infrastructures des marchés financiers qui lui sont liées.

**Titre 3      Comportement sur le marché**  
**Chapitre 1    Négociation de dérivés**  
**Section 1      Dispositions générales**

**Art. 93      Champ d'application**

<sup>1</sup> Le présent chapitre est applicable sous réserve des dispositions ci-après aux contreparties financières et aux contreparties non financières qui ont leur siège en Suisse.

<sup>2</sup> Sont réputés contreparties financières:

- a. les banques au sens de l'art. 1, al. 1, de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques<sup>18</sup>;
- b. les négociants en valeurs mobilières au sens de l'art. 2, let. d, de la loi du 24 mars 1995 sur les bourses<sup>19</sup>;
- c. les entreprises d'assurance et de réassurance au sens de l'art. 2, al. 1, let. a, de la loi du 17 décembre 2004 sur la surveillance des assurances<sup>20</sup>;
- d. les sociétés mères d'un groupe financier ou d'assurance, ou d'un conglomérat financier ou d'assurance;
- e. les directions de fonds et les gestionnaires de placements collectifs au sens de l'art. 13, al. 2, let. a et f, de la loi du 23 juin 2006 sur les placements collectifs<sup>21</sup>;
- f. les placements collectifs de capitaux conformément à la loi du 23 juin 2006 sur les placements collectifs;
- g. les institutions de prévoyance et les fondations de placement au sens des art. 48 à 53k de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité<sup>22</sup>.

<sup>3</sup> Sont réputées contreparties non financières les entreprises qui ne constituent pas des contreparties financières.

<sup>4</sup> Les organisations suivantes sont uniquement assujetties à l'obligation de déclarer selon l'art. 104:

- a. les banques multilatérales de développement;
- b. les organisations, y compris les institutions des assurances sociales, pour autant qu'elles appartiennent à la Confédération, aux cantons ou aux communes ou qu'elles relèvent de la responsabilité de la Confédération, du canton ou de la commune en question et qu'elles ne soient pas des contreparties financières.

<sup>18</sup> RS 952.0

<sup>19</sup> RS 954.1

<sup>20</sup> RS 961.01

<sup>21</sup> RS 951.31

<sup>22</sup> RS 831.40

<sup>5</sup> Le Conseil fédéral peut assujettir aux dispositions du présent chapitre des succursales suisses de participants étrangers aux marchés financiers si elles ne sont soumises à aucune réglementation équivalente.

#### **Art. 94** Exceptions

<sup>1</sup> Le présent chapitre ne s'applique pas:

- a. à la Confédération, aux cantons et aux communes;
- b. à la BNS;
- c. à la Banque des règlements internationaux.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut, pour des raisons de proportionnalité et compte tenu de normes internationales reconnues, exclure totalement ou partiellement d'autres organisations publiques ou participants aux marchés financiers du champ d'application du présent chapitre.

<sup>3</sup> Ne sont pas considérés comme des dérivés au sens du présent chapitre:

- a. les produits structurés tels que les produits à capital garanti, les produits à rendement maximal et les certificats;
- b. les prêts de valeurs mobilières (*securities lending and borrowing*);
- c. les opérations sur dérivés relatifs à des marchandises qui:
  1. doivent être réglées par livraison physique,
  2. ne peuvent pas être compensées en espèces à la demande d'une des parties, et
  3. ne sont pas négociées sur une plate-forme de négociation ou sur un système organisé de négociation.

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral peut soustraire des dérivés aux dispositions du présent chapitre si cela correspond aux normes internationales reconnues.

#### **Art. 95** Respect des obligations sous une juridiction étrangère

Les obligations découlant du présent chapitre sont également réputées respectées si:

- a. elles le sont sous une juridiction étrangère reconnue comme équivalente par la FINMA; et
- b. l'infrastructure des marchés financiers étrangère à laquelle il est recouru pour exécuter l'opération a été reconnue par la FINMA.

#### **Art. 96** Transmission des informations au sein du groupe

Les contreparties sont autorisées à échanger avec les sociétés de leur groupe et leurs succursales établies à l'étranger toutes les données nécessaires au respect immédiat des obligations découlant du présent chapitre.



## Section 2 Compensation par une contrepartie centrale

### Art. 97 Obligation de compenser

<sup>1</sup> Les contreparties doivent compenser par l'intermédiaire d'une contrepartie centrale autorisée ou reconnue par la FINMA les opérations sur dérivés selon l'art. 101 réalisées sans passer par une plate-forme de négociation (opérations sur dérivés de gré à gré).

<sup>2</sup> Cette obligation ne s'applique pas aux opérations réalisées avec des petites contreparties ni aux opérations entre de telles parties.

<sup>3</sup> Une contrepartie peut considérer que la déclaration de sa contrepartie concernant ses caractéristiques est correcte, à défaut d'indices contradictoires.

<sup>4</sup> Pour compléter l'obligation prévue à l'art. 112, le Conseil fédéral peut ordonner que toutes les opérations sur dérivés réalisées sur une plate-forme de négociation ou sur un système organisé de négociation soient compensées par une contrepartie centrale autorisée ou reconnue par la FINMA.

<sup>5</sup> La FINMA peut, dans certains cas, autoriser la compensation de transactions par une contrepartie centrale non reconnue pour autant que cela ne porte pas préjudice au but de protection visé par la présente loi.

### Art. 98 Petites contreparties non financières

<sup>1</sup> Une contrepartie non financière est considérée comme petite lorsque toutes ses positions brutes moyennes mobiles, calculées sur une période de 30 jours ouvrables, pour les opérations sur dérivés de gré à gré en cours déterminantes sont inférieures aux seuils applicables.

<sup>2</sup> Si une des positions brutes moyennes calculées conformément à l'al. 1 d'une petite contrepartie non financière existante dépasse le seuil déterminant, cette contrepartie ne sera plus considérée comme petite à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date du dépassement.

<sup>3</sup> Les opérations sur dérivés destinées à réduire les risques directement liés aux activités commerciales ou à la gestion de la trésorerie ou de la fortune de la contrepartie ou du groupe ne sont pas prises en compte dans le calcul de la position brute moyenne.

### Art. 99 Petites contreparties financières

<sup>1</sup> Une contrepartie financière est considérée comme petite lorsque sa position brute moyenne mobile, calculée sur une période de 30 jours ouvrables, pour toutes les opérations sur dérivés de gré à gré en cours est inférieure au seuil applicable.

<sup>2</sup> Si la position brute moyenne visée à l'al. 1 d'une petite contrepartie financière existante dépasse le seuil, cette contrepartie ne sera plus considérée comme petite à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date du dépassement.

**Art. 100**      Seuils

<sup>1</sup> Les seuils applicables aux positions brutes moyennes d'opérations sur dérivés de gré à gré en cours d'une contrepartie non financière sont fixés selon les catégories de dérivés.

<sup>2</sup> Un seuil unique est applicable à la position brute moyenne de toutes les opérations sur dérivés de gré à gré en cours d'une contrepartie financière.

<sup>3</sup> Si la contrepartie fait partie d'un groupe consolidé par intégration globale, toutes les opérations sur dérivés de gré à gré intragroupe conclues par ladite contrepartie ou par une autre contrepartie sont prises en compte dans le calcul de la position brute moyenne.

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral détermine:

- a. le montant et la méthode de calcul du seuil applicable à chaque catégorie de dérivés pour les contreparties non financières;
- b. les opérations sur dérivés à ne pas prendre en compte dans le calcul des seuils pour les contreparties non financières;
- c. le seuil applicable aux contreparties financières.

**Art. 101**      Dérivés concernés

<sup>1</sup> La FINMA détermine les dérivés qui doivent être compensés par une contrepartie centrale. Ce faisant, elle prend en considération:

- a. leur degré de standardisation juridique et opérationnelle;
- b. leur liquidité;
- c. leur volume de négociation;
- d. l'existence d'informations sur la formation du prix dans chaque catégorie;
- e. les risques de contrepartie qui leur sont associés.

<sup>2</sup> Elle tient compte des normes internationales reconnues et du développement du droit étranger. Elle peut échelonner dans le temps l'introduction de l'obligation de compenser par catégorie de dérivés.

<sup>3</sup> Ne sont pas soumis à l'obligation de compenser:

- a. les dérivés qui ne sont compensés par aucune contrepartie centrale autorisée ou reconnue;
- b. les swaps de devises et les opérations à terme sur devises qui sont dénoués simultanément selon le principe «paiement contre paiement».

**Art. 102**      Opérations transfrontalières

L'obligation de compenser par une contrepartie centrale s'applique également lorsque la contrepartie étrangère d'une contrepartie suisse assujettie à cette obligation serait soumise à l'obligation de compenser si elle avait son siège en Suisse.

**Art. 103** Opérations intragroupe

Les opérations sur dérivés ne doivent pas être compensées par une contrepartie centrale dans les cas suivants:

- a. les deux contreparties sont intégralement incluses dans le même périmètre de consolidation;
- b. les deux contreparties sont soumises à des procédures appropriées et centralisées d'évaluation, de mesure et de contrôle des risques;
- c. les opérations n'ont pas pour objectif de contourner l'obligation de compenser.

**Section 3 Déclaration à un référentiel central****Art. 104** Obligation de déclarer

<sup>1</sup> Les opérations sur dérivés doivent être déclarées à l'un des référentiels centraux autorisés ou reconnus par la FINMA.

<sup>2</sup> Sont soumises à l'obligation de déclarer:

- a. pour les opérations entre une contrepartie financière et une contrepartie non financière: la contrepartie financière;
- b. pour les opérations entre deux contreparties financières:
  1. la contrepartie financière qui n'est pas petite au sens de l'art. 99,
  2. la contrepartie vendeuse, en cas d'opération entre deux petites contreparties financières ou deux contreparties financières;
- c. si la contrepartie étrangère n'effectue pas la déclaration: la contrepartie qui a son siège en Suisse.

<sup>3</sup> En cas d'opération entre des contreparties non financières, l'al. 2, let. b et c, s'applique par analogie. Une opération entre des petites contreparties non financières ne doit pas être déclarée.

<sup>4</sup> En cas de compensation centrale de l'opération, la déclaration est assurée par la contrepartie centrale. Si une contrepartie centrale étrangère reconnue n'assure pas la déclaration, les contreparties s'en chargent.

<sup>5</sup> Des tiers peuvent être sollicités pour effectuer la déclaration.

<sup>6</sup> S'il n'existe aucun référentiel central, le Conseil fédéral indique l'organe auquel la déclaration doit être adressée.

**Art. 105** Date et teneur de la déclaration

<sup>1</sup> La déclaration doit être effectuée au plus tard le jour ouvrable qui suit la conclusion, la modification ou la fin de l'opération sur dérivés.

<sup>2</sup> Pour chaque opération, doivent être au moins déclarés:

- a. l'identité des contreparties, en particulier leur raison sociale et leur siège;
- b. le type d'opération;
- c. l'échéance;
- d. la valeur nominale;
- e. le prix;
- f. la date du règlement;
- g. la monnaie utilisée.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral peut prévoir la déclaration d'autres indications; il définit le format de la déclaration.

<sup>4</sup> Les déclarations effectuées à un référentiel central étranger reconnu peuvent comprendre d'autres indications. Si celles-ci consistent en des données personnelles, le consentement de la personne concernée est nécessaire.

#### **Art. 106** Conservation des pièces justificatives

Les contreparties doivent conserver les pièces justificatives relatives à leurs opérations sur dérivés conformément à l'art. 958<sup>f</sup>CO<sup>23</sup>.

### **Section 4 Réduction des risques**

#### **Art. 107** Obligations

<sup>1</sup> Les opérations sur dérivés de gré à gré qui ne doivent pas être compensées par une contrepartie centrale autorisée ou reconnue par la FINMA sont soumises aux obligations prévues dans la présente section.

<sup>2</sup> Ces obligations ne s'appliquent pas:

- a. aux opérations sur dérivés avec des contreparties au sens des art. 93, al. 4, et 94, al. 1;
- b. aux swaps de devises et opérations à terme sur devises;
- c. aux opérations sur dérivés compensées volontairement par une contrepartie centrale autorisée ou reconnue par la FINMA.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral peut, pour des raisons de proportionnalité et compte tenu des normes internationales reconnues, exempter entièrement ou partiellement d'autres opérations.

**Art. 108** Réduction du risque opérationnel et du risque de contrepartie

Les contreparties enregistrent, observent et réduisent les risques opérationnels et les risques de contrepartie liés à des opérations sur dérivés visées à l'art. 107, al. 1. Elles doivent notamment:

- a. confirmer à temps les termes des contrats relatifs à des opérations sur dérivés;
- b. disposer de procédures permettant de rapprocher les portefeuilles et de gérer les risques associés, sauf si la contrepartie est une petite contrepartie non financière;
- c. disposer de procédures permettant de déceler et de régler rapidement les éventuels différends entre parties;
- d. effectuer régulièrement, mais au moins deux fois par an, une compression de portefeuille, dans la mesure où cela contribue à réduire leur risque de contrepartie et qu'elles ont au moins 500 opérations sur dérivés de gré à gré en cours non compensées par une contrepartie centrale.

**Art. 109** Evaluation des opérations en cours

<sup>1</sup> Les contreparties évaluent chaque jour les dérivés au prix du marché.

<sup>2</sup> Cette obligation ne s'applique pas aux opérations réalisées avec des petites contreparties.

<sup>3</sup> Lorsque les conditions du marché ne permettent pas d'opérer une évaluation au prix du marché, l'évaluation s'effectue au moyen de modèles de valorisation. Ces modèles doivent être appropriés et reconnus dans la pratique.

<sup>4</sup> Les contreparties non financières peuvent solliciter des tiers pour effectuer l'évaluation.

**Art. 110** Echange de garanties

<sup>1</sup> Les contreparties, à l'exception des petites contreparties non financières, échangent des garanties appropriées.

<sup>2</sup> Elles doivent être en mesure de séparer de manière appropriée les garanties de leurs propres actifs.

<sup>3</sup> Tout accord concernant la valorisation de gré à gré de garanties échangées en vertu de l'al. 1 dont la valeur peut être déterminée de façon objective reste valable, y compris si le garant fait l'objet d'une procédure d'exécution forcée ou de mesures applicables en cas d'insolvabilité.

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral fixe les exigences applicables à l'échange de garanties.

**Art. 111** Opérations intragroupe

L'échange de garanties n'est pas nécessaire dans les cas suivants:

- a. les deux contreparties sont intégralement incluses dans le même périmètre de consolidation;
- b. les deux contreparties sont soumises à des procédures appropriées et centralisées d'évaluation, de mesure et de contrôle des risques;
- c. il n'existe, en droit ou en fait, aucun obstacle au transfert rapide de fonds propres ou au remboursement rapide de passifs;
- d. les opérations n'ont pas pour objectif de contourner l'obligation d'échanger des garanties.

**Section 5****Négociation sur des plates-formes de négociation et des systèmes organisés de négociation****Art. 112** Obligation de négociier

<sup>1</sup> Les contreparties négocient toutes les opérations sur des dérivés au sens de l'art. 113 sur:

- a. une plate-forme de négociation autorisée ou reconnue par la FINMA;
- b. un système organisé de négociation dont l'exploitant est autorisé ou reconnu par la FINMA.

<sup>2</sup> Cette obligation ne s'applique pas aux opérations réalisées avec des petites contreparties ni aux opérations entre celles-ci.

**Art. 113** Dérivés concernés

<sup>1</sup> La FINMA détermine les dérivés qui doivent être négociés sur une plate-forme ou un système de négociation visés à l'art. 112, al. 1. Ce faisant, elle prend en considération:

- a. leur degré de standardisation juridique et opérationnelle;
- b. leur liquidité;
- c. leur volume de négociation;
- d. l'existence d'informations sur la formation du prix dans chaque catégorie;
- e. les risques de contrepartie qui leur sont associés.

<sup>2</sup> Elle tient compte des normes internationales reconnues et du développement du droit étranger. Elle peut échelonner dans le temps l'introduction de l'obligation de négocier sur une plate-forme ou un système de négociation par catégorie de dérivés.

<sup>3</sup> Ne sont pas soumis à l'obligation prévue à l'art. 112:

- a. les dérivés qui ne sont admis à la négociation sur aucune plate-forme ou système de négociation correspondants;
- b. les swaps de devises et les opérations à terme sur devises qui sont dénoués simultanément selon le principe «paiement contre paiement».

#### **Art. 114** Opérations transfrontalières

L'obligation de négocier les opérations sur dérivés conformément à l'art. 112 s'applique également lorsque la contrepartie étrangère d'une contrepartie suisse assujettie à cette obligation y serait soumise si elle avait son siège en Suisse.

#### **Art. 115** Opérations intragroupe

L'obligation prévue à l'art. 112 ne s'applique pas dans les cas suivants:

- a. les deux contreparties sont intégralement incluses dans le même périmètre de consolidation;
- b. les deux contreparties sont soumises à des procédures appropriées et centralisées d'évaluation, de mesure et de contrôle des risques;
- c. la négociation n'a pas pour objectif de contourner ladite obligation.

### **Section 6** **Audit**

#### **Art. 116** Compétences

<sup>1</sup> Les organes de révision au sens des art. 727 et 727a CO<sup>24</sup> vérifient, dans le cadre de leur révision, que les contreparties respectent les dispositions du présent chapitre.

<sup>2</sup> L'audit des assujettis est régi par les lois sur les marchés financiers.

<sup>3</sup> Sont réservées les dispositions contraires relatives à la surveillance et à la haute surveillance de la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité.

#### **Art. 117** Rapports et avis obligatoires

<sup>1</sup> Les sociétés d'audit rendent compte à la FINMA.

<sup>2</sup> Si un organe de révision constate une quelconque infraction aux obligations du présent chapitre, il s'acquitte des obligations d'avis visées à l'art. 728c, al. 1 et 2, CO<sup>25</sup>.

<sup>3</sup> Si l'entreprise ainsi dénoncée omet de prendre les mesures qui s'imposent, l'organe de révision déclare l'infraction au Département fédéral des finances.

<sup>24</sup> RS 220

<sup>25</sup> RS 220

## Chapitre 2

### Limites de positions pour les dérivés sur matières premières

#### Art. 118 Limites de positions

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral peut fixer des limites sur la taille d'une position nette qu'une personne peut détenir sur les dérivés sur matières premières, pour autant que cela soit nécessaire à une cotation ordonnée et à un règlement efficace, ainsi qu'à une convergence entre les prix opérés sur le marché des dérivés sur matières premières et les prix des matières premières sur le marché au comptant. Il tient compte ce faisant des normes internationales reconnues et du développement du droit étranger.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe, pour les limites de positions:

- a. la détermination des positions nettes;
- b. les exceptions concernant des positions détenues pour une contrepartie non financière et destinées à réduire les risques directement liés aux activités commerciales ou à la gestion de la trésorerie ou de la fortune;
- c. les obligations de déclarer nécessaires à la transparence de la négociation de dérivés sur matières premières.

<sup>3</sup> La FINMA fixe les limites de positions pour les différents dérivés sur matières premières.

#### Art. 119 Surveillance

<sup>1</sup> La plate-forme de négociation surveille les positions ouvertes en vue de l'application des limites de positions. Elle peut exiger, de la part de chacun des participants:

- a. qu'il lui assure l'accès à toutes les informations nécessaires à l'application des limites de positions;
- b. qu'il clôture ou réduise des positions en cas de dépassement des limites de positions.

<sup>2</sup> L'al. 1 s'applique par analogie aux exploitants de systèmes organisés de négociation et à leurs clients.

## Chapitre 3 Publicité des participations

#### Art. 120 Obligation de déclarer

<sup>1</sup> Quiconque, directement, indirectement ou de concert avec des tiers, acquiert ou aliène des actions ou des droits concernant l'acquisition ou l'aliénation d'actions d'une société ayant son siège en Suisse et dont au moins une partie des titres de participation sont cotés en Suisse ou d'une société ayant son siège à l'étranger dont au moins une partie des titres de participation sont cotés en Suisse à titre principal, et dont la participation, à la suite de cette opération, atteint ou franchit, vers le haut ou vers le bas, les seuils de 3, 5, 10, 15, 20, 25, 33 $\frac{1}{3}$ , 50 ou 66 $\frac{2}{3}$  % des droits de vote,



pouvant être exercés ou non, doit le déclarer à la société et aux bourses auprès desquelles les titres de participation sont cotés.

<sup>2</sup> Ne sont pas soumis à cette obligation les intermédiaires financiers qui acquièrent ou aliènent, pour le compte de tiers, des actions ou des droits concernant l'acquisition ou l'aliénation d'actions.

<sup>3</sup> Est également soumis à l'obligation de déclarer quiconque peut exercer librement les droits de vote liés à des titres de participation selon l'al 1.

<sup>4</sup> Sont assimilés à une acquisition ou à une aliénation:

- a. la première cotation de titres de participation;
- b. la conversion de bons de participation ou de bons de jouissance en actions;
- c. l'exercice des droits d'échange ou d'acquisition;
- d. les modifications du capital social;
- e. l'exercice des droits d'aliénation.

<sup>5</sup> Constitue également une acquisition indirecte tout procédé qui, finalement, peut conférer le droit de vote sur les titres de participation concernés. Sont exceptées les procurations accordées exclusivement à des fins de représentation lors d'une assemblée générale.

#### **Art. 121** Obligation de déclarer incombant aux groupes organisés

Tout groupe organisé sur la base d'une convention ou d'une autre manière est soumis, en tant que groupe, à l'obligation de déclarer visée à l'art. 120 et doit indiquer:

- a. sa participation globale;
- b. l'identité de ses membres;
- c. son type de concertation;
- d. ses représentants.

#### **Art. 122** Communication à la FINMA

Si la société ou les bourses ont des raisons de penser qu'un actionnaire n'a pas respecté son obligation de déclarer, elles en informent la FINMA.

#### **Art. 123** Compétences de la FINMA

<sup>1</sup> La FINMA édicte des dispositions sur:

- a. l'étendue de l'obligation de déclarer;
- b. le traitement des droits d'acquisition et d'aliénation;
- c. le calcul des droits de vote;
- d. le délai de déclaration;
- e. le délai imparti aux sociétés pour publier les modifications de l'actionnariat au sens de l'art. 120.

<sup>2</sup> La FINMA peut, pour de justes motifs, prévoir des exemptions ou des allègements concernant l'obligation de déclarer ou de publier, en particulier pour:

- a. les opérations à court terme;
- b. les opérations qui ne sont liées à aucune intention d'exercer le droit de vote;
- c. les opérations qui sont assorties de conditions.

<sup>3</sup> Quiconque entend acquérir des valeurs mobilières peut demander à la FINMA de statuer sur son obligation de déclarer.

**Art. 124** Devoir d'information de la société

La société doit publier les informations reçues relatives aux modifications du pourcentage des droits de vote.

## Chapitre 4 Offres publiques d'acquisition

**Art. 125** Champ d'application

<sup>1</sup> Les dispositions du présent chapitre et l'art. 163 s'appliquent aux offres publiques d'acquisition portant sur les titres de participation de sociétés (sociétés visées):

- a. ayant leur siège en Suisse et dont au moins une partie des titres de participation sont cotés à une bourse suisse;
- b. ayant leur siège à l'étranger et dont au moins une partie des titres de participation sont cotés à titre principal à une bourse suisse.

<sup>2</sup> Dans la mesure où le droit suisse et le droit étranger s'appliquent simultanément à une offre publique d'acquisition, il est possible de ne pas appliquer les dispositions du droit suisse si les conditions suivantes sont remplies:

- a. le droit suisse entre en conflit avec le droit étranger;
- b. le droit étranger garantit une protection des investisseurs équivalente à celle qui est offerte par le droit suisse.

<sup>3</sup> Avant que leurs titres de participation ne soient cotés en bourse selon les conditions prévues à l'al. 1, les sociétés peuvent prévoir dans leurs statuts qu'un offrandant n'est pas tenu de présenter une offre publique d'acquisition conformément aux art. 135 et 163.

<sup>4</sup> Une société peut prévoir en tout temps dans ses statuts une disposition correspondant à l'al. 3, pour autant qu'il n'en résulte pas pour les actionnaires un préjudice au sens de l'art. 706 CO<sup>26</sup>.

**Art. 126** Commission des offres publiques d'acquisition

<sup>1</sup> Après consultation des bourses, la FINMA institue une Commission des offres publiques d'acquisition (commission). Celle-ci se compose d'experts représentant les négociants, les sociétés cotées en bourse et les investisseurs. L'organisation et la procédure de la commission sont soumises à l'approbation de la FINMA.

<sup>2</sup> Les dispositions édictées par la commission en vertu de la présente loi requièrent l'approbation de la FINMA.

<sup>3</sup> La commission contrôle le respect des dispositions applicables aux offres publiques d'acquisition (OPA).

<sup>4</sup> Elle rend compte de son activité une fois par an à la FINMA.

<sup>5</sup> La commission peut percevoir des émoluments auprès de personnes ayant qualité de partie à la procédure en matière d'OPA. Le Conseil fédéral fixe les émoluments. Ce faisant, il tient compte de la valeur des transactions et du degré de difficulté de la procédure.

<sup>6</sup> Les bourses supportent les frais de la commission qui ne sont pas couverts par les émoluments.

**Art. 127** Obligations de l'offrant

<sup>1</sup> L'offrant présente l'offre par la publication d'un prospectus, qui doit contenir des informations exactes et complètes.

<sup>2</sup> Il traite sur un pied d'égalité tous les détenteurs de titres de participation de la même catégorie.

<sup>3</sup> Les obligations de l'offrant s'étendent à toute personne agissant de concert avec lui.

**Art. 128** Contrôle de l'offre

<sup>1</sup> L'offrant soumet l'offre, avant sa publication, au contrôle d'une société d'audit agréée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision conformément à l'art. 9a, al. 1, LSR<sup>27</sup> ou d'un négociant.

<sup>2</sup> L'organe de contrôle vérifie si l'offre est conforme à la loi et aux dispositions d'exécution.

**Art. 129** Droit de retrait du vendeur

Le vendeur peut se retirer d'un contrat ou annuler une vente déjà exécutée si ces actes ont été conclus ou effectués sur la base d'une offre interdite.

**Art. 130** Publication du résultat de l'offre et prolongation du délai

<sup>1</sup> L'offrant publie le résultat de l'offre à l'expiration du délai de l'offre.

<sup>2</sup> Si les conditions de l'offre sont réunies, l'offrant prolonge le délai de l'offre pour les propriétaires de titres de participation qui ne l'ont pas encore acceptée.

**Art. 131** Dispositions additionnelles

La commission édicte des dispositions additionnelles sur:

- a. l'annonce d'une offre avant sa publication;
- b. le contenu et la publication du prospectus de l'offre ainsi que les conditions auxquelles une offre peut être soumise;
- c. les règles de loyauté en matière d'OPA;
- d. le contrôle de l'offre par une société d'audit agréée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision conformément à l'art. 9a, al. 1, LSR<sup>28</sup> ou par un négociant;
- e. le délai de l'offre et sa prolongation, les conditions de sa révocation et de sa modification ainsi que le délai de retrait du vendeur;
- f. l'action de concert avec des tiers;
- g. sa procédure.

**Art. 132** Obligations de la société visée

<sup>1</sup> Le conseil d'administration de la société visée (art. 125, al. 1) adresse aux propriétaires de titres de participation un rapport dans lequel il prend position sur l'offre. Les informations figurant dans le rapport doivent être exactes et complètes. Le conseil d'administration de la société visée publie le rapport.

<sup>2</sup> Entre la publication de l'offre et celle de son résultat, le conseil d'administration de la société visée ne peut prendre de décisions sur des actes juridiques qui auraient pour effet de modifier de façon significative l'actif ou le passif de la société. Les décisions prises par l'assemblée générale ne sont pas soumises à cette limitation et peuvent être exécutées, indépendamment du fait qu'elles aient été adoptées avant ou après la publication de l'offre.

<sup>3</sup> La commission édicte des dispositions sur:

- a. le rapport du conseil d'administration de la société visée;
- b. les mesures ayant pour but, de manière inadmissible, de prévenir ou d'empêcher le succès d'une offre.

**Art. 133** Offres concurrentes

<sup>1</sup> En cas d'offres concurrentes, les propriétaires de titres de participation de la société visée doivent pouvoir en choisir une librement.

<sup>2</sup> La commission édicte des dispositions sur les offres concurrentes et leurs effets sur la première offre.

**Art. 134** Obligation de déclarer

<sup>1</sup> L'offrant ou toute personne qui, directement, indirectement ou de concert avec des tiers, détient une participation d'au moins 3 % des droits de vote, pouvant être exercés ou non, de la société visée ou, le cas échéant, d'une autre société dont les titres de participation sont offerts en échange doit déclarer à la commission et aux bourses où les titres sont cotés, dès la publication de l'offre et jusqu'à son expiration, toute acquisition ou aliénation de titres de participation de cette société.

<sup>2</sup> Les groupes organisés sur la base d'une convention ou d'une autre manière sont soumis à cette obligation de déclarer uniquement en tant que groupe.

<sup>3</sup> La commission peut soumettre à la même obligation toute personne qui, dès la publication de l'offre et jusqu'à son expiration, acquiert ou aliène, directement, indirectement ou de concert avec des tiers, un certain pourcentage de titres de participation de la société visée ou d'une autre société dont les titres de participation sont offerts en échange.

<sup>4</sup> Si la société ou les bourses ont des raisons de penser qu'un propriétaire de titres de participation n'a pas respecté son obligation de déclarer, elles en informent la commission.

<sup>5</sup> La commission édicte des dispositions sur l'ampleur, la forme et le délai de la déclaration et sur le pourcentage déterminant pour l'application de l'al. 3.

**Art. 135** Obligation de présenter une offre

<sup>1</sup> Quiconque, directement, indirectement ou de concert avec des tiers, acquiert des titres de participation qui, ajoutés à ceux qu'il détient, lui permettent de dépasser le seuil de 33½ % des droits de vote, pouvant être exercés ou non, de la société visée doit présenter une offre portant sur tous les titres de participation cotés de cette société. Les sociétés visées peuvent relever dans leurs statuts le seuil jusqu'à 49 % des droits de vote.

<sup>2</sup> Le prix offert doit être au moins égal au plus élevé des montants suivants:

- a. le cours de bourse;
- b. le prix le plus élevé payé par l'offrant pour des titres de participation de la société visée au cours des douze derniers mois.

<sup>3</sup> Si la société a émis plusieurs catégories de titres de participation, le rapport entre les prix offerts pour ces différentes catégories doit être raisonnable.

<sup>4</sup> La FINMA édicte des dispositions sur l'obligation de présenter une offre. La commission est habilitée à présenter des propositions.

<sup>5</sup> Lorsque des indices suffisants laissent supposer qu'une personne ne respecte pas son obligation de présenter une offre, la commission peut prendre les mesures suivantes jusqu'à ce que la situation ait été clarifiée et, le cas échéant, jusqu'à ce que la personne ait rempli son obligation:

- a. suspendre son droit de vote et les droits qui en découlent;
- b. lui interdire d'acquérir directement, indirectement ou de concert avec des tiers, des actions ou des droits concernant l'acquisition ou l'aliénation d'actions de la société visée.

**Art. 136** Dégagements à l'obligation de présenter une offre

<sup>1</sup> La commission peut, dans des cas justifiés, accorder une dérogation à l'obligation de présenter une offre, notamment lorsque:

- a. les droits de vote sont transférés au sein d'un groupe organisé sur la base d'une convention ou d'une autre manière. En pareil cas, l'obligation de présenter une offre ne s'applique plus qu'au groupe;
- b. le dépassement du seuil résulte d'une diminution du nombre total des droits de vote de la société;
- c. le seuil n'est franchi que temporairement;
- d. les titres de participation sont acquis gratuitement ou que l'acquéreur a exercé un droit de souscription préférentiel suite à une augmentation de capital;
- e. les titres de participation sont acquis à des fins d'assainissement.

<sup>2</sup> L'obligation de présenter une offre disparaît lorsque les droits de vote ont été acquis par donation, succession, partage successoral, en vertu du régime matrimonial ou dans une procédure d'exécution forcée.

**Art. 137** Annulation des titres de participation restants

<sup>1</sup> Si l'offrant détient, à l'expiration de l'offre, plus de 98 % des droits de vote de la société visée, il peut, dans un délai de trois mois, demander au tribunal d'annuler les titres de participation restants. A cet effet, il doit intenter une action contre la société. Les autres actionnaires peuvent participer à la procédure.

<sup>2</sup> La société émet à nouveau ces titres de participation et les remet à l'offrant, contre paiement du montant de l'offre ou exécution de l'offre d'échange en faveur des propriétaires des titres de participation annulés.

**Art. 138** Tâches de la commission

<sup>1</sup> La commission prend les décisions nécessaires à l'application du présent chapitre et de ses dispositions d'exécution et surveille le respect des dispositions légales et réglementaires. Elle peut publier ses décisions.

<sup>2</sup> Les personnes et les sociétés soumises à l'obligation de déclarer en vertu de l'art. 134, ainsi que les personnes et les sociétés qui peuvent avoir qualité de partie en vertu de l'art. 139, al. 2 et 3, ont l'obligation de fournir à la commission tous les renseignements et documents nécessaires à l'exécution de ses tâches.

<sup>3</sup> Lorsque la commission apprend que des infractions au présent chapitre ou d'autres irrégularités ont été commises, elle veille au rétablissement de l'ordre légal et à la suppression des irrégularités.

<sup>4</sup> Lorsque la commission apprend que des crimes et des délits de droit commun ou des infractions à la présente loi ont été commis, elle en informe immédiatement les autorités de poursuite pénale compétentes.

**Art. 139** Procédure devant la commission

<sup>1</sup> La loi du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative<sup>29</sup> s'applique à la procédure devant la commission, sous réserve des exceptions ci-après.

<sup>2</sup> Ont qualité de partie à la procédure en matière d'OPA:

- a. l'offrant;
- b. les personnes qui agissent de concert avec l'offrant;
- c. la société visée.

<sup>3</sup> Les actionnaires détenant au moins 3 % des droits de vote, pouvant être exercés ou non, de la société visée ont également qualité de partie à la procédure s'ils le requièrent devant la commission.

<sup>4</sup> Les dispositions légales concernant les fêtes ne s'appliquent pas aux procédures en matière d'OPA devant la commission.

<sup>5</sup> Le dépôt des recours et autres demandes par télécopie ou par voie électronique est autorisé dans la correspondance avec la commission et reconnu en ce qui concerne le respect des délais.

**Art. 140** Procédure de recours devant la FINMA

<sup>1</sup> Les décisions de la commission peuvent faire d'objet d'un recours devant la FINMA dans un délai de cinq jours de bourse.

<sup>2</sup> Le recours devant la FINMA se fait par écrit et doit être motivé. La commission transmet alors ses dossiers à la FINMA.

<sup>3</sup> L'art. 139, al. 1, 4 et 5, s'applique à la procédure de recours devant la FINMA.

**Art. 141** Procédure de recours devant le Tribunal administratif fédéral

<sup>1</sup> Les décisions de la FINMA en matière d'OPA peuvent faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif fédéral conformément à la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal administratif fédéral<sup>30</sup>.

<sup>2</sup> Le recours doit être déposé dans les dix jours qui suivent la notification de la décision. Il n'a pas d'effet suspensif.

<sup>3</sup> Les dispositions légales concernant les fêtes ne s'appliquent pas aux procédures en matière d'OPA devant le Tribunal administratif fédéral.

<sup>29</sup> RS 172.021

<sup>30</sup> RS 173.32

## Chapitre 5 Opérations d'initiés et manipulation du marché

### Art. 142 Exploitation d'informations d'initiés

<sup>1</sup> Agit de manière illicite toute personne qui, détenant une information d'initié dont elle sait ou doit savoir qu'il s'agit d'une information d'initié, ou une recommandation dont elle sait ou doit savoir qu'elle repose sur une information d'initié:

- a. l'exploite pour acquérir ou aliéner des valeurs mobilières admises à la négociation sur une plate-forme de négociation en Suisse, ou pour utiliser des dérivés relatifs à ces valeurs;
- b. la divulgue à un tiers;
- c. l'exploite pour recommander à un tiers l'achat ou la vente de valeurs mobilières admises à la négociation sur une plate-forme de négociation en Suisse ou l'utilisation de dérivés relatifs à ces valeurs.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral édicte des dispositions concernant l'utilisation licite d'informations d'initiés, notamment en rapport avec les éléments suivants:

- a. les opérations sur valeurs mobilières destinées à préparer une offre publique d'acquisition;
- b. le statut juridique particulier du destinataire de l'information.

### Art. 143 Manipulation du marché

<sup>1</sup> Agit de manière illicite toute personne qui:

- a. diffuse publiquement des informations dont elle sait ou doit savoir qu'elles donnent des signaux inadéquats ou trompeurs sur l'offre, la demande ou le cours de valeurs mobilières admises à la négociation sur une plate-forme de négociation en Suisse;
- b. exécute des opérations ou des ordres d'achat ou de vente dont elle sait ou doit savoir qu'ils donnent des signaux inadéquats ou trompeurs sur l'offre, la demande ou le cours de valeurs mobilières admises à la négociation sur une plate-forme de négociation en Suisse.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral édicte des dispositions concernant les comportements licites, notamment en rapport avec les éléments suivants:

- a. les opérations sur valeurs mobilières destinées à stabiliser les prix;
- b. les programmes de rachat de valeurs mobilières propres.

## Chapitre 6 Instruments de surveillance du marché

### Art. 144 Suspension du droit de vote et interdiction d'achat

Lorsque des indices suffisants laissent supposer qu'une personne ne respecte pas son obligation de déclarer au sens des art. 120 et 121, la FINMA peut prendre les me-



sures suivantes jusqu'à ce que la situation ait été clarifiée et, le cas échéant, jusqu'à ce que la personne ait rempli son obligation:

- a. suspendre son droit de vote et les droits qui en découlent;
- b. lui interdire d'acquérir directement, indirectement ou de concert avec des tiers, des actions ou des droits concernant l'acquisition ou l'aliénation d'actions de la société concernée.

**Art. 145** Instruments de surveillance prévus par la loi sur la surveillance des marchés financiers

Les instruments de surveillance prévus aux art. 29, al. 1, 30, 32, 34 et 35, LFINMA<sup>31</sup> sont applicables à toute personne qui viole les art. 120, 121, 124, 142 ou 143 de la présente loi.

**Art. 146** Obligation de renseigner

Les personnes soumises à une obligation de déclarer en vertu de l'art. 134 ou qui peuvent avoir qualité de partie en vertu de l'art. 139, al. 2 et 3, ont l'obligation de fournir à la FINMA tous les renseignements et documents nécessaires à l'exécution de ses tâches.

## **Titre 4 Dispositions pénales et finales**

### **Chapitre 1 Dispositions pénales**

**Art. 147** Violation du secret professionnel

<sup>1</sup> Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement:

- a. en sa qualité de membre d'un organe, d'employé, de mandataire ou de liquidateur d'une infrastructure des marchés financiers, révèle un secret à lui confié ou dont il a eu connaissance dans le cadre de ses fonctions;
- b. incite autrui à violer le secret professionnel;
- c. révèle à autrui ou exploite pour lui-même ou pour autrui un secret à lui confié en violation de la let. a.

<sup>2</sup> Est puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque obtient pour lui-même ou pour un tiers un avantage pécuniaire en commettant un acte décrit à l'al. 1, let a ou c.

<sup>3</sup> Si l'auteur agit par négligence, il est puni d'une peine pécuniaire de 180 jours-amende au plus.

<sup>4</sup> La violation du secret professionnel demeure punissable alors même que la charge, l'emploi ou l'exercice de la profession a pris fin.

<sup>5</sup> Les dispositions de la législation fédérale et cantonale sur les obligations de renseigner l'autorité et de témoigner en justice sont réservées.

**Art. 148** Violation des dispositions relatives à la protection contre la confusion et la tromperie et de l'obligation de déclarer

Est puni d'une amende de 500 000 francs au plus quiconque, intentionnellement:

- a. enfreint la disposition sur la protection contre la confusion et la tromperie (art. 16);
- b. n'effectue pas la déclaration prescrite aux art. 9 et 17 aux autorités de surveillance ou effectue une déclaration erronée ou tardive.

**Art. 149** Violation des obligations d'enregistrer et de déclarer

Est puni d'une amende de 500 000 francs au plus quiconque, intentionnellement:

- a. viole l'obligation d'enregistrer visée à l'art. 38;
- b. viole l'obligation de déclarer visée à l'art. 39.

**Art. 150** Violation des obligations afférentes à la négociation de dérivés

Est puni d'une amende de 100 000 francs au plus quiconque, intentionnellement:

- a. viole l'obligation de compenser visée à l'art. 97;
- b. viole l'obligation de déclarer visée à l'art. 104;
- c. viole les obligations de réduire les risques visées aux art. 107 à 110;
- d. viole l'obligation de négocier visée à l'art. 112.

**Art. 151** Violation des obligations de déclarer

<sup>1</sup> Est puni d'une amende de 10 millions de francs au plus quiconque, intentionnellement:

- a. viole l'obligation de déclarer visée à l'art. 120 ou 121;
- b. omet de déclarer l'acquisition ou l'aliénation de titres de participation d'une société visée, en tant que propriétaire d'une participation qualifiée dans cette société (art. 134).

<sup>2</sup> Si l'auteur agit par négligence, il est puni d'une amende de 100 000 francs au plus.

**Art. 152** Violation de l'obligation de présenter une offre

Est puni d'une amende de 10 millions de francs au plus quiconque, intentionnellement, ne se soumet pas à une décision exécutoire en constatation de l'obligation de présenter une offre (art. 135).

**Art. 153** Violation des obligations de la société visée

<sup>1</sup> Est puni d'une amende de 500 000 francs au plus quiconque, intentionnellement:

- a. omet de présenter aux propriétaires de titres de participation une prise de position sur l'offre ou ne la publie pas (art. 132, al. 1);
- b. donne dans cet avis des indications fausses ou incomplètes (art. 132, al. 1).

<sup>2</sup> Si l'auteur agit par négligence, il est puni d'une amende de 150 000 francs au plus.

**Art. 154** Exploitation d'informations d'initiés

<sup>1</sup> Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, en qualité d'organe ou de membre d'un organe de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'une société contrôlant l'émetteur ou contrôlée par celui-ci, ou en tant que personne qui a accès à des informations d'initiés en raison de sa participation ou de son activité, obtient pour lui-même ou pour un tiers un avantage pécuniaire en utilisant une information d'initié comme suit:

- a. en l'exploitant pour acquérir ou aliéner des valeurs mobilières admises à la négociation sur une plate-forme de négociation en Suisse, ou pour utiliser des dérivés relatifs à ces valeurs;
- b. en la divulguant à un tiers;
- c. en l'exploitant pour recommander à un tiers l'achat ou la vente de valeurs mobilières admises à la négociation sur une plate-forme de négociation en Suisse ou l'utilisation de dérivés relatifs à ces valeurs.

<sup>2</sup> Est puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque obtient un avantage pécuniaire de plus de 1 million de francs en commettant un acte visé à l'al. 1.

<sup>3</sup> Est puni d'une peine privative de liberté d'un an au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque obtient pour lui-même ou pour un tiers un avantage pécuniaire en exploitant une information d'initié ou une recommandation fondée sur cette information que lui a communiquée ou donnée une des personnes visées à l'al. 1, ou qu'il s'est procurée par un crime ou un délit, afin d'acquérir ou d'aliéner des valeurs mobilières admises à la négociation sur une plate-forme de négociation en Suisse, ou d'utiliser des dérivés relatifs à ces valeurs.

<sup>4</sup> Est punie d'une amende toute personne qui, n'étant pas visée aux al. 1 à 3, obtient pour elle-même ou pour un tiers un avantage pécuniaire en exploitant une information d'initié ou une recommandation fondée sur cette information afin d'acquérir ou d'aliéner des valeurs mobilières admises à la négociation sur une plate-forme de négociation en Suisse, ou d'utiliser des dérivés relatifs à ces valeurs.

**Art. 155** Manipulation de cours

<sup>1</sup> Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, dans le but d'influencer notablement le cours de valeurs mobilières admises à la négociation sur une plate-forme de négociation en Suisse afin d'obtenir pour lui-même ou pour un tiers un avantage pécuniaire:

- a. diffuse sciemment des informations fausses ou trompeuses;
- b. effectue des achats et des ventes de ces valeurs mobilières, imputés directement ou indirectement à la même personne ou à des personnes liées dans ce but.

<sup>2</sup> Est puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque obtient un avantage pécuniaire de plus de 1 million de francs en commettant un acte visé à l'al. 1.

**Art. 156** Compétence

<sup>1</sup> La poursuite et le jugement des auteurs des actes visés aux art. 154 et 155 relèvent de la juridiction fédérale. La délégation aux autorités cantonales des compétences en matière de poursuite et de jugement est exclue.

<sup>2</sup> La poursuite et le jugement des auteurs des actes visés à l'art. 147 incombent aux cantons.

**Chapitre 2 Dispositions finales****Section 1 Exécution****Art. 157**

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution de la présente loi.

<sup>2</sup> Il édicte les dispositions d'exécution.

**Section 2 Modification d'autres actes****Art. 158**

La modification d'autres actes est réglée en annexe.

**Section 3 Dispositions transitoires****Art. 159** Infrastructures des marchés financiers

<sup>1</sup> Les infrastructures des marchés financiers qui disposent, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, d'une autorisation ou d'une reconnaissance doivent déposer une nouvelle demande d'autorisation ou de reconnaissance dans un délai d'un an

à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi. La procédure d'autorisation ou de reconnaissance se limite à l'examen des nouvelles exigences. Les infrastructures peuvent poursuivre leur activité jusqu'à ce que la décision relative à leur demande soit rendue.

<sup>2</sup> Les infrastructures des marchés financiers qui seront soumises à la présente loi s'annoncent auprès de la FINMA dans un délai de six mois à compter de son entrée en vigueur. Elles doivent satisfaire aux exigences de la présente loi dans un délai d'un an à compter de son entrée en vigueur et déposer une demande d'autorisation ou de reconnaissance. Elles sont autorisées à poursuivre leur activité jusqu'à ce que la décision relative à l'autorisation ou à la reconnaissance soit rendue.

<sup>3</sup> Dans certains cas, la FINMA peut prolonger les délais fixés aux al. 1 et 2.

**Art. 160** Participants étrangers à une plate-forme de négociation

Les participants étrangers à une plate-forme de négociation qui disposent, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, d'une autorisation de la FINMA en tant que membre étranger d'une bourse n'ont pas besoin de nouvelle autorisation. Ils doivent satisfaire aux exigences de la présente loi dans un délai d'un an à compter de son entrée en vigueur.

**Art. 161** Accords d'interopérabilité

Les accords d'interopérabilité existant au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi ne sont pas soumis à une nouvelle approbation de la FINMA.

**Art. 162** Négociation de dérivés

Le Conseil fédéral détermine quelles opérations sur dérivés encore ouvertes au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sont soumises à l'obligation de déclarer et de réduire les risques.

**Art. 163** Obligation de présenter une offre

<sup>1</sup> Toute personne qui, le 1<sup>er</sup> février 1997, détenait directement, indirectement ou de concert avec des tiers, des titres de participation lui conférant plus de 33⅓ %, mais moins de 50 % des droits de vote d'une société visée, doit, si elle acquiert des titres de participation lui faisant dépasser le seuil de 50 % des droits de vote, présenter une offre portant sur tous les titres de participation cotés de cette société.

<sup>2</sup> L'al. 1 s'applique également aux participations qui, le 1<sup>er</sup> mai 2013, n'étaient pas régies par les dispositions relatives aux OPA.

## Section 4 Référendum et entrée en vigueur

### Art. 164

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur, sous réserve de l'al. 3.

<sup>3</sup> Il ne met en vigueur les art. 112 à 115 (obligation de négocier sur une plate-forme de négociation ou un système organisé de négociation) que si le contexte international l'exige.

Date de l'entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> janvier 2016<sup>32</sup>

Art. 112 à 115<sup>33</sup>: 1<sup>er</sup> août 2017

<sup>32</sup> ACF du 25 nov. 2015

<sup>33</sup> O du 5 juil. 2017 (RO **2017** 3713).

*Annexe*  
(art. 158)

## **Modification d'autres actes**

Les actes mentionnés ci-après sont modifiés comme suit:

...<sup>34</sup>

<sup>34</sup> Les mod. peuvent être consultées au RO **2015** 5339.





**958.11**

**Ordonnance  
sur les infrastructures des marchés financiers et  
le comportement sur le marché en matière de négociation  
de valeurs mobilières et de dérivés  
(Ordonnance sur l'infrastructure des marchés financiers, OIMF)**

du 25 novembre 2015 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2019)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu la loi du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF)<sup>1</sup>,  
*arrête:*

**Titre 1            Dispositions générales**

**Art. 1**            **Objet**  
(art. 1 et 157 LIMF)

La présente ordonnance règle notamment:

- a. les conditions d'octroi de l'autorisation et les obligations applicables à toutes les infrastructures des marchés financiers;
- b. les obligations des participants aux marchés financiers lors de la négociation de dérivés;
- c. la publicité des participations;
- d. les offres publiques d'acquisition;
- e. les dérogations à l'interdiction des opérations d'initiés et des manipulations du marché.

**Art. 2**            **Définitions**  
(art. 2, let. b et c, LIMF)

<sup>1</sup> On entend par valeurs mobilières standardisées et susceptibles d'être diffusées en grand nombre sur le marché les papiers-valeurs, les droits-valeurs, les dérivés et les titres intermédiés qui sont structurés et fractionnés de la même façon et offerts au public ou qui sont vendus à plus de 20 clients, pour autant que ces valeurs ne soient pas créées spécialement pour certaines contreparties.

<sup>2</sup> Les dérivés sont des contrats financiers dont le prix découle notamment:

- a. d'actifs comme les actions, les obligations, les matières premières et les métaux précieux;

- b. de valeurs de référence comme les cours des monnaies, les taux d'intérêt ou les indices.

<sup>3</sup> Ne sont pas considérées comme des dérivés:

- a. les opérations de caisse;
- b. les opérations sur dérivés portant sur l'électricité et le gaz qui:
  1. sont réalisées dans un système organisé de négociation,
  2. doivent être livrées physiquement, et
  3. ne peuvent pas être compensées en espèces à la demande d'une des parties;
- c. les opérations sur dérivés portant sur des variables climatiques, des tarifs de fret, des taux d'inflation ou d'autres statistiques économiques officielles qui ne peuvent être réglées en espèces qu'en cas de défaillance ou d'autre incident provoquant la résiliation.

<sup>4</sup> Sont considérées comme des opérations de caisse les opérations qui sont réglées immédiatement ou dans les deux jours ouvrés à compter de l'échéance du délai de règlement suspendu. Sont également considérées comme opérations de caisse:

- a. les opérations qui sont réglées dans un délai de règlement plus long, mais usuel sur le marché pour la paire de devises;
- b. les achats ou les ventes de valeurs mobilières qui sont payés conformément au délai de règlement usuel sur le marché ou prescrit par la loi, quelle que soit leur monnaie;
- c. les opérations sur dérivés qui sont régulièrement prolongées sans qu'une obligation légale existe ou qu'une prolongation entre les parties soit usuelle à cet égard.

### **Art. 3** Sociétés du groupe significatives

(art. 3, al. 2, LIMF)

Les fonctions d'une société du groupe sont significatives pour les activités soumises à autorisation lorsqu'elles sont nécessaires à la poursuite de processus opérationnels importants, notamment dans la gestion des liquidités, la trésorerie, la gestion des risques, l'administration des données de base et la comptabilité, les ressources humaines, les technologies de l'information, la négociation et le règlement, ainsi que le droit et la *compliance*.

## **Titre 2 Infrastructures des marchés financiers**

### **Chapitre 1 Dispositions communes**

#### **Section 1**

#### **Conditions d'octroi de l'autorisation et obligations applicables à toutes les infrastructures des marchés financiers**

##### **Art. 4** Demande d'autorisation

(art. 4 et 5 LIMF)

<sup>1</sup> L'infrastructure des marchés financiers dépose auprès de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) une demande d'autorisation qui contient toutes les informations nécessaires à son traitement. Celles-ci concernent notamment:

- a. le champ d'activité (art. 6);
- b. le lieu de la direction effective (art. 7);
- c. la gestion et le contrôle de l'entreprise (art. 8);
- d. la gestion des risques (art. 9);
- e. la garantie d'une activité irréprochable (art. 10);
- f. le capital minimal (art. 13);
- g. les fonds propres et la répartition des risques (art. 48, 49, 56, 57 et 69);
- h. la société d'audit (art. 71).

<sup>2</sup> L'infrastructure des marchés financiers joint à sa demande d'autorisation les documents nécessaires, notamment ses statuts ou ses contrats de société et ses règlements.

##### **Art. 5** Modification des faits

(art. 7 LIMF)

<sup>1</sup> L'infrastructure des marchés financiers communique à la FINMA, notamment:

- a. toute modification des statuts ou des contrats de société et des règlements;
- b. toute modification notable de l'activité d'une filiale, d'une succursale ou d'une représentation à l'étranger;
- c. le changement de société d'audit ou d'autorité de surveillance étrangère compétente concernant une filiale, une succursale ou une représentation à l'étranger.

<sup>2</sup> Elle ne peut demander l'inscription des modifications de statuts au registre du commerce ou mettre en vigueur des modifications de règlements avant qu'elles n'aient été approuvées par la FINMA.

**Art. 6** Champ d'activité

(art. 8, al. 2, LIMF)

<sup>1</sup> L'infrastructure des marchés financiers doit définir de façon précise son champ d'activité et le rayon géographique correspondant dans ses statuts, ses contrats de société ou ses règlements.

<sup>2</sup> Le champ d'activité et son rayon géographique doivent correspondre aux ressources financières et à l'organisation administrative de l'infrastructure des marchés financiers.

**Art. 7** Lieu de la direction effective

(art. 8, al. 1 et 2, LIMF)

<sup>1</sup> La direction effective de l'infrastructure des marchés financiers doit se situer en Suisse. Sont exceptées les directives générales et les décisions relatives à la surveillance d'un groupe lorsque l'infrastructure des marchés financiers fait partie d'un groupe financier qui est soumis, sur une base consolidée appropriée, à la surveillance d'une autorité étrangère de surveillance des marchés financiers.

<sup>2</sup> Les membres de la direction de l'infrastructure des marchés financiers doivent avoir leur domicile en un lieu qui leur permette d'exercer la gestion effective des affaires.

**Art. 8** Gestion et contrôle de l'entreprise

(art. 8, al. 2, LIMF)

<sup>1</sup> L'infrastructure des marchés financiers doit disposer d'une structure et de principes organisationnels qui fixent les tâches, les responsabilités, les compétences et les obligations de rendre compte des organes suivants:

- a. organe responsable de la direction;
- b. organe responsable de la haute direction, de la surveillance et du contrôle;
- c. révision interne.

<sup>2</sup> L'organe responsable de la haute direction, de la surveillance et du contrôle se compose d'au moins trois membres. Ceux-ci ne doivent pas faire partie des organes énoncés à l'al. 1, let. a et c.

<sup>3</sup> L'organe responsable de la haute direction, de la surveillance et du contrôle fixe les principes de la gestion des risques et détermine la propension aux risques de l'infrastructure des marchés financiers. Ses prestations sont évaluées régulièrement.

<sup>4</sup> L'infrastructure des marchés financiers veille à définir, à mettre en place et à conserver une politique de rémunération qui favorise une gestion solide et effective des risques et qui n'incite pas à assouplir les normes en matière de risques.

<sup>5</sup> Elle doit se doter d'instruments permettant de déterminer les besoins des participants en matière de prestations de l'infrastructure des marchés financiers.

**Art. 9** Gestion des risques

(art. 8, al. 3, LIMF)

<sup>1</sup> En matière de gestion des risques, l'infrastructure des marchés financiers doit disposer d'une méthode d'identification, de mesure, de gestion et de surveillance intégrées, notamment en ce qui concerne:

- a. les risques juridiques;
- b. les risques de crédit et de liquidité;
- c. les risques de marché;
- d. les risques opérationnels;
- e. les risques de règlement;
- f. les risques de réputation;
- g. les risques commerciaux en général.

<sup>2</sup> Elle doit mettre à disposition des instruments et créer des incitations afin que les participants puissent gérer et limiter en permanence les risques auxquels eux-mêmes ou l'infrastructure des marchés financiers sont exposés.

<sup>3</sup> Si elle dispose de participants indirects dont elle a connaissance, elle doit identifier, mesurer, gérer et surveiller les risques qui en découlent pour l'infrastructure.

<sup>4</sup> La documentation interne de l'infrastructure des marchés financiers concernant les décisions et la surveillance relatives aux affaires comportant des risques est conçue de façon à ce que la société d'audit puisse apprécier correctement les activités.

<sup>5</sup> L'infrastructure des marchés financiers veille à mettre en place un système de contrôle interne efficace garantissant notamment le respect des dispositions légales et internes à l'entreprise (*compliance*).

<sup>6</sup> La révision interne rend compte à l'organe responsable de la haute direction, de la surveillance et du contrôle ou à l'un de ses comités. Elle doit disposer de ressources suffisantes et de droits d'examen illimités.

**Art. 10** Garantie d'une activité irréprochable

(art. 9, al. 2 et 3, LIMF)

<sup>1</sup> La demande d'autorisation pour l'ouverture d'une nouvelle infrastructure des marchés financiers doit contenir notamment les indications et les documents suivants sur les personnes chargées d'administrer et de gérer l'infrastructure au sens de l'art. 9, al. 2, LIMF et sur les détenteurs de participations qualifiées au sens de l'art. 9, al. 3, LIMF:

- a. pour les personnes physiques:
  1. des informations sur la nationalité, sur le domicile, sur les participations qualifiées détenues dans d'autres entités et sur d'éventuelles procédures judiciaires et administratives pendantes,
  2. un curriculum vitae signé par la personne concernée,
  3. des références,
  4. un extrait du casier judiciaire;

- b. pour les sociétés:
  - 1. les statuts,
  - 2. un extrait du registre du commerce ou une attestation analogue,
  - 3. une description des activités, de la situation financière et, le cas échéant, de la structure du groupe,
  - 4. des informations sur d'éventuelles procédures judiciaires et administratives, pendantes ou terminées.

<sup>2</sup> Les détenteurs d'une participation qualifiée doivent déclarer à la FINMA s'ils acquièrent la participation pour leur propre compte ou à titre fiduciaire pour le compte de tiers et s'ils ont accordé sur celle-ci des options ou d'autres droits de même nature.

<sup>3</sup> L'infrastructure des marchés financiers annonce l'état des participations qualifiées à la FINMA dans les 60 jours qui suivent la date de clôture des comptes annuels. L'annonce contient des informations sur l'identité et les quotes-parts de tous les détenteurs d'une participation qualifiée à la date de clôture ainsi que les éventuelles modifications par rapport à l'année précédente. Les indications et les documents prévus à l'al. 1 doivent en outre être fournis pour les détenteurs de participations qui n'avaient pas été annoncés auparavant.

**Art. 11** Externalisation  
(art. 11 LIMF)

<sup>1</sup> Il y a externalisation au sens de l'art. 11, al. 1, LIMF lorsqu'une infrastructure des marchés financiers charge un prestataire de services d'assumer de manière autonome et durable un service essentiel pour elle au sens de l'art. 12.

<sup>2</sup> L'accord conclu avec le prestataire de services doit notamment régler:

- a. le service à externaliser et les prestations du prestataire concerné;
- b. les compétences ainsi que les droits et obligations mutuels, en particulier les droits de consultation, d'instruction et de contrôle de l'infrastructure des marchés financiers;
- c. les exigences de sécurité auxquelles le prestataire de services doit satisfaire;
- d. le respect du secret des affaires de l'infrastructure des marchés financiers par le prestataire de services et, si des données protégées par la loi sont communiquées à ce dernier, le respect du secret professionnel;
- e. le droit de consultation et d'accès de la révision interne, de la société d'audit et de la FINMA ainsi que, pour les infrastructures des marchés financiers d'importance systémique, de la Banque nationale suisse (BNS).

<sup>3</sup> L'infrastructure des marchés financiers doit sélectionner, instruire et contrôler soigneusement le prestataire de services. Elle tient compte des services externalisés dans son système de contrôle interne et surveille en permanence les prestations qui lui sont fournies.

<sup>4</sup> En cas d'externalisation à l'étranger, des mesures techniques et organisationnelles appropriées doivent garantir le respect du secret professionnel et de la protection des données en vertu du droit suisse. Les partenaires contractuels d'une infrastructure des marchés financiers dont les données pourraient être communiquées à un prestataire de services à l'étranger doivent être informés en conséquence.

<sup>5</sup> L'infrastructure des marchés financiers, sa révision interne, la société d'audit et la FINMA ainsi que, pour les infrastructures des marchés financiers d'importance systémique, la BNS doivent pouvoir consulter et vérifier les services externalisés.

<sup>6</sup> Les al. 1 à 5 ne s'appliquent pas lorsqu'un dépositaire central externalise une partie de ses services ou de ses activités auprès d'une plate-forme technique qui relie, en tant que service public, des systèmes de règlement d'opérations sur valeurs mobilières. Ce type d'externalisation doit être régi par son propre cadre juridique et opérationnel. Celui-ci requiert l'approbation de la FINMA.

## **Art. 12** Services essentiels

(art. 11, al. 1, LIMF)

<sup>1</sup> Sont considérés comme essentiels les services nécessaires à la poursuite de processus opérationnels importants, notamment ceux relevant de la gestion des liquidités, de la trésorerie, de la gestion des risques, de l'administration des données de base et de la comptabilité, des ressources humaines, des technologies de l'information, du droit et de la *compliance*.

<sup>2</sup> Sont notamment considérés comme essentiels les services suivants:

- a. sur les plates-formes de négociation:
  1. toutes les activités destinées à garantir une négociation équitable, efficace et ordonnée,
  2. l'exploitation de systèmes de *matching* et de distribution de données du marché;
- b. chez les contreparties centrales:
  1. l'engagement, au sens du droit des obligations, d'opérations sur valeurs mobilières ou d'opérations basées sur d'autres contrats liés à des instruments financiers entre deux participants ou entre un participant et une autre contrepartie centrale,
  2. la mise à disposition d'instruments de planification et de couverture des défaillances de participants ou de contreparties centrales liées par un accord d'interopérabilité, de ségrégation des positions des participants indirects et des clients de participants et de transfert de positions à d'autres participants;
- c. chez les dépositaires centraux:
  1. l'exploitation d'un organe dépositaire central ou d'un système de règlement des opérations sur valeurs mobilières,
  2. la comptabilisation initiale de valeurs mobilières sur un compte de titres,
  3. la réconciliation de portefeuilles;

- d. dans les référentiels centraux:
  - 1. la collecte, la gestion et la conservation des données déclarées,
  - 2. la publication des données déclarées,
  - 3. l'octroi de l'accès aux données déclarées;
- e. dans les systèmes de paiement:
  - 1. la réception et l'exécution des ordres de paiement des participants,
  - 2. la tenue des comptes de compensation.

**Art. 13** Capital minimal  
(art. 12 LIMF)

<sup>1</sup> Le capital minimal est fixé comme suit:

- a. plates-formes de négociation: 1 million de francs, mais la FINMA peut, dans des cas justifiés, définir un montant minimal jusqu'à 50 % supérieur;
- b. contreparties centrales: 10 millions de francs;
- c. dépositaires centraux: 5 millions de francs;
- d. référentiels centraux: 500 000 francs;
- e. systèmes de paiement: 1,5 million de francs.

<sup>2</sup> En cas de fondation par apports en nature, la valeur des actifs apportés et le montant des passifs repris doivent être vérifiés par une société d'audit agréée. Il en va de même en cas de transformation d'une entreprise existante en une infrastructure des marchés financiers.

**Art. 14** Continuité des activités  
(art. 13 LIMF)

<sup>1</sup> La stratégie visée à l'art. 13, al. 1, LIMF doit être inscrite dans l'organisation de l'entreprise; elle règle en particulier:

- a. les tâches, les responsabilités et les compétences;
- b. la fréquence de la vérification de l'analyse d'impact sur l'activité au sens de l'al. 2;
- c. les rapports, la communication et la formation.

<sup>2</sup> L'infrastructure des marchés financiers effectue une analyse d'impact sur l'activité qui détermine le degré et la durée de rétablissement des processus opérationnels nécessaires à l'exploitation.

<sup>3</sup> Elle détermine des options de rétablissement des processus opérationnels nécessaires à l'exploitation.

<sup>4</sup> La stratégie visée à l'art. 13, al. 1, LIMF doit être approuvée par l'organe responsable de la haute direction, de la surveillance et du contrôle.



**Art. 15**            Systèmes informatiques  
(art. 14 LIMF)

<sup>1</sup> Les systèmes informatiques doivent être conçus de manière à:

- a. répondre de manière appropriée aux exigences de disponibilité, d'intégrité et de confidentialité des informations au regard de l'activité;
- b. permettre un contrôle fiable des accès;
- c. prévoir des mesures à même d'identifier les failles de sécurité et d'y répondre de manière adéquate.

<sup>2</sup> L'infrastructure des marchés financiers prend les mesures appropriées afin que les données significatives puissent être récupérées en cas de perte.

**Art. 16**            Activités à l'étranger  
(art. 17 LIMF)

<sup>1</sup> La communication que l'infrastructure des marchés financiers doit adresser à la FINMA avant de commencer son activité à l'étranger doit contenir toutes les informations et la documentation nécessaires à l'appréciation de cette activité, notamment:

- a. un plan d'activité décrivant en particulier le type d'opérations envisagées et la structure de l'organisation;
- b. l'adresse de l'établissement à l'étranger;
- c. le nom des personnes chargées de l'administration et de la gestion;
- d. la société d'audit;
- e. l'autorité de surveillance du pays d'accueil.

<sup>2</sup> En outre, l'infrastructure des marchés financiers doit communiquer à la FINMA:

- a. l'abandon des activités à l'étranger;
- b. toute modification significative des activités à l'étranger;
- c. un changement de société d'audit;
- d. un changement d'autorité de surveillance dans le pays hôte.

**Art. 17**            Accès libre et non discriminatoire  
(art. 18 LIMF)

<sup>1</sup> La règle de l'accès non discriminatoire est notamment réputée enfreinte si les participants doivent satisfaire à des exigences trop sévères ou objectivement injustifiées ou si les prix des services proposés sont excessifs. Les structures tarifaires ne doivent pas favoriser une perturbation du marché.

<sup>2</sup> L'infrastructure des marchés financiers peut soumettre l'accès à des critères opérationnels, techniques, financiers ou juridiques.

<sup>3</sup> Si l'infrastructure des marchés financiers souhaite restreindre l'accès à ses services pour des raisons d'efficacité, la FINMA, lorsqu'elle examine le cas, consulte la Commission de la concurrence.

**Art. 18**           Prévention des conflits d'intérêts  
(art. 20 LIMF)

Si des mesures organisationnelles ne permettent pas d'exclure toute discrimination des participants découlant de conflits d'intérêts, ceux-ci doivent en être informés.

**Art. 19**           Publication des informations essentielles  
(art. 21 LIMF)

En plus des informations énoncées à l'art. 21 LIMF, l'infrastructure des marchés financiers publie régulièrement:

- a. les règles et procédures concernant son exploitation, y compris les droits et obligations de ladite infrastructure et des participants;
- b. la tarification des services fournis par l'infrastructure des marchés financiers, ainsi que les conditions d'octroi de réductions;
- c. les risques inhérents aux services fournis pour les participants;
- d. les critères de suspension et d'exclusion d'un participant;
- e. les règles et procédures applicables en cas de défaillance d'un participant;
- f. les règles et procédures requises pour détenir, enregistrer et transférer de façon distincte les garanties, les créances et les engagements de participants et de participants indirects;
- g. le volume et le montant agrégés des transactions;
- h. le nombre, la valeur nominale et la monnaie d'émission des valeurs mobilières conservées de manière centralisée;
- i. d'autres informations selon les normes internationales reconnues.

## Section 2

### Exigences spéciales applicables aux infrastructures des marchés financiers d'importance systémique

**Art. 20**           Plan de stabilisation et plan de liquidation  
(art. 24 LIMF)

<sup>1</sup> Le plan de stabilisation et le plan de liquidation doivent tenir compte des dispositions relatives à la stabilisation, à l'assainissement et à la liquidation émises par les autorités de surveillance et les banques centrales étrangères.

<sup>2</sup> Le plan de stabilisation comprend notamment une description des mesures à prendre et des ressources nécessaires à leur mise en œuvre. Il doit être approuvé par l'organe responsable de la haute direction, de la surveillance et du contrôle.

<sup>3</sup> Lors de la remise des documents, l'infrastructure des marchés financiers décrit les mesures visant à améliorer la capacité d'assainissement et de liquidation en Suisse et à l'étranger (art. 21) qu'elle a prévues ou déjà mises en œuvre.

<sup>4</sup> Elle remet à la FINMA chaque année, avant la fin du deuxième trimestre, le plan de stabilisation et les informations nécessaires au plan de liquidation. Ces documents doivent être remis si des modifications impliquent un remaniement du document ou si la FINMA le demande.

<sup>5</sup> La FINMA accorde à l'infrastructure des marchés financiers un délai approprié pour la mise en œuvre préparatoire des mesures prévues dans le plan de liquidation.

**Art. 21** Mesures visant à améliorer la capacité d'assainissement et de liquidation  
(art. 24, al. 1, LIMF)

Les mesures visant à améliorer la capacité d'assainissement et de liquidation de l'infrastructure des marchés financiers peuvent notamment comprendre les éléments suivants:

- a. amélioration et décentralisation structurelles:
  1. la structure juridique axée sur les unités d'affaires (*business-aligned legal entities*),
  2. la création d'unités de service juridiquement indépendantes,
  3. la suppression ou l'allègement des obligations d'assistance de fait, notamment par la création d'une structure de conduite indépendante,
  4. la réduction des asymétries géographiques ou bilanciels;
- b. décentralisation financière pour limiter les risques de contagion:
  1. la réduction des participations en capital entre entités juridiques de même niveau,
  2. la limitation de l'octroi de crédits et de garanties sans sûretés entre entités juridiques de même niveau au sein du groupe financier,
  3. la création d'une structure incitative en vue d'un financement interne aussi proche que possible du marché;
- c. décentralisation opérationnelle pour protéger les données et maintenir les principaux services d'exploitation:
  1. la garantie de l'accès aux portefeuilles de données, aux banques de données et aux moyens informatiques et de leur utilisation,
  2. la séparation ou l'externalisation durable des fonctions essentielles,
  3. l'accès aux systèmes essentiels à l'exploitation et la poursuite de leur utilisation.

## Chapitre 2 Plates-formes de négociation et systèmes organisés de négociation

### Section 1 Définitions

#### Art. 22 Négociation multilatérale (art. 26 et 42 LIMF)

Une négociation est réputée multilatérale lorsque les intérêts acheteurs et vendeurs de multiples participants pour des valeurs mobilières ou d'autres instruments financiers sont regroupés au sein du système de négociation en vue de la conclusion d'un contrat.

#### Art. 23 Règles non discrétionnaires (art. 26 et 42 LIMF)

On entend par règles non discrétionnaires celles qui ne laissent aucune marge d'appréciation à la plate-forme de négociation ou à l'exploitant d'un système organisé de négociation dans le regroupement des offres.

### Section 2 Plates-formes de négociation

#### Art. 24 Organisme de régulation et de surveillance (art. 27 LIMF)

<sup>1</sup> Un organisme approprié de régulation et de surveillance comprend notamment les organes suivants:

- a. un organe assumant les tâches de régulation;
- b. un organe de surveillance de la négociation;
- c. un organe chargé de l'admission des valeurs mobilières à la négociation;
- d. une instance de recours.

<sup>2</sup> Les organes chargés des tâches de régulation et de surveillance de la plate-forme de négociation ne doivent comprendre aucun membre de la direction et doivent être indépendants de cette dernière sur le plan de l'organisation. Ils sont dotés de moyens financiers, personnels et organisationnels suffisants.

<sup>3</sup> Les émetteurs et les investisseurs doivent être représentés de manière équitable dans l'organe chargé de l'admission des valeurs mobilières.

<sup>4</sup> La plate-forme de négociation fixe par voie de règlement les tâches et les compétences des organes ainsi que les modalités de représentation des émetteurs et des investisseurs au sein de l'organe chargé de l'admission des valeurs mobilières.

**Art. 25**            Approbation des règlements  
(art. 27, al. 4, LIMF)

<sup>1</sup> La FINMA vérifie notamment si les règlements soumis à son approbation:

- a. garantissent aux investisseurs transparence et égalité de traitement, et
- b. assurent le bon fonctionnement des marchés des valeurs mobilières.

<sup>2</sup> Avant de prendre une décision, la FINMA peut consulter la Commission de la concurrence. Celle-ci lui indique si les règlements sont sans incidence sur la concurrence et s'ils favorisent ou non des accords entravant la concurrence.

**Art. 26**            Organisation de la négociation  
(art. 28 LIMF)

La plate-forme de négociation définit des procédures afin de pouvoir confirmer les informations pertinentes des opérations sur valeurs mobilières le jour où ces opérations ont été exécutées.

**Art. 27**            Transparence pré-négociation  
(art. 29, al. 1 et 3, let. b, LIMF)

<sup>1</sup> La plate-forme de négociation publie en continu, pendant les heures de négociation normales, les informations relatives à la transparence pré-négociation pour les actions qui sont communiquées par l'intermédiaire de ses systèmes de négociation.

<sup>2</sup> Doivent être rendus publics pour chaque action les cinq meilleurs cours acheteur et vendeur et le volume des ordres.

<sup>3</sup> Les al. 1 et 2 s'appliquent également aux déclarations d'intérêts.

<sup>4</sup> Dans ses règlements, la plate-forme de négociation peut prévoir des dérogations pour:

- a. les systèmes de prix de référence, lorsque ces prix de référence sont largement connus et considérés comme fiables par les participants;
- b. les systèmes qui enregistrent exclusivement des opérations déjà négociées;
- c. les ordres placés dans un système de gestion des ordres de la plate-forme de négociation en attendant la divulgation;
- d. les ordres d'un volume important par rapport au volume normal du marché.

**Art. 28**            Transparence post-négociation  
(art. 29, al. 2 et 3, let. b, LIMF)

<sup>1</sup> La plate-forme de négociation publie les informations relatives à la transparence post-négociation qui concernent les opérations conclues en son sein conformément à ses règlements.

<sup>2</sup> Les informations post-négociation qui se réfèrent à des opérations conclues sur une plate-forme de négociation en dehors des heures de négociation usuelles doivent être publiées avant le début du prochain jour de négociation sur la plate-forme de négociation où ces opérations ont été réalisées.

<sup>3</sup> L'al. 1 s'applique également aux opérations conclues en dehors de la plate-forme de négociation, pour autant qu'elles aient eu lieu pendant un jour de négociation sur le principal marché des valeurs mobilières concernées ou pendant les heures de négociation normales de cette plate-forme. Sinon, les informations doivent être publiées juste avant le début des heures de négociation normales de la plate-forme de négociation ou, au plus tard, avant le début du prochain jour de négociation sur le principal marché de ces valeurs mobilières.

<sup>4</sup> La plate-forme de négociation peut prévoir dans ses règlements une publication différée:

- a. des opérations présentant un volume important au sens de l'art. 27, al. 4, let. d;
- b. des opérations:
  1. qui sont supérieures à une ampleur propre à la valeur mobilière,
  2. qui exposeraient les fournisseurs de liquidités à des risques excessifs, et
  3. qui tiennent compte du fait que les parties au contrat sont des investisseurs de détail ou de gros investisseurs;
- c. des opérations portant sur des valeurs mobilières pour lesquelles il n'existe aucun marché liquide.

**Art. 29** Dérogations aux obligations de transparence pré-négociation et post-négociation  
(art. 29, al. 3, let. b, LIMF)

<sup>1</sup> Ne sont pas soumises aux dispositions sur la transparence pré-négociation et post-négociation les opérations sur valeurs mobilières qui sont réalisées dans le cadre de tâches publiques et non à des fins de placement par:

- a. la Confédération, des cantons ou des communes;
- b. la BNS;
- c. la Banque des règlements internationaux (BRI);
- d. les banques multilatérales de développement au sens de l'art. 63, al. 2, let. c, de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juin 2012 sur les fonds propres (OFR)<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Les opérations sur valeurs mobilières effectuées par les institutions ci-après peuvent être exemptées des dispositions sur la transparence pré-négociation et post-négociation pour autant qu'elles soient réalisées dans le cadre de tâches publiques et non à des fins de placement, que la réciprocité soit octroyée et qu'une dérogation ne soit pas contraire au but de la loi:

- a. les banques centrales étrangères;
- b. la Banque centrale européenne (BCE);
- c. les institutions d'un Etat qui sont chargées de gérer la dette publique ou qui y participent;

- d. le Fonds européen de stabilité financière (FESF);
- e. le Mécanisme européen de stabilité (MES).

<sup>3</sup> Le Département fédéral des finances (DFF) publie une liste des institutions visées à l'al. 2.

<sup>4</sup> La plate-forme de négociation doit être informée si les opérations sont effectuées dans le cadre de tâches publiques et non à des fins de placement.

**Art. 30** Garantie d'une négociation ordonnée  
(art. 30 LIMF)

<sup>1</sup> La plate-forme de négociation instaure des règles et des procédures transparentes en vue d'une négociation équitable, efficace et ordonnée et fixe des critères objectifs pour une exécution efficace des ordres. Elle doit mettre en œuvre des dispositifs propres à garantir la bonne gestion des processus techniques et de l'exploitation de ses systèmes.

<sup>2</sup> Elle doit disposer de systèmes, de procédures et de dispositifs efficaces pour garantir notamment que ses systèmes de négociation:

- a. soient résilients et possèdent une capacité suffisante pour gérer les volumes les plus élevés d'ordres et de messages;
- b. soient en mesure d'assurer une négociation ordonnée en période de graves tensions sur les marchés;
- c. soient régis par des mécanismes de continuité des activités assurant le maintien de ses services en cas de défaillance de ses systèmes de négociation;
- d. rejettent les ordres qui dépassent les limites de volume et de cours définies au préalable ou qui sont manifestement erronés;
- e. soient en mesure de suspendre ou de limiter provisoirement la négociation si le cours d'une valeur mobilière devait fluctuer considérablement sur ce marché ou sur un marché voisin;
- f. soient en mesure, dans des cas exceptionnels, d'annuler, de modifier ou de corriger toute opération, et
- g. soient soumis régulièrement à des tests pour confirmer que les exigences énoncées aux let. a à f sont satisfaites.

<sup>3</sup> La plate-forme de négociation doit disposer d'accords écrits avec tous les participants ayant une fonction particulière, notamment avec ceux qui y appliquent une stratégie de tenue de marché (*market making*). Elle possède des systèmes et des procédures garantissant le respect des règles par ces participants.

<sup>4</sup> Les règlements de la plate-forme de négociation peuvent prévoir un marquage des ventes à découvert par les participants dans le système de négociation.

**Art. 31** Trading algorithmique et négociation à haute fréquence  
(art. 30 LIMF)

<sup>1</sup> La plate-forme de négociation doit être en mesure d'identifier:

- a. les ordres générés par le trading algorithmique;
- b. les différents algorithmes utilisés pour la création d'ordres;
- c. les négociants des participants qui ont initié ces ordres dans le système de négociation.

<sup>2</sup> Elle exige des participants recourant au trading algorithmique qu'ils l'annoncent et qu'ils identifient les ordres générés de cette manière, qu'ils conservent des enregistrements de tous les ordres envoyés, y compris ceux qui ont été annulés, et qu'ils disposent notamment de mesures préventives et de contrôles de risques efficaces pour garantir que leurs systèmes:

- a. soient résilients et possèdent une capacité suffisante pour gérer les volumes les plus élevés d'ordres et de messages;
- b. soient soumis à des seuils et limites de négociation appropriés;
- c. n'engendrent aucune perturbation sur la plate-forme de négociation ou n'y contribuent pas;
- d. puissent contrer efficacement les infractions aux art. 142 et 143 LIMF;
- e. soient soumis à des tests appropriés des algorithmes et des mécanismes de contrôle, y compris les mesures préventives destinées à:
  1. limiter le nombre d'ordres de négociation non exécutés par rapport aux opérations qu'un participant peut saisir dans le système,
  2. ralentir la création des ordres lorsque les capacités du système risquent d'être atteintes, et
  3. limiter et réaliser les plus petites modifications du prix minimal admissibles sur la plate-forme de négociation.

<sup>3</sup> Afin de tenir compte de l'utilisation supplémentaire des capacités du système, la plate-forme de négociation peut fixer des émoluments plus élevés pour:

- a. la passation d'ordres qui sont annulés ultérieurement;
- b. les participants présentant une part importante d'ordres annulés;
- c. les participants ayant:
  1. une infrastructure qui réduit les retards lors du transfert des ordres,
  2. un système qui décide d'initier, de créer, de transmettre ou d'exécuter un ordre, et
  3. un nombre élevé d'offres de cours, d'ordres ou d'annulations générés en cours de journée.



**Art. 32** Surveillance de la négociation

(art. 31, al. 2, LIMF)

<sup>1</sup> L'organe de surveillance de la négociation doit disposer des systèmes et des ressources adéquats pour accomplir ses tâches.

<sup>2</sup> Les systèmes de surveillance de la négociation doivent fonctionner parfaitement même en cas de volume important de données.

<sup>3</sup> L'organe de surveillance de la négociation vérifie cette dernière de telle sorte que les comportements visés aux art. 142 et 143 LIMF puissent être identifiés, qu'ils résultent d'une négociation manuelle, d'une négociation automatisée ou d'un trading algorithmique.

**Art. 33** Admission de valeurs mobilières par une bourse

(art. 35 LIMF)

<sup>1</sup> La bourse garantit que toutes les valeurs mobilières admises de même que toutes les valeurs mobilières cotées peuvent être négociées de manière équitable, efficace et ordonnée.

<sup>2</sup> En cas de dérivés, elle s'assure en particulier que les caractéristiques de la négociation correspondante permettent une cotation ordonnée.

<sup>3</sup> La bourse met en place les dispositifs nécessaires pour vérifier que les valeurs mobilières qu'elle a admises à la négociation et à la cotation respectent les exigences correspondantes.

**Art. 34** Admission de valeurs mobilières par un système multilatéral de négociation

(art. 36 LIMF)

<sup>1</sup> Le système multilatéral de négociation garantit que toutes les valeurs mobilières admises peuvent être négociées de manière équitable, efficace et ordonnée.

<sup>2</sup> En cas de dérivés, il s'assure en particulier que les caractéristiques de la négociation correspondante permettent une cotation ordonnée.

<sup>3</sup> Le système multilatéral de négociation met en place les dispositifs nécessaires pour vérifier que les valeurs mobilières qu'il a admises à la négociation respectent les exigences correspondantes.

**Art. 35** Instance de recours

(art. 37, al. 1 à 3, LIMF)

<sup>1</sup> Dans l'exercice de ses attributions légales, l'instance de recours est indépendante et n'est soumise qu'à la loi.

<sup>2</sup> Ses membres ne doivent pas faire partie de l'organe chargé de l'admission des valeurs mobilières à la négociation ni entretenir de rapports de travail ou d'autres rapports contractuels susceptibles d'engendrer des conflits d'intérêts avec la plateforme de négociation.

<sup>3</sup> Les dispositions sur la récusation énoncées dans la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral<sup>3</sup> s'appliquent aux membres de l'instance de recours indépendante.

<sup>4</sup> Le règlement de l'instance de recours indépendante comprend des dispositions sur la composition, la nomination, l'organisation et les procédures de cette instance.

### **Art. 36** Obligation d'enregistrer des participants

(art. 38 LIMF)

<sup>1</sup> Les participants admis sur une plate-forme de négociation enregistrent tous les ordres placés auprès d'eux et les opérations effectuées sur valeurs mobilières.

<sup>2</sup> L'obligation d'enregistrer s'applique également aux opérations sur dérivés découlant de valeurs mobilières admises à la négociation sur une plate-forme de négociation.

<sup>3</sup> L'obligation d'enregistrer s'applique tant aux opérations effectuées pour compte propre qu'à celles effectuées pour le compte de clients.

<sup>4</sup> La FINMA détermine quelles sont les informations nécessaires et sous quelle forme elles doivent être enregistrées.

### **Art. 37** Obligation de déclarer des participants

(art. 39 LIMF)

<sup>1</sup> Les participants admis sur une plate-forme de négociation doivent déclarer toutes les opérations effectuées sur des valeurs mobilières admises à la négociation sur une plate-forme de négociation. Doivent notamment être déclarés:

- a. la désignation et le nombre de valeurs mobilières achetées ou vendues;
- b. le volume, la date et l'heure de la conclusion de l'opération;
- c. le cours, et
- d. les informations permettant d'identifier l'ayant droit économique.

<sup>2</sup> L'obligation de déclarer s'applique également aux opérations sur dérivés découlant de valeurs mobilières admises à la négociation sur une plate-forme de négociation.

<sup>3</sup> L'obligation de déclarer s'applique tant aux opérations effectuées pour compte propre qu'à celles effectuées pour le compte de clients.

<sup>4</sup> Ne doivent pas être déclarées les opérations effectuées à l'étranger énumérées ci-après:

- a. les opérations sur valeurs mobilières admises à la négociation sur une plate-forme de négociation en Suisse de même que les dérivés qui en découlent, pour autant que les faits soumis à déclaration soient communiqués régulièrement à la plate-forme de négociation en vertu d'un accord selon l'art. 32, al. 3, LIMF ou dans le cadre d'un échange d'informations entre la FINMA et l'autorité de surveillance étrangère compétente, dès lors:

1. qu'elles sont conclues par la succursale d'un négociant en valeurs mobilières suisses ou par un participant étranger admis, et
  2. que la succursale ou le participant étranger sont autorisés par l'autorité de surveillance étrangère compétente à pratiquer la négociation ou sont soumis à l'obligation de déclarer dans le pays concerné ou dans leur propre pays;
- b. les opérations sur valeurs mobilières étrangères admises à la négociation sur une plate-forme de négociation en Suisse de même que les dérivés qui en découlent, qui sont effectués sur une plate-forme de négociation étrangère reconnue.
- <sup>5</sup> La déclaration des informations peut être déléguée à des tiers.

### **Section 3      Systèmes organisés de négociation**

**Art. 38**                      Conditions d'obtention d'une autorisation ou d'une reconnaissance  
(art. 43, al. 1, LIMF)

Les conditions d'obtention d'une autorisation ou d'une reconnaissance applicables à l'exploitant d'un système organisé de négociation reposent sur les lois sur les marchés financiers qui sont énoncées à l'art. 1, al. 1, de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers<sup>4</sup>.

**Art. 39**                      Organisation et prévention des conflits d'intérêts  
(art. 44 LIMF)

<sup>1</sup> L'exploitant d'un système organisé de négociation édicte des règles sur l'organisation de la négociation et surveille le respect des dispositions légales et réglementaires ainsi que le déroulement de la négociation.

<sup>2</sup> Il tient des enregistrements chronologiques de tous les ordres et de toutes les opérations qui sont exécutés dans le cadre du système organisé de négociation.

<sup>3</sup> En cas de contrats conclus selon des règles discrétionnaires, il n'est possible de procéder à une négociation par appariement avec interposition du compte propre que si l'exécution au mieux peut être garantie. Des dérogations ne sont admises que si les clients concernés renoncent expressément à l'exécution au mieux.

**Art. 40**                      Garantie d'une négociation ordonnée  
(art. 45 LIMF)

L'exploitant d'un système organisé de négociation instaure des règles et des procédures transparentes en vue d'une négociation équitable, efficace et ordonnée et fixe des critères objectifs pour une exécution efficace des ordres. Il doit mettre en œuvre les dispositifs propres à garantir la bonne gestion des processus techniques et de l'exploitation de ses systèmes en vertu de l'art. 30, al. 2 à 4.

**Art. 41** Trading algorithmique et négociation à haute fréquence  
(art. 45 LIMF)

L'exploitant d'un système organisé de négociation doit prendre des mesures efficaces en vertu de l'art. 31 pour prévenir les perturbations de son système de négociation.

**Art. 42** Transparence pré-négociation  
(art. 46, al. 2 et 3, LIMF)

<sup>1</sup> Les art. 27 et 29 s'appliquent par analogie à la négociation multilatérale et à la négociation bilatérale pour laquelle il existe un marché liquide.

<sup>2</sup> En cas de négociation bilatérale pour laquelle il n'existe aucun marché liquide, des offres de cours sur demande suffisent.

**Art. 43** Transparence post-négociation pour les valeurs mobilières  
(art. 46, al. 1 et 2, LIMF)

<sup>1</sup> Les art. 28, al. 1 et 4, et 29 s'appliquent par analogie à la négociation multilatérale.

<sup>2</sup> En cas de négociation bilatérale, une publication agrégée à la fin d'un jour de négociation suffit.

### Chapitre 3 Contreparties centrales

**Art. 44** Fonction  
(art. 48 LIMF)

La contrepartie centrale assure notamment l'enregistrement standardisé de tous les détails des opérations qu'elle compense, des créances et engagements de ses participants, et de ses communications aux référentiels centraux.

**Art. 45** Organisation, continuité des activités et systèmes informatiques  
(art. 8, 13 et 14 LIMF)

<sup>1</sup> La contrepartie centrale doit mettre en place un comité des risques comprenant des représentants des participants et des participants indirects de même que de l'organe responsable de la haute direction, de la surveillance et du contrôle. Celui-ci conseille la contrepartie centrale dans toutes les circonstances susceptibles d'influencer la gestion des risques de la contrepartie centrale.

<sup>2</sup> La contrepartie centrale doit prévoir des procédures, une planification des capacités et des réserves de capacités suffisantes afin que ses systèmes puissent traiter toutes les transactions restantes avant la fin de la journée en cas de perturbation.

**Art. 46** Garanties  
(art. 49 LIMF)

<sup>1</sup> La contrepartie centrale perçoit les marges initiales et les marges variables au moins une fois par jour si les seuils définis au préalable ont été dépassés.

<sup>2</sup> Elle évite toute concentration de risques liés aux garanties et s'assure de pouvoir disposer de ces garanties à temps.

<sup>3</sup> Elle prévoit des procédures lui permettant de vérifier les modèles et les paramètres sur lesquels repose sa gestion des risques, et effectue régulièrement ces vérifications.

<sup>4</sup> Si la contrepartie centrale conserve auprès de tiers ses propres actifs ou garanties et des actifs appartenant à des participants, elle est tenue de réduire les risques y afférents. Elle veille notamment à conserver les garanties et les actifs auprès d'intermédiaires financiers solvables et, dans la mesure du possible, soumis à surveillance.

**Art. 47** Règlement d'engagements liés  
(art. 50 LIMF)

La contrepartie centrale permet aux participants d'éviter les risques de règlement; à cette fin, elle garantit qu'un engagement n'est réglé que si le règlement de l'autre engagement est assuré.

**Art. 48** Fonds propres  
(art. 51 LIMF)

<sup>1</sup> La contrepartie centrale doit couvrir les risques de crédit, les risques non liés à une contrepartie, les risques de marché et les risques opérationnels par des fonds propres de 8,0 % (fonds propres minimaux) au sens de l'art. 42 OFR<sup>5</sup>. La FINMA peut exiger d'autres fonds propres en vertu de l'art. 45 OFR. Le calcul est effectué en application des titres 1 à 3 de l'OFR.<sup>6</sup>

<sup>2</sup> Les fonds propres spécialement affectés au sens de l'art. 53, al. 2, let. c, LIMF représentent au moins 25 % des fonds propres nécessaires selon le titre 3 de l'OFR.

<sup>3</sup> La contrepartie centrale détient des fonds propres supplémentaires pour couvrir les coûts d'une cessation d'activité ou d'une restructuration volontaires. Ceux-ci doivent suffire pour permettre la mise en œuvre du plan au sens de l'art. 72, les dépenses courantes d'exploitation devant être couvertes pendant au moins six mois.

<sup>4</sup> Dans certains cas, la FINMA peut décider d'assouplir ou, au contraire, de relever les exigences énoncées aux al. 1 à 3.

<sup>5</sup> La contrepartie centrale doit disposer d'un plan précisant comment elle entend se procurer des fonds propres supplémentaires au cas où ses fonds propres ne répondraient plus aux exigences énoncées aux al. 1 à 4. Ce plan requiert l'approbation de l'organe responsable de la haute direction, de la surveillance et du contrôle.

<sup>6</sup> Si ses fonds propres sont inférieurs à 110 % des exigences énoncées aux al. 1 à 4, la contrepartie centrale en informe immédiatement la FINMA et sa société d'audit et communique à la FINMA un plan précisant comment elle entend atteindre à nouveau ce seuil.

<sup>5</sup> RS 952.03

<sup>6</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 2 de l'annexe à l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1725).

**Art. 49** Répartition des risques  
(art. 51 LIMF)

La contrepartie centrale surveille les risques de crédit envers une contrepartie ou un groupe de contreparties liées en se basant sur les principes de calcul arrêtés au titre 4, chapitre 1, section 4 de l'OFR<sup>7</sup>.

**Art. 50** Liquidités  
(art. 52 LIMF)

<sup>1</sup> Sont considérés comme liquidités au sens de l'art. 52, al. 1, LIMF dans une monnaie dite de référence:

- a. les avoirs en espèces détenus dans cette monnaie auprès d'une banque centrale ou d'un établissement financier solvable;
- b. les avoirs en espèces qui sont libellés dans d'autres monnaies et qu'il est possible de convertir en temps opportun dans la monnaie de référence par des opérations de change;
- c. les limites non couvertes (lignes de crédit) fixées par contrat, ouvertes et utilisables sans nouvelle décision d'octroi de crédit, dans la monnaie de référence, auprès d'un établissement financier solvable;
- d. les garanties au sens de l'art. 49 LIMF et les actifs qu'il est possible de convertir en temps opportun en avoirs en espèces dans la monnaie de référence par des opérations de vente;
- e. les garanties au sens de l'art. 49 LIMF et les actifs qu'il est possible de convertir en temps opportun en avoirs en espèces dans la monnaie de référence auprès de banques centrales ou d'établissements financiers solvables, au moyen de lignes de crédit couvertes fixées par contrat ou de limites pour pensions de titres fixées par contrat.

<sup>2</sup> La contrepartie centrale s'assure régulièrement du respect des exigences énoncées à l'art. 52, al. 1, LIMF selon différents scénarios de crise. Elle applique aux liquidités des décotes qui sont appropriées même dans des conditions de marché extrêmes mais plausibles. Elle diversifie ses fournisseurs de liquidités.

<sup>3</sup> La stratégie de placement de la contrepartie centrale doit être en accord avec sa stratégie de gestion des risques. Il appartient à la contrepartie centrale d'éviter une concentration des risques.

**Art. 51** Transmissibilité  
(art. 55 LIMF)

<sup>1</sup> La transmissibilité est assurée si:

- a. un transfert est réalisable en vertu des législations déterminantes, et
- b. l'autre participant est engagé vis-à-vis du participant indirect à reprendre ses garanties, ses créances et ses engagements.

<sup>2</sup> Si un transfert n'est pas réalisable dans le délai fixé par la contrepartie centrale, celle-ci peut prendre toutes les mesures prévues par ses règlements pour gérer activement les risques liés aux positions concernées, y compris la liquidation des actifs et des garanties que le participant défaillant détient pour le compte d'un participant indirect ou de ses clients.

## Chapitre 4 Dépositaires centraux

### Art. 52 Organisation (art. 8 LIMF)

<sup>1</sup> Le dépositaire central institue pour chacun des systèmes de règlement des opérations sur valeurs mobilières qu'il exploite un comité d'utilisateurs où sont représentés les émetteurs et les participants à ces systèmes.

<sup>2</sup> Le comité d'utilisateurs conseille le dépositaire central dans toutes les circonstances significatives qui concernent les émetteurs et les participants.

### Art. 53 Principes de la conservation, de la comptabilisation et du transfert de valeurs mobilières (art. 62 LIMF)

Les dépositaires centraux qui recourent à une infrastructure de règlement commune fixent des moments identiques pour:

- a. l'introduction d'ordres de paiement et de transfert par l'intermédiaire du système de l'infrastructure de règlement commune;
- b. l'irrévocabilité d'ordres de paiement et de transfert.

### Art. 54 Garanties (art. 64 LIMF)

<sup>1</sup> Le dépositaire central doit disposer de garanties suffisantes pour couvrir intégralement ses risques de crédit en cours.

<sup>2</sup> Il évite toute concentration de risques liés aux garanties et s'assure de pouvoir disposer de ces garanties à temps.

<sup>3</sup> Il prévoit des procédures lui permettant de vérifier les modèles et les paramètres sur lesquels repose sa gestion des risques, et effectue régulièrement ces vérifications.

<sup>4</sup> Si le dépositaire central conserve auprès de tiers ses propres actifs ou garanties et des actifs appartenant à des participants, il est tenu de réduire les risques y afférents. Il veille notamment à conserver les garanties et les actifs auprès d'intermédiaires financiers solvables et, dans la mesure du possible, soumis à surveillance.

**Art. 55** Règlement d'engagements liés  
(art. 65 LIMF)

Le dépositaire central permet aux participants d'éviter les risques de règlement; à cette fin, il garantit qu'un engagement n'est réglé que si le règlement de l'autre engagement est assuré.

**Art. 56** Fonds propres  
(art. 66 LIMF)

<sup>1</sup> Le dépositaire central doit couvrir les risques de crédit, les risques non liés à une contrepartie, les risques de marché et les risques opérationnels par des fonds propres de 8,0 % (fonds propres minimaux) au sens de l'art. 42 OFR8. La FINMA peut exiger d'autres fonds propres en vertu de l'art. 45 OFR. Le calcul est effectué en application des titres 1 à 3 de l'OFR.<sup>9</sup>

<sup>2</sup> Pour le reste, l'art. 48, al. 3 à 6, s'applique par analogie.

**Art. 57** Répartition des risques  
(art. 66 LIMF)

Le dépositaire central surveille les risques de crédit envers une contrepartie ou un groupe de contreparties liées en se basant sur les principes de calcul arrêtés au titre 4, chapitre 1, section 4 de l'OFR<sup>10</sup>.

**Art. 58** Liquidités  
(art. 67 LIMF)

<sup>1</sup> Sont considérés comme liquidités au sens de l'art. 67, al. 1, LIMF dans une monnaie dite de référence:

- a. les avoirs en espèces détenus dans cette monnaie auprès d'une banque centrale ou d'un établissement financier solvable;
- b. les avoirs en espèces qui sont libellés dans d'autres monnaies et qu'il est possible de convertir en temps opportun dans la monnaie de référence par des opérations de change;
- c. les limites non couvertes (lignes de crédit) fixées par contrat, ouvertes et utilisables sans nouvelle décision d'octroi de crédit, dans la monnaie de référence, auprès d'un établissement financier solvable;
- d. les garanties au sens de l'art. 64 LIMF et les actifs qu'il est possible de convertir en temps opportun en avoirs en espèces dans la monnaie de référence par des opérations de vente;
- e. les garanties au sens de l'art. 64 LIMF et les actifs qu'il est possible de convertir en temps opportun en avoirs en espèces dans la monnaie de référence

<sup>8</sup> RS 952.03

<sup>9</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 2 de l'annexe à l'O du 11 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1725).

<sup>10</sup> RS 952.03



auprès de banques centrales ou d'établissements financiers solvables, au moyen de lignes de crédit couvertes fixées par contrat ou de limites pour pensions de titres fixées par contrat.

<sup>2</sup> Le dépositaire central s'assure régulièrement du respect des exigences énoncées à l'art. 67, al. 1, LIMF selon divers scénarios de crise. Il applique aux liquidités des décotes qui sont appropriées même dans des conditions de marché extrêmes mais plausibles. Il diversifie ses fournisseurs de liquidités.

<sup>3</sup> La stratégie de placement du dépositaire central doit être en accord avec sa stratégie de gestion des risques. Il appartient au dépositaire central d'éviter une concentration des risques.

## Chapitre 5 Référentiel central

### Art. 59 Services auxiliaires (art. 10 LIMF)

Si le référentiel central propose des services auxiliaires, il doit les fournir séparément de ses services essentiels.

### Art. 60 Conservation des données (art. 75 LIMF)

<sup>1</sup> Le référentiel central doit:

- a. enregistrer sans délai toutes les données déclarées;
- b. les sauvegarder aussi bien en ligne que hors ligne;
- c. les copier en quantité adéquate.

<sup>2</sup> Il enregistre toute modification des données déclarées, en indiquant:

- a. à la demande de qui la modification est apportée;
- b. les motifs de la modification;
- c. la date de la modification;
- d. une description claire de la modification.

### Art. 61 Publication des données (art. 76 LIMF)

<sup>1</sup> Le référentiel central publie au moins une fois par semaine les positions ouvertes, les volumes de transactions et les valeurs selon les catégories de dérivés suivantes:

- a. dérivés sur matières premières;
- b. dérivés de crédit;
- c. dérivés sur devises;
- d. dérivés sur actions;

- e. dérivés sur taux d'intérêt;
- f. autres dérivés.

<sup>2</sup> Ces données doivent être facilement accessibles au public.

<sup>3</sup> Les données publiées ne doivent pas permettre de tirer des conclusions sur une contrepartie.

**Art. 62**            Accès des autorités suisses aux données  
(art. 77 LIMF)

<sup>1</sup> Sous réserve de l'al. 2, le référentiel central garantit l'accès aux données aux autorités suivantes:

- a. la FINMA, pour toutes les données concernant des transactions;
- b. la BNS, pour toutes les données concernant des transactions;
- c. la commission des OPA, pour les données concernant des transactions sur dérivés en rapport avec une procédure d'offre publique d'acquisition;
- d. l'Autorité fédérale de surveillance de la révision, pour les données concernant des transactions sur dérivés dont elle a besoin dans le cadre d'une procédure concrète de surveillance d'entreprises de révision;
- e. la Commission de la concurrence, pour les données concernant des transactions sur dérivés en rapport avec une procédure en matière de concurrence;
- f. la Commission de l'électricité, pour les données concernant des transactions sur dérivés dont le sous-jacent porte sur l'électricité.

<sup>2</sup> Le référentiel central refuse les demandes concernant les transactions et les positions de banques centrales.

**Art. 63**            Accès des autorités étrangères aux données  
(art. 78 LIMF)

<sup>1</sup> Le référentiel central garantit à des autorités étrangères de surveillance des marchés financiers l'accès à des données concernant des transactions à seule fin de l'exécution du droit des marchés financiers qui relève de leur compétence.

<sup>2</sup> Le référentiel central refuse les demandes concernant les transactions et les positions de banques centrales.

**Art. 64**            Procédure  
(art. 77 et 78 LIMF)

<sup>1</sup> L'accès des autorités obéit aux protocoles de communication, aux normes d'échange de données et aux données de référence en usage au niveau international.

<sup>2</sup> Les autorités doivent, par des mesures adéquates, s'assurer que seuls ont accès aux données les collaborateurs qui en ont directement besoin pour exercer leur activité.

<sup>3</sup> Le référentiel central remet aux autorités requérantes un formulaire sur lequel elles doivent reporter les informations suivantes:

- a. coordonnées de l'autorité;
- b. motif de la demande de fourniture de données et rapport avec leur mandat;
- c. base légale de la demande;
- d. description des données sollicitées;
- e. exposé des mesures prises pour garantir la confidentialité des données obtenues.

<sup>4</sup> Le référentiel central exige par ailleurs d'autorités étrangères la confirmation de l'existence d'un accord entre les autorités étrangères et suisses au sens de l'art. 78, al. 1, LIMF.

<sup>5</sup> Le référentiel central enregistre les informations relatives à l'accès aux données.

**Art. 65**            Transmission de données à des particuliers  
(art. 79 LIMF)

<sup>1</sup> Le référentiel central remet aux particuliers un formulaire sur lequel ils doivent reporter les informations suivantes:

- a. coordonnées de la personne;
- b. motif de la demande de fourniture de données;
- c. description des données sollicitées.

<sup>2</sup> Les données publiées ne doivent pas permettre de tirer des conclusions sur une contrepartie.

## **Chapitre 6    Systèmes de paiement**

**Art. 66**            Principes de la compensation et du règlement  
(art. 82 LIMF)

<sup>1</sup> Le système de paiement garantit la compensation et le règlement appropriés et conformes au droit des obligations de paiement.

<sup>2</sup> Il fixe le moment à partir duquel:

- a. un ordre de paiement ne peut plus être modifié ou révoqué;
- b. un paiement est réglé.

<sup>3</sup> Les systèmes de paiement qui utilisent une infrastructure de règlement commune déterminent des moments identiques pour:

- a. l'introduction d'ordres de paiement dans le système de l'infrastructure de règlement commune;
- b. l'irrévocabilité des ordres de paiement.

<sup>4</sup> Le système de paiement règle les paiements si possible en temps réel, au plus tard à la fin du jour de valeur.

**Art. 67**            Garanties  
(art. 82 LIMF)

<sup>1</sup> Le système de paiement couvre par des mesures appropriées les risques découlant de l'octroi de crédits.

<sup>2</sup> Il accepte uniquement des garanties liquides ne présentant que de faibles risques de crédit et de marché. Il évalue les garanties avec prudence.

<sup>3</sup> Il évite toute concentration de risques liés aux garanties et s'assure de pouvoir disposer de ces garanties à temps.

<sup>4</sup> Il prévoit des procédures lui permettant de vérifier les modèles et les paramètres sur lesquels repose sa gestion des risques, et effectue régulièrement ces vérifications.

<sup>5</sup> Si le système de paiement conserve auprès de tiers ses propres actifs ou garanties, il est tenu de réduire les risques y afférents. Il veille notamment à conserver les garanties et les actifs auprès d'intermédiaires financiers solvables et, dans la mesure du possible, soumis à surveillance.

**Art. 68**            Respect des obligations de paiement  
(art. 82 LIMF)

<sup>1</sup> Le système de paiement permet de régler des paiements par transfert des dépôts à vue détenus auprès d'une banque centrale.

<sup>2</sup> Si cela se révèle impossible ou impraticable, il recourt à un moyen de paiement qui ne comporte aucun risque ou que de faibles risques de crédit et de liquidité. Il réduit et surveille ces risques en permanence.

<sup>3</sup> Au niveau du règlement d'engagements liés, le système de paiement permet aux participants d'éviter les risques de règlement; à cette fin, il garantit qu'un engagement n'est réglé que si le règlement de l'autre engagement est assuré.

**Art. 69**            Fonds propres  
(art. 82 LIMF)

Les fonds propres des systèmes de paiement d'importance systémique doivent suffire à la mise en œuvre du plan visé à l'art. 72, mais au moins à couvrir les dépenses d'exploitation courantes pendant six mois.

**Art. 70**            Liquidités  
(art. 82 LIMF)

<sup>1</sup> Le système de paiement dispose de liquidités suffisantes au sens de l'art. 58, al. 1, pour:

- a. honorer ses obligations de paiement dans toutes les devises et dans des conditions de marché extrêmes mais plausibles, même en cas de défaillance du participant l'exposant au plus grand risque, et
- b. exécuter ses services et activités dans les règles.

<sup>2</sup> Il ne peut placer ses moyens financiers qu'en liquide ou dans des instruments financiers liquides présentant un faible risque de marché et de crédit.

<sup>3</sup> Il s'assure régulièrement du respect des exigences énoncées à l'al. 1 selon divers scénarios de crise. Il applique aux liquidités des décotes qui sont appropriées même dans des conditions de marché extrêmes mais plausibles. Il diversifie ses fournisseurs de liquidités.

<sup>4</sup> La stratégie de placement du système de paiement doit être en accord avec sa stratégie de gestion des risques. Il appartient au système de paiement d'éviter une concentration des risques.

## Chapitre 7 Surveillance

### Art. 71            Audit (art. 84, al. 1, LIMF)

<sup>1</sup> La société d'audit de l'infrastructure des marchés financiers vérifie si cette dernière remplit les obligations que lui imposent la loi, la présente ordonnance et ses bases contractuelles.

<sup>2</sup> La société d'audit de la plate-forme de négociation coordonne ses audits avec l'organe de surveillance de cette dernière et lui remet son rapport.

### Art. 72            Restitution volontaire de l'autorisation (art. 86 LIMF)

<sup>1</sup> Les infrastructures d'importance systémique dressent un plan indiquant comment elles entendent mettre fin de façon ordonnée aux processus opérationnels d'importance systémique en cas de cessation volontaire d'activité. Ce plan prévoit un délai approprié permettant aux participants de se raccorder à une autre infrastructure. Il requiert l'approbation de l'organe chargé de la haute direction, de la surveillance et du contrôle.

<sup>2</sup> L'al. 1 s'applique également lorsque la cessation d'un processus opérationnel d'importance systémique n'entraîne pas la restitution de l'autorisation.

## Chapitre 8 Insolvabilité

### Art. 73            Protection du système (art. 89 LIMF)

<sup>1</sup> Les ordres donnés par des participants sont notamment des instructions:

- a. qui concernent directement le règlement de paiements ou de transactions sur valeurs mobilières, ou
- b. qui servent à la fourniture des moyens financiers ou des garanties requises selon les règles propres au système.

<sup>2</sup> Dès le moment visé à l'art. 62, al. 4, let. a, LIMF et à l'art. 66, al. 2, let. a de la présente ordonnance, un ordre de paiement ou de transfert ne peut être révoqué ni par un participant ni par un tiers.

**Art. 74**            Primauté des accords en cas d'insolvabilité  
(art. 90 et 91 LIMF)

<sup>1</sup> Les accords de compensation comprennent notamment les dispositions de compensation et de netting, de même que les mesures de traitement des défaillances contenues dans des accords-cadres ou des accords bilatéraux.

<sup>2</sup> On entend par transfert de créances et d'engagements notamment l'annulation et la refondation par convention, ainsi que la clôture d'une position, suivie de la réouverture d'une position équivalente.

<sup>3</sup> Pour autant qu'elles aient été transférées en respectant la chaîne de transactions, les garanties sous forme de valeurs mobilières ou d'autres actifs dont la valeur peut être déterminée de façon objective passent au participant repreneur avec le transfert d'une position.

**Art. 75**            Ajournement de la résiliation des contrats  
(art. 92 LIMF)

<sup>1</sup> Peuvent être ajournés en particulier:

- a. les contrats portant sur l'achat, la vente, le rachat, le prêt de papiers-valeurs et de droits-valeurs, ainsi que sur la négociation d'options sur papiers-valeurs et droits-valeurs;
- b. les contrats portant sur l'achat et la vente, pour livraison future, de matières premières ainsi que sur la négociation d'options sur matières premières ou sur livraisons de matières premières;
- c. les contrats portant sur l'achat, la vente ou le transfert de biens, de services, de droits ou d'intérêts à un prix déterminé à l'avance et pour une date future (marché à terme);
- d. les contrats portant sur des opérations de swap en devises, monnaies, métaux précieux, crédits, ainsi qu'en papiers-valeurs, droits-valeurs, matières premières et leurs indices.

<sup>2</sup> L'infrastructure des marchés financiers veille à ne conclure de nouveaux contrats ou des modifications des contrats existants soumis à un droit ou à un for étranger que lorsque la contrepartie reconnaît un ajournement de la résiliation des contrats au sens de l'art. 30a LB.

## **Titre 3            Comportement sur le marché**

### **Chapitre 1      Négociation de dérivés**

#### **Section 1        Généralités**

**Art. 76**            Placements collectifs de capitaux  
(art. 93, al. 2, let. e et f, LIMF)

Dans le cas d'un placement collectif de capitaux, le statut de contrepartie financière ou de petite contrepartie financière, que celle-ci revête ou non une personnalité

juridique, est déterminé en fonction des opérations sur dérivés de gré à gré effectuées pour son compte conformément à l'art. 99 LIMF.

**Art. 77** Entreprises  
(art. 93, al. 3, LIMF)

<sup>1</sup> Est considéré comme une entreprise au sens de la LIMF quiconque est inscrit au registre du commerce en qualité d'entité juridique.

<sup>2</sup> Sont également considérées comme des entreprises les entreprises étrangères actives économiquement qui, au regard du droit dont elles relèvent, sont des personnes morales, ainsi que les trusts ou les structures similaires.

**Art. 78** Succursales  
(art. 93, al. 5, LIMF)

Si la FINMA constate qu'une succursale suisse d'une contrepartie étrangère est soumise à une réglementation qui ne répond pas aux exigences légales sur des points essentiels, elle peut la soumettre, pour les opérations sur dérivés qu'elle pratique, aux art. 93 à 117 de la LIMF régissant la négociation de dérivés.

**Art. 79** Exceptions pour d'autres institutions publiques  
(art. 94, al. 2, LIMF)

<sup>1</sup> Les opérations sur dérivés avec les contreparties ci-après sont soumises à l'obligation de déclarer énoncée à l'art. 104 LIMF, mais non aux autres obligations mises à la négociation de dérivés:

- a. les banques centrales étrangères;
- b. la BCE;
- c. le FESF;
- d. le MES;
- e. les organismes d'un Etat chargés de la gestion de la dette publique ou qui y participent;
- f. établissements financiers institués par un gouvernement central ou le gouvernement d'une collectivité territoriale subordonnée en vue d'accorder, sous mandat de l'Etat, des prêts bonifiés sur une base non concurrentielle et non lucrative.

<sup>2</sup> Les opérations sur dérivés avec des banques centrales étrangères et avec les organismes visés à l'al. 1, let. e, peuvent être exemptées de l'obligation de déclarer pour autant que la réciprocité soit octroyée.

<sup>3</sup> Le DFF publie une liste des organismes visés à l'al. 2.

**Art. 80** Dérivés exclus  
(art. 94, al. 4, LIMF)

Outre les dérivés mentionnés à l'art. 94, al. 3, LIMF, les dérivés suivants sont exclus des art. 93 à 117 de la LIMF régissant la négociation de dérivés:

- a. les dérivés émis sous forme de papier-valeur ou de droit-valeur;
- b. les dérivés acceptés sous forme de dépôt.

**Art. 81** Respect des obligations en vertu d'un droit étranger  
(art. 95 LIMF)

<sup>1</sup> La FINMA reconnaît un droit étranger comme équivalent si les obligations en matière de négociation de dérivés et ses dispositions sur la surveillance sont comparables aux dispositions suisses sur leurs effets essentiels.

<sup>2</sup> Cette condition est remplie:

- a. s'agissant de l'obligation de compenser énoncée à l'art. 97 LIMF, si la compensation réduit largement les risques systémiques et de contrepartie inhérents aux dérivés standardisés négociés de gré à gré;
- b. s'agissant de l'obligation de déclarer énoncée à l'art. 104 LIMF, si la déclaration contient au moins les indications précisées à l'art. 105, al. 2, LIMF;
- c. s'agissant de l'obligation de réduire les risques énoncée aux art. 107 à 110 LIMF, si les mesures en question réduisent largement les risques systémiques et de contrepartie inhérents aux dérivés non standardisés négociés de gré à gré;
- d. s'agissant de l'obligation de négocier sur une plate-forme énoncée à l'art. 112 LIMF, si la négociation de dérivés standardisés sur des plates-formes de négociation ou des systèmes organisés de négociation améliore de manière adéquate la transparence pré-négociation et post-négociation sur le marché des dérivés.

<sup>3</sup> Une contrepartie suisse peut remplir ses obligations en matière de négociation de dérivés avec une autre contrepartie suisse en vertu d'un droit de surveillance étranger reconnu par la FINMA, pour autant que l'opération sur dérivés ou la contrepartie à celle-ci présente une relation tangible avec le droit étranger. Le simple choix du droit ne crée pas de relation tangible.

**Art. 82** Transmission des informations au sein du groupe  
(art. 96 LIMF)

Si la contrepartie confie à des sociétés de son groupe et à des succursales suisses et étrangères le soin de respecter les obligations qui lui incombent au sens des art. 93 à 117 LIMF, elle peut échanger avec celles-ci toutes les informations requises à cette fin, y compris les données concernant les clients, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement de ces derniers.



**Art. 83** Déclaration concernant les caractéristiques de la contrepartie  
(art. 97, al. 3, LIMF)

<sup>1</sup> La déclaration d'une contrepartie concernant ses caractéristiques s'applique en relation avec toutes les obligations énoncées dans ce chapitre.

<sup>2</sup> Les contreparties sont tenues d'informer à temps du changement de leur statut les contreparties avec lesquelles elles pratiquent habituellement des opérations sur dérivés.

**Art. 84** Swaps de devises et opérations à terme sur devises  
(art. 101, al. 3, 107, al. 2, 113, al. 3, LIMF)

Sont considérées comme des swaps et opérations à terme sur devises, qui sont exemptés des obligations de compenser (art. 97 LIMF), de réduire les risques (art. 107 à 111 LIMF) et de négocier (art. 112 LIMF), toutes les opérations d'échange de devises dont la conclusion effective est garantie, indépendamment de la méthode de règlement employée.

## Section 2 Compensation par une contrepartie centrale

**Art. 85** Début de l'obligation  
(art. 97 et 101, al. 2, LIMF)

L'obligation de compenser les opérations sur dérivés par l'intermédiaire de contreparties centrales autorisées ou reconnues s'applique à compter de la date à laquelle la FINMA fait connaître cette obligation pour la catégorie de dérivés concernée, à savoir:

- a. au terme d'un délai de six mois pour les nouvelles opérations sur dérivés que des participants à une contrepartie centrale autorisée ou reconnue concluent entre eux;
- b. au terme d'un délai de douze mois pour les nouvelles opérations sur dérivés conclues:
  1. par des participants à une contrepartie centrale autorisée ou reconnue avec d'autres contreparties financières qui ne sont pas petites, ou
  2. entre d'autres contreparties financières qui ne sont pas petites;
- c. au terme d'un délai de dix-huit mois pour toutes les autres opérations sur dérivés nouvellement conclues.

**Art. 86** Opérations non concernées  
(art. 94, al. 4, et 97, al. 2, LIMF)<sup>11</sup>

<sup>1</sup> Les opérations réalisées avec des contreparties désormais soumises à l'obligation de compenser en vertu des art. 98, al. 2, ou 99, al. 2, LIMF ne doivent pas nécessai-

<sup>11</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).

rement être compensées par l'intermédiaire d'une contrepartie centrale, pour autant qu'elles aient été conclues avant le début de l'obligation de compenser.

<sup>2</sup> Les opérations sur dérivés réalisées avec des contreparties qui ont leur siège ou leur domicile en Suisse et qui ne sont pas soumises aux dispositions sur la négociation de dérivés ne doivent pas nécessairement être compensés par l'intermédiaire d'une contrepartie centrale.

<sup>3</sup> Les opérations sur dérivés auxquelles participe un émetteur d'obligations garanties ou l'entité qui détient la propriété juridique d'un panier de couverture pour des obligations garanties ne doivent pas nécessairement être compensées par une contrepartie centrale si les conditions suivantes sont réunies:

- a. l'opération sur dérivés sert exclusivement à se prémunir des risques de taux ou de change du panier de couverture découlant des obligations garanties;
- b. l'opération sur dérivés ne cesse pas si une procédure d'assainissement ou de faillite est ouverte à l'encontre de l'émetteur des obligations garanties ou de l'entité qui détient la propriété juridique du panier de couverture;
- c. la contrepartie de l'émetteur des obligations garanties ou l'entité qui détient la propriété juridique du panier de couverture a au moins le même rang que les créanciers des obligations garanties, à l'exception des cas suivants:
  1. la contrepartie est la partie défaillante ou concernée, ou
  2. la contrepartie renonce à l'égalité de rang;
- d. les autres opérations sur dérivés qui ont été conclues dans le cadre de l'ensemble de compensation (*netting set*) ont un lien avec le panier de couverture;
- e. le taux de garantie du panier de couverture s'établit au moins à 102 %.<sup>12</sup>

#### **Art. 87** Opérations sur dérivés destinées à réduire les risques

(art. 98, al. 3, LIMF)

Les opérations sur dérivés destinées à réduire les risques sont directement liées à l'activité commerciale ou à la gestion de la trésorerie ou de la fortune de la contrepartie non financière, dès lors qu'elles:

- a. servent à couvrir des risques de dépréciation de la valeur des actifs ou des passifs dont dispose raisonnablement la contrepartie non financière ou son groupe en fonction de son activité commerciale;
- b. servent à couvrir des risques découlant des incidences indirectes de fluctuations des taux d'intérêt, des taux d'inflation, du cours des devises ou des risques de crédit sur la valeur des actifs et des passifs;
- c. sont considérées comme des opérations de couverture selon un référentiel comptable reconnu au sens de l'ordonnance du 21 novembre 2012 sur les normes comptables reconnues<sup>13</sup>, ou

<sup>12</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).

<sup>13</sup> RS 221.432

- d. sont réalisées selon des normes internationales reconnues à titre d'opérations de couverture forfaitaires dans le cadre d'une gestion de risques commerciaux (couverture de portefeuille ou *macro-hedging*) ou d'une couverture de substitution (*proxy hedging*).

**Art. 88**                    Seuils  
(art. 100 LIMF)

<sup>1</sup> Les seuils suivants s'appliquent aux positions brutes moyennes d'opérations sur dérivés de gré à gré en cours d'une contrepartie non financière:

- a. dérivés de crédit: 1,1 milliard de francs;
- b. dérivés sur actions: 1,1 milliard de francs;
- c. dérivés sur taux d'intérêt: 3,3 milliards de francs;
- d. dérivés sur devises: 3,3 milliards de francs;
- e. dérivés sur matières premières et autres dérivés: 3,3 milliards de francs.

<sup>2</sup> Un seuil de 8 milliards de francs au niveau du groupe financier ou du groupe d'assurance est applicable à la position brute moyenne de toutes les opérations sur dérivés de gré à gré en cours d'une contrepartie financière.

**Art. 89**                    Position brute moyenne  
(art. 100 LIMF)

Le calcul de la position brute moyenne des opérations sur dérivés de gré à gré en cours obéit aux règles suivantes:

- a. il est fait application des cours de change en vigueur lors du calcul;
- b. les positions d'opérations sur dérivés de gré à gré sont prises en compte dans le calcul, même si elles font l'objet d'une compensation centralisée facultative;
- c. les positions de sociétés du groupe entièrement consolidées, à l'inclusion de celles qui ont leur siège hors de Suisse, sont prises en compte dans le calcul indépendamment du siège de la maison mère lorsque ces sociétés seraient considérées en Suisse comme des contreparties financières ou non financières;
- d. les ajustements du nominal en cours de contrat sont pris en compte dans le calcul lorsqu'ils sont prévus contractuellement dès le début de la transaction;
- e. les opérations consécutives, dans la chaîne, aux opérations de couverture d'une contrepartie non financière sont également considérées comme des opérations de couverture;
- f. la compensation est admise pour les positions contraires en dérivés qui se réfèrent au même sous-jacent, sont libellées dans la même monnaie et ont la même échéance; dans ce cas, les taux de référence des positions à taux variable, les taux fixes et les dates de fixation de taux doivent être identiques;

- g. les dérivés qui échappent à l'obligation de compenser en vertu de l'art. 101, al. 3, let. b, LIMF ne sont pas pris en compte dans le calcul.

**Art. 90** Opérations transfrontalières  
(art. 94, al. 2, et 102 LIMF)

Dans les opérations transfrontalières, la compensation par l'intermédiaire d'une contrepartie centrale n'est pas nécessaire pour autant que la contrepartie étrangère:

- a. ait son siège dans un Etat dont le droit a été reconnu comme équivalent par la FINMA, et
- b. ne soit pas soumise à l'obligation de compenser selon le droit de cet Etat.

**Art. 91** Opérations intragroupe  
(art. 103, let. b, LIMF)

Les contreparties non financières sont soumises à des procédures appropriées et centralisées d'évaluation, de mesure et de contrôle des risques dès lors qu'elles disposent d'une trésorerie centrale professionnelle.

### Section 3 Déclaration à un référentiel central

**Art. 92** Obligation  
(art. 104 LIMF)

<sup>1</sup> Les opérations sur dérivés réalisées avec des parties auxquelles les dispositions sur la négociation de dérivés ne s'appliquent pas doivent être déclarées par la contrepartie soumise à la LIMF.

<sup>2</sup> Sous réserve de l'art. 104, al. 4, LIMF, les opérations compensées de manière centralisée qui transitent par une plate-forme de négociation ou un système organisé de négociation doivent être déclarées par la contrepartie qui, dans la chaîne, est plus proche de la contrepartie centrale.

<sup>3</sup> Sauf accord contraire, la qualité de contrepartie vendeuse est déterminée selon les usages de la branche et les normes internationales reconnues.

<sup>4</sup> Sous réserve de l'art. 105, al. 4, LIMF, une contrepartie peut déclarer des données à un référentiel central en Suisse ou à l'étranger sans le consentement ou l'information de sa contrepartie ou du client final, pour autant qu'elle respecte les obligations précisées dans le titre 3 de la LIMF.

**Art. 93** Teneur de la déclaration  
(art. 105, al. 2, LIMF)

La déclaration contient les indications énumérées à l'annexe 2.

## Section 4 Réduction des risques

### Art. 94 Obligations (art. 107 à 111 LIMF)

<sup>1</sup> Les obligations en matière de réduction des risques s'appliquent uniquement aux opérations sur dérivés réalisées entre entreprises.

<sup>2</sup> Si la FINMA décide qu'une opération sur dérivés n'est plus soumise à l'obligation de compenser, elle en fait part aux contreparties en temps utile en leur accordant un délai raisonnable pour procéder aux adaptations nécessaires.

### Art. 95 Confirmation des termes du contrat (art. 108, let. a, LIMF)

<sup>1</sup> Les conditions contractuelles doivent être confirmées mutuellement au plus tard le deuxième jour ouvrable suivant la conclusion de l'opération sur dérivés de gré à gré.

<sup>2</sup> Les opérations sur dérivés de gré à gré conclues après 16 heures doivent être confirmées au plus tard le troisième jour ouvrable suivant la conclusion.

<sup>3</sup> Le délai est prolongé d'un jour ouvrable pour les transactions complexes et les petites contreparties.

<sup>4</sup> Les contreparties peuvent convenir qu'une opération sur dérivés de gré à gré sera également considérée comme confirmée si l'une d'entre elles ne s'y oppose pas.

### Art. 96 Rapprochement de portefeuilles (art. 108, let. b, LIMF)

<sup>1</sup> Les modalités de rapprochement de portefeuilles doivent être convenues avant la conclusion d'une opération sur dérivés de gré à gré.

<sup>2</sup> Le rapprochement de portefeuilles inclut les conditions essentielles des opérations sur dérivés de gré à gré conclues ainsi que leur évaluation.

<sup>3</sup> Il peut être effectué par un tiers sollicité par les contreparties.

<sup>4</sup> Il y a lieu d'y procéder:

- a. chaque jour ouvrable si 500 opérations sur dérivés de gré à gré ou plus sont en cours entre les contreparties;
- b. une fois par semaine si 51 à 499 opérations sur dérivés de gré à gré sont en cours entre les parties à quelque date que ce soit de la semaine;
- c. une fois par trimestre si 50 opérations sur dérivés de gré à gré ou moins sont en cours entre les parties à quelque date que ce soit du trimestre.

<sup>5</sup> Les dérivés qui échappent à l'obligation de compenser en vertu de l'art. 101, al. 3, let. b, LIMF ne sont pas pris en compte pour déterminer le nombre des opérations en cours selon l'al. 4.

**Art. 97** Règlements des différends  
(art. 108, let. c, LIMF)

<sup>1</sup> Le for et le droit applicable en cas de litige doivent être convenus au plus tard lors de la conclusion d'une opération sur dérivés de gré à gré.

<sup>2</sup> La convention doit faire état des procédures destinées à:

- a. constater, enregistrer et surveiller les litiges liés à la reconnaissance ou à l'évaluation de l'opération et à l'échange de garanties entre les contreparties; sont à enregistrer à tout le moins la période durant laquelle le litige a persisté, la contrepartie et le montant en jeu;
- b. régler rapidement les litiges et à intenter un procès spécial pour les litiges non réglés dans les cinq jours ouvrables.

**Art. 98** Compression de portefeuille  
(art. 108, let. d, LIMF)

<sup>1</sup> Il est possible de renoncer à une compression de portefeuille lorsque cette compression n'entraînerait aucune réduction majeure du risque de contrepartie et pour autant que la contrepartie assujettie à l'obligation en donne la preuve au moins tous les six mois.

<sup>2</sup> Une compression de portefeuille n'entraîne aucune réduction majeure du risque de contrepartie notamment:

- a. si le portefeuille en question ne contient aucune ou seulement un petit nombre d'opérations sur dérivés de gré à gré pouvant être compensées;
- b. si la compression est préjudiciable à l'efficacité des processus et contrôles internes des risques.

<sup>3</sup> Il est également possible de renoncer à une compression de portefeuille si son coût était disproportionné par rapport à la réduction du risque de contrepartie à en attendre.

**Art. 99** Evaluation des opérations en cours  
(art. 109 LIMF)

<sup>1</sup> Les conditions de marché ne permettant pas d'évaluer une opération sur dérivés de gré à gré au prix du marché sont réunies lorsque:

- a. le marché est inactif, ou que
- b. la fourchette des estimations plausibles de juste valeur est significative et que la probabilité de réalisation des différentes estimations ne peut être suffisamment évaluée.

<sup>2</sup> Un marché servant à des opérations sur dérivés de gré à gré est jugé inactif lorsque:

- a. les prix cotés ne sont pas facilement ni régulièrement disponibles, et que
- b. les prix disponibles n'attestent pas de transactions régulières aux conditions usuelles du marché.

<sup>3</sup> Si une évaluation est admise par référence à un modèle, ce modèle doit:

- a. inclure tous les facteurs que les contreparties prendraient en compte pour fixer un prix, y compris l'exploitation la plus large possible d'informations destinées à l'évaluation aux prix du marché;
- b. coïncider avec des procédés économiques reconnus de détermination des prix d'instruments financiers;
- c. à partir des prix de transactions actuelles observables, être calibré avec le même instrument financier et examiné quant à sa validité ou s'appuyer sur des données de marché disponibles et observables;
- d. être validé et surveillé en toute indépendance dans le cadre des processus internes de gestion des risques;
- e. être dûment documenté et approuvé et vérifié au moins une fois par an par l'organe de direction, par la direction ou par un comité des risques délégué à cette fin par celle-ci.

**Art. 100<sup>14</sup>** Obligation d'échanger des garanties  
(art. 110 LIMF)

<sup>1</sup> Lorsque les contreparties doivent échanger des garanties, l'échange s'effectue sous la forme:

- a. d'une marge initiale adéquate pour protéger les parties à la transaction contre le risque de variations du prix du marché pendant la clôture et le remplacement de la position en cas de défaillance d'une contrepartie, et
- b. d'une marge variable adéquate pour protéger les parties à la transaction contre le risque permanent de variations du prix du marché après exécution de la transaction.

<sup>2</sup> Seules sont tenues à la fourniture de marges initiales les contreparties dont la position brute moyenne, agrégée en fin de mois, détenue à l'échelon du groupe financier, du groupe d'assurance ou du groupe en dérivés de gré à gré ne faisant pas l'objet d'une compensation centrale, y compris les dérivés visés à l'art. 107, al. 2, let. b, LIMF, est supérieure à 8 milliards de francs pour les mois de mars, avril et mai d'une année; les opérations intragroupe ne doivent pas être comptabilisées plusieurs fois du point de vue de chaque société du groupe.

<sup>3</sup> L'obligation énoncée à l'al. 2 s'applique pendant toute l'année civile suivante.

**Art. 100a<sup>15</sup>** Exceptions à l'obligation d'échanger des garanties  
(art. 110 LIMF)

<sup>1</sup> Il est possible de renoncer à un échange de marges initiales et de marges variables lorsque:

- a. la garantie à échanger est inférieure à 500 000 francs;

<sup>14</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).

<sup>15</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).

b. des petites contreparties non financières participent à l'opération.

<sup>2</sup> Il est possible de renoncer à un échange de marges initiales lorsque celles-ci devraient être fournies pour les composantes monétaires de dérivés sur devises dont le montant nominal et les intérêts libellés dans une monnaie sont échangés à un moment prédéfini et selon une méthode fixée à l'avance contre un montant nominal et des intérêts exprimés dans une autre monnaie.

<sup>3</sup> Si l'une des contreparties d'une opération sur dérivés est un émetteur d'obligations garanties ou l'entité qui détient la propriété juridique d'un panier de couverture d'obligations garanties, elle peut convenir avec sa contrepartie, sous réserve des conditions énumérées à l'art. 86, al. 3:

- a. que l'on renonce à un échange de marges initiales, ou
- b. que l'émetteur d'obligations garanties ou l'entité qui détient la propriété juridique d'un panier de couverture ne fournissent pas de marges variables et que la contrepartie verse ces dernières en espèces.

#### **Art. 100<sup>b16</sup>** Réduction des marges initiales

(art. 110 LIMF)

<sup>1</sup> Les contreparties peuvent réduire les marges initiales de 50 millions de francs au maximum.

<sup>2</sup> Le montant des marges initiales d'une contrepartie qui appartient à un groupe financier, à un groupe d'assurance ou à un groupe est déterminé en tenant compte de toutes les sociétés du groupe.

<sup>3</sup> Lorsqu'il s'agit d'une opération intragroupe, la marge initiale peut être réduite de 10 millions de francs au maximum.

#### **Art. 101<sup>17</sup>** Moment du calcul et de la fourniture de la marge initiale

(art. 110 LIMF)

<sup>1</sup> La marge initiale doit être calculée pour la première fois pendant le jour ouvrable qui suit l'exécution de l'opération sur dérivés. Elle doit être recalculée régulièrement, mais au moins tous les dix jours ouvrables.

<sup>2</sup> Si les deux contreparties se trouvent dans le même fuseau horaire, le calcul s'appuiera sur l'ensemble de compensation de la veille. Si les deux contreparties ne se trouvent pas dans le même fuseau horaire, le calcul reposera sur les transactions de l'ensemble de compensation qui ont été exécutées la veille, avant 16 heures, selon l'heure du fuseau où il est 16 heures en premier.

<sup>3</sup> La marge initiale doit être fournie le jour du calcul selon l'al. 1. Les délais usuels en matière de négociation s'appliquent au règlement.

<sup>16</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).

<sup>17</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).



**Art. 101<sup>a</sup>**<sup>18</sup> Moment du calcul et de la fourniture de la marge variable  
(art. 110 LIMF)

<sup>1</sup> Les marges variables doivent être recalculées au moins chaque jour ouvrable.

<sup>2</sup> Le calcul repose sur l'évaluation de l'opération en cours conformément à l'art. 109 LIMF. Pour le reste, l'art. 101, al. 2, s'applique par analogie.

<sup>3</sup> Les marges variables doivent être fournies le jour du calcul selon l'al. 1. Les délais usuels en matière de négociation s'appliquent au règlement.

<sup>4</sup> En dérogation à l'al. 3, la fourniture des marges variables est admise au plus tard jusqu'à deux jours ouvrables suivant le jour du calcul:

- a. si une contrepartie qui n'est pas tenue de fournir une marge initiale a présenté des garanties supplémentaires avant le jour du calcul et les conditions ci-après sont réunies:
  1. les garanties supplémentaires ont été calculées en tenant compte d'un intervalle de confiance unilatéral de 99 % lors de l'évaluation des opérations sur dérivés de gré à gré qui doivent être garanties sur la période de marge en risque concernée,
  2. la période de marge en risque comporte au moins autant de jours que ceux qui se sont écoulés entre le jour du calcul et le jour de la fourniture des marges variables, le jour du calcul et celui de la fourniture devant également être comptabilisés, ou
- b. si les contreparties ont fourni des marges initiales en tenant compte d'une période de marge en risque qui couvre au moins les laps de temps suivants:
  1. le laps de temps entre la dernière fourniture de marges variables et la défaillance éventuelle de la contrepartie, plus les jours s'étendant du jour du calcul à celui de la fourniture de la marge variable, et
  2. le laps de temps qui est estimé nécessaire pour remplacer les opérations sur dérivés de gré à gré qui sont concernées ou pour couvrir les risques en découlant.

**Art. 102<sup>a</sup>**<sup>19</sup> Gestion de la marge initiale  
(art. 110 LIMF)

<sup>1</sup> La marge initiale ne doit donner lieu à aucune compensation réciproque.

<sup>2</sup> Les marges initiales fournies en espèces doivent être détenues auprès d'une banque centrale ou d'une banque suisse indépendante de la contrepartie qui les fournit ou d'une banque étrangère indépendante assujettie à une réglementation et à une surveillance appropriées.

<sup>18</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).

<sup>19</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).

<sup>3</sup> Les marges initiales fournies autrement qu'en espèces peuvent être détenues par la contrepartie qui les reçoit ou par un tiers mandaté par elle. Ce tiers peut être la contrepartie qui fournit la marge initiale.

<sup>4</sup> Une réutilisation des marges initiales n'est pas permise. Fait exception la réutilisation, par un tiers détenteur, des marges initiales fournies en espèces, dans la mesure où un contrat garantit que cette réutilisation n'affecte ni la garantie ni sa réalisation éventuelle.

<sup>5</sup> La contrepartie qui les reçoit et le tiers détenteur sont tenus de séparer les marges initiales reçues autrement qu'en espèces de leurs propres actifs et de conclure une convention de séparation. Celle-ci prévoit notamment que:

- a. la marge initiale destinée à la contrepartie qui la reçoit en cas de faillite ou d'insolvabilité de la contrepartie qui la fournit doit être disponible immédiatement, et que
- b. la contrepartie qui fournit la marge initiale en cas de faillite ou d'insolvabilité de la contrepartie qui la reçoit ou du tiers détenteur doit être suffisamment couverte.

### **Art. 103**      Calcul de la marge initiale

(art. 110 LIMF)

<sup>1</sup> La marge initiale est calculée en pourcentage de décote sur les positions brutes détenues dans chacune des opérations sur dérivés. Les opérations sur dérivés qui font l'objet d'un accord de compensation entre les contreparties (*netting set*, ensemble de compensation) peuvent être regroupées.

<sup>2</sup> Suivant la catégorie de dérivés, elle s'élève à:

- a. 1 % pour les dérivés sur taux d'intérêt d'une durée résiduelle allant jusqu'à deux ans;
- b. 2 % pour les dérivés de crédit d'une durée résiduelle jusqu'à deux ans et pour les dérivés sur taux d'intérêt d'une durée résiduelle située entre deux et cinq ans;
- c. 4 % pour les dérivés sur taux d'intérêt d'une durée résiduelle de plus de cinq ans;
- d. 5 % pour les dérivés de crédit d'une durée résiduelle située entre deux et cinq ans;
- e. 6 % pour les dérivés sur devises;
- f. 10 % pour les dérivés de crédit d'une durée résiduelle de plus de cinq ans;
- g. 15 % pour les dérivés sur actions, matières premières et tous les autres dérivés.

<sup>3</sup> Si une opération entre dans plus d'une des catégories de dérivés énoncées à l'al. 2, elle est affectée:

- a. à la catégorie de dérivés assortie du principal facteur de risque, pour autant que celui-ci soit clairement identifiable dans l'opération concernée;

- b. à la catégorie de dérivés assortie du pourcentage de décote le plus élevé, lorsqu'un principal facteur de risque n'est pas clairement identifiable dans l'opération concernée.

<sup>4</sup> La marge initiale pour un ensemble de compensation est calculée conformément à l'annexe 3.

<sup>5</sup> Les contreparties financières qui recourent à une approche des modèles relative aux risques de marché approuvée par la FINMA au sens de l'art. 88 OFR<sup>20</sup> pour calculer les positions pondérées en fonction du risque ou à un modèle de marché approuvé par la FINMA selon les art. 50a à 50d de l'ordonnance du 9 novembre 2005 sur la surveillance<sup>21</sup> pour déterminer la solvabilité dans le cadre du test suisse de solvabilité (Swiss Solvency Test, SST) peuvent procéder au calcul de la marge initiale sur cette base jusqu'à ce qu'un modèle standard harmonisé au niveau international et reconnu dans l'ensemble de la branche se soit établi. La FINMA règle les critères techniques auxquels doivent répondre cette approche ou le modèle du marché.

<sup>6</sup> ...<sup>22</sup>

**Art. 104**            Garanties autorisées pour les marges initiale et variable  
(art. 110 LIMF)

<sup>1</sup> Les garanties autorisées sont:

- a. les dépôts en numéraire, y compris les obligations de caisse ou instruments comparables émis par une banque;
- b. les obligations de haute qualité émises par un gouvernement central, une banque centrale, une collectivité de droit public habilitée à percevoir des impôts, la BRI, le FMI, le MES et les banques multilatérales de développement;
- c. les obligations de haute qualité émises par des entreprises;
- d. les lettres de gage de haute qualité et les obligations garanties;
- e. les actions d'un indice principal au sens de l'art. 4, let. b, OFR<sup>23</sup>, y compris les emprunts convertibles;
- f. l'or;
- g. les fonds en instruments du marché monétaire;
- h.<sup>24</sup> les parts de fonds en valeurs mobilières au sens de l'art. 53 de la loi du 23 juin 2006 sur les placements collectifs<sup>25</sup> si:
  - 1. les parts sont évaluées quotidiennement, et

<sup>20</sup> RS 952.03

<sup>21</sup> RS 961.011

<sup>22</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, avec effet au 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).

<sup>23</sup> RS 952.03

<sup>24</sup> Introduite par le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).

<sup>25</sup> RS 951.31

2. les fonds en valeurs mobilières investissent exclusivement dans des actifs au sens des let. a à g, ou des dérivés qui couvrent de tels actifs.

<sup>2</sup> Sont réputées de haute qualité les garanties très liquides, dont la valeur reste stable même en période de crise et qui peuvent être réalisées dans un délai raisonnable.

<sup>3</sup> Les positions de retitrisation ne sont pas admises à titre de garantie.

<sup>4</sup> Les garanties doivent être réévaluées quotidiennement.

#### **Art. 105** Décotes sur les garanties

(art. 110 LIMF)

<sup>1</sup> La valeur des garanties doit être réduite par des décotes sur la valeur de marché selon l'annexe 4.

<sup>2</sup> Il y a lieu de procéder à une décote supplémentaire de 8 % lorsque:

- a. la monnaie de la marge initiale fournie diffère de celle qui a été convenue pour le paiement de l'indemnité de résiliation;
- b. la monnaie de la marge variable fournie autrement qu'en espèces diffère de celles qui ont été convenues pour la marge variable dans le contrat dérivé, l'accord-cadre de compensation ou l'annexe de garantie.<sup>26</sup>

<sup>3</sup> Les contreparties sont autorisées à déterminer les décotes à partir de leurs propres estimations de la volatilité des prix du marché et des cours de change, à condition de répondre aux normes quantitatives et qualitatives minimales décrites à l'annexe 5.

<sup>4</sup> Elles prennent des mesures pour:

- a. exclure toute concentration de risques sur certains types de garantie;
- b. exclure que les garanties acceptées aient été émises par le garant ou une entreprise qui lui est liée;
- c. prévenir tout risque important de corrélation avec les garanties obtenues.

#### **Art. 106** Opérations transfrontalières

(art. 94, al. 2, et 107, LIMF)

<sup>1</sup> L'obligation d'échanger des garanties dans les opérations transfrontalières existe aussi, sous réserve des al. 2, 2<sup>bis</sup> et 2<sup>ter</sup>, lorsque la contrepartie étrangère de la contrepartie suisse soumise à l'obligation d'échanger serait soumise à l'obligation d'échanger si elle avait son siège en Suisse.<sup>27</sup>

<sup>2</sup> Aucun échange de garanties n'est nécessaire pour autant que la contrepartie étrangère:

- a. ait son siège dans un Etat dont le droit a été reconnu comme équivalent par la FINMA, et

<sup>26</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).

<sup>27</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).

b. ne soit pas tenue d'échanger des garanties en vertu du droit de cet Etat.

<sup>2bis</sup> La contrepartie suisse peut renoncer à fournir des marges initiales et variables à la contrepartie étrangère lorsqu'un examen juridique indépendant a conclu que:

- a. les accords de compensation ou de garantie ne peuvent pas être exécutés avec certitude à tout moment vis-à-vis de la contrepartie étrangère, ou que
- b. les conventions de séparation des garanties ne correspondent pas aux normes reconnues au niveau international.<sup>28</sup>

<sup>2ter</sup> Elle peut renoncer à exiger des marges initiales et variables de la contrepartie étrangère lorsque les conditions énoncées à l'al. 2<sup>bis</sup>, let. a ou b, et les conditions suivantes sont réunies:

- a. un examen juridique indépendant a conclu que la réception de marges initiales ou variables de la contrepartie étrangère conformément aux dispositions de la LIMF ou à celles de la présente ordonnance serait impossible;
- b. les transactions non garanties qui sont conclues et en cours après l'entrée en vigueur de l'obligation d'exiger des marges initiales et variables représentent moins de 2,5 % de toutes les opérations sur dérivés de gré à gré, les opérations intragroupe ne devant pas être prises en compte dans le calcul.<sup>29</sup>

<sup>3</sup> Les autres obligations en matière de réduction des risques qui exigeraient la participation de la contrepartie peuvent être respectées unilatéralement pour autant que cela soit conforme aux normes internationales reconnues de réduction des risques.

**Art. 107** Opérations intragroupe  
(art. 111 LIMF)

<sup>1</sup> Les dispositions relevant du droit de l'insolvabilité ne constituent pas des obstacles juridiques au sens de l'art. 111, let. c, LIMF.

<sup>2</sup> Pour le reste, l'art. 91 est applicable.

## **Section 5**

### **Négociation sur des plates-formes de négociation et des systèmes organisés de négociation**

**Art. 108** Début de l'obligation  
(art. 112 LIMF)

L'obligation de négocier les opérations sur dérivés sur une plate-forme de négociation ou un système organisé de négociation (obligation de négocier), énoncée à l'art. 112 LIMF, s'applique à compter de la date à laquelle la FINMA la fait connaître pour l'opération sur dérivés concernée, à savoir:

<sup>28</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).

<sup>29</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).

- a. au terme d'un délai de six mois pour les nouvelles opérations sur dérivés que les participants à une contrepartie centrale autorisée ou reconnue concluent entre eux;
- b. au terme d'un délai de neuf mois pour les nouvelles opérations sur dérivés conclues:
  1. par des participants à une contrepartie centrale autorisée ou reconnue avec d'autres contreparties financières, ou
  2. entre d'autres contreparties financières qui ne sont pas petites;
- c. au terme d'un délai de douze mois pour toutes les autres opérations sur dérivés nouvellement conclues.

**Art. 109** Opérations non concernées  
(art. 112 LIMF)

<sup>1</sup> Les contreparties soumises à l'obligation de négocier sur une plate-forme de négociation aux termes des art. 98, al. 2, ou 99, al. 2, LIMF, ne sont pas tenues de négocier les opérations qu'elles avaient conclues avant la naissance de l'obligation sur des plates-formes de négociation autorisées ou reconnues, ou par l'intermédiaire d'exploitants de systèmes organisés de négociation.

<sup>2</sup> Les opérations sur dérivés réalisées avec des contreparties telles que celles visées à l'art. 94, al. 1, LIMF ne sont pas concernées par l'obligation de négocier.

**Art. 110** Négociation sur des systèmes organisés de négociation étrangers  
(art. 95 et 112 LIMF)

L'obligation de négocier peut être respectée par voie de négociation sur un système organisé étranger, à condition que celui-ci soit soumis à une réglementation étrangère reconnue comme équivalente par la FINMA en application par analogie de l'art. 41 LIMF.

**Art. 111** Opérations transfrontalières  
(art. 94, al. 2, et 114 LIMF)

Dans les opérations transfrontalières, la négociation sur une plate-forme ou un système organisé de négociation n'est pas nécessaire pour autant que la contrepartie étrangère:

- a. ait son siège dans un Etat dont le droit a été reconnu comme équivalent par la FINMA;
- b. ne soit pas tenue de négocier en vertu du droit de cet Etat.

**Art. 112** Opérations intragroupe  
(art. 94, al. 2, et 115 LIMF)

L'art. 91 est applicable aux opérations intragroupe.

## Section 6 Documentation et audit

### Art. 113 Documentation

(art. 116 LIMF)

<sup>1</sup> Les contreparties financières et non financières règlent par écrit les processus par lesquels elles assurent la mise en œuvre des obligations:

- a. de compenser par l'intermédiaire d'une contrepartie centrale (art. 97 LIMF);
- b. de fixer des seuils (art. 100 LIMF);
- c. de déclarer à un référentiel central (art. 104 LIMF);
- d. de réduire les risques (art. 107 LIMF);
- e. de négocier sur des plates-formes ou des systèmes organisés de négociation (art. 112 LIMF).

<sup>2</sup> Les contreparties non financières qui ne veulent pas négocier des dérivés peuvent consigner cette décision par écrit. Elles sont dès lors exemptées de l'obligation énoncée à l'al. 1.

<sup>3</sup> Les contreparties financières qui sont chargées par d'autres contreparties financières ou non financières de mettre en œuvre leurs obligations règlent les processus correspondants au sens de l'al. 1 par analogie.

### Art. 114 Audit et avis obligatoires

(art. 116 et 117 LIMF)

<sup>1</sup> L'organe de révision vérifie si les contreparties non financières ont pris des dispositions pour respecter notamment les obligations énoncées à l'art. 113, al. 1, let. a à e, concernant la négociation de dérivés.

<sup>2</sup> Il prend en compte, ce faisant, l'examen des principes de l'audit axé sur les risques et le caractère significatif.

<sup>3</sup> L'organe de révision visé à l'art. 727 du code des obligations (CO)<sup>30</sup> consigne le résultat de l'audit dans son rapport détaillé au conseil d'administration selon l'art. 728b, al. 1, CO.

<sup>4</sup> L'organe de révision visé à l'art. 727a CO informe l'organe responsable de l'entreprise auditée du résultat de l'audit.

<sup>5</sup> Si l'organe de révision constate des infractions aux dispositions sur la négociation de dérivés, il les consigne dans son rapport selon les al. 3 et 4. Il fixe un délai pour remédier aux infractions déclarées.

<sup>6</sup> Si la société auditée n'a réalisé aucune opération sur dérivés durant la période couverte par l'audit et n'en a pas non plus en cours au terme de ce dernier, l'organe de révision peut s'abstenir de rédiger le rapport visé aux al. 3 et 4.

<sup>7</sup> L'organe de révision déclare les infractions constatées au DFF si la société ne remédie pas dans le délai imparti aux infractions visées à l'al. 5 ou si elle récidive.

## Chapitre 2 Publicité des participations

### Art. 115

(art. 120 LIMF)

<sup>1</sup> Les titres de participation d'une société ayant son siège à l'étranger sont considérés comme cotés à titre principal en Suisse si ladite société remplit au moins les mêmes obligations que les sociétés ayant leur siège en Suisse en ce qui concerne la cotation et le maintien de la cotation auprès d'une bourse en Suisse.

<sup>2</sup> La bourse publie les titres de participation de sociétés ayant leur siège à l'étranger qui sont cotés en Suisse à titre principal.

<sup>3</sup> Les sociétés ayant leur siège à l'étranger dont les titres de participation sont cotés à titre principal en Suisse publient le nombre actualisé des titres qu'elles ont émis et les droits de vote correspondants.

## Chapitre 3 Offres publiques d'acquisition

### Art. 116 Cotation principale

(art. 125, al. 1, LIMF)

L'art. 115 est applicable aux offres publiques d'acquisition en ce qui concerne la cotation principale.

### Art. 117 Emoluments pour l'examen de l'offre

(art. 126, al. 5, LIMF)

<sup>1</sup> Lors de la soumission de l'offre à la commission, chaque offrant paie un émoulement pour l'examen de l'offre par la commission.

<sup>2</sup> L'émoulement est calculé proportionnellement à la valeur de la transaction; il est de:

- a. 0,5 ‰ jusqu'à 250 millions de francs;
- b. 0,2 ‰ pour la part allant de 250 à 625 millions de francs;
- c. 0,1 ‰ pour la part dépassant 625 millions de francs.

<sup>3</sup> L'émoulement s'élève au minimum à 50 000 francs et au maximum à 250 000 francs. Dans des cas particuliers, l'émoulement peut être augmenté ou réduit dans des proportions pouvant aller jusqu'à 50 %, selon l'ampleur et la difficulté de la transaction.

<sup>4</sup> En cas d'offre d'échange de valeurs mobilières cotées en bourse, le montant total de l'offre est calculé sur la base du cours moyen, pondéré par le volume, des transactions en bourse des 60 jours de bourse précédant la soumission de l'offre ou l'annonce préalable à la commission. Lorsque l'échange porte sur des valeurs mobilières illiquides ou qui ne sont pas cotées, l'émoulement est fixé sur la base de l'évaluation effectuée par l'organe de contrôle.



<sup>5</sup> Dans des cas particuliers, notamment lorsque la société visée ou un actionnaire qualifié cause une charge supplémentaire à la commission, celle-ci peut mettre un émolument supplémentaire à la charge de la société visée ou de l'actionnaire qualifié. Cet émolument s'élève au moins à 20 000 francs, mais ne doit pas dépasser le montant payé par l'offrant.

**Art. 118** Emoluments pour d'autres décisions

(art. 126, al. 5, LIMF)

<sup>1</sup> La commission prélève également un émolument lorsqu'elle statue sur d'autres questions liées aux offres publiques d'acquisition, notamment sur l'existence de l'obligation de présenter une offre. Elle peut aussi prélever un émolument pour l'examen de demandes de renseignements.

<sup>2</sup> L'émolument peut aller jusqu'à 50 000 francs, selon l'ampleur et la difficulté du cas.

<sup>3</sup> La commission peut le déduire de l'émolument prévu à l'art. 117 si le requérant présente une offre après qu'une délégation a statué.

**Art. 119** Avance d'émoluments

(art. 126, al. 5, LIMF)

La commission peut exiger de toute partie une avance de l'émolument qui pourrait être mis à sa charge au terme de la procédure.

**Art. 120** Calcul des droits de vote en cas d'annulation des titres de participation restants

(art. 137, al. 1, LIMF)

Afin de déterminer si le seuil de 98 % mentionné à l'art. 137, al. 1, LIMF est dépassé, il est tenu compte, en plus des actions détenues directement, des actions:

- a. dont les droits de vote sont suspendus;
- b. que l'offrant détient indirectement ou d'un commun accord avec des tiers à la date de la demande en annulation.

**Art. 121** Procédure en cas d'annulation des titres de participation restants

(art. 137 LIMF)

<sup>1</sup> Si l'offrant intente une action contre la société afin de faire annuler les titres de participation restants, le tribunal porte ce fait à la connaissance du public et informe les autres actionnaires qu'ils peuvent participer à la procédure. Il fixe à cet effet un délai de trois mois au minimum. Le délai court à compter du jour de la première publication.

<sup>2</sup> La publication est faite trois fois dans la Feuille officielle suisse du commerce. Dans certains cas, le tribunal peut prescrire d'autres formes de publication qui lui paraissent adéquates.

<sup>3</sup> Lorsque d'autres actionnaires participent à la procédure, ils sont libres d'agir indépendamment de la société défenderesse.

<sup>4</sup> L'annulation est immédiatement publiée dans la Feuille officielle suisse du commerce et par d'autres voies qui paraissent adéquates au tribunal.

## **Chapitre 4**

### **Exceptions à l'interdiction des opérations d'initiés et de la manipulation du marché**

**Art. 122**           Objet  
(art. 142, al. 2, et 143, al. 2 LIMF)

Les dispositions du présent chapitre définissent les cas dans lesquels les comportements relevant des art. 142, al. 1, et 143, al. 1, LIMF sont autorisés.

**Art. 123**           Rachat de titres de participation propres  
(art. 142, al. 2, et 143, al. 2 LIMF)

<sup>1</sup> Sous réserve de l'art. 124, le rachat de titres de participation propres au prix du marché dans le cadre d'une offre publique de rachat (programme de rachat) qui est soumis aux art. 142, al. 1, let. a, et 143, al. 1, LIMF est autorisé:

- a. si le programme de rachat dure au plus trois ans;
- b. si le volume total des rachats ne dépasse pas 10 % du capital et des droits de vote et 20 % de la part librement négociable des titres de participation;
- c. si le volume journalier des rachats ne dépasse pas 25 % du volume journalier moyen négocié sur la ligne de négociation ordinaire pendant les 30 jours précédant la publication du programme de rachat;
- d. si le prix d'acquisition ne dépasse pas:
  1. le dernier prix payé par une personne indépendante de l'offrant sur la ligne de négociation ordinaire, ou
  2. le meilleur prix offert par une personne indépendante de l'offrant sur la ligne de négociation ordinaire, pour autant que celui-ci soit inférieur au prix visé au ch. 1;
- e. si aucun cours n'est fixé pendant les interruptions de la négociation et les fixings d'ouverture et de clôture;
- f. si les ventes de titres de participation propres pendant le programme de rachat sont exécutées uniquement pour répondre aux plans de participation des collaborateurs ou remplissent les conditions suivantes:
  1. elles sont annoncées à la bourse le jour de bourse suivant leur exécution,
  2. elles sont publiées par l'émetteur au plus tard le cinquième jour de bourse suivant leur exécution, et

3. elles ne dépassent pas 5 % du volume journalier moyen négocié sur la ligne de négociation ordinaire pendant les 30 jours précédant la publication de ce programme;

- g. si les éléments essentiels du programme de rachat sont publiés au moyen d'une annonce avant le début du programme et restent accessibles au public pendant toute la durée du programme, et
- h. si les rachats individuels sont déclarés à la bourse en tant que partie du programme de rachat et publiés par l'émetteur au plus tard le cinquième jour de bourse suivant le rachat.

<sup>2</sup> Sous réserve de l'art. 124, le rachat de titres de participation propres à un prix fixe ou par émission d'options de vente dans le cadre d'un programme de rachat qui est soumis aux art. 142, al. 1, let. a, et 143, al. 1, LIMF est autorisé:

- a. si le programme de rachat dure au moins dix jours de bourse;
- b. si le volume total des rachats ne dépasse pas 10 % du capital et des droits de vote et 20 % de la part librement négociable des titres de participation;
- c. si les éléments essentiels du programme de rachat sont publiés au moyen d'une annonce avant le début du programme et restent accessibles au public pendant toute la durée du programme, et
- d. si les rachats individuels sont publiés par l'émetteur au plus tard un jour de bourse après la fin du programme de rachat.

<sup>3</sup> La Commission des offres publiques d'acquisition peut, dans certains cas, approuver des rachats d'un volume plus important que prévu aux al. 1, let. b et c, et 2, let. b, si cela est compatible avec les intérêts des investisseurs.

<sup>4</sup> Les art. 142, al. 1, let. a, et 143, al. 1, LIMF sont réputés respectés si le prix d'acquisition payé sur une ligne de négociation séparée dépasse de 2 % au plus:

- a. le dernier cours atteint sur la ligne de négociation ordinaire, ou
- b. le meilleur prix offert sur la ligne de négociation ordinaire, lorsque celui-ci est inférieur au prix visé à la let. a.

**Art. 124** Périodes de blocage  
(art. 142, al. 2, et 143, al. 2, LIMF)

<sup>1</sup> Les al. 1 et 2 de l'art. 123 ne s'appliquent pas au rachat de titres de participation propres lorsque le programme de rachat est annoncé ou que le rachat de titres de participation propres est en cours:

- a. aussi longtemps que l'émetteur reporte l'annonce d'un fait susceptible d'influencer les cours selon les dispositions de la bourse;
- b. pendant les dix jours de bourse précédant la publication de résultats financiers, ou
- c. lorsque les derniers comptes consolidés publiés ont été arrêtés à une date qui remonte à plus de neuf mois.

<sup>2</sup> Est réservé le rachat au prix du marché par:

- a. un négociant en valeurs mobilières qui a été mandaté avant l'ouverture du programme de rachat et qui, dans le cadre des paramètres fixés par l'émetteur, prend ses décisions sans être influencé par ce dernier;
- b. une unité de négociation protégée par des barrières à l'information, dans la mesure où l'émetteur est un négociant en valeurs mobilières.

<sup>3</sup> Les paramètres selon l'al. 2, let. a, doivent être fixés avant la publication de l'offre de rachat et peuvent être adaptés une fois par mois pendant la durée du programme de rachat. Si les paramètres sont fixés ou adaptés dans un des délais mentionnés à l'al. 1, le rachat ne peut être entrepris qu'après un délai d'attente de 90 jours.

**Art. 125** Contenu de l'annonce de rachat

(art. 142, al. 2, et 143, al. 2, LIMF)

L'annonce de rachat selon l'art. 123, al. 1, let. g, et 2, let. c, doit comprendre au moins les indications suivantes:

- a. des informations concernant l'émetteur, notamment:
  1. son identité,
  2. le capital émis,
  3. sa participation à son propre capital,
  4. les participations des actionnaires au sens de l'art. 120 LIMF;
- b. la nature, le but et l'objet du programme de rachat;
- c. le calendrier.

**Art. 126** Stabilisation du cours après un placement public de valeurs mobilières

(art. 142, al. 2, et 143, al. 1, LIMF)

Les opérations sur valeurs mobilières visant à stabiliser le cours d'une valeur mobilière dont la négociation est autorisée auprès d'une bourse suisse et soumises aux art. 142, al. 1, let. a, et 143, al. 1, LIMF sont autorisées:

- a. si elles sont effectuées dans un délai de 30 jours après le placement public de la valeur mobilière à stabiliser;
- b. si elles sont effectuées au maximum au prix d'émission ou, en cas de négociation assortie de droits de souscription ou de conversion, au maximum au prix du marché;
- c. si la durée maximale pendant laquelle elles peuvent être effectuées ainsi que les noms des négociants responsables de leur exécution sont publiés avant le lancement de la négociation de la valeur mobilière à stabiliser;
- d. si elles sont annoncées à la bourse au plus tard le cinquième jour de bourse suivant leur exécution et publiées par l'émetteur au plus tard le cinquième jour de bourse suivant l'échéance du délai indiqué à la let. a, et

- e. si l'émetteur informe le public au plus tard le cinquième jour de bourse après l'exercice d'une option de surallocation du moment de l'exercice ainsi que du nombre et du type de valeurs mobilières concernées.

**Art. 127**      Autres opérations sur valeurs mobilières autorisées  
(art. 142, al. 2, et 143, al. 2, LIMF)

<sup>1</sup> Les opérations sur valeurs mobilières ci-après sont autorisées même si elles sont soumises aux art. 142, al. 1, let. a, et 143, al. 1, LIMF:

- a. les opérations sur valeurs mobilières concernant la mise en œuvre d'une décision propre d'effectuer une opération sur valeurs mobilières, notamment l'acquisition de valeurs mobilières de la société visée par un offrant potentiel en vue de la publication d'une offre publique d'acquisition, pour autant que la décision n'ait pas été prise sur la base d'une information d'initiés;
- b. les opérations sur valeurs mobilières réalisées dans le cadre de tâches publiques et non à des fins de placement par:
  - 1. la Confédération, les cantons ou les communes,
  - 2. la BNS,
  - 3. la BRI, et
  - 4. des banques multilatérales de développement selon l'art. 63, al. 2, let. c, OFR<sup>31</sup>.

<sup>2</sup> L'al. 1 peut également être déclaré applicable aux opérations sur valeurs mobilières effectuées par les institutions suivantes, à condition qu'elles soient réalisées dans le cadre de tâches publiques et non à des fins de placement, que la réciprocité soit octroyée et qu'une dérogation ne soit pas contraire au but de la loi:

- a. les banques centrales étrangères;
- b. la BCE;
- c. les services d'un Etat chargés de la gestion de la dette publique ou qui y sont associés;
- d. le Fonds européen de stabilité financière;
- e. le MES.

<sup>3</sup> Le DFF publie une liste des institutions visées à l'al. 2.

**Art. 128**      Communication autorisée d'informations d'initiés  
(art. 142, al. 2, LIMF)

La communication à une personne d'une information d'initiés n'est pas soumise à l'art. 142, al. 1, let. b, LIMF:

- a. si cette personne a besoin de connaître l'information d'initiés pour remplir ses obligations légales ou contractuelles, ou

- b. si la communication en vue de la conclusion d'un contrat est indispensable et que le détenteur de l'information:
  - 1. précise à son destinataire que l'information d'initiés ne doit pas être utilisée, et
  - 2. documente sa transmission et l'indication selon le ch. 1.

## **Titre 4 Dispositions transitoires et finales**

### **Art. 129<sup>32</sup>** Infrastructures des marchés financiers

<sup>1</sup> Les obligations énoncées aux art. 27, 28, al. 2 à 4, 30, al. 2 et 3, 31, 40, 2<sup>e</sup> phrase, et 41 à 43 doivent être remplies au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.<sup>33</sup>

<sup>1bis</sup> Les obligations d'enregistrer et de déclarer énoncées aux art. 36, al. 2, et 37, al. 1, let. d, et 2, doivent être remplies au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018. Les faits survenus entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 septembre 2018 et entraînant ces obligations doivent faire l'objet d'un enregistrement et d'une déclaration rétroactifs au plus tard le 31 décembre 2018.<sup>34</sup>

<sup>1ter</sup> Les succursales étrangères de négociants suisses en valeurs mobilières et les participants étrangers à une plate-forme de négociation doivent remplir les obligations énoncées aux art. 36, al. 2, et 37, al. 1, let. d, et 2, au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.<sup>35</sup>

<sup>2</sup> Jusqu'au 31 décembre 2017, la dérogation à l'obligation de déclarer prévue à l'art. 37, al. 4, peut être obtenue sans convention selon l'art. 32, al. 3, LIMF ni échange d'informations entre la FINMA et l'autorité de surveillance étrangère compétente.

### **Art. 130** Déclaration à un référentiel central

<sup>1</sup> L'obligation de déclarer à un référentiel central au sens de l'art. 104 LIMF doit être remplie au plus tard:

- a. après six mois à compter de la première autorisation ou reconnaissance d'un référentiel central par la FINMA: pour les opérations sur dérivés en cours à ce moment-là, lorsque la personne tenue à l'obligation de déclarer n'est ni une petite contrepartie financière, ni une contrepartie centrale;
- b. après neuf mois à compter de la première autorisation ou reconnaissance d'un référentiel central par la FINMA: pour les opérations sur dérivés en cours à ce moment-là, lorsque la personne tenue à l'obligation de déclarer

<sup>32</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 29 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016 (RO 2016 2703).

<sup>33</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).

<sup>34</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).

<sup>35</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).

est une petite contrepartie financière ou une contrepartie non financière qui n'est pas petite;

- c. le 1<sup>er</sup> janvier 2024: pour les opérations sur dérivés en cours à ce moment-là, dans tous les autres cas.<sup>36</sup>

<sup>2</sup> Les délais énoncés à l'al. 1 sont prolongés de six mois pour la déclaration d'opérations sur dérivés négociées sur des plates-formes de négociation ou par l'intermédiaire des exploitants d'un système organisé de négociation.

<sup>3</sup> Dans certains cas, la FINMA peut prolonger les délais prévus par le présent article.

### **Art. 131** Obligations de réduire les risques

<sup>1</sup> A compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, les obligations de confirmation à temps, de rapprochement de portefeuilles, de règlement des différends et de compression de portefeuille visées à l'art. 108, let. a à d, LIMF, sont applicables:

- a. après douze mois pour les opérations sur dérivés en cours à ce moment-là entre contreparties qui ne sont pas petites et pour les opérations sur dérivés en cours à cette date avec une petite contrepartie financière;
- b. après dix-huit mois pour toutes les autres opérations sur dérivés en cours à ce moment-là.

<sup>2</sup> A compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, l'obligation d'évaluer les opérations sur dérivés en cours énoncée à l'art. 109 LIMF est applicable après douze mois pour les opérations sur dérivés en cours à ce moment-là.

<sup>3</sup> L'obligation d'échanger des garanties énoncée à l'art. 110 LIMF s'applique uniquement aux opérations sur dérivés conclues après la naissance des obligations au sens des al. 4 à 5<sup>bis</sup>.<sup>37</sup>

<sup>4</sup> L'obligation d'échanger des marges variables s'applique:

- a. à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2016: aux contreparties dont la position brute moyenne, agrégée en fin de mois, détenue à l'échelon du groupe financier, du groupe d'assurance ou du groupe en dérivés de gré à gré ne faisant pas l'objet d'une compensation centrale est supérieure à 3000 milliards de francs pour les mois de mars, avril et mai 2016;
- b. à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2017: à toutes les autres contreparties.

<sup>5</sup> L'obligation d'échanger la marge initiale s'applique aux contreparties dont la position brute moyenne, agrégée en fin de mois, détenue à l'échelon du groupe financier, du groupe d'assurance ou du groupe en dérivés de gré à gré ne faisant pas l'objet d'une compensation centrale:

<sup>36</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 14 sept. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 3377).

<sup>37</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).

- a. est supérieure à 3000 milliards de francs pour les mois de mars, avril et mai 2016, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2016;
- b. est supérieure à 2250 milliards de francs pour les mois de mars, avril et mai 2017, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2017;
- c. est supérieure à 1500 milliards de francs pour les mois de mars, avril et mai 2018, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2018;
- d. est supérieure à 750 milliards de francs pour les mois de mars, avril et mai 2019, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019;
- e. est supérieure à 8 milliards de francs pour les mois de mars, avril et mai 2020, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2020.<sup>38</sup>

<sup>5bis</sup> L'obligation d'échanger des garanties s'applique à partir du 4 janvier 2020 pour les opérations sur dérivés de gré à gré qui ne sont pas compensées par une contrepartie centrale et qui correspondent à des options sur actions, à des options sur indices ou à d'autres dérivés sur actions similaires, tels les dérivés sur paniers d'actions.<sup>39</sup>

<sup>6</sup> La FINMA peut prolonger les délais fixés dans le présent article pour tenir compte des normes internationales reconnues et du développement du droit étranger.

#### **Art. 132**      Audit

L'obligation de faire effectuer un audit par l'organe de révision au sens de l'art. 114 s'applique douze mois après l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

#### **Art. 133**<sup>40</sup>      Institutions de prévoyance et fondations de placement

<sup>1</sup> En ce qui concerne les institutions de prévoyance et les fondations de placement au sens des art. 48 à 60a de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité<sup>41</sup>, l'obligation de compenser énoncée à l'art. 97 LIMF n'est pas applicable, jusqu'au 31 août 2019, aux opérations sur dérivés qu'elles concluent, au sens de l'art. 87, en vue de réduire les risques.<sup>42</sup>

<sup>2</sup> Le Département fédéral de l'intérieur peut prolonger le délai fixé à l'al. 1 pour tenir compte des normes internationales reconnues et de l'évolution du droit étranger.

#### **Art. 134**      Modification d'autres actes

La modification d'autres actes est réglée dans l'annexe 1.

<sup>38</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).

<sup>39</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).

<sup>40</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).

<sup>41</sup> RS 831.40

<sup>42</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du DFI du 26 juil. 2018, en vigueur depuis le 16 août 2018 (RO 2018 2995).



**Art. 135**      Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

*Annexe 1*  
(art. 134)

## **Modification d'autres actes**

Les actes mentionnés ci-après sont modifiés comme suit:

...<sup>43</sup>

*Les annexes 2-5 ne sont pas reproduites.*

<sup>43</sup> Les mod. peuvent être consultées au RO 2015 5413.

## Ordonnance

**958.111**

### **de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (Ordonnance de la FINMA sur l'infrastructure des marchés financiers, OIMF-FINMA)**

du 3 décembre 2015 (Etat le 1<sup>er</sup> septembre 2018)

---

*L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA),*

vu l'art. 15, al. 3, de la loi du 24 mars 1995 sur les bourses (LBVM)<sup>1</sup>,

vu l'art. 30, al. 4, de l'ordonnance du 2 décembre 1996 sur les bourses (OBVM)<sup>2</sup>,

vu les art. 38, 39, al. 2, 101, al. 1 et 2, 123, al. 1 et 2 ainsi que 135, al. 4, de la loi du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF)<sup>3</sup>,

vu l'art. 36, al. 4, de l'ordonnance du 25 novembre 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers (OIMF)<sup>4</sup>,

*arrête:*

## **Chapitre 1 Obligation d'enregistrer et de tenir un journal**

(art. 38 LIMF; art. 15 LBVM)

### **Art. 1**

<sup>1</sup> Les négociants en valeurs mobilières au sens de la LBVM et les participants admis sur une plate-forme de négociation tiennent un journal ou des journaux partiels (journal) dans lesquels ils enregistrent les ordres reçus ainsi que les transactions effectuées qui doivent être enregistrés au sens des art. 30 OBVM et 36 OIMF, et ce, que ces valeurs mobilières ou dérivés soient négociés sur une plate-forme ou non.

<sup>2</sup> Les informations suivantes doivent être inscrites dans le journal pour les ordres reçus:

- a. la désignation des valeurs mobilières et dérivés;
- b. la date et l'heure précise de la réception de l'ordre;
- c. l'identité du donneur d'ordre;
- d. le type de transaction et la nature de l'ordre;
- e. la taille de l'ordre.

RO 2015 5509

<sup>1</sup> RS 954.1

<sup>2</sup> RS 954.11

<sup>3</sup> RS 958.1

<sup>4</sup> RS 958.11

<sup>3</sup> Les informations suivantes doivent être inscrites dans le journal pour les transactions effectuées:

- a. la date et l'heure précise de la transaction;
- b. la taille de la transaction;
- c. le cours réalisé ou attribué;
- d. le lieu de la transaction;
- e. l'identité de la contrepartie;
- f. la date valeur.

<sup>4</sup> En règle générale, les ordres reçus et les transactions effectuées, qu'ils doivent être déclarés ou non en vertu du chapitre 2, doivent être enregistrés sous une forme standardisée, de manière à ce que des informations complètes puissent immédiatement être transmises à la FINMA lorsque celle-ci en fait la demande.

## **Chapitre 2 Obligation de déclarer**

(art. 39 LIMF; art. 15 LBVM)

### **Art. 2 Transactions devant être déclarées**

Les négociants en valeurs mobilières au sens de la LBVM et les participants admis sur une plate-forme de négociation doivent déclarer au destinataire défini à l'art. 5 toutes les transactions au sens des art. 31 OBVM et 37 OIMF.

### **Art. 3 Contenu de la déclaration**

La déclaration doit contenir les informations suivantes:

- a. l'identité du négociant selon la LBVM ou du participant admis sur une plate-forme de négociation soumis à l'obligation de déclarer les transactions;
- b. le type de transaction (achat ou vente);
- c. la désignation exacte des valeurs mobilières ou des dérivés négociés;
- d. la taille de la transaction, notamment: la valeur nominale pour les obligations, le nombre de pièces ou de contrats pour les autres valeurs mobilières et dérivés;
- e. le cours;
- f. la date et l'heure de la transaction;
- g. la date valeur;
- h. s'il s'agit d'une transaction pour le compte du négociant ou pour le compte de tiers;
- i. l'identité de la contrepartie, comme membre de la bourse, autre négociant, client et, en cas de transmission d'ordre, l'identité du preneur d'ordre;

- j. la désignation de la plate-forme auprès de laquelle la valeur mobilière ou le dérivé a été négocié(e) ou l'indication que la transaction a été effectuée en dehors d'une plate-forme;
- k. une référence standardisée pour les opérations de client, qui permet de vérifier l'identité de l'ayant droit économique de l'opération (art. 37, al. 1, let. d, OIMF et art. 31, al. 1, let. d, OBVM).

#### **Art. 4** Délai de déclaration

Les transactions doivent être déclarées dans les délais fixés par les règlements des plates-formes de négociation auxquelles les déclarations sont destinées.

#### **Art. 5** Destinataire des déclarations

<sup>1</sup> Les transactions en valeurs mobilières doivent être déclarées à la plate-forme de négociation auprès de laquelle les valeurs mobilières sont admises au négoce.

<sup>2</sup> Lorsqu'une valeur mobilière se négocie en Suisse auprès de plusieurs plates-formes de négociation autorisées par la FINMA, les personnes soumises à l'obligation de déclarer peuvent choisir la plate-forme de négociation à laquelle elles entendent adresser leur déclaration.

<sup>3</sup> Une transaction portant sur des dérivés selon les art. 31, al. 2, OBVM et 37, al. 2, OIMF doit être déclarée à la plate-forme de négociation auprès de laquelle le sous-jacent est admis au négoce. Si le dérivé a plusieurs valeurs mobilières comme sous-jacents, la déclaration doit être adressée au choix à la plate-forme de négociation auprès de laquelle l'un des sous-jacents est admis au négoce.

<sup>4</sup> Les plates-formes de négociation prévoient dans leur organisation un service particulier chargé de recevoir et de traiter les déclarations (instance pour les déclarations).

<sup>5</sup> L'instance pour les déclarations édicte un règlement. Elle peut demander un dédommagement équitable pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées par la FINMA. Les tarifs sont soumis à l'approbation de la FINMA.

### **Chapitre 3** **Opérations sur dérivés de gré à gré devant être compensées**

(art. 101 LIMF)

#### **Art. 6** Principes

<sup>1</sup> Les catégories de dérivés qui sont compensées par une contrepartie centrale sont répertoriées dans l'annexe 1.

<sup>2</sup> Pour qu'une catégorie de dérivés soit répertoriée dans l'annexe 1, il faut notamment vérifier:

- a. si les conditions contractuelles comprennent les documents juridiques usuels de la branche, dans lesquels sont définies les spécificités contractuelles utilisées habituellement par les contreparties;
- b. si les processus opérationnels incluent une automatisation du traitement postnégociation et qu'il existe des événements du cycle de vie uniformisés gérés selon un calendrier convenu entre les contreparties;
- c. si les exigences de marge ou les exigences financières de la contrepartie centrale sont proportionnées au risque que l'obligation de compenser vise à atténuer;
- d. si la taille et la profondeur du marché du produit sont stables sur le long terme;
- e. si, en cas de défaillance d'une contrepartie centrale, la dispersion du marché reste suffisante;
- f. si le nombre et la valeur des transactions déjà conclues restent suffisamment élevés;
- g. si les informations nécessaires à la fixation des prix sont facilement accessibles à des conditions commerciales usuelles;
- h. s'il existe un risque systémique élevé que des contreparties ne puissent remplir leurs engagements contractuels en matière de paiement et de livraison en cas de fortes interdépendances.

#### **Art. 7** Détermination des dérivés de gré à gré devant être compensés

<sup>1</sup> En cas d'autorisation d'une contrepartie centrale suisse ou de reconnaissance d'une contrepartie centrale étrangère, la FINMA détermine quels dérivés compensés par la contrepartie centrale sont soumis à l'obligation de compenser. Lorsqu'elle détermine l'obligation de compenser, elle tient compte des critères énoncés à l'art. 6, al. 2, ainsi que des normes internationales.

<sup>2</sup> Si la contrepartie centrale compense des catégories de dérivés supplémentaires une fois l'autorisation ou la reconnaissance obtenues, elle les déclare à la FINMA.

<sup>3</sup> Elle doit fournir à la FINMA, sur demande, toute information nécessaire pour déterminer les catégories de dérivés devant être compensées.

## **Chapitre 4**

### **Echange d'écritures et calcul des délais en relation avec la publicité des participations et des affaires d'offres publiques d'acquisition**

#### **Art. 8** Echange d'écritures

(art. 123, al. 1, et 139, al. 5, LIMF)

<sup>1</sup> La transmission des déclarations et des données relatives à la publicité des participations et aux offres publiques d'acquisition par télécopie ou par courriel est autori-

sée dans l'échange d'écritures en dehors des procédures administratives et est recon- nue en ce qui concerne le respect des délais.

<sup>2</sup> Les recommandations des instances pour la publicité des participations sont en principe notifiées aux parties, aux requérants et à la FINMA par télécopie ou par courriel.

<sup>3</sup> Dans le cadre d'une procédure administrative, l'ordonnance du 18 juin 2010 sur la communication électronique dans le cadre de procédures administratives<sup>5</sup> s'applique aux données électroniques. Les données peuvent en outre être transmises par télécopie à la Commission des offres publiques d'acquisition.

**Art. 9** Calcul des délais  
(art. 123, al. 1, LIMF)

<sup>1</sup> Lorsqu'un délai se calcule en jours de bourse, il commence à courir le premier jour de bourse suivant le fait déclencheur.

<sup>2</sup> Lorsqu'un délai se calcule en semaines, il prend fin le même jour de la semaine que le jour du fait déclencheur ou, si la bourse est fermée, le jour de bourse suivant.

<sup>3</sup> Lorsqu'un délai se calcule en mois, il prend fin le même jour du mois que celui du fait déclencheur ou, à défaut, le dernier jour du mois. Si la bourse est fermée à cette date, le délai prend fin le jour de bourse suivant.

<sup>4</sup> Par jours de bourse, on entend les jours où la bourse concernée est ouverte pour le négoce en bourse selon son calendrier de négoce.

## **Chapitre 5 Publicité des participations**

### **Section 1 Obligation de déclarer**

**Art. 10** Principes  
(art. 120, al. 1 et 3, et 123, al. 1, LIMF)

<sup>1</sup> L'obligation de déclarer incombe aux ayants droit économiques de titres de participation au sens de l'art. 120, al. 1, LIMF. Est considéré comme ayant droit économique celui qui contrôle les droits de vote découlant d'une participation et qui supporte le risque économique de la participation.

<sup>2</sup> Si les droits de vote ne sont pas directement ou indirectement exercés par l'ayant droit économique, est également soumis à l'obligation de déclarer, selon l'art. 120, al. 3, LIMF, quiconque peut exercer librement les droits de vote. Si la personne pouvant exercer librement les droits de vote est dominée directement ou indirectement, l'obligation de déclarer est également considérée comme respectée si la personne dominante procède à une déclaration sur une base consolidée. Dans ce cas, la personne dominante est considérée comme soumise à l'obligation de déclarer.<sup>6</sup>

<sup>5</sup> RS 172.021.2

<sup>6</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la FINMA du 26 janv. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017 (RO 2017 547).

<sup>3</sup> Il n'y a aucune obligation de déclarer:

- a. lorsqu'un seuil, déclaré parce qu'atteint, est ensuite franchi à la hausse sans que le seuil suivant ne soit atteint ou franchi;
- b. lorsqu'un seuil, déclaré parce qu'atteint ou franchi à la hausse, est atteint de nouveau à la baisse sans que le seuil suivant n'ait été atteint ou franchi;
- c. lorsqu'un seuil est temporairement atteint ou franchi, à la baisse ou à la hausse, au cours d'une journée de bourse.

**Art. 11** Acquisition et aliénation indirectes

(art. 120, al. 5, et 123, al. 1, LIMF)

Constituent une acquisition ou une aliénation indirectes d'une participation:

- a. l'acquisition et l'aliénation par l'intermédiaire d'un tiers agissant juridiquement en son propre nom, mais pour le compte de l'ayant droit économique;
- b. l'acquisition et l'aliénation par des personnes morales dominées directement ou indirectement;
- c. l'acquisition et l'aliénation d'une participation dominante, directe ou indirecte, dans une personne morale qui détient elle-même, directement ou indirectement, des titres de participation.

**Art. 12** Action de concert avec des tiers et groupes organisés

(art. 120, al. 1, 121 et 123, al. 1, LIMF)

<sup>1</sup> Quiconque accorde son comportement avec celui de tiers, par contrat, par d'autres mesures prises de manière organisée ou par la loi, pour acquérir ou aliéner des titres de participation ou exercer des droits de vote est réputé agir de concert avec des tiers ou constituer un groupe organisé.

<sup>2</sup> Il n'est pas nécessaire de déclarer une acquisition ou une aliénation entre personnes liées les unes avec les autres ayant déclaré leur participation globale.

<sup>3</sup> Les modifications du cercle de ces personnes et du type de concertation ou de groupe doivent en revanche être déclarées.

**Art. 13** Naissance de l'obligation de déclarer

(art. 120, al. 1, 3 et 4, et 123, al. 1, LIMF)

<sup>1</sup> L'obligation de déclarer au sens de l'art. 120, al. 1, LIMF naît au moment de la constitution du droit d'acquérir ou d'aliéner des titres de participation (conclusion du contrat), et ce, indépendamment du fait que ce droit soit soumis à condition. Manifester son intention, sans obligation juridique, d'acquérir ou d'aliéner des titres de participation ne fait pas naître l'obligation.

<sup>2</sup> La naissance de l'obligation de déclarer au moment de la conclusion du contrat conformément à l'al. 1 et un décalage entre la qualité d'ayant droit économique et l'exercice des droits de vote qui y est liée ne déclenchent d'obligation séparée de déclaration selon l'art. 120, al. 3, LIMF ni pour l'acquéreur ni pour le vendeur.



<sup>3</sup> Lorsqu'un seuil est atteint ou franchi, à la hausse ou à la baisse, par suite d'une augmentation, d'une réduction ou d'une restructuration du capital social, l'obligation de déclarer naît à la date de la publication de l'événement dans la Feuille officielle suisse du commerce pour les sociétés sises en Suisse. L'obligation de déclarer des sociétés ayant leur siège à l'étranger et dont les titres sont cotés à titre principal en Suisse, partiellement ou entièrement, naît à la date de la publication d'après l'art. 115, al. 3, OIMF.

**Art. 14** Calcul des positions à déclarer

(art. 120, al. 1 et 3, et 123, al. 1, LIMF)

<sup>1</sup> Quiconque atteint un seuil ou le franchit, à la hausse ou à la baisse, dans l'une des positions ci-après ou dans les deux doit en déterminer la taille séparément et indépendamment l'une de l'autre, puis les déclarer simultanément:

- a. positions d'acquisition:
  1. actions et parts semblables à une action ainsi que droits de vote prévus à l'art. 120, al. 3, LIMF,
  2. droits d'échange et d'acquisition (art. 15, al. 2, let. a),
  3. droits d'aliénation émis (art. 15, al. 2, let. b),
  4. autres dérivés de participation (art. 15, al. 2);
- b. positions d'aliénation:
  1. droits d'aliénation (art. 15, al. 2, let. a),
  2. droits d'échange et d'acquisition émis (art. 15, al. 2, let. b),
  3. autres dérivés de participation (art. 15, al. 2).

<sup>2</sup> Les positions à déclarer se calculent, pour les sociétés sises en Suisse, sur la base de l'ensemble des droits de vote inscrits au registre du commerce. Pour les sociétés sises à l'étranger, le calcul des positions à déclarer se fonde sur la publication définie à l'art. 115, al. 3, OIMF.

**Art. 15** Dérivés de participation

(art. 120, al. 1, 4 et 5, et 123, al. 1, LIMF)

<sup>1</sup> Les dérivés de participation au sens de la présente ordonnance sont des instruments dont la valeur dérive, au moins partiellement, de la valeur ou de l'évolution de la valeur de titres de sociétés selon l'art. 120, al. 1, LIMF.

<sup>2</sup> Doivent être déclarés:

- a. l'acquisition ou l'aliénation de droits d'échange ou d'acquisition (en particulier les options d'achat) ainsi que de droits d'aliénation (en particulier les options de vente) qui prévoient ou permettent une exécution en nature;
- b. l'émission de droits d'échange ou d'acquisition (en particulier les options d'achat) ainsi que de droits d'aliénation (en particulier les options de vente), qui prévoient ou permettent une exécution en nature;

- c. les dérivés de participation qui prévoient ou permettent une exécution en espèces ainsi que les autres contrats à terme avec règlement en espèce tels que les *Contracts for Difference*, *Financial Futures*.

<sup>3</sup> Les dérivés de participations déclarés en application de l'al. 2 doivent être déclarés à nouveau si, en raison de leur exercice ou de leur non-exercice, la participation atteint le seuil défini par l'art. 120, al. 1, LIMF ou le franchit, à la hausse ou à la baisse.

#### **Art. 16**           Autres obligations de déclarer

(art. 120, al. 1 et 4, et 123, al. 1, LIMF)

<sup>1</sup> Une obligation de déclarer existe également en particulier quand l'un des seuils définis par l'art. 120, al. 1, LIMF est atteint ou franchi à la hausse ou à la baisse:

- a. parce qu'une société augmente, réduit ou restructure son capital;
- b. parce qu'une société procède à l'acquisition ou à l'aliénation de ses propres titres de participation;
- c. parce que des titres de participation sont achetés ou vendus pour des portefeuilles collectifs internes des banques au sens de l'art. 4 de la loi du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux (LPCC)<sup>7</sup>;
- d. par les seuls droits de vote relatifs aux positions d'acquisition prévues à l'art. 14, al. 1, let. a, ch. 1, que l'actionnaire soit habilité à en faire usage ou non, indépendamment du fait que l'ensemble des droits de vote en tenant compte des dérivés de participation au sens de l'art. 15 atteigne, dépasse ou descende sous un seuil;
- e. en raison d'un transfert de titres de participation en vertu de la loi ou d'une décision judiciaire ou administrative.

<sup>2</sup> Les modifications des informations selon l'art. 22, al. 1, let. d et e, 2, let. c, d et f, et 3 engendrent une nouvelle obligation de déclarer.

#### **Art. 17**           Prêts de valeurs mobilières et opérations analogues

(art. 120, al. 1, et 123, al. 1, LIMF)

<sup>1</sup> Les opérations de prêts et opérations analogues, comme l'aliénation de valeurs mobilières avec obligation de rachat (pension de titres) ou les cessions à titre de garantie avec transfert de propriété, doivent être déclarées.

<sup>2</sup> L'obligation de déclarer incombe uniquement à la partie contractante qui, dans le cadre de telles opérations, détient temporairement les valeurs mobilières:

- a. en cas de prêt de titres, l'emprunteur;
- b. en cas d'opération avec obligation de rachat, l'acquéreur;
- c. en cas de cession à titre de garantie, le bénéficiaire de la garantie.

<sup>3</sup> A l'issue de l'opération, dès lors qu'un seuil selon l'art. 120, al. 1, LIMF est atteint ou franchi à la baisse, la partie tenue à restitution en vertu de l'al. 2 doit à nouveau déclarer.

<sup>4</sup> Les opérations de prêts et les opérations avec obligation de rachat sont exemptées de l'obligation de déclarer lorsqu'elles sont exécutées de façon standardisée par le biais de plates-formes de négociation et qu'elles ont pour but la gestion de liquidités.

## **Art. 18** Placements collectifs de capitaux

(art. 120, al. 1, 121, et 123, al. 1, LIMF)

<sup>1</sup> Les titulaires d'une autorisation (art. 13, al. 2, let. a à d, LPCC et art. 15 en relation avec l'art. 120, al. 1, LPCC) sont tenus de déclarer au sens de l'art. 120, al. 1, LIMF les participations des placements collectifs de capitaux autorisés en vertu de la LPCC<sup>8</sup>.

<sup>2</sup> Les règles suivantes s'appliquent à l'obligation de déclarer:

- a. lorsque plusieurs placements collectifs de capitaux dépendent du même titulaire d'autorisation, celui-ci les déclare de manière globale et déclare en outre individuellement chaque placement collectif de capitaux dont la participation atteint un seuil ou le franchit, à la hausse ou à la baisse;
- b. les directions de fonds d'un même groupe n'ont pas l'obligation de consolider leurs participations avec celles du groupe;
- c. la direction du fonds déclare les sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) à gestion externe;
- d. chaque compartiment d'un placement collectif ouvert divisé en compartiments constitue un placement collectif de capitaux au sens de l'al. 1.

<sup>3</sup> Dans le cas des placements collectifs de capitaux étrangers non autorisés à la distribution qui ne dépendent pas d'un groupe, les obligations de déclarer selon l'art. 120, al. 1, LIMF doivent être satisfaites par la direction du fonds ou la société. L'al. 2 s'applique à l'obligation de déclarer.

<sup>4</sup> Dans le cas des placements collectifs de capitaux étrangers non autorisés à la distribution qui dépendent d'un groupe, les obligations de déclarer selon l'art. 120, al. 1, LIMF sont remplies par le groupe.

<sup>5</sup> L'indépendance de la direction du fonds ou de la société suppose notamment:

- a. *l'indépendance personnelle*: les personnes de la direction du fonds ou de la société qui contrôlent l'exercice des droits de vote agissent indépendamment de la société-mère du groupe et d'autres sociétés qu'elle domine;
- b. *l'indépendance organisationnelle*: par ses structures organisationnelles, le groupe garantit:
  1. que la société-mère du groupe et les autres sociétés qu'elle domine n'interviennent pas sous la forme de directives ou de toute autre ma-

nière dans l'exercice des droits de vote par la direction du fonds ou la société, et

2. qu'aucune information pouvant avoir une incidence sur l'exercice des droits de vote n'est échangée ou ne circule entre la direction du fonds ou la société et la société-mère du groupe ou d'autres sociétés qu'elle domine.

<sup>6</sup> Dans les cas prévus à l'al. 3, le groupe doit remettre les documents suivants à l'instance pour la publicité des participations compétente:

- a. une liste nominative de toutes les directions de fonds ou des sociétés;
- b. une déclaration attestant que les conditions d'indépendance selon les al. 3 et 5 sont remplies et respectées.

<sup>7</sup> Le groupe doit annoncer à l'instance pour la publicité des participations compétente toute modification de la liste selon l'al. 6, let. a.

<sup>8</sup> Dans les cas prévus à l'al. 3, l'instance pour la publicité des participations compétente peut demander en tout temps d'autres pièces attestant que les conditions de l'indépendance sont remplies et respectées.

<sup>9</sup> Aucune indication sur l'identité des investisseurs n'est requise.

## **Art. 19** Banques et négociants en valeurs mobilières

(art. 123, al. 2, LIMF)

<sup>1</sup> Les banques et négociants en valeurs mobilières selon la LBVM peuvent de toute façon, lors du calcul des positions d'acquisition (art. 14, al. 1, let. a) et des positions d'aliénation (art. 14, al. 1, let. b), ne pas prendre en compte les titres de participation ou les dérivés de participation:

- a. détenus dans leur position de négoce pour autant que le pourcentage des droits de vote n'atteigne pas 5 %;
- b. détenus dans le cadre de prêts de valeurs mobilières, de cessions à titre de garantie ou de pension de titres pour autant que le pourcentage des droits de vote n'atteigne pas 5 %;
- c. détenus aux seules fins de la compensation ou du règlement de transactions et pour une durée maximale de deux jours de bourse.

<sup>2</sup> Le calcul au sens de l'al. 1 n'est autorisé que s'il n'existe aucune intention d'exercer les droits de vote pour ces participations, ou d'influencer d'une autre manière la gestion des affaires de l'émetteur, et que la part totale des droits de vote n'excède pas 10 % de l'ensemble des droits de vote.

<sup>3</sup> Les titres de participation pour des portefeuilles collectifs internes des banques au sens de l'art. 4 de la loi du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux (LPCC)<sup>9</sup> doivent être ajoutés aux titres détenus par la banque ou le négociant en valeurs mobilières pour son propre compte.

**Art. 20** Procédure d'offre publique d'acquisition

(art. 123, al. 1, LIMF)

<sup>1</sup> A compter de la publication de l'annonce préalable de l'offre publique d'acquisition ou du prospectus relatif à cette offre (prospectus d'offre) jusqu'à l'expiration du délai supplémentaire, les personnes suivantes ne sont soumises qu'aux obligations de déclarer émises par la Commission des offres publiques d'acquisition sur la base de l'art. 134, al. 5, LIMF:

- a. l'offrant;
- b. les personnes agissant de concert avec lui ou sous forme de groupe organisé;
- c. les personnes selon l'art. 134, al. 1, LIMF qui, directement, indirectement ou de concert avec des tiers, détiennent une participation d'au moins 3 % des droits de vote, pouvant être exercés ou non, de la société visée, ou, le cas échéant, d'une autre société dont les titres sont offerts en échange;
- d. les personnes désignées par la Commission des offres publiques d'acquisition selon l'art. 134, al. 3, LIMF.

<sup>2</sup> Les faits à déclarer qui se sont produits pendant la procédure d'offre publique d'acquisition doivent être déclarés à l'issue du délai supplémentaire, conformément aux dispositions de la présente ordonnance.

<sup>3</sup> Les al. 1 et 2 ne s'appliquent pas au rachat de titres propres.

**Art. 21** Décision préalable

(art. 123, al. 1 et 3, LIMF)

<sup>1</sup> Les demandes de décision préalable relatives à l'existence ou non d'une obligation de déclarer doivent être adressées à l'instance pour la publicité des participations compétente suffisamment tôt avant l'opération envisagée.

<sup>2</sup> L'instance pour la publicité des participations compétente peut exceptionnellement entrer en matière au sujet de demandes relatives à des opérations déjà effectuées.

**Section 2 Déclaration et publication****Art. 22** Contenu de la déclaration

(art. 123, al. 1, LIMF)

<sup>1</sup> La déclaration contient les indications suivantes:

- a. le pourcentage des droits de vote, le type et le nombre de tous les titres de participation ou dérivés de participation au sens de l'art. 15 détenus par les personnes concernées et les droits de vote qu'ils confèrent; lorsque la participation descend sous le seuil de 3 %, il suffit de déclarer que le seuil est franchi, sans indiquer le pourcentage des droits de vote;
- b. les faits qui déclenchent l'obligation de déclarer, comme:
  1. l'acquisition,
  2. l'aliénation,

3. la délégation de droits de vote visant un exercice libre (art. 120, al. 3, LIMF),
  4. l'exercice ou le non-exercice de dérivés de participation au sens de l'art. 15,
  5. les prêts de valeurs mobilières et les opérations analogues selon l'art. 17,
  6. la modification du capital de la société,
  7. les décisions des tribunaux ou des autorités,
  8. la constitution d'un groupe organisé,
  9. la modification du cercle des personnes au sein d'un groupe, ou
  10. la modification d'une information déclarée;
- c. la date de la naissance de l'obligation de déclarer;
  - d. la date du transfert des titres de participation, si elle ne coïncide pas avec la date de naissance de l'obligation de déclarer;
  - e. le nom, le prénom et le domicile ou l'entreprise et le siège de l'acquéreur ou de l'aliénateur ou des personnes concernées.

<sup>2</sup> Dans les cas énumérés ci-après, les indications prévues à l'al. 1 doivent notamment être complétées comme suit:

- a.<sup>10</sup> dans les cas prévus à l'art. 120, al. 3, LIMF:
  1. dans la déclaration de la personne autorisée à exercer librement les droits de vote, le pourcentage des droits de vote couvert par le droit d'exercice,
  2. si l'annonce est faite par la personne dominant directement ou indirectement celle autorisée à exercer librement les droits de vote (déclaration consolidée), l'indication que l'annonce n'est pas faite par cette dernière;
- b. s'agissant des actions de concert avec des tiers ou les groupes organisés selon l'art. 12: les indications supplémentaires prévues à l'art. 121 LIMF ainsi qu'à l'art. 12, al. 3 de la présente ordonnance;
- c. s'agissant de dérivés de participation selon l'art. 15 qui sont munis d'un code international d'identification des valeurs mobilières (ISIN): le code en question;
- d. s'agissant de dérivés de participation selon l'art. 15 qui ne sont pas munis d'un ISIN, les indications sur les caractéristiques essentielles, en particulier:
  1. l'identité de l'émetteur,
  2. le sous-jacent,
  3. les conditions d'exercice,
  4. le prix d'exercice,
  5. la durée d'exercice,

<sup>10</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la FINMA du 26 janv. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017 (RO 2017 547).

6. le genre d'exercice;
- e. s'agissant de placements collectifs de capitaux selon l'art. 18, al. 3: l'indication que les conditions de l'art. 18, al. 4, sont remplies;
- f. s'agissant des actes juridiques prévus à l'art. 17:
  1. le pourcentage des droits de vote, le type et la quantité de titres de participation ou de dérivés de participation au sens de l'art. 15 qui ont été transférés et les droits de vote qu'ils confèrent,
  2. la qualification de l'acte juridique,
  3. la date convenue pour la restitution, ou, si un droit d'option a été octroyé à cet effet, l'indication que ce droit échoit à la partie contractante soumise à l'obligation de déclarer conformément à l'art. 17, al. 2, ou à l'autre partie.

<sup>3</sup> Pour l'acquisition ou l'aliénation indirectes (art. 11), la déclaration contient des indications complètes concernant tant l'acquéreur ou l'aliénateur direct que l'ayant droit économique.

#### **Art. 23** Informations complémentaires

(art. 123, al. 1, LIMF)

Lors de chaque déclaration, il convient de communiquer à l'instance pour la publicité des participations et à la société un interlocuteur, ainsi que ses nom, prénom, adresse, numéro de téléphone et adresse électronique.

#### **Art. 24** Délais de déclaration

(art. 123, al. 1, LIMF)

<sup>1</sup> La déclaration doit parvenir dans les quatre jours de bourse suivant la naissance de l'obligation de déclarer à la société et à l'instance pour la publicité des participations compétente. L'instance pour la publicité des participations met à disposition les formulaires de déclaration.

<sup>2</sup> En cas d'acquisition par dévolution successorale, le délai selon l'al. 1 est de 20 jours de bourse.

<sup>3</sup> La société doit publier la déclaration dans les deux jours de bourse suivant sa réception.

<sup>4</sup> En cas d'opération portant sur ses propres valeurs mobilières, la société doit effectuer, dans un délai de quatre jours de bourse à compter de la naissance de l'obligation de déclarer, la déclaration à l'instance pour la publicité des participations compétente ainsi que la publication.

#### **Art. 25** Publication

(art. 123, al. 1, et 124 LIMF)

<sup>1</sup> La société publie la déclaration prévue à l'art. 22 sur une plate-forme électronique de publication exploitée par l'instance pour la publicité des participations compé-

tente. Elle doit renvoyer à la publication précédente de la même personne tenue de déclarer.

<sup>2</sup> Dès lors qu'une société omet une publication ou procède à une publication erronée ou incomplète, les instances pour la publicité des participations peuvent publier immédiatement les informations prescrites et imputer à la société les frais résultant de cette mesure supplétive. Elles peuvent rendre publics les motifs de cette mesure supplétive. La société doit avoir été informée au préalable.

#### **Art. 26** Exemptions et allègements

(art. 123, al. 1 et 2, et 124 LIMF)

<sup>1</sup> Des exemptions ou des allègements concernant l'obligation de déclarer ou de publier peuvent être accordés pour de justes motifs, en particulier pour les opérations suivantes:

- a. opérations à court terme;
- b. opérations qui ne sont liées à aucune intention d'exercer le droit de vote, ou
- c. opérations qui sont assorties de conditions.

<sup>2</sup> Les demandes d'exemption ou d'allègement doivent être adressées à l'instance pour la publicité des participations compétente suffisamment tôt avant l'opération envisagée.

<sup>3</sup> L'instance pour la publicité des participations compétente n'entre en matière au sujet de demandes relatives à des opérations déjà effectuées que si des circonstances exceptionnelles le justifient.

### **Section 3** Surveillance

#### **Art. 27** Instance pour la publicité des participations

(art. 123 et 124 LIMF)

<sup>1</sup> Les bourses se dotent d'une instance particulière (instance pour la publicité des participations) chargée de la surveillance de l'obligation de déclarer et de publier. Cette instance traite aussi les demandes de décision préalable (art. 21) et d'exemption ou d'allègement (art. 26).

<sup>2</sup> Si l'institution d'une telle instance est disproportionnée, cette mission peut être confiée à une autre bourse; l'accord réglant cette collaboration doit être soumis à la FINMA pour approbation.

<sup>3</sup> Les instances pour la publicité des participations informent régulièrement le public de leur pratique. Elles peuvent émettre des communications et des règlements et publier, par les moyens appropriés, les informations nécessaires à la réalisation des objectifs de la loi. Les recommandations doivent, en règle générale, être publiées sous une forme anonyme.

<sup>4</sup> Les instances pour la publicité des participations peuvent demander un dédommagement équitable pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées par la FINMA et



pour le traitement des demandes. Les tarifs sont soumis à l'approbation de la FINMA.

**Art. 28** Procédure  
(art. 123 et 124 LIMF)

<sup>1</sup> Les demandes de décision préalable (art. 21) et les demandes d'exemption ou d'allègement (art. 26) doivent contenir un exposé des faits et des conclusions et doivent être motivées. L'exposé des faits doit s'appuyer sur des documents pertinents et contenir toutes les informations requises en vertu de l'art. 22.

<sup>2</sup> L'instance pour la publicité des participations émet des recommandations à l'adresse du requérant; celle-ci doit être motivée et communiquée également à la FINMA.

<sup>3</sup> L'instance pour la publicité des participations peut adresser ses recommandations à la société. Sont réservés les intérêts essentiels du requérant, notamment le secret d'affaires.

<sup>4</sup> La FINMA rend une décision:

- a. si elle entend statuer elle-même sur le cas;
- b. si le requérant rejette ou n'observe pas la recommandation, ou
- c. si l'instance pour la publicité des participations lui demande de rendre une décision.

<sup>5</sup> Si la FINMA entend statuer elle-même, elle le déclare dans un délai de cinq jours de bourse.

<sup>6</sup> S'il rejette une recommandation, le requérant doit le motiver dans un délai de cinq jours de bourse auprès de la FINMA. Sur demande, celle-ci peut prolonger ce délai.

<sup>7</sup> Dans les cas selon l'al. 4, la FINMA ouvre immédiatement une procédure et en informe l'instance pour la publicité des participations ainsi que les parties concernées. Parallèlement, elle demande à cette instance de lui remettre ses dossiers.

**Art. 29** Enquêtes  
(art. 8, 31 et 123, al. 1, LIMF)

La FINMA peut ordonner aux instances pour la publicité des participations de procéder à des enquêtes.

## Chapitre 6 Obligation de présenter une offre

### Section 1 Offre obligatoire

**Art. 30** Dispositions applicables  
(art. 135, al. 4, LIMF)

En sus de l'art. 135 LIMF et des dispositions ci-après, l'offre obligatoire est soumise aux art. 125 à 134, 136 à 141, 152 et 163 LIMF ainsi qu'aux dispositions d'exécution du Conseil fédéral et de la Commission des offres publiques d'acquisition.

**Art. 31** Principes  
(art. 135, al. 1 et 4, LIMF)

Quiconque acquiert directement ou indirectement des titres de participation et dépasse ainsi le seuil légal ou statutaire au sens de l'art. 135, al. 1, LIMF (seuil) est tenu de présenter une offre.

**Art. 32** Acquisition indirecte  
(art. 135, al. 1 et 4, LIMF)

L'art. 120, al. 5, LIMF et l'art. 11 de la présente ordonnance s'appliquent par analogie à l'acquisition indirecte des participations de la société visée soumises à offre obligatoire.

**Art. 33** Action de concert avec des tiers et groupes organisés  
(art. 135, al. 1 et 4, et 136, al. 2, LIMF)

L'art. 12, al. 1 s'applique aux personnes qui acquièrent, de concert ou en groupe organisé, dans le but de la contrôler, des participations de la société visée soumises à offre obligatoire.

**Art. 34** Calcul du seuil  
(art. 135, al. 1 et 4, LIMF)

<sup>1</sup> Le seuil est calculé sur la base de l'ensemble des droits de vote inscrits au registre du commerce.

<sup>2</sup> Il convient de prendre en compte pour le dépassement du seuil l'ensemble des titres de participation dont l'acquéreur est propriétaire ou qui, d'une autre manière, lui procurent un droit de vote, qu'il soit habilité à en faire usage ou non.

<sup>3</sup> Les droits de vote dont l'exercice dépend de procurations conférées exclusivement à des fins de représentation à une assemblée générale sont exclus du calcul.

**Art. 35** Objet de l'offre obligatoire  
(art. 135, al. 1 et 4, LIMF)

<sup>1</sup> L'offre obligatoire doit porter sur toutes les catégories de titres de participation cotées de la société visée.

<sup>2</sup> Elle doit également porter sur les titres de participation qui sont nouvellement créés par le biais de dérivés de participation, lorsque les droits de vote y relatifs sont exercés avant l'expiration du délai supplémentaire au sens de l'art. 130, al. 2, LIMF.

**Art. 36**                    Passage à l'acquéreur de l'obligation de présenter une offre  
(art. 135, al. 4, 136, al. 2, et 163 LIMF)

Lorsqu'un ayant droit économique précédent des titres de participation était tenu, en vertu de la disposition transitoire de l'art. 163 LIMF, de présenter une offre pour tous les titres de participation lors du dépassement du seuil de 50 % des droits de vote, cette obligation passe à la personne qui acquiert une participation comprise entre 33 $\frac{1}{3}$  et 50 % des droits de vote lorsqu'elle est dispensée de présenter une offre en vertu de l'art. 136, al. 2, LIMF.

**Art. 37**                    Rétablissement de l'obligation de présenter une offre  
(art. 135, al. 4, LIMF)

Quiconque détenait, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1998, 50 % ou plus des droits de vote d'une société et réduit par la suite sa participation à moins de 50 % des droits de vote, est tenu de présenter une offre en vertu de l'art. 135 LIMF, s'il dépasse à nouveau ce seuil.

**Art. 38**                    Offre obligatoire et conditions  
(art. 135, al. 1 et 4, et 136, al. 2, LIMF)

<sup>1</sup> L'offre obligatoire doit être inconditionnelle, sauf justes motifs.

<sup>2</sup> Il y a notamment justes motifs dans les cas suivants:

- a. l'autorisation d'une autorité est requise pour l'acquisition;
- b. les titres de participation qui font l'objet de l'offre ne confèrent pas de droit de vote, ou
- c. l'offrant exige que la substance économique de la société visée, désignée concrètement, ne soit pas modifiée.

**Art. 39**                    Délais  
(art. 135, al. 1 et 4, LIMF)

<sup>1</sup> L'offre obligatoire doit être présentée dans les deux mois qui suivent le dépassement du seuil.

<sup>2</sup> La Commission des offres publiques d'acquisition peut accorder une prolongation de ce délai pour de justes motifs.

## Section 2 Dérogations à l'obligation de présenter une offre

### Art. 40 Dérogations générales

(art. 135, al. 4, et 136 LIMF)

<sup>1</sup> Il n'y a pas d'obligation de présenter une offre dans les cas suivants:

- a. lors d'une opération d'assainissement, le dépassement du seuil résulte directement de la réduction de capital suivie de sa réaumentation immédiate pour absorber une perte;
- b. des banques ou des négociants, seuls ou sous forme de syndicat, prennent ferme des titres de participation lors d'une émission et s'engagent à revendre le nombre de titres de participation dépassant le seuil dans les trois mois suivant son dépassement, si cette revente a effectivement lieu dans le délai.

<sup>2</sup> Quiconque fait valoir une dérogation au sens de l'al. 1 ou de l'art. 136, al. 2, LIMF doit l'annoncer à la Commission des offres publiques d'acquisition. Celle-ci ouvre une procédure administrative dans les cinq jours de bourse lorsqu'elle a des raisons de penser que les conditions de l'al. 1 ne sont pas satisfaites.

<sup>3</sup> La Commission des offres publiques d'acquisition peut, pour de justes motifs, prolonger sur demande le délai visé à l'al. 1, let. b.

### Art. 41 Dérogations spéciales

(art. 135 et 136, al. 1, LIMF)

<sup>1</sup> Dans les cas prévus à l'art. 136, al. 1, LIMF et dans d'autres cas justifiés, une personne tenue de présenter une offre peut être libérée de cette obligation pour de justes motifs.

<sup>2</sup> Les cas suivants constituent notamment d'autres cas justifiés au sens de l'art. 136, al. 1, LIMF:

- a. l'acquéreur ne peut contrôler la société visée, en particulier parce qu'une autre personne ou un groupe dispose d'un pourcentage de droits de vote supérieur;
- b. un membre d'un groupe organisé au sens de l'art. 136, al. 1, let. a, LIMF dépasse également le seuil à titre individuel;
- c. l'acquisition préalable a eu lieu indirectement (art. 32), à condition que cette acquisition ne fasse pas partie des buts principaux de la transaction et que les intérêts des actionnaires de la société visée ne soient pas lésés.

<sup>3</sup> L'octroi d'une dérogation peut être assorti de conditions; en particulier, l'acquéreur peut se voir imposer certaines obligations.

<sup>4</sup> Les conditions visées à l'al. 3 passent à l'ayant cause qui acquiert une participation de plus de 33⅓ % quand bien même il est dispensé de présenter une offre en vertu de l'art. 136, al. 2, LIMF.

### Section 3    Calcul du prix de l'offre

#### Art. 42    Cours de bourse

(art. 135, al. 2 à 4, LIMF)

<sup>1</sup> Le prix de l'offre doit correspondre au minimum au cours de bourse pour chaque catégorie de titres de participation.

<sup>2</sup> Le cours de bourse au sens de l'art. 135, al. 2, let. a, LIMF correspond au cours moyen des transactions en bourse des 60 jours de bourse précédant la publication de l'offre ou de l'annonce préalable, pondéré en fonction des volumes.

<sup>3</sup> Les événements particuliers survenus durant cette période, qui influencent considérablement le cours, comme des paiements de dividende ou des transactions portant sur le capital, ne sont pas pris en compte dans le calcul. Dans son rapport, l'organe de contrôle selon l'art. 128, al. 1, LIMF atteste du bien-fondé des corrections et expose les bases de calcul.

<sup>4</sup> Si les titres de participation cotés ne sont pas liquides avant la publication de l'offre ou de l'annonce préalable, l'organe de contrôle procède à une évaluation de l'entreprise. Le rapport décrit les méthodes et les bases d'évaluation et justifie si et dans quelle mesure il faut se référer au cours de la bourse ou à la valeur de l'entreprise lors de la détermination du prix minimum.

#### Art. 43    Prix de l'acquisition préalable

(art. 135, al. 2 à 4, LIMF)

<sup>1</sup> Le prix de l'acquisition préalable au sens de l'art. 135, al. 2, let. b, LIMF correspond au prix le plus élevé payé par l'acquéreur pour des titres de participation de la société visée pendant les douze mois précédant la publication de l'offre ou de l'annonce préalable.

<sup>2</sup> Il est calculé séparément pour chaque catégorie de titres de participation. Le rapport raisonnable entre les prix de plusieurs catégories de titres de participation au sens de l'art. 135, al. 3, LIMF est déterminé en fonction du prix le plus élevé payé pour un titre de participation par rapport à sa valeur nominale.

<sup>3</sup> Le prix des titres de la société cible acquis en échange de valeurs mobilières lors de l'acquisition préalable est calculé en fonction de leur valeur au moment de l'échange.

<sup>4</sup> Lorsque, outre les prestations principales, l'acquéreur ou l'aliénateur fournit d'autres prestations importantes lors de l'acquisition préalable, telles l'octroi de garanties ou de prestations en nature, le prix de l'acquisition préalable est corrigé du montant correspondant à la valeur de ces prestations.

<sup>5</sup> Dans son rapport, l'organe de contrôle (art. 128 LIMF) vérifie la valeur attribuée aux titres de participation conformément à l'al. 3, atteste que la correction visée à l'al. 4 est adéquate et expose les calculs.

**Art. 44**            Acquisition préalable indirecte  
(art. 135, al. 2 à 4, LIMF)

<sup>1</sup> Lorsque l'acquisition préalable a été indirecte, au sens de l'art. 32 en relation avec l'art. 11, let. c, l'offrant doit indiquer dans le prospectus de l'offre la part du prix payé qui correspond aux titres de participation de la société visée.

<sup>2</sup> Le calcul de cette part doit être vérifié par un organe de contrôle.

**Art. 45**            Règlement du prix de l'offre  
(art. 135, al. 2 à 4, LIMF)

<sup>1</sup> Le prix de l'offre peut être versé en espèces ou par échange de valeurs mobilières.

<sup>2</sup> L'offrant ne peut proposer de versement par échange de valeurs mobilières qu'en parallèle à une proposition de versement intégral en espèces.

**Art. 46**            Evaluation des valeurs mobilières  
(art. 135, al. 2 à 4, LIMF)

L'art. 42, al. 2 à 4, s'applique pour déterminer le prix des valeurs mobilières offertes en échange.

**Art. 47**            Dérogations  
(art. 135, al. 2 à 4, LIMF)

Dans des cas particuliers, la Commission des offres publiques d'acquisition peut, pour de justes motifs, accorder à l'offrant des dérogations aux dispositions de la présente section (art. 40 à 44).

## **Chapitre 7**

### **Collaboration entre la FINMA, la Commission des offres publiques d'acquisition et les bourses**

**Art. 48**  
(art. 122, 123, al. 1, LIMF; art. 39, al. 1, LFINMA)

<sup>1</sup> La FINMA, la Commission des offres publiques d'acquisition et les instances d'admission, pour la publicité des participations et de surveillance au sein des bourses se livrent spontanément ou sur demande toutes les informations et tous les documents nécessaires pour l'accomplissement de leurs tâches. En particulier, elles s'informent lorsqu'elles ont des raisons de soupçonner une infraction dont l'instruction incombe à l'autorité ou à l'instance concernées.

<sup>2</sup> Les autorités et instances concernées veillent à préserver le secret de fonction, le secret professionnel et le secret des affaires; elles n'utilisent les informations et les documents reçus que dans le cadre des tâches qui leur incombent en vertu de la loi.

## Chapitre 8 Dispositions finales

### Art. 49 Abrogation et modification d'autres actes

L'abrogation et la modification d'autres actes législatifs sont réglées dans l'annexe 2.

### Art. 50 Disposition transitoire concernant la publicité des participations

<sup>1</sup> Les déclarations effectuées en vertu de l'ancien droit restent valables. Les faits qui se sont produits avant l'entrée en vigueur de la LIMF<sup>11</sup> et qui ne doivent être déclarés qu'en vertu de cette loi et de la présente ordonnance doivent être déclarés jusqu'au 31 mars 2016.

<sup>2</sup> Les faits survenus après l'entrée en vigueur de la présente ordonnance peuvent, dans un premier temps, être déclarés conformément à l'ancien droit jusqu'au 31 mars 2016, à condition de contenir une mention correspondante. La déclaration selon le nouveau droit doit parvenir à l'instance pour la publicité des participations compétente jusqu'au 31 mars 2016.

<sup>3</sup> Si une instance pour la publicité des participations ne dispose pas, à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, d'une plate-forme électronique de publication, elle a jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour mettre une telle plate-forme en service.

<sup>4</sup> Jusqu'à l'entrée en fonction de la plate-forme électronique de publication visée à l'al. 3, la société publie les déclarations dans la Feuille officielle suisse du commerce et dans au moins un des médias électroniques importants qui diffusent des informations boursières. Le moment de la communication de la déclaration aux médias électroniques est déterminant pour le respect du délai de l'art. 24, al. 2. La publication doit être transmise simultanément à l'instance pour la publicité des participations compétente.

### Art. 50a<sup>12</sup> Disposition transitoire relative à la modification du 26 janvier 2017

L'obligation de déclarer prévue à l'art. 10, al. 2, OIMF-FINMA, dans sa version modifiée le 26 janvier 2017, doit être remplie d'ici le 31 août 2017.

### Art. 51 Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

<sup>11</sup> RS 958.1

<sup>12</sup> Introduit par le ch. I de l'O de la FINMA du 26 janv. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017 (RO 2017 547).

*Annexe I*<sup>13</sup>  
(art. 6, al. 1)

## Catégories de dérivés à compenser par le biais d'une contrepartie centrale

### I. Dérivés de gré à gré sur taux d'intérêt

Type	Indice de référence	Devise de règlement	Durée résiduelle	Type de devise de règlement	Opti-onnalité	Type de notionnel
1. Swap de base	EURIBOR	EUR	28J-50A	Devise unique	Non	Constant ou variable
2. Swap de base	LIBOR	GBP	28J-50A	Devise unique	Non	Constant ou variable
3. Swap de base	LIBOR	JPY	28J-30A	Devise unique	Non	Constant ou variable
4. Swap de base	LIBOR	USD	28J-50A	Devise unique	Non	Constant ou variable
5. Swap fixe contre variable	EURIBOR	EUR	28J-50A	Devise unique	Non	Constant ou variable
6. Swap fixe contre variable	LIBOR	GBP	28J-50A	Devise unique	Non	Constant ou variable
7. Swap fixe contre variable	LIBOR	JPY	28J-30A	Devise unique	Non	Constant ou variable
8. Swap fixe contre variable	LIBOR	USD	28J-50A	Devise unique	Non	Constant ou variable
9. Forward Rate Agreement	EURIBOR	EUR	3J-3A	Devise unique	Non	Constant ou variable
10. Forward Rate Agreement	LIBOR	GBP	3J-3A	Devise unique	Non	Constant ou variable
11. Forward Rate Agreement	LIBOR	USD	3J-3A	Devise unique	Non	Constant ou variable
12. Swap indexé sur le taux à un jour	EONIA	EUR	7J-3A	Devise unique	Non	Constant ou variable
13. Swap indexé sur le taux à un jour	FedFunds	USD	7J-3A	Devise unique	Non	Constant ou variable
14. Swap indexé sur le taux à un jour	SONIA	GBP	7J-3A	Devise unique	Non	Constant ou variable

<sup>13</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la FINMA du 3 mai 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2018 (RO 2018 2387).



## II. Dérivés sur défaut de crédit de gré à gré

Type	Sous-type	Zone géographique	Indice de référence	Devise de règlement	Séries	Échéance
1. CDS indiciel	Indice sans tranches	Europe	iTraxx Europe Main	EUR	À partir de 17	5 ans
2. CDS indiciel	Indice sans tranches	Europe	iTraxx Europe Crossover	EUR	À partir de 17	5 ans

*Annexe 2*  
(art. 49)

## **Abrogation et modification d'autres actes**

### I

L'ordonnance de la FINMA du 25 octobre 2008 sur les bourses<sup>14</sup> est abrogée.

### II

Les actes suivants sont modifiés comme suit:

...<sup>15</sup>

<sup>14</sup> [RO 2008 6521, 2011 6285, 2013 1117, 2014 4563]

<sup>15</sup> Les mod. peuvent être consultées au RO 2015 5509.

# Ordonnance de la Commission des OPA sur les offres publiques d'acquisition (Ordonnance sur les OPA, OOPA)

**954.195.1**

du 21 août 2008 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2016)

Approuvée par la Commission fédérale des banques<sup>1</sup> le 24 septembre 2008

---

*La Commission des offres publiques d'acquisition (Commission),*

vu les art. 126, 131, 132, al. 3, 133, al. 2, 134, al. 3 et 5, 136, al. 1, et 138 de la loi du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF)<sup>2,3</sup>

*arrête:*

## Chapitre 1 Dispositions générales

### Art. 1 But

(art. 1 et 131, let. c, LIMF)<sup>4</sup>

La présente ordonnance a pour but d'assurer la loyauté et la transparence des offres publiques d'acquisition ainsi que l'égalité de traitement des investisseurs.

### Art. 2<sup>5</sup> Définitions

(art. 2, let. b, c et i, LIMF)

Au sens de la présente ordonnance, on entend par:

- a. *titres de participation*: les actions, les bons de participation et les bons de jouissance;
- b. *dérivés de participation*: les dérivés de participation au sens de l'art. 15 de l'ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers du 3 décembre 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers (OIMF-FINMA)<sup>6</sup>.

RO 2008 5277

<sup>1</sup> Actuellement: l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

<sup>2</sup> RS 954.1

<sup>3</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>4</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>5</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>6</sup> RS 958.111

**Art. 3** Tâche  
(art. 126, al. 3, 136, al. 1, et 138, al. 1, LIMF)<sup>7</sup>

<sup>1</sup> La Commission veille au respect des dispositions applicables aux offres publiques d'acquisition (OPA).

<sup>2</sup> Elle statue par voie de décision.

**Art. 4** Dérogations  
(art. 131 LIMF)<sup>8</sup>

<sup>1</sup> La commission peut, d'office ou sur requête, autoriser des dérogations à certaines dispositions de la présente ordonnance lorsque des intérêts prépondérants le justifient.

<sup>2</sup> En particulier, elle peut exonérer l'offrant du respect de certaines dispositions sur les offres publiques d'acquisition lorsqu'il acquiert ses propres titres de participation et:

- a. que l'égalité de traitement, la transparence, la loyauté et la bonne foi sont assurées, et
- b. qu'il n'existe aucun indice de violation de la LIMF ou d'autres dispositions légales.<sup>9</sup>

## Chapitre 2 Annonce préalable

**Art. 5** Principe et contenu  
(art. 131, let. a, LIMF)<sup>10</sup>

<sup>1</sup> L'offrant peut annoncer une offre avant la publication du prospectus.

<sup>2</sup> L'annonce préalable indique:

- a. la raison sociale et le siège de l'offrant;
- b. la raison sociale et le siège de la société visée;
- c.<sup>11</sup> les titres de participation et les dérivés de participation objets de l'offre;
- d. le prix offert;
- e. les délais de publication et la durée de l'offre;
- f. les éventuelles conditions auxquelles l'offre est soumise.

<sup>7</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).

<sup>8</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).

<sup>9</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).

<sup>10</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).

<sup>11</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).

**Art. 6<sup>12</sup>**            Langues  
(art. 131, let. a et b, LIMF)<sup>13</sup>

<sup>1</sup> L'annonce préalable est rédigée en allemand et en français.

<sup>2</sup> Si l'annonce préalable est publiée ou diffusée auprès d'investisseurs dans une autre langue, cette version doit être conforme aux textes allemand et français, et tous les autres documents relatifs à l'offre doivent également être rédigés dans cette langue. Les documents relatifs à l'offre rédigés dans cette autre langue sont publiés simultanément.<sup>14</sup>

<sup>3</sup> L'offrant est responsable de la concordance des versions linguistiques.

**Art. 6a et 6b<sup>15</sup>**

**Art. 7<sup>16</sup>**            Publication  
(art. 131, let. a et b, LIMF)

<sup>1</sup> L'offrant publie l'annonce préalable:

- a. en la rendant accessible sur son site Internet ou sur un site internet destiné à l'offre;
- b. en la communiquant aux principaux médias suisses, aux principales agences de presse actives en Suisse et aux principaux médias électroniques diffusant des informations boursières (fournisseurs d'informations financières) actifs en Suisse, et
- c. en la communiquant à la commission.

<sup>2</sup> La publication a lieu au minimum 90 minutes avant l'ouverture ou après la clôture du négoce à la bourse à laquelle les titres de participation de la société visée sont cotés.

<sup>3</sup> L'annonce préalable est accessible aux destinataires de l'offre sur le site Internet de l'offrant ou sur un site Internet destiné à l'offre jusqu'à l'exécution de l'offre.

<sup>4</sup> La commission reproduit l'annonce préalable sur son site internet.

<sup>5</sup> La communication de l'annonce préalable à la commission est accompagnée de la désignation d'un représentant en Suisse.

<sup>6</sup> Les dispositions applicables en matière de publicité événementielle sont réservées.

- <sup>12</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 28 janv. 2013, approuvée par la FINMA le 25 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013 (RO **2013** 1119).
- <sup>13</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).
- <sup>14</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).
- <sup>15</sup> Introduits par le ch. I de l'O de la Commission du 28 janv. 2013, approuvée par la FINMA le 25 fév. 2013 (RO **2013** 1119). Abrogés par le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015 et avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).
- <sup>16</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).

**Art. 8<sup>17</sup>** Effets  
(art. 131, let. a, LIMF)

<sup>1</sup> Dans les six semaines suivant l'annonce préalable, l'offrant doit publier un prospectus d'offre (prospectus) conforme aux termes de l'annonce préalable. La commission peut prolonger ce délai lorsque des intérêts prépondérants le justifient, notamment lorsque l'offrant doit obtenir une autorisation d'une autorité publique, en particulier en matière de concurrence.

<sup>2</sup> Le prospectus ne peut comporter de modification par rapport à l'annonce préalable que si cette modification est globalement favorable aux destinataires (par ex. augmentation du prix, suppression de conditions).

<sup>3</sup> La date de la publication de l'annonce préalable est déterminante pour:

- a. le calcul du prix minimum (art. 135, al. 2, LIMF; art. 9, al. 6, de la présente ordonnance);
- b. l'obligation de déclarer des transactions (art. 134 LIMF; art. 38 à 43 de la présente ordonnance);
- c. les mesures de défense de la société visée (art. 132, al. 2 et 3, LIMF; art. 35 à 37 de la présente ordonnance);
- d. l'obligation de l'offrant de respecter la *Best Price Rule* (art. 10);
- e. la computation du délai selon l'art. 19, al. 1, let. g;
- f. l'obligation de proposer une alternative en espèces (art. 9a).

### Chapitre 3 Offre

**Art. 9<sup>18</sup>** Egalité de traitement  
(art. 127, al. 2, et 131, let. c, LIMF)

<sup>1</sup> Le principe de l'égalité de traitement s'applique à toutes les catégories des titres de participation et aux dérivés de participation visés par l'offre.

<sup>2</sup> L'offre doit porter sur toutes les catégories de titres de participation cotés de la société visée. Si l'offre porte aussi sur des titres de participation non cotés de la société visée ou sur des dérivés de participation, le principe de l'égalité de traitement vaut également pour ceux-ci.

<sup>3</sup> L'offrant doit veiller à ce qu'un rapport raisonnable existe entre les prix offerts pour les différents titres de participation et dérivés de participation.

<sup>4</sup> L'offre doit aussi porter sur les titres de participation provenant de dérivés de participation jusqu'à la fin du délai supplémentaire (art. 14, al. 5), mais pas obligatoirement sur les dérivés de participation eux-mêmes.

<sup>17</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>18</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>5</sup> Lorsqu'une offre porte sur des titres de participation dont l'acquisition ne permettrait pas à l'offrant de franchir le seuil déclenchant une offre obligatoire, l'offrant est libre de fixer le prix de l'offre. Il doit veiller à ce qu'un rapport raisonnable existe entre les prix offerts pour les différents titres de participation et dérivés de participation. Si toutes les acceptations ne peuvent être satisfaites, l'offrant doit les traiter proportionnellement.

<sup>6</sup> Lorsqu'une offre porte sur des titres de participation dont l'acquisition permettrait à l'offrant de franchir le seuil imposant une offre obligatoire (offre de prise de contrôle), elle comprend tous les titres de participation cotés de la société visée. Le prix de l'offre doit être conforme aux dispositions sur les offres obligatoires, à l'exception de l'art. 45, al. 2, OIMF-FINMA<sup>19</sup>.

**Art. 9a<sup>20</sup>** Offres d'échange volontaires

(art. 127, al. 2, 131, let. c, LIMF)<sup>21</sup>

<sup>1</sup> Pour les offres volontaires dont le prix consiste entièrement ou partiellement en valeurs mobilières, l'offrant propose aux actionnaires la possibilité d'un règlement intégral en espèces (alternative en espèces) si, entre la publication de l'offre et son exécution, il acquiert contre paiement en espèces des titres de participation de la société visée.

<sup>2</sup> Lorsque le prix d'une offre de prise de contrôle consiste entièrement ou partiellement en valeurs mobilières, l'offrant propose aux actionnaires une alternative en espèces si, au cours des 12 mois précédant sa publication, il a acquis contre paiement en espèces des titres de participation qui représentent 10 % ou plus du capital-actions ou du capital-participation de la société visée.

**Art. 9b<sup>22</sup>** Valeur de l'alternative en espèces

(art. 127, al. 2, 131, let. c, LIMF)<sup>23</sup>

Pour toutes les offres d'échange, les valeurs mobilières offertes et l'alternative en espèces peuvent présenter une valeur différente.

<sup>19</sup> RS 958.111

<sup>20</sup> Introduit par le ch. I de l'O de la Commission du 28 janv. 2013, approuvée par la FINMA le 25 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013 (RO 2013 1119).

<sup>21</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>22</sup> Introduit par le ch. I de l'O de la Commission du 28 janv. 2013, approuvée par la FINMA le 25 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013 (RO 2013 1119).

<sup>23</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

**Art. 10** Best Price Rule(art. 127, al. 2, et 131, let. c, LIMF)<sup>24</sup>

<sup>1</sup> Dès la publication de l'offre et pendant les six mois suivant l'échéance du délai supplémentaire, si l'offrant acquiert des titres de participation de la société visée à un prix supérieur à celui de l'offre, ce prix doit être étendu à tous les destinataires de l'offre (Best Price Rule).

<sup>2</sup> La *Best Price Rule* s'applique également à l'acquisition de dérivés de participation et aux offres portant sur des dérivés de participation.<sup>25</sup>

**Art. 11** Action de concert et groupes organisés((art. 127, al. 3, et 131, let. f, LIMF)<sup>26</sup>

<sup>1</sup> L'art. 12, al. 1, OIMF-FINMA<sup>27</sup> s'applique par analogie à quiconque, dans le cadre d'une offre, agit de concert ou forme un groupe organisé avec l'offrant.<sup>28</sup>

<sup>2</sup> Le représentant de l'offrant n'est pas présumé agir de concert ou former un groupe organisé avec l'offrant.

**Art. 12** Obligations des personnes qui coopèrent avec l'offrant(art. 127, al. 3, et 131, let. f, LIMF)<sup>29</sup>

<sup>1</sup> Les personnes qui coopèrent avec l'offrant au sens de l'art. 11 respectent les règles suivantes:<sup>30</sup>

- a. les règles de transparence (art. 23);
- b.<sup>31</sup> les règles sur l'égalité de traitement, en particulier l'obligation de proposer une alternative en espèces et la *Best Price Rule* (art. 9a et 10);
- c. les règles de loyauté (art. 13, al. 1);
- d. les règles sur la déclaration des transactions (chap. 8).

<sup>2</sup> Les personnes qui coopèrent avec l'offrant n'ont pas l'obligation de payer le montant offert, à moins que l'offre ne prévoie le contraire.

<sup>3</sup> La participation dans la société visée des personnes qui coopèrent avec l'offrant est ajoutée à celle de l'offrant (art. 19, al. 1, let. f et g, 44, al. 3, et 47).

<sup>24</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>25</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>26</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>27</sup> RS 958.111

<sup>28</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>29</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>30</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 28 janv. 2013, approuvée par la FINMA le 25 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013 (RO 2013 1119).

<sup>31</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 28 janv. 2013, approuvée par la FINMA le 25 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013 (RO 2013 1119).



**Art. 13** Conditions de l'offre(art. 131, let. b, LIMF)<sup>32</sup>

<sup>1</sup> L'offre peut être soumise à des conditions en présence d'un intérêt justifié de l'offrant. Les offres obligatoires sont régies par l'art. 38 OIMF-FINMA<sup>33,34</sup>

<sup>2</sup> En principe, l'offre ne peut être soumise qu'à des conditions sur l'accomplissement desquelles l'offrant ne peut pas exercer d'influence déterminante.

<sup>3</sup> Lorsque la nature des conditions impose que l'offrant coopère à leur accomplissement, l'offrant a l'obligation de prendre toutes les mesures raisonnables pour que ces conditions se réalisent.

<sup>4</sup> L'offrant peut renoncer en tout temps à toute condition. L'exécution de l'offre entraîne la renonciation à toute condition encore en suspens.

<sup>5</sup> L'offrant constate en principe dans l'annonce définitive du résultat intermédiaire (art. 44, al. 2):<sup>35</sup>

- a. que les conditions de l'offre ont été accomplies; ou
- b. qu'il renonce à une ou plusieurs conditions.

<sup>6</sup> Il peut reporter cette constatation jusqu'à l'exécution de l'offre si:

- a. il démontre l'existence d'un intérêt prépondérant; et
- b. la commission donne son accord.

**Art. 14** Durée de l'offre(art. 130, al. 2, et 131, let. e, LIMF)<sup>36</sup>

<sup>1</sup> L'offre ne peut être acceptée qu'après un délai de carence.

<sup>2</sup> Le délai de carence est en principe de dix jours de bourse dès la publication du prospectus. Il peut être prolongé ou réduit par la commission.<sup>37</sup>

<sup>3</sup> L'offre doit être ouverte au minimum 20 jours de bourse. Sur requête de l'offrant, ce délai peut être réduit à 10 jours de bourse si:

- a. l'offrant détient avant la publication de l'offre la majorité des droits de vote de la société visée; et
- b. le rapport du conseil d'administration de la société visée est publié dans le prospectus.

<sup>32</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).

<sup>33</sup> RS **958.111**

<sup>34</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).

<sup>35</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 28 janv. 2013, approuvée par la FINMA le 25 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013 (RO **2013** 1119).

<sup>36</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).

<sup>37</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).

<sup>4</sup> L'offre peut être ouverte au maximum pendant 40 jours de bourse. Si elle est ouverte pour une période plus courte, l'offrant peut se réserver dans l'offre le droit de la prolonger jusqu'à cette durée de 40 jours de bourse. Une prolongation au-delà de 40 jours de bourse nécessite l'accord de la commission. La commission peut adapter le calendrier d'une offre si des intérêts prépondérants le justifient.

<sup>5</sup> Si l'offre aboutit, l'offrant doit donner le droit de l'accepter ultérieurement, pendant dix jours de bourse après la publication de l'annonce définitive du résultat intermédiaire (délai supplémentaire). Cette règle s'applique aussi lorsque l'offre était inconditionnelle.

<sup>6</sup> En principe, l'offre doit être exécutée au plus tard le dixième jour de bourse après la fin du délai supplémentaire. Si l'offre reste soumise à une condition (art. 13, al. 5), l'exécution peut être reportée avec l'accord préalable de la commission. Le prospectus indique le moment de l'exécution.

#### **Art. 15**            Modification de l'offre

(art. 131, let. e, LIMF)<sup>38</sup>

<sup>1</sup> Une offre publiée ne peut être modifiée que si cette modification est globalement favorable aux destinataires (p. ex. augmentation du prix, suppression de conditions).

<sup>2</sup> L'art. 18 s'applique à la publication de la modification de l'offre.<sup>39</sup>

<sup>3</sup> La modification doit être publiée au plus tard le dernier jour de bourse de l'offre avant l'ouverture du négoce.

<sup>4</sup> Toutefois, si la modification est publiée moins de dix jours de bourse avant l'échéance de l'offre, la durée de l'offre sera prolongée de sorte que l'offre reste ouverte au moins dix jours de bourse dès la publication de la modification. Ces deux délais sont réduits à cinq jours de bourse si le rapport du conseil d'administration de la société visée est publié avec la modification.

<sup>5</sup> La publication électronique est déterminante pour le respect des délais.<sup>40</sup>

#### **Art. 16**            Délai de retrait en cas d'offre interdite

(art. 129 et 131, let. b, LIMF)<sup>41</sup>

Lorsqu'une offre est interdite, le destinataire de l'offre peut se retirer du contrat ou annuler une vente déjà exécutée, par écrit, dans un délai d'un an après l'entrée en force de la décision.

<sup>38</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).

<sup>39</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 28 janv. 2013, approuvée par la FINMA le 25 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013 (RO **2013** 1119).

<sup>40</sup> Introduit par le ch. I de l'O de la Commission du 28 janv. 2013, approuvée par la FINMA le 25 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013 (RO **2013** 1119).

<sup>41</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).

## Chapitre 4 Prospectus de l'offre

### Section 1 Généralités

#### Art. 17 Principes

(art. 127, al. 1, et 131, let. b, LIMF)<sup>42</sup>

<sup>1</sup> Le prospectus de l'offre (prospectus) contient toutes les informations nécessaires pour permettre aux destinataires de l'offre de prendre une décision en connaissance de cause.

<sup>2</sup> Lorsque l'offrant prend connaissance d'informations essentielles pour les destinataires de l'offre pendant la durée de l'offre, il doit compléter le prospectus.

<sup>3</sup> Le prospectus et ses éventuels compléments sont soumis à la commission pour examen au plus tard le jour de leur publication.

#### Art. 18<sup>43</sup> Publication du prospectus

L'offrant publie le prospectus conformément aux art. 6 et 7.

### Section 2 Contenu

#### Art. 19 Informations sur l'offrant

(art. 127, al. 1, et 131, let. b, LIMF)<sup>44</sup>

<sup>1</sup> Le prospectus contient les informations suivantes:

- a. la raison sociale, le siège, le capital et les activités principales de l'offrant;
- b. l'identité des actionnaires ou des groupes d'actionnaires possédant plus de 3 % des droits de vote, ainsi que le pourcentage de leur participation;
- c. des indications sur les actionnaires dominant directement ou indirectement l'offrant;
- d. des indications sur les personnes agissant de concert avec l'offrant (art. 11);
- e. le lieu où les derniers comptes annuels publiés par l'offrant sont disponibles rapidement et sans frais;
- f. la participation de l'offrant en droits de vote et en capital dans la société visée, que les droits de vote soient ou non exerçables;
- g.<sup>45</sup> le nombre de titres de participation de la société visée et de dérivés de participation s'y rapportant achetés et vendus par l'offrant durant les douze mois précédant l'offre, en précisant le prix le plus élevé des achats.

<sup>42</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>43</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>44</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>2</sup> Pour les indications prévues à l'al. 1, let. f et g, les dérivés de participation ainsi que les indications selon l'art. 22, al. 2 et 3, OIMF-FINMA<sup>46</sup> sont mentionnés de manière séparée.<sup>47</sup>

<sup>3</sup> Pour les offres d'échange, les informations prévues à l'al. 1, let. g, sont indiquées séparément pour les titres de participation acquis contre paiement en espèces et pour ceux acquis contre paiement en valeurs mobilières.<sup>48</sup>

**Art. 20** Informations sur le financement de l'offre

(art. 127, al. 1, et 131, let. b, LIMF)<sup>49</sup>

<sup>1</sup> Le prospectus contient les indications essentielles relatives au financement de l'offre ainsi que l'attestation de l'organe de contrôle que l'offrant a pris toutes les mesures nécessaires pour que le financement soit disponible le jour de l'exécution.

<sup>2</sup> En cas d'offre publique d'échange, si les valeurs mobilières offertes en échange ne sont pas encore disponibles, l'organe de contrôle atteste que l'offrant a pris toutes les mesures nécessaires afin qu'elles le soient au jour de l'exécution.

**Art. 21**<sup>50</sup> Informations sur l'objet et le prix de l'offre

(art. 127, al. 1, et 131, let. b, LIMF)

<sup>1</sup> Le prospectus décrit le capital de la société visée et indique les titres de participation et les dérivés de participation qui font l'objet de l'offre; en cas d'offre partielle, le nombre maximum des titres de participation et de dérivés de participation visés doit aussi être indiqué.

<sup>2</sup> Il indique le prix offert par titre de participation et dérivé de participation ou le rapport d'échange en cas d'offre publique d'échange.

**Art. 22**<sup>51</sup> Offre portant sur plusieurs catégories de titres de participation et sur des dérivés de participation

(art. 127, al. 1, et 131, let. b, LIMF)

<sup>1</sup> Le prospectus précise comment ont été établis les rapports entre les prix des différentes catégories de titres de participation et de dérivés de participation ou le rapport d'échange entre celles-ci.

<sup>2</sup> L'organe de contrôle atteste le caractère raisonnable de ces rapports.

<sup>45</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).

<sup>46</sup> RS **958.111**

<sup>47</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).

<sup>48</sup> Introduit par le ch. I de l'O de la Commission du 28 janv. 2013, approuvée par la FINMA le 25 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013 (RO **2013** 1119).

<sup>49</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).

<sup>50</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).

<sup>51</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).

**Art. 23** Informations sur la société visée  
(art. 127, al. 1, et 131, let. b, LIMF)<sup>52</sup>

<sup>1</sup> Le prospectus décrit:

- a. les intentions générales de l'offrant sur l'avenir de la société visée;
- b. les accords entre l'offrant, la société visée, ses organes et ses actionnaires.

<sup>2</sup> L'offrant doit attester dans le prospectus que la société visée ne lui a pas communiqué, directement ou indirectement, des informations non publiques sur elle-même susceptibles d'influencer de manière déterminante la décision des destinataires de l'offre.

**Art. 24** Informations supplémentaires en cas d'offre publique d'échange  
(art. 127, al. 1, et 131, let. b, LIMF)<sup>53</sup>

<sup>1</sup> Le prospectus décrit les droits liés aux valeurs mobilières offertes en échange, notamment les droits sociaux, les droits financiers et la transférabilité des valeurs mobilières.

<sup>2</sup> Si les valeurs mobilières offertes en échange sont cotées à une bourse, le prospectus doit contenir au moins les indications suivantes:

- a. le lieu de la cotation;
- b. le cas échéant, les intentions de l'offrant relatives à la décotation et les éléments de base de la procédure;
- c. les seuils d'annonce en matière de publicité des participations;
- d. les actionnaires importants dont l'offrant a connaissance;
- e. les seuils déclenchant l'obligation de lancer une offre;
- f. l'évolution du cours des valeurs mobilières offertes en échange pendant les trois dernières années.

<sup>3</sup> Le prospectus indique où peuvent être obtenus rapidement et sans frais les trois derniers rapports annuels de la société dont les valeurs mobilières sont offertes en échange ainsi que le dernier rapport intermédiaire.

<sup>4</sup> Le prospectus indique si le patrimoine de la société dont les valeurs mobilières sont offertes en échange, sa situation financière, ses résultats et ses perspectives se sont modifiés de manière importante depuis le dernier rapport annuel ou le dernier rapport intermédiaire. Si aucune modification de ce genre n'est intervenue, le prospectus doit l'indiquer expressément.

<sup>5</sup> Le prospectus contient des indications sur les effets attendus de l'aboutissement de l'offre sur la situation financière, les résultats et les perspectives de la société dont les valeurs mobilières sont offertes en échange.

<sup>52</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>53</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>6</sup> Si les valeurs mobilières offertes en échange ne sont pas cotées à une bourse ou si elles ne sont pas liquides, le prospectus contient une évaluation des valeurs mobilières offertes en échange (art. 46 OIMF-FINMA<sup>54</sup>).<sup>55</sup>

<sup>7</sup> Lorsque les valeurs mobilières offertes en échange sont cotées à une bourse étrangère, elles ne sont considérées comme «cotées à une bourse» au sens du présent article que si les conditions de la cotation à la bourse étrangère sont équivalentes à celles exigées pour la cotation à une bourse suisse.

#### **Art. 25**           Autres indications

(art. 127, al. 1, et 131, let. b, LIMF)<sup>56</sup>

<sup>1</sup> En cas d'examen préalable de l'offre (art. 59), le prospectus contient le dispositif de la décision de la commission.

<sup>2</sup> Le cas échéant, le prospectus indique dans quel délai et à quelles conditions un actionnaire qui prouve détenir au minimum 3 % des droits de vote, exerçables ou non, de la société visée peut:<sup>57</sup>

- a.   requérir la qualité de partie;
- b.   former opposition contre la décision de la commission.

<sup>3</sup> La commission peut exiger de l'offrant qu'il indique dans le prospectus d'autres éléments essentiels pour les destinataires de l'offre.

## **Chapitre 5   Contrôle de l'offre**

#### **Art. 26<sup>58</sup>**           Organe de contrôle

(art. 128 et 131, let. d, LIMF)

<sup>1</sup> Les négociants et les sociétés d'audit autorisés à contrôler les négociants (art. 9a, al. 1, de la loi du 16 décembre 2005 sur la surveillance de la révision<sup>59</sup>) peuvent contrôler les offres.

<sup>2</sup> L'organe de contrôle doit être indépendant de l'offrant, de la société visée et des personnes agissant de concert avec eux.

<sup>54</sup> **RS 958.111**

<sup>55</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).

<sup>56</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).

<sup>57</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 28 janv. 2013, approuvée par la FINMA le 25 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013 (RO **2013** 1119).

<sup>58</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).

<sup>59</sup> **RS 221.302**

**Art. 27** Tâches de l'organe de contrôle avant la publication de l'offre  
(art. 128 et 131, let. d, LIMF)<sup>60</sup>

<sup>1</sup> L'organe de contrôle vérifie avant la publication de l'offre que le prospectus est conforme à la LIMF et aux ordonnances et, le cas échéant, aux décisions de la commission relatives à l'offre. Il contrôle en particulier:<sup>61</sup>

- a. l'exhaustivité et l'exactitude du prospectus;
- b. l'égalité de traitement des destinataires de l'offre;
- c. le financement de l'offre et la disponibilité des moyens;
- d. le cas échéant, la disponibilité des valeurs mobilières offertes en échange.

<sup>2</sup> L'organe de contrôle établit un bref rapport. L'offrant doit publier ce rapport dans le prospectus.

<sup>3</sup> Si l'offre est modifiée ou le prospectus complété (art. 15 et 17, al. 2), l'organe de contrôle établit un bref rapport. Ce rapport est publié conjointement avec la modification ou le complément.

**Art. 28** Tâches de l'organe de contrôle après la publication de l'offre  
(art. 128 et 131, let. d, LIMF)<sup>62</sup>

<sup>1</sup> L'organe de contrôle vérifie après la publication de l'offre si les dispositions de la LIMF et des ordonnances ainsi que les décisions de la commission relatives à l'offre ont été respectées pendant la durée de l'offre. Il vérifie en particulier:<sup>63</sup>

- a.<sup>64</sup> les déclarations des transactions effectuées en application de l'art. 134 LIMF;
- b. la publication des résultats intermédiaire et final;
- c. l'exécution conforme de l'offre venue à terme;
- d.<sup>65</sup> le respect des art. 9a et 10.

<sup>2</sup> L'organe de contrôle établit à l'intention de la commission un rapport final en indiquant sur quelles bases il s'est fondé pour effectuer son contrôle.

<sup>60</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>61</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>62</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>63</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>64</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>65</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 28 janv. 2013, approuvée par la FINMA le 25 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013 (RO 2013 1119).

**Art. 29**      Coopération avec la commission

(art. 128 et 131, let. d, LIMF)<sup>66</sup>

<sup>1</sup> L'organe de contrôle fournit à la commission toutes les informations qu'elle lui demande pour accomplir ses tâches.

<sup>2</sup> Si l'organe de contrôle a des raisons de penser que des violations de la LIMF, des ordonnances ou des décisions de la commission relatives à l'offre sont intervenues après la publication d'une offre, il le signale sans délai à la commission et lui adresse un rapport spécial.<sup>67</sup>

<sup>3</sup> La commission peut charger l'organe de contrôle de procéder à des vérifications spéciales et de lui adresser un rapport.

**Chapitre 6    Rapport du conseil d'administration de la société visée****Art. 30**      Principes

(art. 132, al. 1 et 3, LIMF)<sup>68</sup>

<sup>1</sup> Le rapport du conseil d'administration (rapport) contient toutes les informations nécessaires pour permettre aux destinataires de l'offre de prendre leur décision en connaissance de cause. Il explique en particulier les effets de l'offre sur la société visée et sur ses actionnaires. Il doit être complété en cas de développements essentiels.

<sup>2</sup> Les informations publiées doivent être exactes et complètes. Si le rapport contient des indications concrètes sur les résultats attendus de la société visée, les bases ainsi que les hypothèses principales sur lesquelles se fondent les prévisions doivent être exposées.

<sup>3</sup> Le rapport peut recommander d'accepter l'offre ou de ne pas l'accepter; il peut aussi exposer les avantages et les inconvénients de l'offre sans faire de recommandation.

<sup>4</sup> Le rapport est clairement motivé et contient tous les éléments essentiels ayant inspiré la prise de position du conseil d'administration. Il indique le résultat de son vote en nombre de voix.

<sup>5</sup> Si la recommandation du conseil d'administration se fonde sur l'évaluation d'un tiers (*Fairness Opinion*), celle-ci devient partie intégrante du rapport. Les bases et la méthode d'évaluation ainsi que les paramètres utilisés doivent être exposés. Le rapport indique l'adresse internet exacte à laquelle la *Fairness Opinion* peut être consultée gratuitement ainsi que l'endroit où elle peut être obtenue rapidement et sans frais.<sup>69</sup>

<sup>66</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>67</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>68</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>69</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 28 janv. 2013, approuvée par la FINMA le 25 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013 (RO 2013 1119).



<sup>6</sup> Le tiers mandaté pour établir une *Fairness Opinion* doit être particulièrement qualifié et indépendant de l'offrant, de la société visée et des personnes agissant de concert avec eux.

**Art. 31** Informations particulières

(art. 132, al. 1 et 3, LIMF)<sup>70</sup>

<sup>1</sup> Le rapport indique les intentions de chaque actionnaire détenant plus de 3 % des droits de vote, si ces intentions sont connues du conseil d'administration.

<sup>2</sup> Le rapport indique, le cas échéant, quelles mesures de défense la société visée envisage de prendre ou a déjà prises et quelles décisions ont été prises par l'assemblée générale en application de l'art. 132, al. 2, LIMF.<sup>71</sup>

<sup>3</sup> Avec l'accord de la commission, certaines informations peuvent être omises si l'organe de révision légal de la société visée atteste que des intérêts sociaux manifestement prépondérants justifient cette omission et qu'il décrit ces intérêts.

**Art. 32** Conflits d'intérêts

(art. 132, al. 1 et 3, LIMF)<sup>72</sup>

<sup>1</sup> Le rapport précise si certains membres du conseil d'administration ou de la direction supérieure ont un conflit d'intérêts.

<sup>2</sup> En particulier, il indique si certains membres du conseil d'administration:

- a. ont des accords ou des liens particuliers avec l'offrant;
- b. ont été nommés sur proposition de l'offrant;
- c. doivent être réélus par l'offrant;
- d. sont des organes ou des employés de l'offrant ou d'une société qui entretient des relations d'affaires importantes avec l'offrant;
- e. exercent leur mandat selon les instructions de l'offrant.

<sup>3</sup> Le rapport indique également quelles sont les conséquences de l'offre pour chacun des membres du conseil d'administration et de la direction supérieure, en particulier au regard des dédommagements dus en cas de poursuite ou d'abandon de leur activité.

<sup>4</sup> En cas de conflits d'intérêts, le rapport indique quelles mesures la société visée a prises pour éviter qu'ils lèsent les destinataires de l'offre.

<sup>70</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>71</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>72</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

**Art. 33**<sup>73</sup> Publication du rapport

<sup>1</sup> Le rapport peut être publié dans le prospectus.

<sup>2</sup> Si le rapport n'est pas publié dans le prospectus, la société visée publie le rapport au plus tard le quinzième jour de bourse suivant la publication du prospectus.

<sup>3</sup> Les art. 6 et 7 s'appliquent.

<sup>4</sup> Les al. 1 et 2 s'appliquent également à la publication des compléments du rapport.

**Art. 34**<sup>74</sup> Modification de l'offre

(art. 132, al. 1 et 3, LIMF)

<sup>1</sup> Un complément au rapport du conseil d'administration (complément) est publié après toute modification de l'offre. Ce complément peut être bref.

<sup>2</sup> Le complément peut être publié avec l'offre modifiée.

<sup>3</sup> Si le complément n'est pas publié avec l'offre modifiée, la société visée le publie au plus tard le huitième jour de bourse suivant la publication de l'offre modifiée.

<sup>4</sup> Les art. 6 et 7 s'appliquent.

**Chapitre 7 Mesures de défense de la société visée****Art. 35** Obligation de notifier

(art. 132, al. 2 et 3, LIMF)<sup>75</sup>

Dès qu'une offre est publiée, la société visée notifie à l'avance à la commission toute mesure de défense qu'elle envisage de prendre.

**Art. 36** Mesures de défense illicites

(art. 132, al. 2, LIMF)<sup>76</sup>

<sup>1</sup> L'actif et le passif de la société visée comprennent également l'actif et le passif hors bilan, notamment ceux résultant de contrats impliquant des obligations ou des risques importants.

<sup>2</sup> En particulier, la société visée agit de manière illicite lorsque, en l'absence d'une décision de l'assemblée générale:

- a. elle vend ou acquiert des valeurs patrimoniales pour une valeur ou à un prix représentant plus de 10 % du total du bilan ou qui contribuent pour plus de

<sup>73</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>74</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>75</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>76</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

- 10 % à la rentabilité (sur la base des derniers comptes annuels ou intermédiaires, le cas échéant consolidés);
- b. elle vend ou engage des parties de l'entreprise ou des valeurs immatérielles constituant l'objet principal de l'offre et indiquées comme tel par l'offrant;
  - c. elle conclut avec les administrateurs ou les membres de la direction supérieure des contrats prévoyant des compensations inusuellement élevées pour leur départ;
  - d. elle émet des actions sur la base du capital autorisé, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, lorsque la décision de l'assemblée générale créant le capital autorisé ne prévoit pas expressément l'émission d'actions au cas où la société ferait l'objet d'une offre publique d'acquisition. La même règle s'applique à l'émission d'obligations avec droit de conversion ou d'option sur la base du capital conditionnel sans droit prioritaire de souscription des actionnaires;
  - e.<sup>77</sup> elle achète ou vend ses propres titres de participation, des valeurs mobilières émises par la société dont les valeurs mobilières sont offertes en échange, ou des dérivés qui s'y rapportent;
  - f. elle émet ou constitue des droits relatifs à l'acquisition de ses propres titres de participation, notamment des droits de conversion ou d'option.
- <sup>3</sup> Les transactions visées à l'al. 2, let. e et f, sont admises lorsqu'elles:
- a. s'inscrivent dans un programme de participation des collaborateurs, ou
  - b. font suite à l'exercice de dérivés qui ont été contractés avant la publication de l'offre.<sup>78</sup>

**Art. 37<sup>79</sup>** Mesures de défense inadmissibles  
(art. 132, al. 3, let. b, LIMF)

Les mesures de défense qui violent manifestement le droit des sociétés sont inadmissibles au sens de l'art. 132, al. 3, let. b, LIMF.

<sup>77</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>78</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>79</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

## Chapitre 8 Déclaration des transactions

**Art. 38<sup>80</sup>** Obligation de déclarer des parties  
(art. 134, al. 1 et 2, LIMF)

<sup>1</sup> Dès la publication de l'offre et jusqu'à la fin du délai supplémentaire, chacune des parties à la procédure déclare à la commission et à l'instance de publicité des participations compétente:

- a. toutes les transactions qu'elle effectue sur les titres de participation de la société visée et sur les dérivés de participation qui s'y rapportent;
- b. en cas d'offre publique d'échange, également toutes les transactions sur les valeurs mobilières offertes en échange ainsi que sur les dérivés de participation qui s'y rapportent.

<sup>2</sup> Les mêmes déclarations incombent à toute personne qui agit de concert avec l'offrant (art. 11).

**Art. 39<sup>81</sup>** Obligation de déclarer des actionnaires importants  
(art. 134, al. 1 à 3 et 5, LIMF)

Sont également soumis à l'obligation de déclarer:

- a. toute personne qui détient directement ou indirectement au moins 3 % des droits de vote, exerçables ou non, de la société visée ou de la société dont les valeurs mobilières sont offertes en échange;
- b. toute personne qui atteint ou dépasse le pourcentage de 3 % mentionné à la let. a en conséquence du fait qu'elle agit de concert avec des tiers au sens de l'art. 12 OIMF-FINMA<sup>82</sup>.

**Art. 40<sup>83</sup>** Application de l'OIMF-FINMA  
(art. 134 LIMF)

Les art. 10 à 19 OIMF-FINMA<sup>84</sup> s'appliquent par analogie à l'obligation de déclarer prévue par le présent chapitre.

**Art. 41<sup>85</sup>** Contenu de la déclaration  
(art. 134, al. 5, LIMF)

La déclaration est établie quotidiennement et contient pour chaque transaction les indications suivantes:

<sup>80</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>81</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>82</sup> RS 958.111

<sup>83</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>84</sup> RS 958.111

<sup>85</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

- a. son objet (titre de participation ou dérivé de participation, décrit conformément à l'art. 22 OIMF-FINMA<sup>86</sup>);
- b. sa nature (acquisition, aliénation, prêt de titres et opérations analogues, exercice de dérivés de participation, etc.);
- c. le prix;
- d. l'heure;
- e. le cas échéant, son exécution en bourse ou hors bourse et l'identité du négociant;
- f. le type et le nombre des titres de participation ou de dérivés de participation détenus par le déclarant en fin de journée et les droits de vote qu'ils confèrent.

**Art. 42** Moment de la déclaration

(art. 134, al. 5, LIMF)<sup>87</sup>

Les déclarations doivent parvenir à la commission et à l'instance de publicité des participations compétente au plus tard à 12 heures le jour de bourse suivant la transaction.

**Art. 43** Publication

(art. 131, let. c, et 134 LIMF)<sup>88</sup>

La commission publie les transactions annoncées sur son site internet.

## Chapitre 9 Publication du résultat

**Art. 44<sup>89</sup>** Publication du résultat intermédiaire

(art. 130 et 131, let. c, LIMF)

<sup>1</sup> Le premier jour de bourse suivant l'échéance de l'offre, l'offrant publie l'annonce provisoire du résultat intermédiaire, déterminé d'une manière aussi exacte que possible. Il communique cette annonce à l'instance de publicité des participations compétente de la bourse.

<sup>2</sup> Au plus tard le quatrième jour de bourse suivant l'échéance de l'offre, l'offrant publie l'annonce définitive du résultat intermédiaire.

<sup>3</sup> L'annonce du résultat intermédiaire indique:

<sup>86</sup> RS 958.111

<sup>87</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>88</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>89</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

- a. le nombre de titres de participation offerts à l'offrant dans le cadre de l'offre, en chiffres et en pourcentage par rapport aux titres de participation faisant l'objet de l'offre (taux de réussite);
- b. la position globale de l'offrant à l'échéance de l'offre (droits de vote, exerçables ou non, et capital), en pourcentage de tous les titres de participation de la société visée (taux de participation).

<sup>4</sup> Ces indications sont fournies pour chaque catégorie de titres de participation et chaque dérivé de participation visés par l'offre, ainsi que pour l'ensemble du capital.

<sup>5</sup> Les art. 6 et 7 s'appliquent à la publication du résultat intermédiaire.

**Art. 45**            Offre conditionnelle  
(art. 130 et 131, let. c, LIMF)<sup>90</sup>

Si l'offre est conditionnelle, l'annonce définitive du résultat intermédiaire et celle du résultat final indiquent si la ou les conditions sont réalisées.

**Art. 46**            Délai supplémentaire  
(art. 130, al. 2, et 131, let. c, LIMF)<sup>91</sup>

<sup>1</sup> Si l'offre a abouti, l'annonce informe sur le droit d'accepter l'offre pendant un délai supplémentaire de dix jours de bourse (art. 14, al. 5).

<sup>2</sup> Le délai supplémentaire de dix jours de bourse ne court qu'à partir de la publication de l'annonce définitive du résultat intermédiaire.

**Art. 47**            Publication du résultat final  
(art. 130 et 131, let. c, LIMF)<sup>92</sup>

<sup>1</sup> La publication du résultat final après l'expiration du délai supplémentaire indique:

- a. la position globale de l'offrant (droits de vote, exerçables ou non, et capital), en pourcentage de tous les titres de participation de la société visée (taux de participation); et
- b. le nombre des titres de participations de chaque catégorie qu'il détient.

<sup>2</sup> Les art. 6, 7 et 44 s'appliquent au surplus.<sup>93</sup>

<sup>90</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>91</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>92</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>93</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

## Chapitre 10 Offres concurrentes

### Art. 48 Principes en cas de pluralité d'offres (art. 133 LIMF)<sup>94</sup>

<sup>1</sup> Si des titres de participation sont visés par plusieurs offres, la dernière offre est appelée «offre concurrente» et l'offre précédente est appelée «offre initiale».

<sup>2</sup> Sauf dérogation prévue dans le présent chapitre, l'offre concurrente est soumise à toutes les règles applicables aux offres publiques d'acquisition.

<sup>3</sup> Lorsque les dispositions relatives au prix minimum sont applicables à l'offre concurrente, le cours de bourse au sens de l'art. 135, al. 2, LIMF correspond au cours moyen calculé en fonction de la pondération des volumes des transactions en bourse des 60 jours de bourse précédant:<sup>95</sup>

- a. la publication de l'annonce préalable de l'offre initiale; ou
- b. la publication du prospectus de l'offre initiale, si aucune annonce préalable n'a été publiée.

<sup>4</sup> Les destinataires des offres doivent être libres de leur choix, quel que soit l'ordre de publication des différentes offres.

<sup>5</sup> La durée totale du processus ne doit pas se prolonger de manière excessive. A cet effet, la commission peut en particulier imposer une durée maximale aux offres en présence et réduire les délais pendant lesquels celles-ci peuvent être modifiées.

### Art. 49 Egalité de traitement des offrants par la société visée (art. 133 LIMF)<sup>96</sup>

<sup>1</sup> La société visée doit respecter l'égalité de traitement entre les offrants; en particulier, elle doit fournir à tous les mêmes informations.

<sup>2</sup> Une inégalité de traitement des offrants n'est admissible qu'avec l'accord préalable de la commission, lorsque la société visée démontre l'existence d'un intérêt social prépondérant.

### Art. 50 Publication (art. 133 LIMF)<sup>97</sup>

<sup>1</sup> Une offre concurrente peut être publiée au moyen d'une annonce préalable ou d'un prospectus au plus tard le dernier jour de bourse de l'offre initiale.

<sup>94</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>95</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>96</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>97</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>2</sup> Si l'offre concurrente fait l'objet d'une annonce préalable, son prospectus doit être publié au plus tard dans les cinq jours de bourse. La commission peut prolonger ce délai pour de justes motifs.

<sup>2bis</sup> Les art. 6 et 7 s'appliquent.<sup>98</sup>

<sup>3</sup> L'offre concurrente est ouverte aussi longtemps que l'offre initiale, mais au minimum dix jours de bourse.

**Art. 51** Effets  
(art. 133 LIMF)<sup>99</sup>

<sup>1</sup> Si l'offre concurrente échoit après l'offre initiale, l'échéance de l'offre initiale est prolongée de plein droit jusqu'à l'échéance de l'offre concurrente. Réciproquement, si l'offre initiale échoit après l'offre concurrente, cette dernière est prolongée de plein droit jusqu'à l'échéance de l'offre initiale.

<sup>2</sup> Lorsqu'une offre concurrente est publiée, les destinataires peuvent révoquer leur acceptation de l'offre initiale jusqu'à son échéance.

<sup>3</sup> L'offre initiale peut être modifiée aux conditions de l'art. 52. L'offre initiale ainsi que l'offre concurrente ne peuvent être prolongées qu'avec l'accord préalable de la commission.

**Art. 52** Modification de l'offre initiale et de l'offre concurrente  
(art. 133 LIMF)<sup>100</sup>

<sup>1</sup> Une offre peut être modifiée au plus tard le cinquième jour de bourse avant son échéance, éventuellement prolongée en vertu de l'art. 51, al. 1.

<sup>2</sup> La modification d'une offre est soumise à toutes les autres règles applicables à la publication d'une offre.

<sup>3</sup> L'offre modifiée est ouverte en principe pendant dix jours de bourse. Elle ne peut être prolongée qu'avec l'accord préalable de la commission.

<sup>98</sup> Introduit par le ch. I de l'O de la Commission du 28 janv. 2013, approuvée par la FINMA le 25 fév. 2013 (RO 2013 1119). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>99</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>100</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).



## Chapitre 11 Offre potentielle

### Art. 53

(art. 131, let. a, LIMF)<sup>101</sup>

<sup>1</sup> Lorsqu'une personne indique publiquement qu'elle envisage la possibilité de présenter une offre publique d'acquisition (offrant potentiel), la commission peut obliger cette personne, dans un délai qu'elle fixe:

- a. à présenter une offre sur la société visée; ou
- b. à déclarer publiquement que, pendant un délai de 6 mois, elle ne présentera pas de telle offre ni n'acquerra une participation déclenchant l'obligation de présenter une offre.

<sup>2</sup> La commission entend au préalable l'offrant potentiel et la société visée.

<sup>3</sup> Elle peut libérer l'offrant potentiel de l'obligation visée à l'al. 1, let. b, notamment lorsqu'un tiers présente une offre sur la société visée.

<sup>4</sup> Dans la mesure où les conséquences sont favorables aux destinataires, une offre ultérieure faite par l'offrant potentiel est considérée comme annoncée au moment de la communication visée à l'al. 1 lorsque l'offrant potentiel:

- a. ne se conforme pas à l'obligation imposée par la commission conformément à l'al. 1;
- b. ne se conforme pas à la déclaration qu'il a faite conformément à l'al. 1, let. b.

## Chapitre 12 Procédure

### Art. 54 Délégations

(art. 126, al. 1 et 5, et 131, let. g, LIMF)<sup>102</sup>

<sup>1</sup> Les décisions de la commission sont prises par une délégation. Celle-ci se compose en principe de trois membres. Elle agit au nom de la commission.

<sup>2</sup> Le président de la commission nomme la délégation et désigne le président de la délégation et éventuellement son remplaçant. Le président de la commission ou le président de la délégation peut nommer un ou deux membres suppléants.

<sup>3</sup> La délégation prend les décisions dans la procédure dont elle est saisie.

<sup>4</sup> La délégation peut en tout temps consulter la commission sur certains problèmes particuliers.

<sup>101</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>102</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

**Art. 55** Secrétariat(art. 126, al. 1, et 131, let. g, LIMF)<sup>103</sup>

<sup>1</sup> La commission dispose d'un secrétariat permanent.

<sup>2</sup> Le secrétariat prépare les affaires de la commission, formule des propositions et met en œuvre ses décisions. Il correspond directement avec les parties impliquées, les tiers et les autorités.

<sup>3</sup> La commission peut confier d'autres tâches au secrétariat.

<sup>4</sup> Le secrétariat peut donner des renseignements sur l'interprétation de la LIMF et des ordonnances en matière d'offres publiques d'acquisition lorsque les personnes intéressées:<sup>104</sup>

- a. lui présentent un état de fait suffisamment détaillé; et
- b. démontrent l'existence d'un intérêt légitime à obtenir ces renseignements.

<sup>5</sup> Les renseignements du secrétariat ne lient pas la commission.

**Art. 56** Parties(art. 126, al. 1 et 5, 131, let. g, et 139, al. 2 et 3, LIMF)<sup>105</sup>

<sup>1</sup> L'offrant, les personnes qui agissent de concert avec lui (art. 11) et la société visée sont parties à la procédure.

<sup>2</sup> En cas de pluralité d'offres, chaque offrant est partie à la procédure.

<sup>3</sup> L'actionnaire qui prouve détenir au minimum 3 % des droits de vote, exerçables ou non, de la société visée (actionnaire qualifié) obtient la qualité de partie lorsqu'il:<sup>106</sup>

- a. en fait la requête à la Commission conformément à l'art. 57; ou
- b. forme une opposition conformément à l'art. 58.

<sup>4</sup> La participation au sens de l'al. 3 doit être détenue:

- a. dans les procédures relatives à l'examen de l'offre (art. 59 et 60), dès la publication de l'annonce préalable ou, à défaut, dès la publication du prospectus;
- b. dans toutes les autres procédures (art. 61), dès la publication de la première décision.<sup>107</sup>

<sup>103</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>104</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>105</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>106</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 28 janv. 2013, approuvée par la FINMA le 25 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013 (RO 2013 1119).

<sup>107</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

**Art. 57** Requête d'un actionnaire qualifié(art. 139, al. 3, LIMF)<sup>108</sup>

<sup>1</sup> La requête d'un actionnaire qualifié pour obtenir la qualité de partie doit parvenir à la commission pendant le délai de cinq jours de bourse:

- a. après la publication du prospectus de l'offre ou, si l'offre fait l'objet d'une première décision de la commission publiée avant le prospectus, après la publication de cette décision, ou
- b. dans toutes les autres procédures (art. 61), après la publication de la première décision de la commission.<sup>109</sup>

<sup>1bis</sup> La publication sur le site Internet de la commission est déterminante pour la computation des délais.<sup>110</sup>

<sup>2</sup> La preuve de la participation détenue par le requérant doit être jointe à la requête.

<sup>3</sup> La commission peut en tout temps exiger le renouvellement de la preuve que l'actionnaire détient toujours au moins 3 % des droits de vote, exerçables ou non, de la société visée.<sup>111</sup>

<sup>4</sup> La qualité de partie reste acquise pour toutes les décisions ultérieures rendues en relation avec l'offre concernée pour autant que la participation au sens de l'art. 56, al. 3, subsiste.

**Art. 58** Opposition d'un actionnaire qualifié(art. 126, al. 1 et 5, et 131, let. g, LIMF)<sup>112</sup>

<sup>1</sup> Un actionnaire qualifié qui n'a pas participé à la procédure peut former opposition auprès de la commission:

- a. contre la première décision de la commission relative à une offre, dans les cinq jours de bourse suivant la publication de cette décision;
- b. dans toutes les autres procédures (art. 61), dans les cinq jours de bourse suivant la publication de la décision.<sup>113</sup>

<sup>2</sup> Un actionnaire qualifié qui a requis la qualité de partie en temps utile, mais n'a pas pu être entendu avant le prononcé d'une décision, peut former opposition contre cette décision dans les cinq jours de bourse suivant sa publication.

<sup>108</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>109</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>110</sup> Introduit par le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>111</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>112</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>113</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>3</sup> L'opposition est recevable lorsqu'elle comporte une conclusion, une motivation sommaire et la preuve de la participation de son auteur conformément à l'art. 56, al. 3 et 4.

<sup>4</sup> Si l'opposition est recevable, la commission rend une nouvelle décision après avoir entendu les parties.

**Art. 59** Examen préalable de l'offre  
(art. 126, al. 1 et 5, et 131, let. g, LIMF)<sup>114</sup>

<sup>1</sup> L'offrant peut soumettre à la commission le projet d'une annonce préalable ou d'un prospectus pour examen avant sa publication.

<sup>2</sup> La commission ouvre une procédure et invite la société visée à prendre position. Après avoir entendu les parties, la commission rend une décision et la publie sur son site internet.

**Art. 60** Examen subséquent de l'offre  
(art. 126, al. 1 et 5, et 131, let. g, LIMF)<sup>115</sup>

<sup>1</sup> Si l'annonce préalable ou le prospectus est publié sans avoir été soumis à un examen préalable, la commission ouvre une procédure et invite les parties à prendre position.

<sup>2</sup> Après avoir entendu les parties, la commission rend une décision et la publie sur son site internet.

**Art. 61**<sup>116</sup> Autres procédures  
(art. 131 let. g, et 136, al. 1, LIMF; art. 41 OIMF-FINMA<sup>117</sup>)

<sup>1</sup> Dans toutes les autres procédures, notamment lorsque la commission est saisie d'une requête ou examine d'office une obligation de présenter une offre ou à l'octroi de dérogations particulières, la commission ouvre une procédure et invite les parties à déposer une prise de position.

<sup>1bis</sup> Avant le prononcé de la décision, la société visée peut déposer une prise de position de son conseil d'administration qu'elle souhaite publier en même temps que la décision de la commission.

<sup>2</sup> La commission rend une décision et la publie sur son site Internet.

<sup>3</sup> La société visée publie:

- a. le cas échéant, la prise de position de son conseil d'administration (prise de position);

<sup>114</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>115</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>116</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>117</sup> RS 958.111

- b. le dispositif de la décision de la commission, et
- c. le délai et les conditions dans lesquels un actionnaire qualifié peut former opposition contre la décision de la commission.

<sup>4</sup> Les art. 6 et 7 s'appliquent à la publication.

#### **Art. 62** Dénunciation

(art. 126, al. 1, et 131, let. g, LIMF)<sup>118</sup>

<sup>1</sup> Tout un chacun peut communiquer à la commission un état de fait pertinent au regard du droit des offres publiques d'acquisition.

<sup>2</sup> La commission accuse réception de la dénonciation.

<sup>3</sup> Le dénonciateur n'a pas la qualité de partie.

#### **Art. 63** Principes de procédure

(art. 126, al. 1 et 5, 131, let. g, et 139, al. 4 et 5, LIMF)<sup>119</sup>

<sup>1</sup> La procédure est simple et tient compte des brefs délais dans lesquels les décisions sont prononcées.

<sup>2</sup> En principe, la procédure est écrite.

<sup>3</sup> La délégation ou le président de la commission informe les parties du déroulement de la procédure.

<sup>4</sup> Le président de la commission ou le président de la délégation peut convoquer les parties et l'organe de contrôle de l'offre à une séance. Un procès-verbal de la séance est établi. Il est envoyé aux participants.

<sup>5</sup> Les art. 139, al. 5, LIMF et 8 OIMF-FINMA<sup>120</sup> s'appliquent aux échanges d'écritures.<sup>121</sup>

<sup>6</sup> Les dispositions légales concernant les fêtes ne s'appliquent pas.

<sup>7</sup> Les délibérations de la commission et de ses délégations ne sont ouvertes ni au public ni aux parties.

#### **Art. 64** Secret de fonction

(art. 126, al. 1 et 5, et 131 let. g, LIMF)<sup>122</sup>

La commission et ses collaborateurs sont tenus au secret de fonction.

<sup>118</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>119</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>120</sup> RS 958.111

<sup>121</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>122</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

**Art. 65** Publications  
(art. 126, al. 1 et 5, et 131, let. g, LIMF)<sup>123</sup>

<sup>1</sup> La commission publie sa pratique.

<sup>2</sup> Au besoin, elle peut publier des circulaires, des communications et des prises de position.

**Art. 66** Langues  
(art. 126, al. 1 et 5, et 131 let. g, LIMF)<sup>124</sup>

<sup>1</sup> Les langues de travail de la commission sont le français, l'allemand, l'italien et l'anglais.

<sup>2</sup> Les décisions sont rédigées dans une langue officielle, en principe celle qui est parlée au siège suisse de la société visée.

**Art. 67** Délais  
(art. 126, al. 1, et 131, let. g, LIMF)<sup>125</sup>

<sup>1</sup> L'art. 9 OIMF-FINMA<sup>126</sup> s'applique à la computation des délais.<sup>127</sup>

<sup>2</sup> Un délai est respecté si l'acte exigé est effectué le dernier jour du délai avant 24 heures, heure suisse.

**Art. 68**<sup>128</sup> Recours contre les décisions  
(art. 140, LIMF)

Les décisions de la commission peuvent faire d'objet d'un recours auprès de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) en application de l'art. 140 LIMF.

**Art. 69**<sup>129</sup>

**Art. 70** Règlement  
(art. 126, al. 1, et 131, let. g, LIMF)<sup>130</sup>

La commission édicte son règlement et le soumet pour approbation à la FINMA.

<sup>123</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>124</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>125</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>126</sup> RS 958.111

<sup>127</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>128</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>129</sup> Abrogé par le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015 et avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

<sup>130</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5319).

## Chapitre 13 Entrée en vigueur

### Art. 71 Abrogation du droit en vigueur

(art. 126, al. 1, et 131, let. g, LIMF)<sup>131</sup>

L'ordonnance de la Commission des OPA du 21 juillet 1997 sur les offres publiques d'acquisition<sup>132</sup> est abrogée.

### Art. 72 Entrée en vigueur

(art. 126, al. 1, et 131, let. g, LIMF)<sup>133</sup>

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

<sup>131</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).

<sup>132</sup> [RO **1997** 2061, **1998** 1541]

<sup>133</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la Commission du 19 oct. 2015, approuvée par la FINMA le 3 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5319).





**Ordonnance** **958.2**  
**concernant la reconnaissance de plates-formes étrangères**  
**pour la négociation de titres de participation de sociétés**  
**ayant leur siège en Suisse**

du 30 novembre 2018 (Etat le 30 novembre 2018)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*  
vu l'art. 184, al. 3, de la Constitution<sup>1</sup>,  
*arrête:*

**Art. 1** Obligation d'obtenir une reconnaissance pour les plates-formes  
de négociation étrangères

<sup>1</sup> En complément et indépendamment de l'obligation d'obtenir une reconnaissance conformément à l'art. 41 de la loi du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF)<sup>2</sup>, les plates-formes de négociation ayant leur siège à l'étranger doivent, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, aussi obtenir préalablement une reconnaissance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) lorsque:

- a. des titres de participation de sociétés ayant leur siège en Suisse sont négociés sur ces plates-formes de négociation ou lorsque ces plates-formes de négociation permettent de négocier de tels titres de participations, et que
- b. les titres de participation visés à la let. a sont cotés à une bourse en Suisse ou négociés sur une plate-forme de négociation en Suisse.

<sup>2</sup> Une bourse étrangère n'a pas besoin de reconnaissance pour la négociation de certains titres de participation visés à l'al. 1 lorsque:

- a. ces titres de participation sont admis à la négociation ou cotés à la bourse correspondante à l'étranger avec un accord exprès de la société émettrice donné avant le 30 novembre 2018;
- b. ces titres de participations y ont été admis à la négociation ou cotés avant le 30 novembre 2018, et que
- c. la société émettrice assume les obligations liées à l'admission à la négociation ou à la cotation à la bourse correspondante à l'étranger.

<sup>3</sup> La reconnaissance d'une plate-forme de négociation étrangère est caduque dès que le siège de celle-ci se situe dans une juridiction visée à l'art. 3, al. 3.

**Art. 2** Procédure

<sup>1</sup> La FINMA octroie la reconnaissance sur demande lorsque la plate-forme de négociation étrangère:

- a. est soumise à une réglementation et à une surveillance appropriées, et
- b. n'a pas son siège dans une juridiction qui soumet ses participants au marché à des règles restreignant la négociation, sur des plates-formes de négociation suisses, de titres de participation de sociétés ayant leur siège en Suisse et ainsi entrave de manière substantielle la négociation de tels titres de participation sur des plates-formes de négociation suisses.

<sup>2</sup> Elle peut aussi reconnaître une plate-forme de négociation étrangère qui n'a pas déposé de demande dès lors que cette plate-forme de négociation remplit les exigences visées à l'al. 1.

**Art. 3** Information des plates-formes de négociation concernées et publication de listes

<sup>1</sup> La FINMA informe les plates-formes de négociation concernées de la présente ordonnance jusqu'au 31 décembre 2018.

<sup>2</sup> Elle publie une liste de toutes les plates-formes de négociations étrangères reconnues.

<sup>3</sup> Le Département fédéral des finances publie une liste des juridictions visées à l'art. 2, al. 1, let. b.

**Art. 4** Autorisation provisoire de participants étrangers

<sup>1</sup> Dans le cadre de l'exécution de l'art. 40 LIMF<sup>3</sup>, la FINMA peut, dans certains cas, octroyer aux requérants une autorisation provisoire pour la participation aux plates-formes de négociations suisses valable jusqu'à la fin de la procédure d'autorisation, mais au maximum une année.

<sup>2</sup> Les participants titulaires d'une autorisation provisoire doivent remplir les obligations d'enregistrer et de déclarer énoncées aux art. 38 et 39 LIMF au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> août 2019; les faits survenus entre le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et le 31 juillet 2019 et entraînant ces obligations doivent faire l'objet d'un enregistrement et d'une déclaration rétroactifs au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2019.

**Art. 5** Relation de la présente ordonnance avec la loi sur la surveillance des marchés financiers

Cette ordonnance est réputée loi sur les marchés financiers au sens de l'art. 1, al. 1, de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers<sup>4</sup>.

<sup>3</sup> RS 958.1

<sup>4</sup> RS 956.1

**Art. 6**            Entrée en vigueur et durée de validité

La présente ordonnance entre en vigueur le 30 novembre 2018 à 20 heures<sup>5</sup> et a effet jusqu'au 31 décembre 2021.

<sup>5</sup> Publication urgente du 30 novembre 2018 au sens de l'art 7, al. 3, de la loi du 18 juin 2004 sur les publications officielles (RS **170.512**).



# Loi fédérale sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières (Loi sur les bourses, LBVM)

954.1

du 24 mars 1995 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2016)

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*  
vu les art. 95, al. 1, 98, al. 1, et 122 de la Constitution<sup>1,2</sup>  
vu le message du Conseil fédéral du 24 février 1993<sup>3</sup>,  
*arrête:*

## Section 1 Dispositions générales

### Art. 14 But

<sup>1</sup> La présente loi règle la surveillance des négociants en valeurs mobilières pour l'exercice à titre professionnel du commerce des valeurs mobilières.

<sup>2</sup> Elle vise à protéger les investisseurs.

### Art. 2 Définitions

Au sens de la présente loi, on entend par:

a. à c.<sup>5</sup> ...

d. négociant en valeurs mobilières (négociant): toute personne physique ou morale ou société de personnes qui, pour son compte, en vue d'une revente à court terme, ou pour le compte de tiers, achète et vend à titre professionnel des valeurs mobilières sur le marché secondaire, qui les offre au public sur le marché primaire ou qui crée elle-même et offre au public des dérivés;

e.<sup>6</sup> ...

f.<sup>7</sup> ...

RO 1997 68

<sup>1</sup> RS 101

<sup>2</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013 (RO 2013 1103; FF 2011 6329).

<sup>3</sup> FF 1993 I 1269

<sup>4</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>5</sup> Abrogées par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>6</sup> Abrogée par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>7</sup> Introduite par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012 (RO 2013 1103; FF 2011 6329). Abrogée par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

**Art. 2a<sup>8</sup>****Section 2 ...****Art. 3 à 9<sup>9</sup>****Section 3 Négociants****Art. 10 Autorisation**

<sup>1</sup> Quiconque veut exercer l'activité de négociant doit obtenir une autorisation de la FINMA.

<sup>2</sup> L'autorisation est délivrée lorsque:

- a. l'organisation du négociant et ses règlements garantissent le respect de la présente loi;
- b. le négociant dispose du capital minimum requis ou fournit la garantie exigée;
- c. le négociant et ses collaborateurs responsables disposent des connaissances professionnelles nécessaires et
- d. le négociant, ses collaborateurs responsables et les actionnaires principaux présentent toutes garanties d'une activité irréprochable.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral fixe les exigences minimales pour l'octroi de l'autorisation. Il détermine notamment le montant du capital minimum requis pour les personnes morales et la garantie exigée pour les personnes physiques et les sociétés de personnes.

<sup>4</sup> Il fixe les conditions d'octroi de l'autorisation d'exercer en Suisse l'activité de négociant sans siège ni succursale en Suisse.

<sup>5</sup> Lorsqu'un négociant fait partie d'un groupe financier ou d'un conglomérat financier, les conditions d'autorisation de la loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses d'épargne (loi sur les banques)<sup>10</sup> en matière de groupes financiers et de conglomérats financiers s'appliquent par analogie.<sup>11</sup>

<sup>8</sup> Introduit par le ch. 4 de l'annexe à la L du 23 mars 2007 sur l'approvisionnement en électricité (RO 2007 3425; FF 2005 1493). Abrogé par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>9</sup> Introduits par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012 (RO 2013 1103; FF 2011 6329). Abrogés par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>10</sup> RS 952.0

<sup>11</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 7 de l'annexe à la L du 17 déc. 2004 sur la surveillance des assurances, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2006 (RO 2005 5269; FF 2003 3353).

<sup>6</sup> En cas de modification ultérieure des conditions d'octroi, la poursuite de l'activité de négociant doit être soumise à l'approbation de la FINMA.

<sup>7</sup> Seules les personnes physiques, les personnes morales et les sociétés de personnes titulaires d'une autorisation de la FINMA attestant leur qualité de négociants en valeurs mobilières peuvent faire figurer l'expression de «négociant en valeurs mobilières» dans leur raison sociale ou dans la désignation de leur but social ou s'en servir à des fins publicitaires.

#### **Art. 10<sup>bis</sup>**<sup>12</sup>

#### **Art. 11** Règles de conduite

<sup>1</sup> Le négociant a envers ses clients:

- a. un devoir d'information; il les informe en particulier sur les risques liés à un type de transactions donné;
- b. un devoir de diligence; il assure en particulier la meilleure exécution possible de leurs ordres et veille à ce qu'ils puissent la reconstituer;
- c. un devoir de loyauté; il veille en particulier à ce qu'ils ne soient pas lésés en raison d'éventuels conflits d'intérêts.

<sup>2</sup> Dans l'accomplissement de ces devoirs, il sera tenu compte de l'expérience des clients et de l'état de leurs connaissances dans les domaines concernés.

#### **Art. 11a<sup>13</sup>**

#### **Art. 12** Fonds propres

<sup>1</sup> Le négociant doit disposer de fonds propres suffisants.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe le montant minimum des fonds propres, compte tenu des risques impliqués par les activités du négociant, y compris les risques hors-bilan. Il détermine dans quelle mesure les banques sont tenues de respecter ce minimum.

#### **Art. 13** Répartition des risques

<sup>1</sup> Le négociant doit répartir les risques de façon appropriée.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe les limites de cette répartition et le montant des fonds propres supplémentaires nécessaires à la couverture des risques et détermine dans quelle mesure ceux-là sont applicables aux banques.

<sup>12</sup> Introduit par le ch. II 6 de l'annexe à la L du 3 oct. 2003 sur la Banque nationale (RO **2004** 1985; FF **2002** 5645). Abrogé par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>13</sup> Introduit par le ch. 16 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741). Abrogé par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

**Art. 14**<sup>14</sup> Consolidation

Les dispositions de la loi sur les banques<sup>15</sup> en matière de groupes financiers et de conglomerats financiers s'appliquent par analogie.

**Art. 15** Obligations de tenir un journal et de déclarer

<sup>1</sup> Le négociant tient un journal relatif aux ordres reçus et aux transactions qu'il effectue, dans lequel il enregistre toutes les informations nécessaires à leur reconstitution et à la surveillance de son activité.

<sup>2</sup> Il doit communiquer toutes les informations nécessaires à la transparence des marchés.

<sup>3</sup> La FINMA détermine le genre de ces informations, leur destinataire et leur mode de communication.

<sup>4</sup> Si le but de la loi l'exige, le Conseil fédéral peut soumettre à l'obligation de communiquer des informations selon l'al. 2 les personnes et les sociétés qui achètent et vendent des valeurs mobilières à titre professionnel sans le concours d'un négociant. Les sociétés chargent une société d'audit agréée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision selon l'art. 9a, al. 1, de la loi du 16 décembre 2005 sur la surveillance de la révision<sup>16</sup> de contrôler le respect de cette obligation; elles doivent informer la FINMA.<sup>17</sup>

**Art. 16**<sup>18</sup> Etablissement et présentation des comptes

<sup>1</sup> Les dispositions de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques<sup>19</sup> relatives à l'établissement et à la présentation des comptes des banques s'appliquent par analogie au négociant.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut déroger à l'al. 1 si les particularités du commerce des valeurs mobilières le justifient.

**Art. 17**<sup>20</sup> Audit

Les art. 18 et 23 de la loi sur les banques<sup>21</sup> sont applicables par analogie.

<sup>14</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 7 de l'annexe à la L du 17 déc. 2004 sur la surveillance des assurances, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2006 (RO **2005** 5269; FF **2003** 3353).

<sup>15</sup> RS **952.0**

<sup>16</sup> RS **221.302**

<sup>17</sup> Nouvelle teneur de la phrase selon le ch. 6 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 4073; FF **2013** 6147).

<sup>18</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la LF du 23 déc. 2011 (Droit comptable), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2013 (RO **2012** 6679; FF **2008** 1407).

<sup>19</sup> RS **952.0**

<sup>20</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 16 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>21</sup> RS **952.0**



**Art. 18 et 19**<sup>22</sup>

**Section 4** ...

**Art. 20 et 21**<sup>23</sup>

**Section 5** ...

**Art. 22 à 33**<sup>24</sup>

**Art. 33a à 33d**<sup>25</sup>

**Section 5a** ...

**Art. 33e et 33f**<sup>26</sup>

**Section 6** **Surveillance**

**Art. 34**<sup>27</sup>

**Art. 34a**<sup>28</sup>

- 22 Abrogés par le ch. 16 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).
- 23 Abrogés par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).
- 24 Abrogés par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).
- 25 Introduits par le ch. 16 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741). Abrogés par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).
- 26 Introduits par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013 (RO **2013** 1103; FF **2011** 6329). Abrogés par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).
- 27 Abrogé par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).
- 28 Anciennement art. 34<sup>bis</sup>. Introduit par le ch. II 6 de l'annexe à la L du 3 oct. 2003 sur la Banque nationale (RO **2004** 1985; FF **2002** 5645). Abrogé par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

**Art. 34<sup>b29</sup>****Art. 35<sup>30</sup>****Art. 35<sup>a31</sup>** Interdiction de pratiquer

La FINMA peut interdire, provisoirement ou pour une durée indéterminée, de pratiquer le commerce des valeurs mobilières aux collaborateurs responsables d'un négociant qui ont violé gravement la présente loi, les dispositions d'exécution ou les règlements internes de l'entreprise.

**Art. 36<sup>32</sup>** Conséquences du retrait de l'autorisation

En cas de retrait de leur autorisation d'exploitation par la FINMA, les personnes morales, les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite sont dissoutes et les raisons individuelles, radiées du registre du commerce. La FINMA désigne le liquidateur et surveille son activité. Elle peut renoncer à prononcer la dissolution des négociants qui sont également soumis à la loi sur les banques<sup>33</sup>, pour autant que l'autorisation de pratiquer une activité bancaire ne doive pas également leur être retirée.

**Art. 36<sup>a34</sup>**

Les art. 24 à 37I de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques<sup>35</sup> sont applicables par analogie.

**Section 7 ...****Art. 37 et 38<sup>36</sup>**

<sup>29</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012 (RO **2013** 1103; FF **2011** 6329). Abrogé par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>30</sup> Abrogé par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>31</sup> Introduit par le ch. 16 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>32</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 16 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>33</sup> RS **952.0**

<sup>34</sup> Introduit par le ch. II 2 de la LF du 3 oct. 2003 (RO **2004** 2767; FF **2002** 7476). Nouvelle teneur selon le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>35</sup> RS **952.0**

<sup>36</sup> Abrogés par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

**Art. 38a**<sup>37</sup>

**Section 8** ...

**Art. 39**<sup>38</sup>

**Section 9 Dispositions pénales**

**Art. 40**<sup>39</sup>

**Art. 40a**<sup>40</sup>

**Art. 41**<sup>41</sup>

**Art. 41a**<sup>42</sup>

**Art. 42**<sup>43</sup>

**Art. 42a**<sup>44</sup> Violation des obligations des négociants

<sup>1</sup> Est puni d'une amende de 500 000 francs au plus celui qui, intentionnellement:

- a. ne tient pas le journal au sens de l'art. 15 conformément aux prescriptions ou ne conserve pas les livres, documents et pièces justificatives conformément aux prescriptions;

<sup>37</sup> Introduit par l'annexe à la LF du 22 avril 1999 (RO **1999** 2405; FF **1998** 3349). Abrogé par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>38</sup> Abrogé par le ch. 145 de l'annexe à la L du 17 juin 2005 sur le TAF, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2007 (RO **2006** 2197 1069; FF **2001** 4000).

<sup>39</sup> Abrogé par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>40</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012 (RO **2013** 1103; FF **2011** 6329). Abrogé par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>41</sup> Abrogé par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>42</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012 (RO **2013** 1103; FF **2011** 6329). Abrogé par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>43</sup> Abrogé par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>44</sup> Introduit par le ch. 16 de l'annexe à la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

b.<sup>45</sup> ...

<sup>2</sup> Si l'auteur agit par négligence, il est puni d'une amende de 150 000 francs au plus.

<sup>3</sup> ...<sup>46</sup>

#### **Art. 43<sup>47</sup>**      Violation du secret professionnel

<sup>1</sup> Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire celui qui, intentionnellement:

a.<sup>48</sup> en sa qualité de membre d'un organe, d'employé, de mandataire ou de liquidateur d'un négociant, révèle un secret à lui confié ou dont il a eu connaissance dans le cadre de ses fonctions;

b. incite autrui à violer le secret professionnel;

c.<sup>49</sup> révèle un secret qui lui a été confié au sens de la let. a ou exploite ce secret à son profit ou au profit d'un tiers.

<sup>1bis</sup> Est puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire celui qui obtient pour lui-même ou pour un tiers un avantage pécuniaire en agissant selon l'al. 1, let. a ou c.<sup>50</sup>

<sup>2</sup> Si l'auteur agit par négligence, il est puni d'une amende de 250 000 francs au plus.

<sup>3</sup> ...<sup>51</sup>

<sup>4</sup> La violation du secret professionnel demeure punissable alors même que la charge, l'emploi ou l'exercice de la profession a pris fin.

<sup>5</sup> Les dispositions de la législation fédérale et cantonale sur l'obligation de renseigner l'autorité et de témoigner en justice sont réservées.

<sup>6</sup> La poursuite et le jugement des infractions réprimées par la présente disposition incombent aux cantons. Les dispositions générales du code pénal<sup>52</sup> sont applicables.

<sup>45</sup> Abrogée par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>46</sup> Abrogé par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>47</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 16 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>48</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>49</sup> Introduite par le ch. I 3 de la LF du 12 déc. 2014 sur l'extension de la punissabilité en matière de violation du secret professionnel, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2015 (RO **2015** 1535; FF **2014** 5997 6007).

<sup>50</sup> Introduit par le ch. I 3 de la LF du 12 déc. 2014 sur l'extension de la punissabilité en matière de violation du secret professionnel, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2015 (RO **2015** 1535; FF **2014** 5997 6007).

<sup>51</sup> Abrogé par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>52</sup> RS **311.0**

**Art. 44**<sup>53</sup>

## **Section 10 Dispositions finales**

**Art. 45** Dispositions d'exécution

Le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution de la présente loi.

**Art. 46** Modification du code pénal

...<sup>54</sup>

**Art. 47** Modification de la loi sur les banques

...<sup>55</sup>

**Art. 48 et 49**<sup>56</sup>

**Art. 50** Dispositions transitoires applicables aux négociants

<sup>1</sup> Les négociants en exercice ont, dès l'entrée en vigueur de la présente loi, un délai de trois mois pour s'annoncer à la FINMA et un délai de deux ans pour se conformer aux exigences de la loi. Dans des cas particuliers, la FINMA peut raccourcir ou prolonger ce délai.

<sup>2</sup> La FINMA statue sur l'octroi de l'autorisation en principe dans un délai de trois ans dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>3</sup> Quiconque, le 31 décembre 1992, était admis à une bourse suisse en tant que négociant étranger ou sous le contrôle de personnes domiciliées à l'étranger, n'est pas tenu de remplir la condition de réciprocité au sens de l'art. 37.

**Art. 51**<sup>57</sup>

**Art. 52 et 53**<sup>58</sup>

<sup>53</sup> Abrogé par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>54</sup> La mod. peut être consultée au RO **1997** 68.

<sup>55</sup> La mod. peut être consultée au RO **1997** 68.

<sup>56</sup> Abrogés par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>57</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2013 (RO **2013** 1103; FF **2011** 6329).

<sup>58</sup> Abrogés par le ch. 11 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

**Art. 54**<sup>59</sup>**Art. 55** Référendum et entrée en vigueur

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Date de l'entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> février 1997<sup>60</sup>

Art. 2, let. e, 20, al. 1 à 4 et 6, 21, 22, 23, al. 3 à 5, 24 à 27, 29, al. 1 et 2, 30, al. 1, 31, al. 1 à 4, 32, al. 1 à 5 et 7, 33, 35, al. 2, let. d et e, 41, al. 1, let. a et b et 2, 42 et 51 à 54:

1<sup>er</sup> janvier 1998<sup>61</sup>

<sup>59</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2013 (RO **2013** 1103; FF **2011** 6329).

<sup>60</sup> ACF du 2 déc. 1996

<sup>61</sup> Art. 1 de l'O du 13 août 1997 (RO **1997** 2044)

# Ordonnance 954.11 sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières (Ordonnance sur les bourses, OBVM)

du 2 décembre 1996 (Etat le 1<sup>er</sup> août 2017)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu la loi fédérale du 24 mars 1995 sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières (LBVM, loi)<sup>1</sup>,

*arrête:*

## Chapitre 1 Dispositions générales

### Art. 1 Objet

La présente ordonnance contient:

- a.<sup>2</sup> des définitions (art. 2 et 3);
- b. à e.<sup>3</sup> ...
- f.<sup>4</sup> les conditions d'octroi de l'autorisation aux négociants suisses en valeurs mobilières, comprenant des dispositions sur la direction, les fonds propres, la répartition des risques et l'établissement des comptes, ainsi que les obligations de tenir un journal et de déclarer (art. 17 à 31);
- g.<sup>5</sup> des dispositions applicables aux négociants étrangers en valeurs mobilières (art. 38 à 52);
- h.<sup>6</sup> ...
- i.<sup>7</sup> des dispositions sur les négociants en valeurs mobilières sous domination étrangère (art. 56);
- k. des dispositions finales et transitoires (art. 57 et 58).

RO 1997 85

<sup>1</sup> RS 954.1

<sup>2</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

<sup>3</sup> Abrogées par le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

<sup>4</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

<sup>5</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

<sup>6</sup> Abrogée par le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

<sup>7</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

**Art. 2** Négociants en valeurs mobilières

(art. 2, let. d, LBVM)

<sup>1</sup> Les négociants opérant pour leur compte, les maisons d'émission et les fournisseurs de dérivés sont réputés négociants en valeurs mobilières (négociants) au sens de la loi lorsqu'ils exercent une activité principalement dans le domaine financier.

<sup>2</sup> Les teneurs de marché et les négociants agissant pour le compte de clients sont réputés négociants au sens de la loi même s'ils n'exercent pas d'activités principalement dans le domaine financier.

<sup>3</sup> Ne sont pas considérées comme négociants:

- a. la Banque nationale suisse;
- b. les directions des fonds au sens de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur les fonds de placement<sup>8</sup>;
- c. les institutions d'assurance au sens de la loi fédérale du 23 juin 1978 sur la surveillance des institutions d'assurance privées<sup>9</sup>;
- d. les institutions de prévoyance professionnelle soumises à une surveillance et auxquelles s'applique l'art. 71 de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité<sup>10</sup>.

**Art. 3** Catégories de négociants

(art. 2, let. d, LBVM)

<sup>1</sup> Est réputé opérer pour son compte tout négociant qui fait le commerce de valeurs mobilières à court terme, à titre professionnel.

<sup>2</sup> Sont réputés maisons d'émission les négociants qui, à titre professionnel, prennent ferme ou à la commission des valeurs mobilières émises par des tiers et les offrent au public sur le marché primaire.

<sup>3</sup> Sont réputés fournisseurs de dérivés les négociants qui, à titre professionnel, créent eux-mêmes des dérivés et les offrent au public sur le marché primaire, pour leur compte ou pour le compte de tiers.

<sup>4</sup> Sont réputés teneurs de marché les négociants qui, à titre professionnel, font le commerce de valeurs mobilières à court terme pour leur compte et proposent au public, en permanence ou sur demande, un cours pour certaines valeurs mobilières.

<sup>5</sup> Sont réputés agir pour le compte de clients les négociants qui, à titre professionnel, font le commerce de valeurs mobilières en leur nom propre mais pour le compte de clients et qui:

<sup>8</sup> [RO 1994 2523, 2000 2355 annexe ch. 27, 2004 1985 annexe ch. II 4, 2006 2197 annexe ch. 135. RO 2006 5379 annexe ch. I]. Voir actuellement la loi du 23 juin 2006 sur les placements collectifs (RS 951.31).

<sup>9</sup> [RO 1978 1836, 1988 414, 1992 288 annexe ch. 66 733 disp. fin. art. 7 ch. 3, 2363 annexe ch. 2, 1993 3204, 1995 1328 annexe ch. 2 3517 ch. I 12 5679 2000 2355 annexe ch. 28, 2003 232, 2004 1677 annexe ch. 4 2617 annexe ch. 12. RO 2005 5269 annexe ch. I 3]. Voir actuellement la loi du 17 déc. 2004 sur la surveillance des assurances (RS 961.01).

<sup>10</sup> RS 831.40



- a. tiennent eux-mêmes ou par l'intermédiaire de tiers, pour ces clients, des comptes servant à exécuter des transactions de valeurs mobilières, ou
- b. conservent chez eux ou auprès de tiers, en leur nom propre, des valeurs mobilières de ces clients.

<sup>6</sup> Ne sont pas considérés comme clients au sens de l'al. 5:

- a. les banques et les négociants suisses et étrangers ou les autres entreprises faisant l'objet d'une surveillance étatique;
- b. les actionnaires ou les sociétaires qui détiennent une participation prépondérante dans le capital du débiteur et les personnes qui ont des liens économiques ou familiaux avec eux;
- c. les investisseurs institutionnels dont la trésorerie est gérée à titre professionnel.

<sup>7</sup> Les offres à des personnes mentionnées à l'al. 6 ne sont pas considérées comme publiques au sens des al. 2 à 4.

**Art. 4 et 5<sup>11</sup>**

## **Chapitre 2 ...**

**Art. 6 à 9<sup>12</sup>**

**Art. 10<sup>13</sup>**

**Art. 11 à 13<sup>14</sup>**

**Art. 13a<sup>15</sup>**

**Art. 14 à 16<sup>16</sup>**

<sup>11</sup> Abrogés par le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5413).

<sup>12</sup> Abrogés par le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5413).

<sup>13</sup> Abrogé par selon le ch. 9 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5363).

<sup>14</sup> Abrogés par le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5413).

<sup>15</sup> Introduit par le ch. 4 de l'annexe à l'O du 5 nov. 2014 sur les audits des marchés financiers (RO **2014** 4295). Abrogé par le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5413).

<sup>16</sup> Abrogés par le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5413).

## Chapitre 3 Négociants suisses

### Section 1 Conditions d'octroi de l'autorisation

**Art. 17** Demande d'autorisation  
(art. 10, al. 2 et 5, 12 à 14, et 17, al. 1, LBVM)

<sup>1</sup> Le négociant dépose auprès de la FINMA une demande d'autorisation. Celle-ci contient toutes les informations nécessaires au traitement de la demande et concernant notamment:<sup>17</sup>

- a. le champ d'activité (art. 18);
- b. l'organisation (art. 19);
- c.<sup>18</sup> le système de contrôle interne (art. 20);
- d. le lieu de la direction effective (art. 21);
- e. le capital minimum ou la garantie (art. 22);
- f. les collaborateurs responsables et les personnes détenant une participation prépondérante (art. 23);
- g. les fonds propres et la répartition des risques (art. 29);
- h. la société d'audit<sup>19</sup> (art. 30).

<sup>2</sup> Le négociant joint à sa demande d'autorisation les documents nécessaires, notamment ses statuts ou ses contrats de société et ses règlements.

**Art. 18** Définition du champ d'activité  
(art. 10, al. 2, let a et al. 3, LBVM)

<sup>1</sup> Le négociant doit définir de façon précise le champ et le rayon géographique de ses activités dans ses statuts, ses contrats de société ou ses règlements.

<sup>2</sup> Il indique notamment:

- a. les genres de valeurs mobilières dont il fait le commerce et les autres affaires qu'il traite;
- b. les marchés sur lesquels il opère;
- c. le genre de clientèle pour laquelle il traite.

<sup>3</sup> Le champ et le rayon géographique des activités doivent correspondre aux ressources financières et à l'organisation administrative du négociant.

<sup>4</sup> Le négociant indique à la FINMA les bourses suisses et étrangères auxquelles il entend s'affilier.

<sup>17</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 9 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5363).

<sup>18</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 9 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5363).

<sup>19</sup> Nouvelle expression selon le ch. 9 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5363).

<sup>5</sup> Le négociant qui envisage d'exploiter à l'étranger une filiale, une succursale ou une représentation communique à la FINMA toutes les informations nécessaires à l'appréciation de cette activité à l'étranger et concernant notamment:

- a. le programme d'activités contenant en particulier le type d'opérations envisagées et la structure de l'organisation;
- b. l'adresse de l'établissement à l'étranger;
- c. le nom des personnes chargées de l'administration et de la gestion;
- d. la société d'audit;
- e. l'autorité de surveillance du pays d'accueil.

#### **Art. 19** Organisation

(art. 10, al. 2, let. a, et al. 3, LBVM)

<sup>1</sup> Le négociant veille sur le plan interne à une séparation efficace des fonctions entre le négoce, la gestion de fortunes et l'exécution des transactions. La FINMA peut, si les circonstances le justifient, accorder des dérogations ou ordonner une séparation d'autres fonctions.

<sup>2</sup> Chez les teneurs de marché et les négociants agissant pour le compte de clients, au sens de l'art. 2, al. 2, qui n'exercent pas leur activité principalement dans le domaine financier, le commerce des valeurs mobilières doit être juridiquement autonome.

<sup>3</sup> Afin de déterminer, limiter et contrôler les risques énumérés à l'art. 26, al. 1,<sup>20</sup> le négociant fixe dans un règlement ou des directives internes:

- a. les principes de gestion des risques;
- b. les compétences et la procédure en matière d'octroi de l'autorisation d'effectuer des opérations à risques.

#### **Art. 20**<sup>21</sup> Système de contrôle interne

(art. 10, al. 2, let. a, et 3 LBVM)

<sup>1</sup> Le négociant veille à ce qu'il y ait un système de contrôle interne efficace.

<sup>2</sup> Il confie notamment la révision interne à un organe indépendant de la direction (organe interne de révision ou inspectorat). Celui-ci vérifie également le respect des devoirs d'information, de diligence et de loyauté au sens de l'art. 11 de la loi.

<sup>3</sup> La FINMA peut, si les circonstances le justifient, exempter un négociant de l'obligation d'instituer un organe interne de révision.

<sup>20</sup> Cet art. a actuellement une nouvelle teneur.

<sup>21</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 9 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5363).

**Art. 21** Lieu de la direction effective

(art. 10, al. 2, let. a, al. 3 et 5, LBVM)

<sup>1</sup> La direction effective du négociant doit se situer en Suisse. Sont réservées les directives générales et les décisions relatives à la surveillance d'un groupe, lorsque le groupe dont le négociant fait partie exerce une activité dans le domaine financier et est soumis à une surveillance des autorités étrangères sur une base consolidée appropriée.

<sup>2</sup> Les membres de la direction du négociant doivent avoir leur domicile en un lieu qui leur permet d'exercer la gestion effective des affaires et d'en assumer la responsabilité.

**Art. 22** Capital minimum et garantie

(art. 10, al. 2, let. b, et al. 3, LBVM)

<sup>1</sup> Le négociant doit disposer d'un capital minimum s'élevant à 1,5 million de francs. Ce capital doit être entièrement libéré. Lorsque la fondation a lieu par apports en nature, la valeur des actifs apportés et le montant des passifs repris doivent être vérifiés par une société d'audit agréée. Il en est de même en cas de transformation d'une entreprise en négociant.<sup>22</sup>

<sup>2</sup> Pour les personnes physiques et les sociétés de personnes, le capital comprend:

- a. les comptes de capital; et
- b.<sup>23</sup> les avoirs des associés ayant une responsabilité illimitée, dans la mesure où il ressort d'une déclaration écrite qu'ils prennent irrévocablement rang après les créances de tous les autres créanciers en cas de liquidation, de faillite ou de procédure d'assainissement et ne peuvent être ni compensés avec des créances du négociant ni garantis par des actifs du négociant.

<sup>3</sup> Les avoirs cités à l'al. 2 ne peuvent être pris en compte que si le négociant a pris l'engagement, par une déclaration écrite déposée auprès de la société d'audit, de ne réduire, sans l'accord préalable de la société d'audit, aucun des deux éléments du capital d'une manière telle que celui-ci tombe au-dessous du montant minimum.

<sup>4</sup> La FINMA peut autoriser les personnes physiques et les sociétés de personnes à fournir, au lieu du capital minimum au sens des al. 2 et 3, une garantie s'élevant à 1,5 million de francs au moins, par exemple sous la forme d'une garantie bancaire ou d'un versement en espèces sur un compte bancaire bloqué.

<sup>5</sup> Si les circonstances le justifient, la FINMA peut fixer un autre seuil de garantie.

<sup>6</sup> Les banques sont soumises aux prescriptions de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juin 2012 sur les fonds propres (OFR)<sup>24,25</sup>

<sup>22</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 4 de l'annexe à l'O du 5 nov. 2014 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 4295).

<sup>23</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I à l'O du 31 mars 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2004 (RO **2004** 2781).

<sup>24</sup> RS **952.03**

<sup>25</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe 6 à l'O du 1<sup>er</sup> juin 2012 sur les fonds propres, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2013 (RO **2012** 5441).

**Art. 23** Informations sur les collaborateurs responsables et les personnes détenant une participation prépondérante

(art. 10, al. 2, let. d, al. 3, et 35, al. 2, LBVM)

<sup>1</sup> Dans la demande d'autorisation, le négociant doit fournir des informations sur les collaborateurs responsables et sur les personnes détenant une participation prépondérante. La demande doit notamment contenir:

- a. pour les personnes physiques: des informations sur la nationalité, sur le domicile, sur les participations prépondérantes détenues dans le capital d'autres sociétés et sur d'éventuelles procédures judiciaires et administratives pendantes, ainsi qu'un curriculum vitae signé, des références et un extrait du casier judiciaire;
- b. pour les sociétés: les statuts ou les contrats de société, un extrait du registre du commerce ou une attestation analogue, une description des activités, de la situation financière et, le cas échéant, de la structure du groupe ainsi que des informations sur d'éventuelles procédures judiciaires et administratives, pendantes ou terminées.

<sup>2</sup> La demande d'autorisation doit en outre contenir, en ce qui concerne les personnes détenant une participation prépondérante:

- a. l'indication des quotes-parts des participations;
- b. la déclaration prévue à l'art. 28, al. 2.

<sup>3</sup> Les collaborateurs responsables du négociant cités à l'art. 10, al. 2, let. d, de la loi sont:

- a. les membres de l'organe chargé de la haute direction, de la surveillance et du contrôle et ceux de la direction;
- b. le chef de l'organe interne de révision.

<sup>4</sup> Sont réputés détenir une participation prépondérante (qualifiée), au sens de l'art. 10, al. 2, let. d, de la loi, les personnes physiques et morales qui détiennent, directement ou indirectement, au moins 10 pour cent du capital ou des droits de vote d'un négociant ou qui, de toute autre manière, peuvent exercer une influence notable sur sa gestion.

**Art. 24** Inscription au registre du commerce

(art. 10, al. 2, let. a, et al. 3, LBVM)

Un nouveau négociant ne peut demander son inscription au registre du commerce avant d'avoir reçu de la FINMA l'autorisation d'exercer son activité.

## Section 2 Direction

### Art. 25 Modification des conditions d'autorisation

(art. 10, al. 6, et 35, al. 2, LBVM)

<sup>1</sup> Le négociant communique à la FINMA toute modification des conditions d'autorisation, notamment:

- a. toute modification des statuts ou des contrats de société et des règlements;
- b. son intention de créer à l'étranger une filiale, une succursale ou une représentation, en y joignant les informations mentionnées à l'art. 18, al. 5;
- c. la cessation ou toute modification notable de l'activité de la filiale, de la succursale ou de la représentation à l'étranger;
- d. le changement de société d'audit ou d'autorité de surveillance étrangère compétente concernant la filiale, la succursale ou la représentation à l'étranger.

<sup>2</sup> Un changement des collaborateurs responsables doit être communiqué uniquement à la société d'audit.

<sup>3</sup> Le négociant ne peut demander l'inscription des modifications de statuts au registre du commerce ou mettre des modifications de règlement en vigueur avant que lesdites modifications n'aient été approuvées par la FINMA.

### Art. 26<sup>26</sup> Contrats de nantissement

(art. 11a LBVM)

L'art. 33<sup>27</sup> de l'ordonnance du 17 mai 1972 sur les banques<sup>28</sup>, relatif aux contrats de nantissement, est applicable.

### Art. 27 Affiliation à une bourse

(art. 10, al. 2, let. a, et al. 6, et 35, al. 2, LBVM)

Le négociant communique à la FINMA dans les 60 jours qui suivent la date de clôture des comptes annuels les noms des bourses suisses et étrangères auxquelles il est affilié.

### Art. 28 Acquisition et aliénation de participations prépondérantes

(art. 10, al. 2, let. d, et al. 6, et 35, al. 2, LBVM)

<sup>1</sup> Toute personne physique ou morale qui envisage d'acquérir ou d'aliéner, directement ou indirectement, une participation prépondérante dans le capital d'un négo-

<sup>26</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 9 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5363).

<sup>27</sup> Art. abrogé. Voir actuellement la LF du 3 oct. 2008 sur les titres intermédiés (RS **957.1**).

<sup>28</sup> [1972 82], 1989 1772, 1995 253, 1996 45 3094, 1997 85 art. 57 ch. 1, 1998 16, 2003 4077, 2004 2777 2875, 2005 4849, 2006 4307 annexe 7 ch. 1, 2008 1199 5363 annexe ch. 7, 2009 5279, 2011 3931, 2012 5435 5441 annexe 6 ch. 2 7251 art. 32. RO 2014 1269 art. 67]. Voir actuellement l'O du 30 avr. 2014 sur les banques (RS **952.02**).

çant organisé selon le droit suisse est tenue d'en informer préalablement la FINMA. Ce devoir d'information vaut également lorsqu'elle envisage d'augmenter ou de diminuer une telle participation et que ladite participation atteint ou dépasse les seuils de 20, 33 ou 50 % du capital ou des droits de vote, ou descend en dessous de ces seuils.

<sup>2</sup> Les personnes détenant une participation prépondérante doivent déclarer à la FINMA si elles acquièrent la participation pour leur propre compte ou à titre fiduciaire pour le compte de tiers et si elles ont accordé sur celle-ci des options ou d'autres droits de même nature.

<sup>3</sup> Le négociant annonce à la FINMA le nom des personnes qui remplissent les conditions énumérées à l'al. 1 dès qu'il en a connaissance.

<sup>4</sup> Le négociant annonce l'état des participations prépondérantes à la FINMA dans les 60 jours qui suivent la date de clôture des comptes annuels. L'annonce contient des informations sur l'identité et les quotes-parts de toutes les personnes détenant des participations prépondérantes à la date de clôture ainsi que les éventuelles modifications par rapport à l'année précédente.

<sup>5</sup> Les annonces au sens des al. 3 et 4 contiennent en outre les informations et les documents cités à l'al. 2 et à l'art. 23, al. 1, si celles-ci n'ont pas encore été communiquées à la FINMA.

### Section 3

#### Prescriptions applicables aux fonds propres, à la répartition des risques et à l'établissement des comptes

**Art. 29<sup>29</sup>** Fonds propres, répartition des risques et établissement des comptes

<sup>1</sup> Les dispositions de l'ordonnance du 29 septembre 2006 sur les fonds propres<sup>30</sup> ainsi que les dispositions de l'ordonnance du 30 avril 2014 sur les banques (OB)<sup>31</sup> concernant les comptes annuels (art. 25 à 42) s'appliquent également aux négociants en valeurs mobilières.<sup>32</sup>

<sup>2</sup> Dans certains cas dûment motivés, la FINMA peut exceptionnellement:

- a. octroyer des allègements;
- b. ordonner des renforcements concernant les prescriptions sur les fonds propres et la répartition des risques, et exiger en particulier que le négociant en valeurs mobilières remette les états de fonds propres selon l'art. 13 de l'ordonnance du 29 septembre 2006 sur les fonds propres dans des délais plus courts.

<sup>29</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 2 de l'annexe 7 à l'O du 29 sept. 2006 sur les fonds propres, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2007 (RO **2006** 4307).

<sup>30</sup> [RO **2006** 4307, **2008** 5363 annexe ch. 8, **2009** 6101, **2010** 5429, RO **2012** 5441 art. 149]. Voir actuellement l'O du 6 juin 2012 sur les fonds propres (RS **952.03**).

<sup>31</sup> RS **952.02**

<sup>32</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 6 de l'annexe 2 à l'O du 30 avr. 2014 sur les banques, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 1269).

<sup>3</sup> Les négociants en valeurs mobilières qui ne sont pas soumis à la loi du 8 novembre 1934 sur les banques<sup>33</sup> doivent disposer de fonds propres s'élevant à un quart au moins des coûts complets annuels, lorsque:

- a. les exigences selon les art. 42 et 43 de l'OFR<sup>34</sup> sont inférieures; et
- b. les fonds propres de base durs selon l'art. 21 OFR sont inférieurs à 10 millions de francs.<sup>35</sup>

<sup>4</sup> Les coûts complets correspondent aux charges du compte de résultat du dernier exercice enregistrées sous les positions suivantes selon l'annexe 1 de l'OB:

- a. charges de personnel;
- b. charges de biens et services;
- c. réévaluations sur les participations et amortissements sur les immobilisations corporelles et incorporelles;
- d. variations de provisions et autres réévaluations ainsi que pertes, pour autant que des charges nettes soient enregistrées.<sup>36</sup>

#### **Art. 29a<sup>37</sup>** Garantie des dépôts

(art. 17, 19 et 36a LBVM)

<sup>1</sup> Les négociants en valeurs mobilières qui possèdent des dépôts privilégiés au sens de l'art. 37a de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques<sup>38</sup> sont tenus de détenir des actifs liquides dans la mesure correspondant à leur obligation de garantie conforme à l'art. 37h, al. 3, de la loi sur les banques. Ces actifs liquides doivent se composer d'actifs des catégories 1 ou 2 au sens des art. 15a et 15b de l'ordonnance du 30 novembre 2012 sur les liquidités<sup>39</sup>. Les exigences définies à l'art. 18, al. 1, 2 et 4 de l'ordonnance sur les liquidités s'appliquent en conséquence.<sup>40</sup>

<sup>2</sup> La société d'audit examine, dans le cadre de son activité d'audit, si les liquidités complémentaires nécessaires sont disponibles et elle expose le résultat de cet examen dans son rapport d'audit.<sup>41</sup>

<sup>33</sup> RS 952.0

<sup>34</sup> RS 952.03

<sup>35</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe 6 à l'O du 1<sup>er</sup> juin 2012 sur les fonds propres, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2013 (RO 2012 5441).

<sup>36</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 6 de l'annexe 2 à l'O du 30 avr. 2014 sur les banques, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 1269).

<sup>37</sup> Introduit par le ch. III à l'O du 30 sept. 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2006 (RO 2005 4849).

<sup>38</sup> RS 952.0

<sup>39</sup> RS 952.06

<sup>40</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 2 de l'annexe 4 à l'O du 25 juin 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 2321).

<sup>41</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 9 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5363).



## Section 4 Obligations de tenir un journal et de déclarer<sup>42</sup>

### Art. 30<sup>43</sup> Obligation de tenir un journal

(art. 15, al. 1, LBVM)

<sup>1</sup> Le négociant en valeurs mobilières enregistre tous les ordres placé auprès de lui et les opérations effectuées sur valeurs mobilières.

<sup>2</sup> L'obligation d'enregistrer s'applique également aux ordres et aux opérations sur dérivés découlant de valeurs mobilières admises à la négociation sur une plate-forme de négociation.

<sup>3</sup> L'obligation d'enregistrer s'applique tant aux opérations effectuées pour compte propre qu'à celles effectuées pour le compte de clients.

<sup>4</sup> La FINMA détermine quelles sont les informations nécessaires et sous quelle forme elles doivent être enregistrées.

### Art. 31<sup>44</sup> Obligation de déclarer

(art. 15, al. 2 à 4, LBVM)

<sup>1</sup> Le négociant en valeurs mobilières déclare toutes les opérations effectuées sur des valeurs mobilières admises à la négociation sur une plate-forme de négociation. Doivent notamment être déclarés:

- a. la désignation et le nombre de valeurs mobilières achetées ou vendues;
- b. le volume, la date et l'heure de la conclusion de l'opération;
- c. le cours, et
- d. les informations permettant d'identifier l'ayant droit économique.

<sup>2</sup> L'obligation de déclarer s'applique également aux opérations sur dérivés découlant de valeurs mobilières admises à la négociation sur une plate-forme de négociation.

<sup>3</sup> L'obligation de déclarer s'applique tant aux opérations effectuées pour compte propre qu'à celles effectuées pour le compte de clients.

<sup>4</sup> Ne doivent pas être déclarées les opérations effectuées à l'étranger énumérées ci-après:

- a. les opérations sur valeurs mobilières admises à la négociation sur une plate-forme de négociation en Suisse de même que les dérivés qui en découlent, pour autant que les faits soumis à déclaration soient communiqués régulièrement à la plate-forme de négociation en vertu d'un accord selon l'art. 32, al. 3, LIMF ou dans le cadre d'un échange d'informations entre la FINMA et l'autorité de surveillance étrangère compétente, dès lors:

<sup>42</sup> Introduit par le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5413).

<sup>43</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5413).

<sup>44</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5413).

1. qu'elles sont conclues par la succursale d'un négociant en valeurs mobilières suisses ou par un participant étranger admis, et
  2. que la succursale ou le participant étranger sont autorisés par l'autorité de surveillance étrangère compétente à pratiquer la négociation ou sont soumis à l'obligation de déclarer dans le pays concerné ou dans leur propre pays;
- b. les opérations sur valeurs mobilières étrangères admises à la négociation sur une plate-forme de négociation en Suisse de même que les dérivés qui en découlent, qui sont effectuées sur une plate-forme de négociation étrangère reconnue.

<sup>5</sup> La déclaration des informations peut être déléguée à des tiers.

**Art. 32 à 37<sup>45</sup>**

## Chapitre 4 Négociants étrangers

### Section 1 Dispositions générales

**Art. 38** Négociants étrangers  
(art. 10, al. 3 et 4, LBVM)

<sup>1</sup> On entend par négociant étranger toute entreprise organisée selon le droit étranger, qui:

- a. dispose, à l'étranger, de l'autorisation d'exercer l'activité de négociant;
- b. fait figurer le terme de «négociant en valeurs mobilières» ou un terme ayant une signification semblable dans sa raison sociale, dans la désignation de son but social ou dans ses documents commerciaux, ou
- c. exerce une activité de négociant au sens de l'art. 2, let. d, de la loi.

<sup>2</sup> Si la direction effective du négociant étranger se situe en Suisse ou si ce dernier exerce son activité exclusivement ou de manière prépondérante en Suisse ou depuis la Suisse, il doit être organisé selon le droit suisse et il est soumis aux dispositions légales applicables aux négociants suisses.

**Art. 39** Activités soumises à une autorisation  
(art. 10, al. 3 et 4, et 38, LBVM)

<sup>1</sup> Un négociant étranger doit requérir l'autorisation de la FINMA:

- a. lorsqu'il occupe en Suisse des personnes qui, à titre professionnel et permanent, en Suisse ou depuis la Suisse:
  1. négocient pour lui des valeurs mobilières, tiennent des comptes pour ses clients ou l'engagent juridiquement (succursale),

<sup>45</sup> Abrogés par selon le ch. 9 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5363).

2. agissent pour lui d'une autre manière qu'au sens du ch. 1, notamment en lui transmettant des mandats de clients ou en le représentant à des fins publicitaires ou dans d'autres buts (représentation);

b.<sup>46</sup> ...

<sup>2</sup> Lorsque la FINMA a connaissance d'autres activités transfrontalières, elle peut en informer, aux conditions de l'art. 38 de la loi, les autorités de surveillance étrangères compétentes.

**Art. 40**            Droit applicable  
(art. 10, al. 3 et 4, LBVM)

<sup>1</sup> Sauf dispositions particulières de la présente ordonnance, les prescriptions de la loi et de la présente ordonnance relatives aux négociants suisses sont applicables aux activités exercées en Suisse par les négociants étrangers.

<sup>2</sup> La FINMA peut soumettre entièrement les négociants étrangers aux dispositions applicables aux négociants suisses lorsque le droit en vigueur au lieu du siège du négociant étranger ne prévoit pas d'assouplissements équivalents pour les négociants suisses et qu'aucun traité international ne s'y oppose.

## **Section 2    Succursales**

**Art. 41**            Conditions d'octroi de l'autorisation  
(art. 10, al. 3 et 4, et 37, LBVM)

<sup>1</sup> La FINMA autorise le négociant étranger à ouvrir une succursale lorsque:

- a. le négociant étranger dispose d'une organisation adéquate, de ressources financières suffisantes et du personnel qualifié nécessaire pour exploiter une succursale en Suisse;
- b. le négociant étranger est soumis à une surveillance appropriée qui englobe la succursale;
- c. les autorités de surveillance étrangères compétentes ne formulent aucune objection à l'ouverture d'une succursale;
- d. les autorités de surveillance étrangères compétentes s'engagent à informer immédiatement la FINMA s'il survient des événements de nature à mettre sérieusement en danger les avoirs des clients auprès de la succursale;
- e. les autorités de surveillance étrangères compétentes sont en mesure de fournir à la FINMA l'assistance administrative requise;
- f. la succursale est organisée en fonction de son activité et dispose d'un règlement définissant exactement son champ d'activité et prévoyant une organisation administrative correspondant à cette activité;

<sup>46</sup> Abrogée par le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

- g. les collaborateurs responsables de la direction de la succursale (art. 23, al. 3) présentent toutes garanties d'une activité irréprochable;
- h. le négociant étranger apporte la preuve que la raison sociale de la succursale peut être inscrite au registre du commerce.

<sup>2</sup> En vertu de l'art. 37 de la loi, la FINMA peut refuser l'autorisation.

<sup>3</sup> Lorsque le négociant étranger fait partie d'un groupe exerçant une activité dans le domaine financier, la FINMA peut subordonner l'octroi de l'autorisation à la condition que le négociant soit soumis à une surveillance des autorités étrangères sur une base consolidée appropriée.

<sup>4</sup> Les art. 12 à 14 de la loi ne sont pas applicables aux succursales de négociants étrangers.

**Art. 42** Inscription au registre du commerce  
(art. 10, al. 3 et 4, LBVM)

Le négociant étranger ne peut pas requérir l'inscription de la succursale au registre du commerce avant que la FINMA ne l'ait autorisé à ouvrir ladite succursale.

**Art. 43** Succursales multiples  
(art. 10, al. 3 et 4, LBVM)

<sup>1</sup> Lorsqu'un négociant étranger ouvre plusieurs succursales en Suisse, il doit:

- a. requérir une autorisation pour chacune d'entre elles;
- b. désigner la succursale responsable des contacts avec la FINMA.

<sup>2</sup> Les succursales doivent respecter collectivement les prescriptions de la loi et de la présente ordonnance. Un seul rapport d'audit<sup>47</sup> suffit.

**Art. 44** Sûretés  
(art. 10, al. 3 et 4, LBVM)

La FINMA peut exiger d'une succursale qu'elle fournisse des sûretés lorsque la protection des investisseurs l'exige.

**Art. 45** Etablissement des comptes annuels de la succursale et clôtures intermédiaires  
(art. 10, al. 3 et 4, LBVM)

<sup>1</sup> La succursale peut établir ses comptes annuels et procéder à ses clôtures intermédiaires selon les prescriptions du droit applicable au négociant étranger, pour autant que ces prescriptions soient conformes aux normes internationales en matière d'établissement des comptes.

<sup>47</sup> Nouvelle expression selon le ch. 9 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5363).

<sup>2</sup> Le négociant doit faire figurer séparément ses créances et ses engagements:

- a. envers le négociant étranger;
- b. envers les entreprises actives dans le domaine financier ou les sociétés immobilières:
  1. lorsque le négociant étranger forme avec elles une unité économique, ou
  2. lorsqu'il y a lieu de supposer qu'il est de droit ou de fait tenu d'apporter son soutien à une telle entreprise.

<sup>3</sup> L'al. 2 est aussi applicable aux opérations hors bilan.

<sup>4</sup> La succursale remet trois exemplaires de ses comptes annuels et de ses clôtures intermédiaires à la FINMA. Elle n'est pas tenue de les publier.

**Art. 46** Publication du rapport de gestion du négociant étranger

(art. 10, al. 3 et 4, LBVM)

<sup>1</sup> Dans un délai de quatre mois à compter de la date de clôture des comptes annuels, la succursale met à la disposition de la presse et de quiconque le demande le rapport de gestion du négociant étranger et en remet un exemplaire à la FINMA.

<sup>2</sup> Le rapport de gestion du négociant étranger doit être rédigé dans une langue officielle suisse ou en anglais.

**Art. 47<sup>48</sup>**

**Art. 48** Dissolution d'une succursale

(art. 10, al. 3 et 4, LBVM)

Le négociant étranger qui souhaite dissoudre une succursale demande préalablement l'autorisation de la FINMA.

### **Section 3 Représentations**

**Art. 49** Conditions d'octroi de l'autorisation

(art. 10, al. 4, et 37, LBVM)

<sup>1</sup> La FINMA autorise le négociant étranger à ouvrir une représentation lorsque:

- a. le négociant étranger est soumis dans son pays à une surveillance appropriée;
- b. les autorités de surveillance étrangères compétentes ne formulent aucune objection à l'ouverture d'une représentation, et que

<sup>48</sup> Abrogé par selon le ch. 9 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5363).

- c. les personnes chargées de la direction de la représentation présentent toutes garanties d'une activité irréprochable de représentant.

<sup>2</sup> En vertu de l'art. 37 de la loi, la FINMA peut refuser l'autorisation.

<sup>3</sup> Les art. 12 à 14, 16 et 17 de la loi ne sont pas applicables aux représentations de négociants étrangers.

#### **Art. 50** Représentations multiples

(art. 10, al. 4, LBVM)

Lorsqu'un négociant étranger ouvre plusieurs représentations en Suisse, il doit:

- a. requérir une autorisation pour chacune d'entre elles;
- b. désigner la représentation responsable des contacts avec la FINMA.

#### **Art. 51** Rapport de gestion

(art. 10, al. 4, LBVM)

Dans un délai de quatre mois à compter de la date de clôture des comptes annuels, la représentation remet à la FINMA le rapport de gestion du négociant étranger qu'elle représente.

#### **Art. 52** Dissolution d'une représentation

(art. 10, al. 4, LBVM)

Le négociant étranger qui dissout une représentation le notifie à la FINMA.

#### **Art. 53<sup>49</sup>**

#### **Art. 53a<sup>50</sup>**

### **Chapitre 4a ...**

#### **Art. 53b<sup>51</sup>**

<sup>49</sup> Abrogé par le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5413).

<sup>50</sup> Introduit par le ch. 1 à l'O du 29 juin 2011 (RO **2011** 3461). Abrogé par le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5413).

<sup>51</sup> Introduit par le ch. 1 à l'O du 10 avr. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013 (RO **2013** 1111). Abrogé par le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5413).

## Chapitre 5 ...

Art. 54 et 55<sup>52</sup>

## Chapitre 5a ...

Art. 55a à 55g<sup>53</sup>

## Chapitre 6 Relations internationales

Art. 56<sup>54</sup>      Domination étrangère  
(art. 37, 10, al. 6 et art. 35, al. 2 LBVM)

<sup>1</sup> Sont réputés être sous domination étrangère les négociants organisés selon le droit suisse lorsque des personnes étrangères détenant une participation prépondérante disposent directement ou indirectement de plus de la moitié des voix ou exercent d'une autre manière une influence dominante.

<sup>2</sup> Sont réputées personnes étrangères:

- a. les personnes physiques qui ne sont ni de nationalité suisse ni titulaires d'un permis d'établissement;
- b. les personnes morales et les sociétés de personnes qui ont leur siège à l'étranger ou qui, si elles ont leur siège en Suisse, sont dans les mains de ressortissants étrangers au sens de la let. a.

<sup>3</sup> Les négociants qui passent ultérieurement en mains étrangères doivent solliciter l'autorisation de la FINMA. Il en va de même en cas de changement des personnes étrangères détenant une participation prépondérante dans le capital d'un négociant sous domination étrangère.

<sup>4</sup> Les membres de l'administration et de la direction du négociant communiquent à la FINMA tout fait permettant de conclure que le négociant est sous domination étrangère ou qu'un changement des personnes étrangères détenant une participation prépondérante s'est produit.

<sup>52</sup> Abrogés par le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

<sup>53</sup> Introduits par le ch. I à l'O du 10 avr. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013 (RO 2013 1111). Abrogés par le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

<sup>54</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5413).

## Chapitre 7 Dispositions finales

### Art. 57 Modification du droit en vigueur

...<sup>55</sup>

### Art. 58<sup>56</sup> Disposition transitoire de la modification du 10 avril 2013

<sup>1</sup> Sous réserve de l'art. 55c, le rachat de titres propres au prix du marché dans le cadre d'un programme de rachat en cours lors de l'entrée en vigueur de la modification du 10 avril 2013 est autorisé si les conditions énoncées à l'art. 55b, al. 1, let. c à h, sont respectées dès l'entrée en vigueur. L'art. 55b, al. 3 et 4, est applicable.

<sup>2</sup> Sous réserve de l'art. 55c, le rachat de titres propres à un prix fixe ou par émission d'options de vente dans le cadre d'un programme de rachat en cours lors de l'entrée en vigueur de la modification du 10 avril 2013 est autorisé si les conditions énoncées à l'art. 55b, al. 2, let. c et d, sont respectées dès l'entrée en vigueur. L'art. 55b, al. 3 et 4, est applicable.

### Art. 58a<sup>57</sup> Disposition transitoire de la modification du 5 juillet 2017

<sup>1</sup> Les obligations énoncées aux art. 30, al. 2, et 31, al. 1, let. d, et 2, doivent être remplies au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018. Les faits survenus entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 septembre 2018 et entraînant ces obligations doivent faire l'objet d'un enregistrement et d'une déclaration rétroactifs au plus tard le 31 décembre 2018.

<sup>2</sup> Les succursales étrangères de négociants suisses en valeurs mobilières doivent remplir les obligations énoncées aux art. 30, al. 2, et 31, al. 1, let. d, et 2, au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

<sup>3</sup> Jusqu'au 31 décembre 2017, la dérogation à l'obligation de déclarer prévue à l'art. 31, al. 4, peut être obtenue sans convention selon l'art. 32, al. 3, LIMF ni échange d'informations entre la FINMA et l'autorité de surveillance étrangère compétente.

### Art. 59 Entrée en vigueur

<sup>1</sup> La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1997, sous réserve de l'al. 2.

<sup>2</sup> La date de l'entrée en vigueur des art. 54, 55 et 58, al. 8 à 11, sera fixée ultérieurement.<sup>58</sup>

<sup>55</sup> Les mod. peuvent être consultées au RO 1997 85.

<sup>56</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I à l'O du 10 avr, 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2013 (RO 2013 1111).

<sup>57</sup> Introduit par le ch. 12 de l'annexe 1 à l'O du 25 nov. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers (RO 2015 5413). Nouvelle teneur selon le ch. III de l'O du 5 juil. 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 (RO 2017 3715).

<sup>58</sup> L'entrée en vigueur a été fixée au 1<sup>er</sup> janv. 1998 par l'art. 2 de l'O du 13 août 1997 (RO 1997 2044).



**Loi fédérale  
sur les placements collectifs de capitaux\***  
(Loi sur les placements collectifs, LPCC)

**951.31**

du 23 juin 2006 (Etat le 1<sup>er</sup> juillet 2016)

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*  
vu les art. 98, al. 1 et 2, et 122, al. 1, de la Constitution<sup>1</sup>,  
vu le message du Conseil fédéral du 23 septembre 2005<sup>2</sup>,  
*arrête:*

**Titre 1      Dispositions générales**  
**Chapitre 1    But et champ d'application**

**Art. 1      But**

La présente loi a pour but de protéger les investisseurs et d'assurer la transparence et le bon fonctionnement du marché des placements collectifs de capitaux (placements collectifs).

**Art. 2      Champ d'application**

<sup>1</sup> La présente loi s'applique, quelle que soit leur forme juridique:

- a. aux placements collectifs suisses et aux personnes qui les administrent, les gardent ou les distribuent;
- b. aux placements collectifs étrangers qui sont distribués en Suisse;
- c. aux personnes qui administrent des placements collectifs étrangers en Suisse ou à partir de la Suisse;
- d. aux personnes qui distribuent des placements collectifs étrangers en Suisse;
- e. aux personnes qui distribuent des placements collectifs étrangers à partir de la Suisse qui ne sont pas destinés exclusivement à des investisseurs qualifiés au sens de l'art. 10, al. 3, 3<sup>bis</sup> ou 3<sup>ter</sup>, ou du droit étranger correspondant;
- f. aux personnes qui représentent en Suisse des placements collectifs étrangers.<sup>3</sup>

RO 2006 5379

\* Les termes désignant des personnes s'appliquent également aux femmes et aux hommes.

<sup>1</sup> RS 101

<sup>2</sup> FF 2005 5993

<sup>3</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>2</sup> Ne sont pas soumis à la présente loi, notamment:

- a. les institutions, auxiliaires ou non, de la prévoyance professionnelle, y compris les fondations de placement;
- b. les institutions des assurances sociales et les caisses de compensation;
- c. les corporations et les institutions de droit public;
- d. les sociétés exerçant une activité commerciale ou industrielle;
- e.<sup>4</sup> les sociétés qui rassemblent dans un groupe, sous une direction unique, une ou plusieurs sociétés par le biais d'une majorité de voix ou par d'autres moyens (holdings);
- f. les clubs d'investissements lorsque leurs membres sont en mesure de défendre eux-mêmes leurs intérêts;
- g. les associations et les fondations au sens du code civil<sup>5</sup>;
- h.<sup>6</sup> les gestionnaires de placements collectifs de capitaux dont les investisseurs sont qualifiés au sens de l'art. 10, al. 3, 3<sup>bis</sup> ou 3<sup>er</sup>, et qui remplissent l'une des conditions suivantes:
  1. les valeurs patrimoniales qu'ils administrent y compris celles financées par effet de levier, n'excèdent pas 100 millions de francs,
  2. les valeurs patrimoniales des placements collectifs qu'ils administrent n'excèdent pas 500 millions de francs et sont constituées de placements de capitaux collectifs qui ne recourent pas à l'effet de levier et qui n'ont aucun droit au remboursement pendant une période de cinq ans à compter de la date de l'investissement initial dans chacun de ces placements collectifs de capitaux,
  3. les investisseurs sont exclusivement des sociétés du groupe d'entreprises dont relève le gestionnaire concerné.

<sup>2bis</sup> Les gestionnaires de placement collectifs visés à l'al. 2, let h, peuvent s'assujettir volontairement à la présente loi si la législation du pays dans lequel le placement collectif est constitué ou distribué l'exige. Le Conseil fédéral règle les modalités. Indépendamment de tout assujettissement à la loi, il peut prescrire une obligation d'enregistrement aux fins de recueillir des données importantes pour l'économie nationale.<sup>7</sup>

<sup>3</sup> Les sociétés d'investissements revêtant la forme de la société anonyme suisse ne sont pas soumises à la présente loi si elles sont cotées à une bourse suisse ou qu'elles remplissent les conditions suivantes:

<sup>4</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>5</sup> RS 210

<sup>6</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>7</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

- a. seuls les actionnaires au sens de l'art. 10, al. 3, 3<sup>bis</sup> et 3<sup>ter</sup>, peuvent en détenir des participations;
  - b. leurs actions sont nominatives.<sup>8</sup>
- 4 ...<sup>9</sup>

**Art. 3<sup>10</sup>**      Distribution

<sup>1</sup> Est considérée comme distribution de placements collectifs au sens de la présente loi toute proposition ou publicité pour des placements collectifs qui ne s'adressent pas exclusivement à des investisseurs au sens de l'art. 10, al. 3, let. a et b.

<sup>2</sup> Ne sont pas considérés comme distribution:

- a. la mise à disposition d'informations et l'acquisition de placements collectifs faites à l'instigation ou à la demande de l'investisseur, lorsqu'elles entrent notamment dans le cadre de contrats de conseil et de la simple exécution de transactions;
- b. la mise à disposition d'informations et l'acquisition de placements collectifs lorsqu'elles se font dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune passé en la forme écrite avec des intermédiaires financiers au sens de l'art. 10, al. 3, let. a;
- c. la mise à disposition d'informations et l'acquisition de placements collectifs lorsqu'elles se font dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune passé en la forme écrite avec un gestionnaire de fortune indépendant, et que:
  1. le gestionnaire de fortune est soumis en tant qu'intermédiaire financier à l'art. 2, al. 3, let. e, de la loi du 10 octobre 1997 sur le blanchiment d'argent<sup>11</sup>,
  2. le gestionnaire de fortune est soumis aux règles de conduite adoptées par une organisation professionnelle et dont l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) reconnaît qu'elles ont valeur d'exigences minimales pour la branche,
  3. le contrat de gestion de fortune respecte les directives adoptées par une organisation professionnelle et dont la FINMA reconnaît qu'elles ont valeur d'exigences minimales pour la branche;
- d. la publication de prix, de cours, de valeurs d'inventaire et de données fiscales par des intermédiaires financiers soumis à la surveillance;
- e. le fait de proposer des programmes de participation aux collaborateurs sous la forme de placements collectifs.

<sup>8</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>9</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>10</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>11</sup> RS 955.0

**Art. 4** Portefeuilles collectifs internes

<sup>1</sup> La présente loi ne s'applique pas aux portefeuilles collectifs internes de type contractuel constitués par les banques et les négociants en valeurs mobilières aux fins de gérer en commun les avoirs de leurs clients, lorsque les conditions suivantes sont remplies:<sup>12</sup>

- a. la participation des clients à un portefeuille collectif interne est subordonnée à l'établissement d'un contrat de gestion passé en la forme écrite;
- b. aucun certificat de part n'est émis;
- c.<sup>13</sup> aucune distribution n'est effectuée pour les portefeuilles collectifs internes.

<sup>2</sup> La constitution ou la liquidation d'un portefeuille collectif interne doit toutefois être annoncée à la société d'audit<sup>14</sup> de la banque ou du négociant en valeurs mobilières.

<sup>3</sup> En cas de faillite de la banque ou du négociant en valeurs mobilières, les avoirs et les droits liés au portefeuille collectif interne sont distraits de la masse au bénéfice des investisseurs.

**Art. 5** Produits structurés

<sup>1</sup> Les produits structurés tels que les produits à capital garanti, les produits à rendement maximal et les certificats ne peuvent être distribués à des investisseurs non qualifiés en Suisse ou à partir de la Suisse qu'aux conditions suivantes:<sup>15</sup>

- a. ils sont émis, garantis ou assortis de sûretés équivalentes par:<sup>16</sup>
  1. une banque au sens de la loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques<sup>17</sup>,
  2. une assurance au sens de la loi fédérale du 17 décembre 2004 sur la surveillance des assurances<sup>18</sup>,
  3. un négociant en valeurs mobilières au sens de la loi du 24 mars 1995 sur les bourses<sup>19</sup>,
  4. un établissement étranger soumis à une surveillance prudentielle équivalente;
- b. ils font l'objet d'un prospectus simplifié.

<sup>12</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>13</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>14</sup> Nouvelle expression selon le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207 5205; FF 2006 2741). Il a été tenu compte de cette mod. dans tout le texte.

<sup>15</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>16</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>17</sup> RS 952.0

<sup>18</sup> RS 961.01

<sup>19</sup> RS 954.1

<sup>1bis</sup> L'émission, par des sociétés à but spécial, de produits structurés destinés à des investisseurs non qualifiés est admissible pour autant que la distribution soit assurée par un établissement au sens de l'al. 1, let. a, et que des sûretés équivalentes soient garanties. Le Conseil fédéral règle les exigences en matière de sûretés équivalentes.<sup>20</sup>

<sup>2</sup> Le prospectus simplifié doit:

- a. décrire, selon un schéma normalisé, les caractéristiques essentielles du produit (éléments-clés), ses perspectives de profits et de pertes ainsi que les risques significatifs supportés par l'investisseur;
- b. être rédigé de façon aisément compréhensible pour l'investisseur moyen;
- c. indiquer que le produit n'est pas un placement collectif et qu'il n'est pas soumis à l'autorisation de la FINMA.

<sup>3</sup> Un prospectus simplifié provisoire fournissant des données indicatives est proposé gratuitement à toute personne intéressée avant la souscription du produit et avant la conclusion du contrat d'achat du produit. De plus, un prospectus simplifié définitif est proposé gratuitement à toute personne intéressée lors de l'émission ou lors de la conclusion du contrat d'achat du produit.<sup>21</sup>

<sup>4</sup> Les exigences relatives au prospectus fixées à l'art. 1156 du code des obligations<sup>22</sup> ne sont pas applicables dans ce cas.

<sup>5</sup> Pour le reste, les produits structurés ne sont pas soumis à la présente loi.

## **Art. 6** Déléation au Conseil fédéral

<sup>1</sup> Dans le cadre des dispositions d'exécution, le Conseil fédéral peut soumettre totalement ou partiellement à la présente loi des fortunes ou des sociétés analogues à des placements collectifs ou exclure des fortunes ou des sociétés du champ d'application de la présente loi pour autant que son but de protection l'exige ou le permette.

<sup>2</sup> Il soumet les dispositions correspondantes pour consultation à la commission compétente conformément à l'art. 151, al. 1, de la loi du 13 décembre 2002 sur le Parlement<sup>23</sup>.

<sup>20</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>21</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>22</sup> RS 220

<sup>23</sup> RS 171.10

## Chapitre 2 Placements collectifs

### Art. 7 Définition

<sup>1</sup> Les placements collectifs sont des apports constitués par des investisseurs pour être administrés en commun pour le compte de ces derniers. Les besoins des investisseurs sont satisfaits à des conditions égales.

<sup>2</sup> Les placements collectifs peuvent être ouverts ou fermés.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral peut fixer le nombre minimal d'investisseurs en fonction de la forme juridique et du cercle des destinataires. Il peut autoriser les placements collectifs pour un seul investisseur qualifié (fonds à investisseur unique) au sens de l'art. 10, al. 3, let. b et c.<sup>24</sup>

<sup>4</sup> Pour les fonds à investisseur unique la direction et la SICAV peuvent déléguer les décisions en matière de placement à l'investisseur. La FINMA peut libérer celui-ci de l'obligation d'être soumis à une surveillance reconnue au sens des art. 31, al. 3, et 36, al. 3.<sup>25</sup>

### Art. 8 Placements collectifs ouverts

<sup>1</sup> Les placements collectifs ouverts revêtent soit la forme d'un fonds de placement contractuel (art. 25 ss), soit la forme d'une société d'investissement à capital variable (SICAV, art. 36 ss).

<sup>2</sup> Les placements collectifs ouverts donnent à l'investisseur un droit direct ou indirect au remboursement de ses parts à la valeur nette d'inventaire à la charge de la fortune collective.

<sup>3</sup> Les placements collectifs ouverts se fondent sur un règlement. Cette notion comprend le contrat de placement collectif (contrat de fonds de placement) pour le fonds établi sous la forme contractuelle ainsi que les statuts et le règlement de placement pour la SICAV.

### Art. 9 Placements collectifs fermés

<sup>1</sup> Les placements collectifs fermés revêtent soit la forme de la société en commandite pour placements collectifs (art. 98 ss), soit la forme de la société d'investissement à capital fixe (SICAF, art. 110 ss).

<sup>2</sup> Les placements collectifs fermés ne donnent à l'investisseur aucun droit, direct ou indirect, au remboursement de ses parts à la valeur nette d'inventaire à la charge de la fortune collective.

<sup>3</sup> La société en commandite de placements collectifs se fonde sur un contrat de société.

<sup>24</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>25</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>4</sup> La SICAF se fonde sur des statuts et établit un règlement de placement.

**Art. 10** Investisseurs

<sup>1</sup> Les investisseurs sont des personnes physiques ou morales ainsi que des sociétés en nom collectif et en commandite qui détiennent des parts de placements collectifs.

<sup>2</sup> Les placements collectifs sont ouverts à tous les investisseurs pour autant que la présente loi, le règlement ou les statuts ne restreignent pas le cercle des investisseurs à des investisseurs qualifiés.

<sup>3</sup> Par investisseurs qualifiés au sens de la présente loi, on entend:<sup>26</sup>

- a.<sup>27</sup> les intermédiaires financiers soumis à une surveillance, tels les banques, les négociants en valeurs mobilières, les directions de fonds (directions), les gestionnaires de placements collectifs et les banques centrales;
- b. les assurances soumises à une surveillance;
- c. les corporations de droit public et les institutions de la prévoyance professionnelle dont la trésorerie est gérée à titre professionnel;
- d. les entreprises dont la trésorerie est gérée à titre professionnel;
- e. et f.<sup>28</sup>...

<sup>3bis</sup> Les particuliers fortunés peuvent demander par une déclaration écrite à être considérés comme des investisseurs qualifiés. Le Conseil fédéral peut fixer des conditions supplémentaires auxquelles ils doivent satisfaire, notamment l'obligation de posséder les compétences techniques nécessaires.<sup>29</sup>

<sup>3ter</sup> Les investisseurs ayant passé un contrat écrit de gestion de fortune au sens de l'art. 3, al. 2, let. b et c sont considérés comme des investisseurs qualifiés à moins qu'ils n'aient déclaré par écrit qu'ils ne souhaitaient pas être considérés comme tels.<sup>30</sup>

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral peut désigner d'autres catégories d'investisseurs qualifiés.

<sup>5</sup> La FINMA peut soustraire totalement ou partiellement à certaines dispositions de la présente loi les placements collectifs qui sont exclusivement ouverts aux investisseurs qualifiés pour autant que la protection assurée par la présente loi ne soit pas compromise; ces dispositions peuvent notamment porter sur:<sup>31</sup>

<sup>26</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>27</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>28</sup> Abrogée par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, avec effet au 1<sup>er</sup> juin 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>29</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>30</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>31</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

- a.<sup>32</sup> ...
- b. l'obligation d'établir un prospectus;
- c. l'obligation d'établir un rapport semestriel;
- d. l'obligation d'accorder aux investisseurs le droit de dénoncer le contrat en tout temps;
- e. l'obligation d'émettre et de racheter les parts contre espèces;
- f. la répartition des risques.

#### **Art. 11**            Parts

Les parts sont des créances à l'encontre de la direction au titre de la participation à la fortune et au revenu du fonds de placement ou des participations à la société.

#### **Art. 12**            Protection contre la tromperie et la confusion

<sup>1</sup> La dénomination des placements collectifs ne doit pas prêter à confusion ou induire en erreur, en particulier quant aux placements effectués.

<sup>2</sup> Les dénominations telles que «fonds de placement», «fonds d'investissement», «société d'investissement à capital variable», «SICAV», «société en commandite de placements collectifs», «SCmPC», «société d'investissement à capital fixe» et «SICAF» ne peuvent être utilisées que pour désigner les placements collectifs soumis à la présente loi.<sup>33</sup>

### **Chapitre 3**    **Autorisation et approbation**

#### **Section 1**        **Généralités**

#### **Art. 13**            Obligation d'obtenir une autorisation

<sup>1</sup> Quiconque administre des placements collectifs, les garde ou les distribue à des investisseurs non qualifiés doit obtenir une autorisation de la FINMA.<sup>34</sup>

<sup>2</sup> Doivent demander une autorisation:

- a. la direction;
- b. la SICAV;
- c. la société en commandite de placements collectifs;
- d. la SICAF;

<sup>32</sup> Abrogée par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, avec effet au 1<sup>er</sup> juin 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>33</sup> Nouvelle teneur selon le ch. III de la LF du 25 sept. 2015 (Droit des raisons de commerce), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO **2016** 1507; FF **2014** 9105).

<sup>34</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).



- e.<sup>35</sup> la banque dépositaire de placements collectifs suisses;
- f.<sup>36</sup> le gestionnaire de placements collectifs;
- g. le distributeur;
- h. le représentant de placements collectifs étrangers.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral peut libérer de l'obligation d'obtenir une autorisation les gestionnaires de placements collectifs, les distributeurs et les représentants soumis à une autorité de surveillance étatique équivalente à la FINMA.<sup>37</sup>

<sup>4</sup> ...<sup>38</sup>

<sup>5</sup> Les personnes mentionnées à l'al. 2, let. a à d, ne peuvent s'inscrire au registre du commerce qu'une fois en possession de l'autorisation de la FINMA.

#### **Art. 14** Conditions d'autorisation

<sup>1</sup> L'autorisation est accordée, lorsque:

- a. les personnes responsables de l'administration et de la direction des affaires jouissent d'une bonne réputation, offrent toutes les garanties d'une activité irréprochable et disposent des qualifications professionnelles appropriées;
- b. les personnes détenant une participation qualifiée jouissent d'une bonne réputation et leur influence n'est pas de nature à s'exercer au détriment d'une gestion prudente et saine;
- c. les directives internes et une organisation appropriée garantissent l'exécution des obligations découlant de la présente loi;
- d. les garanties financières sont suffisantes;
- e. les autres conditions d'autorisation prévues par la présente loi sont remplies.

<sup>1bis</sup> Le Conseil fédéral peut prévoir des prétentions en capital plus élevées que celles que prévues par le code des obligations<sup>39 40</sup> lorsqu'il s'agit d'exigences en capital relatives à des garanties financières.<sup>41</sup>

<sup>1ter</sup> Le Conseil fédéral peut, en tenant compte des développements internationaux, fixer des conditions d'autorisation supplémentaires. Il peut en outre subordonner

<sup>35</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>36</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>37</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>38</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>39</sup> RS **220**

<sup>40</sup> Nouvelle expression selon le ch. I 6 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en oeuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2015 (RO **2015** 1389; FF **2014** 585). Il a été tenu compte de cette mod. dans tout le texte.

<sup>41</sup> Introduit par le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

l'octroi de l'autorisation à la conclusion d'une assurance responsabilité professionnelle ou à l'apport de garanties financières.<sup>42</sup>

<sup>2</sup> La FINMA peut en outre décider de subordonner l'octroi d'une autorisation au respect des règles de conduite d'une organisation professionnelle.

<sup>3</sup> Sont réputées détenir une participation qualifiée, pour autant qu'elles détiennent une participation directe ou indirecte d'au moins 10 % du capital ou des droits de vote de personnes au sens de l'art. 13, al. 2, ou qu'elles puissent de toute autre manière exercer une influence déterminante sur la gestion des affaires:

- a. toute personne physique ou morale;
- b. toute société en commandite ou en nom collectif;
- c. les personnes ayant des intérêts économiques communs, lorsqu'elles atteignent ensemble ce taux minimal.<sup>43</sup>

#### **Art. 15** Obligation d'obtenir une approbation

<sup>1</sup> Les documents suivants sont soumis à l'approbation de la FINMA:

- a. le contrat de placement collectif des fonds de placement (art. 25);
- b. les statuts et le règlement de placement des SICAV;
- c. le contrat de société des sociétés en commandite de placements collectifs;
- d. les statuts et le règlement de placement des SICAF;
- e.<sup>44</sup> les documents correspondants des placements collectifs étrangers distribués à des investisseurs non qualifiés.

<sup>2</sup> Lorsque le fonds de placement ou la SICAV est un placement collectif ouvert composé de compartiments (art. 92 ss), une approbation doit être demandée pour chaque compartiment ou catégorie d'actions.<sup>45</sup>

#### **Art. 16** Modification des conditions

En cas de modification ultérieure des conditions en vigueur lors de l'octroi de l'autorisation ou de l'approbation, la poursuite de l'activité est soumise à l'autorisation ou à l'approbation préalables de la FINMA.

#### **Art. 17** Procédure simplifiée d'autorisation et d'approbation

Le Conseil fédéral peut prévoir une procédure simplifiée d'autorisation et d'approbation pour les placements collectifs.

<sup>42</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>43</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>44</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>45</sup> Rectifié par la Commission de rédaction de l'Ass. féd. (art. 58, al. 1, LParl; RS 171.10).

## Section 2<sup>46</sup> Gestionnaires de placements collectifs

### Art. 18 Organisation

<sup>1</sup> Le gestionnaire de placements collectifs dont le siège est en Suisse peut être:

- a. une personne morale revêtant la forme de la société anonyme, de la société en commandite par actions ou de la société à responsabilité limitée;
- b. une société en nom collectif ou en commandite;
- c. une succursale suisse d'un gestionnaire étranger de placements collectifs, pour autant que les conditions suivantes soient remplies:
  1. ce gestionnaire, sa succursale suisse incluse, est soumis à une surveillance appropriée là où se trouve son siège,
  2. ce gestionnaire est suffisamment organisé et dispose de moyens financiers suffisants ainsi que de personnel qualifié pour exploiter sa succursale en Suisse,
  3. la FINMA et les autorités de surveillance concernées ont conclu une convention de coopération et d'échange de renseignements .

<sup>2</sup> La FINMA peut soumettre à la surveillance du groupe ou du conglomérat financiers les gestionnaires de placements collectifs appartenant à ce groupe ou à ce conglomérat, pour autant que des standards internationaux l'exigent.

<sup>3</sup> La FINMA peut, pour de justes motifs, soustraire entièrement ou partiellement les gestionnaires de placements collectifs à des dispositions de la présente loi, pour autant que les conditions suivantes soient remplies:

- a. le but de protection de la présente loi n'est pas compromis;
- b. la gestion de placements collectifs a été déléguée aux gestionnaires uniquement par:
  1. le titulaire d'une autorisation au sens de l'art. 13, al. 2, let. a à d et f,
  2. la direction étrangère d'un fonds ou une société étrangère soumises à une réglementation équivalente aux dispositions de la présente loi au regard de l'organisation et des droits des investisseurs.

### Art. 18a Tâches

<sup>1</sup> Le gestionnaire de placements collectifs assure la gestion du portefeuille et des risques d'un ou de plusieurs placements collectifs.

<sup>2</sup> Le gestionnaire peut exercer d'autres activités administratives dans le cadre de ces tâches. L'art. 31 est réservé.

<sup>3</sup> Le gestionnaire peut, en outre, fournir notamment les prestations suivantes:

<sup>46</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

- a. la gestion de placements collectifs étrangers, pour autant qu'une convention de coopération et d'échange de renseignements ait été conclue entre la FINMA et les autorités de surveillance étrangères concernées par la gestion de fonds et que le droit étranger l'exige;
- b. la gestion individuelle de différents portefeuilles;
- c. le conseil en investissement;
- d. la distribution de placements collectifs;
- e. la représentation de placements collectifs étrangers.

#### **Art. 18b** Délégation de tâches

<sup>1</sup> Le gestionnaire de placements collectifs peut déléguer certaines tâches pour assurer une gestion appropriée.

<sup>2</sup> Il mandate uniquement des personnes suffisamment qualifiées pour garantir une exécution irréprochable des tâches déléguées; il assure l'instruction et la surveillance de ces personnes et contrôle l'exécution du mandat.

<sup>3</sup> Les décisions en matière de placement peuvent être déléguées uniquement à des gestionnaires de placements collectifs soumis à une surveillance reconnue.

<sup>4</sup> Lorsque le droit étranger prévoit une convention de coopération et d'échange de renseignements avec les autorités de surveillance étrangères, le gestionnaire ne peut déléguer des décisions en matière de placement que si une telle convention a été conclue entre la FINMA et les autorités de surveillance étrangères concernées par ces décisions.

#### **Art. 18c** Changement de gestionnaire

Le changement de gestionnaire de placements collectifs doit être annoncé préalablement à la FINMA.

### **Section 3** Distributeurs

#### **Art. 19**

<sup>1</sup> ...<sup>47</sup>

<sup>1bis</sup> Un intermédiaire financier ne peut distribuer des placements collectifs étrangers destinés exclusivement à des investisseurs qualifiés que s'il est soumis, en Suisse ou dans son pays de domicile, à un régime de surveillance approprié.<sup>48</sup>

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe les conditions requises pour l'octroi de l'autorisation.

<sup>47</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>48</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>3</sup> Il peut faire dépendre l'octroi de l'autorisation de garanties suffisantes du distributeur, notamment financières et professionnelles.

<sup>4</sup> ...<sup>49</sup>

## Chapitre 4 Règles de conduite

### Art. 20 Principes

<sup>1</sup> Les titulaires d'une autorisation (titulaires) et leurs mandataires doivent notamment satisfaire aux devoirs suivants:

- a.<sup>50</sup> devoir de loyauté: ils agissent de manière indépendante et exclusivement dans l'intérêt des investisseurs;
- b. devoir de diligence: ils prennent les mesures organisationnelles nécessaires à l'exercice d'une activité irréprochable;
- c.<sup>51</sup> devoir d'information: ils garantissent des comptes transparents et donnent une information appropriée sur les placements collectifs qu'ils administrent, gardent ou distribuent; ils informent tous les investisseurs sur les honoraires et sur les frais qui leur sont imputés directement ou indirectement ainsi que sur leur affectation; ils informent les investisseurs de manière exhaustive, conforme à la réalité et compréhensible sur les rémunérations pour la distribution de placements collectifs sous la forme de commissions, de courtages ou d'autres avantages pécuniaires.

<sup>2</sup> La FINMA peut décréter que les règles de conduite adoptées par une organisation professionnelle ont valeur d'exigences minimales pour la branche.

<sup>3</sup> Les titulaires prennent toutes les mesures nécessaires à l'accomplissement de ces devoirs pour l'ensemble de leurs activités.<sup>52</sup>

### Art. 21 Placement de la fortune

<sup>1</sup> Les titulaires et leurs mandataires appliquent une politique de placement qui respecte de façon permanente les caractéristiques d'investissement fixées dans les documents afférents à chaque placement collectif.

<sup>2</sup> Lors de l'acquisition ou de l'aliénation d'avoirs ou de droits, ils ne peuvent recevoir, pour leur compte ou pour celui de tiers, que les rétributions prévues dans les documents. Les rétrocessions et autres avantages doivent être crédités au placement collectif.

<sup>49</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>50</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>51</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>52</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>3</sup> Ils ne peuvent acquérir ou céder des placements pour leur propre compte qu'au prix du marché.

**Art. 22** Négoce de valeurs mobilières

<sup>1</sup> Dans le négoce de valeurs mobilières ou lors d'autres transactions, les contreparties doivent être soigneusement sélectionnées. Celles-ci doivent offrir la garantie de la meilleure exécution possible d'une transaction s'agissant du prix, du moment et du volume.

<sup>2</sup> Le choix des contreparties doit être revu à intervalles réguliers.

<sup>3</sup> Toute convention limitant la liberté de décision des titulaires ou de leurs mandataires est interdite.

**Art. 23** Exercice des droits attachés à la qualité de sociétaire ou de créancier

<sup>1</sup> Les droits attachés à la qualité de sociétaire ou de créancier doivent être exercés, dans le cadre des placements, de manière indépendante et exclusivement dans l'intérêt des investisseurs.

<sup>2</sup> L'art. 685*d*, al. 2, du code des obligations<sup>53</sup> ne s'applique pas aux fonds de placement.

<sup>3</sup> Si une direction gère plusieurs fonds de placement, le montant de la participation est calculé pour chaque fonds de placement en fonction de la limite en pour-cent au sens de l'art. 685*d*, al. 1, du code des obligations.

<sup>4</sup> L'al. 3 s'applique également à chaque compartiment d'un placement collectif ouvert au sens des art. 92 ss.

**Art. 24** Autres règles de conduite<sup>54</sup>

<sup>1</sup> Les titulaires prennent les mesures nécessaires pour assurer une acquisition sérieuse et un conseil objectif des clients.

<sup>2</sup> Les titulaires recourant à des tiers pour la distribution de parts de placements collectifs doivent conclure un contrat de distribution.

<sup>3</sup> Les titulaires et les tiers auxquels ils ont recours pour la distribution consignent par écrit les besoins du client dont ils ont fait l'inventaire ainsi que les raisons motivant la recommandation d'acquérir un placement collectif précis. Ils remettent cet inventaire au client.<sup>55</sup>

<sup>53</sup> RS 220

<sup>54</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2014 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>55</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2014 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

**Titre 2 Placements collectifs ouverts**  
**Chapitre 1 Fonds de placement contractuels**  
**Section 1 Définition**

**Art. 25**

<sup>1</sup> Le fonds de placement contractuel (fonds de placement) est fondé sur un contrat de placement collectif (contrat de fonds de placement) par lequel la direction s'engage:

- a. à faire participer les investisseurs à un fonds de placement proportionnellement aux parts qu'ils ont acquises;
- b. à gérer la fortune collective de façon indépendante et en son propre nom, conformément aux dispositions du contrat de fonds de placement.

<sup>2</sup> La banque dépositaire est partie au contrat de fonds de placement dans la mesure des tâches qui lui sont conférées par la loi et par ce contrat.

<sup>3</sup> Le fonds de placement doit disposer d'une fortune minimale. Le Conseil fédéral fixe le montant de la fortune minimale et le délai dans lequel ce montant doit être constitué.

**Section 2 Contrat de fonds de placement**

**Art. 26** Contenu

<sup>1</sup> La direction établit le contrat de fonds de placement et le soumet, avec l'accord de la banque dépositaire, à l'approbation de la FINMA.

<sup>2</sup> Le contrat de fonds de placement établit les droits et obligations des investisseurs, de la direction et de la banque dépositaire.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral fixe le contenu minimal du contrat de fonds de placement.<sup>56</sup>

**Art. 27** Modification du contrat de fonds de placement

<sup>1</sup> La direction soumet les modifications du contrat de fonds de placement avec l'accord de la banque dépositaire à l'approbation de la FINMA.

<sup>2</sup> Lorsque la direction modifie le contrat, elle publie à l'avance un résumé des modifications principales, en indiquant les adresses auxquelles le texte intégral des modifications peut être obtenu gratuitement.

<sup>3</sup> Les investisseurs doivent être informés de la possibilité de faire valoir des objections auprès de la FINMA dans les 30 jours qui suivent la publication. La procédure est régie par la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative<sup>57</sup>. Les investisseurs doivent en outre être informés du fait qu'ils peuvent demander le

<sup>56</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>57</sup> RS 172.021

paiement de leurs parts en espèces dans le respect des délais contractuels ou réglementaires.<sup>58</sup>

<sup>4</sup> La FINMA publie sa décision dans les organes de publication prévus.

### **Section 3      Direction**

#### **Art. 28            Organisation**

<sup>1</sup> La direction est une société anonyme dont le siège et l'administration principale sont en Suisse.

<sup>2</sup> Elle doit disposer d'un capital minimum. Le Conseil fédéral en fixe le montant.

<sup>3</sup> Le capital est divisé en actions nominatives.

<sup>4</sup> La direction se dote d'une organisation adéquate lui permettant d'accomplir les tâches qui lui incombent. Elle définit ses tâches et ses compétences dans les statuts et le règlement d'organisation.

<sup>5</sup> Les personnes à la tête de la direction doivent être indépendantes de la banque dépositaire et réciproquement.

#### **Art. 29<sup>59</sup>        But**

<sup>1</sup> Le but principal de la direction est la gestion de fonds de placement. La direction peut en outre fournir notamment les prestations suivantes:

- a. la gestion individuelle de différents portefeuilles;
- b. le conseil en investissement;
- c. la garde et l'administration technique de placement collectifs.

<sup>2</sup> La gestion des placements collectifs étrangers est régie par l'art. 18a, al. 3, let. a.

#### **Art. 30            Tâches**

La direction gère le fonds de placement pour le compte des investisseurs, de façon indépendante et en son propre nom. Elle exerce en particulier les tâches suivantes:

- a. décider de l'émission de parts, des placements et de leur évaluation;
- b. calculer la valeur nette d'inventaire;
- c. fixer les prix d'émission et de rachat des parts ainsi que la distribution des bénéfices;
- d. exercer tous les droits relevant du fonds de placement.

<sup>58</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>59</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).



**Art. 31** Délégation de tâches

<sup>1</sup> La direction peut déléguer les décisions en matière de placement ainsi que d'autres tâches pour assurer une gestion appropriée.

<sup>2</sup> Elle mandate uniquement des personnes suffisamment qualifiées pour garantir une exécution irréprochable des tâches déléguées; elle assure l'instruction et la surveillance de ces personnes et contrôle l'exécution du mandat.

<sup>3</sup> Les décisions en matière de placement peuvent être déléguées uniquement à des gestionnaires de placements collectifs soumis à une surveillance reconnue.<sup>60</sup>

<sup>4</sup> Lorsque le droit étranger prévoit une convention de coopération et d'échange de renseignements avec les autorités de surveillance étrangères, la direction ne peut déléguer des décisions en matière de placement que si une telle convention a été conclue entre la FINMA et les autorités de surveillance étrangères concernées par ces décisions.<sup>61</sup>

<sup>5</sup> En ce qui concerne les placements collectifs dont la distribution dans l'Union européenne est facilitée par un accord, les décisions en matière de placement ne peuvent pas être déléguées à la banque dépositaire ou à d'autres entreprises dont les intérêts pourraient entrer en conflit avec ceux de la direction ou des investisseurs.<sup>62</sup>

<sup>6</sup> La direction répond des actes de ses mandataires comme de ses propres actes.<sup>63</sup>

**Art. 32** Fonds propres

<sup>1</sup> La direction maintient un rapport approprié entre le montant de ses fonds propres et la fortune totale des placements collectifs qu'elle administre. Le Conseil fédéral définit ce rapport.

<sup>2</sup> La FINMA peut, dans des cas particuliers, décider d'assouplir ou de renforcer les exigences applicables aux fonds propres.

<sup>3</sup> La direction ne peut pas placer les fonds propres obligatoires sous forme de parts de fonds qu'elle a émises elle-même, ni les prêter à ses actionnaires ou aux personnes physiques ou morales qui leur sont proches. Le maintien de liquidités auprès de la banque dépositaire n'équivaut pas à un prêt.

**Art. 33** Droits

<sup>1</sup> La direction a droit:

- a. aux rémunérations prévues par le contrat de fonds de placement;

<sup>60</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>61</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>62</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>63</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

- b. à être libérée des engagements contractés en exécution régulière de ses tâches;
- c. à être remboursée des frais encourus au titre de l'exécution de ces engagements.

<sup>2</sup> Les créances de la direction sont débitées des placements collectifs. La responsabilité personnelle des investisseurs est exclue.

#### **Art. 34**      Changement de direction

<sup>1</sup> Les droits et obligations d'une direction peuvent être repris par une autre direction.

<sup>2</sup> Le contrat de reprise entre l'ancienne et la nouvelle direction est passé en la forme écrite; il doit être approuvé par la banque dépositaire et autorisé par la FINMA.

<sup>3</sup> La direction en place publie, avant l'approbation par la FINMA, le changement projeté dans les organes de publication du fonds.<sup>64</sup>

<sup>4</sup> Les investisseurs doivent être informés de la possibilité de faire valoir des objections auprès de la FINMA dans les 30 jours qui suivent la publication. La procédure est réglée par la loi du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative<sup>65,66</sup>

<sup>5</sup> La FINMA approuve le changement de direction lorsque les prescriptions légales sont remplies et que le maintien du fonds de placement est dans l'intérêt des investisseurs.

<sup>6</sup> Elle publie la décision dans les organes de publication prévus.

#### **Art. 35**      Distraction de la fortune collective

<sup>1</sup> Les avoirs et les droits d'un fonds de placement sont distraits au bénéfice des investisseurs en cas de faillite de la direction. Les créances de la direction au sens de l'art. 33 sont réservées.<sup>67</sup>

<sup>2</sup> Les dettes de la direction ne découlant pas du contrat de fonds de placement ne peuvent pas être compensées par des créances appartenant au fonds de placement.

<sup>64</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>65</sup> RS **172.021**

<sup>66</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>67</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO **2011** 3919; FF **2010** 3645).

## **Chapitre 2 Société d'investissement à capital variable (SICAV)**

### **Section 1 Dispositions générales**

#### **Art. 36** Définition et tâches<sup>68</sup>

<sup>1</sup> La société d'investissement à capital variable (SICAV) est une société:

- a. dont le capital et le nombre d'actions ne sont pas déterminés d'avance;
- b. dont le capital se compose des actions des entrepreneurs et des actions des investisseurs;
- c. qui ne répond de ses engagements que sur la fortune sociale;
- d. dont le but unique est la gestion collective de capitaux.

<sup>2</sup> La SICAV doit disposer d'une fortune minimale. Le Conseil fédéral fixe le montant de la fortune minimale et le délai dans lequel ce montant doit être constitué.

<sup>3</sup> La SICAV ne peut déléguer les décisions en matière de placements qu'à un gestionnaire de placements collectifs soumis à une surveillance reconnue. Les art. 30 et 31, al. 1 à 5 sont applicables par analogie.<sup>69</sup>

#### **Art. 37** Fondation

<sup>1</sup> Les dispositions du code des obligations<sup>70</sup> régissant la fondation de la société anonyme s'appliquent à la fondation de la SICAV à l'exception des dispositions sur les apports en nature, les reprises de biens et les avantages particuliers.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe l'apport minimal requis au moment de la fondation d'une SICAV.<sup>71</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>72</sup>

#### **Art. 38** Raison de commerce

<sup>1</sup> La raison de commerce doit contenir la désignation de la forme juridique ou son abréviation (SICAV).

<sup>2</sup> Au surplus, les dispositions du code des obligations<sup>73</sup> sur la raison de commerce de la société anonyme sont applicables.

<sup>68</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>69</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>70</sup> RS **220**

<sup>71</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>72</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>73</sup> RS **220**

**Art. 39** Fonds propres

<sup>1</sup> Un rapport approprié doit être maintenu entre les apports des actionnaires entrepreneurs et la fortune totale de la SICAV. Le Conseil fédéral définit ce rapport.

<sup>2</sup> La FINMA peut, dans des cas particuliers, décider d'assouplir ou de renforcer les exigences applicables aux fonds propres.

**Art. 40** Actions

<sup>1</sup> Les actions des entrepreneurs sont nominatives.

<sup>2</sup> Les actions des entrepreneurs et les actions des investisseurs sont dépourvues de valeur nominale et sont intégralement libérées en espèces.

<sup>3</sup> Les actions sont librement transmissibles. Lorsqu'elles ne sont pas cotées en bourse, les statuts peuvent limiter le cercle des investisseurs à des investisseurs qualifiés. L'art. 82 est applicable lorsque la SICAV refuse de donner son accord à la transmission des actions.

<sup>4</sup> Les statuts peuvent prévoir diverses catégories d'actions comprenant des droits différents.

<sup>5</sup> L'émission de bons de participation, de bons de jouissance et d'actions privilégiées est interdite.

**Art. 41** Actionnaires entrepreneurs

<sup>1</sup> Les actionnaires entrepreneurs fournissent l'apport minimal requis pour la fondation de la SICAV.

<sup>2</sup> Ils décident de dissoudre la SICAV et ses compartiments lorsque les conditions prévues à l'art. 96, al. 2 et 3, sont remplies.<sup>74</sup>

<sup>3</sup> Au surplus, les dispositions relatives aux droits des actionnaires (art. 46 ss) sont applicables.

<sup>4</sup> Les droits et obligations des actionnaires entrepreneurs se transmettent à l'acquéreur avec la cession des actions.

**Art. 42** Emission et rachat d'actions

<sup>1</sup> Pour autant que la loi ou les statuts n'en disposent pas autrement, la SICAV peut émettre en tout temps de nouvelles actions à la valeur nette d'inventaire et doit, à la demande d'un actionnaire, racheter en tout temps les actions émises à la valeur nette d'inventaire. Une modification des statuts ou une inscription au registre du commerce n'est pas nécessaire.

<sup>2</sup> La SICAV ne peut, ni directement ni indirectement, détenir ses propres actions.

<sup>74</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>3</sup> Les actionnaires ne peuvent pas exiger la part des actions nouvellement émises correspondant à leur participation antérieure. L'art. 66, al. 1, est réservé pour les fonds immobiliers.

<sup>4</sup> Au surplus, l'émission et le rachat des actions sont réglés aux art. 78 à 82.

#### **Art. 43** Statuts

<sup>1</sup> Les statuts doivent contenir des dispositions sur:

- a. la raison sociale et le siège;
- b. le but;
- c. l'apport minimal;
- d. la convocation de l'assemblée générale;
- e. les organes;
- f. les organes de publication.

<sup>2</sup> Ne sont valables qu'à la condition de figurer dans les statuts, les dispositions concernant:

- a. la durée de la société;
- b. la limitation du cercle des actionnaires à des investisseurs qualifiés et la limitation de la transmissibilité des actions en découlant (art. 40, al. 3);
- c. les catégories d'actions et les droits qui leur sont attachés;
- d. la délégation de la direction des affaires et de la représentation ainsi que les modalités de cette délégation (art. 51);
- e. le vote par correspondance.

#### **Art. 44** Règlement de placement

La SICAV établit un règlement de placement. Pour autant que la loi ou les statuts n'en disposent pas autrement, le contenu se fonde sur les dispositions du contrat régissant les fonds de placement.

#### **Art. 44<sup>a75</sup>** Banque dépositaire

<sup>1</sup> La SICAV doit avoir une banque dépositaire au sens des art. 72 à 74.

<sup>2</sup> La FINMA peut, pour de justes motifs, autoriser des dérogations à cette obligation lorsque les conditions suivantes sont remplies:

- a. la SICAV est exclusivement réservée aux investisseurs qualifiés;
- b. un ou plusieurs établissements soumis à une surveillance équivalente effectuent les transactions liées aux opérations et sont spécialisés dans ces transactions (courtier principal) (*Prime Broker*);

<sup>75</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

- c. il est garanti que les courtiers principaux ou les autorités de surveillance étrangères responsables des courtiers principaux fournissent à la FINMA tout renseignement et document utile à l'exécution de sa tâche.

**Art. 45<sup>76</sup>** Relation avec la loi sur l'infrastructure des marchés financiers

Les dispositions concernant les offres publiques d'acquisition (art. 125 à 141 de la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers<sup>77</sup>) ne sont pas applicables à la SICAV.

**Section 2 Droits et obligations des actionnaires<sup>78</sup>**

**Art. 46** Droits sociaux

<sup>1</sup> Toute personne reconnue par la SICAV comme actionnaire peut exercer les droits sociaux.

<sup>2</sup> L'actionnaire peut représenter lui-même ses actions à l'assemblée générale ou les faire représenter par un tiers. Pour autant que les statuts n'en disposent pas autrement, ce dernier ne doit pas avoir la qualité d'actionnaire.

<sup>3</sup> La SICAV tient un registre des actionnaires entrepreneurs, dans lequel sont inscrits leur nom et adresse. Par ailleurs, elle tient une liste des ayants droit économiques des actions d'actionnaires entrepreneurs selon l'art. 697l du code des obligations<sup>79, 80</sup>

<sup>4</sup> Les statuts peuvent prévoir pour les actionnaires entrepreneurs et les actionnaires investisseurs de SICAV autogérées ou à gestion externe le droit à au moins un siège dans le conseil d'administration.<sup>81</sup>

**Art. 46a<sup>82</sup>** Obligation d'annoncer des actionnaires entrepreneurs

<sup>1</sup> Les actionnaires entrepreneurs dont les actions ne sont pas cotées en bourse sont soumis à l'obligation d'annoncer prévue à l'art. 697j du code des obligations<sup>83</sup>.

<sup>76</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 9 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>77</sup> RS **958.1**

<sup>78</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 6 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en oeuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2015 (RO **2015** 1389; FF **2014** 585).

<sup>79</sup> RS **220**

<sup>80</sup> Phrase introduite par le ch. I 6 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en oeuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2015 (RO **2015** 1389; FF **2014** 585).

<sup>81</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>82</sup> Introduit par le ch. I 6 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en oeuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2015 (RO **2015** 1389; FF **2014** 585).

<sup>83</sup> RS **220**

<sup>2</sup> Les conséquences du non-respect de l'obligation d'annoncer sont réglées à l'art. 697*m* du code des obligations.

**Art. 47<sup>84</sup>**      Droit de vote

<sup>1</sup> Chaque action donne droit à une voix.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut autoriser la FINMA à ordonner la division ou la réunion d'actions en une catégorie d'actions.

**Art. 48**            Droits de contrôle

Les dispositions du code des obligations<sup>85</sup> sur le droit de contrôle de l'actionnaire sont applicables aux droits de contrôle, pour autant que la présente loi n'en dispose pas autrement.

**Art. 49**            Autres droits

Au surplus, les art. 78 ss sont applicables.

### **Section 3      Organisation**

**Art. 50**            Assemblée générale

<sup>1</sup> L'organe suprême de la SICAV est l'assemblée générale des actionnaires.

<sup>2</sup> L'assemblée générale a lieu chaque année dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice.

<sup>3</sup> Dans la mesure où le Conseil fédéral n'en dispose pas autrement, les dispositions du code des obligations<sup>86</sup> concernant l'assemblée générale de la société anonyme sont par ailleurs applicables.<sup>87</sup>

**Art. 51**            Conseil d'administration

<sup>1</sup> Le conseil d'administration se compose de trois membres au moins et de sept membres au plus.

<sup>2</sup> Les statuts peuvent autoriser le conseil d'administration à déléguer la direction des affaires ou la représentation à certains de ses membres ou à des tiers, entièrement ou partiellement, conformément à son règlement d'organisation.

<sup>84</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>85</sup> RS **220**

<sup>86</sup> RS **220**

<sup>87</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>3</sup> Les personnes à la tête de la SICAV doivent être indépendantes de la banque dépositaire et réciproquement.

<sup>4</sup> Le conseil d'administration établit le prospectus ainsi que les Informations clés pour l'investisseur ou le prospectus simplifié.<sup>88</sup>

<sup>5</sup> L'administration ne peut être déléguée qu'à une direction autorisée au sens des art. 28 ss.

<sup>6</sup> Dans la mesure où le Conseil fédéral n'en dispose pas autrement, les dispositions du code des obligations<sup>89</sup> concernant le conseil d'administration de la société anonyme sont par ailleurs applicables.<sup>90</sup>

#### **Art. 52** Société d'audit

La SICAV désigne une société d'audit (art. 126 ss).

### **Chapitre 3**

## **Types de placements collectifs ouverts et prescriptions en matière de placement**

### **Section 1 Fonds en valeurs mobilières**

#### **Art. 53** Définition

Les fonds en valeurs mobilières sont des placements collectifs ouverts qui investissent leurs avoirs dans des valeurs mobilières et qui sont conformes au droit des Communautés européennes.

#### **Art. 54** Placements autorisés

<sup>1</sup> Les fonds en valeurs mobilières peuvent investir en papiers-valeurs émis en grand nombre et en droits non incorporés ayant la même fonction (droits-valeurs) qui sont négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé, ouvert au public, ainsi que dans d'autres placements financiers liquides.

<sup>2</sup> Ils peuvent investir des montants limités dans d'autres placements et détenir des liquidités adéquates.

#### **Art. 55** Techniques de placement

<sup>1</sup> La direction et la SICAV peuvent utiliser aux fins d'une gestion efficace les techniques de placement suivantes:

- a. le prêt de valeurs mobilières;

<sup>88</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>89</sup> RS **220**

<sup>90</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).



- b. les opérations de prise ou de mise en pension;
- c. l'emprunt à titre temporaire et jusqu'à concurrence d'un pourcentage déterminé;
- d. la mise en gage ou la mise en garantie jusqu'à concurrence d'un pourcentage déterminé.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut autoriser d'autres techniques de placement tels que les ventes à découvert ou l'octroi de crédits.

<sup>3</sup> Il fixe les pourcentages. La FINMA règle les modalités.

#### **Art. 56** Opérations sur dérivés

<sup>1</sup> La direction et la SICAV peuvent effectuer des opérations sur dérivés aux conditions suivantes:

- a. ces opérations ne conduisent pas à une modification des caractéristiques de placement du fonds en valeurs mobilières;
- b. elles disposent d'une organisation appropriée et gèrent les risques de façon adéquate;
- c. les personnes chargées des opérations et de leur surveillance sont qualifiées et comprennent en tout temps les mécanismes et le fonctionnement des dérivés utilisés.

<sup>2</sup> L'ensemble des engagements résultant d'opérations sur dérivés ne peut être supérieur à un pourcentage déterminé de la fortune nette du fonds. Ces engagements sont imputés sur les limites légales et réglementaires maximales, notamment celles relatives à la répartition des risques.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral fixe le pourcentage. La FINMA règle les modalités.

#### **Art. 57** Répartition des risques

<sup>1</sup> La direction et la SICAV effectuent les placements selon le principe de la répartition des risques. En règle générale elles ne peuvent placer auprès du même débiteur ou de la même entreprise qu'un pourcentage déterminé de la fortune collective.

<sup>2</sup> Les droits de vote conférés par les papiers-valeurs ou les droits-valeurs d'une entreprise ou d'un débiteur ne doivent pas dépasser un pourcentage déterminé.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral fixe les pourcentages. La FINMA règle les modalités.

## **Section 2** Fonds immobiliers

#### **Art. 58** Définition

Les fonds immobiliers sont des placements collectifs ouverts qui investissent leurs avoirs dans des valeurs immobilières.

**Art. 59** Placements autorisés

<sup>1</sup> Les fonds immobiliers peuvent effectuer des placements:

- a. dans des immeubles et leurs accessoires;
- b. dans des participations à des sociétés immobilières dont le but est uniquement l'acquisition et la vente, ou la location et le bail à ferme de leurs immeubles et dans des créances contre de telles sociétés, pour autant que le fonds immobilier détienne au moins deux tiers de leur capital et des voix;
- c. dans des parts d'autres fonds immobiliers ainsi que de sociétés d'investissement immobilier cotées en bourse jusqu'à concurrence de 25 % de la fortune totale du fonds;
- d. dans des valeurs immobilières étrangères si leur valeur peut être évaluée de manière satisfaisante.

<sup>2</sup> La copropriété d'immeubles est autorisée pour autant que la direction ou la SICAV soient en mesure d'exercer une influence dominante.

**Art. 60** Garantie des engagements

Pour garantir leurs engagements, la direction et la SICAV doivent conserver une part adéquate de la fortune collective sous forme de valeurs mobilières à court terme servant un intérêt fixe ou sous forme d'autres avoirs disponibles à court terme.

**Art. 61** Opérations sur dérivés

La direction et la SICAV peuvent effectuer des opérations sur dérivés, pour autant qu'elles soient compatibles avec la politique de placement. Les dispositions relatives aux opérations sur dérivés pour les fonds de placement en valeurs mobilières (art. 56) sont applicables par analogie.

**Art. 62** Répartitions des risques

Les placements doivent être répartis en fonction des objets, de leur utilisation, de leur âge, de la nature des bâtiments et de leur emplacement.

**Art. 63** Obligations spéciales

<sup>1</sup> La direction répond envers les investisseurs du respect de la présente loi et du règlement du fonds par les sociétés immobilières faisant partie du fonds immobilier.

<sup>2</sup> La direction, la banque dépositaire ainsi que leurs mandataires et les personnes physiques ou morales qui leur sont proches ne peuvent pas acquérir de valeurs immobilières du fonds immobilier ou en céder à ce dernier.

<sup>3</sup> La SICAV ne peut acquérir des valeurs immobilières de ses actionnaires entrepreneurs, de leurs mandataires ou des personnes physiques ou morales qui leur sont proches, ni leur en céder.

<sup>4</sup> La FINMA peut, dans l'intérêt des investisseurs et pour de justes motifs, accorder des dérogations à l'interdiction d'effectuer des transactions avec des personnes visées aux al. 2 et 3. Le Conseil fédéral règle les critères de dérogation.<sup>91</sup>

#### **Art. 64** Experts chargés des estimations

<sup>1</sup> La direction et la SICAV mandatent au moins deux personnes physiques ou une personne morale en qualité d'experts chargés des estimations. Le mandat est soumis à l'approbation de la FINMA.<sup>92</sup>

<sup>2</sup> L'approbation est accordée lorsque les experts:

- a. ont les qualifications requises;
- b. sont indépendants;
- c.<sup>93</sup> ...

<sup>3</sup> Les experts chargés des estimations doivent exercer leur tâche avec le soin d'un expert sérieux et qualifié.

<sup>4</sup> La FINMA peut subordonner son approbation à la conclusion d'une assurance responsabilité professionnelle ou à l'apport de garanties financières.<sup>94</sup>

<sup>5</sup> Elle peut imposer d'autres exigences aux experts chargés des estimations et définir les méthodes d'estimation.

#### **Art. 65** Compétences spéciales

<sup>1</sup> La direction et la SICAV peuvent faire construire des bâtiments si le règlement du fonds prévoit expressément l'acquisition de terrains constructibles et la réalisation de projets immobiliers.

<sup>2</sup> Elles peuvent grever les immeubles de droits de gage et remettre ces derniers en garantie, en moyenne jusqu'à concurrence d'un pourcentage déterminé de la valeur vénale de tous les immeubles.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral fixe le pourcentage. La FINMA règle les modalités.

#### **Art. 66** Emission et rachat de parts

<sup>1</sup> La direction et la SICAV doivent proposer les nouvelles parts en priorité aux anciens investisseurs.

<sup>2</sup> Les investisseurs peuvent demander le remboursement de leurs parts pour la fin d'un exercice annuel moyennant un préavis de douze mois.

<sup>91</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>92</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>93</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>94</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

**Art. 67** Négocier des parts

La direction et la SICAV assurent par l'intermédiaire d'une banque ou d'un négociant en valeurs mobilières le négoce régulier en bourse ou hors bourse des parts du fonds immobilier.

**Section 3** Autres fonds en placements traditionnels et alternatifs**Art. 68** Définition

Les autres fonds en placements traditionnels et alternatifs sont des placements collectifs ouverts qui ne sont ni des fonds en valeurs mobilières ni des fonds immobiliers.

**Art. 69** Placements autorisés

<sup>1</sup> Les autres fonds en placements traditionnels et alternatifs sont notamment autorisés à effectuer des placements en valeurs mobilières, métaux précieux, valeurs immobilières, produits de base (commodities), dérivés, parts d'autres placements collectifs ainsi qu'en autres avoirs et droits.

<sup>2</sup> Ils peuvent en particulier effectuer des placements:

- a. qui ne bénéficient que d'un accès limité au marché;
- b. qui sont sujets à de fortes variations de cours;
- c. qui impliquent une répartition limitée des risques;
- d. qui sont difficilement évaluables.

**Art. 70** Autres fonds en investissements traditionnels

<sup>1</sup> Les autres fonds en investissements traditionnels sont des placements collectifs ouverts dont les investissements, les techniques de placement et les limitations en matière d'investissement présentent un profil de risque typique des placements traditionnels.

<sup>2</sup> Les dispositions sur l'utilisation de techniques de placement et sur les opérations sur dérivés par les fonds en valeurs mobilières sont applicables par analogie.

**Art. 71** Autres fonds en investissements alternatifs

<sup>1</sup> Les autres fonds en investissements alternatifs sont des placements collectifs ouverts dont les investissements, la structure, les techniques de placement (ventes à découvert, emprunts, etc.) et les limitations en matière d'investissement présentent un profil de risque typique des placements alternatifs.

<sup>2</sup> L'effet de levier n'est autorisé que jusqu'à concurrence d'un pourcentage déterminé par rapport à la fortune nette du fonds. Le Conseil fédéral fixe le pourcentage. La FINMA règle les modalités.

<sup>3</sup> Les risques particuliers liés aux placements alternatifs doivent être mentionnés dans la dénomination, le prospectus et la publicité.

<sup>4</sup> Le prospectus doit être proposé gratuitement à toute personne intéressée, avant la conclusion du contrat ou la souscription.

<sup>5</sup> La FINMA peut autoriser des instituts spécialisés dans ce type de transactions («Prime Broker») et soumis à surveillance à fournir les prestations de service liées à l'exécution des transactions de fonds en investissements alternatifs effectuant des placements directs. Elle peut définir les contrôles que la direction ou la SICAV doivent effectuer.

## **Chapitre 4 Dispositions communes**

### **Section 1 Banque dépositaire**

#### **Art. 72 Organisation**

<sup>1</sup> La banque dépositaire est une banque au sens de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques<sup>95</sup> et dispose d'une organisation adaptée à son activité de banque dépositaire de placements collectifs.<sup>96</sup>

<sup>2</sup> Outre les personnes responsables de la gestion, toutes les personnes exerçant des tâches relevant de la banque dépositaire doivent remplir les conditions fixées à l'art. 14, al. 1, let. a.

#### **Art. 73 Tâches**

<sup>1</sup> La banque dépositaire assure la garde de la fortune collective, émet et rachète les parts de fonds et gère le trafic des paiements.

<sup>2</sup> Elle peut confier la garde de la fortune collective à un tiers ou à un dépositaire central de titres en Suisse ou à l'étranger pour autant qu'une garde appropriée soit assurée. L'investisseur doit être averti des risques liés à cette délégation de compétences par le biais du prospectus.<sup>97</sup>

<sup>2bis</sup> Pour ce qui est des instruments financiers, leur garde ne peut être confiée au sens de l'al. 2 qu'à un tiers ou à un dépositaire central de titres soumis à la surveillance. Fait exception à cette règle la garde impérative en un lieu où la délégation à un tiers ou à un dépositaire central de titres soumis à la surveillance est impossible, notamment en raison de prescriptions légales contraignantes ou des modalités du produit de placement. L'investisseur doit être averti de la garde par un tiers ou par un dépo-

<sup>95</sup> RS 952.0

<sup>96</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>97</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

sitaire central de titres non soumis à la surveillance par le biais de la documentation relative au produit.<sup>98</sup>

<sup>3</sup> La banque dépositaire veille à ce que la direction ou la SICAV respectent la loi et le règlement. Elle vérifie que:<sup>99</sup>

- a. le calcul de la valeur nette d'inventaire ainsi que des prix d'émission et de rachat des parts est conforme à la loi et au règlement;
- b. les décisions afférentes aux placements sont conformes à la loi et au règlement;
- c. le résultat est utilisé conformément au règlement.

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral règle les exigences applicables aux activités de la banque dépositaire et peut émettre des exigences afin de protéger les placements en valeurs mobilières.<sup>100</sup>

#### **Art. 74**            Changement de banque dépositaire

<sup>1</sup> Les dispositions sur le changement de direction (art. 34) s'appliquent par analogie au changement de banque dépositaire pour les fonds de placement.

<sup>2</sup> Le changement de banque dépositaire d'une SICAV doit faire l'objet d'un contrat écrit et est subordonné à l'accord préalable de la FINMA.

<sup>3</sup> La FINMA publie la décision dans les organes de publication prévus.

## **Section 2**

### **Prospectus, informations clés pour l'investisseur et prospectus simplifié<sup>101</sup>**

#### **Art. 75**            Prospectus

<sup>1</sup> La direction et la SICAV publient un prospectus pour chaque placement collectif ouvert.

<sup>2</sup> Le prospectus contient le règlement si l'endroit où ce document peut être obtenu séparément n'a pas été communiqué avant la conclusion du contrat ou la souscription aux personnes concernées. Le Conseil fédéral détermine les autres indications devant figurer dans le prospectus.

<sup>3</sup> Le prospectus doit être remis gratuitement à toute personne qui le demande avant la souscription ou la conclusion du contrat.<sup>102</sup>

<sup>98</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>99</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>100</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>101</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

**Art. 76**<sup>103</sup> Informations clés pour l'investisseur et prospectus simplifié

<sup>1</sup> Les fonds en valeurs mobilières et les autres fonds en investissements traditionnels publient les Informations clés pour l'investisseur; les fonds immobiliers publient un prospectus simplifié.

<sup>2</sup> Les informations clés pour l'investisseur précisent les principales caractéristiques du placement collectif concerné. Elles doivent permettre à l'investisseur d'évaluer le placement collectif et ses risques et de prendre des décisions en connaissance de cause.

<sup>3</sup> Le prospectus simplifié contient un résumé des informations principales contenues dans le prospectus. Il doit être aisément compréhensible.

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral détermine les principales caractéristiques du placement collectif et les indications principales qui doivent être fournies. La FINMA peut préciser ces indications en tenant compte des développements internationaux.

<sup>5</sup> Les Informations clés pour l'investisseur et le prospectus simplifié doivent être remis gratuitement à toute personne qui le demande avant la souscription ou la conclusion du contrat.

**Art. 77**<sup>104</sup> Dispositions communes

<sup>1</sup> Toute publicité doit renvoyer au prospectus et aux Informations clés pour l'investisseur ou au prospectus simplifié et indiquer l'adresse à laquelle ils peuvent être obtenus.

<sup>2</sup> Le prospectus, les Informations clés pour l'investisseur ou le prospectus simplifié et toutes leurs modifications sont présentés sans délai à la FINMA.

**Section 3 Statut des investisseurs****Art. 78** Acquisition et rachat

<sup>1</sup> Par la conclusion du contrat ou la souscription de parts et le paiement en espèces, l'investisseur acquiert:

- a. dans le cas d'un fonds de placement, à raison des parts acquises, une créance envers la direction sous la forme d'une participation à la fortune et au revenu du fonds de placement;
- b. dans le cas d'une SICAV, à raison des actions acquises, une participation à la société et au bénéfice résultant de son bilan.

<sup>102</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>103</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>104</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>2</sup> L'investisseur peut en principe demander en tout temps le rachat de ses parts et leur remboursement en espèces. Le cas échéant, il restitue les certificats, qui seront détruits.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral règle les modalités pour les placements collectifs à plusieurs classes de parts.

<sup>4</sup> La FINMA peut accorder des dérogations à l'obligation de payer et de racheter les parts en espèces.

<sup>5</sup> Dans le cas de placements collectifs à compartiments, les art. 93, al. 2, et 94, al. 2, s'appliquent aux droits patrimoniaux.

#### **Art. 79** Restrictions du droit de demander le rachat en tout temps

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral peut, dans le cas de placements collectifs contenant des placements difficilement évaluables ou négociables et compte tenu des règles de placement applicables (art. 54 ss, 59 ss et 69 ss), prévoir des exceptions au droit de l'investisseur de demander en tout temps le rachat de ses parts.

<sup>2</sup> Il ne peut toutefois restreindre le droit de demander le rachat en tout temps que pour une durée maximale de cinq ans.

#### **Art. 80** Prix d'émission et de rachat

Le prix d'émission et de rachat des parts est déterminé en fonction de la valeur nette d'inventaire par part, au jour de l'évaluation, augmenté ou diminué des commissions et frais éventuels.

#### **Art. 81** Suspension du rachat des parts

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral définit les cas dans lesquels le règlement peut prévoir, dans l'intérêt de tous les investisseurs, de suspendre le rachat des parts pour une période déterminée.

<sup>2</sup> Dans des cas exceptionnels, la FINMA peut, dans l'intérêt de tous les investisseurs, suspendre le remboursement des parts pour une période déterminée.

#### **Art. 82** Rachat forcé

Le Conseil fédéral prescrit le rachat forcé lorsque:

- a. cette mesure est nécessaire pour préserver la réputation de la place financière, notamment en matière de lutte contre le blanchiment d'argent;
- b. l'investisseur ne remplit plus les conditions légales, réglementaires, contractuelles ou statutaires requises pour participer à un placement collectif.

#### **Art. 83** Calcul et publication de la valeur nette d'inventaire

<sup>1</sup> La valeur nette d'inventaire d'un placement collectif ouvert est déterminée à la valeur vénale à la fin de l'exercice annuel et chaque jour où des parts sont émises ou rachetées.



<sup>2</sup> La valeur nette d'inventaire d'une part résulte de la valeur vénale des placements, dont sont soustraits les éventuels engagements, divisée par le nombre de parts en circulation.

<sup>3</sup> La FINMA peut autoriser un mode de calcul de la valeur nette d'inventaire ou des valeurs nettes d'inventaire autre que celui prévu à l'al. 2, pour autant que celui-ci corresponde à des normes internationales et que le but protecteur de la loi ne soit pas compromis.

<sup>4</sup> La direction et la SICAV publient les valeurs nettes d'inventaire à intervalles réguliers.

#### **Art. 84**            Droit à l'information

<sup>1</sup> La direction et la SICAV informent les investisseurs qui le demandent sur les bases de calcul de la valeur nette d'inventaire des parts.

<sup>2</sup> Lorsque les investisseurs souhaitent obtenir des informations détaillées sur des opérations déterminées de la direction ou de la SICAV, tel que l'exercice des droits découlant de la qualité de sociétaire ou de créancier, ou sur la gestion des risques, celles-ci leur donnent en tout temps les renseignements demandés.<sup>105</sup>

<sup>3</sup> Les investisseurs peuvent demander au tribunal du siège de la direction ou de la SICAV que la société d'audit ou un autre expert examine les faits qui nécessitent une vérification et lui remette un compte-rendu.

#### **Art. 85**            Action en restitution

Lorsque des avoirs ont été détournés ou des avantages patrimoniaux prélevés illicitement aux dépens d'un placement collectif ouvert, les investisseurs peuvent intenter une action en restitution au placement collectif ouvert lésé.

#### **Art. 86**            Représentant de la communauté des investisseurs

<sup>1</sup> Les investisseurs peuvent demander au tribunal de nommer un représentant lorsqu'ils rendent vraisemblables des prétentions en restitution envers le placement collectif ouvert.

<sup>2</sup> Le tribunal publie la nomination du représentant dans les organes de publication du placement collectif ouvert.

<sup>3</sup> La personne qui représente les investisseurs a les mêmes droits qu'eux.

<sup>4</sup> Lorsque leur représentant engage une action contre le placement collectif ouvert, les investisseurs ne peuvent plus intenter d'action individuelle.

<sup>5</sup> Les frais de la représentation sont à la charge de la fortune collective, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par jugement.

<sup>105</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

## Section 4

### Etablissement des comptes, évaluation et reddition des comptes

#### Art. 87 Obligation de tenir une comptabilité

Une comptabilité séparée doit être tenue pour chaque placement collectif ouvert. Pour autant que la présente loi ou les dispositions d'exécution n'en disposent pas autrement, les art. 662 ss du code des obligations<sup>106</sup> sont applicables.

#### Art. 88 Evaluation de la valeur vénale

<sup>1</sup> Les placements cotés en bourse ou négociés sur un autre marché réglementé ouvert au public doivent être évalués au prix payé selon les cours du marché principal.

<sup>2</sup> Les placements pour lesquels aucun cours du jour n'est disponible doivent être évalués au prix qui pourrait en être obtenu s'ils étaient vendus avec soin au moment de l'évaluation.

#### Art. 89 Rapport annuel et rapport semestriel

<sup>1</sup> Un rapport annuel est publié pour chaque placement collectif ouvert dans un délai de quatre mois à compter de la fin de l'exercice comptable; il contient notamment:

- a. les comptes annuels, composés d'un compte de fortune ou d'un bilan et d'un compte de résultats ainsi que des indications relatives à l'utilisation du résultat et à la présentation des coûts;
- b. le nombre de parts émises et rachetées durant l'exercice ainsi que le nombre de parts en circulation à la fin de celui-ci;
- c. l'inventaire de la fortune collective établi à sa valeur vénale ainsi que la valeur de chaque part calculée sur cette base (valeur nette d'inventaire) le dernier jour de l'exercice;
- d. les principes applicables au calcul et à l'évaluation de la valeur nette d'inventaire;
- e. une liste des achats et des ventes;
- f. le nom ou la raison de commerce des personnes auxquelles des tâches sont déléguées;
- g. des indications sur les affaires d'une importance économique ou juridique particulière, notamment:
  1. les modifications du règlement du fonds,
  2. les questions essentielles relevant de l'interprétation de la loi et du règlement du fonds,
  3. le changement de direction ou de banque dépositaire,
  - 4.<sup>107</sup> les changements de personnes à la tête de la direction, de la SICAV ou du gestionnaire de placements collectifs,

<sup>106</sup> RS 220. Actuellement «les art. 957 ss CO».

5. les contentieux;

- h. le résultat du placement collectif ouvert comparé à des placements semblables;
- i. un rapport succinct de la société d'audit sur les indications qui précèdent et, pour les fonds immobiliers, sur les indications prévues à l'art. 90.

<sup>2</sup> Le compte de fortune du fonds de placement et le bilan de la SICAV sont établis à la valeur vénale.

<sup>3</sup> Un rapport semestriel est publié dans un délai de deux mois à compter de la fin du premier semestre de l'exercice comptable. Il contient un compte de fortune ou un bilan non révisés et un compte de résultats ainsi que les indications prévues à l'al. 1, let. b, c et e.

<sup>4</sup> Les rapports annuels et semestriels doivent être remis à la FINMA au plus tard lors de leur publication.

<sup>5</sup> Les rapports annuels et semestriels doivent être tenus à la disposition des personnes intéressées pendant dix ans, à titre gratuit.

#### **Art. 90** Comptes annuels et rapports annuels des fonds immobiliers

<sup>1</sup> Les comptes annuels des fonds immobiliers contiennent un compte consolidé de la fortune ou un bilan consolidé ainsi que le résultat du fonds et des sociétés immobilières qui en font partie. L'art. 89 est applicable par analogie.

<sup>2</sup> Les immeubles sont comptabilisés à leur valeur vénale dans le compte de fortune.

<sup>3</sup> L'inventaire de la fortune doit faire état du prix de revient et de la valeur vénale estimée de chaque immeuble.

<sup>4</sup> Le rapport annuel et les comptes annuels mentionnent, en plus des indications visées à l'art. 89, des indications sur les experts chargés des estimations, les méthodes d'estimation ainsi que les taux de capitalisation et d'escompte appliqués.

#### **Art. 91** Prescriptions de la FINMA

La FINMA édicte les autres prescriptions relatives à l'obligation de tenir une comptabilité, l'évaluation, la reddition des comptes et les publications.

### **Section 5 Placements collectifs ouverts à compartiments**

#### **Art. 92** Définition

Chaque compartiment d'un placement collectif ouvert divisé en compartiments (fonds ombrelle) constitue un placement collectif en soi et a une valeur nette d'inventaire propre.

<sup>107</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

**Art. 93** Fonds de placement à compartiments

<sup>1</sup> Dans un fonds de placement à compartiments, l'investisseur n'a droit qu'à la fortune et au revenu du compartiment auquel il participe.

<sup>2</sup> Chaque compartiment n'est responsable que de ses engagements.

**Art. 94** SICAV à compartiments

<sup>1</sup> L'investisseur ne participe qu'à la fortune et au résultat du compartiment dont il détient des actions.

<sup>2</sup> Chaque compartiment n'est responsable que de ses engagements. La SICAV doit indiquer dans ses contrats avec des tiers la limitation de responsabilité entre les compartiments. Si la limitation de responsabilité n'est pas divulguée, la SICAV répond sur sa fortune totale. Les art. 55 et 100, al. 1, du code des obligations<sup>108</sup> sont réservés.

**Section 6 Restructuration et dissolution****Art. 95**<sup>109</sup> Restructuration

<sup>1</sup> Les restructurations suivantes de placements collectifs ouverts sont autorisées:

- a. le regroupement par transfert des valeurs patrimoniales et des engagements;
- b. la transformation d'un placement collectif en une autre forme juridique;
- c. pour les SICAV: le transfert de patrimoine au sens des art. 69 à 77 de la loi du 3 octobre 2003 sur la fusion<sup>110</sup>.

<sup>2</sup> Une restructuration selon l'al. 1, let. b et c, ne peut être inscrite au registre du commerce qu'après l'approbation de la FINMA prévue à l'art. 15.

**Art. 96** Dissolution

<sup>1</sup> Le fonds de placement est dissous:

- a. s'il est à durée indéterminée, par la dénonciation du contrat par la direction ou la banque dépositaire;
- b. s'il est à durée déterminée, à la date fixée;
- c. par décision de la FINMA:
  1. s'il est à durée déterminée, de manière anticipée, pour un motif important et sur requête de la direction et de la banque dépositaire,
  2. en cas d'abaissement de la fortune sous la limite légale,
  3. dans les cas prévus aux art. 133 ss.

<sup>108</sup> RS 220

<sup>109</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>110</sup> RS 221.301

<sup>2</sup> La SICAV est dissoute:

- a. si elle est à durée indéterminée, par décision des détenteurs des actions des entrepreneurs représentant au moins les deux tiers des actions des entrepreneurs émises;
- b. si elle est à durée déterminée, à la date fixée;
- c. par décision de la FINMA:
  1. si elle est à durée déterminée, de manière anticipée, pour un motif important et sur requête des détenteurs des actions des entrepreneurs représentant au moins les deux tiers des actions des entrepreneurs émises,
  2. en cas d'abaissement de la fortune sous la limite légale,
  3. dans les cas prévus aux art. 133 ss;
- d. dans les autres cas prévus par la loi.

<sup>3</sup> Les al. 1 et 2 s'appliquent par analogie à la dissolution de compartiments.

<sup>4</sup> La direction et la SICAV informent sans délai la FINMA de la dissolution et la publient dans leurs organes de publication.

#### **Art. 97** Conséquences de la dissolution

<sup>1</sup> Après la dissolution, un fonds de placement ou une SICAV ne peut plus émettre ni racheter de parts.

<sup>2</sup> Les investisseurs du fonds de placement ont droit à une part proportionnelle du produit de la liquidation.

<sup>3</sup> Les actionnaires investisseurs d'une SICAV ont droit à une part proportionnelle du résultat de la liquidation. Les actionnaires entrepreneurs sont colloqués en deuxième rang. Au surplus, les art. 737 ss du code des obligations<sup>111</sup> sont applicables.

### **Titre 3 Placements collectifs fermés**

#### **Chapitre 1 Société en commandite de placements collectifs**

##### **Art. 98** Définition

<sup>1</sup> La société en commandite de placements collectifs est une société dont le but exclusif est le placement collectif. Au moins un associé est indéfiniment responsable, les autres associés (commanditaires) n'étant responsables que jusqu'à concurrence d'un montant déterminé (commandite).

<sup>2</sup> Les associés indéfiniment responsables sont des sociétés anonymes ayant leur siège en Suisse. Ils ne peuvent être actifs en cette qualité que dans une seule société en commandite de placements collectifs.

<sup>2bis</sup> Les conditions d'autorisation mentionnées à l'art. 14 s'appliquent par analogie aux associés indéfiniment responsables.<sup>112</sup>

<sup>111</sup> RS 220

<sup>3</sup> Les commanditaires sont des investisseurs qualifiés au sens de l'art. 10, al. 3.

**Art. 99** Relation avec le code des obligations

Pour autant que la présente loi n'en dispose pas autrement, les dispositions du code des obligations<sup>113</sup> relatives à la société en commandite sont applicables.

**Art. 100** Registre du commerce

<sup>1</sup> La société est constituée par son inscription au registre du commerce.

<sup>2</sup> L'annonce des faits inscrits ou de leur changement doit être signée par tous les associés indéfiniment responsables auprès du registre du commerce ou lui être remise par écrit, munie des signatures dûment légalisées.

**Art. 101**<sup>114</sup> Raison sociale

La raison sociale de la société doit contenir la désignation de sa forme juridique ou son abréviation SCmPC.

**Art. 102** Contrat de société et prospectus

<sup>1</sup> Le contrat de société doit contenir des dispositions sur:

- a. la raison sociale et le siège;
- b. le but;
- c. la raison sociale et le siège des associés indéfiniment responsables;
- d. le montant total des commandites;
- e. la durée de la société;
- f. les conditions d'entrée et de sortie des commanditaires;
- g. la tenue d'un registre des commanditaires;
- h. les placements, la politique de placement, les restrictions de placement, la répartition des risques, les risques liés aux placements ainsi que les techniques de placement;
- i. la délégation de la gestion ainsi que de la représentation;
- j. le recours à un service de dépôts et à un service de paiement.

<sup>2</sup> Le contrat de société est passé en la forme écrite.

<sup>3</sup> Le prospectus précise notamment les informations visées à l'al. 1, let. h.

<sup>112</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>113</sup> RS 220

<sup>114</sup> Nouvelle teneur selon le ch. III de la LF du 25 sept. 2015 (Droit des raisons de commerce), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1507; FF 2014 9105).

**Art. 103** Placements

<sup>1</sup> La société effectue ses placements dans le capital-risque.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut autoriser d'autres placements.

**Art. 104** Interdiction de concurrence

<sup>1</sup> Les commanditaires sont autorisés, sans l'accord des associés indéfiniment responsables, à effectuer des affaires pour leur propre compte et pour le compte de tiers et à participer à d'autres entreprises.

<sup>2</sup> Pour autant que le contrat de société n'en dispose pas autrement, les associés indéfiniment responsables peuvent, sans l'accord des commanditaires, effectuer des affaires pour leur propre compte et pour le compte de tiers et participer à d'autres entreprises pour autant qu'il en soit fait état et que cela ne porte pas atteinte aux intérêts de la société en commandite de placements collectifs.

**Art. 105** Entrée et sortie des commanditaires

<sup>1</sup> Pour autant que le contrat de société le prévoit, l'associé indéfiniment responsable peut décider de l'entrée et de la sortie de commanditaires.

<sup>2</sup> Les dispositions du code des obligations<sup>115</sup> relatives à l'exclusion des associés dans la société en commandite sont réservées.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral peut exiger des exclusions forcées. Elles sont réglées à l'art. 82.

**Art. 106** Consultation et information

<sup>1</sup> Les commanditaires sont autorisés à consulter en tout temps les livres de la société. Le secret des affaires des sociétés dans lesquelles la société en commandite investit est préservé.

<sup>2</sup> Les commanditaires ont le droit d'être renseignés au minimum une fois par trimestre sur la marche des affaires.

**Art. 107** Société d'audit

La société désigne une société d'audit(art. 126 ss).

**Art. 108** Etablissement des comptes

<sup>1</sup> Les art. 88 ss s'appliquent par analogie à l'établissement des comptes de la société et à l'évaluation de sa fortune.

<sup>2</sup> Les normes reconnues au niveau international sont prises en considération.

**Art. 109** Dissolution

La société est dissoute:

- a. par décision des associés;
- b. pour les motifs prévus par la loi et dans le contrat de société;
- c. par décision de la FINMA dans les cas prévus aux art. 133 ss.

## Chapitre 2 Société d'investissement à capital fixe (SICAF)

### Art. 110 Définition

La société d'investissement à capital fixe (SICAF) est une société anonyme au sens du code des obligations<sup>116</sup> (art. 620 ss CO):

- a. dont le but unique est le placement collectif;
- b.<sup>117</sup> dont les actionnaires ne sont pas nécessairement des actionnaires qualifiés au sens de l'art. 10, al. 3;
- c. qui n'est pas cotée à une bourse suisse.

<sup>2</sup> Un rapport approprié doit être maintenu entre les fonds propres et la fortune totale de la SICAF. Le Conseil fédéral définit ce rapport.<sup>118</sup>

### Art. 111 Raison sociale

<sup>1</sup> La raison sociale de la société doit contenir la désignation de sa forme juridique ou de son abréviation (SICAF).

<sup>2</sup> Au surplus, les dispositions du code des obligations<sup>119</sup> sur la raison sociale de la société anonyme sont applicables.

### Art. 112 Relation avec le code des obligations

Pour autant que la présente loi n'en dispose pas autrement, les dispositions du code des obligations<sup>120</sup> sur la société anonyme sont applicables.

### Art. 113 Actions

<sup>1</sup> Les actions sont entièrement libérées.

<sup>2</sup> L'émission d'actions à droit de vote privilégié, de bons de participation, de bons de jouissance et d'actions privilégiées est interdite.<sup>121</sup>

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral peut exiger le rachat forcé. Celui-ci est réglé à l'art. 82.

<sup>116</sup> RS 220

<sup>117</sup> Rectifié par la Commission de rédaction de l'Ass. féd. (art. 58, al. 1, LParl; RS 171.10).

<sup>118</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>119</sup> RS 220

<sup>120</sup> RS 220

<sup>121</sup> Rectifié par la Commission de rédaction de l'Ass. féd. (art. 58, al. 1, LParl; RS 171.10).



**Art. 114**<sup>122</sup> Banque dépositaire

La SICAF doit avoir une banque dépositaire au sens des art. 72 à 74.

**Art. 115** Politique de placement et limites de placement

<sup>1</sup> La SICAF règle les placements, la politique de placement, les limites de placement, la répartition des risques ainsi que les risques liés aux placements dans ses statuts et son règlement de placement.

<sup>2</sup> L'art. 69, et par analogie les art. 64, 70 et 71, s'appliquent aux placements.

<sup>3</sup> L'assemblée générale décide les modifications du règlement de placement à la majorité des voix des actions représentées.

**Art. 116** Prospectus

La SICAF établit un prospectus. Les art. 75 et 77 sont applicables par analogie.

**Art. 117** Etablissement des comptes

L'art. 89, al. 1, let. a et c à i, al. 2 à 4 ainsi que l'art. 90 s'appliquent par analogie à l'établissement des comptes, en sus des dispositions du droit de la société anonyme.

**Art. 118** Société d'audit

La SICAF désigne société d'audit (art. 125 ss).

**Titre 4 Placements collectifs étrangers****Chapitre 1 Définition et approbation****Art. 119** Définition

<sup>1</sup> On entend par placements collectifs étrangers ouverts:

- a. les fortunes constituées aux fins d'un placement collectif sur la base d'un contrat de fonds de placement ou d'un contrat d'un autre type ayant les mêmes effets et qui sont gérées par une direction dont le siège et l'administration principale sont à l'étranger;
- b. les sociétés et les fortunes analogues dont le siège et l'administration principale sont à l'étranger, qui ont pour but le placement collectif et dont les investisseurs ont droit au remboursement de leurs parts à la valeur nette d'inventaire par la société elle-même ou par une société qui lui est proche.

<sup>2</sup> On entend par placements collectifs étrangers fermés les sociétés et les fortunes analogues dont le siège et l'administration principale sont établis à l'étranger, qui

<sup>122</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

ont pour but le placement collectif et dont les investisseurs n'ont pas droit au remboursement de leurs parts à la valeur nette d'inventaire.

**Art. 120** Obligation d'obtenir une approbation

<sup>1</sup> La distribution à des investisseurs non qualifiés de placements collectifs étrangers, en Suisse ou à partir de la Suisse, requiert l'approbation préalable de la FINMA. Le représentant présente à la FINMA les documents déterminants tels que le prospectus de vente, les statuts ou le contrat.<sup>123</sup>

<sup>2</sup> L'approbation est accordée aux conditions suivantes:<sup>124</sup>

- a.<sup>125</sup> le placement collectif, la direction ou la société, le gestionnaire de placements collectifs et le dépositaire sont soumis à une surveillance de l'Etat visant la protection des investisseurs;
- b.<sup>126</sup> la direction ou la société ainsi que le dépositaire sont soumis à une réglementation équivalente aux dispositions de la présente loi au regard de l'organisation, des droits des investisseurs et de la politique de placement;
- c. la dénomination du placement collectif ne peut pas prêter à confusion ni induire en erreur;
- d. un représentant et un service de paiement ont été désignés pour les parts distribuées en Suisse;
- e.<sup>127</sup> une convention de coopération et d'échange de renseignements a été conclue entre la FINMA et les autorités de surveillance étrangères concernées par la distribution.

<sup>2bis</sup> Le représentant et le service de paiement ne peuvent mettre un terme à leur mandat qu'avec l'approbation préalable de la FINMA.<sup>128</sup>

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral peut prévoir une procédure d'approbation simplifiée et accélérée pour les placements collectifs étrangers, pour autant qu'ils aient été approuvés par une autorité de surveillance étrangère et que la réciprocité soit garantie.

<sup>4</sup> Les placements collectifs étrangers qui sont uniquement distribués à des investisseurs qualifiés n'ont pas besoin d'approbation, mais doivent en tout temps remplir les conditions figurant à l'al. 2, let. c et d.<sup>129</sup>

<sup>123</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>124</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>125</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>126</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>127</sup> Introduite par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>128</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>129</sup> Introduite par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

**Art. 121** Service de paiement

<sup>1</sup> Le service de paiement est assuré par une banque au sens de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques<sup>130</sup>.

<sup>2</sup> Les investisseurs peuvent exiger l'émission ou le rachat des parts auprès du service de paiement.

**Art. 122** Traités internationaux

Le Conseil fédéral est autorisé à conclure des traités internationaux basés sur le principe de la reconnaissance réciproque des réglementations et des mesures équivalentes, qui prévoient pour les placements collectifs originaires des Etats contractants une simple obligation d'annoncer en lieu et place de l'obligation d'obtenir une approbation.

**Chapitre 2 Représentant de placements collectifs étrangers****Art. 123** Mandat

<sup>1</sup> Les placements collectifs étrangers ne peuvent être distribués en Suisse ou à partir de la Suisse que si la direction ou la société a mandaté au préalable un représentant chargé d'assumer les obligations prévues à l'art. 124. L'art. 122 est réservé.<sup>131</sup>

<sup>2</sup> La direction et la société s'engagent à fournir au représentant toutes les informations nécessaires à l'exécution de ses tâches.

**Art. 124** Obligations

<sup>1</sup> Le représentant représente le placement collectif étranger envers les investisseurs et la FINMA. Son pouvoir de représentation ne peut pas être restreint.

<sup>2</sup> Le représentant observe les obligations légales d'annoncer, de publier et d'informer ainsi que les règles de conduite des organisations professionnelles satisfaisant aux exigences minimales de la FINMA. Son identité doit être mentionnée dans toutes les publications.

**Art. 125** Lieu d'exécution

<sup>1</sup> Le lieu d'exécution pour les parts d'un placement collectif étranger distribué en Suisse est au siège du représentant.

<sup>2</sup> Il est maintenu au siège du représentant après le retrait de l'autorisation ou la dissolution du placement collectif étranger.

<sup>130</sup> RS 952.0

<sup>131</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

## **Titre 5      Audit<sup>132</sup> et surveillance**

### **Chapitre 1    Audit**

#### **Art. 126      Mandat**

<sup>1</sup> Les personnes énoncées ci-après chargent une société d'audit agréée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision selon l'art. 9a, al. 1, de la loi du 16 décembre 2005 sur la surveillance de la révision<sup>133</sup> de procéder à un audit conformément à l'art. 24 de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers<sup>134,135</sup>

- a. la direction pour elle-même et pour les fonds de placement qu'elle administre;
- b. la SICAV;
- c. la société en commandite de placement collectif;
- d. la SICAF;
- e. le gestionnaire de placements collectifs;
- f. le représentant de placements collectifs étrangers.

<sup>2</sup> ...<sup>136</sup>

<sup>3</sup> Doivent être révisés par la même société d'audit:

- a. la direction et les fonds de placement qu'elle administre;
- b. la SICAV et la direction qu'elle a mandatée, le cas échéant, selon l'art. 51, al. 5.

<sup>4</sup> La FINMA peut autoriser des exceptions dans le cas de l'al. 3, let. b.

<sup>5</sup> Les personnes mentionnées à l'al. 1, les fonds de placement administrés ainsi que toutes les sociétés immobilières appartenant aux fonds immobiliers ou aux sociétés d'investissement immobilier doivent faire réviser leurs comptes annuels et, le cas échéant, leurs comptes de groupe par une entreprise de révision soumise à la surveillance de l'Etat selon les principes du contrôle ordinaire du code des obligations<sup>137,138</sup>

<sup>132</sup> Nouvelle expression selon le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741). Il a été tenu compte de cette mod. dans tout le texte.

<sup>133</sup> RS **221.302**

<sup>134</sup> RS **956.1**

<sup>135</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 4 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 4073; FF **2013** 6147).

<sup>136</sup> Abrogé par le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>137</sup> RS **220**

<sup>138</sup> Introduit par le ch. 4 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 4073; FF **2013** 6147).

<sup>6</sup> Le Conseil fédéral règle les modalités. Il peut autoriser la FINMA à édicter des dispositions d'exécution dans des domaines de portée restreinte, notamment ceux de nature particulièrement technique.<sup>139</sup>

#### **Art. 127 à 129<sup>140</sup>**

#### **Art. 130<sup>141</sup>** Obligation d'informer

<sup>1</sup> Les experts chargés des estimations ainsi que les sociétés immobilières qui font partie du placement collectif tiennent à la disposition de la société d'audit leurs livres, leurs pièces ainsi que les rapports d'estimation et lui fournissent tous les renseignements nécessaires à l'audit.

<sup>2</sup> La société d'audit de la banque dépositaire collabore avec la société d'audit des autres titulaires.

#### **Art. 131<sup>142</sup>**

## **Chapitre 2 Surveillance**

#### **Art. 132<sup>143</sup>** Surveillance

<sup>1</sup> La FINMA octroie les autorisations et les approbations requises en vertu de la présente loi et veille au respect des dispositions légales, contractuelles, statutaires et réglementaires.

<sup>2</sup> Elle ne vérifie pas l'opportunité des décisions des titulaires en matière de politique commerciale.

<sup>139</sup> Introduit par le ch. 4 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 4073; FF **2013** 6147).

<sup>140</sup> Abrogés par le ch. 4 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 4073; FF **2013** 6147).

<sup>141</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>142</sup> Abrogé par le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>143</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

**Art. 133**<sup>144</sup> Instruments de surveillance

<sup>1</sup> Les instruments de surveillance visés aux art. 30 à 37 de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers<sup>145</sup> sont applicables par analogie aux violations des dispositions contractuelles, statutaires et réglementaires.<sup>146</sup>

<sup>2</sup> L'art. 37 de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers s'applique par analogie aux dispositions régissant l'approbation au sens de la présente loi.

<sup>3</sup> Lorsque les droits des investisseurs semblent menacés, la FINMA peut obliger les titulaires à fournir des sûretés.

<sup>4</sup> Si, en dépit d'une mise en demeure, une décision exécutoire de la FINMA n'est pas respectée dans le délai fixé, celle-ci peut, aux frais de la partie défaillante, prendre elle-même les mesures prescrites.

**Art. 134**<sup>147</sup> Liquidation

La FINMA peut mettre en liquidation des titulaires auxquels elle a retiré son autorisation ou des placements collectifs auxquels elle a retiré son approbation. Le Conseil fédéral règle les modalités.

**Art. 135** Mesures en cas d'activité non autorisée ou non approuvée

<sup>1</sup> La FINMA peut décider la liquidation des personnes qui exercent une activité sans autorisation ou approbation.

<sup>2</sup> Elle peut, dans l'intérêt des investisseurs, ordonner la transformation du placement collectif en une forme juridique appropriée.

**Art. 136** Autres mesures

<sup>1</sup> La FINMA peut, pour de justes motifs, mandater elle-même des experts au sens de l'art. 64 pour l'estimation des placements des fonds immobiliers ou des sociétés d'investissement immobilier.

<sup>2</sup> Elle peut révoquer les experts chargés des estimations mandatés par le fonds immobilier ou par la société d'investissement immobilier.

<sup>144</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>145</sup> RS **956.1**

<sup>146</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>147</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

**Art. 137**<sup>148</sup> Ouverture de la faillite

<sup>1</sup> Si des raisons sérieuses font craindre que le titulaire d'une autorisation visé à l'art. 13, al. 2, let. a à d ou f, ne soit surendetté ou qu'il n'ait des problèmes de liquidité importants, la FINMA, à défaut de perspectives d'assainissement ou si l'assainissement a échoué, retire l'autorisation, prononce la faillite et la publie.<sup>149</sup>

<sup>2</sup> Les dispositions relatives à la procédure concordataire (art. 293 à 336 de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite, LP<sup>150</sup>), à l'ajournement de la faillite des sociétés anonymes (art. 725 et 725a CO<sup>151</sup>) ainsi qu'à l'obligation d'aviser le juge (art. 728c, al. 3, CO) ne s'appliquent pas aux titulaires d'une autorisation visés à l'al. 1.

<sup>3</sup> La FINMA nomme un ou plusieurs liquidateurs de la faillite. Ceux-ci sont soumis à sa surveillance et lui font rapport à sa demande.<sup>152</sup>

**Art. 138**<sup>153</sup> Effets et procédure

<sup>1</sup> La décision de liquidation déploie les effets de l'ouverture de la faillite au sens des art. 197 à 220 LP<sup>154</sup>.

<sup>2</sup> Sous réserve des art. 138a à 138c, la faillite est exécutée selon les règles prescrites aux art. 221 à 270 LP.

<sup>3</sup> La FINMA peut prendre des décisions et des mesures dérogeant à ces règles.

**Art. 138a**<sup>155</sup> Assemblée des créanciers et commission de surveillance

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite peut proposer à la FINMA d'adopter les mesures suivantes:

- a. constituer une assemblée de créanciers et définir ses compétences ainsi que le quorum en nombre de membres présents et en nombre de voix;
- b. mettre en place une commission de surveillance et définir sa composition et ses compétences.

<sup>2</sup> Pour une SICAV à compartiments au sens de l'art. 94, une assemblée de créanciers ou une commission de surveillance peut être constituée pour chaque compartiment.

<sup>3</sup> La FINMA n'est pas liée par les propositions du liquidateur de la faillite.

<sup>148</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO 2011 3919; FF 2010 3645).

<sup>149</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>150</sup> RS 281.1

<sup>151</sup> RS 220

<sup>152</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>153</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>154</sup> RS 281.1

<sup>155</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

**Art. 138b**<sup>156</sup> Distribution et clôture de la procédure

<sup>1</sup> Le tableau de distribution n'est pas déposé.

<sup>2</sup> Après la distribution, les liquidateurs de la faillite remettent un rapport final à la FINMA.

<sup>3</sup> La FINMA prend les mesures nécessaires pour clore la procédure. Elle publie sa décision.

**Art. 138c**<sup>157</sup> Procédures d'insolvabilité étrangères

Les art. 37f et 37g de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques<sup>158</sup> s'appliquent par analogie à la reconnaissance des décisions de faillite et des mesures d'insolvabilité étrangères, ainsi qu'à la coordination avec les procédures d'insolvabilité étrangères.

**Art. 138d**<sup>159</sup> Recours

<sup>1</sup> Dans les procédures de faillite, les créanciers et les propriétaires d'un titulaire d'autorisation prévu à l'art. 137, al. 1, ne peuvent recourir que contre les opérations de réalisation. Les recours au sens de l'art. 17 de loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>160</sup> sont exclus dans ces procédures.

<sup>2</sup> Les recours formés dans les procédures de faillite n'ont pas d'effet suspensif. Le juge instructeur peut accorder l'effet suspensif à la requête d'une partie.

**Art. 139**<sup>161</sup> Obligation de renseigner

<sup>1</sup> Les personnes qui exercent une fonction en vertu de la présente loi doivent donner à la FINMA tous les renseignements et documents nécessaires à l'exécution de sa tâche.

<sup>2</sup> La FINMA peut obliger les titulaires d'une autorisation à lui fournir les renseignements nécessaires à l'exécution de sa tâche.<sup>162</sup>

**Art. 140** Communication des jugements

Les tribunaux civils cantonaux et le Tribunal fédéral communiquent gratuitement à la FINMA l'intégralité de leurs jugements portant sur des litiges opposant une personne ou une société soumise à la présente loi à des investisseurs.

<sup>156</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>157</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>158</sup> RS 952.0

<sup>159</sup> Introduit par le ch. 9 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>160</sup> RS 281.1

<sup>161</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207 5205; FF 2006 2741).

<sup>162</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).



**Art. 141**<sup>163</sup>

**Art. 142**<sup>164</sup>

**Art. 143**<sup>165</sup>

**Art. 144** Collecte et communication de données<sup>166</sup>

<sup>1</sup> La FINMA est autorisée, pour garantir la transparence du marché des placements collectifs ou à des fins de surveillance, à collecter des données concernant l'activité commerciale des titulaires d'une autorisation et le développement des placements collectifs qu'ils administrent ou représentent. Elle peut confier cette tâche à des tiers ou obliger les titulaires à lui communiquer ces données.<sup>167</sup>

<sup>2</sup> Les tiers mandatés doivent garder le secret sur les données collectées.

<sup>3</sup> Les obligations d'annonces statistiques à la Banque nationale suisse prévues par la loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale<sup>168</sup> ainsi que le droit de la FINMA et de la Banque nationale suisse d'échanger des données sont réservés.

## **Titre 6 Responsabilité et dispositions pénales**

### **Chapitre 1 Responsabilité**

**Art. 145** Principe

<sup>1</sup> Toute personne qui viole ses obligations répond envers la société, les investisseurs et les créanciers de la société des dommages causés, à moins qu'elle prouve qu'elle n'a commis aucune faute. Peut être rendue responsable toute personne chargée de la fondation, de la direction des affaires, de la gestion de fortune, de la distribution de parts, de l'audit ou de la liquidation auprès de:

- a. une direction;
- b. une SICAV;
- c. une société en commandite de placements collectifs;
- d. une SICAF;
- e. une banque dépositaire;

<sup>163</sup> Abrogé par le ch. 9 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>164</sup> Abrogé par le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>165</sup> Abrogé par le ch. 9 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>166</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>167</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>168</sup> RS **951.11**

- f. un distributeur;
- g. un représentant de placements collectifs étrangers;
- h. une société d'audit;
- i. un liquidateur.

<sup>2</sup> La responsabilité selon l'al. 1 s'applique également à l'expert chargé des estimations et au représentant de la communauté des investisseurs.<sup>169</sup>

<sup>3</sup> Quiconque délègue à un tiers l'exécution d'une tâche répond du dommage causé par ce dernier, à moins qu'il prouve avoir pris en matière de choix, l'instruction et de surveillance, tous les soins commandés par les circonstances. Le Conseil fédéral peut régler les exigences auxquelles la surveillance doit répondre. L'art. 31, al. 6, est réservé.<sup>170</sup>

<sup>4</sup> La responsabilité des organes de la direction, de la SICAV et de la SICAF est régie par les dispositions du code des obligations<sup>171</sup> sur la société anonyme.

<sup>5</sup> La responsabilité de la société en commandite de placements collectifs est régie par les dispositions du code des obligations sur la société en commandite.

#### **Art. 146** Solidarité et recours

<sup>1</sup> Si plusieurs personnes répondent d'un même dommage, chacune d'elles est solidairement responsable dans la mesure où le dommage peut lui être imputé personnellement en raison de sa faute et au vu des circonstances.

<sup>2</sup> Le demandeur peut actionner plusieurs responsables pour la totalité du dommage et demander au juge de fixer au cours de la même procédure les dommages-intérêts dus par chacun des défendeurs.

<sup>3</sup> Le juge détermine le droit de recours de chacun des participants en fonction des circonstances.

#### **Art. 147** Prescription

<sup>1</sup> L'action en dommages-intérêts se prescrit par cinq ans à compter du jour où la personne lésée a eu connaissance du dommage et de la personne qui en est responsable, mais au plus tard par un an à compter du remboursement d'une part et dans tous les cas, par dix ans à compter du fait dommageable.

<sup>2</sup> Si l'action dérive d'une infraction punissable pour laquelle le droit pénal prévoit une prescription plus longue, celle-ci s'applique à l'action civile.

<sup>169</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>170</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>171</sup> RS **220**

## Chapitre 2 Dispositions pénales

### Art. 148 Crimes et délits<sup>172</sup>

<sup>1</sup> Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire celui qui, intentionnellement:<sup>173</sup>

- a.<sup>174</sup> ...
- b. constitue un placement collectif sans autorisation ou approbation;
- c.<sup>175</sup> ...
- d.<sup>176</sup> distribue des placements collectifs suisses ou étrangers sans autorisation ou approbation;
- e. ne tient pas de comptabilité régulière ou ne conserve pas les livres, les pièces et les documents conformément aux dispositions applicables;
- f.<sup>177</sup> dans les comptes annuels, le rapport annuel, le rapport semestriel, le prospectus et les Informations clés destinées aux investisseurs ou le prospectus simplifié ou dans d'autres publications:
  - 1. donne de fausses indications ou passe sous silence des faits importants,
  - 2. ne donne pas toutes les informations obligatoires;
- g.<sup>178</sup> enfreint les dispositions concernant les comptes annuels, le rapport annuel, le rapport semestriel, le prospectus, les Informations clés destinées aux investisseurs ou le prospectus simplifié, à savoir:
  - 1. ne les établit pas ou ne les établit pas en bonne et due forme,
  - 2. ne les publie pas ou ne les publie pas dans le délai prescrit,
  - 3. ne les remet pas ou ne les remet pas dans le délai prescrit à la FINMA,
  - 4.<sup>179</sup> ...
- h. donne de fausses informations ou refuse de donner les informations exigées à la société d'audit, au chargé d'enquête, au gérant, au liquidateur ou à la FINMA;

<sup>172</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 1 de la LF du 12 déc. 2014 sur l'extension de la punissabilité en matière de violation du secret professionnel, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2015 (RO 2015 1535; FF 2014 5997 6007).

<sup>173</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 1 de la LF du 12 déc. 2014 sur l'extension de la punissabilité en matière de violation du secret professionnel, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2015 (RO 2015 1535; FF 2014 5997 6007).

<sup>174</sup> Abrogée par le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207 5205; FF 2006 2741).

<sup>175</sup> Abrogée par le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207 5205; FF 2006 2741).

<sup>176</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>177</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>178</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>179</sup> Abrogé par le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207 5205; FF 2006 2741).

i.<sup>180</sup> ...

j. viole gravement les devoirs qui lui sont imposés en qualité d'expert chargé des estimations;

k. révèle, même après la fin de la relation officielle ou de service ou de l'exercice de la profession, un secret d'affaires qui lui avait été confié en sa qualité d'organe, d'employé, de mandataire ou de liquidateur d'une direction ou dont il a connaissance de par sa fonction;

l.<sup>181</sup> révèle un secret qui lui a été confié au sens de la let. k ou exploite ce secret à son profit ou au profit d'un tiers.

<sup>l</sup><sub>bis</sub> Est puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire celui qui obtient pour lui-même ou pour un tiers un avantage pécuniaire en agissant selon l'al. 1, let. k ou l.<sup>182</sup>

<sup>2</sup> Quiconque agit par négligence est puni d'une amende de 250 000 francs au plus.

<sup>3</sup> ...<sup>183</sup>

#### **Art. 149**      Contraventions

<sup>1</sup> Est puni d'une amende de 500 000 francs au plus quiconque, intentionnellement:

a. enfreint la disposition sur la protection contre la tromperie et la confusion (art. 12);

b. donne, dans la publicité, des indications non autorisées, fausses ou fallacieuses sur un placement collectif;

c.<sup>184</sup> distribue un portefeuille collectif interne;

d. ne fait pas les annonces prescrites à la FINMA, à la Banque nationale suisse ou aux investisseurs ou donne dans celles-ci de fausses indications;

e.<sup>185</sup> distribue à des investisseurs non qualifiés un produit structuré:

1. sans que les conditions fixées à l'art. 5, al. 1, let. a, soient respectées,

2. sans qu'un prospectus simplifié soit établi,

3.<sup>186</sup> sans que les indications visées à l'art. 5, al. 2, let. c, ne soient mentionnées dans le prospectus simplifié;

<sup>180</sup> Abrogée par le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>181</sup> Introduite par le ch. I 1 de la LF du 12 déc. 2014 sur l'extension de la punissabilité en matière de violation du secret professionnel, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2015 (RO **2015** 1535; FF **2014** 5997 6007).

<sup>182</sup> Introduit par le ch. I 1 de la LF du 12 déc. 2014 sur l'extension de la punissabilité en matière de violation du secret professionnel, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2015 (RO **2015** 1535; FF **2014** 5997 6007).

<sup>183</sup> Abrogé par le ch. 9 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>184</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>185</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

f.<sup>187</sup> ne tient pas correctement le registre des actions visé à l'art. 46, al. 3.

<sup>2</sup> Quiconque agit par négligence est puni d'une amende de 150 000 francs au plus.

<sup>3</sup> ...<sup>188</sup>

<sup>4</sup> ...<sup>189</sup>

#### **Art. 150<sup>190</sup>** Poursuite pénale des infractions contre le secret d'affaires

La poursuite et le jugement des infractions contre le secret d'affaires (art. 148, al. 1, let. k) incombent aux cantons.

#### **Art. 151<sup>191</sup>**

### **Titre 7 Dispositions finales<sup>192</sup>**

#### **Chapitre 1**

#### **Exécution; abrogation et modification du droit en vigueur<sup>193</sup>**

#### **Art. 152<sup>194</sup>** Exécution

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral et la FINMA tiennent compte des exigences déterminantes du droit des Communautés européennes dans l'ordonnance.

#### **Art. 153** Abrogation et modification du droit en vigueur

L'abrogation et la modification du droit en vigueur sont réglées dans l'annexe.

<sup>186</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>187</sup> Introduite par le ch. I 6 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en oeuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2015 (RO **2015** 1389; FF **2014** 585).

<sup>188</sup> Abrogé par le ch. 9 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>189</sup> Abrogé par le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>190</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>191</sup> Abrogé par le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>192</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>193</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>194</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 14 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

## Chapitre 2 Dispositions transitoires<sup>195</sup>

### Art. 154 Dispositions transitoires concernant les fonds de placement suisses

<sup>1</sup> Les procédures pendantes portant sur la modification du règlement et sur le changement de directions ou de banques dépositaires au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sont jugées selon l'ancien droit de procédure.

<sup>2</sup> La direction doit, dans un délai d'une année à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi:

- a. publier un prospectus simplifié pour chaque fonds immobilier et pour chaque autre fonds en placements traditionnels;
- b. démontrer à la FINMA que le gestionnaire de placements collectifs suisses qu'elle a mandaté est soumis à une surveillance de l'Etat.

<sup>3</sup> Dans un délai d'une année à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, les directions doivent soumettre les règlements de fonds adaptés à l'approbation de la FINMA.

<sup>4</sup> La FINMA peut, dans des cas particuliers, prolonger les délais mentionnés dans le présent article.

### Art. 155 Dispositions transitoires concernant les placements collectifs étrangers

<sup>1</sup> Dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, les placements collectifs étrangers qui seront soumis désormais à la présente loi doivent s'annoncer auprès de la FINMA et déposer une requête en approbation.<sup>196</sup> Ils peuvent continuer leur activité jusqu'à ce que la FINMA ait rendu sa décision.

<sup>2</sup> La FINMA se prononce sur l'approbation dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>3</sup> La FINMA peut, dans des cas particuliers, prolonger les délais mentionnés dans le présent article.

### Art. 156 Dispositions transitoires concernant les représentants de placements collectifs étrangers

<sup>1</sup> Dans un délai de un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, les représentants de placements collectifs étrangers doivent publier un prospectus simplifié et le remettre à la FINMA pour chaque fonds de placement étranger représenté en Suisse qui est comparable à un fonds immobilier ou à un autre fonds en placements traditionnels.

<sup>195</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>196</sup> Rectifié par la Commission de rédaction de l'Ass. féd. (art. 58, al. 1, LParl; RS 171.10).

<sup>2</sup> Dans un délai de un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, les représentants de placements collectifs étrangers doivent prouver à la FINMA qu'ils ont désigné une société d'audit (art. 126 ss).

**Art. 157** Dispositions transitoires concernant les titulaires d'une autorisation et les placements collectifs suisses

<sup>1</sup> Dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, les personnes suivantes doivent s'annoncer auprès de la FINMA:

- a. les SICAF;
- b. les gestionnaires de placements collectifs.

<sup>2</sup> Ces personnes doivent, dans un délai de un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, satisfaire aux exigences de la loi et déposer une requête en autorisation ou en approbation. Elles peuvent continuer leur activité jusqu'à ce que la FINMA ait rendu sa décision.

<sup>3</sup> La FINMA se prononce sur l'autorisation ou l'approbation dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>4</sup> La FINMA peut, dans des cas particuliers, prolonger les délais mentionnés dans le présent article.

**Art. 158** Dispositions transitoires concernant les sujets de droit qui utilisent une dénomination au sens de l'art. 12

<sup>1</sup> Dans un délai de un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, les sujets de droit dont la dénomination viole l'art. 12 doivent la modifier.

<sup>2</sup> Si la modification requise de la dénomination n'est pas effectuée dans le délai imparti, la FINMA accorde au sujet de droit une prolongation du délai. A l'expiration du délai prolongé, la FINMA dissout le sujet de droit aux fins de la liquidation et nomme les liquidateurs.

## **Chapitre 3**<sup>197</sup>

### **Dispositions transitoires de la modification du 28 septembre 2012**

**Art. 158a** Dispositions transitoires concernant les placements collectifs suisses

<sup>1</sup> Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la modification du 28 septembre 2012, les directions, les SICAV et les sociétés en commandite de placements collectifs soumettent à la FINMA les contrats de fonds de placement, les règlements de placement et les contrats de société modifiés.

<sup>2</sup> Si aucune convention de coopération et d'échange de renseignements n'a été conclue entre la FINMA et les autorités de surveillance concernées alors que le droit

<sup>197</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

étranger prévoit une telle convention, les directions et les SICAV qui ont délégué les compétences décisionnelles en matière de placement collectifs suisses à l'étranger doivent l'annoncer sans délai à la FINMA. Elles doivent présenter, dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente modification, des déclarations par lesquelles ces autorités s'engagent à coopérer et à échanger des renseignements avec la FINMA.

<sup>3</sup> La FINMA peut, dans des cas particuliers, prolonger les délais mentionnés dans le présent article.

**Art. 158b** Dispositions transitoires concernant le transfert des décisions en matière de placements et de la garde de la fortune collective

<sup>1</sup> Dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la modification du 28 septembre 2012, les gestionnaires de placements collectifs, les directions de fonds et les SICAV doivent annoncer à la FINMA la délégation des décisions en matière de placements à des gestionnaires de placements collectifs non soumis à une surveillance reconnue. Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la modification, la délégation devra répondre aux exigences légales. La délégation à un gestionnaire de placements collectifs au sens de l'art. 158c, al. 2, est réservée.

<sup>2</sup> Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la modification, les banques dépositaires doivent confirmer à la FINMA que la garde de la fortune collective provenant de placements collectifs suisses a été confiée uniquement à un tiers ou à un dépositaire central autorisé au sens de l'art. 73 et dans le but d'assurer une garde appropriée.

**Art. 158c** Dispositions transitoires concernant les gestionnaires et la direction de placements collectifs étrangers

<sup>1</sup> Les gestionnaires de placements collectifs étrangers soumis à la présente loi doivent s'annoncer auprès de la FINMA dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la modification du 28 septembre 2012.

<sup>2</sup> Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente modification, les gestionnaires de placements collectifs doivent satisfaire aux exigences légales et déposer une requête en autorisation. Ils peuvent continuer leur activité jusqu'à ce que la FINMA ait rendu sa décision.

<sup>3</sup> La FINMA peut, dans des cas particuliers, prolonger les délais mentionnés dans le présent article.

**Art. 158d** Dispositions transitoires concernant la distribution de placements collectifs

<sup>1</sup> Les représentants de placements collectifs étrangers et les distributeurs soumis à la loi, doivent s'annoncer auprès de la FINMA dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la modification du 28 septembre 2012.



<sup>2</sup> Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente modification, les représentants de placements collectifs étrangers doivent satisfaire aux exigences légales et déposer une requête en autorisation. Ils peuvent continuer leur activité jusqu'à ce que la FINMA ait rendu sa décision.

<sup>3</sup> Si aucune convention de coopération et d'échange de renseignements n'a été conclue entre la FINMA et les autorités de surveillance concernées, les représentants de placements collectifs étrangers doivent, pour pouvoir continuer leur activité, présenter, dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente modification, des déclarations par lesquelles ces autorités s'engagent à coopérer et à échanger des renseignements avec la FINMA.

<sup>4</sup> Dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente modification, les placements collectifs étrangers distribués en Suisse exclusivement à des investisseurs qualifiés devront répondre aux conditions posées aux art. 120, al. 4, et 123.

<sup>5</sup> Dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente modification, les placements collectifs étrangers approuvés et distribués en Suisse ou à partir de la Suisse à des investisseurs non qualifiés devront répondre aux nouvelles conditions selon l'art. 120, al. 2.

<sup>6</sup> La FINMA peut, dans des cas particuliers, prolonger les délais mentionnés dans le présent article.

**Art. 158e** Disposition transitoire concernant les particuliers fortunés au sens de l'art. 10, al. 3<sup>bis</sup>

Les particuliers fortunés qui, dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la modification du 28 septembre 2012 de la présente loi, ne répondent pas aux conditions posées à l'art. 10, al. 3<sup>bis</sup>, ne peuvent plus investir dans des placements collectifs réservés aux investisseurs qualifiés.

## Chapitre 4 Référendum et entrée en vigueur<sup>198</sup>

**Art. 159** ...<sup>199</sup>

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Date de l'entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> janvier 2007<sup>200</sup>

<sup>198</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>199</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 28 sept. 2012, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 585; FF 2012 3383).

<sup>200</sup> ACF du 22 nov. 2006.

*Annexe*  
(art. 153)

## **Abrogation et modification du droit en vigueur**

### I

La loi fédérale du 18 mars 1994 sur les fonds de placement<sup>201</sup> est abrogée.

### II

Les lois fédérales mentionnées ci-après sont modifiées comme suit:

...<sup>202</sup>

<sup>201</sup> [RO 1994 2523, 2000 2355 annexe ch. 27, 2004 1985 annexe ch. II 4]

<sup>202</sup> Les mod. peuvent être consultées au RO 2006 5379.

**Ordonnance**  
**sur les placements collectifs de capitaux**  
**(Ordonnance sur les placements collectifs, OPCC)**

**951.311**

du 22 novembre 2006 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2015)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu la loi fédérale du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux (LPCC, dénommée ci-après «loi»)<sup>1</sup>,

*arrête:*

**Titre 1 Dispositions générales**  
**Chapitre 1 But et champ d'application**

**Art. 1<sup>2</sup>** Investisseurs qualifiés selon le droit étranger  
(art. 2, al. 1, let. e, LPCC)

Sont considérés comme investisseurs qualifiés selon le droit étranger au sens de l'art. 2, al. 1, let. e de la loi:

- a. les investisseurs institutionnels dont la trésorerie est gérée à titre professionnel, tels que notamment les intermédiaires financiers et les entreprises d'assurance soumis à une surveillance, les corporations de droit public, les institutions de prévoyance et les entreprises disposant d'un service de trésorerie professionnel;
- b. les particuliers fortunés qui remplissent des conditions comparables à celles énoncées à l'art. 6 au moment de l'acquisition;
- c. les particuliers ayant conclu un contrat de gestion de fortune avec un intermédiaire financier soumis à surveillance qui acquiert des parts de placements collectifs de capitaux (placements collectifs) pour leur compte.

**Art. 1a<sup>3</sup>** Société d'investissement<sup>4</sup>  
(art. 2, al. 2, let. f, LPCC)

Quelle que soit sa forme juridique, un club d'investissement doit remplir les conditions suivantes:

- a. les droits de participation figurent dans le document constitutif correspondant à la forme juridique retenue;

RO 2006 5787

<sup>1</sup> RS 951.31

<sup>2</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>3</sup> Anciennement art. 1.

<sup>4</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

- b. les membres ou une partie des membres prennent eux-mêmes les décisions de placement;
- c. les membres sont régulièrement informés de l'état des placements;
- d. le nombre de membres ne peut pas dépasser 20 personnes.

**Art. 1b<sup>5</sup>** Gestionnaires de placements collectifs non assujettis  
(art. 2, al. 2, let. h, LPCC)

<sup>1</sup> Les seuils des valeurs patrimoniales administrées par un gestionnaire de placements collectifs au sens de l'art. 2, al. 2, let. h, ch. 1 et 2 de la loi se calculent selon les principes suivants:

- a. sont considérés comme valeurs patrimoniales administrées l'ensemble des placements collectifs suisses et étrangers administrés par le même gestionnaire, que ce soit directement, par délégation ou par l'intermédiaire d'une société avec laquelle celui-ci est lié:
  - 1. dans le cadre d'une communauté de gestion,
  - 2. dans le cadre d'une communauté de contrôle, ou
  - 3. par une importante participation directe ou indirecte;
- b. la valeur est calculée au moins sur une base trimestrielle et compte tenu d'un éventuel effet de levier;
- c. pour les placements collectifs constitués depuis plus de douze mois, le seuil peut être calculé sur la base de la valeur moyenne des valeurs patrimoniales des quatre derniers trimestres;
- d. la valeur des placements collectifs au sens de l'art. 2, al. 2, let. h, ch. 2 de la loi se calcule d'après les engagements de capital ou d'après la valeur nominale des véhicules de placement collectif concernés lorsqu'aucun négoce sur un marché réglementé ne vient valoriser les placements sous-jacents.

<sup>2</sup> La FINMA règle les modalités du calcul des valeurs patrimoniales et de l'effet de levier selon l'al. 1.

<sup>3</sup> Lorsqu'un gestionnaire de placements collectifs dépasse le seuil fixé selon l'art. 2, al. 2, let. h, ch. 1 et 2 de la loi, il doit l'annoncer dans les 10 jours à la FINMA et lui présenter une demande d'autorisation dans les 90 jours conformément aux art. 14 ss de la loi.

<sup>4</sup> On entend par sociétés du groupe d'entreprises au sens de l'art. 2, al. 2, let. h, ch. 3 de la loi les entreprises de droit public ou privé liées par une unité économique, indépendamment de leur forme juridique.

<sup>5</sup> Des entreprises forment une unité économique lorsque l'une d'elles détient de manière directe ou indirecte plus de la moitié des voix ou du capital des autres entreprises ou les domine d'une autre manière.

<sup>5</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

**Art. 1c<sup>6</sup>** Assujettissement volontaire  
(art. 2, al. 2<sup>bis</sup>, LPCC)

<sup>1</sup> Un gestionnaire de placements collectifs au sens de l'art. 2, al. 2, let. h de la loi peut présenter une demande d'autorisation à la FINMA conformément aux art. 14 ss:

- a. s'il a son siège en Suisse, et
- b. si le droit suisse ou le droit étranger applicable prévoit que la gestion de placements collectifs ne peut être déléguée qu'à un gestionnaire de placements collectifs soumis à surveillance.

<sup>2</sup> Il doit répondre aux mêmes conditions d'autorisation qu'un gestionnaire de placements collectifs tenu de demander une autorisation.

**Art. 2** Société d'investissement  
(art. 2, al. 3, LPCC)

Les sociétés d'investissement nouvellement créées, dont le prospectus d'émission prévoit la cotation à une bourse suisse sont assimilées à des sociétés cotées, pour autant que la cotation intervienne dans un délai d'un an.

**Art. 3<sup>7</sup>** Distribution  
(art. 3 LPCC)

<sup>1</sup> La proposition ou la publicité de placements collectifs englobe tout type d'activité visant l'acquisition de parts de placements collectifs par un investisseur.

<sup>2</sup> Des informations sont mises à disposition ou des placements collectifs sont acquis à l'instigation ou à la demande de l'investisseur au sens de l'art. 3, al. 2, let. a de la loi, lorsque:

- a. l'information est fournie dans le cadre de contrats de conseil au sens de l'al. 3 ou lorsque les placements collectifs sont acquis dans le cadre de tels contrats;
- b. l'investisseur demande des informations ou acquiert des parts d'un placement collectif donné sans intervention ni prise de contact préalable notamment de la part du gestionnaire, du distributeur ou du représentant de ce placement.

<sup>3</sup> Les contrats de conseil au sens de l'art. 3, al. 2, let. a de la loi sont des contrats qui:

- a. visent une relation de conseil à titre onéreux sur le long terme;
- b. sont conclus par écrit avec un intermédiaire financier soumis à surveillance au sens de l'art. 10, al. 3, let. a de la loi ou avec un gestionnaire indépendant au sens de l'art. 3, al. 2, let c, de la loi.

<sup>6</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>7</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>4</sup> Les propositions et la publicité concernant des placements collectifs exclusivement réservés aux investisseurs au sens de l'art. 10, al. 3, let. a et b de la loi ne doivent être visibles ni par les autres investisseurs qualifiés, ni par des investisseurs non qualifiés.

<sup>5</sup> La publication de prix, de cours, de valeurs d'inventaire et de données fiscales par des intermédiaires financiers soumis à surveillance ne vaut pas distribution uniquement si elle ne comporte pas de coordonnées.

<sup>6</sup> Les programmes de participation proposés aux collaborateurs au sens de l'art. 3, al. 2, let. e de la loi doivent:

- a. constituer un investissement direct ou indirect dans l'entreprise de l'employeur ou dans une société associée à celle-ci par une participation majoritaire ou d'une autre manière sous une direction commune (groupe);
- b. s'adresser aux collaborateurs:
  1. qui bénéficient d'un contrat de travail non résilié au moment de l'offre,
  2. pour lesquels le programme de participation des collaborateurs constitue un élément du salaire.

<sup>7</sup> Les al. 4 et 5 s'appliquent par analogie aux produits structurés.

#### **Art. 4** Produits structurés (art. 5 LPCC)

<sup>1</sup> Un produit structuré ne peut être distribué à des investisseurs non qualifiés en Suisse ou à partir de la Suisse que s'il:

- a. est émis, garanti ou assorti de sûretés équivalentes par un intermédiaire financier visé à l'art. 5, al. 1, let. a, ch. 1 à 3 de la loi;
- b. est émis, garanti ou assorti de sûretés équivalentes par un intermédiaire financier soumis à surveillance visé à l'art. 5, al. 1, let. a, ch. 4 de la loi et ayant un établissement en Suisse si le produit structuré n'est pas coté à une bourse suisse qui garantit la transparence au sens de l'al. 2 et de l'art. 5, al. 2 de la loi.<sup>8</sup>

<sup>1bis</sup> Est notamment considérée comme sûreté équivalente au sens de l'art. 5, al. 1 et <sup>1bis</sup> de la loi:

- a. toute garantie juridiquement exécutable par laquelle un intermédiaire financier soumis à surveillance visé à l'art. 5, al. 1, let. a de la loi s'engage:
  1. à répondre aux engagements de l'émetteur d'un produit structuré en termes de prestations,
  2. à doter financièrement l'émetteur de sorte qu'il puisse satisfaire les exigences des investisseurs; ou

<sup>8</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

- b. la mise à disposition d'une sûreté réelle située en Suisse qui soit juridiquement exécutable en faveur de l'investisseur.<sup>9</sup>

<sup>1er</sup> Est considérée comme société à but spécial une personne morale qui a pour but exclusif d'émettre des produits structurés et dont les fonds ne peuvent être utilisés que dans l'intérêt des investisseurs.<sup>10</sup>

<sup>2</sup> Lorsqu'un produit structuré n'est pas émis, garanti ou assorti de sûretés équivalentes par un intermédiaire financier soumis à surveillance visé à l'art. 5, al. 1 de la loi, le prospectus simplifié doit l'indiquer expressément.<sup>11</sup>

<sup>3</sup> Les intermédiaires financiers visés à l'art. 5, al. 1, let. a, de la loi concrétisent les exigences afférentes au prospectus simplifié dans l'autorégulation. Cette dernière doit être approuvée par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).<sup>12</sup>

<sup>4</sup> L'obligation d'établir un prospectus simplifié tombe si le produit structuré:

- a. est coté à une bourse suisse qui garantit la transparence au sens de l'al. 2 et de l'art. 5, al. 2 de la loi;
- b.<sup>13</sup> n'est distribué à des investisseurs qualifiés non pas en Suisse, mais à partir de la Suisse et que la transparence au sens de l'art. 5, al. 2 de la loi est garantie en vertu de réglementations étrangères.

<sup>5</sup> Le prospectus simplifié provisoire doit signaler les éléments donnés uniquement à titre indicatif comme tels et attirer l'attention des investisseurs sur la date de publication du prospectus simplifié définitif. Les exigences relatives au prospectus simplifié provisoire sont fixées conformément à l'al. 3.<sup>14</sup>

## Chapitre 2 Placements collectifs

### Art. 5<sup>15</sup> Définition des placements collectifs

(art. 7, al. 3 et 4, LPCC)

<sup>1</sup> Sont considérés comme placements collectifs, quelle que soit leur forme juridique, des apports constitués par au moins deux investisseurs indépendants pour être investis en commun et être administrés par des tiers.

<sup>9</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>10</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>11</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>12</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 6 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5363).

<sup>13</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>14</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>15</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>2</sup> Des investisseurs sont indépendants lorsqu'ils apportent des avoirs gérés distinctement d'un point de vue juridique et de faits.

<sup>3</sup> L'exigence relative à l'indépendance des avoirs au sens de l'al. 2 ne s'applique pas pour les sociétés du même groupe d'entreprises au sens de l'art. 1b, al. 4.

<sup>4</sup> La fortune d'un placement collectif peut être constituée par un seul investisseur (fonds à investisseur unique) s'il s'agit d'un investisseur au sens de l'art. 10, al. 3, let. b ou c de la loi.

<sup>5</sup> La restriction du cercle des investisseurs à l'investisseur visé à l'al. 4 doit être mentionnée dans les documents déterminants d'après l'art. 15, al. 1 de la loi.

**Art. 6<sup>16</sup>** Investisseurs qualifiés  
(art. 10, al. 3bis et 3ter, LPCC)

<sup>1</sup> Est considérée comme un particulier fortuné au sens de l'art. 10, al. 3bis de la loi toute personne physique qui remplit une des conditions suivantes au moment de l'acquisition de placements collectifs:

- a. l'investisseur prouve qu'il dispose:
  1. des connaissances nécessaires pour comprendre les risques des placements du fait de sa formation personnelle et de son expérience professionnelle ou d'une expérience comparable dans le secteur financier, et
  2. d'une fortune d'au moins 500 000 francs;
- b. l'investisseur confirme par écrit qu'il dispose d'une fortune d'au moins 5 millions de francs suisses.

<sup>2</sup> La fortune au sens de l'al. 1 englobe les placements financiers dont l'investisseur détient directement ou indirectement la propriété comme, notamment:

- a. des avoirs en banque (à vue ou à terme);
- b. des dépôts fiduciaires;
- c. des valeurs mobilières (placements collectifs et produits structurés compris);
- d. des dérivés;
- e. des métaux précieux;
- f. des assurances vie ayant une valeur de rachat.

<sup>3</sup> Ne sont notamment pas considérés comme des placements financiers au sens de l'al. 2 les placements directs dans l'immobilier et les préentions en matière d'assurances sociales ainsi que les avoirs de la prévoyance professionnelle.

<sup>4</sup> La fortune au sens de l'al. 1, let. b peut comprendre des valeurs patrimoniales immobilières s'élevant à un maximum de 2 millions de francs, à comptabiliser à leur valeur nette. La valeur nette se calcule sur la base de la valeur vénale, déduction faite de toutes les dettes grevant le bien immobilier.

<sup>16</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).



<sup>5</sup> L'investisseur doit prouver qu'il détient la fortune visée à l'al. 1 au moment de l'acquisition.

**Art. 6a<sup>17</sup>** Déclaration écrite  
(art. 10, al. 3<sup>bis</sup> et 3<sup>ter</sup>, LPCC)

<sup>1</sup> Les particuliers fortunés qui souhaitent être considérés comme des investisseurs qualifiés au sens de l'art. 10, al. 3<sup>bis</sup>, de la loi doivent le déclarer par écrit. Lorsqu'une structure d'investissement privée a été instituée pour un ou plusieurs particuliers fortunés, la déclaration peut être effectuée par une personne responsable de la gestion de la structure si les pouvoirs correspondants résultent de la structure d'investissement.<sup>18</sup>

<sup>2</sup> L'intermédiaire financier et le gestionnaire indépendant:

- a. informent les investisseurs au sens de l'art. 10, al. 3<sup>ter</sup> de la loi qu'ils sont considérés comme des investisseurs qualifiés;
- b. les éclairent sur les risques qui en découlent; et
- c. leur signalent qu'ils peuvent déclarer par écrit ne pas vouloir être considérés comme des investisseurs qualifiés.

### **Chapitre 3 Autorisation et approbation**

#### **Section 1 Généralités**

**Art. 7** Documents d'autorisation  
(art. 13 et 14, LPCC)

Quiconque requiert une autorisation en vertu de l'art. 13 de la loi doit soumettre les documents suivants à la FINMA:

- a. les statuts et le règlement d'organisation s'il s'agit d'une direction, d'une SICAV ou d'une SICAF;
- b. le contrat de société s'il s'agit d'une société en commandite de placements collectifs;
- c. les documents d'organisation pertinents s'il s'agit d'un gestionnaire, d'un représentant de placements collectifs étrangers ou d'un distributeur.

<sup>17</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>18</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à l'O du 5 nov. 2014 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4295).

**Art. 8** Dispense de l'obligation d'obtenir une autorisation<sup>19</sup>  
(art. 13, al. 3, LPCC)

<sup>1</sup> Le titulaire d'une autorisation en tant que banque au sens de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques<sup>20</sup>, le négociant en valeurs mobilières au sens de la loi du 24 mars 1995 sur les bourses<sup>21</sup>, ou l'entreprise d'assurance au sens de la loi du 17 décembre 2004 sur la surveillance des assurances<sup>22</sup> sont libérés de l'obligation d'obtenir une autorisation pour gestionnaire de placements collectifs ou pour distributeur.<sup>23</sup>

<sup>1bis</sup> Le titulaire d'une autorisation en tant que direction est libéré de l'obligation d'obtenir une autorisation pour gestionnaire de placements collectifs, pour distributeur ou pour représentant de placements collectifs étrangers.<sup>24</sup>

<sup>2</sup> Le titulaire d'une autorisation en tant que gestionnaire de placements collectifs est libéré de l'obligation d'obtenir une autorisation pour distributeur.<sup>25</sup>

<sup>3</sup> Les représentants de placements collectifs étrangers sont libérés de l'obligation d'obtenir une autorisation pour distributeur.<sup>26</sup>

<sup>4</sup> Les agents d'entreprises d'assurance qui, en vertu d'un contrat d'agence, sont en droit et en fait intégrés dans l'organisation de l'entreprise d'assurance, n'ont pas l'obligation d'obtenir une autorisation pour distributeur. La FINMA règle les modalités.

**Art. 9**<sup>27</sup>

**Art. 10** Bonne réputation, garantie et qualification professionnelle  
(art. 14, al. 1, let. a, LPCC)

<sup>1</sup> Les personnes responsables de l'administration et de la direction des affaires doivent, de par leur formation, leur expérience et leur carrière, être suffisamment qualifiées pour exercer l'activité prévue.

<sup>2</sup> La FINMA fixe les exigences inhérentes à la preuve d'une bonne réputation, de la garantie d'une activité irréprochable et des qualifications professionnelles nécessaires.

<sup>19</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>20</sup> RS 952.0

<sup>21</sup> RS 954.1

<sup>22</sup> RS 961.01

<sup>23</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>24</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>25</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>26</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>27</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>3</sup> Pour fixer les exigences à remplir, elle tient compte, entre autres, de l'activité prévue auprès du titulaire et du type de placements envisagés.

<sup>4</sup> Elle peut, pour de justes motifs, prévoir des dérogations à ces exigences.

**Art. 11** Personnes détenant une participation qualifiée

(art. 14, al. 1, let. b, et al. 3, LPCC)

La FINMA fixe les exigences que les personnes détenant une participation qualifiée doivent remplir pour prouver, d'une part, qu'elles jouissent d'une bonne réputation et, d'autre part, que leur influence n'est pas de nature à s'exercer au détriment d'une gestion prudente et saine.

**Art. 12** Organisation

(art. 14, al. 1, let. c, LPCC)

<sup>1</sup> L'organe de gestion se compose d'au moins deux personnes, tenues d'avoir leur domicile en un lieu qui leur permet d'exercer la gestion effective des affaires et d'en assumer la responsabilité.

<sup>2</sup> Les personnes autorisées à signer au nom du titulaire signent collectivement à deux.

<sup>3</sup> Le titulaire est tenu de décrire son organisation dans un règlement d'organisation.<sup>28</sup>

<sup>4</sup> Il emploie du personnel qualifié, jouissant des compétences requises dans son domaine d'activité.

<sup>5</sup> Selon l'étendue et le genre d'activité, la FINMA peut exiger la mise en place d'une révision interne.

<sup>6</sup> Si les circonstances le justifient, elle peut prévoir des dérogations à ces exigences.

**Art. 12a<sup>29</sup>** Gestion des risques, système de contrôle interne et mise en conformité (*compliance*)

(art. 14, al. 1<sup>er</sup>, LPCC)

<sup>1</sup> Le titulaire doit garantir une gestion des risques appropriée et adéquate, un système de contrôle interne (SCI), ainsi qu'une mise en conformité qui couvrent l'ensemble de ses activités.

<sup>2</sup> La gestion des risques doit être organisée de sorte que les risques principaux puissent être détectés, évalués, suivis et surveillés de manière suffisante.

<sup>3</sup> Le titulaire opère une séparation du point de vue fonctionnel et hiérarchique entre ses activités en matière de gestion des risques, de contrôle interne et de mise en conformité et ses activités opérationnelles, en particulier les activités liées aux décisions d'investissement (gestion de portefeuille).

<sup>28</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>29</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>4</sup> La FINMA peut accorder des dérogations à ces exigences si les circonstances le justifient.

**Art. 13**            Garanties financières  
(art. 14, al. 1, let. d, LPCC)

Les garanties financières sont suffisantes dès lors que le titulaire observe les dispositions déterminantes relatives au capital ou à l'apport minimal.

**Art. 13a<sup>30</sup>**        Documents de placements collectifs étrangers  
(art. 15, al. 1, let. e, LPCC)

Pour les placements collectifs étrangers, les documents suivants doivent être soumis à l'approbation de la FINMA:

- a. le prospectus;
- b. le prospectus simplifié ou les informations clés pour l'investisseur;
- c. le contrat de placement collectif des placements collectifs contractuels;
- d. les statuts et le règlement de placement ou le contrat de société des placements collectifs organisés selon le droit des sociétés;
- e. les autres documents qui seraient nécessaires pour une approbation selon le droit étranger applicable et qui correspondent à ceux à fournir pour les placements collectifs suisses conformément à l'art. 15 al. 1 de la loi.

**Art. 14**            Modification de l'organisation et des documents  
(art. 16 LPCC)

<sup>1</sup> Les modifications de l'organisation doivent être autorisés par la FINMA. Les documents visés à l'art. 7 doivent être soumis à la FINMA.

<sup>2</sup> Les modifications des documents visés à l'art. 15 de la loi doivent être soumises pour approbation à la FINMA, à l'exception:

- a. des documents correspondants de placements collectifs étrangers;
- b. de la modification du montant de la commandite dans le contrat de société de la société en commandite de placements collectifs;
- c.<sup>31</sup> des modifications des documents d'un placement collectif suisse soumis à approbation et qui concernent exclusivement des dispositions relatives à des restrictions de vente ou de distribution et qui sont exigés en vertu de législations étrangères, de traités internationaux, de conventions internationales ou prudentielles et d'actes comparables.

<sup>30</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>31</sup> Introduite par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

**Art. 15** Obligations d'annoncer  
(art. 16 LPCC)

<sup>1</sup> Les titulaires, à l'exception de la banque dépositaire, annoncent:

- a. le changement des personnes responsables de l'administration et de la direction des affaires;
- b. les faits de nature à remettre en question la bonne réputation des personnes responsables de l'administration et de la direction des affaires ou la garantie d'une activité irréprochable qu'elles doivent offrir, notamment l'ouverture d'une procédure pénale à leur encontre;
- c. le changement des personnes détenant une participation qualifiée, à l'exception des actionnaires investisseurs d'une SICAV et des commanditaires d'une société en commandite de placements collectifs;
- d. les faits de nature à compromettre la bonne réputation des personnes détenant une participation qualifiée, notamment l'ouverture d'une procédure pénale à leur encontre;
- e. les faits qui remettent en question une gestion saine et prudente du titulaire en raison de l'influence exercée par les personnes détenant une participation qualifiée;
- f. les changements ayant trait aux garanties financières (art. 13), en particulier la non-observation des exigences minimales.

<sup>2</sup> La banque dépositaire annonce le changement des personnes responsables des tâches relevant de cette dernière (art. 72, al. 2, LPCC);

<sup>3</sup> Les modifications du prospectus, du prospectus simplifié ou des informations clés pour les investisseurs d'un fonds de placement, d'une SICAV, d'une société en commandite de placements collectifs ou d'une SICAF doivent également être annoncées.<sup>32</sup>

<sup>4</sup> Les représentants de placements collectifs étrangers qui ne sont pas exclusivement distribués auprès d'investisseurs qualifiés doivent en outre annoncer:<sup>33</sup>

- a.<sup>34</sup> les mesures prononcées par une autorité de surveillance étrangère contre le placement collectif, notamment le retrait de l'autorisation;
- b.<sup>35</sup> les modifications des documents de placements collectifs étrangers visés à l'art. 13a;
- c.<sup>36</sup> ...

<sup>32</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 607).

<sup>33</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 607).

<sup>34</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 6 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5363).

<sup>35</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 607).

<sup>36</sup> Abrogée par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 607).

<sup>5</sup> L'annonce doit être effectuée sans délai à la FINMA. Celle-ci constate la conformité à la loi.

**Art. 16** Conditions de la procédure simplifiée d'approbation  
(art. 17 LPCC)

<sup>1</sup> La procédure simplifiée d'approbation ne s'applique que si le règlement est conforme:

- a. à un modèle reconnu par la FINMA comme satisfaisant à ses exigences minimales, tels que les règlements et les prospectus types d'une organisation professionnelle, ou
- b. un standard que la FINMA a déclaré obligatoire pour le titulaire.

<sup>2</sup> La FINMA confirme la réception de la demande au requérant.

<sup>3</sup> Si d'autres informations sont nécessaires pour évaluer la demande, la FINMA peut demander au requérant de les communiquer.

**Art. 17** Délais relatifs à la procédure simplifiée d'approbation  
(art. 17 LPCC)

<sup>1</sup> Les placements collectifs ouverts destinés à des investisseurs qualifiés sont réputés approuvés à l'expiration des délais suivants:

- a. fonds en valeurs mobilières, fonds immobiliers et autres fonds en placements traditionnels: à réception de la requête;
- b. autres fonds en placements alternatifs: quatre semaines à compter de la réception de la requête.

<sup>2</sup> La FINMA approuve les placements collectifs ouverts destinés au public dans les délais suivants:

- a. fonds en valeurs mobilières: quatre semaines à compter de la réception de la requête;
- b. fonds immobiliers et autres fonds en placements traditionnels: six semaines à compter de la réception de la requête;
- c. autres fonds en placements alternatifs: huit semaines à compter de la réception de la requête.

<sup>3</sup> Le délai commence à courir le jour suivant la réception de la requête.

<sup>4</sup> Si la FINMA demande d'autres informations, le délai est suspendu entre le moment où elle fait sa demande et celui où elle reçoit les informations.

**Art. 18** Modification ultérieure des documents  
(art. 17 LPCC)

<sup>1</sup> La FINMA peut exiger une modification ultérieure des documents de placements collectifs destinés à des investisseurs qualifiés dans les trois mois à compter de leur approbation simplifiée.

<sup>2</sup> Les investisseurs doivent:

- a. être préalablement avertis de la possibilité d'une modification;
- b. être informés dans les organes de publication de toute modification apportée ultérieurement.

## Section 2

### Conditions d'autorisation pour les gestionnaires de placements collectifs de capitaux organisés selon le droit suisse<sup>37</sup>

**Art. 19**<sup>38</sup> Capital minimal et prestation de garantie  
(art. 14, al. 1, let. d, LPCC)

<sup>1</sup> Les gestionnaires de placements collectifs qui exercent exclusivement des tâches au sens de l'art. 18a, al. 1, 2 et 3, let. b à d de la loi, doivent disposer d'un capital minimal libéré en espèces s'élevant à 200 000 francs.

<sup>2</sup> Les gestionnaires de placements collectifs qui exercent des activités de fonds de placement au sens de l'art. 18a, al. 3, let. a de la loi pour des placements collectifs étrangers doivent disposer d'un capital minimal libéré en espèces s'élevant à 500 000 francs.

<sup>3</sup> La FINMA peut autoriser des sociétés de personnes à fournir, au lieu du capital minimal, une garantie sous la forme d'une garantie bancaire ou d'un versement en espèces sur un compte bancaire bloqué, correspondant au capital minimal fixé aux al. 1 et 2.

<sup>4</sup> Elle peut fixer un autre montant minimal dans des cas justifiés.

<sup>5</sup> Le capital minimal doit être maintenu en permanence.

**Art. 20** Eléments de capital  
(art. 14, al. 1, let. d, LPCC)<sup>39</sup>

<sup>1</sup> Le capital correspond, pour la société anonyme et la société en commandite par actions, au capital-actions et au capital-participation et, pour la société à responsabilité limitée, au capital social.

<sup>2</sup> Pour les sociétés de personnes, le capital correspond:<sup>40</sup>

- a. aux comptes de capital;
- b. à la commandite; et

<sup>37</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>38</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>39</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>40</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

c. aux avoirs des associés indéfiniment responsables.

<sup>3</sup> Les comptes de capital et les avoirs des associés indéfiniment responsables ne peuvent être imputés sur le capital que s'il ressort d'une déclaration écrite irrévocable déposée auprès d'une société d'audit agréée:<sup>41</sup>

- a. qu'en cas de liquidation, de faillite ou de procédure concordataire, ils seront colloqués après les créances de tous les autres créanciers; et
- b. que le gestionnaire de placements collectifs de capitaux s'est engagé:<sup>42</sup>
  1. à ne pas les compenser par ses propres créances, ni à les garantir par ses propres valeurs patrimoniales,
  2. à ne pas réduire les éléments de capital visés à l'al. 2, let. a et c, au-dessous du capital minimal sans l'accord préalable de la société d'audit<sup>43</sup>.

#### **Art. 21<sup>44</sup>** Montant des fonds propres

<sup>1</sup> Les fonds propres exigibles s'élèvent à:

- a. 0,02 % de la part de la fortune totale administrée par le gestionnaire, qui excède 250 millions de francs;
- b. toujours au moins un quart des coûts fixes du dernier exercice comptable; et
- c. 20 millions de francs au maximum.

<sup>2</sup> Sont considérés comme coûts fixes:

- a. les charges de personnel;
- b. les charges d'exploitation (charges matérielles);
- c. les amortissements de l'actif immobilisé;
- d. les charges dues aux correctifs de valeur, aux provisions et aux pertes.

<sup>3</sup> Les gestionnaires de placements collectifs doivent en outre:

- a. détenir des fonds propres supplémentaires s'élevant à 0,01 % de la fortune totale des placements collectifs qu'ils gèrent; ou
- b. souscrire une assurance responsabilité civile professionnelle. La FINMA règle les modalités.

<sup>4</sup> La part des charges de personnel qui dépend exclusivement du résultat de l'exploitation ou ne peut faire l'objet d'aucune prétention est portée en déduction des charges visées à l'al. 2, let. a.

<sup>41</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à l'O du 5 nov. 2014 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 4295).

<sup>42</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 607).

<sup>43</sup> Nouvelle expression selon le ch. 6 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5363). Il a été tenu compte de cette mod. dans tout le texte.

<sup>44</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 607).



<sup>5</sup> Les fonds propres prescrits doivent être maintenus en permanence.

<sup>6</sup> Si les fonds propres sont insuffisants, le gestionnaire de placements collectifs l'annonce immédiatement à la FINMA.

<sup>7</sup> La FINMA peut décider des assouplissements si les circonstances le justifient.

**Art. 22** Fonds propres pris en compte  
(art. 14, al. 1, let. d, LPCC)

<sup>1</sup> Les personnes morales peuvent imputer sur leurs fonds propres:

- a. le capital-actions et le capital-participation libérés pour les sociétés anonymes et les sociétés en commandite et le capital social pour les sociétés à responsabilité limitée;
- b. les réserves légales et autres réserves;
- c. le bénéfice reporté;
- d. le bénéfice de l'exercice en cours après déduction de la part prévisible à la distribution des bénéfices, dans la mesure où une revue succincte du boucllement intermédiaire comprenant un compte de résultat complet a été établie;
- e. les réserves latentes, à condition qu'elles soient attribuées à un compte spécial et reconnaissables comme fonds propres. Le rapport d'audit<sup>45</sup> devra confirmer qu'elles peuvent être prises en compte.

<sup>2</sup> Les sociétés de personnes peuvent imputer sur leurs fonds propres:<sup>46</sup>

- a. les comptes de capital;
- b. la commandite;
- c. la sûreté visée à l'art. 19, al. 2;
- d. les avoirs des associés indéfiniment responsables, pour autant que les conditions prévues à l'art. 20, al. 3, soient remplies.

<sup>3</sup> Les gestionnaires de placements collectifs peuvent également imputer sur leurs fonds propres les prêts qui leur sont accordés, y compris les emprunts obligataires d'une durée minimale de cinq ans, s'il ressort d'une déclaration écrite irrévocable déposée auprès d'une société d'audit agréée:<sup>47</sup>

- a. qu'en cas de liquidation, de faillite ou de procédure concordataire, ces créances seront colloquées après les créances de tous les autres créanciers, et
- b. que le gestionnaire s'est engagé à ne pas compenser les prêts par ses propres créances, ni à les garantir par ses propres valeurs patrimoniales.

<sup>45</sup> Nouvelle expression selon le ch. 6 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5363).

<sup>46</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>47</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à l'O du 5 nov. 2014 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4295).

<sup>4</sup> Les fonds propres cumulés visés aux al. 1 et 2 doivent constituer au moins 50 % de la totalité des fonds propres exigibles.

**Art. 23** Déductions lors du calcul des fonds propres

(art. 14, al. 1, let. d, LPCC)

Doivent être déduits lors du calcul des fonds propres:

- a. la perte reportée et la perte de l'exercice en cours;
- b. les correctifs de valeur et provisions nécessaires non couverts de l'exercice en cours;
- c. pour les prêts visés à l'art. 22, al. 3, 20 % de la valeur nominale initiale par année, pendant les cinq ans précédant le remboursement;
- d. les valeurs immatérielles (y compris les frais de fondation et d'organisation, ainsi que le Goodwill), à l'exception des logiciels;
- e. pour les sociétés anonymes et les sociétés en commandite de placements collectifs, les actions détenues par la société à ses risques et périls;
- f. pour les sociétés à responsabilité limitée, les parts sociales détenues par la société à ses risques et périls;
- g. la valeur comptable des participations, à condition qu'il ne soit pas procédé à une consolidation au sens de l'art. 29.

**Art. 24** Délimitation du domaine d'activité

(art. 14, al. 1, let. c, LPCC)<sup>48</sup>

<sup>1</sup> Les gestionnaires de placements collectifs doivent définir de façon précise le champ et le rayon géographique de leurs activités dans leurs statuts, leurs contrats de société ou leurs règlements d'organisation.<sup>49</sup>

<sup>2</sup> S'ils envisagent d'exploiter une filiale, une succursale ou une représentation à l'étranger, les gestionnaires communiquent à la FINMA toutes les informations nécessaires à l'appréciation des tâches impliquées, notamment:

- a. le nom et l'adresse de la filiale, succursale ou représentation;
- b. le nom des personnes chargées de l'administration et de la direction des affaires;
- c. la société d'audit;
- d. le nom et l'adresse de l'autorité de surveillance de l'Etat du siège ou du domicile.

<sup>3</sup> Ils annoncent immédiatement à la FINMA tout changement majeur concernant leurs filiales, succursales ou représentations à l'étranger.

<sup>48</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>49</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

**Art. 24<sup>a50</sup>**      Tâches  
(art. 18a LPCC)

Outre les tâches visées à l'art. 18a de la loi, les gestionnaires de placements collectifs peuvent fournir des prestations et exercer des activités administratives telles que l'acceptation et la transmission d'ordres portant sur des instruments financiers au nom et pour le compte de clients.

**Art. 25<sup>51</sup>**      Convention  
(art. 14, al. 1, let. c, LPCC)

Les gestionnaires de placements collectifs sont tenus de conclure avec leur clientèle une convention écrite réglant les droits et les obligations des parties, ainsi que les autres points essentiels.

**Art. 26<sup>52</sup>**      Délégation de tâches  
(art. 18b LPCC)

Les gestionnaires de placements collectifs qui assurent la gestion du portefeuille et des risques de placements collectifs ne peuvent pas déléguer ces tâches à d'autres entreprises dont les intérêts pourraient entrer en conflit avec ceux des investisseurs ou des gestionnaires de placements collectifs eux-mêmes.

**Art. 27<sup>53</sup>**      Directives d'organisations professionnelles  
(art. 14, al. 2, LPCC)

La FINMA peut subordonner l'octroi de l'autorisation au respect, par le gestionnaire de placements collectifs, de règles de conduite émanant d'organisations professionnelles.

**Art. 28<sup>54</sup>**      Etablissement des comptes  
(art. 14, al. 1<sup>er</sup>, LPCC)

<sup>1</sup> Les dispositions du code des obligations<sup>55</sup> régissant l'établissement des comptes s'appliquent aux gestionnaires de placements collectifs.<sup>56</sup>

<sup>2</sup> Si les gestionnaires de placements collectifs sont soumis à des prescriptions comparables plus strictes prévues par une législation spéciale, celles-ci priment.

<sup>50</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>51</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>52</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>53</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>54</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>55</sup> RS 220

<sup>56</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe 2 à l'O du 30 avr. 2014 sur les banques, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 1269).

**Art. 29<sup>57</sup>****Section 2a<sup>58</sup>****Conditions d'autorisation applicables aux gestionnaires de placements collectifs organisés selon un droit étranger****Art. 29a** Gestionnaires étrangers de placements collectifs

(art. 18, al. 1, let. c, LPCC)

<sup>1</sup> On entend par gestionnaire étranger de placements collectifs toute entreprise organisée selon un droit étranger:

- a. qui est titulaire, à l'étranger, d'une autorisation en tant que gestionnaire de placements collectifs;
- b. dont la raison de commerce, la description du but commercial ou les documents commerciaux comprennent le terme de «gestionnaire de placements collectifs» ou une expression indiquant la pratique de la gestion de placements collectifs; ou
- c. qui pratique la gestion de fortune au sens de la législation sur les placements collectifs de capitaux.

<sup>2</sup> Si la direction effective du gestionnaire étranger de placements collectifs se situe en Suisse ou si celui-ci exerce son activité exclusivement ou de manière prépondérante en Suisse ou depuis la Suisse, il doit être organisé selon le droit suisse. De plus, il est soumis aux dispositions légales applicables aux gestionnaires suisses de placements collectifs suisses.

**Art. 29b** Obligation d'obtenir une autorisation et conditions d'octroi de l'autorisation

(art. 2, al. 1, let. c, 13, al. 2, let. f, 14 et 18 LPCC)

<sup>1</sup> Le gestionnaire étranger de placements collectifs doit requérir l'autorisation de la FINMA s'il occupe en Suisse des personnes qui pratiquent pour lui, durablement et à titre professionnel, en Suisse ou depuis la Suisse, la gestion de fortune au sens de la législation sur les placements collectifs de capitaux (succursale).

<sup>2</sup> La FINMA autorise le gestionnaire étranger de placements collectifs à ouvrir une succursale:

- a. si le gestionnaire étranger dispose d'une organisation et de moyens financiers suffisants ainsi que du personnel qualifié pour exploiter une succursale en Suisse;
- b. si le gestionnaire étranger est soumis à une surveillance appropriée qui englobe la succursale;

<sup>57</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>58</sup> Introduite par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

- c. si les autorités de surveillance étrangères compétentes ne formulent aucune objection à l'égard de l'ouverture d'une succursale;
- d. si les autorités de surveillance étrangères compétentes ont conclu une convention de coopération et d'échange de renseignements avec la FINMA;
- e. si les autorités de surveillance étrangères compétentes s'engagent à informer immédiatement la FINMA s'il survient des événements de nature à mettre sérieusement en danger les intérêts des clients, leurs valeurs patrimoniales ou les placements collectifs gérés par le gestionnaire étranger;
- f. si la succursale remplit les conditions d'autorisation selon l'art. 14, al. 1, let. a à c, et al. 2, de la loi ainsi que selon les art. 10 ss de la présente ordonnance et dispose d'un règlement définissant exactement son champ d'activité et prévoyant une organisation correspondant à cette activité; et
- g. si le gestionnaire étranger de placements collectifs apporte la preuve que la raison de commerce de la succursale peut être inscrite au registre du commerce.

<sup>3</sup> Si le gestionnaire étranger de placements collectifs fait partie d'un groupe exerçant une activité dans le domaine financier, la FINMA peut, sous réserve de l'art. 18, al. 2 de la loi, subordonner l'octroi de l'autorisation à la condition que le gestionnaire soit soumis à une surveillance des autorités étrangères compétentes sur une base consolidée appropriée.

<sup>4</sup> La FINMA peut obliger une succursale à fournir des sûretés lorsque la protection des clients l'exige.

<sup>5</sup> Le gestionnaire étranger de placements collectifs ne peut requérir l'inscription de la succursale au registre du commerce qu'après avoir obtenu l'autorisation de la FINMA pour ouvrir ladite succursale.

#### **Art. 29c** Succursales multiples

(art. 18, al. 1, let. c, LPCC)

<sup>1</sup> Lorsqu'un gestionnaire étranger de placements collectifs ouvre plusieurs succursales en Suisse, il doit:

- a. requérir une autorisation pour chacune d'entre elles;
- b. désigner la succursale responsable des contacts avec la FINMA.

<sup>2</sup> Les succursales doivent respecter collectivement les prescriptions de la loi et de la présente ordonnance. Un seul rapport d'audit suffit.

#### **Art. 29d** Comptes annuels et clôtures intermédiaires de la succursale

<sup>1</sup> La succursale peut établir ses comptes annuels et ses clôtures intermédiaires selon les prescriptions applicables aux gestionnaires étrangers de placements collectifs, pour autant que ces prescriptions soient conformes aux normes internationales en matière d'établissement des comptes.

<sup>2</sup> La succursale doit présenter séparément ses créances et ses engagements:

- a. envers le gestionnaire étranger de placements collectifs;
- b. envers les entreprises ou les sociétés immobilières actives dans le domaine financier ou les sociétés immobilières:
  1. lorsque le gestionnaire étranger de placements collectifs forme avec elles une unité économique, ou
  2. lorsqu'il y a lieu de supposer qu'il est tenu, en vertu du droit ou de fait, d'apporter son soutien à une telle entreprise ou société.

<sup>3</sup> L'al. 2 s'applique aussi aux opérations hors bilan.

<sup>4</sup> La succursale remet ses comptes annuels et ses clôtures intermédiaires à la FINMA. Elle n'est pas tenue de les publier.

#### **Art. 29<sup>e59</sup>** Rapport d'audit

<sup>1</sup> La société d'audit rédige son rapport dans une langue officielle suisse et le remet à la FINMA. Une copie est adressée au gérant responsable de la succursale.

<sup>2</sup> La succursale transmet une copie du rapport d'audit à l'organe du gestionnaire étranger de placements collectifs responsable de l'activité de la succursale.

#### **Art. 29<sup>f</sup>** Dissolution d'une succursale

Le gestionnaire étranger de placements collectifs qui souhaite dissoudre une succursale demande préalablement l'autorisation à la FINMA.

### **Section 3 Conditions d'autorisation pour les distributeurs**

#### **Art. 30** Conditions d'autorisation (art. 3 et 19, al. 2, LPCC)

<sup>1</sup> La FINMA ne délivre l'autorisation de distribuer des parts d'un placement collectif à une personne physique que si celle-ci peut se prévaloir:<sup>60</sup>

- a. d'une assurance responsabilité professionnelle adaptée à ses activités de distributeur, prévoyant une somme de couverture d'au moins 250 000 francs, ou du dépôt d'une caution appropriée du même montant;
- b. de méthodes de distribution fiables; et
- c. d'un contrat de distribution écrit la liant à la direction, à la SICAV, à la société en commandite de placements collectifs ou à la SICAF respectivement au représentant d'un placement collectif étranger, lequel contrat lui interdit formellement d'accepter des versements en vue d'acquérir des parts.

<sup>59</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à l'O du 5 nov. 2014 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 4295).

<sup>60</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 607).

<sup>2</sup> Elle délivre l'autorisation aux personnes morales et aux sociétés de personnes qui ont la capacité juridique, lorsque celles-ci ou les personnes à la tête de la société remplissent les conditions énoncées à l'al. 1.

<sup>3</sup> Elle peut en outre subordonner l'octroi de l'autorisation à l'assujettissement du distributeur aux directives correspondantes d'une organisation professionnelle.

**Art. 30<sup>a61</sup>**      Distribution par des intermédiaires financiers  
(Art. 19, al. 1 bis, LPCC)

<sup>1</sup> Un intermédiaire financier ne peut distribuer des placements collectifs étrangers à des investisseurs qualifiés en Suisse que s'il est autorisé, dans son pays de domicile, à distribuer des placements collectifs et conclut avec un représentant un contrat de distribution écrit de droit suisse au sens de l'art. 131a.

<sup>2</sup> Le contrat de distribution oblige l'intermédiaire financier à n'utiliser que des documents du placement collectif indiquant le représentant, le service de paiement et le for.

## Chapitre 4 Règles de conduite

**Art. 31**            Devoir de fidélité  
(art. 20, al. 1, let. a, LPCC)

<sup>1</sup> Les titulaires et leurs mandataires ne peuvent acquérir pour leur compte des parts de placements collectifs ou en céder à ces derniers qu'au prix du marché.

<sup>2</sup> Ils doivent renoncer, pour les prestations déléguées à des tiers, à la rémunération qui leur revient en vertu du règlement, du contrat de société, du règlement de placement ou du contrat de gestion de fortune, à moins qu'elle ne serve à payer les tiers pour les prestations fournies.

<sup>3</sup> Si des parts d'un placement collectif sont transférées à un autre placement collectif géré par le même titulaire ou par un titulaire proche de ce dernier, aucun frais ne peut être perçu.

<sup>4</sup> Les titulaires ne peuvent percevoir aucune commission d'émission ou de rachat, s'ils acquièrent des fonds cibles:

- a. gérés directement ou indirectement par eux-mêmes; ou
- b. gérés par une société à laquelle ils sont liés:
  1. dans le cadre d'une communauté de gestion,
  2. dans le cadre d'une communauté de contrôle, ou
  3. par une importante participation directe ou indirecte.<sup>62</sup>

<sup>61</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>62</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 janv. 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2009 (RO 2009 719).

<sup>5</sup> L'art. 73, al. 4, s'applique par analogie à la perception d'une commission de gestion en cas de placements dans des fonds cibles selon l'al. 4.<sup>63</sup>

<sup>6</sup> L'autorité de surveillance règle les modalités. Elle peut déclarer les al. 4 et 5 applicables à d'autres produits.<sup>64</sup>

**Art. 32** Devoir de fidélité spécial dans le cas de placements immobiliers  
(art. 20, al. 1, let. a, 21, al. 3, et 63, LPCC)

<sup>1</sup> Les titulaires fixent les honoraires versés aux personnes physiques ou morales qui leur sont proches et qui collaborent, pour le compte du placement collectif, à la conception, à la construction, à l'acquisition ou à la vente d'un objet immobilier uniquement d'après les tarifs usuels de la branche.

<sup>2</sup> L'expert chargé des estimations vérifie les factures des honoraires avant leur règlement et adresse le cas échéant un rapport au titulaire et à la société d'audit.

<sup>3</sup> Si des placements immobiliers d'un placement collectif sont transférés à un autre placement collectif géré par le même titulaire ou par un titulaire proche de ce dernier, aucune commission d'achat ou de vente n'est perçue.

<sup>4</sup> Les prestations fournies par les sociétés immobilières aux membres de leur administration, à la direction des affaires et au personnel sont imputées sur la rémunération à laquelle la direction et la SICAV ont droit en vertu du règlement.

**Art. 32a<sup>65</sup>** Exceptions à l'interdiction d'effectuer des transactions avec des personnes proches  
(art. 63, al. 3 et 4 LPCC)

<sup>1</sup> En vertu de l'art. 63, al. 4, de la loi, la FINMA peut, pour de justes motifs, autoriser des dérogations à l'interdiction d'effectuer des transactions avec les personnes proches visées à l'art. 63, al. 2 et 3, de la loi, lorsque:

- a. les documents afférents au placement collectif prévoient cette possibilité;
- b. la dérogation est dans l'intérêt des investisseurs;
- c. en sus de l'estimation des experts permanents du fonds immobilier, un expert selon l'art. 64, al. 1, de la loi, indépendant des experts du fonds et de leur employeur, de la direction ou de la SICAV ainsi que de la banque dépositaire, confirme que le prix d'achat et le prix de vente de la valeur immobilière, de même que les frais de transaction, sont conformes au marché.

<sup>2</sup> Au terme de la transaction, la direction ou la SICAV établit un rapport contenant:

- a. des indications concernant les différentes valeurs immobilières reprises ou cédées et leur valeur à la date de référence de la reprise ou de la cession;

<sup>63</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 janv. 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2009 (RO 2009 719).

<sup>64</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 28 janv. 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2009 (RO 2009 719).

<sup>65</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).



- b. les rapports d'estimation des experts permanents;
- c. le rapport sur la conformité au marché du prix d'achat ou du prix de vente établis par les experts selon l'al. 1, let. c.

<sup>3</sup> La société d'audit confirme à la direction du fonds ou à la SICAV, dans le cadre de sa révision, que le devoir de fidélité spécial dans le cas de placements immobiliers est respecté.

<sup>4</sup> Le rapport annuel du placement collectif mentionne les transactions autorisées avec des personnes proches.

<sup>5</sup> La FINMA ne peut pas accorder de dérogations à l'interdiction d'effectuer des transactions avec des personnes proches pour les valeurs immobilières qui ont fait l'objet de projets de construction à la demande de la direction, de la SICAV ou de personnes qui leur sont proches.

**Art. 32<sup>b66</sup>**      Conflits d'intérêts  
(art. 20, al. 1, let. a, LPCC)

Les titulaires d'une autorisation sont tenus de prendre des mesures organisationnelles et administratives efficaces servant à identifier, prévenir, régler et surveiller les conflits d'intérêts, afin d'empêcher ceux-ci de porter atteinte aux intérêts des investisseurs. Si un conflit d'intérêts ne peut pas être évité, il doit être porté à la connaissance des investisseurs.

**Art. 33**            Devoir de diligence  
(art. 20, al. 1, let. b, LPCC)

<sup>1</sup> Les titulaires veillent à ce que les activités de décision (gestion de fortune), d'exécution (négoce et règlement) et d'administration soient séparées de manière effective.

<sup>2</sup> La FINMA peut, pour de justes motifs, prévoir des dérogations ou ordonner la séparation d'autres fonctions.

**Art. 34**            Devoir d'information  
(art. 20, al. 1, let. c, et 23, LPCC)

<sup>1</sup> Les titulaires rendent les investisseurs attentifs, en particulier aux risques liés à un type de placement donné.

<sup>2</sup> Ils indiquent tous les coûts liés à l'émission et au rachat de parts ainsi qu'à l'administration du placement collectif. Ils indiquent également l'utilisation de la commission de gestion ainsi que de la perception d'une éventuelle commission de performance (*performance fee*).

<sup>2bis</sup> Le devoir d'information relatif aux indemnités de distribution s'applique à la nature et au montant de toutes les commissions et de tous les autres avantages pécuniaires destinés à rémunérer l'activité du distributeur.<sup>67</sup>

<sup>66</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>3</sup> Ils garantissent, en matière d'exercice des droits attachés à la qualité de sociétaire ou de créancier, la transparence qui permet aux investisseurs de reconstituer les modalités de cet exercice.

<sup>4</sup> La direction et le gestionnaire de placements collectifs qui achètent, pour le compte de clients, des parts d'un placement collectif qu'ils gèrent sont tenus d'informer les clients des prestations perçues à cet effet.<sup>68</sup>

**Art. 34<sup>a</sup>**<sup>69</sup> Obligation d'inventaire

(art. 24, al. 3, LPCC)

<sup>1</sup> L'obligation de dresser un inventaire selon l'art. 24, al. 3, de la loi s'applique aux opérations de distribution au sens de l'art. 3 de la loi.

<sup>2</sup> La forme et le contenu de l'inventaire se fondent sur les règles de conduite liées à une autorégulation reconnue comme standard minimal par la FINMA, conformément à l'art. 7, al. 3, de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers<sup>70</sup>.

**Titre 2 Placements collectifs ouverts**

**Chapitre 1 Fonds de placement contractuels**

**Section 1 Fortune minimale**

(art. 25, al. 3, LPCC)

**Art. 35**

<sup>1</sup> Le fonds de placement ou le compartiment d'un fonds ombrelle doit être mis en souscription (lancement) dans le délai d'un an à compter de son approbation par la FINMA.

<sup>2</sup> Au plus tard un an après son lancement, le fonds de placement ou le compartiment d'un fonds ombrelle doit disposer d'une fortune minimale nette de 5 millions de francs.

<sup>3</sup> Sur demande expresse, la FINMA peut prolonger les délais.

<sup>4</sup> Si la fortune minimale n'est pas respectée après l'expiration des délais prévus aux al. 2 et 3, la direction en informe immédiatement la FINMA.

<sup>67</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>68</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>69</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2014 (RO 2013 607).

<sup>70</sup> RS 956.1

## Section 2 Contrat de fonds de placement

### Art. 35a<sup>71</sup> Contenu minimal du contrat de fonds de placement (art. 26, al. 3, LPCC)

<sup>1</sup> Le contrat de fonds de placement contient en particulier les informations suivantes:

- a. la dénomination du placement collectif, la raison de commerce et le siège de la direction, de la banque dépositaire et du gestionnaire de placements collectifs;
- b. le cercle des investisseurs;
- c. la politique de placement, les techniques de placement, la répartition des risques et les risques liés au placement;
- d. la subdivision en compartiments;
- e. les classes de parts;
- f. le droit des investisseurs de dénoncer le contrat;
- g. l'exercice annuel;
- h. le calcul de la valeur nette d'inventaire et des prix d'émission et de rachat;
- i. l'utilisation du bénéfice net et des gains en capitaux réalisés par l'aliénation d'avoirs et de droits;
- j. la nature, le montant et le mode de calcul de toutes les rémunérations, les commissions d'émission et de rachat ainsi que les frais accessoires pour l'achat et la vente des placements (courtages, honoraires, taxes) qui peuvent être débités de la fortune collective ou mis à la charge des investisseurs;
- k. la durée du contrat et les conditions de dissolution;
- l. les organes de publication;
- m. les conditions réglant le report du remboursement des parts ainsi que le rachat forcé;
- n. les adresses auxquelles le contrat de fonds de placement, le prospectus, les informations clés pour l'investisseur, le prospectus simplifié ainsi que les rapports annuels et semestriels peuvent être obtenus gratuitement;
- o. l'unité de compte;
- p. la restructuration.

<sup>2</sup> Lors de l'approbation du contrat du fonds de placement, la FINMA examine uniquement les dispositions au sens de l'al. 1, let. a à g et contrôle leur conformité à la loi.

<sup>3</sup> Lors de l'approbation d'un fonds de placement contractuel, la FINMA examine, à la demande de la direction du fonds, toutes les dispositions du contrat du fonds de

<sup>71</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

placement et contrôle leur conformité à la loi, si ce fonds est distribué à l'étranger et si le droit étranger l'exige.

<sup>4</sup> La FINMA peut modifier le contenu du contrat de fonds de placement compte tenu des développements internationaux.

**Art. 36** Règles de placement  
(art. 26, al. 3, let. b, LPCC)

<sup>1</sup> Le contrat de fonds de placement décrit les placements autorisés:

- a. par type (droits de participation, créances, instruments financiers dérivés, immeubles d'habitation, immeubles à usage commercial, métaux précieux, produits de base, etc.);
- b. par pays, groupes de pays, secteurs économiques ou devises.

<sup>2</sup> S'agissant des autres fonds visés aux art. 68 ss de la loi, il renseigne, en outre, sur les particularités et les risques inhérents à chaque placement, leurs caractéristiques et leurs évaluations.

<sup>3</sup> Le contrat de fonds de placement décrit les techniques et les instruments de placement autorisés.

**Art. 37<sup>72</sup>** Rémunérations et frais accessoires  
(art. 26, al. 3, LPCC)

<sup>1</sup> Peuvent être imputés à la fortune du fonds ou des compartiments:

- a. la commission de gestion rémunérant l'activité de la direction;
- b. la commission de garde et les autres frais liés à la rémunération de l'activité de la banque dépositaire, y compris les frais de garde de la fortune du fonds par des tiers ou par des dépositaires centraux de titres;
- c. la commission de gestion et les éventuelles commissions de performance rémunérant le gestionnaire de placements collectifs;
- d. les éventuelles commissions de distribution rémunérant l'activité du distributeur;
- e. la totalité des frais accessoires énumérés à l'al. 2.

<sup>2</sup> Si le contrat de fonds de placement le prévoit expressément, les frais accessoires suivants peuvent être imputés à la fortune du fonds ou des compartiments:

- a. les frais d'achat et de vente de placements, notamment courtages usuels du marché, commissions, impôts et taxes, ainsi que les frais d'examen et de maintien des normes de qualité de placements physiques;
- b. les frais d'achat et de vente de placements immobiliers, notamment courtages usuels du marché, honoraires d'avocat et de notaire, droits de mutation;

<sup>72</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

- c. les taxes perçues par l'autorité de surveillance pour la constitution, la modification, la liquidation, la fusion ou le regroupement de fonds ou d'éventuels compartiments;
- d. les émoluments annuels de l'autorité de surveillance;
- e. les honoraires de la société d'audit pour la révision annuelle et pour les attestations délivrées en relation avec la constitution, la modification, la liquidation, la fusion ou le regroupement de fonds ou d'éventuels compartiments;
- f. les honoraires de conseillers juridiques et fiscaux en relation avec la constitution, la modification, la liquidation, la fusion ou le regroupement de fonds ou de leurs éventuels compartiments, ainsi qu'avec la défense générale des intérêts du fonds et de ses investisseurs;
- g. les frais de notaire et frais d'inscription au registre du commerce de titulaires d'une autorisation au sens de la législation sur les placements collectifs;
- h. les frais de publication de la valeur nette d'inventaire du fonds ou de ses compartiments ainsi que tous les frais occasionnés par les communications aux investisseurs y compris les frais de traduction), pour autant qu'elles ne soient pas imputables à un comportement fautif de la direction;
- i. les frais d'impression de documents juridiques ainsi que des rapports annuels et semestriels du fonds;
- j. les frais occasionnés par l'éventuel enregistrement du fonds auprès d'une autorité de surveillance étrangère, notamment les émoluments perçus par l'autorité de surveillance étrangère, frais de traduction et indemnités versées au représentant ou au service de paiement à l'étranger;
- k. les frais en relation avec l'exercice de droits de vote ou de droits de créancier par le fonds, y compris les honoraires de conseillers externes;
- l. les frais et honoraires liés à des droits de propriété intellectuelle déposés au nom du fonds ou pris en licence par ce dernier;
- m. la rémunération des membres du Conseil d'administration de la SICAV et les frais pour l'assurance responsabilité civile;
- n. tous les frais occasionnés par des mesures extraordinaires prises par la direction, le gestionnaire de placements collectifs ou la banque dépositaire pour défendre les intérêts des investisseurs.

<sup>3</sup> Le contrat de fonds de placement présente une vue d'ensemble uniforme des rémunérations et des frais accessoires, ventilés selon le type, le montant maximal et le mode de calcul.

<sup>4</sup> L'emploi du terme «all-in-fee» n'est autorisé que si la commission couvre l'intégralité des rémunérations (exception faite des commissions d'émission et de rachat), frais accessoires inclus. Si le terme «commission forfaitaire» est utilisé, les rémunérations et les frais accessoires qui ne sont pas inclus doivent être explicitement mentionnés.

<sup>5</sup> La direction, le gestionnaire de placements collectifs et la banque dépositaire ne peuvent verser des rétrocessions destinées à couvrir les activités de distribution du fonds que si le contrat de fonds de placement le prévoit expressément.

**Art. 38<sup>73</sup>** Prix d'émission et de rachat; suppléments et déductions  
(art. 26, al. 3, LPCC)

<sup>1</sup> Peuvent être mis à la charge des investisseurs:

- a. les frais accessoires forfaitaires d'achat et de vente de placements résultant de l'émission, du rachat ou de la conversion de parts;
- b. une commission pour souscriptions, conversions ou remboursements versée au distributeur pour couvrir les frais de distribution.

<sup>2</sup> Le contrat de fonds de placement décrit de manière claire et transparente les commissions pouvant être mises à la charge des investisseurs, ainsi que le montant et le mode de calcul de ces commissions.

**Art. 39** Organes de publication  
(art. 26, al. 3, LPCC)<sup>74</sup>

<sup>1</sup> Le prospectus du fonds de placement doit désigner un ou plusieurs organes de publication dans lesquels les informations exigées par la loi et l'ordonnance sont mises à la disposition des investisseurs. Peuvent être désignés comme organes de publication des médias imprimés ou des plateformes électroniques accessibles au public et reconnues par la FINMA.<sup>75</sup>

<sup>2</sup> L'intégralité des éléments soumis à publication pour lesquels les investisseurs peuvent faire valoir un droit d'opposition auprès de la FINMA, de même que la dissolution du fonds de placement, doivent être publiés dans les organes de publication prévus à cet effet.

**Art. 40** Classes de parts  
(art. 26, al. 3, let. k, et 78, al. 3, LPCC)

<sup>1</sup> La direction peut, avec l'autorisation de la banque dépositaire et l'approbation de la FINMA, créer, supprimer ou regrouper des classes de parts. Ce faisant, elle tient compte en particulier des critères suivants: structure des coûts, monnaie de référence, couverture du risque de change, distribution ou thésaurisation des revenus, montant minimal de placement ou cercle des investisseurs.

<sup>2</sup> Les modalités sont réglées dans le prospectus. Celui-ci doit expressément mentionner le risque découlant du fait qu'une classe de parts peut répondre des engagements d'une autre classe de parts.

<sup>73</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>74</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>75</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>3</sup> La direction publie la création, la suppression ou le regroupement de classes de parts dans les organes de publication. Seul le regroupement est considéré comme une modification du contrat de fonds de placement et, par conséquent, soumis à l'art. 27 de la loi.

<sup>4</sup> L'art. 112, al. 3, let. a à c, est applicable par analogie.

**Art. 41**            Modification du contrat de fonds de placement; obligation de publier, délai d'opposition, entrée en vigueur et paiement en espèces

(art. 27, al. 2 et 3, LPCC)

<sup>1</sup> La direction est tenue de publier toute modification du contrat de fonds de placement dans les organes de publication du fonds concerné sous la forme prévue par la loi. Par le biais de la publication, la direction indique aux investisseurs de manière claire et compréhensible les modifications du contrat de fonds de placement qui sont examinées et contrôlées sous l'angle de la conformité à la loi par la FINMA.<sup>76</sup>

<sup>1bis</sup> La FINMA peut soustraire à l'obligation de publication les modifications exigées par la loi qui ne touchent pas aux droits des investisseurs ou sont de nature exclusivement formelle.<sup>77</sup>

<sup>2</sup> Le délai pour faire valoir des objections contre une modification du contrat de fonds de placement court à compter du jour suivant la parution dans les organes de publication.

<sup>2bis</sup> Lors de l'approbation de la modification du contrat de fonds de placement, la FINMA examine uniquement les modifications des dispositions au sens de l'art. 35a, al. 1, let a à g et contrôle leur conformité à la loi.<sup>78</sup>

<sup>2ter</sup> Si le fonds de placement est distribué à l'étranger et si le droit étranger l'exige, la FINMA, qui a examiné toutes les dispositions du contrat du fonds de placement et contrôlé leur conformité à la loi lors de l'approbation d'un fonds de placement contractuel selon l'art. 35a, al. 3, examine également toutes les dispositions dudit contrat et contrôle leur conformité à la loi lors de l'approbation de la modification d'un contrat de fonds de placement.<sup>79</sup>

<sup>3</sup> La FINMA fixe la date d'entrée en vigueur de la modification du contrat de fonds de placement dans sa décision.

<sup>76</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>77</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>78</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>79</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

### Section 3 Direction

#### Art. 42 Administration principale en Suisse

(art. 28, al. 1, LPCC)

L'administration principale de la direction est établie en Suisse lorsque les conditions suivantes sont remplies:

- a. les tâches intransmissibles et inaliénables du conseil d'administration visées à l'art. 716a du code des obligations<sup>80</sup> sont exécutées en Suisse;
- b. au moins les tâches suivantes, accomplies pour chaque fonds de placement qu'elle gère, sont exécutées en Suisse:
  1. décision de l'émission de parts,
  2. décision de la politique de placement et de l'évaluation des placements,
  - 3.<sup>81</sup> évaluation des placements,
  4. fixation des prix d'émission et de rachat,
  5. fixation de la distribution des bénéfices,
  6. détermination du contenu du prospectus, du prospectus simplifié, des rapports annuels et semestriels et de toutes les autres publications destinées aux investisseurs,
  7. établissement de la comptabilité.

#### Art. 43 Capital minimal

(art. 28, al. 2, LPCC)

La direction doit disposer d'un capital libéré en espèces d'au moins 1 million de francs.

#### Art. 44 Organisation

(art. 28, al. 4, LPCC)

<sup>1</sup> Le conseil d'administration de la direction se compose d'au moins trois membres.

<sup>2</sup> La direction dispose, en règle générale, d'au moins trois postes à plein temps habilités à signer.

#### Art. 45 Indépendance

(art. 28, al. 5, LPCC)

<sup>1</sup> Un membre du conseil d'administration de la direction peut faire simultanément partie de celui de la banque dépositaire.

<sup>2</sup> Un membre de l'organe de gestion de la direction ne peut pas faire simultanément partie de l'organe de gestion de la banque dépositaire.

<sup>80</sup> RS 220

<sup>81</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2008 (RO 2008 571).



<sup>3</sup> La majorité des membres du conseil d'administration de la direction doivent être indépendants des personnes assumant auprès de la banque dépositaire les tâches visées à l'art. 73 de la loi. Les personnes assumant auprès de l'organe de gestion de la banque dépositaire des tâches visées à l'art. 73 de la loi ne sont pas considérées comme indépendantes.

<sup>4</sup> Les personnes habilitées à signer pour la direction ne sont pas autorisées à être simultanément responsables, auprès de la banque dépositaire, des tâches visées à l'art. 73 de la loi.

**Art. 46**                    Gestion de fonds de placement

(art. 29 LPCC)

<sup>1</sup> Outre les tâches prescrites à l'art. 30 de la loi, les activités relevant de la gestion de fonds de placement incluent notamment:

- a. la représentation de placements collectifs étrangers;
- b. l'acquisition de participations dans des sociétés dont le but principal est d'exercer des activités relevant de la gestion de placements collectifs;
- c. la gestion des comptes de parts;
- d. la distribution de placements collectifs;
- e. la fourniture de prestations administratives en rapport avec les placements collectifs et les fortunes analogues, comme les portefeuilles collectifs internes, les fondations de placement et les sociétés d'investissement.

<sup>2</sup> La direction n'est autorisée à exercer ces activités et à fournir les prestations visées à l'art. 29 de la loi que si les statuts le prévoient expressément.

<sup>3</sup> La FINMA règle les modalités.

**Art. 47**                    Fonds propres

(art. 32 LPCC)

Les art. 22 et 23 s'appliquent par analogie aux fonds propres pouvant être pris en compte.

**Art. 48**                    Montant des fonds propres

(art. 32, al. 1, LPCC)

<sup>1</sup> Le montant maximal des fonds propres exigibles est limité à 20 millions de francs.

<sup>2</sup> Ils sont calculés en pour-cent de la fortune totale des placements collectifs gérés par la direction, comme suit:

- a. 1 % des premiers 50 millions de francs;
- b.  $\frac{3}{4}$  % de la partie dépassant 50, mais n'excédant pas 100 millions de francs;
- c.  $\frac{1}{2}$  % de la partie dépassant 100, mais n'excédant pas 150 millions de francs;
- d.  $\frac{1}{4}$  % de la partie dépassant 150, mais n'excédant pas 250 millions de francs;
- e.  $\frac{1}{8}$  % de la partie excédant 250 millions de francs.

<sup>3</sup> Si la direction fournit d'autres prestations au sens de l'art. 29, al. 1, de la loi, les risques opérationnels liés à ces activités doivent être pris en compte selon l'approche de l'indicateur de base, conformément à l'art. 92 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juin 2012 sur les fonds propres<sup>82,83</sup>

<sup>4</sup> Si la direction est chargée d'administrer la fortune et de gérer le portefeuille d'une SICAV, le calcul des fonds propres au sens de l'al. 2 doit tenir compte de la fortune totale de la SICAV.<sup>84</sup>

<sup>4bis</sup> Si la direction est chargée uniquement d'administrer une SICAV, elle doit détenir des fonds propres supplémentaires s'élevant à 0,01 % de la fortune totale de la SICAV.<sup>85</sup>

<sup>5</sup> La direction déduit de ses fonds propres la valeur comptable de ses participations.

<sup>6</sup> Les fonds propres nécessaires doivent être maintenus en permanence.

<sup>7</sup> Si les fonds propres sont insuffisants, la direction l'annonce immédiatement à la FINMA.

#### **Art. 49** Rapport de gestion

<sup>1</sup> La direction remet le rapport de gestion à la FINMA dans les dix jours qui suivent son approbation par l'assemblée générale.

<sup>2</sup> Elle joint au rapport de gestion un état des fonds propres nécessaires et de ceux disponibles au jour de clôture du bilan.

<sup>3</sup> Les dispositions du code des obligations<sup>86</sup> sont applicables à l'établissement et à la présentation des comptes annuels.

#### **Art. 50** Changement de direction; délai d'opposition, entrée en vigueur et paiement en espèces (art. 34, al. 3, 4 et 6, LPCC)

<sup>1</sup> L'art. 41 s'applique par analogie au changement de direction.

<sup>2</sup> La fusion de directions ou les opérations assimilables à des fusions sont des changements au sens de l'art. 34 de la loi.

<sup>82</sup> RS 952.03

<sup>83</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>84</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>85</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>86</sup> RS 220

## **Chapitre 2 Société d'investissement à capital variable**

### **Section 1 Dispositions générales**

**Art. 51<sup>87</sup>** SICAV autogérée et SICAV à gestion externe  
(art. 36, al. 3, LPCC)

<sup>1</sup> La SICAV autogérée assure l'administration elle-même. Selon l'art. 36, al. 3, de la loi, elle peut déléguer la gestion de son portefeuille à un gestionnaire de placements collectifs soumis à une surveillance reconnue.

<sup>2</sup> La SICAV à gestion externe délègue l'administration à une direction autorisée. L'administration comprend la distribution de la SICAV. La SICAV à gestion externe délègue en outre la gestion du portefeuille à la même direction ou à un gestionnaire de placements collectifs soumis à une surveillance reconnue.

<sup>3</sup> L'art. 64 est réservé.

**Art. 52** But  
(art. 36, al. 1, let. d, LPCC)

La SICAV gère uniquement sa fortune ou son compartiment. Il lui est en particulier interdit de fournir à des tiers des prestations au sens de l'art. 29 de la loi.

**Art. 53** Fortune minimale  
(art. 36, al. 2, LPCC)

L'art. 35 s'applique par analogie à la fortune minimale de la SICAV.

**Art. 54<sup>88</sup>** Apport minimal

<sup>1</sup> Au moment de la fondation d'une SICAV autogérée ou d'une SICAV à gestion externe qui délègue l'administration à une direction autorisée et la gestion du portefeuille à un autre gestionnaire de placements collectifs, les actionnaires entrepreneurs doivent verser un apport minimal de 500 000 francs.

<sup>2</sup> Si la SICAV à gestion externe délègue l'administration et la gestion du portefeuille à la même direction autorisée, les actionnaires entrepreneurs doivent verser, au moment de la fondation, un apport minimal de 250 000 francs.

<sup>3</sup> L'apport minimal doit être maintenu en permanence.

<sup>4</sup> Si l'apport minimal n'est pas respecté, la SICAV en informe immédiatement la FINMA.

<sup>87</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>88</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

**Art. 55** Définition et montant des fonds propres

(art. 39 LPCC)

<sup>1</sup> Sont pris en compte comme fonds propres, les apports versés par les actionnaires entrepreneurs.

<sup>2</sup> Doivent être déduits des fonds propres:

- a. le déficit résultant du bilan imputable aux actionnaires entrepreneurs;
- b. les correctifs de valeur et les provisions imputables aux actionnaires entrepreneurs;
- c. les actifs nécessaires à l'exploitation, mais non indispensables à l'exercice direct des activités de la SICAV;
- d. les valeurs immatérielles (y compris les frais de fondation et d'organisation, ainsi que le goodwill), à l'exception des logiciels.

<sup>3</sup> La SICAV autogérée calcule ses fonds propres moyennant l'application par analogie de l'art. 48.

<sup>3bis</sup> La SICAV à gestion externe qui délègue l'administration à une direction autorisée et la gestion du portefeuille à un gestionnaire de placements collectifs calcule le montant des fonds propres nécessaires par analogie à l'art. 48. Elle peut déduire 20 % de ce montant.<sup>89</sup>

<sup>3ter</sup> La FINMA peut libérer de l'obligation d'assortir sa fortune de fonds propres la SICAV à gestion externe qui délègue l'administration du portefeuille à une banque au sens de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques<sup>90</sup> ou à un négociant en valeurs mobilières au sens de la loi du 24 mars 1995 sur les bourses<sup>91</sup> ayant son siège en Suisse.<sup>92</sup>

<sup>4</sup> Si la SICAV à gestion externe délègue l'administration et la gestion du portefeuille à la même direction autorisée, elle n'est pas tenue d'assortir sa fortune de fonds propres (art. 48, al. 4).<sup>93</sup>

<sup>5</sup> La proportion prescrite entre les fonds propres et la fortune totale de la SICAV autogérée ou de la SICAV à gestion externe qui délègue l'administration à une direction autorisée et la gestion du portefeuille à un gestionnaire de placements collectifs doit être maintenue en permanence.<sup>94</sup>

<sup>6</sup> Si les fonds propres sont insuffisants, la SICAV l'annonce immédiatement à la FINMA.

<sup>7</sup> La FINMA règle les modalités.

<sup>89</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>90</sup> RS 952.0

<sup>91</sup> RS 954.1

<sup>92</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>93</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>94</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

**Art. 56** Prix net d'émission au moment de la première émission  
(art. 40, al. 4, LPCC)

Quelle que soit la catégorie dont elles font partie, toutes les actions ont le même prix net d'émission au moment de la première émission de leur catégorie. Ce prix correspond au prix d'émission payé par les investisseurs, sous déduction des éventuels rémunérations et frais accessoires.

**Art. 57**<sup>95</sup>

**Art. 58** Emission et rachat d'actions  
(art. 42, al. 1 et 3, LPCC)

<sup>1</sup> Les art. 37 et 38 sont applicables par analogie.

<sup>2</sup> Les actionnaires entrepreneurs peuvent restituer leurs actions:

- a. si la proportion adéquate entre les apports et la fortune totale de la SICAV est maintenue même après le rachat, et
- b. si l'apport minimal est maintenu.

**Art. 59** Placements dans ses propres actions  
(art. 42, al. 2, et art. 94, LPCC)

Les placements d'un compartiment effectués dans un autre compartiment de la même SICAV ne sont pas considérés comme des placements dans ses propres actions.

**Art. 60** Organes de publication  
(art. 43, al. 1, let. f, LPCC)

L'art. 39 est applicable par analogie.

**Art. 61** SICAV avec classes de parts  
(art. 40, al. 4 et 78, al. 3, LPCC)

<sup>1</sup> Pour autant que les statuts le prévoient et moyennant l'approbation de la FINMA, la SICAV peut créer, supprimer ou regrouper des classes de parts.

<sup>2</sup> L'art. 40 est applicable par analogie. Le regroupement requiert l'approbation de l'assemblée générale.

<sup>3</sup> Le prospectus doit mentionner le risque découlant du fait qu'une classe de parts doit répondre des engagements d'une autre classe de parts.

**Art. 62** Droits de vote  
(art. 40, al. 4, et 47 et 94, LPCC)

<sup>1</sup> Les actionnaires ont le droit de vote:

- a. pour le compartiment dans lequel ils détiennent une participation;

<sup>95</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

b. pour la société, lorsque la décision concerne la SICAV dans son ensemble.

<sup>2</sup> Si la part des voix et la part de fortune imputables à un compartiment divergent sensiblement, les actionnaires peuvent, en assemblée générale et conformément à l'al. 1, let. b, décider de diviser ou de réunir les actions d'une catégorie d'actions. La FINMA doit entériner la décision.

<sup>3</sup> La FINMA peut ordonner la division ou la réunion d'actions d'une catégorie donnée.

**Art. 62a**<sup>96</sup> Banque dépositaire  
(art. 44a LPCC)

Les art. 15, al. 2, et 45 s'appliquent par analogie à la banque dépositaire.

**Art. 62b**<sup>97</sup> Contenu du règlement de placement  
(art. 43 et 44 LPCC)

<sup>1</sup> Pour autant que la loi ou les statuts n'en disposent pas autrement, le contenu et l'approbation du règlement de placement se fondent sur les dispositions du contrat régissant les fonds de placement.

<sup>2</sup> Par le biais de la convocation de l'assemblée générale, la SICAV indique par écrit aux actionnaires:

- a. les modifications du règlement de placement qui ont été examinées par la FINMA; et
- b. celles que la FINMA a jugé conformes la loi.

<sup>3</sup> Les al. 1 et 2 s'appliquent par analogie aux statuts, pour autant que ceux-ci contiennent des dispositions relatives au contenu du règlement de placement.

## Section 2 Organisation

**Art. 63** Assemblée générale  
(art. 50 et 94, LPCC)

<sup>1</sup> Les statuts peuvent prévoir la tenue d'assemblées générales par compartiment, lorsqu'il s'agit de prendre des décisions ne concernant que le compartiment en question.

<sup>2</sup> Les actionnaires qui disposent ensemble d'au moins 10 % des voix de l'ensemble des compartiments ou d'un compartiment donné peuvent requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour de l'assemblée générale de la SICAV respectivement du compartiment.

<sup>96</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>97</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>3</sup> L'assemblée générale de la SICAV ou du compartiment est compétente pour modifier le règlement de placement, dans la mesure où la modification:

- a. n'est pas exigée par la loi;
- b.<sup>98</sup> concerne les droits des actionnaires; ou
- c. n'est pas de nature purement formelle.

<sup>4</sup> La SICAV publie les modifications principales du règlement arrêtées par l'assemblée générale et approuvées par la FINMA dans les organes de publication, en indiquant les adresses auprès desquelles la teneur des modifications peut être obtenue gratuitement.

<sup>5</sup> Les dispositions concernant les décisions importantes de l'assemblée générale d'une société anonyme (art. 704 CO) ne s'appliquent pas.<sup>99</sup>

#### **Art. 64** Conseil d'administration

(art. 51 LPCC)

<sup>1</sup> Le conseil d'administration a les attributions suivantes:

- a. exercer les attributions visées à l'art. 716a du code des obligations<sup>100</sup>;
- b. fixer les principes de la politique de placement;
- c.<sup>101</sup> désigner la banque dépositaire ou un établissement selon l'art. 44a, al. 2, de la loi;
- d. créer de nouveaux compartiments, pour autant que les statuts le prévoient;
- e. établir le prospectus et le prospectus simplifié;
- f. assurer l'administration.

<sup>2</sup> Les attributions visées à l'al. 1, let. a à c, ne peuvent pas être déléguées.

<sup>3</sup> Dans une SICAV autogérée, les tâches au sens de l'al. 1, let. d et e, ainsi que les aspects de l'administration visés à l'al. 1, let. f, comme notamment la gestion des risques, le système de contrôle interne (SCI) et le compliance, ne peuvent être délégués qu'à la direction.

<sup>4</sup> Les art. 44 et 45 s'appliquent par analogie à l'organisation des SICAV autogérées.

<sup>98</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2008 (RO 2008 571).

<sup>99</sup> Introduit par le ch. 6 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5363).

<sup>100</sup> RS 220

<sup>101</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

**Art. 65** Délégation de tâches<sup>102</sup>  
(art. 36, al. 3, et 51, al. 5, LPCC)

<sup>1</sup> Si le conseil d'administration délègue l'administration, les décisions en matière de placements ou la distribution à des tiers, les droits et les obligations des parties doivent être définis dans un contrat écrit, notamment comme suit:<sup>103</sup>

- a. les tâches transférées;
- b. les éventuelles compétences en matière de sous-délégation;
- c. l'obligation de rendre des comptes de la direction;
- d. les droits de contrôle du conseil d'administration.

<sup>1bis</sup> Les art. 30 et 31, al. 1 à 5, de la loi s'appliquent par analogie à la délégation de tâches.<sup>104</sup>

<sup>2</sup> La FINMA règle les modalités.

**Art. 66**<sup>105</sup>

### Chapitre 3

## Types de placements collectifs ouverts et prescriptions de placement

### Section 1 Dispositions communes

**Art. 67** Respect des prescriptions de placement  
(art. 53 ss, LPCC)

<sup>1</sup> Sauf disposition contraire, les taux limites prévus dans le présent chapitre s'appliquent à la fortune du fonds estimée à la valeur vénale; ils doivent être respectés en permanence.

<sup>2</sup> Lorsque les limites sont dépassées par suite de variations du marché, le volume des placements doit être réduit au taux admissible dans un délai raisonnable en tenant compte des intérêts des investisseurs.

<sup>3</sup> Les fonds en valeurs mobilières et les autres fonds doivent respecter les limites de placement six mois après leur lancement.

<sup>4</sup> Les fonds immobiliers doivent respecter les limites de placement deux ans après leur lancement.

<sup>5</sup> Sur requête de la direction et de la SICAV, la FINMA peut prolonger les délais prévus aux al. 3 et 4.

<sup>102</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>103</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>104</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>105</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).



**Art. 68** Filiales et placements autorisés  
(art. 53 ss, LPCC)

<sup>1</sup> La direction et la SICAV peuvent mettre en place des filiales pour l'administration de placements collectifs, dont le but est uniquement le maintien des placements pour le placement collectif. La FINMA règle les modalités.

<sup>2</sup> La SICAV est autorisée à acquérir la fortune mobilière et immobilière indispensable à l'exercice direct de ses activités. La FINMA règle les modalités.

**Art. 69** Objet des fonds ombrelle  
(art. 92 ss, LPCC)

<sup>1</sup> Dans les fonds ombrelle, tous les compartiments doivent relever du même type de fonds.

<sup>2</sup> Les types de fonds sont les suivants:

- a. fonds en valeurs mobilières;
- b. fonds immobiliers;
- c. autres fonds en placements traditionnels;
- d. autres fonds en placements alternatifs.

<sup>3</sup> Pour les placements collectifs à compartiments, les restrictions et les techniques de placement valent pour chaque compartiment en particulier.

## **Section 2 Fonds en valeurs mobilières**

**Art. 70** Placements autorisés  
(art. 54, al. 1 et 2, LPCC)

<sup>1</sup> Les placements suivants sont autorisés:

- a. en valeurs mobilières au sens de l'art. 71;
- b. en instruments financiers dérivés au sens de l'art. 72;
- c. en parts de placements collectifs qui remplissent les exigences prévues à l'art. 73;
- d. en instruments du marché monétaire au sens de l'art. 74;
- e. en avoirs à vue et à terme jusqu'à douze mois d'échéance auprès de banques qui ont leur siège en Suisse ou dans un pays membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat, si la banque est soumise dans son pays d'origine à une surveillance comparable à celle exercée en Suisse.

<sup>2</sup> Ne sont pas autorisés:

- a. les placements en métaux précieux, certificats sur métaux précieux, matières premières et titres sur matières premières;
- b. les ventes à découvert de placements au sens de l'al. 1, let. a à d.

<sup>3</sup> Au maximum 10 % de la fortune du fonds peuvent être investis en placements autres que ceux mentionnés à l'al. 1.

<sup>4</sup> Une direction proposant également la gestion de fortune individuelle au sens de l'art. 29, let. a, de la loi n'est pas autorisée à placer la fortune de l'investisseur, même partiellement, dans des parts de placements collectifs gérés par elle, à moins que le client ait donné son consentement général préalable.

#### **Art. 71** Valeurs mobilières

(art. 54 LPCC)

<sup>1</sup> On entend par valeurs mobilières, les papiers-valeurs et les droits-valeurs au sens de l'art. 54, al. 1, de la loi qui incorporent un droit de participation ou de créance ou le droit d'acquérir de tels papiers-valeurs ou droits-valeurs par souscription ou échange, comme notamment les warrants.

<sup>2</sup> Les placements en valeurs mobilières nouvellement émises ne sont autorisés que si leur admission à une bourse ou à un autre marché réglementé ouvert au public est prévue dans les conditions d'émission. Si cette admission n'a pas été obtenue un an après l'acquisition des titres, ceux-ci doivent être vendus dans le délai d'un mois.

<sup>3</sup> La FINMA peut préciser les placements autorisés pour un fonds en valeurs mobilières selon le droit applicable des Communautés européennes.<sup>106</sup>

#### **Art. 72** Instruments financiers dérivés

(art. 54 et 56, LPCC)

<sup>1</sup> Les instruments financiers dérivés sont autorisés:

- a. si les sous-jacents sont des placements au sens de l'art. 70, al. 1, let. a à d, des indices financiers, des taux d'intérêt, des taux de change, des crédits ou des devises;
- b. si les sous-jacents sont admis comme placements selon le règlement; et
- c. s'ils sont négociables en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public.

<sup>2</sup> Pour les opérations sur des instruments dérivés OTC (opérations OTC), les exigences suivantes doivent en outre être remplies:

- a. la contrepartie est un intermédiaire financier spécialisé dans ce genre d'opérations et soumis à surveillance;
- b. les instruments dérivés OTC doivent être négociables chaque jour ou il doit être en tout temps possible d'en demander le rachat à l'émetteur. En outre, ils doivent pouvoir être évalués de manière fiable et compréhensible.

<sup>3</sup> Pour un fonds en valeurs mobilières, la somme des engagements liés à des instruments financiers dérivés ne peut être supérieure à 100 % de la fortune nette du fonds. Quant à la somme globale des engagements, elle ne peut dépasser 200 % de la

<sup>106</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

fortune nette du fonds. Compte tenu de la possibilité de recourir temporairement à des crédits jusqu'à concurrence de 10 % de la fortune nette du fonds (art. 77, al. 2), la somme globale des engagements peut donc atteindre 210 % au plus.

<sup>4</sup> Les warrants sont assimilés à des instruments financiers dérivés.

**Art. 73** Investissements dans d'autres placements collectifs (fonds cibles)  
(art. 54 et 57, al. 1, LPCC)

<sup>1</sup> La direction et la SICAV ne peuvent effectuer des placements dans des fonds cibles que:

- a. si la documentation de ces fonds cibles limite à 10 % au total les placements dans d'autres fonds cibles;
- b. s'ils sont soumis à des dispositions comparables à celles d'un fonds en valeurs mobilières quant à leur but, leur organisation, leur politique de placement, la protection des investisseurs, la répartition des risques, la garde séparée de la fortune du fonds, les emprunts, l'octroi de crédits, les ventes à découvert de papiers-valeurs et d'instruments du marché monétaire, l'émission et le rachat de parts ainsi que le contenu des rapports annuel et semestriel;
- c. s'ils sont autorisés en tant que placements collectifs dans le pays où ils ont leur siège et y sont soumis à une surveillance destinée à protéger les investisseurs comparable à celle exercée en Suisse, et que l'entraide administrative internationale soit garantie.

<sup>2</sup> Elles peuvent placer, au maximum:

- a. 20 % de la fortune du fonds dans des parts d'un même fonds cible, et
- b.<sup>107</sup> 30 % de la fortune du fonds dans des parts de fonds cibles qui ne satisfont pas, mais qui sont équivalents aux directives pertinentes de l'Union européenne (organismes de placement collectif en valeurs mobilières, OPCVM) ou à des fonds suisses en valeurs mobilières au sens de l'art. 53 de la loi.

<sup>3</sup> Les art. 78 à 84 ne s'appliquent pas aux placements dans des fonds cibles.

<sup>4</sup> Si, en vertu du règlement, il est permis de placer une part importante de la fortune du fonds dans des fonds cibles:

- a.<sup>108</sup> le règlement et le prospectus doivent indiquer quel est le montant maximal des commissions de gestion à la charge du placement collectif investisseur lui-même ainsi que du fonds cible;
- b. le rapport annuel doit indiquer quelle est la part maximale des commissions de gestion à la charge, d'une part, du placement collectif investisseur et, d'autre part, du fonds cible.

<sup>107</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>108</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

**Art. 73a**<sup>109</sup> Structures de fonds maîtres-nourriciers  
(art. 54 et 57, al. 1, LPCC)

<sup>1</sup> Un fonds nourricier est un placement collectif dont la fortune, en dérogation à l'art. 73, al. 2, let. a, est placée à hauteur d'au moins 85 % dans des parts du même fonds cible (fonds maître).

<sup>2</sup> Le fonds maître est un placement collectif suisse du même type que le fonds nourricier, sans être lui-même un fonds nourricier et sans détenir de parts d'un tel fonds.

<sup>3</sup> Un fonds nourricier peut compter jusqu'à 15 % de sa fortune placée dans des liquidités (art. 75) ou dans des instruments financiers dérivés (art. 72). Les instruments financiers dérivés doivent être utilisés exclusivement à des fins de couverture.

<sup>4</sup> La FINMA règle les modalités.

**Art. 74** Instruments du marché monétaire  
(art. 54, al. 1, LPCC)

<sup>1</sup> La direction et la SICAV peuvent acquérir des instruments du marché monétaire s'ils sont liquides et peuvent être évalués et s'ils sont négociables en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public.

<sup>2</sup> Les instruments du marché monétaire qui ne sont pas négociables en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public ne peuvent être acquis que si l'émission ou l'émetteur est soumis aux dispositions sur la protection des créanciers et des investisseurs et si les instruments sont émis ou garantis par:

- a. la Banque nationale suisse;
- b. la banque centrale d'un Etat membre de l'Union européenne;
- c. la Banque centrale européenne;
- d. l'Union européenne;
- e. la Banque européenne d'investissement;
- f. l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE);
- g. un autre Etat, y compris les Etats qui le composent;
- h. une organisation internationale à caractère public dont la Suisse ou au moins un Etat membre de l'Union européenne fait partie;
- i. une corporation de droit public;
- j. une entreprise dont les valeurs mobilières sont négociables en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public;
- k. une banque, un négociant en valeurs mobilières ou une autre institution soumis à une surveillance comparable à celle exercée en Suisse.

<sup>109</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

**Art. 75** Liquidités  
(art. 54, al. 2, LPCC)

On entend par liquidités, les avoirs en banque et les créances découlant d'opérations de mise ou de prise en pension, à vue et à terme jusqu'à douze mois d'échéance.

**Art. 76** Prêts de valeurs mobilières (*securities lending*) et opérations de mise ou de prise en pension (*Repo, Reverse Repo*)  
(art. 55, al. 1, let. a et b, LPCC)

<sup>1</sup> Le prêt de valeurs mobilières et les opérations de mise ou de prise en pension ne sont admis qu'aux fins d'une gestion efficace de la fortune du fonds. La banque dépositaire répond de la conformité aux conditions du marché et aux exigences professionnelles de l'exécution du prêt de valeurs mobilières et des opérations de mise ou de prise en pension.

<sup>2</sup> Des banques, des courtiers, des entreprises d'assurance et des organismes de clearing peuvent être appelés au titre d'emprunteurs du prêt de valeurs mobilières s'ils sont experts en la matière et s'ils fournissent des sûretés correspondant au volume et au risque des affaires envisagées. Les opérations de mise ou de prise en pension peuvent être effectuées avec les emprunteurs précités aux mêmes conditions.

<sup>3</sup> Le prêt de valeurs mobilières et les opérations de mise ou de prise en pension sont réglés par un contrat-type.

**Art. 77** Emprunts et octroi de crédits; droits de gage grevant la fortune du fonds  
(art. 55, al. 1, let. c et d, et al. 2, LPCC)

<sup>1</sup> Les fonds en valeurs mobilières ne peuvent être grevés:

- a. par l'octroi de crédits et de cautions;
- b. par la mise en gage ou en garantie de plus de 25 % de la fortune nette du fonds.

<sup>2</sup> Les fonds en valeurs mobilières peuvent recourir temporairement à des crédits jusqu'à concurrence de 10 % de la fortune nette du fonds.

<sup>3</sup> Le prêt de valeurs mobilières et les opérations de mise ou de prise en pension en tant que Reverse Repo ne sont pas considérés comme un octroi de crédits au sens de l'al. 1, let. a.

<sup>4</sup> Les opérations de mise ou de prise en pension en tant que Repo sont considérées comme un octroi de crédits au sens de l'al. 2, à moins que les avoirs obtenus dans le cadre d'une opération d'arbitrage ne soient utilisés pour la reprise de valeurs mobilières de même genre et de même qualité en rapport avec une opération de mise ou de prise en pension (Reverse Repo).

**Art. 78** Répartition des risques liés aux valeurs mobilières et aux instruments du marché monétaire

(art. 57 LPCC)

<sup>1</sup> La direction et la SICAV peuvent placer, y compris les instruments financiers dérivés, au maximum 10 % de la fortune du fonds sous la forme de valeurs mobilières ou d'instruments du marché monétaire d'un même émetteur.

<sup>2</sup> La valeur totale des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire des émetteurs auprès desquels plus de 5 % de la fortune du fonds sont placés, ne peut dépasser 40 % de la fortune du fonds. Cette limite ne s'applique pas aux avoirs à vue et à terme visés à l'art. 79, ni aux opérations sur des instruments dérivés OTC visées à l'art. 80, pour lesquelles la contrepartie est une banque au sens de l'art. 70, al. 1, let. e.

**Art. 79** Répartition des risques liés aux avoirs à vue et à terme

(art. 57 LPCC)

La direction et la SICAV peuvent investir au maximum 20 % de la fortune du fonds dans des avoirs à vue et à terme auprès d'une même banque. Dans cette limite, aussi bien les avoirs en banque (art. 70, al. 1, let. e) que les liquidités (art. 75) doivent être pris en considération.

**Art. 80** Répartition des risques liés aux opérations OTC et aux instruments dérivés

(art. 57 LPCC)

<sup>1</sup> La direction et la SICAV peuvent investir au maximum 5 % de la fortune du fonds dans des opérations OTC auprès d'une même contrepartie.

<sup>2</sup> Si la contrepartie est une banque au sens de l'art. 70, al. 1, let. e, la limite est augmentée à 10 % de la fortune du fonds.

<sup>3</sup> Les instruments financiers dérivés et les créances envers les contreparties résultant d'opérations OTC doivent être inclus dans les prescriptions de répartition des risques figurant aux art. 73 et 78 à 84. Ne sont pas concernés les instruments financiers dérivés basés sur des indices qui remplissent les conditions visées à l'art. 82, al. 1, let. b.

<sup>4</sup> Si elles sont garanties par des sûretés sous la forme d'actifs liquides, les créances résultant d'opérations OTC ne sont pas prises en considération dans le calcul du risque de contrepartie. La FINMA précise les exigences que doivent remplir les sûretés. Ce faisant, elle tient compte des normes internationales.<sup>110</sup>

**Art. 81** Restrictions globales

(art. 57 LPCC)

<sup>1</sup> Les placements, les avoirs et les créances auprès d'un même établissement visés aux art. 78 à 80 ne doivent pas dépasser 20 % de la fortune du fonds.

<sup>110</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013 (RO 2013 607). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'annexe 4 à l'O du 25 juin 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 2321).

<sup>2</sup> Les placements et les instruments du marché monétaire au sens de l'art. 78 du même groupe d'entreprise ne doivent pas dépasser 20 % de la fortune du fonds.

<sup>3</sup> Les restrictions fixées aux art. 78 à 80 et à l'art. 83, al. 1, ne peuvent pas être cumulées.

<sup>4</sup> Pour les fonds ombrelle, ces restrictions valent pour chaque compartiment en particulier.

<sup>5</sup> Les sociétés qui forment un groupe sur la base de prescriptions internationales en matière d'établissement des comptes doivent être considérées comme un seul émetteur.

#### **Art. 82** Dégagements pour les fonds indiciels

(art. 57 LPCC)

<sup>1</sup> La direction et la SICAV peuvent investir au maximum 20 % de la fortune du fonds dans des valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire d'un même émetteur:

- a. si le règlement prévoit de reproduire un indice déterminé, reconnu par la FINMA pour les droits de participation et de créance (fonds indiciel), et
- b. si l'indice est suffisamment diversifié, représentatif du marché auquel il se réfère et publié de façon appropriée.

<sup>2</sup> La limite est augmentée à 35 % pour les valeurs mobilières et les instruments du marché monétaire d'un même émetteur qui dominant largement des marchés réglementés. Cette dérogation n'est autorisée que pour un seul émetteur.

<sup>3</sup> La limite de 40 % prescrite à l'art. 78, al. 2, ne s'applique pas aux investissements autorisés par le présent article.

#### **Art. 83** Dégagements pour les placements émis ou garantis par des institutions de droit public

(art. 57, al. 1, LPCC)

<sup>1</sup> La direction et la SICAV peuvent investir au maximum 35 % de la fortune du fonds en valeurs mobilières ou en instruments du marché monétaire d'un même émetteur, si ceux-ci sont émis ou garantis par:

- a. un Etat de l'OCDE;
- b. une collectivité de droit public d'un pays de l'OCDE;
- c. une institution internationale à caractère public, dont la Suisse ou un Etat membre de l'Union européenne fait partie.

<sup>2</sup> Elles peuvent investir, avec l'autorisation de la FINMA, jusqu'à 100 % de la fortune du fonds dans de telles valeurs mobilières ou de tels instruments du marché monétaire d'un même émetteur. Dans ce cas, elles observent les règles suivantes:

- a. les placements sont investis en valeurs mobilières ou en instruments du marché monétaire et répartis sur six émissions différentes au moins;

- b. au maximum 30 % de la fortune du fonds sont placés en valeurs mobilières ou en instruments du marché monétaire d'une même émission;
- c. l'autorisation spéciale accordée par la FINMA est mentionnée dans le prospectus ainsi que dans les documents publicitaires. Les émetteurs auprès desquels plus de 35 % de la fortune du fonds peuvent être investis y sont également mentionnés;
- d. les émetteurs auprès desquels plus de 35 % de la fortune du fonds peuvent être investis et les garants correspondants sont mentionnés dans le règlement.

<sup>3</sup> La FINMA donne son autorisation si la protection des investisseurs n'est pas menacée.

<sup>4</sup> La limite de 40 % prescrite à l'art. 78, al. 2, ne s'applique pas aux investissements autorisés par le présent article.

**Art. 84**            Limitation de la participation détenue dans le capital  
d'un seul émetteur  
(art. 57, al. 2, LPCC)

<sup>1</sup> Ni la direction ni la SICAV ne peuvent acquérir des droits de participation représentant plus de 10 % au total des droits de vote ou leur permettant d'exercer une influence notable sur la gestion d'un émetteur.

<sup>2</sup> La FINMA peut prévoir des dérogations si la direction ou la SICAV prouve qu'elle n'exerce pas d'influence notable.

<sup>3</sup> La direction et la SICAV peuvent acquérir pour la fortune du fonds:

- a. au plus 10 % d'actions sans droit de vote, d'obligations ou d'instruments du marché monétaire d'un même émetteur;
- b. 25 % des parts d'autres placements collectifs qui remplissent les exigences fixées à l'art. 73.

<sup>4</sup> La limitation prévue à l'al. 3 ne s'applique pas si, au moment de l'acquisition, le montant brut des obligations, des instruments du marché monétaire ou des parts d'autres placements collectifs ne peut être calculé.

<sup>5</sup> Les limitations prévues aux al. 1 et 3 ne s'appliquent pas aux valeurs mobilières et aux instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat, par une collectivité de droit public d'un pays de l'OCDE ou par une institution internationale à caractère public dont la Suisse ou un Etat membre de l'Union européenne fait partie.

**Art. 85**            Obligations spéciales d'informer dans le prospectus  
(art. 75 LPCC)

<sup>1</sup> Le prospectus doit indiquer dans quelles catégories d'instruments de placement les investissements ont lieu et si des opérations sur instruments financiers dérivés sont effectuées. Si c'est le cas, il précise si ces opérations sont effectuées en tant qu'elles font partie intégrante de la stratégie de placement ou si elles servent à couvrir des



positions de placement. Il présente également les effets de leur utilisation sur le profil de risque du fonds en valeurs mobilières.

<sup>2</sup> Si la direction et la SICAV peuvent investir l'essentiel de la fortune du fonds dans d'autres placements que ceux visés à l'art. 70, al. 1, let. a et e, ou si elles constituent un fonds indiciel (art. 82), le prospectus et les autres publications promotionnelles doivent l'indiquer expressément.

<sup>3</sup> Si, en raison de la composition de ses placements ou des techniques de placement utilisées, un fonds en valeurs mobilières présente une volatilité ou un effet de levier accru, le prospectus et les autres publications promotionnelles doivent l'indiquer expressément.

### Section 3 Fonds immobiliers

#### Art. 86 Placements autorisés (art. 59, al. 1, et 62, LPCC)

<sup>1</sup> Les placements des fonds immobiliers ou des SICAV immobilières doivent être expressément désignés dans le règlement.<sup>111</sup>

<sup>2</sup> Par immeubles au sens de l'art. 59, al. 1, let. a, de la loi, on entend les immeubles ci-après enregistrés suivant l'al. 2<sup>bis</sup> au registre foncier selon l'annonce de la direction, de la SICAV ou de la direction mandatée par la SICAV:<sup>112</sup>

- a. les maisons d'habitation;
- b. les immeubles à usage commercial exclusif ou prépondérant; la partie de l'immeuble servant à des fins commerciales est réputée prépondérante lorsque son rendement correspond au moins à 60 % de celui de l'immeuble (immeubles à caractère commercial);
- c. les constructions à usage mixte, autrement dit servant aussi bien d'habitation qu'à des fins commerciales; il y a usage mixte lorsque le rendement de la partie commerciale dépasse 20 %, mais est inférieur à 60 %, de celui de l'immeuble;
- d. les propriétés par étage;
- e. les terrains à bâtir (y compris les bâtiments à démolir) et les immeubles en construction;
- f. les immeubles en droit de superficie.

<sup>2bis</sup> Les immeubles sont enregistrés au registre foncier au nom de la direction ou de la SICAV, avec une mention indiquant qu'ils font partie du fonds immobilier. Si le fonds immobilier ou la SICAV, au nom duquel ou de laquelle l'immeuble a été

<sup>111</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>112</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

enregistré, comporte des compartiments, une mention doit indiquer le compartiment auquel appartient l'immeuble.<sup>113</sup>

<sup>3</sup> Sont autorisés comme autres placements:

- a. les cédules hypothécaires et autres droits de gage immobiliers contractuels;
- b. les participations dans des sociétés immobilières et les créances contre de telles sociétés, conformément à l'art. 59, al. 1, let. b, de la loi;
- c. les parts d'autres fonds immobiliers (y compris les *Real Estate Investment Trusts*) ainsi que de sociétés ou de certificats d'investissement immobilier négociables en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, conformément à l'art. 59, al. 1, let. c, de la loi;
- d. les valeurs immobilières étrangères, conformément à l'art. 59, al. 1, let. d, de la loi.

<sup>4</sup> Les terrains non bâtis appartenant à un fonds immobilier doivent être équipés et immédiatement constructibles, et faire l'objet d'un permis de construire exécutoire. Les travaux de construction doivent pouvoir débuter avant l'expiration de la durée de validité du permis de construire.<sup>114</sup>

**Art. 87** Répartition des risques et restrictions  
(art. 62 LPCC)

<sup>1</sup> Les placements d'un fonds immobilier doivent être répartis sur dix immeubles au minimum. Les groupes d'habitations construites selon les mêmes principes de construction ainsi que les parcelles adjacentes sont considérés comme un seul immeuble.

<sup>2</sup> La valeur vénale d'un immeuble ne peut excéder 25 % de la fortune du fonds.

<sup>3</sup> Les restrictions suivantes, exprimées en pour-cent de la fortune du fonds, s'appliquent aux placements énoncés ci-après:

- a. terrains à bâtir, y compris les bâtiments à démolir, et immeubles en construction: jusqu'à concurrence de 30 %;
- b.<sup>115</sup> immeubles en droit de superficie: jusqu'à concurrence de 30 %;
- c. cédules hypothécaires et autres droits de gage immobilier contractuels: jusqu'à concurrence de 10 %;
- d. parts d'autres fonds immobiliers et de sociétés d'investissement immobilier visées à l'art. 86, al. 3, let. c: jusqu'à concurrence de 25 %.

<sup>4</sup> Les placements visés à l'al. 3, let. a et b, ne peuvent excéder ensemble 40 % de la fortune du fonds.<sup>116</sup>

<sup>113</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>114</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>115</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>116</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>5</sup> La FINMA peut accorder des dérogations dans des cas dûment fondés.

**Art. 88** Influence prépondérante de la direction et de la SICAV  
en cas de copropriété usuelle  
(art. 59, al. 2, LPCC)

<sup>1</sup> La direction et la SICAV exercent une influence prépondérante lorsqu'elles disposent de la majorité des parts de copropriété et des voix.

<sup>2</sup> Elles doivent se réserver, dans un règlement d'utilisation et d'administration au sens de l'art. 647, al. 1, du code civil (CC)<sup>117</sup>, l'application de tous les droits, mesures et actes prévus aux art. 647a à 651 CC.

<sup>3</sup> Le droit de préemption prévu à l'art. 682 CC ne peut être supprimé par contrat.

<sup>4</sup> Les parts de copropriété d'installations communautaires propres à des immeubles du placement collectif qui font partie d'un complexe immobilier n'obligent pas à acquérir une influence prépondérante. Dans de tels cas, le droit de préemption visé à l'al. 3 peut être supprimé par contrat.

**Art. 89** Engagements; valeurs mobilières à court terme servant un intérêt  
fixe et avoirs disponibles à court terme  
(art. 60 LPCC)

<sup>1</sup> On entend par engagements les crédits contractés, les engagements courants ainsi que tous les engagements nés des parts dénoncées.

<sup>2</sup> Sont réputés valeurs mobilières à court terme servant un intérêt fixe les droits de créance jusqu'à douze mois d'échéance ou d'échéance résiduelle.

<sup>3</sup> On entend par avoirs disponibles à court terme l'encaisse, les avoirs postaux<sup>118</sup> ou bancaires à vue et à terme jusqu'à douze mois d'échéance, ainsi que les limites de crédit fermes accordées par une banque jusqu'à concurrence de 10 % de la fortune nette du fonds. Les limites de crédit ne doivent pas dépasser la limite maximale des gages admis selon l'art. 96, al. 1.

**Art. 90** Garantie de projets de construction  
(art. 65 LPCC)

Des valeurs mobilières servant un intérêt fixe jusqu'à 24 mois d'échéance ou d'échéance résiduelle peuvent être détenues pour garantir le financement de projets de construction.

<sup>117</sup> RS 210

<sup>118</sup> Suite à l'ACF du 7 juin 2013 transformant l'établissement de la Poste en une société anonyme de droit public et PostFinance en une société anonyme de droit privé dès le 26 juin 2013, le renvoi aux avoirs postaux est sans objet (FF 2013 4153).

**Art. 91**<sup>119</sup> Instruments financiers dérivés  
(art. 61 LPCC)

Les instruments financiers dérivés sont autorisés pour assurer la couverture des risques, de taux d'intérêt, de change, de crédit et de marché. Les dispositions valables pour les fonds en valeurs mobilières (art. 72) sont applicables par analogie.

**Art. 91a**<sup>120</sup> Personnes proches  
(art. 63, al. 2 et 3, LPCC)

<sup>1</sup> Sont considérés comme des personnes proches, en particulier:

- a. la direction, la SICAV, la banque dépositaire et leurs mandataires, notamment les architectes et les entreprises de construction mandatés par celles-ci;
- b. les membres du conseil d'administration et les collaborateurs de la direction ou de la SICAV;
- c. les membres du conseil d'administration et de la direction de la banque dépositaire, ainsi que les collaborateurs de cette dernière chargés de surveiller les fonds immobiliers;
- d. la société d'audit et ses collaborateurs chargés de vérifier les fonds immobiliers;
- e. les experts chargés des estimations;
- f. les sociétés immobilières n'appartenant pas intégralement au fonds immobilier ainsi que les membres du conseil d'administration et les collaborateurs de ces sociétés immobilières;
- g. les gérances chargées d'administrer les valeurs immobilières ainsi que les membres du conseil d'administration et les collaborateurs de ces gérances;
- h. les personnes détenant une participation qualifiée au sens de l'art. 14, al. 3, de la loi, dans des sociétés mentionnées ci-dessus sous let. a à g.

<sup>2</sup> Les mandataires au sens de l'al. 1, let. a ne sont pas considérés comme des personnes proches s'il peut être prouvé qu'ils n'exercent pas ou n'ont pas exercé d'influence directe ou indirecte sur la direction ou sur la SICAV ou que la direction ou la SICAV ne sont pas, pour une autre raison, partiales dans l'affaire.

**Art. 92** Estimation des immeubles lors de leur acquisition ou de leur vente  
(art. 64 LPCC)

<sup>1</sup> Les immeubles que la direction ou la SICAV souhaite acquérir doivent être estimés au préalable.<sup>121</sup>

<sup>2</sup> Pour faire son estimation, l'expert chargé des estimations visite les immeubles.

<sup>119</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>120</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>121</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>3</sup> Lors d'une vente, on peut renoncer à une nouvelle estimation si:

- a. l'estimation existante date de moins de 3 mois; et
- b. les conditions n'ont pas changé considérablement.<sup>122</sup>

<sup>4</sup> La direction et la SICAV sont tenues d'exposer à la société d'audit les motifs des ventes effectuées au-dessous de la valeur d'estimation et des acquisitions conclues au-dessus de cette dernière.

**Art. 93** Estimation des immeubles appartenant au placement collectif  
(art. 64 LPCC)<sup>123</sup>

<sup>1</sup> Les experts estiment la valeur vénale des immeubles appartenant au fonds immobilier à la clôture de chaque exercice annuel.

<sup>2</sup> La visite des immeubles par les experts chargés des estimations doit être renouvelée au moins tous les trois ans.

<sup>3</sup> Les experts doivent justifier leur méthode d'estimation vis-à-vis de la société d'audit.

<sup>4</sup> Si elles comptabilisent dans leurs livres une autre valeur que celle résultant de l'estimation, la direction et la SICAV en exposent les motifs à la société d'audit.

**Art. 94** Contrôle et évaluation des projets de construction  
(art. 64 et 65 LPCC)<sup>124</sup>

<sup>1</sup> La direction et la SICAV font vérifier par au moins un expert chargé des estimations si les coûts prévus des projets de construction sont appropriés et conformes au marché.

<sup>2</sup> Une fois la construction achevée, elles font estimer la valeur vénale de l'immeuble par au moins un expert.

**Art. 95** Obligation de publier  
(art. 67 LPCC)<sup>125</sup>

<sup>1</sup> La direction et la SICAV publient dans les organes de publication la valeur vénale de la fortune du fonds et la valeur d'inventaire des parts du fonds qui en résulte en même temps qu'elles les communiquent à la banque ou au négociant en valeurs mobilières assurant un traitement en bourse ou hors bourse des parts de leurs fonds immobiliers.

<sup>2</sup> Pour les fonds immobiliers négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public, les dispositions boursières pertinentes s'appliquent également.

<sup>122</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>123</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>124</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>125</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

**Art. 96**            Compétences spéciales

(art. 65 LPCC)

<sup>1</sup> En cas de constitution de gages sur des immeubles et de mise en garantie des droits de gage conformément à l'art. 65, al. 2, de la loi, l'ensemble des immeubles ne peuvent être grevés en moyenne que jusqu'à concurrence du tiers de leur valeur vénale.<sup>126</sup>

<sup>1bis</sup> Afin de préserver la liquidité, le taux auquel l'ensemble des immeubles peuvent être grevés peut être relevé temporairement et à titre exceptionnel à la moitié de la valeur vénale:

- a. si le règlement le prévoit; et
- b. si les intérêts des investisseurs demeurent préservés.<sup>127</sup>

<sup>1ter</sup> La société d'audit prend position concernant les conditions selon l'al. 1<sup>bis</sup> à l'occasion de la vérification du fonds immobilier.<sup>128</sup>

<sup>2</sup> Si elles font construire ou rénovent des bâtiments, la direction et la SICAV peuvent, pendant la période de préparation, de construction ou de rénovation, créditer le compte de résultats du fonds immobilier d'un intérêt intercalaire au taux du marché pour les terrains constructibles et les bâtiments en construction; le coût ne doit cependant pas dépasser la valeur vénale estimée.

**Art. 97**            Emission de parts de fonds immobiliers

(art. 66 LPCC)

<sup>1</sup> Des parts peuvent être émises en tout temps, mais uniquement par tranches.

<sup>2</sup> La direction et la SICAV déterminent au moins:

- a. le nombre de nouvelles parts qu'il est prévu d'émettre;
- b. les conditions d'acquisition qu'il est prévu d'appliquer aux anciens investisseurs;
- c. la méthode d'émission pour le droit de souscription préférentiel.

<sup>3</sup> Les experts vérifient la valeur vénale de chaque immeuble en vue du calcul de la valeur d'inventaire et de la fixation du prix d'émission.

**Art. 98**            Rachat anticipé de parts de fonds immobiliers

(art. 66 LPCC)

Lorsque des parts sont dénoncées en cours d'exercice, la direction et la SICAV peuvent les rembourser de manière anticipée après la clôture de l'exercice, à condition que:

<sup>126</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>127</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>128</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

- a. l'investisseur l'ait demandé par écrit lors de la dénonciation;
- b. tous les investisseurs ayant demandé un remboursement anticipé puissent être satisfaits.

#### **Section 4    Autres fonds en placements traditionnels et alternatifs**

##### **Art. 99**            Placements autorisés (art. 69 LPCC)

<sup>1</sup> Sont notamment autorisés en tant que placements des autres fonds:

- a. les valeurs mobilières;
- b. les parts de placements collectifs;
- c. les instruments du marché monétaire;
- d. les avoirs à vue et à terme jusqu'à douze mois d'échéance;
- e. les métaux précieux;
- f. les instruments financiers dérivés dont les sous-jacents sont des valeurs mobilières, des placements collectifs, des instruments du marché monétaire, des instruments financiers dérivés, des indices, des taux d'intérêt, des taux de change, des devises, des crédits, des métaux précieux, des commodities ou d'autres produits similaires;
- g. les produits structurés se rapportant à des valeurs mobilières, des placements collectifs, des instruments du marché monétaire, des instruments financiers dérivés, des indices, des taux d'intérêt, des taux de change, des devises, des métaux précieux, des commodities ou d'autres produits similaires.

<sup>2</sup> Pour les autres fonds en placements alternatifs, la FINMA peut autoriser d'autres placements, tels que les commodities, les matières premières et les titres sur matières premières.

<sup>3</sup> Les placements visés à l'art. 69, al. 2, de la loi doivent être expressément mentionnés dans le règlement.

<sup>4</sup> L'art. 73, al. 4, s'applique par analogie aux placements en parts de placements collectifs.

##### **Art. 100**            Techniques de placement et restrictions (art. 70, al. 2, et 71, al. 2, LPCC)

<sup>1</sup> Les autres fonds en placements traditionnels peuvent:

- a. recourir à des crédits jusqu'à concurrence de 25 % de la fortune nette du fonds;

- b.<sup>129</sup> mettre en gage ou en garantie jusqu'à 60 % de la fortune nette du fonds;
- c. contracter des engagements dont l'ensemble représente 225 % au plus de la fortune nette du fonds;
- d. procéder à des ventes à découvert.

<sup>2</sup> Les autres fonds en placements alternatifs peuvent:

- a. recourir à des crédits jusqu'à concurrence de 50 % de la fortune nette du fonds;
- b.<sup>130</sup> mettre en gage ou en garantie jusqu'à 100 % de la fortune nette du fonds;
- c. contracter des engagements dont l'ensemble représente 600 % au plus de la fortune nette du fonds;
- d. procéder à des ventes à découvert.

<sup>3</sup> Le règlement mentionne expressément les restrictions de placement. Il précise en outre le genre et le montant des ventes à découvert autorisées.

**Art. 101**      Dérogations  
(art. 69 à 71, LPCC)

Dans certains cas, la FINMA peut autoriser des dérogations aux dispositions sur:

- a. les placements autorisés;
- b. les techniques de placement;
- c. les restrictions;
- d. la répartition des risques.

**Art. 102**      Mention des risques  
(art. 71, al. 3, LPCC)

<sup>1</sup> La mention de risques particuliers (clause de mise en garde) est soumise à l'approbation de la FINMA.

<sup>2</sup> La clause de mise en garde est publiée sur la première page du règlement et du prospectus, sous la forme approuvée par la FINMA.

<sup>129</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2008 (RO 2008 571).

<sup>130</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2008 (RO 2008 571).



## Chapitre 4 Dispositions communes

### Section 1 Banque dépositaire

#### Art. 102a<sup>131</sup> Organisation (art. 72 LPCC)

<sup>1</sup> La banque dépositaire doit avoir une organisation adaptée à l'exécution de ses tâches et employer du personnel adéquat et dûment qualifié pour son activité.

<sup>2</sup> Pour accomplir son activité de banque dépositaire, elle dispose d'au moins trois postes à temps plein avec droit de signature.

#### Art. 103 Obligation d'informer (art. 72, al. 2, LPCC)

La banque dépositaire communique les noms des personnes responsables des tâches relevant de ses activités à la société d'audit.

#### Art. 104 Tâches (art. 73 LPCC)

<sup>1</sup> La banque dépositaire assume les tâches suivantes:

- a. elle est responsable de la gestion des comptes et des dépôts des placements collectifs, mais ne peut pas disposer seule de la fortune de ceux-ci;
- b. elle garantit que la contrevaletur lui est transmise dans les délais usuels en cas d'opérations se rapportant à la fortune du placement collectif;
- c. elle informe la direction ou le placement collectif si la contrevaletur n'est pas remboursée dans les délais usuels et exige de la contrepartie le remplacement de la valeur patrimoniale pour autant que cela soit possible;
- d. elle gère les registres et les comptes requis afin de pouvoir distinguer à tout moment les biens en garde des différents placements collectifs;
- e. elle vérifie la propriété de la direction de fonds ou du placement collectif et gère les registres correspondants lorsque les biens ne peuvent être gardés.<sup>132</sup>

<sup>2</sup> Dans le cadre des fonds immobiliers, elle conserve les cédules hypothécaires non gagées et les actions de sociétés immobilières. Elle peut ouvrir des comptes auprès de tiers pour la gestion courante de valeurs immobilières.

<sup>3</sup> La même banque dépositaire est responsable de toutes les tâches relevant d'un placement collectif à compartiments.

<sup>131</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>132</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2008 (RO 2008 571).

**Art. 105**      Changement de banque dépositaire; délai d'opposition,  
entrée en vigueur et paiement en espèces  
(art. 74 LPCC)

<sup>1</sup> L'art. 41 s'applique par analogie au changement de la banque dépositaire d'un fonds de placement contractuel.

<sup>2</sup> La décision relative au changement de banque dépositaire est publiée immédiatement dans les organes de publication de la SICAV.

**Art. 105a**<sup>133</sup>    Tâches en cas de délégation de la garde  
(art. 73, al. 2 et 2bis, LPCC)

<sup>1</sup> Si la banque dépositaire confie la garde de la fortune du fonds à un tiers ou à un dépositaire central de titres en Suisse ou à l'étranger, elle veille à ce que celui-ci:

- a. dispose d'une organisation adéquate, des garanties financières et des qualifications techniques requises pour le type et la complexité des biens qui lui sont confiés;
- b. soit soumis à une vérification externe régulière qui garantit que les instruments financiers se trouvent en sa possession;
- c. garde les biens reçus de la banque dépositaire de manière à ce que la banque dépositaire puisse les identifier à tout moment et sans équivoque comme appartenant à la fortune du fonds, au moyen de vérifications régulières de la concordance entre le portefeuille et les comptes;
- d. respecte les prescriptions applicables à la banque dépositaire concernant l'exécution des tâches qui lui sont déléguées et la prévention des conflits d'intérêt.

## Section 2      Prospectus et prospectus simplifié

**Art. 106**      Prospectus  
(art. 75 et 77, LPCC)

<sup>1</sup> La direction et la SICAV mentionnent dans le prospectus toutes les informations essentielles permettant d'apprécier le placement collectif (annexe 1). Le prospectus contient également le règlement, si les adresses auxquelles ce dernier peut être obtenu séparément n'ont pas été communiquées aux parties concernées avant la souscription des parts.

<sup>2</sup> La direction et la SICAV datent le prospectus et le remettent à la FINMA au plus tard lors de sa publication. De même, elles lui communiquent les modifications ultérieures au plus tard lors de leur publication.

<sup>3</sup> Elles adaptent le prospectus lors de toute modification majeure, mais au moins une fois par année.

<sup>133</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

**Art. 107** Prospectus simplifié pour fonds immobiliers<sup>134</sup>  
(art. 76 et 77, LPCC)

<sup>1</sup> Le prospectus simplifié pour fonds immobiliers contient les informations prévues à l'annexe 2. La FINMA précise ces exigences.<sup>135</sup>

<sup>2</sup> La direction et la SICAV datent le prospectus simplifié et le remettent à la FINMA et lui communiquent toute modification ultérieure au plus tard lors de leur publication.

<sup>3</sup> Elles l'adaptent lors de toute modification majeure, mais au moins une fois par année.

**Section 3**  
**Informations clés pour l'investisseur dans des fonds en valeurs mobilières et autres fonds en placements traditionnels**<sup>136</sup>  
(art. 76 et 77 LPCC)

**Art. 107a**<sup>137</sup> Exigences de base

<sup>1</sup> Les informations clés pour l'investisseur dans les fonds en valeurs mobilières et autres fonds en placements traditionnels comprennent les indications prévues à l'annexe 3.

<sup>2</sup> La direction et la SICAV datent les informations clés pour l'investisseur et les remettent, ainsi que chaque modification, immédiatement à la FINMA.

**Art. 107b**<sup>138</sup> Placement collectif à plusieurs compartiments

Lorsque le placement collectif se compose de plusieurs compartiments, les informations clés pour l'investisseur sont établies pour chaque compartiment.

**Art. 107c**<sup>139</sup> Placement collectif à plusieurs classes de parts

<sup>1</sup> Lorsque le placement collectif se compose de plusieurs classes de parts, les informations clés pour l'investisseur sont établies pour chaque classe de parts. Plusieurs classes de parts peuvent être regroupées si les exigences fixées à l'annexe 3, notamment celles relatives à la longueur du document, sont respectées.

<sup>134</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 29 juin 2011, en vigueur depuis le 15 juil. 2011 (RO 2011 3177).

<sup>135</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 29 juin 2011, en vigueur depuis le 15 juil. 2011 (RO 2011 3177).

<sup>136</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>137</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 29 juin 2011 (RO 2011 3177). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>138</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>139</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>2</sup> La direction et la SICAV peuvent choisir une classe de parts représentative pour une ou plusieurs autres classes de parts si ce choix n'est pas trompeur pour les investisseurs dans les autres classes de parts. Dans de tels cas, la section «Profil de risque et de rendement» des informations clés pour l'investisseur doit comporter une explication du risque principal applicable à chacune des classes de parts représentées.

<sup>3</sup> Des classes de parts différentes ne peuvent pas être regroupées dans une classe de part représentative selon l'al. 2. La direction et la SICAV tiennent un compte des classes de parts représentées par la classe de part représentative selon l'al. 2 et mentionnent les raisons de ce choix.

#### **Art. 107d**<sup>140</sup> Examen

<sup>1</sup> La direction et la SICAV réexaminent les informations clés pour l'investisseur lors de tout changement important des indications qu'elles contiennent, mais au moins une fois par année.

<sup>2</sup> Lorsqu'à la suite d'un réexamen, il apparaît que des modifications doivent être apportées aux informations clés pour l'investisseur, la direction et la SICAV mettent immédiatement la version révisée à disposition.

#### **Art. 107e**<sup>141</sup> Publication

La direction et la SICAV publient les informations clés pour l'investisseur contenant une présentation dûment révisée des performances précédentes du placement collectif jusqu'au 31 décembre, au plus tard dans les 35 premiers jours ouvrables de chaque année.

#### **Art. 108** Paiement; titrisation des parts (art. 78, al. 1 et 2, LPCC)

<sup>1</sup> Comme service de paiement, il y a lieu de prévoir une banque au sens de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques<sup>142,143</sup>

<sup>2</sup> Si le règlement prévoit la remise de certificats et si l'investisseur le demande, la banque dépositaire incorpore les droits de l'investisseur dans des papiers-valeurs (art. 965 CO<sup>144</sup>) sans valeur nominale, qui sont libellés au nom d'une personne déterminée et créés comme des titres à ordre (art. 967 et 1145 CO).<sup>145</sup>

<sup>3</sup> Les certificats ne peuvent être émis qu'après paiement du prix d'émission.

<sup>140</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>141</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>142</sup> RS 952.0

<sup>143</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>144</sup> RS 220

<sup>145</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>4</sup> L'émission de fractions de parts n'est autorisée que dans les fonds de placement.

**Art. 109** Restrictions du droit de demander le rachat en tout temps  
(art. 79 LPCC)

<sup>1</sup> Le règlement d'un placement collectif contenant des placements difficilement évaluable ou négociables peut prévoir que la dénonciation ne soit possible qu'à des échéances déterminées, mais au moins quatre fois par année.

<sup>2</sup> La FINMA peut, sur demande motivée et compte tenu des placements concernés et de la politique de placement, restreindre le droit de demander le rachat en tout temps. Cette disposition vaut en particulier pour:

- a. les placements non cotés en bourse, ni négociables sur un autre marché réglementé ouvert au public;
- b. les placements hypothécaires;
- c. les placements en *private equity*.

<sup>3</sup> Toute restriction du droit de demander le rachat en tout temps doit être expressément mentionnée dans le règlement, le prospectus et le prospectus simplifié.

<sup>4</sup> Le droit de demander le rachat en tout temps ne peut être restreint que pour une durée maximale de cinq ans.

**Art. 110** Suspension du rachat des parts  
(art. 81 LPCC)

<sup>1</sup> Le règlement peut prévoir que le rachat des parts est provisoirement et exceptionnellement suspendu:

- a. lorsqu'un marché, qui constitue la base de l'évaluation d'une part importante de la fortune du fonds, est fermé, ou lorsque le négoce sur un tel marché est limité ou suspendu;
- b. lorsqu'un cas d'urgence de nature politique, économique, militaire, monétaire ou d'une autre nature se présente;
- c. lorsqu'en raison de restrictions imposées au trafic des devises ou frappant d'autres transferts de valeurs patrimoniales, les activités concernant le placement collectif sont paralysées;
- d. lorsqu'un nombre élevé de parts sont dénoncées et qu'en conséquence les intérêts des autres investisseurs peuvent être affectés de manière considérable.

<sup>2</sup> La décision de suspension doit être immédiatement communiquée à la société d'audit et à la FINMA. Elle doit également être annoncée aux investisseurs de manière appropriée.

**Art. 111** Rachat forcé  
(art. 82 LPCC)

<sup>1</sup> Le rachat forcé au sens de l'art. 82 de la loi n'est autorisé que dans des cas exceptionnels.

<sup>2</sup> Le règlement doit énoncer les raisons permettant un rachat forcé.

## **Section 4 Placements collectifs ouverts à compartiments**

**Art. 112** Compartiments  
(art. 92 à 94, LPCC)

<sup>1</sup> La direction et la SICAV établissent un seul règlement pour le placement collectif à compartiments. Ce règlement contient la dénomination du placement collectif en tant que tel ainsi que celle de chaque compartiment.

<sup>2</sup> Le règlement doit indiquer expressément si la direction et la SICAV sont habilitées à créer de nouveaux compartiments, à en supprimer ou à en regrouper.

<sup>3</sup> La direction et la SICAV indiquent en outre dans le règlement que:

- a. les rémunérations ne sont imputées qu'aux compartiments auxquels une prestation déterminée a été fournie;
- b. les frais qui ne peuvent être imputés avec certitude à un compartiment donné sont répartis entre tous les compartiments proportionnellement à la part de chacun à la fortune du fonds;
- c. l'investisseur n'a droit qu'à la fortune et au revenu du compartiment auquel il participe ou dont il détient des actions;
- d. chaque compartiment ne répond que de ses propres engagements.

<sup>4</sup> Le règlement doit mentionner expressément les commissions à la charge des investisseurs qui passent d'un compartiment à un autre.

<sup>5</sup> L'art. 115 s'applique par analogie au regroupement de compartiments.

**Art. 113** SICAV avec compartiments  
(art. 94 LPCC)

Le prospectus doit mentionner le risque découlant du fait qu'un compartiment peut répondre des engagements d'un autre compartiment.

## **Section 5 Restructuration et dissolution**

**Art. 114** Conditions de la restructuration  
(art. 92 et 95, al. 1, LPCC)

<sup>1</sup> La direction peut regrouper des fonds de placement ou des compartiments:

- a. si les contrats de fonds de placement le prévoient;

- b. si les fonds de placement sont gérés par la même direction;
- c. si les contrats de fonds de placement concordent quant aux dispositions de l'art. 26, al. 3, let. b, d, e et i de la loi;
- d. si l'évaluation des fortunes des fonds de placement, le calcul du rapport d'échange et la reprise des valeurs patrimoniales et des engagements sont effectués le même jour;
- e. si aucuns frais n'en résultent, ni pour les fonds de placement ou les compartiments, ni pour les investisseurs.

<sup>2</sup> L'al. 1 s'applique par analogie au transfert de patrimoine d'une SICAV.

<sup>3</sup> La FINMA peut subordonner le regroupement de fonds de placement et le transfert de patrimoine d'une SICAV, en particulier lorsqu'il s'agit de fonds immobiliers, au respect de conditions supplémentaires.

#### **Art. 115** Procédure de regroupement de placements collectifs

(art. 95, al. 1, let. a et b, LPCC)

<sup>1</sup> Lors du regroupement de deux fonds de placement, les investisseurs du fonds repris reçoivent des parts du fonds reprenneur d'une valeur correspondant à celle des parts transférées. Le fonds repris est dissout sans liquidation.

<sup>2</sup> La procédure de regroupement est réglée par le contrat de fonds de placement. Celui-ci contient en particulier des dispositions sur:

- a. l'information des investisseurs;
- b. les devoirs de vérification des organes de révision lors du regroupement.

<sup>3</sup> La FINMA peut autoriser la suspension du remboursement pour une durée déterminée, s'il peut être prévu que le regroupement prendra plus d'un jour.

<sup>4</sup> La direction informe la FINMA de l'achèvement du regroupement.

<sup>5</sup> Les al. 2 à 4 s'appliquent par analogie au transfert de patrimoine d'une SICAV.

#### **Art. 116** Dissolution du placement collectif

(art. 96 et 97, LPCC)

<sup>1</sup> Le placement collectif est dissout et peut être liquidé sans délai lorsque:

- a. la direction ou la banque dépositaire le dénoncent;
- b. les actionnaires entrepreneurs de la SICAV ont décidé de le dissoudre.

<sup>2</sup> Si la FINMA a prononcé la dissolution du placement collectif, ce dernier doit être liquidé sans délai.

<sup>3</sup> Avant de procéder au remboursement final des parts, la direction ou la SICAV doit en demander l'autorisation à la FINMA.

<sup>4</sup> Le négoce en bourse des parts prend fin au moment de la dissolution.

<sup>5</sup> La résiliation du contrat de dépôt conclu entre la SICAV et la banque dépositaire doit être annoncée sans délai à la FINMA et à la société d'audit.

### **Titre 3 Placements collectifs fermés**

#### **Chapitre 1 Société en commandite de placements collectifs**

##### **Art. 117<sup>146</sup> But** (art. 98, al. 1, LPCC)

<sup>1</sup> La société en commandite de placements collectifs gère uniquement sa propre fortune. Il lui est en particulier interdit de fournir à des tiers des prestations au sens de l'art. 29 de la loi ou d'exercer des activités entrepreneuriales dans un but commercial.

<sup>2</sup> Elle investit dans le capital-risque d'entreprises et de projets et peut définir leur orientation stratégique. Elle peut également investir dans des placements selon l'art. 121.

<sup>3</sup> Dans ce but, elle peut:

- a. prendre le contrôle des droits de vote dans des entreprises;
- b. siéger au sein de l'organe de direction suprême, de surveillance et de contrôle de ses participations afin de garantir les intérêts des commanditaires.

##### **Art. 118 Associés indéfiniment responsables** (art. 98, al. 2, LPCC)

<sup>1</sup> ...<sup>147</sup>

<sup>2</sup> Si la société a un associé indéfiniment responsable, celui-ci doit disposer d'un capital-actions libéré d'au moins 100 000 francs. Si elle a plusieurs associés indéfiniment responsables, ceux-ci doivent disposer ensemble d'un capital-actions libéré d'au moins 100 000 francs.

<sup>3</sup> Les obligations d'autorisation et d'annonce visées à l'art. 14, al. 1, et à l'art. 15, al. 1, s'appliquent par analogie aux associés indéfiniment responsables.

##### **Art. 119 Contrat de société** (art. 9, al. 3 et 102, LPCC)<sup>148</sup>

<sup>1</sup> Les associés indéfiniment responsables peuvent déléguer les décisions en matière de placement ainsi que d'autres activités pour autant que ce soit dans l'intérêt d'une gestion appropriée.

<sup>2</sup> Ils mandatent uniquement des personnes suffisamment qualifiées pour garantir une exécution irréprochable des activités déléguées; ils assurent en outre l'instruction et la surveillance de ces personnes et contrôlent l'exécution du mandat.

<sup>146</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>147</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>148</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).



<sup>3</sup> Les personnes à la tête des associés indéfiniment responsables peuvent participer à la société en tant que commanditaires:

- a. si le contrat de société le prévoit;
- b. si la participation repose sur leur fortune privée, et
- c. si la participation est souscrite au moment du lancement.

<sup>3bis</sup> Les particuliers fortunés au sens de l'art. 6 qui ont remis une déclaration par écrit au sens de l'art. 6a, al. 1, peuvent participer en tant que commanditaires si le contrat de société le prévoit.<sup>149</sup>

<sup>4</sup> Les modalités sont réglées dans le contrat de société, qui doit être rédigé dans une langue officielle. La FINMA peut autoriser une autre langue dans certains cas.<sup>150</sup>

**Art. 120** Capital-risque  
(art. 103, al. 1, LPCC)

<sup>1</sup> En règle générale, le capital-risque sert à assurer le financement direct ou indirect d'entreprises ou de projets; il offre principalement la possibilité de réaliser une plus-value supérieure à la moyenne, associée à un risque de perte également supérieur à la moyenne.

<sup>2</sup> Le financement peut être assuré notamment par:

- a. des fonds propres;
- b. des fonds de tiers;
- c. des formes mixtes alliant fonds propres et fonds de tiers, telles que les financements mezzanine.

**Art. 121** Autres placements  
(art. 103, al. 2, LPCC)

<sup>1</sup> Sont en particulier autorisés:

- a.<sup>151</sup> des projets immobiliers, de construction et d'infrastructure;
- b. des placements alternatifs.

<sup>2</sup> Les modalités sont réglées dans le contrat de société.

<sup>3</sup> Sont uniquement autorisés les projets immobiliers, de construction et d'infrastructure de personnes qui ne sont pas directement ou indirectement liées:

- a. aux associés indéfiniment responsables;
- b. aux personnes responsables de l'administration et de la direction des affaires; ou

<sup>149</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>150</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>151</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

c. aux investisseurs.<sup>152</sup>

<sup>4</sup> Les associés indéfiniment responsables, les personnes responsables de l'administration et de la direction des affaires et les personnes physiques et morales qui leur sont proches, ainsi que les investisseurs d'une société en commandite de placements collectifs de capitaux ne peuvent ni acquérir de celle-ci aucune valeur immobilière ou valeur d'infrastructure, ni lui céder de telles valeurs.<sup>153</sup>

## Chapitre 2 Société d'investissement à capital fixe

**Art. 122** But  
(art. 110 LPCC)

<sup>1</sup> La société d'investissement à capital fixe ne peut gérer que sa propre fortune. Elle a pour but de réaliser principalement des revenus et/ou des gains en capitaux et ne poursuit aucune activité d'entreprise. Il lui est interdit en particulier de fournir à des tiers des prestations au sens de l'art. 29 de la loi.

<sup>2</sup> Elle est autorisée à déléguer les décisions de placement ainsi que des tâches, pour autant que ce soit dans l'intérêt d'une gestion appropriée.

**Art. 122a**<sup>154</sup> Apport minimal  
(art 110, al. 2, LPCC)

<sup>1</sup> Au moment de la constitution des actions d'un montant de 500 000 francs au moins doivent être libérées en espèces.

<sup>2</sup> L'apport minimal doit être maintenu en permanence.

<sup>3</sup> Si l'apport minimal n'est pas respecté, la SICAF en informe immédiatement la FINMA.

**Art. 122b**<sup>155</sup> Propres actions des organes  
(art. 110, al. 2, LPCC)

Les organes doivent détenir en permanence, comme suit, des propres actions en pour-cent de la fortune totale de la SICAF, mais au plus 20 millions de francs:

- a. 1 % pour la part ne dépassant pas 50 millions de francs;
- b.  $\frac{3}{4}$  % pour la part comprise entre 50 et 100 millions de francs;
- c.  $\frac{1}{2}$  % pour la part comprise entre 100 et 150 millions de francs;

<sup>152</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>153</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>154</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>155</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

- d. ¼ % pour la part comprise entre 150 et 250 millions de francs;
- e. ⅛ % pour la part dépassant 250 millions de francs.

**Art. 123** Placements autorisés  
(art. 110 LPCC)

<sup>1</sup> Les dispositions sur les placements autorisés pour les autres fonds sont applicables par analogie.

<sup>2</sup> La FINMA peut autoriser d'autres placements.

**Art. 124** Organes de publication  
(art. 112 LPCC)

L'art. 39 est applicable par analogie.

**Art. 125** Rachat forcé  
(art. 113, al. 3, LPCC)

L'art. 111 est applicable par analogie.

**Art. 126** Modifications des statuts et du règlement de placement  
(art. 115, al. 3, LPCC)

La SICAF publie les modifications principales des statuts et du règlement de placement arrêtées par l'assemblée générale et approuvées par la FINMA dans les organes de publication, en indiquant les adresses auprès desquelles la teneur des modifications peut être obtenue gratuitement.

## **Titre 4 Placements collectifs étrangers**

### **Chapitre 1 Approbation**

**Art. 127** Dénomination du placement collectif étranger  
(art. 120, al. 2, let. c et 122 LPCC)<sup>156</sup>

Si la dénomination du placement collectif étranger est susceptible de prêter à confusion ou d'induire en erreur, la FINMA peut imposer l'ajout d'une mention distinctive.

<sup>156</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2008 (RO 2008 571).

**Art. 128**<sup>157</sup> Contrat de représentation et de service de paiement  
(art. 120, al. 2, let. d, LPCC)

<sup>1</sup> La direction d'un placement collectif étranger ou la société de fonds étrangère autorisée à la distribution en Suisse doit apporter la preuve qu'elle a conclu un contrat de représentation écrit.

<sup>2</sup> La direction d'un placement collectif étranger ou la société de fonds étrangère autorisée à la distribution en Suisse ainsi que la banque dépositaire doivent apporter la preuve qu'elles ont conclu un contrat écrit de service de paiement.

<sup>3</sup> Concernant la distribution de placements collectifs étrangers en Suisse, le contrat de représentation définit notamment:

- a. les droits et obligations du placement collectif étranger et du représentant au sens de l'art. 124, al. 2, de la loi, en particulier ses obligations d'annoncer, de publier et d'informer, ainsi que les règles de conduite;
- b. le type de distribution du placement collectif en Suisse; et
- c. l'obligation du placement collectif étranger de rendre compte au représentant, en particulier en cas de modification du prospectus et de l'organisation du placement collectif étranger.

<sup>4</sup> La FINMA publie une liste des pays avec lesquels elle a conclu une convention de coopération et d'échange de renseignements en vertu de l'art. 120, al. 2, let. e, de la loi.

**Art. 128a**<sup>158</sup> Obligations du représentant  
(art. 124, al. 2, LPCC)

Le représentant d'un placement collectif étranger dispose d'une organisation appropriée pour remplir ses obligations selon l'art. 124 de la loi.

**Art. 129**<sup>159</sup> Procédure simplifiée et accélérée  
(art. 120, al. 3, LPCC)

La FINMA peut prévoir, dans certains cas, une procédure d'approbation simplifiée et accélérée pour les placements collectifs étrangers, pour autant qu'ils aient été approuvés par une autorité de surveillance étrangère et que la réciprocité soit garantie.

<sup>157</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>158</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>159</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 6 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5363).

**Art. 130**      Caducité de l'approbation  
(art. 15 et 120, LPCC)

L'approbation accordée à un placement collectif étranger en vertu des art. 15 et 120 de la loi devient caduque lorsque l'autorité de surveillance du pays d'origine retire sa propre approbation au placement collectif.

## **Chapitre 2 Représentant de placements collectifs étrangers**

**Art. 131**      Capital minimal et garantie  
(art. 14, al. 1, let. d, LPCC)

<sup>1</sup> Le représentant de placements collectifs étrangers doit disposer d'un capital minimal libéré en espèces d'au moins 100 000 francs.<sup>160</sup>

<sup>2</sup> Au surplus, les art. 19 et 20 sont applicables par analogie.

**Art. 131a**<sup>161</sup>      Obligations du représentant lors de la distribution  
à des investisseurs qualifiés  
(art. 120, al. 4, LPCC)

<sup>1</sup> Le représentant d'un placement collectif étranger dont la distribution en Suisse n'est autorisée qu'à des investisseurs qualifiés doit conclure un contrat de distribution écrit selon l'art. 30a avec l'intermédiaire financier selon l'art. 19, al. 1<sup>bis</sup>, de la loi.

<sup>2</sup> Il s'assure que les investisseurs peuvent obtenir auprès de lui les documents afférents du placement collectif étranger.

**Art. 132**      Assurance responsabilité professionnelle  
(art. 14, al. 1, let. d, LPCC)

Le représentant conclut une assurance responsabilité professionnelle adaptée à ses activités d'un montant d'au moins un million de francs, sous déduction du capital minimal ou de la garantie effective prévus à l'art. 131.

**Art. 133**      Prescriptions de publication et d'annonce  
(art. 75 à 77, 83, al. 4, et 124, al. 2, LPCC)<sup>162</sup>

<sup>1</sup> Le représentant d'un placement collectif étranger publie les documents selon les art. 13a et 15, al. 3, ainsi que les rapports annuel et semestriel dans une langue

<sup>160</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2008 (RO 2008 571).

<sup>161</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>162</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

officielle. La FINMA peut autoriser leur publication dans une autre langue, si elle n'est destinée qu'à un cercle particulier d'investisseurs.<sup>163</sup>

<sup>2</sup> Les publications et la publicité doivent contenir des indications sur:

- a. le pays d'origine du placement collectif;
  - b. le représentant;
  - c. le service de paiement;
- d.<sup>164</sup> le lieu où les documents selon les art. 13a et 15, al. 3, ainsi que les rapports annuel et semestriel peuvent être obtenus gratuitement.

<sup>3</sup> Le représentant d'un placement collectif étranger remet immédiatement les rapports annuel et semestriel à la FINMA, lui communique immédiatement les modifications des documents selon l'art. 13a et publie ces dernières dans les organes de publication. Les art. 39, al. 1, et 41, al. 1, 2<sup>e</sup> phrase, sont applicables par analogie.<sup>165</sup>

<sup>4</sup> Il publie la valeur nette d'inventaire des parts à intervalles réguliers.

<sup>5</sup> Les prescriptions de publication et d'annonce ne s'appliquent pas aux placements collectifs étrangers distribués exclusivement à des investisseurs qualifiés.<sup>166</sup>

## **Titre 5      Audit et surveillance<sup>167</sup>**

### **Chapitre 1    Audit<sup>168</sup>**

#### **Art. 134<sup>169</sup>    Audit de la banque dépositaire** (art. 126, al. 1 et 6, LPCC)

<sup>1</sup> La société d'audit de la banque dépositaire contrôle si cette dernière respecte le droit de la surveillance et les dispositions contractuelles.

<sup>2</sup> Si la société d'audit de la banque dépositaire constate une infraction au droit de la surveillance ou aux dispositions contractuelles ou d'autres irrégularités, elle en réfère à la FINMA ainsi qu'à la société d'audit de la direction de fonds ou de la société d'investissement à capital variable (SICAV).

<sup>163</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>164</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>165</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>166</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>167</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à l'O du 5 nov. 2014 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2014 4295).

<sup>168</sup> Introduit par le ch. 3 de l'annexe à l'O du 5 nov. 2014 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4295).

<sup>169</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à l'O du 5 nov. 2014 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4295).

**Art. 135<sup>170</sup>** Rapport d'audit  
(art. 126, al. 1 et 6, LPCC)

<sup>1</sup> La société d'audit de la banque dépositaire indique dans un rapport d'audit séparé si cette dernière respecte le droit de la surveillance et les dispositions contractuelles.

<sup>2</sup> Elle est en plus tenue d'inclure ses critiques éventuelles dans le rapport d'audit, au sens de l'art. 27, al. 1, de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers<sup>171</sup>, de la banque dépositaire.

<sup>3</sup> Elle soumet le rapport d'audit établi en vertu de l'al. 1 aux destinataires suivants:

- a. direction de fonds ou SICAV;
- b. FINMA;
- c. société d'audit de la direction de fonds ou de la SICAV.

<sup>4</sup> La société d'audit de la direction de fonds ou de la SICAV tient compte, dans le cadre de ses propres audits, des résultats du rapport sur l'audit de la banque dépositaire.

<sup>5</sup> Elle peut demander à la société d'audit de la banque dépositaire les informations supplémentaires dont elle a besoin pour l'exécution de ses tâches.

**Art. 136<sup>172</sup>** Coopération des sociétés d'audit  
(art. 126, al. 1 et 6, LPCC)

Les sociétés d'audit d'assujettis qui coopèrent au sens de l'art. 31 de la loi sont elles aussi tenues de coopérer étroitement.

**Art. 137<sup>173</sup>** Audit des comptes annuels  
(art. 126, al. 5 et 6, LPCC)

<sup>1</sup> L'audit des comptes annuels de placements collectifs porte sur les informations exigées par les art. 89, al. 1, let. a à h, et 90 de la loi.

<sup>2</sup> S'agissant de l'audit des comptes annuels des personnes, des fonds de placement ainsi que de toute société immobilière appartenant aux fonds immobiliers ou aux sociétés d'investissement immobilier, mentionnés à l'art. 126, al. 1, de la loi, la FINMA peut régler les modalités concernant la forme, le contenu, la périodicité, les délais et les destinataires du rapport ainsi que l'exécution de l'audit.

<sup>170</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à l'O du 5 nov. 2014 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4295).

<sup>171</sup> RS 956.1

<sup>172</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à l'O du 5 nov. 2014 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4295).

<sup>173</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à l'O du 5 nov. 2014 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4295).

**Art. 138 à 140**<sup>174</sup>

## **Chapitre 2 Surveillance**<sup>175</sup>

**Art. 141**      Maintien du placement collectif  
(art. 96 LPCC)

<sup>1</sup> Si le maintien du fonds de placement est dans l'intérêt des investisseurs et que l'on trouve une nouvelle direction ou banque dépositaire, la FINMA peut décider du transfert à cette dernière du contrat de fonds de placement, avec tous les droits et obligations qui en découlent.

<sup>2</sup> En reprenant le contrat de fonds de placement, la nouvelle direction acquiert, de par la loi, les créances et la propriété sur les avoirs et les droits faisant partie du fonds de placement.

<sup>3</sup> Si le maintien de la SICAV est dans l'intérêt des investisseurs et que l'on trouve une nouvelle SICAV, la FINMA peut décider du transfert du patrimoine à cette dernière.

**Art. 142**      Forme des documents à remettre  
(art. 1 et 144, LPCC)

<sup>1</sup> La FINMA peut, notamment pour les documents suivants, déterminer la forme requise pour la remise:

- a. des prospectus et des prospectus simplifiés;
- b. des documents au sens de l'art. 15, al. 1, let. a à e de la loi;
- c. des rapports annuels et semestriels.

<sup>2</sup> Elle peut désigner un tiers comme destinataire.

## **Titre 6 Dispositions finales et transitoires**

**Art. 143**<sup>176</sup>

**Art. 144**      Dispositions transitoires

<sup>1</sup> La présente ordonnance, exception faite des dispositions ci-après, s'applique dès son entrée en vigueur:

- a. aux nouveaux placements collectifs et aux fonds de placement existants;

<sup>174</sup> Abrogés par le ch. 6 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5363).

<sup>175</sup> Introduit par le ch. 3 de l'annexe à l'O du 5 nov. 2014 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 4295).

<sup>176</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 29 juin 2011, avec effet au 15 juil. 2011 (RO **2011** 3177).



- b. à toutes les personnes soumises à l'obligation d'obtenir une autorisation prévue à l'art. 13 de la loi;
- c. aux organes de révision au sens de l'art. 126 ss de la loi.

<sup>2</sup> Les clubs d'investissement doivent être conformes aux dispositions de l'art. 1 dans le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

<sup>3</sup> Dans les six mois suivants l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, les intermédiaires financiers soumis à surveillance selon l'art. 5, al. 1, let. a de la loi doivent établir des prospectus simplifiés qui remplissent les exigences de l'art. 4, al. 3.

<sup>4</sup> Les fonds de placement et les compartiments de fonds ombrelle existants doivent être conformes aux dispositions régissant la fortune minimale (art. 35, al. 2) dans le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

<sup>5</sup> Une année après l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, les cautionnements solidaires visés à l'art. 15, al. 1, let. e, de l'ordonnance du 19 octobre 1994 sur les fonds de placement<sup>177</sup> ne seront plus reconnus comme fonds propres.

<sup>6</sup> Les représentants de placements collectifs étrangers existants doivent être conformes aux dispositions régissant le capital minimal (art. 131) et l'assurance responsabilité professionnelle (art. 132) dans le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

<sup>7</sup> Les dérogations que la FINMA a accordées dans des cas particuliers aux directions de fonds de placement d'investisseurs institutionnels dont la trésorerie est gérée à titre professionnel, en vertu de l'art. 2, al. 2, de l'ordonnance sur les fonds de placement (art. 10, al. 5, LPCC), restent en vigueur.

<sup>8</sup> Les organes de révision des gestionnaires ainsi que des représentants de placements collectifs étrangers doivent remplir au moins les conditions de la reconnaissance prévues à l'art. 136 dans le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

<sup>9</sup> Dans certains cas, la FINMA peut prolonger les délais mentionnés dans cet article.

**Art. 144a**<sup>178</sup> Dispositions transitoires de la modification du 29 juin 2011 concernant les placements collectifs suisses

<sup>1</sup> Pour les fonds en valeurs mobilières et les autres fonds en placements traditionnels existants, la direction de fonds et la SICAV doivent publier des prospectus simplifiés conformément à l'annexe 3 et les remettre à la FINMA dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la modification du 29 juin 2011.

<sup>2</sup> Pour les fonds en valeurs mobilières et les autres fonds en placements traditionnels qui sont approuvés dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la modification, la direction de fonds et la SICAV peuvent publier des prospectus simplifiés conformément à l'annexe 2. L'al. 1 est applicable.

<sup>177</sup> [RO 1994 2547, 1997 85 art. 57 ch. 2 2779 ch. II 64, 2000 2713, 2004 2073 3535]

<sup>178</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 29 juin 2011, en vigueur depuis le 15 juil. 2011 (RO 2011 3177).

**Art. 144b**<sup>179</sup> Dispositions transitoires de la modification du 29 juin 2011  
concernant les placements collectifs étrangers

<sup>1</sup> Pour les placements collectifs étrangers représentés en Suisse qui sont comparables à des fonds suisses en valeurs mobilières ou à des autres fonds en placements traditionnels, les représentants doivent publier des prospectus simplifiés conformément à l'annexe 3 et les remettre à la FINMA dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la modification du 29 juin 2011.

<sup>2</sup> Pour les placements collectifs étrangers qui sont comparables à des fonds suisses en valeurs mobilières ou à des autres fonds en placements traditionnels et qui sont approuvés à la distribution au public en Suisse ou à partir de la Suisse dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la modification, les représentants peuvent publier des prospectus simplifiés conformément à l'annexe 2. L'al. 1 est applicable.

**Art. 144c**<sup>180</sup> Dispositions transitoires de la modification du 13 février 2013

<sup>1</sup> Les banques, les négociants en valeurs mobilières, les entreprises d'assurance et les gestionnaires de placements collectifs qui opèrent en qualité de représentants de placements collectifs étrangers au moment de l'entrée en vigueur de la modification du 13 février 2013 doivent satisfaire aux exigences légales et présenter une demande d'autorisation de représentant de placements collectifs étrangers dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la modification. Ils peuvent poursuivre leur activité jusqu'à ce que leur demande fasse l'objet d'une décision.

<sup>2</sup> Les gestionnaires de placements collectifs étrangers qui sont organisés selon le droit suisse, les directions et les SICAF existantes doivent satisfaire aux exigences en matière de capital selon les art. 19 à 22, 48 et 122b dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente modification.

<sup>3</sup> Les titulaires d'une autorisation selon l'art. 13, al. 2, let. a à d et f à h de la loi doivent satisfaire aux exigences en matière d'organisation selon l'art. 12 ainsi que de gestion des risques, de système de contrôle interne et de mise en conformité selon l'art. 12a dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente modification.

<sup>4</sup> Les banques dépositaires doivent satisfaire aux exigences en matière d'organisation selon les art. 12a et 102a dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente modification.

<sup>5</sup> Les intermédiaires financiers qui distribuent des placements collectifs étrangers à des investisseurs qualifiés doivent respecter les conditions de l'art. 30a dans les deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente modification.

<sup>6</sup> Les charges existantes au sens de l'art. 96, al. 1, qui dépassent la valeur limite doivent être adaptées dans un délai de 5 ans.

<sup>179</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 29 juin 2011, en vigueur depuis le 15 juil. 2011 (RO 2011 3177).

<sup>180</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

<sup>7</sup> Les certificats créés comme des papiers-valeurs selon l'art. 108, al. 2, et libellés au nom du détenteur doivent être convertis en papiers-valeurs libellés au nom d'une personne déterminée d'ici au 31 décembre 2016.

<sup>8</sup> Les sociétés en commandite de placements collectifs qui acceptent des particuliers fortunés au sens de l'art. 119, al. 3<sup>bis</sup> en tant que commanditaires doivent adapter leur contrat de société dans un délai de deux ans. A compter de l'entrée en vigueur de la présente modification, les investisseurs qualifiés au sens de l'art. 10, al. 3<sup>ter</sup>, de la loi, ne pourront plus acquérir de participations en tant que commanditaires.

**Art. 145**      Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

*Annexe I*<sup>181</sup>  
(art. 106)

## Contenu minimal du prospectus

Outre les indications prescrites par la loi et par l'ordonnance, le prospectus contient les informations suivantes:

### **1 Informations sur le placement collectif**

- 1.1 Date de constitution et indication du pays dans lequel le placement collectif a été constitué;
- 1.2 Durée du placement collectif, s'il est de durée déterminée (art. 43 LPCC);
- 1.3 Indications générales sur le régime fiscal applicable au placement collectif (y compris les déductions opérées au titre de l'impôt anticipé);
- 1.4 Exercice annuel;
- 1.5 Nom de la société d'audit;
- 1.6 Informations sur les parts (p. ex. nature du droit lié aux parts et, le cas échéant, description du droit de vote des investisseurs; titres ou certificats existants; qualification et fractionnement des titres éventuels; conditions et conséquences de la dissolution du placement collectif);
- 1.7 Le cas échéant, informations sur les bourses et sur les marchés où les parts sont cotées ou négociées;
- 1.8 Modalités et conditions liées à la souscription, à la conversion et au remboursement des parts, y compris la possibilité pour les investisseurs de procéder à une souscription ou un remboursement en nature (p. ex. méthode, fréquence du calcul et de la publication du prix, avec indication du support de publication; informations sur les coûts liés à la vente, à l'émission, au rachat et au remboursement des parts) et conditions auxquelles il est possible d'y surseoir;
- 1.9 Informations sur le calcul et l'affectation des résultats et la fréquence des versements en cas de politique de distribution;
- 1.10 Description des objectifs de placement, de la politique de placement, de la liste des placements autorisés, des techniques de placement utilisées, des restrictions d'investissement et autres règles applicables en matière de gestion des risques;
- 1.11 Indications sur les règles applicables au calcul de la valeur nette d'inventaire;

<sup>181</sup> Mise à jour selon le ch. II de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

- 1.12 Indications sur le calcul et le montant des rémunérations à la charge du placement collectif versées à la direction, à la banque dépositaire, au gestionnaire de placements collectifs, aux distributeurs conformément à l'art. 37 de la loi; indications sur les frais accessoires, sur une éventuelle commission de performance, sur le coefficient de la totalité des coûts grevant régulièrement la fortune du fonds (*total expense ratio*, TER); enfin, le cas échéant, indications sur les rétrocessions et autres avantages patrimoniaux; indications sur le calcul et le montant des rémunérations à la charge des investisseurs conformément à l'art. 38 de la loi;
- 1.13 Indication du lieu où le contrat de fonds, lorsqu'il n'est pas annexé au prospectus, et les rapports annuel et semestriel peuvent être obtenus;
- 1.14 Indications sur la forme juridique (fonds de placement contractuel ou SICAV) et sur le type (fonds en valeurs mobilières, fonds immobilier, autre fonds en placements traditionnels ou alternatifs) du placement collectif;
- 1.15 Le cas échéant, remarques sur les risques particuliers ou la volatilité accrue;
- 1.16 Pour les fonds en placements alternatifs, un glossaire définissant les principaux termes spécialisés.

## **2 Informations sur le titulaire (direction, SICAV)**

- 2.1 Date de constitution, forme juridique, siège et administration principale;
- 2.2 Informations sur les autres placements collectifs gérés par la direction et, le cas échéant, sur la fourniture d'autres prestations;
- 2.3 Nom et fonction des membres du conseil d'administration et de l'organe de gestion et mention de leurs activités en dehors du titulaire (direction, SICAV);
- 2.4 Montant du capital souscrit et du capital libéré;
- 2.5 Noms des personnes auxquelles les décisions en matière d'investissement ainsi que d'autres tâches sont déléguées;
- 2.6 Informations sur l'exercice des droits attachés à la qualité de sociétaire ou de créancier.

## **3 Informations sur la banque dépositaire**

- 3.1 Forme juridique, siège et administration principale;
- 3.2 Activité principale.

## **4 Informations sur les tiers dont la rémunération est imputée au placement collectif**

- 4.1 Nom/raison de commerce;

- 4.2 Clauses contractuelles présentant un intérêt majeur pour les investisseurs, conclues entre le titulaire (direction, SICAV) et des tiers, à l'exclusion de celles réglant les rémunérations;
- 4.3 Autres activités importantes des tiers;
- 4.4 Connaissances techniques des tiers chargés de tâches administratives et décisionnelles.

## **5 Autres informations**

Informations sur les paiements aux investisseurs et sur le rachat de parts, ainsi qu'informations et publications sur le placement collectif en relation aussi bien avec l'Etat où il a son siège qu'avec les éventuels autres Etats où les parts sont distribuées.

## **6 Autres informations sur les placements**

- 6.1 Le cas échéant, résultats passés du placement collectif; ces informations peuvent soit faire partie intégrante du prospectus, soit être annexées;
- 6.2 Profil de l'investisseur type pour lequel le placement collectif est conçu.

## **7 Informations économiques**

Coûts ou émoluments éventuels, à l'exception de ceux mentionnés au ch. 1.8 et 1.12, répartis en deux catégories, selon qu'ils sont à la charge de l'investisseur ou de la fortune du placement collectif.

*Annexe 2*<sup>182</sup>  
(art. 107a)

## **Prospectus simplifié pour fonds immobiliers**

Le prospectus simplifié pour fonds immobiliers contient les informations suivantes:

### **1 Présentation sommaire du placement collectif**

- 1.1 Date de constitution du placement collectif et indication de l'Etat dans lequel il a été constitué;
- 1.2 Le cas échéant, indication sur les divers compartiments;
- 1.3 Le cas échéant, nom de la direction;
- 1.4 Durée du placement collectif, s'il est de durée déterminée;
- 1.5 Nom de la banque dépositaire;
- 1.6 Nom de la société d'audit;
- 1.7 Noms des personnes auxquelles les décisions en matière d'investissement ainsi que d'autres tâches sont déléguées;
- 1.8 Nom du groupe financier qui propose le placement collectif (p. ex. une banque).

### **2 Informations sur les placements**

- 2.1 Présentation sommaire du but des placements;
- 2.2 Stratégie de placement et appréciation sommaire du profil de risque du placement collectif (le cas échéant, y compris les informations au sens des art. 53 ss, 58 ss et 68 ss, LPCC);
- 2.3 Le cas échéant, évolution de la valeur du placement collectif, accompagnée d'une mise en garde selon laquelle l'évolution passée n'a pas valeur d'indication quant à l'évolution future;
- 2.4 Profil de l'investisseur type pour lequel le placement collectif est conçu.

### **3 Informations économiques**

- 3.1 Indications générales sur le régime fiscal applicable au placement collectif (y compris les déductions opérées au titre de l'impôt anticipé);
- 3.2 Informations sur les commissions d'émission et de rachat de parts;

<sup>182</sup> Mise à jour par le ch. II al. 1 de l'O du 29 juin 2011 (RO 2011 3177) et le ch. II de l'O du 13 fév. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO 2013 607).

- 3.3 Indications sur les commissions et sur les coûts à la charge des investisseurs ou de la fortune du fonds; indications sur l'utilisation escomptée de la commission de gestion, sur une éventuelle commission de performance (*performance fee*), sur le coefficient de la totalité des coûts grevant régulièrement la fortune du fonds (*total expense ratio, TER*) et sur le taux de rotation du portefeuille (*portfolio turnover rate, PTR*).

#### **4 Informations sur le négoce**

- 4.1 Modalités d'acquisition de parts;
- 4.2 Modalités de vente de parts;
- 4.3 Pour les placements collectifs à compartiments, le cas échéant, informations sur les modalités de passage d'un compartiment à un autre, avec mention des coûts qui en résultent;
- 4.4 Le cas échéant, date et modalités de la distribution des revenus;
- 4.5 Informations sur la fréquence, sur le lieu et sur les modalités de la publication ou de la mise à disposition des valeurs d'inventaire.

#### **5 Autres informations**

- 5.1 Indications sur les adresses où le prospectus ainsi que les rapports annuel et semestriel peuvent être obtenus gratuitement, sur demande;
- 5.2 Autorité de surveillance compétente;
- 5.3 Indication d'un service de contact où il est possible, le cas échéant, d'obtenir des informations supplémentaires;
- 5.4 Date de publication du prospectus simplifié.



Annexe 3<sup>183</sup>  
(art. 143)

## **Prospectus simplifié pour fonds en valeurs mobilières et autres fonds en placements traditionnels (ci-après «Informations clés pour l'investisseur»)**

Les informations clés pour l'investisseur contiennent les informations correctes, claires et non trompeuses suivantes:

### **1 Titre et contenu du document**

- 1.1 Le titre «Informations clés pour l'investisseur» apparaît bien en évidence en haut de la première page.
- 1.2 La déclaration explicative suivante apparaît directement sous le titre:  
*«Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce placement collectif. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce placement collectif et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non».*
- 1.3 Nom du placement collectif/du compartiment, si applicable/de la classe de parts, si applicable  
Dans le cas d'un compartiment ou d'une classe de parts, le nom du placement collectif doit suivre le nom du compartiment ou de la classe de parts.
- 1.4 Si applicable, nom de la direction de fonds,
- 1.5 lorsque la direction de fonds fait partie d'un groupe de sociétés à des fins juridiques, administratives ou commerciales, le nom du groupe peut être indiqué. Une marque d'entreprise peut être incluse, sous réserve qu'elle n'empêche pas l'investisseur de comprendre les éléments clés de son investissement ou ne diminue pas sa capacité de comparer les produits d'investissement.
- 1.6 Le document doit contenir la déclaration suivante:  
*«Ce placement collectif est approuvé et surveillé par [autorité de surveillance compétente]».*
- 1.7 Les informations relatives à la date de publication sont notifiées par la déclaration suivante:  
*«Les informations clés pour l'investisseur ici fournies sont exactes et à jour au [date de publication]».*

<sup>183</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II al. 2 de l'O du 29 juin 2011, en vigueur depuis le 15 juil. 2011 (RO 2011 3177).

## **2 Objectifs et politique de placement**

- 2.1 Description des objectifs et de la politique de placement
- 2.2 Principales catégories d'instruments financiers dans lesquelles le placement collectif peut investir
- 2.3 Le droit pour l'investisseur de demander le remboursement de ses parts, avec une indication sur la fréquence de rachat des parts
- 2.4 Si le placement collectif poursuit un objectif particulier par rapport à un secteur industriel ou géographique ou un autre secteur du marché ou par rapport à certaines catégories d'actifs
- 2.5 Si le placement collectif permet des choix discrétionnaires quant aux investissements à réaliser et si une valeur de référence est utilisée (benchmark) et dans l'affirmative laquelle; lorsqu'il est fait référence à une valeur de référence, la marge de manœuvre existant par rapport à cette valeur de référence est indiquée et lorsque le placement collectif a un objectif indiciel, celui-ci est également indiqué.
- 2.6 Si le placement collectif est à distribution ou à thésaurisation
- 2.7 Lorsque des techniques de placement spécifiques sont utilisées, telles que des techniques de couverture, d'arbitrage ou de levier, une explication en termes simples des facteurs dont il est prévu qu'ils détermineront les performances du placement collectif
- 2.8 Lorsque le placement collectif investit dans des titres de créance, une déclaration indiquant s'ils sont émis par une société, un Etat ou une autre entité et, le cas échéant, les exigences de notation minimales applicables
- 2.9 Lorsque le choix des actifs est guidé par des critères spécifiques (par ex. valeurs, croissance, dividendes élevés), une explication de ces critères
- 2.10 Lorsque le placement collectif fournit aux investisseurs, à certaines dates prédéterminées, des rémunérations dont le calcul est fondé sur un algorithme et qui sont liées à la performance ou à l'évolution du prix d'actifs financiers, d'indices ou de portefeuilles de référence ou à la réalisation d'autres conditions concernant ces actifs financiers, indices ou portefeuille de référence, ou des placements collectifs ayant des caractéristiques similaires (ci-après; placements collectifs structurés), une explication en termes simples de tous les éléments nécessaires à une bonne compréhension de la rémunération (pay-off) et des facteurs dont il est prévu qu'ils détermineront les performances, y compris, si nécessaire, des renvois aux informations détaillées figurant dans le règlement et le prospectus relatifs au placement collectif. Les informations contiennent une explication de la formule ou du mode de calcul de la rémunération du placement collectif.

L'explication ci-dessus concernant la formule et le mode de calcul de la rémunération est assortie d'une illustration montrant au moins trois scénarios de performance possibles pour le placement collectif structuré. Les scénarios sont choisis de façon à montrer dans quelles circonstances la formule peut

donner un rendement élevé, moyen ou faible et, lorsque cela est pertinent, négatif, pour l'investisseur.

Ces scénarios sont fondés sur des hypothèses raisonnables et prudentes en ce qui concerne l'évolution future des prix et des conditions du marché et ne majorent pas artificiellement l'importance de la performance finale du placement collectif. Toutefois, lorsque la formule expose les investisseurs au risque de pertes importantes, par exemple avec une garantie du capital ne fonctionnant que dans certaines circonstances, ces pertes sont illustrées de manière adéquate, même si la probabilité de conditions du marché entraînant leur survenance est faible.

Les scénarios ci-dessus sont accompagnés d'une déclaration indiquant qu'il s'agit d'exemples présentés pour illustrer la formule, mais qu'ils ne représentent pas une prévision de ce qui pourrait arriver. Il est clairement stipulé que ces différents scénarios ne sont pas nécessairement aussi probables les uns que les autres.

- 2.11 Lorsque l'impact du coût des opérations de portefeuille sur les rendements est susceptible d'être important en raison de la stratégie adoptée, une déclaration l'indiquant et signalant aussi clairement que ces frais sont financés sur la fortune du placement collectif, en sus des frais visés sous ch. 4
- 2.12 Lorsqu'une période minimale recommandée pour la détention de parts est indiquée dans le prospectus ou un autre document du placement collectif, ou lorsqu'il est indiqué qu'une période de détention minimale est un élément essentiel de la stratégie d'investissement, le document doit contenir le libellé suivant:  
*«Recommandation: ce placement collectif pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport dans [indiquer la période]».*
- 2.13 Les informations fournies sous la section «Objectifs et politique de placement» établissent une distinction entre, d'une part, les catégories d'investissement visées sous ch. 2.2, 2.4 et 2.8 et, d'autre part, l'approche en la matière qu'adoptera une direction de fonds ou une SICAV telle que visée sous ch. 2.5, 2.7, 2.9 et 2.10.
- 2.14 Lorsque le placement collectif investit une part importante de sa fortune dans d'autres placements collectifs, la description des objectifs et de la politique de placement contient une brève explication de la façon dont ces autres placements collectifs seront sélectionnés dans la gestion courante.
- 2.15 La présente section peut contenir d'autres éléments que ceux énumérés sous ch. 2.7 à 2.12, y compris une description de la stratégie d'investissement du placement collectif, lorsque ces éléments sont nécessaires pour décrire adéquatement les objectifs et la politique de placement du placement collectif.

### 3 Profil de risque et de rendement

3.1 La section «Profil de risque et rendement» contient un indicateur synthétique complété par:

- a. une explication textuelle de cet indicateur synthétique et de ses principales limites contenant les informations suivantes:
  - une déclaration indiquant que les données historiques, telles que celles utilisées pour calculer l'indicateur synthétique, pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur du placement collectif,
  - une déclaration précisant qu'il n'est pas certain que la catégorie de risque et de rendement affichée demeure inchangée et que le classement du placement collectif est susceptible d'évoluer dans le temps,
  - une déclaration précisant que la catégorie la plus basse n'est pas synonyme d'investissement sans risque,
  - une brève explication de la raison pour laquelle le placement collectif est classé dans telle ou telle catégorie,
  - des informations détaillées sur la nature, la durée et la portée de toute garantie ou protection du capital offerte par le placement collectif, y compris les conséquences potentielles d'une vente des parts effectuée en dehors de la période de garantie ou de protection;
- b. une explication textuelle des risques importants mais qui ne sont pas pris en considération de manière adéquate par l'indicateur synthétique. Cette explication textuelle couvre les catégories de risque suivantes, lorsque celles-ci sont importantes:
  - le risque de crédit, lorsqu'une part significative des investissements est réalisée dans des titres de créance,
  - le risque de liquidité, lorsqu'une part significative des investissements est réalisée dans des instruments financiers par nature suffisamment liquides, mais néanmoins susceptibles, dans certaines circonstances, d'avoir un niveau de liquidité relativement faible, au point d'avoir un impact sur le risque de liquidité du placement collectif dans son ensemble,
  - le risque de contrepartie, lorsque le placement collectif est adossé à une garantie d'un tiers, ou lorsque l'exposition de ses investissements résulte, dans une large mesure, de contrats avec des contreparties,
  - les risques opérationnels et les risques liés à la garde des actifs,
  - l'impact des instruments financiers dérivés sur le profil de risque du placement collectif, lorsque ces techniques sont utilisées pour obtenir, augmenter ou réduire une exposition à des actifs sous-jacents;

3.2 Lorsque le placement collectif investit une part importante de sa fortune dans d'autres placements collectifs, l'explication textuelle visée au ch. 3.1 let. b tient compte des risques inhérents à chaque placement collectif cible,

dans la mesure où ces facteurs de risque sont susceptibles d'être importants pour le placement collectif dans son ensemble.

- 3.3 L'indicateur synthétique classe le placement collectif sur une échelle allant de 1 à 7, sur la base de ses résultats passés en matière de volatilité. Cette échelle se présente comme une série de catégories identifiées par des nombres entiers allant de 1 à 7, classées par ordre croissant de gauche à droite et représentant les niveaux de risque et de rendement, du plus faible au plus élevé. L'échelle indique clairement qu'à risque plus faible, rendement potentiellement plus faible et inversement.

La catégorie dans laquelle le placement collectif est placé doit apparaître très clairement.

Aucune couleur n'est utilisée pour distinguer entre eux les éléments placés sur l'échelle.

- 3.4 Le calcul de l'indicateur synthétique et chacune de ses révisions ultérieures sont documentés de manière adéquate. La direction de fonds et la SICAV conservent une trace de ces calculs pour une période qui ne peut pas être inférieure à cinq ans. Dans le cas des placements collectifs structurés, cette période est prolongée de cinq ans après l'échéance.
- 3.5 L'identification et l'explication des risques visés sous ch. 3.1 let. b doit être conforme à la procédure interne d'identification, de mesure et de contrôle des risques adoptée par la direction de fonds et la SICAV. Lorsqu'une direction de fonds gère plus d'un placement collectif, les risques sont identifiés et expliqués de façon cohérente.

#### 4 Frais

- 4.1 Les frais doivent être présentés sous la forme d'un tableau présenté comme suit;

<b>Frais à la charge de l'investisseur;</b>	
Commission d'émission	[] %
Commission de rachat	[] %
Le pourcentage indiqué est le maximum pouvant être déduit des capitaux investis par l'investisseur	
<b>Frais à la charge de la fortune du placement collectif sur une année;</b>	
Frais courants	[] %
<b>Frais à la charge de la fortune du placement collectif dans des conditions spécifiques</b>	
Commission de performance	[] %*
* par an de tout rendement réalisé par le placement collectif qui dépasse la valeur de référence définie pour cette commission, à savoir [nom de la valeur de référence]	

Un pourcentage est indiqué pour chacun des frais listés ci-dessus.

En cas de commission de performance, le montant facturé au titre du dernier exercice du placement collectif est inclus, également sous la forme d'un pourcentage.

- 4.2 Le tableau sous ch. 4.1 est complété conformément aux exigences suivantes:
  - a. les commissions d'émission et de rachat correspondent chacune au pourcentage maximal pouvant être déduit des capitaux investis par l'investisseur dans le placement collectif;
  - b. les frais courants représentent tous les frais annuels et autres paiements prélevés sur la fortune du placement collectif au cours de la période définie et sont un chiffre unique, fondé sur les chiffres de l'exercice précédent, qui indique les frais prélevés sur la fortune du placement collectif au cours d'un exercice.;
  - c. le tableau dresse la liste et fournit une explication de tous les frais prélevés sur la fortune du placement collectif dans certaines conditions spécifiques et il indique la base sur laquelle ces frais sont calculés et le moment où ils s'appliquent.
- 4.3 La section «Frais» contient une explication textuelle de chacun des frais listés dans le tableau, avec les informations suivantes:
  - a. en ce qui concerne les commissions d'émission et de rachat;
    - une indication claire que les chiffres communiqués sont toujours des maximums et que, dans certains cas, l'investisseur paie moins,
    - une déclaration précisant que l'investisseur pourra obtenir de son conseiller ou de son distributeur financier la communication du montant effectif des commissions d'émission et de rachat;
  - b. en ce qui concerne les frais courants, une déclaration précisant que le chiffre communiqué se fonde sur les frais de l'exercice précédent, clos en [indiquer le mois et l'année], et que ce chiffre peut varier d'un exercice à l'autre.
- 4.4 La section «Frais» contient une déclaration sur l'importance des frais, qui indique clairement que les frais acquittés par les investisseurs servent à couvrir les coûts d'exploitation du placement collectif, y compris les coûts de commercialisation et de distribution de ses parts, et que ces frais réduisent la croissance potentielle des investissements.
- 4.5 Lorsqu'un nouveau placement collectif ne peut satisfaire aux exigences du ch. 4.2 let. b et du ch. 4.3 let. b, les frais courants font l'objet d'une estimation fondée sur le montant total attendu des frais.
- 4.6 Le ch. 4.5 ne s'applique pas dans le cas suivant:
  - a. placements collectifs qui facturent une commission All-in-fee, auquel cas c'est ce chiffre qui est communiqué.
- 4.7 Lorsque le placement collectif investit une part importante de sa fortune dans d'autres placements collectifs, la description des frais tient compte de tout frais supporté par le placement collectif lui-même en tant qu'investis-

seur dans les placements collectifs cibles. En particulier, le placement collectif tient compte des commissions d'émission et de rachat et des frais courants prélevés par les placements collectifs cibles dans le calcul de ses propres frais.

- 4.8 La section «Frais» contient, le cas échéant, un renvoi aux parties du règlement où des informations plus détaillées sur les frais peuvent être trouvées, y compris des informations sur les commissions de performance et leur mode de calcul.

## **5 Performances passées**

- 5.1 Les informations relatives aux performances passées du placement collectif sont présentées sous la forme d'un diagramme en bâtons, qui couvre les performances sur les dix dernières années et sur les cinq dernières années uniquement, si le placement collectif a moins de cinq années civiles complètes d'existence.
- 5.2. Le diagramme en bâtons visé au ch. 5.1 est d'une taille suffisante pour être lisible, mais n'occupe en aucun cas plus d'une demi-page dans le document d'informations clés pour l'investisseur.
- 5.3 Le calcul des performances passées est fondé sur la valeur d'inventaire nette du placement collectif et sur le principe selon lequel tout revenu distribuable du placement collectif a été réinvesti.
- 5.4 Pour toute année pour laquelle aucune donnée n'est disponible, le diagramme est vide et ne comprend aucune autre indication que la date.
- 5.5 Une simulation des performances pour la période durant laquelle des données ne sont pas encore disponibles n'est autorisée que pour une nouvelle classe de parts d'un placement collectif existant ou d'un compartiment existant, par analogie aux performances d'une autre classe de parts pour autant que les deux classes ne diffèrent pas substantiellement quant à leur participation à la fortune du placement collectif. La simulation doit être correcte, claire et non trompeuse. Dans un tel cas, le fait qu'il s'agit d'une simulation doit être clairement indiqué dans le diagramme en bâtons.
- 5.6. Dans le cas d'un placement collectif ne disposant pas encore de données relatives à ses performances passées pour une année civile complète, une déclaration est insérée, qui indique qu'il existe trop peu de données pour fournir aux investisseurs des indications utiles sur les performances passées.
- 5.7 Lorsque la section «Objectifs et politique d'investissement» se réfère à une valeur de référence, un bâton montrant la performance de cette valeur de référence est inclus dans le diagramme à côté de chaque bâton montrant la performance passée du placement collectif.
- 5.8 Dans le cas d'un placement collectif ne disposant pas de données relatives à ses performances passées sur la période requise de cinq ou dix ans, la valeur de référence visée sous ch. 5.7 n'est pas affichée pour les années durant lesquelles le placement collectif n'existait pas encore.

- 5.9 Dans le cas d'un placement collectif structuré, les informations clés pour l'investisseur ne contiennent pas de section «Performances passées».
- 5.10 Le diagramme en bâtons est complété par des déclarations, placées bien en évidence, qui;
- précisent qu'il ne constitue pas une indication fiable des performances futures;
  - indiquent brièvement quels frais et commissions ont été inclus ou, au contraire, exclus du calcul des performances passées. Cette déclaration n'est pas exigée pour le placement collectif qui ne facture pas de commission d'émission ou de rachat;
  - mentionnent l'année de création du placement collectif;
  - indiquent la monnaie dans laquelle les performances passées ont été calculées.
- 5.11 Le diagramme en bâtons présentant les performances passées satisfait aux critères suivants:
- l'échelle de l'axe des Y du diagramme est linéaire, et non logarithmique;
  - l'échelle est adaptée à la taille des bâtons et ne comprime pas ceux-ci au point de rendre les fluctuations des rendements difficiles à discerner;
  - l'axe des X se situe au niveau de performance de 0 %;
  - une légende est insérée pour chaque bâton, qui indique le rendement réalisé en pourcentage;
  - les performances passées sont arrondies à la première décimale.
- 5.12 Les informations clés pour l'investisseur ne contiennent aucune information sur les performances passées pour l'année civile en cours.
- 5.13 Lorsqu'un changement important survient dans les objectifs et la politique de placement du placement collectif durant la période couverte par le diagramme en bâtons, les performances passées enregistrées avant ce changement continuent à figurer dans le diagramme.
- 5.14 La période antérieure au changement important visé au ch. 5.13 est signalée dans le diagramme en bâtons et fait l'objet d'un avertissement clair selon lequel les performances affichées ont été réalisées dans des circonstances qui ne sont plus d'actualité.

## **6 Informations pratiques**

- 6.1 Le nom de la banque dépositaire
- 6.2 Où et comment obtenir de plus amples informations sur le placement collectif et une copie de son règlement, de son prospectus, de son dernier rapport annuel et de tout rapport semestriel ultérieur, avec mention de la ou des langues dans lesquelles ces documents sont disponibles et du fait qu'ils peuvent être obtenus gratuitement



- 6.3 Où et comment obtenir d'autres informations pratiques, et notamment où trouver le tout dernier prix des parts
- 6.4 La déclaration suivante:  
*«La responsabilité de [insérer le nom de la SICAV ou de la direction de fonds] ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou non cohérentes avec les parties correspondantes du règlement et du prospectus du placement collectif».*
- 6.5 Si applicable:
- l'indication que les informations clés pour l'investisseur décrivent un compartiment;
  - que l'actif et le passif des différents compartiments sont ségrégués en vertu des dispositions légales et comment cela affecte la situation de l'investisseur;
  - si l'investisseur a le droit ou non d'échanger les parts qu'il détient dans un compartiment contre des parts d'un autre compartiment et, dans l'affirmative, où obtenir les informations sur les modalités d'exercice de ce droit.
- 6.6 Si applicable, les informations sur les classes de parts disponibles.

## **7 Longueur et forme**

- 7.1 Les informations clés pour l'investisseur ne dépassent pas deux pages de format A-4 lorsqu'elles sont imprimées et ne dépassent pas trois pages de format A-4 dans le cas d'un placement collectif structuré.
- 7.2 Les informations clés pour l'investisseur
- sont présentées et mises en page d'une manière qui en rend la lecture aisée, notamment par l'utilisation de caractère d'une taille suffisante;
  - sont clairement formulées et rédigées dans un langage qui facilite à l'investisseur la compréhension des informations communiquées, notamment;
    - i. en utilisant un langage clair, succinct et compréhensible,
    - ii. en évitant le jargon,
    - iii. en évitant l'emploi de termes techniques, lorsque des mots du langage courant peuvent être utilisés à la place;
  - se concentrent sur les informations clés dont les investisseurs ont besoin.
- 7.3 Lorsque des couleurs sont utilisées, elles ne diminuent pas l'intelligibilité des informations communiquées dans le cas où les informations clés pour l'investisseur sont imprimées ou photocopiées en noir et blanc.
- 7.4 Lorsque le dessin de la marque d'entreprise de la direction de fonds ou du groupe auquel elle appartient est utilisé, il n'est pas de nature à distraire l'investisseur ni à obscurcir le texte.



**951.312**

**Ordonnance  
de l'Autorité fédérale de surveillance  
des marchés financiers  
sur les placements collectifs de capitaux  
(Ordonnance de la FINMA sur les placements collectifs, OPC-FINMA)**

du 27 août 2014 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2015)

---

*L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA),  
vu les art. 55, al. 3, 56, al. 3, 71, al. 2, 91 et 128, al. 2, de la loi du 23 juin 2006  
sur les placements collectifs (LPCC)<sup>1</sup>,*

*arrête:*

**Titre 1 Placements collectifs**  
**Chapitre 1 Fonds en valeurs mobilières**  
**Section 1 Prêt de valeurs mobilières («Securities Lending»)**  
(art. 55, al. 1, let. a, LPCC et 76 OPCC<sup>2</sup>)

**Art. 1 Définition**

On entend par prêt de valeurs mobilières l'acte juridique par lequel une direction de fonds (direction) ou une société d'investissement à capital variable (SICAV) transfère temporairement la propriété de valeurs mobilières à un emprunteur, et par lequel:

- a. l'emprunteur s'engage envers le prêteur à lui rendre à l'échéance autant de valeurs mobilières de même genre et de même qualité et à lui verser les revenus échus pendant la durée de l'opération ainsi qu'une rémunération, et
- b. le prêteur supporte le risque de marché des valeurs mobilières pendant la durée du prêt de valeurs mobilières.

**Art. 2 Principes**

<sup>1</sup> La direction ou la SICAV peut prêter des valeurs mobilières à un emprunteur en son propre nom et pour son propre compte («Principal»).

<sup>2</sup> Elle peut aussi, dans le respect des dispositions de la présente section, donner le mandat à un intermédiaire pour mettre les valeurs mobilières à la disposition d'un emprunteur, soit à titre fiduciaire en tant que représentant indirect («Agent»), soit en tant que représentant direct («Finder»).

RO 2014 4237

<sup>1</sup> RS 951.31

<sup>2</sup> O du 22 nov. 2006 sur les placements collectifs (RS 951.311)

<sup>3</sup> Elle conclut avec chaque emprunteur ou chaque intermédiaire un contrat-cadre standardisé selon l'art. 7 de prêt de valeurs mobilières.

### **Art. 3** Emprunteurs et intermédiaires autorisés

<sup>1</sup> La direction ou la SICAV n'effectue le prêt de valeurs mobilières qu'avec des emprunteurs et des intermédiaires de premier ordre soumis à la surveillance et spécialisés dans ce genre d'opérations, tels que des banques, des brokers et des assurances ainsi que des contreparties et des dépositaires centraux autorisés et reconnus, qui garantissent une exécution irréprochable du prêt de valeurs mobilières.

<sup>2</sup> La direction ou la SICAV doit obtenir l'accord écrit de la banque dépositaire lorsque celle-ci ne participe pas au prêt de valeurs mobilières en tant qu'emprunteur ou en tant qu'intermédiaire.

<sup>3</sup> La banque dépositaire peut seulement refuser son accord s'il n'est pas garanti qu'elle puisse remplir ses obligations légales et contractuelles de traitement, de garde, d'information et de contrôle.

### **Art. 4** Valeurs mobilières pouvant être prêtées

<sup>1</sup> La direction ou la SICAV peut prêter tous les genres de valeurs mobilières qui sont négociées en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public.

<sup>2</sup> Elle ne peut pas prêter des valeurs mobilières qu'elle a prises en pension.

### **Art. 5** Conditions et délais de dénonciation

<sup>1</sup> L'opération individuelle et le contrat-cadre standardisé de prêt de valeurs mobilières doivent pouvoir être dénoncés en tout temps.

<sup>2</sup> Si un délai de dénonciation a été convenu, sa durée ne doit pas excéder sept jours bancaires ouvrables.

### **Art. 6** Volume et durée

<sup>1</sup> Si la direction ou la SICAV doit respecter un délai de dénonciation avant de pouvoir à nouveau disposer juridiquement des valeurs mobilières prêtées, elle ne peut pas prêter plus de 50 % de chaque genre pouvant être prêté.

<sup>2</sup> Si par contre l'emprunteur ou l'intermédiaire garantit par contrat à la direction ou à la SICAV qu'elle pourra à nouveau disposer juridiquement, le même jour bancaire ouvrable ou le jour bancaire ouvrable suivant, des valeurs mobilières prêtées, elle peut prêter la totalité de chaque genre pouvant être prêté.

### **Art. 7** Contenu minimal du contrat-cadre standardisé

<sup>1</sup> Le contrat-cadre standardisé doit correspondre aux standards internationaux applicables.

<sup>2</sup> Il doit mentionner les fonds en valeurs mobilières dont les valeurs mobilières peuvent en principe être prêtées ainsi que les valeurs mobilières exclues du prêt.

<sup>3</sup> Dans le contrat-cadre standardisé, la direction ou la SICAV convient avec l'emprunteur ou avec l'intermédiaire:

- a. qu'il met en gage ou transfère en propriété en faveur de la direction ou de la SICAV des sûretés selon l'art. 51 pour garantir le droit à restitution;
- b. qu'il répond envers la direction ou la SICAV:
  1. du paiement ponctuel et intégral des revenus échus pendant la durée du prêt,
  2. de l'exercice d'autres droits patrimoniaux, tels que les droits de conversion et de souscription, et
  3. de la restitution, conformément au contrat, d'autant de valeurs mobilières de même genre et de même qualité;
- c. qu'il fixera la répartition des valeurs mobilières disponibles pour le prêt selon des critères objectifs et compréhensibles entre les emprunteurs.

<sup>4</sup> Il doit également être convenu dans le contrat-cadre que:

- a. la valeur des sûretés est appropriée et qu'elle représentera en tout temps au minimum 100 % de la valeur vénale des valeurs mobilières prêtées;
- b. les valeurs mobilières prêtées ne peuvent pas être compensées avec des créances de l'emprunteur ou de l'intermédiaire.

#### **Art. 8** Obligations spéciales de la banque dépositaire

La banque dépositaire est tenue de respecter les obligations spéciales suivantes dans le cadre du déroulement de prêts de valeurs mobilières:

- a. elle informe régulièrement la direction ou la SICAV sur les affaires de prêts;
- b. elle calcule au moins une fois par mois les revenus des prêts de valeurs mobilières venant à échéance;
- c. elle s'assure du déroulement sûr et conforme au contrat du prêt de valeurs mobilières et surveille notamment le respect des exigences concernant les sûretés;
- d. elle accomplit également, pendant la durée du prêt de valeurs mobilières, les actes d'administration qui lui incombent selon le règlement de dépôt et fait valoir tous les droits afférents aux valeurs mobilières prêtées dans la mesure où ils n'ont pas été cédés conformément au contrat-cadre standardisé.

#### **Art. 9** Inventaire, compte de fortune et bilan, prise en compte dans les restrictions de placement

<sup>1</sup> Les valeurs mobilières prêtées sont assorties de la mention «prêtées» dans l'inventaire de la fortune du fonds en valeurs mobilières et continuent d'être incluses dans le compte de fortune et le bilan.

<sup>2</sup> Les valeurs mobilières prêtées continuent d'être prises en compte dans le cadre du respect des restrictions de placement légales et réglementaires.

## Section 2 Opérations de pension («Repo, Reverse Repo»)

(art. 55, al. 1, let. b, LPCC et 76 OPCC<sup>3</sup>)

### Art. 10 Définitions

On entend par:

- a. opérations de pension: les mises et les prises en pension;
- b. mise en pension (*repo*): l'acte juridique par lequel une partie (le cédant) transfère temporairement la propriété de valeurs mobilières contre paiement à une autre partie (le preneur), et par lequel:
  1. le preneur s'engage à rendre à l'échéance et contre paiement autant de valeurs mobilières de même genre et de même qualité et de verser au cédant les revenus échus pendant la durée de l'opération,
  2. le cédant supporte le risque de marché des valeurs mobilières pendant toute la durée de l'opération;
- c. prise en pension (*reverse repo*): la mise en pension considérée du point de vue du preneur;
- d. intérêt-repo: la différence entre le prix de vente et le prix d'achat des valeurs mobilières.

### Art. 11 Principes

<sup>1</sup> La direction ou la SICAV peut conclure des opérations de pension en son propre nom et pour son propre compte avec une contrepartie («*Principal*»).

<sup>2</sup> Elle peut aussi, dans le respect des prescriptions de la présente section, donner le mandat à un intermédiaire d'effectuer des opérations de pension avec une contrepartie, soit à titre fiduciaire en tant que représentant indirect («*Agent*»), soit en tant que représentant direct («*Finder*»).

<sup>3</sup> Elle conclut avec chaque contrepartie et chaque intermédiaire un contrat-cadre standardisé selon l'art. 17 relatif aux opérations de pension.

### Art. 12 Contreparties et intermédiaires autorisés

<sup>1</sup> La direction ou la SICAV n'effectue des opérations de pension qu'avec des contreparties et des intermédiaires de premier ordre soumis à la surveillance et spécialisés dans ce genre d'opérations, tels que des banques, des brokers et des assurances ainsi que des contreparties centrales et des dépositaires centraux autorisés et reconnus, qui garantissent une exécution irréprochable des opérations de pension.

<sup>2</sup> La direction ou la SICAV doit obtenir l'accord écrit de la banque dépositaire lorsque celle-ci ne participe pas à l'opération de pension en tant que contrepartie ou en tant qu'intermédiaire.

<sup>3</sup> La banque dépositaire peut seulement refuser son accord s'il n'est pas garanti qu'elle puisse remplir ses obligations légales et contractuelles de traitement, de garde, d'information et de contrôle.

**Art. 13** Valeurs mobilières pouvant être l'objet d'une mise en pension

<sup>1</sup> La direction ou la SICAV peut mettre en pension tous les genres de valeurs mobilières qui sont négociées en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public.

<sup>2</sup> Elle ne peut pas mettre en pension des valeurs mobilières qu'elle a prises en pension.

**Art. 14** Conditions et délais de dénonciation

<sup>1</sup> L'opération individuelle de même que le contrat-cadre standardisé relatif aux opérations de pension doivent pouvoir être dénoncés en tout temps.

<sup>2</sup> Si un délai de dénonciation a été convenu, sa durée ne doit pas excéder sept jours bancaires ouvrables.

**Art. 15** Volume et durée des mises en pension

<sup>1</sup> Si la direction ou la SICAV doit respecter un délai de dénonciation avant de pouvoir à nouveau disposer juridiquement des valeurs mobilières mises en pension, elle ne peut pas mettre en pension plus de 50 % de chaque genre pouvant être l'objet d'une mise en pension.

<sup>2</sup> Si par contre la contrepartie ou l'intermédiaire garantit par contrat à la direction ou à la SICAV qu'elle pourra à nouveau disposer juridiquement, le même jour bancaire ouvrable ou le jour bancaire ouvrable suivant, des valeurs mobilières mises en pension, elle peut mettre en pension la totalité de chaque genre pouvant être l'objet d'une mise en pension.

**Art. 16** Garantie des créances en espèces et des créances en titres

<sup>1</sup> Pour garantir les créances en espèces et les créances en titres des opérations de pension, les créances et les engagements doivent être évalués chaque jour au cours actuel du marché et la différence compensée chaque jour (mark-to-market), en tenant compte des intérêts courus ainsi que des revenus échus revenant au prêteur.

<sup>2</sup> La compensation doit être effectuée en espèces ou en valeurs mobilières. Les valeurs mobilières doivent être comparables, en genre et en qualité, à celles qui sont utilisées pour des opérations de pension.

**Art. 17** Contenu minimal du contrat-cadre standardisé

<sup>1</sup> Le contrat-cadre standardisé doit correspondre aux standards internationaux applicables.

<sup>2</sup> Le contrat-cadre standardisé doit mentionner les fonds en valeurs mobilières pour lesquels des opérations de pension peuvent en principe être conclues ainsi que les valeurs mobilières exclues des opérations de pension.

<sup>3</sup> La direction ou la SICAV convient, dans le contrat-cadre standardisé, avec la contrepartie ou avec l'intermédiaire que:

- a. l'emprunteur répond envers le prêteur:
  1. du paiement ponctuel et intégral des revenus échus pendant la durée de l'opération de pension et des prestations de compensation à fournir au sens de l'art. 16,
  2. de l'exercice d'autres droits patrimoniaux, tels que les droits de conversion et de souscription, et
  3. de la restitution, conformément au contrat, d'autant de valeurs mobilières de même genre et de même qualité;
- b. le prêteur répond envers l'emprunteur:
  1. du paiement ponctuel et intégral des prestations de compensation à fournir au sens de l'art. 16 pendant la durée de l'opération de pension, et
  2. du rachat, conformément au contrat, des valeurs mobilières mises en pension;
- c. les créances en espèces et en titres résultant des opérations de pension ne peuvent pas être compensées avec des créances de la contrepartie ou de l'intermédiaire.

#### **Art. 18** Obligations spéciales de la banque dépositaire

La banque dépositaire est tenue de respecter les obligations spéciales suivantes dans le cadre du déroulement des opérations de pension:

- a. elle s'assure du déroulement sûr et conforme au contrat de l'opération de pension;
- b. elle s'assure que les modifications de la valeur des valeurs mobilières faisant l'objet d'une opération de pension soient compensées quotidiennement, en espèces ou en valeurs mobilières (mark-to-market);
- c. elle accomplit également pendant la durée de l'opération de pension les actes d'administration qui lui incombent selon le règlement de dépôt et fait valoir tous les droits afférents aux valeurs mobilières faisant l'objet d'une opération de pension dans la mesure où ils n'ont pas été cédés conformément au contrat-cadre standardisé.

#### **Art. 19** Mises en pension valant prise de crédit

<sup>1</sup> La conclusion de mises en pension est considérée, pour les fonds en valeurs mobilières, comme une prise de crédit au sens de l'art. 77, al. 2, OPCC<sup>4</sup>.



<sup>2</sup> Les engagements en espèces résultant des mises en pension ainsi que les éventuels autres crédits doivent respecter ensemble les restrictions légales et réglementaires en matière de prise de crédit.

<sup>3</sup> Si la direction ou la SICAV utilise les sommes obtenues lors de la conclusion d'une mise en pension pour acquérir des valeurs mobilières de même genre, qualité, solvabilité et durée dans le cadre d'une prise en pension, ceci n'équivaut pas à une prise de crédit.

**Art. 20** Délimitation des prises en pension par rapport à un octroi de crédit

<sup>1</sup> La conclusion de prises en pension ne constitue pas un octroi de crédit au sens de l'art. 77, al. 1, let. a, OPCC<sup>5</sup>.

<sup>2</sup> Les créances en espèces résultant de la conclusion de prises en pension sont considérées comme liquidités au sens de l'art. 75 OPCC.

**Art. 21** Prise en compte dans les restrictions de placement

<sup>1</sup> Les valeurs mobilières mises en pension continuent d'être prises en compte lors du respect des restrictions de placement légales et réglementaires.

<sup>2</sup> Les créances en espèces résultant des prises en pension sont prises en compte lors du respect des restrictions de placement légales et réglementaires.

**Art. 22** Inventaire, compte de fortune, bilan et compte de résultat

<sup>1</sup> Les valeurs mobilières mises en pension sont assorties de la mention «mises en pension» dans l'inventaire de la fortune du fonds en valeurs mobilières et continuent d'être incluses dans le compte de fortune et le bilan.

<sup>2</sup> Les engagements en espèces résultant de mises en pension sont portés dans le compte de fortune et le bilan sous «Engagements résultant d'opérations de pension» à leur valeur calculée au moment de l'évaluation, en tenant compte d'un développement linéaire de leur valeur.

<sup>3</sup> Pour les mises en pension, l'intérêt-repo est porté sous «Intérêts passifs» dans le compte de résultat.

<sup>4</sup> Les valeurs mobilières acquises dans le cadre de prises en pension ne doivent être reportées ni dans l'inventaire de la fortune du fonds en valeurs mobilières ni dans le bilan.

<sup>5</sup> Les créances en espèces résultant de prises en pension sont portées dans le compte de fortune et le bilan sous «Créances résultant d'opérations de pension» à leur valeur calculée au moment de l'évaluation, en tenant compte d'un développement linéaire de leur valeur.

<sup>6</sup> Pour les prises en pension, l'intérêt-repo est porté sous «Produits des prises en pension» dans le compte de résultat.

## Section 3 Instruments financiers dérivés

(art. 56, al. 3, LPCC et 72 OPCC<sup>6</sup>)

### Art. 23 Définitions

<sup>1</sup> On entend par:

- a. dérivé au sens strict:
  1. l'option call ou put dont la valeur à l'échéance dépend linéairement de la différence positive ou négative entre la valeur vénale du sous-jacent et le prix d'exercice et qui est égale à zéro lorsque la différence est de signe opposé,
  2. le credit default swap (CDS),
  3. le swap, dont les paiements dépendent linéairement et de manière «non-path dependent» de la valeur du sous-jacent ou d'un montant absolu,
  4. le contrat à terme (future ou forward), dont la valeur dépend linéairement de la valeur du sous-jacent;
- b. engagement en dérivés augmentant l'engagement: l'engagement en dérivés qui, dans son effet économique, est comparable à l'achat d'un sous-jacent, notamment l'achat d'une option call, l'achat d'un future, la vente d'une option put, l'échange de paiements d'intérêts variables contre des paiements d'intérêts fixes ou la conclusion d'un credit default swap en tant que donneur de protection;
- c. engagement en dérivés réduisant l'engagement: l'engagement en dérivés qui, dans son effet économique, est comparable à la vente d'un sous-jacent, notamment la vente d'une option call, la vente d'un future, l'achat d'une option put, l'échange de paiements d'intérêts fixes contre des paiements d'intérêts variables ou la conclusion d'un credit default swap en tant que preneur de protection;
- d. dérivé exotique: le dérivé dont le fonctionnement n'est comparable ni à un dérivé au sens strict ni à une combinaison de dérivés au sens strict, par exemple une option path dependent, une option à plusieurs facteurs ou une option à contrat modifiable;
- e. taille du contrat: le nombre de sous-jacents ou la valeur nominale d'un contrat de dérivé;
- f. valeur du contrat:
  1. pour un swap, le produit de la valeur nominale du sous-jacent et de la taille du contrat,
  2. pour tous les autres dérivés, le produit de la valeur vénale du sous-jacent et de la taille du contrat;
- g. OTC (over-the-counter): la conclusion d'opérations hors bourse ou en dehors d'un autre marché réglementé ouvert au public;

- h. liquidité synthétique: les sous-jacents dont le risque de marché et le risque potentiel de crédit sont couverts par des dérivés au profil de paiement symétrique;
- i. engagement total: l'engagement composé de la fortune nette du fonds, de l'engagement total net résultant de dérivés et des techniques de placement selon l'art. 55 LPCC, y compris les ventes à découvert;
- j. engagement total brut de dérivés: somme des montants attribuables aux dérivés y compris les composantes-dérivé;
- k. engagement total net de dérivés: somme des montants attribuables aux dérivés y compris les composantes-dérivé après prise en compte des compensations admises, des opérations de couverture et des autres règles selon les art. 35 et 36;
- l. effet de levier: l'effet des instruments dérivés, des composantes-dérivé, des techniques de placement, y compris les ventes à découvert, sur la fortune nette du fonds, exercé par la constitution d'une position dans un sous-jacent plus que proportionnelle par rapport à l'apport en capital.

#### **Art. 24**           Principes

L'utilisation de dérivés n'est permise que si le dérivé ne conduit pas, par son effet économique, y compris lors de circonstances de marché extraordinaires, à une divergence par rapport aux objectifs de placement tels qu'ils ressortent du règlement, du prospectus et des informations clés pour l'investisseur ou à une modification des caractéristiques de placement du fonds en valeurs mobilières.

#### **Art. 25**           Fonds ombrelles

Les dispositions de la présente section sont applicables aux fonds en valeurs mobilières individuels ou à chaque compartiment dans le cas d'un fonds ombrelle.

#### **Art. 26**           Produits structurés, composantes-dérivé et warrants

<sup>1</sup> En présence d'un produit structuré, ses sous-jacents et son émetteur doivent être pris en considération lors du respect des prescriptions légales et réglementaires en matière de répartition des risques.

<sup>2</sup> Lorsqu'un produit structuré comprend une ou plusieurs composantes-dérivé, celles-ci doivent être traitées selon les dispositions de la présente section.

<sup>3</sup> Pour déterminer le montant qui doit être imputé sur l'engagement total et sur les prescriptions en matière de répartition des risques, le produit structuré doit être décomposé si le produit structuré présente un effet de levier. Les différentes composantes doivent être prises en compte individuellement. La décomposition du produit structuré doit être documentée.

<sup>4</sup> Lorsque les produits structurés représentent une proportion non négligeable de la fortune du fonds et ne peuvent pas être décomposés, l'approche par un modèle doit être utilisée comme procédure de mesure des risques.

<sup>5</sup> Les composantes-dérivé d'un instrument financier doivent être prises en compte lors du respect des prescriptions légales et réglementaires en matière de répartition des risques et être imputées à l'engagement total résultant de dérivés.

<sup>6</sup> Les warrants doivent être traités comme des dérivés au sens des dispositions de la présente section. L'option faisant partie d'un emprunt à option doit être considérée comme un warrant.

#### **Art. 27** Dérivés de crédit

<sup>1</sup> Un dérivé de crédit augmentant l'engagement n'est pas considéré comme étant une caution au sens de l'art. 77, al. 1, let. a, OPCC<sup>7</sup>.

<sup>2</sup> Le débiteur de référence d'un dérivé de crédit doit avoir émis des titres de participation ou de créance ou des droits-valeurs qui sont négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public.

#### **Art. 28** Dérivés exotiques

<sup>1</sup> La direction ou la SICAV ne peut utiliser un dérivé exotique que:

- a. si elle peut calculer le delta minimal et maximal de l'éventail de prix des sous-jacents; et
- b. si elle connaît son fonctionnement et les facteurs qui influencent son prix.

<sup>2</sup> Pour les fonds en valeurs mobilières utilisant l'approche Commitment II, le dérivé exotique doit être pondéré, pour la conversion dans son équivalent de sous-jacents conformément à l'art. 35, al. 2, avec son delta le plus élevé possible (valeur absolue).

<sup>3</sup> Le modèle de mesure des risques doit être en mesure de reproduire le dérivé exotique selon son risque.

<sup>4</sup> Lorsque le delta maximal du dérivé exotique est positif, il doit alors être pondéré, lors du respect des limites maximales légales et réglementaires, avec ce delta maximal. Lorsque le delta minimal du dérivé exotique est négatif, il doit alors être pondéré, lors du respect des limites minimales réglementaires, avec ce delta minimal.

#### **Art. 29** Conclusion du contrat

<sup>1</sup> La direction ou la SICAV conclut des opérations avec des dérivés qui sont négociés en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public.

<sup>2</sup> Les opérations sur des instruments dérivés OTC (opérations OTC) sont autorisées si les conditions des art. 30 et 31 sont remplies.

#### **Art. 30** Opérations OTC

<sup>1</sup> Les opérations OTC ne peuvent être conclues que sur la base d'un contrat-cadre standardisé répondant aux standards internationaux applicables.

<sup>2</sup> La contrepartie doit:

- a. être un intermédiaire financier soumis à une surveillance et spécialisé dans ce genre d'opérations;
- b. garantir une exécution irréprochable de l'opération;
- c. remplir les conditions de solvabilité selon l'art. 31, al. 1.

<sup>3</sup> Un dérivé OTC doit pouvoir être évalué quotidiennement de manière fiable et compréhensible et doit pouvoir être vendu, liquidé ou dénoué par une opération inverse en tout temps et à la valeur vénale.

<sup>4</sup> Si aucun prix de marché n'est disponible pour un dérivé OTC, son prix, déterminé au moyen d'un modèle d'évaluation approprié et reconnu par la pratique, sur la base de la valeur vénale des sous-jacents desquels le dérivé découle, doit être compréhensible à tout moment.

<sup>5</sup> Avant la conclusion d'un contrat sur un dérivé selon l'al. 4, des offres concrètes doivent en principe être obtenues au moins auprès de deux contreparties. En principe, le contrat doit être conclu avec la contrepartie ayant soumis l'offre la plus avantageuse du point de vue du prix. Pour des motifs liés à la répartition des risques ou à d'autres éléments du contrat tels que la solvabilité ou l'offre de services, il peut être conclu avec une autre contrepartie dont l'offre semble plus avantageuse, dans son ensemble, pour les investisseurs.

<sup>6</sup> Il peut être renoncé à la demande d'offres d'au moins deux contreparties à titre exceptionnel afin de servir au mieux l'intérêt des investisseurs. Les motifs du renoncement doivent être clairement documentés.

<sup>7</sup> La conclusion du contrat et la détermination du prix doivent être documentées de manière compréhensible.

### **Art. 31** Solvabilité

<sup>1</sup> Pour les opérations OTC, la contrepartie ou son garant doit présenter une haute solvabilité.

<sup>2</sup> Ces exigences ne sont pas applicables à la banque dépositaire du fonds en valeurs mobilières.

### **Art. 32** Evaluation

<sup>1</sup> Les dérivés pour lesquels les prix de marché actuels sont disponibles doivent être évalués aux derniers cours payés sur le marché principal. Les cours doivent provenir d'une source externe, indépendante de la direction ou de la SICAV et de leurs mandataires, et spécialisée dans ce genre d'opérations.

<sup>2</sup> Lorsque aucun prix de marché actuel n'est disponible pour des dérivés, ils doivent être évalués au moyen de modèles d'évaluation appropriés et reconnus par la pratique, sur la base des valeurs vénales des sous-jacents desquels les dérivés découlent. Les évaluations doivent être documentées et pouvoir être vérifiées.

**Art. 33** Procédure de mesure des risques

<sup>1</sup> La direction ou la SICAV applique soit l'approche Commitment I, soit l'approche Commitment II ou l'approche par un modèle.

<sup>2</sup> L'utilisation de l'approche par un modèle requiert l'approbation de la FINMA.

<sup>3</sup> La direction ou la SICAV harmonise la procédure de mesure des risques choisie par rapport aux objectifs et à la politique de placement ainsi qu'au profil de risque de chaque fonds en valeurs mobilières.

<sup>4</sup> L'approche par un modèle doit impérativement être appliquée:

- a. si l'engagement total du fonds en valeurs mobilières ne peut pas être pris en compte et évalué de manière appropriée au moyen de l'approche Commitment I ou de l'approche Commitment II;
- b. si les investissements dans des dérivés exotiques constituent une part non négligeable, ou
- c. si les stratégies de placement complexes sont utilisées pour une part non négligeable.

**Art. 34** Approche Commitment I

<sup>1</sup> Pour les fonds en valeurs mobilières auxquels l'approche Commitment I est appliquée, seule l'utilisation de dérivés au sens strict est admise. Ceux-ci ne peuvent être utilisés que dans la mesure où leur utilisation, compte tenu de la couverture requise au sens du présent article, n'exerce aucun effet de levier sur la fortune du fonds ni ne correspond à une vente à découvert.

<sup>2</sup> Les dérivés réduisant l'engagement doivent être couverts en permanence par les sous-jacents correspondants. Si le delta est calculé, il peut être pris en considération lors du calcul des sous-jacents nécessaires. L'art. 44, al. 3, est applicable par analogie.

<sup>3</sup> Une couverture par d'autres placements est admise si le dérivé réduisant l'engagement se rapporte à un indice calculé par un service externe et indépendant. L'indice doit être représentatif des placements servant de couverture et il doit exister une corrélation adéquate entre l'indice et ces placements.

<sup>4</sup> Pour les dérivés augmentant l'engagement, l'équivalent de sous-jacents (art. 35, al. 2) doit être couvert en permanence par des moyens proches des liquidités.

<sup>5</sup> Par moyens proches des liquidités, on entend:

- a. les liquidités au sens de l'art. 75 OPCC<sup>8</sup>;
- b. les instruments du marché monétaire au sens de l'art. 74 OPCC;
- c. les placements collectifs qui investissent exclusivement dans des liquidités ou des instruments du marché monétaire;
- d. les titres de créance et les droits-valeurs dont la durée résiduelle est de douze mois au plus et dont l'émetteur ou le garant présente une haute solvabilité;

- e. les liquidités synthétiques;
- f. dans le cadre des limites maximales légales et réglementaires, les limites de crédit octroyées au fonds en valeurs mobilières mais non utilisées;
- g. les avoirs de l'impôt anticipé de l'Administration fédérale des contributions.

<sup>6</sup> Les règles de compensation permises et les transactions de couverture selon l'art. 36 al. 1, 2 et 4 peuvent être prises en compte. Les transactions de couverture effectuées au travers de dérivés sur taux d'intérêt sont permises. Les emprunts convertibles n'ont pas besoin d'être pris en compte pour le calcul de l'engagement de dérivés.

### **Art. 35** Approche Commitment II: calcul de l'engagement total

<sup>1</sup> Pour calculer l'engagement total d'un fonds en valeurs mobilières utilisant l'approche Commitment II, la direction doit déterminer chaque montant imputable des dérivés et composantes-dérivé correspondants, ainsi que les montants imputables résultant des techniques de placement.

<sup>2</sup> Le montant imputable pour l'engagement total résultant d'instruments dérivés est en règle générale, dans le cas de dérivés au sens strict, l'équivalent de sous-jacent fondé sur la valeur vénale du sous-jacent des dérivés. Les équivalents de sous-jacent sont calculés selon l'annexe 1. Dans la mesure où cela conduit à un calcul plus conservateur, il est possible, de prendre pour base la valeur nominale ou, dans le cas de contrats financiers à terme, le cours à terme calculé chaque jour de bourse.

<sup>3</sup> Le montant imputable pour l'engagement total résulte de l'engagement de base découlant de la fortune nette du fonds et de la somme des valeurs absolues suivantes:

- a. montants imputables des différents dérivés ainsi que des composantes-dérivé selon l'annexe 1 qui ne sont pas inclus dans les compensations selon l'art. 36;
- b. montants imputables après compensations admises selon l'art. 36; et
- c. montants imputables résultant de techniques de placement autorisées.

<sup>4</sup> Lors du calcul du montant imputable pour l'engagement total résultant d'instruments dérivés selon l'al. 3, les opérations suivantes peuvent ne pas être prises en compte:

- a. swaps au moyen desquels l'évolution des sous-jacents que le fonds en valeurs mobilières détient directement peut être échangée contre celle d'autres sous-jacents (total return swaps), pour autant que:
  - 1. le risque de marché des sous-jacents échangés soit totalement éliminé du fonds en valeurs mobilières, de sorte que ces actifs n'exercent aucune influence sur l'évolution de la valeur du fonds en valeurs mobilières, et
  - 2. le swap ne confère aucun droit d'option ni n'implique un effet de levier ou d'autres risques de marché supplémentaires allant au-delà de l'investissement direct des sous-jacents concernés;

- b. dérivés auxquels sont attribués des moyens correspondants proches des liquidités, de sorte que la combinaison entre dérivés et moyens proches des liquidités équivaut à un investissement direct dans le sous-jacent en question et ne génère de ce fait aucun risque de marché supplémentaire ni aucun effet de levier. Les moyens proches des liquidités servant à couvrir la position en dérivés ne doivent pas être utilisés simultanément pour plusieurs combinaisons.

<sup>5</sup> Les prêts de titre et les opérations de pensions doivent être pris en compte dans le calcul de l'engagement total à moins que le réinvestissement des garanties ne provoque un effet de levier sur la fortune du fonds. En cas de réinvestissement des garanties dans des placements financiers ayant un rendement plus élevé que le taux d'intérêt sans risque, le montant reçu doit être inclus pour le calcul de l'engagement total du nantissement en espèce (cash collateral).

**Art. 36**            Approche Commitment II: règles de compensation et opérations de couverture

<sup>1</sup> Les positions opposées en dérivés du même sous-jacent ainsi que les positions opposées en dérivés et en placements du même sous-jacent peuvent être compensées, nonobstant la compensation des dérivés (netting):

- a. si l'opération sur dérivé a été conclue aux seules fins de couverture pour éliminer les risques en lien avec les dérivés ou les placements acquis;
- b. si des risques importants ne sont pas négligés, et
- c. si le montant imputable des dérivés est calculé selon l'art. 35.

<sup>2</sup> Lorsque, dans des opérations de couverture, les dérivés ne se rapportent pas au même sous-jacent que l'actif à couvrir, les conditions suivantes doivent en outre être remplies pour la compensation (hedging):

- a. l'opération sur dérivé ne repose pas sur une stratégie de placement servant à réaliser un gain;
- b. le dérivé entraîne une réduction vérifiable du risque du fonds en valeurs mobilières;
- c. les risques généraux et particuliers du dérivé sont compensés;
- d. les dérivés, sous-jacents ou éléments de la fortune à compenser se rapportent à la même catégorie d'instruments financiers;
- e. la stratégie de couverture est aussi efficace dans des conditions de marché exceptionnelles.

<sup>3</sup> En cas de recours prépondérant à des dérivés de taux d'intérêt, le montant imputable à l'engagement total résultant d'instruments dérivés peut être calculé à l'aide des règles internationales de compensation en duration reconnues:

- a. si les règles mènent à un calcul correct du profil de risque du fonds en valeurs mobilières;
- b. si les principaux risques sont pris en compte;



- c. si l'application de ces règles n'entraîne pas un effet de levier injustifié;
- d. si aucune stratégie d'arbitrage de taux d'intérêt n'est poursuivie; et
- e. si l'effet de levier du fonds en valeurs mobilières n'est pas renforcé par l'application de ces règles ni par des investissements en positions à court terme.

<sup>4</sup> Nonobstant l'al.2, les dérivés qui sont utilisés aux seules fins de couverture des risques de change et qui n'entraînent pas d'effet de levier ni n'impliquent des risques de marché supplémentaires peuvent être compensés lors du calcul de l'engagement total.

**Art. 37** Approche Commitment II: obligation de documenter

Tous les calculs selon les art. 35 et 36 doivent être documentés de manière compréhensible.

**Art. 38** Approche par un modèle: principes de la Value-at-Risk (VaR)

<sup>1</sup> Avec l'approche par un modèle, la direction ou la SICAV estime, pour un fonds en valeurs mobilières, les risques en tant que «Value-at-Risk (VaR)».

<sup>2</sup> Le modèle doit être documenté de manière détaillée. La documentation doit en particulier contenir des informations sur la spécification du modèle de mesure des risques, le backtesting et les simulations de crise.

<sup>3</sup> La direction ou la SICAV vérifie périodiquement l'adéquation du modèle. Les résultats doivent être documentés de manière compréhensible.

<sup>4</sup> La VaR d'un fonds en valeurs mobilières ne doit à aucun moment dépasser le double de la VaR du portefeuille comparatif correspondant à ce fonds en valeurs mobilières (limite de VaR relative).

<sup>5</sup> En cas d'utilisation de l'approche par un modèle, la direction ou la SICAV doit garantir un calcul périodique de l'engagement total brut de dérivés au moyen de l'approche Commitment II du fonds en valeurs mobilières concerné.

**Art. 39** Approche par un modèle: calcul de la VaR

<sup>1</sup> La VaR peut être déterminée par des modèles «variance-covariance», des simulations historiques ou des simulations «Monte-Carlo». Lors du choix du modèle, la stratégie de placement concernée doit être prise en considération.

<sup>2</sup> La VaR doit être calculée quotidiennement sur la base des positions du jour précédent. Les paramètres suivants doivent être utilisés:

- a. un intervalle de confiance unilatéral de 99 %;
- b. une période de détention de 20 jours ouvrables;
- c. une période d'observation historique effective d'une année au moins (250 jours bancaires ouvrables).

<sup>3</sup> La VaR prend en considération le risque de fluctuation du taux d'intérêt, le risque de change, le risque de cours des actions et le risque sur matières premières. Il convient au surplus de prendre en considération:

- a. pour les positions en options, les risques gamma et vega;
- b. pour les actions et les instruments de taux, les risques spécifiques sous la forme de risques résiduels;
- c. les risques d'événement, de défaut et de liquidité dans le cadre de simulations de crise.

<sup>4</sup> Les calculs doivent être documentés de manière compréhensible.

<sup>5</sup> Une divergence par rapport à l'intervalle de confiance, à la période de détention ou à la période d'observation est possible en raison de conditions de marché exceptionnelles et après accord préalable de la FINMA.

**Art. 40** Approche par un modèle: portefeuille comparatif

<sup>1</sup> Le portefeuille comparatif correspondant à un fonds en valeurs mobilières est une fortune qui ne présente aucune composante d'effet de levier ni, en principe, aucun dérivé.

<sup>2</sup> La composition du portefeuille comparatif est équivalente aux données du règlement, du prospectus et des informations clés pour l'investisseur du fonds en valeurs mobilières notamment en ce qui concerne les objectifs de placement, la politique de placement et les limites.

<sup>3</sup> Elle doit être contrôlée périodiquement mais au moins trimestriellement. Sa composition ainsi que ses modifications doivent être documentées de manière compréhensible.

<sup>4</sup> Lorsque, dans le règlement ou le prospectus et les informations clés pour l'investisseur, un indice de référence, comme un indice d'actions, est défini en tant que portefeuille comparatif, il peut être utilisé pour le calcul de la VaR du portefeuille comparatif. L'indice de référence:

- a. doit être sans dérivés et ne présenter aucune composante d'effet de levier;
- b. doit être calculé par un service externe et indépendant; et
- c. doit être représentatif des objectifs de placement, de la politique de placement et des limites du fonds en valeurs mobilières.

<sup>5</sup> Le portefeuille comparatif peut contenir des dérivés, si:

- a. le fonds en valeurs mobilières applique, selon le règlement ou le prospectus, une stratégie long/short et que l'exposition résultant d'instruments dérivés réduisant l'engagement dans le portefeuille comparatif est mise en évidence;
- b. le fonds en valeurs mobilières suit, selon le règlement ou le prospectus, une politique de placement impliquant une couverture du risque de change et qu'un portefeuille comparatif avec couverture du risque de change est fourni comme mesure de comparaison.

<sup>6</sup> Lorsque, en raison des objectifs de placement spécifiques et de la politique de placement d'un fonds en valeurs mobilières, il n'est pas possible de construire un portefeuille comparatif représentatif, une limite pour la VaR peut être convenue avec la FINMA (limite absolue VaR). Elle doit être mentionnée dans le prospectus.

**Art. 41** Approche par un modèle: examen du modèle de mesure des risques

<sup>1</sup> Le modèle de mesure des risques doit être examiné au regard de la qualité de ses prévisions. A cet effet, s'agissant d'un fonds en valeurs mobilières, les modifications effectives de la valeur de sa fortune nette durant un jour de négoce doivent être comparées quotidiennement avec la VaR calculée ce jour (backtesting).

<sup>2</sup> La comparaison doit être documentée de manière compréhensible.

<sup>3</sup> L'échantillon applicable se compose des 250 observations préalablement réalisées.

<sup>4</sup> Si le modèle de mesure des risques ne se révèle pas utilisable dans le backtesting, la société d'audit et la FINMA doivent en être informées immédiatement.

<sup>5</sup> Si plus de six exceptions apparaissent lors du backtesting, la compatibilité du modèle de mesure des risques doit être vérifiée et la société d'audit ainsi que la FINMA doivent être informés immédiatement.

<sup>6</sup> Lorsqu'un modèle de mesure des risques se révèle inutilisable, la FINMA peut exiger une régularisation rapide des défauts du modèle et ordonner une restriction supplémentaire du risque.

**Art. 42** Approche par un modèle: simulations de crise

<sup>1</sup> S'agissant des fonds en valeurs mobilières, des circonstances de marché extraordinaires doivent être simulées périodiquement mais au moins une fois par mois (simulation de crise).

<sup>2</sup> Des simulations de crise doivent également être effectuées lorsqu'une modification essentielle des résultats des simulations de crise ne peut pas être exclue à la suite d'une modification de la valeur ou de la composition de la fortune du fonds en valeurs mobilières ou d'une modification des conditions du marché.

<sup>3</sup> Tous les facteurs de risque qui peuvent influencer de façon déterminante le maintien de la valeur du fonds en valeurs mobilières doivent être intégrés dans la simulation de crise. Une attention particulière doit être portée aux facteurs de risque qui ne sont pas pris en compte ou alors de manière incomplète dans le modèle de mesure des risques.

<sup>4</sup> Les résultats des simulations de crise effectuées et les mesures nécessaires en résultant doivent être documentés de manière compréhensible.

**Art. 43** Approche par un modèle: dérogations et modifications

<sup>1</sup> La FINMA peut autoriser des dérogations aux exigences fixées aux art. 38 à 42.

<sup>2</sup> Elle peut autoriser d'autres modèles de mesure des risques si ceux-ci garantissent une protection appropriée.

<sup>3</sup> Lorsque des modifications du modèle de mesure des risques, du backtesting ou des simulations de crise sont prévues, celles-ci doivent être soumises au préalable à l'approbation de la FINMA.

**Art. 44** Couverture d'un engagement de livraison physique d'un sous-jacent

<sup>1</sup> Lorsque la direction ou la SICAV contracte, par un dérivé, un engagement de livraison physique d'un sous-jacent, le dérivé doit être couvert par les sous-jacents correspondants.

<sup>2</sup> La couverture d'un tel engagement par d'autres placements est autorisée si les placements et les sous-jacents sont hautement liquides et peuvent être achetés ou vendus en tout temps si une livraison est exigée.

<sup>3</sup> La direction ou la SICAV doit pouvoir disposer en tout temps et sans restriction de ces sous-jacents ou placements.

**Art. 45** Couverture d'un engagement de paiement

<sup>1</sup> Lorsque la direction ou la SICAV contracte, par un dérivé, un engagement de paiement, ce dernier doit être couvert en permanence par des moyens proches des liquidités au sens de l'art. 34, al. 5.

<sup>2</sup> S'agissant des fonds en valeurs mobilières utilisant l'approche Commitment II ou l'approche par un modèle, sont également reconnus comme couverture:

- a. les titres de créance et les droits-valeurs dont la durée résiduelle est de plus de douze mois et dont l'émetteur ou le garant présente une haute solvabilité;
- b. les actions négociées en bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public.

<sup>3</sup> La couverture selon l'al. 2 doit pouvoir, à tout moment et dans les sept jours bancaires ouvrables, être transformée en liquidités.

<sup>4</sup> Les actions ne peuvent être imputées à la couverture qu'à une valeur vénale réduite d'une marge de sécurité. La marge de sécurité doit prendre en considération la volatilité de l'action et s'élever à 15 % au moins.

<sup>5</sup> Lorsque, pour un placement, un versement supplémentaire est exigible, ce dernier est considéré comme un engagement de paiement.

**Art. 46** Prescriptions générales en matière d'imputation sur les restrictions de placement

<sup>1</sup> Dans le cadre du respect des limites maximales et minimales définies dans les restrictions de placement légales et réglementaires, doivent être pris en compte:

- a. les placements (y compris les dérivés) au sens de l'art. 70 OPCC<sup>9</sup>;
- b. les liquidités au sens de l'art. 75 OPCC;
- c. les créances contre des contreparties découlant d'opérations OTC.

<sup>2</sup> Les dérogations pour les fonds indiciaires selon l'art. 82 OPCC sont réservées.

<sup>3</sup> En cas de violation d'une restriction de placement en raison de la modification du delta, l'ordre légal doit être rétabli au plus tard dans les trois jours bancaires ouvrables en tenant compte des intérêts des investisseurs.

#### **Art. 47** Imputation des dérivés

<sup>1</sup> Lors du respect des dispositions légales et réglementaires applicables aux limites maximales et minimales, notamment les prescriptions en matière de répartition des risques, les équivalents de sous-jacents selon l'annexe 1 sont déterminants.

<sup>2</sup> Une limite minimale peut être dépassée temporairement vers le bas dans le cadre d'une stratégie de couverture avec des positions sur dérivés réduisant l'engagement si les intérêts des investisseurs demeurent préservés.

<sup>3</sup> Les composantes-dérivé doivent être prises en compte dans le montant imputable selon l'art. 35.

#### **Art. 48** Imputation de créances contre des contreparties sur les limites maximales

<sup>1</sup> Les créances contre des contreparties provenant d'opérations sur dérivés doivent être calculées sur la base des valeurs de remplacement positives actualisées.

<sup>2</sup> Les valeurs de remplacement positives et négatives provenant d'opérations sur dérivés avec la même contrepartie peuvent être compensées si une convention (contrat de netting) remplissant les exigences légales en vigueur et juridiquement exécutable a été conclue avec cette contrepartie.

<sup>3</sup> Les créances d'opérations sur des dérivés contre une contrepartie centrale d'une bourse ou d'un autre marché réglementé ouvert au public ne doivent pas être prises en compte:

- a. si cette contrepartie centrale est soumise à une surveillance appropriée; et
- b. si les dérivés et la couverture font l'objet d'une évaluation quotidienne aux cours du marché avec une compensation quotidienne des marges.

#### **Art. 49** Publicité

<sup>1</sup> Lorsque l'utilisation de dérivés est autorisée dans le cadre de la gestion d'un fonds en valeurs mobilières, ils doivent être décrits dans le règlement et le prospectus.

<sup>2</sup> Le prospectus doit indiquer si les dérivés sont utilisés en tant que partie de la stratégie de placement ou seulement en couverture des positions de placement. Le prospectus doit expliquer en outre les effets possibles de leur utilisation sur le profil de risque du fonds en valeurs mobilières.

<sup>3</sup> Le règlement du fonds et le prospectus doivent indiquer la procédure de mesure des risques appliquée au fonds en valeurs mobilières. En outre, la procédure de mesure des risques doit être détaillée dans le prospectus. En cas d'utilisation de l'approche par un modèle, l'engagement total brut attendu résultant de dérivés doit

être indiqué. Si l'approche relative VaR est appliquée, le portefeuille comparatif doit également être mentionné dans le prospectus.

<sup>4</sup> Lorsque, en raison de l'utilisation de dérivés, un fonds en valeurs mobilières peut présenter une volatilité ou un effet de levier accru, cette caractéristique doit être indiquée de façon particulière dans le prospectus et dans les documents publicitaires.

<sup>5</sup> Les risques de contrepartie de dérivés doivent être indiqués dans le prospectus.

## **Section 4      Gestion des sûretés**

(art. 76, al. 2 et 80, al. 4, OPCC<sup>10</sup>)

### **Art. 50            Champ d'application**

Les actifs qui sont acceptés comme sûretés dans le cadre de techniques de placement ou lors d'opérations OTC doivent remplir les exigences de la présente section.

### **Art. 51            Exigences concernant les sûretés**

Seules peuvent être acceptées les sûretés remplissant les exigences suivantes:

- a. elles sont très liquides et se traitent à un prix transparent sur une bourse ou sur un autre marché réglementé ouvert au public. Elles peuvent être vendues rapidement à une valeur proche de l'évaluation effectuée avant la vente;
- b. elles sont évaluées au moins chaque jour de bourse. En cas de forte volatilité du prix, des marges de sécurité conservatrices appropriées doivent être appliquées;
- c. elles ne sont pas émises par la contrepartie ou par une société faisant partie du groupe de la contrepartie ou en dépendant;
- d. l'émetteur présente une haute solvabilité.

### **Art. 52            Gestion des sûretés**

La direction, la SICAV ou leurs mandataires doivent remplir les obligations et exigences suivantes dans la gestion des sûretés:

- a. ils sont tenus de diversifier les sûretés de manière appropriée au niveau des pays, des marchés et des émetteurs. Une diversification des émetteurs est considérée comme appropriée lorsque les sûretés détenues par un seul émetteur ne dépassent pas 20 % de la valeur nette d'inventaire. Il peut être dérogé à cette règle lorsque les sûretés remplissent les exigences de l'art. 83, al. 1, OPCC<sup>11</sup> ou lorsque les conditions d'autorisation de l'art. 83, al. 2, OPCC sont remplies. Si plusieurs contreparties fournissent des sûretés, celles-ci doivent garantir une vue d'ensemble agrégée;

<sup>10</sup> RS 951.311

<sup>11</sup> RS 951.311

- b. ils doivent pouvoir obtenir en tout temps, sans l'intervention ni l'accord de la contrepartie, le pouvoir et la capacité de disposition sur les sûretés en cas de défaillance de la contrepartie;
- c. ils ne peuvent ni prêter, ni mettre en gage, ni vendre, ni réinvestir, ni utiliser dans le cadre d'opérations de pension ou comme couverture des engagements résultant d'instruments financiers dérivés, les sûretés qui ont été mises en gage en leur faveur ou qui leur ont été transférées en propriété. Ils ne peuvent placer les sûretés reçues en espèces (cash collateral) que dans la monnaie correspondante sous forme de liquidités, dans des emprunts d'Etat de qualité supérieure ainsi que directement ou indirectement dans des instruments du marché monétaire présentant une échéance à court terme ou les prenant en pension (reverse repo);
- d. s'ils acceptent des sûretés pour plus de 30 % de la fortune du fonds, ils doivent veiller à ce que les risques de liquidité soient enregistrés et surveillés de façon appropriée. A cet effet, ils doivent procéder à des simulations de crise prenant en compte des conditions de liquidité aussi bien normales qu'exceptionnelles. Les contrôles correspondants doivent être documentés;
- e. ils doivent prendre en compte les risques liés à la gestion des sûretés dans le cadre de la gestion des risques;
- f. ils doivent être en mesure d'attribuer les éventuelles créances non couvertes après la réalisation des sûretés aux fonds en valeurs mobilières dont les actifs ont fait l'objet des opérations sous-jacentes.

**Art. 53** Stratégie en matière de sûretés

<sup>1</sup> La direction et la SICAV ainsi que leurs mandataires doivent disposer d'une stratégie en matière de sûretés:

- a. qui prévoie des marges de sécurité appropriées;
- b. qui soit harmonisée avec tous les genres d'actifs acceptés comme sûretés; et
- c. qui prenne en compte les caractéristiques des sûretés telles que la volatilité et le risque de défaillance de l'émetteur.

<sup>2</sup> Ils doivent documenter la stratégie en matière de sûretés.

**Art. 54** Garde des sûretés

<sup>1</sup> Les sûretés reçues doivent être gardées auprès de la banque dépositaire.

<sup>2</sup> La garde par un tiers dépositaire soumis à surveillance à la demande de la direction de fonds est admise:

- a. si la propriété des sûretés n'est pas transférée; et
- b. si le tiers dépositaire est indépendant de la contrepartie.

<sup>3</sup> La banque dépositaire s'assure que l'exécution des sûretés remises par une contrepartie à un dépositaire ou à une contrepartie centrale mandatés par celle-ci s'effectue de manière sûre et conforme au contrat.

**Art. 55** Prospectus

Le prospectus du fonds en valeurs mobilières doit contenir des informations appropriées sur la stratégie en matière de sûretés, en particulier des indications sur:

- a. les types de sûretés admis;
- b. l'étendue requise de la couverture;
- c. la détermination des marges de sécurité;
- d. la stratégie de placement et les risques en cas de réinvestissement de sûretés en espèces.

**Section 5 Structures maître-nourricier**

(art. 73a OPCC<sup>12</sup>)

**Art. 56** Principe

Les investisseurs d'un fonds maître (master) sont en principe ses fonds nourriciers (feeder). D'autres investisseurs peuvent être acceptés pour autant que la direction ou la SICAV les informent préalablement du fait qu'ils investissent dans un fonds maître et s'assurent que l'égalité de traitement des autres investisseurs vis-à-vis des fonds nourriciers est garantie.

**Art. 57** Exigences quant aux documents d'un fonds nourricier

<sup>1</sup> Outre les données prévues aux art. 35a et 62b OPCC<sup>13</sup>, le contrat de fonds de placement ou le règlement de placement d'un fonds nourricier ou d'un compartiment nourricier contient notamment les informations suivantes:

- a. la mention qu'il s'agit d'un fonds nourricier investi au moins à 85 % dans un fonds maître déterminé;
- b. la désignation du fonds maître;
- c. l'objectif de placement et la politique de placement du fonds maître;
- d. la nature, le montant et le mode de calcul de toutes les rémunérations ainsi que des frais accessoires découlant du placement dans le fonds maître et pouvant être à la charge de la fortune du fonds ou des investisseurs;
- e. l'information selon laquelle le contrat de fonds de placement ou le règlement de placement, le prospectus, les informations clés pour l'investisseur ainsi que les rapports annuels et semestriels du fonds maître peuvent être obtenus gratuitement;
- f. l'information selon laquelle, après la dissolution du fonds maître ou après sa fusion, sa transformation ou le transfert de sa fortune, le fonds nourricier peut subsister jusqu'à l'acceptation de la requête selon l'art. 63 ou 64.

<sup>12</sup> RS 951.311

<sup>13</sup> RS 951.311



<sup>2</sup> Outre les données prévues à l'art. 106 OPCC, le prospectus d'un fonds nourricier contient notamment les informations suivantes:

- a. l'information selon laquelle il s'agit d'un fonds nourricier investi au moins à 85 % dans un fonds maître déterminé;
- b. une description du fonds maître précisant la stratégie de placement et le profil de risque;
- c. un résumé des principaux contenus des conventions portant sur la coopération et les devoirs d'information conclues selon les art. 58, 61 et 62;
- d. le lieu auprès duquel des informations complémentaires sur le fonds maître et sur les conventions portant sur la coopération et les devoirs d'information conclues peuvent être obtenues gratuitement.

<sup>3</sup> Le rapport annuel du fonds nourricier désigne le lieu auprès duquel les rapports annuel et semestriel du fonds maître peuvent être obtenus gratuitement.

<sup>4</sup> Les documents de marketing et les informations clés pour l'investisseur du fonds nourricier contiennent l'indication qu'il s'agit d'un fonds nourricier qui investit au moins 85 % de sa fortune dans un fonds maître déterminé.

**Art. 58** Obligations communes du fonds maître et du fonds nourricier ou de leurs directions

<sup>1</sup> Le fonds maître met à la disposition du fonds nourricier tous les documents et renseignements nécessaires à l'exécution de ses obligations. Ils concluent à cet effet une convention réglant leur collaboration et leurs devoirs d'information.

<sup>2</sup> La convention portant sur la collaboration et les devoirs d'information règle au minimum les points suivants:

- a. principes relatifs à la communication des documents afférents et autres informations par le fonds maître aux fonds nourriciers;
- b. devoir d'information du fonds maître vis-à-vis du fonds nourricier portant sur la délégation de tâches à des tiers;
- c. violations par le fonds maître des dispositions légales et contractuelles soumises au devoir d'annonce aux fonds nourriciers ainsi que la forme et la date de ces annonces;
- d. devoir d'annoncer l'engagement total en instruments financiers dérivés du fonds maître aux fonds nourriciers;
- e. devoir d'information du fonds maître vis-à-vis du fonds nourricier dans le cas où il conclut avec des tiers d'autres conventions d'échange d'informations;
- f. possibilités d'investissement du fonds nourricier dans le fonds maître et informations relatives aux coûts et charges imputables au fonds nourricier;
- g. principes et modalités relatifs à la transposition des mesures visées à l'al. 4;

- h. modalités relatives à l'annonce de suspension des émissions et rachats ainsi qu'aux mesures concernant l'annonce d'erreurs relatives à la fixation du prix du fonds maître;
- i. principes nécessaires à la coordination des rapports d'audit du fonds maître et des fonds nourriciers.

<sup>3</sup> Si le fonds maître et le fonds nourricier sont gérés par la même direction ou par la même SICAV, la convention portant sur la coopération et les devoirs d'information peut être remplacée par des règlements internes. Ceux-ci doivent contenir des mesures visant à prévenir les conflits d'intérêts. Les règlements internes doivent notamment remplir les exigences de l'al. 2, let. f à i.

<sup>4</sup> Le fonds maître et le fonds nourricier prennent des mesures pour coordonner leurs calendriers de calcul et de publication de la valeur nette d'inventaire afin de prévenir le market timing et d'empêcher les possibilités d'arbitrage.

#### **Art. 59** Obligations du fonds maître ou de sa direction

<sup>1</sup> Le fonds maître informe immédiatement la FINMA de l'identité de chaque fonds nourricier qui acquiert ses parts à titre de placement.

<sup>2</sup> Il ne perçoit du fonds nourricier aucune commission d'émission ou de rachat pour le placement dans ses parts.

<sup>3</sup> Il veille à ce que toutes les informations légalement ou contractuellement nécessaires soient fournies à temps au fonds nourricier, à sa banque dépositaire et à sa société d'audit, ainsi qu'à la FINMA. Ce faisant, il respecte ses obligations légales et contractuelles concernant la publicité des données et leur protection.

#### **Art. 60** Obligations du fonds nourricier ou de sa direction

<sup>1</sup> Le fonds nourricier communique à sa banque dépositaire toutes les informations sur le fonds maître dont elle a besoin pour accomplir sa tâche.

<sup>2</sup> Il assure un suivi efficace de l'activité du fonds maître.

<sup>3</sup> Dans le calcul de son engagement total selon l'art. 72, al. 3, OPCC<sup>14</sup>, il prend en compte l'engagement total du fonds maître en proportion de ses placements dans le fonds maître.

<sup>4</sup> Si le fonds nourricier, sa direction ou une autre personne agissant au nom du fonds nourricier ou de sa direction reçoit un avantage appréciable en argent en rapport avec le placement dans les parts du fonds maître, cet avantage doit être imputé sur la fortune du fonds nourricier.

**Art. 61** Obligations de la banque dépositaire

<sup>1</sup> Si la banque dépositaire du fonds maître constate des irrégularités du fonds maître susceptibles d'avoir une incidence négative sur le fonds nourricier, elle en informe sa société d'audit, le fonds nourricier et sa direction ainsi que sa banque dépositaire. Sont notamment considérés comme irrégularités les événements suivants:

- a. erreurs lors du calcul de la valeur nette d'inventaire du fonds maître;
- b. erreurs lors des transactions, de l'exécution de ventes et de souscriptions ou de demandes d'émission ou de rachats ou de parts du fonds maître par les fonds nourriciers;
- c. erreurs lors du paiement ou de la capitalisation de résultats du fonds maître;
- d. violations des objectifs, des restrictions, de la politique ou de la stratégie d'investissement du fonds maître fixés par la loi, le contrat de fonds ou le règlement de placement, le prospectus ou les informations clés pour les investisseurs.

<sup>2</sup> Si le fonds maître et le fonds nourricier ont des banques dépositaires différentes, celles-ci concluent, avec l'accord du fonds maître et du fonds nourricier, une convention portant sur la coopération et les devoirs d'information afin d'assurer l'exécution de leurs obligations. La convention doit contenir au minimum les éléments suivants:

- a. description des documents et catégories d'informations que les deux banques dépositaires s'échangent régulièrement, y compris les modalités et délais de transmission;
- b. principes relatifs à l'exécution des questions opérationnelles, y compris le calcul de la valeur nette d'inventaire, la protection contre le market timing ainsi que le traitement des demandes du fonds nourricier;
- c. modalités concernant la communication de violations des dispositions légales et contractuelle par le fonds maître;
- d. autres éléments nécessaires pour la coopération des banques dépositaires.

<sup>3</sup> Dans le cadre de l'échange d'informations, les banques dépositaires respectent leurs obligations légales et contractuelles en matière de publicité et de protection des données.

**Art. 62** Obligations de la société d'audit

<sup>1</sup> Dans son rapport abrégé du fonds nourricier, la société d'audit prend en compte le rapport abrégé du fonds maître. Si le fonds maître et le fonds nourricier ont des exercices différents, le fonds maître établit un boucllement intermédiaire à la date de boucllement du fonds nourricier. Sur la base de ce boucllement, la société d'audit établit pour le fonds maître un rapport abrégé *ad hoc* à la date de boucllement du fonds nourricier.

<sup>2</sup> Elle mentionne dans le rapport abrégé du fonds nourricier toutes les divergences avec le texte standard et les autres informations essentielles qui figurent dans le rapport abrégé du fonds maître et leur incidence sur le fonds nourricier.

<sup>3</sup> Dans le cas où le fonds maître et le fonds nourricier ont des sociétés d'audit différentes, celles-ci concluent une convention sur la coopération et les devoirs d'information afin de s'assurer de leurs obligations. Ces conventions portant sur la coopération et les devoirs d'information contiennent au minimum les informations suivantes:

- a. description des documents et catégories d'informations que les deux sociétés d'audit s'échangent régulièrement, y compris les modalités et délais de transmission;
- b. coordination du rôle des sociétés d'audit dans les procédures relatives à l'établissement des bilans annuels du fonds maître et du fonds nourricier;
- c. données relatives aux informations qui doivent figurer dans le rapport d'audit du fonds maître conformément à l'al. 2;
- d. autres modalités relatives à la coopération des sociétés d'audit ainsi qu'à l'établissement et la transmission des rapports d'audit et des rapports abrégés *ad hoc*.

**Art. 63**                    Dissolution du fonds maître

<sup>1</sup> Le fonds nourricier suspend les remboursements sitôt la dissolution du fonds maître annoncée. Il remet à la FINMA, dans le mois qui suit l'annonce de la dissolution du fonds maître, l'annonce ou la requête:

- a. de dissolution du fonds nourricier;
- b. de modification du contrat de fonds de placement ou du règlement de placement en raison du changement de fonds maître; ou
- c. de modification du contrat de fonds de placement ou du règlement de placement en raison de sa transformation en fonds non nourricier.

<sup>2</sup> Le produit de la liquidation du fonds maître ne peut être versé avant l'approbation des requêtes conformément à l'al. 1, let. b et c que s'il est réinvesti jusqu'au moment de l'approbation de ces requêtes aux seules fins d'une gestion efficace des liquidités.

**Art. 64**                    Fusion, transformation et transfert de la fortune

<sup>1</sup> Si le fonds maître décide d'une fusion, d'une transformation ou d'un transfert de la fortune, le fonds nourricier doit annoncer à la FINMA, dans le mois qui suit l'annonce faite par le fonds maître, s'il veut:

- a. se dissoudre;
- b. garder le même fonds maître;
- c. changer de fonds maître; ou
- d. se transformer en un fonds non nourricier.

<sup>2</sup> Avec son annonce, le fonds nourricier dépose à la FINMA, si nécessaire, une requête en approbation des modifications du contrat de fonds de placement ou du règlement de placement.

<sup>3</sup> Si la fusion, la transformation ou le transfert de la fortune du fonds maître intervient avant l'approbation de la requête conformément à l'al. 1, let. c et d, le fonds nourricier ne peut restituer les parts au fonds maître que si le produit ainsi obtenu est réinvesti jusqu'à l'entrée en vigueur des modifications aux seules fins d'une gestion efficace des liquidités.

## **Chapitre 2    Autres fonds**

### **Art. 65**

<sup>1</sup> Les prescriptions applicables aux fonds en valeurs mobilières en ce qui concerne le prêt de valeurs mobilières (art. 1 à 9), les opérations de pension (art. 10 à 22), les instruments dérivés (art. 23 à 49), la gestion des sûretés (art. 50 à 55) et les structures maître-nourricier (art. 56 à 64) s'appliquent par analogie aux autres fonds.

<sup>2</sup> Sont réservés les art. 100 et 101 OPCC<sup>15</sup>.

<sup>3</sup> La FINMA peut octroyer des dérogations à ces prescriptions (art. 101 OPCC).

## **Titre 2        Instituts**

### **Chapitre 1**

#### **Exigences organisationnelles en cas de délégation de tâches**

(art. 14, 28, al. 4, 18 ss, 31, 36, al. 3, LPCC et 12, 26, 42, 65 et 131 ss OPCC<sup>16</sup>)

### **Art. 66**

<sup>1</sup> Il y a délégation des tâches au sens de cet article lorsqu'un titulaire d'autorisation au sens de l'al. 2 délègue des tâches essentielles à un tiers, modifiant ainsi les conditions à l'origine de l'autorisation.

<sup>2</sup> La direction, la SICAV, le gestionnaire de placements collectifs et le représentant de placements collectifs étrangers consignent les tâches déléguées à des tiers dans des contrats écrits. Ceux-ci doivent décrire de façon précise les tâches déléguées et définir les compétences et responsabilités, les éventuelles compétences en matière de sous-délégation, l'obligation de rendre des comptes incombant au tiers et les droits de contrôle du titulaire d'autorisation (titulaire).

<sup>3</sup> L'organisation n'est notamment pas considérée comme appropriée au sens de l'art. 14 LPCC lorsque le titulaire au sens de l'al. 2:

- a. ne dispose d'aucun pouvoir de décision dans le domaine des tâches fondamentales incombant au conseil d'administration ou à l'organe de gestion;
- b. ne dispose pas des ressources humaines et des connaissances techniques nécessaires pour le choix, l'instruction, la surveillance et la gestion des risques des mandataires; ou

<sup>15</sup> RS 951.311

<sup>16</sup> RS 951.311

- c. ne dispose pas, ou seulement de manière restreinte, de son droit de contrôler le mandataire et de lui donner des instructions.

<sup>4</sup> La délégation de tâches ne doit pas entraver l'audit de la société d'audit ni la surveillance de la FINMA.

<sup>5</sup> Si des tâches sont déléguées à l'étranger, le titulaire doit être en mesure de prouver que lui-même, la société d'audit prudentielle et la FINMA peuvent exercer et faire valoir leurs droits de contrôle. La société d'audit prudentielle doit examiner cette preuve avant la délégation.

<sup>6</sup> Les titulaires selon l'al. 1 conignent dans le règlement d'organisation les tâches déléguées ainsi que des indications relatives à la possibilité de sous-délégation.

## Chapitre 2 Gestion des risques et contrôle des risques

(art. 14 LPCC et 12a OPCC<sup>17</sup>)

### Art. 67 Principes de gestion des risques

<sup>1</sup> Le conseil d'administration de la direction, de la SICAV ou du gestionnaire de placements collectifs s'assure, au moyen d'un système de contrôle interne fondé sur une analyse systématique des risques et par sa surveillance, que tous les risques essentiels du titulaire sont appropriés et efficacement déterminés, évalués, maîtrisés et surveillés.

<sup>2</sup> L'organe de gestion de la direction, de la SICAV ou du gestionnaire de placements collectifs applique les directives du conseil d'administration concernant l'établissement, le maintien et la vérification régulière du système de contrôle interne. Il met en place des procédures appropriées pour concrétiser les tâches de contrôle devant être intégrées dans les processus de travail et le contrôle des risques.

### Art. 68 Directives internes

<sup>1</sup> La direction, la SICAV et le gestionnaire de placements collectifs fixent dans des directives internes les principes de gestion et de contrôle des risques appropriés ainsi que l'organisation de la gestion et du contrôle des risques.

<sup>2</sup> Ils y incluent les risques auxquels:

- a. ils sont ou pourraient être exposés en raison de l'ensemble de leur activité;
- b. les placements collectifs qu'ils gèrent et les autres fortunes gérées dans le cadre de mandats sont ou pourraient être exposés.

<sup>3</sup> Les directives internes fixent:

- a. l'organisation de la gestion et du contrôle des risques, y compris les compétences au sein du titulaire;
- b. les types de risque au niveau des activités du titulaire, des placements collectifs gérés ainsi que des fortunes gérées dans le cadre de mandats;

- c. les procédures et les systèmes servant à évaluer et à gérer tous les risques essentiels du titulaire et du placement collectif, en particulier les risques de marché, de liquidité et de contrepartie;
- d. les tâches, les responsabilités et la fréquence des rapports à l'intention du conseil d'administration et de l'organe de gestion.

<sup>4</sup> Lors de l'établissement des directives internes et de l'organisation de la gestion des risques, il convient de prendre en compte le genre, l'étendue et la complexité des opérations, des placements collectifs gérés et des fortunes gérées dans le cadre de mandats.

<sup>5</sup> L'utilisation de techniques de placement et de dérivés doit être réglée dans des directives internes et faire l'objet de vérifications périodiques. Pour l'utilisation de dérivés, les directives internes règlent en outre les points suivants en tenant compte de la structure et des risques du titulaire:

- a. la politique de risques:
  1. les dérivés qui peuvent être utilisés,
  2. les exigences quant aux contreparties,
  3. les exigences quant à la liquidité des marchés,
  4. les exigences quant à la représentativité et à la corrélation, lors de l'utilisation de produits sur indice;
- b. le contrôle des risques:
  1. la détermination, l'évaluation et la surveillance (contrôle) des risques,
  2. les compétences et les limites,
  3. la procédure de mesure des risques,
  4. la procédure d'escalade en cas de dépassement des limites,
  5. en plus dans le cas de l'approche par un modèle:
    - la méthode de vérification des modèles de mesure des risques, notamment la VaR
    - la procédure d'escalade et les mesures à prendre en cas de résultats insuffisants des tests de vérification
    - la composition des portefeuilles comparatifs ainsi que leurs modifications et la surveillance du processus de détermination du portefeuille comparatif
    - les simulations de crise;
- c. l'exécution et l'évaluation:
  1. la documentation des opérations,
  2. les modèles d'évaluation à utiliser,
  3. les données et les fournisseurs de données à utiliser.

**Art. 69** Autres obligations liées à la gestion des risques

<sup>1</sup> La direction, la SICAV et le gestionnaire de placements collectifs vérifient régulièrement l'adéquation et l'efficacité des principes de gestion des risques ainsi que des procédures et des systèmes définis.

<sup>2</sup> Le respect des principes de gestion des risques et des procédures définies ainsi que l'adéquation et l'efficacité des mesures prises pour remédier aux éventuels points faibles du processus de gestion des risques font partie intégrante des rapports destinés au conseil d'administration et à l'organe de gestion.

<sup>3</sup> L'utilisation de techniques de placement et de dérivés ainsi que la gestion des sûretés et les risques en découlant doivent être inclus de façon appropriée dans la gestion des risques des placements collectifs gérés.

#### **Art. 70**            Contrôle des risques

<sup>1</sup> Pour le contrôle des risques, la direction, la SICAV et le gestionnaire de placements collectifs disposent du personnel qualifié suffisant.

<sup>2</sup> Le contrôle des risques détermine, évalue et surveille:

- a. les risques pris par le titulaire;
- b. les risques de chaque position individuelle des placements collectifs gérés ainsi que leur risque total; et
- c. les risques des éventuels autres mandats de gestion.

<sup>3</sup> Le contrôle des risques doit être séparé, de manière fonctionnelle et hiérarchique, des activités opérationnelles, en particulier des activités liées aux décisions d'investissement (gestion de portefeuille). Il doit pouvoir agir en toute indépendance.

#### **Art. 71**            Conditions pour l'utilisation de dérivés

<sup>1</sup> Pour l'utilisation de dérivés, le calcul des limites en vigueur pour l'engagement total ainsi que leur respect permanent doivent être assurés en tout temps.

<sup>2</sup> Le contrôle des risques vérifie les modèles et procédures d'évaluation.

<sup>3</sup> Pour les engagements de livraison physique résultant de dérivés, le contrôle des risques doit vérifier régulièrement, et garantir, que la couverture soit disponible dans la mesure nécessaire conformément aux art. 44 et 45.

<sup>4</sup> S'agissant des placements collectifs pour lesquels l'approche par un modèle est utilisée, l'organe de gestion approuve un système documenté de limites supérieures de montants des risques potentiels (limites de la VaR) en conformité avec son profil de risque.

<sup>5</sup> S'agissant des placements collectifs pour lesquels l'approche par un modèle est utilisée, le contrôle des risques est compétent en matière de procédure de mesure des risques et responsable pour les domaines d'activités suivants:

- a. il vérifie, tient à jour et développe le modèle de mesure des risques;
- b. il veille à ce que le modèle de mesure des risques soit adapté aux placements collectifs respectifs;
- c. il valide et met en place le système de limites de la VaR pour chaque placement collectif en conformité avec son profil de risque;



- d. il calcule et analyse en permanence les montants des risques potentiels et surveille les limites supérieures;
- e. il surveille régulièrement l'engagement total brut du placement collectif, notamment son effet de levier;
- f. il remet régulièrement au service interne compétent un rapport sur les montants effectifs des risques potentiels, le backtesting et les résultats des simulations de crise.

### **Chapitre 3 Direction et SICAV**

(art. 33, al. 1, OPCC<sup>18</sup>)

#### **Art. 72**

<sup>1</sup> La direction et la SICAV autogérée veillent à ce que l'évaluation des placements soit séparée, du point de vue fonctionnel et du personnel, des activités liées aux décisions d'investissement (gestion de portefeuille).

<sup>2</sup> Elles disposent du personnel technique qualifié suffisant pour réaliser l'évaluation.

### **Chapitre 4 Gestionnaires de placements collectifs de capitaux**

#### **Section 1 Approche *de minimis***

(art. 2, al. 2, let. h, LPCC et 1*b*, al. 2, OPCC<sup>19</sup>)

#### **Art. 73 Actifs à prendre en compte**

<sup>1</sup> Pour le calcul des seuils des actifs gérés par le gestionnaire de placements collectifs, il convient également de prendre en compte les actifs dont la gestion a été confiée à des tiers par le gestionnaire de placements collectifs.

<sup>2</sup> Lorsqu'un gestionnaire de placements collectifs gère un placement collectif comprenant des parts d'autres placements collectifs gérés par ses soins, il ne doit prendre en compte les actifs concernés qu'une seule fois dans le calcul des seuils.

#### **Art. 74 Evaluation des portefeuilles gérés**

<sup>1</sup> Pour chaque placement collectif géré, il convient de déterminer la valeur des actifs gérés en s'appuyant sur les règles d'évaluation fixées dans les prescriptions légales de l'Etat de domicile du placement collectif et, le cas échéant, dans les documents pertinents du placement collectif.

<sup>2</sup> Le montant imputable pour l'engagement total résultant de financements par effet de levier se calcule en utilisant l'approche Commitment II.

18 RS 951.311

19 RS 951.311

<sup>3</sup> Les engagements de capital visés à l'art. 1b, al. 1, let. d, OPCC<sup>20</sup> résultent de la somme de tous les montants dont le placement collectif ou sa direction de fonds peut exiger des investisseurs en vertu d'engagements contraignants.

<sup>4</sup> La valeur nominale d'un placement collectif selon l'art. 1b, al. 1, let. d, OPCC correspond à la somme des engagements de capital, déduction faite des remboursements déjà effectués aux investisseurs.

## **Section 2 Assurance responsabilité civile professionnelle**

(art. 21, al. 3, let. b, OPCC<sup>21</sup>)

### **Art. 75 Exigences**

<sup>1</sup> L'assurance responsabilité civile professionnelle des gestionnaires de placements collectifs prévue à l'art. 21, al. 3, let. b, OPCC<sup>22</sup> doit remplir les exigences suivantes:

- a. elle est conclue auprès d'une entreprise d'assurance au sens de la loi du 17 décembre 2004 sur la surveillance des assurances<sup>23</sup>;
- b. elle est conclue pour un an au moins;
- c. le délai de résiliation est de 90 jours au moins;
- d. l'assurance couvre au moins les risques de responsabilité civile professionnelle d'après l'art. 76.

<sup>2</sup> La couverture d'assurance pour une prétention individuelle s'élève au moins à 0,7 % de la fortune totale des placements collectifs gérés par le gestionnaire de placements collectifs.

<sup>3</sup> La couverture d'assurance pour l'ensemble des prétentions sur un an atteint au moins 0,9 % de la fortune totale des placements collectifs gérés par le gestionnaire de placements collectifs.

<sup>4</sup> Les exigences en matière d'assurance responsabilité civile professionnelle doivent être respectées en permanence.

### **Art. 76 Risques en matière de responsabilité civile professionnelle**

<sup>1</sup> L'assurance responsabilité civile professionnelle selon à l'art. 21, al. 3, let. b, OPCC<sup>24</sup> doit couvrir le risque de pertes ou de sinistres causés par négligence par l'exécution d'activités dont le gestionnaire de placements collectifs est juridiquement responsable.

<sup>2</sup> Par risque en matière de responsabilité civile selon l'al. 1 on entend notamment:

<sup>20</sup> RS 951.311

<sup>21</sup> RS 951.311

<sup>22</sup> RS 951.311

<sup>23</sup> RS 961.01

<sup>24</sup> RS 951.311

- a. le risque de perte de documents attestant la propriété du placement collectif sur les actifs gérés;
- b. le risque de déclarations inexactes ou trompeuses vis-à-vis des placements collectifs gérés et de leurs investisseurs;
- c. le risque de comportements entraînant la violation:
  1. des obligations légales et contractuelles,
  2. des obligations de fidélité, de diligence et d'information envers des placements collectifs gérés et leurs investisseurs,
  3. des dispositions du contrat de gestion concernant le placement collectif, du contrat de fonds ou des statuts des placements collectifs;
- d. le risque de manquement à l'obligation d'établir, de mettre en œuvre et de maintenir opérationnelles des procédures appropriées pour prévenir les actes malhonnêtes, frauduleux ou malveillants;
- e. le risque d'une évaluation des actifs non conforme aux exigences;
- f. le risque de pertes résultant d'interruptions de l'activité, de défaillances des systèmes, de dysfonctionnement du traitement des transactions ou de la gestion des processus.

## Chapitre 5 Banque dépositaire

(art. 14, 72 s LPCC et 102a ss OPCC<sup>25</sup>)

### Art. 77 Organisation

<sup>1</sup> La banque dépositaire veille à son indépendance vis-à-vis de la direction ou de la SICAV sur le plan des locaux, du personnel et des fonctions.

<sup>2</sup> Lorsque la direction ou la SICAV délègue des tâches à la banque dépositaire, elle veille à ce qu'il n'en résulte aucun conflit d'intérêts. L'indépendance réciproque doit être assurée entre, d'une part, la direction ou la SICAV qui délègue ou ses mandataires et, d'autre part, les personnes en charge des tâches de la banque dépositaire conformément à l'art. 73 LPCC. Les investisseurs doivent être informés des conflits d'intérêts qui ne peuvent être évités.

<sup>3</sup> Les personnes chargées des tâches de la banque dépositaire selon l'art. 73 LPCC ne peuvent pas à la fois exécuter des tâches déléguées par la direction ou la SICAV.

### Art. 78 Fonction de contrôle

<sup>1</sup> Dans l'exécution de ses tâches de contrôle selon l'art. 73, al. 3, let. a et b, LPCC, la banque dépositaire évalue les risques quant au genre, à l'étendue et à la complexité de la stratégie du placement collectif pour mettre en place des procédures de contrôle appropriées aux placements collectifs et aux actifs dans lesquels il investit.

<sup>2</sup> La banque dépositaire édicte des directives internes appropriées y relatives comprenant au moins les éléments suivants:

- a. la façon d'organiser sa fonction de contrôle, en particulier les rôles et les responsabilités respectifs des différentes personnes responsables;
- b. le processus de contrôle selon lequel les contrôles doivent être réalisés, y compris ceux réalisés lorsque la garde est confiée à un tiers ou à un dépositaire central au sens de l'art. 105a OPCC<sup>26</sup>;
- c. le plan de contrôle et les processus de contrôle, en particulier les méthodes, les bases de données et la périodicité des contrôles;
- d. les processus d'escalade qui sont déclenchés lorsque des irrégularités sont constatées, en particulier les étapes de la procédure, les délais, la prise de contact avec la direction du fonds ou la SICAV et d'autres parties concernées, les procédures suivies pour définir des mesures à prendre, ainsi que les devoirs d'information;
- e. les rapports de la banque dépositaire à l'intention des organes et éventuellement d'autres destinataires sur son activité de contrôle, en particulier leur fréquence, leur forme et leur contenu.

<sup>3</sup> La banque dépositaire dispose à l'encontre de la direction du droit et de l'obligation d'intervenir en cas de placements non conformes. Si elle a connaissance de tels cas dans le cadre de ses contrôles, elle rétablit l'ordre légal, en demandant par exemple l'extourne de ces placements.

## **Titre 3**

### **Tenue des livres, évaluation, reddition des comptes et obligation de publier**

#### **Chapitre 1 Tenue des livres et présentation des comptes**

##### **Section 1 Dispositions communes**

###### **Art. 79**           Principes

(art. 87 et 91 LPCC)

<sup>1</sup> Sauf disposition contraire de la LPCC et de la présente ordonnance, les dispositions du code des obligations (CO)<sup>27</sup> s'appliquent à la tenue des livres et à la présentation des comptes selon l'art. 87 LPCC.

<sup>2</sup> La tenue des livres doit se conformer aux exigences légales relatives aux rapports annuels et semestriels (art. 89 ss LPCC) et présenter une image fidèle correspondant à l'état réel du patrimoine et des résultats.

<sup>3</sup> Les transactions, y compris les opérations hors bilan, doivent être saisies immédiatement après la conclusion du contrat. L'inscription au bilan des transactions con-

<sup>26</sup> RS 951.311

<sup>27</sup> RS 220

clues mais non encore exécutées s'effectue selon le principe de la date de conclusion.

<sup>4</sup> La comptabilité doit prendre en compte les exigences du droit fiscal.

#### **Art. 80**            Unité de compte

(art. 26, al. 3, 108 LPCC et 35a, al. 1, let. o, OPCC<sup>28</sup>)

<sup>1</sup> Une monnaie étrangère peut être désignée comme unité de compte:

- a. dans le règlement du fonds de placement ou de ses compartiments;
- b. dans le règlement de placement des compartiments de la SICAV;
- c. dans le contrat de société de la société en commandite de placements collectifs.

<sup>2</sup> La SICAV fixe en outre dans son règlement de placement la monnaie qui est l'unité de compte du compte global (art. 98) et la procédure de conversion.

<sup>3</sup> Lorsqu'une monnaie étrangère est utilisée pour la présentation des comptes, les valeurs ne doivent pas être indiquées en plus dans la monnaie nationale.

## **Section 2      Placements collectifs ouverts**

#### **Art. 81**            Compartiments et classes de parts

(art. 92 à 94 LPCC et 112 et 113 OPCC<sup>29</sup>)

<sup>1</sup> Dans le cas de placements collectifs à compartiments, les dispositions du présent titre s'appliquent à chaque compartiment.

<sup>2</sup> Les compartiments doivent figurer séparément dans le rapport annuel et le rapport semestriel.

<sup>3</sup> L'exercice comptable des compartiments doit clôturer à la même date.

<sup>4</sup> Pour les classes de parts, la valeur nette d'inventaire par classe doit être indiquée.

#### **Art. 82**            Contrôle des parts et des certificats de parts

(art. 11 et 73, al. 1, LPCC)

<sup>1</sup> La banque dépositaire enregistre au fur et à mesure les émissions et les rachats de parts y compris les fractions. Ce faisant, elle saisit les informations suivantes:

- a. la date de l'émission ou du rachat;
- b. le nombre des parts émises ou rachetées;
- c. le versement brut de l'investisseur ou le versement net à l'investisseur;
- d. les rémunérations et frais accessoires lors de l'émission ou du rachat;
- e. le montant crédité ou débité au placement collectif;

<sup>28</sup> RS 951.311

<sup>29</sup> RS 951.311

f. la valeur nette d'inventaire de la part.

<sup>2</sup> Si les parts sont nominatives, l'identité de l'investisseur doit en plus être enregistrée de manière séparée.

<sup>3</sup> La banque dépositaire enregistre les émissions et les rachats de certificats de parts de manière séparée.

### **Art. 83** Fonds immobiliers

(art. 59, al. 1, let. b, 83 LPCC et 86, al. 3, let. b, et 93 OPCC<sup>30</sup>)

<sup>1</sup> Les fonds immobiliers et les sociétés immobilières leur appartenant doivent clôturer leur exercice comptable le même jour. La FINMA peut accorder des dérogations pour autant que l'établissement d'une comptabilité consolidée soit garanti.

<sup>2</sup> Les impôts afférents à la liquidation éventuelle d'un fonds immobilier, notamment l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les gains immobiliers et, le cas échéant, les droits de mutation doivent être pris en considération lors du calcul de la valeur nette d'inventaire.

<sup>3</sup> L'imputation des amortissements sur les immeubles et les accessoires du compte de résultat est admissible pour autant qu'elle respecte les normes comptables applicables.

## **Chapitre 2 Evaluation**

### **Section 1 Dispositions communes**

#### **Art. 84** Placements

(art. 88 et 89, al. 2, LPCC)

<sup>1</sup> Les placements sont évalués à la valeur vénale (art. 88 LPCC).

<sup>2</sup> En annexe du compte de fortune ou du bilan et du compte de résultat (art. 94 et 95), les placements doivent être présentés de manière sommaire dans un tableau et répartis dans les trois catégories d'évaluation suivantes:

- a. placements cotés en bourse ou négociés sur un autre marché réglementé ouvert au public, évalués au prix payé selon les cours du marché principal (art. 88, al. 1, LPCC);
- b. placements pour lesquels aucun cours selon la let. a n'est disponible, évalués selon des paramètres observables sur le marché;
- c. placements qui, en raison de paramètres non observables sur le marché, sont évalués au moyen de modèles d'évaluation appropriés en tenant compte des conditions actuelles du marché.

**Art. 85** Private Equity  
(art. 88, al. 2, et 108 LPCC)

<sup>1</sup> L'évaluation de placements en Private Equity doit être faite conformément aux standards internationaux reconnus, pour autant qu'elle ne soit pas réglée dans la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Les standards appliqués doivent être décrits de manière détaillée dans le prospectus ou dans le règlement.

**Art. 86** Fonds immobiliers  
(art. 88 et 90 LPCC)

Les immeubles en construction sont inscrits dans le compte de fortune à leur valeur vénale. La direction ou la SICAV procède à l'estimation des immeubles en construction, lesquels figurent à la valeur vénale, à la clôture de l'exercice comptable.

**Section 2 Placements collectifs ouverts**  
(art. 88, al. 2, LPCC)

**Art. 87**

<sup>1</sup> Les actifs immobilisés matériels et immatériels des actionnaires entrepreneurs de la SICAV doivent être évalués au coût d'acquisition ou de fabrication, sous déduction des amortissements économiquement nécessaires.

<sup>2</sup> Les principes d'évaluation pour les actifs immobilisés matériels et immatériels doivent être publiés sous la rubrique informations supplémentaires. S'ils sont modifiés, des données adaptées pour l'année précédente doivent en outre être fournies pour information.

<sup>3</sup> La fortune restante de la SICAV est évaluée conformément aux art. 84 à 86.

**Section 3 Placements collectifs fermés**

**Art. 88** Société en commandite de placements collectifs  
(art. 88, al. 2, et 108 LPCC)

Les art. 84 à 87 s'appliquent par analogie à l'évaluation.

**Art. 89** Société d'investissement à capital fixe (SICAF)  
(art. 117 LPCC)

<sup>1</sup> L'évaluation est effectuée, dans le cadre de la clôture individuelle (art. 109, al. 1), selon les dispositions de la comptabilité commerciale et de la présentation des comptes. En outre, les valeurs vénales des placements doivent être indiquées à titre d'information.

<sup>2</sup> Dans le cadre de la clôture consolidée (art. 109, al. 2), l'évaluation doit être effectuée d'après des standards reconnus conformément à l'ordonnance du 21 novembre 2012 sur les normes comptables reconnues (ONCR)<sup>31</sup>.

### Chapitre 3

#### Dispositions communes applicables à la reddition des comptes

**Art. 90** Private Equity  
(art. 88 et 108 LPCC)

<sup>1</sup> Les méthodes d'évaluation utilisées (art. 85) doivent être publiées dans les rapports annuel et semestriel.

<sup>2</sup> Si un placement est porté au bilan en dessous de sa valeur d'achat, celle-ci doit être publiée.

<sup>3</sup> Pour les placements collectifs qui peuvent investir plus de 10 % de leur fortune dans du Private Equity, les informations minimales suivantes doivent apparaître et être structurées, pour chaque placement, selon le type et le stade de développement, pour autant que leur part dépasse 2 % de la fortune du placement collectif:

- a. la description du placement (raison sociale, siège, but, capital et participation);
- b. la description des activités et, le cas échéant, l'avancement du développement;
- c. des informations concernant l'administration et l'organe de gestion;
- d. le type et la phase de développement tel que «Seed», «Early Stage», «Buyout»;
- e. l'étendue des engagements contractés.

**Art. 91** Filiales  
(art. 90, al. 1, LPCC et 68 OPCC<sup>32</sup>)

<sup>1</sup> Lorsque des filiales sont utilisées afin de mettre en œuvre la politique de placement, une approche transparente et économique doit être appliquée lors de la reddition des comptes, notamment dans le compte de fortune et le bilan, le compte de résultat, l'inventaire et au niveau des achats et des ventes.

<sup>2</sup> Les sociétés doivent être consolidées selon un principe standard reconnu conformément à l'ONCR<sup>33</sup>. A cette fin, leur comptabilité doit être établie sur une base consolidée.

<sup>31</sup> RS 221.432

<sup>32</sup> RS 951.311

<sup>33</sup> RS 221.432



## **Chapitre 4**

### **Reddition des comptes afférents aux placements collectifs ouverts**

#### **Section 1 Compte annuel**

##### **Art. 92 SICAV**

(art. 36, al. 1, let. b, LPCC et 68, 70, 86 et 99 OPCC<sup>34</sup>)

<sup>1</sup> Le compte annuel de la SICAV se compose du compte annuel des compartiments des actionnaires investisseurs, du compte annuel du compartiment des actionnaires entrepreneurs et du compte global de la SICAV.

<sup>2</sup> Le compte annuel indique, pour les compartiments des actionnaires investisseurs, les placements autorisés au sens des art. 70, 86 et 99 OPCC.

<sup>3</sup> Il indique, pour le compartiment des actionnaires entrepreneurs, les éléments suivants:

- a. les placements autorisés au sens de l'al. 2 ainsi que les biens mobiliers, immobiliers ou immatériels nécessaires à l'exercice direct de l'activité d'exploitation de la SICAV;
- b. les engagements autorisés.

<sup>4</sup> Sont autorisés les engagements contractés à court terme ou garantis par des hypothèques, nécessaires à l'exercice direct de l'activité d'exploitation de la SICAV.

<sup>5</sup> Les comptes annuels d'un ou de plusieurs compartiments des actionnaires investisseurs choisis peuvent seulement être publiés avec le compte global de la SICAV.

<sup>6</sup> Le compte annuel fait partie du rapport annuel qui remplace le rapport de gestion selon le CO<sup>35</sup>. Un rapport annuel et un tableau des flux de trésorerie ne doivent pas être établis.

##### **Art. 93 Structure minimale du compte de fortune, du bilan et du compte de résultat pour les fonds de placement et les SICAV**

(art. 91 LPCC)

Pour les fonds de placement et les compartiments des actionnaires investisseurs, le compte de fortune, le bilan et le compte de résultat doivent être publiés dans le rapport annuel et semestriel et doivent contenir au moins les postes cités aux art. 94 à 98.

##### **Art. 94 Fonds en valeurs mobilières**

(art. 53 à 57, 89 LPCC et 70 à 85 OPCC<sup>36</sup>)

Le compte de fortune, le bilan et le compte de résultat des fonds en valeurs mobilières comportent au moins les postes selon l'annexe 2.

<sup>34</sup> RS 951.311

<sup>35</sup> RS 220

<sup>36</sup> RS 951.311

**Art. 95** Fonds immobiliers  
(art. 58 à 67 et 89 LPCC et 86 à 98 OPCC<sup>37</sup>)

Le compte de fortune, le bilan et le compte de résultat d'un fonds immobilier comportent au moins les postes selon l'annexe 3.

**Art. 96** Autres fonds  
(art. 68 à 71, 89 LPCC et 99 à 102 OPCC<sup>38</sup>)

Les exigences relatives à la structure minimale pour les fonds en valeurs mobilières (art. 94) sont applicables par analogie aux autres fonds. Elles comprennent en outre les placements autorisés pour les autres fonds.

**Art. 97** Structure minimale du bilan et du compte de résultat du compartiment des actionnaires entrepreneurs  
(art. 53 ss LPCC et 68 OPCC<sup>39</sup>)

<sup>1</sup> Le compartiment des actionnaires entrepreneurs doit être divisé en:

- a. placements;
- b. fortune d'exploitation.

<sup>2</sup> Les art. 94 à 96 sont applicables à la structure des placements.

<sup>3</sup> Les art. 959 et 959a CO<sup>40</sup> sont applicables par analogie à la structure de la fortune d'exploitation.

<sup>4</sup> L'art. 959c CO est applicable par analogie à l'annexe. Doivent, en outre, être publiés les principes d'évaluation des actifs immobilisés matériels et immatériels des actionnaires entrepreneurs. Par ailleurs, l'annexe doit contenir des informations sur la procédure d'évaluation des risques.

<sup>5</sup> Les actionnaires entrepreneurs et les groupes d'actionnaires liés par des conventions d'actionnaires qui détiennent 5 % ou plus des actions doivent être mentionnés dans le rapport annuel de la façon suivante:

- a. le nom ou la raison sociale;
- b. le domicile ou siège;
- c. le niveau de la participation exprimé en pourcentage.

**Art. 98** Compte global de la SICAV  
(art. 91 LPCC)

<sup>1</sup> Le compte global de la SICAV se compose du bilan, du compte de résultat et de l'annexe conformément au CO<sup>41</sup> et comprend les compartiments des actionnaires investisseurs et le compartiment des actionnaires entrepreneurs.

<sup>37</sup> RS 951.311

<sup>38</sup> RS 951.311

<sup>39</sup> RS 951.311

<sup>40</sup> RS 220

<sup>41</sup> RS 220

<sup>2</sup> Pour l'établissement du bilan et du compte de résultat, les positions des compartiments des actionnaires investisseurs doivent être additionnées. La structure doit respecter les art. 94 à 96.

<sup>3</sup> Le compartiment des actionnaires entrepreneurs doit être indiqué séparément dans le bilan et le compte de résultat. Les art. 94 à 96 pour les placements ainsi que les art. 959, 959a et 959b CO pour la fortune d'exploitation s'appliquent par analogie à la structure des positions.

<sup>4</sup> Le compte global de la SICAV doit être structuré d'après les compartiments des actionnaires investisseurs, le compartiment des actionnaires entrepreneurs et la fortune totale de la SICAV.

<sup>5</sup> Les informations de l'art. 97, al. 5, doivent en outre être publiées dans le compte global.

## Section 2 Indications supplémentaires

### Art. 99 Inventaire du placement collectif (art. 89, al. 1, let. c, LPCC)

<sup>1</sup> L'inventaire doit au moins être structuré en fonction des types de placement, tels que valeurs mobilières, avoirs en banque, instruments du marché monétaire, instruments financiers dérivés, métaux précieux, commodities et à l'intérieur des types de placement, en tenant compte de la politique de placement, en fonction des branches, des régions géographiques, des types de valeurs mobilières (annexe 2, ch. 1.4), et des monnaies.

<sup>2</sup> Le montant et le pourcentage de la participation à la fortune totale du placement collectif doivent être indiqués pour chaque groupe ou sous-groupe.

<sup>3</sup> Pour chacune des valeurs inscrites à l'inventaire, la participation à la fortune totale du placement collectif doit être indiquée.

<sup>4</sup> Les valeurs mobilières doivent être divisées de la manière suivante:

- a. les valeurs mobilières négociées en bourse;
- b. les valeurs mobilières négociées sur un autre marché réglementé ouvert au public;
- c. les valeurs mobilières selon l'art. 70, al. 3, OPCC<sup>42</sup>;
- d. les valeurs mobilières selon l'art. 71, al. 2, OPCC;
- e. les valeurs mobilières ne tombant pas sous les let. a à d.

<sup>5</sup> Pour chacune des valeurs inscrites à l'inventaire, la catégorie d'évaluation doit être indiquée conformément à l'art. 84, al. 2.

<sup>6</sup> Pour les valeurs mobilières mentionnées à l'al. 3, le sous-total de chaque catégorie doit être indiqué et chaque position doit être distinguée en conséquence.

**Art. 100** Inventaire du fonds immobilier  
(art. 89, al. 1, let. c, et 90 LPCC)

<sup>1</sup> L'inventaire comprend au moins les postes suivants:

- a. immeubles d'habitation;
- b. immeubles à usage commercial;
- c. immeubles à usage mixte;
- d. terrains à bâtir, y compris les bâtiments à démolir, et les immeubles en construction;
- e. parts dans d'autres fonds immobiliers et sociétés d'investissements immobiliers;
- f. hypothèques et autres prêts garantis par des hypothèques.

<sup>2</sup> Pour les immeubles en droit de superficie et les objets en propriété par étage, cette indication doit figurer dans l'inventaire pour chaque objet et pour le total de chaque position de l'al. 1, let. a à d.

<sup>3</sup> L'inventaire contient les indications suivantes pour chaque immeuble:

- a. l'adresse;
- b. le prix de revient;
- c. la valeur vénale estimée;
- d. les revenus bruts réalisés.

<sup>4</sup> Si des investissements en valeurs mobilières à court terme servant un taux fixe, des investissements en certificats immobiliers ou des investissements en dérivés sont effectués, ceux-ci doivent également être mentionnés.

<sup>5</sup> Les hypothèques et les autres engagements garantis par des hypothèques existant à la fin de l'année de même que les prêts et les crédits doivent être indiqués de même que les conditions de taux et la durée.

<sup>6</sup> Pour chaque fonds immobilier, une liste des sociétés immobilières leur appartenant, indiquant la participation respective, doit être publiée.

<sup>7</sup> Les positions de l'inventaire doivent être représentées selon les trois catégories d'évaluation conformément à l'art. 84, al. 2. Si tous les biens immobiliers ont la même catégorie d'évaluation, ils peuvent être mentionnés de la sorte en résumé pour tout le portefeuille immobilier.

**Art. 101** Liste des achats, des ventes et des autres opérations  
(art. 89, al. 1, let. e, LPCC)

<sup>1</sup> Toute modification dans la composition du placement collectif doit être publiée dans le rapport annuel, notamment les achats, ventes, opérations hors bilan, actions gratuites, droits préférentiels de souscription et splits. Chaque élément de la fortune devra être désigné avec précision.

<sup>2</sup> S'agissant des fonds immobiliers, chaque valeur immobilière achetée ou vendue doit être mentionnée. Le prix convenu devra être communiqué à l'investisseur qui en fait la demande.

<sup>3</sup> S'agissant des fonds immobiliers, les transactions effectuées entre les placements collectifs qui sont gérés par la même direction ou SICAV ou par des directions ou SICAV liées doivent être indiquées séparément.

<sup>4</sup> Les hypothèques et les prêts garantis par des hypothèques qui sont accordés dans le courant de l'exercice annuel et qui sont remboursés avant la clôture de l'exercice annuel doivent être mentionnés avec les conditions de taux et la durée.

<sup>5</sup> Les hypothèques et les autres engagements garantis par des hypothèques de même que les prêts et les crédits qui sont contractés dans le courant de l'exercice annuel et qui sont remboursés avant la clôture de l'exercice annuel doivent être mentionnés avec les conditions de taux et la durée ou de manière sommaire par catégorie avec une durée moyenne et un taux d'intérêt moyen.

**Art. 102**           Variation de la fortune nette du fonds  
(art. 89 LPCC)

<sup>1</sup> Un tableau présentant la variation de la fortune nette du fonds et comprenant au moins les postes ci-après doit être établi pour chaque placement collectif:

- a. la fortune nette du fonds au début de l'exercice;
- b. les distributions;
- c. le solde des mouvements de parts;
- d. le résultat total;
- e. la fortune nette du fonds à la fin de l'exercice.

<sup>2</sup> Au surplus, la statistique des parts pour l'exercice doit être mentionnée (art. 89, al. 1, let. b, LPCC).

**Art. 103**           Informations des années précédentes  
(art. 91 LPCC)

<sup>1</sup> Le rapport annuel et le rapport semestriel doivent indiquer dans le compte de fortune ainsi que dans le bilan et le compte de résultat les informations de l'année précédente.

<sup>2</sup> Le rapport annuel contient, en outre, un tableau de la fortune nette du fonds et de la valeur nette d'inventaire par part des trois exercices écoulés. Le jour de référence est le dernier jour de l'exercice.

### Section 3 Utilisation du résultat et distributions

#### Art. 104 Utilisation du résultat (art. 89, al. 1, let. a, LPCC)

<sup>1</sup> Le tableau concernant l'utilisation du résultat doit comprendre au moins les postes suivants:

- a. le produit net de l'exercice comptable;
- b. les gains en capitaux de l'exercice comptable destinés à être distribués;
- c. les gains en capitaux des exercices comptables précédents destinés à être distribués;
- d. le report de l'année précédente;
- e. le résultat disponible pour être réparti;
- f. le résultat prévu pour être distribué aux investisseurs;
- g. le montant prévu pour être réinvesti;
- h. le report à nouveau.

<sup>2</sup> La constitution de réserves n'est pas autorisée.

#### Art. 105 Distribution (art. 91 LPCC)

<sup>1</sup> Les distributions intermédiaires de revenus ne sont autorisées que si elles sont prévues dans le règlement.

<sup>2</sup> Les gains en capitaux ne peuvent être distribués que si les conditions suivantes sont remplies:

- a. la distribution doit être prévue dans le règlement;
- b. les gains en capitaux doivent être réalisés;
- c. il ne s'agit pas d'une distribution intermédiaire.

<sup>3</sup> La distribution de gains en capitaux est admise même s'il y a eu des pertes en capitaux lors des exercices comptables précédents.

<sup>4</sup> L'attribution de tantièmes n'est pas autorisée.

## Section 4 Obligations de publier

### Art. 106 Publication du prix d'émission, du prix de rachat et de la valeur nette d'inventaire

(art. 26, al. 3, 79, 80, 83, al. 4, LPCC et 35a, al. 1, let. l et 39 OPCC<sup>43</sup>)

<sup>1</sup> Le prix d'émission, le prix de rachat et la valeur nette d'inventaire doivent être publiés lors de chaque émission et chaque rachat de parts dans les médias imprimés ou les plateformes électroniques désignés dans le prospectus.

<sup>2</sup> Les prix des fonds en valeurs mobilières et des autres fonds doivent être publiés au moins deux fois par mois.

<sup>3</sup> S'agissant des placements collectifs cités ci-après, les prix doivent être publiés au moins une fois par mois:

- a. les fonds immobiliers;
- b. les placements collectifs dont le droit de demander le rachat en tout temps a été restreint au sens de l'art. 109, al. 3, OPCC.

<sup>4</sup> Les semaines et les jours auxquels les publications au sens des al. 2 et 3 sont effectuées doivent être indiqués dans le prospectus.

<sup>5</sup> Lorsque la valeur nette d'inventaire est publiée, la mention «commissions non comprises» doit y être ajoutée.

### Art. 107 Prospectus simplifié pour fonds immobiliers

(art. 76 LPCC et 107 OPCC<sup>44</sup>)

<sup>1</sup> Les placements collectifs ou leurs compartiments comprenant plusieurs classes de parts doivent publier pour chaque classe de parts les informations selon l'annexe 2, ch. 3.3, OPCC.

<sup>2</sup> Les placements collectifs à compartiments peuvent publier un prospectus simplifié séparé pour chaque compartiment. Si tous les compartiments sont décrits dans un prospectus simplifié, les informations selon l'annexe 2, ch. 3.3, OPCC doivent alors être publiées pour chaque compartiment.

<sup>3</sup> Les placements collectifs ou leurs compartiments comportant plusieurs classes de parts publient les informations de toutes les classes de parts dans le même prospectus simplifié.

<sup>43</sup> RS 951.311

<sup>44</sup> RS 951.311

## **Chapitre 5**

### **Reddition des comptes afférents aux placements collectifs fermés**

**Art. 108** Société en commandite de placements collectifs  
(art. 108 LPCC)

<sup>1</sup> La reddition des comptes est effectuée, par analogie, conformément aux dispositions régissant les placements collectifs ouverts.

<sup>2</sup> Les participations détenues exclusivement à des fins d'investissement ne doivent pas être consolidées, indépendamment du pourcentage des voix et du capital détenu dans l'entreprise.

**Art. 109** SICAF  
(art. 117 LPCC)

<sup>1</sup> La reddition des comptes de la clôture individuelle est effectuée, par analogie, conformément aux dispositions régissant les placements collectifs ouverts.

<sup>2</sup> L'obligation de consolidation selon le CO<sup>45</sup> ne s'applique pas. Une consolidation éventuelle doit être effectuée d'après un standard reconnu conformément à l'ONCR<sup>46</sup>.

## **Titre 4 Audit et rapport d'audit**

### **Chapitre 1 Audit**

**Art. 110** Répartition en audit des comptes annuels, audit prudentiel et étendue des audits  
(art. 126 LPCC et 24 LFINMA<sup>47</sup>)

<sup>1</sup> Les audits annuels sont subdivisés en audit des comptes annuels et audit prudentiel.

<sup>2</sup> La société d'audit effectue un audit intermédiaire au minimum une fois par an chez les titulaires d'autorisation à l'exception des représentants.

**Art. 111** Révision des comptes annuels  
(art. 126, al. 5 et 6, LPCC et 137 OPCC<sup>48</sup>)

<sup>1</sup> Sont contrôlées lors de la révision des comptes annuels des placements collectifs les informations exigées selon les art. 89, al. 1, let. a à h et 90 LPCC.

<sup>45</sup> RS 220

<sup>46</sup> RS 221.432

<sup>47</sup> L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers (RS 956.1)

<sup>48</sup> RS 951.311



<sup>2</sup> La révision des comptes annuels de la direction, du gestionnaire de placements collectifs, de l'associé indéfiniment responsable d'une société en commandite de placements collectifs ainsi que du représentant de placements collectifs étrangers est régie les art. 728 ss CO<sup>49</sup>.

<sup>3</sup> La FINMA peut prévoir des dérogations pour le représentant de placements collectifs étrangers.

#### **Art. 112**      Audit prudentiel

(art. 126, al. 1 à 4, LPCC, 24 LFINMA<sup>50</sup> et 2 à 8 OA-FINMA<sup>51</sup>)

<sup>1</sup> L'audit prudentiel comprend le contrôle du respect du droit de la surveillance applicable par les titulaires d'une autorisation selon l'art. 13, al. 2, let. a à d, f et h, LPCC, en tenant compte des placements collectifs.

<sup>2</sup> S'agissant des sociétés en commandite de placements collectifs, la société indéfiniment responsable doit être intégrée dans la procédure d'audit.

<sup>3</sup> L'audit prudentiel comprend également l'examen du prospectus, des informations clés destinées aux investisseurs et du prospectus simplifié.

<sup>4</sup> L'audit prudentiel peut comprendre d'autres éléments définis par la FINMA.

## **Chapitre 2    Rapports d'audit**

#### **Art. 113**      Types de rapports

(art. 126 LPCC, 24 LFINMA<sup>52</sup>, 137 OPCC<sup>53</sup> et 9 à 12 OA-FINMA<sup>54</sup>)

La société d'audit établit:

- a. des rapports d'audit portant sur l'audit prudentiel du titulaire d'une autorisation et l'audit des placements collectifs ainsi que sur les représentants non soumis à une obligation d'autorisation de placements collectifs étrangers (audit prudentiel);
- b. des rapports d'audit portant sur la révision des comptes annuels selon l'art. 126, al. 5, LPCC (révision des comptes annuels);
- c. des rapports abrégés portant sur l'audit des placements collectifs (révision des comptes annuels).

<sup>49</sup> RS 220

<sup>50</sup> L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers (RS 956.1)

<sup>51</sup> O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers (RS 956.161)

<sup>52</sup> RS 956.1

<sup>53</sup> RS 951.311

<sup>54</sup> RS 956.161

**Art. 114** Rapport d'audit prudentiel

(art. 126, al. 1 à 4, LPCC, 24 LFINMA<sup>55</sup> et 9 à 12 OA-FINMA<sup>56</sup>)

<sup>1</sup> La société d'audit établit les rapports d'audit dans les six mois qui suivent la date de clôture de l'exercice comptable. La FINMA peut, dans certains cas, prévoir des dérogations à ce délai.

<sup>2</sup> Les rapports d'audit de la direction contiennent également les fonds de placements qui sont gérés par elle. Si l'exercice comptable de la direction ne correspond pas à celui des fonds de placement, les rapports d'audit de ces derniers seront établis, en tenant compte du délai selon l'al. 1, trimestriellement en complément au rapport d'audit de la direction.

<sup>3</sup> Les rapports d'audit de la société en commandite de placements collectifs comprennent également la société indéfiniment responsable.

<sup>4</sup> Les rapports d'audit portant sur les titulaires de l'autorisation et les fonds de placement doivent être portés à la connaissance de l'organe responsable de la haute direction, de la surveillance et du contrôle. Les rapports d'audit doivent être discutés lors d'une séance de cet organe et leur traitement doit être consigné dans un procès-verbal.

**Art. 115** Rapport d'audit portant sur l'audit des comptes annuels

(art. 126, al. 5 et 6, LPCC et 137 OPCC<sup>57</sup>)

<sup>1</sup> Les dispositions applicables à l'audit ordinaire selon le CO<sup>58</sup> s'appliquent par analogie aux rapports d'audit portant sur la révision des comptes annuels.

<sup>2</sup> La société d'audit établit les rapports abrégés à temps avant la publication des rapports annuels. Les rapports abrégés doivent être signés par l'auditeur responsable compétent et par un collaborateur de la société d'audit avec droit de signature

<sup>3</sup> Dans le cas des placements collectifs comprenant des compartiments, un rapport abrégé doit être établi pour chaque compartiment.

**Art. 116** Rapport abrégé

(art. 126, al. 5 et 6, LPCC, 24 LFINMA<sup>59</sup>, 137 OPCC<sup>60</sup> et 9 à 12 OA-FINMA<sup>61</sup>)

<sup>1</sup> Le rapport abrégé se prononce sur le respect des dispositions légales, contractuelles, statutaires et réglementaires en matière de compte annuel et sur la vérification des informations selon l'art. 89, al. 1, let. a à h, LPCC, et, s'agissant des fonds immobiliers, selon l'art. 90 LPCC.

55 RS 956.1  
56 RS 956.161  
57 RS 951.311  
58 RS 220  
59 RS 956.1  
60 RS 951.311  
61 RS 956.161

<sup>2</sup> S'agissant de la SICAV et de la SICAF, le rapport abrégé peut couvrir aussi l'établissement du rapport de la société d'audit de la société anonyme selon l'art. 728 CO<sup>62</sup>.

<sup>3</sup> La FINMA peut reconnaître comme valable une attestation standard de l'association professionnelle des organes de révision.

## **Titre 5      Dispositions finales et transitoires**

### **Art. 117      Abrogation d'un autre acte**

L'ordonnance de la FINMA du 21 décembre 2006 sur les placements collectifs<sup>63</sup> est abrogée.

### **Art. 118      Dispositions transitoires**

<sup>1</sup> Les titulaires d'une autorisation doivent soumettre à la FINMA d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2017, pour autorisation, les contrats de fonds de placement et les règlements de placement modifiés selon la présente ordonnance.

<sup>2</sup> A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016, la direction et la SICAV doivent:

- a. respecter les dispositions régissant la gestion des sûretés selon les art. 50 à 55. Cela s'applique par analogie à leurs mandataires;
- b. remplir les exigences relatives à l'évaluation des risques des instruments financiers dérivés;
- c. indiquer dans leurs prospectus l'engagement total brut résultant de dérivés et, dans le cas de l'approche relative VaR, le portefeuille comparatif selon l'art. 49, al. 3.

<sup>3</sup> Les titulaires d'une autorisation selon l'art. 13, al. 2, let. a, b et f, LPCC doivent, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016, respecter les prescriptions relatives à la gestion des risques et au contrôle des risques selon les art. 67 à 71 ainsi que les conditions relatives à l'utilisation d'instruments dérivés selon l'art. 71.

<sup>4</sup> Les titulaires d'une autorisation selon l'art. 13, al. 2, let. a, b, f et h, LPCC doivent, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017:

- a. mentionner les tâches déléguées ainsi que les principes régissant une possible sous-délégation dans leurs documents d'organisation correspondants;
- b. remplir les exigences de l'art. 66, al. 5 en matière de délégation à l'étranger.

<sup>5</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, les banques dépositaires doivent avoir mis en œuvre les directives internes selon l'art. 78.

<sup>62</sup> RS 220

<sup>63</sup> [RO 2007 301, 2008 5613 ch. 1]

<sup>6</sup> Les dispositions concernant les comptes consolidés et les données relatives aux catégories d'évaluation des placements (art. 84, al. 2) doivent être appliquées pour la première fois durant l'exercice annuel commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 ou dans les douze mois suivant cette date.

<sup>7</sup> Les immeubles en construction doivent, conformément à l'art. 86, être évalués pour la première fois à leur valeur vénale une année après l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

<sup>8</sup> Les devoirs de publication dans les comptes annuels conformément aux modifications des prescriptions des annexes 2 et 3 doivent être respectés pour la première fois durant l'exercice commençant après le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

**Art. 119**      Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

*Annexe 1*  
(art. 35, al. 2)

## **Imputation de dérivés / équivalents de sous-jacent**

*1. Les équivalents de sous-jacents sont en principe déterminés selon la liste non exhaustive de dérivés ci-dessous. Les points suivants s'appliquent:*

- 1.1 La monnaie de référence du fonds en valeurs mobilières doit être calculée aux cours de change actuels.
- 1.2 Dans le cas d'un dérivé sur devises comprenant deux jambes qui ne doivent pas être exécutées dans la monnaie de référence du fonds en valeurs mobilières ces deux jambes doivent être prises en compte.
- 1.3 Lorsque le delta n'est pas calculé, un delta de 1 doit être utilisé.

*2. Dérivés standard comprenant notamment:*

### *2.1 Futures:*

- 2.1.1 Futures sur obligations: nombre de contrats x taille du contrat x valeur de marché de l'obligation de référence la moins chère à livrer
- 2.1.2 Futures sur taux d'intérêt: nombre de contrats x taille du contrat
- 2.1.3 Futures sur devises: nombre de contrats x taille du contrat
- 2.1.4 Futures sur actions: nombre de contrats x taille du contrat x prix de marché de l'action sous-jacente
- 2.1.5 Futures sur indices: nombre de contrats x taille du contrat x niveau de l'indice

### *2.2 Options (position acheteuse/vendeuse; option d'achat ou de vente):*

- 2.2.1 Options sur obligations: nombre de contrats x taille du contrat x valeur de marché de l'obligation sous-jacente x delta
- 2.2.2 Options sur actions: nombre de contrats x taille du contrat x valeur de marché de l'action sous-jacente x delta
- 2.2.3 Options sur taux d'intérêt: valeur du contrat x delta
- 2.2.4 Options sur devises: valeur du contrat du volet devise(s) x Delta
- 2.2.5 Options sur indices: nombre de contrat x taille du contrat x niveau de l'indice x delta
- 2.2.6 Options sur contrats à terme: nombre de contrats x taille du contrat x valeur de marché du sous-jacent x delta
- 2.2.7 Certificats d'option et droits d'option: nombre d'actions/obligations x valeur de marché du sous-jacent x delta

### *2.3 Contrats d'échange (swaps):*

- 2.3.1 Swaps sur taux d'intérêt: valeur du contrat

- 2.3.2 Swaps sur devises: valeur nominale du volet devise(s)
- 2.3.3 Swaps sur taux d'intérêt/devises: valeur nominale de la jambe en devise(s)
- 2.3.4 Total Return Swap: valeur de marché du sous-jacent
- 2.3.5 Total Return Swap complexe: somme des valeurs de marché des deux jambes du contrat
- 2.3.6 Credit Default Swaps se référant à un seul sous-jacent (Single Name Credit Default Swaps):
  - a. Vendeur/donneur de garantie: valeur de marché du sous-jacent, ou valeur nominale du Credit Default Swaps si elle est supérieure
  - b. Acheteur/preneur de garantie: valeur de marché du sous-jacent
- 2.3.7 Contrats financiers pour différences: nombre d'actions/obligations x valeur de marché du sous-jacent
- 2.4 *Forwards:*
  - 2.4.1 Opérations à terme sur devises: valeur nominale du volet devise(s)
  - 2.4.2 Opérations à terme sur taux d'intérêt: valeur nominale
- 2.5 *Exposition à effet de levier à des indices à levier incorporé:*

Les dérivés procurant une exposition à effet de levier à un indice ou des indices sous-jacents incorporant un effet de levier par rapport à leur portefeuille doivent appliquer aux actifs concernés la méthode standard de calcul de l'engagement qui leur est applicable.

### *3. Instruments financiers avec une composante-dérivé comprenant notamment :*

- 3.1 Obligations convertibles: nombre de sous-jacents x valeur de marché des sous-jacents x delta
- 3.2 Crédit Linked Notes: valeur de marché du sous-jacent
- 3.3 Titres partiellement libérés: nombre d'actions/obligations x valeur de marché des sous-jacents
- 3.4 Certificats d'option et droits d'option: nombre d'actions/obligations x valeur de marché du sous-jacent x delta

### *4. Options à barrière*

Nombre de contrats x taille du contrat x valeur de marché du sous-jacent x delta

*Annexe 2*  
(art. 94)**Structure minimale du compte de fortune, du bilan et du compte de résultat des fonds en valeurs mobilières***1. Compte de fortune et bilan*

- 1.1 Avoirs en banque, y compris les placements fiduciaires auprès de banques tierces, divisés en:
  - 1.1.1 Avoirs à vue
  - 1.1.2 Avoirs à terme
- 1.2 Instruments du marché monétaire
- 1.3 Créances résultant d'opérations de pension
- 1.4 Valeurs mobilières, y compris les valeurs mobilières prêtées et mises en pension, divisés en:
  - 1.4.1 Obligations, obligations convertibles, emprunts à option et autres titres de créance et droits-valeurs
  - 1.4.2 Produits structurés
  - 1.4.3 Actions et autres titres de participation et droits-valeurs
  - 1.4.4 Parts d'autres placements collectifs
- 1.5 Autres placements
- 1.6 Instruments financiers dérivés
- 1.7 Autres actifs
- 1.8 Fortune totale du fonds, dont à déduire
- 1.9 Engagements résultant d'opérations de pension
- 1.10 Crédits contractés
- 1.11 Autres engagements
- 1.12 Fortune nette du fonds
- 1.13 Nombre de parts en circulation
- 1.14 Valeur nette d'inventaire par part

*2. Compte de résultat*

- 2.1 Produits des avoirs en banque
- 2.2 Produits des instruments du marché monétaire
- 2.3 Produits des prises en pension
- 2.4 Produits du prêt de valeurs mobilières
- 2.5 Produits des valeurs mobilières, divisés en:

- 2.5.1 Obligations, obligations convertibles, emprunts à option et autres titres de créance et droits-valeurs
- 2.5.2 Produits structurés
- 2.5.3 Actions et autres titres de participations et droits-valeurs, y compris les produits des actions gratuites
- 2.5.4 Parts d'autres placements collectifs
- 2.6 Produits des autres placements
- 2.7 Autres revenus
- 2.8 Participation des souscripteurs aux revenus nets courus
- 2.9 Total des revenus, dont à déduire
- 2.10 Intérêts passifs
- 2.11 Frais d'audit
- 2.12 Rémunérations réglementaires versées:
  - 2.12.1 A la direction
  - 2.12.2 Aux actionnaires entrepreneurs
  - 2.12.3 A la banque dépositaire
  - 2.12.4 Au gestionnaire
  - 2.12.5 Autres tiers
- 2.13 Autres charges
- 2.14 Participation des porteurs de parts sortants aux revenus nets courus
- 2.15 Résultat net
- 2.16 Gains et pertes en capitaux réalisés
- 2.17 Résultat réalisé
- 2.18 Gains et pertes en capitaux non réalisés
- 2.19 Résultat total

### 3. Annexe

- 3.1 Dérivés:
  - 3.1.1 En cas d'utilisation de l'approche Commitment I:  
montant et pourcentage de la fortune nette du fonds
    - a. Total des positions augmentant l'engagement (équivalent de sous-jacents)
    - b. Total des positions réduisant l'engagement (équivalent de sous-jacents)
  - 3.1.2 En cas d'utilisation de l'approche Commitment II:  
montant et pourcentage de la fortune nette du fonds
    - a. Engagement total brut résultant de dérivés



- b. Engagement total net résultant de dérivés
  - c. Engagement de prêts de valeurs mobilières et d'opérations de pension
- 3.1.3 En cas d'utilisation de l'approche par un modèle:
- a. Limite de la Value-at-Risk par jour fixé en pourcentage de la fortune nette du fonds
  - b. Value-at-Risk par jour fixé en pourcentage de la fortune nette du fonds
  - c. Value-at-Risk (moyenne en pourcentage de la fortune nette du fonds)
  - d. Backtesting: nombre d'exceptions
  - e. Engagement total brut résultant de dérivés
- 3.1.4 Identité des cocontractants des opérations OTC
- 3.2 Titres, émetteurs, nombre de pièces/valeur nominale des valeurs mobilières prêtées à la date du bilan
- 3.3 Titres, émetteurs, nombre de pièces/valeur nominale des valeurs mobilières mises en pension à la date du bilan
- 3.4 Montant du compte prévu pour être réinvesti
- 3.5 Informations sur les coûts:
- 3.5.1 Indication sur le taux effectif des rémunérations dont les taux maximaux figurent dans le règlement
- 3.5.2 Indication et explication de la performance conformément aux standards de la profession
- 3.5.3 Total Expense Ratio (TER) conformément aux standards de la profession
- 3.6 Indication sur les Soft Commission Agreements
- 3.7 Principes d'évaluation et de calcul de la valeur nette d'inventaire
- 3.8 Coûts opérationnels directs et indirects et frais de prêts de valeurs mobilières et d'opérations de pension ainsi que des emprunteurs, contreparties et intermédiaires concernés
- 3.9 Pour les placements collectifs reproduisant un indice: informations sur le niveau de l'écart de suivi (Tracking Error)
- 3.10 Type et montant des sûretés acceptées

*Annexe 3*  
(art. 95)

## **Structure minimale du compte de fortune, du bilan et du compte de résultat des fonds immobiliers**

### *1. Compte de fortune et bilan*

- 1.1 Caisse, avoirs postaux et bancaires à vue, y compris les placements fiduciaires auprès de banques tierces
- 1.2 Avoirs en banque à terme, y compris les placements fiduciaires auprès de banques tierces
- 1.3 Valeurs mobilières à court terme servant un intérêt fixe, groupés en:
  - 1.3.1 Garantie de projets de construction (art. 90 OPCC<sup>64</sup>)
  - 1.3.2 Autres (art. 89 OPCC)
- 1.4 Immeubles, divisés en:
  - 1.4.1 Immeubles d'habitation
  - 1.4.2 Immeubles à usage commercial
  - 1.4.3 Immeubles à usage mixte
  - 1.4.4 Terrains à bâtir, y compris les bâtiments à démolir et les immeubles en construction
  - 1.4.5 Hypothèques et autres prêts garantis par des hypothèques
  - 1.4.6 Parts dans d'autres fonds immobiliers et sociétés d'investissements immobiliers
- 1.5 Instruments financiers dérivés
- 1.6 Autres actifs
- 1.7 Fortune totale du fonds, dont à déduire:
- 1.8 Engagements à court terme, divisés selon:
  - 1.8.1 Hypothèques à court terme portant intérêt et autres engagements garantis par des hypothèques
  - 1.8.2 Prêts et crédits à court terme portant intérêt
  - 1.8.3 Autres engagements à court terme
- 1.9 Engagements à long terme, divisés selon:
  - 1.9.1 Hypothèques à long terme portant intérêt et autres engagements garantis par des hypothèques
  - 1.9.2 Prêts et crédits à long terme portant intérêt
  - 1.9.3 Autres engagements à long terme

<sup>64</sup> RS 951.311

- 1.10 Parts des actionnaires minoritaires aux sociétés immobilières
- 1.11 Fortune nette du fonds avant estimation des impôts dus en cas de liquidation
- 1.12 Estimation des impôts dus en cas de liquidation
- 1.13 Fortune nette du fonds
- 1.14 Nombre de parts en circulation
- 1.15 Valeur nette d'inventaire par part

## *2. Compte de résultat*

- 2.1 Produits des avoirs postaux et bancaires
- 2.2 Produits des valeurs mobilières à court terme servant un intérêt fixe
- 2.3 Loyers (rendements bruts)
- 2.4 Intérêts intercalaires portés à l'actif
- 2.5 Autres revenus
- 2.6 Participation des souscripteurs aux revenus nets courus
- 2.7 Total des revenus, dont à déduire:
- 2.8 Intérêts hypothécaires et intérêts des engagements garantis par des hypothèques
- 2.9 Autres intérêts passifs
- 2.10 Entretien et réparations
- 2.11 Administration des immeubles, divisée en:
  - 2.11.1 Frais liés aux immeubles
  - 2.11.2 Frais d'administration
- 2.12 Frais d'estimation et d'audit
- 2.13 Amortissements sur les immeubles
- 2.14 Provisions pour réparations futures
- 2.15 Rémunérations réglementaires versées:
  - 2.15.1 A la direction
  - 2.15.2 Aux actionnaires entrepreneurs
  - 2.15.3 A la banque dépositaire
  - 2.15.4 Au gestionnaire de biens immobiliers
  - 2.15.5 A d'autres tiers
- 2.16 Autres charges
- 2.17 Participation des porteurs de parts sortants aux revenus nets courus
- 2.18 Parts des actionnaires minoritaires aux sociétés immobilières
- 2.19 Résultat net

- 2.20 Gains et pertes en capitaux réalisés
- 2.21 Résultat réalisé
- 2.22 Gains et pertes en capitaux non réalisés, y compris impôts de liquidation
- 2.23 Résultat total

### 3. Annexe

- 3.1 Montant du compte d'amortissement des immeubles
- 3.2 Montant du compte de provisions pour réparations futures
- 3.3 Montant du compte prévu pour être réinvesti
- 3.4 Nombre de parts présentées au rachat pour la fin de l'exercice comptable suivant
- 3.5 Indices conformément aux standards de la profession:
  - 3.6.1 Taux de perte sur loyer
  - 3.6.2 Coefficient d'endettement
  - 3.6.3 Rendement sur distribution
  - 3.6.4 Coefficient de distribution
  - 3.6.5 Marge de bénéfice d'exploitation
  - 3.6.6 Quote-part des charges d'exploitation du fonds
  - 3.6.7 Rendement des fonds propres
  - 3.6.8 Agio ou disagio
  - 3.6.9 Performance
  - 3.6.10 Rendement du placement
- 3.7 Informations sur les dérivés (annexe 2 par analogie)
- 3.8 Principes d'évaluation de la fortune du fonds (méthode d'estimation et données quantitatives sur les hypothèses du modèle d'estimation) et du calcul de la valeur nette d'inventaire
- 3.9 Informations sur le taux effectif des rémunérations dont les taux maximaux figurent dans le règlement
- 3.10 Montant total des engagements de paiement contractuels au jour de clôture du bilan pour les achats d'immeubles ainsi que les mandats de construction et les investissements dans des immeubles
- 3.11 Engagements à long terme, répartis par échéance d'un à cinq ans et après cinq ans

**951.315.2**

**Ordonnance  
de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés  
financiers sur la faillite de placements collectifs de capitaux  
(Ordonnance de la FINMA sur la faillite de placements collectifs,  
OFPC-FINMA)**

du 6 décembre 2012 (Etat le 1<sup>er</sup> mars 2013)

---

*L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA),*  
vu l'art. 138, al. 3, de la loi du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux  
(LPCC)<sup>1</sup>,  
*arrête:*

**Section 1 Dispositions générales**

**Art. 1**           Objet

La présente ordonnance précise la procédure de faillite selon les art. 137 à 138c LPCC s'appliquant aux titulaires d'une autorisation visés à l'art. 2.

**Art. 2**           Champ d'application

La présente ordonnance s'applique aux institutions et personnes suivantes (titulaires de l'autorisation):

- a. les directions de fonds selon l'art. 13, al. 2, let. a, LPCC;
- b. les sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) selon l'art. 13, al. 2, let. b, LPCC;
- c. les sociétés en commandite de placements collectifs selon l'art. 13, al. 2, let. c, LPCC;
- d. les sociétés d'investissement à capital fixe selon l'art. 13, al. 2, let. d, LPCC;
- e. les gestionnaires de fortune de placements collectifs selon l'art. 13, al. 2, let. f, LPCC;
- f. toute personne physique ou morale qui opère sans l'autorisation requise selon l'art. 13, al. 2, let. a à d et f, LPCC.

**Art. 3**           Universalité

<sup>1</sup> Lorsqu'une procédure de faillite est ouverte, elle s'étend à tous les biens réalisables appartenant au titulaire de l'autorisation à ce moment-là, qu'ils se trouvent en Suisse ou à l'étranger.

<sup>2</sup> Tous les créanciers suisses et étrangers du titulaire de l'autorisation et de ses succursales étrangères sont, dans une même mesure et avec les mêmes privilèges, autorisés à participer à la procédure de faillite ouverte en Suisse.

<sup>3</sup> Sont considérés comme étant les biens d'une succursale suisse d'un titulaire de l'autorisation étranger tous les actifs constitués en Suisse et à l'étranger par les personnes qui ont agi pour cette succursale.

#### **Art. 4** Publications et communications

<sup>1</sup> Les publications sont effectuées dans la Feuille officielle suisse du commerce, sur le site Internet de la FINMA et dans les organes de publication d'après l'art. 39 de l'ordonnance du 22 novembre 2006 sur les placements collectifs<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Les communications sont adressées directement aux créanciers dont le nom et l'adresse sont connus. La FINMA peut obliger les créanciers dont le siège ou le domicile se situe à l'étranger à désigner un mandataire chargé de recevoir les communications en Suisse si cela contribue à simplifier la procédure. Elle peut renoncer à la communication directe en cas d'urgence ou pour simplifier la procédure.

<sup>3</sup> La publication dans la Feuille officielle suisse du commerce fait foi pour le calcul des délais et les conséquences juridiques liées à la publication.

#### **Art. 5** Consultation des pièces

<sup>1</sup> Quiconque rend vraisemblable qu'il est directement touché par la faillite dans ses propres intérêts pécuniaires peut consulter les pièces concernant la faillite; le secret professionnel au sens de l'art. 148, al. 1, let. k, LPCC doit être préservé autant que possible.

<sup>2</sup> La consultation des pièces peut être limitée à certaines étapes de la procédure ou être restreinte ou refusée en raison d'intérêts contraires prépondérants.

<sup>3</sup> Quiconque consulte des pièces ne peut utiliser les informations obtenues que pour préserver ses propres intérêts pécuniaires directs.

<sup>4</sup> La consultation des pièces peut être subordonnée à une déclaration dont il ressort que les informations consultées sont utilisées uniquement en vue de préserver les propres intérêts pécuniaires directs du signataire. Elle peut être assortie de la menace des peines prévues aux art. 48 de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers<sup>3</sup> et 292 du Code pénal<sup>4</sup>.

<sup>5</sup> Le liquidateur de la faillite et, après la clôture de la procédure de faillite, la FINMA prennent les décisions relatives à la consultation des pièces.

<sup>2</sup> RS 951.311

<sup>3</sup> RS 956.1

<sup>4</sup> RS 311.0

**Art. 6** Dénunciation à la FINMA

<sup>1</sup> Quiconque est touché dans ses intérêts par la décision, l'acte ou l'omission d'une personne à qui la FINMA a confié des tâches en vertu de la présente ordonnance peut dénoncer les faits à la FINMA.

<sup>2</sup> Les décisions prises par ces personnes ne sont pas des décisions au sens de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative<sup>5</sup> et le dénonciateur n'a pas la qualité de partie au sens de ladite loi.

<sup>3</sup> La FINMA apprécie les faits qui font l'objet de la dénonciation, prend les mesures qui s'imposent et rend une décision si nécessaire.

**Art. 7** Recours à un liquidateur de la faillite

<sup>1</sup> La FINMA nomme un liquidateur de la faillite par voie de décision si elle n'assume pas elle-même les tâches correspondantes.

<sup>2</sup> Si elle nomme un liquidateur de la faillite, elle veille à ce que la personne choisie soit en mesure, tant sur le plan temporel que sur le plan technique, d'exercer le mandat de manière rigoureuse, efficace et effective et à ce qu'aucun conflit d'intérêt ne s'oppose à l'attribution du mandat.

<sup>3</sup> Elle fixe le contenu du mandat, notamment les coûts, l'établissement de rapports et le contrôle du liquidateur de la faillite.

**Art. 8** Tâches et compétences du liquidateur de la faillite

Le liquidateur de la faillite conduit la procédure. Il doit en particulier:

- a. établir les conditions techniques et administratives requises pour le bon déroulement de la procédure;
- b. veiller à la conservation et à la réalisation des actifs;
- c. veiller à la gestion de l'entreprise dans la mesure nécessaire à la procédure de faillite;
- d. représenter la masse en faillite devant les tribunaux et d'autres autorités.

**Art. 9** Tâches du liquidateur de la faillite en cas de faillite d'une SICAV

En cas de faillite d'une SICAV, le liquidateur de la faillite se voit assigner les tâches suivantes en plus de celles visées à l'art. 8:

- a. vérifier les créances à l'encontre des divers compartiments garantis, compte tenu de l'art. 94, al. 2, LPCC;
- b. déterminer les créances que les compartiments détiennent les uns sur les autres et en tenir compte dans le cadre de la distribution des revenus des compartiments.

**Art. 10** For de la faillite

<sup>1</sup> Le for de la faillite est au siège du titulaire de l'autorisation ou de la succursale d'un titulaire de l'autorisation étranger en Suisse.

<sup>2</sup> Si un titulaire de l'autorisation étranger a plusieurs succursales en Suisse, il n'existe qu'un seul for de la faillite. La FINMA désigne ce for.

<sup>3</sup> Pour les personnes physiques, le for de la faillite est au lieu de l'exploitation commerciale au moment de l'ouverture de la procédure de faillite.

**Art. 11** Coordination

Dans la mesure du possible, la FINMA et le liquidateur de la faillite coordonnent leurs actions avec les autorités et organes suisses et étrangers.

**Art. 12** Reconnaissance des décisions de faillite et des mesures étrangères

<sup>1</sup> Lorsque la FINMA reconnaît, conformément aux art. 138c LPCC et 37g de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques (LB)<sup>6</sup>, une décision de faillite prononcée à l'étranger, les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent au patrimoine se trouvant en Suisse.

<sup>2</sup> Même en l'absence de réciprocité, la FINMA peut accepter une demande de reconnaissance dans la mesure où cela sert les intérêts des créanciers concernés.

<sup>3</sup> Elle désigne le for unique de la faillite en Suisse et le cercle des créanciers visés à l'art. 138c LPCC et l'art. 37g, al. 4, LB.

<sup>4</sup> Elle publie la reconnaissance et le cercle des créanciers.

<sup>5</sup> Si elle reconnaît une autre mesure d'insolvabilité étrangère, elle détermine la procédure applicable.

**Section 2 Procédure****Art. 13** Publication et appel aux créanciers

<sup>1</sup> La FINMA notifie la décision de faillite au titulaire de l'autorisation et la publie en même temps que l'appel aux créanciers.

<sup>2</sup> La publication doit contenir notamment les informations suivantes:

- a. le nom du titulaire de l'autorisation, son siège et ses succursales;
- b. la date et l'heure de l'ouverture de la faillite;
- c. le for de la faillite;
- d. le nom et l'adresse du liquidateur de la faillite;
- e. la sommation faite aux créanciers et aux personnes qui ont des revendications à faire valoir sur des biens détenus par le titulaire de l'autorisation de

<sup>6</sup> RS 952.0



produire en mains du liquidateur de la faillite, dans le délai imparti, leurs créances ou revendications et de lui remettre leurs moyens de preuve;

- f. le rappel de l'obligation d'annonce et de mise à disposition au sens des art. 20 et 21.

<sup>3</sup> Le liquidateur de la faillite peut remettre un exemplaire de la publication aux créanciers ainsi qu'aux investisseurs connus.

#### **Art. 14** Publication et appel aux créanciers en cas de faillite d'une SICAV

En cas de faillite d'une SICAV, la publication doit comporter les indications suivantes, en plus de celles visées à l'art. 13:

- a. mention aux créanciers qu'ils doivent indiquer, concernant les créances à produire, lequel ou lesquels des compartiments de la SICAV est ou sont à faire valoir comme biens grevés;
- b. sommation aux investisseurs de communiquer au liquidateur de la faillite dans le délai indiqué:
  - 1. les compartiments auxquels ils participent, l'étendue de leur participation, leurs classes de parts, et
  - 2. leurs moyens de preuve.

#### **Art. 15** Assemblée des créanciers

<sup>1</sup> Si le liquidateur de la faillite estime qu'il est opportun de convoquer une assemblée des créanciers, il en fait la proposition à la FINMA. Cette dernière décide des compétences de l'assemblée des créanciers ainsi que du quorum des présences et des voix nécessaires à la prise des décisions.

<sup>2</sup> Tous les créanciers ont le droit de participer à l'assemblée des créanciers ou de s'y faire représenter. En cas de doute, le liquidateur décide de l'admission d'une personne.

<sup>3</sup> Le liquidateur de la faillite mène les débats et établit un rapport sur l'état du patrimoine du titulaire de l'autorisation ainsi que sur l'avancement de la procédure.

<sup>4</sup> Les créanciers peuvent également prendre des décisions par voie de circulaire. Une proposition du liquidateur de la faillite est réputée acceptée par un créancier si celui-ci ne la rejette pas expressément dans le délai imparti.

#### **Art. 16** Commission de surveillance

<sup>1</sup> Sur proposition du liquidateur de la faillite, la FINMA décide de la désignation et de la composition d'une commission de surveillance et en définit les tâches et les compétences.

<sup>2</sup> La FINMA nomme le président, détermine la procédure de prise des décisions et fixe l'indemnisation des membres.

**Art. 17** Droits des créanciers en cas de faillite d'une SICAV

<sup>1</sup> En cas de faillite d'une SICAV, les droits des créanciers concernent les compartiments sur lesquels sont émises les prétentions.

<sup>2</sup> La FINMA peut, pour certains compartiments, prévoir une assemblée des créanciers et une commission de surveillance séparées.

**Section 3 Actifs de la faillite****Art. 18** Prise d'inventaire

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite procède à l'inventaire des biens faisant partie de la masse en faillite.

<sup>2</sup> A moins que la présente ordonnance n'en dispose autrement, la prise d'inventaire s'effectue conformément aux art. 221 à 229 de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP)<sup>7</sup>.

<sup>3</sup> Le liquidateur de la faillite soumet à la FINMA les mesures nécessaires à la conservation des actifs de la masse.

<sup>4</sup> Il soumet l'inventaire à une personne choisie par les propriétaires du titulaire de l'autorisation pour officier comme organe. Il l'invite à déclarer si elle considère l'inventaire exact et complet. Sa déclaration doit être consignée dans l'inventaire.

**Art. 19** Prise d'inventaire en cas de faillite d'une SICAV

Dans le cadre de l'inventaire, le liquidateur de la faillite consigne dans une section séparée les biens relevant d'un compartiment.

**Art. 20** Obligation de mise à disposition et d'annonce

<sup>1</sup> Les débiteurs du titulaire de l'autorisation ainsi que les personnes qui détiennent des biens du titulaire de l'autorisation à titre de gage ou à quelque titre que ce soit ont l'obligation de les annoncer au liquidateur de la faillite dans le délai de production visé à l'art. 13, al. 2, let. e, et de les mettre à sa disposition.

<sup>2</sup> Les dettes doivent également être annoncées lorsqu'elles font l'objet d'une compensation.

<sup>3</sup> Tout droit de préférence s'éteint si l'annonce ou la mise à disposition est omise de façon injustifiée.

**Art. 21** Exceptions à l'obligation de mise à disposition

<sup>1</sup> Les titres et les autres instruments financiers servant de sûretés ne doivent pas être remis dans la mesure où les conditions légales pour leur réalisation par le bénéficiaire des sûretés sont réunies.

<sup>2</sup> Ces biens ainsi que la preuve du droit à leur réalisation doivent toutefois être annoncés au liquidateur de la faillite, qui doit les mentionner dans l'inventaire.

<sup>3</sup> Le bénéficiaire des sûretés doit s'entendre avec le liquidateur de la faillite sur le calcul du produit de la réalisation de ces biens. Un éventuel excédent est versé à la masse en faillite, respectivement au compartiment correspondant.

#### **Art. 22**            Distraction en cas de faillite d'une direction de fonds

Les avoirs et les droits d'un fonds de placement sont distraits selon l'art. 35 LPCC. Les créances de la direction de fonds selon l'art. 33 LPCC sont réservées.

#### **Art. 23**            Revendications de tiers

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite détermine si les biens revendiqués par des tiers doivent leur être remis.

<sup>2</sup> S'il considère qu'une revendication est fondée, il offre aux créanciers la possibilité de demander la cession du droit de la contester au sens de l'art. 260, al. 1 et 2, LP<sup>8</sup> et leur fixe un délai raisonnable à cette fin.

<sup>3</sup> S'il considère qu'une revendication est infondée ou si les créanciers ont demandé la cession du droit de la contester, il fixe au revendiquant un délai pendant lequel celui-ci peut saisir de sa revendication le juge du for de la faillite. Le revendiquant est réputé avoir renoncé à sa revendication s'il n'agit pas dans le délai imparti.

<sup>4</sup> En cas de cession du droit, l'action en revendication doit être dirigée contre les créanciers qui se sont fait céder le droit. Le liquidateur de la faillite informe le revendiquant de l'identité des cessionnaires au moment de la fixation du délai pour agir.

#### **Art. 24**            Créances, prétentions et révocations

<sup>1</sup> Les créances exigibles de la masse sont encaissées par le liquidateur de la faillite, le cas échéant par la voie de la poursuite.

<sup>2</sup> Le liquidateur de la faillite examine les prétentions de la masse sur les choses mobilières qui se trouvent en possession ou copossession d'une tierce personne, ou sur les immeubles qui sont inscrits au registre foncier au nom d'une tierce personne.

<sup>3</sup> Il examine si les actes juridiques peuvent être révoqués selon les art. 285 à 292 LP<sup>9</sup>. La durée d'un assainissement précédant l'ouverture de la faillite n'entre pas dans le calcul des délais mentionnés aux art. 286 à 288 LP.

<sup>4</sup> Si le liquidateur de la faillite entend faire valoir en justice une créance contestée ou une prétention de la masse au sens des al. 2 ou 3, il demande à la FINMA son autorisation et les instructions nécessaires.

<sup>8</sup> RS 281.1

<sup>9</sup> RS 281.1

<sup>5</sup> S'il n'engage aucune action, il peut offrir aux créanciers la possibilité d'en demander la cession selon l'art. 260, al. 1 et 2, LP ou de réaliser les créances concernées et les autres prétentions conformément à l'art. 33.

<sup>6</sup> S'il offre aux créanciers la possibilité de demander la cession, il leur fixe un délai raisonnable à cette fin.

<sup>7</sup> La réalisation selon l'art. 33 est exclue pour les prétentions en matière de révocation au sens de l'al. 3 ainsi que pour celles en matière de responsabilité au sens de l'art. 145 LPCC.

#### **Art. 25** Poursuite des procès civils et des procédures administratives

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite examine les prétentions de la masse qui, au moment de l'ouverture de la faillite, faisaient déjà l'objet d'un procès civil ou d'une procédure administrative, et fait une proposition à la FINMA quant à leur poursuite.

<sup>2</sup> Si la FINMA décide de ne pas poursuivre un tel procès ou une telle procédure, le liquidateur de la faillite offre aux créanciers la possibilité de demander la cession des droits selon l'art. 260, al. 1 et 2, LP<sup>10</sup> et leur fixe un délai raisonnable à cette fin.

#### **Art. 26** Suspension faute d'actifs

<sup>1</sup> Si les actifs ne suffisent pas à mener la procédure de faillite, le liquidateur de la faillite propose à la FINMA de suspendre la procédure faute d'actifs.

<sup>2</sup> Dans des cas exceptionnels, la FINMA poursuit la procédure, même en l'absence d'actifs suffisants, notamment si elle revêt un intérêt particulier.

<sup>3</sup> Si la FINMA a l'intention de suspendre la procédure, elle le fait savoir en le publiant. Elle mentionne que la procédure sera poursuivie si un créancier fournit, dans un certain délai, les sûretés exigées pour les frais de procédure qui ne sont pas couverts par les actifs. La FINMA fixe le délai et détermine le type de sûretés et leur montant.

<sup>4</sup> Si les sûretés exigées ne sont pas fournies dans le délai indiqué, chaque créancier gagiste peut demander à la FINMA, dans le délai qu'elle aura imparti, la réalisation de son gage. La FINMA mandate un liquidateur de la faillite pour la réalisation des gages.

<sup>5</sup> La FINMA ordonne la réalisation des actifs d'une personne morale lorsqu'aucun créancier gagiste n'en a demandé la réalisation dans le délai imparti. Si un produit subsiste après paiement des coûts de réalisation et des charges grevant l'actif réalisé, il est versé à la Confédération après couverture des frais de la FINMA.

<sup>6</sup> Si la procédure de faillite dirigée contre une personne physique a été suspendue faute d'actifs, l'art. 230, al. 3 et 4, LP<sup>11</sup> s'applique à la procédure de poursuite.

<sup>10</sup> RS 281.1

<sup>11</sup> RS 281.1

## Section 4 Passifs de la faillite

### Art. 27 Vérification des créances

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite examine les créances produites ainsi que celles découlant de la loi. Il peut, dans ce cadre, mener ses propres enquêtes et prier les créanciers de lui remettre des moyens de preuve complémentaires.

<sup>2</sup> Les créances inscrites au registre foncier, y compris l'intérêt courant, sont considérées comme découlant de la loi.

<sup>3</sup> Le liquidateur de la faillite consulte la personne désignée par les propriétaires du titulaire de l'autorisation pour officier comme organe à propos des créances.

### Art. 28 Vérification des créances en cas de faillite d'une SICAV

<sup>1</sup> En cas de faillite d'une SICAV, le liquidateur de la faillite vérifie de surcroît l'existence et le montant des créances sur les divers compartiments.

<sup>2</sup> Sous réserve de l'al. 3, un compartiment d'investissement ne répond que de ses propres engagements. Le compartiment de la société répond à titre subsidiaire de ces engagements.

<sup>3</sup> Si la limitation de responsabilité entre les compartiments dans les contrats avec des tiers n'est pas divulguée, le compartiment de la société répond en premier lieu et le compartiment d'investissement à titre subsidiaire, proportionnellement à sa part de la fortune du fonds.

### Art. 29 Collocation

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite décide de l'acceptation d'une créance, de son montant et de son rang et établit l'état de collocation.

<sup>2</sup> Si un immeuble fait partie de la masse, le liquidateur de la faillite établit un état des charges y afférentes, comme les gages immobiliers, les servitudes, les charges foncières et les droits personnels annotés. L'état des charges fait partie intégrante de l'état de collocation.

<sup>3</sup> En cas de faillite d'une SICAV, les créances colloquées sur les divers compartiments revendiqués en vue de la satisfaction des créances doivent être séparées les unes des autres.

### Art. 30 Créances faisant l'objet d'un procès civil ou d'une procédure administrative

<sup>1</sup> Les créances qui faisaient déjà l'objet d'un procès civil ou d'une procédure administrative en Suisse au moment de l'ouverture de la faillite sont dans un premier temps mentionnées pour mémoire dans l'état de collocation.

<sup>2</sup> Si le liquidateur de la faillite renonce à poursuivre le procès civil ou la procédure administrative, il offre aux créanciers la possibilité de demander la cession des droits selon l'art. 260, al. 1, LP<sup>12</sup>.

<sup>3</sup> Si ni la masse ni des créanciers cessionnaires ne poursuivent le procès civil ou la procédure administrative, la créance est considérée comme reconnue, et les créanciers n'ont plus le droit d'intenter une action en contestation de l'état de collocation.

<sup>4</sup> Si des créanciers cessionnaires poursuivent le procès civil ou la procédure administrative, le montant à raison duquel la part du créancier qui succombe est réduite est dévolu auxdits créanciers cessionnaires jusqu'à concurrence de leur production et de leurs frais de procédure. Un éventuel excédent est versé à la masse en faillite ou au compartiment correspondant.

### **Art. 31** Consultation de l'état de collocation

<sup>1</sup> Les créanciers peuvent consulter l'état de collocation dans les limites prévues à l'art. 5 pendant 20 jours au minimum.

<sup>2</sup> Le liquidateur de la faillite publie la date à partir de laquelle l'état de collocation peut être consulté et sous quelle forme.

<sup>3</sup> Il peut prévoir que la consultation se déroulera auprès de l'office des faillites au for de la faillite.

<sup>4</sup> Il communique à chaque créancier dont la créance n'a pas été colloquée comme elle était produite ou comme elle était inscrite au registre foncier les motifs pour lesquels sa production a été totalement ou partiellement écartée.

### **Art. 32** Action en contestation de l'état de collocation

<sup>1</sup> Les actions en contestation de l'état de collocation sont régies par l'art. 250 LP<sup>13</sup>.

<sup>2</sup> Le délai pour intenter l'action commence à courir à partir du moment où il devient possible de consulter l'état de collocation.

## **Section 5 Réalisation**

### **Art. 33** Mode de réalisation

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite décide du mode et du moment de la réalisation et procède à cette dernière.

<sup>2</sup> Les biens sur lesquels il existe des droits de gage peuvent être réalisés autrement que par la voie des enchères publiques uniquement avec l'accord des créanciers gagistes.

<sup>12</sup> RS 281.1

<sup>13</sup> RS 281.1

<sup>3</sup> Les biens peuvent être réalisés sans délai:

- a. s'ils sont exposés à une dépréciation rapide;
- b. s'ils occasionnent des frais d'administration excessivement élevés;
- c. s'ils sont négociés sur un marché représentatif; ou
- d. s'ils n'ont pas de valeur significative.

**Art. 34** Réalisation en cas de faillite d'une direction de fonds

<sup>1</sup> Si le maintien d'un ou de plusieurs fonds de placement est dans l'intérêt des investisseurs, le liquidateur de la faillite propose à la FINMA de le ou les transférer à une autre direction de fonds, avec tous les droits et obligations qui en découlent.

<sup>2</sup> S'il ne se trouve aucune autre direction de fonds prête à reprendre ce ou ces fonds, le liquidateur de la faillite demande à la FINMA de procéder à la liquidation de celui-ci ou de ceux-ci dans le cadre de la faillite de la direction du fonds.

**Art. 35** Réalisation en cas de faillite d'une SICAV

<sup>1</sup> Si le maintien d'un ou de plusieurs compartiments est dans l'intérêt des investisseurs, le liquidateur de la faillite propose à la FINMA de le ou les transférer à une autre SICAV, avec tous les droits et obligations qui en découlent.

<sup>2</sup> S'il ne se trouve aucune autre SICAV prête à reprendre ce ou ces compartiments, le liquidateur de la faillite demande à la FINMA de procéder à la liquidation de celui-ci ou de ceux-ci dans le cadre de la faillite de la SICAV.

**Art. 36** Enchères publiques

<sup>1</sup> Les enchères publiques se déroulent conformément aux art. 257 à 259 LP<sup>14</sup>, à moins que la présente ordonnance n'en dispose autrement.

<sup>2</sup> Le liquidateur de la faillite organise les enchères. Il peut fixer dans les conditions des enchères un prix d'adjudication minimum pour les premières enchères.

<sup>3</sup> Il indique dans la publication qu'il est possible de consulter les conditions des enchères. Il peut prévoir que la consultation aura lieu auprès de l'office des faillites ou des poursuites du lieu où se trouve l'objet.

**Art. 37** Cession des droits

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite définit dans l'attestation de cession des droits de la masse en faillite au sens de l'art. 260 LP<sup>15</sup> le délai pendant lequel le créancier cessionnaire doit ouvrir l'action pour faire valoir la prétention. S'il n'en fait pas usage pendant ce délai, la cession est alors caduque.

<sup>2</sup> Les créanciers cessionnaires informent sans retard le liquidateur de la faillite et, après la clôture de la procédure de faillite, la FINMA du résultat de l'action engagée.

<sup>14</sup> RS 281.1

<sup>15</sup> RS 281.1

<sup>3</sup> Si aucun créancier ne demande la cession des droits ou si aucun créancier n'en fait usage pendant le délai fixé pour ouvrir une action, le liquidateur de la faillite et, après la clôture de la procédure de faillite, la FINMA décident d'une éventuelle réalisation de ces droits.

#### **Art. 38**          Recours contre les réalisations

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite établit périodiquement un plan des réalisations qui renseigne sur les actifs devant encore être réalisés et sur la manière de procéder.

<sup>2</sup> Les réalisations qui peuvent être effectuées sans délai au sens de l'art. 33, al. 3, ne doivent pas être mentionnées dans le plan des réalisations.

<sup>3</sup> Une cession des droits au sens de l'art. 37 n'est pas considérée comme une réalisation.

<sup>4</sup> Le liquidateur de la faillite communique le plan des réalisations aux créanciers en leur impartissant un délai pendant lequel ils peuvent demander à la FINMA de rendre une décision sujette à recours pour chaque réalisation prévue.

### **Section 6**      **Distribution et clôture**

#### **Art. 39**          Dettes de la masse

<sup>1</sup> Sont couverts en premier lieu par la masse en faillite et dans l'ordre suivant:

- a. les engagements contractés par la masse en faillite pendant la durée de la procédure;
- b. l'ensemble des frais pour l'ouverture et la liquidation de la procédure de faillite;
- c. les engagements envers une banque dépositaire.

<sup>2</sup> En principe, le produit de la réalisation des compartiments d'investissement d'une SICAV ne peut servir à couvrir que les frais d'inventaire, de gestion et de réalisation du compartiment concerné.

#### **Art. 40**          Distribution

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite peut prévoir des répartitions provisoires. Il dresse à cet effet un tableau provisoire de distribution et le soumet à l'approbation de la FINMA.

<sup>2</sup> Lorsque tous les actifs ont été réalisés et que tous les procès ayant trait à la fixation de l'actif et du passif de la masse sont terminés, le liquidateur de la faillite établit le tableau définitif de liquidation ainsi que le compte final et les soumet à l'approbation de la FINMA. Il n'est pas nécessaire d'attendre l'issue des procès intentés individuellement par des créanciers cessionnaires au sens de l'art. 260 LP<sup>16</sup>.



<sup>3</sup> Après l'approbation du tableau de distribution, le liquidateur de la faillite procède au paiement des créanciers.

<sup>4</sup> Aucun paiement n'est effectué pour des prétentions:

- a. dont le montant ne peut pas être fixé définitivement;
- b. dont les ayants droit ne sont pas connus de manière définitive;
- c. qui sont partiellement couvertes par des gages à l'étranger non réalisés, ou qui sont couvertes selon l'art. 21; ou
- d. pour lesquelles les ayants droit vont probablement être partiellement désintéressés dans le cadre d'une procédure d'exécution forcée étrangère en relation avec la faillite.

**Art. 41** Distribution en cas de faillite d'une direction de fonds

<sup>1</sup> Le produit de la réalisation des biens de la direction de fonds sert à désintéresser les créanciers.

<sup>2</sup> Le produit d'une éventuelle réalisation du fonds de placement sert à désintéresser les investisseurs, en proportion de leur part.

**Art. 42** Distribution en cas de faillite d'une SICAV

<sup>1</sup> Le produit de la réalisation des biens sert à désintéresser les créanciers des compartiments correspondants.

<sup>2</sup> Un éventuel excédent d'un compartiment revient aux actionnaires ayant droit à ce compartiment, en proportion de leur part.

**Art. 43** Rapport final et consignation

<sup>1</sup> Le liquidateur de la faillite adresse un rapport final à la FINMA résumant le déroulement de la procédure de faillite.

<sup>2</sup> Le rapport final du liquidateur de la faillite contient en outre:

- a. un exposé sur l'issue de chaque procès ayant trait à la fixation de l'actif et du passif de la masse;
- b. des données sur l'état des droits cédés aux créanciers selon l'art. 260 LP<sup>17</sup>; et
- c. une liste des dividendes non versés ainsi que des valeurs déposées distraites de la masse et non restituées avec l'indication des motifs pour lesquels le versement ou la restitution n'ont pas pu être exécutés.

<sup>3</sup> La FINMA adopte les dispositions nécessaires sur la consignation des dividendes non versés ainsi que des valeurs déposées distraites de la masse et non restituées.

<sup>4</sup> La FINMA publie la clôture de la procédure de faillite.

**Art. 44**      Acte de défaut de biens

<sup>1</sup> Les créanciers peuvent requérir auprès du liquidateur de la faillite et, après clôture de la procédure de faillite, auprès de la FINMA, contre paiement d'une contribution forfaitaire, un acte de défaut de biens pour le montant impayé de leur prétention, conformément à l'art. 265 LP<sup>18</sup>.

<sup>2</sup> Le liquidateur de la faillite signale cette possibilité aux créanciers lors du paiement de leur part.

**Art. 45**      Conservation des pièces

<sup>1</sup> La FINMA décide de la manière dont les pièces de la faillite et de l'activité commerciale doivent être conservées après la clôture ou la suspension de la procédure de faillite.

<sup>2</sup> Les pièces de la faillite et de l'activité commerciale subsistantes doivent être détruites sur ordre de la FINMA après expiration d'un délai de dix ans suivant la clôture ou la suspension de la procédure de faillite.

<sup>3</sup> Les dispositions légales spécifiques contraires qui régissent la conservation de certaines pièces sont réservées.

**Art. 46**      Biens découverts ultérieurement et biens consignés

<sup>1</sup> Si des biens ou d'autres prétentions qui n'ont pas été inclus dans la masse en faillite sont découverts dans les dix ans suivant la clôture de la procédure de faillite, la FINMA charge un liquidateur de la faillite de reprendre la procédure de faillite sans autre formalité.

<sup>2</sup> Les biens ou prétentions découverts ultérieurement sont distribués aux créanciers qui ont subi une perte et dont les données nécessaires au paiement sont connues du liquidateur de la faillite. Ce dernier peut inviter les créanciers à lui faire connaître leurs données actuelles en leur indiquant qu'à défaut ils seront déchus de leurs droits. Il leur fixe un délai raisonnable à cette fin.

<sup>3</sup> La FINMA peut renoncer à reprendre la procédure de faillite s'il est manifeste que les coûts occasionnés par cette reprise ne seront pas couverts ou ne seront que légèrement dépassés par le produit escompté de la réalisation des biens découverts ultérieurement. Elle transfère alors les biens découverts ultérieurement à la Confédération.

<sup>4</sup> Les biens consignés qui deviennent disponibles ou qui n'ont pas été retirés dans les dix ans sont également réalisés selon l'al. 1 et distribués selon l'al. 2, sous réserve d'une base légale spéciale contraire. L'al. 3 est réservé.

**Section 7    Dispositions finales****Art. 47**        Disposition transitoire

La présente ordonnance s'applique aux procédures en cours au moment de son entrée en vigueur.

**Art. 48**        Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2013.



# Loi sur l'émission de lettres de gage (LLG)<sup>1</sup>

211.423.4

du 25 juin 1930 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2015)

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*  
vu l'art. 64, al. 2, de la constitution<sup>2</sup>,  
vu le message du Conseil fédéral du 14 décembre 1925<sup>3</sup>,  
*arrête:*

## Chapitre 1 Centrales d'émission de lettres de gage

### Art. 1

I. But et droit  
d'émission

<sup>1</sup> Les centrales d'émission de lettres de gage ont pour but de procurer aux propriétaires fonciers des prêts à long terme garantis par gage immobilier, à un taux aussi stable et aussi réduit que possible.

<sup>2</sup> Le droit d'émettre des lettres de gage appartient à deux centrales, dont l'une est constituée par les banques cantonales et la seconde par les autres établissements de crédit. Les deux centrales ont le droit de fusionner.

### Art. 2

II. Autorisation

<sup>1</sup> Le droit d'émettre des lettres de gage ne peut être exercé qu'avec l'autorisation du Conseil fédéral.

<sup>2</sup> Pour obtenir cette autorisation, la centrale est tenue de se constituer en société anonyme ou en société coopérative; d'être composée d'au moins 5 membres; de posséder un capital de fondation sur lequel au moins 5 millions de francs sont déjà versés et de faire approuver ses statuts par le Conseil fédéral.

### Art. 3<sup>4</sup>

III. Centrale  
des banques  
cantonales

Toute banque cantonale, au sens de l'art. 3, al. 4, de la loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et caisses d'épargne<sup>5</sup>, a le droit

#### RS 2 737

<sup>1</sup> Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la LF du 19 mars 1982, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1983 (RO 1982 1876; FF 1981 III 181).

<sup>2</sup> [RS 1 3]

<sup>3</sup> FF 1925 III 547

<sup>4</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 15 fév. 1968 (RO 1968 225; FF 1967 I 649).

<sup>5</sup> RS 952.0

d'être membre de la centrale d'émission des lettres de gage des banques cantonales.

#### Art. 4

IV. Centrale  
des autres  
établissements  
de crédit

<sup>1</sup> A le droit d'être membre de la centrale des autres banques tout établissement de crédit qui a son siège principal en Suisse et dont l'actif, suivant le dernier bilan établi et publié en conformité des prescriptions du Conseil fédéral, se compose pour plus de 60 pour cent de créances acquises dans des opérations de crédit foncier effectuées en Suisse.

<sup>2</sup> Sont considérés comme créances acquises dans des opérations de crédit foncier effectuées en Suisse: les placements en titres hypothécaires grevant des immeubles situés en Suisse et les lettres de gage émises en Suisse, de même les prêts de sommes fixes, à échéances fixes ou dénonçables à trois mois au moins, dont la garantie consiste uniquement en titres hypothécaires et en lettres de gage émis en Suisse.

<sup>3</sup> Cette centrale est libre d'admettre en qualité de membres d'autres établissements de crédit dont le siège principal se trouve en Suisse.

<sup>4</sup> Au surplus, les conditions d'admission sont fixées par les statuts de la centrale.

#### Art. 5<sup>6</sup>

V. Sphère  
d'activité

La sphère d'activité des centrales comprend:

1. l'émission de lettres de gage;
2. le placement du produit de cette émission
  - a. en prêts accordés conformément aux art. 11 et 12,
  - b. en lettres de rente, jusqu'à concurrence d'un dixième au maximum de ce produit;
- 3.<sup>7</sup> Le placement de leur capital propre et de fonds de tiers en créances garanties par gage jusqu'à concurrence des deux tiers de la valeur vénale et pour les lettres de rente des deux tiers du revenu du gage foncier sis en Suisse, en effets admis en pension par la Banque nationale et en titres de créances de débiteurs domestiques négociés sur un marché représentatif, en dépôts à vue ou à terme soit auprès de leurs membres soit auprès d'autres banques suisses, ainsi qu'en biens-fonds en vue de l'installation de locaux commerciaux en propre;

<sup>6</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 15 fév. 1968 (RO 1968 225; FF 1967 I 649).

<sup>7</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 6 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207; FF 2006 2741).

4. d'autres opérations de banque à court terme, mais uniquement dans la mesure nécessitée par l'émission des lettres de gage et par l'octroi des prêts.

### Art. 6

VI. Exonération de l'impôt

<sup>1</sup> Les centrales sont exonérées des impôts directs de la Confédération, des cantons et des communes; l'exonération ne s'étend pas aux impôts directs des cantons et des communes sur la propriété foncière.

<sup>2</sup> Les prêts consentis par les centrales conformément aux art. 11 et 12, de même que les intérêts qu'ils produisent ne sont soumis à aucun impôt fédéral du timbre.

## Chapitre 2 Emission de lettres de gage et octroi de prêts

### Art. 7<sup>8</sup>

I. Lettres de gage  
a. Forme

<sup>1</sup> Les lettres de gage peuvent être émises sous la forme de papiers-valeurs, de certificats globaux ou de droits-valeurs. Elles sont nominatives ou au porteur.

<sup>2</sup> Les lettres de gage peuvent également être émises sous la forme de contrats de prêt écrits.

<sup>3</sup> Lorsqu'elle émet des lettres de gage nominatives, la centrale tient un registre où sont inscrits le nom et l'adresse des propriétaires et des usufruitiers. Ce registre n'est pas public.

<sup>4</sup> L'inscription au registre n'a lieu qu'au vu d'une pièce établissant l'acquisition de la lettre de gage en propriété ou la constitution d'un usufruit.

<sup>5</sup> Dans les rapports avec la centrale, est seul légitimé celui qui est au bénéfice d'une inscription dans le registre.

### Art. 8<sup>9</sup>

b. Contenu

Le Conseil fédéral peut édicter des dispositions relatives au contenu des lettres de gage.

<sup>8</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 2 de l'annexe à la L du 3 oct. 2008 sur les titres intermédiés, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2010 (RO 2009 3577; FF 2006 8817).

<sup>9</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 2 de l'annexe à la L du 3 oct. 2008 sur les titres intermédiés, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2010 (RO 2009 3577; FF 2006 8817).

**Art. 9<sup>10</sup>**

c. Attestation  
de la couverture  
légal

Les organes responsables attestent avant l'émission des lettres de gage que la couverture légale existe.

**Art. 10<sup>11</sup>**

d. Montant  
de l'émission

Les centrales sont tenues de limiter l'émission des lettres de gage de façon que le total de leurs engagements, lettres de gage comprises, ne soit pas supérieur à 50 fois leur capital propre.

**Art. 11**

II. Prêts  
a. Conditions

<sup>1</sup> Les centrales accordent à leurs membres, sur le produit de l'émission, des prêts dont la couverture est fixée conformément à l'art. 19.

<sup>2</sup> Elles peuvent également accorder à d'autres établissements de crédit des prêts dont la couverture est fixée à l'art. 26.

**Art. 12**

b. Echéance et  
remboursement  
anticipé

<sup>1</sup> L'échéance des prêts doit coïncider avec celle des lettres de gage dont le produit a servi à faire ces prêts.

<sup>2</sup> Ceux-ci peuvent être remboursés avant leur échéance à la condition que l'établissement débiteur donne en paiement à la centrale, pour un montant égal, des lettres de gage de même nature que celles dont le produit avait servi à faire lesdits prêts et qu'il acquitte en même temps les frais d'émission non encore couverts de ces lettres de gage.

**Art. 13**

III. Obligation  
envers les  
débiteurs  
d'hypothèques

Les membres des centrales et les autres établissements de crédit auxquels ces dernières accordent des prêts sont tenus de faire bénéficier autant que possible leurs débiteurs hypothécaires des avantages résultant de l'émission de lettres de gage.

<sup>10</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 2 de l'annexe à la L du 3 oct. 2008 sur les titres intermédiés, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2010 (RO 2009 3577; FF 2006 8817).

<sup>11</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 15 fév. 1968 (RO 1968 225; FF 1967 1 649).



### Chapitre 3 Couverture des lettres de gage et des prêts

#### Art. 14<sup>12</sup>

I. Couverture  
des lettres de  
gage auprès  
des centrales  
a. En général

Les lettres de gage et les intérêts non encore versés doivent être couverts en tout temps auprès des centrales par des prêts consentis aux termes des art. 11 et 12. La part réservée à l'art. 5, ch. 2, doit être couverte par des lettres de rente; ces titres sont conservés et gérés par les centrales.

#### Art. 15

b. Augmentation  
de la couverture

Lorsque les intérêts de la couverture sont inférieurs à ceux des lettres de gage, la couverture doit être augmentée en proportion.

#### Art. 16

c. Registre  
des gages  
des centrales

<sup>1</sup> Les centrales sont tenues d'inscrire dans le registre des gages la couverture des lettres de gage qui se trouve en leur possession.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral édictera les dispositions nécessaires.

#### Art. 17

d. Gestion de  
la couverture

<sup>1</sup> Les centrales sont tenues de conserver séparément de leurs autres avoirs la couverture inscrite au registre des gages.

<sup>2</sup> Elles ont l'obligation, dans l'intérêt des créanciers de lettres de gage, de faire valoir en leur propre nom tous les droits dérivant de cette couverture.

#### Art. 18

e. Droit de  
gage des  
lettres de gage

Les lettres de gage jouissent, tant pour le capital que pour les intérêts non encore versés, d'un droit de gage sur la couverture inscrite au registre des gages des centrales sans qu'il y ait lieu de conclure un contrat spécial de nantissement et de remettre la couverture aux créanciers des lettres de gage ou à leurs représentants.

#### Art. 19

II. Couverture  
des prêts aux  
membres gardées  
par ces derniers  
a. En général

<sup>1</sup> Les prêts faits par les centrales à leurs membres et les intérêts non encore versés doivent être couverts en tout temps par des créances des membres contre leurs débiteurs. Ces créances doivent être garanties par gage immobilier ou par nantissement et sont conservées et gérées par les membres.

<sup>12</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, en vigueur depuis le 15 fév. 1968 (RO 1968 225; FF 1967 I 649).

<sup>2</sup> Les gages immobiliers de ces créances doivent être situés en Suisse et l'objet des nantissements doit consister en créances hypothécaires ou lettres de gage suisses.

#### **Art. 20**

b. Augmentation de la couverture

Lorsque les intérêts de la couverture fournie par un membre sont inférieurs à ceux du prêt accordé par la centrale, la couverture doit être augmentée en proportion.

#### **Art. 21**

c. Registre des gages des membres

<sup>1</sup> Les membres sont tenus d'inscrire dans un registre des gages la couverture des prêts reçus qui se trouve entre leurs mains.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral édictera les dispositions nécessaires.

#### **Art. 22**

d. Gestion de la couverture

<sup>1</sup> Les membres sont tenus de conserver séparément de leurs autres avoirs la couverture des prêts reçus inscrite dans leur registre des gages.

<sup>2</sup> Ils ont l'obligation, dans l'intérêt de la centrale, de faire valoir en leur propre nom tous les droits dérivant de cette couverture.

#### **Art. 23<sup>13</sup>**

e. Droit de gage des prêts

Les prêts faits par les centrales et les intérêts non encore versés jouissent d'un droit de gage sur la couverture inscrite au registre des gages des membres sans qu'il y ait lieu de conclure un contrat spécial de nantissement, de remettre la couverture aux centrales ou à leurs représentants ou de procéder à une inscription au registre foncier.

#### **Art. 24**

f. Reddition des comptes

<sup>1</sup> Chaque année, à une date déterminée, et en outre chaque fois que la centrale le requiert, le membre débiteur d'un prêt est tenu de présenter le compte de gestion de la couverture qui se trouve entre ses mains.

<sup>2</sup> Il ne perçoit d'indemnité ni pour cette gestion, ni pour l'établissement du compte.

#### **Art. 25**

III. Couverture complémentaire

<sup>1</sup> Si la couverture n'atteint plus le montant prescrit et que l'on ne puisse combler immédiatement la différence, la couverture sera complétée soit en argent, soit par des obligations cotées en bourse de la

<sup>13</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'annexe à la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO 2011 3919; FF 2010 3645).

Confédération, des cantons ou des communes. Dans ce cas, les obligations doivent être taxées à 95 pour cent au plus du cours du jour.

<sup>2</sup> Les art. 14 à 23 s'appliquent de même à la couverture complémentaire.

#### **Art. 26**

IV. Prêts à des établissements non affiliés

<sup>1</sup> Les établissements de crédit qui, sans être membres d'une centrale, désirent obtenir des prêts, sont tenus de constituer en gage, à la centrale, aux termes des art. 899 à 901 du code civil suisse<sup>14</sup>, des créances hypothécaires ou des valeurs de complément susceptibles de former la couverture de lettres de gage et représentant au moins 105 pour cent des prêts accordés.

<sup>2</sup> La centrale inscrira également au registre des gages les valeurs de couverture qui lui auront été remises.

### **Chapitre 4 Réalisation du gage**

#### **Art. 27**

I. Nature de la poursuite

La poursuite contre les centrales pour créances des détenteurs de lettres de gage, ainsi que la poursuite des centrales contre les membres constitués en sociétés anonymes ou en sociétés coopératives pour créances résultant de prêts faits par les centrales ne peuvent avoir lieu que par voie de faillite. Est réservée la protection des créanciers des lettres de gage et des prêts conformément à l'art. 42.

#### **Art. 28<sup>15</sup>**

II. ...

#### **Art. 29<sup>16</sup>**

III. Rang des créanciers

Quelle que soit la date de leur émission, toutes les lettres de gage d'une centrale sont garanties au même rang par la couverture.

#### **Art. 30**

IV. Communauté des créanciers

Les prescriptions relatives à la communauté des créanciers dans les emprunts par obligations s'appliquent aux créanciers de lettres de gage. Dans ce cas, les possesseurs de créances dont le taux d'intérêt est

<sup>14</sup> RS 210

<sup>15</sup> Abrogé par le ch. 5 de l'annexe à la LF du 16 déc. 1994, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO 1995 1227; FF 1991 III 1).

<sup>16</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 5 de l'annexe à la LF du 16 déc. 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO 1995 1227; FF 1991 III 1).

le même et les conditions de remboursement sont identiques forment une communauté de créanciers.

### Art. 31

V. Réalisation des gages déposés par des établissements non affiliés

Lorsqu'un prêt a été consenti conformément à l'art. 26, la centrale peut si les obligations ne sont pas remplies ponctuellement par le débiteur et que la sommation soit demeurée infructueuse, réaliser au mieux les valeurs mises en gage et prélever sur le produit de la vente la somme qui lui revient.

## Chapitre 5 Estimation des gages hypothécaires et fixation des prêts

### Art. 32

I. Prescriptions concernant les estimations

<sup>1</sup> Les centrales sont tenues d'édicter, en vertu des dispositions ci-après et en tenant compte des estimations officielles des cantons, des prescriptions sur la manière de déterminer le plus exactement possible la valeur des immeubles grevés d'une hypothèque destinée à servir de couverture. Ces prescriptions sont soumises à l'approbation du Conseil fédéral.

<sup>2</sup> L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) peut exiger une nouvelle estimation des biens-fonds lorsque la valeur de l'argent ou les conditions économiques se sont profondément modifiées.<sup>17</sup>

### Art. 33

II. Base de l'estimation

<sup>1</sup> Dans l'estimation de la valeur commerciale d'un immeuble, seules ses qualités permanentes doivent entrer en ligne de compte.

<sup>2</sup> Lorsqu'un immeuble sert à une exploitation principalement agricole ou forestière, l'estimation doit en être établie d'après le rendement moyen.

### Art. 34

III. Limites des prêts  
a. Maxima

Sont admises comme couverture des lettres de gage ou des prêts, sous réserve des hypothèques en rang préférable garantissant un capital et des intérêts:

1. les créances hypothécaires grevant des immeubles qui servent principalement à une exploitation agricole ou forestière, jusqu'à concurrence de cinq sixièmes au plus de la valeur de

<sup>17</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 6 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207; FF 2006 2741).

rendement, en tant que celle-ci a été établie, mais sans jamais dépasser deux tiers de la valeur vénale;

2. les créances hypothécaires grevant d'autres immeubles jusqu'à concurrence de deux tiers au plus de la valeur vénale.

### Art. 35

b. Réductions

Pour les terrains à bâtir, les établissements industriels et autres immeubles dont le rendement a un caractère analogue, les prescriptions à édicter conformément à l'art. 32 fixeront des limites de prêt proportionnellement inférieures et contiendront des dispositions en vue de prévenir une dépréciation du gage.

### Art. 36

c. Créances impropres à servir de couverture

Les créances grevant des immeubles dont la valeur diminue par l'exploitation normale, tels que les mines et les carrières, ne sont pas admises comme couverture de lettres de gage ou de prêts.

## Chapitre 6 Surveillance et retrait d'autorisation

### Art. 37

I. Représentant des débiteurs hypothécaires

Le Conseil fédéral a le droit de nommer un représentant des débiteurs hypothécaires comme membre du conseil d'administration ou du comité directeur de chaque centrale.

### Art. 38

II. Prescriptions relatives au bilan

Le Conseil fédéral prescrit la forme sous laquelle les bilans annuels et les comptes de profits et pertes, ainsi que les bilans intermédiaires des centrales doivent être établis et publiés, les indications spéciales qu'ils doivent contenir et les particularités des opérations sur lesquelles le rapport de gestion doit s'expliquer.

### Art. 38<sup>a</sup><sup>18</sup>

III. Contrôle des centrales d'émission de lettres de gage

<sup>1</sup> Les centrales d'émission de lettres de gage chargent une société d'audit agréée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision selon l'art. 9a, al. 1, de la loi du 16 décembre 2005 sur la surveillance de la révision<sup>19</sup> de procéder à un audit conformément à

<sup>18</sup> Introduit par le ch. 6 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers (RO 2008 5207; FF 2006 2741). Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4073; FF 2013 6147).

<sup>19</sup> RS 221.302

l'art. 24 de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers<sup>20</sup>.

<sup>2</sup> Les centrales d'émission de lettres de gage doivent faire réviser leurs comptes annuels et, le cas échéant, leurs comptes de groupe par une entreprise de révision soumise à la surveillance de l'Etat selon les principes du contrôle ordinaire du code des obligations<sup>21</sup>.

#### **Art. 38b**<sup>22</sup>

IV. Contrôle des membres

<sup>1</sup> Les sociétés d'audit des membres des centrales examinent, dans le cadre de leur audit annuel, le registre des gages et la couverture des prêts.

<sup>2</sup> Elles consignent les résultats de leur audit dans un rapport à l'intention des centrales et des sociétés d'audit mandatées par ces dernières.

#### **Art. 39**<sup>23</sup>

V. Surveillance

Les art. 33 à 35 et 37 de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers<sup>24</sup> ne sont pas applicables.

#### **Art. 40**<sup>25</sup>

VI. Remise des valeurs de couverture

<sup>1</sup> La FINMA peut ordonner la remise des valeurs de couverture lorsqu'une centrale ou un membre qui en a obtenu un prêt viole les prescriptions de façon grave et répétée ou compromet sérieusement la confiance qui lui est faite.

<sup>2</sup> La FINMA peut confier la gestion des valeurs de couverture à un chargé d'enquête, aux frais de la centrale ou du membre concernés, jusqu'à ce que la situation soit rétablie.

#### **Art. 41**<sup>26</sup>

VII. Retrait de l'autorisation<sup>27</sup>

Si une centrale s'oppose de façon répétée aux mesures ordonnées par l'autorité de surveillance, la FINMA<sup>28</sup> peut proposer au Conseil fédéral de lui retirer l'autorisation d'émettre des lettres de gage.

<sup>20</sup> RS 956.1

<sup>21</sup> RS 220

<sup>22</sup> Introduit par le ch. 6 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207; FF 2006 2741).

<sup>23</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 6 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207; FF 2006 2741).

<sup>24</sup> RS 956.1

<sup>25</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 6 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207; FF 2006 2741).

<sup>26</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 19 mars 1982, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1983 (RO 1982 1876; FF 1981 III 181).

<sup>27</sup> Anciennement ch. V.

**Art. 42**<sup>29</sup>

VIII. Application des dispositions sur l'insolvabilité bancaire

Les art. 25 à 37g de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques<sup>30</sup> sont applicables par analogie.

**Art. 43**<sup>31</sup>**Chapitre 7 Responsabilité et dispositions pénales****Art. 44**

I. Responsabilité civile

Celui qui contrevient à la présente loi ou à l'ordonnance d'exécution est responsable envers les créanciers des lettres de gage ou des prêts du dommage causé.

**Art. 45**<sup>32</sup>

II. Infractions  
a. Contraventions

1. Celui qui, sans y être dûment autorisé, émet des obligations désignées sous le nom de lettres de gage, celui qui émet des lettres de gage ou reçoit des prêts dont il sait que la couverture est insuffisante ou fait défaut, est, si le code pénal<sup>33</sup> ne prévoit pas une peine plus sévère, puni de l'amende jusqu'à concurrence de 50 000 francs.<sup>34</sup>

2. Lorsque l'auteur aura agi par négligence, la peine sera l'amende jusqu'à concurrence de 30 000 francs.

**Art. 46**<sup>35</sup>

b. Inobservation de prescriptions d'ordre

<sup>1</sup> Celui qui, intentionnellement ou par négligence,

- a. émet des lettres de gage d'un montant excédant celui qui est autorisé en vertu de l'art. 10,

<sup>28</sup> Nouvelle expression selon le ch. 6 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207; FF **2006** 2741).

<sup>29</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 1 de l'annexe à la LF du 18 mars 2011 (Garantie des dépôts), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> sept. 2011 (RO **2011** 3919; FF **2010** 3645).

<sup>30</sup> RS **952.0**

<sup>31</sup> Abrogé par le ch. 6 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207; FF **2006** 2741).

<sup>32</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe au DPA, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1975 (RO **1974** 1857; FF **1971** I 1017).

<sup>33</sup> RS **311.0**

<sup>34</sup> Nouvelle teneur selon l'art. 333 du CP, dans la teneur de la LF du 13 déc. 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2007 (RO **2006** 3459; FF **1999** 1787).

<sup>35</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe au DPA, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1975 (RO **1974** 1857; FF **1971** I 1017).

- b. ne se conforme pas aux prescriptions sur la tenue du registre des gages, la conservation séparée de la couverture ou l'établissement du bilan et des comptes de profits et pertes,
- c. entrave ou empêche l'exécution réglementaire d'une revision comptable ou de tout autre contrôle officiel,

sera puni d'une amende d'ordre de 5000 francs au plus.

<sup>2</sup> En cas d'infraction au sens de l'al. 1, let. c, la poursuite pénale conformément à l'art. 285 du code pénal suisse<sup>36</sup> est réservée.

**Art. 47**<sup>37</sup>

**Art. 48 et 49**<sup>38</sup>

## Chapitre 8 Dispositions transitoires et finales

**Art. 50**<sup>39</sup>

I. ...

**Art. 51**

II. Lettres de gage de droit cantonal

La présente loi n'a aucun effet sur les lettres de gage de droit cantonal émises avant sa promulgation.

**Art. 52**

III. Entrée en vigueur

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>2</sup> Dès l'entrée en vigueur de la loi sont abrogés les art. 916 à 918 du code civil suisse.<sup>40...41</sup>

Date de l'entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> février 1931<sup>42</sup>

<sup>36</sup> RS 311.0

<sup>37</sup> Abrogé par le ch. 6 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207; FF 2006 2741).

<sup>38</sup> Abrogés par le ch. 3 de l'annexe du DPA, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 1975 (RO 1974 1857; FF 1971 I 1017).

<sup>39</sup> Abrogé par le ch. 5 de l'annexe à la LF du 16 déc. 1994, avec effet az 1<sup>er</sup> janv. 1997 (RO 1995 1227; FF 1991 III 1).

<sup>40</sup> RS 210

<sup>41</sup> Phrase abrogée par le ch. I de la LF du 5 oct. 1967, avec effet az 15 fév. 1968 (RO 1968 225; FF 1967 I 649).

<sup>42</sup> ACF du 23 janv. 1931



# Ordonnance sur l'émission de lettres de gage (OLG)<sup>1</sup>

**211.423.41**

du 23 janvier 1931 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2015)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu la loi fédérale du 25 juin 1930 sur l'émission de lettres de gage<sup>2</sup>  
(dénommée ci-après «loi»),

*arrête:*

## I. Centrales d'émission de lettres de gage

### Art. 1

Les centrales d'émission de lettres de gage sont autorisées à inscrire le mot «suisse» dans leur raison sociale.

### Art. 2

Lorsque la demande d'admission présentée par un établissement de crédit en vertu des art. 3 et 4, al. 1 et 2, de la loi est rejetée, le Département fédéral des finances<sup>3</sup> décide si les conditions d'admission sont remplies.

### Art. 3

Le conseil d'administration ou le comité des centrales se compose de 15 membres au plus.

### Art. 4

<sup>1</sup> Le conseil d'administration ou le comité des centrales se compose de représentants des établissements affiliés. Demeure réservé l'art. 37 de la loi.

<sup>2</sup> Les établissements représentés au conseil d'administration d'une centrale constituée en société anonyme déposent le nombre d'actions prescrit (art. 658 CO<sup>4</sup>).

RS 2 748

<sup>1</sup> Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'O du 20 oct. 1982, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1983 (RO 1982 1879).

<sup>2</sup> RS 211.423.4

<sup>3</sup> Nouvelle dénomination selon l'art. 1<sup>er</sup> de l'ACF du 23 avril 1980 concernant l'adaptation des disp. du droit fédéral aux nouvelles dénominations des départements et des offices (non publié). Il a été tenu compte de cette mod. dans tout le texte.

<sup>4</sup> Voir actuellement le tit. XXVI du CO, dans la teneur du 4 oct. 1991.

**Art. 5**

<sup>1</sup> Les membres du conseil d'administration ou du comité des centrales représentant les débiteurs hypothécaires sont nommés par le Conseil fédéral pour une période de quatre ans.

<sup>2</sup> Ils ne sont pas obligés de déposer des actions.

**Art. 6**

Le conseil d'administration ou le comité des centrales est chargé de fixer le taux d'intérêt des lettres de gage et des prêts.

**II. Formes de la lettre de gage****Art. 7<sup>5</sup>**

Le texte et la forme des lettres de gage sont soumis à l'approbation du Département fédéral des finances.

**III. Annulation et retour anticipé de lettres de gage<sup>6</sup>****Art. 8<sup>7</sup>****Art. 9**

<sup>1</sup> Les lettres de gage échues sont annulées sitôt après leur remboursement.

<sup>2</sup> Les lettres de gage rentrées avant leur échéance, selon l'art. 12, al. 2, de la loi, peuvent, dès que la couverture en est de nouveau suffisante, être remises en circulation par les centrales. Les lettres de gage dépourvues de couverture doivent être conservées à part.

**Art. 10**

Les frais d'émission dus à la centrale par un membre qui rembourse un emprunt avant l'échéance comprennent une fraction convenable des frais d'administration de la centrale.

<sup>5</sup> Nouvelle teneur selon l'ACF du 2 juil. 1948, en vigueur depuis le 2 juil. 1948 (RO 1948 788).

<sup>6</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 20 oct. 1982, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1983 (RO 1982 1879).

<sup>7</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 20 oct. 1982, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 1983 (RO 1982 1879).

## IV. Registre des gages et couverture des lettres de gage

### Art. 11<sup>8</sup>

<sup>1</sup> Le registre des gages des membres d'une centrale (art. 21 de la loi) se compose:

- a. d'un inventaire indiquant pour chaque élément de la couverture:
  1. le numéro du registre des gages et de l'hypothèque,
  2. la valeur nominale, la date et la désignation des titres hypothécaires,
  3. le nom du débiteur,
  4. le montant de la créance mise en gage,
  5. les hypothèques de rang préférable et de parité de rang,
  6. la valeur de couverture,
  7. le lieu où est situé le gage,
  8. la nature du gage,
  9. la surface du gage immobilier,
  10. la valeur d'assurance-incendie,
  11. la valeur d'estimation,
  12. la limite de charge,
  13. les remarques concernant des modifications du gage,

l'inventaire peut être tenu sous forme de fichier ou, selon l'al. 5, sous celle de liste informatique;

- b. d'un journal indiquant:
  1. la date de l'inscription,
  2. le numéro du registre des gages ou de l'hypothèque,
  3. le nom du débiteur,
  4. toute augmentation ou diminution de la créance mise en gage,
  5. le montant total des diverses créances mises en gage,
  6. toute augmentation ou diminution de la couverture,
  7. le montant total de la couverture.

<sup>2</sup> Pour la couverture complémentaire prévue à l'art. 25 de la loi, il sera tenu un inventaire spécial qui en indiquera la nature, la valeur nominale, le cours du jour et la valeur de couverture.

<sup>3</sup> On veillera à ce que la couverture soit assurée en tout temps, même en cas de diminutions imprévues.

<sup>4</sup> Les membres d'une centrale en mesure de stocker électroniquement les montants des créances mises en gage et les valeurs de couverture (al. 1, let. a, ch. 4 et 6) et aptes à sortir en tout temps les différents montants et les totaux ne sont pas astreints

<sup>8</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 avril 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 1986 (RO 1986 694).

à tenir un journal selon la disposition de l'al. 1, let. b, ni à porter sur le fichier les modifications desdits montants.

<sup>5</sup> Les membres d'une centrale peuvent, en sus des données stockées selon l'al. 4, tenir sur ordinateur l'inventaire au sens défini à l'al. 1, let. a. En pareil cas, les indications prévues à l'al. 1, let. a, ch. 1 à 6, seront régulièrement mises à jour et devront pouvoir être sorties en tout temps; quant aux valeurs de couverture qui auront été augmentées ou nouvellement introduites dans l'inventaire depuis la fin de l'année précédente, elles seront expressément signalées. Les indications requises à l'al. 1, let. a, ch. 7 à 13, qui doivent également être disponibles en tout temps, pourront l'être sous une autre forme.

6 ...<sup>9</sup>

## **Art. 12**

Les succursales de membres d'une centrale qui détiennent des éléments de la couverture doivent les inscrire dans un registre partiel des gages.

## **Art. 13**

Le registre des gages des centrales (art. 16 de la loi) sera établi de la même façon que celui des membres. Toutefois, les emprunts accordés à ces derniers ne figureront pas au registre, la comptabilité des centrales relative aux prêts étant considérée comme partie intégrante de ce dernier.

## **Art. 14**

<sup>1</sup> La couverture des lettres de gage doit être conservée séparément de tous les autres avoirs (art. 17, 22 et 25 de la loi). Elle sera désignée comme telle, répartie en couverture normale et couverture complémentaire et conservée en lieu sûr.<sup>10</sup>

<sup>2</sup> L'argent pouvant servir, au sens de l'art. 25 de la loi, à compléter la couverture des lettres de gage, s'entend des monnaies et billets de banque suisses.

## **Art. 15<sup>11</sup>**

<sup>1</sup> Si une créance hypothécaire de rang préférable (art. 34 de la loi) est fournie comme couverture, la créance de rang postérieur n'entre en ligne de compte que sous déduction de 15 pour cent de la valeur de la créance antérieure.

<sup>2</sup> Si, en plus de la créance donnée en gage, d'autres créances de même rang grèvent le même bien-fonds, la valeur de couverture de l'ensemble du gage doit également être réduite de 15 pour cent du montant des créances de tiers.

<sup>9</sup> Abrogé par le ch. 4 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5363)

<sup>10</sup> Nouvelle teneur selon l'art. 1 de l'ACF du 3 juin 1949, en vigueur depuis le 9 juin 1949 (RO **1949** I 512).

<sup>11</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ACF du 31 janv. 1968, en vigueur depuis le 15 fév. 1968 (RO **1968** 214).

**Art. 16<sup>12</sup>****Art. 17**

Sous le nom de créances garanties par nantissement, au sens de l'art. 19 de la loi, il faut entendre des prêts de sommes fixes à échéances fixes ou dénonçables à trois mois au moins et garantis par gage.

**V. Bilan, compte de profits et pertes et rapport de gestion****Art. 18<sup>13</sup>**

<sup>1</sup> Les deux centrales sont tenues de dresser un bilan intermédiaire au terme de chacun des trois premiers trimestres de l'exercice et de le mettre à la disposition des intéressés. Ce bilan contiendra au moins les rubriques suivantes:

1. Actif
  - 1.1 Couverture des lettres de gage:
    - 1.1.1 Prêts aux membres
    - 1.1.2 Prêts aux établissements qui n'ont pas la qualité de membres
    - 1.1.3 Reconnaissances de dettes de la Confédération, des cantons et des communes
    - 1.1.4 Argent comptant
    - 1.1.5 Lettres de rente
  - 1.2 Actif disponible:
    - 1.2.1 Placements hypothécaires (autres lettres de rente, cédules hypothécaires et hypothèques)
    - 1.2.2 Prêts contre nantissement
    - 1.2.3 Effets escomptables à la Banque nationale (escompte)
    - 1.2.4 Valeurs qui peuvent être acceptées en nantissement par la Banque nationale (prêts lombards)
    - 1.2.5 Lettres de gage émises par la centrale
    - 1.2.6 Avoirs en banque a vue
    - 1.2.7 Avoirs en banque à terme
    - 1.2.8 Caisse, comptes de virement et comptes de chèques postaux<sup>14</sup>

<sup>12</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 16 avril 1986, avec effet au 1<sup>er</sup> juil. 1986 (RO **1986** 694).

<sup>13</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 26 sept. 1988, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1989 (RO **1988** 1708).

<sup>14</sup> Suite à l'ACF du 7 juin 2013 transformant l'établissement de la Poste en une société anonyme de droit public et PostFinance en une société anonyme de droit privé dès le 26 juin 2013, le renvoi aux comptes de chèques postaux est sans objet (FF **2013** 4153).

1.2.9 Immeubles appartenant à la centrale

1.3 Capital social non versé

1.4 Perte reportée

1.5 *Total du bilan*

2. Passif

2.1 Fonds de tiers:

2.1.1 Emissions de lettres de gage

2.1.2 Engagements en banque à vue

2.1.3 Engagements en banque à terme

2.1.4 Autres passifs

2.2 Fonds propres:

2.2.1 Capital social

2.2.2 Réserve ordinaire

2.2.3 Autres réserves

2.2.4 Bénéfice reporté

2.3 *Total du bilan*

<sup>2</sup> Font partie du capital propre au sens de l'art. 10 de la loi, outre le capital social versé, les réserves figurant au bilan et le solde actif reporté de l'exercice précédent, 75 pour cent du capital social non versé pour lequel la centrale est en possession d'un engagement écrit des sociétaires.

2bis et 2ter ...<sup>15</sup>

<sup>3</sup> Chaque bilan intermédiaire devra indiquer en outre le montant des intérêts annuels versés sur les lettres de gage et le produit des intérêts annuels de leur couverture, ainsi que la proportion entre les fonds propres et la totalité des fonds de tiers.

#### **Art. 19<sup>16</sup>**

Le bilan annuel des deux centrales comprendra les mêmes rubriques que les bilans intermédiaires, plus l'indication du bénéfice ou de la perte de l'exercice.

#### **Art. 20<sup>17</sup>**

Le compte de pertes et profits des deux centrales contiendra au moins les rubriques suivantes:

<sup>15</sup> Introduits par le ch. I de l'O du 18 fév. 2009, en vigueur du 1<sup>er</sup> mars 2009 au 31 déc. 2014 (RO **2009** 823).

<sup>16</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 26 sept. 1988, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1989 (RO **1988** 1708).

<sup>17</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 26 sept. 1988, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1989 (RO **1988** 1708).

1. Produits
  - 1.1 Intérêts créditeurs sur
    - 1.1.1 Couverture des lettres de gage
      - 1.1.1.1 Prêts aux membres de la centrale
      - 1.1.1.2 Prêts aux établissements ne faisant pas partie de la centrale
      - 1.1.1.3 Reconnaissances de dettes de la Confédération, des cantons et des communes
      - 1.1.1.4 Lettres de rente
    - 1.1.2 Actif disponible
      - 1.1.2.1 Placements hypothécaires (autres lettres de rente, cédules hypothécaires et hypothèques)
      - 1.1.2.2 Prêts contre nantissement
      - 1.1.2.3 Effets escomptables à la Banque nationale
      - 1.1.2.4 Valeurs qui peuvent être acceptées en nantissement par la Banque nationale
      - 1.1.2.5 Lettres de gage émises par la centrale
      - 1.1.2.6 Avoirs en banque
      - 1.1.2.7 Autres actifs
  - 1.2 Commissions
  - 1.3 Divers
  - 1.4 Perte de l'exercice
  - 1.5 *Total*
2. Charges
  - 2.1 Intérêts débiteurs sur
    - 2.1.1 Emissions de lettres de gage
    - 2.1.2 Engagements en banque
    - 2.1.3 Autres dettes
  - 2.2 Commissions et émoluments
  - 2.3 Frais d'administration
    - 2.3.1 Organes de la banque et personnel
    - 2.3.2 Frais généraux et de bureau
  - 2.4 Frais d'émission
  - 2.5 Pertes et amortissements
  - 2.6 Provisions
  - 2.7 Autres dépenses

2.8 Bénéfice de l'exercice

2.9 *Total*

### **Art. 21**<sup>18</sup>

<sup>1</sup> Les centrales d'émission de lettres de gage établissent pour chaque exercice un rapport de gestion. Celui-ci se compose des comptes annuels et du rapport annuel.

<sup>2</sup> Les comptes annuels se composent du compte de profits et pertes, du bilan et de l'annexe. L'annexe doit en particulier indiquer si l'échéance des prêts coïncide avec celle des lettres de gage.

<sup>3</sup> Le rapport annuel expose la marche des affaires ainsi que la situation économique et financière de la société.

<sup>4</sup> L'attestation de la société d'audit doit être reproduite dans le rapport de gestion.

## **VI. Entrée en vigueur**<sup>19</sup>

**Art. 22 à 24**<sup>20</sup>

### **Art. 25**

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1931 en même temps que la loi fédérale du 25 juin 1930 sur l'émission de lettres de gage.

*Formulaires nos 1 à 3*<sup>21</sup>

<sup>18</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 4 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RS **956.161**).

<sup>19</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 20 oct. 1982, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1983 (RO **1982** 1879).

<sup>20</sup> Abrogés par le ch. I de l'O du 20 oct. 1982 (RO **1982** 1879).

<sup>21</sup> Abrogés par le ch. I de l'O du 16 avril 1986, avec effet au 1<sup>er</sup> juil. 1986 (RO **1986** 694).



**Loi fédérale** **955.0**  
**concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le**  
**financement du terrorisme\***  
**(Loi sur le blanchiment d'argent, LBA)<sup>1</sup>**

du 10 octobre 1997 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2019)

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*

vu les art. 95 et 98 de la Constitution<sup>2,3</sup>

vu le message du Conseil fédéral du 17 juin 1996<sup>4</sup>,

*arrête:*

## **Chapitre 1 Dispositions générales**

### **Art. 1<sup>5</sup>**      **Objet**

La présente loi règle la lutte contre le blanchiment d'argent au sens de l'art. 305<sup>bis</sup> du code pénal (CP)<sup>6</sup>, la lutte contre le financement du terrorisme au sens de l'art. 260<sup>quinquies</sup>, al. 1, CP et la vigilance requise en matière d'opérations financières.

### **Art. 2**      **Champ d'application**

<sup>1</sup> La présente loi s'applique:

- a. aux intermédiaires financiers;
- b. aux personnes physiques ou morales qui, à titre professionnel, négocient des biens et reçoivent des espèces en paiement (négociants).<sup>7</sup>

RO 1998 892

\* Les termes désignant des personnes s'appliquent également aux femmes et aux hommes.

<sup>1</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 1389; FF 2014 585).

<sup>2</sup> RS 101

<sup>3</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 juin 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> nov. 2013 (RO 2013 3493; FF 2012 6449).

<sup>4</sup> FF 1996 III 1057

<sup>5</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 4 de la LF du 3 oct. 2008 sur la mise en œuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 2009 (RO 2009 361; FF 2007 5919).

<sup>6</sup> RS 311.0

<sup>7</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 1389; FF 2014 585).

<sup>2</sup> Sont réputés intermédiaires financiers:

- a.<sup>8</sup> les banques au sens de l'art. 1a de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques (LB)<sup>9</sup> et les personnes au sens de l'art. 1b LB;
- b.<sup>10</sup> les directions de fonds pour autant qu'elles gèrent des comptes de parts ou qu'elles distribuent elles-mêmes des parts de placements collectifs;
- b<sup>bis</sup>.<sup>11</sup> les sociétés d'investissement à capital variable, les sociétés en commandite de placements collectifs, les sociétés d'investissement à capital fixe et les gestionnaires de placements collectifs au sens de la loi du 23 juin 2006 sur les placements collectifs<sup>12</sup> pour autant qu'ils distribuent eux-mêmes des parts de placements collectifs;
- c.<sup>13</sup> les institutions d'assurance au sens de la loi du 17 décembre 2004 sur la surveillance des assurances<sup>14</sup> si elles exercent une activité en matière d'assurance directe sur la vie ou si elles proposent ou distribuent des parts de placements collectifs;
- d. les négociants en valeurs mobilières au sens de la loi du 24 mars 1995 sur les bourses<sup>15</sup>;
- d<sup>bis</sup>.<sup>16</sup> les contreparties centrales et les dépositaires centraux au sens de la loi du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers<sup>17</sup>;
- d<sup>ter</sup>.<sup>18</sup> les systèmes de paiement pour autant qu'ils doivent obtenir une autorisation de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) selon l'art. 4, al. 2, de la loi sur l'infrastructure des marchés financiers;
- e.<sup>19</sup> les maisons de jeu au sens de la loi fédérale du 29 septembre 2017 sur les jeux d'argent (LJAR)<sup>20</sup>;

<sup>8</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 15 de l'annexe à la LF du 15 juin 2018 sur les établissements financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2018** 5247; FF **2015** 8101).

<sup>9</sup> RS **952.0**

<sup>10</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>11</sup> Introduite par le ch. II 9 de l'annexe à la LF du 23 juin 2006 sur les placements collectifs (RO **2006** 5379; FF **2005** 5993). Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à la LF du 28 sept. 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013 (RO **2013** 585; FF **2012** 3383).

<sup>12</sup> RS **951.31**

<sup>13</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 9 de l'annexe à la LF du 23 juin 2006 sur les placements collectifs, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2007 (RO **2006** 5379; FF **2005** 5993).

<sup>14</sup> RS **961.01**

<sup>15</sup> RS **954.1**

<sup>16</sup> Introduite par le ch. 12 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>17</sup> RS **958.1**

<sup>18</sup> Introduite par le ch. 12 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>19</sup> Introduite par le ch. 4 de l'annexe à la LF du 18 déc. 1998 sur les maisons de jeu (RO **2000** 677; FF **1997** III 137). Nouvelle teneur selon le ch. II 8 de l'annexe à la LF du 29 sept. 2017 sur les jeux d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2018** 5103; FF **2015** 7627).

<sup>20</sup> RS **935.51**

f.<sup>21</sup> les exploitants de jeux de grande envergure au sens de la LJAr.

<sup>3</sup> Sont en outre réputées intermédiaires financiers les personnes qui, à titre professionnel, acceptent, gardent en dépôt ou aident à placer ou à transférer des valeurs patrimoniales appartenant à des tiers, en particulier les personnes qui:

- a. effectuent des opérations de crédits (portant notamment sur des crédits à la consommation ou des crédits hypothécaires, des affecturages, des financements de transactions commerciales ou des leasings financiers);
- b. fournissent des services dans le domaine du trafic des paiements, notamment en procédant à des virements électroniques pour le compte de tiers, ou qui émettent ou gèrent des moyens de paiement comme les cartes de crédit et les chèques de voyage;
- c. font le commerce, pour leur propre compte ou pour celui de tiers, de billets de banque ou de monnaies, d'instruments du marché monétaire, de devises, de métaux précieux, de matières premières ou de valeurs mobilières (papiers-valeurs et droits-valeurs) et de leurs dérivés;

d.<sup>22</sup> ...

- e. pratiquent la gestion de fortune;
- f. effectuent des placements en tant que conseillers en matière de placement;
- g. conservent ou gèrent des valeurs mobilières.

<sup>4</sup> Ne sont pas visés par la présente loi:

- a. la Banque nationale suisse;
- b. les institutions de prévoyance professionnelle exemptées d'impôts;
- c. les personnes qui fournissent des services exclusivement à des institutions de prévoyance professionnelle exemptées d'impôts;
- d. les intermédiaires financiers visés à l'al. 3 qui fournissent des services exclusivement aux intermédiaires financiers énumérés à l'al. 2 ou à des intermédiaires financiers étrangers soumis à une surveillance équivalente.

#### **Art. 2a<sup>23</sup>** Définitions

<sup>1</sup> Sont réputées personnes politiquement exposées au sens de la présente loi:

- a. les personnes qui sont ou ont été chargées de fonctions publiques dirigeantes à l'étranger, en particulier les chefs d'Etat ou de gouvernement, les politiciens de haut rang au niveau national, les hauts fonctionnaires de l'administration, de la justice, de l'armée ou des partis au niveau national, les or-

<sup>21</sup> Introduite par le ch. II 8 de l'annexe à la LF du 29 sept. 2017 sur les jeux d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2018** 5103; FF **2015** 7627).

<sup>22</sup> Abrogée par le ch. II 8 de l'annexe à la LF du 17 déc. 2004 sur la surveillance des assurances, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2006 (RO **2005** 5269; FF **2003** 3353).

<sup>23</sup> Introduit par le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 1389; FF **2014** 585).

ganes suprêmes d'entreprises étatiques d'importance nationale (personnes politiquement exposées à l'étranger);

- b. les personnes qui sont ou ont été chargées de fonctions publiques dirigeantes au niveau national en Suisse dans la politique, l'administration, l'armée ou la justice, ainsi que les membres du conseil d'administration ou de la direction d'entreprises étatiques d'importance nationale (personnes politiquement exposées en Suisse);
- c. les personnes qui sont ou ont été chargées de fonctions dirigeantes dans des organisations intergouvernementales ou au sein de fédérations sportives internationales, en particulier les secrétaires généraux, les directeurs, les sous-directeurs, les membres du conseil d'administration, ou les personnes exerçant d'autres fonctions équivalentes (personnes politiquement exposées au sein d'organisations internationales).

<sup>2</sup> Sont réputées proches de personnes politiquement exposées les personnes physiques qui, de manière reconnaissable, sont proches des personnes au sens de l'al. 1 pour des raisons familiales, personnelles ou relevant de relations d'affaires.

<sup>3</sup> Sont réputées ayants droit économiques d'une personne morale exerçant une activité opérationnelle les personnes physiques qui, en dernier lieu, contrôlent la personne morale, du fait qu'elles détiennent directement ou indirectement, seules ou de concert avec un tiers, une participation d'au moins 25 % du capital ou des voix ou qu'elles la contrôlent d'une autre manière. Si ces personnes ne peuvent pas être identifiées, il y a lieu d'identifier le membre le plus haut placé de l'organe de direction.

<sup>4</sup> Les personnes politiquement exposées en Suisse ne sont plus considérées comme politiquement exposées au sens de la présente loi 18 mois après qu'elles ont cessé d'exercer leur fonction. Les obligations de diligence générales des intermédiaires financiers restent réservées.

<sup>5</sup> On entend par fédérations sportives internationales au sens de l'al. 1, let. c, les organisations non gouvernementales reconnues par le Comité International Olympique qui administrent un ou plusieurs sports officiels sur le plan mondial, ainsi que le Comité International Olympique.

## Chapitre 2 Obligations<sup>24</sup>

### Section 1 Obligations de diligence des intermédiaires financiers<sup>25</sup>

#### Art. 3 Vérification de l'identité du cocontractant

<sup>1</sup> Lors de l'établissement de relations d'affaires, l'intermédiaire financier doit vérifier l'identité du cocontractant sur la base d'une pièce justificative. Lorsque le cocontractant est une personne morale, l'intermédiaire financier doit prendre connaissance des dispositions régissant le pouvoir d'engager le cocontractant et vérifier l'identité des personnes établissant la relation d'affaires au nom de la personne morale.<sup>26</sup>

<sup>2</sup> L'intermédiaire qui effectue une opération de caisse n'est tenu de vérifier l'identité du cocontractant que si une transaction ou plusieurs transactions paraissant liées entre elles atteignent une somme importante.

<sup>3</sup> Les institutions d'assurance doivent vérifier l'identité du cocontractant lorsque la prime unique, la prime périodique ou le total des primes atteint une somme importante.

<sup>4</sup> Lorsqu'il existe des indices de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme dans les cas prévus aux al. 2 et 3, l'identité du cocontractant doit être vérifiée même si les sommes déterminantes ne sont pas atteintes.<sup>27</sup>

<sup>5</sup> L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA), la Commission fédérale des maisons de jeux (CFMJ)<sup>28</sup> et les organismes d'autorégulation fixent dans leur domaine les sommes considérées comme importantes au sens des al. 2 et 3 et, au besoin, les adaptent.<sup>29</sup>

#### Art. 4<sup>30</sup> Identification de l'ayant droit économique

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier doit identifier l'ayant droit économique avec la diligence requise par les circonstances. Si le cocontractant est une société cotée en bourse ou

<sup>24</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 1389; FF **2014** 585).

<sup>25</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 1389; FF **2014** 585).

<sup>26</sup> Phrase introduite par le ch. I 4 de la LF du 3 oct. 2008 sur la mise en œuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 2009 (RO **2009** 361; FF **2007** 5919).

<sup>27</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 4 de la LF du 3 oct. 2008 sur la mise en œuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 2009 (RO **2009** 361; FF **2007** 5919).

<sup>28</sup> Nouvelle expression selon le ch. II 8 de l'annexe à la LF du 29 sept. 2017 sur les jeux d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2018** 5103; FF **2015** 7627). Il a été tenu compte de cette mod. dans tout le texte.

<sup>29</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 17 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207; FF **2006** 2741).

<sup>30</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 1389; FF **2014** 585).

une filiale détenue majoritairement par une telle société, l'intermédiaire financier peut renoncer à ladite identification.

<sup>2</sup> L'intermédiaire financier doit requérir du cocontractant une déclaration écrite indiquant la personne physique qui est l'ayant droit économique, si:

- a. le cocontractant n'est pas l'ayant droit économique ou qu'il y ait un doute à ce sujet;
- b. le cocontractant est une société de domicile ou une personne morale exerçant une activité opérationnelle;
- c. une opération de caisse d'une somme importante au sens de l'art. 3, al. 2, est effectuée.

<sup>3</sup> L'intermédiaire financier doit exiger du cocontractant qui détient des comptes globaux ou des dépôts globaux qu'il lui fournisse une liste complète des ayants droit économiques et lui communique immédiatement toute modification de cette liste.

**Art. 5**           Renouvellement de la vérification de l'identité du cocontractant ou de l'identification de l'ayant droit économique

<sup>1</sup> Lorsque, au cours de la relation d'affaires, des doutes surviennent quant à l'identité du cocontractant ou de l'ayant droit économique, la vérification d'identité ou l'identification prévues aux art. 3 et 4 doivent être renouvelées.

<sup>2</sup> Dans le cas d'une assurance susceptible de rachat, l'institution d'assurance doit renouveler l'identification de l'ayant droit économique lorsque, en cas de sinistre ou de rachat, l'ayant droit n'est pas la personne qui a été mentionnée lors de la conclusion du contrat.

**Art. 6<sup>31</sup>**       Obligations de diligence particulières

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier est tenu d'identifier l'objet et le but de la relation d'affaires souhaitée par le cocontractant. L'étendue des informations à collecter, le niveau hiérarchique compétent pour décider de l'ouverture ou de la poursuite d'une relation d'affaires ainsi que la fréquence des contrôles sont fonction du risque que représente le cocontractant.

<sup>2</sup> L'intermédiaire financier doit clarifier l'arrière-plan et le but d'une transaction ou d'une relation d'affaires lorsque:

- a. la transaction ou la relation d'affaires paraissent inhabituelles, sauf si leur légalité est manifeste;
- b. des indices laissent supposer que des valeurs patrimoniales proviennent d'un crime ou d'un délit fiscal qualifié au sens de l'art. 305<sup>bis</sup>, ch. 1<sup>bis</sup>, CP<sup>32</sup>, qu'une organisation criminelle (art. 260<sup>ter</sup>, ch. 1, CP) exerce un pouvoir de

<sup>31</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 1389; FF 2014 585).

<sup>32</sup> RS 311.0

disposition sur ces valeurs ou que celles-ci servent au financement du terrorisme (art. 260<sup>quinquies</sup>, al. 1, CP);

- c. la transaction ou la relation d'affaires comportent un risque accru;
- d. les données concernant un cocontractant, un ayant droit économique ou un signataire autorisé d'une relation d'affaires ou d'une transaction concordent avec celles qui ont été transmises à l'intermédiaire financier par la FINMA en vertu de l'art. 22a, al. 2, par un organisme d'autorégulation en vertu de l'art. 22a, al. 2, let. c, ou par la CFMJ en vertu de l'art. 22a, al. 3, ou présentent de grandes similitudes.

<sup>3</sup> Les relations d'affaires avec des personnes politiquement exposées à l'étranger, ainsi qu'avec les personnes qui leur sont proches au sens de l'art. 2a, al. 2, sont réputées comporter dans tous les cas un risque accru.

<sup>4</sup> Les relations d'affaires avec des personnes politiquement exposées en Suisse ou avec des personnes politiquement exposées au sein d'organisations internationales, ainsi qu'avec les personnes qui leur sont proches au sens de l'art. 2a, al. 2, sont réputées comporter un risque accru en relation avec un ou plusieurs autres critères de risque.

#### **Art. 7** Obligation d'établir et de conserver des documents

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier doit établir des documents relatifs aux transactions effectuées ainsi qu'aux clarifications requises en vertu de la présente loi de manière à ce que des tiers experts en la matière puissent se faire une idée objective sur les transactions et les relations d'affaires ainsi que sur le respect des dispositions de la présente loi.

<sup>2</sup> Il conserve les documents de manière à pouvoir satisfaire, dans un délai raisonnable, aux éventuelles demandes d'informations ou de séquestre présentées par les autorités de poursuite pénale.

<sup>3</sup> Il conserve les documents dix ans après la cessation de la relation d'affaires ou après la fin de la transaction.

#### **Art. 7a<sup>33</sup>** Valeurs patrimoniales de faible valeur

L'intermédiaire financier n'est pas tenu de respecter les obligations de diligence (art. 3 à 7) si la relation d'affaires porte uniquement sur des valeurs patrimoniales de faible valeur et qu'il n'y pas d'indices de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme.

<sup>33</sup> Introduit par le ch. I 4 de la LF du 3 oct. 2008 sur la mise en œuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 2009 (RO 2009 361; FF 2007 5919).

**Art. 8** Mesures organisationnelles

Les intermédiaires financiers prennent dans leur domaine les mesures nécessaires pour empêcher le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.<sup>34</sup> Ils veillent notamment à ce que leur personnel reçoive une formation suffisante et à ce que des contrôles soient effectués.

**Section 1a<sup>35</sup> Obligations de diligence des négociants****Art. 8a**

<sup>1</sup> Les négociants visés à l'art. 2, al. 1, let. b, doivent remplir les obligations suivantes s'ils reçoivent plus de 100 000 francs en espèces dans le cadre d'une opération de négoce:

- a. vérification de l'identité du cocontractant (art. 3, al. 1);
- b. identification de l'ayant droit économique (art. 4, al. 1 et 2, let. a et b);
- c. établissement et conservation des documents (art. 7).

<sup>2</sup> Ils doivent clarifier l'arrière-plan et le but d'une opération lorsque:

- a. l'opération paraît inhabituelle, sauf si sa légalité est manifeste;
- b. des indices laissent supposer que des valeurs patrimoniales proviennent d'un crime ou d'un délit fiscal qualifié au sens de l'art. 305<sup>bis</sup>, ch. 1<sup>bis</sup>, CP<sup>36</sup>, ou qu'une organisation criminelle (art. 260<sup>ter</sup>, ch. 1, CP) exerce un pouvoir de disposition sur ces valeurs.

<sup>3</sup> Les négociants doivent remplir les obligations prévues aux al. 1 et 2 même si le paiement en espèces est effectué en plusieurs tranches d'un montant inférieur à 100 000 francs, mais qui, additionnées, dépassent ce montant.

<sup>4</sup> Ils ne doivent pas remplir ces obligations lorsque les paiements dépassant 100 000 francs sont effectués par le biais d'un intermédiaire financier.

<sup>5</sup> Le Conseil fédéral précise les obligations définies aux al. 1 et 2 et en règle les modalités d'application.

<sup>34</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 4 de la LF du 3 oct. 2008 sur la mise en œuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 2009 (RO 2009 361; FF 2007 5919).

<sup>35</sup> Introduite par le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 1389; FF 2014 585).

<sup>36</sup> RS 311.0



## Section 2 Obligations en cas de soupçon de blanchiment d'argent

### Art. 9 Obligation de communiquer

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier informe immédiatement le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent au sens de l'art. 23 (bureau de communication):

- a. s'il sait ou présume, sur la base de soupçons fondés, que les valeurs patrimoniales impliquées dans la relation d'affaires:
  1. ont un rapport avec une des infractions mentionnées aux art. 260<sup>ter</sup>, ch. 1, ou 305<sup>bis</sup> CP<sup>37</sup>,
  - 2.<sup>38</sup> proviennent d'un crime ou d'un délit fiscal qualifié au sens de l'art. 305<sup>bis</sup>, ch. 1<sup>bis</sup>, CP,
  3. sont soumises au pouvoir de disposition d'une organisation criminelle,
  4. servent au financement du terrorisme (art. 260<sup>quinquies</sup>, al. 1, CP);
- b. s'il rompt des négociations visant à établir une relation d'affaires en raison de soupçons fondés conformément à la let. a.
- c.<sup>39</sup> s'il sait ou présume, sur la base des clarifications effectuées en vertu de l'art. 6, al. 2, let. d, que les données concernant une personne ou une organisation transmises par la FINMA, par la CFMJ ou par un organisme d'autorégulation concordent avec celles concernant un cocontractant, un ayant droit économique ou un signataire autorisé d'une relation d'affaires ou d'une transaction.<sup>40</sup>

<sup>1bis</sup> Le négociant informe immédiatement le bureau de communication s'il sait ou présume, sur la base de soupçons fondés, que les espèces utilisées lors d'une opération de négoce:

- a. ont un rapport avec une des infractions mentionnées aux art. 260<sup>ter</sup>, ch. 1, ou 305<sup>bis</sup> CP;

<sup>37</sup> RS 311.0

<sup>38</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 1389; FF 2014 585).

<sup>39</sup> Introduite par le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 1389; FF 2014 585).

<sup>40</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 4 de la LF du 3 oct. 2008 sur la mise en œuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 2009 (RO 2009 361; FF 2007 5919).

- b. proviennent d'un crime ou d'un délit fiscal qualifié au sens de l'art. 305<sup>bis</sup>, ch. 1<sup>bis</sup>, CP, ou
- c. sont soumises au pouvoir de disposition d'une organisation criminelle.<sup>41</sup>

<sup>1</sup>er Dans les communications effectuées en vertu des al. 1 et 1<sup>bis</sup>, le nom de l'intermédiaire financier ou du négociant doit apparaître. En revanche, le nom des employés de l'intermédiaire financier ou du négociant chargés du dossier peut ne pas être mentionné, pour autant que le bureau de communication et l'autorité de poursuite pénale gardent la possibilité de prendre rapidement contact avec eux.<sup>42</sup>

<sup>2</sup> Les avocats et les notaires ne sont pas soumis à l'obligation de communiquer leurs soupçons dans la mesure où ils sont astreints au secret professionnel en vertu de l'art. 321 du code pénal.

**Art. 9a<sup>43</sup>**      Ordres des clients portant sur les valeurs patrimoniales communiquées

Pendant l'analyse effectuée par le bureau de communication selon l'art. 23, al. 2, l'intermédiaire financier exécute les ordres des clients portant sur les valeurs patrimoniales communiquées en vertu de l'art. 9, al. 1, let. a, de la présente loi ou en vertu de l'art. 305<sup>ter</sup>, al. 2, CP<sup>44</sup>.

**Art. 10<sup>45</sup>**      Blocage des avoirs

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier bloque les valeurs patrimoniales qui lui sont confiées et qui ont un lien avec les informations communiquées en vertu de l'art. 9, al. 1, let. a, de la présente loi ou de l'art. 305<sup>ter</sup>, al. 2, CP<sup>46</sup> dès que le bureau de communication lui notifie qu'il a transmis ces informations à une autorité de poursuite pénale.

1<sup>bis</sup> L'intermédiaire financier bloque immédiatement les valeurs patrimoniales qui lui sont confiées et qui ont un lien avec les informations communiquées en vertu de l'art. 9, al. 1, let. c.

<sup>2</sup> Il maintient le blocage des avoirs jusqu'à la réception d'une décision de l'autorité de poursuite pénale compétente, mais durant cinq jours ouvrables au plus à compter du moment où le bureau de communication lui a notifié avoir transmis les informa-

<sup>41</sup> Introduit par le ch. I 4 de la LF du 3 oct. 2008 sur la mise en œuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière (RO 2009 361; FF 2007 5919). Nouvelle teneur selon le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 1389; FF 2014 585).

<sup>42</sup> Introduit par le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 1389; FF 2014 585).

<sup>43</sup> Introduit par le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 1389; FF 2014 585).

<sup>44</sup> RS 311.0

<sup>45</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 1389; FF 2014 585).

<sup>46</sup> RS 311.0

tions à une autorité de poursuite pénale dans le cas de l'al. 1 ou du moment où il a informé le bureau de communication dans le cas de l'al. 1<sup>bis</sup>.

**Art. 10a<sup>47</sup>** Interdiction d'informer

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier ne doit informer ni les personnes concernées, ni aucun tiers, du fait qu'il a effectué une communication en vertu de l'art. 9 de la présente loi ou de l'art. 305<sup>ter</sup>, al. 2, CP<sup>48</sup>. L'organisme d'autorégulation auquel l'intermédiaire financier est affilié n'est pas considéré comme un tiers. Il en va de même de la FINMA et de la CFMJ en ce qui concerne les intermédiaires financiers assujettis à leur surveillance.<sup>49</sup>

<sup>2</sup> Lorsque l'intermédiaire financier n'est pas en mesure de procéder lui-même au blocage, il peut informer l'intermédiaire financier soumis à la présente loi qui est en mesure de le faire.

<sup>3</sup> L'intermédiaire financier peut également informer un autre intermédiaire financier soumis à la présente loi du fait qu'il a effectué une communication en vertu de l'art. 9, si cela est nécessaire au respect des obligations découlant de la présente loi et que tous les deux remplissent l'une des conditions suivantes:

- a. fournir à un client des services communs en relation avec la gestion des avoirs de celui-ci sur la base d'une collaboration convenue contractuellement;
- b. faire partie du même groupe de sociétés.

<sup>4</sup> Un intermédiaire financier qui a été informé au sens de l'al. 2 ou de l'al. 3 est soumis à l'interdiction d'informer prévue à l'al. 1.

<sup>5</sup> Le négociant ne doit informer ni les personnes concernées ni des tiers du fait qu'il a effectué une communication en vertu de l'art. 9.<sup>50</sup>

<sup>6</sup> L'intermédiaire financier n'est pas soumis à l'interdiction d'informer au sens de al. 1 et 5 lorsqu'il s'agit de sauvegarder ses propres intérêts dans le cadre d'une procédure civile, pénale ou administrative.<sup>51</sup>

<sup>47</sup> Introduit par le ch. I 4 de la LF du 3 oct. 2008 sur la mise en œuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 2009 (RO **2009** 361; FF **2007** 5919).

<sup>48</sup> RS **311.0**

<sup>49</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 1389; FF **2014** 585).

<sup>50</sup> Introduit par le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 1389; FF **2014** 585).

<sup>51</sup> Introduit par le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 1389; FF **2014** 585).

**Art. 11<sup>52</sup>** Exclusion de la responsabilité pénale et civile

<sup>1</sup> Quiconque, de bonne foi, communique des informations en vertu de l'art. 9 ou procède à un blocage des avoirs en vertu de l'art. 10 ne peut être poursuivi pour violation du secret de fonction, du secret professionnel ou du secret d'affaires, ni être rendu responsable de violation de contrat.

<sup>2</sup> L'al. 1 s'applique également à l'intermédiaire financier qui procède à une communication au sens de l'art. 305<sup>ter</sup>, al. 2, CP<sup>53</sup>, et aux organismes d'autorégulation qui procèdent à une dénonciation au sens de l'art. 27, al. 4.

**Section 3<sup>54</sup> Remise d'informations****Art. 11a**

<sup>1</sup> Lorsque le bureau de communication a besoin d'informations supplémentaires pour l'analyse d'une communication reçue en vertu de l'art. 9 de la présente loi ou de l'art. 305<sup>ter</sup>, al. 2, CP<sup>55</sup>, l'intermédiaire financier auteur de la communication doit, pour autant qu'il dispose de ces informations, les lui fournir sur demande.

<sup>2</sup> Lorsque l'analyse montre qu'outre l'intermédiaire financier auteur de la communication, d'autres intermédiaires financiers prennent part ou ont pris part à une transaction ou à une relation d'affaires, les intermédiaires financiers concernés doivent fournir toutes les informations y afférentes au bureau de communication à la demande de ce dernier, pour autant qu'ils disposent de ces informations.

<sup>3</sup> Le bureau de communication fixe le délai dans lequel les intermédiaires financiers visés aux al. 1 et 2 doivent fournir les informations demandées.

<sup>4</sup> Les intermédiaires financiers sont soumis à l'interdiction d'informer prévue à l'art. 10a, al. 1.

<sup>5</sup> L'exclusion de la responsabilité pénale et civile prévue à l'art. 11 s'applique par analogie.

<sup>52</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 4 de la LF du 3 oct. 2008 sur la mise en œuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 2009 (RO 2009 361; FF 2007 5919).

<sup>53</sup> RS 311.0

<sup>54</sup> Introduite par le ch. I de la LF du 21 juin 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> nov. 2013 (RO 2013 3493; FF 2012 6449).

<sup>55</sup> RS 311.0

## Chapitre 3 Surveillance

### Section 1 Dispositions générales

#### Art. 12<sup>56</sup> Compétence

Les organes suivants veillent à ce que les intermédiaires financiers respectent les obligations définies au chapitre 2:

- a.<sup>57</sup> s'agissant des intermédiaires financiers visés à l'art. 2, al. 2, let. a à d<sup>er</sup>, la FINMA;
- b.<sup>58</sup> s'agissant des intermédiaires financiers visés à l'art. 2, al. 2, let. e, la CFMJ;
- b<sup>bis</sup>.<sup>59</sup> s'agissant des intermédiaires financiers visés à l'art. 2, al. 2, let. f, l'autorité intercantonale de surveillance et d'exécution visée à l'art. 105 LJA<sup>60</sup>;
- c. s'agissant des intermédiaires financiers visés à l'art. 2, al. 3:
  1. leurs organismes d'autorégulation reconnus (art. 24),
  2. la FINMA, si les intermédiaires financiers ne sont pas affiliés à un organisme d'autorégulation reconnu.

#### Art. 13<sup>61</sup>

#### Art. 14 Obligation d'obtenir une autorisation et de s'affilier

<sup>1</sup> Tout intermédiaire financier visé à l'art. 2, al. 3, qui n'est pas affilié à un organisme d'autorégulation reconnu doit demander à la FINMA l'autorisation d'exercer son activité.<sup>62</sup>

<sup>2</sup> L'autorisation lui est accordée s'il remplit les conditions suivantes:

- a. être inscrit au registre du commerce sous une raison commerciale ou disposer d'une autorisation officielle d'exercer son activité;
- b. disposer de prescriptions internes et d'une organisation propres à garantir le respect des obligations découlant de la présente loi;

<sup>56</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 17 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207; FF **2006** 2741).

<sup>57</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 12 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>58</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 8 de l'annexe à la LF du 29 sept. 2017 sur les jeux d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2018** 5103; FF **2015** 7627).

<sup>59</sup> Introduite par le ch. II 8 de l'annexe à la LF du 29 sept. 2017 sur les jeux d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2018** 5103; FF **2015** 7627).

<sup>60</sup> RS **935.51**

<sup>61</sup> Abrogé par le ch. 17 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207; FF **2006** 2741).

<sup>62</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 17 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207; FF **2006** 2741).

- c. jouir d'une bonne réputation et présenter toutes garanties de respecter les obligations découlant de la présente loi, cette disposition s'appliquant aussi aux personnes chargées de l'administration ou de la direction de ses affaires.

<sup>3</sup> Les avocats et les notaires agissant en qualité d'intermédiaires financiers doivent s'affilier à un organisme d'autorégulation.

#### **Art. 15<sup>63</sup>** Obligation de contrôler incombant aux négociants

<sup>1</sup> Les négociants qui doivent remplir les obligations de diligence visées à l'art. 8a chargent un organe de révision de vérifier qu'ils respectent les obligations définies au chapitre 2.

<sup>2</sup> Des réviseurs selon l'art. 5 ou des entreprises de révision selon l'art. 6 de la loi du 16 décembre 2005 sur la surveillance de la révision<sup>64</sup> peuvent être mandatés en qualité d'organe de révision s'ils possèdent les connaissances techniques requises et l'expérience nécessaire.

<sup>3</sup> Les négociants sont tenus de fournir à l'organe de révision tous les renseignements et documents nécessaires au contrôle.

<sup>4</sup> L'organe de révision vérifie que les obligations fixées dans la présente loi sont respectées et établit un rapport à l'intention de l'organe responsable du négociant soumis au contrôle.

<sup>5</sup> Si un négociant ne remplit pas son obligation de communiquer, l'organe de révision prévient immédiatement le bureau de communication lorsque des soupçons fondés permettent de présumer:

- a.<sup>65</sup> qu'une infraction mentionnée aux art. 260<sup>ter</sup>, ch. 1, ou 305<sup>bis</sup> CP<sup>66</sup> a été commise;
- b. que des valeurs patrimoniales proviennent d'un crime ou d'un délit fiscal qualifié au sens de l'art. 305<sup>bis</sup>, ch. 1<sup>bis</sup>, CP; ou
- c. que des valeurs patrimoniales sont soumises au pouvoir de disposition d'une organisation criminelle.

<sup>63</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 1389; FF **2014** 585).

<sup>64</sup> RS **221.302**

<sup>65</sup> Rectifiée par la Commission de rédaction de l'Ass. féd. (art. 58, al. 1, LParl; RS **171.10**).

<sup>66</sup> RS **311.0**

**Section 2<sup>67</sup>****Obligation de communiquer des autorités de surveillance****Art. 16**

<sup>1</sup> La FINMA, la CFMJ et l'autorité intercantonale de surveillance et d'exécution visée à l'art. 105 LJAr<sup>68</sup> préviennent immédiatement le bureau de communication lorsque des soupçons fondés permettent de présumer:<sup>69</sup>

- a.<sup>70</sup> qu'une infraction mentionnée aux art. 260<sup>ter</sup>, ch. 1, 305<sup>bis</sup> ou 305<sup>ter</sup>, al. 1, CP<sup>71</sup> a été commise;
- b.<sup>72</sup> que des valeurs patrimoniales proviennent d'un crime ou d'un délit fiscal qualifié au sens de l'art. 305<sup>bis</sup>, ch. 1<sup>bis</sup>, CP;
- c. que des valeurs patrimoniales sont soumises au pouvoir de disposition d'une organisation criminelle; ou
- d.<sup>73</sup> que des valeurs patrimoniales servent au financement du terrorisme (art. 260<sup>quinquies</sup>, al. 1, CP).

<sup>2</sup> L'obligation de communiquer au sens de l'al. 1 est valable pour autant que l'intermédiaire financier ou l'organisme d'autorégulation n'aient pas déjà signalé le cas au bureau de communication.

**Section 3<sup>74</sup>****Surveillance des intermédiaires financiers visés à l'art. 2, al. 2****Art. 17<sup>75</sup>**

La FINMA, la CFMJ et le Département fédéral de justice et police précisent par voie d'ordonnance à l'intention des intermédiaires financiers visés à l'art. 2, al. 2, qui sont soumis à leur surveillance, les obligations de diligence définies au chapitre 2 et,

<sup>67</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 17 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207; FF **2006** 2741).

<sup>68</sup> RS **935.51**

<sup>69</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 8 de l'annexe à la LF du 29 sept. 2017 sur les jeux d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2018** 5103; FF **2015** 7627).

<sup>70</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 4 de la LF du 3 oct. 2008 sur la mise en œuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 2009 (RO **2009** 361; FF **2007** 5919).

<sup>71</sup> RS **311.0**

<sup>72</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 1389; FF **2014** 585).

<sup>73</sup> Introduite par le ch. I 4 de la LF du 3 oct. 2008 sur la mise en œuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 2009 (RO **2009** 361; FF **2007** 5919).

<sup>74</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 17 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207; FF **2006** 2741).

<sup>75</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 8 de l'annexe à la LF du 29 sept. 2017 sur les jeux d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2018** 5103; FF **2015** 7627).

le cas échéant, dans la législation sur les jeux d'argent, et en règlent les modalités d'application, pour autant qu'il n'existe pas d'autorégulation.

### Section 3a

#### Surveillance des intermédiaires financiers visés à l'art. 2, al. 3<sup>76</sup>

##### Art. 18 Tâches de la FINMA<sup>77</sup>

<sup>1</sup> Dans le cadre de la surveillance des intermédiaires financiers visés à l'art. 2, al. 3, la FINMA assume les tâches suivantes:<sup>78</sup>

- a. elle octroie ou retire la reconnaissance aux organismes d'autorégulation;
- b. elle surveille les organismes d'autorégulation et les intermédiaires financiers qui lui sont directement soumis;
- c. elle approuve les règlements édictés par les organismes d'autorégulation (art. 25) et les modifications qui y sont apportées;
- d. elle veille à ce que les organismes d'autorégulation fassent appliquer ces règlements;
- e. elle précise à l'intention des intermédiaires financiers qui lui sont directement soumis les obligations de diligence définies au chap. 2 et en règle les modalités d'application;
- f. elle tient un registre des intermédiaires financiers qui lui sont directement soumis et des personnes auxquelles elle a refusé l'autorisation d'exercer l'activité d'intermédiaire financier.

<sup>2</sup> ...<sup>79</sup>

<sup>3</sup> Les organismes d'autorégulation doivent, en vue de garantir le respect du secret professionnel, faire effectuer les contrôles au sens de la présente loi (contrôles LBA) auprès des avocats et des notaires par des avocats et des notaires. Le Conseil fédéral fixe les conditions particulières pour l'octroi de l'agrément les concernant selon l'art. 9a, al. 5, de la loi du 16 décembre 2005 sur la surveillance de la révision<sup>80,81</sup>

<sup>76</sup> Introduit par le ch. 17 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207; FF 2006 2741).

<sup>77</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 17 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207; FF 2006 2741).

<sup>78</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 17 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207; FF 2006 2741).

<sup>79</sup> Abrogé par le ch. 7 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4073; FF 2013 6147).

<sup>80</sup> RS 221.302

<sup>81</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 7 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4073; FF 2013 6147).



<sup>4</sup> Les avocats et les notaires chargés des contrôles LBA doivent impérativement remplir les conditions suivantes:

- a. détenir le brevet d'avocat ou de notaire;
- b. offrir toutes les garanties d'une activité de révision irréprochable;
- c. justifier des connaissances requises en matière de législation sur le blanchiment d'argent ainsi que de l'expérience et de la formation continue adéquates;
- d. justifier de leur indépendance à l'égard du membre faisant l'objet du contrôle.<sup>82</sup>

**Art. 18a**<sup>83</sup>     Registre public

<sup>1</sup> La FINMA tient un registre des intermédiaires financiers visés à l'art. 2, al. 3, qui sont affiliés à un organisme d'autorégulation. Ce registre est accessible au public sous forme électronique.

<sup>2</sup> La FINMA rend ces données accessibles par procédure d'appel.

**Art. 19**<sup>84</sup>

**Art. 19a**<sup>85</sup>     Audit

Les intermédiaires financiers visés à l'art. 2, al. 3, assujettis à la surveillance directe de la FINMA, doivent charger une société d'audit agréée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision selon l'art. 9a de la loi du 16 décembre 2005 sur la surveillance de la révision<sup>86</sup> de procéder à un audit conformément à l'art. 24 de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers<sup>87</sup>.

<sup>82</sup> Introduit par le ch. 7 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 4073; FF **2013** 6147).

<sup>83</sup> Introduit par le ch. 17 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207; FF **2006** 2741).

<sup>84</sup> Abrogé par le ch. 17 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207; FF **2006** 2741).

<sup>85</sup> Introduit par le ch. 17 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers (RO **2008** 5207; FF **2006** 2741). Nouvelle teneur selon le ch. 7 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 4073; FF **2013** 6147).

<sup>86</sup> RS **221.302**

<sup>87</sup> RS **956.1**

**Art. 19<sup>b88</sup>****Art. 20<sup>89</sup>** Conséquences du retrait de l'autorisation

Lorsque la FINMA, en vertu de l'art. 37 de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers<sup>90</sup> retire son autorisation à un intermédiaire au sens de l'art. 2, al. 3, soumis à sa surveillance directe, les personnes morales, les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite sont dissoutes et les raisons individuelles, radiées du registre du commerce.

**Art. 21 et 22<sup>91</sup>****Section 3<sup>b92</sup>****Transmission de données relatives à des activités terroristes****Art. 22<sup>a</sup>**

<sup>1</sup> Le Département fédéral des finances (DFF) transmet à la FINMA et à la CFMJ les données communiquées et publiées par un autre Etat concernant des personnes et des organisations qui, conformément à la résolution 1373 du Conseil de sécurité (2001)<sup>93</sup>, ont été listées dans cet Etat comme menant ou soutenant des activités terroristes.

<sup>2</sup> La FINMA transmet les données reçues du DFF:

- a. aux intermédiaires financiers au sens de l'art. 2, al. 2, assujettis à sa surveillance;
- b. aux intermédiaires financiers au sens de l'art. 2, al. 3, assujettis à sa surveillance;
- c. aux organismes d'autorégulation à l'attention des intermédiaires financiers qui leurs sont affiliés.

<sup>3</sup> L'obligation de transmettre les données au sens de l'al. 2, let. a, vaut également pour la CFMJ.

<sup>88</sup> Introduit par le ch. 17 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers (RO **2008** 5207; FF **2006** 2741). Abrogé par le ch. 9 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO **2014** 4073; FF **2013** 6147).

<sup>89</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 17 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207; FF **2006** 2741).  
<sup>90</sup> RS **956.1**

<sup>91</sup> Abrogés par le ch. 17 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207; FF **2006** 2741).

<sup>92</sup> Introduite par le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 1389; FF **2014** 585).

<sup>93</sup> [www.un.org](http://www.un.org) > Français > Paix et sécurité > Conseil de sécurité > Résolutions > 2001 > 1373

<sup>4</sup> Le DFF ne transmet aucune donnée à la FINMA et à la CFMJ si, après consultation du Département fédéral des affaires étrangères, du Département fédéral de justice et police, du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports et du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche, il doit présumer qu'il en résulterait une violation des droits de l'homme ou des principes de l'Etat de droit.

## **Section 4**

### **Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent**

#### **Art. 23**

<sup>1</sup> L'Office fédéral de la police<sup>94</sup> gère le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent.

<sup>2</sup> Le bureau de communication vérifie et analyse les informations qui lui sont communiquées. Au besoin, il requiert des informations supplémentaires en vertu de l'art. 11a.<sup>95</sup>

<sup>3</sup> Il gère son propre système de traitement des données relatives au blanchiment d'argent.

<sup>4</sup> Le bureau de communication dénonce immédiatement le cas à l'autorité de poursuite pénale compétente lorsque des soupçons fondés permettent de présumer:

- a. qu'une infraction au sens des art. 260<sup>ter</sup>, ch. 1, 305<sup>bis</sup> ou 305<sup>ter</sup>, al. 1, CP<sup>96</sup> a été commise;
- b.<sup>97</sup> que des valeurs patrimoniales proviennent d'un crime ou d'un délit fiscal qualifié au sens de l'art. 305<sup>bis</sup>, ch. 1<sup>bis</sup>, CP;
- c. que des valeurs patrimoniales sont soumises au pouvoir de disposition d'une organisation criminelle;
- d. que des valeurs patrimoniales servent au financement du terrorisme (art. 260<sup>quinquies</sup>, al. 1, CP).<sup>98</sup>

<sup>94</sup> La désignation de l'unité administrative a été adaptée en application de l'art. 16 al. 3 de l'O du 17 nov. 2004 sur les publications officielles (RO 2004 4937). Il a été tenu compte de cette mod. dans tout le texte.

<sup>95</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 juin 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> nov. 2013 (RO 2013 3493; FF 2012 6449).

<sup>96</sup> RS 311.0

<sup>97</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 1389; FF 2014 585).

<sup>98</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 4 de la LF du 3 oct. 2008 sur la mise en œuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 2009 (RO 2009 361; FF 2007 5919).

<sup>5</sup> Le bureau de communication indique à l'intermédiaire financier, dans un délai de 20 jours ouvrables, s'il transmet ou non les informations communiquées en vertu de l'art. 9, al. 1, let. a, à une autorité de poursuite pénale.<sup>99</sup>

<sup>6</sup> Le bureau de communication indique à l'intermédiaire financier s'il transmet ou non les informations communiquées en vertu de l'art. 305<sup>ter</sup>, al. 2, CP à une autorité de poursuite pénale.<sup>100</sup>

## Section 5 Organismes d'autorégulation

### Art. 24 Reconnaissance

<sup>1</sup> Les organismes d'autorégulation doivent satisfaire aux exigences suivantes pour être reconnus comme tels:

- a. disposer d'un règlement au sens de l'art. 25;
- b. veiller à ce que les intermédiaires financiers qui leur sont affiliés respectent les obligations définies au chap. 2;
- c. garantir que les personnes et les organes chargés du contrôle:<sup>101</sup>
  1. disposent des connaissances professionnelles requises,
  2. présentent toutes garanties quant à une activité de contrôle irréprochable,
  3. sont indépendantes de la direction et de l'administration des intermédiaires financiers qu'ils doivent contrôler;
- d.<sup>102</sup> garantir que les sociétés d'audit qu'ils ont chargées d'effectuer les contrôles remplissent les mêmes conditions d'agrément que celles requises pour les sociétés d'audit agréées pour auditer les intermédiaires financiers directement assujettis à la FINMA au sens de l'art. 19a.

<sup>2</sup> Les organismes d'autorégulation des entreprises de transport concessionnaires au sens de la loi du 20 mars 2009 sur le transport de voyageurs<sup>103</sup> doivent être indépendants de la direction.<sup>104</sup>

<sup>99</sup> Introduit par le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 1389; FF 2014 585).

<sup>100</sup> Introduit par le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 1389; FF 2014 585).

<sup>101</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 7 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4073; FF 2013 6147).

<sup>102</sup> Introduite par le ch. 7 de l'annexe à la LF du 20 juin 2014 (Concentration de la surveillance des entreprises de révision et des sociétés d'audit), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2015 (RO 2014 4073; FF 2013 6147).

<sup>103</sup> RS 745.1

<sup>104</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe à la LF du 17 déc. 2010 sur l'organisation de la Poste, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> oct. 2012 (RO 2012 5043; FF 2009 4731).

**Art. 25** Règlement

<sup>1</sup> Les organismes d'autorégulation édictent un règlement.

<sup>2</sup> Dans ce règlement, ils précisent à l'intention des intermédiaires financiers qui leur sont affiliés les obligations de diligence définies au chap. 2 et règlent les modalités d'application.

<sup>3</sup> Ils définissent en outre dans ce règlement:

- a. les conditions relatives à l'affiliation et à l'exclusion d'intermédiaires financiers;
- b. la manière de contrôler si les obligations définies au chap. 2 sont respectées;
- c. des sanctions appropriées.

**Art. 26** Listes

<sup>1</sup> Les organismes d'autorégulation tiennent la liste des intermédiaires financiers affiliés et celle des personnes auxquelles ils refusent l'affiliation.

<sup>2</sup> Ils communiquent ces listes et toutes les modifications qui y sont apportées à la FINMA.<sup>105</sup>

**Art. 27**<sup>106</sup> Echange d'informations et obligation de dénoncer

<sup>1</sup> Les organismes d'autorégulation et la FINMA peuvent échanger tous les renseignements et documents nécessaires à l'exercice de leur tâche.

<sup>2</sup> Les organismes d'autorégulation signalent sans délai à la FINMA:

- a. la démission de membres;
- b. les décisions visant à refuser une affiliation;
- c. les décisions d'exclusion ainsi que leur motif;
- d. l'ouverture de procédures de sanction susceptibles d'aboutir à l'exclusion.

<sup>3</sup> Ils remettent à la FINMA au moins une fois par année un rapport sur l'activité qu'ils exercent dans le cadre de la présente loi et lui communiquent une liste des décisions de sanction rendues pendant la période faisant l'objet du rapport.

<sup>4</sup> Les organisations d'autorégulation dénoncent immédiatement le cas au bureau de communication lorsque des soupçons fondés permettent de présumer:<sup>107</sup>

- a. qu'une infraction au sens des art. 260<sup>er</sup>, ch. 1, ou 305<sup>bis</sup> du code pénal<sup>108</sup> a été commise;

<sup>105</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 17 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207; FF **2006** 2741).

<sup>106</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 17 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207; FF **2006** 2741).

<sup>107</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 4 de la LF du 3 oct. 2008 sur la mise en œuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 2009 (RO **2009** 361; FF **2007** 5919).

<sup>108</sup> RS **311.0**

- b.<sup>109</sup> que des valeurs patrimoniales proviennent d'un crime ou d'un délit fiscal qualifié au sens de l'art. 305<sup>bis</sup>, ch. 1<sup>bis</sup>, CP;
- c. que des valeurs patrimoniales sont soumises au pouvoir de disposition d'une organisation criminelle; ou
- d.<sup>110</sup> que des valeurs patrimoniales servent au financement du terrorisme (art. 260<sup>quinquies</sup>, al. 1, CP).

<sup>5</sup> Les organismes d'autorégulation sont dispensés de l'obligation d'informer au sens de l'al. 4 si un intermédiaire financier qui leur est affilié y a déjà satisfait.

#### **Art. 28**<sup>111</sup> Retrait de la reconnaissance

<sup>1</sup> La FINMA ne retire la reconnaissance d'un organisme d'autorégulation en vertu de l'art. 37 de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers<sup>112</sup> qu'après sommation préalable.

<sup>2</sup> Lorsque la reconnaissance est retirée à un organisme d'autorégulation, les intermédiaires financiers qui lui sont affiliés tombent sous la surveillance directe de la FINMA.

<sup>3</sup> Les intermédiaires financiers sont soumis à l'obligation d'obtenir une autorisation en vertu de l'art. 14 s'ils ne s'affilient pas à un autre organisme d'autorégulation dans les deux mois.

<sup>4</sup> Les avocats et les notaires agissant en qualité d'intermédiaires financiers doivent s'affilier dans les deux mois à un autre organisme d'autorégulation lorsque la reconnaissance est retirée à celui dont ils font partie.

## **Chapitre 4 Entraide administrative**

### **Section 1 Collaboration entre les autorités suisses**

#### **Art. 29** Echange d'informations entre les autorités<sup>113</sup>

<sup>1</sup> La FINMA, la CFMJ, l'autorité intercantonale de surveillance et d'exécution visée à l'art. 105 LJAR<sup>114</sup> et le bureau de communication peuvent échanger tous les renseignements et documents nécessaires à l'application de la présente loi.<sup>115</sup>

<sup>109</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 1389; FF **2014** 585).

<sup>110</sup> Introduite par le ch. I 4 de la LF du 3 oct. 2008 sur la mise en œuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 2009 (RO **2009** 361; FF **2007** 5919).

<sup>111</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 17 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207; FF **2006** 2741).

<sup>112</sup> RS **956.1**

<sup>113</sup> Introduit par le ch. I 4 de la LF du 3 oct. 2008 sur la mise en œuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 2009 (RO **2009** 361; FF **2007** 5919).

<sup>114</sup> RS **935.51**

<sup>115</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 8 de l'annexe à la LF du 29 sept. 2017 sur les jeux d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2018** 5103; FF **2015** 7627).

<sup>2</sup> Si le bureau de communication ou les offices centraux de police criminelle de la Confédération en font la demande, les autorités fédérales, cantonales et communales leur transmettent toutes les données dont ils ont besoin pour effectuer les analyses en relation avec la lutte contre le blanchiment d'argent, les infractions préalables au blanchiment d'argent, la criminalité organisée ou le financement du terrorisme. Ces données comprennent notamment des informations financières ainsi que d'autres données sensibles et profils de la personnalité collectés dans des procédures pénales, pénales administratives ou administratives, y compris dans des procédures pendantes.<sup>116</sup>

<sup>2bis</sup> Le bureau de communication peut, au cas par cas, donner des renseignements aux autorités visées à l'al. 2, pour autant qu'ils soient utilisés exclusivement aux fins de la lutte contre le blanchiment d'argent, les infractions préalables au blanchiment d'argent, la criminalité organisée ou le financement du terrorisme. L'art. 30, al. 2 à 5, est applicable par analogie.<sup>117</sup>

<sup>2ter</sup> Le bureau de communication ne peut transmettre aux autorités visées à l'al. 2 des informations provenant d'un homologue étranger qu'aux fins mentionnées à l'al. <sup>2bis</sup> et avec l'autorisation expresse de ce dernier.<sup>118</sup>

<sup>3</sup> Le bureau de communication informe la FINMA, la CFMJ et l'autorité intercantonale de surveillance et d'exécution visée à l'art. 105 LJAr des décisions rendues par les autorités cantonales de poursuite pénale.<sup>119</sup>

#### **Art. 29a**<sup>120</sup> Autorités pénales

<sup>1</sup> Les autorités pénales annoncent sans délai au bureau de communication toutes les procédures pendantes en rapport avec les art. 260<sup>ter</sup>, ch. 1, 260<sup>quinquies</sup>, al. 1, 305<sup>bis</sup> et 305<sup>ter</sup>, al. 1, CP<sup>121</sup>. Elles lui font parvenir sans délai les jugements et les décisions de non-lieu correspondants, y compris leur motivation.

<sup>2</sup> De plus, elles annoncent sans délai au bureau de communication les décisions qu'elles ont prises sur les dénonciations qu'il leur a adressées.

<sup>3</sup> Les autorités pénales peuvent donner à la FINMA, à la CFMJ et à l'autorité intercantonale de surveillance et d'exécution visée à l'art. 105 LJAr<sup>122</sup> les renseigne-

<sup>116</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 1389; FF 2014 585).

<sup>117</sup> Introduit par le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 1389; FF 2014 585).

<sup>118</sup> Introduit par le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 1389; FF 2014 585).

<sup>119</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 8 de l'annexe à la LF du 29 sept. 2017 sur les jeux d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5103; FF 2015 7627).

<sup>120</sup> Introduit par le ch. I 4 de la LF du 3 oct. 2008 sur la mise en œuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> fév. 2009 (RO 2009 361; FF 2007 5919).

<sup>121</sup> RS 311.0

<sup>122</sup> RS 935.51

ments et les documents nécessaires à l'accomplissement de leur tâche, dans la mesure où la procédure pénale n'est pas entravée.<sup>123</sup>

<sup>4</sup> La FINMA, la CFMJ ou l'autorité intercantonale de surveillance et d'exécution visée à l'art. 105 LJAr coordonnent les interventions éventuelles à l'encontre d'un intermédiaire financier avec les autorités de poursuite pénale compétentes.<sup>124</sup> Elles consultent les autorités de poursuite pénale compétentes avant une transmission éventuelle des renseignements et des documents qu'elles ont reçus.

## Section 2 Collaboration avec les autorités étrangères

**Art. 30**<sup>125</sup> Collaboration avec les homologues étrangers

<sup>1</sup> Le bureau de communication peut transmettre à un homologue étranger les données personnelles et les autres informations dont il dispose ou qu'il peut obtenir en vertu de la présente loi si ce dernier remplit les conditions suivantes:

- a. il s'engage à utiliser les informations transmises exclusivement à des fins d'analyse dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et les infractions préalables au blanchiment, contre la criminalité organisée ou contre le financement du terrorisme;
- b. il s'engage à donner suite à une demande d'informations similaire provenant de la Suisse;
- c. il s'engage à garantir le respect du secret de fonction ou du secret professionnel;
- d. il s'engage à ne transmettre les informations obtenues à des tiers qu'avec l'autorisation expresse du bureau de communication;
- e. il respecte les charges et les restrictions d'utilisation exigées par le bureau de communication.

<sup>2</sup> Il peut notamment transmettre les informations suivantes:

- a.<sup>126</sup> le nom de l'intermédiaire financier ou du négociant, dans la mesure où l'anonymat de la personne qui a adressé une communication ou qui a respecté le devoir d'informer visé par la présente loi est garanti;
- b. le nom du titulaire du compte, le numéro de compte et le montant des avoirs déposés;
- c. l'identité des ayants droit économiques;

<sup>123</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 8 de l'annexe à la LF du 29 sept. 2017 sur les jeux d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5103; FF 2015 7627).

<sup>124</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 8 de l'annexe à la LF du 29 sept. 2017 sur les jeux d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5103; FF 2015 7627).

<sup>125</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 juin 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> nov. 2013 (RO 2013 3493; FF 2012 6449).

<sup>126</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 1389; FF 2014 585).



d. des indications sur les transactions.

<sup>3</sup> Il transmet ces informations sous forme de rapports.

<sup>4</sup> Il peut autoriser un homologue étranger à transmettre les informations à des autorités tierces si ces dernières donnent les garanties suivantes:

- a. elles utiliseront ces informations exclusivement:
  1. à des fins d'analyse dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et les infractions préalables au blanchiment, contre la criminalité organisée ou contre le financement du terrorisme, ou
  2. dans le but d'ouvrir une procédure pénale pour blanchiment d'argent ou infraction préalable au blanchiment, pour criminalité organisée ou financement du terrorisme, ou afin de justifier une demande d'entraide judiciaire dans le cadre d'une telle procédure pénale;
- b. elles n'utiliseront pas ces informations dans le but de poursuivre des infractions qui ne constituent pas, en vertu du droit suisse, des infractions préalables au blanchiment d'argent;
- c. elles n'utiliseront pas ces informations comme éléments de preuve;
- d. le secret de fonction ou le secret professionnel sera respecté.

<sup>5</sup> Si la demande de transmission à une autorité étrangère tierce concerne des faits faisant l'objet d'une procédure pénale en Suisse, le bureau de communication demande l'autorisation préalable du ministère public chargé de conduire la procédure.

<sup>6</sup> Le bureau de communication est habilité à régler les modalités de la collaboration avec ses homologues étrangers.

#### **Art. 31**<sup>127</sup> Refus d'informer

Le bureau de communication refuse d'informer son homologue étranger:

- a. si la requête ne présente aucun lien avec la Suisse;
- b. si la requête implique l'emploi de moyens de contrainte prévus par le droit de procédure ou la prise d'autres mesures ou actions pour lesquelles le droit suisse exige le dépôt d'une demande d'entraide judiciaire ou une autre procédure réglée par une loi spéciale ou par un accord international;
- c. si les intérêts nationaux ou la sécurité et l'ordre publics sont compromis.

#### **Art. 31a**<sup>128</sup> Dispositions applicables de la loi fédérale du 7 octobre 1994 sur les Offices centraux de police criminelle de la Confédération

Les dispositions des sections 1 et 4 de la loi fédérale du 7 octobre 1994 sur les Offices centraux de police criminelle de la Confédération<sup>129</sup> s'appliquent par analogie.

<sup>127</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 juin 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> nov. 2013 (RO 2013 3493; FF 2012 6449).

<sup>128</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 21 juin 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> nov. 2013 (RO 2013 3493; FF 2012 6449).

<sup>129</sup> RS 360

gie dans la mesure où la présente loi ne règle pas le traitement des données et l'octroi de l'assistance administrative par le bureau de communication.

**Art. 32** Collaboration avec les autorités de poursuite pénale étrangères<sup>130</sup>

<sup>1</sup> La collaboration du bureau de communication avec les autorités étrangères de poursuite pénale est régie par l'art. 13, al. 2, de la loi fédérale du 7 octobre 1994 sur les Offices centraux de police criminelle de la Confédération<sup>131</sup>.

<sup>2</sup> ...<sup>132</sup>

<sup>3</sup> Le bureau de communication n'est pas autorisé à transmettre aux autorités de poursuite pénale étrangères le nom de la personne qui lui a adressé la communication de l'intermédiaire financier ou du négociant ou qui a respecté le devoir d'informer visé à l'art. 11a.<sup>133</sup>

## Chapitre 5 Traitement des données personnelles

**Art. 33** Principe

Le traitement des données personnelles est régi par la loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données<sup>134</sup>.

**Art. 34** Fichiers en rapport avec l'obligation de communiquer

<sup>1</sup> Les intermédiaires financiers gèrent des fichiers séparés contenant tous les documents se rapportant aux communications.

<sup>2</sup> Ils ne peuvent transmettre des données de ces fichiers qu'à la FINMA, à la CFMJ, à l'autorité intercantonale de surveillance et d'exécution visée à l'art. 105 LJAr<sup>135</sup>, aux organismes d'autorégulation, au bureau de communication et aux autorités de poursuite pénale.<sup>136</sup>

<sup>3</sup> Les personnes concernées n'ont pas de droit d'accès au sens de l'art. 8 de la loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données<sup>137</sup>, d'une part, entre le moment où des informations sont communiquées en vertu de l'art. 9, al. 1, de la pré-

<sup>130</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 21 juin 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> nov. 2013 (RO **2013** 3493; FF **2012** 6449).

<sup>131</sup> RS **360**

<sup>132</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 21 juin 2013, avec effet au 1<sup>er</sup> nov. 2013 (RO **2013** 3493; FF **2012** 6449).

<sup>133</sup> Introduit par le ch. I 4 de la LF du 3 oct. 2008 sur la mise en œuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière (RO **2009** 361; FF **2007** 5919). Nouvelle teneur selon le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 1389; FF **2014** 585).

<sup>134</sup> RS **235.1**

<sup>135</sup> RS **935.51**

<sup>136</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 8 de l'annexe à la LF du 29 sept. 2017 sur les jeux d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2018** 5103; FF **2015** 7627).

<sup>137</sup> RS **235.1**

sente loi ou en vertu de l'art. 305<sup>ter</sup>, al. 2, CP<sup>138</sup>, et celui où le bureau de communication informe l'intermédiaire financier conformément à l'art. 23, al. 5 ou 6, d'autre part, tant que dure le blocage des avoirs prévu à l'art. 10.<sup>139</sup>

<sup>4</sup> Les données doivent être détruites cinq ans après avoir été communiquées aux autorités compétentes.

### **Art. 35** Traitement des données par le bureau de communication

<sup>1</sup> Le traitement des données personnelles par le bureau de communication est régi par la loi fédérale du 7 octobre 1994 sur les Offices centraux de police criminelle de la Confédération<sup>140</sup>. Le droit des particuliers d'obtenir des renseignements est régi par l'art. 8 de la loi fédérale du 13 juin 2008 sur les systèmes d'information de police de la Confédération<sup>141, 142</sup>

<sup>2</sup> Le bureau de communication, la FINMA, la CFMJ, l'autorité intercantonale de surveillance et d'exécution visée à l'art. 105 LJAr<sup>143</sup> et les autorités de poursuite pénale peuvent échanger des informations au moyen d'une procédure d'appel.<sup>144</sup>

### **Art. 35a**<sup>145</sup> Vérification

<sup>1</sup> Pour accomplir ses tâches, le bureau de communication peut vérifier en ligne si la personne qui lui a été signalée ou dénoncée est enregistrée dans un des systèmes d'information suivants:

- a. index national de police;
- b. système d'information central sur la migration;
- c. casier judiciaire informatisé;
- d. système de traitement des données relatives à la protection de l'Etat;
- e. système de gestion de personnes, de dossiers et d'affaires dans le cadre de l'entraide judiciaire internationale en matière pénale.

<sup>2</sup> L'accès à des informations plus étendues est régi par les dispositions applicables à chaque système d'information.

<sup>138</sup> RS 311.0

<sup>139</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 1389; FF 2014 585).

<sup>140</sup> RS 360

<sup>141</sup> RS 361

<sup>142</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 9 de l'annexe 1 à la LF du 13 juin 2008 sur les systèmes d'information de police de la Confédération, en vigueur depuis le 5 déc. 2008 (RO 2008 4989; FF 2006 4819).

<sup>143</sup> RS 935.51

<sup>144</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 8 de l'annexe à la LF du 29 sept. 2017 sur les jeux d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5103; FF 2015 7627).

<sup>145</sup> Introduit par le ch. 9 de l'annexe 1 à la LF du 13 juin 2008 sur les systèmes d'information de police de la Confédération, en vigueur depuis le 5 déc. 2008 (RO 2008 4989; FF 2006 4819).

## Chapitre 6 Dispositions pénales et voies de droit

### Art. 36<sup>146</sup>

#### Art. 37<sup>147</sup> Violation de l'obligation de communiquer

<sup>1</sup> Est puni d'une amende de 500 000 francs au plus celui qui, intentionnellement, enfreint l'obligation de communiquer prévue à l'art. 9.

<sup>2</sup> Si l'auteur agit par négligence, il est puni d'une amende de 150 000 francs au plus.

<sup>3</sup> ...<sup>148</sup>

#### Art. 38<sup>149</sup> Violation de l'obligation de contrôler

<sup>1</sup> Un négociant est puni d'une amende de 100 000 francs au plus s'il enfreint intentionnellement l'obligation prévue à l'art. 15 de mandater un organe de révision.

<sup>2</sup> S'il agit par négligence, il est puni d'une amende de 10 000 francs au plus.

### Art. 39 et 40<sup>150</sup>

## Chapitre 7 Dispositions finales

### Art. 41<sup>151</sup> Mise en œuvre

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral édicte les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente loi.

<sup>2</sup> Il peut autoriser la FINMA et la CFMJ à édicter des dispositions d'exécution dans les domaines de portée restreinte, notamment de nature technique.

<sup>146</sup> Abrogé par le ch. 17 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207; FF 2006 2741).

<sup>147</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 17 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207; FF 2006 2741).

<sup>148</sup> Abrogé par le ch. 12 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>149</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 7 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 1389; FF 2014 585).

<sup>150</sup> Abrogés par le ch. 17 de l'annexe à la L du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5207; FF 2006 2741).

<sup>151</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 4 de la LF du 3 oct. 2008 sur la mise en œuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2010 (RO 2009 361 6401; FF 2007 5919).

**Art. 42** Dispositions transitoires

<sup>1</sup> La présente loi est applicable dès son entrée en vigueur aux intermédiaires financiers visés à l'art. 2, al. 2. L'obligation de communiquer (art. 9) s'applique dès ce moment à tous les intermédiaires financiers.

<sup>2</sup> Les organismes d'autorégulation doivent, dans un délai d'un an, présenter une demande de reconnaissance et soumettre leur règlement à l'autorité de contrôle pour approbation.

<sup>3</sup> Deux ans après l'entrée en vigueur de la présente loi, les intermédiaires financiers visés à l'art. 2, al. 3, seront, s'ils ne sont pas affiliés à un organisme d'autorégulation reconnu, soumis à la surveillance directe de l'autorité de contrôle, auprès de laquelle ils devront déposer une demande d'autorisation (art. 14).

<sup>4</sup> Les avocats et les notaires agissant en qualité d'intermédiaires financiers doivent s'affilier à un organisme d'autorégulation dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi.

**Art. 43** Modification du droit en vigueur

...<sup>152</sup>

**Art. 44** Référendum et entrée en vigueur

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Date de l'entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> avril 1998<sup>153</sup>

<sup>152</sup> La mod. peut être consultée au RO **1998** 892.

<sup>153</sup> ACF du 16 mars 1998



**Ordonnance  
sur le Bureau de communication en matière  
de blanchiment d'argent  
(OBCBA)**

**955.23**

du 25 août 2004 (Etat le 1<sup>er</sup> juillet 2016)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu les art. 8a, al. 5, et 41, al. 1, de la loi du 10 octobre 1997 sur le blanchiment d'argent (LBA)<sup>1</sup>,

vu les art. 4, al. 1, 13, al. 1, et 15 de la loi fédérale du 7 octobre 1994 sur les Offices centraux de police criminelle de la Confédération et les centres communs de coopération policière et douanière avec d'autres Etats (LOC)<sup>2,3</sup>

*arrête:*

## **Chapitre 1 Tâches**

### **Art. 1<sup>4</sup>**

<sup>1</sup> Le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (bureau) est chargé des tâches suivantes:

- a. assister les autorités de poursuite pénale dans la répression du blanchiment d'argent, des infractions préalables au blanchiment d'argent, de la criminalité organisée et du financement du terrorisme;
- b. agir en tant que cellule nationale de renseignements financiers dans la lutte contre le blanchiment d'argent, les infractions préalables au blanchiment d'argent, la criminalité organisée et le financement du terrorisme;
- c. sensibiliser les intermédiaires financiers aux problèmes du blanchiment d'argent, des infractions préalables au blanchiment d'argent, de la criminalité organisée et du financement du terrorisme;
- d. informer le public sur l'évolution de la lutte contre le blanchiment d'argent, les infractions préalables au blanchiment d'argent, la criminalité organisée et le financement du terrorisme en Suisse par un rapport annuel comportant des éléments statistiques anonymisés.

RO **2004** 4181

<sup>1</sup> RS **955.0**

<sup>2</sup> RS **360**

<sup>3</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 4819).

<sup>4</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 oct. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> nov. 2013 (RO **2013** 3497).

<sup>2</sup> Pour accomplir ses tâches:

- a.<sup>5</sup> il reçoit et analyse les communications des intermédiaires financiers, des organismes d'autorégulation, de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA), de la Commission fédérale des maisons de jeu, des négociants au sens de l'art. 8a LBA et de leurs organes de révision;
- b. il procède à des recherches relatives aux faits qui lui ont été communiqués;
- c. il décide de la transmission des communications, annonces et autres informations aux autorités de poursuite pénale cantonales et fédérales;
- d. il échange au niveau national et international les informations liées au blanchiment d'argent, aux infractions préalables au blanchiment d'argent, à la criminalité organisée et au financement du terrorisme;
- e. il exploite son propre système d'information pour la lutte contre le blanchiment d'argent, les infractions préalables au blanchiment d'argent, la criminalité organisée et le financement du terrorisme (GEWA);
- f.<sup>6</sup> il exploite les informations liées au blanchiment d'argent, aux infractions préalables au blanchiment d'argent, à la criminalité organisée et au financement du terrorisme et établit des statistiques anonymisées qui lui permettent de procéder à des analyses opérationnelles et stratégiques;
- g.<sup>7</sup> il reçoit des informations des personnes et des institutions visées à l'art. 7 de la loi du 18 décembre 2015 sur les valeurs patrimoniales d'origine illicite (LVP)<sup>8</sup>.

## Chapitre 2 Traitement des communications et informations<sup>9</sup>

### Section 1 Enregistrement

**Art. 2<sup>10</sup>** Provenance des données traitées

Le bureau traite les communications et les informations:<sup>11</sup>

- a.<sup>12</sup> selon les art. 9, al. 1, et 11a LBA de même que l'art. 305<sup>ter</sup>, al. 2, du code pénal (CP)<sup>13</sup>, lorsqu'elles émanent d'intermédiaires financiers;

<sup>5</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 4819).

<sup>6</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 4819).

<sup>7</sup> Introduite par le ch. I de l'O du 25 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO **2016** 1943).

<sup>8</sup> RS **196.1**

<sup>9</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 oct. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> nov. 2013 (RO **2013** 3497).

<sup>10</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 10 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5323).

<sup>11</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 oct. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> nov. 2013 (RO **2013** 3497).

<sup>12</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 4819).



- b. selon l'art. 27, al. 4, LBA, lorsqu'elles émanent d'organismes d'autorégulation;
- c. selon l'art. 16, al. 1, LBA, lorsqu'elles émanent de la FINMA;
- d. selon l'art. 16, al. 1, LBA, lorsqu'elles émanent de la Commission fédérale des maisons de jeu;
- e.<sup>14</sup> selon les art. 9, al. 1<sup>bis</sup>, et 15, al. 5, LBA, lorsqu'elles émanent de négociants ainsi que de leurs organes de révision;
- f.<sup>15</sup> selon l'art. 7, al. 1 et 2, LVP<sup>16</sup>.

**Art. 3<sup>17</sup>** Analyse des communications

<sup>1</sup> Les communications au sens de l'art. 2, let. a à d, doivent indiquer au moins:

- a. l'intermédiaire financier ou l'autorité communiquant l'affaire, et pour chacun d'eux une personne de contact avec des numéros directs de téléphone et de fax;
- b. les autorités selon l'art. 12 LBA qui exercent la surveillance sur l'intermédiaire financier;
- c. les données permettant d'identifier le client de l'intermédiaire financier selon l'art. 3 LBA;
- d. les données permettant d'identifier l'ayant droit économique des fonds selon l'art. 4 LBA;
- e. les données permettant d'identifier d'autres personnes habilitées à signer ou à représenter le client;
- f. les valeurs patrimoniales impliquées dans l'affaire au moment de la communication, y compris l'état actuel du compte;
- g. une description aussi précise que possible de la relation d'affaires, y compris les numéros et les dates d'ouverture des comptes concernés;
- h. une description aussi précise que possible des soupçons sur lesquels se base la communication, y compris les extraits de comptes et les pièces justificatives détaillées démontrant les transactions suspectes, ainsi que d'éventuels liens avec d'autres relations d'affaires.

<sup>2</sup> Les communications au sens de l'art. 2 let. e doivent contenir par analogie au moins les indications visées à l'al. 1, let. a, c à e et h.

<sup>13</sup> RS 311.0

<sup>14</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4819).

<sup>15</sup> Introduite par le ch. I de l'O du 25 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1943).

<sup>16</sup> RS 196.1

<sup>17</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4819).

<sup>2bis</sup> Si les personnes et les institutions qui effectuent une communication en vertu de l'art. 7, al. 1 et 2, LVP<sup>18</sup> ne sont pas des intermédiaires financiers au sens de la LBA, leur communication doit contenir au moins les informations visées à l'al. 1, let. f, dans la mesure où elles leur sont connues.<sup>19</sup>

<sup>3</sup> Les communications doivent être établies sur le formulaire prévu à cet effet par le bureau. Les coordonnées de la personne de contact visée à l'al. 1, let. a, peuvent également être fournies sur un document indépendant.

<sup>4</sup> Les documents relatifs aux transactions financières et aux clarifications requises réalisées, de même que les autres pièces justificatives, doivent être joints à la communication.

<sup>5</sup> L'intermédiaire financier doit remettre sans délai au bureau, à la demande de celui-ci, les documents permettant de suivre la trace des transactions intervenues pendant l'analyse du bureau.

#### **Art. 4<sup>20</sup>**      Enregistrement

<sup>1</sup> Les communications et les informations émanant d'intermédiaires financiers sont enregistrées dans GEWA à la date de leur envoi. La date d'enregistrement sert au contrôle des délais.

<sup>2</sup> Si la communication indique plus d'un client, le bureau peut traiter séparément chacune des relations d'affaires mentionnées.

<sup>3</sup> Le bureau accuse immédiatement réception des communications et indique le délai légal dans lequel il décide, en vertu de l'art. 23, al. 5, LBA, de transmettre les informations communiquées à une autorité de poursuite pénale.

<sup>4</sup> En cas de transmission à une autorité pénale ou de communication faite en application de l'art. 9, al. 1, let. c, LBA, le bureau indique la date d'échéance du blocage des avoirs selon l'art. 10, al. 2, LBA.

<sup>18</sup> RS 196.1

<sup>19</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 25 mai 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 1943).

<sup>20</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4819).

## Section 2 Analyse et recherches

### Art. 5<sup>21</sup>

### Art. 6 Recherche d'informations en vertu de la LOC<sup>22</sup>

Pour accomplir ses tâches légales, le bureau peut se procurer des informations selon l'art. 3, let. a à e, LOC.

### Art. 7 Collaboration avec les autorités et les offices

<sup>1</sup> Le bureau peut exiger des autorités et des offices indiqués à l'art. 4, al. 1, LOC et à l'art. 29, al. 1 et 2, LBA les informations liées au blanchiment d'argent, aux infractions préalables au blanchiment d'argent, à la criminalité organisée ou au financement du terrorisme dont il a besoin pour accomplir ses tâches légales. Le bureau peut notamment vérifier si:<sup>23</sup>

- a. la personne ou la société concernée fait ou a fait l'objet de poursuites judiciaires ou administratives;
- b. la personne ou la société est connue des autorités policières;
- c.<sup>24</sup> la personne concernée par la communication a un domicile en Suisse et si elle est autorisée à y séjourner et à y exercer une activité lucrative;
- d.<sup>25</sup> l'intermédiaire financier qui dépose une communication est effectivement assujéti à la surveillance de la FINMA ou de la Commission fédérale des maisons de jeu.

<sup>2</sup> L'échange d'informations a lieu oralement, sous forme électronique ou par écrit.<sup>26</sup>

## Section 3 Transmission

### Art. 8 Dénonciation aux autorités de poursuite pénale

<sup>1</sup> Sur la base de l'exploitation des informations récoltées, le bureau prend les mesures selon l'art. 23, al. 4, LBA.

<sup>21</sup> Abrogé par le ch. I 20 de l'O du 15 oct. 2008 sur les adaptations découlant de la loi fédérale sur les systèmes d'information de police de la Confédération, avec effet au 5 déc. 2008 (RO 2008 4943).

<sup>22</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 oct. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> nov. 2013 (RO 2013 3497).

<sup>23</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4819).

<sup>24</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4819).

<sup>25</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4819).

<sup>26</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 oct. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> nov. 2013 (RO 2013 3497).

<sup>2</sup> Les communications qui n'ont pas été immédiatement transmises aux autorités de poursuite pénale selon l'art. 23, al. 4, LBA peuvent l'être en tout temps si, sur la base de nouveaux éléments, le bureau a des soupçons fondés.<sup>27</sup>

#### **Art. 9** Information de l'intermédiaire financier

<sup>1</sup> Le bureau informe l'intermédiaire financier de la suite donnée à l'affaire.<sup>28</sup>

<sup>2</sup> Si l'affaire est transmise à une autorité de poursuite pénale, toute information ultérieure de l'intermédiaire financier est soumise à l'autorisation préalable de celle-ci.

#### **Art. 10**<sup>29</sup> Information

<sup>1</sup> Le bureau peut informer:

- a. les intermédiaires financiers: des démarches entreprises sur la base de communications selon l'art. 2, let. a;
- b. les organismes d'autorégulation: des démarches entreprises sur la base de communications selon l'art. 2, let. b;
- c. la FINMA: des démarches entreprises sur la base de communications selon l'art. 2, let. c;
- d. la Commission fédérale des maisons de jeu: des démarches entreprises sur la base de communications selon l'art. 2, let. d.<sup>30</sup>

<sup>2</sup> Lorsque le bureau constate qu'un intermédiaire financier n'a pas observé ses obligations de diligence ou ses obligations en cas de soupçon de blanchiment d'argent, il peut, conformément à l'art. 29, al. 1, LBA, transmettre spontanément à l'autorité de surveillance compétente les informations suivantes:

- a. le nom de l'intermédiaire financier qui a effectué la communication;
- b. la date de la communication;
- c. les montants concernés;
- d. la nature et le type de l'inobservation;
- e. l'autorité de poursuite pénale saisie.

<sup>3</sup> Il peut informer l'autorité de poursuite pénale compétente saisie.

<sup>27</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 4819).

<sup>28</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 4819).

<sup>29</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 10 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5323).

<sup>30</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 4819).

**Art. 11**<sup>31</sup>**Chapitre 3 Coopération****Art. 12** Autorités nationales

<sup>1</sup> ...<sup>32</sup>

<sup>2</sup> S'il apparaît qu'une autorité de poursuite pénale mène déjà une enquête contre des personnes mentionnées dans la demande, le bureau dirige l'autorité requérante vers l'autorité suisse pour l'obtention de nouvelles informations.

**Art. 13**<sup>33</sup> Autorités étrangères

<sup>1</sup> Lorsque les conditions énumérées à l'al. 2 sont remplies, le bureau peut échanger des données personnelles et des informations relatives à des soupçons de blanchiment d'argent, d'infractions préalables au blanchiment d'argent, de criminalité organisée ou de financement du terrorisme avec les autorités étrangères ci-après ou leur transmettre de telles données et informations de son propre chef, afin de les aider à accomplir leurs tâches légales:

- a. autorités qui exécutent des tâches de poursuite pénale et de police, pour autant que les conditions de l'art. 13, al. 2, LOC soient remplies;
- b. autorités qui assument des tâches analogues à celles du bureau, pour autant que les conditions mentionnées à l'art. 30 LBA soient remplies.

<sup>2</sup> Les données personnelles et les informations visées à l'al. 1 peuvent être échangées ou transmises uniquement dans les circonstances suivantes:

- a. si cela est nécessaire à l'obtention de renseignements dont le bureau a besoin;
- b. s'il ne s'agit pas de données de l'entraide judiciaire internationale;
- c. lorsque la demande d'assistance administrative est motivée.

<sup>3</sup> Les art. 6, 7 et 12 s'appliquent par analogie au traitement des demandes des autorités étrangères.

<sup>31</sup> Abrogé par le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 4819).

<sup>32</sup> Abrogé par le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 4819).

<sup>33</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 4819).

## Chapitre 4 GEWA

### Art. 14 But

Le bureau utilise GEWA pour:

- a. accomplir les tâches d'information et de vérification prévues par la loi;
- b.<sup>34</sup> procéder aux vérifications dans les affaires de blanchiment d'argent, d'infractions préalables au blanchiment d'argent, de criminalité organisée et de financement du terrorisme;
- c. collaborer avec les autorités de poursuite pénale de la Confédération et des cantons;
- d. collaborer avec les autorités étrangères analogues et les autorités de poursuite pénale étrangères;
- e.<sup>35</sup> collaborer avec la FINMA et la Commission fédérale des maisons de jeu;
- f.<sup>36</sup> élaborer des analyses stratégiques sur la base de statistiques anonymisées.

### Art. 15 Provenance des données

Les données de GEWA proviennent:

- a.<sup>37</sup> des communications et des informations selon l'art. 2;
- b. des demandes d'entraide administrative et judiciaire selon les art. 12 et 13;
- c.<sup>38</sup> des annonces des autorités de police concernant des enquêtes effectuées avant l'ouverture d'une instruction;
- d.<sup>39</sup> des annonces des autorités de poursuite pénale de la Confédération et des cantons selon l'art. 29a LBA;
- e. des annonces selon les art. 4 et 8, al. 1, LOC, pour autant qu'elles servent à remplir les tâches légales du bureau;
- f.<sup>40</sup> des listes de personnes et de sociétés annexées à des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU en rapport avec des soupçons de blanchiment d'argent, d'infractions préalables au blanchiment d'argent, de criminalité organisée ou de financement du terrorisme;

<sup>34</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4819).

<sup>35</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 10 de l'annexe à l'O du 15 oct. 2008 sur les audits des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5323).

<sup>36</sup> Introduite par le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4819).

<sup>37</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 oct. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> nov. 2013 (RO 2013 3497).

<sup>38</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 oct. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> nov. 2013 (RO 2013 3497).

<sup>39</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 oct. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> nov. 2013 (RO 2013 3497).

<sup>40</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4819).

- g.<sup>41</sup> des listes de personnes et de sociétés soupçonnées par les autorités suisses de blanchir de l'argent, d'avoir commis des infractions préalables au blanchiment d'argent, d'appartenir à une organisation criminelle ou de financer le terrorisme;
- h. des résultats des propres recherches du bureau.

**Art. 16<sup>42</sup>** Données traitées

<sup>1</sup> En matière de lutte contre le blanchiment d'argent, les infractions préalables au blanchiment d'argent, la criminalité organisée et le financement du terrorisme, les données traitées dans GEWA concernent:

- a. les transactions financières suspectes;
- b. les personnes et les sociétés soupçonnées de blanchir ou de tenter de blanchir de l'argent, d'appartenir à une organisation criminelle au sens de l'art. 260<sup>ter</sup> CP ou de faciliter le financement du terrorisme au sens de l'art. 260<sup>quinquies</sup> CP;
- c. les personnes et les sociétés soupçonnées de préparer, de commettre ou de faciliter des actes délictueux dont on peut présumer qu'ils sont préalables au blanchiment d'argent ou qu'ils sont le fait d'une organisation au sens de la let. b.

<sup>2</sup> Les tiers qui ne remplissent pas les conditions de l'al. 1 peuvent être enregistrés dans GEWA dans la mesure où cela s'avère nécessaire à la réalisation des buts mentionnés à l'art. 14.

**Art. 17** Chiffrement

Lors de leur transmission, les données de GEWA doivent être chiffrées de bout en bout.

**Art. 18** Structure

<sup>1</sup> La structure du système d'information GEWA est modulaire. Elle se compose des éléments suivants:

- a.<sup>43</sup> gestion des communications (gestion des cas);
- b. gestion des autres affaires;
- c. gestion des personnes;
- d. gestion des intermédiaires financiers;
- e. gestion des opérations;

<sup>41</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4819).

<sup>42</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4819).

<sup>43</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4819).

- f. gestion des paramètres;
- g. évaluation;
- h. journalisation;
- i. gestion des utilisateurs.

<sup>2</sup> Le catalogue des données qui peuvent être traitées dans GEWA est réglé à l'annexe 1.

#### **Art. 19** Sécurité des données et journalisation

<sup>1</sup> La sécurité des données est régie par l'ordonnance du 14 juin 1993 relative à la loi fédérale sur la protection des données<sup>44</sup> et l'ordonnance du 9 décembre 2011 sur l'informatique dans l'administration fédérale<sup>45,46</sup>

<sup>2</sup> L'Office fédéral de la police (fedpol) fixe, dans un règlement sur le traitement des données, les mesures organisationnelles et techniques à prendre pour éviter le traitement non autorisé des données et pour assurer la journalisation automatique du traitement des données.<sup>47</sup>

#### **Art. 20**<sup>48</sup> Accès à GEWA

Ont accès à GEWA par procédure d'appel en ligne:

- a. les personnes travaillant au sein du bureau;
- b. les gestionnaires du système, pour les modifications et les aménagements du système.

#### **Art. 21 et 22**<sup>49</sup>

<sup>44</sup> RS 235.11

<sup>45</sup> RS 172.010.58

<sup>46</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 oct. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> nov. 2013 (RO 2013 3497).

<sup>47</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 20 de l'O du 15 oct. 2008 sur les adaptations découlant de la loi fédérale sur les systèmes d'information de police de la Confédération, en vigueur depuis le 5 déc. 2008 (RO 2008 4943).

<sup>48</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4819).

<sup>49</sup> Abrogés par le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4819).



## Chapitre 5<sup>50</sup> Données statistiques, rapport annuel et analyses

### Art. 23

<sup>1</sup> Pour exploiter les informations liées au blanchiment d'argent, aux infractions préalables au blanchiment d'argent, à la criminalité organisée et au financement du terrorisme, le bureau établit une statistique anonymisée:

- a. des communications selon l'art. 2;
- b. des demandes de renseignements émanant des autorités étrangères analogues;
- c. des suites données aux communications.

<sup>2</sup> La statistique contient les indications suivantes:

- a. pour les communications visées à l'al. 1, let. a: leur nombre, leur contenu, leur type et leur provenance, les cas suspects, leur fréquence, les types d'infraction et la manière dont le bureau traite ces informations;
- b. pour les demandes de renseignements visées à l'al. 1, let. b: le nombre et la date de réception des demandes, le pays de provenance et le nombre de personnes faisant l'objet d'une demande;
- c. pour les suites données aux communications au sens de l'al. 1, let. c: le nombre et l'issue judiciaire des dénonciations transmises aux autorités de poursuite pénale.

<sup>3</sup> Le bureau publie un rapport annuel et des rapports d'analyse concernant la lutte contre le blanchiment d'argent, les infractions préalables au blanchiment d'argent, la criminalité organisée et le financement du terrorisme.

## Chapitre 6 Protection et archivage des données

### Art. 24 Contrôle

Les données personnelles sont transmises sur requête aux autorités de surveillance de la Confédération et des cantons, ainsi qu'au Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence<sup>51</sup>, pour l'exercice de leurs fonctions de contrôle.

### Art. 25 Communication des données

<sup>1</sup> Lors de toute communication de données de GEWA, les destinataires doivent être informés de la fiabilité et de l'actualité des données communiquées. Ils ne peuvent les utiliser que dans le but en vue duquel elles leur ont été communiquées. Ils doi-

<sup>50</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4819).

<sup>51</sup> La désignation de l'unité administrative a été adaptée en application de l'art. 16, al. 3, de l'O du 17 nov. 2004 sur les publications officielles (RO 2004 4937).

vent être prévenus des restrictions d'utilisation des données et du fait que le bureau se réserve le droit d'exiger des informations sur l'utilisation qui en aura été faite.

<sup>2</sup> En cas d'échange d'informations avec des autorités nationales ou étrangères, le bureau indique, dans une mention au libellé toujours identique, que les informations échangées ne valent qu'à titre de renseignements et que leur utilisation et leur transmission à d'autres autorités sont subordonnées à son accord écrit.

#### **Art. 26** Restrictions concernant la communication de données

<sup>1</sup> Lors de la communication de données de GEWA, les interdictions portant sur l'utilisation doivent être respectées. Si le bureau envisage de communiquer à l'Etat d'origine ou de provenance des données relatives à un requérant d'asile, un réfugié reconnu ou une personne à protéger résidant en Suisse, les conditions mentionnées à l'art. 2 de l'ordonnance 3 du 11 août 1999 sur l'asile<sup>52</sup> s'appliquent. Le bureau ne peut communiquer à l'Etat d'origine ou de provenance des données concernant des personnes provisoirement admises que conformément aux conditions énoncées à l'art. 6 de la loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données<sup>53</sup> et qu'après avoir consulté l'Office fédéral des migrations.<sup>54</sup>

<sup>2</sup> Il refuse de communiquer des données de GEWA si des intérêts prépondérants, publics ou privés, s'y opposent.

#### **Art. 27**<sup>55</sup>

#### **Art. 28** Délai de conservation et effacement des données

<sup>1</sup> Les données de GEWA sont conservées pendant dix ans au plus à compter de leur enregistrement par le bureau. Les enregistrements sont effacés séparément.

<sup>2</sup> Si une personne est mentionnée dans plusieurs enregistrements, le bureau n'efface que ceux qui sont échus. Les données relatives à la personne sont effacées en même temps que le dernier enregistrement la concernant.

#### **Art. 29** Remise des données et des documents aux Archives fédérales

La remise des données et des documents du bureau aux Archives fédérale est régie par la loi fédérale du 26 juin 1998 sur l'archivage<sup>56</sup> et ses ordonnances d'exécution<sup>57</sup>.

<sup>52</sup> RS 142.314

<sup>53</sup> RS 235.1

<sup>54</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 16 oct. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> nov. 2013 (RO 2013 3497).

<sup>55</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 16 oct. 2013, avec effet au 1<sup>er</sup> nov. 2013 (RO 2013 3497).

<sup>56</sup> RS 152.1

<sup>57</sup> RS 152.11/21

## Chapitre 7 Dispositions finales

### Art. 30 Abrogation du droit en vigueur

L'ordonnance du 16 mars 1998 sur le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent<sup>58</sup> est abrogée.

### Art. 31<sup>59</sup> Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2004.

<sup>58</sup> [RO 1998 905, 2000 1369 art. 30 ch. 2, 2002 96 art. 30 111 art. 19 ch. 2 4362, 2003 3687 annexe ch. II 6]

<sup>59</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 20 de l'O du 15 oct. 2008 sur les adaptations découlant de la loi fédérale sur les systèmes d'information de police de la Confédération, en vigueur depuis le 5 déc. 2008 (RO 2008 4943).

*Annexe I*<sup>60</sup>  
(art. 18, al. 2)

## Catalogue des données

### A. Gestion des communications (gestion des cas)

*Sous-catégorie «intermédiaire financier»*

1. Numéro de référence

*Sous-catégorie «données de base»*

1. Numéro de la communication (numéro de système successif)
2. Date de la communication
3. Date de la saisie
4. Genre de communication
5. Moyen d'envoi
6. Canton
7. Etat
8. Catégorie
9. Motif de soupçon
10. Date de l'état
11. Date de la décision
12. Etat de fait
13. Justification
14. Mesures
15. Décision MROS
16. Dossier principal/secondaire
17. Infraction préalable (en Suisse ou à l'étranger)
18. Infraction préalable – pays de commission
19. Requête d'une CRF (oui/non)
20. Mots clés
21. PPE (oui/non)

<sup>60</sup> Mise à jour selon le ch. II de l'O du 16 oct. 2013 (RO **2013** 3497) et le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 4819).

*Sous-catégorie «gestion des montants totaux»*

1. Montant
2. Devise
3. Numéro du compte
4. Type de bien
5. Remarques
6. Montants totaux en francs suisses
7. Montants confisqués en francs suisses

*Sous-catégorie «rapport des personnes au cas»*

1. Rôle
2. Tâches (indication des sources de renseignements)
3. Date
4. Remarques

*Sous-catégorie «autorité de poursuite pénale compétente»*

1. Abréviation (Zcode)
2. Canton
3. Désignation
4. Adresse
5. Numéro postal et lieu
6. Langue de correspondance

*Sous-catégorie «décision des autorités de poursuite pénale»*

1. Date
2. Type de décision
3. Remarques
4. Motif du non-lieu
5. Numéro de référence
6. Article de loi

**B. Gestion des autres affaires**

1. Numéro de l'affaire (numéro de système successif)
2. Date de réception
3. Date de saisie
4. Catégorie

- 4.1 Négociants
- 4.2 Organes de révision
- 4.3 Autres informations
5. Pays
6. Canton
7. Référence
8. Remarques
9. Comptes bancaires

## **C. Gestion des personnes**

*Sous-catégorie principale «gestion des personnes» relative aux personnes physiques*

1. Numéro de la personne (numéro de système successif)
2. Nom
3. Prénom
4. Date de naissance
5. Sexe
6. Lieu d'origine
7. Nationalité
8. Profession
9. Adresse
10. Numéro postal et lieu en Suisse
11. Numéro postal et lieu à l'étranger
12. Etat
13. Téléphone
14. Télécopie
15. Courrier électronique
16. Remarques

*Sous-catégorie secondaire «gestion des personnes» relative aux fausses identités des personnes physiques*

1. Nom
2. Prénom
3. Date de naissance

*Sous-catégorie «gestion des personnes» relative aux personnes morales*

1. Numéro de la personne (numéro de système successif)
2. Nom
3. Branche
4. Adresse
5. Numéro postal et lieu en Suisse
6. Numéro postal et lieu à l'étranger
7. Etat
8. Téléphone
9. Télécopie
10. Courrier électronique
11. Remarques

*Sous-catégorie «gestion des personnes» relative aux liens entre les personnes*

1. Rôle
2. Remarques

**D. Gestion des intermédiaires**

1. Numéro de l'intermédiaire (numéro de système successif)
2. Entreprise
3. Catégorie
4. Langue de correspondance
5. Numéro de licence
6. Rue
7. Numéro postal et lieu
8. Canton
9. Interlocuteur
10. Téléphone
11. Télécopie
12. Courrier électronique
13. Remarques

**E. Gestion des opérations**

1. Nom
2. Remarques

**F. Comptes**

1. Type
2. Numéro de compte
3. Date
4. Précisions



*Annexe 2*<sup>61</sup>

<sup>61</sup> Abrogée par le ch. II 3 de l'annexe 2 à l'O du 11 nov. 2015 sur le blanchiment d'argent, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 4819).



# Ordonnance 631.052 sur le contrôle du trafic transfrontière de l'argent liquide

du 11 février 2009 (Etat le 1<sup>er</sup> mars 2009)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu l'art. 130 de la loi du 18 mars 2005 sur les douanes (LD)<sup>1</sup>,

*arrête:*

## **Art. 1**           Objet

La présente ordonnance règle le contrôle du trafic transfrontière de l'argent liquide effectué par l'Administration fédérale des douanes (AFD) pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (art. 95, al. 1<sup>bis</sup>, LD).

## **Art. 2**           Définitions

Au sens de la présente ordonnance, on entend par:

- a. *personne assujettie à l'obligation de renseigner*: la personne assujettie à l'obligation de déclarer au sens de l'art. 26 LD;
- b. *argent liquide*:
  1. les espèces (billets de banque et pièces de monnaie suisses et étrangers qui sont en circulation en tant que moyens de paiement),
  2. les titres au porteur, actions, obligations, chèques et autres titres similaires transmissibles.

## **Art. 3**           Obligation de renseigner

<sup>1</sup> Dans le trafic transfrontière, la personne assujettie à l'obligation de renseigner est tenue de fournir à la demande du bureau de douane des renseignements:

- a. sur sa personne;
- b. sur l'importation, l'exportation et le transit d'argent liquide d'un montant d'au moins 10 000 francs ou d'un montant équivalent en monnaie étrangère;
- c. sur l'origine et l'utilisation prévue de l'argent liquide;
- d. sur l'ayant droit économique.

<sup>2</sup> En cas de soupçon de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme, le bureau de douane peut également exiger des renseignements lorsque le montant de l'argent liquide n'atteint pas le seuil de 10 000 francs ou un montant équivalent en monnaie étrangère.

**Art. 4** Séquestre provisoire

<sup>1</sup> Le bureau de douane peut séquestrer provisoirement de l'argent liquide en vertu de l'art. 104 LD.

<sup>2</sup> Le séquestre provisoire peut être effectué indépendamment du montant de l'argent liquide.

**Art. 5** Disposition pénale

Le refus de fournir un renseignement au sens de l'art. 3, al. 1, let. a et b, ou la fourniture d'un renseignement erroné sont considérés comme une inobservation des prescriptions d'ordre au sens de l'art. 127, al. 1, LD.

**Art. 6** Communications des bureaux de douane

<sup>1</sup> Les bureaux de douane communiquent à la Direction générale des douanes:

- a. l'identité et l'adresse de la personne assujettie à l'obligation de renseigner;
- b. le montant de l'argent liquide;
- c. des données sur l'origine et l'utilisation prévue de l'argent liquide;
- d. l'identité et l'adresse des ayants droit économiques;
- e. des informations sur le séquestre provisoire (art. 4);
- f. des données indiquant si la personne assujettie à l'obligation de renseigner a refusé de fournir un renseignement ou fourni un renseignement erroné;
- g. des données concernant les véhicules, les objets et les cas concrets.

<sup>2</sup> La communication peut être effectuée indépendamment du montant de l'argent liquide.

**Art. 7** Système d'information

Les communications faites en vertu de l'art. 6 sont saisies dans un domaine spécial du système d'information du Corps des gardes-frontière (annexe A 8 de l'O du 4 avril 2007 sur le traitement des données dans l'AFD<sup>2</sup>).

**Art. 8** Assistance administrative

Dans certains cas, la Direction générale des douanes transmet des données provenant du système d'information 'au Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (art. 23 de la loi du 10 oct. 1997 sur le blanchiment d'argent<sup>3</sup>) et aux autorités de police compétentes.

<sup>2</sup> RS 631.061

<sup>3</sup> RS 955.0

**Art. 9** Analyse

La Direction générale des douanes analyse régulièrement le contenu du système d'information.

**Art. 10** Modification du droit en vigueur

L'annexe A 8 de l'ordonnance du 4 avril 2007 sur le traitement des données dans l'AFD<sup>4</sup> est remplacée par la version ci-jointe.

**Art. 11** Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2009.

<sup>4</sup> RS 631.061. La mod. a été insérée dans ladite ordonnance.



**Ordonnance**  
**sur la lutte contre le blanchiment d'argent**  
**et le financement du terrorisme**  
**(Ordonnance sur le blanchiment d'argent, OBA)**

**955.01**

du 11 novembre 2015 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2016)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu les art. 8a, al. 5 et 41 de la loi du 10 octobre 1997 sur le blanchiment d'argent (LBA)<sup>1</sup>,

*arrête:*

## **Chapitre 1 Dispositions générales**

### **Art. 1**           Objet

La présente ordonnance fixe:

- a. les exigences régissant l'activité d'intermédiaire financier exercée à titre professionnel;
- b. les obligations de diligence et de communication dont doivent s'acquitter les négociants au sens des art. 8a et 9, al. 1<sup>bis</sup>, LBA.

### **Art. 2**           Champ d'application

<sup>1</sup> La présente ordonnance s'applique:

- a. aux intermédiaires financiers au sens de l'art. 2, al. 3, LBA, qui exercent leur activité en Suisse ou depuis la Suisse;
- b. aux négociants au sens de l'art. 2, al. 1, let. b, LBA, qui exercent leur activité en Suisse ou depuis la Suisse.

<sup>2</sup> Ne sont pas considérés comme intermédiaires financiers au sens de l'art. 2, al. 3, LBA:

- a. les personnes qui exercent les activités ci-après:
  1. le transport physique ou la conservation physique de valeurs patrimoniales, sous réserve de l'art. 6, al. 1, let. c,
  2. le recouvrement de créances,
  3. le transfert de valeurs patrimoniales à titre accessoire en tant que prestation complémentaire à une prestation contractuelle principale,
  4. l'exploitation d'institutions de prévoyance du pilier 3a par des fondations bancaires ou des assurances,

5. la fourniture de prestations entre sociétés d'un groupe;
- b. les auxiliaires d'intermédiaires financiers qui sont titulaires d'une autorisation en Suisse pour exercer leur activité ou qui sont affiliés à un organisme d'autorégulation (OAR), s'ils satisfont aux conditions suivantes:
  1. ils sont choisis avec soin par l'intermédiaire financier et sont soumis aux instructions et aux contrôles de ce dernier,
  2. ils sont intégrés dans les mesures organisationnelles de l'intermédiaire financier visant à empêcher le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme prévues à l'art. 8 LBA et reçoivent une formation initiale et une formation continue dans ce domaine,
  3. ils n'agissent qu'au nom et pour le compte de l'intermédiaire financier,
  4. ils sont rémunérés par l'intermédiaire financier et non par le client final,
  5. ils n'exercent l'activité de transmission de fonds ou de valeurs que pour un intermédiaire financier autorisé ou affilié à un OAR, et
  6. ils ont conclu avec l'intermédiaire financier une convention écrite portant sur les conditions précitées.

## **Chapitre 2 Intermédiaires financiers**

### **Section 1 Activités**

#### **Art. 3 Opérations de crédit**

Ne sont notamment pas considérées comme opérations de crédit au sens de l'art. 2, al. 3, let. a, LBA les activités ci-après:

- a. la prise de crédit;
- b. l'octroi de crédits sans rémunération en intérêts ni autres charges;
- c. l'octroi de crédits entre société et associé, lorsque l'associé détient une participation d'au moins 10 % du capital ou des voix dans la société;
- d. l'octroi de crédits entre employeur et employés, lorsque l'employeur est tenu de verser des contributions sociales aux employés participant à la relation de crédit;
- e. les relations de crédit entre personnes proches (art. 7, al. 5);
- f. l'octroi de crédits, s'il est accessoire à un autre acte juridique;
- g. le leasing opérationnel;
- h. les engagements conditionnels en faveur de tiers;
- i. les financements de transactions commerciales, lorsque le remboursement n'est pas effectué par le cocontractant.



**Art. 4** Services dans le domaine du trafic des paiements

<sup>1</sup> Il y a service dans le domaine du trafic des paiements au sens de l'art. 2, al. 3, let. b, LBA notamment lorsque l'intermédiaire financier:

- a. sur mandat de son cocontractant, transfère des valeurs financières liquides à un tiers et prend lui-même physiquement possession de ces valeurs, les fait créditer sur son propre compte ou ordonne un virement au nom et sur ordre du cocontractant;
- b. émet ou gère des moyens de paiement non liquides dont le cocontractant se sert pour payer des tiers;
- c. opère des transmissions de fonds ou de valeurs.

<sup>2</sup> Par transmission de fonds ou de valeurs, on entend le transfert de valeurs patrimoniales qui consiste à accepter des espèces, des métaux précieux, des monnaies virtuelles, des chèques ou d'autres instruments de paiement, puis:

- a. à payer la somme équivalente en espèces, métaux précieux ou monnaies virtuelles; ou
- b. sans numéraire, à effectuer une transmission ou un virement par un système de paiement ou de compensation.

**Art. 5** Activité de négoce

<sup>1</sup> Sont considérés comme activités de négoce au sens de l'art. 2, al. 3, let. c, LBA:

- a. l'achat et la vente pour le compte de tiers de billets de banque, de monnaies, de devises ou de métaux précieux bancaires ainsi que le change;
- b. le commerce pour propre compte de monnaies courantes et de billets de banque qui ont cours;
- c. le négoce boursier de matières premières pour le compte de tiers,
- d. le négoce hors bourse de matières premières pour le compte de tiers, pour autant que les matières premières atteignent un degré de standardisation si élevé qu'elles peuvent être liquidées en tout temps;
- e. le négoce pour propre compte de métaux précieux bancaires.

<sup>2</sup> Le négoce de valeurs mobilières n'est considéré comme une activité de négoce que s'il est soumis à autorisation au sens de la loi du 24 mars 1995 sur les bourses<sup>2</sup>.

<sup>3</sup> L'activité de change à titre accessoire n'est pas considérée comme une activité de négoce.

**Art. 6** Autres activités

<sup>1</sup> Sont également considérées comme activités au sens de l'art. 2, al. 3, let. e à g, LBA les activités ci-après, pour autant qu'elles soient exercées pour le compte de tiers:

<sup>2</sup> RS 954.1

- a. la gestion de valeurs mobilières et d'instruments financiers;
- b. l'exécution de mandats de placement;
- c. la conservation de valeurs mobilières;
- d. l'activité d'organe de sociétés de domicile.

<sup>2</sup> Sont considérés comme des sociétés de domicile au sens de la présente ordonnance les personnes morales, sociétés, établissements, fondations, trusts, entreprises fiduciaires et structures semblables, qui n'exercent pas une activité de commerce ou de fabrication, ou une autre activité exploitée en la forme commerciale.

<sup>3</sup> Ne sont pas considérées comme sociétés de domicile les sociétés:

- a. qui ont pour but la sauvegarde des intérêts de leurs membres ou de leurs bénéficiaires collectivement et par leurs propres moyens, ou qui poursuivent des buts politiques, religieux, scientifiques, artistiques, de bienfaisance, de récréation ou des buts analogues;
- b. qui détiennent à titre majoritaire des participations dans une ou plusieurs sociétés opérationnelles et dont le but ne consiste pas essentiellement dans la gestion du patrimoine de tiers (sociétés holding).

## Section 2      **Activité exercée à titre professionnel**

### **Art. 7**              Critères généraux

<sup>1</sup> Un intermédiaire financier exerce son activité à titre professionnel dès lors qu'il:

- a. en tire un produit brut de plus de 50 000 francs durant une année civile;
- b. établit des relations d'affaires ne se limitant pas à une activité unique avec plus de 20 cocontractants durant une année civile ou entretient au moins 20 relations de ce type durant une année civile;
- c. a un pouvoir de disposition d'une durée illimitée sur des valeurs patrimoniales appartenant à des tiers dont le montant dépasse 5 millions de francs à un moment donné; ou
- d. effectue des transactions dont le volume total dépasse 2 millions de francs durant une année civile.

<sup>2</sup> L'afflux de valeurs patrimoniales et les réinvestissements à l'intérieur du même dépôt ne sont pas pris en considération dans le calcul du volume de transactions visé à l'al. 1, let. d. Pour les contrats bilatéraux, seule la prestation fournie par le cocontractant est prise en considération.

<sup>3</sup> L'activité exercée pour des institutions ou des personnes en vertu de l'art. 2, al. 4, LBA n'est pas prise en considération lors de l'évaluation visant à déterminer si l'activité est exercée à titre professionnel ou non.

<sup>4</sup> L'activité exercée pour des personnes proches n'est prise en considération pour l'évaluation visant à déterminer si elle est exercée à titre professionnel que si le produit brut réalisé par année civile est supérieur à 50 000 francs.

- <sup>5</sup> Sont considérés comme des personnes proches:
- a. les parents et alliés en ligne directe;
  - b. les parents en ligne collatérale jusqu'au troisième degré;
  - c. les conjoints ou les partenaires enregistrés;
  - d. les cohéritiers jusqu'à la clôture du partage successoral;
  - e. les appelés et les substituts du légataire au sens de l'art. 488 du code civil<sup>3</sup>;
  - f. les personnes qui vivent avec un intermédiaire financier dans une communauté de vie établie sur le long terme.

#### **Art. 8** Opérations de crédit

<sup>1</sup> Les opérations de crédit au sens de l'art. 2, al. 3, let. a, LBA sont effectuées à titre professionnel:

- a. si ces opérations permettent de réaliser un produit brut de plus de 250 000 francs durant une année civile; et
- b. si le volume des crédits octroyés dépasse 5 millions de francs à un moment donné.

<sup>2</sup> Pour déterminer le produit brut des opérations de crédit, il faut prendre en compte toutes les entrées de fonds liées aux opérations, après déduction des montants destinés au remboursement du crédit.

<sup>3</sup> Si une personne effectue simultanément des opérations de crédit et exerce une autre activité qui la qualifie d'intermédiaire financier, les deux domaines d'activité doivent être examinés indépendamment l'un de l'autre pour déterminer s'ils sont exercés à titre professionnel. Si les critères sont remplis dans un domaine d'activité, l'activité est considérée comme étant exercée à titre professionnel dans les deux domaines.

#### **Art. 9** Transmission de fonds ou de valeurs

La transmission de fonds ou de valeurs est toujours considérée comme étant exercée à titre professionnel, sauf si elle est effectuée pour une personne proche et que son produit brut ne dépasse pas 50 000 francs par année civile.

#### **Art. 10** Activité de négoce

Pour l'activité de négoce, le critère déterminant est le bénéfice brut au lieu du produit brut mentionné à l'art. 7, al. 1, let. a.

#### **Art. 11** Passage à l'activité exercée à titre professionnel

<sup>1</sup> Quiconque passe d'une activité d'intermédiaire financier exercée à titre non professionnel à une activité exercée à titre professionnel doit:

- a. respecter aussitôt les obligations visées aux art. 3 à 11 LBA; et
- b. dans un délai de deux mois à compter du changement de statut, avoir déposé une demande d'affiliation à un OAR ou une demande d'autorisation d'exercer l'activité à titre professionnel auprès de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

<sup>2</sup> Tant qu'ils ne sont pas affiliés à un OAR ou que l'autorisation n'a pas été octroyée par la FINMA, ces intermédiaires financiers ont l'interdiction d'effectuer les actes qui ne sont pas absolument nécessaires à la conservation des valeurs patrimoniales.

#### **Art. 12** Démission ou exclusion d'un OAR

<sup>1</sup> Lorsqu'un intermédiaire financier qui entend poursuivre son activité d'intermédiaire financier à titre professionnel démissionne ou est exclu d'un OAR, il est tenu de déposer, dans les deux mois qui suivent la démission ou la décision d'exclusion, une demande d'affiliation auprès d'un autre OAR ou une demande d'autorisation d'exercer l'activité à titre professionnel auprès de la FINMA.

<sup>2</sup> Jusqu'à l'obtention de la décision concernant la demande, il n'est autorisé à poursuivre son activité que dans le cadre des relations d'affaires existantes.

<sup>3</sup> S'il n'a pas déposé de demande auprès d'un OAR ni auprès de la FINMA dans les deux mois, ou si sa demande d'affiliation ou d'autorisation a été rejetée, il lui est interdit de poursuivre son activité d'intermédiaire financier.

### **Chapitre 3 Négociants**

#### **Section 1 Généralités**

##### **Art. 13** Négociants

Sont également considérées comme négociants au sens de l'art. 2, al. 1, let. b, LBA les personnes qui, à titre professionnel, négocient des biens et reçoivent des espèces en paiement au nom et pour le compte de tiers.

##### **Art. 14** Négoce pratiqué à titre professionnel

<sup>1</sup> Le négoce est réputé pratiqué à titre professionnel lorsqu'il constitue une activité économique indépendante orientée vers l'obtention d'un revenu durable.

<sup>2</sup> Que le négoce soit pratiqué à titre d'activité principale ou accessoire n'est pas déterminant.

##### **Art. 15** Biens

Sont considérés comme biens les objets mobiliers corporels qui peuvent faire l'objet d'une vente mobilière en vertu de l'art. 187 du code des obligations<sup>4</sup> ou les im-

meubles qui peuvent faire l'objet d'une vente d'immeubles en vertu de l'art. 216 du code des obligations.

**Art. 16**            Recours à des tiers

Lorsqu'un négociant recourt à un tiers pour conclure l'opération et recevoir le prix d'achat en espèces, il est tenu, indépendamment de la relation juridique qui le lie à ce tiers, de garantir le respect des obligations de diligence et de communication définies à la section 2 du présent chapitre.

**Section 2**        **Obligations de diligence et de communication**

**Art. 17**            Vérification de l'identité du cocontractant

<sup>1</sup> Lors de la conclusion du contrat, le négociant vérifie l'identité du cocontractant au moyen des informations ci-après:

- a. nom et prénom;
- b. adresse;
- c. date de naissance;
- d. nationalité.

<sup>2</sup> Si le cocontractant est ressortissant d'un Etat où les dates de naissance ou les adresses ne sont pas d'usage, le négociant peut renoncer à ces renseignements.

<sup>3</sup> Le négociant vérifie l'identité du cocontractant en procédant comme suit:

- a. il se fait présenter l'original d'une pièce d'identité officielle munie d'une photographie, notamment un passeport, une carte d'identité ou un permis de conduire;
- b. il vérifie que la pièce d'identité correspond au cocontractant;
- c. il fait une copie de la pièce d'identité;
- d. il inscrit sur la copie qu'il a examiné l'original de la pièce d'identité.

<sup>4</sup> Lorsque le cocontractant se fait représenter, son représentant doit:

- a. fournir les informations visées à l'al. 1 s'il s'agit d'une personne physique;
- b. fournir la raison sociale et le siège du cocontractant s'il s'agit d'une personne morale ou d'une société de personnes.

**Art. 18**            Identification de l'ayant droit économique

<sup>1</sup> Le négociant identifie l'ayant droit économique en demandant au cocontractant ou à son représentant si le cocontractant est lui-même l'ayant droit économique des fonds.

<sup>2</sup> Si le cocontractant n'est pas l'ayant droit économique, le négociant exige de lui ou de son représentant une déclaration écrite qui désigne l'ayant droit économique. Sont réputées ayants droit économiques:

- a. les personnes physiques pour le compte desquelles l'acquisition est effectuée;
- b. en cas d'acquisition pour le compte d'une personne morale opérationnelle non cotée en bourse ou d'une société de personnes:
  1. les personnes physiques qui disposent directement ou indirectement, seules ou de concert avec un tiers, d'une participation d'au moins 25 % du capital ou des droits de vote, ou
  2. les personnes physiques qui exercent d'une autre manière le contrôle sur la personne morale.

<sup>3</sup> Si aucun ayant droit économique au sens de l'al. 2, let. b, ne peut être identifié, le membre le plus haut placé de l'organe de direction doit être identifié.

<sup>4</sup> Pour identifier l'ayant droit économique, le négociant a besoin des informations ci-après:

- a. nom et prénom;
- b. adresse;
- c. date de naissance;
- d. nationalité.

<sup>5</sup> L'art. 17, al. 2, s'applique par analogie.

<sup>6</sup> En ce qui concerne la déclaration écrite au sens de l'al. 2, il suffit que le cocontractant ou son représentant signe les informations figurant sur le formulaire ou le document établi en vertu de l'art. 21.

<sup>7</sup> Doit être consigné le fait qu'une société n'a pas d'ayant droit économique au sens de l'al. 2, notamment en raison de la forme juridique de l'association ou de la fondation de droit suisse qu'elle revêt.

## **Art. 19** Clarifications complémentaires

<sup>1</sup> Le négociant vérifie le contexte de l'opération, notamment la provenance des fonds et son but, lorsque celle-ci lui paraît inhabituelle ou lorsqu'il est en présence d'indices de blanchiment d'argent.

<sup>2</sup> Il existe des indices de blanchiment d'argent notamment lorsque:

- a. la personne paie le plus souvent avec des billets de banque de faible valeur nominale;
- b. les opérations portent principalement sur des biens aisément négociables présentant un degré de standardisation élevé;
- c. la personne ne fournit aucune information ou des informations insuffisantes en vue de la vérification de son identité au sens de l'art. 17 ou de l'identification de l'ayant droit économique au sens de l'art. 18;

- d. les informations fournies sont manifestement fausses ou fallacieuses;
- e. des doutes existent quant à l'authenticité des pièces d'identité présentées.

<sup>3</sup> Pour procéder à la vérification, le négociant se renseigne auprès du cocontractant ou de son représentant sur le contexte et le but de l'opération, évalue la plausibilité des informations obtenues et consigne les clarifications par écrit.

#### **Art. 20** Obligation de communiquer

<sup>1</sup> On est en présence d'un soupçon fondé déclenchant une obligation de communiquer au sens de l'art. 9, al. 1<sup>bis</sup>, LBA si le soupçon repose sur une indication concrète ou sur plusieurs indices laissant supposer que les moyens de paiement au comptant proviennent d'un acte délictueux et si les clarifications complémentaires visées à l'art. 19 ne permettent pas de l'écarter.

<sup>2</sup> Une communication doit également être faite lorsque le négociant ne peut pas attribuer à une infraction spécifique l'acte délictueux dont proviennent les moyens de paiement au comptant.

<sup>3</sup> Pour la communication, il convient d'utiliser le formulaire mis à disposition par le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (bureau de communication).

#### **Art. 21** Documentation

<sup>1</sup> Pour établir la documentation concernant le respect des obligations de diligence et de communication, le négociant utilise le formulaire de l'annexe 1 ou un document similaire.

<sup>2</sup> Dans ce formulaire ou document, le négociant inscrit:

- a. toutes les informations relatives aux clients recueillies en vertu des art. 17 et 18;
- b. le résultat des clarifications complémentaires au sens de l'art. 19;
- c. si une communication a été faite en application de l'art. 20.

<sup>3</sup> Le formulaire ou document doit porter la date de règlement de l'opération et la signature du négociant.

<sup>4</sup> Il doit être conservé pendant dix ans au moins.

### **Section 3** Organe de révision

#### **Art. 22**

<sup>1</sup> L'obligation de mandater un organe de révision en vertu de l'art. 15 LBA incombe aux négociants indépendamment de leur obligation de faire réviser leurs comptes annuels ou, le cas échéant, les comptes de leur groupe.

<sup>2</sup> Lorsque le négociant ne dispose pas d'un organe de révision, l'organe supérieur de direction ou d'administration charge de procéder à la révision un réviseur selon l'art. 5 ou une entreprise de révision selon l'art. 6 de la loi du 16 décembre 2005 sur la surveillance de la révision<sup>5</sup>.

## **Chapitre 4 Dispositions finales**

**Art. 23** Abrogation et modification d'autres actes

L'abrogation et la modification d'autres actes sont réglées dans l'annexe 2.

**Art. 24** Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016.



*Annexe 1*  
(art. 21, al. 1)

## Formulaire permettant aux négociants de s'acquitter de leurs obligations de diligence et de communication

### Vérification de l'identité du cocontractant (art. 17 OBA)

*Cocontractant*

Nom et prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Date de naissance: \_\_\_\_\_

Nationalité: \_\_\_\_\_

Acquisition au nom d'une personne morale ou d'une société de personnes?

oui  non

Raison sociale: \_\_\_\_\_

Siège: \_\_\_\_\_

### Identification de l'ayant droit économique (art. 18 OBA)

- Le cocontractant est lui-même l'ayant droit économique.
- Le cocontractant ou son représentant déclare par la présente que la/les personne(s) physique(s) ci-après est/sont le(s) ayant(s) droit économique(s):

	Personne 1	Personne 2
Nom / prénom	_____	_____
Adresse	_____	_____
Date de naissance	_____	_____
Nationalité	_____	_____

	Personne 3	Personne 4
Nom / prénom	_____	_____
Adresse	_____	_____
Date de naissance	_____	_____
Nationalité	_____	_____

Signature du cocontractant ou de son représentant: \_\_\_\_\_

**Clarifications complémentaires (art. 19 OBA)**

---

---

---

---

**Communication (art. 20 OBA)**

Communication au bureau de communication:      oui       non

Soupçon fondé de: \_\_\_\_\_

Lieu et date: \_\_\_\_\_

Signature du négociant: \_\_\_\_\_

*Annexe 2*  
(art. 23)

## **Abrogation et modification d'autres actes**

### **I**

L'ordonnance du 18 novembre 2009 sur l'activité d'intermédiaire financier exercée à titre professionnel<sup>6</sup> est abrogée.

### **II**

Les actes mentionnés ci-après sont modifiés comme suit:

...<sup>7</sup>

<sup>6</sup> [RO 2009 6403]

<sup>7</sup> Les mod. peuvent être consultées au RO 2015 4819.



**Ordonnance** **955.033.0**  
**de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés**  
**financiers sur la lutte contre le blanchiment d'argent et**  
**le financement du terrorisme dans le secteur financier**  
**(Ordonnance de la FINMA sur le blanchiment d'argent, OBA-FINMA)**

du 3 juin 2015 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2019)

---

*L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA),*  
vu les art. 17 et 18, al. 1, let. e, de la loi du 10 octobre 1997 sur le blanchiment  
d'argent (LBA)<sup>1</sup>,  
*arrête:*

**Titre 1      Dispositions générales**  
**Chapitre 1    Objet et définitions**

**Art. 1            Objet**

<sup>1</sup> La présente ordonnance précise les obligations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme que les intermédiaires financiers visés à l'art. 3, al. 1 doivent respecter.

<sup>2</sup> La FINMA tient compte des lignes directrices de la présente ordonnance lorsqu'elle approuve les règlements des organismes d'autorégulation visés à l'art. 25 LBA et lorsqu'elle reconnaît les règlements des organismes d'autorégulation visés à l'art. 17 LBA en tant que normes minimales.

<sup>3</sup> Les organismes d'autorégulation peuvent se limiter à régler les divergences par rapport à la présente ordonnance. Dans tous les cas, ces divergences doivent être signalées.

**Art. 2            Définitions**

Au sens de la présente ordonnance, on entend par:

- a. *sociétés de domicile*: les personnes morales, sociétés, établissements, fondations, trusts, entreprises fiduciaires et constructions semblables, qui n'exercent pas une activité de commerce ou de fabrication ou une autre activité exploitée en la forme commerciale. Ne sont pas considérées comme sociétés de domicile, les sociétés:

1. qui ont pour but la sauvegarde des intérêts de leurs membres ou de leurs bénéficiaires collectivement et par leurs propres moyens, ou qui poursuivent des buts politiques, religieux, scientifiques, artistiques, de bienfaisance, de récréation ou des buts analogues,
  2. qui détiennent majoritairement des participations dans une ou plusieurs sociétés opérationnelles, afin de les rassembler sous une direction unique, par le biais d'une majorité de voix ou par d'autres moyens et dont le but ne consiste pas essentiellement dans la gestion du patrimoine de tiers (sociétés holding et sociétés sous-holding). La société holding ou de sous-holding doit réellement exercer ses possibilités de direction et de contrôle;
- b. *opération de caisse*: toute transaction au comptant, en particulier le change, l'achat et la vente de métaux précieux, la vente de chèques de voyage, la libération en espèces de titres au porteur, d'obligations de caisse et d'emprunts obligataires, l'encaissement au comptant de chèques, pour autant qu'aucune relation d'affaires durable ne soit liée à ces transactions;
- c. *transmission de fonds et de valeurs*: le transfert de valeurs patrimoniales qui consiste à accepter en Suisse des espèces, des métaux précieux, des monnaies virtuelles, des chèques ou d'autres instruments de paiement, puis à payer à l'étranger la somme équivalente en espèces, en métaux précieux, en monnaies virtuelles ou sans numéraire au moyen d'une transmission, d'un virement ou de toute autre utilisation d'un système de paiement ou de compensation, ou inversement, pour autant qu'aucune relation d'affaires durable ne soit liée à ces opérations;
- d. *relation d'affaires durable*: une relation de clientèle enregistrée auprès d'un intermédiaire financier suisse ou suivie principalement à partir de la Suisse et qui ne se limite pas à l'exécution d'activités assujetties uniques;
- e. *négociants professionnels de billets de banque*: les établissements du secteur non-bancaire qui réalisent par leurs opérations d'achat et de vente de billets de banque un chiffre d'affaires ou un revenu important;
- f. *détenteur du contrôle*: les personnes physiques qui contrôlent une personne morale exerçant une activité opérationnelle ou une société de personnes, en détenant directement ou indirectement, seules ou de concert avec des tiers, une participation d'au moins 25 % du capital ou des voix, ou d'une autre manière, et qui sont considérées comme les ayants droit économiques de ces sociétés exerçant une activité opérationnelle qu'elles contrôlent ou, à défaut, qui sont considérées comme le membre le plus haut placé de l'organe de direction;
- g. *sociétés d'investissement au sens de la LPCC*: les sociétés d'investissement selon la loi du 23 juin 2006 sur les placements collectifs<sup>2</sup> à capital variable (SICAV), sociétés en commandite de placements collectifs (SCPC)<sup>3</sup> et so-

<sup>2</sup> RS 951.31

<sup>3</sup> Depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 «SCmPC».

ciété d'investissement à capital fixe (SICAF) au sens de l'art. 2, al. 2, let. b<sup>bis</sup>, LBA;

- h. *gestionnaires de fortune au sens de la LPCC*: les gestionnaires de placements collectifs de capitaux selon la LPCC, au sens de l'art. 2, al. 2, let. b<sup>bis</sup>, LBA.

## Chapitre 2 Champ d'application

### Art. 3 Champ d'application

<sup>1</sup> La présente ordonnance s'applique:

- a. aux intermédiaires financiers au sens des dispositions de l'art. 2, al. 2, let. a à d, LBA;
- b. aux intermédiaires financiers visés à l'art. 2, al. 3, LBA qui sont directement soumis à la surveillance de la FINMA en vertu de l'art. 14 LBA (IFDS).

<sup>2</sup> Dans l'application de la présente ordonnance, la FINMA peut tenir compte des particularités liées aux activités des intermédiaires financiers en accordant des allègements ou en ordonnant des mesures de renforcement, notamment en fonction du risque de blanchiment d'argent de l'activité ou de la taille de l'entreprise. Elle peut également tenir compte du développement de nouvelles technologies qui offrent une sécurité équivalente concernant la mise en œuvre des obligations de diligence.

<sup>3</sup> La FINMA rend publique sa pratique en la matière.

### Art. 4 Sociétés de groupe suisses

<sup>1</sup> Dans le cas des IFDS et des personnes au sens de l'art. 1b de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques (LB)<sup>4</sup> qui sont une société suisse appartenant au même groupe financier qu'un intermédiaire financier au sens de l'art. 3, al. 1, let. a, la FINMA peut prévoir que le rapport d'audit du groupe atteste du respect de la LBA et de la présente ordonnance.<sup>5</sup>

<sup>2</sup> La FINMA publie une liste des sociétés de groupe dont elle assure la surveillance en vertu de l'al. 1.

### Art. 5 Succursales et sociétés de groupe à l'étranger

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier veille à ce que ses succursales à l'étranger ainsi que ses sociétés de groupe étrangères exerçant une activité dans le secteur financier ou dans celui des assurances se conforment aux principes suivants de la LBA et de la présente ordonnance:

<sup>4</sup> RS 952.0

<sup>5</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la FINMA du 5 déc. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5333).

- a. les principes posés aux art. 7 et 8;
- b. la vérification de l'identité du cocontractant;
- c. l'identification du détenteur du contrôle ou de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales;
- d. le recours à une approche fondée sur les risques;
- e. les devoirs de clarification spéciaux en cas de risques accrus.

<sup>2</sup> Cette disposition vaut aussi en particulier pour les filiales et les succursales établies dans des pays réputés présenter des risques accrus au niveau international.

<sup>3</sup> L'intermédiaire financier informe la FINMA lorsque des prescriptions locales excluent l'application des principes fondamentaux de la présente ordonnance, ou lorsqu'il en résulte pour lui un désavantage concurrentiel sérieux.

<sup>4</sup> La communication de transactions ou de relations d'affaires suspectes et, le cas échéant, le blocage des avoirs sont régis par les dispositions du pays d'accueil.

#### **Art. 6**            Gestion globale des risques juridiques et des risques de réputation

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier qui possède des succursales à l'étranger ou dirige un groupe financier comprenant des sociétés étrangères doit déterminer, limiter et contrôler de manière globale les risques juridiques et les risques de réputation liés au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme auxquels il est exposé.

<sup>2</sup> Il doit s'assurer que:

- a. les organes de contrôle internes et les réviseurs externes du groupe disposent, en cas de besoin, d'un accès aux informations concernant les relations d'affaires de toutes les sociétés du groupe; ni la constitution d'une banque de données centralisée des cocontractants et des ayants droit économiques au niveau du groupe, ni l'accès centralisé des organes de contrôle internes du groupe aux banques de données locales n'est obligatoire;
- b. les sociétés du groupe mettent à la disposition des organes compétents du groupe les informations nécessaires à la gestion globale des risques juridiques et des risques de réputation.

<sup>3</sup> Lorsqu'un intermédiaire financier constate que l'accès aux informations relatives aux cocontractants, aux détenteurs du contrôle ou aux ayants droit économiques des valeurs patrimoniales est, dans certains pays, exclu ou sérieusement entravé pour des motifs d'ordre juridique ou pratique, il en informe sans délai la FINMA.

<sup>4</sup> L'intermédiaire financier qui fait partie d'un groupe financier suisse ou international garantit aux organes de contrôle internes ou aux réviseurs externes du groupe l'accès, en cas de besoin, aux informations concernant des relations d'affaires déterminées, dans la mesure nécessaire à la gestion globale des risques juridiques et des risques de réputation.



## Chapitre 3 Principes

### Art. 7 Valeurs patrimoniales interdites

<sup>1</sup> Il est interdit à l'intermédiaire financier d'accepter des valeurs patrimoniales dont il sait ou doit présumer qu'elles proviennent d'un crime ou d'un délit fiscal qualifié, même si le crime ou le délit a été commis à l'étranger.

<sup>2</sup> L'acceptation par négligence de valeurs patrimoniales provenant d'un crime ou d'un délit fiscal qualifié peut remettre en question la garantie d'une activité irréprochable exigée de l'intermédiaire financier.

### Art. 8 Relations d'affaires interdites

L'intermédiaire financier ne doit entretenir aucune relation d'affaires:

- a. avec des entreprises ou des personnes dont il sait ou doit présumer qu'elles financent le terrorisme ou constituent une organisation criminelle, qu'elles sont membres d'une telle organisation ou qu'elles soutiennent une telle organisation;
- b. avec des banques qui n'ont pas de présence physique dans l'Etat selon le droit duquel elles sont organisées (banques fictives), à moins qu'elles ne fassent partie d'un groupe financier faisant l'objet d'une surveillance consolidée adéquate.

### Art. 9 Violation des dispositions

<sup>1</sup> La violation des dispositions de la présente ordonnance ou d'une autorégulation reconnue par la FINMA peut remettre en question la garantie d'une activité irréprochable exigée de l'intermédiaire financier.

<sup>2</sup> Des infractions graves peuvent entraîner, en vertu de l'art. 33 de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers (LFINMA)<sup>6</sup>, une interdiction d'exercer et, en vertu de l'art. 35 LFINMA, la confiscation du gain acquis au moyen de ces infractions.

## Chapitre 4 Obligations de diligence générales

### Art. 10 Indications lors de virements

<sup>1</sup> Pour les ordres de virement, l'intermédiaire financier du donneur d'ordre indique le nom, le numéro de compte et l'adresse du donneur d'ordre ainsi que le nom et le numéro de compte du bénéficiaire. En l'absence de numéro de compte, un numéro de référence lié à la transaction doit être indiqué. L'adresse du donneur d'ordre peut être remplacée par le lieu et la date de naissance, le numéro de client ou le numéro d'identité national du donneur d'ordre.

<sup>6</sup> RS 956.1

<sup>2</sup> Pour les ordres de virement en Suisse, il peut se limiter à l'indication du numéro de compte ou d'un numéro de référence lié à la transaction, pour autant qu'il soit en mesure de fournir les autres indications concernant le donneur d'ordre à l'intermédiaire financier du bénéficiaire et aux autorités suisses compétentes, à leur demande, dans un délai de trois jours ouvrables.

<sup>3</sup> Pour les ordres de virement nationaux servant au paiement de biens et services, il peut suivre la procédure décrite à l'al. 2 s'il n'est pas possible, pour des raisons techniques, de procéder selon l'al. 1.

<sup>4</sup> L'intermédiaire financier renseigne de manière adéquate le donneur d'ordre sur la transmission de ses données dans le trafic des paiements.

<sup>5</sup> L'intermédiaire financier du bénéficiaire détermine la procédure à suivre en cas de réception d'ordres de virement contenant des informations incomplètes sur le donneur d'ordre ou le bénéficiaire. Il suit dans ce cadre une approche fondée sur les risques.

#### **Art. 11** Renonciation au respect des obligations de diligence

<sup>1</sup> En cas de relations d'affaires durables avec des cocontractants dans le domaine des moyens de paiement pour le trafic des paiements sans numéraire qui servent exclusivement au paiement sans numéraire de biens et services, l'intermédiaire financier peut renoncer à se plier aux obligations de diligence:

- a. si les paiements ne peuvent pas excéder 1000 francs par transaction et 5000 francs par année civile et cocontractant; les remboursements éventuels du moyen de paiement sont uniquement effectués en faveur de comptes ouverts auprès de banques autorisées en Suisse ou de banques soumises à une surveillance équivalente à l'étranger et libellés au nom du cocontractant et ne peuvent pas excéder 1000 francs par remboursement;
- b. si les paiements à des commerçants en Suisse ne peuvent pas excéder 5000 francs par mois et 25 000 francs par année civile et par cocontractant, les chargements étant effectués exclusivement au débit et les remboursements éventuels des moyens de paiement exclusivement au crédit d'un compte libellé au nom du cocontractant auprès d'une banque autorisée en Suisse;
- c. si les moyens de paiement ne peuvent être utilisés qu'au sein d'un réseau précis de fournisseurs ou prestataires et le chiffre d'affaires n'excède pas 5000 francs par mois et 25 000 francs par année civile et cocontractant; ou
- d. s'il s'agit d'un leasing financier et si les redevances dues chaque année, taxe sur la valeur ajoutée incluse, n'excèdent pas 5000 francs.

<sup>2</sup> En cas de relations d'affaires durables avec des cocontractants dans le domaine des moyens de paiement pour le trafic des paiements sans numéraire qui ne servent pas exclusivement au paiement sans numéraire de biens et services, l'intermédiaire financier peut renoncer à se plier aux obligations de diligence, si le montant pouvant être mis à disposition par moyen de paiement n'excède pas 200 francs par mois et que les paiements sont effectués exclusivement au débit et les remboursement éven-

tuels du moyen de paiement exclusivement au crédit d'un compte libellé au nom du cocontractant auprès d'une banque autorisée en Suisse.

<sup>3</sup> Dans le cas des moyens de paiement non rechargeables, l'intermédiaire financier peut renoncer à se plier aux obligations de diligence:

- a. si l'avoire sert exclusivement à permettre au cocontractant de payer sous forme électronique les biens et services acquis;
- b. si le montant mis à disposition n'excède pas 250 francs par support de données; et
- c. si le montant mis à disposition n'excède pas 1500 francs par opération et par cocontractant.

<sup>4</sup> L'intermédiaire financier peut renoncer à se plier aux obligations de diligence uniquement s'il dispose d'équipements techniques suffisants pour détecter un dépassement des seuils applicables. Il doit en outre prendre des mesures pour éviter tout cumul éventuel des limites de montant ainsi que toute infraction à la présente disposition. Sont réservés les art. 14 et 20 concernant la surveillance des transactions. Est également réservé l'art. 10 pour autant qu'il s'applique..

<sup>5</sup> Sur demande d'organismes d'autorégulation ou d'intermédiaires financiers visés à l'art. 3, al. 1, la FINMA peut autoriser d'autres dérogations au respect des obligations de diligence selon la LBA pour des relations d'affaires durables, si un risque de blanchiment d'argent faible au sens de l'art. 7a LBA est démontré.

## **Art. 12** Obligations de diligence simplifiées pour les émetteurs de moyens de paiement

<sup>1</sup> L'émetteur de moyens de paiement est libéré de l'obligation de posséder dans son dossier des copies des documents utilisés pour l'identification du cocontractant ainsi que pour l'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales, dans la mesure où il a conclu avec une banque autorisée en Suisse une convention de délégation selon laquelle:

- a. la banque communique à l'émetteur du moyen de paiement les informations sur l'identité du cocontractant, du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales;
- b. la banque informe l'émetteur du moyen de paiement si le cocontractant, le détenteur du contrôle ou l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales est une personne politiquement exposée;
- c. la banque informe immédiatement l'émetteur du moyen de paiement des modifications apportées aux informations visées aux let. a et b;
- d. l'émetteur de moyens de paiement répond aux demandes de renseignement de l'autorité suisse compétente et renvoie à la banque correspondante pour la remise éventuelle de documents.

<sup>2</sup> Pour les relations d'affaires conclues directement et ouvertes par voie de correspondance, l'émetteur de moyens de paiement ne doit pas obtenir d'attestation d'authenticité pour les copies des documents d'identification:

- a. s'il n'est pas possible d'effectuer des prélèvements en espèces ou des paiements excédant 10 000 francs par mois et par cocontractant par le biais de moyens de paiement servant au paiement sans numéraire de biens et services et au retrait d'espèces, pour lesquels un avoir enregistré sous forme électronique conditionne les transactions;
- b. si la limite pour le paiement sans numéraire de biens et services et pour le retrait d'espèces n'excède pas 25 000 francs par mois et par cocontractant pour les moyens de paiement pour lesquels des transactions sont facturées a posteriori;
- c. si les fonds reçus par des particuliers ou versés à des particuliers n'excèdent pas 1000 francs par mois et 5000 francs par année civile et par cocontractant pour les moyens de paiement autorisant le trafic des paiements sans numéraire entre particuliers domiciliés en Suisse; ou
- d. si les fonds reçus par des particuliers ou versés à des particuliers n'excèdent pas 500 francs par mois et 3000 francs par année civile et par cocontractant pour les moyens de paiement autorisant le trafic des paiements sans numéraire entre particuliers sans restriction de domicile.

<sup>3</sup> Si l'émetteur de moyens de paiement visés aux al. 1 et 2 a obtenu, dans le cadre de la surveillance des transactions, des informations sur une transmission du moyen de paiement à une personne qui n'entretient aucune relation étroite reconnaissable avec le cocontractant, il doit de nouveau identifier le cocontractant et déterminer l'ayant droit économique du moyen de paiement.

## Chapitre 5 Obligations de diligence particulières

### Art. 13 Relations d'affaires comportant des risques accrus

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier fixe des critères signalant la présence de risques accrus.

<sup>2</sup> Entrent notamment en considération, selon le domaine d'activité de l'intermédiaire financier, les critères suivants:

- a. le siège ou le domicile du cocontractant, du détenteur du contrôle ou de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales ainsi que la nationalité du cocontractant ou de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales;
- b. la nature et le lieu de l'activité du cocontractant ou de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales;
- c. l'absence de rencontre avec le cocontractant et l'ayant droit économique;
- d. le type de prestations ou de produits sollicités;
- e. l'importance des valeurs patrimoniales remises;
- f. l'importance des entrées et sorties de valeurs patrimoniales;
- g. le pays d'origine ou de destination de paiements fréquents;

- h. la complexité des structures, notamment en cas d'utilisation de sociétés de domicile.

<sup>3</sup> Doivent être considérées dans tous les cas comme des relations d'affaires comportant des risques accrus:

- a. les relations d'affaires avec des personnes étrangères politiquement exposées;
- b. les relations d'affaires avec des personnes proches des personnes selon la let. a, conformément à l'art. 2a, al. 2, LBA;
- c. les relations d'affaires avec des banques étrangères pour lesquelles un intermédiaire financier suisse effectue des activités de banque correspondante.

<sup>4</sup> Doivent être considérées comme relations d'affaires comportant des risques accrus en relation avec un ou plusieurs critères de risque supplémentaires:

- a. les relations d'affaires avec des personnes politiquement exposées en Suisse;
- b. les relations d'affaires avec des personnes politiquement exposées exerçant des fonctions dirigeantes au sein d'organisations intergouvernementales;
- c. les relations d'affaires avec des personnes proches des personnes au sens des let. a et b, conformément à l'art. 2a, al. 2, LBA;
- d. les relations d'affaires avec des personnes politiquement exposées exerçant des fonctions dirigeantes au sein de fédérations sportives internationales;
- e. les relations d'affaires avec des personnes proches des personnes selon la let. d, conformément à l'art. 2a, al. 2, LBA.

<sup>5</sup> Les relations d'affaires selon les al. 3, let. a et b, et 4 doivent être considérées comme des relations d'affaires comportant des risques accrus, indépendamment de savoir si les personnes impliquées agissent en qualité:

- a. de cocontractant;
- b. de détenteur du contrôle;
- c. d'ayant droit économique des valeurs patrimoniales;
- d. de personne munie d'une procuration.

<sup>6</sup> L'intermédiaire financier détermine les relations d'affaires comportant des risques accrus et les désigne comme telles pour l'usage interne.

#### **Art. 14** Transactions comportant des risques accrus

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier fixe des critères de détection des transactions comportant des risques accrus.

<sup>2</sup> Entrent notamment en considération, selon le domaine d'activité de l'intermédiaire financier, les critères suivants:

- a. l'importance des entrées et sorties de valeurs patrimoniales;

- b. l'existence de divergences significatives par rapport à la nature, au volume ou à la fréquence des transactions pratiquées habituellement dans le cadre de la relation d'affaires;
- c. l'existence de divergences significatives par rapport à la nature, au volume ou à la fréquence des transactions pratiquées habituellement dans le cadre de relations d'affaires comparables.

<sup>3</sup> Sont considérées dans tous les cas comme comportant des risques accrus les transactions dans le cadre desquelles, au début d'une relation d'affaires, des valeurs patrimoniales d'une contre-valeur supérieure à 100 000 francs sont apportées physiquement en une fois ou de manière échelonnée.

#### **Art. 15** Clarifications complémentaires en cas de risques accrus

<sup>1</sup> En cas de relations d'affaires ou de transactions comportant des risques accrus, l'intermédiaire financier entreprend, dans une mesure proportionnée aux circonstances, des clarifications complémentaires.

<sup>2</sup> Selon les circonstances, il y a lieu d'établir notamment:

- a. si le cocontractant est l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales remises;
- b. l'origine des valeurs patrimoniales remises;
- c. à quelle fin les valeurs patrimoniales prélevées sont utilisées;
- d. l'arrière-plan économique des versements entrant importants et si ceux-ci sont plausibles;
- e. l'origine de la fortune du cocontractant et de l'ayant droit économique de l'entreprise ou des valeurs patrimoniales;
- f. l'activité professionnelle ou commerciale exercée par le cocontractant et l'ayant droit économique de l'entreprise ou des valeurs patrimoniales;
- g. si le cocontractant, le détenteur du contrôle ou l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales sont des personnes politiquement exposées.

#### **Art. 16** Moyens de clarification

<sup>1</sup> Selon les circonstances, les clarifications comprennent notamment:

- a. la prise de renseignements écrits ou oraux auprès des cocontractants, des détenteurs du contrôle ou des ayants droit économiques des valeurs patrimoniales;
- b. des visites des lieux où les cocontractants, les détenteurs du contrôle ou les ayants droit économiques des valeurs patrimoniales conduisent leurs affaires;
- c. une consultation des sources et des banques de données accessibles au public;
- d. le cas échéant, des renseignements auprès de personnes dignes de confiance.

<sup>2</sup> L'intermédiaire financier vérifie si les résultats des clarifications sont plausibles et les documente.

**Art. 17** Moment des clarifications complémentaires

L'intermédiaire financier qui constate des risques accrus dans une relation d'affaires procède aux clarifications complémentaires le plus rapidement possible.

**Art. 18** Admission de relations d'affaires comportant des risques accrus

L'admission de relations d'affaires comportant des risques accrus nécessite l'accord d'un supérieur hiérarchique, d'un organe supérieur ou de la direction.

**Art. 19** Responsabilité de la direction à son plus haut niveau en cas de risques accrus

<sup>1</sup> La direction à son plus haut niveau ou l'un de ses membres au moins décide:

- a. de l'admission de relations d'affaires comportant des risques accrus selon l'art. 13, al. 3 et 4, let. a à c, et, tous les ans, de la poursuite des relations d'affaires selon l'art. 13, al. 3, let. a et b, et 4, let. a à c;
- b. de la mise en œuvre, de la surveillance et de l'évaluation des contrôles réguliers portant sur toutes les relations d'affaires comportant des risques accrus.

<sup>2</sup> Les intermédiaires financiers ayant une activité de gestion de fortune très importante et des structures comportant de nombreux niveaux hiérarchiques peuvent déléguer cette responsabilité à la direction d'une unité d'affaires.

**Art. 20** Surveillance des relations d'affaires et des transactions

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier veille à la mise en place d'une surveillance efficace des relations d'affaires et des transactions et assure ainsi la détection des risques accrus.

<sup>2</sup> Pour la surveillance des transactions, les banques et les négociants en valeurs mobilières utilisent un système informatique aidant à détecter les transactions comportant des risques accrus au sens de l'art. 14.

<sup>3</sup> Les transactions détectées par le système de surveillance informatisé doivent être examinées dans un délai raisonnable. Au besoin, des clarifications complémentaires selon l'art. 15 doivent être entreprises.

<sup>4</sup> Les banques et négociants en valeurs mobilières ayant peu de cocontractants et d'ayants droit économiques ou effectuant peu de transactions peuvent renoncer à l'usage d'un système de surveillance informatisé, dans la mesure où ils chargent leur société d'audit de procéder annuellement à un contrôle de leur surveillance des transactions d'étendue «audit».

<sup>5</sup> La FINMA peut exiger d'une institution d'assurance, d'une direction de fonds, d'une société d'investissement au sens de la LPCC, d'un gestionnaire de fortune au

sens de la LPCC, d'un IFDS ou d'une personne au sens de l'art. 1b LB<sup>7</sup> qu'ils introduisent un système de surveillance informatisé des transactions lorsque cela s'avère nécessaire pour l'efficacité de la surveillance.<sup>8</sup>

#### **Art. 21** Délit fiscal qualifié

Pour fixer les critères permettant d'identifier des nouvelles relations d'affaires ainsi que des relations d'affaires existantes comportant des risques accrus en relation avec un délit fiscal qualifié ou pour déterminer de telles relations d'affaires, les intermédiaires financiers peuvent s'appuyer sur le taux d'imposition maximal du pays du domicile fiscal du client pour déterminer si les impôts soustraits ont atteint le seuil de 300 000 francs fixé par l'art. 305<sup>bis</sup>, ch. 1<sup>bis</sup>, du code pénal (CP)<sup>9</sup>. Ils ne sont pas tenus de déterminer les éléments imposables individuels pour la relation d'affaires.

### **Chapitre 6 Obligation d'établir et de conserver des documents**

#### **Art. 22**

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier établit, organise et conserve sa documentation de manière à ce que l'une des autorités ou personnes suivantes puisse se faire dans un délai raisonnable une opinion fiable sur le respect des obligations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme:

- a. la FINMA;
- b. un chargé d'audit désigné par elle conformément à l'art. 25 LFINMA<sup>10</sup>;
- c. un chargé d'enquête nommé par elle conformément à l'art. 36 LFINMA;
- d. une société d'audit agréée par l'autorité de surveillance en matière de révision.

<sup>2</sup> Il établit, organise et conserve sa documentation de manière à pouvoir donner suite dans un délai raisonnable, documents à l'appui, aux demandes d'information et de séquestre des autorités de poursuite pénale ou d'autres autorités habilitées.

### **Chapitre 7 Mesures organisationnelles**

#### **Art. 23** Nouveaux produits, pratiques commerciales et technologies

L'intermédiaire financier s'assure que les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme liés au développement de nouveaux produits et pratiques commerciales ou à l'utilisation de technologies nouvelles ou développées pour des

<sup>7</sup> RS 952.0

<sup>8</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la FINMA du 5 déc. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5333).

<sup>9</sup> RS 311.0

<sup>10</sup> RS 956.1



produits nouveaux ou existants soient évalués par avance et, le cas échéant, identifiés, limités et contrôlés de manière adéquate dans le cadre de la gestion des risques.

**Art. 24** Service spécialisé de lutte contre le blanchiment

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier désigne une ou plusieurs personnes qualifiées qui constituent le service spécialisé de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ce service fournit le soutien et les conseils nécessaires aux responsables des lignes hiérarchiques et à la direction pour la mise en œuvre de la présente ordonnance, sans toutefois les dégager de leur responsabilité en la matière.

<sup>2</sup> Le service spécialisé de lutte contre le blanchiment prépare les directives internes en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme; il planifie et surveille la formation interne en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

**Art. 25** Autres tâches du service spécialisé de lutte contre le blanchiment

<sup>1</sup> Outre les tâches visées à l'art. 24, le service spécialisé de lutte contre le blanchiment ou un autre service indépendant veille au respect des obligations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. En particulier:

- a. il surveille l'exécution des directives internes en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme en accord avec l'organe de révision interne, la société d'audit et les responsables des lignes hiérarchiques;
- b. il définit les paramètres du système de surveillance des transactions visé à l'art. 20;
- c. il fait procéder à l'examen des annonces générées par le système de surveillance des transactions;
- d. il fait procéder ou procède lui-même aux clarifications complémentaires selon l'art. 15;
- e. il s'assure que l'organe de direction compétent pour décider de l'admission ou de la poursuite de relations d'affaires selon l'art. 19 reçoit les informations nécessaires pour prendre ses décisions.

<sup>2</sup> Le service spécialisé de lutte contre le blanchiment ou un autre service indépendant établi, par ailleurs, à l'aune du domaine d'activité et de la nature des relations d'affaires gérées par l'intermédiaire financier, une analyse des risques dans la perspective de la lutte contre le blanchiment d'argent et du financement du terrorisme et tient compte notamment du siège ou du domicile du client, du segment des clients gérés ainsi que des produits et services proposés. L'analyse des risques doit être adoptée par le conseil d'administration ou par l'organe de direction à son plus haut niveau; elle doit être mise à jour périodiquement.

<sup>3</sup> Une personne interne chargée de la surveillance au sens de l'al. 1 ne peut pas contrôler des relations d'affaires dont elle est elle-même directement responsable.

<sup>4</sup> L'intermédiaire financier peut également, sous sa responsabilité, confier à des spécialistes externes les tâches du service spécialisé de lutte contre le blanchiment:

- a. si, en raison de sa taille ou de son organisation, il n'est pas en mesure de mettre sur pied son propre service spécialisé; ou
- b. si la création d'un tel service serait disproportionnée.

#### **Art. 26** Directives internes

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier établit des directives internes en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et les communique aux personnes concernées sous une forme appropriée. Les directives doivent être adoptées par le conseil d'administration ou par la direction à son plus haut niveau.

<sup>2</sup> Les directives internes doivent en particulier régler:

- a. les critères applicables à la détermination de relations d'affaires comportant des risques accrus selon l'art. 13;
- b. les critères applicables à la détection des transactions comportant des risques accrus selon l'art. 14, al. 1 et 2;
- c. les principes applicables au système de surveillance des transactions selon l'art. 20;
- d. les cas dans lesquels le service interne spécialisé dans la lutte contre le blanchiment doit être consulté et la direction informée à son plus haut niveau;
- e. les principes régissant la formation des collaborateurs;
- f. la politique de l'entreprise en ce qui concerne les personnes politiquement exposées;
- g. la compétence pour les communications au Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (bureau de communication);
- h. les modalités selon lesquelles l'intermédiaire financier détermine, limite et contrôle les risques accrus;
- i. les montants limites selon l'art. 13, al. 2, let. e et f, et 14, al. 2, let. a;
- j. les critères en fonction desquels il peut être fait appel à des tiers selon l'art. 28;
- k. la répartition des autres tâches et des compétences à l'interne de l'entreprise entre le service spécialisé de lutte contre le blanchiment et les autres unités d'affaires chargées d'appliquer les obligations de diligence.

#### **Art. 27** Intégrité et formation

<sup>1</sup> La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme exige un personnel intègre et formé de manière adéquate.

<sup>2</sup> L'intermédiaire financier veille à ce que le personnel soit sélectionné avec soin et à ce que tous les collaborateurs concernés reçoivent une formation régulière; cette

formation couvre les aspects essentiels pour eux de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

## Chapitre 8 Recours à des tiers

### Art. 28 Conditions

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier peut, par convention écrite, déléguer à des personnes ou à des entreprises la vérification de l'identité du cocontractant, l'identification du détenteur du contrôle ou de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales et les clarifications complémentaires requises, à la condition:

- a. qu'il sélectionne soigneusement le tiers délégué;
- b. qu'il lui donne des instructions sur les tâches à accomplir; et
- c. qu'il soit en mesure de contrôler si le tiers délégué respecte les obligations de diligence.

<sup>2</sup> Il peut confier, sans convention écrite, les tâches liées à ces obligations de diligence:

- a. à un service au sein d'un groupe, si les normes de diligence applicables sont équivalentes; ou
- b. à un autre intermédiaire financier, si celui-ci est assujéti à une surveillance et à une réglementation équivalentes en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et s'il a pris des mesures lui permettant de remplir ses obligations de diligence de manière équivalente.

<sup>3</sup> Le tiers auquel il est fait recours n'est pas habilité à recourir aux services d'autres personnes ou entreprises.

<sup>4</sup> Sont réservées les conventions de délégation selon l'art. 12, al. 1, si le délégataire est également un intermédiaire financier autorisé en Suisse.

### Art. 29 Modalités du recours à des tiers

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier continue de répondre au regard du droit de la surveillance, dans tous les cas, de la bonne exécution des tâches pour lesquelles il a recouru aux services de personnes et d'entreprises en vertu de l'art. 28.

<sup>2</sup> Il doit posséder dans son dossier une copie des documents ayant servi à remplir les obligations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et fait confirmer par écrit que les copies reçues par lui sont conformes aux documents originaux.

<sup>3</sup> Il examine lui-même la plausibilité des résultats des clarifications complémentaires.

## Chapitre 9 Poursuite de la relation d'affaires et communication

### Art. 30 Comportement après communication

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier peut décider de son propre chef de la poursuite de la relation d'affaires:

- a. si, dans un délai de vingt jours ouvrables suivant une communication selon l'art. 9, al. 1, let. a, LBA, le bureau de communication:
  1. ne l'informe pas,
  2. l'informe que la communication ne sera pas transmise aux autorités de poursuite pénale,
  3. l'informe que la communication sera transmise à une autorité de poursuite pénale et qu'à partir de ce moment il ne reçoit aucune décision de l'autorité de poursuite pénale dans un délai de cinq jours ouvrables;
- b. si, après une communication selon l'art. 9, al. 1, let. c, LBA, il ne reçoit aucune décision de l'autorité de poursuite pénale dans un délai de cinq jours ouvrables;
- c. si, après une communication selon l'art. 305<sup>ter</sup>, al. 2, CP<sup>11</sup>, il reçoit une communication du bureau de communication selon laquelle la communication ne sera pas transmise à une autorité de poursuite pénale, ou
- d. si, après un blocage ordonné par l'autorité de poursuite pénale sur la base d'une communication selon l'art. 9 LBA respectivement sur la base de l'art. 305<sup>ter</sup>, al. 2, CP, il est informé de sa levée, sous réserve d'autres communications de l'autorité de poursuite pénale.

<sup>2</sup> L'intermédiaire financier qui ne veut pas poursuivre la relation d'affaires ne peut autoriser le retrait d'importantes valeurs patrimoniales que sous une forme permettant aux autorités de poursuite pénale d'en suivre la trace (*paper trail*).

### Art. 31 Doutes portant sur la relation d'affaires et droit de communication

<sup>1</sup> Lorsqu'un intermédiaire financier n'a pas de soupçons fondés selon l'art. 9, al. 1, let. a, LBA ou de raisons selon l'art. 9, al. 1, let. c, LBA mais possède des indices fondant le soupçon que des valeurs patrimoniales proviennent d'un crime ou d'un délit fiscal qualifié ou servent au financement du terrorisme, il peut faire usage de son droit de communication au sens de l'art. 305<sup>ter</sup>, al. 2, CP<sup>12</sup> et communiquer ces indices au bureau de communication.

<sup>2</sup> S'il n'exerce pas son droit de communication alors qu'il a des doutes portant sur la relation d'affaires comportant d'importantes valeurs patrimoniales, il en documente les raisons.

<sup>3</sup> S'il décide de poursuivre une relation d'affaires douteuse, il est tenu de la maintenir sous surveillance stricte et de l'examiner à la lumière des indices de blanchiment ou de financement du terrorisme.

<sup>11</sup> RS 311.0

<sup>12</sup> RS 311.0

**Art. 32** Rupture de la relation d'affaires

<sup>1</sup> Lorsque l'intermédiaire financier met un terme à une relation d'affaires douteuse sans procéder à une communication faute de disposer de soupçons fondés de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme, il ne peut autoriser le retrait d'importantes valeurs patrimoniales que sous une forme qui permette aux autorités de poursuite pénale, le cas échéant, de suivre la trace de la transaction (*paper trail*).

<sup>2</sup> L'intermédiaire financier ne peut pas rompre une relation d'affaires douteuse ni autoriser le retrait de montants importants lorsqu'il existe des signes concrets de l'imminence de mesures de sûreté d'une autorité.

<sup>3</sup> Lorsque les conditions d'une communication au sens de l'art. 9 LBA au bureau de communication sont remplies ou si l'intermédiaire financier exerce son droit de communication selon l'art. 305<sup>ter</sup>, al. 2, CP<sup>13</sup>, la relation d'affaires avec le cocontractant ne peut pas être rompue.

**Art. 33** Exécution des ordres du client

Conformément à l'art. 9a LBA, l'intermédiaire financier n'exécute les ordres du client, qui portent sur d'importantes valeurs patrimoniales, que sous une forme qui permette de suivre la trace de la transaction (*paper trail*).

**Art. 34** Information

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier informe la FINMA des communications adressées au bureau de communication qui concernent des relations d'affaires comportant d'importantes valeurs patrimoniales. Il informe notamment la FINMA lorsqu'il y a lieu de penser, au vu des circonstances, que l'affaire ayant entraîné la communication aura des conséquences sur la réputation de l'intermédiaire financier ou sur celle de la place financière.

<sup>2</sup> Lorsqu'il informe un autre intermédiaire financier en vertu de l'art. 10a LBA, il consigne ce fait sous une forme appropriée.

**Titre 2****Dispositions spéciales applicables aux banques et négociants en valeurs mobilières****Art. 35** Obligation de vérifier l'identité du cocontractant, d'identifier le détenteur du contrôle et l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales

Pour la vérification de l'identité du cocontractant ainsi que l'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales, les banques et les négociants en valeurs mobilières sont soumis aux dispositions de la

Convention du 1<sup>er</sup> juin 2015 relative à l'obligation de diligence des banques (CDB 16)<sup>14</sup>.

**Art. 36** Commerce professionnel de billets de banque

<sup>1</sup> Le commerce professionnel de billets de banque n'est autorisé qu'avec des négociants en billets de banque qui remplissent les critères d'une relation de correspondance bancaire digne de confiance.

<sup>2</sup> Avant d'établir une relation avec un négociant en billets de banque, l'intermédiaire financier doit se renseigner sur l'activité commerciale du négociant et se procurer des renseignements commerciaux et des références.

<sup>3</sup> Il fixe des limites de chiffre d'affaires et de crédit pour son commerce professionnel de billets de banque dans sa totalité et individuellement pour chaque partie contractante. Il doit réexaminer ces limites au moins une fois par an et veiller en permanence à ce qu'elles soient respectées.

<sup>4</sup> Un intermédiaire financier qui pratique le commerce de billets de banques de manière professionnelle élabore des directives à cet effet qui doivent être adoptées par la direction à son plus haut niveau.

**Art. 37** Relations de banque correspondante avec des banques étrangères

<sup>1</sup> Les dispositions générales de la présente ordonnance, à l'exception de l'art. 28, al. 2, let. b, s'appliquent également aux relations de banque correspondante.

<sup>2</sup> L'intermédiaire financier qui effectue des opérations de banque correspondante pour une banque étrangère s'assure de manière appropriée qu'il est interdit à cette dernière d'entrer en relations d'affaires avec des banques fictives.

<sup>3</sup> Outre les clarifications visées à l'art. 15, il doit aussi, selon les circonstances, clarifier les contrôles effectués par la partie cocontractante en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. En ce qui concerne l'étendue des clarifications, il doit examiner si le cocontractant est soumis à une réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et à une surveillance adéquates.

<sup>4</sup> Il garantit la transmission de toutes les indications reçues, nécessaires pour les ordres de virement. Il règle la procédure à suivre s'il reçoit de manière répétée des ordres de virement contenant manifestement des informations incomplètes. Il suit dans ce cadre une approche fondée sur les risques.

**Art. 38** Critères des transactions comportant des risques accrus

Sont considérées comme comportant des risques accrus, outre les transactions au sens de l'art. 14, celles qui font apparaître des indices de blanchiment d'argent (annexe).

<sup>14</sup> La convention peut être consultée gratuitement sur le site de l'Association suisse des banquiers: [www.swissbanking.org](http://www.swissbanking.org)

**Art. 39** Obligation d'établir et de conserver des documents

En application de l'art. 22, l'intermédiaire financier organise sa documentation de façon à être notamment en mesure d'indiquer dans un délai raisonnable qui est le donneur d'ordre d'un ordre de virement sortant et si une entreprise ou une personne:

- a. est le cocontractant, le détenteur du contrôle ou l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales;
- b. a effectué une opération de caisse exigeant la vérification de l'identité des personnes concernées;
- c. dispose d'une procuration durable sur un compte ou un dépôt, dans la mesure où celle-ci ne ressort pas déjà d'un registre officiel.

**Titre 3****Dispositions spéciales applicables aux directions de fonds, sociétés d'investissement au sens de la LPCC et gestionnaires de fortune au sens de la LPCC****Art. 40** Directions de fonds et sociétés d'investissement au sens de la LPCC

<sup>1</sup> Les directions de fonds selon l'art. 2, al. 2, let. b, LBA et les sociétés d'investissement au sens de la LPCC doivent vérifier l'identité du souscripteur lors de la souscription de placements collectifs de capitaux suisses non cotés en bourse et identifier le détenteur du contrôle ou l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales, si la souscription excède le montant de 25 000 francs.

<sup>2</sup> Elles ne sont pas tenues d'exiger des explications relatives au détenteur du contrôle ou l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales lors de la souscription, si le souscripteur est un intermédiaire financier selon l'art. 2, al. 2, let. a à d, LBA ou un intermédiaire financier étranger soumis à une réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et à une surveillance prudentielle adéquates.

<sup>3</sup> Lorsqu'une direction de fonds, une SICAV ou une SICAF confie l'exécution des obligations de diligence et de documentation du placement collectif de capitaux à la banque dépositaire ou lorsqu'une SCPC<sup>15</sup> en confie l'exécution à une banque autorisée en Suisse, elles ne sont pas tenues de respecter les conditions selon l'art. 28, al. 3 et les modalités selon l'art. 29, al. 2. La banque dépositaire ou la banque ne peut recourir à des sous-délégués que si elle respecte les conditions selon l'art. 28, al. 1 ou 2 et les modalités selon l'art. 29, al. 2 et 3. La direction de fonds et les sociétés d'investissement au sens de la LPCC répondent du respect de ces obligations au regard du droit de la surveillance.

<sup>4</sup> La CDB 16<sup>16</sup> s'applique aux méthodes utilisées pour l'identification du cocontractant et la constatation du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique des

<sup>15</sup> Depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 «SCmPC».

<sup>16</sup> La convention peut être consultée gratuitement sur le site de l'Association suisse des banquiers: [www.swissbanking.org](http://www.swissbanking.org)

valeurs patrimoniales ainsi qu'aux autres activités éventuelles de la direction de fonds déterminantes au regard de la LBA.

**Art. 41** Gestionnaires de fortune au sens de la LPCC de placements collectifs de capitaux étrangers

<sup>1</sup> Les gestionnaires de fortune au sens de la LPCC de placements collectifs de capitaux étrangers non cotés en bourse doivent identifier le souscripteur et identifier le détenteur du contrôle ou l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales du placement collectif de capitaux étranger:

- a. si ni le placement collectif de capitaux étranger ni sa société de gestion de fortune ne sont soumis à une réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et à une surveillance prudentielle adéquate;
- b. s'ils n'apportent pas la preuve de l'application d'une réglementation adéquate en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme par un autre intermédiaire financier soumis à une surveillance prudentielle adéquate; et
- c. si le montant investi excède 25 000 francs.

<sup>2</sup> Ils ne sont pas tenus d'obtenir de déclarations concernant le détenteur du contrôle ou l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales, si le souscripteur est un intermédiaire financier selon l'art. 2, al. 2, let. a à d, LBA ou un intermédiaire financier étranger soumis à une réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et à une surveillance prudentielle adéquates.

<sup>3</sup> La CDB 16<sup>17</sup> s'applique aux méthodes utilisées pour l'identification du cocontractant, du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales ainsi qu'aux autres activités éventuelles du gestionnaire de fortune déterminantes au regard de la LBA.

## **Titre 4**

### **Dispositions spéciales applicables aux institutions d'assurance**

**Art. 42** Règlement de l'organisme d'autorégulation de l'Association Suisse d'Assurances pour la lutte contre le blanchiment d'argent

<sup>1</sup> Les obligations de diligence des institutions d'assurance sont régies par les dispositions du Règlement du 12 juin 2015 de l'organisme d'autorégulation de l'Association Suisse d'Assurances pour la lutte contre le blanchiment d'argent<sup>18</sup>.

<sup>2</sup> Sont réservés les art. 6 et 20, al. 5.

<sup>17</sup> La convention peut être consultée gratuitement sur le site de l'Association suisse des banquiers: [www.swissbanking.org](http://www.swissbanking.org)

<sup>18</sup> Le règlement peut être consulté gratuitement sur le site de l'organisme d'autorégulation de l'Association Suisse d'Assurances pour la lutte contre le blanchiment d'argent: [www.sro-svv.ch](http://www.sro-svv.ch)



**Art. 43** Exceptions

Ne relèvent pas des obligations de diligence selon la LBA les contrats d'assurance des piliers 2 et 3a ni les assurances de risque pur.

**Titre 5****Dispositions spéciales applicables aux IFDS et aux personnes au sens de l'art. 1b LB<sup>19</sup>****Chapitre 1 Vérification de l'identité du cocontractant (art. 3 LBA)****Art. 43a<sup>20</sup>** Personnes au sens de l'art. 1b LB

Les dispositions particulières pour les IFDS s'appliquent aussi aux personnes au sens de l'art. 1b LB<sup>21</sup> en l'absence de règles particulières.

**Art. 44** Informations requises

<sup>1</sup> Lors de l'établissement d'une relation d'affaires, l'IFDS requiert de son cocontractant les informations suivantes:

- a. pour les personnes physiques et les titulaires de raisons individuelles: le nom, le prénom, la date de naissance, l'adresse de domicile et la nationalité;
- b. pour les personnes morales et les sociétés de personnes: la raison sociale et l'adresse du siège.

<sup>2</sup> Si un cocontractant est ressortissant d'un Etat dans lequel les dates de naissance ou les adresses de domicile ne sont pas utilisées, l'obligation de fournir ces informations ne s'applique pas. Cette dérogation doit être motivée dans une note au dossier.

<sup>3</sup> Si le cocontractant est une personne morale ou une société de personnes, l'IFDS prend connaissance des pouvoirs de représentation du cocontractant relatifs à cette personne, les documente et vérifie l'identité des personnes qui établissent la relation d'affaires au nom de la personne morale ou de la société de personnes.

**Art. 45** Personnes physiques et titulaires de raisons individuelles

<sup>1</sup> Lors de l'établissement d'une relation d'affaires avec une personne physique ou un titulaire d'une raison individuelle, l'IFDS vérifie l'identité du cocontractant sur la base d'un document d'identité du cocontractant.

<sup>2</sup> Lorsque la relation d'affaires est établie sans que les deux parties se soient rencontrées, l'IFDS vérifie en outre l'adresse de domicile par échange de correspondance ou par tout autre moyen équivalent et classe une copie certifiée conforme des documents d'identification dans son dossier.

<sup>19</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la FINMA du 5 déc. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2018** 5333).

<sup>20</sup> Introduit par le ch. I de l'O de la FINMA du 5 déc. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2018** 5333).

<sup>21</sup> RS **952.0**

<sup>3</sup> Tous les documents d'identité délivrés par une autorité suisse ou étrangère et munis d'une photographie sont admis.

#### **Art. 46** Sociétés simples

<sup>1</sup> Lors de l'établissement d'une relation d'affaires avec une société simple, l'IFDS identifie le cocontractant, en vérifiant au choix:

- a. l'identité de tous les associés; ou
- b. l'identité d'au moins un associé et des personnes habilitées à signer vis-à-vis de l'IFDS.

<sup>2</sup> L'art. 45, al. 2 et 3, s'applique par analogie.

#### **Art. 47** Personnes morales, sociétés de personnes et autorités

<sup>1</sup> Lors de l'établissement d'une relation d'affaires avec une personne morale ou une société de personnes inscrite au registre suisse du commerce ou dans un registre étranger équivalent, l'IFDS vérifie l'identité du cocontractant sur la base d'un des documents suivants:

- a. un extrait du registre délivré par le préposé au registre;
- b. un extrait sur papier tiré d'une banque de données administrée par les autorités du registre;
- c. un extrait sur papier tiré d'un répertoire ou d'une banque de données, administrés par une société privée, et pour autant qu'ils soient fiables.

<sup>2</sup> L'identité des personnes morales et des sociétés de personnes qui ne sont pas inscrites au registre suisse du commerce ou dans un registre étranger équivalent est vérifiée sur la base d'un des documents suivants:

- a. les statuts, l'acte ou le contrat de fondation, une attestation de l'organe de révision, une autorisation officielle d'exercer une activité ou un document équivalent;
- b. un extrait sur papier tiré d'un répertoire ou d'une banque de données, s'ils sont fiables et administrés par une société privée.

<sup>3</sup> Les autorités doivent être identifiées à l'aide d'un statut ou d'une décision appropriée ou d'autres documents ou sources équivalents.

<sup>4</sup> Au moment de l'identification, l'extrait du registre, l'attestation de l'organe de révision ainsi que l'extrait du répertoire ou de la banque de données ne doivent pas dater de plus de douze mois et être à jour.

#### **Art. 48** Forme et traitement des documents

<sup>1</sup> L'IFDS se fait remettre les originaux des documents d'identité ou une copie certifiée conforme.

<sup>2</sup> Il classe la copie certifiée conforme dans le dossier ou fait une copie du document qui lui est présenté, sur laquelle il mentionne avoir examiné l'original ou la copie certifiée conforme; il date et signe la copie.

<sup>3</sup> Sont réservés les allègements selon les art. 3, al. 2, et 12.

#### **Art. 49** Attestation d'authenticité

<sup>1</sup> L'attestation d'authenticité de la copie du document d'identification peut être délivrée par:

- a. un notaire ou une instance publique qui délivre habituellement de telles authentications;
- b. un intermédiaire financier au sens de l'art. 2, al. 2 ou 3, LBA, dont le domicile ou le siège est en Suisse;
- c. un avocat autorisé en Suisse;
- d. un intermédiaire financier qui exerce une activité mentionnée à l'art. 2, al. 2 ou 3, LBA, dont le domicile ou le siège est à l'étranger, s'il est assujéti à une surveillance et à une réglementation équivalentes en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

<sup>2</sup> Une copie de la pièce d'identité figurant dans la banque de données d'un fournisseur de services de certification reconnu conformément à la loi du 19 décembre 2003 sur la signature électronique<sup>22</sup> combinée à une authentification électronique correspondante par le cocontractant constitue une attestation d'authenticité valable. Cette copie de la pièce d'identité doit être demandée lors de l'établissement d'un certificat qualifié.

#### **Art. 50** Renonciation à l'attestation d'authenticité et absence de documents d'identification

<sup>1</sup> L'IFDS peut renoncer à l'attestation d'authenticité s'il prévoit d'autres mesures permettant de vérifier l'identité et l'adresse du cocontractant. Les mesures prises doivent être documentées.

<sup>2</sup> Si le cocontractant ne dispose d'aucun document d'identification au sens de la présente ordonnance, son identité peut, à titre exceptionnel, être vérifiée sur la base d'autres documents probants. Cette dérogation doit être motivée dans une note au dossier.

#### **Art. 51** Opérations de caisse

<sup>1</sup> Lorsqu'une ou plusieurs transactions paraissant liées entre elles atteignent ou excèdent les sommes suivantes, l'IFDS doit vérifier l'identité du cocontractant:

- a. 5000 francs lors d'une opération de change;
- b. 25 000 francs lors de toute autre opération de caisse.

<sup>2</sup> Lorsque d'autres opérations au sens de l'al. 1 et de l'art. 52 sont effectuées avec un même cocontractant, l'IFDS peut renoncer à vérifier l'identité de ce dernier après s'être assuré que le cocontractant est la personne dont l'identité a été vérifiée lors de la première opération.

<sup>3</sup> Il doit dans tous les cas vérifier l'identité du cocontractant en présence d'indices de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme.

**Art. 52** Transmission de fonds et de valeurs

<sup>1</sup> En cas de transmission de fonds ou de valeurs de Suisse vers l'étranger, l'identité du cocontractant doit dans tous les cas être vérifiée.

<sup>2</sup> En cas de transmission de fonds ou de valeurs de l'étranger en Suisse, le bénéficiaire du paiement doit être identifié, si une ou plusieurs transactions qui semblent liées entre elles excèdent le montant de 1000 francs. S'il existe des indices de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme, l'identité du bénéficiaire de la transmission de fonds et de valeurs doit dans tous les cas être vérifiée.

**Art. 53** Personnes morales, sociétés de personnes et autorités  
notoirement connues

<sup>1</sup> L'IFDS peut s'abstenir de vérifier l'identité d'une personne morale, d'une société de personnes ou d'une autorité si le cocontractant est notoirement connu. L'identité est en particulier notoirement connue lorsque le cocontractant est une société ouverte au public ou est lié directement ou indirectement à une telle société.

<sup>2</sup> Si l'IFDS renonce à vérifier l'identité du cocontractant, il en indique le motif dans le dossier.

**Art. 54<sup>23</sup>** Obligations de vérification d'identité incombant aux sociétés  
d'investissement cotées en bourse

Les sociétés d'investissement cotées en bourse doivent vérifier l'identité des acquéreurs de participations si le seuil de 3 % donnant lieu à obligation de déclarer au sens de la loi du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF)<sup>24</sup> est atteint. L'IFDS peut renoncer à l'attestation d'authenticité.

**Art. 55** Echec de la vérification de l'identité du cocontractant

<sup>1</sup> Aucune transaction ne peut être exécutée avant l'obtention intégrale dans le cadre d'une relation d'affaires, des documents et informations exigés pour la vérification de l'identité du cocontractant.

<sup>2</sup> Lorsque l'identité du cocontractant n'a pas pu être vérifiée, l'IFDS refuse d'établir une relation d'affaires ou la rompt conformément aux dispositions du titre 1, chap. 9.

<sup>23</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 2 de l'annexe 2 à l'O de la FINMA du 3 déc. 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5509).

<sup>24</sup> RS 958.1

## **Chapitre 2**

### **Identification de l'ayant droit économique d'une entreprise et des valeurs patrimoniales (art. 4 LBA)**

#### **Section 1     Détenteur du contrôle**

##### **Art. 56            Principe**

<sup>1</sup> Si le cocontractant est une personne morale ou une société de personnes non cotée en bourse exerçant une activité opérationnelle ou une filiale majoritairement contrôlée par une telle société, l'IFDS doit demander au cocontractant une déclaration écrite indiquant les détenteurs du contrôle qui détiennent, directement ou indirectement, seuls ou d'entente avec des tiers, au moins 25 % des droits de vote ou du capital de la société.

<sup>2</sup> Si la société n'est pas contrôlée par les personnes selon l'al. 1, l'IFDS doit demander au cocontractant une déclaration écrite indiquant qui contrôle la société d'une quelconque autre manière en tant que détenteur du contrôle.

<sup>3</sup> S'il n'est pas possible d'identifier de détenteurs du contrôle au sens des al. 1 et 2, l'IFDS doit demander au cocontractant, faute de détenteur du contrôle, une déclaration écrite indiquant la personne assumant la direction.

<sup>4</sup> Les al. 1 à 3 s'appliquent à l'admission de relations d'affaires durables et dans tous les cas aux transmissions de fonds et de valeurs de Suisse vers l'étranger.

<sup>5</sup> Les al. 1 à 3 s'appliquent aux opérations de caisse, si une ou plusieurs transactions qui semblent liées entre elles excèdent le montant de 25 000 francs. L'IFDS demande la déclaration écrite au plus tard immédiatement après l'exécution de la transaction.

##### **Art. 57            Informations requises**

<sup>1</sup> La déclaration écrite du cocontractant concernant le détenteur du contrôle doit comporter des indications sur le nom, le prénom et l'adresse de domicile.

<sup>2</sup> Si le détenteur du contrôle est originaire d'un pays n'utilisant pas les adresses de domicile, cette indication peut être omise. Cette dérogation doit être motivée dans une note au dossier.

##### **Art. 58            Exceptions à l'obligation d'identification**

L'IFDS ne doit pas demander de déclaration écrite sur le détenteur du contrôle, si les cocontractants sont:

- a. des sociétés cotées en bourse ou une filiale majoritairement contrôlée par une telle société;
- b. des autorités;
- c. des banques, des négociants en valeurs mobilières, des directions de fonds, les sociétés d'investissement au sens de la LPCC, des gestionnaires de for-

- tune au sens de la LPCC, des sociétés d'assurance vie ou des institutions de prévoyance professionnelle exonérées d'impôts qui ont leur siège en Suisse;
- d. des banques, des négociants en valeurs mobilières, des directions de fonds, les sociétés d'investissement au sens de la LPCC, des gestionnaires de fortune au sens de la LPCC, des sociétés d'assurance vie qui ont leur siège ou leur domicile à l'étranger, pour autant qu'ils soient soumis à une surveillance équivalente au droit suisse;
  - e. d'autres intermédiaires financiers qui ont leur siège ou leur domicile à l'étranger, s'ils sont soumis à une réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et une surveillance prudentielle adéquates;
  - f. des sociétés simples.

## Section 2 Ayant droit économique des valeurs patrimoniales

### Art. 59 Principe

<sup>1</sup> L'IFDS requiert du cocontractant une déclaration écrite indiquant l'identité de la personne physique qui est l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales lorsque le cocontractant n'est pas l'ayant droit économique ou lorsqu'il y a un doute que le cocontractant soit l'ayant droit économique, en particulier:

- a. lorsqu'une personne qui ne saurait manifestement avoir des liens suffisamment étroits avec le cocontractant dispose d'une procuration qui permet le retrait de valeurs patrimoniales;
- b. lorsque les valeurs patrimoniales remises sont manifestement hors de proportion avec la situation financière du cocontractant;
- c. lorsque les contacts avec le cocontractant l'amènent à faire d'autres constatations insolites;
- d. lorsque la relation d'affaires est établie sans qu'une rencontre n'ait eu lieu avec le cocontractant.

<sup>2</sup> L'IFDS ne doit demander aux personnes morales ou aux sociétés de personnes non cotées en bourse exerçant une activité opérationnelle une déclaration écrite concernant la personne physique qui est l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales, qu'en présence d'indices concrets que la personne morale ou la société de personnes exerçant une activité opérationnelle détient des valeurs patrimoniales pour un tiers ou si cela est notoire.

<sup>3</sup> Lorsqu'il existe des indices de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme, l'IFDS doit requérir du cocontractant une déclaration écrite indiquant l'identité de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales.

<sup>4</sup> Si l'IFDS n'a aucun doute quant au fait que le cocontractant est bien l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales, il doit le documenter sous une forme appropriée.

**Art. 60** Informations requises

<sup>1</sup> La déclaration écrite du cocontractant concernant l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales doit contenir les informations suivantes: le nom, le prénom, la date de naissance, l'adresse de domicile et la nationalité.

<sup>2</sup> La déclaration peut être signée par le cocontractant ou par un fondé de procuration. Dans le cas des personnes morales, la déclaration doit être signée par une personne autorisée selon la documentation de la société.

<sup>3</sup> Si l'ayant droit économique est ressortissant d'un Etat dans lequel les dates de naissance ou les adresses de domicile ne sont pas utilisées, l'obligation de fournir ces informations ne s'applique pas. Cette dérogation doit être motivée dans une note au dossier.

**Art. 61** Opérations de caisse

<sup>1</sup> Lorsqu'une ou plusieurs transactions paraissant liées entre elles atteignent ou excèdent le montant de 25 000 francs, l'IFDS requiert du cocontractant une déclaration écrite indiquant l'identité de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales.

<sup>2</sup> Il doit dans tous les cas réclamer une telle déclaration:

- a. en cas de doute que le cocontractant, le détenteur du contrôle ou l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales soient les mêmes personnes; ou
- b. lorsqu'il existe des indices de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme.

**Art. 62** Transmission de fonds et de valeurs

Une déclaration concernant l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales doit dans tous les cas être demandée en cas de transmission de fonds ou de valeurs de Suisse vers l'étranger.

**Art. 63** Sociétés de domicile

<sup>1</sup> L'IFDS doit toujours requérir du cocontractant une déclaration écrite indiquant l'identité de l'ayant droit économique lorsque le cocontractant est une société de domicile.

<sup>2</sup> Les indices suivants laissent en particulier présumer l'existence d'une société de domicile:

- a. elle ne dispose pas de ses propres locaux, comme c'est notamment le cas si une adresse «c/o» ou un siège auprès d'un avocat, auprès d'une société fiduciaire ou d'une banque est indiqué;
- b. elle n'a pas de personnel propre.

<sup>3</sup> Si, malgré la présence de l'un ou des deux indices cités à l'al. 2, l'IFDS décide que le cocontractant n'est pas une société de domicile, il verse au dossier une note écrite décrivant les motifs de sa décision.

<sup>4</sup> Les sociétés cotées en bourse et les filiales majoritairement contrôlées par de telles sociétés ne doivent pas fournir une déclaration relative à leurs ayants droit économiques.

**Art. 64**            Groupes organisés de personnes, trusts et autres patrimoines organisés

<sup>1</sup> Dans le cas des groupes organisés de personnes, trusts et autres patrimoines organisés, l'IFDS doit requérir du cocontractant une déclaration écrite concernant les personnes suivantes:

- a. le fondateur effectif;
- b. les trustees;
- c. les curateurs éventuels, les protecteurs éventuels ou les autres personnes engagées;
- d. les bénéficiaires nommément désignés;
- e. dans le cas où aucun bénéficiaire n'aurait encore été nommément désigné: le cercle des personnes, par catégorie, pouvant entrer en ligne de compte comme bénéficiaires;
- f. les personnes habilitées à donner des instructions au cocontractant ou à ses organes;
- g. pour les constructions révocables, les personnes habilitées à procéder à la révocation.

<sup>2</sup> L'al. 1 s'applique par analogie aux sociétés fonctionnant à l'instar des groupes organisés de personnes, trusts et autres patrimoines organisés.

<sup>3</sup> Un IFDS qui établit une relation d'affaires ou exécute une transaction en tant que trustee s'identifie en tant que tel vis-à-vis de l'intermédiaire financier, du cocontractant ou du partenaire de transaction.

**Art. 65**            Intermédiaire financier soumis à une autorité instituée par une loi spéciale ou institution de prévoyance professionnelle exemptée d'impôts en tant que cocontractant

<sup>1</sup> Il n'est pas nécessaire de demander une déclaration relative à l'ayant droit économique lorsque le cocontractant est:

- a. un intermédiaire financier au sens de l'art. 2, al. 2, LBA dont le domicile ou le siège est en Suisse;
- b. un intermédiaire financier qui exerce une activité mentionnée à l'art. 2, al. 2, LBA et dont le domicile ou le siège est à l'étranger, s'il est assujéti à une surveillance et à une réglementation équivalentes;
- c. une institution de prévoyance professionnelle exemptée d'impôts au sens de l'art. 2, al. 4, let. b, LBA.

<sup>2</sup> Une déclaration relative à l'ayant droit économique doit toujours être demandée du cocontractant:



- a. s'il existe des indices de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme;
- b. si la FINMA a mis en garde contre des abus généralisés ou contre un certain cocontractant;
- c. si la FINMA a mis en garde de manière générale contre les établissements du pays où le cocontractant a son domicile ou son siège.

**Art. 66**            Forme de placement collectif ou société de participations en tant que cocontractant

<sup>1</sup> Lorsque le cocontractant est une forme de placement collectif ou une société de participations qui regroupe jusqu'à 20 investisseurs, l'IFDS doit demander une déclaration concernant les ayants droit économiques.

<sup>2</sup> Lorsque le cocontractant est une forme de placement collectif ou une société de participations qui regroupe plus de 20 investisseurs, l'IFDS ne doit demander une déclaration concernant les ayants droit économiques que si les formes de placement ou sociétés de participations ne sont soumises à aucune surveillance et réglementation adéquates relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

<sup>3</sup> Il n'y a pas lieu de demander une déclaration relative à l'ayant droit économique:

- a. pour les formes de placement collectif et les sociétés de participations cotées en bourse;
- b. lorsque, pour une forme de placement collectif ou une société de participations, un intermédiaire financier au sens de l'art. 65, al. 1, fait office de promoteur ou de sponsor et démontre être assujetti à des règles appropriées en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

**Art. 67**            Société simple

Si lors d'une relation d'affaires avec les associés d'une société simple, ces derniers sont les ayants droits économiques, il n'est pas nécessaire de demander une déclaration relative aux ayants droits économiques, pour autant que la société simple ait comme but la sauvegarde des intérêts de leurs membres ou de leurs bénéficiaires collectivement et par leurs propres moyens, ou qui poursuivent des buts politiques, religieux, scientifiques, artistiques, de bienfaisance, de récréation ou des buts analogues, qu'elle soit constituée de plus de quatre associés et qu'elle n'entretient aucun lien avec des pays présentant des risques accrus.

### **Section 3    Echec de l'identification de l'ayant droit économique**

#### **Art. 68**

<sup>1</sup> Aucune transaction ne peut être exécutée avant l'obtention intégrale des documents et informations exigés pour l'identification du détenteur du contrôle ou de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales.

<sup>2</sup> Lorsque des doutes persistent quant à l'exactitude de la déclaration du cocontractant et qu'ils ne peuvent être levés par d'autres clarifications, l'IFDS refuse d'établir une relation d'affaires ou la rompt conformément aux dispositions du titre 1, chapitre 9.

### **Chapitre 3**

#### **Renouvellement de la vérification de l'identité du cocontractant ou de l'identification de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales (art. 5 LBA)**

**Art. 69**            Renouvellement de la vérification de l'identité du cocontractant ou de l'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales

La vérification de l'identité du cocontractant ou l'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales doit être renouvelée au cours de la relation d'affaires lorsqu'un doute survient sur:

- a. l'exactitude des indications concernant l'identité du cocontractant ou du détenteur du contrôle;
- b. le fait que le cocontractant ou le détenteur du contrôle est lui-même l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales;
- c. l'exactitude de la déclaration remise par le cocontractant ou le détenteur du contrôle au sujet de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales.

**Art. 70**            Rupture de la relation d'affaires

L'IFDS rompt la relation d'affaires le plus rapidement possible, et ce conformément aux dispositions du titre 1, chapitre 9, lorsque:

- a. les doutes sur les indications fournies par le cocontractant ou le détenteur du contrôle subsistent au terme de la procédure décrite à l'art. 69;
- b. les soupçons se confirment que des indications erronées sur l'identité du cocontractant, du détenteur du contrôle ou de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales lui ont été sciemment fournies.

**Art. 71** Vérification de l'identité du cocontractant et identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales au sein d'un groupe

<sup>1</sup> Lorsque l'identité du cocontractant a déjà été vérifiée de manière équivalente aux modalités prévues par la présente ordonnance au sein du groupe auquel appartient l'IFDS, une nouvelle vérification n'est pas nécessaire en vertu des dispositions du titre 1, chapitre 8.

<sup>2</sup> Le même principe est applicable lorsqu'une déclaration relative au détenteur du contrôle ou à l'ayant droit économique a déjà été demandée au sein du groupe.

## **Chapitre 4**

### **Relations d'affaires et transactions comportant des risques accrus**

**Art. 72** Critères des relations d'affaires comportant des risques accrus

<sup>1</sup> L'IFDS qui a jusqu'à 20 relations d'affaires durables n'a pas besoin d'établir de critères conformément à l'art. 13 permettant de détecter les relations comportant un risque accru.

<sup>2</sup> Les personnes au sens de l'art. 1b LB<sup>25</sup> fixent en tous les cas des critères conformément à l'art. 13.<sup>26</sup>

**Art. 73** Transmission de fonds et de valeurs

<sup>1</sup> L'IFDS fixe des critères de détection des transactions comportant des risques accrus. Il utilise un système informatique de détection et de surveillance des transactions comportant des risques accrus.

<sup>2</sup> Les transmissions de fonds et de valeurs sont considérées dans tous les cas comme des transactions comportant des risques accrus lorsqu'une ou plusieurs transactions paraissant liées entre elles atteignent ou excèdent la somme de 5000 francs.

<sup>3</sup> En cas de transmission de fonds ou de valeurs, le nom et l'adresse de l'intermédiaire financier doivent figurer sur la quittance de versement.

<sup>4</sup> L'IFDS tient à jour un répertoire des auxiliaires et agents d'exploitants de systèmes auxquels il a fait appel.

<sup>5</sup> Un IFDS qui agit au nom et pour le compte d'autres intermédiaires financiers autorisés ou affiliés à un organisme d'autorégulation selon l'art. 24 LBA ne peut procéder à des opérations de transmission de fonds et de valeurs que pour un seul intermédiaire financier.

<sup>25</sup> RS 952.0

<sup>26</sup> Introduit par le ch. I de l'O de la FINMA du 5 déc. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5333).

## Chapitre 5 Obligation d'établir et de conserver des documents

### Art. 74

<sup>1</sup> L'IFDS doit en particulier conserver les documents suivants:

- a. une copie des documents ayant servi à la vérification de l'identité du cocontractant;
- b. dans les cas prévus au chapitre 2 du présent titre, la déclaration écrite du cocontractant concernant l'identité du détenteur du contrôle ou de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales;
- c. une note écrite relative aux résultats de l'application des critères énoncés à l'art. 13;
- d. une note écrite ou les documents relatifs aux résultats des clarifications prévues à l'art. 15;
- e. les documents relatifs aux transactions effectuées;
- f. une copie des communications au sens des art. 9, al. 1, LBA et 305<sup>er</sup>, al. 2, CP<sup>27</sup>;
- g. une liste de ses relations d'affaires soumises à la LBA.

<sup>2</sup> Les documents doivent permettre de reconstituer chaque transaction.

<sup>3</sup> Les documents et pièces justificatives doivent être conservés en Suisse, en un lieu sûr et accessible en tout temps.

<sup>4</sup> La conservation de documents sous forme électronique doit respecter les exigences prévues aux art. 9 et 10 de l'ordonnance du 24 avril 2002 concernant la tenue et la conservation des livres de comptes<sup>28</sup>. Si le serveur utilisé n'est pas situé en Suisse, l'IFDS doit disposer en Suisse d'une copie physique ou électronique actuelle des documents pertinents.

## Chapitre 6 Mesures organisationnelles

### Art. 75 Service spécialisé de lutte contre le blanchiment pour IFDS<sup>29</sup>

<sup>1</sup> Le service spécialisé de lutte contre le blanchiment d'un IFDS qui emploie jusqu'à 20 personnes exerçant une activité assujettie à la LBA ne doit satisfaire qu'aux exigences décrites à l'art. 24.

<sup>2</sup> La FINMA peut exiger d'un IFDS qui emploie jusqu'à 20 personnes exerçant une activité assujettie à la LBA que le service spécialisé de lutte contre le blanchiment satisfasse également aux exigences décrites à l'art. 25 lorsque cela est nécessaire

<sup>27</sup> RS 311.0

<sup>28</sup> RS 221.431

<sup>29</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la FINMA du 5 déc. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5333).

dans le cadre de la surveillance du respect des obligations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

**Art. 75a**<sup>30</sup> Service spécialisé de lutte contre le blanchiment pour les personnes au sens de l'art. 1b LB

<sup>1</sup> Pour les personnes au sens de l'art. 1b LB<sup>31</sup> qui remplissent les conditions pour obtenir des allègements concernant la gestion des risques et la *compliance* selon l'art. 14e, al. 5, de l'ordonnance du 30 avril 2014 sur les banques<sup>32</sup>, le service spécialisé de lutte contre le blanchiment ne doit s'acquitter que des tâches mentionnées à l'art. 24. Ces tâches peuvent alors aussi être remplies par la direction ou un membre de la direction. Les activités à contrôler ne peuvent pas l'être par une personne qui est directement responsable de la relation d'affaires concernée.

<sup>2</sup> La FINMA peut dans tous les cas exiger que les tâches mentionnées à l'art. 25 soient remplies lorsque cela s'avère nécessaire pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

**Art. 76** Directives internes

<sup>1</sup> Un IFDS qui emploie jusqu'à dix personnes exerçant une activité assujettie à la LBA n'est pas tenu d'établir des directives internes au sens de l'art. 26.

<sup>2</sup> La FINMA peut exiger d'un IFDS qui emploie jusqu'à dix personnes exerçant une activité assujettie à la LBA qu'il établisse des directives internes au sens de l'art. 26 lorsque cela s'avère nécessaire pour le bon fonctionnement de l'entreprise.

<sup>3</sup> Les personnes au sens de l'art. 1b LB<sup>33</sup> établissent des directives internes conformément à l'art. 26, indépendamment du nombre de personnes qu'elles emploient.<sup>34</sup>

## **Titre 6 Dispositions finales et transitoires**

**Art. 77** Abrogation d'un autre acte

L'ordonnance de la FINMA du 8 décembre 2010 sur le blanchiment d'argent<sup>35</sup> est abrogée.

**Art. 78** Dispositions transitoires

<sup>1</sup> L'intermédiaire financier doit mettre en œuvre les exigences selon les art. 26, al. 2, let. k, et 73, al. 1, au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

<sup>30</sup> Introduit par le ch. I de l'O de la FINMA du 5 déc. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5333).

<sup>31</sup> RS 952.0

<sup>32</sup> RS 952.02

<sup>33</sup> RS 952.0

<sup>34</sup> Introduit par le ch. I de l'O de la FINMA du 5 déc. 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO 2018 5333).

<sup>35</sup> [RO 2010 6295]

<sup>2</sup> Les émetteurs de moyens de paiement doivent mettre en œuvre le *monitoring* des transactions en relation avec le cocontractant selon l'art. 12, al. 2 et 3, au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017.

<sup>3</sup> Les dispositions relatives à l'identification du détenteur du contrôle sont applicables aux relations d'affaires nouvellement engagées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. Elles sont applicables aux relations d'affaires qui existaient le 1<sup>er</sup> janvier 2016, si une nouvelle vérification de l'identité du cocontractant ou identification de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales est nécessaire au cours de la relation d'affaires.

**Art. 79**            Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

*Annexe*  
(art. 38)

## **Indices de blanchiment de capitaux**

### **1 Importance des indices**

- 1.1 Les intermédiaires financiers doivent observer les indices de blanchiment signalant des relations d'affaires ou des transactions comportant des risques accrus énumérés ci-dessous. Les indices pris séparément ne permettent pas, en règle générale, de fonder un soupçon suffisant de l'existence d'une opération de blanchiment. Cependant, le concours de plusieurs de ces éléments peut en indiquer la présence.
- 1.2 La plausibilité des explications du client quant à l'arrière-plan économique de telles opérations doit être vérifiée. A cet égard, il est important que les explications du client ne soient pas acceptées sans examen.

### **2 Indices généraux**

- 2.1 Les transactions présentent des risques particuliers de blanchiment:
  - 2.1.1 lorsque leur construction indique un but illicite, lorsque leur but économique n'est pas reconnaissable, voire lorsqu'elles apparaissent absurdes d'un point de vue économique;
  - 2.1.2 lorsque les valeurs patrimoniales sont retirées peu de temps après avoir été portées en compte (compte de passage), pour autant que l'activité du client ne rende pas plausible un tel retrait immédiat;
  - 2.1.3 lorsque l'on ne parvient pas à comprendre les raisons pour lesquelles le client a choisi précisément cette banque ou ce comptoir pour ses affaires;
  - 2.1.4 lorsqu'elles ont pour conséquence qu'un compte, resté jusque-là largement inactif, devient très actif sans que l'on puisse en percevoir une raison plausible;
  - 2.1.5 lorsqu'elles ne sont pas compatibles avec les informations et les expériences de l'intermédiaire financier concernant le client ou le but de la relation d'affaires.
- 2.2 En outre, doit être considéré comme suspect tout client qui donne à l'intermédiaire financier des renseignements faux ou fallacieux ou qui, sans raison plausible, refuse de lui fournir les informations et les documents nécessaires, admis par les usages de l'activité concernée.
- 2.3 Peut constituer un motif de suspicion le fait qu'un client reçoive régulièrement des virements en provenance d'une banque établie dans un des pays considéré comme «*high risk*» ou non coopératif par le «Groupe d'Action Financière (GAFI)», ou qu'un client procède de manière répétée à des virements en direction d'un tel pays.

- 2.4 Peut également constituer un motif de suspicion, le fait qu'un client procède de manière répétée à des virements à destination de régions situées à proximité géographique de zones d'opérations d'organisations terroristes.

### **3 Indices particuliers**

#### **3.1 Opérations de caisse**

- 3.1.1 Echange d'un montant important de billets de banque (suisses ou étrangers) en petites coupures contre des grosses coupures.
- 3.1.2 Opérations de change d'importance, sans comptabilisation sur le compte d'un client.
- 3.1.3 Encaissement de chèques, chèques de voyage y compris, pour des montants importants.
- 3.1.4 Achat ou vente de grandes quantités de métaux précieux par des clients occasionnels.
- 3.1.5 Achat de chèques bancaires pour de gros montants par des clients occasionnels.
- 3.1.6 Ordres de virement à l'étranger donnés par des clients occasionnels, sans raison légitime apparente.
- 3.1.7 Conclusion fréquente d'opérations de caisse jusqu'à concurrence de montants juste inférieurs à la limite au-dessus de laquelle l'identification du client est exigée.
- 3.1.8 Acquisition de titres au porteur avec livraison physique.

#### **3.2 Opérations en compte ou en dépôt**

- 3.2.1 Retraits fréquents de gros montants en espèces, sans que l'activité du client ne justifie de telles opérations.
- 3.2.2 Recours à des moyens de financement en usage dans le commerce international, alors que l'emploi de tels instruments est en contradiction avec l'activité connue du client.
- 3.2.3 Comptes utilisés de manière intensive pour des paiements, alors que lesdits comptes ne reçoivent pas ou reçoivent peu de paiements habituellement.
- 3.2.4 Structure économiquement absurde des relations d'affaires entre un client et la banque (grand nombre de comptes auprès du même établissement, transferts fréquents entre différents comptes, liquidités excessives, etc.).
- 3.2.5 Fourniture de garanties (gages, cautions, etc.) par des tiers inconnus de la banque qui ne paraissent pas être en relation étroite avec le client ni avoir de raison plausible de donner de telles garanties.
- 3.2.6 Virements vers une autre banque sans indication du bénéficiaire.



- 3.2.7 Acceptation de transferts de fonds d'autres banques sans indication du nom ou du numéro de compte du bénéficiaire ou du cocontractant donneur d'ordre.
- 3.2.8 Virements répétés de gros montants à l'étranger avec instruction de payer le bénéficiaire en espèces.
- 3.2.9 Virements importants et répétés en direction ou en provenance de pays producteurs de drogue.
- 3.2.10 Fourniture de cautions ou de garanties bancaires à titre de sûreté pour des emprunts entre tiers, non conformes au marché.
- 3.2.11 Versements en espèces par un grand nombre de personnes différentes sur un seul et même compte.
- 3.2.12 Remboursement inattendu et sans explications convaincantes d'un crédit compromis.
- 3.2.13 Utilisation de comptes pseudonymes ou numériques dans l'exécution de transactions commerciales par des entreprises artisanales, commerciales ou industrielles.
- 3.2.14 Retrait de valeurs patrimoniales peu de temps après qu'elles ont été portées en compte (compte de passage).

### **3.3 Opérations fiduciaires**

- 3.3.1 Crédits fiduciaires (*back-to-back loans*) sans but licite reconnaissable.
- 3.3.2 Détention fiduciaire de participations dans des sociétés non cotées en bourse, et dont l'intermédiaire financier ne peut déterminer l'activité.

### **3.4 Autres**

- 3.4.1 Tentatives du client visant à éviter le contact personnel avec l'intermédiaire financier.
- 3.4.2 Demande d'édition d'informations selon l'art. 11a, al. 2, LBA par le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent.

## **4 Indices qualifiés**

- 4.1 Souhait du client de clôturer un compte et d'ouvrir de nouveaux comptes en son nom ou au nom de certains membres de sa famille sans traces dans la documentation de la banque (*paper trail*).
- 4.2 Souhait du client d'obtenir quittance pour des retraits au comptant ou des livraisons de titres qui n'ont pas été réellement effectués ou qui ont été immédiatement redéposés dans le même établissement.

- 4.3 Souhait du client d'effectuer des ordres de virement avec indication d'un donneur d'ordre inexact.
- 4.4 Souhait du client que certains versements soient effectués non pas directement depuis son propre compte, mais par le biais d'un compte Nostro de l'intermédiaire financier respectivement des comptes «Divers».
- 4.5 Souhait du client d'accepter ou de faire documenter des garanties de crédit ne correspondant pas à la réalité économique ou d'octroyer des crédits à titre fiduciaire sur la base d'une couverture fictive.
- 4.6 Poursuites pénales dirigées contre un client de l'intermédiaire financier pour crime, corruption, détournement de fonds publics ou pour délit fiscal qualifié.

**Loi fédérale  
sur le crédit à la consommation  
(LCC)**

**221.214.1**

du 23 mars 2001 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2016)

*Les modifications du 15 juin 2018  
(RO 2018 5247), en vigueur le  
1<sup>er</sup> avril 2019, figurent en italique  
et en encadrés dans le texte.*

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,  
vu les art. 97 et 122 de la Constitution<sup>1</sup>,  
vu le message du Conseil fédéral du 14 décembre 1998<sup>2</sup>,  
arrête:*

**Section 1 Définitions**

**Art. 1** Contrat de crédit à la consommation

<sup>1</sup> Le contrat de crédit à la consommation est un contrat en vertu duquel un prêteur consent ou s'engage à consentir un crédit à un consommateur sous la forme d'un délai de paiement, d'un prêt ou de toute autre facilité de paiement similaire.

<sup>2</sup> Sont aussi considérés comme des contrats de crédit à la consommation:

- a. les contrats de leasing qui portent sur des choses mobilières servant à l'usage privé du preneur et qui prévoient une augmentation des redevances convenues en cas de résiliation anticipée du contrat;
- b. les cartes de crédit, les cartes de client ainsi que les crédits consentis sous la forme d'une avance sur compte courant qui sont liés à une option de crédit; par option de crédit, on entend la possibilité de rembourser par paiements partiels le solde d'une carte de crédit ou d'une carte de client.

**Art. 1, al. 1 et 3**

*<sup>1</sup> Le contrat de crédit à la consommation est un contrat en vertu duquel un crédit sous la forme d'un délai de paiement, d'un prêt ou de toute autre facilité de paiement similaire est consenti ou promis à un consommateur.*

*<sup>3</sup> Le contrat de crédit à la consommation est conclu entre le consommateur et un prêteur au sens de l'art. 2.*

**Art. 2** Prêteur

Par prêteur, on entend toute personne physique ou morale qui, par métier, consent un crédit à la consommation.

**Art. 2** Prêteur

*Par prêteur, on entend toute personne physique ou morale qui:*

- a. *consent des crédits à la consommation par métier (prêteur agissant par métier), ou*
- b. *consent des crédits à la consommation, sans agir par métier, par l'intermédiaire d'un courtier en crédit participatif.*

RO 2002 3846

<sup>1</sup> RS 101

<sup>2</sup> FF 1999 2879

**Art. 3** Consommateur

Par consommateur, on entend toute personne physique qui conclut un contrat de crédit à la consommation dans un but pouvant être considéré comme étranger à son activité commerciale ou professionnelle.

**Art. 4** Courtier en crédit

Par courtier en crédit, on entend toute personne physique ou morale qui, par métier, sert d'intermédiaire à la conclusion d'un contrat de crédit à la consommation.

**Art. 4, al. 2**

*<sup>2</sup> Par courtier en crédit participatif, on entend toute personne physique ou morale qui, par métier, organise pour un consommateur un octroi coordonné de crédits à la consommation auquel plusieurs prêteurs n'agissant pas par métier peuvent participer.*

**Art. 5** Coût total du crédit accordé au consommateur

Par coût total du crédit accordé au consommateur, on entend tous les coûts, y compris les intérêts et les autres frais, que le consommateur est tenu de payer pour le crédit.

**Art. 6** Taux annuel effectif global

Par taux annuel effectif global, on entend le coût total du crédit accordé au consommateur, exprimé en pourcentage annuel du montant du crédit consenti.

**Section 2** *Champ d'application***Art. 7** Exclusion

<sup>1</sup> La présente loi ne s'applique pas:

- a. aux contrats de crédit ou aux promesses de crédit garantis directement ou indirectement par des gages immobiliers;
- b. aux contrats de crédit ou aux promesses de crédit couverts par le dépôt d'une garantie bancaire usuelle ou pour lesquels le consommateur a déposé suffisamment d'avoirs auprès du prêteur;
- c. aux crédits accordés ou mis à disposition sans rémunération en intérêts ni autres charges;
- d. aux contrats de crédit ne prévoyant pas d'intérêts à condition que le consommateur accepte de rembourser le crédit en une seule fois;
- e. aux contrats de crédit portant sur un montant inférieur à 500 francs ou supérieur à 80'000 francs;
- f.<sup>3</sup> aux contrats de crédit en vertu desquels le consommateur est tenu de rembourser le crédit dans un délai ne dépassant pas trois mois;
- g. aux contrats conclus en vue de la prestation continue de services privés ou publics, en vertu desquels le consommateur a le droit de régler le coût desdits services, aussi longtemps qu'ils sont fournis, par des paiements échelonnés.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut adapter aux circonstances nouvelles les montants prévus à l'al. 1, let. e.

<sup>3</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 20 mars 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4111; FF 2014 3141 3163).

**Art. 7, al. 1, let. e**

<sup>1</sup> La présente loi ne s'applique pas:

- e. aux contrats de crédit portant sur un montant inférieur à 500 francs ou supérieur à 80 000 francs, les crédits faisant l'objet d'un courtage coordonné en faveur d'un même consommateur devant être additionnés;

**Art. 8<sup>4</sup> Limitation**

<sup>1</sup> Les contrats de leasing au sens de l'art. 1, al. 2, let. a, ne sont soumis qu'aux art. 11, 13 à 16, 17, al. 3, 18, al. 2 et 3, 19 à 24, 25, al. 1 et 3<sup>5</sup>, 26, 29 et 31 à 40.

<sup>2</sup> Les comptes liés à une carte de crédit ou à une carte de client avec une option de crédit ainsi que les crédits consentis sous la forme d'une avance sur compte courant ne sont soumis qu'aux art. 12 à 16, 17, al. 1 et 2, 18, al. 1 et 3, 19 à 24, 25, al. 1 et 3<sup>6</sup>, 27, 30 à 40.

**Section 3 Forme et contenu du contrat****Art. 9 Crédit au comptant**

<sup>1</sup> Le contrat de crédit à la consommation est établi par écrit; le consommateur reçoit un exemplaire du contrat.

<sup>2</sup> Il contient les indications suivantes:

- a. le montant net du crédit;
- b. le taux annuel effectif global ou, à défaut, le taux d'intérêt annuel et les frais applicables lors de la conclusion du contrat;
- c. les conditions auxquelles les éléments mentionnés à la let. b peuvent être modifiés;
- d. les éléments du coût total du crédit qui ne sont pas pris en compte dans le calcul du taux annuel effectif global (art. 34), à l'exception des frais liés au non-respect des obligations contractuelles; si le montant exact de ces éléments de coût est connu, il doit être indiqué; sinon, dans la mesure du possible, le contrat contiendra soit une méthode de calcul, soit une estimation réaliste;
- e. le plafond éventuel du crédit;
- f. les conditions de remboursement, notamment le montant, le nombre et la périodicité ou les dates des versements que le consommateur doit effectuer pour rembourser le crédit et payer les intérêts et les autres frais, ainsi que, lorsque cela est possible, le montant total de ces versements;
- g. le droit à la remise des intérêts et à une réduction équitable des frais afférents à la durée non utilisée du crédit en cas de remboursement anticipé;
- h. le droit de révocation et le délai de révocation (art. 16);
- i. les garanties éventuellement demandées;
- j. la part saisissable du revenu, déterminée dans le cadre de l'examen de la capacité de contracter un crédit (art. 28, al. 2 et 3); les détails peuvent être consignés dans un document séparé, qui fait partie intégrante du contrat.

**Art. 10 Contrat portant sur le financement de biens ou de services**

Le contrat de crédit portant sur le financement de biens ou de services contient au surplus les indications suivantes:

<sup>4</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 20 mars 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4111; FF 2014 3141 3163).

<sup>5</sup> Rectifié par la Commission de rédaction de l'Ass. féd. (art. 58, al. 1 LParl; RS 171.10).

<sup>6</sup> Rectifié par la Commission de rédaction de l'Ass. féd. (art. 58, al. 1 LParl; RS 171.10).

- a. une description de ces biens ou services;
- b. le prix au comptant et le prix à payer en vertu du contrat de crédit;
- c. le montant d'un acompte éventuel, le nombre et le montant des paiements échelonnés ainsi que leurs échéances ou la méthode à utiliser pour déterminer chacun de ces éléments s'ils sont encore inconnus au moment de la conclusion du contrat;
- d. l'identité du propriétaire des biens s'il n'y a pas immédiatement transfert de propriété au consommateur, et les conditions dans lesquelles le consommateur en devient propriétaire;
- e. une éventuelle obligation d'assurance et, si le choix de l'assureur n'est pas laissé au consommateur, le coût de celle-ci.

#### Art. 11 Contrat de leasing

<sup>1</sup> Le contrat de leasing est conclu par écrit; le preneur en reçoit une copie.

<sup>2</sup> Le contrat contient les indications suivantes:

- a. une description de l'objet du leasing et son prix d'achat au comptant lors de la conclusion du contrat;
- b. le nombre et le montant des redevances ainsi que leurs échéances;
- c. le montant d'une éventuelle caution;
- d. une éventuelle obligation d'assurance et, si le choix de l'assureur n'est pas laissé au consommateur, le coût de celle-ci;
- e. le taux annuel effectif global;
- f. le droit de révocation et le délai de révocation;
- g. un tableau, établi selon des principes reconnus, qui fait état, d'une part, du montant à payer par le preneur, en plus des redevances déjà versées, en cas de résiliation anticipée du contrat, et, d'autre part, de la valeur résiduelle de l'objet du leasing au moment de la résiliation;
- h. les éléments pris en compte lors de l'examen de la capacité de conclure un contrat de leasing (art. 29, al. 2); les détails peuvent être consignés dans un document séparé, qui fait partie intégrante du contrat.

#### Art. 12 Crédit consenti sous la forme d'une avance sur compte courant ou sur compte lié à une carte de crédit ou à une carte de client avec option de crédit

<sup>1</sup> Si le prêteur accorde un crédit à un consommateur sous la forme d'une avance sur compte courant ou sur compte lié à une carte de crédit ou à une carte de client avec option de crédit, le contrat est établi par écrit; le consommateur en reçoit une copie.

<sup>2</sup> Le contrat contient les indications suivantes:

- a. le plafond du crédit;
- b. le taux d'intérêt annuel et les frais applicables lors de la conclusion du contrat ainsi que les conditions auxquelles ils peuvent être modifiés;
- c. les conditions auxquelles il peut être mis fin au contrat;
- d. les éléments pris en compte lors de l'examen de la capacité de contracter un crédit (art. 30, al. 1); les détails peuvent être consignés dans un document séparé, qui fait partie intégrante du contrat.

<sup>3</sup> En cours de contrat, le consommateur doit être immédiatement informé de toute modification du taux d'intérêt annuel ou des frais; cette information peut être fournie dans un relevé de compte.

<sup>4</sup> Si un découvert est accepté tacitement et qu'il se prolonge au-delà d'une période de trois mois, le consommateur doit être informé:

- a. du taux d'intérêt annuel et des frais éventuels applicables;
- b. de toute modification de ceux-ci.

#### Art. 13 Consentement du représentant légal

<sup>1</sup> La validité d'un contrat de crédit à la consommation conclu par un mineur est subordonnée au consentement écrit de son représentant légal.

<sup>2</sup> Le consentement doit être donné au plus tard au moment de la signature du contrat par le consommateur.

#### Art. 14 Taux d'intérêt maximum

Le Conseil fédéral fixe le taux maximum admissible prévu à l'art. 9, al. 2, let. b. Il prend en compte à cet effet les taux d'intérêt de la Banque nationale déterminants pour le refinancement des crédits à la consommation. En règle générale, le taux maximum ne doit pas dépasser 15 %.

#### Art. 15 Nullité

<sup>1</sup> La violation des art. 9 à 11, 12, al. 1, 2 et 4, let. a, 13 et 14 entraîne la nullité du contrat de crédit.

<sup>2</sup> En cas de nullité du contrat de crédit, le consommateur est tenu de rembourser jusqu'à l'expiration de la durée du crédit le montant déjà versé ou utilisé; il ne doit ni intérêts ni frais.

<sup>3</sup> Le crédit est remboursable par paiements partiels égaux se succédant à des intervalles d'un mois, sauf si le contrat prévoit des intervalles plus longs.

<sup>4</sup> Lorsqu'il s'agit d'un contrat de leasing, le preneur doit restituer l'objet cédé et payer les redevances périodiques dues jusqu'alors. La perte de valeur de l'objet non couverte est à la charge du donneur.

#### Art. 16 Droit de révocation

<sup>1</sup> Le consommateur peut révoquer par écrit, dans un délai de quatorze jours, son offre de conclure le contrat ou son acceptation.<sup>7</sup> Le droit de révocation ne s'applique pas aux cas prévus à l'art. 12, al. 4.

<sup>2</sup> Le délai de révocation commence à courir dès que le consommateur a reçu un exemplaire du contrat visé à l'art. 9, al. 1, 11, al. 1 ou 12, al. 1. Le délai est respecté si le consommateur remet son avis de révocation au prêteur ou à la poste le dernier jour du délai.<sup>8</sup>

<sup>3</sup> Si le prêt a été versé avant la fin du délai de révocation, l'art. 15, al. 2 et 3, est applicable. L'art. 40f du code des obligations<sup>9</sup> s'applique aux ventes à tempérament, aux contrats de crédit portant sur le financement de services et aux contrats de leasing. En cas d'usage abusif de la chose durant le délai de révocation, le consommateur doit une indemnité adéquate calculée en fonction de la valeur perdue de la chose.<sup>10</sup>

<sup>7</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II de la LF du 19 juin 2015 (Révision du droit de révocation), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4107; FF 2014 893 2883).

<sup>8</sup> Nouvelle teneur de la phrase selon le ch. II de la LF du 19 juin 2015 (Révision du droit de révocation), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4107; FF 2014 893 2883).

<sup>9</sup> RS 220

<sup>10</sup> Phrase introduite par le ch. II de la LF du 19 juin 2015 (Révision du droit de révocation), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4107; FF 2014 893 2883).

**Art. 16, al. 1bis et 2bis**

*1bis* Les contrats conclus avec des prêteurs visés à l'art. 2, let. b, peuvent être révoqués:

- a. auprès des différents prêteurs, ou
- b. par un avis unique auprès du courtier en crédit participatif, avec effet pour tous les prêteurs.

*2bis* Dans les cas visés à l'al. 1bis, let. b, le délai de révocation commence à courir dès que le consommateur a reçu un exemplaire du dernier contrat conclu avec un prêteur.

**Section 4 Droits et obligations des parties****Art. 17 Remboursement anticipé**

<sup>1</sup> Le consommateur a le droit de s'acquitter par anticipation des obligations qui découlent pour lui du contrat de crédit.

<sup>2</sup> Dans ce cas, il a droit à la remise des intérêts et à une réduction équitable des frais afférents à la durée non utilisée du crédit.

<sup>3</sup> Le preneur de leasing peut résilier le contrat en observant un délai minimum de 30 jours pour la fin d'un trimestre de contrat. L'indemnité due par le preneur est déterminée selon le tableau prévu à l'art. 11, al. 2, let. g.

**Art. 18 Demeure**

<sup>1</sup> Le prêteur ne peut résilier le contrat que si les versements en suspens représentent au moins 10 % du montant net du crédit ou du paiement au comptant.

<sup>2</sup> Le donneur de leasing ne peut résilier le contrat que si le montant en suspens est supérieur à trois redevances mensuelles.

<sup>3</sup> L'intérêt moratoire ne peut être supérieur au taux de l'intérêt convenu pour le crédit ou le contrat de leasing (art. 9, al. 2, let. b).

**Art. 19 Exceptions du consommateur**

Le consommateur a le droit inaliénable d'opposer à tout cessionnaire<sup>11</sup> les exceptions découlant du contrat de crédit à la consommation qui lui appartiennent.

**Art. 20 Paiement et garantie sous forme de lettres de change**

<sup>1</sup> Il est interdit au prêteur d'accepter le paiement du crédit sous forme de lettres de change, y compris les billets à ordre, et de recevoir une garantie sous forme de lettres de change, y compris les billets à ordre et les chèques.

<sup>2</sup> Si, en violation de l'al. 1, le prêteur accepte une lettre de change ou un chèque, le consommateur peut en exiger la restitution en tout temps.

<sup>3</sup> Le prêteur répond du dommage causé au consommateur du fait de l'émission de la lettre de change ou du chèque.

**Art. 21 Exécution défectueuse du contrat d'acquisition**

<sup>1</sup> Le consommateur qui conclut un contrat de crédit avec une personne autre que le fournisseur des biens ou des services en vue de l'acquisition de biens ou de services peut faire valoir à l'encontre du prêteur tous les droits qu'il peut exercer à l'encontre du fournisseur, lorsque les conditions suivantes sont remplies:

<sup>11</sup> Rectifié par la Commission de rédaction de l'Ass. féd. (art. 33, al. 1, LREC – RS 171.11).



- a. il existe entre le prêteur et le fournisseur un accord en vertu duquel un crédit est accordé exclusivement par ce prêteur aux clients de ce fournisseur;
- b. le consommateur obtient le crédit en vertu de cet accord;
- c. les biens ou les services faisant l'objet du contrat de crédit ne sont pas fournis, ne le sont qu'en partie ou ne sont pas conformes au contrat y relatif;
- d. le consommateur a fait valoir ses droits contre le fournisseur sans obtenir satisfaction;
- e. l'opération en question porte sur un montant supérieur à 500 francs.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut adapter aux circonstances nouvelles le montant prévu à l'al. 1, let. e.

### *Section 5 Capacité de contracter un crédit*

#### **Art. 22** Principe

L'examen de la capacité de contracter un crédit a pour but d'empêcher le surendettement occasionné par un contrat de crédit à la consommation.

#### **Art. 23** Centre de renseignements

<sup>1</sup> Les prêteurs créent un centre de renseignements sur le crédit à la consommation (centre de renseignements). Cette institution commune traite les données prévues aux art. 25 à 27.

<sup>2</sup> Les statuts du centre de renseignements sont soumis à l'approbation du département compétent<sup>12</sup>. Ils prévoient des dispositions concernant:

- a. la responsabilité en matière de traitement des données;
- b. les catégories de données pouvant être collectées, leur durée de conservation, leur archivage et leur effacement;
- c. les autorisations d'accès aux données et de traitement de celles-ci;
- d. la collaboration avec des tiers concernés;
- e. la sécurité des données.

<sup>3</sup> Le centre de renseignements est un organe fédéral au sens de l'art. 3, let. h, de la loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données<sup>13</sup>. Le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution.

<sup>4</sup> Sous réserve des compétences prévues par la loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données, le centre de renseignements est soumis à la surveillance du département compétent.

<sup>5</sup> Le Conseil fédéral peut fixer un délai aux prêteurs pour créer le centre de renseignements. Si cet organe n'est pas créé ou s'il est dissout ultérieurement, le Conseil fédéral l'institue.

#### **Remplacement d'une expression**

A l'art. 23, al. 1 et 5, «prêteur» est remplacé par «prêteur agissant par métier», avec les ajustements grammaticaux nécessaires.

#### **Art. 24** Accès aux données

<sup>1</sup> Seuls les prêteurs soumis à la présente loi ont accès aux données recueillies par le centre de renseignements dans la mesure où ils les utilisent dans l'exécution des obligations qui leurs incombent en vertu de la présente loi.

<sup>12</sup> Département fédéral de justice et police

<sup>13</sup> RS 235.1

<sup>2</sup> Toutefois, les institutions d'assainissement des dettes désignées et soutenues par les cantons ont également accès aux données réunies par le centre de renseignements après avoir recueilli dans chaque cas l'assentiment du débiteur.

**Art. 24, al. 1**

*<sup>1</sup> Seuls les prêteurs agissant par métier et les courtiers en crédit participatif ont accès aux données recueillies par le centre de renseignements; ils n'ont accès qu'aux données dont ils ont besoin pour l'exécution des obligations qui leurs incombent en vertu de la présente loi.*

**Art. 25** Obligation d'annoncer

<sup>1</sup> Tout prêteur est tenu d'annoncer au centre de renseignements les crédits qu'il a accordés.

<sup>2</sup> Il doit également annoncer les cas où les redevances en suspens représentent au moins 10 % du montant net du crédit ou du prix au comptant (art. 18, al. 1).

<sup>3</sup> Le centre de renseignements règle dans ses statuts ou dans un règlement prévu par ceux-ci les modalités concernant le contenu, la forme et le moment de l'annonce obligatoire.

**Art. 25, al. 1 et 2**

*<sup>1</sup> Le prêteur agissant par métier ou le courtier en crédit participatif doit annoncer au centre de renseignements:*

- a. le crédit à la consommation qu'il a consenti ou dont il a fait le courtage;*
- b. les versements en suspens représentant au moins 10 % du montant net du crédit ou du paiement au comptant (art. 18, al. 1).*

*<sup>2</sup> Si le consommateur n'effectue pas les paiements échelonnés par l'intermédiaire du courtier en crédit participatif, celui-ci s'assure que les prêteurs n'agissant pas par métier lui annoncent les montants en suspens.*

**Art. 26** Obligation d'annoncer les contrats de leasing

<sup>1</sup> En cas de leasing, le donneur doit annoncer au centre de renseignements:

- a. le montant total qui est dû;
- b. la durée du contrat;
- c. le montant des redevances mensuelles.

<sup>2</sup> Il doit également annoncer les cas dans lesquels un montant en suspens atteint trois redevances mensuelles.

**Art. 26, al. 1, phrase introductive**

*<sup>1</sup> En cas de leasing, le prêteur agissant par métier ou le courtier en crédit participatif doit annoncer au centre de renseignements:*

**Art. 27** Obligation d'annoncer les comptes liés à une carte de crédit ou à une carte de client avec option de crédit ou les crédits consentis sous la forme d'une avance sur compte courant

<sup>1</sup> Lorsque le consommateur fait usage de son option de crédit trois fois de suite, le prêteur doit l'annoncer au centre de renseignements. L'annonce n'est pas obligatoire lorsque le montant qui reste à payer est inférieur à 3'000 francs.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral est autorisé à adapter périodiquement, par voie d'ordonnance, la limite de 3'000 francs mentionnée à l'al. 1 à l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation.

**Art. 27a** *Obligation d'examiner la capacité de contracter un crédit*

*Le prêteur agissant par métier ou le courtier en crédit participatif doit examiner la capacité de contracter un crédit du consommateur avant la conclusion du contrat.*

**Art. 28** Examen de la capacité de contracter un crédit

<sup>1</sup> Avant la conclusion du contrat, le prêteur doit vérifier, conformément à l'art. 31, que le consommateur a la capacité de contracter un crédit.

<sup>2</sup> Le consommateur est réputé avoir la capacité de contracter un crédit lorsqu'il peut rembourser ce crédit sans grever la part insaisissable de son revenu visée à l'art. 93, al. 1, de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>14</sup>.

<sup>3</sup> La part saisissable du revenu est déterminée selon les directives concernant le calcul du minimum vital édictées par le canton de domicile du consommateur. Dans tous les cas, il sera tenu compte:

- a. du loyer effectivement dû;
- b. du montant de l'impôt dû, calculé d'après le barème de l'impôt à la source;
- c. des engagements communiqués au centre de renseignements.

<sup>4</sup> La capacité de contracter un crédit à la consommation est examinée sur la base d'un amortissement du crédit en 36 mois, même si le contrat prévoit un remboursement plus échelonné. Les sommes non encore remboursées sur des crédits déjà octroyés doivent être prises en compte dans ce calcul.

**Art. 28, al. 1 et 5**

<sup>1</sup> *Abrogé*

<sup>5</sup> *En cas de courtage coordonné, l'examen de la capacité du consommateur concerné de contracter un crédit à la consommation prend en compte tous les crédits faisant l'objet du courtage.*

**Art. 29** Examen de la situation financière du preneur de leasing

<sup>1</sup> Le donneur de leasing doit examiner la situation financière du preneur avant la conclusion du contrat.

<sup>2</sup> La capacité de contracter est admise lorsque le preneur peut payer les redevances sans grever la part insaisissable de son revenu au sens de l'art. 28, al. 2 et 3, ou lorsque des valeurs patrimoniales appartenant au preneur assurent le paiement des redevances.

**Art. 29, al. 1**

<sup>1</sup> *Le donneur de leasing agissant par métier doit examiner la situation financière du preneur avant la conclusion du contrat.*

**Art. 30** Examen de la capacité de contracter un crédit pour les comptes liés à une carte de crédit ou à une carte de client avec option de crédit et pour les crédits consentis sous la forme d'une avance sur compte courant

<sup>1</sup> La limite du crédit consenti dans le cadre d'un compte lié à une carte de crédit ou à une carte de client avec option de crédit ou d'un crédit consenti sous la forme d'une avance sur compte courant doit être fixée, au moment de la conclusion du contrat, en tenant compte, par le biais d'un examen sommaire du crédit, de la situation du consommateur en matière de revenu et de fortune selon les renseignements fournis par l'auteur de la demande de crédit. A cet effet, il sera tenu compte des crédits communiqués au centre de renseignements.

<sup>2</sup> L'examen de la capacité de contracter un crédit, exigé à l'al. 1, doit être renouvelé lorsque le prêteur ou l'établissement de crédit dispose d'informations selon lesquelles la situation économique du consommateur s'est dégradée.

**Remplacement d'une expression**

A l'art. 30, «prêteur» est remplacé par «prêteur agissant par métier», avec les ajustements grammaticaux nécessaires.

**Art. 31** Etendue des renseignements relatifs au consommateur

<sup>1</sup> Le prêteur peut s'en tenir aux informations fournies par le consommateur sur ses sources de revenus et ses obligations financières (art. 28, al. 2 et 3) ou sur sa situation économique (art. 29, al. 2, et 30, al. 1). Il peut cependant exiger du consommateur qu'il lui fournisse un extrait du registre des poursuites et une attestation de salaire ou, s'il n'exerce pas d'activité dépendante, d'autres documents attestant de ses revenus.<sup>15</sup>

<sup>2</sup> Font exception les informations manifestement fausses ou qui ne correspondent pas aux données fournies par le centre de renseignements.

<sup>3</sup> Si le prêteur doute de l'exactitude des informations fournies par le consommateur, il en vérifie la véracité au moyen de documents officiels ou privés. Il ne se contentera pas pour ce faire des documents prévus à l'al. 1.<sup>16</sup>

**Art. 31, al. 1, 1<sup>e</sup> phrase, et 3, 1<sup>e</sup> phrase**

<sup>1</sup> Le prêteur agissant par métier ou le courtier en crédit participatif peut s'en tenir aux informations fournies par le consommateur sur ses sources de revenus et ses obligations financières (art. 28, al. 3 et 4) ou sur sa situation économique (art. 29, al. 2, et 30, al. 1). ...

<sup>3</sup> Si le prêteur agissant par métier ou le courtier en crédit participatif doute de l'exactitude des informations fournies par le consommateur, il en vérifie la véracité au moyen de documents officiels ou privés. ...

**Art. 32<sup>17</sup>** Sanction

<sup>1</sup> Si le prêteur contrevient de manière grave aux art. 28, 29, 30 ou 31, il perd le montant du crédit qu'il a consenti, y compris les intérêts et les frais. Le consommateur peut réclamer le remboursement des montants qu'il a déjà versés, en application des règles sur l'enrichissement illégitime.

<sup>2</sup> Si le prêteur contrevient aux art. 25, 26 ou 27, al. 1, ou contrevient de manière peu grave aux art. 28, 29, 30 ou 31, il ne perd que les intérêts et les frais.

**Art. 32** Sanctions à l'encontre du prêteur

<sup>1</sup> Si le prêteur agissant par métier contrevient de manière grave aux art. 27a, 28, 29, 30 ou 31, il perd le montant du crédit qu'il a consenti, y compris les intérêts et les frais. Le consommateur peut réclamer le remboursement des montants qu'il a déjà versés, en application des règles sur l'enrichissement illégitime.

<sup>2</sup> Si le prêteur agissant par métier contrevient aux art. 25, 26 ou 27, al. 1, ou contrevient de manière peu grave aux art. 27a, 28, 29, 30 ou 31, il ne perd que les intérêts et les frais.

<sup>15</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 20 mars 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4111; FF 2014 3141 3163).

<sup>16</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 20 mars 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4111; FF 2014 3141 3163).

<sup>17</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 20 mars 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4111; FF 2014 3141 3163).

**Art. 32a** Sanctions en cas de courtage en crédit participatif

<sup>1</sup> Le courtier en crédit participatif qui contrevient aux art. 25, 26, 27, al. 1, 27a, 28, 29, 30 ou 31, est puni d'une amende de 100 000 francs au plus.

<sup>2</sup> Le consommateur ne doit ni les intérêts ni les frais.

**Section 6** Taux annuel effectif global**Art. 33** Date et méthode de calcul

<sup>1</sup> Le taux annuel effectif global est calculé à la conclusion du contrat de crédit à la consommation, selon la formule mathématique prévue dans l'annexe 1.

<sup>2</sup> Le calcul se fonde sur l'hypothèse selon laquelle le contrat de crédit reste valable pendant la durée convenue et où le prêteur et le consommateur remplissent leurs obligations dans les délais et aux dates convenues.

<sup>3</sup> Si le contrat de crédit est muni d'une clause permettant de modifier le taux d'intérêt ou d'autres frais qui doivent être pris en compte, mais ne peuvent être chiffrés au moment du calcul, on calcule le taux annuel effectif global en prenant pour hypothèse que le taux et les autres frais restent fixes par rapport au niveau initial et s'appliquent jusqu'au terme du contrat de crédit.

<sup>4</sup> Lorsqu'il s'agit d'un contrat de leasing, le taux annuel effectif global se calcule sur la base du prix d'achat au comptant de l'objet du leasing à la conclusion du contrat (base de calcul) et à sa fin (valeur résiduelle), ainsi que du montant de chaque redevance.

**Art. 34** Frais déterminants

<sup>1</sup> Pour calculer le taux annuel effectif global, on détermine le coût total du crédit accordé au consommateur tel que défini à l'art. 5, y compris le prix d'achat.

<sup>2</sup> Ne sont pas pris en compte:

- a. les frais incombant au consommateur du fait de la non-exécution de l'une de ses obligations figurant dans le contrat de crédit;
- b. les frais incombant au consommateur lors de l'acquisition de biens ou de services, que celui-ci soit effectué au comptant ou à crédit;
- c. les cotisations dues au titre de l'inscription à des associations ou à des groupes et découlant d'accords distincts de contrats de crédit.

<sup>3</sup> Les frais de transfert des fonds ainsi que les frais relatifs à la gestion d'un compte destiné à recevoir les montants débités au titre du remboursement du crédit, du paiement des intérêts ou des autres charges ne doivent être pris en compte que si le consommateur ne dispose pas d'une liberté de choix raisonnable en la matière et si ces frais sont anormalement élevés. Doivent toutefois être pris en compte les frais de recouvrement de ces remboursements ou de ces paiements, qu'ils soient perçus en espèces ou d'une autre manière.

<sup>4</sup> Les frais d'assurance ou de sûretés sont pris en compte:

- a. s'ils sont obligatoirement exigés par le prêteur pour l'octroi du crédit et
- b. s'ils ont pour objet d'assurer au prêteur, en cas de décès, d'invalidité, de maladie ou de chômage du consommateur, le remboursement d'une somme égale ou inférieure au montant total du crédit, y compris les intérêts et autres frais.

**Art. 34, al. 4**

<sup>4</sup> Les frais d'assurance ou de sûretés sont pris en compte:

- a. s'ils sont obligatoirement exigés par le prêteur agissant par métier ou par le courtier en crédit participatif pour l'octroi du crédit, et

- b. *s'ils ont pour objet d'assurer au prêteur agissant par métier ou au courtier en crédit participatif, en cas de décès, d'invalidité, de maladie ou de chômage du consommateur, le remboursement d'une somme égale ou inférieure au montant total du crédit, y compris les intérêts et autres frais.*

### **Section 7** *Courtage en crédit*

#### **Art. 35**

<sup>1</sup> Le consommateur ne doit aucune indemnité au courtier en crédit qui lui a permis de contracter un crédit.

<sup>2</sup> Les dépenses du prêteur pour les activités du courtier en crédit font partie intégrante du coût total du crédit (art. 5 et 34, al. 1); ils ne peuvent être facturés au consommateur par un décompte particulier.

### **Section 8** *Publicité*

#### **Art. 36** Principe<sup>18</sup>

La publicité relative à des crédits à la consommation est régie par la loi fédérale du 19 décembre 1986 contre la concurrence déloyale<sup>19</sup>.

#### **Art. 36a**<sup>20</sup> Publicité agressive

<sup>1</sup> La publicité pour le crédit à la consommation ne doit pas être agressive.

<sup>2</sup> Les prêteurs définissent la publicité agressive de manière appropriée dans une convention de droit privé.

<sup>3</sup> Si aucune convention n'a défini la publicité agressive dans un délai raisonnable, ou s'il estime que la définition est insuffisante, le Conseil fédéral édicte une ordonnance à cet effet.

#### **Remplacement d'une expression**

A l'art. 36a, al. 2, «prêteur» est remplacé par «prêteur agissant par métier», avec les ajustements grammaticaux nécessaires.

#### **Art. 36b**<sup>21</sup> Disposition pénale

Quiconque contrevient intentionnellement à l'interdiction de la publicité agressive est puni d'une amende de 100'000 francs au plus.

### **Section 9** *Droit impératif*

#### **Art. 37**

Il ne peut être dérogé aux dispositions de la présente loi au détriment du consommateur.

<sup>18</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 20 mars 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4111; FF 2014 3141 3163).

<sup>19</sup> RS 241

<sup>20</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 20 mars 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4111; FF 2014 3141 3163).

<sup>21</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 20 mars 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4111; FF 2014 3141 3163).

## Section 10 Compétences

### Art. 38 Relation avec le droit cantonal

La Confédération règle les contrats de crédit<sup>22</sup> à la consommation de manière exhaustive.

### Art. 39 Régime de l'autorisation

<sup>1</sup> Les cantons doivent soumettre à autorisation l'octroi de crédits à la consommation et le courtage en crédit.

<sup>2</sup> Le canton dans lequel le prêteur ou le courtier en crédit a son siège délivre l'autorisation. Si le prêteur ou le courtier en crédit n'a pas son siège en Suisse, l'autorisation est délivrée par le canton dans lequel le prêteur ou le courtier en crédit entend exercer principalement son activité. L'autorisation accordée par un canton est valable dans toute la Suisse.

<sup>3</sup> Une autorisation au sens de l'al. 2 n'est pas nécessaire lorsque le prêteur ou le courtier en crédit:

- a. est soumis à la loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses d'épargne<sup>23</sup>;
- b. octroie des crédits à la consommation pour financer l'acquisition de marchandises ou de services qu'il fournit lui-même ou fait le courtage de tels crédits.

#### *Art. 39, al. 1*

*<sup>1</sup> Les cantons doivent soumettre à autorisation l'octroi de crédits à la consommation par métier et le courtage en crédit.*

#### *Remplacement d'une expression*

*A l'art. 39, al. 2 et 3, «prêteur» est remplacé par «prêteur agissant par métier», avec les ajustements grammaticaux nécessaires.*

### Art. 40 Conditions d'octroi de l'autorisation

<sup>1</sup> L'autorisation est octroyée si le demandeur:

- a.<sup>24</sup> présente toutes les garanties d'une activité irréprochable et que sa situation économique est saine;
- b. possède les connaissances et la technique commerciales et professionnelles nécessaires à l'exercice de l'activité;
- c. dispose d'une assurance responsabilité civile professionnelle suffisante.

<sup>2</sup> L'autorisation n'est octroyée à des sociétés et à des personnes morales que si tous les membres de la direction possèdent les connaissances et la technique prévues à l'al. 1, let. b.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral règle dans une ordonnance les conditions d'octroi de l'autorisation prévue à l'al. 2.

## Section 11 Dispositions finales

### Art. 41 Abrogation et modification du droit en vigueur

L'abrogation et la modification du droit en vigueur sont réglées dans l'annexe II.

<sup>22</sup> Rectifié par la Commission de rédaction de l'Ass. féd. (art. 33, al. 1, LREC; RS 171.11).

<sup>23</sup> RS 952.0

<sup>24</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 20 mars 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4111; FF 2014 3141 3163).

**Art. 42** Référendum et entrée en vigueur

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Date de l'entrée en vigueur:<sup>25</sup> 1<sup>er</sup> janv. 2003

Art. 39 et 40: 1<sup>er</sup> janv. 2004

*Annexe 1*

(art. 33)

**Formule mathématique pour le calcul du taux annuel effectif global**

Les lettres et symboles employés dans la formule ont la signification suivante:

K	numéro d'ordre d'un prêt,
K'	numéro d'ordre d'un remboursement ou d'un paiement de charges,
$A_K$	montant du prêt n° K,
$A^{K'}$	montant du remboursement ou du paiement de charges n° K',
$\Sigma$	signe indiquant une sommation,
m	numéro d'ordre du dernier prêt,
m'	numéro d'ordre du dernier remboursement ou du dernier paiement de charges,
$t_K$	l'intervalle, exprimé en années et fractions d'années, entre la date du prêt n° 1 et les dates des prêts ultérieurs n° 1 à m,
$t_{K'}$	l'intervalle, exprimé en années et fractions d'années, entre la date du prêt n° 1 et les dates des remboursements ou des paiements de charges n°s 1 à m',
i	taux effectif global qui peut être calculé (algébriquement, par approximations successives, ou encore par un programme d'ordinateur) lorsque les autres termes de l'équation ressortent du contrat ou sont connus d'une autre manière.

*Annexe 2*

(art. 41)

**Abrogation et modification du droit en vigueur**

I

La loi fédérale du 8 octobre 1993 sur le crédit à la consommation<sup>26</sup> est abrogée.

<sup>25</sup> ACF du 6 nov. 2002



II

Le droit en vigueur est modifié comme suit:

...<sup>27</sup>

---

<sup>26</sup> [RO 1994 367]

<sup>27</sup> Les mod. peuvent être consultées au RO 2002 3846.



**Ordonnance** **221.214.11**  
**relative à la loi fédérale sur le crédit à la consommation**  
**(OLCC)**

---

**Modification du 30 novembre 2018 (RO 2018 5229), en  
vigueur le 1er avril 2019 :**

*Art. 3      Système d'information sur les crédits à la consommation*

*1 Le centre de renseignements gère un système d'information sur les crédits à la consommation. L'annexe énumère les données personnelles contenues dans le système d'information et les catégories de personnes autorisées à y accéder, et fixe l'étendue de l'accès et le droit de traiter les données.*

*2 Le centre de renseignements peut également permettre aux prêteurs agissant par métier et aux courtiers en crédit participatif d'accéder, par une procédure d'appel, aux données personnelles qu'il a traitées.*

*3 Seules les données personnelles dont les prêteurs agissant par métier et les courtiers en crédit participatif ont besoin pour examiner la capacité de contracter un crédit selon les art. 28 à 30 LCC peuvent être mises à disposition dans le système d'information. Les données personnelles ne peuvent être traitées que dans ce but.*

*4 Le centre de renseignements est responsable du système d'information. Il tient une liste des prêteurs et des courtiers en crédit participatif autorisés à accéder à la procédure d'appel, et la met régulièrement à jour. La liste est accessible à tous.*

*Art. 7a      Etendue de la sûreté*

*1 Dans le cas d'une assurance, la somme couvrant les événements dommageables dus à une violation de la LCC s'élève pour une année à:*

- a. 500'000 francs pour l'octroi de crédits;*
- b. 10'000 francs pour le courtage en crédit;*
- c. 100'000 francs pour le courtage en crédit participatif.*

*2 La caution et le garant doivent s'obliger pour les mêmes montants.*

*3 Le montant déposé sur un compte bloqué s'élève à:*

- a. 500'000 francs pour l'octroi de crédits;*
- b. 10'000 francs pour le courtage en crédit;*
- c. 100'000 francs pour le courtage en crédit participatif.*

*Art. 7b Libération du compte bloqué*

*1 La banque libère les montants bloqués sur le compte:*

- a. si l'autorité compétente atteste que l'autorisation est échue depuis cinq ans, et*
- b. si aucune décision judiciaire n'interdit à la banque de libérer le compte bloqué.*

*2 En cas de faillite du prêteur ou du courtier en crédit, les montants à disposition sur le compte bloqué tombent dans la masse de la faillite. Ils servent en premier lieu à rembourser les créances découlant de la LCC.*

*Art. 9b Disposition transitoire relative à la modification du 30 novembre 2018*

*Les contrats de crédit à la consommation en cours qui ont été conclus par l'intermédiaire d'un courtier en crédit participatif doivent être annoncés par ce dernier au centre de renseignements dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la modification du 30 novembre 2018.*

*Annexe*

*Remplacement d'expressions*

*Dans l'annexe «D1» est remplacé par «P1» et «D2» est remplacé par «P2».*

*Etendue de l'accès: définitions de P1 et de P2*

- P1 prêteur agissant par métier qui octroie ou a octroyé un crédit ou courtier en crédit participatif qui fait ou a fait le courtage d'un crédit*
- P2 prêteur agissant par métier ou courtier en crédit participatif qui demande des informations sur les crédits existants contractés par un consommateur, en vue d'examiner sa capacité de contracter un crédit*

# **Ordonnance** **221.214.11** **relative à la loi fédérale sur le crédit à la consommation** **(OLCC)**

du 6 novembre 2002 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2019)

---

*Le Conseil fédéral,*

vu les art. 14, 23, al. 3, et 40, al. 3, de la loi fédérale du 23 mars 2001 sur le crédit à la consommation (LCC)<sup>1</sup>,

*arrête:*

## **Section 1 Taux d'intérêt maximum**

### **Art. 1<sup>2</sup>**

<sup>1</sup> La valeur maximale du taux d'intérêt prévu à l'art. 9, al. 2, let. b, LCC (taux d'intérêt maximum) s'obtient en additionnant le libor à trois mois établi par la Banque nationale et un supplément de dix points de pourcentage; le taux établi de la sorte est arrondi au nombre entier le plus proche conformément aux règles de l'arrondi commercial. Le taux d'intérêt maximum est d'au moins 10 %.

<sup>2</sup> Pour les crédits par découvert sur compte courant et pour les cartes de crédit et les cartes de client liées à une option de crédit, le supplément sur le libor à trois mois est de 12 points de pourcentage. Le taux d'intérêt maximum dans ces cas est d'au moins 12 %.

<sup>3</sup> Le Département fédéral de justice et police détermine le taux d'intérêt maximum chaque année.<sup>3</sup>

## **Section 2 Centre de renseignements sur le crédit à la consommation**

### **Art. 2 Organisation**

<sup>1</sup> Le centre de renseignements sur le crédit à la consommation au sens de l'art. 23, al. 1, LCC (centre de renseignements) peut faire appel à des tiers pour collaborer à

RO 2002 3864

<sup>1</sup> RS 221.214.1

<sup>2</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 11 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 273).

<sup>3</sup> Le taux d'intérêt maximal s'élève, du 1<sup>er</sup> janv. 2019 au 31 déc. 2019 à 10 % pour les crédits au comptant, les contrats portant sur le financement de biens ou de services et les contrats de *leasing* et à 12 % pour les crédits consentis sous la forme d'une avance sur compte courant ou sur compte lié à une carte de crédit ou à une carte de client avec une option de crédit (art. 1 de l'O du DFJP du 7 nov. 2018 sur le taux d'intérêt maximal pour les crédits à la consommation; RO 2018 4581).

l'exécution de ses tâches dans la mesure où leur aide reste de nature technique, en vue notamment de mettre en place l'infrastructure nécessaire.<sup>4</sup>

<sup>2</sup> Il répond du comportement des tiers auxquels il a fait appel.

### **Art. 3**            Système d'information sur les crédits à la consommation

<sup>1</sup> Le centre de renseignements gère un système d'information sur les crédits à la consommation. L'annexe énumère les données personnelles contenues dans le système d'information et les catégories de personnes autorisées à y accéder et fixe l'étendue de l'accès et le droit de traiter les données.

<sup>2</sup> Le centre de renseignements peut également permettre aux donneurs de crédit d'accéder, par une procédure d'appel, aux données personnelles qu'il a traitées.

<sup>3</sup> Seules les données personnelles nécessaires au donneur de crédit pour l'examen de la capacité de contracter un crédit selon les art. 28 à 30 LCC peuvent être mises à disposition dans le système d'information. Les données personnelles ne peuvent être traitées que dans ce but.<sup>5</sup>

<sup>4</sup> Le centre de renseignements est responsable du système d'information. Il tient une liste des donneurs de crédit autorisés à accéder à la procédure d'appel et la met régulièrement à jour. La liste est accessible à tous.

## **Section 3**

### **Conditions de l'autorisation d'exercer l'activité d'octroi de crédits et de courtage en crédit**

#### **Art. 4**            Conditions d'ordre personnel

<sup>1</sup> Le requérant doit jouir d'une bonne réputation et présenter toutes garanties d'une activité irréprochable.

<sup>2</sup> Il ne doit pas avoir subi, durant les cinq années qui précèdent la demande d'autorisation, de condamnation pénale présentant un lien avec l'activité soumise à autorisation.

<sup>3</sup> Il ne doit pas exister d'acte de défaut de biens à son encontre.

#### **Art. 5**            Conditions d'ordre économique

<sup>1</sup> Le requérant qui veut octroyer des crédits doit disposer de fonds propres à hauteur de 8 % des crédits non encore remboursés, mais de 250 000 francs au moins.

<sup>2</sup> Lorsque le requérant est une personne physique, sa fortune nette remplace les fonds propres.

4 Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 23 nov. 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2006 (RO 2006 95).

5 Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 23 nov. 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2006 (RO 2006 95).

**Art. 6<sup>6</sup>** Conditions d'ordre professionnel

<sup>1</sup> Quiconque veut exercer l'activité de prêteur:

- a. doit disposer d'une formation commerciale de base conformément à la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle<sup>7</sup> ou d'une formation équivalente, et
- b. doit justifier d'une expérience professionnelle de trois années au moins dans le domaine des services financiers.

<sup>2</sup> Quiconque veut exercer l'activité de courtier en crédit doit justifier d'une expérience professionnelle de trois années au moins dans le domaine des services financiers ou dans un domaine comparable.

**Art. 7<sup>8</sup>** Assurance responsabilité civile professionnelle et sûretés équivalentes

<sup>1</sup> Quiconque veut exercer les activités d'octroi de crédits ou de courtage en crédit doit justifier, pour la durée de l'autorisation, d'une assurance responsabilité civile professionnelle suffisante ou d'une sûreté équivalente.

<sup>2</sup> Les sûretés suivantes sont assimilées à une assurance responsabilité civile professionnelle:

- a. la caution ou la déclaration de garantie émanant d'une banque ou une sûreté équivalente;
- b. un compte bloqué auprès d'une banque.

<sup>3</sup> La banque ou l'établissement d'assurance doit être admis par l'autorité de surveillance compétente en Suisse.

**Art. 7a<sup>9</sup>** Etendue de la sûreté

<sup>1</sup> Dans le cas d'une assurance, la somme couvrant les événements dommageables dus à une violation de la LCC s'élève pour une année à:

- a. 500 000 francs pour l'octroi de crédits;
- b. 10 000 francs pour le courtage en crédit.

<sup>2</sup> La caution et le garant doivent s'obliger pour les mêmes montants.

<sup>3</sup> Le montant déposé sur un compte bloqué s'élève à:

- a. 500 000 francs pour l'octroi de crédits;
- b. 10 000 francs pour le courtage en crédit.

<sup>6</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 23 nov. 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2006 (RO 2006 95).

<sup>7</sup> RS 412.10

<sup>8</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 23 nov. 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2006 (RO 2006 95).

<sup>9</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 23 nov. 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2006 (RO 2006 95).

**Art. 7b<sup>10</sup>** Libération du compte bloqué

<sup>1</sup> La banque libère les montants bloqués sur le compte:

- a. si l'autorité compétente atteste que l'autorisation est échu depuis cinq ans, et
- b. si aucune décision judiciaire n'interdit à la banque de libérer le compte bloqué.

<sup>2</sup> En cas de faillite du donneur de crédits ou du courtier en crédit, les montants à disposition sur le compte bloqué tombent dans la masse de la faillite. Ils servent en premier lieu à rembourser les créances découlant de la LCC.

**Art. 8** Durée et retrait de l'autorisation

<sup>1</sup> L'autorisation est octroyée pour une durée de cinq ans.

<sup>2</sup> L'autorisation est retirée si:

- a. elle a été octroyée sur la base de fausses indications;
- b. les conditions d'octroi ne sont plus remplies.

**Art. 8a<sup>11</sup>** Requêtes de personnes morales

Si l'autorisation d'exercer l'octroi de crédits ou le courtage en crédit à titre professionnel est à accorder à une personne morale, les personnes responsables de l'octroi de crédits ou du courtage en crédit doivent justifier des conditions requises sur les plans personnel et professionnel.

**Section 4 Dispositions finales****Art. 9** Disposition transitoire

Toute autorisation d'exercer, par métier, les activités d'octroi de crédits ou de courtage en crédit accordée avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance échoit au plus tard le 31 décembre 2005.

**Art. 9a<sup>12</sup>** Disposition transitoire

En cas de modification du taux d'intérêt maximum, les contrats conclus avant l'entrée en vigueur de la modification sont régis par l'ancien droit.

<sup>10</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 23 nov. 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2006 (RO 2006 95).

<sup>11</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 23 nov. 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2006 (RO 2006 95).

<sup>12</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 11 déc. 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO 2016 273).



**Art. 10** Abrogation du droit en vigueur

L'ordonnance du 23 avril 1975<sup>13</sup> concernant le versement initial minimum et la durée maximum du contrat en matière de vente par acomptes est abrogée.

**Art. 11** Entrée en vigueur

<sup>1</sup> La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003 sous réserve de l'al. 2.

<sup>2</sup> Les art. 4 à 9 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

*Annexe*  
(art. 3, al. 1)

## **Système d'information sur les crédits à la consommation: contenu, étendue et autorisations d'accès**

### *Abréviations et légende*

Données de base sur le consommateur:

Nom, prénom,

Date de naissance (jour, mois, année),

Adresse (rue et numéro, numéro postal, lieu de résidence)

### *Etendue de l'accès*

a: consulter

b: traiter (consulter, introduire, corriger, effacer)

IKO Centre de renseignements sur le crédit à la consommation

D1 Donneur de crédit qui octroie ou a octroyé un crédit

D2 Donneur de crédit qui demande des informations sur les crédits existants contractés par un consommateur, en vue d'examiner sa capacité de contracter un crédit

Personnes autorisées à accéder	IKO	D1	D2
Données personnelles			

## **I. Crédits au comptant, contrats de paiements partiels et facilités de paiements similaires**

### *1. après la conclusion du contrat:*

– Données de base sur le consommateur	b	b	a
– Type de crédit: crédit au comptant, contrat de paiements partiels, facilités de paiement similaires	b	b	a
– Début du contrat	b	b	a
– Nombre de versements	b	b	a
– Montant brut du crédit, ci-inclus les intérêts et coûts convenus dans le contrat	b	b	a
– Fin du contrat (si elle est convenue dans le contrat)	b	b	a
– Montant des versements (s'il est prévu dans le contrat)	b	b	a

### *2. en cas de demeure:*

– Données de base sur le consommateur	b	b	a
– Début du contrat	b	b	a
– Montant du crédit	b	b	a

Personnes autorisées à accéder	IKO	D1	D2
Données personnelles			
– Avis de demeure	b	b	a
– Date de l'avis de demeure	b	b	a

## II. Contrats de leasing

### 1. après la conclusion du contrat:

– Données de base sur le consommateur	b	b	a
– Type de crédit: leasing	b	b	a
– Début du contrat	b	b	a
– Nombre de versements	b	b	a
– Montant dû au titre du leasing (calculé en fonction de la durée du contrat, sans valeur résiduelle)	b	b	a
– Fin du contrat	b	b	a
– Montant des redevances mensuelles (sans les sommes éventuellement versées à la conclusion du contrat)	b	b	a

### 2. en cas de demeure:

– Données de base sur le consommateur	b	b	a
– Début du contrat	b	b	a
– Montant du crédit	b	b	a
– Avis de demeure	b	b	a
– Date de l'avis de demeure	b	b	a

## III. Comptes avec cartes de crédit et cartes de clients, liés à une option de crédit

### 1. Communication initiale:

– Données de base sur le consommateur	b	b	a
– Type de crédit: type de carte	b	b	a
– Début du contrat	b	b	a
– Date communication des montants non remboursés (jour préfixé pour solde)	b	b	a
– Montant non remboursé (solde)	b	b	a

### 2. Communication ultérieure:

– Montant non remboursé (solde)	b	b	a
– Date (jour préfixé) de la demande ultérieure	b	b	a

## IV. Crédit par découvert sur compte courant

### 1. Communication initiale:

– Données de base sur le consommateur	b	b	a
– Type de crédit: crédit par découvert	b	b	a
– Date de référence du crédit	b	b	a
– Date communication du montant non remboursé (jour préfixé pour solde)	b	b	a
– Montant non remboursé (solde)	b	b	a

---

Personnes autorisées à accéder	IKO	D1	D2
Données personnelles			

---

2. *Communication ultérieure:*

– Montant non remboursé (solde)	b	b	a
– Date (jour préfixé) de la demande ultérieure	b	b	a

---

**Ordonnance du DFJP  
sur le taux d'intérêt maximal  
pour les crédits à la consommation**

**221.214.111**

du 7 novembre 2018 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2019)

---

*Le Département fédéral de justice et police (DFJP),*

vu l'art. 1, al. 3, de l'ordonnance du 6 novembre 2002 relative à la loi fédérale sur le crédit à la consommation<sup>1</sup>,

*arrête:*

**Art. 1** Taux d'intérêt maximal

<sup>1</sup> Le taux d'intérêt maximal au sens de l'art. 9, al. 2, let. b, de la loi fédérale du 23 mars 2001 sur le crédit à la consommation (LCC)<sup>2</sup> s'élève, jusqu'à fin 2019, à 10 % pour les crédits au comptant (art. 9 LCC), les contrats portant sur le financement de biens ou de services (art. 10 LCC) et les contrats de *leasing* (art. 11 LCC).

<sup>2</sup> Le taux d'intérêt maximal s'élève, jusqu'à fin 2019, à 12 % pour les crédits consentis sous la forme d'une avance sur compte courant ou sur compte lié à une carte de crédit ou à une carte de client avec une option de crédit (art. 12 LCC).

**Art. 2** Entrée en vigueur et durée de validité

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et a effet jusqu'au 31 décembre 2019.



# Loi fédérale sur la protection des données (LPD)

**235.1**

du 19 juin 1992 (Etat le 1<sup>er</sup> mars 2019)

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*  
vu les art. 95, 122 et 173, al. 2, de la Constitution<sup>1,2</sup>  
vu le message du Conseil fédéral du 23 mars 1988<sup>3</sup>,  
*arrête:*

## Section 1 But, champ d'application et définitions

### Art. 1 But

La présente loi vise à protéger la personnalité et les droits fondamentaux des personnes qui font l'objet d'un traitement de données.

### Art. 2 Champ d'application

<sup>1</sup> La présente loi régit le traitement de données concernant des personnes physiques et morales effectué par:

- a. des personnes privées;
- b. des organes fédéraux.

<sup>2</sup> Elle ne s'applique pas:

- a. aux données personnelles qu'une personne physique traite pour un usage exclusivement personnel et qu'elle ne communique pas à des tiers;
- b. aux délibérations des Chambres fédérales et des commissions parlementaires;
- c. aux procédures pendantes civiles, pénales, d'entraide judiciaire internationale ainsi que de droit public et de droit administratif, à l'exception des procédures administratives de première instance;
- d. aux registres publics relatifs aux rapports juridiques de droit privé;
- e. aux données personnelles traitées par le Comité international de la Croix-Rouge.

RO 2003 1945

<sup>1</sup> RS 101

<sup>2</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de la LF du 19 mars 2010 portant mise en œuvre de la décision-cadre 2008/977/JAI relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 3387 3418; FF 2009 6091).

<sup>3</sup> FF 1988 II 421

**Art. 3** Définitions

On entend par:

- a. *données personnelles* (données), toutes les informations qui se rapportent à une personne identifiée ou identifiable;
- b. *personne concernée*, la personne physique ou morale au sujet de laquelle des données sont traitées;
- c. *données sensibles*, les données personnelles sur:
  1. les opinions ou activités religieuses, philosophiques, politiques ou syndicales,
  2. la santé, la sphère intime ou l'appartenance à une race,
  3. des mesures d'aide sociale,
  4. des poursuites ou sanctions pénales et administratives;
- d. *profil de la personnalité*, un assemblage de données qui permet d'apprécier les caractéristiques essentielles de la personnalité d'une personne physique;
- e. *traitement*, toute opération relative à des données personnelles – quels que soient les moyens et procédés utilisés – notamment la collecte, la conservation, l'exploitation, la modification, la communication, l'archivage ou la destruction de données;
- f. *communication*, le fait de rendre des données personnelles accessibles, par exemple en autorisant leur consultation, en les transmettant ou en les diffusant;
- g. *fichier*, tout ensemble de données personnelles dont la structure permet de rechercher les données par personne concernée;
- h. *organe fédéral*, l'autorité ou le service fédéral ainsi que la personne en tant qu'elle est chargée d'une tâche de la Confédération;
- i. *maître du fichier*, la personne privée ou l'organe fédéral qui décide du but et du contenu du fichier;
- j.<sup>4</sup> *loi au sens formel*:
  1. lois fédérales,
  2. résolutions d'organisations internationales contraignantes pour la Suisse et traités de droit international approuvés par l'Assemblée fédérale et comportant des règles de droit.
- k.<sup>5</sup> ...

<sup>4</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>5</sup> Abrogée par le ch. I de la LF du 24 mars 2006, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).



## Section 2 Dispositions générales de protection des données

### Art. 4 Principes

<sup>1</sup> Tout traitement de données doit être licite.<sup>6</sup>

<sup>2</sup> Leur traitement doit être effectué conformément aux principes de la bonne foi et de la proportionnalité.

<sup>3</sup> Les données personnelles ne doivent être traitées que dans le but qui est indiqué lors de leur collecte, qui est prévu par une loi ou qui ressort des circonstances.

<sup>4</sup> La collecte de données personnelles, et en particulier les finalités du traitement, doivent être reconnaissables pour la personne concernée.<sup>7</sup>

<sup>5</sup> Lorsque son consentement est requis pour justifier le traitement de données personnelles la concernant, la personne concernée ne consent valablement que si elle exprime sa volonté librement et après avoir été dûment informée. Lorsqu'il s'agit de données sensibles et de profils de la personnalité, son consentement doit être au surplus explicite.<sup>8</sup>

### Art. 5 Exactitude des données

<sup>1</sup> Celui qui traite des données personnelles doit s'assurer qu'elles sont correctes. Il prend toute mesure appropriée permettant d'effacer ou de rectifier les données inexactes ou incomplètes au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées ou traitées.<sup>9</sup>

<sup>2</sup> Toute personne concernée peut réquerir la rectification des données inexactes.

### Art. 6<sup>10</sup> Communication transfrontière de données

<sup>1</sup> Aucune donnée personnelle ne peut être communiquée à l'étranger si la personnalité des personnes concernées devait s'en trouver gravement menacée, notamment du fait de l'absence d'une législation assurant un niveau de protection adéquat.

<sup>2</sup> En dépit de l'absence d'une législation assurant un niveau de protection adéquat à l'étranger, des données personnelles peuvent être communiquées à l'étranger, à l'une des conditions suivantes uniquement:

- a. des garanties suffisantes, notamment contractuelles, permettent d'assurer un niveau de protection adéquat à l'étranger;
- b. la personne concernée a, en l'espèce, donné son consentement;

<sup>6</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>7</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>8</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>9</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>10</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

- c. le traitement est en relation directe avec la conclusion ou l'exécution d'un contrat et les données traitées concernent le cocontractant;
- d. la communication est, en l'espèce, indispensable soit à la sauvegarde d'un intérêt public prépondérant, soit à la constatation, l'exercice ou la défense d'un droit en justice;
- e. la communication est, en l'espèce, nécessaire pour protéger la vie ou l'intégrité corporelle de la personne concernée;
- f. la personne concernée a rendu les données accessibles à tout un chacun et elle ne s'est pas opposée formellement au traitement;
- g. la communication a lieu au sein d'une même personne morale ou société ou entre des personnes morales ou sociétés réunies sous une direction unique, dans la mesure où les parties sont soumises à des règles de protection des données qui garantissent un niveau de protection adéquat.

<sup>3</sup> Le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (préposé, art. 26) doit être informé des garanties données visées à l'al. 2, let. a, et des règles de protection des données visées à l'al. 2, let. g. Le Conseil fédéral règle les modalités du devoir d'information.

#### **Art. 7** Sécurité des données

<sup>1</sup> Les données personnelles doivent être protégées contre tout traitement non autorisé par des mesures organisationnelles et techniques appropriées.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral édicte des dispositions plus détaillées sur les exigences minimales en matière de sécurité des données.

#### **Art. 7a**<sup>11</sup>

#### **Art. 8** Droit d'accès

<sup>1</sup> Toute personne peut demander au maître d'un fichier si des données la concernant sont traitées.

<sup>2</sup> Le maître du fichier doit lui communiquer:

- a.<sup>12</sup> toutes les données la concernant qui sont contenues dans le fichier, y compris les informations disponibles sur l'origine des données;
- b. le but et éventuellement la base juridique du traitement, les catégories de données personnelles traitées, de participants au fichier et de destinataires des données.

<sup>11</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 24 mars 2006 (RO **2007** 4983; FF **2003** 1915). Abrogé par le ch. 3 de la LF du 19 mars 2010 portant mise en œuvre de la décision-cadre 2008/977/JAI relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, avec effet au 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO **2010** 3387 3418; FF **2009** 6091).

<sup>12</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO **2007** 4983; FF **2003** 1915).

<sup>3</sup> Le maître du fichier peut communiquer à la personne concernée des données sur sa santé par l'intermédiaire d'un médecin qu'elle a désigné.

<sup>4</sup> Le maître du fichier qui fait traiter des données par un tiers demeure tenu de fournir les renseignements demandés. Cette obligation incombe toutefois au tiers, s'il ne révèle pas l'identité du maître du fichier ou si ce dernier n'a pas de domicile en Suisse.

<sup>5</sup> Les renseignements sont, en règle générale, fournis gratuitement et par écrit, sous forme d'imprimé ou de photocopie. Le Conseil fédéral règle les exceptions.

<sup>6</sup> Nul ne peut renoncer par avance au droit d'accès.

#### **Art. 9<sup>13</sup>** Restriction du droit d'accès

<sup>1</sup> Le maître du fichier peut refuser ou restreindre la communication des renseignements demandés, voire en différer l'octroi, dans la mesure où:

- a. une loi au sens formel le prévoit;
- b. les intérêts prépondérants d'un tiers l'exigent.

<sup>2</sup> Un organe fédéral peut en outre refuser ou restreindre la communication des renseignements demandés, voire en différer l'octroi, dans la mesure où:

- a. un intérêt public prépondérant, en particulier la sûreté intérieure ou extérieure de la Confédération, l'exige;
- b. la communication des renseignements risque de compromettre une instruction pénale ou une autre procédure d'instruction.

<sup>3</sup> Dès que le motif justifiant le refus, la restriction ou l'ajournement disparaît, l'organe fédéral est tenu de communiquer les renseignements demandés, pour autant que cela ne s'avère pas impossible ou ne nécessite pas un travail disproportionné.

<sup>4</sup> Un maître de fichier privé peut en outre refuser ou restreindre la communication des renseignements demandés ou en différer l'octroi, dans la mesure où ses intérêts prépondérants l'exigent et à condition qu'il ne communique pas les données personnelles à un tiers.

<sup>5</sup> Le maître du fichier doit indiquer le motif pour lequel il refuse de fournir, restreint ou ajourne les renseignements.

#### **Art. 10** Restriction du droit d'accès applicable aux médias

<sup>1</sup> Le maître d'un fichier utilisé exclusivement pour la publication dans la partie rédactionnelle d'un média à caractère périodique peut refuser ou restreindre la communication des renseignements demandés, voire en différer l'octroi, dans la mesure où:

<sup>13</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de la LF du 19 mars 2010 portant mise en œuvre de la décision-cadre 2008/977/JAI relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 3387 3418; FF 2009 6091).

- a. les données personnelles fournissent des indications sur les sources d'information;
- b. un droit de regard sur des projets de publication en résulterait;
- c. la libre formation de l'opinion publique serait compromise.

<sup>2</sup> Les journalistes peuvent en outre refuser ou restreindre la communication des renseignements demandés, voire en différer l'octroi, lorsqu'un fichier leur sert exclusivement d'instrument de travail personnel.

#### **Art. 10a**<sup>14</sup> Traitement de données par un tiers

<sup>1</sup> Le traitement de données personnelles peut être confié à un tiers pour autant qu'une convention ou la loi le prévoit et que les conditions suivantes soient remplies:

- a. seuls les traitements que le mandant serait en droit d'effectuer lui-même sont effectués;
- b. aucune obligation légale ou contractuelle de garder le secret ne l'interdit.

<sup>2</sup> Le mandant doit en particulier s'assurer que le tiers garantit la sécurité des données.

<sup>3</sup> Le tiers peut faire valoir les mêmes motifs justificatifs que le mandant.

#### **Art. 11**<sup>15</sup> Procédure de certification

<sup>1</sup> Afin d'améliorer la protection et la sécurité des données, les fournisseurs de systèmes de logiciels et de traitement de données ainsi que les personnes privées ou les organes fédéraux qui traitent des données personnelles peuvent soumettre leurs systèmes, leurs procédures et leur organisation à une évaluation effectuée par des organismes de certification agréés et indépendants.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral édicte des dispositions sur la reconnaissance des procédures de certification et sur l'introduction d'un label de qualité de protection des données. Il tient compte du droit international et des normes techniques reconnues au niveau international.

#### **Art. 11a**<sup>16</sup> Registre des fichiers

<sup>1</sup> Le préposé tient un registre des fichiers accessible en ligne. Toute personne peut consulter ce registre.

<sup>2</sup> Les organes fédéraux sont tenus de déclarer leurs fichiers au préposé pour enregistrement.

<sup>14</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>15</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>16</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

- <sup>3</sup> Les personnes privées sont tenues de déclarer leurs fichiers dans les cas suivants:
- elles traitent régulièrement des données sensibles ou des profils de la personnalité;
  - elles communiquent régulièrement des données personnelles à des tiers.
- <sup>4</sup> Les fichiers doivent être déclarés avant d'être opérationnels.
- <sup>5</sup> Par dérogation aux al. 2 et 3, le maître du fichier n'est pas tenu de déclarer son fichier:
- si les données sont traitées par une personne privée en vertu d'une obligation légale;
  - si le traitement est désigné par le Conseil fédéral comme n'étant pas susceptible de menacer les droits des personnes concernées;
  - s'il utilise le fichier exclusivement pour la publication dans la partie rédactionnelle d'un média à caractère périodique et ne communique pas les données à des tiers à l'insu des personnes concernées;
  - si les données sont traitées par un journaliste qui se sert du fichier comme un instrument de travail personnel;
  - s'il a désigné un conseiller à la protection des données indépendant chargé d'assurer l'application interne des dispositions relatives à la protection des données et de tenir un inventaire des fichiers;
  - s'il s'est soumis à une procédure de certification au sens de l'art. 11, a obtenu un label de qualité et a annoncé le résultat de la procédure de certification au préposé.
- <sup>6</sup> Le Conseil fédéral règle les modalités de déclaration des fichiers de même que la tenue et la publication du registre; il précise le rôle et les tâches des conseillers à la protection des données visés à l'al. 5, let. e; il règle la publication d'une liste des maîtres de fichiers qui sont déliés de leur devoir de déclarer leurs fichiers selon l'al. 5, let. e et f.

### Section 3

#### Traitement de données personnelles par des personnes privées

##### Art. 12 Atteintes à la personnalité

<sup>1</sup> Quiconque traite des données personnelles ne doit pas porter une atteinte illicite à la personnalité des personnes concernées.

<sup>2</sup> Personne n'est en droit notamment de:

- traiter des données personnelles en violation des principes définis aux art. 4, 5, al. 1, et 7, al. 1;
- traiter des données contre la volonté expresse de la personne concernée sans motifs justificatifs;

- c. communiquer à des tiers des données sensibles ou des profils de la personnalité sans motifs justificatifs.<sup>17</sup>

<sup>3</sup> En règle générale, il n'y a pas atteinte à la personnalité lorsque la personne concernée a rendu les données accessibles à tout un chacun et ne s'est pas opposée formellement au traitement.

### **Art. 13** Motifs justificatifs

<sup>1</sup> Une atteinte à la personnalité est illicite à moins d'être justifiée par le consentement de la victime, par un intérêt prépondérant privé ou public, ou par la loi.

<sup>2</sup> Les intérêts prépondérants de la personne qui traite des données personnelles entrent notamment en considération si:

- a. le traitement est en relation directe avec la conclusion ou l'exécution d'un contrat et les données traitées concernent le cocontractant;
- b. le traitement s'inscrit dans un rapport de concurrence économique actuel ou futur avec une autre personne, à condition toutefois qu'aucune donnée personnelle traitée ne soit communiquée à des tiers;
- c. les données personnelles sont traitées dans le but d'évaluer le crédit d'une autre personne, à condition toutefois qu'elles ne soient ni sensibles ni constitutives de profils de la personnalité et qu'elles ne soient communiquées à des tiers que si ceux-ci en ont besoin pour conclure ou exécuter un contrat avec la personne concernée;
- d. les données personnelles sont traitées de manière professionnelle exclusivement en vue d'une publication dans la partie rédactionnelle d'un média à caractère périodique;
- e. les données personnelles sont traitées à des fins ne se rapportant pas à des personnes, notamment dans le cadre de la recherche, de la planification ou de la statistique, à condition toutefois que les résultats soient publiés sous une forme ne permettant pas d'identifier les personnes concernées;
- f. les données recueillies concernent une personnalité publique, dans la mesure où ces données se réfèrent à son activité publique.

### **Art. 14<sup>18</sup>** Devoir d'informer lors de la collecte de données sensibles et de profils de la personnalité

<sup>1</sup> Le maître du fichier a l'obligation d'informer la personne concernée de toute collecte de données sensibles ou de profils de la personnalité la concernant, que la collecte soit effectuée directement auprès d'elle ou auprès d'un tiers.

<sup>17</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO **2007** 4983; FF **2003** 1915).

<sup>18</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de la LF du 19 mars 2010 portant mise en œuvre de la décision-cadre 2008/977/JAI relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO **2010** 3387 3418; FF **2009** 6091).

<sup>2</sup> La personne concernée doit au moins recevoir les informations suivantes:

- a. l'identité du maître du fichier;
- b. les finalités du traitement pour lequel les données sont collectées;
- c. les catégories de destinataires des données si la communication des données est envisagée.

<sup>3</sup> Si les données ne sont pas collectées auprès de la personne concernée, celle-ci doit être informée au plus tard lors de leur enregistrement ou, en l'absence d'un enregistrement, lors de la première communication à un tiers.

<sup>4</sup> Le maître du fichier est délié de son devoir d'informer si la personne concernée a déjà été informée; il n'est pas non plus tenu d'informer cette dernière dans les cas prévus à l'al. 3:

- a. si l'enregistrement ou la communication sont expressément prévus par la loi;
- b. si le devoir d'informer est impossible à respecter ou nécessite des efforts disproportionnés.

<sup>5</sup> Il peut refuser, restreindre ou différer l'information pour les mêmes motifs que ceux prévus à l'art. 9, al. 1 et 4.

#### **Art. 15** Prétentions<sup>19</sup>

<sup>1</sup> Les actions concernant la protection de la personnalité sont régies par les art. 28, 28a et 28f du code civil<sup>20</sup>. Le demandeur peut requérir en particulier que le traitement des données, notamment la communication à des tiers, soit interdit ou que les données soient rectifiées ou détruites.<sup>21</sup>

<sup>2</sup> Si ni l'exactitude, ni l'inexactitude d'une donnée personnelle ne peut être établie, le demandeur peut requérir que l'on ajoute à la donnée la mention de son caractère litigieux.

<sup>3</sup> Le demandeur peut demander que la rectification ou la destruction des données, l'interdiction de la communication, à des tiers notamment, la mention du caractère litigieux ou la décision soient communiquées à des tiers ou publiées.<sup>22</sup>

<sup>4</sup> Le tribunal statue sur les actions en exécution du droit d'accès selon la procédure simplifiée prévue par le code de procédure civile du 19 décembre 2008<sup>23,24</sup>

<sup>19</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 14 de l'annexe 1 au CPC du 19 déc. 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO **2010** 1739; FF **2006** 6841).

<sup>20</sup> RS **210**

<sup>21</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 14 de l'annexe 1 au CPC du 19 déc. 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO **2010** 1739; FF **2006** 6841).

<sup>22</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 14 de l'annexe 1 au CPC du 19 déc. 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO **2010** 1739; FF **2006** 6841).

<sup>23</sup> RS **272**

<sup>24</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 14 de l'annexe 1 au CPC du 19 déc. 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO **2010** 1739; FF **2006** 6841).

## Section 4

### Traitement de données personnelles par des organes fédéraux

#### Art. 16 Organe responsable et contrôle<sup>25</sup>

<sup>1</sup> Il incombe à l'organe fédéral responsable de pourvoir à la protection des données personnelles qu'il traite ou fait traiter dans l'accomplissement de ses tâches.

<sup>2</sup> Lorsqu'un organe fédéral traite des données conjointement avec d'autres organes fédéraux, avec des organes cantonaux ou avec des personnes privées, le Conseil fédéral peut régler de manière spécifique les procédures de contrôle et les responsabilités en matière de protection des données.<sup>26</sup>

#### Art. 17 Bases juridiques

<sup>1</sup> Les organes fédéraux ne sont en droit de traiter des données personnelles que s'il existe une base légale.

<sup>2</sup> Des données sensibles ou des profils de la personnalité ne peuvent être traités que si une loi au sens formel le prévoit expressément, ou si exceptionnellement:<sup>27</sup>

- a. l'accomplissement d'une tâche clairement définie dans une loi au sens formel l'exige absolument;
- b.<sup>28</sup> le Conseil fédéral l'a autorisé en l'espèce, considérant que les droits des personnes concernées ne sont pas menacés; ou si
- c.<sup>29</sup> la personne concernée y a, en l'espèce, consenti ou a rendu ses données accessibles à tout un chacun et ne s'est pas opposée formellement au traitement.

#### Art. 17a<sup>30</sup> Traitement de données automatisé dans le cadre d'essais pilotes

<sup>1</sup> Après avoir consulté le préposé, le Conseil fédéral peut autoriser, avant l'entrée en vigueur d'une loi au sens formel, le traitement automatisé de données sensibles ou de profils de la personnalité:

- a. si les tâches qui nécessitent ce traitement sont réglées dans une loi au sens formel;

<sup>25</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>26</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>27</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>28</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>29</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>30</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 24 mars 2006 (RO 2006 4873; FF 2003 1915, 2006 3421). Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 15 déc. 2006 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).



- b. si des mesures appropriées sont prises aux fins de limiter les atteintes à la personnalité; et
- c. si la mise en œuvre du traitement rend indispensable une phase d'essai avant l'entrée en vigueur de la loi au sens formel.

<sup>2</sup> Une phase d'essai peut être considérée comme indispensable pour traiter les données:

- a. si l'accomplissement des tâches nécessite l'introduction d'innovations techniques dont les effets doivent être évalués;
- b. si l'accomplissement des tâches nécessite la prise de mesures organisationnelles ou techniques importantes dont l'efficacité doit être examinée, notamment dans le cadre d'une collaboration entre les organes fédéraux et les cantons;
- c. si le traitement exige que des données sensibles ou des profils de la personnalité soient rendus accessibles aux autorités cantonales en ligne.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral règle les modalités du traitement automatisé par voie d'ordonnance.

<sup>4</sup> L'organe fédéral responsable transmet, au plus tard deux ans après la mise en œuvre de la phase d'essai, un rapport d'évaluation au Conseil fédéral. Dans ce rapport, il lui propose la poursuite ou l'interruption du traitement.

<sup>5</sup> Le traitement de données automatisé doit être interrompu dans tous les cas si aucune loi au sens formel n'est entrée en vigueur dans un délai de cinq ans à partir de la mise en œuvre de l'essai pilote.

#### **Art. 18** Collecte de données personnelles

<sup>1</sup> L'organe fédéral qui collecte systématiquement des données, notamment au moyen de questionnaires, est tenu de préciser le but et la base juridique du traitement, les catégories de participants au fichier et de destinataires des données.

<sup>2</sup> ...<sup>31</sup>

#### **Art. 18a<sup>32</sup>** Devoir d'informer lors de la collecte de données personnelles

<sup>1</sup> L'organe fédéral a l'obligation d'informer la personne concernée de toute collecte de données la concernant, qu'elle soit effectuée directement auprès d'elle ou auprès d'un tiers.

<sup>2</sup> La personne concernée doit au moins recevoir les informations suivantes:

- a. l'identité du maître du fichier;

<sup>31</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 24 mars 2006, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO **2007** 4983; FF **2003** 1915).

<sup>32</sup> Introduit par le ch. 3 de la LF du 19 mars 2010 portant mise en œuvre de la décision-cadre 2008/977/JAI relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO **2010** 3387 3418; FF **2009** 6091).

- b. les finalités du traitement pour lequel les données sont collectées;
- c. les catégories de destinataires des données si la communication des données est envisagée;
- d. le droit d'accéder aux données la concernant conformément à l'art. 8;
- e. les conséquences liées au refus de sa part de fournir les données personnelles demandées.

<sup>3</sup> Si les données ne sont pas collectées auprès de la personne concernée, celle-ci doit être informée au plus tard lors de leur enregistrement ou, en l'absence d'un enregistrement, lors de la première communication à un tiers.

<sup>4</sup> L'organe fédéral est délié de son devoir d'informer si la personne concernée a déjà été informée; il n'est pas non plus tenu d'informer cette dernière dans les cas prévus à l'al. 3:

- a. si l'enregistrement ou la communication sont expressément prévus par la loi;
- b. si le devoir d'informer est impossible à respecter ou nécessite des efforts disproportionnés.

<sup>5</sup> Le Conseil fédéral peut limiter le devoir d'informer de l'organe fédéral aux collectes de données sensibles et de profils de la personnalité, si le devoir d'informer porte atteinte à la capacité de concurrence de cet organe.

#### **Art. 18b<sup>33</sup>** Restrictions du devoir d'informer

<sup>1</sup> L'organe fédéral peut refuser, restreindre ou différer l'information pour les mêmes motifs que ceux prévus à l'art. 9, al. 1 et 2.

<sup>2</sup> Dès que le motif justifiant le refus, la restriction ou l'ajournement disparaît, l'organe fédéral est tenu par le devoir d'informer, pour autant que cela ne s'avère pas impossible ou ne nécessite pas un travail disproportionné.

#### **Art. 19** Communication de données personnelles

<sup>1</sup> Les organes fédéraux ne sont en droit de communiquer des données personnelles que s'il existe une base légale au sens de l'art. 17 ou à l'une des conditions suivantes:<sup>34</sup>

- a. le destinataire a, en l'espèce, absolument besoin de ces données pour accomplir sa tâche légale;
- b.<sup>35</sup> la personne concernée y a, en l'espèce, consenti;

<sup>33</sup> Introduit par le ch. 3 de la LF du 19 mars 2010 portant mise en œuvre de la décision-cadre 2008/977/JAI relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 3387 3418; FF 2009 6091).

<sup>34</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>35</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

- c.<sup>36</sup> la personne concernée a rendu ses données accessibles à tout un chacun et ne s'est pas formellement opposée à la communication;
- d. le destinataire rend vraisemblable que la personne concernée ne refuse son accord ou ne s'oppose à la communication que dans le but de l'empêcher de se prévaloir de prétentions juridiques ou de faire valoir d'autres intérêts légitimes; dans la mesure du possible, la personne concernée sera auparavant invitée à se prononcer.

<sup>1bis</sup> Les organes fédéraux peuvent communiquer des données personnelles dans le cadre de l'information officielle du public, d'office ou en vertu de la loi du 17 décembre 2004 sur la transparence<sup>37</sup> aux conditions suivantes:

- a. les données concernées sont en rapport avec l'accomplissement de tâches publiques;
- b. la communication répond à un intérêt public prépondérant.<sup>38</sup>

<sup>2</sup> Les organes fédéraux sont en droit de communiquer, sur demande, le nom, le prénom, l'adresse et la date de naissance d'une personne même si les conditions de l'al. 1 ne sont pas remplies.

<sup>3</sup> Les organes fédéraux ne sont en droit de rendre des données personnelles accessibles en ligne que si cela est prévu expressément. Les données sensibles ou les profils de la personnalité ne peuvent être rendus accessibles en ligne que si une loi au sens formel le prévoit expressément.<sup>39</sup>

<sup>3bis</sup> Les organes fédéraux peuvent rendre accessibles des données personnelles à tout un chacun au moyen de services d'information et de communication automatisés, lorsqu'une base juridique prévoit la publication de ces données ou lorsque ces organes rendent des informations accessibles au public sur la base de l'al. 1<sup>bis</sup>. Lorsqu'il n'existe plus d'intérêt public à rendre accessibles ces données, elles doivent être retirées du service d'information et de communication automatisé.<sup>40</sup>

<sup>4</sup> L'organe fédéral refuse la communication, la restreint ou l'assortit de charges, si:

- a. un important intérêt public ou un intérêt légitime manifeste de la personne concernée l'exige ou si
- b. une obligation légale de garder le secret ou une disposition particulière relevant de la protection des données l'exige.

<sup>36</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>37</sup> RS 152.3

<sup>38</sup> Introduit par le ch. 4 de l'annexe à la LF du 17 déc. 2004 sur la transparence, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2006 (RO 2006 2319; FF 2003 1807).

<sup>39</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>40</sup> Introduit par le ch. 4 de l'annexe à la LF du 17 déc. 2004 sur la transparence, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2006 (RO 2006 2319; FF 2003 1807).

**Art. 20** Opposition à la communication de données personnelles

<sup>1</sup> La personne concernée qui rend vraisemblable un intérêt légitime peut s'opposer à ce que l'organe fédéral responsable communique des données personnelles déterminées.

<sup>2</sup> L'organe fédéral rejette ou lève l'opposition si:

- a. il est juridiquement tenu de communiquer les données ou si
- b. le défaut de communication risque de compromettre l'accomplissement de ses tâches.

<sup>3</sup> L'art. 19, al. 1<sup>bis</sup>, est réservé.<sup>41</sup>

**Art. 21**<sup>42</sup> Proposition des documents aux Archives fédérales

<sup>1</sup> Conformément à la loi fédérale du 26 juin 1998 sur l'archivage<sup>43</sup>, les organes fédéraux proposent aux Archives fédérales de reprendre toutes les données personnelles dont ils n'ont plus besoin en permanence.

<sup>2</sup> Les organes fédéraux détruisent les données personnelles que les Archives fédérales ont désignées comme n'ayant pas de valeur archivistique, à moins que celles-ci:

- a. ne soient rendues anonymes;
- b.<sup>44</sup> ne doivent être conservées à titre de preuve, par mesure de sûreté ou afin de sauvegarder un intérêt digne de protection de la personne concernée.

**Art. 22** Traitements à des fins de recherche, de planification et de statistique

<sup>1</sup> Les organes fédéraux sont en droit de traiter des données personnelles à des fins ne se rapportant pas à des personnes, notamment dans le cadre de la recherche, de la planification ou de la statistique, aux conditions suivantes:

- a. les données sont rendues anonymes dès que le but du traitement le permet;
- b. le destinataire ne communique les données à des tiers qu'avec le consentement de l'organe fédéral qui les lui a transmises;
- c. les résultats du traitement sont publiés sous une forme ne permettant pas d'identifier les personnes concernées.

<sup>2</sup> Les dispositions suivantes ne sont pas applicables en la matière:

- a. art. 4, al. 3, relatif au but du traitement;

<sup>41</sup> Introduit par le ch. 4 de l'annexe à la loi du 17 déc. 2004 sur la transparence, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2006 (RO **2006** 2319; FF **2003** 1807).

<sup>42</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO **2007** 4983; FF **2003** 1915).

<sup>43</sup> RS **152.1**

<sup>44</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de la LF du 19 mars 2010 portant mise en œuvre de la décision-cadre 2008/977/JAI relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO **2010** 3387 3418; FF **2009** 6091).

- b. art. 17, al. 2, relatif à la base juridique pour le traitement de données sensibles et de profils de la personnalité; et
- c. art. 19, al. 1, relatif à la communication de données personnelles.

**Art. 23** Activités de droit privé exercées par des organes fédéraux

<sup>1</sup> Lorsqu'un organe fédéral agit selon le droit privé, le traitement des données personnelles est régi par les dispositions applicables aux personnes privées.

<sup>2</sup> Toutefois, la surveillance s'exerce conformément aux règles applicables aux organes fédéraux.

**Art. 24**<sup>45</sup>

**Art. 25** Prétentions et procédure

<sup>1</sup> Quiconque a un intérêt légitime peut exiger de l'organe fédéral responsable qu'il:

- a. s'abstienne de procéder à un traitement illicite;
- b. supprime les effets d'un traitement illicite;
- c. constate le caractère illicite du traitement.

<sup>2</sup> Si ni l'exactitude, ni l'inexactitude d'une donnée personnelle ne peut être prouvée, l'organe fédéral doit ajouter à la donnée la mention de son caractère litigieux.

<sup>3</sup> Le demandeur peut en particulier demander que l'organe fédéral:

- a. rectifie les données personnelles, les détruit ou en empêche la communication à des tiers;
- b. publie ou communique à des tiers sa décision, notamment celle de rectifier ou de détruire des données personnelles, d'en interdire la communication ou d'en mentionner le caractère litigieux.

<sup>4</sup> La procédure est régie par la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative<sup>46</sup>. Toutefois, les exceptions prévues aux art. 2 et 3 de cette loi ne sont pas applicables.

<sup>5</sup> ...<sup>47</sup>

<sup>45</sup> Abrogé par l'art. 31 de la LF du 21 mars 1997 instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure, avec effet au 1<sup>er</sup> juil. 1998 (RO **1998** 1546; FF **1994** II 1123).

<sup>46</sup> RS **172.021**

<sup>47</sup> Abrogée par le ch. 26 de l'annexe à la LF du 17 juin 2005 sur le TAF, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2007 (RO **2006** 2197 1069; FF **2001** 4000).

**Art. 25<sup>bis</sup>**<sup>48</sup> Procédure en cas de communication de documents officiels contenant des données personnelles

Tant que l'accès à des documents officiels contenant des données personnelles fait l'objet d'une procédure au sens de la loi du 17 décembre 2004 sur la transparence<sup>49</sup>, la personne concernée peut, dans le cadre de cette procédure, faire valoir les droits que lui confère l'art. 25 de la présente loi par rapport aux documents qui sont l'objet de la procédure d'accès.

**Section 5**  
**Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence**

**Art. 26<sup>50</sup>** Nomination et statut

<sup>1</sup> Le préposé est nommé par le Conseil fédéral pour une période de fonction de quatre ans. Sa nomination est soumise à l'approbation de l'Assemblée fédérale.

<sup>2</sup> Pour autant que la présente loi n'en dispose pas autrement, les rapports de travail du préposé sont régis par la loi du 24 mars 2000 sur le personnel de la Confédération<sup>51</sup>.

<sup>3</sup> Le préposé exerce ses fonctions de manière indépendante et sans recevoir ni solliciter d'instructions de la part d'une autorité ou d'un tiers.<sup>52</sup> Il est rattaché administrativement à la Chancellerie fédérale.

<sup>4</sup> Il dispose d'un secrétariat permanent et de son propre budget. Il engage son personnel.

<sup>5</sup> Le préposé n'est pas soumis au système d'évaluation prévu à l'art. 4, al. 3, de la loi du 24 mars 2000 sur le personnel de la Confédération.

<sup>48</sup> Introduit par le ch. 4 de l'annexe à la loi du 17 déc. 2004 sur la transparence, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2006 (RO **2006** 2319; FF **2003** 1807).

<sup>49</sup> RS **152.3**

<sup>50</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de la LF du 19 mars 2010 portant mise en œuvre de la décision-cadre 2008/977/JAI relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO **2010** 3387 3418; FF **2009** 6091).

<sup>51</sup> RS **172.220.1**

<sup>52</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 1 de la LF du 28 sept. 2018 mettant en œuvre la directive (UE) 2016/680 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2019 (RO **2019** 625; FF **2017** 6565).

**Art. 26a**<sup>53</sup> Renouvellement et fin des rapports de fonction

<sup>1</sup> Le mandat du préposé peut être renouvelé deux fois.<sup>54</sup>

<sup>1bis</sup> La période de fonction est reconduite tacitement, à moins que le Conseil fédéral ne rende, au plus tard six mois avant l'échéance de la période de fonction, une décision fondée sur des motifs objectivement suffisants qui prévoit de ne pas la renouveler.<sup>55</sup>

<sup>2</sup> Le préposé peut demander au Conseil fédéral, en respectant un délai de six mois, de mettre fin à la période de fonction pour la fin d'un mois.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral peut révoquer le préposé avant la fin de sa période de fonction:

- a. s'il a violé gravement ses devoirs de fonction de manière intentionnelle ou par négligence grave;
- b. s'il a durablement perdu la capacité d'exercer sa fonction.

**Art. 26b**<sup>56</sup> Activité accessoire

<sup>1</sup> Le préposé ne peut exercer aucune activité accessoire.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut autoriser le préposé à exercer une activité accessoire, pour autant que l'exercice de sa fonction ainsi que son indépendance et sa réputation n'en soient pas affectés. Sa décision est publiée.

**Art. 27** Surveillance des organes fédéraux

<sup>1</sup> Le préposé surveille l'application par les organes fédéraux de la présente loi et des autres dispositions fédérales relatives à la protection des données. Aucune surveillance ne peut être exercée sur le Conseil fédéral.

<sup>2</sup> Le préposé établit les faits d'office ou à la demande de tiers.

<sup>53</sup> Introduit par le ch. 3 de la LF du 19 mars 2010 portant mise en œuvre de la décision-cadre 2008/977/JAI relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 3387 3418; FF 2009 6091).

<sup>54</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 1 de la LF du 28 sept. 2018 mettant en œuvre la directive (UE) 2016/680 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2019 (RO 2019 625; FF 2017 6565).

<sup>55</sup> Introduit par le ch. II 1 de la LF du 28 sept. 2018 mettant en œuvre la directive (UE) 2016/680 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2019 (RO 2019 625; FF 2017 6565).

<sup>56</sup> Introduit par le ch. 3 de la LF du 19 mars 2010 portant mise en œuvre de la décision-cadre 2008/977/JAI relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale (RO 2010 3387 3418; FF 2009 6091). Nouvelle teneur selon le ch. II 1 de la LF du 28 sept. 2018 mettant en œuvre la directive (UE) 2016/680 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2019 (RO 2019 625; FF 2017 6565).

<sup>3</sup> Aux fins d'établir les faits, il peut exiger la production de pièces, demander des renseignements et se faire présenter des traitements. Les organes fédéraux sont tenus de collaborer à l'établissement des faits. Le droit de refuser de témoigner au sens prévu à l'art. 16 de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative<sup>57</sup> s'applique par analogie.

<sup>4</sup> S'il apparaît que des prescriptions sur la protection des données ont été violées, le préposé recommande à l'organe fédéral responsable de modifier ou de cesser le traitement. Il informe le département compétent ou la Chancellerie fédérale de sa recommandation.

<sup>5</sup> Si une recommandation est rejetée ou n'est pas suivie, il peut porter l'affaire pour décision auprès du département ou de la Chancellerie fédérale. La décision sera communiquée aux personnes concernées.

<sup>6</sup> Le préposé a qualité pour recourir contre la décision visée à l'al. 5 et contre celle de l'autorité de recours.<sup>58</sup>

#### **Art. 28** Conseil aux personnes privées

Le préposé conseille les personnes privées en matière de protection des données.

#### **Art. 29** Etablissement des faits et recommandations dans le secteur privé

<sup>1</sup> Le préposé établit les faits d'office ou à la demande de tiers lorsque:

- a. une méthode de traitement est susceptible de porter atteinte à la personnalité d'un nombre important de personnes (erreur de système);
- b.<sup>59</sup> des fichiers doivent être enregistrés (art. 11a);
- c.<sup>60</sup> il existe un devoir d'information au sens de l'art. 6, al. 3.

<sup>2</sup> Il peut en outre exiger la production de pièces, demander des renseignements et se faire présenter des traitements. Le droit de refuser de témoigner au sens prévu à l'art. 16 de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative<sup>61</sup> s'applique par analogie.

<sup>3</sup> Après avoir établi les faits, le préposé peut recommander de modifier ou de cesser le traitement.

<sup>4</sup> Si la recommandation du préposé est rejetée ou n'est pas suivie, il peut porter l'affaire devant le Tribunal administratif fédéral pour décision. Il a qualité pour recourir contre cette décision.<sup>62</sup>

<sup>57</sup> RS 172.021

<sup>58</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>59</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>60</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>61</sup> RS 172.021

<sup>62</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).



**Art. 30** Information

<sup>1</sup> Le préposé fait rapport à l'Assemblée fédérale à intervalles réguliers et selon les besoins. Il transmet simultanément son rapport au Conseil fédéral. Les rapports périodiques sont publiés.<sup>63</sup>

<sup>2</sup> S'il en va de l'intérêt général, il peut informer le public de ses constatations et de ses recommandations. Il ne peut porter à la connaissance du public des données soumises au secret de fonction qu'avec le consentement de l'autorité compétente. Si celle-ci ne donne pas son consentement, le président de la cour du Tribunal administratif fédéral qui est compétente en matière de protection des données tranche; sa décision est définitive.<sup>64</sup>

**Art. 31** Autres attributions

<sup>1</sup> Le préposé a notamment les autres attributions suivantes:

- a. assister les organes fédéraux et cantonaux dans le domaine de la protection des données;
- b. se prononcer sur les projets d'actes législatifs fédéraux et de mesures fédérales qui touchent de manière importante à la protection des données;
- c. collaborer avec les autorités chargées de la protection des données en Suisse et à l'étranger;
- d.<sup>65</sup> examiner l'adéquation du niveau de protection assuré à l'étranger;
- e.<sup>66</sup> examiner les garanties ainsi que les règles de protection des données qui lui ont été annoncées au sens de l'art. 6, al. 3;
- f.<sup>67</sup> examiner les procédures de certification au sens de l'art. 11 et émettre des recommandations y relatives au sens de l'art. 27, al. 4, ou de l'art. 29, al. 3;
- g.<sup>68</sup> assumer les tâches qui lui sont conférées par la loi du 17 décembre 2004 sur la transparence<sup>69</sup>;
- h.<sup>70</sup> sensibiliser le public à la protection des données.

<sup>63</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de la LF du 19 mars 2010 portant mise en œuvre de la décision-cadre 2008/977/JAI relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 3387 3418; FF 2009 6091).

<sup>64</sup> Nouvelle teneur de la phrase selon le ch. 26 de l'annexe à la loi du 17 juin 2005 sur le TAF, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2007 (RO 2006 2197 1069; FF 2001 4000).

<sup>65</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>66</sup> Introduite par le ch. 4 de l'annexe à la loi du 17 déc. 2004 sur la transparence (RO 2006 2319; FF 2003 1807). Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>67</sup> Introduite par le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>68</sup> Introduite par le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>69</sup> RS 152.3

<sup>70</sup> Introduite par le ch. II 1 de la LF du 28 sept. 2018 mettant en œuvre la directive (UE) 2016/680 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des

<sup>2</sup> Il peut conseiller les organes de l'administration fédérale, même si la présente loi n'est pas applicable en vertu de l'art. 2, al. 2, let. c et d. Les organes de l'administration fédérale peuvent lui donner accès à leurs dossiers.

### Art. 32<sup>71</sup>

## Section 6<sup>72</sup> Voies de droit

### Art. 33

<sup>1</sup> Les voies de droit sont régies par les dispositions générales de la procédure fédérale.

<sup>2</sup> Si le préposé constate à l'issue de l'enquête qu'il a menée en application de l'art. 27, al. 2, ou de l'art. 29, al. 1, que la personne concernée risque de subir un préjudice difficilement réparable, il peut requérir des mesures provisionnelles du président de la cour du Tribunal administratif fédéral qui est compétente en matière de protection des données. Les art. 79 à 84 de la loi fédérale du 4 décembre 1947 de procédure civile fédérale<sup>73</sup> s'appliquent par analogie à la procédure.

## Section 7 Dispositions pénales

### Art. 34<sup>74</sup> Violation des obligations de renseigner, de déclarer et de collaborer

<sup>1</sup> Sont sur plainte punies de l'amende les personnes privées:

- a. qui contreviennent aux obligations prévues aux art. 8 à 10 et 14, en fournissant intentionnellement des renseignements inexacts ou incomplets;
- b. qui, intentionnellement, omettent:
  1. d'informer la personne concernée, conformément à l'art. 14, al. 1,
  2. de lui fournir les indications prévues à l'art. 14, al. 2.<sup>75</sup>

données à caractère personnel à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2019 (RO **2019** 625; FF **2017** 6565).

<sup>71</sup> Abrogé par le ch. 1 de l'annexe à la LF du 30 sept. 2011 relative à la recherche sur l'être humain, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2014 (RO **2013** 3215; FF **2009** 7259).

<sup>72</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 26 de l'annexe à la LF du 17 juin 2005 sur le TAF, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2007 (RO **2006** 2197 1069; FF **2001** 4000).

<sup>73</sup> RS **273**

<sup>74</sup> Nouvelle teneur selon l'art. 333 du CP, dans la teneur de la LF du 13 déc. 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2007 (RO **2006** 3459; FF **1999** 1787).

<sup>75</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de la LF du 19 mars 2010 portant mise en œuvre de la décision-cadre 2008/977/JAI relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO **2010** 3387 3418; FF **2009** 6091).

- <sup>2</sup> Sont punies de l'amende les personnes privées qui intentionnellement:
- a. omettent d'informer le préposé, conformément à l'art. 6, al. 3, de déclarer les fichiers visés à l'art. 11a ou donnent des indications inexactes lors de leur déclaration;
  - b. fournissent au préposé, lors de l'établissement des faits (art. 29), des renseignements inexacts ou refusent leur collaboration.

**Art. 35**            Violation du devoir de discrétion

<sup>1</sup> La personne qui, intentionnellement, aura révélé d'une manière illicite des données personnelles secrètes et sensibles ou des profils de la personnalité portés à sa connaissance dans l'exercice d'une profession qui requiert la connaissance de telles données, est, sur plainte, punie de l'amende.<sup>76</sup>

<sup>2</sup> Est passible de la même peine la personne qui, intentionnellement, aura révélé d'une manière illicite des données personnelles secrètes et sensibles ou des profils de la personnalité portés à sa connaissance dans le cadre des activités qu'elle exerce pour le compte de la personne soumise à l'obligation de garder le secret ou lors de sa formation chez elle.

<sup>3</sup> La révélation illicite de données personnelles secrètes et sensibles ou de profils de la personnalité demeure punissable alors même que les rapports de travail ou de formation ont pris fin.

**Section 8**        **Dispositions finales**

**Art. 36**            Exécution

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution.

<sup>2</sup> ...<sup>77</sup>

<sup>3</sup> Il peut prévoir des dérogations aux art. 8 et 9 en ce qui concerne l'octroi de renseignements par les représentations diplomatiques et consulaires suisses à l'étranger.

<sup>4</sup> Il peut en outre déterminer:

- a. les fichiers dont le traitement doit faire l'objet d'un règlement;
- b. les conditions auxquelles un organe fédéral peut faire traiter des données personnelles par un tiers ou les traiter pour le compte d'un tiers;
- c. le mode selon lequel les moyens d'identification de personnes peuvent être utilisés.

<sup>5</sup> Il peut conclure des traités internationaux en matière de protection des données dans la mesure où ils sont conformes aux principes établis par la présente loi.

<sup>76</sup> Nouvelle teneur selon l'art. 333 du CP, dans la teneur de la LF du 13 déc. 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2007 (RO **2006** 3459; FF **1999** 1787).

<sup>77</sup> Abrogé par l'art. 25 de la LF du 26 juin 1998 sur l'archivage, avec effet au 1<sup>er</sup> oct. 1999 (RO **1999** 2243; FF **1997** II 829).

<sup>6</sup> Il règle la manière de mettre en sûreté les fichiers dont les données, en cas de guerre ou de crise, sont de nature à mettre en danger la vie ou l'intégrité corporelle des personnes concernées.

### **Art. 37** Exécution par les cantons

<sup>1</sup> A moins qu'il ne soit soumis à des dispositions cantonales de protection des données assurant un niveau de protection adéquat, le traitement de données personnelles par des organes cantonaux en exécution du droit fédéral est régi par les dispositions des art. 1 à 11a, 16, 17, 18 à 22 et 25, al. 1 à 3, de la présente loi.<sup>78</sup>

<sup>2</sup> Les cantons désignent un organe chargé de veiller au respect de la protection des données. Les art. 27, 30 et 31 sont applicables par analogie.

### **Art. 38** Dispositions transitoires

<sup>1</sup> Au plus tard une année après l'entrée en vigueur de la présente loi, les maîtres de fichier doivent déclarer les fichiers existants pour enregistrement, conformément à l'art. 11.

<sup>2</sup> Dans le délai d'une année à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, ils doivent prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exercice du droit d'accès au sens de l'art. 8.

<sup>3</sup> Les organes fédéraux peuvent continuer à utiliser jusqu'au 31 décembre 2000, les fichiers existants qui contiennent des données personnelles sensibles ou des profils de la personnalité, quand bien même les conditions de traitement posées à l'art. 17, al. 2, ne seraient pas réunies.<sup>79</sup>

<sup>4</sup> Pour ce qui concerne le domaine de l'asile et des étrangers, le délai fixé à l'al. 3 est prorogé jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la loi du 26 juin 1998 sur l'asile<sup>80</sup> totalement révisée ainsi que de la modification de la loi fédérale du 26 mars 1931 sur le séjour et l'établissement des étrangers<sup>81, 82</sup>

<sup>78</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4983; FF 2003 1915).

<sup>79</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'AF du 26 juin 1998, en vigueur jusqu'au 31 déc. 2000 (RO 1998 1586; FF 1998 1303 1307).

<sup>80</sup> RS 142.31

<sup>81</sup> [RS 1 113; RO 1949 225, 1987 1665, 1988 332, 1990 1587 art. 3 al. 2, 1991 362 ch. II 11 1034 ch. III, 1995 146, 1999 1111 2253 2262 annexe ch. 1, 2000 1891 ch. IV 2, 2002 685 ch. I 1 701 ch. I 1 3988 annexe ch. 3, 2003 4557 annexe ch. II 2, 2004 1633 ch. I 1 4655 ch. I 1, 2005 5685 annexe ch. 2, 2006 979 art. 2 ch. 1 1931 art. 18 ch. 1 2197 annexe ch. 3 3459 annexe ch. 1 4745 annexe ch. 1, 2007 359 annexe ch. 1. RO 2007 5437 annexe ch. I]

<sup>82</sup> Introduit par le ch. II de l'AF du 20 juin 1997, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1998 (RO 1997 2372, FF 1997 I 825). Les lois mentionnées entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> oct. 1999.

**Art. 38a**<sup>83</sup> Disposition transitoire relative à la modification du 19 mars 2010

L'ancien droit s'applique à la nomination et à la fin des rapports de travail du préposé jusqu'à la fin de la législature au cours de laquelle la modification du 19 mars 2010 entre en vigueur.

**Art. 39** Référendum et entrée en vigueur

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Date de l'entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> juillet 1993<sup>84</sup>

**Disposition transitoire de la modification du 24 mars 2006**<sup>85</sup>

Dans le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, les maîtres de fichier doivent être en mesure d'assurer l'information des personnes concernées au sens de l'art. 4, al. 4, et de l'art. 7a.

<sup>83</sup> Introduit par le ch. 3 de la LF du 19 mars 2010 portant mise en œuvre de la décision-cadre 2008/977/JAI relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO **2010** 3387 3418; FF **2009** 6091).

<sup>84</sup> ACF du 14 juin 1993

<sup>85</sup> RO **2007** 4983; FF **2003** 1915

*Annexe*

## **Modification de lois fédérales**

...<sup>86</sup>

<sup>86</sup> Les mod. peuvent être consultées au RO **2003** 1945.

# **Ordonnance** **235.11** **relative à la loi fédérale sur la protection des données** **(OLPD)**

du 14 juin 1993 (Etat le 16 octobre 2012)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu les art. 6, al. 3, 7, al. 2, 8, 11a, al. 6, 16, al. 2, 17a et 36, al. 1, 4 et 6, de la loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données (LPD)<sup>1</sup>,  
vu l'art. 46a de la loi du 21 mars 1997 sur l'organisation du gouvernement et de l'administration fédérale (LOGA)<sup>2,3</sup>

*arrête:*

## **Chapitre 1** **Traitement de données personnelles par des personnes privées** **Section 1 Droit d'accès**

### **Art. 1** Modalités

<sup>1</sup> Toute personne qui demande au maître du fichier si des données la concernant sont traitées (art. 8 LPD) doit en règle générale le faire par écrit et justifier de son identité.

<sup>2</sup> La demande d'accès et la communication des renseignements demandés peuvent être faites par voie électronique, pour autant que le maître du fichier le prévoie expressément et qu'il prenne des mesures adéquates afin:

- a. d'assurer l'identification de la personne concernée, et
- b. de protéger les données de la personne concernée de tout accès de tiers non autorisés lors de la communication des renseignements.<sup>4</sup>

<sup>3</sup> D'entente avec le maître du fichier ou sur proposition de celui-ci, la personne concernée peut également consulter ses données sur place. Si elle y a consenti et qu'elle a été identifiée, les renseignements peuvent également lui être fournis oralement.

<sup>4</sup> Les renseignements sont fournis dans les 30 jours suivant réception de la demande. Il en va de même d'une décision restreignant le droit d'accès (art. 9 et 10 LPD); celle-ci doit être motivée. Si les renseignements ne peuvent être donnés dans les 30 jours, le maître du fichier en avertit le requérant en lui indiquant le délai dans lequel interviendra la réponse.

RO 1993 1962

<sup>1</sup> RS 235.1

<sup>2</sup> RS 172.010

<sup>3</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

<sup>4</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

<sup>5</sup> Si plusieurs maîtres de fichier gèrent en commun un ou plusieurs fichiers, le droit d'accès peut être exercé auprès de chacun d'eux, à moins que l'un d'eux soit responsable du traitement de l'ensemble des demandes de renseignements. Si le maître de fichier n'est pas autorisé à communiquer le renseignement demandé, il transmet la requête à qui de droit.

<sup>6</sup> Si le traitement des données faisant l'objet d'une demande d'accès est effectué par un tiers pour le compte du maître de fichier et que ce dernier n'est pas en mesure de fournir le renseignement demandé, il transmet la demande au tiers pour qu'il y donne suite.<sup>5</sup>

<sup>7</sup> La consultation des données d'une personne décédée est accordée lorsque le requérant justifie d'un intérêt à la consultation et qu'aucun intérêt prépondérant de proches de la personne décédée ou de tiers ne s'y oppose. Un intérêt est établi en cas de proche parenté ou de mariage avec la personne décédée.

## **Art. 2** Exception à la gratuité des renseignements

<sup>1</sup> Une participation équitable aux frais peut exceptionnellement être demandée lorsque:

- a. les renseignements désirés ont déjà été communiqués au requérant dans les douze mois précédant la demande, et que ce dernier ne peut justifier d'un intérêt légitime, telle la modification non annoncée des données le concernant;
- b. la communication des renseignements demandés occasionne un volume de travail considérable.

<sup>2</sup> Le montant prélevé s'élève à 300 francs au maximum. Le requérant est préalablement informé du montant et peut retirer sa requête dans les dix jours.

## **Section 2** Déclaration des fichiers

### **Art. 3** Déclaration

<sup>1</sup> Les fichiers (art. 11a, al. 3, LPD) sont déclarés au Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (préposé) avant d'être opérationnels.<sup>6</sup> La déclaration contient les informations suivantes:

- a. les nom et adresse du maître du fichier;
- b. le nom et la dénomination complète du fichier;
- c. la personne auprès de laquelle peut être exercé le droit d'accès;
- d. le but du fichier;
- e. les catégories de données personnelles traitées;

<sup>5</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

<sup>6</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).



- f. les catégories de destinataires des données;
- g. les catégories de participants au fichier, c'est-à-dire les tiers qui sont en droit d'introduire des données dans le fichier ou d'y procéder à des mutations.

<sup>2</sup> Chaque maître de fichier tient ces informations à jour. ...<sup>7</sup>

#### **Art. 4<sup>8</sup>** Exceptions à l'obligation de déclarer

<sup>1</sup> Ne sont pas soumis à déclaration les fichiers couverts par l'art. 11a, al. 5, let. a et c à f, LPD, ainsi que les fichiers suivants (art. 11a, al. 5, let. b, LPD):

- a. les fichiers de fournisseurs ou de clients, dans la mesure où ils ne contiennent pas de données sensibles ni de profils de la personnalité;
- b. les fichiers dont les données sont traitées uniquement à des fins ne se rapportant pas aux personnes concernées, notamment dans le cadre de la recherche, de la planification ou de la statistique;
- c. les fichiers qui sont archivés et dont les données ne sont conservées qu'à des fins historiques ou scientifiques;
- d. les fichiers contenant exclusivement des données qui ont été publiées ou qui ont été rendues accessibles au public par la personne concernée sans que cette dernière se soit formellement opposée au traitement;
- e. les fichiers dont les données sont traitées uniquement aux fins de réaliser les exigences prévues à l'art. 10;
- f. les pièces comptables;
- g. les fichiers auxiliaires concernant la gestion du personnel du maître du fichier dans la mesure où ils ne contiennent pas de données sensibles ni de profils de la personnalité.

<sup>2</sup> Le maître du fichier prend les mesures nécessaires afin de pouvoir communiquer, sur demande, au préposé ou aux personnes concernées les informations relatives aux fichiers qui ne sont pas soumis à déclaration (art. 3, al. 1).

### **Section 3 Communication à l'étranger**

#### **Art. 5<sup>9</sup>** Publication sous forme électronique

La publication de données personnelles au moyen de services d'information et de communication automatisés afin d'informer le public n'est pas assimilée à une communication à l'étranger.

<sup>7</sup> Phrase abrogée par le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

<sup>8</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

<sup>9</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

**Art. 6<sup>10</sup>** Devoir d'information

<sup>1</sup> Le maître du fichier informe le préposé, avant la communication à l'étranger, des garanties et des règles de protection des données visées à l'art. 6, al. 2, let. a et g, LPD. S'il n'est pas en mesure d'informer préalablement le préposé, l'information a lieu immédiatement après la communication.

<sup>2</sup> Une fois les garanties et les règles de protection des données annoncées au préposé, le devoir d'information du maître du fichier est réputé également rempli pour toutes les communications:

- a. qui se basent sur les mêmes garanties, pour autant que les catégories de destinataires, les finalités du traitement et les catégories de données communiquées soient similaires, ou
- b. qui sont effectuées au sein d'une même personne morale ou société ou entre des personnes morales ou sociétés réunies sous une direction unique, aussi longtemps que les règles de protection des données fournies permettent de garantir une protection adéquate.

<sup>3</sup> Le devoir d'information est également réputé rempli lorsque des données sont communiquées au moyen de contrats-modèles ou de clauses standards établis ou reconnus par le préposé et que le maître du fichier informe le préposé qu'il recourt à ces contrats-modèles ou à ces clauses standards. Le préposé publie une liste des contrats-modèles ou des clauses standards établis ou reconnus par lui.

<sup>4</sup> Le maître du fichier prend les mesures adéquates pour s'assurer que le destinataire respecte les garanties et les règles de protection des données concernées.

<sup>5</sup> Le préposé examine les garanties et les règles de protection des données qui lui sont annoncées (art. 31, al. 1, let. e, LPD) et communique le résultat de son examen au maître du fichier dans un délai de 30 jours à compter de la date de leur annonce.

**Art. 7<sup>11</sup>** Liste des Etats disposant d'une législation assurant un niveau de protection adéquat

Le préposé publie une liste des Etats qui disposent d'une législation assurant un niveau de protection adéquat.

**Section 4 Mesures techniques et organisationnelles****Art. 8** Mesures générales

<sup>1</sup> La personne privée qui traite des données personnelles ou qui met à disposition un réseau télématique assure la confidentialité, la disponibilité et l'intégrité des données afin de garantir de manière appropriée la protection des données.<sup>12</sup> Elle protège les systèmes notamment contre les risques de:

<sup>10</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

<sup>11</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

<sup>12</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

- a. destruction accidentelle ou non autorisée;
- b. perte accidentelle;
- c. erreurs techniques;
- d. falsification, vol ou utilisation illicite;
- e. modification, copie, accès ou autre traitement non autorisés.

<sup>2</sup> Les mesures techniques et organisationnelles sont appropriées. Elles tiennent compte en particulier des critères suivants:

- a. but du traitement de données;
- b. nature et étendue du traitement de données;
- c. évaluation des risques potentiels pour les personnes concernées;
- d. développement technique.

<sup>3</sup> Ces mesures font l'objet d'un réexamen périodique.

<sup>4</sup> ...<sup>13</sup>

#### **Art. 9** Mesures particulières

<sup>1</sup> Le maître du fichier prend, en particulier lors de traitements automatisés de données personnelles, des mesures techniques et organisationnelles propres à réaliser notamment les objectifs suivants:

- a. contrôle des installations à l'entrée: les personnes non autorisées n'ont pas accès aux locaux et aux installations utilisées pour le traitement de données personnelles;
- b. contrôle des supports de données personnelles: les personnes non autorisées ne peuvent pas lire, copier, modifier ou éloigner des supports de données;
- c. contrôle du transport: les personnes non autorisées ne peuvent pas lire, copier, modifier ou effacer des données personnelles lors de leur communication ou lors du transport de supports de données;
- d. contrôle de communication: les destinataires auxquels des données personnelles sont communiquées à l'aide d'installations de transmission peuvent être identifiés;
- e. contrôle de mémoire: les personnes non autorisées ne peuvent ni introduire de données personnelles dans la mémoire ni prendre connaissance des données mémorisées, les modifier ou les effacer;
- f. contrôle d'utilisation: les personnes non autorisées ne peuvent pas utiliser les systèmes de traitement automatisé de données personnelles au moyen d'installations de transmission;
- g. contrôle d'accès: les personnes autorisées ont accès uniquement aux données personnelles dont elles ont besoin pour accomplir leurs tâches;

<sup>13</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

- h. contrôle de l'introduction: l'identité des personnes introduisant des données personnelles dans le système, ainsi que les données introduites et le moment de leur introduction peuvent être vérifiés a posteriori.

<sup>2</sup> Les fichiers doivent être organisés de manière à permettre à la personne concernée d'exercer ses droits d'accès et de rectification.

#### **Art. 10<sup>14</sup>** Journalisation

<sup>1</sup> Le maître du fichier journalise les traitements automatisés de données sensibles ou de profils de la personnalité lorsque les mesures préventives ne suffisent pas à garantir la protection des données. Une journalisation est notamment nécessaire, lorsque, sans cette mesure, il ne serait pas possible de vérifier a posteriori que les données ont été traitées conformément aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou communiquées. Le préposé peut recommander la journalisation pour d'autres traitements.<sup>15</sup>

<sup>2</sup> Les procès-verbaux de journalisation sont conservés durant une année et sous une forme répondant aux exigences de la révision. Ils sont accessibles aux seuls organes ou personnes chargés de vérifier l'application des dispositions de protection des données personnelles, et ils ne sont utilisés qu'à cette fin.

#### **Art. 11<sup>16</sup>** Règlement de traitement

<sup>1</sup> Le maître d'un fichier automatisé soumis à déclaration (art. 11a, al. 3, LPD) qui n'en est pas exempté en vertu de l'art. 11a, al. 5, let. b à d, LPD élabore un règlement de traitement décrivant en particulier l'organisation interne et les procédures de traitement et de contrôle des données, et comprenant les documents relatifs à la planification, à l'élaboration et à la gestion du fichier et des moyens informatiques.

<sup>2</sup> Le maître du fichier met régulièrement à jour le règlement de traitement. Il le met, sur demande, à la disposition du préposé ou du conseiller à la protection des données au sens de l'art. 11a, al. 5, let. e, LPD sous une forme qui lui est intelligible.

#### **Art. 12** Communication des données

Le maître du fichier indique au destinataire l'actualité et la fiabilité des données personnelles qu'il communique, dans la mesure où ces informations ne ressortent pas des données elles-mêmes ou des circonstances.

<sup>14</sup> Erratum du 16 oct. 2012, ne concerne que le texte italien (RO 2012 5521).

<sup>15</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

<sup>16</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

## **Section 5<sup>17</sup> Conseiller à la protection des données**

**Art. 12a** Désignation du conseiller à la protection des données et communication au préposé

<sup>1</sup> Lorsque le maître du fichier entend être délié de son devoir de déclaration en vertu de l'art. 11a, al. 5, let. e, LPD, il est tenu:

- a. de désigner un conseiller à la protection des données qui remplit les conditions de l'al. 2 et de l'art. 12b, et
- b. d'en informer le préposé.

<sup>2</sup> Le maître du fichier peut désigner un collaborateur ou un tiers en qualité de conseiller à la protection des données. Celui-ci ne doit pas exercer d'activités incompatibles avec ses tâches de conseiller à la protection des données et doit avoir les connaissances professionnelles nécessaires.

**Art. 12b** Tâches et statut du conseiller à la protection des données

<sup>1</sup> Le conseiller à la protection des données a notamment pour tâches:

- a. de contrôler les traitements de données personnelles et de proposer des mesures s'il apparaît que des prescriptions sur la protection des données ont été violées;
- b. de dresser l'inventaire des fichiers gérés par le maître du fichier mentionné à l'art. 11a, al. 3, LPD et de le tenir à la disposition du préposé ou des personnes concernées qui en font la demande.

<sup>2</sup> Le conseiller à la protection des données:

- a. exerce sa fonction de manière indépendante et sans recevoir d'instructions de la part du maître du fichier;
- b. dispose des ressources nécessaires à l'accomplissement de sa tâche;
- c. a accès aux fichiers, aux traitements et aux informations nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

## **Chapitre 2 Traitement de données par des organes fédéraux**

### **Section 1 Droit d'accès**

**Art. 13** Modalités

Les art. 1 et 2 de la présente ordonnance s'appliquent par analogie aux demandes de renseignements adressées à des organes fédéraux.

<sup>17</sup> Introduite par le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

**Art. 14** Demande de renseignements aux missions suisses à l'étranger

<sup>1</sup> Les représentations suisses à l'étranger ainsi que les missions auprès des Communautés européennes et auprès des organisations internationales transmettent les requêtes qui leur sont adressées au service compétent du Département fédéral des affaires étrangères. Le département règle les compétences.<sup>18</sup>

<sup>2</sup> L'ordonnance du 10 décembre 2004 sur les contrôles militaires<sup>19</sup> s'applique aux demandes de renseignements relatives aux contrôles militaires à l'étranger.<sup>20</sup>

**Art. 15**<sup>21</sup>**Section 2 Déclaration des fichiers****Art. 16** Déclaration<sup>22</sup>

<sup>1</sup> Les organes fédéraux responsables (art. 16 LPD) déclarent tous leurs fichiers au préposé<sup>23</sup> avant qu'ils ne soient opérationnels. La déclaration contient les informations suivantes:

- a. les nom et adresse de l'organe fédéral responsable;
- b. le nom et la dénomination complète du fichier;
- c. l'organe auprès duquel peut être exercé le droit d'accès;
- d. la base juridique et le but du fichier;
- e. les catégories de données personnelles traitées;
- f. les catégories de destinataires des données;
- g. les catégories de participants au fichier, c'est-à-dire les tiers qui sont en droit d'introduire des données dans le fichier ou d'y procéder à des mutations;
- h.<sup>24</sup> ...

<sup>2</sup> Chaque organe fédéral responsable tient ces informations à jour.<sup>25</sup>

<sup>18</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe 2 à l'O du 24 mai 2006 sur la transparence, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006 (RO **2006** 2331).

<sup>19</sup> RS **511.22**

<sup>20</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO **2007** 4993).

<sup>21</sup> Abrogé par l'art. 26 al. 2 de l'O du 8 sept. 1999 sur l'archivage (RO **1999** 2424).

<sup>22</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO **2007** 4993).

<sup>23</sup> Nouvelle abréviation selon le ch. 3 de l'annexe 2 à l'O du 24 mai 2006 sur la transparence, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006 (RO **2006** 2331). Il a été tenu compte de cette modification dans tout le présent texte.

<sup>24</sup> Abrogée par le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO **2007** 4993).

<sup>25</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO **2007** 4993).

**Art. 17**<sup>26</sup>**Art. 18**<sup>27</sup> Exceptions à l'obligation de déclarer

<sup>1</sup> Ne sont pas soumis à déclaration les fichiers suivants, dans la mesure où ils sont utilisés exclusivement à des fins administratives internes:

- a. les fichiers usuels d'enregistrement de la correspondance;
- b. les fichiers de fournisseurs ou de clients, dans la mesure où ils ne contiennent pas de données sensibles ni de profils de la personnalité;
- c. les fichiers d'adresses servant uniquement à l'envoi de correspondance, dans la mesure où ils ne contiennent pas de données sensibles ni de profils de la personnalité;
- d. les listes destinées au paiement des indemnités;
- e. les pièces comptables;
- f. les fichiers auxiliaires concernant la gestion du personnel de la Confédération, dans la mesure où ils ne contiennent pas de données sensibles ni de profils de la personnalité;
- g. les fichiers des bibliothèques (catalogues, listes de prêts et d'utilisateurs).

<sup>2</sup> Ne sont pas non plus soumis à déclaration:

- a. les fichiers déposés aux Archives fédérales;
- b. les fichiers rendus accessibles au public sous forme d'annuaires;
- c. les fichiers dont les données sont traitées uniquement à des fins ne se rapportant pas aux personnes concernées, notamment dans le cadre de la recherche, de la planification ou de la statistique.

<sup>3</sup> L'organe fédéral responsable prend les mesures nécessaires afin de pouvoir communiquer, sur demande, au préposé ou aux personnes concernées les informations relatives aux fichiers qui ne sont pas soumis à déclaration (art. 16, al. 1).

**Section 3 Communication à l'étranger****Art. 19**<sup>28</sup>

Lorsqu'un organe fédéral communique des données à l'étranger et qu'il se fonde sur l'art. 6, al. 2, let. a, LPD, l'art. 6 s'applique.

<sup>26</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

<sup>27</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

<sup>28</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993, 2008 189).

## Section 4 Mesures techniques et organisationnelles

### Art. 20<sup>29</sup> Principes

<sup>1</sup> Les organes fédéraux responsables prennent, conformément aux art. 8 à 10, les mesures techniques et organisationnelles propres à protéger la personnalité et les droits fondamentaux des personnes dont les données sont traitées. Ils collaborent avec l'Unité de stratégie informatique de la Confédération (USIC) lorsque le traitement des données est automatisé.

<sup>2</sup> Ils annoncent, dès le début, au conseiller à la protection des données au sens de l'art. 11a, al. 5, let. e, LPD ou, à défaut, au préposé tout projet de traitement automatisé de données personnelles, afin que les exigences de la protection des données soient immédiatement prises en considération. L'annonce au préposé a lieu par l'intermédiaire de l'USIC lorsqu'un projet doit également être annoncé à cette unité.<sup>30</sup>

<sup>3</sup> Le préposé et l'USIC collaborent dans le cadre de leurs activités relatives aux mesures techniques. Le préposé prend l'avis de l'USIC avant de recommander de telles mesures.

<sup>4</sup> Au demeurant, les instructions édictées par les organes fédéraux en vertu de l'ordonnance du 26 septembre 2003 sur l'informatique dans l'administration fédérale (OIAF)<sup>31</sup> sont applicables.<sup>32</sup>

### Art. 21 Règlement de traitement

<sup>1</sup> Les organes fédéraux responsables établissent un règlement de traitement pour les fichiers automatisés qui répondent à l'un des critères suivants:

- a. contenir des données personnelles sensibles ou des profils de la personnalité;
- b. être utilisés par plusieurs organes fédéraux;
- c. être accessibles aux cantons, à des autorités étrangères, à des organisations internationales ou à des personnes privées;
- d. être connectés à d'autres fichiers.

<sup>2</sup> L'organe fédéral responsable précise dans le règlement de traitement son organisation interne. Il y décrit en particulier les procédures de traitement et de contrôle des données et y intègre les documents relatifs à la planification, à l'élaboration et à la gestion du fichier. Le règlement contient les informations nécessaires à la déclaration des fichiers (art. 16) et les indications suivantes:

- a. l'organe responsable de la protection et de la sécurité des données;

<sup>29</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 7 de l'annexe à l'O du 23 fév. 2000 sur l'informatique dans l'administration fédérale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2000 (RO 2000 1227).

<sup>30</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

<sup>31</sup> RS 172.010.58

<sup>32</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).



- b. la provenance des données;
- c. les buts dans lesquels des données sont régulièrement communiquées;
- d. les procédures de contrôle et en particulier les mesures techniques et organisationnelles visées à l'art. 20 de la présente ordonnance;
- e. la description des champs de données et des unités d'organisation qui y ont accès;
- f. l'accès des utilisateurs au fichier, ainsi que la nature et l'étendue de cet accès;
- g. les procédures de traitement des données, notamment les procédures de rectification, de blocage, d'anonymisation, de sauvegarde, de conservation, d'archivage ou de destruction des données;
- h. la configuration des moyens informatiques;
- i. la procédure d'exercice du droit d'accès.

<sup>3</sup> Le règlement est régulièrement mis à jour. Il est mis à la disposition des organes chargés du contrôle sous une forme qui leur est intelligible.

#### **Art. 22**            Traitement de données sur mandat

1 ...<sup>33</sup>

<sup>2</sup> L'organe fédéral qui fait traiter des données personnelles par un tiers demeure responsable de la protection des données. Il veille à ce que les données soient traitées conformément au mandat, notamment quant à leur utilisation et à leur communication.

<sup>3</sup> Lorsqu'un tiers n'est pas soumis à la LPD, l'organe responsable veille à ce que d'autres dispositions légales assurent une protection équivalente ou, à défaut, garantit une telle protection par des clauses contractuelles.

#### **Art. 23**<sup>34</sup>            Conseiller à la protection des données

<sup>1</sup> La Chancellerie fédérale et chaque département désignent respectivement et au minimum un conseiller à la protection des données. Ce conseiller a pour tâches de:

- a. conseiller les organes responsables et les utilisateurs;
- b. promouvoir l'information et la formation des collaborateurs;
- c. concourir à l'application des prescriptions relatives à la protection des données.

<sup>2</sup> Si les organes fédéraux entendent être déliés de leur devoir de déclarer leurs fichiers conformément à l'art. 11a, al. 5, let. e, LPD, les art. 12a et 12b sont applicables.

<sup>33</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

<sup>34</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

<sup>3</sup> Ils communiquent avec le préposé par l'intermédiaire de leur conseiller à la protection des données.

## Section 5 Dispositions particulières

### Art. 24<sup>35</sup> Collecte de données personnelles

Si une personne interrogée n'est pas tenue de fournir des renseignements, l'organe fédéral qui collecte systématiquement des données personnelles au moyen de questionnaires doit l'informer du caractère facultatif de sa réponse.

### Art. 25 Numéro personnel d'identification

<sup>1</sup> L'organe fédéral qui introduit, pour la gestion de ses fichiers, un numéro personnel d'identification crée un identifiant non signifiant réservé à son champ d'activité. Est un identifiant non signifiant tout ensemble de caractères attribué de manière biunivoque à chaque personne enregistrée dans un fichier et qui ne livre par lui-même aucune information sur la personne.

<sup>2</sup> L'utilisation d'un numéro personnel d'identification par un autre organe fédéral ou cantonal, ainsi que par une personne privée est soumise à l'autorisation de l'organe concerné.

<sup>3</sup> L'organe concerné peut donner son accord si les traitements de données prévus sont en relation étroite avec le domaine pour lequel l'identifiant requis a été créé.

<sup>4</sup> Au demeurant, l'utilisation du numéro AVS est régie par la législation sur l'AVS.

### Art. 26 Communication des données

L'organe fédéral responsable indique au destinataire l'actualité et la fiabilité des données personnelles qu'il communique, dans la mesure où ces informations ne ressortent pas des données elles-mêmes ou des circonstances.

### Art. 27<sup>36</sup> Procédure d'autorisation d'essais pilotes

<sup>1</sup> Avant de consulter les unités administratives concernées, l'organe fédéral responsable de l'essai pilote communique au préposé de quelle manière il est prévu d'assurer que les exigences de l'art. 17a LPD sont remplies et l'invite à prendre position.

<sup>2</sup> Le préposé prend position sur le respect des exigences de l'art. 17a, al. 1 et 2, LPD. A cet effet, l'organe fédéral responsable lui remet tous les documents nécessaires et en particulier:

- a. un descriptif général de l'essai pilote;

<sup>35</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 4 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 3399).

<sup>36</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

- b. un rapport démontrant que l'accomplissement des tâches légales nécessite le traitement de données sensibles ou de profils de la personnalité et rend indispensable une phase d'essai avant l'entrée en vigueur de la loi au sens formel (art. 17a, al. 1, let. c, LPD);
- c. un descriptif de l'organisation interne et des processus de traitement et de contrôle des données (art. 21);
- d. un descriptif des mesures de sécurité et de protection des données;
- e. un projet d'ordonnance réglant les modalités de traitement ou les grandes lignes de cet acte législatif;
- f. les informations concernant la planification des différentes phases de l'essai pilote.

<sup>3</sup> Le préposé peut exiger d'autres documents et procéder à des vérifications complémentaires.

<sup>4</sup> L'organe fédéral responsable informe le préposé de toute modification essentielle portant sur le respect des conditions de l'art. 17a LPD. Le cas échéant, le préposé prend à nouveau position.

<sup>5</sup> La prise de position du préposé est annexée à la proposition adressée au Conseil fédéral.

#### **Art. 27a<sup>37</sup> Rapport d'évaluation de l'essai pilote**

L'organe fédéral responsable soumet pour avis au préposé le projet de rapport d'évaluation à l'intention du Conseil fédéral (art. 17a, al. 4, LPD). La prise de position du préposé est portée à la connaissance du Conseil fédéral.

### **Chapitre 3 Registre des fichiers, Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence et Procédure devant le Tribunal administratif fédéral<sup>38</sup>**

#### **Section 1 Registre des fichiers et enregistrement**

#### **Art. 28<sup>39</sup> Registre des fichiers**

<sup>1</sup> Le registre des fichiers géré par le préposé contient les informations énoncées aux art. 3 et 16.

<sup>37</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

<sup>38</sup> Nouvelle expression selon le ch. II 24 de l'O du 8 nov. 2006 portant adaptation d'ordonnances du Conseil fédéral à la révision totale de la procédure fédérale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2007 (RO 2006 4705). Il a été tenu compte de cette modification dans tout le présent texte.

<sup>39</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

<sup>2</sup> Le registre est accessible en ligne au public. Sur demande, le préposé communique gratuitement des extraits du registre.

<sup>3</sup> Le préposé tient une liste des maîtres de fichiers qui sont déliés de leur devoir de déclarer leurs fichiers en vertu de l'art. 11a, al. 5, let. e et f, LPD. Cette liste est accessible en ligne au public.

<sup>4</sup> Si le maître du fichier ne déclare pas son fichier ou le fait de manière incomplète, le préposé l'invite à s'acquitter de son obligation dans un délai déterminé. A l'expiration du délai et sur la base des informations dont il dispose, le préposé peut procéder d'office à l'enregistrement du fichier ou recommander la cessation du traitement des données.

#### **Art. 29<sup>40</sup>**

### **Section 2**

#### **Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence<sup>41</sup>**

#### **Art. 30**      Siège et statut

<sup>1</sup> Le siège du préposé et de son secrétariat est à Berne.

<sup>2</sup> Les rapports de travail du secrétariat du préposé sont régis par la loi du 24 mars 2000 sur le personnel de la Confédération<sup>42</sup> et ses dispositions d'exécution.<sup>43</sup>

<sup>3</sup> Le budget du préposé figure dans une rubrique spécifique du budget de la Chancellerie fédérale.<sup>44</sup>

#### **Art. 31**      Relations avec les autres autorités et les personnes privées

<sup>1</sup> Le préposé communique avec le Conseil fédéral par l'intermédiaire du chancelier de la Confédération.<sup>45</sup> Celui-ci transmet au Conseil fédéral tous les rapports et propositions du préposé, même s'il ne peut y adhérer.

<sup>1bis</sup> Le préposé transmet les rapports destinés à l'Assemblée fédérale directement aux Services du Parlement.<sup>46</sup>

<sup>40</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

<sup>41</sup> Nouvelle dénomination selon le ch. 3 de l'annexe 2 à l'O du 24 mai 2006 sur la transparence, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006 (RO 2006 2331).

<sup>42</sup> RS 172.220.1

<sup>43</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

<sup>44</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

<sup>45</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO 2007 4993).

<sup>46</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 4 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2010 (RO 2010 3399).

<sup>2</sup> Le préposé communique directement avec les autres unités administratives, les tribunaux fédéraux, les autorités étrangères de protection des données et toutes les autres autorités ou personnes privées soumises à la législation fédérale sur la protection des données ou à celle sur le principe de la transparence dans l'administration.<sup>47</sup>

### **Art. 32** Documentation

<sup>1</sup> Les organes fédéraux communiquent au préposé tous leurs projets législatifs concernant le traitement de données personnelles, la protection des données et l'accès aux documents officiels.<sup>48</sup> En matière de protection des données, les départements et la Chancellerie fédérale lui communiquent leurs décisions sous forme anonyme, ainsi que leurs directives.<sup>49</sup>

<sup>2</sup> Le préposé doit avoir à sa disposition la documentation nécessaire à son activité. Il gère un système d'information autonome pour la documentation, l'enregistrement, la gestion, l'indexation et le contrôle de la correspondance et des dossiers, ainsi que pour la publication en ligne d'informations d'intérêt général et du registre des fichiers.<sup>50</sup>

<sup>3</sup> Le Tribunal administratif fédéral a accès à la documentation scientifique du préposé.<sup>51</sup>

### **Art. 33** Emoluments

<sup>1</sup> Les avis (art. 28 LPD) du préposé sont soumis à émoluments. L'ordonnance générale du 8 septembre 2004 sur les émoluments<sup>52</sup> est applicable.<sup>53</sup>

<sup>2</sup> Aucun émoulement ne peut être prélevé auprès des autorités fédérales ou cantonales.

### **Art. 34** Examen des traitements de données personnelles

<sup>1</sup> Lorsqu'en application des art. 27 et 29 LPD le préposé est amené à éclaircir les faits, notamment pour apprécier la licéité d'un traitement, il peut demander au maître du fichier des informations relatives notamment:

<sup>47</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 24 de l'O du 8 nov. 2006 portant adaptation d'ordonnances du Conseil fédéral à la révision totale de la procédure fédérale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2007 (RO **2006** 4705).

<sup>48</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO **2007** 4993).

<sup>49</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe 2 à l'O du 24 mai 2006 sur la transparence, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006 (RO **2006** 2331).

<sup>50</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO **2007** 4993).

<sup>51</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 24 de l'O du 8 nov. 2006 portant adaptation d'ordonnances du Conseil fédéral à la révision totale de la procédure fédérale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2007 (RO **2006** 4705).

<sup>52</sup> RS **172.041.1**

<sup>53</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 sept. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO **2007** 4993).

- a. aux mesures techniques et organisationnelles prises ou envisagées (art. 8 à 10 et 20);
- b. aux règles relatives à la rectification, au blocage, à l'anonymisation, à la sauvegarde, à la conservation et à la destruction des données;
- c. à la configuration des moyens informatiques;
- d. aux connexions de fichiers;
- e. au mode de communication des données;
- f. à la description des champs de données et des unités d'organisation qui y ont accès;
- g. à la nature et à l'étendue de l'accès des utilisateurs au fichier.

<sup>2</sup> Lorsque des données sont communiquées à l'étranger, le préposé peut demander des informations complémentaires ayant trait notamment aux possibilités de traitement des données par le destinataire ou aux mesures de protection des données.

### Section 3 Procédure devant le Tribunal administratif fédéral

#### Art. 35<sup>54</sup>

<sup>1</sup> Le Tribunal administratif fédéral peut exiger que des traitements de données lui soient présentés.

<sup>2</sup> Il communique ses décisions au préposé.

### Chapitre 4 Dispositions finales

#### Art. 36 Modification du droit en vigueur

1. et 2. ...<sup>55</sup>

3. à 8. ...<sup>56</sup>

#### Art. 37 Dispositions transitoires

<sup>1</sup> Les fichiers en exploitation à l'entrée en vigueur de la LPD et de la présente ordonnance doivent être annoncés au préposé d'ici au 30 juin 1994.

<sup>2</sup> Les mesures techniques et organisationnelles (art. 8 à 11, 20, 21) doivent être prises dans un délai de cinq ans à compter de la date de l'entrée en vigueur de la pré-

<sup>54</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 24 de l'O du 8 nov. 2006 portant adaptation d'ordonnances du Conseil fédéral à la révision totale de la procédure fédérale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2007 (RO **2006** 4705).

<sup>55</sup> Abrogés par le ch. II 7 de l'annexe à l'O du 23 fév. 2000 sur l'informatique dans l'administration fédérale (RO **2000** 1227).

<sup>56</sup> Les mod. peuvent être consultées au RO **1993** 1962.

sente ordonnance pour l'ensemble des traitements automatisés de données et des fichiers existants.

**Art. 38**            Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1993.





# Loi fédérale contre la concurrence déloyale (LCD)

241

du 19 décembre 1986 (Etat le 1<sup>er</sup> juillet 2016)

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*  
vu les art. 95, al. 1, 96, 97, al. 1 et 2, et 122, al. 1, de la Constitution<sup>1,2</sup>  
vu le message du Conseil fédéral du 18 mai 1983<sup>3</sup>,  
*arrête:*

## Chapitre 1 But

### Art. 1

La présente loi vise à garantir, dans l'intérêt de toutes les parties concernées, une concurrence loyale et qui ne soit pas faussée.

## Chapitre 2 Dispositions de droit civil et de droit de procédure

### Section 1 Illicéité de la concurrence déloyale

### Art. 2 Principe

Est déloyal et illicite tout comportement ou pratique commerciale qui est trompeur ou qui contrevient de toute autre manière aux règles de la bonne foi et qui influe sur les rapports entre concurrents ou entre fournisseurs et clients.

### Art. 3 Méthodes déloyales de publicité et de vente et autres comportements illicites

<sup>1</sup> Agit de façon déloyale celui qui, notamment:

- a. dénigre autrui, ses marchandises, ses oeuvres, ses prestations, ses prix ou ses affaires par des allégations inexactes, fallacieuses ou inutilement blessantes;
- b.<sup>4</sup> donne des indications inexactes ou fallacieuses sur lui-même, son entreprise, sa raison de commerce, ses marchandises, ses oeuvres, ses prestations, ses

RO 1988 223

<sup>1</sup> RS 101

<sup>2</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 17 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 2012 (RO 2011 4909; FF 2009 5539).

<sup>3</sup> FF 1983 II 1037

<sup>4</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 24 mars 1995, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> nov. 1995 (RO 1995 4086; FF 1994 III 449).

- prix, ses stocks, ses méthodes de vente ou ses affaires ou qui, par de telles allégations, avantage des tiers par rapport à leurs concurrents;
- c. porte ou utilise des titres ou des dénominations professionnelles inexacts, qui sont de nature à faire croire à des distinctions ou capacités particulières;
  - d. prend des mesures qui sont de nature à faire naître une confusion avec les marchandises, les oeuvres, les prestations ou les affaires d'autrui;
  - e. compare, de façon inexacte, fallacieuse, inutilement blessante ou parasitaire sa personne, ses marchandises, ses oeuvres, ses prestations ou ses prix avec celles ou ceux d'un concurrent ou qui, par de telles comparaisons, avantage des tiers par rapport à leurs concurrents;
  - f. offre, de façon réitérée, au-dessous de leur prix coûtant, un choix de marchandises, d'oeuvres ou de prestations et met cette offre particulièrement en valeur dans sa publicité, trompant ainsi la clientèle sur ses propres capacités ou celles de ses concurrents; la tromperie est présumée lorsque le prix de vente est inférieur au prix coûtant pour des achats comparables de marchandises, d'oeuvres ou de prestations de même nature; si le défendeur peut établir le prix coûtant effectif, celui-ci est déterminant pour le jugement;
  - g. trompe, par des primes, la clientèle sur la valeur effective de son offre;
  - h. entrave la liberté de décision de la clientèle en usant de méthodes de vente particulièrement agressives;
  - i. trompe la clientèle en faisant illusion sur la qualité, la quantité, les possibilités d'utilisation, l'utilité de marchandises, d'oeuvres ou de prestations ou en taisant les dangers qu'elles présentent;
  - k.<sup>5</sup> omet, dans des annonces publiques en matière de crédit à la consommation, de désigner nettement sa raison de commerce, ou de donner des indications claires sur le montant net du crédit, le coût total du crédit et le taux annuel effectif global;
  - l.<sup>6</sup> omet, dans des annonces publiques en matière de crédit à la consommation portant sur des marchandises ou des services, de désigner nettement sa raison de commerce, ou de donner des indications claires sur le prix de vente au comptant, le prix de vente résultant du contrat de crédit et le taux annuel effectif global;
  - m.<sup>7</sup> offre ou conclut, dans le cadre d'une activité professionnelle, un contrat de crédit à la consommation en utilisant des formules de contrat qui contiennent des indications incomplètes ou inexacts sur l'objet du contrat, le prix, les conditions de paiement, la durée du contrat, le droit de révocation ou de

<sup>5</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 2 de l'annexe 2 à la LF du 23 mars 2001 sur le crédit à la consommation, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RO 2002 3846; FF 1999 2879).

<sup>6</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 2 de l'annexe 2 à la LF du 23 mars 2001 sur le crédit à la consommation, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RO 2002 3846; FF 1999 2879).

<sup>7</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II de la LF du 13 déc. 2013 (Abrogation des dispositions sur la vente avec paiements préalables), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2014 (RO 2014 869; FF 2013 4139 5221).

dénonciation du client ou le droit qu'a celui-ci de payer le solde par anticipation;

- n.<sup>8</sup> omet dans des annonces publiques en matière de crédit à la consommation (let. k) ou en matière de crédit à la consommation portant sur des marchandises ou des services (let. l) de signaler que l'octroi d'un crédit est interdit s'il occasionne le surendettement du consommateur;
- o.<sup>9</sup> envoie ou fait envoyer, par voie de télécommunication, de la publicité de masse n'ayant aucun lien direct avec une information demandée et omet de requérir préalablement le consentement des clients, de mentionner correctement l'émetteur ou de les informer de leur droit à s'y opposer gratuitement et facilement; celui qui a obtenu les coordonnées de ses clients lors de la vente de marchandises, d'œuvres ou de prestations et leur a indiqué qu'ils pouvaient s'opposer à l'envoi de publicité de masse par voie de télécommunication n'agit pas de façon déloyale s'il leur adresse une telle publicité sans leur consentement, pour autant que cette publicité concerne des marchandises, œuvres et prestations propres analogues;
- p.<sup>10</sup> fait de la publicité par le biais de formulaires d'offre, de propositions de correction ou d'autres moyens, pour l'inscription dans des répertoires de toute nature ou pour la publication d'annonces, ou propose directement cette inscription ou cette publication, sans faire mention des éléments suivants en grands caractères, à un endroit bien visible et dans un langage compréhensible:
  - 1. le caractère onéreux et privé de l'offre,
  - 2. la durée du contrat,
  - 3. le prix total pour la durée du contrat,
  - 4. la diffusion géographique, la forme, le tirage minimum et la date limite de la publication du répertoire ou de l'annonce;
- q.<sup>11</sup> envoie des factures pour une inscription dans des répertoires de toute nature ou la publication d'annonces sans en avoir reçu le mandat;
- r.<sup>12</sup> subordonne la livraison de marchandises, la distribution de primes ou l'octroi d'autres prestations à des conditions dont l'avantage pour l'acquéreur dépend principalement du recrutement d'autres personnes plutôt que de la vente ou de l'utilisation de marchandises ou de prestations (système de la boule de neige, de l'avalanche ou de la pyramide);

<sup>8</sup> Introduite par le ch. II 2 de l'annexe 2 à la LF du 23 mars 2001 sur le crédit à la consommation, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2003 (RO **2002** 3846; FF **1999** 2879).

<sup>9</sup> Introduite par le ch. I de l'annexe à la loi du 24 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 2007 (RO **2007** 921; FF **2003** 7245).

<sup>10</sup> Introduite par le ch. I de la LF du 17 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 2012 (RO **2011** 4909; FF **2009** 5539).

<sup>11</sup> Introduite par le ch. I de la LF du 17 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 2012 (RO **2011** 4909; FF **2009** 5539).

<sup>12</sup> Introduite par le ch. I de la LF du 17 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 2012 (RO **2011** 4909; FF **2009** 5539).

- s.<sup>13</sup> propose des marchandises, des œuvres ou des prestations au moyen du commerce électronique sans remplir les conditions suivantes:
1. indiquer de manière claire et complète son identité et son adresse de contact, y compris pour le courrier électronique,
  2. indiquer les différentes étapes techniques conduisant à la conclusion d'un contrat,
  3. fournir les outils techniques appropriés permettant de détecter et de corriger les erreurs de saisie avant l'envoi d'une commande,
  4. confirmer sans délai la commande du client par courrier électronique;
- t.<sup>14</sup> dans le cadre d'un concours ou d'un tirage au sort, promet un gain dont la validation est liée au recours à un numéro payant de service à valeur ajoutée, au versement d'une indemnité pour frais, à l'achat d'une marchandise ou d'un service, à la participation à une manifestation commerciale ou à un voyage publicitaire ou à la participation à un autre tirage au sort;
- u.<sup>15</sup> ne respecte pas la mention contenue dans l'annuaire indiquant qu'un client ne souhaite pas recevoir de messages publicitaires de tiers et que les données le concernant ne peuvent pas être communiquées à des fins de prospection publicitaire directe.

<sup>2</sup> L'al. 1, let. s, ne s'applique pas à la téléphonie vocale et aux contrats conclus uniquement par l'échange de courriers électroniques ou de moyens de communication analogues.<sup>16</sup>

#### **Art. 4** Incitation à violer ou à résilier un contrat

Agit de façon déloyale celui qui, notamment:

- a. incite un client à rompre un contrat en vue d'en conclure un autre avec lui;
- b.<sup>17</sup> ...
- c. incite des travailleurs, mandataires ou auxiliaires à trahir ou à surprendre des secrets de fabrication ou d'affaires de leur employeur ou mandant;
- d.<sup>18</sup> incite un consommateur qui a conclu un contrat de crédit à la consommation à révoquer ce contrat pour conclure lui-même un tel contrat avec lui.

<sup>13</sup> Introduite par le ch. I de la LF du 17 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 2012 (RO 2011 4909; FF 2009 5539).

<sup>14</sup> Introduite par le ch. I de la LF du 17 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 2012 (RO 2011 4909; FF 2009 5539).

<sup>15</sup> Introduite par le ch. I de la LF du 17 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 2012 (RO 2011 4909; FF 2009 5539).

<sup>16</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 17 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 2012 (RO 2011 4909; FF 2009 5539).

<sup>17</sup> Abrogée l'art. 2 ch. I de l'AF du 7 oct. 2005 portant approbation et mise en œuvre de la Conv. pénale du Conseil de l'Europe sur la corruption et de son Prot. add., avec effet au 1<sup>er</sup> juil. 2006 (RO 2006 2371; FF 2004 6549).

<sup>18</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II de la LF du 13 déc. 2013 (Abrogation des dispositions sur la vente avec paiements préalables), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2014 (RO 2014 869; FF 2013 4139 5221).

**Art. 4a<sup>19</sup>** Corruption active et passive

<sup>1</sup> Agit de façon déloyale celui qui:

- a. aura offert, promis ou octroyé un avantage indu à un employé, un associé, un mandataire ou un autre auxiliaire d'un tiers du secteur privé, en faveur de cette personne ou en faveur d'un tiers, pour l'exécution ou l'omission d'un acte en relation avec son activité professionnelle ou commerciale et qui soit contraire à ses devoirs ou dépende de son pouvoir d'appréciation;
- b.<sup>20</sup> en tant qu'employé, en tant qu'associé, en tant que mandataire ou en tant qu'autre auxiliaire d'un tiers du secteur privé, aura sollicité, se sera fait promettre ou aura accepté, en sa faveur ou en faveur d'un tiers, un avantage indu pour l'exécution ou l'omission d'un acte en relation avec son activité professionnelle ou commerciale et qui soit contraire à ses devoirs ou dépende de son pouvoir d'appréciation.

<sup>2</sup> Ne constituent pas des avantages indus ceux qui sont convenus par contrat de même que ceux qui, de faible importance, sont conformes aux usages sociaux.

**Art. 5** Exploitation d'une prestation d'autrui

Agit de façon déloyale celui qui, notamment:

- a. exploite de façon indue le résultat d'un travail qui lui a été confié, par exemple des offres, des calculs ou des plans;
- b. exploite le résultat du travail d'un tiers, par exemple des offres, des calculs ou des plans, bien qu'il sache que ce résultat lui a été remis ou rendu accessible de façon indue;
- c. reprend grâce à des procédés techniques de reproduction et sans sacrifice correspondant le résultat de travail d'un tiers prêt à être mis sur le marché et l'exploite comme tel.

**Art. 6** Violation des secrets de fabrication ou d'affaires

Agit de façon déloyale celui qui, notamment, exploite ou divulgue des secrets de fabrication ou d'affaires qu'il a surpris ou dont il a eu indûment connaissance d'une autre manière.

**Art. 7** Inobservation des conditions de travail

Agit de façon déloyale celui qui, notamment, n'observe pas les conditions de travail légales ou contractuelles qui sont également imposées à la concurrence ou qui sont conformes aux usages professionnels ou locaux.

<sup>19</sup> Introduit par l'art. 2 ch. 1 de l'AF du 7 oct. 2005 portant approbation et mise en œuvre de la Conv. pénale du Conseil de l'Europe sur la corruption et de son Prot. add., en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2006 (RO **2006** 2371; FF **2004** 6549).

<sup>20</sup> L'Erratum de la CdR de l'Ass. féd. du 10 déc. 2015, publié le 31 déc. 2015 ne concerne que le texte italien (RO **2015** 5999).

**Art. 8<sup>21</sup>** Utilisation de conditions commerciales abusives

Agit de façon déloyale celui qui, notamment, utilise des conditions générales qui, en contradiction avec les règles de la bonne foi prévoient, au détriment du consommateur, une disproportion notable et injustifiée entre les droits et les obligations découlant du contrat.

**Section 2 Dispositions de procédure<sup>22</sup>****Art. 9** Qualité pour agir<sup>23</sup>

<sup>1</sup> Celui qui, par un acte de concurrence déloyale, subit une atteinte dans sa clientèle, son crédit ou sa réputation professionnelle, ses affaires ou ses intérêts économiques en général ou celui qui en est menacé, peut demander au juge:

- a. de l'interdire, si elle est imminente;
- b. de la faire cesser, si elle dure encore;
- c. d'en constater le caractère illicite, si le trouble qu'elle a créé subsiste.

<sup>2</sup> Il peut en particulier demander qu'une rectification ou que le jugement soit communiqué à des tiers ou publié.

<sup>3</sup> Il peut en outre, conformément au code des obligations<sup>24</sup>, intenter des actions en dommages-intérêts et en réparation du tort moral, ainsi qu'exiger la remise du gain selon les dispositions sur la gestion d'affaires.

**Art. 10** Qualité pour agir des clients, des organisations et de la Confédération<sup>25</sup>

<sup>1</sup> Les actions prévues à l'art. 9 peuvent aussi être intentées par les clients dont les intérêts économiques sont menacés ou lésés par un acte de concurrence déloyale.

<sup>2</sup> Les actions prévues à l'art. 9, al. 1 et 2, peuvent en outre être intentées par:

- a. les associations professionnelles et les associations économiques que leurs statuts autorisent à défendre les intérêts économiques de leurs membres;
- b. les organisations d'importance nationale ou régionale qui se consacrent statutairement à la protection des consommateurs;

<sup>21</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 17 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2012 (RO 2011 4909; FF 2009 5539).

<sup>22</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 15 de l'annexe 1 au CPC du 19 déc. 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO 2010 1739; FF 2006 6841).

<sup>23</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 15 de l'annexe 1 CPC du 19 déc. 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO 2010 1739; FF 2006 6841).

<sup>24</sup> RS 220

<sup>25</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 15 de l'annexe 1 au CPC du 19 déc. 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO 2010 1739; FF 2006 6841).

c.<sup>26</sup> ...

<sup>3</sup> Les actions prévues à l'art. 9, al. 1 et 2, peuvent également être intentées par la Confédération si elle le juge nécessaire à la protection de l'intérêt public, notamment dans les cas suivants:

- a. la réputation de la Suisse à l'étranger est menacée ou subit une atteinte et les personnes dont les intérêts économiques sont touchés résident à l'étranger;
- b. les intérêts de plusieurs personnes, les intérêts d'un groupe de personnes appartenant à un secteur économique ou d'autres intérêts collectifs sont menacés ou subissent une atteinte.<sup>27</sup>

<sup>4</sup> Lorsque la protection de l'intérêt public l'exige, le Conseil fédéral peut informer le public des pratiques déloyales d'une entreprise en la citant nommément. Lorsque il n'y a plus d'intérêt public, les communications en questions sont supprimées.<sup>28</sup>

<sup>5</sup> Lorsqu'une action est intentée par la Confédération, la présente loi est applicable de manière impérative conformément à l'art. 18 de la loi fédérale du 18 décembre 1987 sur le droit international privé<sup>29,30</sup>

#### **Art. 11** Actions contre l'employeur

Lorsque l'acte de concurrence déloyale a été commis par un travailleur ou par un autre auxiliaire dans l'accomplissement de son travail, les actions prévues à l'art. 9, al. 1 et 2, peuvent également être intentées contre l'employeur.

#### **Art. 12 et 13<sup>31</sup>**

#### **Art. 13a<sup>32</sup>** Renversement du fardeau de la preuve

<sup>1</sup> Le juge peut exiger que l'annonceur apporte des preuves concernant l'exactitude matérielle des données de fait contenues dans la publicité si, compte tenu des intérêts légitimes de l'annonceur et de toute autre partie à la procédure, une telle exigence paraît appropriée en l'espèce.

<sup>26</sup> Introduite par le ch. I de la LF du 20 mars 1992 (RO **1992** 1514; FF **1992** I 339). Abrogée par le ch. I de la LF du 17 juin 2011, avec effet au 1<sup>er</sup> avr. 2012 (RO **2011** 4909; FF **2009** 5539).

<sup>27</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 17 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 2012 (RO **2011** 4909; FF **2009** 5539).

<sup>28</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 17 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 2012 (RO **2011** 4909; FF **2009** 5539).

<sup>29</sup> RS **291**

<sup>30</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 17 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 2012 (RO **2011** 4909; FF **2009** 5539).

<sup>31</sup> Abrogés par le ch. II 15 de l'annexe 1 au CPC du 19 déc. 2008, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO **2010** 1739; FF **2006** 6841).

<sup>32</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 18 juin 1993, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 1994 (RO **1994** 375; FF **1993** I 757).

2 ...<sup>33</sup>

### Art. 14 et 15<sup>34</sup>

## Chapitre 3 Dispositions de droit administratif<sup>35</sup>

### Art. 16 Obligation d'indiquer les prix

<sup>1</sup> Sauf exception prévue par le Conseil fédéral, le prix à payer effectivement pour les marchandises offertes au consommateur doit être indiqué.<sup>36</sup> Des exceptions sont notamment admissibles pour des raisons techniques ou de sécurité. La même obligation s'applique aux prestations de services désignées par le Conseil fédéral.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral règle l'indication des prix et des pourboires.

3 ...<sup>37</sup>

### Art. 16a<sup>38</sup> Indication du prix unitaire pour les marchandises et les services mesurables

<sup>1</sup> La quantité et le prix doivent être indiqués pour les marchandises et les services mesurables offerts au consommateur, ainsi que le prix unitaire afin de permettre la comparaison.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut édicter des prescriptions qui, si elles sont appliquées, dispensent d'indiquer le prix unitaire.

### Art. 17 Indication des prix dans la publicité

Lorsque des prix ou des réductions de prix sont mentionnés dans la publicité, leur indication doit être conforme aux règles édictées par le Conseil fédéral.

### Art. 18 Indication de prix fallacieuse

Il est interdit d'user de procédés propres à induire en erreur pour:

- a. indiquer des prix;
- b. annoncer des réductions de prix ou

<sup>33</sup> Abrogé par le ch. II 15 de l'annexe 1 au CPC du 19 déc. 2008, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO 2010 1739; FF 2006 6841).

<sup>34</sup> Abrogés par le ch. II 15 de l'annexe 1 au CPC du 19 déc. 2008, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO 2010 1739; FF 2006 6841).

<sup>35</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 17 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 2012 (RO 2011 4909; FF 2009 5539).

<sup>36</sup> Nouvelle teneur selon l'art. 26 de la LF du 17 juin 2011 sur la métrologie, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2013 (RO 2012 6235; FF 2010 7305).

<sup>37</sup> Abrogé par l'art. 26 de la LF du 17 juin 2011 sur la métrologie, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2013 (RO 2012 6235; FF 2010 7305).

<sup>38</sup> Introduit par l'art. 26 de la LF du 17 juin 2011 sur la métrologie, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2013 (RO 2012 6235; FF 2010 7305).



- c. mentionner d'autres prix en sus du prix à payer effectivement.

#### **Art. 19** Obligation de renseigner

<sup>1</sup> Dans la mesure où l'établissement des faits l'exige, les organes compétents des cantons peuvent demander des renseignements et requérir des documents.

<sup>2</sup> Sont soumises à l'obligation de renseigner:

- a. les personnes et entreprises qui offrent des marchandises au consommateur, les produisent ou en font le commerce ou les achètent;
- b. les personnes et entreprises qui offrent des services, les fournissent, les procurent ou en font usage;
- c. les organisations de l'économie;
- d. les organisations d'importance nationale ou régionale qui se consacrent statutairement à la protection des consommateurs.

<sup>3</sup> L'obligation de renseigner est levée si les déclarations peuvent être refusées en vertu de l'art. 42 de la loi fédérale de procédure civile fédérale du 4 décembre 1947<sup>39</sup>.

<sup>4</sup> Les dispositions du code de procédure pénale du 5 octobre 2007<sup>40</sup> ainsi que les dispositions cantonales sur la procédure administrative sont réservées.<sup>41</sup>

#### **Art. 20** Exécution

<sup>1</sup> L'exécution incombe aux cantons, la haute surveillance à la Confédération.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution.

### **Chapitre 3a**

#### **Collaboration avec les autorités de surveillance étrangères<sup>42</sup>**

#### **Art. 21<sup>43</sup>** Collaboration

<sup>1</sup> Les autorités fédérales compétentes pour l'exécution de la présente loi peuvent collaborer avec les autorités étrangères compétentes et avec des organisations ou des organismes internationaux, en particulier coordonner leurs enquêtes, aux conditions suivantes:

- a. la lutte contre les pratiques commerciales déloyales l'exige;

<sup>39</sup> RS 273

<sup>40</sup> RS 312.0

<sup>41</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 7 de l'annexe 1 au CPP du 5 oct. 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2011 (RO 2010 1881; FF 2006 1057).

<sup>42</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 17 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 2012 (RO 2011 4909; FF 2009 5539).

<sup>43</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 17 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 2012 (RO 2011 4909; FF 2009 5539).

- b. l'autorité étrangère, l'organisation internationale ou l'organisme international considéré est lié par le secret de fonction ou soumis à un devoir de confidentialité équivalent.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut conclure des traités internationaux de collaboration avec les autorités de surveillance étrangères afin de lutter contre les pratiques commerciales déloyales.

#### **Art. 22<sup>44</sup>** Communication de données

<sup>1</sup> Les autorités fédérales compétentes pour l'exécution de la présente loi peuvent, dans le cadre de la collaboration prévue à l'art. 21, communiquer aux autorités étrangères et organisations ou organismes internationaux compétents des données concernant notamment:

- a. les personnes qui ont pris part à une pratique commerciale déloyale;
- b. l'envoi de courriers publicitaires et autres documents qui démontrent l'existence d'une pratique commerciale déloyale;
- c. les modalités financières de l'opération;
- d. la fermeture de cases postales.

<sup>2</sup> Elles peuvent communiquer les données si les destinataires garantissent qu'ils accordent la réciprocité et ne traiteront les données que pour lutter contre les pratiques commerciales déloyales. L'art. 6 de la loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données<sup>45</sup> est réservé.

<sup>3</sup> Lorsque le destinataire des données est une organisation ou un organisme international, les données peuvent lui être communiquées même s'il n'accorde pas la réciprocité.

## **Chapitre 4 Dispositions pénales**

#### **Art. 23<sup>46</sup>** Concurrence déloyale

<sup>1</sup> Quiconque, intentionnellement, se rend coupable de concurrence déloyale au sens des art. 3, 4, 5 ou 6 est, sur plainte, puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.<sup>47</sup>

<sup>2</sup> Peut porter plainte celui qui a qualité pour intenter une action civile selon les art. 9 et 10.

<sup>44</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 17 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 2012 (RO **2011** 4909; FF **2009** 5539).

<sup>45</sup> RS **235.1**

<sup>46</sup> Nouvelle teneur selon l'art. 2 ch. 1 de l'AF du 7 oct. 2005 portant approbation et mise en œuvre de la Conv. pénale du Conseil de l'Europe sur la corruption et de son Prot. add., en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2006 (RO **2006** 2371; FF **2004** 6549).

<sup>47</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 1 de la LF du 25 sept. 2015 (Dispositions pénales incriminant la corruption), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2016 (RO **2016** 1287; FF **2014** 3433).

<sup>3</sup> Dans la procédure, la Confédération a les mêmes droits qu'une partie plaignante.<sup>48</sup>

**Art. 24** Violation de l'obligation d'indiquer les prix au consommateur

<sup>1</sup> Quiconque, intentionnellement:

- a.<sup>49</sup> viole l'obligation d'indiquer les prix (art. 16) et le prix unitaire (art. 16a);
- b. contrevient aux prescriptions sur l'indication des prix dans la publicité (art. 17);
- c. indique des prix de manière fallacieuse (art. 18);
- d. ne satisfait pas à l'obligation de renseigner en vue de l'établissement des faits (art. 19);
- e.<sup>50</sup> contrevient aux dispositions d'exécution du Conseil fédéral relatives à l'indication du prix et à l'indication du prix unitaire (art. 16, 16a et 20);

est puni de l'amende jusqu'à 20 000 francs.<sup>51</sup>

<sup>2</sup> Si l'auteur a agi par négligence, la peine sera l'amende.

**Art. 25**<sup>52</sup>

**Art. 26** Infractions commises dans une entreprise

Les art. 6 et 7 de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif<sup>53</sup> s'appliquent aux infractions commises dans une entreprise, par un mandataire, etc.

**Art. 27** Poursuite pénale

<sup>1</sup> La poursuite pénale incombe aux cantons.

<sup>2</sup> Les autorités cantonales communiquent en expédition intégrale, immédiatement et sans frais, les jugements, les prononcés administratifs et les ordonnances de non-lieu au Ministère public de la Confédération et au Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche<sup>54,55</sup>

<sup>48</sup> Introduit par le ch. I de la LF du 17 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 2012 (RO 2011 4909; FF 2009 5539).

<sup>49</sup> Nouvelle teneur selon l'art. 26 de la LF du 17 juin 2011 sur la métrologie, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2013 (RO 2012 6235; FF 2010 7305).

<sup>50</sup> Nouvelle teneur selon l'art. 26 de la LF du 17 juin 2011 sur la métrologie, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2013 (RO 2012 6235; FF 2010 7305).

<sup>51</sup> Nouvelle teneur selon l'art. 333 du CP, dans la teneur de la LF du 13 déc. 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2007 (RO 2006 3459; FF 1999 1787).

<sup>52</sup> Abrogé par le ch. I de la LF du 24 mars 1995, avec effet au 1<sup>er</sup> nov. 1995 (RO 1995 4086; FF 1994 III 449).

<sup>53</sup> RS 313.0

<sup>54</sup> Nouvelle expression selon le ch. I 5 de l'O du 15 juin 2012 (Réorganisation des départements), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2013 (RO 2012 3655).

<sup>55</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 17 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avr. 2012 (RO 2011 4909; FF 2009 5539).

## Chapitre 5 Dispositions finales

### Art. 28 Abrogation du droit fédéral

La loi fédérale du 30 septembre 1943 sur la concurrence déloyale<sup>56</sup> est abrogée.

### Art. 29 Référendum et entrée en vigueur

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Date de l'entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> mars 1988<sup>57</sup>

<sup>56</sup> [RS 2 945; RO 1962 1082 art. 2, 1970 308, 1978 2057]

<sup>57</sup> ACF du 14 déc. 1987

SECO – Secrétariat d'Etat à l'économie

**Indication des prix  
et publicité:  
les services  
bancaires et analogues**

**Ordonnance  
du 11 décembre 1978  
sur l'indication des prix  
(OIP)**

**Feuille d'information  
du 1<sup>er</sup> janvier 2006**

## 1. Base juridique et but de l'OIP



L'OIP (RS 942.211) se fonde sur la loi fédérale du 19 décembre 1986 contre la concurrence déloyale (LCD; RS 241). Son but est d'assurer une indication claire des prix, permettant de les comparer et d'éviter que l'acheteur ne soit induit en erreur (art. 1). L'obligation d'indiquer les prix est un instrument de la promotion et de la préservation d'une concurrence loyale.

Les cantons sont chargés de l'exécution (art. 22). La haute surveillance incombe au Département fédéral de l'économie (art. 23), qui a délégué la tâche au Secrétariat d'Etat à l'économie (seco).

L'art. 10, al. 1, let. r, al. 2 et 3, l'art. 11, al. 1 et 2, ainsi que les articles 13 à 15 de l'OIP sont déterminants pour les services bancaires et analogues.

## 2. Champ d'application de l'OIP



L'OIP s'applique à toutes les marchandises offertes au consommateur et aux services énumérés à l'art. 10 (art. 2, al. 1, let. a et c).

On considère comme consommateur toute personne qui achète une marchandise ou une prestation de services à des fins qui sont sans rapport avec son activité commerciale ou professionnelle (art. 2, al. 2).

L'OIP ne vaut pas pour les offres individualisées, comme elles peuvent exister dans la gestion de fortune, mais uniquement pour les offres standardisées.

## 3. Assujettissement des services bancaires et analogues



Pour les services bancaires et analogues, le consommateur doit pouvoir accéder facilement aux informations précontractuelles sur le prix (suppléments, commissions et taxes de toutes natures) ainsi que sur l'étendue et le contenu des prestations de service comprises dans ce prix. Il y a lieu d'afficher lisiblement les prix et de décrire les prestations y afférentes partout où des services bancaires ou analogues sont offerts au consommateur de manière standard (art. 10 et 11 OIP).

Tant les banques au sens de la loi sur les banques que tous les prestataires de services cités à l'art. 10, al. 1, let. r sont subordonnés aux dispositions de l'OIP

applicables aux services bancaires et analogues.

## 4. Obligation d'indiquer les prix et les spécifications S

Le prix à payer effectivement pour les services bancaires et analogues doit être indiqué en francs suisses. Les taxes publiques mises à la charge du client (TVA) doivent être incluses dans ce prix (art. 10 OIP).

L'indication de prix doit mettre en évidence le genre et l'unité des prestations de services ou les tarifs auxquels les prix se rapportent (art. 11, al. 2, OIP).

Pour les services bancaires et analogues, il convient d'observer ce qui suit:

### 4.1 Ouverture, tenue et clôture de comptes S

- Le genre de compte (livret d'épargne inclus) doit être indiqué. Si un prix comprend différents services réunis dans un paquet de prestations, il y a lieu de mentionner les contre-prestations.
- Les commissions et les taxes doivent être indiquées au moins pour les services standards suivants:

- ouverture de compte
  - tenue de compte et de livret, y compris clôture annuelle
  - relevés de compte
  - port
  - frais de transactions (y inclus frais comptables, ordres de remboursement). Les commissions perçues par la poste lors de versements effectués au guichet (coûts de transaction qui sont à payer par le destinataire) doivent être mentionnées séparément
  - clôture de compte (frais de bouclage)
- Pour autant que cela fasse partie du paquet de prestations ou soit offert de manière standard, il convient de signaler que des intérêts débiteurs sont portés en compte en cas de dépassement de courte durée; le taux de ces intérêts varie en fonction du marché; il doit être indiqué au client sur demande.

### 4.2 Trafic national et international des paiements S

- Les prix, les commissions et les taxes doivent être indiqués pour les versements, prélèvements et virements (guichet et distributeur) ainsi que pour le trafic des paiements standards opérés de la manière suivante:

- traitement non automatique
  - traitement automatique
  - ordres permanents
  - traitement informatisé (recouvrement direct ou débit direct)
- Il convient d'indiquer que les frais de tiers peuvent être répercutés sur le client.

### 4.3 Retrait d'espèces au distributeur (par ex. au bancomat ou au postomat) <sup>§</sup>

Les émetteurs de cartes qui appliquent un supplément lorsque leurs clients retirent de l'argent au distributeur d'un autre institut doivent indiquer clairement le montant de ce supplément. Ils disposent de plusieurs moyens pour le faire: brochures, lettres aux clients, internet, écran des distributeurs. Si l'exploitant du distributeur, de son côté, prélève des frais d'accès et d'utilisation du distributeur, il doit l'indiquer en chiffres et de manière aisément lisible sur le distributeur.

## 4.4 Moyens de paiement (cartes et chèques)

### 4.4.1 Cartes de débit et de crédit <sup>§</sup>

- Le montant de la cotisation annuelle et du coût de renouvellement des cartes de débit (p. ex. carte Maestro et Postcard) et des cartes de crédit (p. ex. Master Card, Visa) doit être indiqué d'emblée au consommateur (sur le formulaire de commande de la carte de crédit, dans des brochures et lettres aux clients ou par tout autre moyen approprié).
- Si la cotisation annuelle pour la carte varie après la première année, il faut le mentionner.
- Sur le formulaire de demande de la carte de crédit ou sur une brochure d'information jointe en annexe (p. ex. une brochure publicitaire), l'émetteur de la carte doit indiquer clairement et de manière chiffrée les suppléments que le client doit payer lorsqu'il utilise sa carte en Suisse ou à l'étranger, afin que ce dernier puisse connaître leur base de calcul (supplément en pour-cent du coût de transaction). Les frais de traitement (en pour-cent) et les charges converties doivent figurer sur le décompte. Le taux de change ainsi que la date pertinente pour son calcul doivent également y figurer. Il peut s'agir d'un taux de change brut incluant d'éventuels frais de traitement.
- Indication des autres frais de traitement perçus par l'émetteur lorsque le titulaire utilise sa carte de crédit ou de débit (p. ex. pour des retraits en espèces);



- Indication des frais de remplacement d'une carte;
- Indication du taux d'intérêt pour «crédits renouvelables» (crédit qui peut être remboursé et demandé à nouveau durant la période conclue);
- Indication des intérêts moratoires si ceux-ci diffèrent du taux d'intérêt du crédit;
- Indication et spécification des frais prélevés lors du blocage de la carte;
- Les prestations principales liées à l'acquisition d'une carte de crédit doivent être clairement définies.
- Le client doit être prévenu si des frais de tiers peuvent lui être facturés.

#### 4.42 Chèques (S)

- Pour les paiements au moyen de chèques, il y a lieu d'indiquer les commissions et les taxes par chèque perçues lors de la remise, de l'établissement, de la restitution et du blocage de formulaires chèques.
- Pour l'encaissement de chèques en espèces, il y a lieu d'indiquer les commissions et les taxes par chèque.

#### 4.5 Change au guichet (S)

- Les cours de change pour l'achat et la vente des principales devises en billets doivent être indiqués. Ils sont mis à jour quotidiennement et assortis d'une mention indiquant que les cours de change en vigueur sont variables et peuvent être demandés au guichet.
- Les frais liés à l'achat et à la vente de devises doivent être mentionnés.

#### 5. Mode d'indication des prix (S)

- Les prix ainsi que les prestations qu'ils recouvrent doivent être faciles à consulter et aisément lisibles, qu'ils soient présentés sur affiche, liste de prix, catalogue, internet, etc. Le mode d'indication des prix selon ch. 4.3, 4.41 et 4.5 est réservé. Dans les institutions bancaires, à la poste, etc. les informations sur les prix doivent être affichées ou déposées aux guichets ou aux endroits où se tiennent généralement les clients.
- En vertu des dispositions relatives à l'indication des prix, une simple information donnée de vive voix ne suffit pas.

## 6. Publicité §

Une publicité ne contenant pas de prix n'est pas soumise à l'OIP. Si elle mentionne un prix ou une réduction de prix, le prix effectivement à payer doit être indiqué et l'offre spécifiée (art. 2, al. 1, let. d, art. 13 et 14). Les dispositions sur l'indication fallacieuse de prix (art. 16 à 18) applicables à la publicité doivent également être respectées.

Les dispositions de la LCD sur la publicité en matière de crédit à la consommation sont réservées (art. 3, let. k, l et n).

## 7. Dispositions pénales / exécution §

Les offices cantonaux compétents veillent à l'application correcte de l'ordonnance et dénoncent les infractions aux autorités compétentes. La procédure est régie par le droit cantonal (art. 22).

L'art. 21 de l'ordonnance, en relation avec l'art. 24 de la LCD, s'applique en cas d'infraction à l'OIP. Le contrevenant encourt les arrêts ou une amende pouvant aller jusqu'à 20 000 francs.

Le Département fédéral de l'économie a délégué la haute surveillance au seco. Celui-ci peut établir des instructions à l'intention des cantons, leur adresser des circulaires, leur demander des informations et des documents et dénoncer les infractions aux autorités cantonales compétentes (art. 23).

## 8. Droit transitoire §

Les décomptes qui ne satisfont pas encore aux exigences susmentionnées doivent contenir les informations figurant au ch.

**4.41 d'ici au 31 décembre 2006 au plus tard.** Tous les autres documents qui comprennent des informations (imprimés publicitaires, formulaires de demande et documents électroniques publiés sur l'internet) et ne remplissent pas les exigences fixées dans la présente feuille d'information doivent contenir les informations nécessaires sur les prix figurant au ch. 4.41 **jusqu'au 1er juillet 2006 au plus tard.**

**Loi fédérale  
sur l'application de sanctions internationales  
(Loi sur les embargos, LEmb)**

**946.231**

du 22 mars 2002 (Etat le 1er août 2004)

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*

vu les art. 54, al. 1, 122, al. 1, et 123, al. 1, de la Constitution<sup>1</sup>,  
vu le message du Conseil fédéral du 20 décembre 2000<sup>2</sup>,

*arrête:*

**Section 1 Dispositions générales**

**Art. 1**           Objet

<sup>1</sup> La Confédération peut édicter des mesures de coercition pour appliquer les sanctions visant à faire respecter le droit international public, en particulier les droits de l'homme, décrétées par l'Organisation des Nations Unies, par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ou par les principaux partenaires commerciaux de la Suisse.

<sup>2</sup> Les mesures prises par le Conseil fédéral en vertu de l'art. 184, al. 3, Cst. dans le but de préserver les intérêts du pays sont réservées.

<sup>3</sup> Les mesures de coercition peuvent notamment:

- a. restreindre directement ou indirectement le trafic des marchandises, des services, des paiements et des capitaux, la circulation des personnes et les échanges scientifiques, technologiques et culturels;
- b. prendre la forme d'interdictions ou d'obligations de demander une autorisation ou de déclarer, ou d'autres limitations de droits.

**Art. 2**           Compétence

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral a la compétence d'édicter des mesures de coercition. Il peut prévoir des exceptions afin de soutenir des activités humanitaires ou de sauvegarder des intérêts suisses.

<sup>2</sup> Les exceptions concernent notamment la livraison de produits alimentaires, de médicaments et de moyens thérapeutiques répondant à des besoins humanitaires.

<sup>3</sup> Les mesures de coercition sont édictées sous forme d'ordonnances.

RO 2002 3673

<sup>1</sup> RS 101

<sup>2</sup> FF 2001 1341

## **Section 2    Contrôle**

### **Art. 3            Obligation de renseigner**

Quiconque est visé, directement ou indirectement, par des mesures découlant de la présente loi fournit aux organes de contrôle désignés par le Conseil fédéral les renseignements et documents nécessaires à l'appréciation globale d'un cas ou à un contrôle.

### **Art. 4            Attributions des organes de contrôle**

<sup>1</sup> Les organes de contrôle sont autorisés, sans préavis, à pénétrer dans les locaux commerciaux des personnes soumises à l'obligation de fournir des renseignements et à les visiter pendant les heures habituelles de travail; ils sont également habilités à consulter tous documents utiles. Ils séquestrent les pièces à conviction.

<sup>2</sup> Ils peuvent faire appel aux organes de police des cantons et des communes ainsi qu'aux organes d'enquête de l'administration des douanes.

<sup>3</sup> Les organes de contrôle et les autorités auxquelles il a été fait appel sont soumis au secret de fonction et prennent, dans les limites de leurs compétences, toutes les précautions propres à empêcher l'espionnage économique.

## **Section 3    Protection des données et collaboration entre autorités**

### **Art. 5            Traitement des données**

<sup>1</sup> Les autorités compétentes de la Confédération peuvent traiter des données personnelles lorsque l'exécution de la présente loi et des ordonnances visées à l'art. 2, al. 3, l'exige.

<sup>2</sup> Elles peuvent traiter des données sensibles relatives à des poursuites ou à des sanctions pénales ou administratives. Le traitement d'autres données sensibles est autorisé lorsqu'il est indispensable au règlement de cas particuliers.

### **Art. 6            Entraide administrative en Suisse**

Les autorités compétentes de la Confédération et les organes de police des cantons et des communes peuvent se communiquer les données nécessaires à l'exécution de la présente loi et des ordonnances visées à l'art. 2, al. 3, y compris les données sensibles, et les transmettre aux autorités de surveillance compétentes.

### **Art. 7            Entraide administrative et judiciaire entre autorités suisses et autorités étrangères**

<sup>1</sup> Les autorités fédérales compétentes en matière d'exécution, de contrôle, de prévention des infractions et de poursuite pénale peuvent collaborer avec les autorités étrangères compétentes, ainsi qu'avec des organisations ou des organismes internationaux, et coordonner leurs enquêtes à condition que:

- a. l'exécution de la présente loi et des ordonnances visées à l'art. 2, al. 3, de prescriptions étrangères comparables ou de résolutions d'organisations internationales l'exige;
- b. les autorités étrangères et les organisations ou organismes internationaux en question soient liées par le secret de fonction ou par un devoir de discrétion équivalent et donnent, dans leur domaine, toute garantie contre l'espionnage économique.

<sup>2</sup> Elles peuvent notamment requérir des autorités étrangères ainsi que des organisations ou organismes internationaux les données dont elles ont besoin. A cet effet, elles peuvent leur fournir des informations, y compris des données sensibles, notamment sur:

- a. la nature, la quantité, le lieu de destination et d'utilisation des biens, l'usage qui en sera fait et les destinataires de ces biens;
- b. les personnes qui participent à la fabrication, à la livraison ou au courtage des biens;
- c. les modalités financières de l'opération;
- d. les comptes bloqués et les valeurs patrimoniales.

<sup>3</sup> Les autorités fédérales peuvent communiquer d'office les données visées à l'al. 2, ou sur demande de l'Etat étranger si ce dernier:

- a. accorde la réciprocité et applique également les sanctions internationales;
- b. garantit que les données ne seront traitées qu'à des fins conformes à la présente loi;
- c. garantit que les données ne seront utilisées dans une procédure pénale que dans les cas où l'entraide judiciaire en matière pénale n'est pas exclue en raison de la nature de l'acte.

<sup>4</sup> L'unité administrative concernée de la Confédération décide, d'entente avec l'office compétent en matière d'entraide judiciaire<sup>3</sup>, si les conditions requises pour l'utilisation de données dans une procédure pénale au sens de l'al. 3, let. c, sont remplies.

<sup>5</sup> Les autorités fédérales peuvent également communiquer les données en question à des organisations ou à des organismes internationaux, aux conditions énoncées à l'al. 3; ce faisant, elles peuvent renoncer à l'exigence de réciprocité.

<sup>6</sup> En cas d'infractions à la présente loi, l'entraide judiciaire peut être accordée aux autorités étrangères et aux organisations ou organismes internationaux mentionnés à l'al. 1. Ces infractions ne sont pas considérées comme des actes contrevenant à des mesures monétaires, économiques ou commerciales au sens de l'art. 3, al. 3, de la loi du 20 mars 1981 sur l'entraide pénale internationale<sup>4</sup>; les dispositions procédurales de cette dernière sont applicables.

<sup>3</sup> Office fédéral de la justice

<sup>4</sup> RS 351.1

## **Section 4    Voies de droit**

### **Art. 8**

Les dispositions générales sur la procédure fédérale sont applicables aux recours contre les décisions prises en vertu de la présente loi.

## **Section 5    Dispositions pénales et mesures**

### **Art. 9**            Délits

<sup>1</sup> Quiconque viole intentionnellement les dispositions des ordonnances visées à l'art. 2, al. 3, dont la violation est déclarée punissable est puni de l'emprisonnement pour un an au plus ou d'une amende de 500 000 francs au plus.

<sup>2</sup> Dans les cas graves, la peine est l'emprisonnement pour cinq ans au plus. La peine privative de liberté peut être assortie d'une amende de 1 million de francs au plus.

<sup>3</sup> Si l'auteur agit par négligence, la peine est l'emprisonnement pour trois mois au plus ou une amende de 100 000 francs au plus.

### **Art. 10**            Contraventions

<sup>1</sup> Est puni des arrêts ou d'une amende de 100 000 francs au plus quiconque, intentionnellement:

- a. refuse de fournir les renseignements, les documents ou l'accès aux locaux commerciaux visés aux art. 3 et 4, al. 1, ou fait de fausses déclarations ou des déclarations induisant en erreur;
- b. contrevient d'une autre manière à la présente loi ou à des dispositions des ordonnances visées à l'art. 2, al. 3, dont la violation est déclarée punissable, ou encore à une décision se référant aux dispositions pénales du présent article, sans que son comportement soit punissable en vertu d'une autre infraction.

<sup>2</sup> La tentative et la complicité sont punissables.

<sup>3</sup> Si l'auteur agit par négligence, la peine est une amende de 40 000 francs au plus.

<sup>4</sup> L'action pénale se prescrit par cinq ans. En cas d'interruption de la prescription, ce délai ne peut être dépassé de plus de la moitié.

**Art. 11** Concours de plusieurs dispositions pénales

<sup>1</sup> Si une infraction à la présente loi constitue simultanément une infraction à la loi du 13 décembre 1996 sur le matériel de guerre<sup>5</sup>, à la loi du 13 décembre 1996 sur le contrôle des biens<sup>6</sup> ou à la loi du 23 décembre 1959 sur l'énergie atomique<sup>7</sup>, seules les dispositions pénales de la loi prévoyant la peine la plus sévère sont applicables.

<sup>2</sup> Si une infraction à la présente loi constitue simultanément un trafic prohibé aux termes de l'art. 76 de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1925 sur les douanes<sup>8</sup>, seules les dispositions pénales de cette dernière loi sont applicables; l'al. 1 est réservé.

**Art. 12** Infractions dans les entreprises

L'art. 6 de la loi du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif<sup>9</sup> est applicable aux infractions commises dans les entreprises.

**Art. 13** Confiscation de matériel et de valeurs

<sup>1</sup> Le matériel et les valeurs visés par une mesure de coercition sont confisqués alors même qu'aucune personne déterminée n'est punissable si aucune garantie ne peut être donnée qu'ils seront ultérieurement utilisés conformément au droit.

<sup>2</sup> Le matériel et les valeurs confisqués ainsi que le produit éventuel de leur réalisation sont dévolus à la Confédération, sous réserve de l'application de la loi fédérale du 19 mars 2004 sur le partage des valeurs patrimoniales confisquées.<sup>10</sup>

**Art. 14** Juridiction

<sup>1</sup> La loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif<sup>11</sup> est applicable.

<sup>2</sup> Si les dispositions pénales de la présente loi sont applicables, le Ministère public de la Confédération peut ouvrir une enquête de police à la demande de l'unité administrative compétente, lorsque l'importance de l'infraction le justifie. Lorsque l'enquête de police est ouverte par le Ministère public de la Confédération, elle relève de la juridiction fédérale.

<sup>5</sup> RS 514.51

<sup>6</sup> RS 946.202

<sup>7</sup> RS 732.0

<sup>8</sup> RS 631.0

<sup>9</sup> RS 313.0

<sup>10</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 7 de l'annexe à la LF du 19 mars 2004 sur le partage des valeurs patrimoniales confisquées, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2004 (RO 2004 3503).

<sup>11</sup> RS 313.0

## **Section 6    Dispositions finales**

### **Art. 15**        Rapport

Le Conseil fédéral informe l'Assemblée fédérale sur l'application de la présente loi par le biais des rapports sur la politique économique extérieure.

### **Art. 16**        Adaptation des annexes des ordonnances

Le département compétent<sup>12</sup> peut adapter les annexes des ordonnances visées à l'art. 2, al. 3.

### **Art. 17**        Modification du droit en vigueur

Les lois fédérales ci-après sont modifiées comme suit:

...<sup>13</sup>

### **Art. 18**        Référendum et entrée en vigueur

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Date de l'entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> janvier 2003<sup>14</sup>

<sup>12</sup> Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche.

<sup>13</sup> Les mod. peuvent être consultées au RO **2002** 3673.

<sup>14</sup> ACF du 30 oct. 2002



# **Loi fédérale sur le blocage et la restitution des valeurs patrimoniales d'origine illicite de personnes politiquement exposées à l'étranger\***

**196.1****(Loi sur les valeurs patrimoniales d'origine illicite, LVP)**du 18 décembre 2015 (Etat le 1<sup>er</sup> juillet 2016)

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,  
vu l'art. 54, al. 1, de la Constitution<sup>1</sup>,  
vu le message du Conseil fédéral du 21 mai 2014<sup>2</sup>,  
arrête:*

## **Section 1 Dispositions générales**

### **Art. 1**      **Objet**

La présente loi règle le blocage, la confiscation et la restitution de valeurs patrimoniales de personnes politiquement exposées à l'étranger ou de leurs proches lorsqu'il y a lieu de supposer que ces valeurs ont été acquises par des actes de corruption ou de gestion déloyale ou par d'autres crimes.

### **Art. 2**      **Définitions**

Au sens de la présente loi, on entend par:

- a. *personnes politiquement exposées à l'étranger*: personnes qui sont ou ont été chargées de fonctions publiques dirigeantes à l'étranger, en particulier chefs d'Etat ou de gouvernement, politiciens de haut rang au niveau national, hauts fonctionnaires de l'administration, de la justice, de l'armée et des partis au niveau national, organes suprêmes d'entreprises étatiques d'importance nationale;
- b. *proches*: personnes physiques qui, de manière reconnaissable, sont proches des personnes au sens de la let. a pour des raisons familiales, personnelles ou pour des raisons d'affaires;
- c. *valeurs patrimoniales*: biens de quelque nature que ce soit, matériels ou immatériels, mobiliers ou immobiliers.

RO 2016 1803

\* Les termes désignant des personnes s'appliquent également aux femmes et aux hommes.

1 RS 101

2 FF 2014 5121

## Section 2 Blocage de valeurs patrimoniales

### Art. 3 Blocage en vue de l'entraide judiciaire

<sup>1</sup> En vue de soutenir une éventuelle coopération dans le cadre de l'entraide judiciaire avec l'Etat d'origine, le Conseil fédéral peut ordonner le blocage en Suisse de valeurs patrimoniales:

- a. sur lesquelles des personnes politiquement exposées à l'étranger ou leurs proches ont un pouvoir de disposition;
- b. dont des personnes politiquement exposées à l'étranger ou leurs proches sont les ayants droits économiques, ou
- c. qui appartiennent à une personne morale:
  1. au travers de laquelle des personnes politiquement exposées à l'étranger ou leurs proches exercent un pouvoir de disposition direct ou indirect sur ces valeurs, ou
  2. dont des personnes politiquement exposées à l'étranger ou leurs proches sont les ayants droits économiques.

<sup>2</sup> Le blocage n'est admissible qu'aux conditions suivantes:

- a. le gouvernement ou certains membres du gouvernement de l'Etat d'origine ont perdu le pouvoir ou un changement de celui-ci apparaît inexorable;
- b. le degré de corruption dans l'Etat d'origine est notoirement élevé;
- c. il apparaît vraisemblable que les valeurs patrimoniales ont été acquises par des actes de corruption ou de gestion déloyale ou par d'autres crimes;
- d. la sauvegarde des intérêts de la Suisse exige le blocage de ces valeurs patrimoniales.

<sup>3</sup> Avant d'ordonner le blocage et sauf s'il y a péril en la demeure, le Conseil fédéral se renseigne sur la position des principaux Etats partenaires et organisations internationales concernant les mesures de blocage. En règle générale, il coordonne son action du point de vue temporel et matériel avec l'action de ces Etats et organisations.

### Art. 4 Blocage en vue de la confiscation en cas d'échec de l'entraide judiciaire

<sup>1</sup> En vue de l'ouverture d'une procédure de confiscation, le Conseil fédéral peut décider du blocage en Suisse de valeurs patrimoniales:

- a. sur lesquelles des personnes politiquement exposées à l'étranger ou leurs proches ont un pouvoir de disposition;
- b. dont des personnes politiquement exposées à l'étranger ou leurs proches sont les ayants droits économiques, ou

- c. qui appartiennent à une personne morale:
    1. au travers de laquelle des personnes politiquement exposées à l'étranger ou leurs proches exercent un pouvoir de disposition direct ou indirect sur ces valeurs, ou
    2. dont des personnes politiquement exposées à l'étranger ou leurs proches sont les ayants droit économiques.
- <sup>2</sup> Le blocage n'est admissible qu'aux conditions suivantes:
- a. les valeurs patrimoniales ont fait l'objet d'une mesure provisoire de saisie dans le cadre d'une procédure d'entraide judiciaire internationale en matière pénale ouverte à la demande de l'Etat d'origine;
  - b. l'Etat d'origine n'est pas en mesure de répondre aux exigences de la procédure d'entraide judiciaire du fait de l'effondrement de la totalité ou d'une partie substantielle de son appareil judiciaire ou du dysfonctionnement de celui-ci (situation de défaillance);
  - c. la sauvegarde des intérêts de la Suisse exige le blocage de ces valeurs patrimoniales.

<sup>3</sup> Le blocage est également admissible si, après le dépôt d'une demande d'entraide judiciaire, la coopération avec l'Etat d'origine s'avère exclue du fait qu'il existe des raisons de croire que la procédure dans l'Etat d'origine ne respecte pas les principes de procédure déterminants prévus à l'art. 2, let. a, de la loi du 20 mars 1981 sur l'entraide pénale internationale<sup>3</sup> et pour autant que la sauvegarde des intérêts de la Suisse l'exige.

## **Art. 5**                    Adaptation et publication des listes

<sup>1</sup> Lorsque le blocage prononcé en vertu de l'art. 3 revêt la forme d'une ordonnance (ordonnance de blocage), le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) peut adapter la liste nominative des personnes visées par le blocage des valeurs patrimoniales qui figure en annexe de cette ordonnance. Après consultation des autres départements concernés, il peut ajouter ou radier des personnes politiquement exposées à l'étranger ou leurs proches, si la coordination internationale avec les principaux Etats partenaires et organisations internationales ou la sauvegarde des intérêts de la Suisse l'exige.

<sup>2</sup> Le DFAE radie sans délai de cette liste les personnes contre lesquelles le blocage s'avère infondé.

<sup>3</sup> La liste nominative des personnes qui figure en annexe de l'ordonnance de blocage est publiée au Recueil officiel du droit fédéral. Elle peut contenir des données personnelles et des données sensibles, notamment quant à l'appartenance actuelle ou passée à un parti politique ou quant à l'existence de poursuites ou de sanctions pénales ou administratives.

**Art. 6** Durée du blocage

<sup>1</sup> La durée du blocage de valeurs patrimoniales prononcé en vertu de l'art. 3 est de quatre ans au plus. Le Conseil fédéral peut prolonger le blocage d'un an renouvelable si l'Etat d'origine a exprimé sa volonté de coopérer dans le cadre de l'entraide judiciaire. La durée maximale du blocage est de dix ans.

<sup>2</sup> Les valeurs patrimoniales bloquées en application de l'art. 4 restent bloquées jusqu'à l'entrée en force de la décision relative à leur confiscation. Si aucune action en confiscation n'est ouverte dans un délai de dix ans à compter de l'entrée en force de la décision de blocage prononcée en vertu de l'art. 4, le blocage des valeurs patrimoniales est caduc.

**Art. 7** Obligation de communiquer et de renseigner

<sup>1</sup> Les personnes et les institutions qui détiennent ou gèrent en Suisse des valeurs patrimoniales de personnes tombant sous le coup d'une mesure de blocage au sens de l'art. 3 doivent les communiquer sans délai au Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (bureau de communication).

<sup>2</sup> Les personnes et les institutions qui, sans détenir ou gérer en Suisse de telles valeurs patrimoniales, en ont connaissance de par leurs fonctions, doivent les communiquer immédiatement au bureau de communication.

<sup>3</sup> Sur la base des indications reçues en vertu de l'al. 2, le bureau de communication peut demander des informations concernant des valeurs patrimoniales visées par un blocage prononcé en vertu de la présente loi à toute personne ou institution pouvant détenir ou gérer de telles valeurs.

<sup>4</sup> Les personnes et les institutions visées aux al. 1 à 3 doivent, sur demande du bureau de communication, fournir en outre toutes les informations et tous les documents relatifs aux valeurs patrimoniales annoncées qui sont nécessaires à l'exécution de la présente loi, pour autant qu'elles disposent de ces informations.

<sup>5</sup> Les avocats et les notaires ne sont pas soumis à l'obligation de communiquer et de renseigner dans la mesure où ils sont astreints au secret professionnel au sens de l'art. 321 du code pénal<sup>4</sup>.

<sup>6</sup> Le bureau de communication transmet les informations reçues en vertu des al. 1 à 3 au DFAE et à l'Office fédéral de la justice (OFJ). Le Conseil fédéral règle les modalités de la collaboration, dans le cadre de la présente loi, entre le DFAE, l'OFJ et le bureau de communication.

**Art. 8** Administration des valeurs patrimoniales bloquées

<sup>1</sup> Les personnes et les institutions qui détiennent ou gèrent en Suisse des valeurs patrimoniales faisant l'objet d'une mesure de blocage au sens de la présente loi continuent à les administrer après leur blocage. Elles informent sans délai le DFAE en cas de risque de dépréciation rapide des valeurs ou en présence d'un entretien dispendieux de celles-ci.

<sup>2</sup> Les personnes et les institutions qui administrent les valeurs patrimoniales en vertu de l'al. 1 doivent, sur demande du DFAE, fournir à celui-ci toutes les informations et tous les documents relatifs au blocage et à la gestion des valeurs patrimoniales.

<sup>3</sup> Les principes régissant le placement des valeurs patrimoniales séquestrées s'appliquent par analogie à l'administration des valeurs patrimoniales bloquées en vertu de la présente loi.

<sup>4</sup> Le DFAE peut ordonner les mesures nécessaires pour prévenir un risque de dépréciation rapide des valeurs ou un entretien dispendieux de celles-ci, y compris la réalisation immédiate selon les dispositions de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>5</sup>. L'al. 1 s'applique au produit de la réalisation.

<sup>5</sup> Si les valeurs patrimoniales sont également bloquées dans le cadre d'une procédure pénale ou d'une procédure d'entraide judiciaire, leur gestion incombe exclusivement à l'autorité qui dirige la procédure pénale ou de la procédure d'entraide judiciaire. Celle-ci informe le DFAE avant d'ordonner la levée du blocage.

#### **Art. 9** Libération de valeurs patrimoniales bloquées

Dans des cas exceptionnels, en particulier dans les cas de rigueur ou lorsque la sauvegarde d'importants intérêts de la Suisse l'exige, le DFAE peut autoriser la libération d'une partie des valeurs patrimoniales bloquées.

#### **Art. 10** Solution transactionnelle

<sup>1</sup> Pendant la durée du blocage, le Conseil fédéral peut charger le DFAE de rechercher une solution transactionnelle en vue de permettre la restitution intégrale ou partielle des valeurs patrimoniales bloquées. Les art. 17 à 19 s'appliquent par analogie à cette restitution.

<sup>2</sup> La solution transactionnelle est soumise à l'approbation du Conseil fédéral.

<sup>3</sup> Si le Conseil fédéral approuve la solution transactionnelle, il lève le blocage des valeurs patrimoniales.

### **Section 3 Mesures de soutien**

#### **Art. 11** Principe

La Confédération peut soutenir l'Etat d'origine dans ses efforts pour obtenir la restitution des valeurs patrimoniales bloquées.

#### **Art. 12** Assistance technique

<sup>1</sup> Le DFAE et l'OFJ peuvent, après s'être consultés, fournir une assistance technique à l'Etat d'origine.

<sup>2</sup> Ils peuvent notamment:

- a. aider à former les autorités compétentes et leur dispenser des conseils juridiques;
- b. organiser des conférences et des rencontres bilatérales ou multilatérales;
- c. détacher des experts dans l'Etat d'origine.

<sup>3</sup> Le DFAE coordonne ces mesures avec les autres départements concernés et peut collaborer avec des institutions nationales et internationales qualifiées en vue de leur exécution.

### **Art. 13**            Transmission d'informations à l'Etat d'origine

<sup>1</sup> Le bureau de communication peut transmettre à son homologue étranger dans l'Etat d'origine toute information, y compris bancaire, qu'il a obtenue en application de la présente loi, pour permettre à cet Etat d'adresser une demande d'entraide judiciaire à la Suisse ou de compléter une demande insuffisamment étayée.

<sup>2</sup> La transmission des informations que le bureau de communication a obtenues en application de la présente loi a lieu selon les conditions et les modalités des art. 30, 31, let. b et c, et 32, al. 3, de la loi du 10 octobre 1997 sur le blanchiment d'argent<sup>6</sup>. L'art. 30, al. 4, let. a, ch. 1, de ladite loi ne s'applique pas.

<sup>3</sup> Les informations obtenues en application de la présente loi ne peuvent être transmises à l'étranger si:

- a. l'Etat d'origine se trouve dans une situation de défaillance, ou si
- b. la vie ou l'intégrité corporelle des personnes concernées devait s'en trouver menacée.

<sup>4</sup> Les informations obtenues en application de la présente loi doivent être transmises sous forme de rapport. Si les circonstances l'exigent, la transmission d'informations à l'Etat d'origine peut être échelonnée ou soumise à conditions. En déterminant les conditions, le bureau de communication tient notamment compte du respect du droit à un procès équitable dans l'Etat d'origine.

<sup>5</sup> Avant de transmettre des informations obtenues en application de la présente loi, le bureau de communication consulte l'OFJ ainsi que le DFAE.

## **Section 4**        **Confiscation de valeurs patrimoniales**

### **Art. 14**            Conditions et procédure

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral peut charger le Département fédéral des finances (DFF) d'ouvrir devant le Tribunal administratif fédéral une action en confiscation des valeurs patrimoniales bloquées.

<sup>2</sup> Le Tribunal administratif fédéral prononce la confiscation des valeurs patrimoniales qui:

- a. sont soumises au pouvoir de disposition d'une personne politiquement exposée à l'étranger ou d'un proche, ou dont ces personnes sont les ayants droits économiques;
- b. sont d'origine illicite, et qui
- c. ont été bloquées par le Conseil fédéral en prévision d'une confiscation, en vertu de l'art. 4.

<sup>3</sup> La prescription de l'action pénale ou de la peine ne peut être invoquée.

<sup>4</sup> En cas de reprise de la procédure d'entraide judiciaire internationale en matière pénale, la procédure en confiscation est suspendue jusqu'à droit connu.

#### **Art. 15** Présomption d'illicéité

<sup>1</sup> L'origine illicite des valeurs patrimoniales est présumée lorsque les conditions suivantes sont remplies:

- a. le patrimoine de la personne qui a le pouvoir de disposition sur les valeurs patrimoniales ou qui est l'ayant droit économique de celles-ci a fait l'objet d'un accroissement exorbitant facilité par l'exercice de la fonction publique de la personne politiquement exposée à l'étranger;
- b. le degré de corruption de l'Etat d'origine ou de la personne politiquement exposée à l'étranger en cause était notoirement élevé durant la période d'exercice de la fonction publique de celle-ci.

<sup>2</sup> L'accroissement est exorbitant s'il y a une disproportion importante, ne s'expliquant pas par l'expérience générale de la vie et le contexte du pays, entre le revenu légitime acquis par la personne qui a le pouvoir de disposition sur les valeurs patrimoniales et l'augmentation du patrimoine en cause.

<sup>3</sup> La présomption est renversée si la licéité de l'acquisition des valeurs patrimoniales est démontrée avec une vraisemblance prépondérante.

#### **Art. 16** Droit des tiers

Les valeurs patrimoniales ne peuvent pas être confisquées dans les cas suivants:

- a. une autorité suisse fait valoir des droits sur elles;
- b. une personne qui n'est pas proche de la personne politiquement exposée à l'étranger a acquis de bonne foi des droits réels sur elles:
  1. en Suisse, ou
  2. à l'étranger si ces droits font l'objet d'une décision judiciaire susceptible d'être reconnue en Suisse.

## Section 5 Restitution de valeurs patrimoniales

### Art. 17 Principe

La restitution des valeurs patrimoniales poursuit les buts suivants:

- a. améliorer les conditions de vie de la population du pays d'origine, ou
- b. renforcer l'état de droit dans l'Etat d'origine et contribuer ainsi à lutter contre l'impunité.

### Art. 18 Procédure

<sup>1</sup> La restitution des valeurs patrimoniales confisquées s'effectue par le financement de programmes d'intérêt public.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut conclure des accords afin de régler les modalités de la restitution.

<sup>3</sup> De tels accords peuvent porter notamment sur les éléments suivants:

- a. le type de programmes d'intérêt public auxquels sont destinées les valeurs patrimoniales restituées;
- b. l'utilisation des valeurs patrimoniales restituées;
- c. les partenaires impliqués dans la restitution;
- d. le contrôle et le suivi de l'utilisation des valeurs patrimoniales restituées.

<sup>4</sup> A défaut d'accord avec l'Etat d'origine, le Conseil fédéral fixe les modalités de la restitution. Il peut notamment restituer les valeurs patrimoniales confisquées par l'entremise d'organismes internationaux ou nationaux et prévoir une supervision par le DFAE.

<sup>5</sup> Il associe autant que possible les organisations non gouvernementales au processus de restitution.

### Art. 19 Frais de procédure

<sup>1</sup> Un montant forfaitaire correspondant à 2,5 % au plus des valeurs patrimoniales confisquées peut être attribué à la Confédération ou aux cantons pour couvrir les frais de blocage, de confiscation et de restitution de valeurs patrimoniales, ainsi que les frais des mesures de soutien.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe au cas par cas le montant du forfait et les éventuelles modalités de partage entre la Confédération et les cantons concernés, après avoir entendu ceux-ci.



## Section 6 Protection juridique

### Art. 20 Demande de radiation

<sup>1</sup> Les personnes physiques et morales dont le nom figure en annexe d'une ordonnance de blocage peuvent déposer une requête motivée de radiation de leur nom auprès du DFAE.

<sup>2</sup> Le DFAE statue sur la demande.

### Art. 21 Recours

<sup>1</sup> Conformément aux dispositions générales de la procédure fédérale, un recours peut être déposé contre les décisions prises en vertu de la présente loi.

<sup>2</sup> Le recours n'a pas d'effet suspensif. L'art. 55, al. 2, de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative<sup>7</sup> n'est pas applicable.

<sup>3</sup> Les ordonnances de blocage ne sont pas sujettes à recours.

## Section 7

### Entraide entre autorités suisses, traitement des données et rapport

#### Art. 22 Entraide entre autorités suisses

<sup>1</sup> Les autorités fédérales et cantonales transmettent les informations et les données personnelles nécessaires à l'exécution de la présente loi au DFAE et au DFF, spontanément ou à la demande de ceux-ci.

<sup>2</sup> Le DFAE transmet aux autorités fédérales de surveillance ainsi qu'aux autorités fédérales et cantonales d'entraide judiciaire et de poursuite pénale qui en font la demande les informations et les données personnelles nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches légales.

<sup>3</sup> L'OFJ ou l'autorité chargée de l'exécution d'une demande d'entraide judiciaire en matière pénale informe le DFAE si:

- a. une demande d'entraide judiciaire internationale en matière pénale concernant des valeurs patrimoniales bloquées en Suisse de personnes politiquement exposées à l'étranger ou de proches ne peut aboutir en raison de la situation de défaillance de l'Etat requérant;
- b. il existe des raisons de croire qu'aucune procédure d'entraide judiciaire internationale en matière pénale ne peut être menée en raison de l'art. 2, let. a, de la loi du 20 mars 1981 sur l'entraide pénale internationale<sup>8</sup>, ou si
- c. une demande d'entraide judiciaire déjà pendante doit être rejetée sur la base de l'art. 2, let. a, de la loi sur l'entraide pénale internationale.

<sup>7</sup> RS 172.021

<sup>8</sup> RS 351.1

**Art. 23**      Traitement des données

Les autorités compétentes de la Confédération peuvent traiter des données personnelles lorsque l'exécution de la présente loi et des ordonnances de blocage l'exige. Elles peuvent traiter des données sensibles lorsque cela est indispensable au règlement de cas particuliers.

**Art. 24**      Rapport

Le DFAE transmet chaque année un rapport sur les mesures prises en application de la présente loi aux commissions parlementaires compétentes, après avoir consulté les autres départements concernés.

**Section 8**      **Dispositions pénales****Art. 25**      Violation du blocage des valeurs patrimoniales

<sup>1</sup> Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque effectue intentionnellement et sans autorisation du DFAE des paiements ou des transferts depuis des comptes bloqués ou libère des valeurs patrimoniales.

<sup>2</sup> Si l'auteur agit par négligence, il est puni d'une amende de 250 000 francs au plus.

**Art. 26**      Violation de l'obligation de communiquer et de renseigner

<sup>1</sup> Est puni d'une amende de 250 000 francs au plus quiconque viole intentionnellement les obligations de communiquer et de renseigner énoncées à l'art. 7.

<sup>2</sup> Si l'auteur agit par négligence, il est puni d'une amende de 100 000 francs au plus.

**Art. 27**      Infractions commises dans une entreprise

Il est loisible de renoncer à poursuivre les personnes punissables et de condamner à leur place l'entreprise au paiement de l'amende, si les conditions suivantes sont remplies:

- a. l'enquête rendrait nécessaire, à l'égard des personnes punissables, l'adoption de mesures d'instruction disproportionnées par rapport à la peine encourue;
- b. l'amende entrant en ligne de compte pour les infractions aux dispositions pénales de la présente loi ne dépasse pas 50 000 francs.

**Art. 28**      Compétence

<sup>1</sup> La loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif<sup>9</sup> est applicable aux infractions à la présente loi. Le DFF est l'autorité de poursuite et de jugement compétente.

<sup>9</sup> RS 313.0

<sup>2</sup> Si un jugement par un tribunal a été demandé ou si le DFF estime que les conditions requises pour infliger une peine ou une mesure privative de liberté sont remplies, le jugement relève de la juridiction fédérale. Dans ce cas, le DFF dépose le dossier auprès du Ministère public de la Confédération, qui le transmet au Tribunal pénal fédéral. Le renvoi pour jugement tient lieu d'accusation. Les art. 73 à 82 de la loi fédérale sur le droit pénal administratif sont applicables par analogie.

#### **Art. 29**            Jonction des procédures

<sup>1</sup> Lorsqu'une affaire pénale relève à la fois de la compétence du DFF et de la juridiction fédérale ou cantonale, le DFF peut ordonner la jonction des procédures devant l'autorité de poursuite pénale déjà saisie de l'affaire, pour autant que les conditions suivantes soient remplies:

- a. il existe un rapport étroit entre les deux procédures;
- b. l'affaire n'est pas pendante auprès du tribunal appelé à juger;
- c. la jonction ne retarde pas indûment la procédure.

<sup>2</sup> La Cour des plaintes du Tribunal pénal fédéral tranche les contestations entre le DFF et le Ministère public de la Confédération ou les autorités cantonales.

### **Section 9      Dispositions finales**

#### **Art. 30**            Exécution

Le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution.

#### **Art. 31**            Abrogation et modification d'autres actes

<sup>1</sup> La loi du 1<sup>er</sup> octobre 2010 sur la restitution des avoirs illicites<sup>10</sup> est abrogée.

<sup>2</sup> Les actes mentionnés ci-après sont modifiés comme suit:

...<sup>11</sup>

#### **Art. 32**            Dispositions transitoires

<sup>1</sup> Les valeurs patrimoniales bloquées au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi par une décision du Conseil fédéral fondée sur l'art. 2 de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2010 sur la restitution des avoirs illicites (LRAI)<sup>12</sup> ou sur l'art. 184, al. 3, de la Constitution restent bloquées. Le blocage est assimilé à un blocage prononcé en vertu de l'art. 4.

<sup>2</sup> La présente loi s'applique aux actions en confiscation introduites devant le Tribunal administratif fédéral sur la base de la LRAI et qui sont encore pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>10</sup> [RO 2011 275]

<sup>11</sup> Les mod. peuvent être consultées au RO 2016 1803.

<sup>12</sup> RO 2011 275

**Art. 33** Référendum et entrée en vigueur

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Date de l'entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> juillet 2016<sup>13</sup>

<sup>13</sup> ACF du 25 mai 2016.

**Loi fédérale  
sur la Banque nationale suisse  
(Loi sur la Banque nationale, LBN)**

**951.11**

du 3 octobre 2003 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2016)

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*  
vu les art. 99, 100 et 123 de la Constitution<sup>1</sup>,  
vu le message du Conseil fédéral du 26 juin 2002<sup>2</sup>,  
*arrête:*

## **Chapitre 1 Dispositions générales**

### **Art. 1** Statut juridique et raison sociale

<sup>1</sup> La banque centrale de la Confédération suisse est une société anonyme régie par une loi spéciale.

<sup>2</sup> Elle opère sous les noms suivants:

- «Schweizerische Nationalbank»
- «Banque nationale suisse»
- «Banca nazionale svizzera»
- «Banca naziunala svizra»
- «Swiss National Bank»

### **Art. 2** Application subsidiaire du droit des obligations

Sauf disposition contraire de la présente loi, la Banque nationale est soumise aux dispositions du code des obligations (CO)<sup>3</sup> relatives à la société anonyme.

### **Art. 3** Sièges, succursales, agences et représentations

<sup>1</sup> La Banque nationale a ses sièges à Berne et à Zurich.

<sup>2</sup> La Banque nationale a des succursales et des agences en tant que l'approvisionnement du pays en monnaie l'exige.

<sup>3</sup> Elle peut établir des représentations dans les régions pour observer l'évolution économique et entretenir des contacts.

### **Art. 4** Monopole d'émission des billets de banque

La Banque nationale a le droit exclusif d'émettre les billets de banque suisses.

RO 2004 1985

<sup>1</sup> RS 101

<sup>2</sup> FF 2002 5645

<sup>3</sup> RS 220

**Art. 5** Tâches

<sup>1</sup> La Banque nationale conduit la politique monétaire dans l'intérêt général du pays. Elle assure la stabilité des prix. Ce faisant, elle tient compte de l'évolution de la conjoncture.

<sup>2</sup> Dans les limites ainsi fixées:

- a. elle approvisionne en liquidités le marché monétaire en francs suisses;
- b. elle assure l'approvisionnement en numéraire;
- c. elle facilite et assure le bon fonctionnement de systèmes de paiement sans numéraire;
- d. elle gère les réserves monétaires;
- e. elle contribue à la stabilité du système financier.

<sup>3</sup> Elle participe à la coopération monétaire internationale. Dans l'accomplissement de cette tâche, elle collabore avec le Conseil fédéral conformément à la législation applicable en la matière.

<sup>4</sup> Elle fournit des services bancaires à la Confédération. Dans l'accomplissement de cette tâche, elle opère à la demande des services fédéraux compétents.

**Art. 6** Indépendance

Dans l'accomplissement des tâches de politique monétaire visées à l'art. 5, al. 1 et 2, la Banque nationale et les membres de ses organes ne peuvent ni solliciter ni accepter d'instructions du Conseil fédéral, de l'Assemblée fédérale ou d'autres organismes.

**Art. 7** Obligation d'informer et de rendre compte

<sup>1</sup> La Banque nationale examine régulièrement avec le Conseil fédéral la situation économique, la politique monétaire et les questions d'actualité en relation avec la politique économique de la Confédération. Avant de prendre des décisions importantes en matière de politique économique et monétaire, le Conseil fédéral et la Banque nationale s'informent mutuellement de leurs intentions. Le rapport annuel et les comptes annuels de la Banque nationale sont soumis à l'approbation du Conseil fédéral avant d'être présentés à l'assemblée générale.

<sup>2</sup> La Banque nationale présente chaque année à l'Assemblée fédérale un rapport rendant compte de l'accomplissement de ses tâches selon l'art. 5. Elle expose régulièrement la situation économique et sa politique monétaire aux commissions de l'Assemblée fédérale compétentes.

<sup>3</sup> Elle informe régulièrement le public de sa politique monétaire et fait part de ses intentions en la matière.

<sup>4</sup> Elle publie son rapport annuel. En outre, elle publie chaque trimestre un rapport sur l'évolution économique et monétaire et chaque semaine les données importantes de politique monétaire.

**Art. 8** Exonération fiscale

<sup>1</sup> La Banque nationale est exonérée des impôts fédéraux directs.

<sup>2</sup> Elle n'est soumise à aucun impôt dans les cantons. Les émoluments cantonaux et communaux sont réservés.

**Chapitre 2 Opérations de la Banque nationale****Art. 9** Opérations avec des intervenants sur les marchés financiers

<sup>1</sup> Pour remplir les tâches de politique monétaire qui lui sont assignées en vertu de l'art. 5, al. 1 et 2, la Banque nationale peut:

- a. tenir des comptes rémunérés et non rémunérés dont les titulaires sont des banques et d'autres intervenants sur les marchés financiers et accepter des actifs en dépôt;
- b. ouvrir des comptes auprès de banques et d'autres intervenants sur les marchés financiers;
- c. opérer sur les marchés financiers, soit en achetant et en vendant, au comptant et à terme, soit en prêtant et empruntant des créances et des valeurs mobilières libellées en francs suisses et en monnaies étrangères ainsi que des métaux précieux et des créances en métaux précieux;
- d. émettre et racheter, au comptant et à terme, ses propres bons productifs d'intérêt et émettre des produits dérivés sur des créances, des valeurs mobilières et des métaux précieux selon la let. c;
- e. effectuer des opérations de crédit avec des banques et d'autres intervenants sur les marchés financiers, pour autant que les prêts soient assortis de garanties suffisantes;
- f. détenir et gérer les actifs désignés dans le présent article.

<sup>2</sup> La Banque nationale fixe les conditions générales auxquelles elle conclut les opérations énumérées à l'al. 1.

**Art. 10** Opérations avec d'autres banques centrales et avec des organisations internationales

La Banque nationale peut entrer en relation avec des banques centrales étrangères et avec des organisations internationales et effectuer avec elles tous les types d'opérations bancaires, y compris les opérations de prêt et d'emprunt en francs suisses, en monnaies étrangères et en moyens de paiement internationaux.

**Art. 11** Opérations pour le compte de la Confédération

<sup>1</sup> La Banque nationale peut fournir des services bancaires à la Confédération. Ces services sont fournis contre une rétribution raisonnable; ils sont gratuits s'ils faci-

tent la mise en œuvre de la politique monétaire. Les modalités sont fixées dans des conventions passées entre les services fédéraux et la Banque nationale.

<sup>2</sup> La Banque nationale ne peut ni accorder de crédits et de facilités de découvert à la Confédération, ni acquérir, à l'émission, des titres de la dette publique. Elle peut autoriser, contre des garanties suffisantes, des découverts de compte en cours de journée.

#### **Art. 12** Déténtion de participations et de droits sociaux

La Banque nationale peut participer au capital de sociétés ou d'autres personnes morales et acquérir des droits sociaux dans de telles sociétés, en tant que cela sert à l'accomplissement de ses tâches.

#### **Art. 13** Opérations pour les besoins de l'exploitation

Outre les opérations relevant de ses tâches légales, la Banque nationale est autorisée à effectuer des opérations pour ses besoins d'exploitation et des opérations bancaires pour son personnel et ses institutions de prévoyance.

### **Chapitre 3 Attributions en matière de politique monétaire**

#### **Section 1 Statistiques**

#### **Art. 14** Collecte de données statistiques

<sup>1</sup> La Banque nationale collecte les données statistiques nécessaires à l'exécution de ses tâches légales et à l'observation de l'évolution des marchés financiers.

<sup>2</sup> Dans la collecte des données statistiques, elle collabore avec les services compétents de la Confédération, en particulier l'Office fédéral de la statistique et l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers, avec les autorités compétentes d'autres pays et avec des organisations internationales.<sup>4</sup>

#### **Art. 15** Obligation de renseigner

<sup>1</sup> Les banques, les infrastructures des marchés financiers, les négociants en valeurs mobilières et les titulaires d'une autorisation visés à l'art. 13, al. 2, de la loi du 23 juin 2006 sur les placements collectifs<sup>5</sup> sont tenus de fournir à la Banque nationale des données statistiques sur leurs activités.<sup>6</sup>

<sup>2</sup> La Banque nationale peut collecter auprès d'autres personnes physiques et morales, notamment auprès des émetteurs d'instruments de paiement ou des exploitants de

<sup>4</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 13 de l'annexe à la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO **2008** 5207 5205; FF **2006** 2741).

<sup>5</sup> RS **951.31**

<sup>6</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).



systèmes de traitement, de compensation et de règlement du trafic des paiements, des assurances, des institutions de prévoyance professionnelle, des sociétés de placement et des sociétés holding, des données statistiques relatives à leurs activités dans la mesure où ces données sont nécessaires pour suivre l'évolution des marchés financiers, pour acquérir une vue d'ensemble du trafic des paiements et pour établir la balance des paiements et la statistique de la position extérieure nette.<sup>7</sup>

<sup>3</sup> La Banque nationale fixe la nature de ces données et la fréquence de leur remise dans une ordonnance; elle règle également l'organisation et la procédure après avoir consulté les personnes tenues de fournir les données.

#### **Art. 16** Confidentialité

<sup>1</sup> La Banque nationale garde le secret sur les données qu'elle collecte.

<sup>2</sup> Elle publie les données collectées sous forme de statistiques. Ces données sont agrégées de manière à assurer leur confidentialité.

<sup>3</sup> Elle est autorisée à transmettre les données collectées, sous forme agrégée, aux autorités et organisations visées à l'art. 14, al. 2.

<sup>4</sup> Elle est autorisée à échanger les données collectées avec les autorités suisses chargées de la surveillance des marchés financiers.

<sup>5</sup> Au demeurant la loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données<sup>8</sup> est applicable.

### **Section 1a<sup>9</sup> Stabilité du système financier**

#### **Art. 16a**

<sup>1</sup> Les participants aux marchés financiers fournissent à la Banque nationale, lorsque celle-ci le demande, tous les renseignements et documents dont elle a besoin pour s'acquitter de ses tâches au sens de l'art. 5, al. 2, let. e. Ils fournissent notamment des informations sur:

- a. leur évaluation de l'évolution du marché et l'identification des facteurs de risque importants;
- b. leur exposition aux facteurs de risque à déterminer par la Banque nationale;
- c. leur capacité de résistance face aux atteintes portées à la stabilité du système financier.

<sup>2</sup> La Banque nationale informe la FINMA de son intention de demander des renseignements et des documents. Elle renonce à sa demande si les informations sont disponibles ailleurs ou accessibles facilement, notamment auprès de la FINMA.

<sup>7</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>8</sup> RS **235.1**

<sup>9</sup> Introduite par le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>3</sup> Elle informe le participant aux marchés financiers concerné:

- a. du but de sa demande;
- b. de la nature et de la portée des renseignements et des documents demandés;
- c. de l'utilisation prévue des renseignements et des documents.

<sup>4</sup> Elle communique à la FINMA le résultat de sa demande d'informations.

## **Section 2 Réserves minimales**

### **Art. 17** But et champ d'application

<sup>1</sup> Les banques doivent détenir des réserves minimales en vue de contribuer au bon fonctionnement du marché monétaire.

<sup>2</sup> La Banque nationale peut, au moyen d'une ordonnance, soumettre les émetteurs de monnaie électronique et d'autres émetteurs de moyens de paiement à l'obligation de détenir des réserves minimales, lorsque leur activité menace d'entraver gravement la mise en œuvre de la politique monétaire.

### **Art. 18** Modalités

<sup>1</sup> La Banque nationale fixe le taux des réserves minimales que les banques doivent détenir en moyenne pour une période donnée. Sont considérés comme réserves minimales les pièces de monnaie, billets de banque et avoirs en comptes de virement à la Banque nationale que les banques détiennent en francs suisses.

<sup>2</sup> Le taux des réserves minimales ne doit pas dépasser 4 % des engagements à court terme en francs suisses des banques. Sont considérés comme engagements à court terme les engagements à vue ou d'une durée résiduelle de trois mois au plus ainsi que les engagements résultant de dépôts de clients résiliables (sans les capitaux de la prévoyance liée). Dans la mesure où le but de la loi le permet, certaines catégories d'engagements peuvent être libérées partiellement ou totalement de l'obligation d'être couvertes par des réserves minimales.<sup>10</sup>

<sup>3</sup> La Banque nationale applique par analogie les dispositions sur les réserves minimales aux catégories de banques qui détiennent leurs liquidités de manière collective. Elle peut obliger des groupes bancaires à détenir sur une base consolidée les réserves minimales prescrites.

<sup>4</sup> Les banques fournissent régulièrement à la Banque nationale un relevé attestant la détention des réserves minimales prescrites.

<sup>5</sup> La Banque nationale fixe les modalités dans une ordonnance. Elle consulte au préalable l'autorité suisse chargée de la surveillance des marchés financiers.

<sup>10</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

### **Section 3<sup>11</sup>**

## **Surveillance des infrastructures des marchés financiers d'importance systémique**

### **Art. 19**      Principe

<sup>1</sup> Pour préserver la stabilité du système financier, la Banque nationale surveille les contreparties centrales, les dépositaires centraux et les systèmes de paiement d'importance systémique au sens de l'art. 22 de la loi du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF)<sup>12</sup> (infrastructures des marchés financiers d'importance systémique).

<sup>2</sup> La surveillance porte également sur les infrastructures des marchés financiers d'importance systémique ayant leur siège à l'étranger si elles:

- a. possèdent des parties d'entreprises importantes ou ont des participants déterminants en Suisse;
- b. compensent ou règlent des volumes de transactions importants en francs suisses.

### **Art. 20**      Organisation et instruments

<sup>1</sup> Les contreparties centrales, les dépositaires centraux et les systèmes de paiement fournissent à la Banque nationale, lorsque celle-ci le demande, tous les renseignements et documents dont elle a besoin pour identifier à temps les risques menaçant la stabilité du système financier et évaluer l'importance systémique.

<sup>2</sup> Les infrastructures des marchés financiers d'importance systémique et leurs sociétés d'audit sont tenues de fournir à la Banque nationale tous les renseignements et documents dont celle-ci a besoin pour accomplir ses tâches. Elles doivent également signaler immédiatement à la Banque nationale tout événement revêtant une importance essentielle pour la surveillance.

<sup>3</sup> La Banque nationale peut effectuer des audits directs auprès des infrastructures des marchés financiers d'importance systémique ou les faire effectuer par des sociétés d'audit mandatées par les infrastructures des marchés financiers conformément à l'art. 84 LIMF<sup>13</sup>.

<sup>4</sup> Si l'infrastructure des marchés financiers mandate une société d'audit, elle doit lui fournir toutes les informations dont celle-ci a besoin pour s'acquitter de ses tâches.

<sup>5</sup> La Banque nationale règle les modalités par voie d'ordonnance.

### **Art. 21**      Collaboration avec des autorités étrangères

La Banque nationale peut, à des fins de surveillance des infrastructures des marchés financiers d'importance systémique:

<sup>11</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>12</sup> RS **958.1**

<sup>13</sup> RS **958.1**

- a. collaborer avec des autorités de surveillance étrangères et leur demander des informations;
- b. transmettre aux autorités de surveillance étrangères des informations non accessibles au public concernant des infrastructures des marchés financiers d'importance systémique, pour autant que ces autorités:
  1. utilisent de telles informations exclusivement à des fins de surveillance directe de ces infrastructures des marchés financiers ou de leurs participants, et qu'elles
  2. soient liées par le secret de fonction ou par le secret professionnel.

## Section 4    Contrôle et sanctions

### Art. 22            Contrôle du respect des obligations de renseigner et de détenir des réserves minimales

<sup>1</sup> Les sociétés d'audit s'assurent, lors de l'audit effectué en vertu de l'art. 24 de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers<sup>14</sup>, que l'obligation de renseigner est respectée et, en ce qui concerne les banques, que l'obligation de détenir des réserves minimales est elle aussi respectée. Elles consignent le résultat de leur contrôle dans le rapport d'audit. Si elles constatent des irrégularités, notamment des données inexactes ou des infractions à l'obligation de détenir des réserves minimales, elles en informent la Banque nationale et l'autorité de surveillance compétente.<sup>15</sup>

<sup>2</sup> La Banque nationale peut vérifier ou faire vérifier par des réviseurs que les obligations de renseigner et de détenir des réserves minimales sont respectées. S'il y a infraction aux prescriptions, les coûts du contrôle sont à la charge de la personne soumise à l'obligation de renseigner ou de détenir des réserves minimales.

<sup>3</sup> S'il y a infraction à l'obligation de renseigner ou à l'obligation de fournir le relevé attestant la détention des réserves minimales prescrites, ou s'il y a obstruction à un contrôle ordonné ou effectué par la Banque nationale, celle-ci dénonce le cas au Département fédéral des finances (département).

### Art. 23            Sanctions de droit administratif

<sup>1</sup> Lorsqu'une banque ne détient pas les réserves minimales prescrites, elle verse des intérêts à la Banque nationale sur le montant manquant pour la durée de la détention de réserves insuffisantes. La Banque nationale fixe le taux d'intérêt déterminant; ce taux peut dépasser de 5 points au maximum le taux appliqué sur le marché monétaire aux crédits interbancaires pour la même période.

<sup>2</sup> Lorsque la Banque nationale constate qu'une infrastructure des marchés financiers d'importance systémique ne remplit pas les exigences spéciales visées à l'art. 23,

<sup>14</sup> RS 956.1

<sup>15</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

LIMF<sup>16</sup>, elle en informe la FINMA ainsi que les autres autorités de surveillance suisses et étrangères compétentes. Elle respecte en l'occurrence les conditions fixées à l'art. 21, let. b, de la présente loi.<sup>17</sup>

<sup>3</sup> La Banque nationale peut en outre:

- a. refuser à l'infrastructure des marchés financiers l'ouverture d'un compte à vue ou résilier un compte à vue existant;
- b. si l'infrastructure refuse de se soumettre à une décision exécutoire, publier celle-ci dans la Feuille officielle suisse du commerce ou la porter d'une autre manière à la connaissance du public, à condition que cette mesure ait été précédée d'une mise en demeure.<sup>18</sup>

#### **Art. 24** Disposition pénale<sup>19</sup>

<sup>1</sup> Sera puni d'une amende de 200 000 francs au plus quiconque, intentionnellement:<sup>20</sup>

- a. n'aura pas fourni à la Banque nationale les renseignements et relevés exigés en vertu du chap. 3 de la présente loi ou qui aura fourni des renseignements ou relevés non conformes, incomplets ou erronés;
- b. aura fait obstruction à un contrôle effectué ou ordonné par la Banque nationale.

<sup>2</sup> Si l'auteur a agi par négligence, il sera puni d'une amende de 100 000 francs au plus.

<sup>3</sup> Les infractions sont poursuivies et jugées par le département conformément aux dispositions de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif<sup>21</sup>.

<sup>3bis</sup> Il est loisible de renoncer à poursuivre les personnes punissables et de condamner à leur place l'entreprise au paiement de l'amende (art. 7 de la LF du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif) aux conditions suivantes:

- a. l'enquête devrait rendre nécessaires à l'égard des personnes punissables selon l'art. 6 de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif des mesures d'instruction hors de proportion avec la peine encourue;
- b. l'amende entrant en ligne de compte pour les infractions aux dispositions pénales de la présente loi ou de l'une des lois sur les marchés financiers

<sup>16</sup> RS 958.1

<sup>17</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).  
<sup>18</sup> Introduit par le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>19</sup> A partir du 1<sup>er</sup> janv. 2007, les peines et les délais de prescription doivent être adaptés selon la clé de conversion de l'art. 333 al. 2 à 6 du code pénal, dans la teneur de la LF du 13 déc. 2002 (RO 2006 3459; FF 1999 1787).

<sup>20</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>21</sup> RS 313.0

visées à l'art. 1 de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers<sup>22</sup> ne dépasse pas 50 000 francs.<sup>23</sup>

<sup>4</sup> La poursuite des infractions se prescrit par sept ans.<sup>24</sup>

## Chapitre 4 Dispositions relevant du droit de la société anonyme

### Section 1 Organisation de la société anonyme

#### Art. 25 Capital-actions et forme des actions

<sup>1</sup> Le capital-actions de la Banque nationale est de 25 millions de francs. Il est divisé en 100 000 actions nominatives d'une valeur nominale de 250 francs. Les actions sont entièrement libérées.

<sup>2</sup> En lieu et place d'actions, la Banque nationale peut émettre des certificats portant sur plusieurs actions. Elle peut en outre renoncer à l'impression et à la livraison de titres d'actions. Le conseil de banque règle les modalités.

#### Art. 26 Registre des actions et restrictions à la transmissibilité

<sup>1</sup> La Banque nationale ne reconnaît comme actionnaires que les personnes inscrites au registre des actions. Le conseil de banque règle les modalités de l'inscription.

<sup>2</sup> L'inscription d'un actionnaire est limitée à 100 actions. Cette restriction ne s'applique pas aux collectivités et aux établissements suisses de droit public ni aux banques cantonales au sens de l'art. 3a de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques<sup>25</sup>.

<sup>3</sup> L'inscription est refusée si l'acquéreur, en dépit de la demande de la Banque nationale, ne déclare pas expressément qu'il a acquis et qu'il détient les actions en son propre nom et pour son propre compte.

#### Art. 27<sup>26</sup> Dispositions régissant la cotation en bourse

Si les actions de la Banque nationale sont cotées à une bourse suisse, les organes compétents tiennent compte de la nature particulière de la Banque nationale dans l'application des dispositions régissant la cotation, notamment de celles qui concernent le contenu et la fréquence des informations financières à publier, de même que la publicité *ad hoc*.

<sup>22</sup> RS 956.1

<sup>23</sup> Introduit par le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>24</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>25</sup> RS 952.0

<sup>26</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

**Art. 28** Communications

La convocation de l'assemblée générale et les communications aux actionnaires sont faites par lettre envoyée aux adresses figurant dans le registre des actions et par une publication unique dans la Feuille officielle suisse du commerce.

**Section 2 Détermination et répartition du bénéfice****Art. 29<sup>27</sup>** Comptes annuels

Les comptes annuels de la Banque nationale, composés du compte de résultat, du bilan et de l'annexe, sont établis conformément aux dispositions du titre trente-deuxième du CO<sup>28</sup> sur la comptabilité commerciale et la présentation des comptes. Dans la mesure où la nature particulière de la Banque nationale l'exige, il est possible de déroger aux règles du CO. La Banque nationale est notamment dispensée de dresser un tableau des flux de trésorerie.

**Art. 30** Détermination du bénéfice

<sup>1</sup> La Banque nationale constitue des provisions suffisantes pour maintenir les réserves monétaires au niveau requis par la politique monétaire. Ce faisant, elle se fonde sur l'évolution de l'économie suisse.

<sup>2</sup> Le produit restant représente le bénéfice pouvant être versé.

**Art. 31** Répartition du bénéfice

<sup>1</sup> Sur le bénéfice porté au bilan, un dividende représentant au maximum 6 % du capital-actions est versé.

<sup>2</sup> La part du bénéfice qui dépasse le dividende revient pour un tiers à la Confédération et pour deux tiers aux cantons. Le département et la Banque nationale conviennent pour une période donnée du montant annuel du bénéfice versé à la Confédération et aux cantons, dans le but d'assurer une répartition constante à moyen terme. Les cantons sont informés préalablement.

<sup>3</sup> La part revenant aux cantons est répartie en fonction de leur population résidente. Le Conseil fédéral règle les modalités après avoir entendu les cantons.<sup>29</sup>

**Art. 32** Liquidation

<sup>1</sup> La société anonyme Banque nationale suisse peut être liquidée par une loi fédérale. Cette dernière règle également la procédure de liquidation.

<sup>27</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>28</sup> RS **220**

<sup>29</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 33 de la LF du 6 oct. 2006 sur la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO **2007** 5779 5818; FF **2005** 5641).

<sup>2</sup> Si la Banque nationale est liquidée, les actionnaires reçoivent un montant correspondant à la valeur nominale de leurs actions, auquel s'ajoute un intérêt équitable pour la période postérieure à l'entrée en vigueur de la décision de liquidation. Ils n'ont aucun autre droit au patrimoine de la Banque nationale. Le solde du patrimoine est attribué à la nouvelle banque nationale.

## **Chapitre 5 Organisation**

### **Section 1 Organes**

#### **Art. 33**

Les organes de la Banque nationale sont l'assemblée générale des actionnaires, le conseil de banque, la direction générale et l'organe de révision.

### **Section 2 Assemblée générale**

#### **Art. 34**      Fonctionnement

<sup>1</sup> L'assemblée générale ordinaire a lieu chaque année, au plus tard à fin juin.

<sup>2</sup> Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées sur décision du conseil de banque, sur demande de l'organe de révision ou si des actionnaires représentant ensemble 10 % au moins du capital-actions le requièrent par écrit en indiquant les objets à inscrire à l'ordre du jour ainsi que leurs propositions.

#### **Art. 35**      Convocation et ordre du jour

<sup>1</sup> Le président du conseil de banque convoque l'assemblée générale, par écrit, 20 jours au moins avant la date de la réunion.

<sup>2</sup> La convocation précise les objets portés à l'ordre du jour et les propositions du conseil de banque. Sont également portées à l'ordre du jour les propositions présentées par 20 actionnaires au moins, pour autant que ces propositions aient été soumises au président du conseil de banque par écrit et suffisamment tôt avant l'envoi de la convocation.

<sup>3</sup> Aucune décision ne peut être prise sur des objets qui n'ont pas été portés à l'ordre du jour.

#### **Art. 36**      Attributions

L'assemblée générale a les attributions suivantes:

- a. elle élit cinq membres du conseil de banque;
- b. elle élit l'organe de révision;
- c. elle approuve le rapport annuel et les comptes annuels;
- d. elle décide de l'affectation du bénéfice porté au bilan;



- e. elle donne décharge au conseil de banque;
- f. elle peut soumettre au Conseil fédéral, à l'intention de l'Assemblée fédérale, des propositions de révision de la présente loi ou de liquidation de la Banque nationale.

#### **Art. 37**            Participation

<sup>1</sup> Tout actionnaire inscrit au registre des actions est autorisé à participer à l'assemblée générale.

<sup>2</sup> Tout actionnaire peut autoriser par écrit un autre actionnaire à le représenter à l'assemblée générale.

#### **Art. 38**            Décisions

<sup>1</sup> L'assemblée générale prend ses décisions et procède aux élections à la majorité absolue des voix attribuées aux actions représentées. En cas d'égalité des voix, le président a voix prépondérante.

<sup>2</sup> Les votes et les élections ont lieu à main levée. Ils ont lieu au scrutin secret sur décision du président ou sur demande de 20 actionnaires présents.

### **Section 3**        Conseil de banque

#### **Art. 39**            Nomination et durée du mandat

<sup>1</sup> Le conseil de banque se compose de onze membres. Le Conseil fédéral nomme six membres et l'assemblée générale en élit cinq.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral désigne le président et le vice-président.

<sup>3</sup> La durée du mandat est de quatre ans.

<sup>4</sup> Le mandat des membres du conseil de banque est renouvelable. La durée totale de leur mandat ne peut excéder douze ans.

#### **Art. 40**            Conditions

<sup>1</sup> Les membres du conseil de banque doivent être de nationalité suisse, bénéficier d'une réputation irréprochable et avoir des connaissances reconnues dans les domaines des services bancaires et financiers, de la gestion d'entreprises, de la politique économique ou des sciences. Ils ne sont pas tenus d'être actionnaires.

<sup>2</sup> Les différentes régions géographiques et linguistiques du pays doivent y être représentées équitablement.

**Art. 41** Démission, révocation et remplacement de membres

<sup>1</sup> Les membres du conseil de banque peuvent démissionner en tout temps en respectant un délai de préavis de trois mois. La démission doit être notifiée au président du conseil de banque.

<sup>2</sup> En cas de vacance, les membres nommés par le Conseil fédéral sont remplacés le plus rapidement possible; ceux qui ont été élus par l'assemblée générale sont remplacés lors de l'assemblée générale suivante. Les remplaçants sont nommés pour le reste de la durée du mandat.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral peut révoquer un membre qu'il a nommé si ce dernier ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de son mandat ou s'il a commis une faute grave. En pareil cas, il nomme un remplaçant conformément à l'al. 2.

**Art. 42** Tâches

<sup>1</sup> Le conseil de banque surveille et contrôle la gestion des affaires de la Banque nationale; il s'assure en particulier que la loi, les règlements et les directives sont respectés.

<sup>2</sup> Il a notamment les tâches suivantes:

- a. il définit l'organisation interne de la Banque nationale et, en particulier, adopte le règlement d'organisation, qu'il soumet à l'approbation du Conseil fédéral;
- b. il décide de la création ou de la suppression de succursales, d'agences et de représentations;
- c. il peut constituer des conseils consultatifs auprès des comptoirs de la Banque nationale pour observer l'évolution économique régionale;
- d. il approuve le niveau des provisions;
- e. il surveille le placement des actifs et la gestion des risques;
- f. il adopte le rapport annuel et les comptes annuels à l'intention du Conseil fédéral et de l'assemblée générale;
- g. il prépare l'assemblée générale et exécute ses décisions;
- h. il établit les propositions de nomination des membres de la direction générale et de leurs suppléants et peut proposer des révocations au Conseil fédéral;
- i. il nomme les membres de la direction dans les sièges, les succursales et les représentations; ces membres sont engagés par contrat de droit privé;
- j. il fixe dans un règlement le montant des indemnités de ses membres ainsi que le salaire des membres de la direction générale; l'art. 6a, al. 1 à 6, de la loi du 24 mars 2000 sur le personnel de la Confédération<sup>30</sup> est applicable par analogie;

- k. il fixe dans un règlement les principes régissant la rémunération du personnel;
- l. il fixe dans un règlement les dispositions régissant le droit de signer au nom de la Banque nationale.

<sup>3</sup> Le conseil de banque décide de toutes les affaires que la loi ou le règlement d'organisation n'attribuent pas à un autre organe.

## **Section 4      Direction générale**

### **Art. 43            Nomination et durée du mandat**

<sup>1</sup> La direction générale est composée de trois membres. Ces derniers sont assistés de suppléants.

<sup>2</sup> Les membres de la direction générale et leurs suppléants sont nommés par le Conseil fédéral sur proposition du conseil de banque. Ils sont nommés pour six ans. Leur mandat est renouvelable.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral désigne le président et le vice-président.

### **Art. 44            Conditions**

<sup>1</sup> Les membres de la direction générale doivent bénéficier d'une réputation irréprochable et avoir une expérience reconnue dans les domaines monétaire, bancaire et financier. Ils doivent être de nationalité suisse et avoir leur domicile en Suisse.

<sup>2</sup> Ils ne peuvent exercer aucune autre activité professionnelle ou commerciale ni aucune fonction au service de la Confédération ou d'un canton. Le conseil de banque peut autoriser des exceptions si l'exercice de tels mandats est utile à l'accomplissement des tâches de la Banque nationale.

<sup>3</sup> Les conditions définies dans le présent article s'appliquent également aux suppléants des membres de la direction générale.

### **Art. 45            Révocation et nomination d'un remplaçant**

<sup>1</sup> Un membre de la direction générale ou un suppléant peut être révoqué par le Conseil fédéral pendant la durée de son mandat, sur proposition du conseil de banque, s'il ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de son mandat ou s'il a commis une faute grave.

<sup>2</sup> En pareil cas, le Conseil fédéral nomme un remplaçant conformément à l'art. 43. Le remplaçant est nommé pour le reste de la durée du mandat.

### **Art. 46            Tâches**

<sup>1</sup> La direction générale est l'organe exécutif suprême de la Banque nationale. Elle représente la Banque nationale auprès du public et assume l'obligation de rendre compte prévue à l'art. 7.

<sup>2</sup> La direction générale a notamment les tâches suivantes:

- a. elle prend les décisions de politique monétaire sur les plans stratégique et opérationnel;
- b. elle fixe la composition des réserves monétaires nécessaires, y compris la part en or;
- c. elle statue sur le placement des actifs;
- d. elle exerce les attributions en matière de politique monétaire définies au chap. 3;
- e. elle remplit les tâches relevant de la coopération monétaire internationale;
- f. elle fixe les salaires du personnel des sièges, des succursales et des représentations; ce personnel est engagé par contrat de droit privé;
- g. elle désigne les employés auxquels elle confère la procuration ou le mandat commercial.

<sup>3</sup> La répartition des tâches est fixée dans le règlement d'organisation.

## Section 5      Organe de révision

### Art. 47      Election et conditions

<sup>1</sup> L'assemblée générale élit l'organe de révision. Cet organe peut être constitué d'une ou de plusieurs personnes physiques ou morales. Les réviseurs sont élus pour un an. Leur mandat est renouvelable.

<sup>2</sup> Les réviseurs doivent avoir les qualifications professionnelles particulières définies à l'art. 727b CO<sup>31</sup>; ils doivent être indépendants du conseil de banque, de la direction générale et des principaux actionnaires.

### Art. 48      Tâches

<sup>1</sup> L'organe de révision vérifie si la comptabilité, les comptes annuels et la proposition d'affectation du bénéfice porté au bilan sont conformes aux exigences légales.

<sup>2</sup> L'organe de révision peut se renseigner en tout temps sur la gestion de la Banque nationale. Celle-ci tient tous les documents usuels à sa disposition et lui donne toutes les informations dont il a besoin pour remplir son obligation de vérification.

## Section 6

### Obligation de garder le secret, échange d'informations et responsabilité

#### Art. 49 Obligation de garder le secret

<sup>1</sup> Les membres des organes et les employés de la Banque nationale ainsi que les personnes mandatées par celle-ci sont tenus de garder le secret de fonction et le secret d'affaires.

<sup>2</sup> Ils restent tenus de garder le secret de fonction et le secret d'affaires après que leur mandat ou leurs rapports de travail ont pris fin.

<sup>3</sup> Toute personne qui viole le secret de fonction ou le secret d'affaires est punie d'une peine privative de liberté n'excédant pas trois ans ou d'une peine pécuniaire.<sup>32</sup>

<sup>4</sup> N'est pas punissable la personne qui a divulgué un secret avec le consentement écrit de l'autorité supérieure.

#### Art. 50<sup>33</sup> Collaboration avec les autorités suisses

<sup>1</sup> La Banque nationale est autorisée à transmettre aux autorités suisses chargées de la surveillance des marchés financiers les informations non accessibles au public dont elles ont besoin pour s'acquitter de leurs tâches.

<sup>2</sup> Elle peut également échanger avec le Département fédéral des finances des informations non accessibles au public sur certains participants aux marchés financiers si cela sert à maintenir la stabilité du système financier.

#### Art. 50a<sup>34</sup> Collaboration avec les banques centrales étrangères

<sup>1</sup> Pour remplir les tâches qui lui sont assignées en vertu de l'art. 5, la Banque nationale peut collaborer avec les banques centrales étrangères et la Banque des règlements internationaux (BRI).

<sup>2</sup> Elle ne peut transmettre aux banques centrales étrangères et à la BRI des informations non accessibles au public relatives à certains participants aux marchés financiers que si:

- a. ces informations sont utilisées exclusivement pour accomplir des tâches qui correspondent à celles de la Banque nationale;
- b. le maintien du secret est garanti.

<sup>32</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>33</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>34</sup> Introduit par le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

**Art. 50b<sup>35</sup>** Collaboration avec les organisations et les organes internationaux

<sup>1</sup> Pour remplir les tâches qui lui sont assignées en vertu de l'art. 5, la Banque nationale peut participer aux initiatives multilatérales d'organisations et d'organes internationaux donnant lieu à l'échange d'informations.

<sup>2</sup> Dans le cas d'initiatives multilatérales ayant une portée importante pour la place financière suisse, la participation à l'échange d'informations a lieu en accord avec le Département fédéral des finances.

<sup>3</sup> Lorsqu'elle participe à l'échange d'informations, la Banque nationale ne peut transmettre des informations non accessibles au public aux organisations et aux organes internationaux que si le maintien du secret est garanti.

<sup>4</sup> La Banque nationale convient avec les organisations et les organes internationaux de l'utilisation exacte des informations communiquées et de leur transmission éventuelle. L'al. 3 est réservé.

**Art. 51** Responsabilité

<sup>1</sup> La responsabilité de la Banque nationale, de ses organes et de ses employés est régie par la loi du 14 mars 1958 sur la responsabilité<sup>36</sup>.

<sup>2</sup> Pour les actes relevant du droit privé, la responsabilité de la Banque nationale, de ses organes et de ses employés est régie par le droit privé.

**Chapitre 6 Procédure et voies de droit****Art. 52** Décisions

<sup>1</sup> Les décisions prises par la Banque nationale en vertu des art. 15, 16a, 18, 20, 22 et 23 de la présente loi, de l'art. 8 de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques<sup>37</sup> ainsi que des art. 23 et 25, LIMF<sup>38</sup> sont rendues sous la forme de décisions sujettes à recours.<sup>39</sup>

<sup>2</sup> Les décisions entrées en force qui ordonnent le paiement d'une somme d'argent sont assimilées à des jugements exécutoires au sens de l'art. 80 de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>40</sup>.

<sup>35</sup> Introduit par le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>36</sup> RS **170.32**

<sup>37</sup> RS **952.0**

<sup>38</sup> RS **958.1**

<sup>39</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>40</sup> RS **281.1**

**Art. 53<sup>41</sup>** Voies de droit<sup>42</sup>

<sup>1</sup> Les voies de droit contre les décisions de la Banque nationale sont régies par les dispositions générales de la procédure fédérale.<sup>43</sup>

<sup>1bis</sup> La Banque nationale a qualité pour recourir devant le Tribunal fédéral.<sup>44</sup>

<sup>2</sup> Une action peut être portée devant le Tribunal fédéral en cas de contestation opposant la Confédération aux cantons au sujet de la convention sur la répartition du bénéfice visée à l'art. 31.

**Art. 54** Juridiction civile

Les contestations de droit privé entre la Banque nationale et les tiers ressortissent aux tribunaux civils.

**Chapitre 7 Dispositions finales****Section 1 Abrogation et modification du droit en vigueur****Art. 55**

L'abrogation et la modification du droit en vigueur sont réglées en annexe.

**Section 2 Dispositions transitoires****Art. 56 et 57<sup>45</sup>****Art. 58** ...<sup>46</sup>

<sup>1</sup> Les créances qui sont inscrites au livre de la dette de la Confédération au moment de la suppression de celui-ci sont converties par la Banque nationale en obligations de l'émission correspondante et gardées, sans frais, au nom du dernier créancier inscrit.

<sup>2</sup> L'ancien droit reste applicable à la comptabilisation au bilan des créances inscrites au livre de la dette qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, ont été

<sup>41</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 142 de l'annexe à la loi du 17 juin 2005 sur le TAF, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2007 (RO **2006** 2197 1069; FF **2001** 4000).

<sup>42</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>43</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>44</sup> Introduit par le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>45</sup> Abrogés par le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>46</sup> Abrogé par le ch. 8 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

converties en obligations. Le dernier créancier inscrit peut les porter au bilan à leur prix d'acquisition. Si celui-ci est plus élevé que la valeur de remboursement, la différence doit être amortie au moins par des annuités identiques jusqu'à l'échéance. S'il est inférieur, la différence peut, tout au plus, être répartie sur le nombre d'années à courir jusqu'à l'échéance.

### **Section 3      Référendum et entrée en vigueur**

#### **Art. 59**

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Date de l'entrée en vigueur:<sup>47</sup> 1<sup>er</sup> mai 2004

Annexe ch. II/5 art. 4: 1<sup>er</sup> janvier 2005



*Annexe*  
(art. 55)

## **Abrogation et modification du droit en vigueur**

### **I**

Les actes mentionnés ci-après sont abrogés:

1. la loi fédérale du 21 septembre 1939 sur le livre de la dette de la Confédération<sup>48</sup>;
2. la loi du 23 décembre 1953 sur la Banque nationale<sup>49</sup>;
3. l'arrêté fédéral du 26 juin 1930 sur la participation de la Banque nationale suisse à la Banque des Règlements Internationaux<sup>50</sup>;
4. l'arrêté fédéral du 28 novembre 1996 renouvelant le privilège d'émission de la Banque nationale suisse<sup>51</sup>.

### **II**

Les actes mentionnés ci-après sont modifiés comme suit:

...<sup>52</sup>

<sup>48</sup> [RS 6 10]

<sup>49</sup> [RO 1954 613, 1979 983 1376, 1993 399, 1997 2252, 1998 2847 annexe ch. 7, 2000 1144 annexe ch. 4]

<sup>50</sup> [RS 6 102]

<sup>51</sup> [FF 1997 I 792]

<sup>52</sup> Les mod. peuvent être consultées au RO 2004 1985.



# Loi fédérale sur l'unité monétaire et les moyens de paiement (LUMMP)

**941.10**

du 22 décembre 1999 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2016)

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*  
vu les art. 99, 122, al. 1 et 123, al. 1, de la Constitution<sup>1</sup>,  
vu le message du Conseil fédéral du 26 mai 1999<sup>2</sup>,  
*arrête:*

## **Section 1      Unité monétaire et moyens de paiement ayant cours légal**

### **Art. 1**            Unité monétaire

L'unité monétaire suisse est le franc. Il se divise en cent centimes.

### **Art. 2**            Moyens de paiement ayant cours légal

Les moyens de paiement légaux sont:

- a. les espèces métalliques émises par la Confédération;
- b. les billets de banque émis par la Banque nationale suisse;
- c. les avoirs à vue en francs auprès de la Banque nationale suisse.

### **Art. 3**            Obligation d'accepter

<sup>1</sup> Toute personne est tenue d'accepter en paiement jusqu'à 100 pièces suisses courantes. La Banque nationale suisse et les caisses publiques de la Confédération acceptent sans limitation de la somme les pièces de monnaie courantes, les monnaies commémoratives et les monnaies de thésaurisation à leur valeur nominale.

<sup>2</sup> Toute personne est tenue d'accepter en paiement les billets de banque suisses sans limitation de la somme.

<sup>3</sup> Les avoirs à vue en francs auprès de la Banque nationale suisse doivent être acceptés en paiement, sans limitation de la somme, par tout titulaire d'un compte à la Banque nationale suisse.

## Section 2 Régime des espèces métalliques

### Art. 4 Emission des pièces de monnaie courantes

<sup>1</sup> La Confédération peut gérer un institut de la monnaie fédérale.

<sup>2</sup> La Confédération frappe et émet les pièces de monnaie courantes en fonction des nécessités du trafic des paiements.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral décide des pièces de monnaie courantes à frapper, à mettre en circulation et à mettre hors cours.

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral choisit l'effigie des pièces de monnaie courantes et détermine leurs caractéristiques. Il fixe leur valeur nominale en accord avec la Banque nationale suisse.

<sup>5</sup> Il prend les dispositions destinées à assurer l'échange des pièces de monnaie par les caisses publiques de la Confédération ainsi que le retrait des pièces détériorées, usées ou fausses.

### Art. 4a<sup>3</sup> Prestations commerciales

<sup>1</sup> L'institut de la monnaie fédérale peut fournir des prestations commerciales à des tiers pour autant que ces prestations remplissent les conditions suivantes:

- a. elles sont liées étroitement à ses tâches principales;
- b. elles n'entravent pas l'exécution de ses tâches principales;
- c. elles n'exigent pas d'importantes ressources matérielles et humaines supplémentaires.

<sup>2</sup> Les prestations commerciales sont fournies à des prix permettant au moins de couvrir les coûts calculés sur la base d'une comptabilité analytique. Le département compétent peut autoriser des dérogations pour certaines prestations à condition qu'elles n'entrent pas en concurrence avec le secteur privé.

### Art. 5 Circulation des pièces de monnaie

<sup>1</sup> La Banque nationale met en circulation les pièces de monnaie courantes nécessaires et reprend, sans limitation de la somme et contre remboursement de leur valeur nominale, les pièces qui excèdent les besoins.

<sup>2</sup> Elle peut, pour assurer l'approvisionnement en numéraire, édicter des dispositions sur la manière dont les livraisons et retraits de pièces doivent être opérés, ainsi que sur le lieu, le jour et l'heure de ces opérations.

<sup>3</sup> Aucun dédommagement n'est accordé pour les espèces métalliques détruites, perdues ou fausses.

<sup>3</sup> Introduit par le ch. 5 de l'annexe à la LF du 19 juin 2015 (Optimisation du nouveau modèle comptable de la Confédération), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 4009; FF 2014 9127).

**Art. 6** Monnaies commémoratives et monnaies de thésaurisation

<sup>1</sup> La Confédération peut au surplus frapper des pièces courantes d'une qualité particulière ainsi que des monnaies commémoratives et des monnaies de thésaurisation destinées à répondre aux besoins des numismates et des investisseurs. Ces pièces peuvent être mises sur le marché à un prix supérieur à leur valeur nominale.

<sup>2</sup> Le département responsable<sup>4</sup> fixe la valeur nominale des monnaies commémoratives et des monnaies de thésaurisation, choisit leur effigie et détermine leurs caractéristiques. Il décide des monnaies commémoratives et des monnaies de thésaurisation à frapper, à mettre en circulation et à mettre hors cours.

**Section 3 Régime des billets de banque****Art. 7** Emission des billets de banque

<sup>1</sup> La Banque nationale émet des billets de banque selon les nécessités du trafic des paiements. Elle fixe leur valeur nominale et leur aspect.

<sup>2</sup> Elle reprend les billets qui excèdent les besoins, sans limitation de la somme et contre remboursement de leur valeur nominale.

<sup>3</sup> La Banque nationale suisse retire de la circulation les billets usés ou détériorés.

<sup>4</sup> La Banque nationale peut, pour assurer l'approvisionnement en numéraire, édicter des dispositions sur la manière dont les livraisons et retraits de billets doivent être opérés, ainsi que sur le lieu, le jour et l'heure de ces opérations.

**Art. 8** Dédommagement

<sup>1</sup> La Banque nationale est tenue de délivrer la contre-valeur d'un billet détérioré si son numéro et la série à laquelle il appartient peuvent être reconnus et si le porteur en présente un fragment plus grand que la moitié ou fournit la preuve que la partie manquante a été détruite.

<sup>2</sup> Elle n'est tenue à aucun dédommagement pour les billets détruits, perdus, falsifiés ou contrefaits.

**Art. 9** Rappel

<sup>1</sup> La Banque nationale peut rappeler des coupures, des types et des séries de billets.

<sup>2</sup> Les caisses publiques de la Confédération sont tenues d'accepter en paiement les billets rappelés, à leur valeur nominale, pendant six mois à dater de la première publication du rappel.

<sup>3</sup> La Banque nationale est tenue, pendant 20 ans à compter de la première publication du rappel, d'échanger à leur valeur nominale les billets rappelés.

<sup>4</sup> Actuellement: Département fédéral des finances.

<sup>4</sup> La contre-valeur des billets qui n'ont pas été présentés pour être échangés pendant ce délai est versée au Fonds suisse de secours pour dommages non assurables causés par des forces naturelles.

## **Section 4 Avoirs à vue auprès de la Banque nationale suisse**

### **Art. 10**

La Banque nationale fixe, en se fondant sur la loi du 23 décembre 1953<sup>5</sup> qui la régit, les conditions auxquelles les agents du trafic des paiements peuvent détenir auprès d'elle des avoirs à vue libellés en francs suisses.

## **Section 5 Disposition pénale**

### **Art. 11**

<sup>1</sup> Toute personne qui, en violation de l'art. 99 de la Constitution et de la présente loi, émet ou met en circulation des espèces métalliques ou des billets de banque en francs suisses, est punie d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.<sup>6</sup>

<sup>2</sup> Les infractions sont soumises à la juridiction fédérale.

## **Section 6 Référendum et entrée en vigueur**

### **Art. 12**

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Date de l'entrée en vigueur: 1<sup>er</sup> mai 2000<sup>7</sup>

<sup>5</sup> [RO 1954 613, 1979 983 1376, 1993 399, 1997 2252, 1998 2847 annexe ch. 7, 2000 1144 annexe ch. 4, 2004 297 ch. I 6. RO 2004 1985 annexe ch. I 2]. Voir actuellement la loi du 3 oct. 2003 (RS 951.11).

<sup>6</sup> Nouvelle teneur selon l'art. 333 du code pénal (RS 311.0), dans la teneur de la LF du 13 déc. 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2007 (RO 2006 3459; FF 1999 1787).

<sup>7</sup> ACF du 12 avr. 2000.

*Annexe*

## **Abrogation et modification du droit en vigueur**

...<sup>8</sup>

<sup>8</sup> Les mod. peuvent être consultées au RO **2000** 1144.





# Ordonnance sur la monnaie (O sur la monnaie)

941.101

du 12 avril 2000 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2019)

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu les art. 1, 4, 5 et 6 de la loi fédérale du 22 décembre 1999 sur l'unité monétaire et les moyens de paiement<sup>1</sup>,

vu l'art. 4 de la loi fédérale du 4 octobre 1974 instituant des mesures destinées à améliorer les finances fédérales<sup>2</sup>,

*arrête:*

## Art. 1 Dénominations officielles et abréviations

Les dénominations officielles de l'unité monétaire suisse et leurs abréviations sont:

- en allemand: Franken (Fr.) et Rappen (Rp.);
- en français: franc (fr.) et centime (c.);
- en italien: franco (fr.) et centesimo (ct.);
- en romanche: franc (fr.) et rap (rp.);
- sur le plan international: CHF, conformément à la norme ISO N° 4217.

## Art. 2 Valeurs nominales et caractéristiques

<sup>1</sup> Les monnaies courantes ont les valeurs nominales et les caractéristiques suivantes:

Valeur nominale	Diamètre (millimètres)	Poids (grammes)	Tranche (marque distinctive)	Alliage
5 fr.	31	13,2	Inscription en relief	Cupronickel
2 fr.	27	8,8	Cannelures	Cupronickel
1 fr.	23	4,4	Cannelures	Cupronickel
½ fr.	18	2,2	Cannelures	Cupronickel
20 c.	21	4	Surface lisse	Cupronickel
10 c.	19	3	Surface lisse	Cupronickel
5 c.	17	1,8	Surface lisse	Bronze d'aluminium. <sup>3</sup>

RO 2000 1203

<sup>1</sup> RS 941.10

<sup>2</sup> RS 611.010

<sup>3</sup> Nouvelle teneur selon l'art. 2 de l'O du 12 avril 2006 sur la mise hors cours des pièces d'un centime, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2007 (RO 2006 1799).

<sup>2</sup> Le Département fédéral des finances (DFF) fixe la composition exacte des alliages des monnaies ainsi que les tolérances applicables aux alliages et aux dimensions des monnaies.<sup>4</sup>

### **Art. 3** Mise hors cours

<sup>1</sup> Les monnaies courantes, les monnaies commémoratives et les monnaies de thésaurisation émises par la Confédération ont pouvoir libératoire jusqu'à la date de leur mise hors cours.

<sup>2</sup> La mise hors cours de monnaies est régie par des dispositions particulières. Le DFF fixe le tarif auquel les monnaies mises hors cours sont reprises après expiration du délai d'échange.

### **Art. 4** Programme de frappe

Le DFF établit le programme de frappe des monnaies courantes en accord avec la Banque nationale suisse.

### **Art. 5** Approvisionnement en monnaie

<sup>1</sup> La Banque nationale suisse est l'office central d'approvisionnement en monnaie. La Poste Suisse et les Chemins de fer fédéraux secondent la Banque nationale suisse lors de la mise en circulation des monnaies courantes et du retrait des monnaies courantes, des monnaies commémoratives et des monnaies de thésaurisation. Ils peuvent déléguer l'exécution de cette obligation à des entreprises qu'ils contrôlent directement.<sup>5</sup>

<sup>2</sup> Les monnaies sont en principe remises et reprises par la Banque nationale suisse, La Poste Suisse et les Chemins de fer fédéraux à leur valeur nominale. Pour les monnaies courantes que l'acquéreur n'utilise pas dans le trafic des paiements et dont le coût de revient est supérieur à la valeur nominale, le DFF fixe un prix couvrant les frais.

<sup>3</sup> Les caisses de La Poste Suisse et des Chemins de fédéraux échangent les monnaies dans les limites de leur encaisse.

<sup>4</sup> Les gros consommateurs de monnaies et les déposants de grandes quantités de monnaies peuvent être assujettis à des conditions spéciales.

### **Art. 6** Retrait de la circulation

<sup>1</sup> La Banque nationale suisse retire de la circulation les monnaies usées, détériorées ou qui n'ont plus cours.

<sup>2</sup> Les monnaies usées sont remboursées à leur valeur nominale; pour les monnaies détériorées, une déduction peut être opérée sur la valeur nominale.

<sup>4</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 15 août 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2019 (RO **2018** 3149).

<sup>5</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe à l'O du 24 oct. 2012 relative à la L sur l'organisation de la Poste, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> déc. 2012 (RO **2012** 6089).

**Art. 7** Fausse monnaie

<sup>1</sup> La Banque nationale suisse, La Poste Suisse, les Chemins de fer fédéraux et les services de police transmettent, en l'état, à l'Office fédéral de la police, les monnaies contrefaites, falsifiées ou suspectes qui leur sont remises ou présentées, en communiquant le nom et l'adresse du porteur ainsi que, le cas échéant, toutes observations utiles à l'enquête (indices d'infraction).

<sup>2</sup> L'Office fédéral de la police examine s'il y a indice d'infraction aux dispositions sur la protection de la monnaie. Pour le reste, l'Office fédéral de la police procède conformément aux prescriptions de la procédure pénale fédérale.

<sup>3</sup> La Monnaie fédérale vérifie l'authenticité des pièces suspectes et établit des descriptions techniques. Elle rend inutilisables les pièces contrefaites ou falsifiées. La Monnaie fédérale exécute les décisions des autorités judiciaires et administratives compétentes concernant la destruction des pièces contrefaites ou falsifiées.

<sup>4</sup> La Banque nationale remplace à leur valeur nominale les pièces de monnaie suspectes qui s'avèrent authentiques.

**Art. 8** Abrogation du droit en vigueur

Sont abrogés:

- a. l'ordonnance du 19 novembre 1997 sur la monnaie<sup>6</sup>;
- b. l'arrêté du Conseil fédéral du 1<sup>er</sup> avril 1971 mettant hors cours les pièces de monnaie en argent<sup>7</sup>;
- c. l'ordonnance du 2 juillet 1980 sur le remplacement des pièces de cinq centimes<sup>8</sup>.

**Art. 9** Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2000.

<sup>6</sup> [RO 1997 2757, 1999 704 ch. II 32]

<sup>7</sup> [RO 1971 366 1289]

<sup>8</sup> [RO 1980 895, 1981 498]



# Loi fédérale sur les titres intermédiés\*

## (LTI)

**957.1**

du 3 octobre 2008 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2016)

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*  
vu les art. 98, al. 1, et 122, al. 1, de la Constitution<sup>1</sup>,  
vu le message du Conseil fédéral du 15 novembre 2006<sup>2</sup>,  
*arrête:*

### Chapitre 1 But, champ d'application et définitions

#### Art. 1 Objet et but

<sup>1</sup> La présente loi règle la conservation des papiers-valeurs et des droits-valeurs par les dépositaires ainsi que leur transfert.

<sup>2</sup> Elle garantit la protection des droits de propriété des investisseurs. Elle contribue à assurer la sécurité juridique dans les rapports internationaux, l'efficacité du règlement des opérations sur titres ainsi que la stabilité du système financier.

#### Art. 2 Champ d'application

<sup>1</sup> La présente loi s'applique aux titres intermédiés qu'un dépositaire a inscrits au crédit d'un compte de titres.

<sup>2</sup> Elle ne porte pas atteinte aux dispositions sur l'inscription d'actions nominatives au registre des actions.

#### Art. 3 Titres intermédiés

<sup>1</sup> Les titres intermédiés au sens de la présente loi sont les créances et les droits sociaux fongibles à l'encontre d'un émetteur qui répondent aux conditions suivantes:

- a. ils sont inscrits au crédit d'un compte de titres;
- b. le titulaire du compte peut en disposer selon la présente loi.

<sup>1bis</sup> Sont également considérés comme des titres intermédiés au sens de la présente loi tout instrument financier et tout droit sur un instrument financier dont la conservation est soumise à un droit étranger qui lui reconnaît une fonction comparable.<sup>3</sup>

RO 2009 3577

\* Les termes désignant des personnes s'appliquent également aux femmes et aux hommes.

<sup>1</sup> RS 101

<sup>2</sup> FF 2006 8817

<sup>3</sup> Introduit par le ch. 14 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>2</sup> Les titres intermédiiés sont opposables au dépositaire ainsi qu'à tout tiers; ils sont soustraits à la mainmise des autres créanciers du dépositaire.

#### **Art. 4** Dépositaires

<sup>1</sup> Un dépositaire au sens de la présente loi tient des comptes de titres au nom de personnes ou de communautés.

<sup>2</sup> Sont des dépositaires:

- a. les banques au sens de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques<sup>4</sup>;
- b. les négociants au sens de la loi du 24 mars 1995 sur les bourses<sup>5</sup>;
- c. les directions de fonds au sens de la loi du 23 juin 2006 sur les placements collectifs<sup>6</sup>, dans la mesure où elles tiennent des comptes de parts;
- d.<sup>7</sup> les dépositaires centraux au sens de l'art. 61 de la loi du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers<sup>8</sup>;
- e. la Banque nationale suisse au sens de la loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale;
- f. la Poste Suisse au sens de la loi du 30 avril 1997 sur l'organisation de la Poste<sup>9</sup>.

<sup>3</sup> Sont également considérés comme des dépositaires les banques étrangères, les négociants étrangers, les dépositaires centraux étrangers et les autres intermédiaires financiers étrangers qui tiennent des comptes de titres dans le cadre de leur activité professionnelle.

#### **Art. 5** Définitions

Dans la présente loi, on entend par:

- a. *sous-dépositaire*: un dépositaire qui tient des comptes de titres pour d'autres dépositaires;
- b. *titulaire d'un compte*: une personne ou une communauté au nom de laquelle un dépositaire tient un compte de titres;
- c. *investisseur*: le titulaire d'un compte dont il n'est pas le dépositaire ou le dépositaire qui détient des titres intermédiiés pour son propre compte;
- d. *investisseur qualifié*: un dépositaire; une entreprise d'assurance soumise à une surveillance prudentielle; une corporation de droit public, une institution

<sup>4</sup> RS 952.0

<sup>5</sup> RS 954.1

<sup>6</sup> RS 951.31

<sup>7</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 14 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>8</sup> RS 958.1

<sup>9</sup> [RO 1997 2465, 2000 2355 annexe ch. 22, 2001 707 art. 31 ch. 3, 2003 3385, 2007 4703. RO 2012 5043 annexe ch. I]. Voir actuellement la L du 17 déc. 2010 sur l'organisation de la Poste (RS 783.1).

de prévoyance ou une entreprise disposant d'une trésorerie gérée à titre professionnel;

- e. *papiers-valeurs en dépôt collectif*: des papiers-valeurs conservés conformément à l'art. 973a du code des obligations<sup>10</sup>;
- f. *certificat global*: un papier-valeur au sens de l'art. 973b du code des obligations;
- g. *droits-valeurs*: des droits au sens de l'art. 973c du code des obligations.

## Chapitre 2 Création, conversion et extinction de titres intermédiiés

### Art. 6 Création

<sup>1</sup> Des titres intermédiiés sont créés:

- a. lorsqu'un dépositaire reçoit des papiers-valeurs en dépôt collectif et qu'il les inscrit au crédit d'un ou de plusieurs comptes de titres;
- b. lorsqu'un dépositaire reçoit en dépôt un certificat global et qu'il inscrit les droits correspondants au crédit d'un ou de plusieurs comptes de titres;
- c. lorsqu'un dépositaire inscrit des droits-valeurs au registre principal et les droits correspondants au crédit d'un ou de plusieurs comptes de titres.

<sup>2</sup> Pour chaque émission de droits-valeurs, un seul dépositaire tient le registre principal. Celui-ci comporte des indications sur l'émission, le nombre et la valeur nominale des droits-valeurs émis; il est public.

### Art. 7 Conversion

<sup>1</sup> A moins que ses statuts ou que les conditions de l'émission n'en disposent autrement, l'émetteur peut, en tout temps et sans le consentement du titulaire d'un compte, convertir en l'une des deux autres formes les titres déposés auprès d'un intermédiaire sous la forme de papiers-valeurs en dépôt collectif, de certificats globaux ou de droits-valeurs. Il en supporte les frais.

<sup>2</sup> Pour autant que les statuts de l'émetteur ou que les conditions de l'émission le prévoient, le titulaire d'un compte peut exiger en tout temps de l'émetteur qu'il établisse des papiers-valeurs dont le nombre et le genre correspondent aux titres intermédiiés qui sont inscrits à son compte et qui sont fondés sur le dépôt d'un certificat global ou sur l'inscription de droits-valeurs au registre principal. Il supporte les frais de cette conversion à moins que les conditions de l'émission ou les statuts de l'émetteur n'en disposent autrement.

<sup>3</sup> Le dépositaire s'assure que la conversion des titres ne modifie pas le nombre total des créances et des droits sociaux émis.

**Art. 8** Délivrance et extinction

<sup>1</sup> Le titulaire d'un compte peut exiger en tout temps du dépositaire qu'il lui remette ou lui fasse remettre des papiers-valeurs dont le nombre et le genre correspondent aux titres inscrits au crédit de son compte:

- a. si les papiers-valeurs correspondants sont conservés par le dépositaire ou un sous-dépositaire;
- b. s'il a droit à l'établissement de papiers-valeurs conformément à l'art. 7, al. 2.

<sup>2</sup> Le titulaire du compte a droit à ce que lui soient remis des papiers-valeurs conformes aux usages du marché sur lequel ces titres sont négociés.

<sup>3</sup> Le dépositaire s'assure que la remise des papiers-valeurs n'intervienne que lorsque des titres intermédiiés dont le nombre et le genre correspondent aux papiers-valeurs ont été débités du compte de titres correspondant.

**Chapitre 3****Détention de titres intermédiiés auprès d'un sous-dépositaire et titres disponibles****Art. 9** Autorisation

<sup>1</sup> Tout dépositaire est autorisé à détenir des titres intermédiiés, des papiers-valeurs ou des droits-valeurs auprès d'un sous-dépositaire en Suisse ou à l'étranger. Le consentement du titulaire du compte n'est pas requis.

<sup>2</sup> Le consentement exprès du titulaire du compte est toutefois requis si le dépositaire à l'étranger n'est pas soumis à une surveillance adéquate.

**Art. 10** Effets

<sup>1</sup> Le dépositaire inscrit au crédit du compte de titres du titulaire les titres intermédiiés inscrits au crédit de son propre compte de titres tenu par le sous-dépositaire.

<sup>2</sup> Si la détention des titres auprès du sous-dépositaire n'est pas soumise à la présente loi, le titulaire du compte acquiert par cette inscription des droits au moins équivalents aux droits obtenus par le dépositaire.

**Art. 11** Titres disponibles

<sup>1</sup> Tout dépositaire détient lui-même ou auprès d'un sous-dépositaire des titres intermédiiés dont le nombre et le genre correspondent au moins à la somme des titres intermédiiés inscrits au crédit des comptes de titres de ses titulaires de compte (titres disponibles).

<sup>2</sup> Si la somme des titres disponibles est inférieure à la somme des titres intermédiiés inscrits au crédit des comptes, le dépositaire acquiert sans délai des titres intermédiiés à concurrence du découvert.



<sup>3</sup> Sont des titres disponibles:

- a. les titres intermédiés inscrits au crédit d'un compte de titres que le dépositaire détient auprès d'un sous-dépositaire;
- b. les titres que le dépositaire conserve lui-même sous la forme de papiers-valeurs en dépôt collectif, de certificats globaux ou de droits-valeurs inscrits à son registre principal;
- c. les titres dont le dépositaire peut librement exiger la remise par d'autres dépositaires pendant la durée prescrite ou usuelle du règlement régulier sur le marché correspondant, mais au plus pendant huit jours.

#### **Art. 12** Propres titres et titres de tiers

<sup>1</sup> Si le dépositaire détient ses propres titres et des titres de tiers sur des comptes de titres distincts auprès d'un sous-dépositaire, les titres du titulaire d'un compte et ses droits à la remise de titres ne sont pas affectés par:

- a. une convention de compensation conclue entre le dépositaire et le sous-dépositaire à laquelle le titulaire du compte n'est pas partie;
- b. tout droit de gage, de rétention ou de réalisation du sous-dépositaire ou d'un tiers auquel le titulaire du compte n'a pas consenti.

<sup>2</sup> Le dépositaire ne peut pas disposer des titres du titulaire du compte avant de les avoir transférés à son propre compte dans l'exercice de son droit d'utilisation.

<sup>3</sup> Toute convention contraire est nulle.

## **Chapitre 4 Droits résultant des titres intermédiés**

### **Section 1 Droits généraux du titulaire d'un compte**

#### **Art. 13** Principe

<sup>1</sup> La création d'un titre intermédié ne modifie pas les droits de l'investisseur à l'égard de l'émetteur.

<sup>2</sup> Le titulaire d'un compte ne peut exercer ses droits sur des titres intermédiés que par son dépositaire, à moins que la présente loi n'en dispose autrement.

#### **Art. 14** Saisie et séquestre

<sup>1</sup> Lorsqu'une saisie, un séquestre ou une autre mesure provisionnelle sont ordonnés sur les titres intermédiés du titulaire d'un compte, cette mesure est exécutée exclusivement en mains du dépositaire qui tient le compte du titulaire au crédit duquel les titres sont inscrits.

<sup>2</sup> Tout séquestre, saisie ou autre mesure provisionnelle à l'encontre du titulaire du compte qui est exécuté en mains d'un sous-dépositaire est nul.

**Art. 15** Instructions

<sup>1</sup> Le dépositaire est tenu d'exécuter les instructions du titulaire d'un compte tendant à disposer de ses titres conformément au contrat qui les lie.

<sup>2</sup> Le dépositaire n'a ni le droit ni l'obligation de vérifier la cause juridique d'une instruction.

<sup>3</sup> Le titulaire du compte peut révoquer une instruction jusqu'au moment fixé par le contrat qui le lie à son dépositaire ou par les règles du système de compensation ou de règlement des opérations sur titres utilisé. L'instruction est irrévocable dès que le dépositaire a débité le compte de titres du titulaire.

**Art. 16** Attestation

Le titulaire d'un compte de titres peut exiger en tout temps du dépositaire qu'il établisse une attestation des titres inscrits à son compte. Cette attestation n'est pas un papier-valeur.

**Section 2****Droits du titulaire d'un compte lors de la liquidation d'un dépositaire****Art. 17** Distraction

<sup>1</sup> Lorsqu'un dépositaire fait l'objet d'une procédure de liquidation forcée tendant à l'exécution générale, le liquidateur distrait d'office de la masse, à concurrence des avoirs en compte de titres disponibles:

- a. les titres intermédiés inscrits au crédit d'un compte de titres que le dépositaire détient auprès d'un sous-dépositaire;
- b. les titres que le dépositaire conserve lui-même sous la forme de papiers-valeurs en dépôt collectif, de certificats globaux ou de droits-valeurs inscrits à son registre principal;
- c. les prétentions librement disponibles du dépositaire à l'encontre de tiers portant sur la livraison de titres intermédiés résultant d'opérations au comptant, d'opérations à terme échues, d'opérations de couverture ou d'émissions pour le compte de titulaires d'un compte.

<sup>2</sup> Si le dépositaire détient ses propres titres et les titres de ses clients titulaires d'un compte sur un même compte de titres auprès d'un sous-dépositaire, les titres inscrits au crédit de ce compte sont présumés être ceux de ses clients titulaires d'un compte.

<sup>3</sup> Le liquidateur d'un dépositaire doit remplir les obligations du dépositaire envers le sous-dépositaire qui résultent de la conservation des titres intermédiés ou du financement de leur acquisition.

<sup>4</sup> Les titres distraits et les prétentions à la remise de titres sont:

- a. soit transférés au nouveau dépositaire désigné par le titulaire d'un compte;
- b. soit remis au titulaire d'un compte sous la forme de papiers-valeurs.

<sup>5</sup> Les prétentions du dépositaire visées à l'art. 21 sont réservées.

#### **Art. 18**                    Distraction lors de la liquidation d'un sous-dépositaire

Lorsqu'un sous-dépositaire fait l'objet d'une procédure de liquidation forcée tendant à l'exécution générale, le dépositaire fait valoir à l'encontre du sous-dépositaire la distraction des titres au profit de ses titulaires d'un compte.

#### **Art. 19**                    Découvert

<sup>1</sup> Si les titres distraits ne suffisent pas à désintéresser complètement les titulaires d'un compte, les titres du même genre que le dépositaire détient pour son propre compte sont distraits à concurrence du découvert, même lorsque ces titres sont conservés séparément des titres de ses titulaires d'un compte.

<sup>2</sup> Si les titulaires d'un compte ne sont toujours pas complètement désintéressés, ils supportent le découvert à proportion du solde des titres du genre manquant crédités à leur compte de titres. Ils obtiennent une créance compensatoire d'un montant équivalent contre le dépositaire.

#### **Art. 20**                    Irrévocabilité d'une instruction

L'instruction d'un dépositaire qui participe à un système de compensation ou de règlement des opérations sur titres est juridiquement obligatoire et opposable aux tiers, même lorsque le dépositaire fait l'objet d'une procédure d'exécution forcée:

- a. si cette instruction a été introduite dans le système avant l'ouverture de la procédure d'exécution forcée;
- b. si, introduite dans le système après ce moment, cette instruction a été exécutée le jour de l'ouverture de la procédure, pour autant que l'exploitant du système prouve qu'il ne savait pas ni n'aurait dû savoir qu'une procédure était ouverte.

### **Section 3                  Droits du dépositaire sur les titres intermédiés**

#### **Art. 21**                    Droit de rétention et de réalisation

<sup>1</sup> Le dépositaire peut retenir et réaliser les titres inscrits au crédit d'un compte de titres pour se désintéresser de toute dette exigible du titulaire de ce compte résultant de la conservation des titres intermédiés ou du financement de leur acquisition.

<sup>2</sup> Ce droit de rétention et de réalisation s'éteint lorsque le dépositaire inscrit les titres au crédit du compte de titres d'un autre titulaire d'un compte.

**Art. 22** Droit d'utilisation

<sup>1</sup> Le titulaire d'un compte peut autoriser le dépositaire à disposer en son propre nom et pour son propre compte des titres intermédiiés inscrits au crédit de son compte et en particulier à constituer une sûreté sur ceux-ci.

<sup>2</sup> Si le titulaire du compte n'est pas un investisseur qualifié, il doit donner son autorisation par écrit; celle-ci ne peut être incluse dans des conditions générales.

**Art. 23** Restitution des sûretés

<sup>1</sup> Si le titulaire d'un compte a conféré au dépositaire une sûreté sur des titres intermédiiés et que le dépositaire utilise ces mêmes titres pour constituer une sûreté, le dépositaire doit restituer au titulaire du compte des titres en même nombre et du même genre au plus tard à l'échéance de la dette garantie.

<sup>2</sup> Les titres restitués sont grevés de la même sûreté que ceux qu'ils remplacent et comme s'ils avaient été acquis au même moment que les titres originaux.

<sup>3</sup> Si le contrat constitutif de la sûreté conclu avec le titulaire du compte le stipule, le dépositaire peut réaliser les titres conformément à l'art. 31 au lieu de les restituer.

**Art. 23a<sup>11</sup>** Transmission des informations

Le dépositaire désigné par une société anonyme en vertu des art. 697i, al. 4, ou 697j, al. 3, du code des obligations<sup>12</sup> doit veiller à ce que les dépositaires situés en aval de la chaîne lui transmettent, sur demande, les informations suivantes:

- a. nom et prénom ou raison sociale et adresse de l'actionnaire;
- b. nom, prénom et adresse de l'ayant droit économique.

**Chapitre 5****Actes de disposition sur les titres intermédiiés et effets à l'égard des tiers****Section 1 Actes de disposition****Art. 24** Bonification

<sup>1</sup> L'acte de disposition portant sur des titres intermédiiés intervient:

- a. par une instruction du titulaire d'un compte au dépositaire tendant au transfert des titres à l'acquéreur;
- b. par l'inscription des titres au crédit du compte de l'acquéreur (bonification).

<sup>11</sup> Introduit par le ch. I 8 de la LF du 12 déc. 2014 sur la mise en oeuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2015 (RO 2015 1389; FF 2014 585).

<sup>12</sup> RS 220

<sup>2</sup> L'acte de disposition est parfait et opposable aux tiers au moment de la bonification. Si le titulaire du compte transfère la titularité, il perd ses droits sur les titres intermédiiés au même moment.<sup>13</sup>

<sup>3</sup> Les dispositions relatives à l'acquisition par succession universelle ou par exécution forcée sont réservées.

<sup>4</sup> Les restrictions à la transmissibilité des actions nominatives sont réservées. Toute autre restriction à la transmissibilité est inopposable à l'acquéreur et aux tiers.

#### **Art. 25**<sup>14</sup> Convention de contrôle

<sup>1</sup> Le titulaire d'un compte peut disposer de titres intermédiiés et l'acte de disposition est rendu opposable aux tiers en concluant avec le dépositaire une convention par laquelle le dépositaire s'engage irrévocablement à exécuter les instructions de l'acquéreur sans nouveau consentement ni concours du titulaire du compte.

<sup>2</sup> L'acte de disposition peut porter:

- a. sur des titres déterminés;
- b. sur tous les titres figurant au crédit d'un compte;
- c. sur une partie des titres figurant au crédit d'un compte à concurrence d'une valeur déterminée.

#### **Art. 26**<sup>15</sup> Convention avec le dépositaire

<sup>1</sup> Le titulaire d'un compte peut disposer de titres intermédiiés en faveur du dépositaire en concluant avec lui une convention. L'acte de disposition est opposable aux tiers dès la conclusion de la convention.

<sup>2</sup> L'art. 25, al. 2, est applicable.

## **Section 2 Extourne**

#### **Art. 27** Extourne d'un débit

<sup>1</sup> Le débit de titres intermédiiés dans un compte de titres peut être extourné:

- a. s'il a été effectué sans instruction;
- b. s'il a été effectué sur la base d'une instruction:
  1. nulle,
  2. n'émanant pas du titulaire du compte ni de son représentant,
  3. révoquée en temps utile par le titulaire du compte,

<sup>13</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 14 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>14</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 14 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

<sup>15</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 14 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO **2015** 5339; FF **2014** 7235).

4. invalidée en raison d'une erreur de déclaration ou de transmission, d'un dol ou d'une crainte fondée; l'art. 26 du code des obligations<sup>16</sup> est réservé;

c. si la bonification au compte de titres de l'acquéreur ne correspond pas à l'instruction ou n'a pas lieu dans le délai usuel pour l'exécution.

<sup>2</sup> Dans le cas mentionné à l'al. 1, let. a et b, le titulaire du compte doit prouver que l'instruction était défectueuse. Le droit à l'extourne n'existe pas si le dépositaire prouve qu'il ne connaissait pas le défaut de l'instruction ni n'aurait dû le connaître bien qu'il ait mis en œuvre à cette fin des mesures et des procédures raisonnables.

<sup>3</sup> Par l'extourne, le titulaire du compte est traité comme si le débit n'avait jamais été effectué. Des dommages-intérêts fondés sur le code des obligations sont réservés.

<sup>4</sup> Les prétentions fondées sur le présent article se prescrivent par un an à compter de la découverte du défaut, et dans tous les cas par cinq ans à compter de la date du débit.

<sup>5</sup> Les titulaires d'un compte qui sont des investisseurs qualifiés peuvent déroger au présent article par convention avec leur dépositaire.

#### **Art. 28** Extourne d'une bonification

<sup>1</sup> Le dépositaire peut extourner la bonification de titres intermédiiés dans un compte de titres:

- a. si le débit correspondant a été extourné;
- b. si la bonification ne correspond pas à l'instruction.

<sup>2</sup> L'extourne doit être communiquée au titulaire du compte.

<sup>3</sup> L'extourne est exclue lorsqu'aucun titre intermédiié du même genre ne figure plus au crédit du compte ou lorsque des tiers ont acquis des droits sur ces titres de bonne foi. Dans ce cas, le dépositaire a droit à la contrevaletur des titres crédités, sauf si le titulaire du compte s'est dessaisi des titres de bonne foi ou ne pouvait s'attendre à être tenu de les restituer.

<sup>4</sup> Les prétentions fondées sur le présent article se prescrivent par un an à compter de la découverte du défaut, et dans tous les cas par cinq ans à compter de la date de la bonification.

<sup>5</sup> Les titulaires d'un compte qui sont des investisseurs qualifiés peuvent déroger au présent article par convention avec leur dépositaire.

### Section 3 Effet à l'égard de tiers

#### Art. 29 Protection de l'acquéreur de bonne foi

<sup>1</sup> Quiconque, de bonne foi et à titre onéreux, acquiert des titres intermédiés ou des droits sur des titres intermédiés conformément aux art. 24, 25 ou 26 est protégé dans son acquisition même:

- a. si l'aliénateur n'avait pas le pouvoir de disposer des titres intermédiés;
- b. si la bonification des titres intermédiés a été extournée dans le compte de l'aliénateur.

<sup>2</sup> Si l'acquéreur n'est pas protégé dans son acquisition, il est tenu de restituer des titres intermédiés en même nombre et de même genre conformément aux dispositions du code des obligations<sup>17</sup> sur l'enrichissement illégitime. Les droits de tiers ne sont pas affectés. D'autres prétentions fondées sur le code des obligations sont réservées.

<sup>3</sup> Si l'acquéreur tenu à la restitution fait l'objet d'une procédure d'exécution forcée tendant à l'exécution générale, l'ayant droit peut exiger à son profit la distraction de titres intermédiés en même nombre et de même genre dans la mesure où de tels titres se trouvent dans la masse.

<sup>4</sup> Les prétentions fondées sur l'al. 2 se prescrivent par un an à compter du jour où le titulaire du compte débité a eu connaissance de son droit et de l'identité de son débiteur, et dans tous les cas par dix ans à compter de la date du débit. L'art. 60, al. 2, du code des obligations est réservé.

<sup>5</sup> L'acquéreur ne peut invoquer le présent article pour s'opposer à l'extourne d'une bonification visée à l'art. 28.

#### Art. 30 Rang

<sup>1</sup> Entre les actes de disposition relatifs à des titres intermédiés ou à des droits sur des titres intermédiés qui ont été effectués selon les dispositions de la présente loi, l'acte antérieur prime l'acte postérieur.

<sup>2</sup> Si le dépositaire conclut avec le titulaire d'un compte une convention au sens de l'art. 25, al. 1, sans signaler expressément à l'acquéreur ses droits antérieurs, ceux-ci sont réputés subordonnés aux droits de l'acquéreur.<sup>18</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>19</sup>

<sup>4</sup> Les accords modifiant le rang des droits sur des titres intermédiés sont réservés; ils ne déploient d'effets qu'entre les parties à ces accords.

<sup>17</sup> RS 220

<sup>18</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 14 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>19</sup> Abrogé par le ch. 14 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

## Chapitre 6 Réalisation de sûretés

### Art. 31 Droit de réalisation

<sup>1</sup> Le bénéficiaire d'une sûreté portant sur des titres intermédiés peut les réaliser aux conditions stipulées dans le contrat constitutif de la sûreté:

- a. en vendant les titres intermédiés et en compensant le produit de la réalisation avec la créance garantie;
- b. si leur valeur peut être estimée objectivement, en s'appropriant les titres intermédiés et en imputant leur valeur sur la créance garantie.<sup>20</sup>

<sup>2</sup> Ce droit subsiste lorsque le constituant de la sûreté fait l'objet d'une procédure d'exécution forcée ou d'une mesure d'assainissement ou de protection.

<sup>3</sup> Le dépositaire n'a ni le droit ni l'obligation de vérifier si les conditions de la réalisation sont remplies.

<sup>4</sup> Le bénéficiaire de la sûreté qui réalise des titres intermédiés alors que les conditions ne sont pas remplies est responsable du dommage causé.

### Art. 32 Avertissement et décompte

<sup>1</sup> La réalisation d'une sûreté doit être précédée d'un avertissement donné au constituant de la sûreté. Celui-ci peut renoncer à être averti s'il est un investisseur qualifié.

<sup>2</sup> Le bénéficiaire de la sûreté doit rendre compte au constituant de la sûreté et lui remettre tout excédent de la réalisation.

## Chapitre 7 Responsabilité

### Art. 33

<sup>1</sup> Le dépositaire répond des dommages causés au titulaire d'un compte en rapport avec la conservation ou le transfert des titres intermédiés conformément aux dispositions du code des obligations<sup>21</sup>, pour autant que le présent article n'en dispose pas autrement.

<sup>2</sup> Le dépositaire qui détient des titres intermédiés auprès d'un sous-dépositaire répond du soin avec lequel il l'a choisi et instruit et du soin avec lequel il a contrôlé que les critères de son choix ont été durablement respectés.

<sup>3</sup> Le dépositaire peut exclure sa responsabilité visée à l'al. 2 si le titulaire du compte a expressément désigné un sous-dépositaire contre la recommandation du dépositaire.

<sup>4</sup> Le dépositaire répond comme s'ils étaient siens des actes du sous-dépositaire qui:

<sup>20</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 14 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

<sup>21</sup> RS 220



- a. d'une manière indépendante et durable, assure pour lui l'ensemble de l'administration et le règlement des opérations sur titres;
- b. forme une unité économique avec lui.

<sup>5</sup> Les conventions contraires ne sont valables que si elles sont passées entre dépositaires ou en faveur des investisseurs.

## Chapitre 8 Dispositions finales

### Art. 34 Modification du droit en vigueur

Les modifications du droit en vigueur sont réglées en annexe.

### Art. 35 Dispositions transitoires

<sup>1</sup> Un émetteur de droits-valeurs inscrits au crédit de comptes de titres tenus par un dépositaire doit ouvrir un registre principal chez ce dépositaire et y faire inscrire les droits-valeurs dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>2</sup> Si, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, des papiers-valeurs en dépôt collectif, des certificats globaux ou des droits-valeurs ont fait l'objet d'un acte de disposition qui ne répond pas aux exigences de la présente loi, le droit ainsi créé prime tout droit constitué après l'entrée en vigueur, pour autant que l'ayant droit procède ou fasse procéder aux inscriptions prévues dans les douze mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

### Art. 36 Référendum et entrée en vigueur

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Date de l'entrée en vigueur:<sup>22</sup> 1<sup>er</sup> janvier 2010

Art. 470, al. 2<sup>bis</sup>, du code des obligations (ch. 3 de l'annexe): 1<sup>er</sup> octobre 2009

*Annexe*  
(art. 34)

## **Modification du droit en vigueur**

Les lois mentionnées ci-après sont modifiées comme suit:

...<sup>23</sup>

<sup>23</sup> Les mod. peuvent être consultées au RO **2009** 3577.

# Règlement d'organisation de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA

**(Règlement d'organisation FINMA)**

18 décembre 2008 (état : 7 décembre 2017)

Vu l'article 9 alinéa 1 lettre i de la loi fédérale du 22 juin 2007 sur l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers,

*le conseil d'administration de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA*

arrête :

## **Section 1 Dispositions générales**

### **Art. 1 Objet**

Le présent règlement, qui complète les dispositions de la LFINMA, définit le cadre de l'organisation, des tâches et des compétences du conseil d'administration, de la direction et de la révision interne.

## **Section 2 Conseil d'administration**

### **Art. 2 Tâches du conseil d'administration**

<sup>1</sup> Le conseil d'administration est l'organe stratégique de la FINMA. Il exerce la haute direction ainsi que la surveillance et le contrôle de la gestion de la FINMA.

<sup>2</sup> Le conseil d'administration assume notamment les tâches suivantes :

- a. Il définit les objectifs stratégiques de la FINMA et les soumet pour approbation au Conseil fédéral.
- b. Il édicte les ordonnances déléguées à la FINMA et arrête les nouvelles circulaires. Il délègue les mesures de réglementation d'importance matérielle minimale à la direction.
- c. Il nomme le directeur<sup>1</sup>, désigne son suppléant et met fin aux rapports de travail du directeur lorsque les conditions d'exercice de ses fonctions ne sont plus remplies. La nomination et la résiliation des rapports de travail du directeur doivent être entérinées par le Conseil fédéral.
- d. Il nomme et met fin aux rapports de travail des membres de la direction et décide des divisions dont ils assurent la direction ainsi que de l'engagement de membres ad interim de la direction. Le directeur a le droit de faire des propositions.
- e. Il définit les conditions d'engagement du personnel dans le cadre d'une ordonnance. Il arrête en outre les principes de la prévoyance du personnel.

---

<sup>1</sup> Dans un souci de lisibilité, il ne sera pas effectué de différenciation de genre, par exemple entre directeur/directrice. Les termes correspondants s'appliquent donc aux deux sexes dans le cadre de l'égalité de traitement.

- f. Il décide de la suite à donner aux propositions de ses comités et de ses membres ainsi que de la direction.
- g. Il supervise la direction et approuve le règlement opérationnel.
- h. Il décide de la structure organisationnelle en divisions.
- i. Il édicte un code de conduite valable pour le conseil d'administration et le personnel.
- j. Il instaure une révision interne et assure le contrôle interne.
- k. Il édicte le règlement d'organisation, les directives concernant la mise en œuvre des principes de réglementation et les lignes directrices applicables à la communication.
- l. Il approuve la planification financière, le budget et les comptes annuels et définit les normes comptables en tenant compte des principes de l'art. 18 LFINMA.
- m. Il élabore le rapport annuel et le soumet pour approbation au Conseil fédéral avant sa publication.
- n. Il approuve les conventions d'importance fondamentale avec des autorités suisses.

<sup>3</sup> Le conseil d'administration statue sur les affaires de grande portée. Il s'agit notamment d'affaires

- a. ayant des incidences notables sur le marché financier ou une importance systémique pour un ou plusieurs assujettis ;
- b. présentant un intérêt public particulier ;
- c. entraînant la constitution ou la modification notable d'une pratique ;
- d. présentant un risque de responsabilité important pour la FINMA ou susceptibles d'avoir des incidences durables pour sa réputation ;
- e. désignées comme telles par au moins trois membres du conseil d'administration.

<sup>4</sup> En cas d'incertitude concernant les affaires réservées au conseil d'administration en raison de leur grande portée, la décision revient au président du conseil d'administration après consultation du directeur.

<sup>5</sup> Les parties concernées n'ont pas le droit d'exiger qu'une affaire soit traitée par le conseil d'administration.

### Art. 3 Contacts extérieurs du conseil d'administration et communication externe

<sup>1</sup> Le président ainsi que d'autres membres désignés du conseil d'administration entretiennent, dans le cadre de leurs tâches et dans l'intérêt de la FINMA, des contacts avec des organisations, des autorités et des personnes de référence en Suisse et à l'étranger.

<sup>2</sup> L'attribution des mandats et la coordination de ces contacts se fait d'un commun accord entre le président du conseil d'administration et le directeur. Le conseil d'administration et le directeur sont informés des contacts extérieurs qui ont eu lieu.

<sup>3</sup> Les contacts de la FINMA avec les médias relèvent des attributions du président du conseil d'administration et du directeur.

<sup>4</sup> Après consultation préalable du président du conseil d'administration, les membres de celui-ci peuvent donner des conférences d'ordre général sur la FINMA.

#### Art. 4 Comités du conseil d'administration

<sup>1</sup> Le conseil d'administration constitue à partir de ses membres un comité d'audit et de risque, un comité des nominations et un comité des offres publiques d'acquisition et de la responsabilité de l'Etat (comités permanents). Il fixe chaque année les membres des comités et détermine qui les préside. D'autres personnes peuvent compléter ces comités si nécessaire.

<sup>2</sup> Sauf convention contraire, les comités ont une activité de conseil et font des propositions au conseil d'administration. Ils sont placés sous la direction d'un président chargé des contacts avec le conseil d'administration et la direction.

<sup>3</sup> Pour la préparation des affaires, le conseil d'administration peut constituer des comités ad hoc à partir de ses membres, notamment des intervenants spécialisés.

<sup>4</sup> Le conseil d'administration attribue les mandats des comités permanents par écrit.

#### Art. 5 Convocation du conseil d'administration

<sup>1</sup> Le président du conseil d'administration, en cas d'empêchement le vice-président, convoque le conseil d'administration.

<sup>2</sup> Chaque membre du conseil d'administration et le directeur ont le droit de demander à tout moment la convocation du conseil d'administration.

<sup>3</sup> Après consultation du directeur, le président du conseil d'administration détermine les affaires à traiter, décide de la confidentialité particulière d'une affaire et arrête l'ordre du jour.

<sup>4</sup> L'invitation est adressée aux participants avec indication des affaires à traiter et accompagnée des informations nécessaires, en général huit jours avant la réunion. C'est au responsable de l'affaire qu'il revient d'envoyer les documents à temps.

<sup>5</sup> Pour des raisons importantes, ce délai peut être réduit ou l'on peut renoncer à l'envoi préalable d'informations.

## Art. 6 Présidence de séance

<sup>1</sup> Les séances du conseil d'administration sont présidées par le président.

<sup>2</sup> Chaque membre du conseil d'administration peut demander l'inscription d'une affaire à l'ordre du jour moyennant une motivation écrite au plus tard 14 jours avant la date de la réunion.

<sup>3</sup> Si le président est empêché de participer à la réunion ou d'en assurer la présidence, le vice-président la dirige et en assure la présidence; en cas d'empêchement du vice-président également, un autre membre du conseil d'administration le remplace.

<sup>4</sup> Les propositions portant sur des affaires qui exigent des décisions doivent être présentées par le membre de la direction compétent avec l'accord du directeur.

## Art. 7 Participation aux séances du conseil d'administration

<sup>1</sup> En règle générale, le directeur participe aux séances du conseil d'administration. En principe, les membres de la direction défendent personnellement les affaires du conseil d'administration relevant de leur domaine de compétence. Les membres de la direction peuvent participer aux séances du conseil d'administration sur une base facultative.

<sup>2</sup> De sa propre initiative ou à la demande d'un membre du conseil d'administration ou du directeur, le président peut inviter d'autres personnes aux séances du conseil d'administration.

## Art. 8 Quorum, votations et élections

<sup>1</sup> Le conseil d'administration délibère valablement lorsque la majorité de ses membres est présente.

<sup>2</sup> Il prend ses décisions à la majorité des voix des membres présents.

<sup>3</sup> En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

<sup>4</sup> Les décisions sur des affaires ne figurant pas à l'ordre du jour ou dont les informations nécessaires n'ont pas été envoyées à l'avance ne peuvent être prises qu'avec l'accord de tous les membres présents.

## Art. 9 Décisions présidentielles, décisions par voie de circulation

<sup>1</sup> Dans des cas exceptionnels ne souffrant aucun report et dont l'importance de l'affaire l'exige, le président peut prendre les décisions nécessaires de sa propre initiative ou à la demande de la direction en lieu et place du conseil d'administration (décision présidentielle).

<sup>2</sup> Le conseil d'administration doit être informé des décisions présidentielles dans les meilleurs délais.

<sup>3</sup> En cas d'urgence, des décisions peuvent être prises par voie de circulation (y compris fax et messagerie électronique) à condition que, dans les trois jours ouvrables après la date d'envoi de la proposition en question, aucun membre du conseil d'administration ne demande d'en débattre en séance.

<sup>4</sup> Les décisions par voie de circulation ne peuvent être prises qu'à la majorité des voix de tous les membres du conseil d'administration.

## Art. 10 Procès-verbal

<sup>1</sup> Les séances du conseil d'administration font l'objet d'un procès-verbal résumant toutes les délibérations ayant conduit à une décision et reproduisant la teneur de toutes les décisions.

<sup>2</sup> Le procès-verbal est rédigé par le secrétaire du conseil d'administration. En cas d'empêchement, le président désigne un remplaçant.

<sup>3</sup> Le procès-verbal est signé par le président et le secrétaire.

<sup>4</sup> Le conseil d'administration approuve le procès-verbal avant de le transmettre à la direction, à l'exception des affaires secrètes ou confidentielles.

<sup>5</sup> Les décisions par voie de circulation et les décisions présidentielles figurent dans le prochain procès-verbal de séance.

## Art. 11 Incompatibilité et communication des conflits d'intérêts

<sup>1</sup> Les membres du conseil d'administration doivent être des experts et indépendants des assujettis. Ils ne peuvent pas travailler pour des assujettis.

<sup>2</sup> Tous les liens d'intérêts des membres du conseil d'administration font l'objet d'une publication.

<sup>3</sup> Si les conditions juridiques ou effectives pour l'exercice de son mandat ne sont plus réunies, le membre du conseil d'administration en question doit démissionner, et ce même si son mandat n'est pas encore achevé.

<sup>4</sup> Le code de conduite fixe les modalités. Les membres du conseil d'administration communiquent à la direction du groupe Droit et compliance de la FINMA des conflits d'intérêts existants ou potentiels et des incompatibilités. Sur cette base, la direction du groupe Droit et compliance vérifie avant les séances du conseil d'administration s'il existe des motifs de récusation.



<sup>5</sup> Les membres du comité des offres publiques d'acquisition et de la responsabilité de l'Etat se récusent dans les affaires de grande portée.

## Art. 12 Secrétaire du conseil d'administration

<sup>1</sup> Dans cette fonction, le secrétaire du conseil d'administration est subordonné au président du conseil d'administration.

<sup>2</sup> Les tâches suivantes incombent au secrétaire du conseil d'administration :

- a. rédaction des procès-verbaux des séances du conseil d'administration ;
- b. organisation administrative des séances du conseil d'administration ;
- c. assistance du président dans la préparation des séances ;
- d. exécution des tâches qui lui sont transmises par le président et par le conseil d'administration.

<sup>3</sup> Si le secrétaire du conseil d'administration est empêché d'accomplir ses tâches, le président du conseil d'administration désigne un suppléant.

## Art. 13 Droit et devoir d'information

<sup>1</sup> Chaque membre du conseil d'administration peut demander à la direction des renseignements sur toutes les affaires traitées; demeurent réservées les règles de récusation en cas de conflits d'intérêts.

<sup>2</sup> La direction informe régulièrement le conseil d'administration des aspects internes, de la marche des activités opérationnelles et des évolutions qui se dessinent.

## Section 3 Direction

### Art. 14 Position et fonction

<sup>1</sup> La direction exécute les tâches qui ne sont pas dévolues au conseil d'administration ou à l'organe de révision. En tant qu'organe collectif, elle assume la responsabilité collective des activités opérationnelles de la FINMA.

<sup>2</sup> Les tâches suivantes lui incombent notamment :

- a. elle assume les activités opérationnelles de la FINMA ;

- b. elle élabore les bases de décision pour les affaires relevant de la compétence du conseil d'administration, rend compte régulièrement à celui-ci et l'informe sans délai de tout événement exceptionnel ;
- c. elle met en application les décisions du conseil d'administration et de ses comités ;
- d. elle arrête les mesures de régulation d'importance matérielle minimale ;
- e. elle utilise des systèmes de contrôle et de gestion adéquats et informe régulièrement le conseil d'administration sur l'efficacité desdits systèmes.

<sup>3</sup> La direction édicte des décisions à propos de toutes les affaires pour lesquelles les décisions ne sont pas déléguées au conseil d'administration. Elle peut déléguer cette compétence aux divisions s'il s'agit de cas de moindre importance;

<sup>4</sup> La direction édicte un règlement opérationnel définissant également la délégation de compétences.

## Art. 15 Composition

<sup>1</sup> La direction est composée du directeur et d'autres membres.

<sup>2</sup> Le directeur assume la direction : les membres sont subordonnés hiérarchiquement au directeur.

<sup>3</sup> En règle générale, les membres de la direction dirigent une division.

## Art. 16 *Abrogé*

[Abrogé par la révision partielle du 7 décembre 2017]

## Art. 17 Comités

<sup>1</sup> La direction constitue avec d'autres personnes compétentes des comités permanents ou ad hoc.

<sup>2</sup> La convocation, l'organisation et les compétences des comités permanents sont précisés dans le règlement opérationnel.

## Art. 18 Organisation

<sup>1</sup> La FINMA en tant qu'unité opérationnelle est subdivisée en divisions au premier niveau de direction. Selon leur importance et le nombre de subordonnés directs, les divisions sont subdivisées en sections et en groupes.

<sup>2</sup> On forme les divisions suivantes :

- a. Banques
- b. Assurances
- c. Marchés
- d. Asset Management
- e. Enforcement
- f. Recovery et Resolution
- g. Services stratégiques
- h. Operations

<sup>3</sup> Le conseil d'administration fixe les mandats des divisions.

## **Section 4 Dispositions communes**

### **Art. 19 Pouvoir de signature**

<sup>1</sup> Le principe de la double signature s'applique.

<sup>2</sup> Les membres du conseil d'administration ont un droit de signature collectif à deux avec le président ou le vice-président.

<sup>3</sup> Les décisions du conseil d'administration sont signées par le président ou le vice-président, conjointement avec le directeur ou le membre compétent de la direction.

<sup>3bis</sup> Les décisions du comité des offres publiques d'acquisition et de la responsabilité de l'Etat s'appuyant sur la loi sur l'infrastructure des marchés financiers sont signées par le membre qui préside ce comité et par le chef de la division Enforcement.

<sup>3ter</sup> Les décisions du comité des offres publiques d'acquisition et de la responsabilité de l'Etat s'appuyant sur la loi sur la responsabilité sont signées par la personne présidant le comité et par un collaborateur de Droit et compliance.

<sup>4</sup> Les courriers adressés aux conseillers fédéraux sont en règle générale signés par le président du conseil d'administration en accord avec le conseil d'administration.

<sup>5</sup> Les ordonnances et les circulaires de la FINMA entrent en vigueur avec la double signature du président et du directeur.

<sup>6</sup> Les courriers du conseil d'administration de moindre importance sont signés par le seul président du conseil d'administration.

<sup>7</sup> Le règlement opérationnel précise les autres modalités.

## **Section 5 Révision interne**

### **Art. 20 Organisation**

<sup>1</sup> La révision interne est directement subordonnée au conseil d'administration.

<sup>2</sup> L'efficacité de la révision interne et sa coopération avec la révision externe sont examinées régulièrement par le comité d'audit et de risque.

<sup>3</sup> Elle peut être chargée de procéder à des contrôles et vérifications particuliers par le président du conseil d'administration, le comité d'audit et de risque ou une majorité du conseil d'administration à la demande de chaque membre du conseil d'administration ou du directeur.

<sup>4</sup> Les collaborateurs de la révision interne sont considérés comme des collaborateurs de la FINMA et sont soumis aux règles applicables aux collaborateurs.

### **Art. 21 Mission**

<sup>1</sup> En accord avec le comité d'audit et de risque, la révision interne établit une planification annuelle de ses activités de révision axée sur les risques. Cette planification est avalisée par le conseil d'administration.

<sup>2</sup> Elle s'efforce d'assurer des audits de haute qualité grâce à une formation continue permanente et au respect des normes professionnelles nationales et internationales.

### **Art. 22 Tâches et compétences**

<sup>1</sup> La révision interne fournit des prestations d'audit objectives et indépendantes visant à dégager des plus-values et à améliorer les processus de gestion. Elle aide l'organisation à atteindre ses objectifs en évaluant et en contribuant à améliorer l'efficacité de la gestion du risque, de la gestion et du contrôle internes, ainsi que des processus de gouvernance grâce à une approche systématique et ciblée.

<sup>2</sup> Elle est responsable de l'examen du respect des dispositions légales, réglementaires et autres dispositions internes. Elle fournit également des rapports sur les carences humaines ou matérielles dans l'organisation de l'entreprise.

<sup>3</sup> Elle apprécie la fiabilité des documents, rapports et autres données au sein de l'autorité.

<sup>4</sup> La révision interne dispose d'un droit d'examen illimité dans la mesure où cela est nécessaire pour lui permettre d'exercer ses attributions. A cet effet, on lui fournira tous renseignements voulus et garantira l'accès à tous les documents et autres documentations.

<sup>5</sup> Les tâches, compétences et responsabilités de la révision interne doivent être définies dans une charte d'audit et être avalisées par le comité d'audit et de risque.

## Art. 23 Rapports

<sup>1</sup> La révision interne est en contact permanent avec le comité d'audit et de risque et lui rend compte régulièrement du résultat des contrôles effectués. Elle informe sans délai le comité d'audit et de risque en cas d'événements particuliers.

<sup>2</sup> Les unités ou personnes concernées par le rapport ont en général la possibilité de prendre position sur celui-ci avant sa transmission.

**Section 6 Dispositions transitoires et finales****Art. 24 Appartenance à un organe**

Il convient de mettre un terme à toute appartenance à un organe au sens de l'art. 11 al. 1 d'ici le 31 décembre 2015.

**Art. 25 Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Berne, le 18 décembre 2008

AUTORITÉ FÉDÉRALE DE SURVEILLANCE DES MARCHÉS FINANCIERS

sign.

Eugen Haltiner

Président

sign.

Patrick Raaflaub

Directeur

Etat: 1<sup>er</sup> juillet 2015

---

# **Code de conduite de l’Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers**

(Code de conduite de la FINMA)

---

**Le conseil d'administration de la FINMA,**

vu l'art. 38 al. 3 de l'ordonnance sur le personnel de la FINMA du 11 août 2008 et l'art. 2 al. 2 let. i du règlement d'organisation de la FINMA du 18 décembre 2008,

arrête :

## Chapitre 1 : Fondements

### Art. 1 Objet et champ d'application

<sup>1</sup> Le code de conduite définit des règles de conduite, notamment en matière de gestion des conflits d'intérêts en relation avec l'activité exercée pour la FINMA.

<sup>2</sup> Il s'applique aux membres du conseil d'administration ainsi qu'aux collaborateurs au bénéfice d'un contrat de travail de durée déterminée ou indéterminée, y compris les *secondées* (personnes travaillant pour la FINMA).

<sup>3</sup> En signant leur contrat de travail, les collaborateurs de la FINMA s'engagent à respecter le code de conduite, lequel fait partie intégrante du contrat de travail.

### Art. 2 Principes déontologiques

<sup>1</sup> Les personnes travaillant pour la FINMA doivent faire preuve d'un comportement intègre, garantissant ainsi la réputation et la crédibilité de la FINMA ; elles s'abstiennent de toute activité ou conduite susceptible de lui nuire.

<sup>2</sup> Elles évitent tout conflit entre leurs intérêts propres et ceux de la FINMA ou les communiquent lorsqu'ils ne peuvent être évités.

<sup>3</sup> Elles préservent le secret de fonction et ne profitent pas d'informations obtenues dans le cadre de leur fonction pour faire valoir leurs propres intérêts.

### Art. 3 Organe compétent

<sup>1</sup> L'application du code de conduite incombe

a. au conseil d'administration pour son président ;

b. au président du conseil d'administration pour les membres du conseil d'administration, le directeur, ainsi que membres de la direction.



Ce faisant, ils tiennent compte de l'avis de Compliance FINMA.

<sup>2</sup> Compliance FINMA est responsable de l'application du code de conduite vis-à-vis des collaborateurs, tandis que le directeur est responsable de son application vis-à-vis de Compliance FINMA.

<sup>3</sup> Compliance FINMA s'assure que toutes les personnes travaillant pour la FINMA confirment par écrit qu'elles ont pris connaissance du code de conduite. Elle fait en sorte que les modifications au code de conduite soient communiquées en interne.

<sup>4</sup> En cas de soupçon d'une violation du code de conduite, toutes les personnes travaillant pour la FINMA sont tenues de fournir les informations nécessaires, de donner accès aux documents et, si nécessaire, de délier des tiers du secret professionnel. L'organe compétent dispose d'un droit de regard et de prise d'information illimité.

<sup>5</sup> Les tâches de Compliance FINMA incluent :

- a. la surveillance du respect du code de conduite par les collaborateurs ;
- b. le conseil et l'assistance au conseil d'administration et à la direction pour toutes les questions afférentes au code de conduite ;
- c. l'établissement de rapports réguliers sur la mise en œuvre du code de conduite et – au besoin – de rapports immédiats, à l'intention du conseil d'administration et de la direction ;
- d. le conseil et la formation des collaborateurs de la FINMA en matière de *compliance*;
- e. le traitement des signalements selon l'article 20 ainsi que leur éclaircissement selon l'article 22.

## **Chapitre 2 : Activités exercées en dehors de la FINMA et contacts avec les médias**

### **Art. 4 Activités annexes et charges publiques**

<sup>1</sup> L'exercice d'activités annexes ou de charges publiques requiert l'accord de l'organe compétent au sens de l'art. 3.

<sup>2</sup> L'accord est donné si l'activité annexe ou la charge publique ne nuit pas à la réputation de la FINMA et n'entre pas en conflit avec l'activité exercée pour la FINMA. Par ailleurs, la charge de travail doit être conciliable avec l'activité exercée pour la FINMA.

<sup>3</sup> Si un conflit d'intérêts survient une fois l'activité annexe ou la charge publique approuvée, la personne concernée en informe l'organe compétent selon l'art. 3. Celui-ci peut retirer son accord.

## **Art. 5 Publications et exposés**

<sup>1</sup> La FINMA soutient en principe la réalisation de publications et d'exposés traitant de questions liées à la surveillance des marchés financiers par les personnes qui travaillent à son service.

<sup>2</sup> Les personnes travaillant pour la FINMA doivent s'abstenir de toute prise de position pouvant porter atteinte à la réputation et à la crédibilité de la FINMA. Au besoin, elles coordonneront préalablement en interne le contenu de la publication ou de l'exposé.

<sup>3</sup> Les collaborateurs qui ne font pas partie de la direction n'acceptent de demande d'exposé ou de publication sur des questions de surveillance des marchés financiers qu'après avoir consulté leur chef de division.

<sup>4</sup> Les collaborateurs ne peuvent accepter de contre-prestation pour un exposé ou une publication que si celle-ci reste dans un rapport raisonnable avec le travail fourni.

## **Art. 6 Contact avec les médias**

<sup>1</sup> Les contacts de la FINMA avec les médias relèvent en principe des attributions du président du conseil d'administration, du directeur ou du service communication.

<sup>2</sup> Ceux-ci peuvent déléguer cette tâche à d'autres personnes travaillant pour la FINMA.

## **Chapitre 3 : Transactions**

### **Art. 7 Opérations sur valeurs mobilières et retraits**

<sup>1</sup> Que ce soit à titre direct ou indirect (par ex. détention de valeurs mobilières par l'entremise de personne morales qui se trouvent sous l'influence notable de personne travaillant pour la FINMA), les personnes travaillant pour la FINMA ne détiennent aucuns papiers-valeurs, droits-valeurs ou produits dérivés dont la valeur est essentiellement déterminée par le cours des actions ou la capacité de crédit des assujettis (valeurs mobilières d'assujettis). Sont aussi considérés comme tels les placements collectifs ou les produits structurés concentrés sur de tels titres. Les emprunts obligataires et les obligations de caisse ne sont pas concernés par cette disposition. Les al. 3 à 6 demeurent réservés.

<sup>2</sup> Il n'est pas permis de détenir de valeurs mobilières d'assujettis dans le cadre d'un mandat de gestion de fortune.

<sup>3</sup> Les personnes travaillant pour la FINMA se séparent des valeurs mobilières d'assujettis en leur possession dans un délai de six mois, à compter

a. du début des rapports de travail ;

- b. du transfert par succession ou donation ou
- c. de la levée du blocage des actions selon l'al. 5 let. a.

<sup>4</sup> Les personnes travaillant pour la FINMA à titre temporaire pour une année au plus peuvent conserver des valeurs mobilières des assujettis. Elles ne sont pas autorisées à en acquérir. Si le contrat de travail à durée déterminée porte sur une période de plus de six mois, la détention des valeurs mobilières doit être déclarée à Compliance FINMA et les al. 7 à 8 s'appliquent par analogie.

<sup>5</sup> Les collaborateurs ainsi que le président du conseil d'administration de la FINMA peuvent détenir des valeurs mobilières d'un assujetti émanant directement de rapports de travail (par ex. des actions ou des options de collaborateurs) pendant toute la durée de l'activité exercée auprès de la FINMA, pour autant que :

- a. ces valeurs mobilières soient bloquées ;
- b. le volume par valeurs mobilières soit déclaré à Compliance FINMA ;
- c. aucun achat ou autre transaction susceptible d'accroître le volume ne soit opéré.

<sup>6</sup> Les autres membres du conseil d'administration peuvent détenir des valeurs mobilières d'un assujetti qui émanent directement de rapports de travail (par ex. actions ou options de collaborateurs) pendant toute la durée de l'activité exercée au service de la FINMA, pour autant que

- a. le volume par valeurs mobilières soit déclaré à Compliance FINMA ;
- b. aucun achat ou autre transaction susceptible d'accroître le volume ne soit opéré.

<sup>7</sup> Les transactions portant sur des valeurs mobilières d'assujettis et donnant lieu à une réduction du volume doivent être autorisées au préalable, à moins qu'elles ne s'effectuent dans les six mois suivant :

- a. le début des rapports de travail, ou
- b. le transfert par succession ou donation, ou
- c. la levée du blocage des actions selon l'al. 5 let. a.

<sup>8</sup> L'autorisation est accordée par l'organe responsable selon l'article 3. Les collaborateurs doivent obtenir au préalable celle de leur supérieur hiérarchique.

<sup>9</sup> Les personnes travaillant pour la FINMA peuvent procéder à des transactions sur des valeurs mobilières d'établissements non assujettis aussi longtemps que, compte tenu de leur activité professionnelle au service de la FINMA, elles n'ont pas connaissance de faits confidentiels dont la divulgation est susceptible d'influer de manière prévisible sur le cours desdites valeurs mobilières.

<sup>10</sup> L'al. 9 s'applique également aux transactions que les personnes travaillant pour la FINMA effectuent pour leurs proches, pour les personnes vivant sous le même toit ou pour d'autres personnes dans le cadre d'une communauté héréditaire ou d'un mandat (tutelle, fonction publique ou privée, conseil).

<sup>11</sup> Dans le cas d'exceptions motivées, l'organe responsable selon l'article 3 peut accorder des dérogations. Il tient compte pour ce faire de l'opinion de Compliance FINMA. Le conseil d'administration doit être informé des dérogations accordées et la détention de valeurs mobilières déclarée à Compliance FINMA.

<sup>12</sup> Compliance FINMA veille à ce qu'une liste des valeurs mobilières des assujettis soit établie pour toutes les personnes travaillant pour la FINMA. Les cas mentionnés aux al. 3 et 7 font exception.

## **Art. 8 Relations clientèle avec des banques**

<sup>1</sup> Le président du conseil d'administration ainsi que les membres de la direction pouvant être impliqués dans des affaires en cas de crises chez des banques, doivent gérer leurs avoirs d'épargne auprès de la Caisse d'épargne du personnel fédéral. Il leur est toujours permis de détenir des comptes pour l'exécution de paiements ainsi que des comptes de prévoyance.

<sup>2</sup> La direction décide des autres fonctions de la FINMA pouvant être impliquées dans des affaires en cas de crises chez des banques et devant se soumettre aux dispositions de l'al. 1.

<sup>3</sup> Les collaborateurs de la FINMA ne doivent détenir aucun dépôt auprès des banques pour lesquelles, en raison de leur activité au sein de la FINMA, elles exercent une fonction spéciales, notamment quand elles :

- a. sont responsables de l'exercice de la surveillance de la banque ; ou
- b. préparent l'approbation de plans d'urgence.

<sup>4</sup> La direction décide des fonctions selon l'al. 3.

## **Art. 9 Interdiction de retraits ou de transactions bancaires**

<sup>1</sup> Afin d'éviter des conflits d'intérêts, l'instance compétente selon l'art. 13 peut prévoir une interdiction de retraits ou de transactions bancaires pour les personnes travaillant pour la FINMA.

<sup>2</sup> En cas d'interdiction de retraits ou de transactions, des garanties correspondant au maximum à trois mois de salaire peuvent être formulées à l'égard des collaborateurs.

<sup>3</sup> L'interdiction de retraits formulée à l'al. 1 et les garanties prévues par l'al. 2 doivent être approuvées par :

- a. la direction pour les collaborateurs ; et
- b. par le conseil d'administration pour les membres de la direction.

## Chapitre 4: Cadeaux et autres avantages

### Art. 10 Corruption

<sup>1</sup> Par principe, les personnes travaillant pour la FINMA ne doivent accepter ni pour elles-mêmes ni pour d'autres personnes de cadeaux ou d'autres avantages visant à leur faire adopter un comportement déterminé dans le cadre des fonctions qu'elles exercent au sein de la FINMA.

<sup>2</sup> Si des signes laissent présager que des tiers tentent de corrompre des personnes travaillant pour la FINMA, il convient d'en informer immédiatement Compliance FINMA.

### Art. 11 Cadeaux et invitations

<sup>1</sup> Dans l'exercice de leur fonction, les personnes travaillant pour la FINMA peuvent accepter, pour elles-mêmes ou pour leurs proches, des attentions dont la valeur ne dépasse pas 100 francs. Les cadeaux et autres avantages dont la valeur d'acquisition est supérieure à 100 francs doivent être restitués au donateur ou être remis à Compliance FINMA qui les transmettra à une œuvre caritative.

<sup>2</sup> Les personnes travaillant pour la FINMA peuvent accepter les ouvrages (tels que livres, revues, CD-ROM ou autres supports de données similaires) qu'elles reçoivent des éditeurs et auteurs dans l'exercice de leurs fonctions pour la FINMA.

<sup>3</sup> Dans les limites du raisonnable et avec la retenue qui est de mise, les personnes travaillant pour la FINMA peuvent accepter des invitations à des repas, des manifestations culturelles ou autres lorsque celles-ci sont clairement en lien avec leurs fonctions. Il en va de même pour les personnes qui les accompagnent, dans la mesure où celles-ci ont été expressément invitées et que leur participation est conforme aux usages.

### Art. 12 Conditions préférentielles

<sup>1</sup> Les conditions préférentielles accordées par les assujettis aux personnes travaillant pour la FINMA ne sont autorisées que dans la mesure où il s'agit de droits acquis dans le cadre de rapports de travail antérieurs (par ex. conditions spéciales pour les retraités).

<sup>2</sup> Ces conditions préférentielles doivent être déclarées à Compliance FINMA.

## Chapitre 5 : Règles de récusation

### Art. 13 Principes

Notamment dans le cadre de procédures administratives, les personnes travaillant pour la FINMA sont tenues d'éviter tout propos susceptible de donner l'impression de leur partialité dans le cas d'es-pèce.

### Art. 14 Récusation

<sup>1</sup> Les personnes travaillant pour la FINMA doivent se récuser notamment pour les affaires dans les-quelles :

- a. elles ont un intérêt personnel ;
- b. un de leurs proches (conjoint, partenaire, parents ou enfants) ont un intérêt personnel dans la mesure où les personnes travaillant pour la FINMA en ont connaissance ;
- c. d'autres personnes avec lesquelles elles sont en lien étroit sont impliquées ;
- d. elles ont été elles-mêmes impliquées activement avant d'entrer au service de la FINMA ;
- e. elles pourraient avoir une opinion préconçue pour d'autres motifs ou donner une impression de partialité.

<sup>2</sup> Les personnes tenues de se récuser ne doivent pas être informées de l'affaire en question et ne doivent participer ni à la discussion ni à la prise de décision. Elles seront informées a posteriori de l'issue de l'affaire.

### Art. 15 Récusation restreinte

<sup>1</sup> Les membres du conseil d'administration ou de la direction ainsi que les cadres du plus haut niveau hiérarchique doivent se récuser dans les affaires :

- a. concernant des assujettis pour lesquels ils ont travaillé jusqu'il y a un an ;
- b. concernant des assujettis dans lesquels ils détiennent des participations sous leur gestion personnelle ou qui leur accordent des conditions préférentielles susceptibles de créer un rapport de dépendance.

<sup>2</sup> Dans des cas particuliers, l'organe compétent peut écourter la période visée à l'al. 1 let. a.

<sup>3</sup> Les personnes tenues de se récuser en vertu de l'al. 1 peuvent être informées préalablement de l'affaire en question et participer à la discussion, mais pas à la prise de décision. Dans le cadre de la procédure administrative, l'art. 14 al. 2 s'applique.

## **Art. 16 Compétence de décision**

<sup>1</sup> En cas de doute concernant la nécessité d'une récusation, la décision appartient :

- a. au conseil d'administration s'il s'agit d'un de ses membres, la décision étant prise à l'exclusion du membre concerné du comité ;
- b. à la direction s'il s'agit d'un de ses membres, la décision étant prise à l'exclusion du membre concerné ;
- c. au comité formé de membres d'un des deux organes mentionnés aux lettres a et b, la décision étant prise à l'exclusion du membre concerné ;
- d. au membre de la direction compétent s'il s'agit de collaborateurs.

<sup>2</sup> On tiendra compte dans ce contexte de l'avis de Compliance FINMA.

## **Art. 17 Annonce de conflits d'intérêts avec une banque**

<sup>1</sup> Le conseil d'administration, la direction et les autres fonctions pouvant être impliqués dans des affaires en cas de crises chez des banques annoncent à Compliance FINMA à l'attention de l'instance compétente selon l'article 16 les relations contractuelles bancaires pouvant mener à un conflit d'intérêts.

<sup>2</sup> La direction décide des autres fonctions selon l'al. 1.

<sup>3</sup> En cas de situation de crise chez une banque, il convient d'annoncer exhaustivement et sans délai à Compliance FINMA à l'attention de l'instance compétente selon l'al. 16 tout intérêt financier personnel ainsi que d'éventuels intérêts financiers de proches.

<sup>4</sup> Concernant les proches, seuls les intérêts financiers connus sont à annoncer. Il n'est pas nécessaire de procéder à des recherches particulières.

## **Chapitre 6 : Secret de fonction**

### **Art. 18**

<sup>1</sup> Les collaborateurs de la FINMA sont tenus de garder le secret sur les affaires de leur activité officielle relevant du secret de fonction de par leur nature, ou compte tenu de prescriptions juridiques ou de directives.

<sup>2</sup> L'obligation de garder le secret perdure même une fois finie l'activité au service de la FINMA.

<sup>3</sup> Les personnes travaillant pour la FINMA ne peuvent s'exprimer en tant que parties, témoins ou experts judiciaires sur des observations faites dans le cadre de leurs tâches ou dans l'exercice de leurs fonctions et se rapportant à leurs activités de service que si elles y ont été dûment autorisées par écrit. L'autorisation revient à l'organe responsable selon l'article 3. S'agissant des mandataires, l'autorisation revient à Compliance FINMA.

## Chapitre 7 : Passage au service d'un assujetti

### Art. 19

<sup>1</sup> En cas de passage au service d'un assujetti, l'art. 38a de l'ordonnance sur le personnel FINMA s'applique.

<sup>2</sup> Après avoir consulté Compliance FINMA, le supérieur statue sur la nécessité de mesures visant à éviter les conflits d'intérêts, comme la mise en disponibilité, le transfert à un autre service ou la récusation.

## Chapitre 8 : Signalement de manquements

### Art. 20

<sup>1</sup> Les personnes travaillant pour la FINMA n'enfreignent pas leur devoir de fidélité si elles signalent de bonne foi des manquements se produisant en interne. Sont notamment considérées comme manquements les infractions :

- a. aux dispositions légales (par ex. corruption) ;
- b. au code de conduite ;
- c. à des dispositions essentielles figurant dans les règlements internes.

<sup>2</sup> Les manquements seront signalés :

- a. à Compliance FINMA s'ils concernent des collaborateurs ;
- b. au directeur s'ils concernent Compliance FINMA ;
- c. au président du conseil d'administration s'ils concernent le directeur ou des membres de la direction.

<sup>3</sup> L'examen des faits incombe aux personnes et organes qui en ont reçu communication selon l'al. 2. Cet examen s'effectue par analogie avec l'art. 22 en recourant à Compliance FINMA. Au besoin, il est possible de mandater une personne externe et indépendante pour mener les investigations.



<sup>4</sup> Les faits signalés sont traités de manière confidentielle, mais il n'existe aucun droit à ce qu'ils soient traités sur une base anonyme.

<sup>5</sup> Si Compliance FINMA constate un manquement au sens de l'al. 2 let. a ou que le collaborateur maintient son signalement, Compliance FINMA adresse un rapport au directeur. Le conseil d'administration est informé une fois par an du signalement de manquements et immédiatement s'il s'agit d'infractions graves.

## Chapitre 9 : Contrôle et mise en œuvre

### Art. 21 Contrôle

<sup>1</sup> S'agissant de la conformité à l'art. 7 al. 1 à 7 (réglementation sur les valeurs mobilières d'assujettis), la FINMA charge une personne externe et indépendante d'effectuer un contrôle annuel auprès des membres du conseil d'administration et de la direction. Elle mandate également cette personne pour effectuer un contrôle par échantillonnage auprès de collaborateurs de la FINMA.

<sup>2</sup> Les personnes visées par l'al. 1 ont l'obligation de présenter l'intégralité de leurs relevés de dépôt à la personne mandatée. Ils doivent par ailleurs produire une déclaration écrite selon laquelle les données du relevé sont complètes et qu'ils n'ont effectué aucune autre transaction portant sur des valeurs mobilières d'assujettis.

### Art. 22 Mise en œuvre

<sup>1</sup> En cas de soupçon concret de violation aux dispositions du code de conduite, Compliance FINMA clarifie les faits.

<sup>2</sup> Lorsqu'elle constate une violation des dispositions du code de conduite, Compliance FINMA en informe par écrit l'instance supérieure ainsi que le membre de la direction compétent et propose une mesure appropriée.

<sup>3</sup> Si le membre de la direction renonce à la mesure proposée, il doit en donner la justification écrite à Compliance FINMA.

<sup>4</sup> Dans la mesure où Compliance FINMA conteste le renoncement à cette mesure, elle en informe le directeur.

<sup>5</sup> La personne concernée a le droit d'être entendue.

## Art. 23 Mesures

Toute infraction au code de conduite peut entraîner des mesures, notamment des mesures disciplinaires, pouvant aller jusqu'au licenciement immédiat.

# Chapitre 10 : Entrée en vigueur et dispositions transitoires

## Art. 24 Entrée en vigueur et dispositions transitoires

<sup>1</sup> Le code de conduite entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

<sup>2</sup> Le délai de 6 mois prévu pour la vente des valeurs mobilières selon l'art. 7 al. 2 est prolongé jusqu'au 31 décembre 2010 au sens d'un délai transitoire. La détention des valeurs mobilières doit être annoncée à Compliance FINMA si la personne travaillant pour la FINMA les conserve au-delà des six mois qui suivent son entrée en fonction ou le transfert par succession ou donation.

<sup>3</sup> Les modifications au code de conduite s'appliquent avec entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2012 pour les personnes qui concluent un contrat de travail avec la FINMA dès cette date.

<sup>4</sup> Les collaborateurs déjà au service de la FINMA avant le 1<sup>er</sup> juillet 2012 prennent les dispositions nécessaires dans le délai d'un an suivant l'entrée en vigueur des modifications du code de conduite pour les respecter. Si ces personnes détiennent des valeurs mobilières qui émanent directement de rapports de travail et que la période de blocage expire après le 1<sup>er</sup> janvier 2013, la prolongation du délai visée à l'art. 7 al. 7 let. a s'applique. Il n'est pas nécessaire d'obtenir une autorisation au sens de l'art. 7 al. 7 pour la vente de ces valeurs mobilières.

Berne, le 19 novembre 2008

Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA

sig.

Dr Eugen Haltiner  
Président

sig.

Dr Patrick Raaflaub  
Directeur

# Règlement d'organisation de la direction et des divisions subordonnées de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA

**(Règlement opérationnel FINMA)**

Etat au 15 mars 2018, approuvé par le conseil d'administration le 8 mars 2018

La direction de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA,

en vertu des articles 14 al. 4 et 2 al. 2 let. g du règlement d'organisation de la FINMA du 18 décembre 2008,

décide :

## **Chapitre 1 Dispositions générales**

### **Art. 1 Objet et champ d'application**

Le présent règlement définit l'organisation, la collaboration et la répartition des tâches entre la direction et les échelons subordonnés.

### **Art. 2 Abrogé**

<sup>1</sup> [Abrogé par la révision partielle du 7 décembre 2017]

## **Chapitre 2 Les niveaux de direction**

### **Section 1 Le directeur<sup>1</sup>**

#### **Art. 3 Tâches et prérogatives**

<sup>1</sup> Le directeur est à la tête de la direction, organe responsable des activités opérationnelles de la FINMA.

<sup>2</sup> Il est le supérieur des chefs de division.

<sup>3</sup> Il met en œuvre les décisions du conseil d'administration et surveille l'exécution des décisions de la direction.

<sup>4</sup> Il est responsable du budget approuvé par le conseil d'administration.

<sup>5</sup> Il dirige le développement, le remaniement et la mise en œuvre de la stratégie dans le cadre de sa responsabilité de conduite opérationnelle.

<sup>6</sup> Il assure le *reporting* à la direction (*Management Reporting*) ainsi que la planification et le *reporting* des échelons subordonnés.

---

<sup>1</sup> Par souci de lisibilité et d'égalité de traitement, il n'est pas fait ici de différenciation quant au genre – par exemple entre directeur et directrice. Les termes employés s'appliquent donc sans distinction aux deux sexes.

<sup>7</sup> Il soumet des propositions au conseil d'administration, en particulier en ce qui concerne :

- a. la planification annuelle pour la mise en œuvre des objectifs stratégiques ;
- b. la nomination du directeur-suppléant ;
- c. la nomination et la cessation des rapports de travail des membres de la direction et des membres ad interim de la direction ;
- d. les décisions relevant du droit du personnel, conformément à l'ordonnance sur le personnel (compensation du renchérissement, budget alloué aux adaptations individuelles de salaire, proposition au chef du DFF pour les salaires supérieurs à 360 000 francs).

<sup>8</sup> Les autres propositions se font d'entente entre le directeur et les chefs de division, qui défendent en règle générale personnellement les affaires relevant de leur sphère de compétence devant le conseil d'administration.

<sup>9</sup> Le directeur statue sur :

- a. les propositions des chefs de division relatives aux engagements des plages salariales 1 et 2 ;
- b. les propositions relatives aux affaires à traiter par le conseil d'administration en lieu et place de la direction ou du comité d'enforcement (transmission au niveau supérieur).

<sup>10</sup> Sur proposition du chef de division concerné, le directeur statue sur :

- a. la constitution et la dissolution de services et de groupes ;
- b. les plafonds d'effectifs.

<sup>11</sup> Le directeur représente la FINMA vis-à-vis de l'extérieur en vertu de la répartition des tâches fixée avec le président du conseil d'administration et de la répartition des tâches prévalant au sein de la direction.

## Section 2 La direction

### **Art. 4 Composition**

La direction se compose du directeur et des chefs de division.

### **Art. 5 Tâches et prérogatives**

<sup>1</sup> La direction est un organe collectif dont tous les membres assument conjointement la responsabilité des thèmes traités. Ses membres traitent ensemble les tâches essentielles pour l'ensemble des divisions.

<sup>2</sup> Elle est compétente pour toutes les décisions qui ne sont pas dévolues au conseil d'administration, au directeur ou au comité d'enforcement (ENA) (art. 9 ss). Sous réserve de la compétence décisionnelle

du conseil d'administration en matière d'affaires de grande portée, elle décide plus particulièrement d'affaires, de cas et de projets importants, notamment :

- a. des affaires de réglementation de moindre importance matérielle. En font partie des modifications non significatives du point de vue matériel de circulaires et de réglementations internes ;
- b. des objectifs annuels pour la mise en œuvre des objectifs stratégiques ;
- c. de l'octroi des autorisations, sauf en cas de délégation aux chefs de division ;
- d. de l'orientation stratégique de l'activité de la FINMA en matière de conduite, d'organisation et de personnel ;
- e. de l'édition de règlements (art. 31) ;
- f. de la constitution et de la modification de la pratique ;
- g. des questions de surveillance pertinentes pour l'ensemble des divisions ;
- h. de l'attribution de nouvelles tâches aux divisions ;
- i. des conventions conclues avec des autorités de surveillance étrangères présentant une importance fondamentale ;
- j. de la participation aux comités internationaux et aux instances de normalisation internationale ;
- k. de l'élection des représentants de l'employeur à l'organe paritaire de l'institution de prévoyance de la FINMA ;
- l. de la publication de communications FINMA et de FAQs sur la surveillance.

<sup>3</sup> Elle peut à tout moment réclamer des rapports de situation sur les affaires et les projets importants.

<sup>4</sup> Elle délibère des affaires du conseil d'administration avant les séances de celui-ci pour lesquelles elle demande une décision du conseil d'administration. Les affaires d'*enforcement* du conseil d'administration de grande portée constituent une exception ; leur préparation incombe au comité d'enforcement.

<sup>5</sup> Elle peut déléguer l'approbation d'autorégulations à des chefs de division dans la mesure où ces autorégulations sont de nature formelle ou d'importance matérielle secondaire.

<sup>6</sup> La planification des affaires du conseil d'administration et de la direction est assurée en collaboration avec le Secrétariat général.

## **Art. 6 Comités de la direction**

Pour se décharger, la direction peut constituer des comités investis d'un pouvoir de décision permanent sur certains types d'affaires ou chargés de préparer des dossiers particuliers.

## **Art. 7 Séances de la direction**

<sup>1</sup> Les membres de la direction, le chef du Secrétariat général et, en cas de besoin, des invités prennent part aux séances de la direction.

<sup>2</sup> La direction se réunit en moyenne une fois par semaine ou sur convocation du directeur ou de son suppléant.

<sup>3</sup> Les membres de la direction ou le chef du Secrétariat général autorisent les affaires à traiter, qu'il faut annoncer au préalable au directeur et au Secrétariat général. Dans la mesure du possible, les affaires à traiter sont coordonnées avec les diverses unités d'organisation de la FINMA et les divergences d'opinions sont exposées à la direction. Les affaires qui requièrent une décision doivent être accompagnées de propositions.

#### **Art. 8 Prise de décision, procès-verbaux**

<sup>1</sup> La direction délibère valablement lorsque la majorité de ses membres participe à la séance et le directeur ou son suppléant fait partie des membres présents.

<sup>2</sup> Elle prend ses décisions à la majorité des voix de ses membres. En cas d'égalité des voix, celle du directeur ou, en son absence, de son suppléant est prépondérante.

<sup>3</sup> Le membre de la direction qui n'est pas en mesure de participer à la séance de cette dernière peut prendre position par écrit sur la proposition. Sa voix est comptée si la proposition ne subit aucune modification.

<sup>4</sup> Le directeur dispose d'un droit de veto. S'il n'a pas participé à la prise de décision, le droit de veto prend effet à la réception du procès-verbal et peut s'exercer pendant trois jours ouvrables. Le directeur informe le président du conseil d'administration de l'exercice de son droit de veto.

<sup>5</sup> Certaines affaires urgentes autorisent le recours à des décisions par voie de circulation dès lors qu'elles ne requièrent pas la tenue d'une séance ou qu'un membre de la direction n'en exige une. Toute décision par voie de circulation requiert l'assentiment de la majorité des membres.

<sup>6</sup> Un procès-verbal dressé par le Secrétariat général rend compte des décisions prises dans le cadre des séances de la direction. Ce procès-verbal est distribué aux membres de la direction après approbation par le directeur. Si personne ne se manifeste auprès du directeur ou du chef du Secrétariat général avant la séance suivante, le procès-verbal est considéré comme approuvé. Les décisions relatives à des dossiers spécialisés sont communiquées aux collaborateurs. Les décisions prises par voie de circulaires doivent être signalées dans le procès-verbal suivant.

### **Section 3 Le comité d'enforcement (ENA)**

#### **Art. 9 Composition**

<sup>1</sup> Sont membres permanents du comité d'enforcement :

- a. le directeur ;
- b. le chef de la division Services stratégiques ; et
- c. le chef de la division Enforcement.

<sup>2</sup> Si les affaires du comité sont traitées uniquement par des membres permanents de l'ENA, en cas d'empêchement d'un de ceux-ci, son suppléant assiste à la réunion. Le membre permanent absent doit instruire son suppléant à cet effet. Le suppléant du chef de la division Services stratégiques est le secrétaire général, celui du chef de la division Enforcement est le chef du groupe Investigations.

<sup>3</sup> Les chefs des divisions concernées par un dossier sont membres occasionnels dudit comité avec droit de vote. Pour les décisions particulièrement importantes pour la FINMA, le directeur peut, au cas par cas, désigner d'autres chefs de division comme membres de l'ENA disposant du droit de vote.

<sup>4</sup> Au besoin, le comité peut s'adjoindre le concours d'autres personnes.

### **Art. 10 Tâches et prérogatives**

<sup>1</sup> Comité permanent de la direction, le comité d'enforcement est compétent pour les décisions relevant du secteur de l'*enforcement* et pour les décisions relevant des domaines de la *resolution*, de la protection des données et du droit des contributions. Les cas de décisions concernant des affaires de grande ampleur sont réservés. Il décide aussi de la fourniture de l'assistance judiciaire et administrative en cas de divergences d'opinion entre les divisions.

<sup>2</sup> Il prend notamment les décisions suivantes :

- a. mesures à l'encontre d'établissements surveillés ;
- b. mesures à l'encontre de personnes physiques (par ex. interdictions professionnelles et d'exercer, confiscations) actives comme organes ou collaborateurs d'un établissement surveillé ou étant ou ayant été associés d'établissements surveillés ;
- c. refus d'autorisation ;
- d. ordres de liquidations, d'insolvabilités et de mesures d'assainissement d'établissements surveillés ;
- e. décisions en matière de publicité des participations et de surveillance des marchés.

<sup>3</sup> Les divisions GB-E et GB-R prennent de manière autonome des décisions concernant les activités exercées sans droit, la liquidation, l'insolvabilité et la reconnaissance de mesures étrangères d'insolvabilité ainsi que des mesures auprès de personnes physiques et morales en lien avec une activité relevant des lois régissant les marchés financiers exercée sans l'autorisation, la reconnaissance ou l'enregistrement nécessaires pour ce faire. Elle fournit également l'assistance administrative internationale. Les décisions impliquant une justification apparaissant pour la première fois ou une modification de la pratique doivent être soumises à l'ENA.

<sup>4</sup> Le comité d'enforcement peut déléguer d'autres décisions au chef de la division Enforcement ou à celui de la division Recovery et Resolution dans les cas de moindre importance. Celui-ci désigne un suppléant pour traiter les affaires urgentes en cas d'absences et les affaires en suspens lors d'absences prolongées.

<sup>4bis</sup> La division GB-V prend de manière autonome les décisions concernant des mesures de sûreté au sens de l'art. 51 de la loi sur la surveillance des assurances (LSA) et des refus de modifications du plan d'exploitation d'entreprises d'assurance agréées selon l'art. 3 LSA. Les éventuelles procédures de recours sont menées par la division GB-E. Celle-ci est consultée avant qu'une décision ne soit rendue.



Les décisions d'importance considérable, notamment celles impliquant une justification apparaissant pour la première fois ou une modification de la pratique, doivent être soumises au comité d'enforcement pour décision.

<sup>5</sup> Le comité d'enforcement décide de l'ouverture et de la clôture de procédures à l'encontre des établissements assujettis, de leurs organes, des collaborateurs et des associés qualifiés.

<sup>5bis</sup> La division GB-S prend de manière autonome les décisions relatives à l'annulation de l'opposition dans les procédures de recouvrement.

<sup>6</sup> Les décisions d'ordre procédural sont prises en principe par le chef de l'unité organisationnelle concernée.

#### **Art. 11 Séances du comité d'enforcement**

<sup>1</sup> Les objets des séances sont autorisés par le chef de division concerné et envoyés au groupe Droit et compliance accompagnés de propositions prêtes pour décision. Le groupe Droit et compliance prend position sur les objets des réunions et dirige le secrétariat du comité d'enforcement.

<sup>2</sup> Participent aux réunions du comité d'enforcement les membres du comité, la direction du groupe Droit et compliance, le chef de la section Investigation et celui de la section Procédures, et au besoin d'autres personnes.

<sup>3</sup> Le directeur préside le comité d'enforcement, le convoque et le dirige. Il est suppléé par le chef de la division Services stratégiques.

#### **Art. 12 Prise de décision, procès-verbaux et reporting**

<sup>1</sup> Le comité d'enforcement délibère valablement lorsqu'au moins trois de ses membres disposant du droit de vote participent à la séance.

<sup>2</sup> Le comité d'enforcement prend ses décisions à la majorité des voix des membres participant à la séance. En cas d'égalité des voix, celle du président de l'ENA ou, en son absence, celle du chef de la division Services stratégiques, est prépondérante. Le chef du groupe Droit et compliance dispose d'une voix consultative et peut présenter des propositions.

<sup>3</sup> Le groupe Droit et compliance dresse un procès-verbal des décisions prises par l'ENA. Ce document est distribué après approbation par le président de l'ENA. Si personne ne se manifeste auprès du président de l'ENA ou du chef du groupe Droit et compliance d'ici la séance suivante, le procès-verbal est considéré comme adopté.

<sup>4</sup> S'il n'a pas participé à la prise de décision, le président de l'ENA dispose d'un droit de veto qui prend effet à la réception du procès-verbal et peut s'exercer pendant trois jours ouvrables. Il informe le président du conseil d'administration de l'exercice de son droit de veto.

<sup>5</sup> Le président de l'ENA informe la direction des principales décisions de l'ENA.

<sup>6</sup> Un rapport sur les affaires importantes pour la FINMA est établi à l'intention du conseil d'administration, dans le cadre du *management reporting*.

<sup>7</sup> En cas d'urgence, les décisions peuvent être prises par voie de circulation.

#### **Art. 12a Comité de cas des divisions Enforcement et Recovery et Resolution**

<sup>1</sup> GB-E et GB-R recourent chacun à un comité de cas pour statuer sur des décisions relevant de l'art. 10 al. 3.

<sup>2</sup> Ces deux divisions règlent la composition, les tâches et les prérogatives de leur comité de cas dans une directive.

### Section 3a

#### **Art. 12b Compétences dans le domaine des procédures en responsabilité**

<sup>1</sup> Droit et compliance conduit la procédure dans le domaine de la loi sur la responsabilité ainsi que les procédures de recours correspondantes.

<sup>2</sup> Les décisions sur la conduite de la procédure sont en principe prises par Droit et compliance

<sup>3</sup> Les décisions selon l'alinéa 2 ayant une importance particulière sont soumises au comité des offres publiques d'acquisition et de la responsabilité de l'Etat.

<sup>4</sup> L'organisation interne de Droit et compliance garantit le respect d'éventuelles obligations de se récuser.

### Section 4 Les chefs de division

#### **Art. 13 Tâches et prérogatives**

<sup>1</sup> Les chefs de division élaborent les principes de l'orientation et du développement de la stratégie de leurs divisions respectives.

<sup>2</sup> Ils collaborent activement avec d'autres divisions dans le cadre de sujets et de tâches communs.

<sup>3</sup> Dans leurs divisions respectives, ils sont responsables du budget.

<sup>4</sup> Ils mettent en œuvre la stratégie du conseil d'administration au sein de leur division.

<sup>5</sup> Ils adressent des propositions :

- a. au directeur au titre des décisions relatives au personnel et à l'organisation qui relèvent de sa compétence ;
- b. à la direction pour ce qui a trait aux décisions relatives à la conduite, à l'organisation et au personnel qui lui sont dévolues ;
- c. à la direction pour les décisions relevant de son domaine selon l'art. 5 al. 2 ;
- d. au comité d'enforcement pour les affaires relevant de leur domaine selon l'art. 10 ;
- e. au conseil d'administration pour les affaires de grande portée concernant leur division, et ce, avec l'assentiment du directeur.

<sup>6</sup> Ils décident :

- a. du pourvoi des fonctions pour les plages salariales 3 à 5 ;
- b. de l'octroi d'autorisations exemptes d'aspects requérant un traitement par la direction ;
- c. des demandes relatives à un assouplissement ou une modification des conditions d'autorisation exemptes d'aspects requérant un traitement par la direction.

<sup>7</sup> Les chefs de division peuvent déléguer certaines décisions non essentielles aux échelons subordonnés, y compris aux comités internes à leur division.

<sup>8</sup> Ils représentent la FINMA à l'extérieur selon la répartition des tâches prévalant au sein de la direction et peuvent, d'entente avec le directeur, déléguer la représentation vis-à-vis de l'extérieur à des personnes qui leur sont subordonnées.

## **Chapitre 3 Les divisions**

### **Section 5 Banques (GB-B)**

#### **Art. 14**

<sup>1</sup> La division Banques est responsable de la surveillance individuelle et consolidée :

- a. des grandes banques domiciliées en Suisse, notamment sous l'angle de leur importance pour la stabilité du système financier national et international ;
- b. des banques domiciliées en Suisse ;
- c. des négociants en valeurs mobilières domiciliés en Suisse ;
- d. des succursales suisses d'entreprises étrangères actives en qualité de banques ou de négociants en valeurs mobilières ;
- e. des activités en matière de lettres de gage.

<sup>2</sup> Dans la mesure où ils ne sont pas traités dans le cadre du processus de transmission au niveau supérieur, les sujets de toute nature pertinents en matière de surveillance des établissements énumérés

tombent dans la sphère de compétence de la division Banques ou sont traités en étroite collaboration avec celui-ci.

## Section 6 Assurances (GB-V)

### Art. 15

<sup>1</sup> La division Assurances est responsable de la surveillance individuelle et consolidée :

- a. des entreprises d'assurance qui exercent une activité directe dans les branches assurance dommages, assurance vie et assurance-maladie ;
- b. des entreprises suisses d'assurance qui pratiquent la réassurance ;
- c. des entreprises d'assurance ayant leur siège social à l'étranger, pour leur activité d'assurance en Suisse ou à partir de la Suisse.

<sup>2</sup> Dans la mesure où ils ne sont pas traités dans le cadre du processus de transmission au niveau supérieur, les sujets de toute nature pertinents en matière de surveillance des établissements d'assurance tombent dans la sphère de compétence de la division Assurances ou sont traités en étroite collaboration avec celle-ci.

## Section 7 Marchés (GB-M)

### Art. 16

<sup>1</sup> La division Marchés est chargée de la surveillance :

- a. des infrastructures des marchés financiers (IMF) ;
- b. des agences de notation ;
- c. des intermédiaires financiers directement soumis et des organismes d'autorégulation selon la LBA.

<sup>2</sup> Dans la mesure où ils ne suivent pas la voie hiérarchique, les sujets de toute nature pertinents en matière de surveillance des établissements énumérés entrent dans la sphère de compétence de la division Marchés ou sont traités en étroite collaboration avec celle-ci.

## Section 8 Asset Management (GB-A)

### Art. 16a

<sup>1</sup> La division Asset Management est chargée de la surveillance

- a. des établissements selon la loi sur les placements collectifs de capitaux ;
- b. des produits du domaine des placements collectifs de capitaux (y compris produits structurés).

<sup>2</sup> A moins qu'ils ne soient remontés à un niveau supérieur, les thèmes divers relevant de la surveillance qui concernent les assujettis précités sont de la compétence de la division Asset Management ou sont traités en étroite collaboration avec cette division.

## Section 9    Enforcement (GB-E)

### Art. 17

<sup>1</sup> La division Enforcement est chargée de :

- a. l'application des réglementations en vigueur au moyen de procédures d'*enforcement*, en collaboration étroite avec les autres divisions ;
- b. la surveillance des marchés ;
- c. la surveillance en matière de publication et d'offres publiques d'acquisition ;
- d. l'établissement des dénonciations pénales ;
- e. l'entraide judiciaire passive vis-à-vis des autorités pénales.

## Section 10    Recovery et Resolution (GB-R)

### Art. 17a

<sup>1</sup> GB-R est chargé

- a. de la réalisation de procédures de liquidation, d'assainissement ou de faillite ordonnées à titre impératif, y compris le prononcé de mesures de protection provisionnelles et la reconnaissance de mesures d'assainissement ou d'insolvabilité étrangères ;
- b. de la planification en matière de *resolution* des titulaires d'autorisation ayant une importance systémique ;
- c. de l'accompagnement des titulaires d'autorisation dont la stabilité est concrètement menacée ;
- d. du traitement des questions de réglementation et de *policy* liée au thème de la *resolution*.

<sup>2</sup> Le directeur, le chef de la division GB-R et celui de la division principalement concernée décident, à la majorité des voix, si la stabilité de l'établissement est concrètement menacée. Cette décision doit être documentée de façon appropriée.

## Section 11    Services stratégiques (GB-S)

### Art. 18

<sup>1</sup> En tant que division transversale, les Services stratégiques sont responsables :

- a. du traitement des questions de politique générale impliquant plusieurs divisions ainsi que du développement et de la coordination des réglementations, en étroite collaboration avec les autres divisions ainsi qu'avec des interlocuteurs nationaux et internationaux ;
- b. de l'exercice des tâches en rapport avec les fonctions juridiques centrales et du suivi des risques juridiques pour la FINMA en tant qu'autorité ;
- c. de la coordination et du suivi des activités internationales en étroite collaboration avec les autres divisions ;
- d. de l'exécution des tâches d'état-major pour le conseil d'administration, la direction et le directeur ;
- e. du processus stratégique, du contrôle des projets activités FINMA et du suivi des risques politiques et stratégiques.

## Section 12 Operations (GB-O)

### Art. 19

<sup>1</sup> La division Operations est chargée des processus d'assistance opérationnelle :

- a. Technologies de l'information et de la communication
- b. Finances
- c. Ressources humaines (y c. développement des fonctions de direction, du personnel et de l'organisation)
- d. Facility management et achats
- e. Système de contrôle interne (SCI/ERM)
- f. Gestion du changement, des processus, des données et du portefeuille de projets I+O
- g. Sécurité intégrale
- h. Gestion des contrats et de l'approvisionnement.

## Chapitre 4 Le Chief Operating Officer et les Division Operating Officers

### Art. 20 Chief Operating Officer (COO)

<sup>1</sup> Le chef de la division GB-O exerce les fonctions de COO.

<sup>2</sup> Le COO :

- a. soumet pour décision à la direction les affaires internes stratégiques et à la conférence des DOO (K-DOO), celles de portée non stratégique ;
- b. s'oriente en particulier, pour cela, sur la stratégie de la FINMA, les objectifs annuels de la FINMA, la stratégie d'exploitation et le portefeuille des projets d'infrastructure et d'organisation ;

- c. prépare les affaires, en collaboration avec les chefs de division, les DOO et le directeur lorsque cela s'avère utile, et notamment lorsque ceux-ci ont initié l'affaire concernée ;
- d. dirige la conférence des DOO et fournit des informations à la direction sur la mise en œuvre, par la K-DOO, des décisions de la direction concernant les affaires internes d'ordre stratégique ;
- e. signale à la direction les divergences d'opinion importantes au sein de la K-DOO au sujet de la mise en œuvre de décisions concernant les affaires internes d'ordre stratégique.

<sup>3</sup> Il décide de l'affectation des ressources issues des postes centraux du budget.

#### **Art. 21 Division Operating Officers (DOO)**

<sup>1</sup> Les chefs de division désignent un DOO pour gérer les affaires d'ordre opérationnel de leur division. Le chef de division peut également déléguer des missions de direction technique au DOO.

<sup>2</sup> Le chef de division informe le DOO des décisions de la direction relatives aux affaires internes d'ordre stratégique. Le DOO se consulte avec le chef de division quant aux affaires concernant la K-DOO.

#### **Art. 22 Conférence des Division Operating Officers (K-DOO)**

<sup>1</sup> La conférence des DOO réunit les DOO de toutes les divisions ainsi que le COO.

<sup>2</sup> Elle décide, sur mandat du COO :

- a. de la manière de mettre en œuvre des décisions internes d'ordre stratégique de la direction ;
- b. d'affaires dépassant le cadre d'une seule division et touchant les processus d'assistance de GB-O.

<sup>3</sup> Le COO ou le DOO peut soumettre d'autres objets à la conférence des DOO pour information, pour consultation ou pour décision.

<sup>4</sup> La K-DOO se réunit habituellement toutes les semaines ou sur convocation du COO. Les DOO, le COO et, au besoin, d'autres personnes y sont invitées.

<sup>5</sup> Le quorum est atteint lorsque la majorité de ses membres ainsi que le COO sont présents.

<sup>6</sup> Le COO dispose d'un droit de veto. S'il n'a pas participé à la prise de décision, le droit de veto prend effet à la réception du procès-verbal et peut s'exercer pendant trois jours ouvrables. Le COO informe le directeur de l'exercice de son droit de veto.

<sup>7</sup> Elle décide à la majorité des voix des membres présents. En cas d'égalité des voix, celle du COO est prépondérante. En cas de désaccord profond quant à des affaires correspondant à l'al. 2 let. a, le COO soumet le sujet en question à la direction.

<sup>8</sup> Un procès-verbal rend compte des décisions prises par la K-DOO. Ce procès-verbal est distribué aux DOO après approbation du COO. Si personne ne se manifeste auprès du COO avant la réunion sui-

vante, le procès-verbal est considéré comme approuvé. Les décisions relatives à des dossiers spécialisés sont accessibles aux collaborateurs. Les décisions prises par voie de circulaires doivent être signalées dans le procès-verbal suivant.

#### **Art. 23 et 24 Abrogés**

[Abrogés par la révision partielle du 20 mars 2013]

## **Chapitre 5 Fonctions transversales**

### **Section 13 Généralités**

#### **Art. 25 But des fonctions transversales**

<sup>1</sup> Les thèmes qui présentent une pertinence durable pour plusieurs divisions sont traités dans le cadre de fonctions transversales.

<sup>2</sup> Les fonctions transversales contribuent à une action entre les divisions conséquentes de la FINMA et au fonctionnement de l'échange et de l'édification des connaissances en interne. Ce sont les interlocuteurs internes pour les questions concernant leurs domaines de compétence respectifs. Afin d'accomplir ces missions, elles suivent les évolutions internationales dans leur domaine.

<sup>3</sup> Les fonctions transversales sont incluses dans les projets et travaux concernant leurs domaines respectifs. L'implication s'effectue, en fonction de la tâche concernée, sous forme soit de conseil, soit de soutien, soit de direction. Ceci concerne les collaborateurs à des projets et travaux internes et externes, y c. les travaux de réglementation et la collaboration aux comités internationaux.

<sup>4</sup> L'attribution des rôles pour les travaux de projets internes s'effectue dans le cadre des prescriptions relatives au traitement et au pilotage des projets de l'art. 33 al. 3.

#### **Art. 26 Fonctions transversales**

<sup>1</sup> Des fonctions transversales peuvent être attribuées à une seule unité d'organisation. Il s'agit notamment de :

- a. Risques juridiques dans les affaires avec l'étranger (GB-B)
- b. Rémunération (GB-B)
- c. Intégrité du marché (GB-E)
- d. Agences de notation (GB-M)
- e. Lutte contre le blanchiment d'argent (GB-M)
- f. Questions de principe concernant le négoce de dérivés et les systèmes de négociation (GB-M)
- g. *Accounting* (GB-M)



- h. Audit (VKP) (GB-M)
- i. *Suitability* (GB-M)
- j. Fintech Desk (GB-M)

<sup>2</sup> Les fonctions transversales peuvent aussi être attribuées à des personnes ou à plusieurs unités d'organisations se coordonnant entre elles.

<sup>3</sup> La direction peut désigner un responsable principal pour chaque fonction transversale.

### **Art. 27 et 28 Abrogés**

*[Abrogés par la révision partielle du 25 février 2015]*

### **Art. 28a Responsable Coordination Activités d'audit**

<sup>1</sup> Les chefs de division nomment un responsable Coordination Activités d'audit (VKP) pour leur domaine de surveillance. Les responsables veillent à une mise en œuvre cohérente de l'audit dans leur domaine de surveillance. A l'intérieur de celui-ci, ils sont chargés de répondre aux questions internes et externes ainsi que d'entretenir les contacts pertinents pour l'audit.

<sup>2</sup> Les responsables Coordination Activités d'Audit sont membres du comité VKP (art. 28c) et y représentent les intérêts de leur domaine de surveillance.

### **Art. 28b Responsable principal Activités d'audit**

Nommé par la direction, le responsable principal VKP est chargé de la collaboration entre la FINMA et l'ASR et dirige le comité VKP (art. 28c). A cet effet, il opte pour une perspective prenant en compte l'ensemble de la FINMA et est subordonné dans cette fonction à la direction technique du chef de la division Marchés.

### **Art. 28c Comité VKP**

<sup>1</sup> Le comité VKP est chargé de la mise en œuvre, de la coordination technique et du développement de l'audit dans toute la FINMA.

<sup>2</sup> Le comité détient en particulier les compétences suivantes :

- a. fixation d'une pratique uniforme et maintien de l'homogénéité (sur les plans interne et externe) des processus relatifs à l'audit dans toute la FINMA ;
- b. approbation des changements et des modifications apportés aux guides pratiques et aux modèles de rapport concernant l'audit ;
- c. préparation sur le plan technique des modifications aux circulaires relatives à l'audit existantes ;
- d. évaluation technique du contenu des nouvelles circulaires s'appliquant à certains domaines de surveillance ou sections, dans la mesure où il est question d'audit ;

- e. coordination de tous les contacts externes (sociétés d'audit pour les contacts de nature générale, Chambre fiduciaire, ASAI, associations professionnelles), autorisation de diffusion d'informations concernant les activités d'audit et détermination de la position officielle à ce sujet par rapport aux interlocuteurs externes.

<sup>3</sup> Les décisions en matière d'audit prises par le comité VKP dans son domaine de compétence doivent être suivies par les domaines de surveillance. Si le comité ne parvient pas à prendre une décision à l'unanimité sur une affaire relevant de sa compétence, cette affaire doit être soumise à la direction afin qu'elle statue sur ce point.

## **Chapitre 6 Dispositions générales**

### **Section 14 Direction et collaboration**

#### **Art. 29 Principes de direction et de collaboration**

<sup>1</sup> La culture de direction de la FINMA s'articule autour des principes suivants :

- a. Délégation : les tâches, les compétences et la responsabilité doivent être déléguées à l'unité organisationnelle hiérarchique adéquate qui dispose des contacts nécessaires et dont les compétences techniques et sociales lui permettent d'exécuter professionnellement les tâches en question et de prendre des décisions appropriées.
- b. Compétence : chaque unité organisationnelle dispose des compétences nécessaires pour mener à bien ses tâches.
- c. Réserve de compétence : le conseil d'administration et la direction peuvent en principe intervenir à tout moment dans le champ de compétence des unités organisationnelles subordonnées et s'approprier une affaire.

<sup>2</sup> La FINMA communique par principe de manière ouverte en interne, entre les niveaux hiérarchiques et les unités organisationnelles. En particulier la direction des fonctions transversales Droit et compliance, Ressources humaines et Enterprise risk management peut, dans les cas adéquats, directement soumettre des affaires au directeur pour conseil ou décision.

#### **Art. 30 Réglementation générale sur la suppléance**

<sup>1</sup> Tous les collaborateurs de la FINMA disposent d'un suppléant.

<sup>2</sup> A moins qu'il n'en soit disposé autrement, la personne qui assure la suppléance reprend l'intégralité des tâches de celle qu'elle représente.

<sup>3</sup> La réglementation de suppléance doit être consignée par écrit.

<sup>4</sup> En cas d'empêchement, le directeur est représenté par son suppléant. Si ni l'un ni l'autre ne sont en mesure d'assumer leurs obligations, la suppléance est assurée par un autre membre de la direction.

<sup>5</sup> Les membres de la direction peuvent, dans des cas urgents, se faire représenter par un autre membre de la direction ou par le secrétaire général.

<sup>6</sup> Les membres de la direction font le nécessaire pour être joignables. Un membre de la direction au moins doit à tout moment pouvoir se trouver sur place dans un laps de temps convenable.

<sup>7</sup> Si un chef de division est absent pour une période prolongée, le directeur désigne un suppléant.

<sup>8</sup> Le représenté doit être informé sans délai des affaires traitées dans le cadre de la suppléance.

### **Art. 31 Règlements et directives**

<sup>1</sup> La direction édicte, sous forme de règlements, des instructions de comportement importantes, qui règlent les droits et obligations de tous les collaborateurs de la FINMA et dont la violation peut avoir des conséquences dans le cadre du droit du travail.

<sup>2</sup> Les autres instructions impliquant plusieurs divisions peuvent être édictées sous la forme de directives.

<sup>3</sup> Les règlements et les directives au sens des al. 1 et 2 sont élaborés par la division concernée, en coopération avec le groupe Droit et compliance.

<sup>4</sup> Le groupe Droit et compliance tient une liste des règlements et directives en vigueur qu'il publie sur l'intranet.

### **Art. 32 Collaboration transversale extraordinaire**

<sup>1</sup> Pour le traitement des tâches extraordinaires impliquant plusieurs divisions, le directeur fait appel à des groupes de travail, équipes de projet ou comités et il désigne les personnes responsables. Lesdits groupes de travail, équipes de projet ou comités temporaires rendent compte de leurs activités selon les besoins, mais au moins une fois par semestre. Les groupes de travail ou comités permanents communiquent l'état de leurs activités au minimum une fois par an.

<sup>2</sup> Les chefs de division définissent par ailleurs d'un commun accord et au cas par cas les responsabilités en matière d'activités transversales entre les divisions. Ils veillent à assurer à temps et de leur propre initiative l'information et la collaboration des divisions concernées.

### **Art. 33 Projets et programmes de la FINMA**

<sup>1</sup> Les tâches sont traitées et surveillées en tant que projets, notamment dans la mesure où elles

- a. sont essentielles pour la FINMA ;
- b. sont uniques et limitées dans le temps ;
- c. requièrent d'importantes ressources ;
- d. requièrent plusieurs divisions ou une seule division soutenue par des fonctions de support de la division Operations.

<sup>2</sup> Les projets de réglementation importants doivent être traités en tant que projets. La proposition de projet doit être approuvée par la direction.

<sup>3</sup> Le déroulement et le pilotage du projet s'orientent selon les principes définis par la direction, lesquels sont publiés sous une forme appropriée.

<sup>4</sup> Plusieurs projets en relation les uns avec les autres peuvent être regroupés en programmes et coordonnés sous une direction de programme commune.

#### **Art. 34 Transparence**

<sup>1</sup> Les collaborateurs ont droit en tout temps à une information exhaustive et conforme à leur niveau de responsabilité.

<sup>2</sup> Ils recherchent activement les informations nécessaires à l'exercice de leur fonction auprès des supérieurs hiérarchiques.

<sup>3</sup> Toutes les notifications importantes pour les collaborateurs sont publiées sur l'intranet.

<sup>4</sup> Les collaborateurs transmettent les informations pertinentes à leurs supérieurs ou aux services internes compétents, en temps utile et au destinataire idoine.

### Section 15 Pouvoir de signature

#### **Art. 35 Personnes autorisées à signer**

Les collaborateurs sont autorisés à signer dans la mesure de leur compétence.

#### **Art. 36 Double signature**

Sous réserve de l'art. 37, les documents de la FINMA portent en général une double signature, pour autant qu'ils engagent la FINMA de quelque manière que ce soit.

#### **Art. 37 Abrogé**

<sup>1</sup> [Abrogé par la révision partielle du 7 décembre 2017]

#### **Art. 38 Signatures par objet ou destinataire**

<sup>1</sup> Les décisions de la direction sont signées conjointement par le directeur et le chef de division compétent.

<sup>2</sup> Les décisions du comité d'enforcement sont signées conjointement par le président du comité et un autre membre.

<sup>3</sup> Les décisions du comité de cas concerné sont signées conjointement par le président du comité et un autre membre.

<sup>4</sup> Les décisions standard sont signées conjointement par le chef de division ou de section et le collaborateur compétent. Le chef de division peut établir un pouvoir de signature différent pour les décisions rendues de manière standardisée.

<sup>5</sup> Les dénonciations pénales sont signées :

- a. par le chef de la division Enforcement ainsi que par le chef de la section Investigations pour les dénonciations pénales à l'encontre d'assujettis, de leurs propriétaires, d'organes, de collaborateurs ou de clients en cas de soupçon d'exercice d'une activité sans droit ou de violation des dispositions pénales de la loi sur les bourses ;
- b. par le chef de la division Services stratégiques ainsi que par le chef du groupe Droit et compliance pour les autres dénonciations pénales (par ex. pour les affaires en relation avec le droit du personnel).

<sup>6</sup> Les courriers d'informations selon l'art. 5a de l'ordonnance de la FINMA sur les données sont signées par le chef de la division GB-E ainsi que par le chef de Droit et compliance.

<sup>7</sup> Les réponses à des demandes d'autorités pénales suisses (assistance judiciaire passive) sont signées par le chef de la section Investigations de GB-E et le collaborateur responsable. Les réponses à des demandes d'autorités suisses tierces (assistance administrative passive) sont signées par le responsable de la section, de la procédure ou du groupe compétent. Pour les cas présentant des risques juridiques, Droit et compliance doit être au préalable consulté.

<sup>8</sup> Les requêtes d'assistance administrative active adressées aux autorités pénales et autorités tierces suisses sont signées par le chef de groupe, de procédure ou de section compétent et par le collaborateur responsable. Les requêtes d'assistance administrative active adressées aux autorités pénales avec lesquelles un *memorandum of understanding* a été conclu sont signées par le chef de la section Investigations de GB-E en tant que point de contact unique (*Single Point Of Contact* [SPOC]) et par le collaborateur compétent.

<sup>9</sup> Les courriers aux assujettis présentant une importance fondamentale sont cosignés soit par le directeur, soit par un chef de division. Les courriers aux assujettis concernant des décisions du conseil d'administration sur des affaires de grande portée sont en principe signés par le président du conseil d'administration et le directeur.

<sup>10</sup> Les prises de position relatives à des interventions parlementaires ayant une importance particulière pour la FINMA doivent être soumises au président du conseil d'administration ou au directeur avant leur envoi électronique.

<sup>11</sup> Les documents écrits à caractère contraignant produits dans le cadre de la gestion du personnel (par ex. contrats de travail, avenants à des contrats de travail, primes, résiliations, etc.) portent, pour les collaborateurs des plages salariales 1 et 2, la signature du directeur et du chef des Ressources humaines. Quant aux autres collaborateurs, les documents correspondants sont signés par le chef de

division compétent ou le DOO de la division concernée et le chef des Ressources humaines ou le manager RH compétent. Les certificats de travail sont signés par un supérieur hiérarchique qui est en mesure d'évaluer personnellement le collaborateur, ainsi que le chef des ressources humaines ou le manager RH compétent.

<sup>12</sup> Les conventions conclues avec des autorités étrangères et présentant une importance fondamentale sont signées par le directeur et le chef de division de GB-S. Il en va de même pour les conventions concernant plus d'une division. Toutes les autres conventions sont signées par le chef de division GB-S et par le chef de la division concernée. Si, de par sa composition, la délégation de l'autre partie requiert un rang supérieur, la FINMA peut désigner des signataires de rang égal.

<sup>13</sup> S'ils portent sur une valeur litigieuse allant jusqu'à 500 000 francs, les actions intentées à propos de masses en faillite, l'octroi d'autorisations de procéder aux liquidateurs de la faillite ainsi que les transactions dans une procédure de faillite seront signées par le responsable du groupe Operations et procédures d'insolvabilité et le collaborateur compétent. Si la valeur litigieuse est supérieure à ce montant, ces documents sont signés par le chef de la division Recovery et Resolution et le responsable du groupe restructuration et insolvabilité.

<sup>14</sup> La correspondance de la FINMA avec les autorités de recours sont signées par le chef de groupe ou de section et par le collaborateur compétent de la division Enforcement. Dans le domaine de compétence de la division Recovery et Resolution, la signature revient aux chefs de section et au collaborateur compétent; dans le domaine de compétence de Droit et compliance, la signature revient au chef de la section et au collaborateur compétent.

<sup>15</sup> Les courriers adressés au chef du DFF sont cosignés par le chef de division compétent pour le domaine concerné dans la mesure où ils ne sont pas signés par le président du conseil d'administration.

### **Art. 39 Signatures dans le cadre d'engagements financiers**

<sup>1</sup> En ce qui concerne les commandes, conclusions de contrats et garanties de prise en charge de frais dans le cadre du budget approuvé, la réglementation des signatures suivante s'applique:

- a. Jusqu'à 1 000 francs compris : double signature du supérieur responsable dans le cadre de son budget et d'un collaborateur compétent.
- b. Jusqu'à 75 000 francs compris : double signature du DOO concerné et du demandeur.
- c. Plus de 75 000 francs : double signature du DOO compétent, du responsable du centre de coûts ou du chef de ICT, HR, FIN, FME ou BVM ainsi que d'un membre de la direction.

<sup>2</sup> Le président du conseil d'administration est compétent pour les dépenses du directeur.

<sup>3</sup> Le DOO ou, pour les centres de coûts inter-divisions, le chef du centre de coûts concerné ou une personne désignée par ses soins est chargé de signer les instructions de paiement et les pièces comptables (factures).

<sup>4</sup> Le responsable du centre de coûts concerné est compétent pour les frais de voyages budgétisés de manière centralisée.

**Art. 39a Abandon de créances**

<sup>1</sup> Il est possible de renoncer au recouvrement de créances contestées quand toute entreprise de recouvrement semble vouée à l'échec ou que les frais et les charges administratives du recouvrement sont disproportionnés par rapport au montant de la créance lui-même.

<sup>2</sup> Sont pour ce faire compétents :

- a. le chef d'O-FIN et le DOO responsable pour les créances allant jusqu'à 10 000 francs inclus ;
- b. le chef d'O-FIN et le chef de division responsable pour les créances supérieures à 10 000 francs.

<sup>3</sup> Le chef de la division concernée est compétent pour les réductions d'émoluments ou les sursis de paiement au sens de l'art. 13 de l'ordonnance générale sur les émoluments (RS 172.041.1).

**Section 16 Contrôle interne et gestion des risques****Art. 40 Contrôle interne**

<sup>1</sup> Le système de contrôle interne (SCI) doit servir à assurer le fonctionnement conforme de l'exploitation, la transparence interne, le contrôle adéquat des risques y relatifs ainsi que la qualité des processus.

<sup>2</sup> Il englobe :

- a. la fiabilité du *reporting* financier ;
- b. la conformité des processus importants pour le SCI avec les prescriptions applicables et les prescriptions internes et
- c. l'efficacité et l'efficience des processus.

<sup>3</sup> Sur la base du *reporting* financier et des risques identifiés pour la FINMA, l'intégration dans le SCI de tous les processus importants selon ce dernier est vérifiée régulièrement.

<sup>4</sup> Sur le plan qualitatif, les exigences du niveau de maturité 4 (surveillé) s'appliquent pour les processus importants pour le SCI.

**Art. 40a Compétences**

<sup>1</sup> La direction garantit la conception et l'entretien d'un contrôle interne systématique, complet, documenté et efficace. Elle tient compte, ce faisant, de la taille de la FINMA, de sa position d'autorité et des exigences posées aux assujettis.

<sup>2</sup> Elle rend compte périodiquement au conseil d'administration de la situation et du développement du contrôle interne.

<sup>3</sup> L'unité consacrée au SCI est compétente pour la mise en œuvre du contrôle interne en collaboration avec les divisions. Elle produit à cet effet un guide et conduit, si les processus concernent le SCI, un

contrôle périodique d'efficacité. Elle transmet semestriellement des rapports à la direction et au comité d'audit et de risque du conseil d'administration.

<sup>4</sup> Les supérieurs hiérarchiques sont compétents, dans leur domaine de responsabilité, pour identifier les risques, mettre en place et réaliser les contrôles et produire la documentation correspondante à l'aide des guides de l'unité consacrée au SCI.

#### **Art. 41 Gestion des risques et sécurité**

<sup>1</sup> La direction assure la conception et l'entretien d'une gestion interne des risques exhaustive et systématique.

<sup>2</sup> La gestion des risques englobe les méthodes et processus servant à identifier, évaluer et mesurer les risques auxquels la FINMA est exposée. Elle comprend en outre la gestion et le contrôle des résultats relatifs aux mesures visant à limiter les risques identifiés.

<sup>3</sup> La direction fournit périodiquement un rapport au conseil d'administration sur la situation et l'évolution de la gestion des risques.

<sup>4</sup> L'organisation de la sécurité de la FINMA, placée sous la direction du chef de la division Operations, est responsable de la sécurité globale. Celle-ci comprend la sécurité des informations, la protection des personnes, des biens et de l'environnement, la sécurité du lieu de travail et le *business continuity management*. Les objectifs de sécurité découlent des risques opérationnels et du modèle de sécurité intégrale. L'organisation de la sécurité de la FINMA élabore le cadre de sécurité de la FINMA et l'impose.



## **Chapitre 7 Dispositions finales**

### **Art. 42 Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Berne, le 18 décembre 2008

AUTORITÉ FÉDÉRALE DE SURVEILLANCE DES MARCHÉS FINANCIERS

sign.

Eugen Haltiner

Président

sign.

Patrick Raaflaub

Directeur



FINMA – Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers

## Guide pratique

pour les questions d'assujettissement concernant les *initial coin offerings* (ICO)

Edition du 16 février 2018

---

### 1 But

Lors d'un ICO, les investisseurs virent des moyens financiers (habituellement sous la forme de cryptomonnaies) à l'organisateur de l'ICO. En échange, ils reçoivent ou s'attendent à recevoir des « *coins* », aussi appelés « *tokens* » basés sur une *blockchain*, qui sont créés sur la base d'une *blockchain* nouvellement développée dans ce cadre ou au moyen d'un *smart contract* sur une *blockchain* existante et qui font l'objet d'un enregistrement décentralisé.

Dans la [communication FINMA sur la surveillance 04/2017](#) du 29 septembre 2017, la FINMA s'est exprimée sur les *initial coin offerings* (ICO) et a présenté les points de contact éventuels entre les ICO et le droit régissant les marchés financiers.

Dans ce guide pratique, la FINMA communique aux acteurs du marché intéressés des informations sur le traitement des questions d'assujettissement concernant les ICO. D'une part, elle y détaille les informations spécifiques dont elle a besoin pour le traitement de telles demandes des acteurs du marché. D'autre part, elle y présente les principes selon lesquels elle répond aux demandes.

### 2 Exigences relatives aux demandes d'assujettissement

Eu égard à la forte augmentation des projets d'ICO de ces derniers mois, de plus en plus d'acteurs du marché s'adressent à la FINMA avec des questions relatives à l'applicabilité du droit régissant les marchés financiers et à l'existence d'obligations d'autorisation. Pour que la FINMA puisse répondre

concrètement et dans les meilleurs délais à de telles demandes d'assujettissement, les informations minimales précisées dans l'annexe concernant le projet en général, la définition concrète et l'émission des jetons (*token*) ainsi que le marché secondaire éventuel des jetons sont requises. Les organisateurs de l'ICO doivent donc définir et documenter les conditions de participation et d'émission pour l'ICO prévu avec suffisamment de clarté.

Les demandes peuvent être adressées au desk Fintech de la FINMA ([fin-tech@finma.ch](mailto:fin-tech@finma.ch)) dans les langues officielles (allemand, français et italien) ou en anglais. Le traitement d'une demande est payant<sup>1</sup>. L'évaluation des ICO déjà effectués n'intervient que dans le cadre des investigations éventuelles sur l'exercice d'une activité non autorisée ; il en va de même des communications à la FINMA à des fins purement informatives. La FINMA ne traite les demandes que sous l'angle de la législation sur les marchés financiers en vigueur. Les acteurs du marché demeurent notamment responsables de l'évaluation et du respect du droit civil et du droit fiscal.

### 3 Principes d'évaluation des demandes concrètes

Ainsi que l'indiquait déjà la communication sur la surveillance 04/2017, il existe différents points de contact entre les ICO et le droit régissant les marchés financiers. Il n'y a pas pour l'instant d'exigences réglementaires spécifiques concernant les ICO.

Ceux-ci soulèvent différentes questions juridiques pour lesquelles il n'existe pas actuellement de jurisprudence applicable ni de doctrine juridique uniforme. Aucune évaluation abstraite d'ordre général et définitive concernant le droit des marchés financiers applicable n'est possible, notamment en raison des formes très différentes que peuvent prendre les jetons et les ICO. Toutes les caractéristiques du cas particulier doivent plutôt être prises en compte, sur la base des informations minimales à remettre par les organisateurs. Dans le sens d'une approche économique, la FINMA se base sur la teneur effective d'un ICO, a fortiori s'il existe des indices laissant à penser qu'il s'agit de structures de contournement.

Eu égard à la dynamique particulière du marché et à la demande exprimée par un nombre relativement important d'acteurs du marché, la FINMA indique dans le présent guide pratique les principes qu'elle suit pour répondre aux demandes concrètes qu'elle reçoit.

---

<sup>1</sup> Les émoluments sont basés sur le temps consacré et le tarif horaire, cf. l'ordonnance sur les émoluments et les taxes de la FINMA pour plus de détails.

### 3.1 Catégories de jetons

Il n'existe pas actuellement en Suisse ni ailleurs dans le monde de classification universellement reconnue des ICO et des jetons émis à cette occasion. La FINMA poursuit une approche fondée sur la fonction économique.

**Jetons de paiement** : la catégorie « Jetons de paiement » (synonyme de « cryptomonnaies » pures) inclut les jetons qui sont acceptés comme moyen de paiement pour l'achat de marchandises ou de services dans les faits ou selon l'intention de l'organisateur ou qui doivent servir à la transmission de fonds et de valeurs. Les cryptomonnaies ne confèrent aucun droit à l'égard d'un émetteur.

**Jetons d'utilité** : la FINMA qualifie de « jetons d'utilité » les jetons censés donner accès à un usage ou à un service numériques et qui s'appuient sur l'utilisation d'une infrastructure de type *blockchain*.

**Jetons d'investissement** : la catégorie des « jetons d'investissement » regroupe les jetons qui représentent des valeurs patrimoniales. De tels jetons peuvent notamment représenter une créance au sens du droit des obligations envers l'émetteur ou un droit de sociétariat dans le sens du droit des sociétés. Des parts des revenus futurs d'une entreprise ou des flux de capitaux futurs sont par exemple promis aux détenteurs de jetons d'investissement. Sous l'angle de la fonction économique, le jeton représente ainsi notamment une action, une obligation ou un instrument financier dérivé. La catégorie des jetons d'investissement peut également inclure les jetons censés rendre négociables sur la *blockchain* des objets de valeur physiques.

Les différentes catégories de jetons ne s'excluent pas nécessairement les unes les autres. Les jetons d'investissement et d'utilité peuvent en outre relever de la catégorie des jetons de paiement (**jetons** dits « **hybrides** »). Dans de tels cas, le jeton peut être cumulativement considéré comme valeur mobilière et comme moyen de paiement.

En fonction des modalités de l'ICO, les jetons peuvent être mis en circulation dès la date de la levée de fonds. Cette opération est réalisée sur une *blockchain* existante. D'autres ICO laissent simplement entendre aux investisseurs à la date de la levée de fonds qu'ils recevront des jetons à l'avenir et que les jetons ou la *blockchain* sous-jacente doivent encore être développés (« **préfinancement** »). La « **prévente** » constitue un autre cas de figure. Les investisseurs y reçoivent des jetons avec la possibilité d'acquérir d'autres jetons ou de les échanger contre d'autres jetons.

### 3.2 Qualification des jetons comme valeurs mobilières

Les règles du négoce de valeurs mobilières ont pour but de garantir aux acteurs du marché la possibilité de prendre leurs décisions de placement en

actions ou en obligations sur la base d'informations minimales fiables. Il s'agit en outre de s'assurer que le négoce pourra être réalisé de manière équitable, fiable et avec une formation des prix efficiente.

Dans chaque cas, la FINMA doit vérifier si les jetons doivent être considérés comme valeurs mobilières sur la base des définitions légales suivantes. Les valeurs mobilières selon l'art. 2 let. b Loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF) sont des papiers-valeurs, des droits-valeurs, des dérivés et des titres intermédiés qui sont standardisés et susceptibles d'être diffusés en grand nombre sur le marché, c.-à-d. structurés et fractionnés de la même façon et offerts au public ou vendus à plus de 20 participants, pour autant que ces valeurs ne soient pas créées spécialement pour certaines contreparties (art. 2 al. 1 Ordonnance sur l'infrastructure des marchés financiers, OIMF).

Sur le fond, les droits-valeurs peuvent être définis comme des droits de même nature émis ou fondés en grand nombre, sur une base juridique commune (statuts / conditions d'émission). La seule condition formelle exigée par le Code des obligations (CO) pour la naissance de droits-valeurs est une inscription dans le journal des droits-valeurs tenu par le débiteur (art. 973c al. 3 CO). Celui-ci peut être géré sous forme numérique sur une *blockchain*.

### 3.2.1 Jetons de paiement / cryptomonnaies

La doctrine diverge quant à la qualité de valeur mobilière de cette catégorie de jetons. D'aucuns estiment que tous les jetons représentent des droits-valeurs et peuvent être des valeurs mobilières. D'autres rejettent cette interprétation. Compte tenu du fait que les jetons de paiement sont conçus comme des moyens de paiement et que leur fonction économique ne présente aucune analogie avec les valeurs mobilières traditionnelles, la FINMA ne traite pas les jetons de paiement comme des valeurs mobilières. Cette interprétation est cohérente par rapport à la pratique actuelle de la FINMA concernant par ex. le bitcoin et l'ether. La FINMA adapterait sa pratique si la jurisprudence ou le législateur prévoyaient notamment à l'avenir une qualification des jetons de paiement comme valeurs mobilières.

### 3.2.2 Jetons d'utilité

Les jetons d'utilité ne se qualifient pas comme valeurs mobilières, si les jetons confèrent uniquement un droit d'accès à un usage ou à un service numériques et que le jeton d'utilité est utilisable dans ce sens à la date d'émission. Dans ces cas de figure, l'accent est mis sur l'exécution réelle de l'engagement à fournir un accès à l'usage ou au service numériques et la référence au marché des capitaux typique pour les valeurs mobilières fait défaut.

Dans tous les cas où la fonction économique d'investissement existe totalement ou partiellement, la FINMA les traite comme des valeurs mobilières (à l'instar des jetons d'investissement).

### 3.2.3 Jetons d'investissement

La FINMA traite les jetons d'investissement comme des valeurs mobilières. Dans le détail, les jetons d'investissement se qualifient en tant que valeurs mobilières dans le sens de l'art. 2 let. b LIMF s'ils représentent un droit-valeur et que les jetons sont standardisés et susceptibles d'être diffusés en grand nombre sur le marché.

Un jeton d'investissement se qualifie pareillement comme valeur mobilière, s'il représente un instrument dérivé, autrement dit si la valeur de la créance intermédiaire dépend d'une valeur patrimoniale sous-jacente (valeur de base) et que le jeton est standardisé et susceptible d'être diffusé en grand nombre sur le marché.

Dans le cas d'une ICO sous forme de préfinancement ou de prévente donnant droit à l'acquisition de jetons, des droits-valeurs peuvent être constitués et être qualifiés de valeurs mobilières (comme les jetons d'investissement), pour autant qu'ils soient standardisés et susceptibles d'être diffusés en grand nombre sur le marché.

## 3.3 Conséquences juridiques de la qualification comme valeurs mobilières

Si la FINMA procède selon les lignes directrices détaillées et conclut que les jetons d'un ICO se qualifient comme valeurs mobilières, les conséquences juridiques découlent des lois régissant les marchés financiers. Selon la Loi sur les bourses (LBVM), la création de droits-valeurs dans le sens d'une propre émission n'entraîne en principe pas d'obligation d'assujettissement, même si ces droits-valeurs ont qualité de valeurs mobilières dans le sens de la LIMF (c'est-à-dire s'ils sont standardisés et susceptibles d'être diffusés en grand nombre sur le marché). Il en va de même de l'offre publique de valeurs mobilières. Il y a une activité de fournisseur de dérivés assujettie lorsque les négociants créent eux-mêmes des dérivés et les offrent au public sur le marché primaire, pour leur compte ou pour le compte de tiers (art. 3 al. 3 Ordonnance sur les bourses, OBVM). Ce point importe uniquement pour les jetons qui se qualifient comme dérivés dans le sens de la LIMF. Si des jetons au sens de valeurs mobilières émises par des tiers sont, à titre professionnel, pris de manière ferme ou à la commission et offerts au public sur le marché primaire, cela peut constituer une activité de maison d'émission soumise à l'obligation d'obtenir une autorisation (art. 3 al. 2 LBVM).

L'émission d'actions ou d'emprunts obligataires, même sous forme de jetons, peut cependant engendrer une obligation d'établir un prospectus selon

le Code des obligations. La FINMA n'est pas compétente en la matière. Les organisateurs d'ICO ont la responsabilité de clarifier et de respecter cette obligation de manière appropriée. Selon le projet de loi sur les services financiers (LSFin), une obligation prudentielle d'établir un prospectus doit dorénavant s'appliquer aux offres publiques d'achat de valeurs mobilières en Suisse (art. 37 P-LSFin). Le Code des obligations et la LSFin prévoient différentes exceptions.

### 3.4 Qualification comme dépôts

La loi sur les banques (LB) vise tout d'abord à protéger le public, notamment les créanciers des banques et leurs dépôts. L'émission de jetons n'est habituellement pas associée à des demandes de remboursement envers l'organisateur de l'ICO et ne relève donc pas de la notion de dépôt. En ce sens, il n'y a pas d'obligation d'autorisation selon la LB. S'il existe en revanche des engagements ayant un caractère de capital étranger, par ex. des promesses de rachat avec garantie de revenu, les fonds apportés se qualifient en principe, en l'absence d'exception prévue par la loi<sup>2</sup>, comme dépôts et il existe une obligation d'autorisation selon la LB.

### 3.5 Applicabilité de la loi sur les placements collectifs

La loi sur les placements collectifs vise à protéger les investisseurs et à assurer la transparence et la fonctionnalité du marché des placements collectifs de capitaux. Les dispositions du droit sur les placements collectifs ne sont applicables que si les fonds récoltés dans le cadre d'un ICO sont administrés par des tiers.

### 3.6 Applicabilité de la Loi sur le blanchiment d'argent

La Loi sur le blanchiment d'argent (LBA) a pour but de protéger le système financier du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme. Quiconque fournit des services dans le domaine du trafic des paiements et émet ou gère notamment des moyens de paiement est un intermédiaire financier assujéti à la LBA (art. 2 al. 3 let. b LBA).

L'émission de jetons de paiement représente une émission de moyens de paiements assujétie, dès lors que les jetons peuvent être techniquement transmis sur une infrastructure de type *blockchain*. Cela peut être le cas dès la date de l'ICO ou ultérieurement.

Dans le cas des jetons d'utilité, une obligation d'assujétissement peut dans certains cas ne pas entrer en ligne de compte, lorsque l'émission des jetons doit principalement permettre d'accéder à une utilisation de la *blockchain* à

<sup>2</sup> Par exemple de par l'exécution de l'obligation d'établir un prospectus en cas de diffusion en grand nombre d'obligations standardisées ou de droits-valeurs ayant la même fonction (art. 5 al. 3 LB).



des fins extérieures au secteur financier (cf. pour plus de détails sur le caractère accessoire l'art. 2 al. 2 let. a ch. 3 Ordonnance sur le blanchiment d'argent, OBA, la Circ.-FINMA 11/1 « Activité d'intermédiaire financier au sens de la LBA » Cm 13 ss).

### 3.7 Conséquences juridiques de l'assujettissement à la LBA

Différentes obligations de diligence, par exemple l'obligation de s'affilier à un organisme d'autorégulation (OAR) ou de se soumettre directement à la FINMA en vue de la surveillance au sens de la LBA, résultent de la LBA.

Cette obligation est réputée respectée lorsque la réception des fonds est assurée par un intermédiaire financier assujéti à la LBA en Suisse et que les obligations de diligence sont remplies. Une affiliation indépendante à un OAR ou un assujettissement direct de l'organisateur de l'ICO à la FINMA n'est pas requis dans un tel cas.

Dans la pratique actuelle de la FINMA, l'échange de cryptomonnaies contre une monnaie fiduciaire ou d'autres cryptomonnaies se qualifie comme une activité d'intermédiaire financier selon l'art. 2 al. 3 LBA. Il en va de même du fait de proposer la transmission de jetons, pour autant que le fournisseur ait un pouvoir de disposition sur la clé privée (*private key*) (fournisseur de *custody wallet*).

La règle simplifiée suivante s'applique :

	<b>Préfinancement et pré-vente / le jeton n'existe pas encore, mais il existe un droit négociable au transfert du jeton</b>	<b>Le jeton existe</b>
ICO de jetons de paiement	= Valeurs mobilières ≠ Moyens de paiement selon la LBA	≠ Valeurs mobilières = Moyen de paiement selon la LBA <sup>3</sup>
ICO de jetons d'utilité <sup>4</sup>		≠ Valeurs mobilières, si fonction d'utilité exclusive = Valeurs mobilières si également fonction d'investissement ≠ Moyen de paiement selon la LBA, si accessoire

<sup>3</sup> Dès que les jetons de paiement peuvent être techniquement transmis sur une infrastructure de type *blockchain*.

ICO de jetons d'investissement <sup>4</sup>		= ≠	Valeurs mobilières Moyen de paiement selon la LBA
---	--	--------	---

#### 4 Divers

La FINMA se réserve le droit de publier une circulaire sur l'interprétation du droit de la surveillance après approfondissement de sa pratique en matière de surveillance concernant les ICO ou en cas d'adaptation des lois régissant les marchés financiers.

---

<sup>4</sup> Dans les cas de jetons hybrides, le jeton peut être considéré à la fois comme valeur mobilière et comme moyen de paiement.

## Annexe : Informations minimales à fournir dans le cadre de demandes d'assujettissement des ICO

Informations générales	
Nom du projet	
Raison sociale / nom du promoteur du projet, y compris siège de l'entreprise / des entreprises, l'adresse / adresse(s), adresse(s) électronique(s) et site(s) Internet	
<p>Mention de toutes les personnes impliquées (y compris les adresses ou les sièges des sociétés), à savoir notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le créateur</li> <li>• l'émetteur des jetons</li> <li>• le vendeur des jetons</li> </ul> <p>les autres participants du marché secondaire (plates-formes, organisateurs d'ICO, etc.)</p>	
Les personnes précitées disposent-elles déjà des autorisations prévues par le droit des marchés financiers dans d'autres pays ? Si oui, informations détaillées	
Description du projet	
Désignation, objectifs et déroulement du projet	
Grandes lignes du service à développer	
A quels acteurs du marché l'ICO s'adresse-t-il ?	
Existe-t-il des restrictions concernant les investisseurs ?	

Informations sur l'organisation et la planification du projet (déroulement chronologique de l'ICO, étapes importantes, etc.)	
Informations sur les technologies utilisées (technologie <i>distributed ledger</i> utilisée ; des technologies nouvelles ou existantes sont-elles utilisées ; s'agit-il d'un projet <i>open source</i> ; autres)	
Quelles cryptomonnaies (ou le cas échéant monnaies étatiques) sont acceptées lors de l'ICO pour la levée de fonds et à qui sont-elles versées?	
Quel est le volume global visé par la levée de fonds (converti en CHF) ?	
Les moyens financiers ont-ils déjà été affectés à un certain projet ? Comment sont gérés les excédents lors de la levée de fonds ?	
<b>Emission de jetons</b>	
Un jeton est-il créé dans le cadre de l'ICO ?	
Si oui : quelles sont les étapes de la création du jeton (indication des normes techniques, par ex. ERC20, indication de la technologie utilisée, etc.) ?	
A quelle date, par qui et selon quelles modalités, le jeton doit-il être transmis aux participants ?	
Quelle(s) est/sont la/les fonction(s) prévue(s) pour le jeton ? (description détaillée)	
A partir de quelle date, les fonctions prévues seront-elles utilisables ?	
Quels sont les droits acquis par l'investisseur ?	

Comment sont-ils documentés (prière de joindre et de référencer des conditions de participation et d'émission concrètes).	
Un intermédiaire financier soumis à la LBA en Suisse est-il impliqué pour satisfaire aux obligations de diligence selon la LBA ?	
Si oui : informations sur la manière de procéder et l'intermédiaire financier impliqué (remettre le contrat de collaboration)	
<b>Transmission et marché secondaire</b>	
Comment le jeton peut-il être transmis (informations sur les <i>wallets</i> compatibles, normes techniques) ?	
Le jeton fonctionne-t-il déjà à la date de la transmission ? Si oui, dans quelle mesure ?	
Comment et où le jeton peut-il être acquis ou vendu après l'émission (description du marché secondaire et indications des éventuelles plates-formes du marché secondaire) ?	
Le jeton permettra-t-il d'acquérir des marchandises ou des services ou d'effectuer des paiements à des tiers ?	
Le rachat de jetons par l'exploitant du projet / l'émetteur est-il prévu ?	





## I. Objet et champ d'application

Abrogé	1*
L'acceptation à titre professionnel de dépôts du public n'est autorisée (sous réserve de quelques exceptions) qu'aux banques qui, d'après la loi sur les banques, sont surveillées par la FINMA.	2
Les personnes physiques ou morales qui projettent d'accepter à titre professionnel des dépôts du public doivent obtenir la licence correspondante avant de débiter leur activité.	3*
Abrogé	4*
Abrogé	5*

## II. Dispositions pénales

L'art. 46 al. 1 let. a et al. 2 LB sanctionne l'acceptation indue de dépôts du public ou de dépôts d'épargne. De même, l'usage des termes « banque », « banquier » ou « épargne » est interdit aux établissements non bancaires (art. 49 al. 1 let. a et al. 2 LB). Enfin, la communication de faux renseignements à la FINMA est punissable (art. 45 al. 1 et al. 2 de la loi sur les marchés financiers [LFINMA ; RS 956.1]).	6
---	---

## III. Critères pour l'appréciation des dépôts

Des dépôts existants doivent être remboursés lorsqu'il est positivement répondu aux trois questions suivantes (paragraphes A à C) :	7
A. L'acceptation de fonds du public s'effectue-t-elle à titre professionnel (art. 6 al. 1 à 4 OB) ?	
Abrogé	8*
La limitation à 1 million de francs au maximum des dépôts du public (art. 6 al. 2 let. a OB) signifie que les engagements au sens de l'art. 5 al. 1 OB envers des clients ou des investisseurs ne doivent jamais dépasser un million de francs.	8.1*
L'interdiction de rémunérer et d'investir les dépôts (art. 6 al. 2 let. b OB) exige que les dépôts versés par les clients restent à disposition de manière permanente et liquide jusqu'à ce qu'ils soient transférés ou remboursés. Les dépôts ne peuvent pas être conservés sur les comptes commerciaux habituels de l'entreprise pour l'exploitation courante; au moins un compte bancaire séparé doit être mis en place pour conserver les dépôts.	8.2*
Les clients doivent être informés de manière individuelle et au plus tard au moment de la conclusion du contrat, avant de procéder au dépôt, qu'il n'y a aucune surveillance par la FINMA ni aucune garantie des dépôts (art. 6 al. 2 let. c OB). Une simple indication, par exemple dans les conditions générales ne suffit pas pour remplir l'obligation d'information. L'information au client par exemple par le biais du site internet de la société est autorisée, lorsque le défaut de	8.3*



surveillance et de garantie des dépôts est isolé des autres informations et présenté sous la forme d'un texte dont la prise de connaissance doit être expressément confirmée.

Il n'y a en particulier pas d'activité artisanale et industrielle si une prestation financière, pour soi-même ou pour un tiers, est fournie ou transmise ou une telle activité est exercée à titre privé. On considère qu'il s'agit d'une activité artisanale et industrielle principale si cette activité est prédominante par rapport à l'activité non artisanale et industrielle. La prescription de l'art. 6 al. 3 OB, selon laquelle les dépôts doivent être utilisés pour financer l'activité artisanale et industrielle, exclut en principe l'investissement des dépôts conservés dans des placements et des instruments financiers. La rémunération des dépôts est en revanche autorisée. 8.4\*

Les conditions de l'art. 6 al. 2 let. b et c OB doivent encore être respectées durant le délai d'annonce et le délai de remise de la demande d'autorisation imposés par l'art. 6 al. 4 OB. La FINMA autorise de continuer à accepter des dépôts du public durant la procédure d'autorisation si la requérante remplit les conditions de l'art. 6 al. 2 let. b et c OB et démontre : 8.5\*

1. que les dépôts du public acceptés restent disponibles sous forme liquide de manière permanente,
2. qu'il n'y a pas de surendettement,
3. que les exigences minimales de fonds propres pour l'autorisation souhaitée selon la LB peuvent être respectées, et
4. qu'il n'y a aucun indice de nature à s'opposer à l'autorisation souhaitée selon la LB.

Ainsi, dans le sens d'une présomption légale et sous réserve de l'art. 6 al. 2 à 4 OB, celui qui accepte de l'argent de plus de 20 déposants ou fait appel au public pour obtenir des dépôts, même si le nombre de dépôts obtenus est inférieur à 20, agit-il toujours à titre professionnel. Quiconque se voit interdire d'accepter des dépôts du public ne peut pas faire de publicité pour une telle activité (par exemple par l'envoi de prospectus ou le recours à des annonces) (cf. art. 7 OB ; art. 49 al. 1 let. c et al. 2 LB). 9\*

## B. Les fonds étrangers ont-ils la qualité de dépôts (art. 5 al. 3 let. a à f OB) ?

Il ressort par principe de l'ordonnance sur les banques que tous les passifs ont le caractère de dépôts. L'art. 5 al. 3 let. a à f OB énumère exhaustivement les exceptions : 10

### a) Fonds étrangers sans caractère de prêts ou de dépôts (art. 5 al. 3 let. a OB)

Abrogé 11\*

Par exemple, un acompte dans un contrat de vente, une provision lors d'une commande, un dépôt de loyer, etc., n'ont pas le caractère d'un dépôt. 12

### b) Emprunts par obligations (art. 5 al. 3 let. b OB)

Abrogé 13\*

Contrairement à un dépôt productif d'intérêts effectué individuellement, les instruments financiers mentionnés à l'art. 5 al. 3 let. b OB représentent des obligations standardisées, que 14\*

l'art. 1 al. 2 LB exclut expressément, lorsque les informations minimales prescrites par le droit des obligations sont disponibles. Des bons de caisse émis isolément ne sont pas assimilés à des emprunts par obligations.

**c) Comptes d'exécution (art. 5 al. 3 let. c OB)**

Abrogé	15*
De tels comptes ont pour but de tenir à disposition les liquidités nécessaires pour l'exécution des opérations pour le compte de clients. L'interdiction de verser des intérêts applicable à ce genre de dépôts doit garantir une circulation rapide, soit en principe 60 jours au maximum, et une limitation du volume de tels montants. Les négociants en valeurs mobilières ne sont pas concernés par le délai de 60 jours pour la liquidation d'opérations pour le compte de clients. L'art. 5 al. 3 let. c OB concerne aussi les modèles d'affaires ayant un caractère d'intermédiaire tels que le <i>money transmitting</i> , le <i>crowdfunding</i> ou le recouvrement de créances.	16*
Les soldes en compte de clients auprès d'un négociant en métaux précieux sont couverts par la présente exception si le négociant dispose physiquement des avoirs en métaux précieux de ses clients et si les clients bénéficient d'un droit de distraction en cas de faillite du négociant. Dans ce cas, les négociants en métaux précieux ne sont pas concernés par le délai de 60 jours.	16.1*
Suite à l'art. 5 al. 3 let. c OB, les négociants en devises qui tiennent pour leurs clients des comptes servant à effectuer des investissements dans différentes devises ne bénéficient plus depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2008 de la présente exception. Les négociants en cryptomonnaies ayant une activité comparable ne bénéficient pas non plus de cette exception.	16.2*

**d) Montants destinés aux assurances vie et à la prévoyance professionnelle (art. 5 al. 3 let. d OB)**

Abrogé	17*
Les dépôts cités à l'art. 5 al. 3 let. d OB sont autorisés sur la base d'autres lois fédérales et sont en outre effectués auprès d'institutions surveillées.	18

**e) Moyens de paiement et systèmes de paiement (art. 5 al. 3 let. e OB)**

Les fonds affectés à un moyen de paiement ou un système de paiement (cartes à paiement, possibilités de paiement par internet ou par téléphonie mobile, etc.) n'ont pas le caractère de dépôts dans la mesure où :	18.1*
<ul style="list-style-type: none"> <li>• ils servent uniquement à l'acquisition future de biens ou de services,</li> <li>• ils ne dépassent jamais le montant maximum de CHF 3'000.- par client et par prestataire de moyen de paiement ou exploitant d'un système de paiement, et</li> <li>• ils ne produisent pas d'intérêt. Des rabais ou d'autres avantages pécuniaires ne peuvent être accordés que sur les biens ou services et ne doivent pas dépendre du montant des avoirs.</li> </ul>	

## C. S'agit-il de dépôts provenant du public (art. 5 al. 2 let. a à f OB) ?

On tire à nouveau de l'ordonnance sur les banques la présomption selon laquelle tous les dépôts sont des dépôts du public. Les exceptions à ce principe sont énumérées à l'art. 5 al. 2 let. a à f OB. 19

Ne sont pas des dépôts du public uniquement les dépôts des :

### a) Banques (art. 5 al. 2 let. a OB)

Abrogé 20\*

Sont considérées comme banques étrangères les entreprises qui, d'après le droit de l'Etat selon lequel elles sont organisées, sont autorisées à accepter des dépôts. Comme exemple de ces autres entreprises faisant l'objet d'une surveillance étatique, on peut citer les établissements d'assurance. 21

### b) Proches (art. 5 al. 2 let. b et c OB)

Abrogé 22\*

Les actionnaires qualifiés, c'est-à-dire ceux qui détiennent plus de 10 % des voix ou du capital (art. 3 al. 2 let. c<sup>bis</sup> LB) et les personnes économiquement liées (par exemple les sociétés mères, filiales ou sœurs) sont spécialement proches et ne doivent pas être traités comme le reste du public. Contrairement à ce même public, ils reçoivent régulièrement des informations en avance et sont, par rapport aux autres actionnaires, en mesure d'exercer plus tôt leur influence. 23

### c) Investisseurs institutionnels (art. 5 al. 2 let. d OB)

Abrogé 24\*

Selon les circonstances concrètes, peuvent tomber dans cette catégorie d'investisseurs, qui ne peut être comparée avec le public, par exemple les caisses de pension, les communes, les entreprises industrielles et commerciales. En outre, l'exigence d'une trésorerie gérée à titre professionnel implique au moins qu'une personne expérimentée ayant des qualifications dans le domaine financier, soit principalement et de façon constante chargée de gérer les moyens financiers de l'entreprise. 25

### d) Associations, fondations ou sociétés coopératives (art. 5 al. 2 let. f OB)

Abrogé 26\*

Les associations et les fondations visées sont notamment les clubs de sport, les associations de protection de la nature ou du patrimoine, les fondations religieuses, d'aide au logement ou culturelles. Parmi les coopératives concernées figurent, par exemple, les coopératives de production, de distribution, de vente, de logement ou aussi les coopératives agricoles. Le cercle des déposants n'est pas limité aux seuls membres. Sont en revanche considérés comme dépôts du public, les fonds provenant de déposants auprès des associations, fondations ou sociétés coopératives dont le but ou l'activité réside de manière prépondérante dans l'acceptation et le placement productif d'intérêts des fonds confiés. 27

L'art. 5 al. 2 let. f OB met en exergue le lien entre les fonds acceptés et le but idéal ou d'entraide mutuelle. La durée minimale de six mois vise à tracer plus clairement les frontières d'avec l'activité bancaire. 27.1\*

**e) Employés (art. 5 al. 2 let. e OB)**

Abrogé 28\*

Le cercle admis des investisseurs se limite ainsi aux personnes se trouvant effectivement dans une relation de travail (et aux retraités vis-à-vis de leur dernier employeur), qui réalisent un placement direct auprès de leur employeur. 29

L'art. 5 al. 2 let. e OB n'autorise pas les dépôts d'un cercle plus étendu de personnes, en particulier des proches d'un travailleur (conjoint et enfants) auprès de l'employeur du membre de la famille concerné. N'est pas davantage autorisé le placement auprès d'une autre personne juridique que l'employeur (par exemple auprès d'un groupement constitué comme association, coopérative ou fondation par les employés du même employeur), à moins que l'employeur ne réponde des dépôts (voir ci-après, chiffre marginal 33). 30

**IV. Exceptions à l'interdiction d'accepter des dépôts du public à titre professionnel**

Outre les banques, les institutions suivantes peuvent accepter des dépôts du public conformément à l'art. 3 OB : 31

- corporations et établissements de droit public
- ainsi que les caisses dont ils garantissent intégralement les engagements.

L'exception en faveur de tels établissements non surveillés par la FINMA repose sur le fait que leur solidité est estimée au moins équivalente et que la responsabilité finale pour leurs engagements incombe à la collectivité. 32

Au surplus, des caisses de dépôts d'entreprises juridiquement indépendantes de l'employeur sont admissibles si l'employeur commun garantit aux déposants le remboursement des dépôts et le paiement des intérêts convenus. 33

De même, l'acceptation de dépôts est autorisée si une banque soumise à la loi sur les banques garantit le remboursement des dépôts et le paiement des intérêts convenus (garantie pour risque de défaillance) (art. 5 al. 3 let. f OB). 34

Abrogé 35\*

Abrogé 36\*

Abrogé 37\*

# Liste des modifications

**La présente circulaire est modifiée comme suit :**

Modification du 18 janvier 2010 entrant en vigueur immédiatement

Cm modifiés 26, 27.1

*Les renvois à l'OB ont été adaptés à l'ordonnance sur les banques du 30 avril 2014.*

Modification du 7.12.2017 entrant en vigueur le 1.1.2018

Cm modifiés 3, 9, 14, 16, 16.1, 16.2

Cm nouveaux 8.1 à 8.5

Cm abrogés 1, 8, 11, 13, 15, 17, 20, 22, 24, 26, 28

Autres modifications Titres modifiés avant les Cm 1, 8, 10, 11, 13, 15, 17, 18.1, 19, 20, 22, 24, 26, 28

*Les renvois à l'OB ont été adaptés aux modifications de l'ordonnance sur les banques du 5 juillet 2017.*



FINMA – Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers

## Circulaire 2008/5 Négociant

### Commentaires du terme de négociant en valeurs mobilières

Référence : Circ.-FINMA 08/5 « Négociant »  
 Date : 20 novembre 2008  
 Entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> janvier 2009  
 Dernière modification : 12 août 2016 [les modifications sont signalées par \* et figurent à la fin du document]  
 Concordance : remplace la Circ.-CFB 98/2 « Négociant » du 1<sup>er</sup> juillet 1998  
 Bases légales : LFINMA art. 7 al. 1 let. b  
 LBVM art. 1, 2 let. d  
 OBVM art. 2–3, 19 al. 2, 38 ss  
 LIMF art. 2 let. b et c  
 OIMF art. 2 al. 1 et 2

Destinataires									
LB	LSA	LBVM	LIMF	LPCC	LBA	Autres			
Banques									
Groupes et cong. financiers									
Autres intermédiaires									
Assureurs									
Groupes et cong. d'assur.									
Intermédiaires d'assur.									
Négociants en valeurs mob.		<input checked="" type="checkbox"/>							
Plates-formes de négociation									
Contreparties centrales									
Dépôtaires centraux									
Référentiels centraux									
Systèmes de paiement									
Participants									
Directions de fonds									
SICAV									
Sociétés en comm. de PCC									
SICAF									
Banques dépositaires									
Gestionnaires de PCC									
Distributeurs									
Représentants de PCC étr.									
Autres intermédiaires									
OAR									
IFDS									
Entités surveillées par OAR									
Sociétés d'audit									
Agences de notation									

## I. But

La présente circulaire commente de manière générale le terme de négociant en valeurs mobilières selon l'art. 2 let. d de la loi sur les bourses (LBVM ; RS 954.1) et les art. 2 et 3 de l'ordonnance sur les bourses (OBVM ; RS 954.11) ainsi que l'assujettissement de l'*introducing broker* en tant que négociant étranger selon les art. 38 ss OBVM. 1

Abrogé 2\*

## II. Champ d'application

Le terme de négociant en valeurs mobilières est défini comme suit à l'art. 2 let. d LBVM :

Négociant en valeurs mobilières (négociant) : toute personne physique ou morale ou société de personnes qui, pour son compte, en vue d'une revente à court terme, ou pour le compte de tiers, achète et vend à titre professionnel des valeurs mobilières sur le marché secondaire, qui les offre au public sur le marché primaire ou qui crée elle-même et offre au public des dérivés. 3

Les dispositions d'exécution relatives au terme de négociant dans l'ordonnance sur les bourses prévoient à l'art. 2 OBVM les catégories suivantes : négociants pour propre compte, maisons d'émission, fournisseurs de dérivés, teneurs de marché et négociants pour le compte de clients, ces dispositions sont quant à elles concrétisées à l'art. 3 OBVM. Ces catégories de négociants créent des critères distinctifs qui sont utiles pour délimiter les négociants soumis à autorisation des entreprises non assujetties. Ces catégories de négociants sont plus précisées aux ch. VI à X ci-après. 4

Les entreprises ayant leur siège en Suisse qui tombent en tant que négociants suisses dans une de ces catégories doivent obtenir une autorisation selon l'art. 10 LBVM et l'art. 17 ss OBVM. 5

Selon l'art. 38 al. 1 OBVM, on entend par négociants étrangers les entreprises qui (a) disposent, à l'étranger, d'une autorisation d'exercer l'activité de négociant; (b) font figurer le terme de « négociant en valeurs mobilières » ou un terme ayant une signification semblable dans leur raison sociale, dans la désignation de leur but social ou dans leurs documents; ou (c) exercent une activité de négociant au sens de l'art. 2 let. d. LBVM. Selon l'art. 39 al. 1 OBVM, ils doivent obtenir une autorisation lorsqu'ils ont l'intention d'établir une succursale ou une représentation en Suisse. 6\*

## III. Activité principalement dans le domaine financier (art. 2 al. 1 et 2, art. 19 al. 2 OBVM)

Les négociants pour propre compte, les maisons d'émission et les fournisseurs de dérivés ne sont soumis à la loi sur les bourses en tant que négociants que s'ils exercent une activité principalement dans le domaine financier (art. 2 al. 1 OBVM). Principalement signifie que l'activité dans le domaine financier doit prédominer nettement par rapport à d'autres activités éventuelles (de nature industrielle et commerciale). 7

L'exigence de devoir exercer une activité principalement dans le domaine financier permet en particulier d'éviter que des entreprises industrielles ou commerciales ne tombent sous le coup de la loi sur les bourses en raison de l'activité de leur département financier. 8



Le terme, de plus, doit être compris de manière consolidée. Les sociétés de groupes qui assument des tâches de trésorerie pour des groupes industriels ou commerciaux ne sont donc pas assujettis à la loi sur les bourses lorsque leur activité financière est étroitement liée aux opérations commerciales du groupe. 9

Par contre, les teneurs de marché et les négociants agissant pour le compte de clients sont des négociants au sens de la loi sur les bourses même s'ils n'exercent pas d'activité principalement dans le domaine financier (art. 2 al. 2 OBVM). Les teneurs de marché ou les négociants pour le compte de clients au sens de la loi sur les bourses qui n'exercent pas une activité principalement dans le domaine financier doivent donc rendre autonome le commerce des valeurs mobilières (art. 19 al. 2 OBVM). 10

#### **IV. Activité à titre professionnel (art. 3 al. 1–5 OBVM)**

Une exigence commune à toutes les catégories de négociants est que l'activité spécifique doit se faire à titre professionnel. 11

A titre professionnel implique que le commerce des valeurs mobilières soit une activité économique indépendante qui vise à réaliser des revenus réguliers (voir aussi la définition à l'art. 2 let. b de l'ordonnance sur le registre du commerce, ORC). 12

Cette définition de l'activité à titre professionnel vaut pour les catégories suivantes de négociants : négociant pour propre compte, maison d'émission, fournisseur de dérivés et teneur de marché; un critère supplémentaire est applicable aux négociants pour le compte de clients (voir Cm 49 ci-après). 13

#### **V. Offre au public (art. 3 al. 2 à 4, 6 et 7, art. 2 al. 1 OIMF)**

Une offre est considérée comme publique lorsqu'elle est adressée à un nombre indéterminé de destinataires, soit en particulier lorsqu'elle est diffusée par voie d'annonces, de prospectus, de circulaires ou par le biais de médias électroniques (de même art. 7 OB). 14

Selon l'art. 3 al. 7 OBVM, les offres qui émanent de maisons d'émission, de fournisseurs de dérivés et de teneurs de marché ne sont pas publiques lorsqu'elles sont exclusivement adressées aux personnes suivantes (cf. art. 3 al. 6 OBVM) : 15

- a. aux banques et aux négociants suisses et étrangers ou aux autres entreprises faisant l'objet d'une surveillance étatique;
- b. aux actionnaires ou aux sociétaires qui détiennent une participation prépondérante dans le capital du débiteur (note : c'est-à-dire dans l'entreprise qui n'est pas un négociant au sens de la loi sur les bourses) et aux personnes qui ont des liens économiques ou familiaux avec eux;
- c. aux investisseurs institutionnels dont la trésorerie est gérée à titre professionnel.

Sont par exemple considérés comme investisseurs institutionnels disposant d'une trésorerie professionnelle les caisses de pension, les communes, les entreprises industrielles ou commerciales. Une trésorerie professionnelle existe lorsque l'entreprise charge au moins une personne expérimentée ayant des qualifications dans le domaine financier de gérer les moyens fi- 16

nanciers de l'entreprise de façon constante (cf. aussi Circ.-FINMA 08/3 « Dépôts du public auprès d'établissements non bancaires », Cm 25).

## **VI. Négociant pour propre compte (art. 3 al. 1 OBVM)**

Par définition le négociant pour propre compte fait le commerce de valeurs mobilières à court terme, à titre professionnel (art. 3 al. 1 OBVM). 17

### **A. A titre professionnel**

Voir ch. marginaux 11–13 ci-dessus 18

Les personnes physiques et morales qui gèrent leur fortune seulement n'agissent pas à titre professionnel au sens de cette interprétation. 19

Par contre les sociétés d'investissement agissent à titre professionnel, car la gestion de leur fortune représente une prestation qui est fournie aux actionnaires (et qui est également facturée). 20

### **B. Pour propre compte**

Le négociant pour propre compte agit pour son compte lorsqu'il conclut en son nom propre des transactions en valeurs mobilières sans ordre ou instructions de tiers et qu'il en supporte lui-même les risques, c'est-à-dire quand les bénéfices lui reviennent et que les pertes sont à sa charge. Le fait de remplir des « fonctions de clearing » pour des opérations en valeurs mobilières de tiers est également considéré comme une activité pour propre compte tant que le négociant pour propre compte prend le risque et que les tiers ne lui avancent pas des avoirs pour la conclusion des opérations en valeurs mobilières, sinon il deviendrait un négociant pour le compte de clients (voir ch. marginaux 46 ss ci-après). 21

### **C. A court terme**

La notion de court terme se réfère au but poursuivi lors de l'achat de valeurs mobilières, c'est-à-dire à la gestion active de ceux-ci dans le but de réaliser à court terme des gains résultant de variations de cours ou de taux d'intérêt (position de négoce ; cf. définition des opérations de négoce dans Circ.-FINMA 15/1 « Comptabilité – banques », Cm 363). Celui qui acquiert des valeurs mobilières dans le but d'effectuer un placement financier ou de prendre une participation n'agit pas à court terme (p.ex. les sociétés holding). 22

### **D. Volume minimum brut de Frs. 5 mia. par an**

Comme le négociant pour propre compte n'agit qu'en son nom propre et pour son compte, par définition il n'a pas de clients. Son assujettissement à la loi sur les bourses ne se justifie donc pas en raison de la protection des investisseurs. Seul le bon fonctionnement des marchés justifie un tel assujettissement. Il ne peut cependant mettre en danger le bon fonctionnement des marchés que s'il exécute un volume considérable de transactions en valeurs mobilières. Ne tombe donc sous le coup de la loi sur les bourses que le négociant pour propre compte qui, en cette qualité, effectue des opérations en valeurs mobilières d'un montant brut (chiffre d'affaires) de plus de 5 milliards de francs suisses par an. Pour calculer le chiffre d'affaires, il convient de se baser pour les opérations au comptant comme pour les opérations en produits dérivés sur 23

les cours payés respectivement réalisés.

## VII. Maisons d'émission (art. 3 al. 2 OBVM)

Par définition les maisons d'émission prennent, à titre professionnel, ferme ou à la commission, des valeurs mobilières émises par des tiers et les offrent au public sur le marché primaire (art. 3 al. 2 OBVM). 24

### A. Activité à titre professionnel

Voir ch. marginaux 11–13 ci-dessus 25

### B. Offre au public

Voir ch. marginaux 14–16 ci-dessus 26

Si des valeurs mobilières sont placées auprès de moins de 20 clients suite à une offre au public (cf. art. 2 al. 1 de l'ordonnance sur l'infrastructure des marchés financiers [OIMF ; RS 958.11]), il y a malgré tout une activité de maison d'émission. 27

En revanche, celui qui place des valeurs mobilières auprès de moins de 20 clients sans les offrir au public n'est pas considéré être une maison d'émission. 28

### C. (Abrogé)

Abrogé 29\*

Abrogé 30\*

Abrogé 31\*

## VIII. Fournisseurs de dérivés (art. 3 al. 3 OBVM)

Par définition les fournisseurs de dérivés créent eux-mêmes, à titre professionnel, des dérivés et les offrent au public sur le marché primaire, pour leur compte ou pour le compte de tiers (art. 3 al. 3 OBVM). 32

### A. Activité à titre professionnel

Voir ch. marginaux 11 à 13 ci-dessus 33

### B. Offre au public

Voir ch. marginaux 14 à 16 ci-dessus 34

Si des dérivés sont vendus à moins de 20 clients suite à une offre au public (cf. art. 2 al. 1 OIMF), il y a quand même une activité de fournisseur de dérivés. 35

En revanche, celui qui vend des dérivés à moins de 20 clients sans les offrir au public n'est pas considéré être un fournisseur de dérivés. 36

### C. Dérivés

Selon l'art. 2 al. 2 OIMF, les dérivés sont des contrats financiers dont le prix est dérivé de valeurs patrimoniales comme les actions, les obligations, les matières premières ou les métaux précieux ainsi que de valeurs de référence comme les cours des monnaies, les taux d'intérêts ou les indices. Peu importe que ces contrats financiers soient cotés, qu'ils soient traités en bourse ou hors bourse. Les dérivés, par contre, doivent être standardisés dans une large mesure, c'est-à-dire qu'ils doivent, au sens de l'art. 2 al. 1 OIMF, être uniformisés et susceptibles d'être diffusés en grand nombre. En principe, la standardisation au sens de l'art. 2 al. 1 OIMF n'existe pas lorsque certains paramètres peuvent être librement fixés. 37\*

### D. Opérations au comptant

Les négociants qui par opposition se contentent de conclure des opérations au comptant dans des valeurs sous-jacentes qui ne sont pas des valeurs mobilières au sens de l'art. 2 let. b de la Loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF ; RS 958.1) respectivement de l'art. 2 al. 1 OIMF (matières premières, métaux précieux, cours de monnaies) ne tombent pas dans le champ d'application de la loi; en d'autres termes les négociants dont l'activité se limite à effectuer des opérations au comptant en matières premières, métaux précieux et devises ne tombent pas sous le coup de la loi sur les bourses. 38

## IX. Teneurs de marché (art. 3 al. 4 OBVM)

Par définition les teneurs de marché font, à titre professionnel, le commerce de valeurs mobilières à court terme pour leur compte et proposent au public, en permanence ou sur demande, un cours pour certaines valeurs mobilières (art. 3 al. 4 OBVM). 39

### A. Activité à titre professionnel

Voir ch. marginaux 11–13 ci-dessus 40

### B. Offre au public

Voir ch. marginaux 14–16 ci-dessus 41

Le fait de proposer, en permanence ou sur demande, des cours au public constitue par analogie une offre au public au sens de l'art. 3 al. 7 OBVM et de l'art. 2 al. 1 OIMF. 42

### C. Pour propre compte

Voir Cm 21 ci-dessus 43

### D. A court terme

Voir Cm 22 ci-dessus 44

## E. Autonomie juridique du commerce des valeurs mobilières

Les teneurs de marché tombent sous le coup de la loi même s'ils n'exercent pas d'activités principalement dans le domaine financier (art. 2 al. 2 OBVM, cf. ch. III). Les entreprises dont les départements financiers sont des teneurs de marché au sens des exigences légales doivent par conséquent rendre l'activité de commerce des valeurs mobilières juridiquement autonome et obtenir pour la nouvelle société une autorisation de négociant au sens de la loi sur les bourses (art. 19 al. 2 OBVM). 45

## X. Négociants pour le compte de clients (art. 3 al. 5 OBVM)

Par définition les négociants qui agissent pour le compte de clients font, à titre professionnel, le commerce de valeurs mobilières en leur nom propre mais pour le compte de clients et : 46

- a. tiennent eux-mêmes ou par l'intermédiaire de tiers, pour ces clients, des comptes servant à exécuter des transactions de valeurs mobilières, ou
- b. conservent chez eux ou auprès de tiers, en leur nom propre, des valeurs mobilières de ces clients (art. 3 al. 5 OBVM).

Aux termes de l'art. 3 al. 6 OBVM ne sont pas considérés comme clients : 47

- a. les banques et les négociants suisses et étrangers ou les autres entreprises faisant l'objet d'une surveillance étatique;
- b. les actionnaires ou les sociétaires qui détiennent une participation prépondérante dans le capital du débiteur (note : dans l'entreprise qui n'est pas un négociant en valeurs mobilières au sens de la loi) et les personnes qui ont des liens économiques ou familiaux avec eux;
- c. les investisseurs institutionnels dont la trésorerie est gérée à titre professionnel.

## A. Activité à titre professionnel

Voir ch. marginaux 11–13 ci-dessus 48

Un négociant pour le compte de clients agit aussi à titre professionnel lorsqu'il tient des comptes ou conserve des valeurs mobilières, directement ou indirectement, pour plus de 20 clients (cf. art. 6 OB). 49

## B. En nom propre et pour le compte de clients

Le négociant pour le compte de clients agit en son nom dans ses rapports avec les tiers (banques, négociants en valeurs mobilières, brokers, bourses, etc.), mais c'est le client qui supporte le risque économique des opérations en valeurs mobilières que le négociant a conclues ou qu'il a faites conclure. Le négociant pour le compte de clients agit en particulier en son nom lorsqu'il fait appel à des tiers qui ouvrent un compte ou un dépôt pour chacun des ses clients (comptes miroirs). Est également un négociant pour le compte de clients celui qui sur la base de procurations qui lui ont été conférées utilise son propre compte ou dépôt pour acheter et vendre des valeurs mobilières pour le compte de ses clients (cf. aussi Cm 52). 50

### C. Tenue de comptes ou conservation de valeurs mobilières

Ces exigences sont remplies lorsque le négociant pour le compte de clients et son client ont conclu un contrat de dépôt, de compte courant ou une convention fiduciaire et que le négociant pour le compte de clients est ainsi devenu le dépositaire respectivement le propriétaire fiduciaire des valeurs sous gestion ou que l'activité exercée dans les faits correspond à une telle situation juridique. En se basant sur ces relations contractuelles ou de fait, le négociant pour le compte de clients tient lui-même ou par l'intermédiaire de tiers, pour ce client, des comptes ou conserve chez lui ou auprès de tiers des valeurs mobilières pour celui-ci. 51

### D. Gérants de fortune et conseillers financier non assujettis

Les gérants de fortune ou les conseillers financiers qui gèrent des fonds de tiers sur la base d'une procuration seulement, c'est-à-dire qui ne tiennent pas des comptes ou ne conservent pas des valeurs mobilières en leur nom pour le compte de tiers ne tombent pas sous le coup de la loi sur les bourses. Le gérant de fortune ou le conseiller financier, en revanche, qui de surcroît achète ou vend à ses clients des valeurs mobilières par le biais de son compte ou de son dépôt est un négociant pour le compte de clients (cf. Cm 50 in fine). 52

### E. Autonomie juridique du commerce des valeurs mobilières

Les négociants pour le compte de clients tombent sous le coup de la loi même s'ils n'exercent pas d'activités principalement dans le domaine financier (art. 2 al. 2 OBVM, cf. ch. III). Les entreprises qui par le biais de leur département financier offrent les prestations d'un négociant pour le compte de clients doivent par conséquent rendre l'activité de commerce des valeurs mobilières juridiquement autonome et obtenir pour la nouvelle société une autorisation de négociant au sens de la loi (art. 19 al. 2 OBVM). 53

## XI. *Introducing brokers* (art. 39 al. 1 let. a ch. 2 OBVM)

L'activité du *introducing broker* comprend en résumé l'intermédiation en Suisse d'opérations de négoce pour le compte de négociants étrangers. Ainsi les conditions stipulées à l'art. 39 al. 1 let. a ch. 2 OBVM pour exercer l'activité de représentation en Suisse d'un négociant étranger, qui est soumise à autorisation, sont en principe remplies. 54

Les activités des *introducing brokers* en Suisse sont toutefois plus ou moins marquées en fonction des liens que ces derniers entretiennent avec le négociant étranger qu'ils représentent; un traitement différencié est donc indiqué en ce qui concerne leur assujettissement à la loi sur les bourses. 55

Les activités suivantes sont ainsi soumises, au sens de l'art. 39 al. 1 let. a ch. 2 OBVM, à la loi sur les bourses en tant que représentation d'un négociant étranger. Dans ces cas l'autorisation est accordée non pas à la représentation suisse, mais au négociant étranger. 56

a. Le négociant étranger occupe en Suisse des personnes qui font partie intégrante de son organisation et qui agissent pour lui en qualité d'intermédiaires et transmettent des ordres. 57

b. Le négociant étranger dispose d'une filiale en Suisse (qui n'est pas un négociant de droit suisse) portant sa raison sociale ou une raison sociale similaire qui agit en qualité d'intermédiaire et transmet des ordres pour le premier. 58

- c. Le négociant étranger conclut avec des personnes physiques ou morales en Suisse des contrats de représentation exclusive pour agir en qualité d'intermédiaire. La représentation en Suisse agit comme seule représentante du négociant étranger. Elle perçoit des honoraires sur mandat (le plus souvent des rétrocessions). 59
  - d. Le négociant étranger conclut avec des personnes physiques ou morales en Suisse des contrats sans clause d'exclusivité pour agir en qualité d'intermédiaire, mais il autorise la représentation à utiliser sa raison sociale. La représentation perçoit aussi dans ce cas des honoraires sur mandat. 60
- Contrairement à ce qui précède en ce qui concerne les rapports entre le négociant étranger et la représentation en Suisse, les hypothèses suivantes ne tombent pas sous le coup de l'art. 39 al. 1 let. a ch. 2 OBVM :
- e. Le négociant étranger conclut avec des personnes physiques ou morales en Suisse des contrats sans clause d'exclusivité pour agir en qualité d'intermédiaire et n'autorise pas l'intermédiaire à utiliser sa raison sociale. 62
  - f. Il n'existe pas d'accords contractuels particuliers au sens des let. a–e entre l'intermédiaire en Suisse et le négociant étranger pour lequel il agit en qualité d'intermédiaire et auquel il transmet des ordres. 63

# Liste des modifications

**La présente circulaire est modifiée comme suit :**

*Les renvois à l'OB ont été adaptés à l'ordonnance sur les banques du 30 avril 2014.*

Modification du 12 août 2016

*Les renvois à la législation sur les marchés financiers ont été adaptés à la loi du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers et à l'ordonnance du 25 novembre 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers.*

Cm modifiés	6, 37
Cm abrogés	2, 29, 30, 31
Autres modifications	modification du titre avant Cm 3





## I. Reconnaissance des normes d'autorégulation

La FINMA reconnaît les normes d'autorégulation mentionnées dans l'annexe à la présente circulaire comme standards minimaux pour les destinataires indiqués ci-après. 1

## II. Destinataires de la circulaire

Les destinataires de la présente circulaire sont, selon leur activité : les banques<sup>1</sup>, les négociants en valeurs mobilières<sup>2</sup>, les entreprises d'assurance<sup>3</sup>, les groupes d'assurance et les conglomérats d'assurance<sup>4</sup> ainsi que les directions<sup>5</sup>, les sociétés d'investissement à capital variable<sup>6</sup>, les sociétés en commandite de placements collectifs<sup>7</sup>, les sociétés d'investissement à capital fixe<sup>8</sup>, les distributeurs<sup>9</sup>, les gestionnaires de placements collectifs<sup>10</sup> et les représentants de placements collectifs étrangers<sup>11</sup> au sens de la loi sur les placements collectifs (LPCC ; RS 951.31). 2\*

## III. Audit

Les sociétés d'audit vérifient le respect des normes d'autorégulation reconnues comme standards minimaux selon les dispositions de la Circ.-FINMA 13/3 « Activités d'audit » et consignent le résultat des mesures d'audit éventuelles dans le rapport d'audit. 3\*

---

<sup>1</sup> Au sens des art. 1 et 2 de la loi sur les banques (LB ; RS 952.0).

<sup>2</sup> Au sens de l'art. 2 let. d de la loi sur les bourses (LBVM ; RS 954.1).

<sup>3</sup> Au sens de l'art. 2 al. 1 de la loi sur la surveillance des assurances (LSA ; RS 961.01).

<sup>4</sup> Au sens de l'art. 2 al. 1 LSA.

<sup>5</sup> Au sens de l'art. 28 de la loi sur les placements collectifs (LPCC ; RS 951.31).

<sup>6</sup> Au sens de l'art. 36 LPCC.

<sup>7</sup> Au sens de l'art. 98 LPCC.

<sup>8</sup> Au sens de l'art. 110 LPCC.

<sup>9</sup> Au sens de l'art. 19 LPCC.

<sup>10</sup> Au sens des art. 18 LPCC.

<sup>11</sup> Au sens des art. 123 à 124 LPCC.

# Annexe

## Normes d'autorégulation reconnues par la FINMA

### I. Normes d'autorégulation de l'Association suisse des banquiers

<u>Directives</u> applicables à la gestion du risque-pays du 28 novembre 1997	1
<u>Directives</u> relatives au traitement des avoirs sans contact et en déshérence auprès de banques suisses (Directives Narilo) de décembre 2014	2
<u>Directive</u> relative aux notes de débiteurs étrangers du 16 juillet 2001	3
<u>Directives</u> d'attributions concernant le marché des émissions du 2 juin 2004	4
<u>Directives</u> concernant le traitement de la fausse monnaie, des fausses pièces de monnaie et de faux lingots en métal précieux du 13 mars 2007	5
<u>Directives</u> concernant l'information des investisseurs sur les produits structurés de septembre 2014 (en allemand: Richtlinien über die Information der Anlegerinnen und Anleger zu strukturierten Produkten)	6
<u>Recommandations</u> en matière de Business Continuity Management (BCM) du mois d'août 2013: uniquement les chiffres 4.4 Stratégie de Business Continuity Management, 4.5.1 Business Impact Analysis et 4.5.2 Options en matière de Business Recovery	7
<u>Directives</u> visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière du 22 janvier 2008	8
<u>Convention</u> relative à l'obligation de diligence des banques (CDB 2016) de 2016 (en allemand: Vereinbarung über die Standesregeln zur Sorgfaltspflicht der Banken 2016 [VSB 16]), valable jusqu'au 31 décembre 2019	9
Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2020 : <u>Convention</u> relative à l'obligation de diligence des banques (CDB 2020) de 2018 (en allemand: Vereinbarung über die Standesregeln zur Sorgfaltspflicht der Banken [VSB 20] vom 2018)	
<u>Règles de conduite</u> pour négociants en valeurs mobilières applicables à l'exécution d'opérations sur titres du 22 octobre 2008	10
<u>Directives</u> concernant les placements fiduciaires de 2016 (en allemand : Richtlinien betreffend Treuhandanlagen)	11
<u>Directives</u> concernant le mandat de gestion de fortune du 1 <sup>er</sup> mars 2017 (en allemand : Richtlinien für Vermögensverwaltungsaufträge)	12
<u>Directives</u> concernant l'examen, l'évaluation et le traitement des crédits garantis par gage immobilier du 29 août 2011, état au 4 juillet 2014 (en allemand : Richtlinien für die Prüfung, Bewertung und Abwicklung grundpfandgesicherter Kredite)	13
<u>Directives</u> relatives aux exigences minimales pour les financements hypothécaires du 14 mai 2012, état au 4 juillet 2014 (en allemand : Richtlinien betreffend Mindestanforderungen bei Hypothekendarfinanzierungen)	14
<u>Directives</u> sur l'obligation d'inventaire selon l'art. 24 al. 3 de la loi sur les placements collectifs de capitaux du 12 novembre 2013 (en allemand : Richtlinien über die Protokollierungspflicht nach Art. 24 Abs. 3 des Bundesgesetzes über die kollektiven Kapitalanlagen)	15

## II. Normes d'autorégulation de Swiss Funds & Asset Management Association SFAMA<sup>12</sup>

Directive pour les fonds immobiliers du 2 avril 2008, état au 13 septembre 2016 (en allemand : <a href="#">Richtlinien für die Immobilienfonds</a> )	16
Directive pour le calcul et la publication de performance de placements collectifs de capitaux du 16 mai 2008	17
Directive pour la distribution de placements collectifs de capitaux du 22 mai 2014 (en allemand : <a href="#">Richtlinie für den Vertrieb kollektiver Kapitalanlagen</a> )	18
Directive pour l'évaluation de la fortune de placements collectifs de capitaux et pour le traitement d'erreurs d'évaluation pour les placements collectifs de capitaux ouverts 20 juin 2008, état au 25 août 2015 (en allemand : <a href="#">Richtlinie für die Bewertung des Vermögens von kollektiven Kapitalanlagen und die Behandlung von Bewertungsfehlern bei offenen kollektiven Kapitalanlagen</a> )	19
Directives concernant le document d'« Informations clés pour l'investisseur » en matière de fonds en valeurs mobilières et autres fonds en placements traditionnels, sous la forme de fonds ouverts au public du 20 janvier 2012	20
Directives pour les fonds du marché monétaire du 6 juin 2012, état au 4 mai 2016 (en allemand : <a href="#">Richtlinie für Geldmarktfonds</a> )	21
Directive sur les obligations relatives à la perception d'émoluments, à la charge de frais ainsi qu'à leur utilisation (directive sur la transparence) du 22 mai 2014 (en allemand : <a href="#">Richtlinie für Pflichten im Zusammenhang mit der Erhebung von Gebühren und der Belastung von Kosten sowie deren Verwendung</a> (Transparenzrichtlinie)	22
Règles de conduite SFAMA du 7 octobre 2014 (en allemand: <a href="#">Verhaltensregeln SFAMA</a> )	23
Directive pour le calcul et la publication du « Total Expense Ratio » (TER) du 16 mai 2008, état au 20 avril 2015 (en allemand : <a href="#">Richtlinie zur Berechnung und Offenlegung der Total Expense Ratio (TER) von kollektiven Kapitalanlagen</a> )	24

## III. Autres organismes professionnels

<a href="#">Code de déontologie relatif à l'exercice de la profession de gérant de fortune indépendant</a> de l'Association Romande des Intermédiaires Financiers (ARIF) du 22 août 2016	25
« Norme di comportamento nell'ambito della gestione patrimoniale (NCGP) » de l'Organismo di Autodisciplina dei Fiduciari del Cantone Ticino (OAD-FCT) du 23 avril 2009, état au 14 novembre 2013	26
<a href="#">Règlement relatif aux règles-cadres pour la gestion de fortune</a> de l'Organisme	27

<sup>12</sup> Consultables sous <http://www.sfama.ch/>

d'autorégulation des gérants de patrimoine (OAR-G) du 7 novembre 2013

Règles d'Ethique Professionnelle du Groupement Suisse des Conseils en Gestion Indépendants (GSCGI) du 15 novembre 2013

28

Code suisse de conduite relatif à l'exercice de la profession de gérant de fortune indépendant de l'Association suisse des gérants de fortune (ASG) du 22 novembre 2013

29

« Standesregeln » de PolyReg Association générale d'autorégulation du 6 décembre 2013

30

« Verhaltensregeln in Sachen Ausübung der Vermögensverwaltung » du Verein zur Qualitätssicherung von Finanzdienstleistungen (VQF) du 18 novembre 2013

31

« Business Continuity Management (BCM) für Versicherungsunternehmen in der Schweiz – Mindeststandards und Empfehlungen » de l'Association Suisse d'Assurances (ASA) de juin 2015

32

Convention entre esisuisse et ses membres du 30 juin 2017 (en allemand: Vereinbarung zwischen esisuisse und ihren Mitgliedern vom 30. Juni 2017)

33

# Liste des modifications

## La présente circulaire est modifiée comme suit :

Modification du 6 décembre 2012 entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013

Cm modifié 3

*Dans toute la circulaire, le nom « Swiss Funds & Asset Management Association SFAMA » a remplacé « Association suisse des fonds de placement » le 2 juin 2014.*

Modification du 23 septembre 2015 entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2015

Cm modifié 2

---

## L'annexe « Normes d'autorégulation de l'Association suisse des banquiers » est modifiée comme suit :

Au 19 mars 2009, la « Convention des banques et des négociants en valeurs mobilières suisses relative à la garantie des dépôts du 5 mars 2009 » remplace la « Convention des banques et des négociants en valeurs mobilières suisses relative à la garantie des dépôts du 5 septembre 2005 ».

Au 29 juin 2009, les « Directives concernant les placements fiduciaires du 22 juin 2009 » remplacent les « Recommandations relatives aux opérations financières du 22 juin 1993 ».

Au 10 mai 2010, les « Directives concernant le mandat de gestion de fortune du 16 avril 2010 » remplacent les « Directives concernant le mandat de gestion de fortune du 21 décembre 2005 ».

Au 28 octobre 2011, les « Directives concernant l'examen, l'évaluation et le traitement des crédits garantis par gage immobilier du 28 octobre 2011 » remplacent les « Directives concernant l'examen, l'évaluation et le traitement des crédits garantis par gage immobilier du 16 décembre 2003 ».

Au 6 décembre 2011, la « Convention des banques et des négociants en valeurs mobilières suisses relative à la garantie des dépôts du 6 décembre 2011 » remplace la « Convention des banques et des négociants en valeurs mobilières suisses relative à la garantie des dépôts du 5 mars 2009 ».

Au 1<sup>er</sup> juin 2012, les « Directives relatives aux exigences minimales pour les financements hypothécaires du 1<sup>er</sup> juin 2012 » sont ajoutées.

Le 3 septembre 2013, les « Recommandations en matière de Business Continuity Management (BCM) du mois d'août 2013 (uniquement les chiffres 4.4 Stratégie de Business Continuity Management, 4.5.1 Business Impact Analysis et 4.5.2 Options en matière de Business Recovery) » remplacent les « Recommandations en matière de Business Continuity Management (BCM) du 14 novembre 2007 (uniquement les chiffres 5.4.1. Business Impact Analysis et 5.4.2. Business Continuity Strategy) ».

Au 13 novembre 2013, les « Directives de l'Association suisse des banquiers sur l'obligation d'inventaire selon l'art. 24 al. 3 de la loi sur les placements collectifs de capitaux du 12 novembre 2013 » sont ajoutées.

Au 5 décembre 2013, un nouveau titre III « Autres organismes professionnels » est ajouté à l'annexe (il remplace la N 11).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, les « Directives concernant le mandat de gestion de fortune du 6 novembre 2013 » remplacent les « Directives concernant le mandat de gestion de fortune du 16 avril 2010 ».

Au 1<sup>er</sup> septembre 2014, les « Directives concernant l'examen, l'évaluation et le traitement des crédits garantis par gage immobilier du 4 juillet 2014 » remplacent les « Directives concernant l'examen, l'évaluation et le traitement des crédits garantis par gage immobilier du 29 août 2011 ».

Au 1<sup>er</sup> septembre 2014, les « Directives relatives aux exigences minimales pour les financements hypothécaires du 4 juillet 2014 » remplacent les « Directives relatives aux exigences minimales pour les financements hypothécaires du 1<sup>er</sup> juin 2012 ».

Au 1<sup>er</sup> mars 2015, les « Directives concernant l'information des investisseurs sur les produits structurés de septembre 2014 de l'ASB et de l'ASPS » remplacent les « Directives concernant l'information des investisseurs sur les produits structurés de juillet 2007 ».

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, les « Directives relatives au traitement des avoirs sans contact et en déshérence auprès de banques suisses (Directives Narilo) de décembre 2014 » remplacent les « Directives relatives au traitement des avoirs (comptes, dépôts et compartiments de coffre-fort) auprès de banques suisses lorsque la banque est sans nouvelles du client du 3 février 2000 ».

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la « Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB 2016) de 2016 » remplace la « Convention relative à l'obligation de diligence des banques 2008 (CDB 08) du 10 avril 2008 et réglementation spéciale relative à l'identification de clients dans les opérations de cartes de crédit du 10 août 2004 ».

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, les « Directives concernant les placements fiduciaires de 2016 (en allemand : Richtlinien betreffend Treuhandanlagen) » remplacent les « Directives concernant les placements fiduciaires de 2011 ».

Au 1<sup>er</sup> mars 2017, les « Directives concernant le mandat de gestion de fortune du 1<sup>er</sup> mars 2017 (en allemand : Richtlinien für Vermögensverwaltungsaufträge) » remplacent les « Directives concernant le mandat de gestion de fortune du 6 novembre 2013 ».

La « convention des banques et des négociants en valeurs mobilières suisses relative à la garantie des dépôts du 6 décembre 2011 » est remplacée par la « convention entre esisuisse et ses membres du 30 juin 2017 (en allemand: Vereinbarung zwischen esisuisse und ihren Mitgliedern vom 30. Juni 2017) ».

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, la « Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB 20) de 2018 (en allemand: Vereinbarung über die Standesregeln zur Sorgfaltspflicht der Banken [VSB 20] vom 2018) » remplace la « Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB 2016) de 2016 (en allemand: Vereinbarung über die Standesregeln zur Sorgfaltspflicht der Banken 2016 [VSB 16]) ».

**L'annexe « Normes d'autorégulation de Swiss Funds & Asset Management Association SFAMA » est modifiée comme suit :**

Au 22 avril 2009, les « Règles de conduite pour l'industrie suisse des fonds du 30 mars 2009 » remplacent les « Règles de conduite du 30 août 2000 pour l'industrie suisse des fonds ».

Au 22 avril 2009, les « Règles de conduite pour gestionnaires de fortune de placements collectifs de capitaux du 31 mars 2009 » sont ajoutées.

Au 1<sup>er</sup> février 2012, les « Directives concernant le document "d'Informations clés pour l'investisseur" en matière de fonds en valeurs mobilières et autres fonds en placements traditionnels, sous la forme de fonds ouverts au public du 20 janvier 2012 » sont ajoutées.

Au 1<sup>er</sup> juillet 2012, les « Directives pour les fonds du marché monétaire du 6 juin 2012 » sont ajoutées.

Au 16 mai 2013, la « Directive concernant la transparence dans les commissions de gestion du 7 juin 2005 » est biffée.

Au 2 juin 2014, la « Directive pour la distribution de placements collectifs de capitaux du 22 mai 2014 » remplace la « Directive pour la distribution de placements collectifs de capitaux du 29 mai 2008 ».

Au 2 juin 2014, la « Directive sur les obligations relatives à la perception d'émoluments, à la charge de frais ainsi qu'à leur utilisation (directive sur la transparence) du 22 mai 2014 » est ajoutée.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, les « Règles de conduite SFAMA du 7 octobre 2014 » remplacent les « Règles de conduite pour l'industrie suisse des fonds du 30 mars 2009 » et les « Règles de conduite pour gestionnaires de fortune de placements collectifs de capitaux du 31 mars 2009 ».

Au 1<sup>er</sup> juin 2015, la « Directive pour le calcul et la publication du Total Expense Ratio (TER) du 20 avril 2015 » remplace la « Directive pour le calcul et la publication du Total Expense Ratio (TER) et du Portfolio Turnover Rate (PTR) de placement collectifs de capitaux du 16 mai 2008 ».

Au 1<sup>er</sup> juin 2016, la « Directive pour l'évaluation de la fortune de placements collectifs de capitaux et pour le traitement d'erreurs d'évaluation pour les placements collectifs de capitaux ouverts du 25 août 2015 » remplace la « Directive pour l'évaluation de la fortune de placements collectifs de capitaux et pour le traitement d'erreurs d'évaluation pour les placements collectifs de capitaux ouverts du 20 juin 2008 ».

Au 1<sup>er</sup> juin 2016, les « Directives pour les fonds du marché monétaire du 6 juin 2012 » sont actualisées (état au 4 mai 2016).

Au 1<sup>er</sup> décembre 2016, les « Directives pour les fonds immobiliers du 2 avril 2008 » sont actualisées (état au 13 septembre 2016).

**L'annexe « Autres organismes professionnels » est modifiée comme suit :**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, le « Code de déontologie relatif à l'exercice de la profession de gérant de fortune indépendant (Directive 14) du 18 novembre 2013 (ARIF) » remplace le « Code de



déontologie relatif à l'exercice de la profession des gérant de fortune indépendant (Directive 14) du 23 février 2009 (ARIF) ».

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, les « Norme di comportamento nell'ambito della gestione patrimoniale (NCGP) du 14 novembre 2013 (OAD-FCT) » remplacent les « Norme di comportamento nell'ambito della gestione patrimoniale (NCGP) du 23 avril 2009 (OAD-FCT) ».

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, le « Règlement de l'OAR-G relatif aux règles-cadres pour la gestion de fortune du 17 novembre 2013 » remplace le « Règlement de l'OAR-G relatif aux règles-cadres pour la gestion de fortune du 18 mai 2009 ».

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, les « Règles d'éthiques professionnelle du GSCGI du 15 novembre 2013 » remplacent les « Règles d'Ethique Professionnelle du GSCGI du 25 juin 2009 ».

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, les « Standesregeln des PolyReg allgemeiner Selbstregulierungs-Verein du 6 décembre 2013 » remplacent les « Standesregeln des PolyReg allgemeiner Selbstregulierungs-Verein (PolyReg) du 24 mars 2009 ».

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, les « Verhaltensregeln der Branchenorganisation für die Vermögensverwaltung des VQF Verein zur Qualitätssicherung von Finanzdienstleistungen in Sachen Ausübung der Vermögensverwaltung du 18 novembre 2013 » remplacent les « Verhaltensregeln der Branchenorganisation für die Vermögensverwaltung des VQF Verein zur Qualitätssicherung von Finanzdienstleistungen in Sachen Ausübung der Vermögensverwaltung du 25 février 2009 ».

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, le « Code suisse de conduite relatif à l'exercice de la profession de gérant de fortune indépendant du 22 novembre 2013 (ASG) » remplace le « Code suisse de conduite relatif à l'exercice de la profession de gérant de fortune indépendant du 30 mars 2009 (ASG) ».

Au 1<sup>er</sup> octobre 2015, les « Business Continuity Management (BCM) für Versicherungsunternehmen in der Schweiz – Mindeststandards und Empfehlungen » de juin 2015 de l'Association Suisse d'Assurances (ASA) sont ajoutées.





## I. Introduction

Il incombe à la FINMA de s'assurer que chaque personne exerçant à titre professionnel l'activité d'intermédiaire financier dans le secteur non bancaire soit affiliée en temps utile à un organisme d'autorégulation (OAR) ou au bénéfice d'une autorisation octroyée par la FINMA. 1

Pour remplir cette tâche de manière efficace, la FINMA doit pouvoir compter sur les informations relatives aux éventuels intermédiaires financiers actifs illégalement. Ces informations lui sont transmises par d'autres autorités, les participants au marché eux-mêmes ainsi que par les OAR. En particulier en relation avec l'affiliation, l'exclusion et la démission d'intermédiaires financiers, les OAR disposent régulièrement d'informations particulièrement utiles à la FINMA dans son activité de surveillance. 2

En principe, l'échange d'informations entre les OAR et la FINMA est régi par les art. 26 et 27 de la loi sur le blanchiment d'argent (LBA ; RS 955.0). En sus, la FINMA est autorisée à requérir des OAR tous les renseignements et documents dont elle a besoin pour accomplir sa tâche (art. 29 de la loi sur la surveillance des marchés financiers [LFINMA ; RS 956.1]). 3

La présente circulaire se fonde sur les dispositions légales précitées et décrit l'échange d'information requis par la loi et attendu par la FINMA afin de remplir efficacement ses tâches en ce qui concerne : 4

- l'affiliation à un OAR ; y compris
  - le retrait d'une demande d'affiliation par le demandeur ;
  - le refus d'une affiliation par l'OAR ;
- l'exclusion d'un membre par l'OAR ;
- la démission d'un membre de l'OAR.

Requérants et membres démissionnaires ou exclus sont informés par les OAR du fait que ces derniers communiquent leurs décisions à la FINMA. Il est de plus attendu des OAR qu'ils orientent les intermédiaires financiers concernés sur les bases juridiques de leur assujettissement, l'art. 11 de l'ordonnance du 11 novembre 2015 sur le blanchiment d'argent (OBA ; RS 955.01) ainsi que sur les dispositions pénales relatives à l'exercice d'une activité sans autorisation. L'annexe à la présente circulaire contient un bref résumé des dispositions légales ainsi que de la pratique de la FINMA relative à la réglementation des démissions et exclusions. 5

## II. Affiliation d'un intermédiaire financier à un OAR

Les OAR doivent communiquer toutes les affiliations de nouveaux membres à la FINMA dans le cadre des annonces trimestrielles ordinaires. Les annonces lors du jour d'affiliation peuvent être dans l'intérêt des intermédiaires financiers concernés lorsque des tiers se renseignent sur leur statut régulateur auprès de la FINMA. 6

En sus des annonces trimestrielles, lorsqu'ils savent ou doivent présumer qu'un intermédiaire financier a contrevenu aux obligations de l'art. 11 al. 1 let. b OBA, les OAR informent la FINMA sans délai après l'affiliation en indiquant tous les éléments pertinents dont ils disposent. 7

### III. Retrait d'une demande d'affiliation

Les OAR annoncent sans délai à la FINMA les intermédiaires financiers qui ont déposé une demande d'affiliation et qui l'ont retiré ultérieurement. Ils préciseront les motifs de retrait qui leur ont été indiqués. 8

Si l'OAR sait ou doit présumer qu'un intermédiaire financier qui a retiré sa demande d'affiliation est ou a été actif en violation de l'art. 11 al. 1 let. b OBA, il communique cette information à la FINMA dans le cadre de l'annonce selon l'alinéa précédant, en indiquant tous les éléments pertinents dont il dispose. 9

### IV. Refus d'une affiliation

Si un OAR refuse d'affilier un membre, il communique cet état de fait à la FINMA sans délai après la décision de première instance. Si la décision est motivée, ces motifs seront annexés à la communication. 10

Si l'OAR sait ou doit présumer qu'un intermédiaire financier à qui il a refusé l'affiliation est ou a été actif en violation de l'art. 11 al. 1 let. b OBA, il communique cette information à la FINMA dans le cadre de l'annonce selon l'alinéa précédent, en indiquant tous les éléments pertinents dont il dispose. 11

### V. Démission d'un membre d'un OAR

Toutes les démissions de membres doivent être communiquées à la FINMA par les OAR dans le cadre des annonces trimestrielles ordinaires. 12

En sus des annonces trimestrielles, l'OAR annonce à la FINMA sans délai après la fin de l'affiliation toutes les démissions de membres lorsque l'OAR sait ou doit présumer que le membre démissionnaire est actif à titre professionnel. La lettre de démission sera annexée à cette communication. 13

### VI. Exclusion d'un membre d'un OAR

L'OAR communique à la FINMA sans délai après la décision de première instance si un éventuel recours a été privé de l'effet suspensif, ou dès l'entrée en force de la décision de première instance ou de la décision arbitrale dans tous les autres cas, les exclusions de membres. Si la décision est motivée, ces motifs seront annexés à la communication. 14

# Annexe

## Bases légales

### I. Bases légales

#### A. L'exercice à titre professionnel de l'intermédiation financière dans le secteur non bancaire

La loi fédérale concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le secteur financier (Loi sur le blanchiment d'argent, LBA, RS 955.0) règle les obligations des intermédiaires financiers. Dans le secteur non bancaire, seuls les intermédiaires financiers exerçant l'intermédiation financière à titre professionnel sont soumis à la loi sur le blanchiment (art. 2 al. 3 LBA). Les conditions requises pour qu'une activité soit considérée comme exercée à titre professionnel sont définies dans l'OBA. 1

#### B. Les obligations lors du passage d'une activité d'intermédiation financière à titre non professionnel à une activité à titre professionnel

L'art. 11 OBA fixe les obligations incombant à une personne morale ou physique passant d'une activité d'intermédiation financière à titre non professionnel à une activité à titre professionnel et qui tombe, par conséquent, dans le champ d'application de la LBA : 2\*

- les obligations de diligence selon le chapitre 2 de la loi sur le blanchiment doivent être respectées immédiatement (art. 11 al. 1 let. a OBA) ;
- l'intermédiaire financier doit, dans un délai de deux mois depuis le changement, avoir déposé une demande d'affiliation auprès d'un OAR ou une demande d'autorisation auprès de la FINMA pour exercer son activité à titre professionnel (art. 11 al. 1 let. b OBA).

En outre, il est interdit à l'intermédiaire financier, tant qu'il n'est pas affilié à un OAR ou n'a pas reçu d'autorisation de la FINMA, d'effectuer des actes qui ne sont pas absolument nécessaires à la conservation des valeurs patrimoniales. 3\*

#### C. Surveillance par la FINMA

Les intermédiaires financiers au sens de l'art. 2 al. 3 LBA qui ne sont pas affiliés à un OAR sont directement soumis à la surveillance de la FINMA. Cette dernière peut, conformément à l'art. 24 al. 1 LFINMA, effectuer des contrôles sur place ou charger une société d'audit qu'elle aura désignée d'effectuer ces contrôles. 4

#### D. Mesures nécessaires au rétablissement de la légalité

En se fondant sur les art. 31 ss LFINMA et l'art. 20 LBA, la FINMA peut, lors de violations de loi sur le blanchiment et en particulier lorsqu'une activité assujettie est exercée illégalement, prendre les mesures nécessaires au rétablissement de la légalité. Ces mesures peuvent aller jusqu'à la liquidation de l'intermédiaire financier ou à sa radiation au registre du commerce. 5

#### E. Les dispositions pénales relatives à la conduite d'affaires sans autorisation

Celui qui exerce l'intermédiation financière dans le secteur non bancaire (art. 2 al. 3 LBA) 6\*

sans être affilié à un OAR ou sans être au bénéfice d'une autorisation de la FINMA (art. 14 LBA), exerce cette activité illégalement, sous réserve de l'art. 11 al. 2 et 12 al. 2 OBA, et encourt selon l'art. 44 LFINMA une peine privative de liberté de trois ans au plus ou une peine pécuniaire.

## F. Obligations en cas de démission et d'exclusion d'un OAR

L'art. 12 OBA décrit les obligations en cas de démission ou d'exclusion d'un OAR.

6.1\*

## II. Pratique de la FINMA

Abrogé

7\*

Abrogé

8\*

Abrogé

9\*

Abrogé

10\*

## Liste des modifications

*L'expression « loi fédérale du 10 octobre 1997 concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le secteur financier (LBA) » selon RS 955.0 remplace « loi fédérale du 10 octobre 1997 concernant la lutte contre le blanchiment d'argent (LBA) » selon RS 955.0. Cette modification a été insérée au Cm 1 de l'annexe.*

*L'expression « ordonnance du 18 novembre 2009 sur l'activité d'intermédiaire financier (OIF) » selon RS 955.071 remplace « ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers du 20 août 2002 sur l'activité d'intermédiaire financier exercée à titre professionnel au sens de la loi sur le blanchiment d'argent (OAIF-FINMA) » selon RS 955.20. Il a été tenu compte de cette modification dans toute la circulaire.*

*Les renvois à l'OIF ont été adaptés dans toute la circulaire aux adaptations de l'ordonnance sur le blanchiment d'argent (OBA ; RS 955.01) entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016.*

---

### **L'annexe est modifiée comme suit**

Les renvois à l'OIF ont été adaptés aux adaptations de l'ordonnance sur le blanchiment d'argent (OBA ; RS 955.01) entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le contenu des Cm suivants a été modifié :

Nouveau Cm	6.1
Cm modifiés	2, 3, 6
Cm abrogés	7 à 10
Autres modifications	nouveau titre principal avant le Cm 6.1 ; modification du titre de l'annexe





## I. But et fondements

La présente circulaire définit les règles-cadres qui sont utilisées par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA comme critères de référence lorsqu'une organisation professionnelle, dont les membres sont actifs dans le domaine de la gestion de fortune, souhaite faire reconnaître ses règles de conduite comme exigences minimales. 1

De nombreuses organisations professionnelles représentent les intérêts des entreprises (raisons individuelles, sociétés de personnes ou de capitaux) actives dans la gestion de fortune. La FINMA ne veut pas octroyer à l'une d'entre elles un droit exclusif en reconnaissant ses règles de conduite comme exigences minimales pour la branche. Elle entend au contraire reconnaître les règles de conduite de plusieurs organisations professionnelles comme exigences minimales. Afin d'assurer toutefois une équivalence minimale entre les règles de conduite des différentes organisations professionnelles, la FINMA fixe dans la présente circulaire les règles-cadres que lesdites règles de conduite doivent au moins concrétiser. Les règles-cadres constituent ainsi une sorte d'« exigence minimale pour les exigences minimales ». 2

Les titulaires d'une autorisation selon la loi sur les banques (LB ; RS 952.0) ou la loi sur les bourses (LBVM ; RS 954.1) sont soumis au respect de règles de conduite. Cela s'applique également aux titulaires d'une autorisation selon la loi sur les placements collectifs (LPCC ; RS 951.31) et à leurs mandataires. En matière de placements collectifs de capitaux, la FINMA peut décider que les règles de conduite adoptées par une organisation professionnelle ont valeur d'exigences minimales (art. 20 al. 2 LPCC). Elle peut également subordonner l'octroi d'une autorisation au respect des règles de conduite d'une organisation professionnelle (art. 14 al. 2 LPCC ; art. 27 de l'ordonnance sur les placements collectifs [OPCC ; RS 951.311]). Enfin, la FINMA peut aussi reconnaître comme exigences minimales les règles de conduite des organisations professionnelles des gérants de fortune indépendants (art. 3 al. 2 let. c LPCC). 3\*

Plusieurs normes d'autorégulation y afférentes sont aujourd'hui déjà reconnues par la FINMA comme standards minimaux (Circ.-FINMA 08/10 « Normes d'autorégulation reconnues comme standards minimaux »). 4\*

## II. Champ d'application

La FINMA considère ces règles-cadres comme des critères de référence pour la reconnaissance comme standard minimal de toutes les normes d'autorégulation qui lui sont soumises par les organisations professionnelles dont les membres sont actifs dans la gestion de fortune (également les banques et les négociants en valeurs mobilières). Dans la mesure où la LBVM, la LPCC et leurs ordonnances d'exécution prévoient des obligations pour les négociants en valeurs mobilières, respectivement les titulaires d'une autorisation, qui vont plus loin que les présentes règles-cadres, ce sont celles-là qui s'appliquent. La FINMA se réserve le droit de ne pas reconnaître des règles de conduite, si leur mise en œuvre effective par l'organisation professionnelle lui paraît douteuse. 5

Le contrôle du respect des devoirs du gérant de fortune en matière de lutte contre le blanchiment d'argent a lieu dans le cadre de la surveillance exercée par les autorités de surveillance ou les organismes d'autorégulation prévus par la LBA. La présente circulaire ne traite pas de l'autorégulation selon la LBA. 6

### III. Reconnaissance des règles de conduite

Les règles de conduite des organisations professionnelles dont les membres sont actifs dans la gestion de fortune doivent, pour pouvoir être reconnues, régler les points suivants et respecter les principes mentionnés ci-dessous : 7

#### A. Mandat de gestion de fortune

##### a) En général

Il faut établir un profil de risque tenant compte des expériences et des connaissances du client (Cm 23). Il définira la propension au risque du client et sa capacité à absorber les risques. 7.1\*

La stratégie de placement sera déterminée avec le client sur la base du profil de risque, de la situation financière ainsi que des restrictions de placement. 7.2\*

##### b) Forme du contrat

Le contrat de gestion de fortune est conclu en la forme écrite ou sous une autre forme qui permet d'en établir la preuve par un texte. 8\*

##### c) Contenu du contrat

Le contrat de gestion de fortune ou ses annexes contiennent notamment des indications sur : 9

- a) l'étendue des pouvoirs du gérant de fortune ;
- b) les objectifs et les restrictions de placement ;
- c) la monnaie de référence ;
- d) la méthode et la périodicité de la reddition de compte aux clients ;
- e) la rémunération du gérant de fortune ;
- f) une possible délégation de tâches à des tiers.

#### B. Devoirs du gérant de fortune

Le gérant de fortune présente toutes garanties d'une activité irréprochable. 10

##### a) Devoir de fidélité

Le gérant de fortune veille aux intérêts de ses clients. 11

Le gérant de fortune prend les mesures organisationnelles adéquates pour prévenir les conflits d'intérêts et veiller à ce que les clients ne soient pas lésés par de tels conflits d'intérêts. Lorsque de telles mesures ne peuvent exclure une lésion des clients, le gérant de fortune doit y rendre attentifs ces derniers. 12

Les modalités de la rémunération des personnes chargées de la gestion de fortune évitent les incitations qui peuvent engendrer un conflit avec le devoir de fidélité.	13
Les placements et transactions sont effectués dans l'intérêt des clients. Le gérant de fortune s'interdit en particulier :	14
<ul style="list-style-type: none"> <li>a) de procéder à des transactions sur les dépôts des clients sans l'existence d'un intérêt économique pour ceux-ci (barattage ou <i>churning</i>) ;</li> <li>b) d'exploiter la connaissance d'ordres de clients pour exécuter préalablement, parallèlement ou immédiatement après des transactions pour son propre compte (<i>front, parallel et after running</i>).</li> </ul>	
<b>b) Devoir de diligence</b>	
Le gérant de fortune adapte son organisation en fonction du nombre de ses clients, du volume des avoirs dont il a la gestion ainsi que des stratégies de placement suivies et des produits choisis.	15
Le gérant de fortune doit s'assurer que les placements effectués concordent en permanence avec le profil de risque ainsi que les objectifs et restrictions de placement.	16*
Le gérant de fortune revoit périodiquement les stratégies de placement qu'il met en œuvre ainsi que l'adéquation du profil de risque avec la situation actuelle des clients. Si le profil de risque ne correspond plus à celle-ci, il faut en informer les clients et les consigner par écrit ou sous une autre forme qui permet d'en établir la preuve par un texte.	17*
Dans la mesure où les stratégies de placement le permettent, le gérant de fortune veille à une répartition adéquate des risques.	18
Sauf s'il dispose d'une autorisation de la FINMA en tant que banque ou négociant en valeurs mobilières, le gérant de fortune n'accepte pas de dépôts de clients ni ne gère de comptes d'exécution. Les avoirs qui lui sont confiés pour la gestion sont déposés auprès d'une banque ou d'un négociant en valeurs mobilières et gérés au moyen d'une procuration écrite, ou sous une autre forme qui permet d'en établir la preuve par un texte, dont l'étendue est clairement définie.	19*
A condition que ce soit dans l'intérêt des clients, le gérant de fortune peut déléguer des tâches relevant de la gestion de fortune à des délégataires. Le gérant de fortune choisit, instruit et contrôle le délégataire avec diligence. Les tâches déléguées doivent être clairement définies et fixées par écrit. Le délégataire doit disposer des qualifications professionnelles requises pour assurer une exécution irréprochable des tâches déléguées. Il doit respecter des règles de conduite similaires à celles auxquelles le gérant de fortune est tenu.	20*
Le gérant de fortune prend les mesures nécessaires en cas d'empêchement ou de décès.	21
<b>c) Devoir d'information</b>	
Le gérant de fortune rend attentif ses clients à l'existence des règles de conduite de l'organisation professionnelle dont il est membre.	22
Le gérant de fortune informe de façon adéquate ses clients, compte tenu de leurs expériences	23*

et connaissances, quant aux risques liés aux objectifs, aux restrictions et aux stratégies de placement définies. Cette information peut intervenir de façon standardisée.

Dans la mesure où il ne s'agit pas d'information publique, le gérant de fortune informe ses clients des changements importants intervenus au sein du personnel, dans l'organisation ou dans son actionnariat, qui touchent directement les clients. 24

Le gérant de fortune doit régulièrement, ainsi qu'à la demande de ses clients, rendre compte de sa gestion en tant que mandataire. 25

Dans le cadre de son devoir de rendre compte, le gérant de fortune respecte les standards utilisés dans la branche pour ce qui a trait notamment à la méthode de calcul utilisée, à la période de temps choisie et, le cas échéant, aux indices de référence choisis. 26

### C. Rémunération du gérant de fortune

Le gérant de fortune règle avec ses clients dans les contrats écrits ou sous une autre forme qui permet d'en établir la preuve par un texte (voire dans leurs annexes) la nature, les modalités et les éléments de sa rémunération. 27\*

Le contrat de gestion de fortune définit qui est le bénéficiaire de toutes les prestations reçues de tiers en relation étroite avec l'exécution du mandat ou à l'occasion de son exécution. 28\*

Le gérant de fortune rend ses clients attentifs aux conflits d'intérêts pouvant résulter de la perception de prestations de la part de tiers. 29

Le gérant de fortune informe ses clients des paramètres de calcul et des fourchettes de valeurs des prestations qu'il reçoit ou pourrait recevoir de tiers. Pour autant que cela soit possible, il le fait pour chaque catégorie de produit. 30\*

A la demande de ses clients, le gérant de fortune rend en outre compte de l'importance des prestations déjà reçues de tiers. 31\*

### D. Contrôle et sanctions

Pour les gérants de fortune non soumis à une surveillance de la FINMA, les organisations professionnelles veillent à mettre en place un contrôle du respect des règles de conduite et des sanctions en cas de violation desdites règles. 32

## IV. Dispositions finales

Abrogé 33\*

Les organismes d'autorégulation peuvent reprendre dans leurs règlements les modifications du 29 juin 2016 des Cm 8, 17, 19, 20 et 27 sans faire approuver ces modifications par la FINMA. Ils font parvenir à la FINMA une copie des règlements adaptés. Les règles s'écartant de la présente circulaire sont soumises à l'approbation de la FINMA. 34\*

# Liste des modifications

## La présente circulaire est modifiée comme suit :

Modifications du 30 mai 2013 entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2013

Nouveaux Cm	7.1, 7.2
Cm modifiés	3, 4, 16, 17, 23, 28, 30, 31, 33

Modifications du 10 juin 2016 entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2016

Nouveau Cm	34
Cm modifiés	8, 17, 19, 20, 27
Cm abrogé	33



## I. Contexte initial

Les systèmes de rémunération font partie intégrante de l'organisation de l'établissement financier ; ils peuvent influencer de manière décisive sur les rapports entre capital, liquidités et risques. De plus, les rémunérations revêtent un caractère incitatif. Mais une telle incitation ne doit pas pour autant pousser les collaborateurs à prendre des risques démesurés, à violer le droit en vigueur ou des instructions ou encore à ne pas respecter les conventions. Les systèmes de rémunération doivent au contraire encourager les personnes au service de l'établissement financier à promouvoir le succès durable et la stabilité de l'établissement financier. Les risques encourus doivent être pris en compte dans la rémunération. 1

La présente circulaire définit des normes minimales pour la conception, la mise en œuvre et la publication des systèmes de rémunération dans les établissements financiers. On tiendra compte du principe de la proportionnalité dans l'application de cette circulaire. Il faut prendre en considération notamment la complexité, la taille et le profil de risque de l'établissement financier et de ses diverses unités, ainsi que les fonctions, les activités et le montant de la rémunération des bénéficiaires. 2

La présente circulaire complète pour les établissements financiers les dispositions du code des obligations, notamment l'ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb ; RS 221.331), ainsi que les prescriptions boursières en matière de publicité des rémunérations, sans cependant les remplacer. Elle s'applique indépendamment de la forme juridique et d'une éventuelle cotation en bourse. 3\*

## II. Champ d'application

La présente circulaire s'applique aux assujettis à l'autorité suisse de surveillance des marchés financiers suivants : les banques, négociants en valeurs mobilières, groupes et conglomérats financiers, entreprises d'assurance, groupes et conglomérats d'assurance, ainsi que les titulaires d'autorisations au sens de l'art. 13 al. 2 de la loi sur les placements collectifs (LPCC ; RS 951.31). Ils sont désignés ci-après par le terme d'établissements financiers. Un établissement financier qui appartient à un groupe financier ou d'assurance ou à un conglomérat financier ou d'assurance n'a pas besoin d'édicter un règlement sur la rémunération (selon le Cm 18), de mettre en place un comité de rémunération (selon le Cm 21) ni d'établir un rapport sur les rémunérations (selon les Cm 62 ss), si le groupe ou le conglomérat est le destinataire de cette circulaire, s'il est soumis au règlement sur la rémunération et au comité de rémunération du groupe ou du conglomérat et si le rapport sur les rémunérations du groupe ou du conglomérat tient dûment compte de l'établissement financier. 4\*

La présente circulaire s'applique aux sociétés de groupe et succursales suisses et étrangères d'établissements financiers, soumises à l'obligation de consolidation. Si des réglementations étrangères contraignantes s'opposent à l'application de la présente circulaire ou si l'application conduit à un sérieux handicap sur le marché du travail étranger, l'établissement financier concerné en informera la FINMA. Cette dernière procédera alors à une appréciation de la situation et peut dans ce cadre consulter des autorités de surveillance étrangères. La FINMA peut libérer totalement ou partiellement un établissement financier de l'obligation de respecter les présentes prescriptions sur lesdits marchés du travail étrangers. 5

Les établissements financiers suivants doivent impérativement appliquer la présente circulaire:



- Les banques, négociants en valeurs mobilières, groupes et conglomérats financiers qui doivent, au niveau de chaque établissement, du groupe ou du conglomérat financier détenir des fonds propres (exigences minimales selon les art. 7 ss et 42 de l'ordonnance sur les fonds propres [OFR ; RS 952.03]) d'au moins 10 milliards de CHF. 6\*
- Les entreprises, groupes ou conglomérats d'assurance qui doivent, au niveau de l'entreprise, du groupe ou du conglomérat d'assurance détenir des fonds propres nécessaires en fonction des risques auxquels l'entreprise, le groupe ou le conglomérat d'assurance sont exposés (capital cible selon les art. 22 al. 2, 198 et 204 de l'ordonnance sur la surveillance [OS ; RS 961.011]) d'au moins 15 milliards de CHF. 7\*

Il est recommandé aux établissements financiers qui ne sont pas absolument obligés d'appliquer la présente circulaire de reprendre les principes mentionnés ci-dessous comme lignes directrices pour leurs propres systèmes de rémunération. 8\*

Dans des cas motivés, la FINMA peut imposer à un établissement financier qui n'est pas absolument obligé d'appliquer la présente circulaire qu'il la respecte néanmoins partiellement ou intégralement. Une telle exigence est par exemple indiquée en raison du profil de risque d'un établissement financier, de ses activités ou de ses relations commerciales, ou encore si son système de rémunération comporte des risques disproportionnés. 9\*

La circulaire concerne toutes les personnes qu'un rapport de travail lie à un établissement financier ou une unité proche de ce dernier et qui sont rémunérées pour un travail effectué pour l'établissement financier, y compris celles chargées de la gestion de l'établissement (« direction »). Elle s'applique également aux personnes en charge de la haute direction, de la surveillance et du contrôle (« conseil d'administration »). Par contre, elle ne s'applique pas à la rémunération des associés indéfiniment responsables de l'établissement financier ni de personnes qui participent, directement ou indirectement, au capital de l'établissement financier à hauteur d'au moins 10 %. 10

### III. Notions

#### Rémunération globale:

Toutes les prestations pécuniaires que l'établissement financier verse directement ou indirectement à une personne pour le travail qu'elle fournit en sa qualité d'employé ou d'organe (par ex. paiements en espèces, prestations en nature, charges fondant ou augmentant des droits à des prestations de prévoyance, rentes, attribution de participations, droits de conversion et droits d'option, renonciation à des créances). 11

#### Rémunération variable:

Partie de la rémunération globale dont le versement ou le montant est laissé à l'appréciation de l'établissement financier ou qui dépend de la survenance de certaines conditions convenues, y compris la rétribution dépendant de la performance ou du résultat, comme les provisions et les commissions. Les indemnités à l'engagement et les indemnités de départ sont aussi définies comme rémunération variable. 12

#### Indemnité à l'engagement:

Rémunération négociée d'un seul tenant lors de la conclusion d'un contrat d'engagement. Est aussi considérée comme indemnité à l'engagement une prestation versée à titre compensa- 13

toire pour des prétentions échues envers un précédent employeur.

**Indemnité de départ:**

Rémunération négociée pour la fin d'un contrat d'engagement. 14

**Pool global:**

Total de toutes les rémunérations variables attribuées pour un exercice, indépendamment de leur forme, de l'existence d'une garantie contractuelle, du moment de leur attribution ou de leur versement, ou encore de conditions ou charges qui leur seraient liées. Il faut également imputer au pool global les indemnités à l'engagement et les indemnités de départ versées durant l'exercice concerné. 15

**IV. Principes**

**Principe n° 1: le conseil d'administration est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de rémunération de l'établissement financier, il édicte un règlement sur la rémunération** 16

Le conseil d'administration définit la politique de rémunération de l'établissement financier. Il est responsable de la mise en œuvre de cette politique en tant qu'organe exerçant la haute direction, la surveillance et le contrôle. 17

Le conseil d'administration édicte un règlement sur la rémunération s'appliquant à toutes les personnes au service de l'établissement financier et répondant aux présents principes et dispositions. Il vérifie ce règlement régulièrement. 18

Le conseil d'administration peut en principe reprendre un système de rémunération prescrit à l'échelle du groupe, pour autant que ce système réponde aux dispositions de la présente circulaire. 19

Le conseil d'administration approuve chaque année les rémunérations des membres de la direction, des responsables des fonctions de contrôle et le pool global de l'établissement financier. 20\*

Le conseil d'administration ou l'assemblée générale des établissements financiers cotés met en place un comité de rémunération. Ce comité doit assurer un soutien indépendant et compétent au conseil d'administration. 21\*

Le conseil d'administration se fait régulièrement informer de la mise en œuvre du règlement sur la rémunération au niveau opérationnel et de l'évolution des rémunérations. 22

**Principe n° 2: le système de rémunération est structuré de manière simple, transparente et réalisable, il est orienté sur le long terme** 23

Le système de rémunération doit être compréhensible et intelligible. Les éléments du système doivent être communiqués clairement aux personnes concernées. Aucune transaction (par ex. opérations de couverture) allant à l'encontre de l'efficacité des éléments du système de rémunération. 24\*

nération ne doit être effectuée.

Le système de rémunération assure suffisamment de continuité. Il doit être structuré de manière à être judicieux et acceptable indépendamment de la marche des affaires de l'établissement financier. 25

L'établissement financier veille à ce que les contrats passés avec les personnes concernées répondent aux exigences de la présente circulaire et du règlement sur la rémunération. Si nécessaire, il faut adapter les contrats. 26

### Principe n° 3: des fonctions indépendantes ainsi que des spécialistes sont associés à la conception et à l'application du système de rémunération 27

Il faut assurer l'indépendance et l'objectivité dans la conception et l'application du système de rémunération. Le service du personnel et certains titulaires d'une fonction de contrôle (par ex. contrôle des risques ou compliance) y seront donc associés dans une approche plurisectorielle. 28

A intervalles appropriés, le conseil d'administration fait vérifier par une fonction indépendante (par ex. la révision interne) si la conception et la mise en œuvre du système de rémunération correspondent à la politique de rémunération qu'il a fixée et répondent aux exigences de la circulaire. 29

### Principe n° 4: la structure et le montant des rémunérations globales concordent avec la politique de risque de l'établissement financier et encouragent la prise de conscience des risques 30

Est considéré comme risque au sens de la présente circulaire tout risque que l'établissement financier encourt dans le cadre de ses activités commerciales. Cela englobe en particulier les risques de marché, de crédit et de liquidité ainsi que les risques actuariels et opérationnels, y compris les risques juridiques et de compliance, ainsi que les risques de réputation. 31

Plus une personne assume de responsabilités stratégiques ou opérationnelles, plus sa rémunération doit tenir compte des risques dont elle est responsable. 32

Dans cette optique, il faut prendre en compte tous les risques essentiels qui relèvent de la sphère d'influence de la personne, ce qui inclut les risques engendrés dans les unités d'organisation placées sous sa responsabilité. 33

Les risques dont l'étendue ou la probabilité de survenance ne peuvent être évalués que difficilement à l'avance doivent également être pris en compte de manière appropriée. 34

Les unités chargées du contrôle des risques de l'établissement financier effectuent l'évaluation des risques déterminante et la surveillent. 35

Les rémunérations et les critères d'attribution déterminants ne doivent pas inciter à prendre des risques démesurés, à violer le droit en vigueur ou des instructions ou encore à ne pas respecter les conventions. 36

Les risques sont disproportionnés notamment 37

- lorsqu'ils ne correspondent pas aux objectifs stratégiques et opérationnels, ou à la capacité de risque de l'établissement financier;
- si l'organisation, les processus et les collaborateurs dont dispose l'établissement financier ne permettent pas de les gérer et de les contrôler de manière appropriée;
- si certaines parties prenantes de l'établissement financier, y compris les clients, peuvent être défavorisées de manière indue.

Les instruments de rémunération, la part de la rémunération variable dans la rémunération globale ainsi que la relation entre les rémunérations immédiates et différées doivent être structurés conformément à ce principe. 38

### **Principe n° 5: les rémunérations variables sont couvertes à long terme par le succès économique de l'établissement financier** 39

Les rémunérations variables doivent être intégrées dans la planification des liquidités et du capital. Elles ne peuvent compromettre les objectifs en termes de capitaux. 40

La taille du pool global est fonction du succès économique à long terme de l'établissement financier. On tiendra compte à cet effet du caractère durable de ce succès ainsi que des risques encourus. Il faut prendre en considération l'intégralité des coûts du capital, y compris de ceux du capital propre. Les coûts du capital reflètent le profil de risque de l'établissement financier. 41

En cas de mauvaise marche des affaires, le pool global doit être réduit de manière décisive, voire supprimé. 42

Les modèles et les processus qu'un établissement financier utilise pour déterminer les rémunérations variables au niveau de l'ensemble de l'établissement et de ses unités concordent avec sa stratégie commerciale et sa politique de risque. 43

### **Principe n° 6: la rémunération variable est attribuée selon des critères durables** 44

L'attribution des rémunérations variables à des unités et des personnes déterminées doit dépendre de critères durables et compréhensibles qui correspondent à la politique commerciale et de risque de l'établissement financier. 45

La violation grave de prescriptions internes ou externes entraîne une réduction, voire la déchéance de la rémunération variable (« malus »). 46\*

Des indemnités à l'engagement ou des indemnités de départ ne seront versées que dans des cas motivés. Ils seront fixés par le règlement sur la rémunération et devront obtenir l'agrément du conseil d'administration à partir d'un montant déterminé. 47

### **Principe n° 7: les rémunérations différées lient la rémunération à l'évolution future du succès et des risques** 48

L'établissement financier verse une partie de ses rémunérations sous forme différée, dans la 49

mesure où cela est judicieux en fonction de son profil de risque.

Une rémunération différée est une rémunération dont le bénéficiaire ne peut disposer librement qu'à l'issue d'un certain délai et dont la valeur varie durant ce délai. 50

Les rémunérations différées doivent être conçues de façon à tenir compte de la stratégie commerciale et de la politique de risque de l'établissement financier. Elles seront structurées de manière à favoriser le plus possible la prise de conscience des risques par les bénéficiaires, en les incitant à exercer une activité durable. 51

Le délai doit tenir compte de l'horizon temporel des risques assumés par le bénéficiaire. Le délai est d'au moins trois ans pour les rémunérations différées des membres de la direction, des personnes dont la rémunération globale est proportionnellement importante, ainsi que de celles dont l'activité influe notablement sur le profil de risque de l'établissement financier. Avant la fin du délai, le versement définitif de la rémunération s'effectue tout au plus au prorata. 52

Plus les responsabilités et la rémunération globale du bénéficiaire sont élevées, plus la part différée de sa rémunération doit être élevée. Une partie importante de la rémunération de la direction, des personnes dont la rémunération globale est proportionnellement importante, ainsi que de celles dont l'activité influe notablement sur le profil de risque de l'établissement financier, doit être versée de manière différée. Si la fonction exercée par une personne ou le montant de sa rémunération globale font qu'il n'est ni judicieux ni approprié de lui octroyer sa rémunération sous forme différée, cette dernière peut lui être accordée sans aucun décalage. 53

Durant ce délai, l'évolution des valeurs est symétrique à celle des critères d'évaluation clairement définis et objectifs qui tiennent intégralement compte des revenus, des charges et des coûts du capital ou qui sont liés à la valeur de l'entreprise. Une évolution négative de ces critères doit avoir pour effet une baisse décisive de la valeur pouvant aller jusqu'à la perte intégrale. Une hausse de la valeur accompagnant l'évolution positive des critères ne peut pas être disproportionnée par rapport à la dépréciation potentielle ou aux critères eux-mêmes. 54

Dans la mesure où cela sert la prise de conscience des risques et la durabilité tout en étant proportionné au but à atteindre, il faut pouvoir révoquer tout ou partie des rémunérations différées pour la personne concernée lorsque des pertes ont été réalisées dans son champ de responsabilité. 55

En cas de mauvaise marche des affaires, notamment lorsqu'une perte est publiée dans les comptes annuels, les rémunérations variables qui ne sont pas différées doivent être réduites à un minimum. 56

### Principe n° 8: les indemnités versées aux titulaires des fonctions de contrôle ne créent pas de conflits d'intérêts 57

Remplissent des fonctions de contrôle au sens du principe susmentionné notamment toutes les personnes responsables de la gestion qualitative et quantitative des risques et du contrôle des risques, du domaine juridique, de la compliance, de l'actuariat, de la révision interne et des systèmes de contrôle interne. 58

Le système de rémunération des titulaires de fonctions de contrôle ne doit pas créer des incitations qui engendrent des conflits d'intérêts avec les missions de ces unités. La fixation de la 59

rémunération variable de ces personnes ne doit pas dépendre directement du résultat des unités d'affaires à surveiller, ou de produits et transactions spécifiques.  
La rémunération globale des titulaires de fonctions de contrôle doit être suffisamment at- 60  
trayante pour des personnes qualifiées et expérimentées.

### Principe n° 9: le conseil d'administration établit un rapport annuel 61 sur la mise en œuvre de la politique de rémunération

Dans le cadre de son rapport annuel, le conseil d'administration établit un rapport sur les ré- 62  
munérations exposant la mise en œuvre du règlement sur la rémunération et de sa politique  
de rémunération.

Le rapport sur les rémunérations précise les points suivants:

- principales caractéristiques de la composition et du fonctionnement du système de 63  
rémunération, compétences et procédures;
- conception, critères d'évaluation, principes d'évaluation et évaluation des instruments 64  
de rémunération appliqués;
- indications relatives aux rémunérations de l'exercice en cours (sans les débits et crédits 65  
issus de rémunérations des exercices précédents qui ont un impact sur le compte de  
résultat), ventilées selon l'instrument de rémunération (paiement en espèces, actions,  
options, etc.):
  - somme des rémunérations globales; 65
  - somme des rémunérations différées dues (pool global) et nombre de bénéfici- 66  
ciaires;
- somme des rémunérations différées encore dues, ventilées selon l'instrument de rému- 67  
nération (paiement en espèces, actions, options, etc.);
- débits et crédits de l'exercice en cours issus de rémunérations des exercices précé- 68  
dents qui ont un impact sur le compte de résultat ;
- s'agissant du conseil d'administration, de la direction et des personnes dont l'activité 69  
influe notablement sur le profil de risque de l'établissement financier:
  - somme des indemnités à l'engagement versées durant l'exercice et nombre de 69  
bénéficiaires;
  - somme des indemnités de départ versées durant l'exercice et nombre de bénéfici- 70  
ciaires.

La publication du rapport sur les rémunérations s'aligne sur les prescriptions valables pour la 71  
publication du rapport annuel. Le rapport sur les rémunérations est communiqué dans tous les  
cas à la FINMA.

Principe n° 10: les dérogations aux présents principes ne sont possibles que dans des cas exceptionnels et motivés et doivent être publiées	72
L'établissement financier doit motiver les faits au cas par cas, en sus des éléments du principe n° 9. En plus de la justification, doivent être communiqués notamment la structure, la forme et le montant des rémunérations versées par dérogation aux présentes dispositions, de même que les secteurs d'activité et fonctions en ayant bénéficié au sein de l'établissement financier.	73
Les dispositions sur le rapport et la publication (Cm 61 à 71) doivent toujours être respectées.	74
<b>V. Mise en œuvre</b>	
Les établissements financiers doivent évaluer la mise en œuvre de la présente circulaire et le respect des règles qu'elle contient puis rédiger un rapport conforme aux exigences de la FINMA à l'intention de cette dernière d'ici au 30 avril 2011 au plus tard. Les sociétés d'audit doivent attester ce rapport.	75
La FINMA se réserve le droit de vérifier elle-même ou avec l'aide de tiers le respect des dispositions de la présente circulaire par les établissements financiers. Ces mesures se substituent à un contrôle régulier par les sociétés d'audit.	76
Dans des cas motivés, la FINMA peut formuler des exigences dépassant ces normes minimales vis-à-vis du système de rémunération d'un établissement financier.	77
La FINMA peut ordonner des mesures, notamment imposer un supplément de fonds propres, à l'encontre d'établissements financiers qui s'écartent des dispositions de la présente circulaire.	78
La FINMA se réserve le droit de limiter le versement de rémunérations variables dans la mesure où celles-ci compromettent nettement les objectifs en termes de capitaux (que ces objectifs soient ordonnés ou attendus).	79
La FINMA évalue l'efficacité de la présente circulaire, par exemple sur la base de l'auto-évaluation des établissements financiers, de clarifications supplémentaires et de comparaisons croisées. L'évaluation sert à un éventuel développement ultérieur de la circulaire, en coordination aussi avec les directives internationales.	80
<b>VI. Dispositions transitoires</b>	
Les dispositions de la présente circulaire doivent être respectées intégralement à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2011.	81
Les dispositions des Cm 65 à 71 relatives à la publication s'appliquent pour la première fois au rapport pour l'exercice 2010.	82
Si des engagements impératifs pris par l'établissement financier l'empêchent de respecter l'intégralité des présentes dispositions dès le 1 <sup>er</sup> janvier 2011, il établira un calendrier contraignant pour leur mise en œuvre.	83

# Liste des modifications

**La présente circulaire est modifiée comme suit :**

Modification du 1<sup>er</sup> juin 2012 entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013

*Dans toute la circulaire, les renvois à l'ordonnance sur les fonds propres (OFR ; RS 952.03) ont été adaptés à la version de ladite ordonnance qui entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2013.*

Modification du 3 décembre 2015 entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016

Cm modifié                      7

Modifications du 22 septembre 2016 entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2017

Cm modifiés                      3, 4, 6, 8, 9, 20, 21, 24, 46



FINMA – Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers

## Circulaire 2010/2 Repo/SLB

### Opérations de mise/prise en pension et de prêt/emprunt de titres (Repo/SLB)

Référence:	Circ.-FINMA 10/2 « Repo/SLB »
Publication:	17 décembre 2009
Entrée en vigueur:	30 juin 2010
Dernière modification:	3 juillet 2014 [les modifications sont signalées par * et figurent à la fin du document]
Bases légales:	LFINMA art. 7 al. 1 let. b LB art. 3 LBVM art. 10 et 11

Destinataires	
LB	LSA
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Banques	
Groupes et congl. financiers	
Autres intermédiaires	
Assureurs	
Groupes et congl. d'assur.	
Intermédiaires d'assur.	
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Négociants en valeurs mob.	
Plates-formes de négociation	
Contreparties centrales	
Dépôtaires centraux	
Référentiels centraux	
Systèmes de paiement	
Participants	
Directions de fonds	
SICAV	
Sociétés en comm. de PCC	
SICAF	
Banques dépositaires	
Gestionnaires de PCC	
Distributeurs	
Représentants de PCC étr.	
Autres intermédiaires	
OAR	
IFDS	
Entités surveillées par OAR	
Sociétés d'audit	
Agences de notation	

## I. Objet et champ d'application

Par cette circulaire, l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA définit les règles applicables aux prêts/emprunts de titres conclus avec la clientèle (Cm 4–20) et règle la gestion des risques (Cm 44). Les prêts/emprunts de titres sont désignés par l'abréviation « SLB » (*Securities Lending and Borrowing*). 1\*

Les banques, les négociants en valeurs mobilières et les directions de fonds ainsi que les entreprises d'assurance ne sont pas considérés comme des clients. 2

Cette circulaire s'adresse aux banques et négociants en valeurs mobilières. 3\*

## II. Règles applicables aux SLB avec la clientèle

### A. Obligations générales d'information et de déclaration

Les banques et négociants en valeurs mobilières qui empruntent des titres issus de portefeuilles de clients en qualité de contrepartie, ou qui effectuent de telles opérations en qualité d'agent, doivent informer préalablement et clairement les clients (prêteurs de titres) des risques afférents à chacune de ces opérations. La prise de connaissance doit être documentée séparément ou dans le contrat SLB (Cm 12). 4

Il convient notamment d'attirer l'attention des clients sur les éléments suivants: 5

- Le client doit savoir si la banque ou le négociant en valeurs mobilières intervient en qualité d'emprunteur et donc de contrepartie (*principal*) ou fait seulement office d'intermédiaire auprès d'un tiers en qualité d'agent. S'agissant d'opérations d'intermédiation concernant des SLB non couverts, le client doit en outre savoir si la banque ou le négociant en valeurs mobilières garantit la restitution des titres prêtés. 6
- Le client perd ses droits de propriété sur les titres prêtés. Il n'a qu'un droit de remplacement de même nature et quantité à l'égard de l'emprunteur et, en cas de faillite de ce dernier, il perd le droit de faire valoir une quelconque prétention en restitution des titres prêtés (suppression du droit de distraction). 7
- En cas de faillite de l'emprunteur et d'un éventuel garant, le client n'a à leur égard qu'une créance à hauteur de la valeur des titres prêtés. Cette créance ne bénéficie d'aucun privilège et n'est pas couverte par la garantie des dépôts (art. 37h de la loi sur les banques [LB ; RS 952.0]). Seul les SLB couverts sont assortis d'une couverture supplémentaire à hauteur des sûretés consenties. 8
- Les droits patrimoniaux et sociaux inhérents aux différents titres, notamment les droits de vote, passent à l'emprunteur pour la durée de l'emprunt (sauf convention contraire). Le client conserve toutefois le risque de dépréciation des titres. 9

### B. SLB non couvert

Le SLB non couvert n'est pas autorisé avec la clientèle privée. Ne sont pas considérés comme « clientèle privée » les investisseurs qualifiés au sens de l'art. 10 al. 3, 3<sup>bis</sup> et 3<sup>ter</sup> de loi sur les placements collectifs (LPCC ; RS 951.31). 10

### C. Contrat de SLB et contenu dudit contrat

Dans le cadre de leur gestion des risques, il incombe aux banques et négociants en valeurs mobilières de veiller à ce que leurs contrats de SLB soient rédigés de manière efficace et juridiquement réalisable. 11

S'agissant de sa participation au SLB, le client doit donner son accord expressément et préalablement, et ce dans un contrat séparé des conditions générales mais qui peut être combiné avec d'autres contrats. 12

Le client doit avoir la possibilité d'exclure certains titres du SLB. 13

Il convient de définir des règles quant au droit du client à des paiements compensatoires pour le rendement venant à échéance issus des titres prêtés. 14

Les clients doivent être indemnisés pour le prêt de leurs titres (*lending fee*). Les critères de calcul de cette indemnité doivent figurer dans le contrat en termes généraux. 15

Le client peut résilier le contrat de SLB et chacun des prêts à tout moment et avec effet immédiat. Si une durée fixe a été expressément convenue, alors seulement ce prêt prend fin à l'expiration du délai fixé. Les délais et modalités du remplacement de même nature et quantité doivent être réglés. 16

#### D. Décompte

La banque ou le négociant en valeurs mobilières doit établir régulièrement pour le client un décompte des paiements compensatoires (Cm 14) et des indemnités (Cm 15). 17

Le décompte doit indiquer quel titre a été prêté pour quelle durée, et quels droits à indemnités et paiements compensatoires cette opération a fait naître pour le client. Le client peut exiger des informations complémentaires s'agissant du calcul concret de sa prétention. 18

#### E. Relevé de dépôt

Dans le relevé de dépôt, les titres prêtés doivent être identifiés. En outre, la participation courante à un SLB doit être indiquée au client. 19

#### F. Inscription au registre

Après chaque opération de SLB portant sur des titres de participation, la banque ou le négociant en valeurs mobilières doit immédiatement demander l'inscription et la radiation au registre correspondant, pour autant que le client concerné n'y renonce pas expressément (actions dispo).<sup>1</sup> 20

### III. Traitement des Repo et SLB dans le cadre des prescriptions en matière de liquidités (art. 12 ss OLiq)

Abrogé 21\*

Abrogé 22\*

<sup>1</sup> Sous réserve de toute adaptation rendue nécessaire par le modèle « *nominee* » (*Nominee-Modell*) prévu dans le cadre de la révision du droit de la société anonyme.

Abrogé	23*
Abrogé	24*
Abrogé	25*
Abrogé	26*
Abrogé	27*
Abrogé	28*
Abrogé	29*
Abrogé	30*
Abrogé	31*
Abrogé	32*
Abrogé	33*
Abrogé	34*
Abrogé	35*
Abrogé	36*
Abrogé	37*
Abrogé	38*
Abrogé	39*
Abrogé	40*
Abrogé	41*
Abrogé	42*
Abrogé	43*

#### **IV. Gestion des risques**

Les banques et négociants en valeurs mobilières qui en tant que contrepartie empruntent sans garantie des titres provenant de portefeuilles de clients, ou qui effectuent de telles opérations en qualité d'agent, doivent disposer d'un concept de gestion des risques qui définit des processus standard et tient compte des potentiels conflits d'intérêts lorsque la situation en matière de liquidités est tendue.	44
---	----

**V. Audit**

Les sociétés d'audit contrôlent le respect de la présente circulaire au regard de la Circ.-FINMA 13/3 « Activités d'audit » et consignent le résultat de leurs vérifications dans le rapport d'audit. 45\*

**VI. Délai transitoire**

Pour les SLB déjà existant avec la clientèle, il est fixé pour l'application des Cm 4–16 un délai transitoire courant jusqu'au 31 décembre 2010. 46

# Liste des modifications

## La présente circulaire est modifiée comme suit :

Modification du 6 décembre 2012 entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013

Cm modifié                      45

Modification entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013

*Dans toute la circulaire, les renvois aux art. 16 ss OB ont été adaptés à l'ordonnance sur les liquidités (OLiQ ; RS 952.06) qui entrait en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2013.*

Modification entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2013

*Les renvois à l'art. 10 LPCC ont été adaptés aux modifications qui entraînent en vigueur au 1<sup>er</sup> juin 2013.*

Modification du 3 juillet 2014 entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015

Cm modifié                      1, 3

Cm abrogés                      21 à 43

*Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2015, la circulaire FINMA 2015/2 « Risque de liquidités - banques » détaille le traitement des Repo et SLB dans le cadre des prescriptions en matière de liquidités.*

FINMA – Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers

# Circulaire 2011/1

## Activité d'intermédiaire financier au sens de la LBA

### Précisions concernant l'ordonnance sur le blanchiment d'argent (OBA)

Référence : Circ.-FINMA 11/1 « Activité d'intermédiaire financier au sens de la LBA »  
 Date : 20 octobre 2010  
 Entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> janvier 2011  
 Dernière modification : 26 octobre 2016 [les modifications sont signalées par \* et figurent à la fin du document]  
 Bases légales : LFINMA art. 7 al. 1 let. b

Destinataires																										
LB			LSA		LBVM	LIMF			LPCC				LBA		Autres											
Banques	Groupes et cong. financiers	Autres intermédiaires	Assureurs	Groupes et cong. d'assur.	Intermédiaires d'assur.	Négociants en valeurs mob.	Plates-formes de négociation	Contreparties centrales	Dépositaires centraux	Référentiels centraux	Systèmes de paiement	Participants	Directions de fonds	SICAV	Sociétés en comm. de PCC	SICAF	Banques dépositaires	Gestionnaires de PCC	Distributeurs	Représentants de PCC étr.	Autres intermédiaires	OAR	IFDS	Entités surveillées par OAR	Sociétés d'audit	Agences de notation
																					X	X	X			

## I. Objet et bases légales

L'art. 2 de la loi sur le blanchiment d'argent (LBA ; RS 955.0) délimite le champ d'application de la LBA. Outre les établissements financiers énumérés à l'art. 2 al. 2 LBA, qui sont soumis à surveillance en vertu de lois spéciales, entrent également dans le champ d'application de la LBA des intermédiaires financiers non soumis à surveillance en vertu de lois spéciales (art. 2 al. 3 LBA). Sur la base de l'art. 41 al. 1 LBA, le Conseil fédéral a précisé le champ d'application de l'art. 2 al. 3 LBA dans son ordonnance sur le blanchiment d'argent (OBA ; RS 955.01). 1\*

La présente circulaire expose la pratique de la FINMA en rapport avec la loi sur le blanchiment d'argent ; elle montre de quelle manière la FINMA interprète la LBA et l'OBA et quand une activité d'intermédiaire financier exercée à titre professionnel est donnée. *Les exemples sont spécifiés en italique.* La circulaire suit la structure de l'OBA, raison pour laquelle les dispositions de cette dernière ne sont pas reproduites. 2

## II. Généralités sur le champ d'application de l'art. 2 al. 3 LBA

### A. Notion d'activité d'intermédiaire financier (art. 2 al. 1 let. a OBA)

La LBA qualifie d'« intermédiaires financiers » les entreprises et les personnes entrant dans son champ d'application (art. 2 al. 1 LBA). Aux termes de l'art. 2 al. 3 LBA, les intermédiaires financiers sont des personnes qui, à titre professionnel, acceptent, gardent en dépôt ou aident à placer ou à transférer des valeurs patrimoniales appartenant à des tiers. Cette même disposition cite en exemple, aux lettres a à g, quelques-unes des activités concernées, notamment les opérations de crédit, le trafic des paiements ou la gestion de fortune. Cette énumération montre que la LBA porte principalement sur des activités du secteur financier (FF 1996 III 1115). Mais ses prescriptions peuvent aussi concerner des personnes et des entreprises qui fournissent principalement leurs prestations dans d'autres secteurs, dans la mesure où elles exercent en plus des activités d'intermédiaire financier. 3

Les activités visées à l'art. 2 al. 3 LBA sont présentées plus en détail aux chiffres III à VII ci-dessous. 4

### B. Activités non considérées comme activité d'intermédiaire financier (art. 2 al. 2 OBA)

L'art. 2 al. 2 OBA énumère expressément les activités suivantes, qui ne sont pas qualifiées d'activité d'intermédiaire financier : 5

#### a) Transport et conservation de valeurs patrimoniales (art. 2 al. 2 let. a ch. 1 OBA)

Le transport purement physique de valeurs patrimoniales, c'est-à-dire leur déplacement d'un lieu à un autre, ainsi que la conservation purement physique de valeurs patrimoniales, ne constituent pas des activités d'intermédiaire financier au sens de la LBA, à l'exception de la 6



conservation de valeurs mobilières (art. 6 al. 1 let. c OBA). Mais si le transporteur exerce, en relation avec le transport, d'autres activités qualifiées d'activité d'intermédiaire financier, il doit être considéré comme soumis à la LBA.

*Tel est par exemple le cas lorsque le transporteur fait transférer sur son propre compte des espèces qui lui ont été confiées avant de les créditer sur le compte du destinataire. Le transporteur acquiert ainsi un pouvoir de disposition sur des espèces appartenant à des tiers et fournit, outre la prestation de transport des fonds, une prestation de trafic des paiements.*

7

#### **b) Recouvrement de créances (art. 2 al. 2 let. a ch. 2 OBA)**

Les activités de recouvrement de créances consistent pour le mandataire à encaisser, sur mandat du créancier, des créances échues. Le mandataire agit soit en qualité de représentant direct du créancier, soit en son propre nom à l'égard du débiteur après s'être fait céder les créances par le créancier à titre fiduciaire. L'OBA exclut l'activité de recouvrement de créances du champ d'application de la LBA, dans la mesure où le débiteur n'est pas le cocontractant du mandataire et où son identification selon la conception de la LBA est exclue.

8\*

Si le mandataire entretient néanmoins des relations contractuelles à la fois avec le créancier et avec le débiteur de la créance, on peut être en présence d'une activité de recouvrement de créances. Le critère décisif est de savoir sur mandat de qui le transfert est effectué, ce qui se détermine au regard d'indices. Typiquement, la prestation est rémunérée par le mandant.

9

On peut aussi être en présence d'une activité de recouvrement de créances lorsque le mandataire agit dans le cadre d'un cercle fermé d'acquéreurs de biens ou de services et ne peut être considéré comme une personne intermédiaire autonome. L'intervention du mandataire vise à faciliter et à simplifier le bon déroulement du paiement au fournisseur des biens ou au prestataire de services.

10

*Une coopérative sert d'intermédiaire entre ses membres et des fournisseurs et se charge du trafic des paiements afférent aux biens livrés auxdits membres (arrêt du Tribunal fédéral 2A.62/2007 du 30 novembre 2007).*

11

*Ou encore, un franchiseur propose à ses franchisés de centraliser le trafic des paiements afférent aux biens acquis auprès du fournisseur.*

12

#### **c) Transfert de valeurs patrimoniales à titre accessoire en tant que prestation complémentaire à une prestation contractuelle principale (art. 2 al. 2 let. a ch. 3 OBA)**

Un transfert de valeurs patrimoniales doit être considéré comme une prestation accessoire à une prestation principale dès lors que les points suivants sont donnés :

13

- il s'agit en principe d'une prestation accessoire intégrée dans une relation contractuelle ne relevant pas du secteur financier ;
- le cocontractant qui fournit la prestation principale fournit aussi la prestation accessoire ;
- cette prestation accessoire est d'importance subalterne par rapport à la prestation principale ; tel est en principe le cas lorsqu'il n'est pas demandé de rémunération supplémen-

14

15

16

taire au titre de la prestation accessoire autre que celle destinée à couvrir les coûts ;	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• la prestation accessoire présente un lien matériel étroit avec la prestation principale ; fournir la prestation principale sans la prestation accessoire d'intermédiaire financier entraînerait d'importantes difficultés pour les parties contractantes.</li> </ul>	17
<i>On est notamment en présence d'une prestation accessoire lorsqu'un établissement médico-social, outre la prestation contractuelle principale, paie pour le compte de ses clients des biens ou des services de tiers à partir d'un dépôt ouvert préalablement à cet effet.</i>	18
<i>En règle générale, l'exécution d'ordres de paiement par des comptables, en plus des prestations comptables, n'est pas désignée comme prestation accessoire.</i>	19
Toutefois, lorsqu'une personne ou une entreprise propose des prestations de services qui ne peuvent être qualifiées de prestations accessoires mais constituent, en tant que prestations autonomes, une activité d'intermédiaire financier exercée à titre professionnel, il y a obligation d'assujettissement à la LBA.	20
<b>d) Exploitation d'institutions de prévoyance du pilier 3a par des fondations bancaires ou des assurances (art. 2 al. 2 let. a ch. 4 OBA)</b>	
(Aucune observation)	21
<b>e) Fourniture de prestations entre les sociétés d'un groupe (art. 2 al. 2 let. a ch. 5 OBA)</b>	
Dans le champ d'application de la LBA, le groupe est considéré comme une entité économique lorsque l'une des entreprises détient de manière directe ou indirecte plus de la moitié des voix ou du capital des autres entreprises ou les domine d'une autre manière.	22
Ainsi, une société appartenant à un groupe industriel ou commercial et qui gère les liquidités ou la trésorerie de ce groupe n'est pas un intermédiaire financier au sens de la LBA.	23
La règle de l'art. 2 al. 2 let. a ch. 5 OBA s'applique par analogie aux structures chapeautées non pas par une personne morale, mais par une personne physique.	24
<b>f) Recours à des auxiliaires (art. 2 al. 2 let. b OBA)</b>	
Si les critères de l'art. 2 al. 2 let. b ch. 1 à 6 OBA sont remplis, les auxiliaires sont couverts par l'autorisation de l'intermédiaire financier ou par son affiliation à un OAR. L'intermédiaire financier qui recourt à des auxiliaires reste tenu, au regard du droit de la surveillance, de respecter les obligations de diligence de la LBA.	25
Dans le domaine de la transmission de fonds ou de valeurs, les auxiliaires ne peuvent exercer leur activité que pour un intermédiaire financier (clause dite « d'exclusivité » ; art. 2 al. 2 let. b ch. 5 OBA).	26
En dehors des opérations de transmission de fonds ou de valeurs, les auxiliaires peuvent exercer leur activité pour plusieurs intermédiaires financiers disposant d'une autorisation ou	27

d'une affiliation à un OAR.

### C. Champ d'application territorial (art. 2 OBA)

Abrogé 28\*

Un intermédiaire financier exerce son activité en Suisse ou depuis la Suisse au sens de l'art. 2 al. 1 let. a OBA : 28.1\*

• s'il a un domicile en Suisse ou est inscrit au registre du commerce en Suisse ; ou 28.2\*

• s'il emploie en Suisse des personnes qui exécutent ou concluent durablement pour lui des affaires d'intermédiaire financier en Suisse ou depuis la Suisse ou qui peuvent l'engager juridiquement à de telles affaires (succursale de fait). Sont considérées comme telles les agences appartenant à des sociétés constituées selon le droit étranger et dont le siège principal est situé à l'étranger, mais qui exercent en Suisse une activité soumise à autorisation sans avoir fondé formellement une succursale (cf. ATF 130 II 351, consid. 5.1, p. 362). 28.3\*

Entrent également dans la catégorie de succursale de fait les personnes qui aident durablement l'intermédiaire financier étranger à exécuter une part importante de l'activité d'intermédiaire financier, en Suisse ou depuis la Suisse, par exemple en recevant ou en remettant des valeurs patrimoniales ou en fournissant la prestation d'intermédiaire financier. 28.4\*

Les états de fait suivants entrent notamment dans le champ d'application territorial de la LBA : 28.5\*

*Un service étranger de transfert d'argent utilise un réseau d'agents en Suisse qui reçoit ou versent des fonds en son nom.*

*Une société étrangère émet des cartes à prépaiement et les distribue par l'intermédiaire d'un point de vente en Suisse.*

*Une personne conclut des contrats de prêt en Suisse avec des clients pour une société étrangère ou réceptionne pour celle-ci des remboursements en vertu d'un contrat de prêt.*

Les états de fait suivants, notamment, n'entrent pas dans le champ d'application territorial de la LBA : 28.6\*

*Un gérant de fortune, actif et autorisé à l'étranger, est mandaté par son client pour disposer des valeurs patrimoniales déposées sur un compte bancaire suisse.*

*Un négociant en billets de banque, actif et autorisé à l'étranger, livre des billets de banque à un client en Suisse.*

*Un intermédiaire financier, actif et autorisé à l'étranger, propose des services d'intermédiaire financier en Suisse exclusivement sur Internet ou par l'intermédiaire d'autres canaux de communication électronique.*

*Un gérant de fortune étranger se rend temporairement en Suisse pour assurer le suivi de*

*ses clients.*

### **III. Opérations de crédit (art. 3 OBA)**

#### **A. Opérations de crédit soumises à la LBA**

##### **a) Crédits en espèces**

La remise d'espèces à un emprunteur en échange de l'engagement de ce dernier de rembourser et rémunérer la somme reçue est en principe soumise à la LBA. Entrent ainsi dans le champ d'application de la LBA les crédits hypothécaires, les crédits en compte courant, les crédits d'escompte, les crédits lombards, les prêts à long terme comme le prêt partiaire et le prêt de rang subordonné, y compris lorsqu'ils sont garantis par un gage ou une autre sûreté. Les établissements de prêt sur gage, qui octroient des prêts contre un gage mobilier, sont donc soumis à la LBA. 29

##### **b) Crédits à la consommation**

Aux termes de la loi, sont également soumis à la LBA les crédits à la consommation au sens de la loi sur le crédit à la consommation (LCC ; RS 221.214.1). Sont réservées les énonciations concernant l'octroi de crédits à titre accessoire (cf. Cm 44 ss.). 30

##### **c) Financements de transactions commerciales**

Le préfinancement d'un cocontractant dans le cadre d'opérations commerciales pouvant être considéré comme du crédit, la LBA s'applique selon son libellé en principe aux financements de transactions commerciales. On entend généralement par « financements de transactions commerciales » le crédit d'escompte, le crédit sur cession et le leasing financier, mais aussi le crédit sur marchandises ou les financements à tempérament. 31

Outre le fabricant – ou le fournisseur ou le négociant – et le preneur de leasing, le leasing financier fait intervenir une société de leasing, le bailleur, en qualité de tiers contractant. Ce tiers contractant agit comme prêteur. Le bailleur remet l'objet au preneur de leasing pour une durée contractuelle non résiliable qui correspond à peu près à la durée de vie de l'objet, et contre paiement de loyers dont le total sur la durée avoisine la valeur d'acquisition de l'objet, coûts du financement inclus. En règle générale, l'ensemble des charges et risques afférents à l'objet (entretien, assurance, impôts et force majeure) sont transférés au preneur de leasing. Le leasing financier est soumis à la LBA, la partie assujettie étant le bailleur en tant que préfinanceur. 32

En revanche, ni le leasing opérationnel (Cm 53), ni en règle générale le leasing direct (Cm 52) ne sont soumis à la LBA. 33

Les financements commerciaux ne sont pas soumis à la LBA dès lors qu'ils constituent un octroi de crédit accessoire au sens de l'art. 3 let. f OBA (Cm 44 ss) ou que les paiements d'intérêts et d'amortissements n'incombent pas au cocontractant (Cm 55 ss). 34

**B. Activités non considérées comme des opérations de crédit (art. 3 OBA)****a) Prise de crédit (art. 3 let. a OBA)**

En principe, le preneur de crédit n'est pas assujéti à la LBA. 35

Les corporations et établissements de droit public qui peuvent accepter des dépôts du public conformément à l'art. 3 de l'ordonnance sur les banques (OB ; RS 952.02), ainsi que les caisses dont ils garantissent intégralement les engagements, ne sont pas non plus assujéti à la LBA pour cette activité. Les associations et les sociétés coopératives acceptant des dépôts selon les conditions stipulées à l'art. 5 al. 2 let. f OB n'entrent pas non plus dans le champ d'application de la LBA. Le même principe s'applique aux entreprises auprès desquelles les employés et retraités de cette dernière déposent des fonds (art. 5 al. 2 let. e OB). Cependant, dès que d'autres prestations d'intermédiaire financier au sens de la LBA (par ex. opérations actives réalisées par les banques, gestion de fortune ou prestations pour le trafic des paiements, etc.) sont fournies en relation avec l'acceptation de dépôts, il y a obligation d'assujétissement. 36

**b) Octroi de crédits sans rémunération en intérêts ni autres charges (art. 3 let. b OBA)**

(Aucune observation) 37

**c) Octroi de crédits entre société et associé (art. 3 let. c OBA)**

L'octroi de crédits entre société et associé n'est pas soumis à la LBA dès lors que l'associé détient directement ou indirectement dans la société une participation représentant au moins 10% du capital et/ou des voix. On se base sur le capital social (capital-actions, y compris capital-participations). Cette pratique vaut pour les contrats de crédit conclus avec toutes les personnes morales dans lesquelles on peut détenir du capital ou des voix (société anonyme, société en commandite par actions, société à responsabilité limitée, relations de crédit entre le commanditaire et la société en commandite). 38

L'octroi de crédits entre les associés d'une société en nom collectif et la société elle-même, entre les commandités et la société en commandite ne tombent pas sous le coup de la LBA. 39

L'octroi de crédits entre coopératives et coopérateurs, ainsi qu'entre les associations et leurs membres, ne sont pas soumis à la LBA s'ils ont un lien étroit avec le but idéal ou d'entraide mutuelle de la coopérative ou de l'association. 40

L'octroi de crédits entre fondations et bénéficiaires, consenti conformément à l'acte de fondation, ne sont pas soumis à la LBA. Il en va de même des crédits octroyés par des associations et des fondations d'utilité publique et exonérées d'impôts à des tiers conformément à l'objet desdites associations et fondations. 41

**d) Octroi de crédits entre employeur et employés (art. 3 let. d OBA)**

L'obligation de verser des contributions sociales pour les employés au sens de l'art. 3 let. d OBA doit perdurer pendant toute la durée du crédit. Dès que cette condition n'est plus 42

remplie, le prêteur devient un intermédiaire financier. Selon une pratique constante du Tribunal fédéral et des caisses de compensation, les organes exécutifs sont assimilés à des salariés, de sorte que le critère du versement de contributions sociales au titre d'une activité lucrative dépendante vaut aussi pour eux.

**e) Relations de crédit entre personnes proches (art. 3 let. e OBA)**

(Aucune observation) 43

**f) Octroi de crédits à titre accessoire (art. 3 let. f OBA)**

L'octroi de crédits à titre accessoire est exempté du champ d'application de la LBA par l'OBA. Ceci concerne les cas où l'octroi de crédit intervient en plus d'un autre acte juridique qui ne relève pas du secteur financier (par ex. un achat de marchandises). Les points suivants définissent cumulativement l'octroi de crédit à titre accessoire : 44

- L'objet de la relation contractuelle est la fourniture d'une prestation en nature ou d'une prestation de service qui ne relève pas du secteur financier (fabrication et vente de biens d'investissement, biens de consommation, etc.). 45

- Le vendeur des marchandises ou le prestataire de services (« fournisseur de la prestation principale ») octroie en plus un crédit à son cocontractant. Si toutefois le crédit est octroyé au cocontractant par une société du groupe du fournisseur de la prestation principale, le critère du caractère accessoire n'est pas rempli. Les opérations financières d'une société du groupe en faveur d'un tiers sont réputées constituer une activité d'intermédiaire financier. 46

*S'agissant par exemple d'un contrat de leasing, si le fabricant et le bailleur appartiennent au même groupe, l'activité en faveur d'un preneur de leasing extérieur au groupe est soumise à la LBA.* 47

- Il y a un lien matériel entre l'octroi de crédit et la prestation principale. 48

- L'octroi de crédit est d'importance subalterne par rapport à la prestation principale de la relation contractuelle. Si le rapport entre le produit brut issu de l'activité de crédit (recettes d'intérêt) et le produit brut de l'entreprise (ou le cas échéant le produit brut du segment d'affaires) s'élève à 10 % ou moins, ceci représente un indice pour la nature d'importance subalterne. 49

- Les moyens permettant l'octroi de crédit proviennent des moyens généraux du fournisseur de la prestation principale. Si en revanche les contrats intégrant un octroi de crédit à titre accessoire sont refinancés par des contrats de crédit similaires conclus avec une société de crédit tierce, de sorte que le fournisseur de la prestation principale n'a plus qu'une fonction formelle au regard de l'octroi de crédit, le critère du caractère accessoire n'est pas rempli (par ex. leasing *back-to-back*). 50

*Peuvent être considérés comme des octrois de crédit à titre accessoire le sursis de paiement, la mise en place d'un délai de paiement ou le contrat de vente à tempérament.* 51

L'octroi de crédit dans le cadre du leasing direct, où le fabricant ou négociant est lui-même le bailleur, est en principe également considéré comme accessoire. 52

**g) Leasing opérationnel (art. 3 let. g OBA)**

Contrairement au leasing financier, le leasing opérationnel présente une durée de mise à disposition des objets relativement brève et/ou est facilement résiliable. Les charges et risques afférents à l'objet en leasing incombent en règle générale au bailleur. Le leasing opérationnel est proche de la location, raison pour laquelle il n'est pas considéré comme un octroi de crédit. 53

**h) Engagements conditionnels en faveur de tiers (art. 3 let. h OBA)**

Les cautionnements ou garanties, par exemple, constituent des engagements conditionnels en faveur de tiers. Le cocontractant (caution ou garant) qui accorde l'engagement conditionnel n'est pas soumis à la LBA. 54

**i) Financements de transactions commerciales, lorsque le remboursement n'est pas effectué par le cocontractant (art. 3 let. i OBA)**

En matière d'opérations de crédit, le risque de blanchiment d'argent réside dans les retours de fonds (paiements d'intérêts et d'amortissements). Soumettre ces opérations à la LBA n'a donc de sens que si le retour de fonds émane du cocontractant (ATF 2A.62/2007). 55

*Dans le cadre du factoring par exemple, le factor se fait céder la créance commerciale d'un client. Il verse le montant correspondant au client et encaisse la créance à l'échéance auprès du débiteur. Dans cette hypothèse, le retour de fonds n'émane pas du cocontractant préfinancé (client), mais d'un tiers (débiteur).* 56

*De même dans le cadre du forfaitage, où l'on rachète des créances clairement identifiées en renonçant à tout recours contre le créancier cédant, le retour de fonds n'émane pas du cocontractant préfinancé, mais du débiteur de la créance rachetée.* 57

#### IV. Services dans le domaine du trafic des paiements (art. 4 OBA)

##### A. Exécution d'ordres de paiement (art. 4 al. 1 let. a OBA)

Il y a service dans le domaine du trafic des paiements en particulier lorsque l'intermédiaire financier, sur mandat de son cocontractant, transfère des valeurs financières liquides à un tiers et prend lui-même physiquement possession de ces valeurs, les fait créditer sur son propre compte ou ordonne un virement au nom et sur ordre du cocontractant. L'intermédiaire financier acquiert alors un pouvoir de disposition sur des valeurs tierces. Entrent en principe dans le champ d'application de la LBA tous les transferts et transmissions opérés sur ordre du débiteur de la prestation, indépendamment du fait que le débiteur rémunère le prestataire avant ou seulement après que la prestation a été créditée. Les personnes qui exécutent des ordres de paiement pour des tiers sur la base d'une procuration bancaire relèvent elles aussi de la LBA, car elles disposent de valeurs patrimoniales de tiers sur ordre du débiteur. Ceci vaut aussi lorsque l'ordre de paiement est déclenché par transmission électronique, comme dans l'e-banking. Entrent également dans le champ d'application de la LBA les personnes qui, pour le compte d'un mandant et conformément aux instructions de celui-ci, transmettent des paiements en monnaie scripturale à un bénéficiaire par le biais d'un compte dit de passage.

Lorsque l'intermédiaire financier n'a de relation contractuelle qu'avec le créancier de la prestation et agit sur ordre de celui-ci, on est généralement en présence d'un mandat de recouvrement de créances qui ne constitue pas une activité d'intermédiaire financier (Cm 8 ss). Si toutefois les montants ainsi encaissés sont transmis, sur instructions du créancier, non pas à celui-ci mais à un tiers, cette transmission constitue une activité d'intermédiaire financier et celui qui a encaissé la créance fait alors office d'intermédiaire financier entre le créancier et le tiers.

L'exécution de paiements de salaires pour le compte de tiers est en principe une activité soumise à la LBA, mais il existe des exceptions. Les paiements de salaires n'entrent pas dans le champ d'application de la LBA lorsque les conditions suivantes sont cumulativement remplies :

- Les paiements sont déclenchés sur la base d'une comptabilité des salaires établie par la même personne physique ou morale que celle chargée du trafic des paiements y relatif. 61
- La procuration conférée aux fins d'exécuter les paiements de salaires est expressément limitée au trafic des paiements en relation avec la comptabilité des salaires. 62

##### B. Emission de moyens de paiement et exploitation de systèmes de paiement (art. 4 al. 1 let. b OBA)

###### a) Généralités

L'art. 2 al. 3 let. b LBA cite les cartes de crédit et les chèques de voyage comme exemples de moyens de paiement au sens de la LBA. Il n'existe pas de liste exhaustive des moyens de paiement en droit suisse. En principe, l'émission de moyens de paiement ainsi que



l'exploitation de systèmes de paiement qui permettent à des tiers de transmettre des valeurs patrimoniales sont soumises à la LBA.

#### **b) Moyens de paiement**

L'émission de moyens de paiement est soumise à la LBA lorsqu'elle est effectuée par un émetteur non identique aux utilisateurs des moyens de paiement (par exemple acheteur et vendeur). Ainsi, si l'émetteur d'un moyen de paiement est aussi le vendeur d'une marchandise payée à l'aide de ce moyen de paiement, il s'agit de rapports habituels impliquant deux parties et l'émetteur n'est pas un intermédiaire financier. La notion de « moyen de paiement » doit s'entendre comme complémentaire aux systèmes de paiement et englobe tous les moyens de paiement dont la valeur est définie au moment de l'émission. Entrent notamment dans ce cadre les supports de données *e-money* non rechargeables.

64\*

#### **c) Systèmes de paiement**

L'exploitation d'un système de paiement est soumise à la LBA lorsqu'elle est effectuée par une organisation non identique aux utilisateurs du système de paiement (par exemple acheteur et vendeur d'une marchandise). Entrent dans ce cadre les systèmes qui permettent de payer à l'aide d'avoirs disponibles mémorisés (supports de données *e-money* rechargeables, cartes de débit) ou d'enregistrer une dette qui sera ensuite facturée par l'exploitant du système de paiement (cartes de crédit, cartes de magasins impliquant trois cocontractants, etc.).

65

#### **d) Systèmes *open loop* et *closed loop***

Pour déterminer si la LBA est applicable, peu importe en revanche que l'utilisation des moyens ou systèmes de paiement soit limitée à un cercle restreint de personnes (systèmes dits *closed loop*) ou pas (systèmes dits *open loop*). Dès lors qu'il exerce son activité à titre professionnel au sens de l'OBA et pour autant que le modèle d'affaires n'implique pas deux parties seulement, un émetteur de moyens de paiement ou un exploitant de systèmes de paiement au sens précisé ci-dessus est toujours un intermédiaire financier soumis à la LBA.

66

#### **e) Modèles d'affaires impliquant quatre parties ou plus**

Lorsque quatre parties ou plus sont impliquées (organisme de cartes de crédit, *acquirer*, *issuer*, société de traitement), plusieurs personnes sont en principe susceptibles d'être des intermédiaires financiers. Dans le cadre de l'utilisation de cartes de crédit, on situe le risque de blanchiment d'argent du côté du titulaire de la carte, de sorte qu'est soumise à la LBA la partie qui permet au client (acheteur d'une marchandise, initiateur du processus de paiement) d'accéder au système de paiement et qui a ainsi un contact direct avec ce client.

67

*Les grands organismes de cartes de crédit octroient des licences à des *issuers* (émetteurs) et *acquirers* nationaux. L'émetteur traite l'opération avec le titulaire de la carte de crédit, cette opération comprenant notamment la conclusion du contrat et les autorisations de paiement. Quant à l'*acquirer*, il traite l'opération avec les entreprises contractantes et se charge pour elles du règlement des paiements. Lorsque des cartes de crédit sont émises par des émetteurs nationaux, ces derniers sont soumis à la LBA.*

68

### C. Transmission de fonds ou de valeurs (art. 4 al. 1 let. c et al. 2 OBA)

(Aucune observation)

69

### V. Activité de négoce (art. 5 OBA)

Seul le négoce d'instruments financiers entre dans le champ d'application de la LBA, le terme de « négoce » désignant tant l'achat que la vente. Sont typiquement des instruments financiers les billets de banque, les monnaies, les devises, les métaux précieux et les valeurs mobilières.

70

#### A. Négoce de billets de banque et de monnaies (art. 5 al. 1 let. a et b OBA)

Les personnes qui négocient des billets de banque et des monnaies pour compte propre ou pour le compte de tiers sont soumises à la LBA. Les opérations de négoce soumises à la LBA doivent toutefois porter exclusivement sur des monnaies courantes et des billets de banque qui ont cours légal. Les monnaies courantes sont des monnaies créées pour répondre aux besoins du trafic des paiements, et qui sont émises et acceptées par l'Etat à leur valeur nominale. Les billets de banque en circulation sont des moyens de paiement officiels qui doivent être acceptés par tous. Ils sont émis par un établissement autorisé à cet effet par l'Etat, généralement la banque centrale, et repris à leur valeur nominale. Ne sont pas des billets de banque ni des monnaies au sens de l'art. 2 al. 3 let. c LBA : les billets de banque qui n'ont plus cours ; les monnaies qui se négocient avec un agio de plus de 5% sur leur valeur nominale, notamment les monnaies courantes présentant des spécificités numismatiques (par ex. des frappes défectueuses), les monnaies commémoratives et les monnaies d'investissement ; les médailles ; les petits lingots destinés à la bijouterie.

71

#### B. Négoce de matières premières (art. 5 al. 1 let. c et d OBA)

Le négoce de matières premières est soumis à la LBA uniquement s'il est effectué pour le compte de tiers.

72

On entend par « matières premières » les matières premières non transformées issues notamment du secteur minier ou agricole ou relevant du secteur énergétique, comme par exemple le pétrole brut, le gaz naturel, les métaux, les minerais et le café.

73

Les dérivés de matières premières sont en revanche des valeurs mobilières au sens de la loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF ; RS 958.1) et entrent donc dans le cadre de la disposition dérogatoire prévue à l'art. 5 al. 2 OBA (cf. Cm 83).

74

#### C. Négoce de métaux précieux bancaires (art. 5 al. 1 let. a et e OBA)

En plus du négoce de métaux précieux bancaires pour compte de tiers (art. 5 al. 1 let. a OBA), le négoce pour compte propre est également assujéti à la LBA. L'art. 178 de l'ordonnance sur le contrôle des métaux précieux (OCMP ; RS 941.311) définit comme suit la

75\*

notion de « métaux précieux bancaires » :

- lingots et grenailles d'or au titre minimal de 995 millièmes ; 76
- lingots et grenailles d'argent au titre minimal de 999 millièmes ; 77
- lingots et mousses de platine et de palladium au titre minimal de 999,5 millièmes. 78

Le négoce de monnaies d'investissement fabriquées dans les matières ci-dessus entre lui aussi dans le champ d'application de la LBA dès lors que ces monnaies se négocient avec un agio de moins de 5 % sur leur valeur nominale. 79

Peu importe en l'occurrence que le négoce consiste en l'acquisition ou en la vente de métaux précieux bancaires ou en l'acquisition de matières pour la fonte que le négociant transforme en métal précieux bancaire afin de le vendre. 80

On se référera à la circulaire FINMA « Dépôts du public auprès d'établissements non bancaires » Cm 16<sup>bis</sup> pour ce qui concerne le négoce effectué par le biais de comptes de métal précieux. 81

Ne sont pas soumis à la LBA, d'une part, le négoce de métaux à fondre, d'ouvrages en métaux précieux, de produits semi-ouvrés, d'ouvrages plaqués et de similis ni, d'autre part, l'achat direct de métaux précieux bancaires par des entreprises de fabrication ou la vente de métaux précieux bancaires à des entreprises de fabrication aux fins de réaliser ces ouvrages. 82

#### D. Négoce de valeurs mobilières (art. 5 al. 2 LBA)

Le négoce de valeurs mobilières au sens de la loi sur les bourses (LBVM ; RS 954.1) entre dans le champ d'application de la LBA en vertu de l'art. 2 al. 2 let. d LBA. Pour le reste, et notamment lorsqu'il ne répond pas aux critères de l'activité exercée à titre professionnel, le négoce de valeurs mobilières n'est pas concerné par l'art. 2 al. 3 let. c LBA car il représente un volume négligeable. Les négociants agissant pour le compte de clients au sens de l'art. 3 al. 5 OBVM et qui pratiquent en sus de leur activité de négociant d'autres activités comme par exemple la gestion de fortune ou fournissent des prestations de trafic des paiements sont cependant assujettis à la LBA en fonction des dispositions respectives (art. 4 et 6 OBA). 83

#### E. Change (art. 5 al. 1 let. a et 3 OBA)

On entend par « change » l'échange direct d'un montant libellé dans une devise contre un montant équivalent libellé dans une autre devise. Cette activité entre dans le champ d'application de la LBA. En revanche, le paiement d'un bien ou d'un service dans une devise avec rendu de monnaie dans une autre devise n'est en général pas soumis à la LBA. Une telle opération n'est pas qualifiée d'opération de change dès lors qu'elle consiste principalement à acheter un bien ou un service. Si toutefois elle vise au premier chef non à acheter un bien ou un service, mais à convertir une somme d'argent dans une autre devise, on se trouve de fait en présence d'une activité de change soumise à la LBA. Le fait qu'il existe une disproportion manifeste entre le montant remis en paiement et le prix réel du bien ou du service constitue un indice laissant à penser que l'opération concernée vise à contourner la 84

loi.

Lorsqu'une entreprise ayant une activité principale exerce une activité de change à titre accessoire, cette dernière n'est pas considérée comme une activité de négoce et n'est donc pas soumise à la LBA. L'activité de change n'est plus réputée exercée à titre accessoire lorsque :

- l'intermédiaire financier effectue ou est disposé à effectuer des opérations de change isolées, ou des opérations de change liées entre elles, dont le montant dépasse 5000 CHF, ou 86
- le bénéfice brut issu de l'activité de change représente plus de 10 % du bénéfice de l'entreprise par année civile. 87

#### F. Négoce de devises (art. 5 al. 1 let. a OBA)

L'achat et la vente de devises pour le compte de tiers entrent dans le champ d'application de la LBA. Les négociants en devises qui tiennent pour leurs clients des comptes servant à effectuer des investissements dans différentes devises, doivent avoir une autorisation bancaire pour pouvoir exercer leur activité à titre professionnel (art. 5 de l'ordonnance sur les banques [OB ; RS 952.02] et Circ.-FINMA 08/3 « Dépôts du public auprès d'établissements non bancaires »). 88\*

#### G. Autres types de négoce

Les autres types de négoce, comme par exemple le négoce immobilier ou le négoce d'objets d'art, ne sont en principe pas des activités d'intermédiaire financier dès lors qu'aucune valeur patrimoniale de tiers comme de l'argent n'est accepté. Si en revanche le négoce porte sur des valeurs patrimoniales de tiers, il peut s'agir alors d'une activité d'intermédiaire financier soumise à la LBA. Si cette activité peut être qualifiée de recouvrement de créances (Cm 8 ss) ou de prestation accessoire à une prestation principale (Cm 13 ss), il n'y a pas activité soumise à la LBA. 89

### VI. Autres activités

#### A. Gestion de fortune (art. 6 al. 1 let. a OBA)

##### a) Généralités

L'OBA considère comme activité d'intermédiaire financier la gestion de valeurs mobilières et d'instruments financiers pour un cocontractant, c'est-à-dire l'activité généralement appelée gestion de fortune. Le gérant de fortune est habilité par son client par procuration à gérer les avoirs de ce dernier en les plaçant ou en les investissant dans des instruments financiers. 90

La simple transmission d'ordres d'achat passés par le client – par exemple la transmission sous pli fermé d'un fax ou d'un courriel (comportant l'ordre du client en document pdf en pièce jointe) n'est pas considérée comme de la gestion de fortune. On ne peut pas conclure à 91

l'existence d'une procuration dans de tels cas.

Sont typiquement des instruments financiers les billets de banque et monnaies nationaux et étrangers, les devises, les métaux précieux, les valeurs mobilières, les papiers-valeurs et droits-valeurs ainsi que leurs dérivés. La gestion pour un tiers de valeurs patrimoniales non réputées être des instruments financiers, comme par exemple les collections de timbres, tableaux ou antiquités, n'entre pas dans le champ d'application de la LBA. 92

#### **b) Placements collectifs de capitaux**

Les formes de placement qui, aux termes de l'art. 2 al. 2 LPCC, ne sont pas soumises à la LPCC, n'entrent en principe pas dans le champ d'application de la LBA. Cela vaut pour les institutions de la prévoyance professionnelle (art. 2 al. 2 let. a LPCC et art. 2 al. 4 let. b LBA), les institutions des assurances sociales et les caisses de compensation (art. 2 al. 2 let. b LPCC) et les corporations et institutions de droit public (art. 2 al. 2 let. c LPCC). Cela vaut aussi pour les sociétés exerçant une activité commerciale ou industrielle (art. 2 al. 2 let. d LPCC) dès lors qu'il ne s'agit pas d'une activité d'intermédiaire financier. Les holdings (art. 2 al. 2 let. e LPCC) ainsi que les associations et les fondations (art. 2 al. 2 let. g LPCC) ne sont pas non plus soumises à la LBA dès lors qu'elles n'exercent pas d'activité d'intermédiaire financier et ne peuvent pas être qualifiées de sociétés de domicile (Cm 102 ss). Les clubs d'investissement, qui sont exclus du champ d'application de la LPCC aux termes de l'art. 2 al. 2 let. f LPCC, n'entrent pas non plus dans celui de la LBA selon la pratique de la FINMA, car il n'y a pas gestion d'avoirs de tiers. 93

#### **c) Sociétés d'investissement**

Les sociétés d'investissement, qui sont exclues du champ d'application de la LPCC aux termes de l'art. 2 al. 3 LPCC, sont visées par l'art. 2 al. 3 LBA. Ceci concerne les sociétés d'investissement ayant la forme de sociétés anonymes dès lors qu'elles sont cotées à une bourse suisse, ou dès lors que seuls des actionnaires qualifiés au sens de l'art. 10 al. 3, 3<sup>bis</sup> ou 3<sup>ter</sup> LPCC peuvent détenir des parts et que les actions sont nominatives. 94\*

#### **d) Gestionnaires de placements collectifs étrangers**

Les gestionnaires de placements collectifs étrangers tombent sous le coup de l'art. 2 al. 3 LBA, si le placement qu'ils gèrent n'est pas soumis à une surveillance équivalente au sens de la LPCC (art. 2 al. 4 let. d LBA). 95

### **B. Conseil en placement (art. 6 al. 1 let. b OBA)**

En vertu de l'art. 2 al. 3 let. f LBA, les conseillers en placement sont soumis à la LBA dès lors qu'ils effectuent des placements. A contrario, l'activité de conseil en placement pur ne relève pas de la LBA. L'art. 6 al. 1 let. b OBA ne s'applique donc qu'aux conseillers en placement qui exécutent des mandats isolés pour le compte de tiers. Tel est le cas lorsqu'en vertu d'une procuration, ils effectuent des placements isolés, par exemple en plaçant des ordres adressés au gestionnaire de fortune ou à la banque dépositaire du client. La gestion de fortune effectuée sur la base d'une procuration générale et intégrant l'activité de placement relève de l'art. 6 al. 1 let. a OBA. 96

### C. Conservation de valeurs mobilières (art. 6 al. 1 let. c OBA)

On reprend ici la notion de valeur mobilière telle qu'elle est exprimée dans la législation sur les infrastructures des marchés financiers. Selon l'art. 2 let. b de la LIMF, on entend par valeurs mobilières les papiers-valeurs, les droits-valeurs, les dérivés et les titres intermédiiés standardisés susceptibles d'être diffusés en grand nombre sur le marché. On entend par valeurs mobilières standardisées et susceptibles d'être diffusées en grand nombre les papiers-valeurs, les droits-valeurs et les dérivés qui sont structurés et fractionnés de la même façon et offerts au public ou vendus auprès de plus de 20 clients pour autant que ces valeurs ne soient pas créées spécialement pour certaines contreparties (art. 2 de l'ordonnance sur l'infrastructure des marchés financiers [OIMF ; RS 958.11]). 97

La conservation de valeurs mobilières par un employeur pour le compte de ses employés dans le cadre d'un programme de participation des collaborateurs n'est pas soumise à la LBA, si ces valeurs mobilières proviennent de son propre portefeuille ou d'une émission directe à ses employés et si elles font partie intégrante du salaire. 98

La simple teue d'un registre des actions sans conservation des titres ne fonde pas une obligation d'assujettissement selon la LBA. 99

### D. Activité d'organes de sociétés de domicile (art. 6 al. 1 let. d OBA)

En principe, l'activité des organes n'est pas réputée être une activité d'intermédiaire financier. Les membres des organes gèrent le patrimoine de la société et en disposent : comme ce sont eux les organes, il ne s'agit pas de patrimoine de tiers. Il n'en va pas de même des sociétés de domicile, où l'activité des organes est considérée comme une activité d'intermédiaire financier dès lors qu'elle s'effectue de manière fiduciaire, c'est-à-dire sur instructions de l'ayant droit économique. Dans ce cas, les organes gèrent le patrimoine d'un tiers, à savoir celui de l'ayant droit économique. Si ce dernier est lui-même un organe, la LBA ne s'applique donc pas à lui. 100\*

#### a) Notion d'organe

La notion d'organe s'entend au sens large. Sont réputées être des organes toutes les personnes qui remplissent de fait des fonctions d'organes, c'est-à-dire qui prennent des décisions réservées aux organes ou assurent la direction effective de l'entreprise et orientent ainsi ses choix de manière déterminante. Sont donc concernés non seulement les organes formels (membres du conseil d'administration) et matériels (directeurs, gérants, etc.), mais aussi les organes de fait (ATF 114 V 213). 101

#### b) Notion de société de domicile

Sont considérées comme des sociétés de domicile les personnes morales, sociétés, établissements, fondations, trusts, entreprises fiduciaires et constructions semblables, qui n'exercent pas une activité de commerce ou de fabrication, ou une autre activité exploitée en la forme commerciale (art. 6 al. 2 OBA). Il s'agit généralement de véhicules financiers qui servent à gérer le patrimoine de l'ayant droit économique de la société ou de l'entité 102

patrimoniale.

Il convient de distinguer les sociétés de domicile des sociétés opérationnelles, qui exercent une activité de commerce, de production ou de services ou une autre activité exploitée en la forme commerciale. Cette distinction s'opère au cas par cas. Des indices permettent de déterminer si l'objet principal d'une société est de gérer le patrimoine de l'ayant droit économique et de dégager ainsi des revenus ou des gains en capital, ou s'il y a activité commerciale ou industrielle à proprement parler. Ces indices se trouvent principalement dans le bilan et le compte de résultat. Si par exemple un portefeuille de titres ou une autre valeur patrimoniale constitue le poste prédominant du bilan d'une société, et si dans le même temps le compte de résultat fait apparaître principalement les revenus ou gains en capital issus des valeurs patrimoniales inscrites au bilan, il est très probable que la société concernée soit une société de domicile. En présence d'indices laissant à penser à la fois à une société opérationnelle et à une société de domicile, il convient d'analyser dans le contexte global le ou les éléments prédominants, dans la mesure où ils déterminent l'objet principal de la société. 103

Une société opérationnelle est toutefois soumise à la LBA lorsqu'elle a une activité d'intermédiaire financier au sens de l'art. 2 al. 3 LBA. 104

Sont en général réputées être des sociétés de domicile :

- les sociétés et entités patrimoniales organisées qui n'exercent pas d'activité opérationnelle et détiennent le patrimoine de leur ayant droit économique ; 105
- les trusts : est soumis à la LBA le trustee qui gère des trusts en Suisse ou à partir de la Suisse, où que se situe le patrimoine du trust et indépendamment du droit sous l'empire duquel le trust a été constitué. Le *protector* est considéré comme un intermédiaire financier ou non selon les pouvoirs qui lui sont conférés. Il ne suffit pas que le *protector* puisse changer de *trustee* ou exercer un droit de veto par rapport à des décisions d'investissement ou de distribution. 106

Sont en général réputées ne pas être des sociétés de domicile:

- les personnes morales et les sociétés qui ont pour objet de préserver les intérêts de leurs membres ou bénéficiaires dans le cadre d'un but idéal ou d'une entraide mutuelle ou qui poursuivent des buts politiques, religieux, scientifiques, artistiques, d'utilité publique, sociaux ou autres, pour autant qu'elles s'en tiennent exclusivement à leurs objets statutaires. Ceci vaut aussi pour les fondations de famille de droit suisse dans les limites fixées par la loi (art. 335 du Code civil [CC ; RS 210]) et le Tribunal fédéral (ATF 108 II 393) ; 107
- les sociétés, établissements, fondations, trusts et entreprises fiduciaires qui détiennent des participations majoritaires dans une ou plusieurs sociétés pour les rassembler sous une direction unique par une majorité de voix ou de toute autre manière (sociétés holding). La société holding doit toutefois exercer effectivement ses pouvoirs de direction et de contrôle. Si en revanche les filiales de la holding répondent aux critères de la société de domicile, leurs organes sont soumis à la LBA en tant qu'intermédiaires financiers ; 108

- les entreprises actives mais se trouvant en voie de liquidation. 109

## E. Intermédiaires d'assurance

La notion d'intermédiaire d'assurance sert de notion générique pour diverses formes d'intermédiation dans le secteur des assurances. On distingue entre deux catégories principales : les intermédiaires d'assurance « non liés » (art. 43 al. 1 de la loi sur la surveillance des assurances [LSA ; RS 961.01] combiné à l'art. 183 de l'ordonnance sur la surveillance [OS ; RS 961.011]) et les intermédiaires « liés » (art. 43 al. 2 LSA). 110

L'activité d'intermédiaire d'assurance n'est pas soumise à la LBA. Un intermédiaire d'assurance ne relève de la LBA qu'à partir du moment où, en plus de son activité d'intermédiaire, il exerce une activité visée par l'art. 2 al. 3 LBA. 111

*Tel est par exemple le cas lorsque, sur mandat d'un client et conformément à ses instructions, il accepte des fonds et les transmet. En revanche, la LBA ne s'applique pas lorsque l'activité consiste à encaisser une créance échue (cf. Cm 8 ss).* 112

Lorsqu'un collaborateur externe est lié à un assureur par un contrat de travail ou un contrat de collaboration, par exemple, les prescriptions applicables à la société lui sont applicables également. Si la société est soumise à la LBA en vertu de l'art. 2 al. 2 let. c LBA (institutions d'assurance au sens de la LSA qui exercent une activité en matière d'assurance directe sur la vie ou qui proposent ou distribuent des parts de placements collectifs), la surveillance en matière de blanchiment d'argent s'étend à ses représentants et à l'activité d'intermédiaire financier de ces derniers. Ceci vaut notamment pour les agences principales et générales. 113

## F. Avocats et notaires

### a) Généralités

En principe, les avocats sont soumis à la LBA dès lors qu'ils exercent une activité soumise à la LBA. Mais en vertu de l'art. 9 al. 2 LBA, les avocats et les notaires ne sont pas soumis à l'obligation de communiquer leurs soupçons dans la mesure où ils sont astreints au secret professionnel en vertu de l'art. 321 du Code pénal (CP ; RS 311.0). Les activités relevant du secret professionnel, d'après la pratique, ne sont pas non plus soumises à la LBA. 114

Il convient donc de distinguer entre activité soumise au secret professionnel (spécifique à la profession) et activité non soumise au secret professionnel (non spécifique à la profession) (ATF 132 II 103).

Le secret professionnel de l'avocat au sens de l'art. 321 CP ne porte en principe « que sur des faits qui lui ont été confiés par le client pour permettre l'exécution du mandat, ou dont il a eu connaissance dans l'exercice de son mandat » (ATF 115 la 197). 115

*Il s'agit par exemple des opérations de dépôt et, dans la mesure appropriée, des placements à court terme qui leur sont liés en relation avec des paiements d'avances ou de frais de procédure, des sûretés, des contributions de droit public, etc., ainsi que des versements en faveur ou de la part d'une partie, de tiers ou d'une autorité relatifs à un partage successoral* 116



*en cours ou à l'exécution de dispositions à cause de mort, à la liquidation en cours d'un régime matrimonial dans le cadre d'un divorce ou d'une séparation, à des procédures de droit civil ou de droit public devant les tribunaux ordinaires ou arbitraux ainsi qu'à des procédures d'exécution forcée.*

Il convient de distinguer entre cette activité spécifique à la profession et l'activité non spécifique, c'est-à-dire toute activité où l'élément commercial est prédominant par rapport à l'activité d'avocat. Comptent parmi les activités non spécifiques à la profession, en particulier, celles qui sont effectuées normalement par des gérants de fortune, des fiduciaires ou des banques, à savoir notamment la gestion de fortune ou le placement de fonds. Sinon, en recourant à un avocat comme intermédiaire, tout accusé pourrait aisément empêcher les autorités de poursuite pénale d'accéder au produit d'un acte punissable. S'agissant des activités non spécifiques à la profession, on parle aussi d'activités « accessoires » de l'avocat ou du notaire. 117

Ces règles ne s'appliquent qu'aux avocats et notaires qui exercent leur activité à titre libéral et sont inscrits au registre des avocats d'un canton ou auprès d'une chambre notariale cantonale ou d'une chambre professionnelle étrangère équivalente. Sont réputés exercer aussi leur activité à titre libéral les avocats qui exercent au sein d'une société d'avocats autorisée par l'autorité de surveillance (société anonyme ou société à responsabilité limitée). 118

#### **b) L'avocat en tant que consignataire**

Un consignataire (*escrow agent*) est soumis à la LBA dès lors que l'exécution du contrat de consignation (*escrow agreement*) va de pair avec un pouvoir de disposition sur des valeurs patrimoniales de tiers. Pour déterminer si un avocat faisant office de consignataire est soumis à la LBA, il convient d'examiner si ses compétences professionnelles sont nécessaires à l'exécution du contrat de consignation. 119

Dès lors que l'activité de consignataire est en lien direct avec un mandat juridique précis, il convient de partir du principe que les compétences professionnelles de l'avocat sont nécessaires à la bonne exécution du contrat de consignation et qu'il s'agit d'une activité spécifique à la profession. Toutefois, chaque situation doit être examinée au cas par cas. Si les compétences spécifiques de l'avocat ne sont pas requises, par exemple lorsqu'il s'agit d'exécuter des contrats standardisés simples, les conditions d'assujettissement peuvent être remplies. Il relève de la responsabilité de l'avocat de décider si le mandat concerné nécessite les compétences professionnelles de l'avocat et est effectivement couvert ou non par le secret professionnel. 120

Si l'exécution du contrat de consignation n'est pas en lien direct avec un mandat juridique précis, il convient de partir du principe que les compétences professionnelles de l'avocat ne sont pas nécessaires et que les conditions sont remplies pour un assujettissement de l'avocat à la LBA. Dans cette hypothèse, les parties mandatent l'avocat non pas en raison de ses compétences professionnelles spécifiques, mais parce qu'elles préfèrent faire appel aux services d'une personne neutre et digne de confiance pour l'exécution du contrat. Ici aussi, chaque situation doit être examinée au cas par cas. Si les compétences professionnelles de l'avocat sont manifestement nécessaires à la bonne exécution du contrat de consignation, cette dernière peut aussi relever de l'activité spécifique à la profession. 121

### c) **Activité de l'avocat en relation avec une constitution de société**

Dans le cadre d'une constitution de société, l'avocat n'est pas soumis à la LBA s'il se borne à conseiller, à rédiger les contrats, à recommander des personnes susceptibles d'assurer la direction et à mener à bien la constitution, sans intervenir dans le trafic des paiements. Si toutefois, en vertu de son mandat de constitution, l'avocat garde des actions au porteur ou des actions nominatives endossées en blanc ayant qualité de valeurs mobilières (cf. notion de valeur mobilière au Cm 97), ceci constitue une activité d'intermédiaire financier. Le transfert du capital initial à la banque par un avocat constitue un service fourni dans le domaine du trafic des paiements qui est soumis à la LBA. 122

### d) **Activité du notaire en relation avec un achat d'immeuble**

Si, dans le cadre d'un achat d'immeuble, le prix d'achat est transféré par le biais du compte des avoirs de la clientèle du notaire qui authentifie l'acte de vente, ceci ne constitue pas une activité d'intermédiaire financier soumise à la LBA. Cette prestation du notaire est en effet étroitement liée à son activité professionnelle spécifique. Il en va de même lorsqu'un notaire rembourse des dettes hypothécaires sur le prix d'achat, ou lorsqu'il paie des impôts et taxes liés à l'opération immobilière à partir de fonds transférés par un cocontractant. De même, le versement d'une commission de courtage à un tiers ne constitue pas une activité d'intermédiaire financier soumise à la LBA, car cette prestation est liée à l'activité professionnelle spécifique des notaires. Sont réputés spécifiques à la profession les paiements à des tiers qui sont nécessaires à la bonne exécution du transfert de propriété immobilière. 123

## G. **Activité d'intermédiaire financier dans l'immobilier**

### a) **Gestion immobilière**

L'administration d'immeubles implique notamment l'encaissement de loyers ainsi que de prestations complémentaires, telles les charges accessoires ou les prestations d'assurances responsabilité civile issues du contrat de bail, l'acceptation de sûretés ou de prestations d'assurance. L'administrateur d'immeubles qui reçoit ce type de montants au nom, sur ordre et pour le compte du propriétaire de l'immeuble dans le cadre de l'activité de gestion immobilière courante n'est pas un intermédiaire financier au sens de la LBA, car il exerce une activité de recouvrement de créances. 124

Lorsque l'administrateur d'immeubles utilise les revenus perçus pour le compte du propriétaire de l'immeuble afin d'effectuer des paiements en faveur de tiers, ceux-ci ne s'inscrivent pas dans le champ d'application de la LBA, dans la mesure où ils sont directement liés à l'administration classique de l'immeuble. La même règle s'applique en principe aux paiements que l'administrateur d'immeubles effectue avec l'argent qu'il a reçu à cet effet du propriétaire de l'immeuble. 125

*Paiement des intérêts et des amortissements relatifs aux capitaux étrangers, en particulier ceux relatifs aux crédits garantis par hypothèque ; règlement des dépenses courantes sur la base de factures pour la fourniture périodique de biens ou de services tels que l'eau, l'électricité, etc. ; paiement des impôts, d'autres types de taxes et de primes d'assurance* 126

*relatives à l'immeuble ; paiement de l'achat de produits de chauffage et d'énergie ; paiement des charges d'entretien courantes ; paiement de modifications et de travaux touchant l'immeuble ; versement des salaires en rémunération des prestations périodiques ou permanentes nécessaires au bon fonctionnement et à l'entretien de l'immeuble (concierger, jardinier, etc.), y compris le paiement des prestations sociales aux institutions correspondantes ; restitution des soldes éventuels.*

En dehors de l'activité d'administration précitée, l'acceptation des fonds et leur transmission est soumise à la LBA. Cette pratique s'applique également et selon les mêmes critères à l'administration de propriétés par étage. 127

#### **b) Sociétés immobilières**

Une société immobilière est considérée comme société de domicile lorsque ses seules valeurs patrimoniales ou ses valeurs patrimoniales dominantes sont constituées d'un ou plusieurs immeubles qu'elle n'administre pas elle-même, et qu'elle n'exerce donc pas d'activité opérationnelle. En revanche, selon les cas, la société immobilière qui assure la gestion d'immeubles est elle-même soumise à la LBA (cf. Cm 124 ss). 128

#### **c) Négoce immobilier**

La seule activité de courtage ne s'inscrit pas dans le champ d'application de la LBA. On peut cependant se trouver en présence d'une activité d'intermédiaire financier si l'agent immobilier transfère ou verse sur mandat de l'acheteur le montant du prix de vente au vendeur. Lorsque l'agent immobilier opère sur mandat du vendeur et est rétribué par celui-ci, il s'agit d'un recouvrement de créance qui n'est pas soumis à la LBA. 129

#### **d) Entrepreneurs généraux et totaux, architectes, ingénieurs et activités fiduciaires dans la construction**

Les entrepreneurs généraux et totaux qui reçoivent des paiements du maître d'ouvrage pour l'ensemble des travaux effectués et transmettent l'argent reçu à leurs sous-traitants disposent de leurs propres fonds et non de fonds appartenant à un tiers. Ce trafic des paiements ne constitue donc pas une activité d'intermédiaire financier. 130

Les instructions de paiement et le règlement des factures des entrepreneurs et fournisseurs par les architectes ou les ingénieurs qui sont chargés de la direction des travaux peuvent être qualifiés de prestations accessoires. 131

Lorsque le maître d'ouvrage engage un agent fiduciaire pour effectuer le trafic des paiements et payer les factures de construction, ce dernier sera considéré comme un intermédiaire financier au sens de la LBA, car il opère sur mandat du débiteur. 132

### **VII. Actes étatiques**

Les actes étatiques ne sont en principe pas soumis à la LBA dès lors qu'ils relèvent de la souveraineté de l'Etat, même si l'activité concernée constitue en soi une activité d'intermédiaire financier. En revanche, si l'Etat intervient comme intermédiaire financier en 133

dehors de son domaine de souveraineté, la LBA s'applique.

Les principales obligations imposées par la LBA n'ont de sens que si un contrat est conclu. L'Etat ne peut donc être soumis à la LBA que s'il conclut des contrats dans le cadre de l'activité exercée en dehors de son domaine de souveraineté. Peu importe à cet égard qu'il s'agisse de contrats de droit privé ou de droit administratif. 134

La forme organisationnelle précise de l'entité chargée de missions de service public est sans incidence sur l'applicabilité de la LBA. Des structures privées peuvent se voir confier de telles missions par la loi, par un acte de puissance publique ou sur la base d'un contrat de droit administratif. 135

Il convient donc d'examiner au cas par cas si l'activité relève de la souveraineté de l'Etat ou pas. Les indices suivants signalent une activité de puissance publique non soumise à la LBA: 136

- Une autorité ou une organisation s'est vu confier ou autoriser l'activité d'intermédiaire financier sur la base d'un texte légal explicite, d'un acte de puissance publique ou d'un contrat de droit administratif. Il convient alors de vérifier au cas par cas si les échelons réglementaires et les conditions de délégation ont été respectés. 137
- En cas de manque de coopération, l'autorité ou l'organisation autorisée à exercer l'activité d'intermédiaire financier pourrait prendre par décision les mesures qui s'imposent. En dépit du contrat, il y a donc une relation de subordination entre l'autorité ou l'organisation et son cocontractant. 138
- L'activité d'intermédiaire financier menée par une autorité ou une organisation permet d'accomplir une mission relevant de sa compétence ou est étroitement liée à une telle mission. 139
- L'autorité ou l'organisation qui effectue l'acte étatique est subordonnée à une autre autorité pour ce qui concerne la vérification des comptes. 140

*Les offices de poursuite et de faillite, l'administration spéciale de la faillite (art. 241 de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite [LP ; RS 281.1]), ainsi que les liquidateurs au sens de la LP (art. 317 ss) ne sont pas soumis à la LBA. C'est aussi le cas en règle générale pour des organes chargés de la liquidation de la succession (art. 516 CC), les curatelles (art. 393 ss CC) ou les mandataires pour cause d'incapacité (art. 360 ss CC). Les administrateurs d'office de la succession (art. 554 CC) et les exécuteurs testamentaires (art. 517 s. CC) ne sont pas non plus soumis à la LBA, à moins qu'ils ne fournissent des prestations d'intermédiaire financier extérieures à leur mandat, par exemple en participant à un partage successoral.* 141\*

### VIII. Activité exercée à titre professionnel

#### A. Critères généraux (art. 7 OBA)

Sous réserve des art. 8 ss OBA, un intermédiaire financier exerce son activité à titre 142

professionnel dès lors qu'un des critères suivants est rempli :

- Produit brut par année civile supérieur à 50 000 CHF (art. 7 al. 1 let. a OBA). Le produit brut se compose de toutes les recettes générées par des activités soumises à la LBA. On se base sur le produit brut hors diminutions de produits. Pour les entreprises commerciales qui établissent leur compte de résultat selon la méthode des chiffres bruts, c'est le bénéfice brut qui est déterminant. Si un intermédiaire financier fournit à la fois des prestations soumises et des prestations non soumises à la LBA, les recettes provenant de l'activité soumise à la LBA doivent être ajoutées au produit brut. Comptablement, ceci suppose de distinguer clairement entre produits d'activités soumises à la LBA et produits d'activités non soumises à la LBA. 143
- Relations d'affaires avec plus de 20 cocontractants (art. 7 al. 1 let. b OBA). 144
- Pouvoir de disposition sur des valeurs patrimoniales appartenant à des tiers dont le montant dépasse 5 millions de francs à un moment donné (art. 7 al. 1 let. c OBA). 145
- Exécution de transactions dont le volume total dépasse 2 millions de CHF durant une année civile (art. 7 al. 1 let. d OBA). On entend par « transaction », en général, toute forme de transformation et toute transmission de valeurs patrimoniales. L'exécution d'une transaction unique, même si elle dépasse 2 millions de CHF, ne constitue pas une activité exercée à titre professionnel. Mais à partir de la deuxième transaction, l'activité est considérée comme exercée à titre professionnel dès lors que le volume total des deux transactions représente plus de 2 millions de CHF. L'afflux de valeurs patrimoniales et les réinvestissements à l'intérieur du même dépôt ne sont pas pris en considération dans le calcul du volume de transactions visé à l'art. 7 al. 1 let. d OBA. Pour les contrats bilatéraux, seule la contre-prestation fournie par le cocontractant est prise en considération. 146

L'activité d'intermédiaire financier exercée pour les institutions ou les personnes visées à l'art. 2 al. 4 LBA n'est pas prise en considération dans l'évaluation visant à déterminer si l'activité est exercée à titre professionnel ou non (art. 7 al. 3 OBA). 147

## B. Personnes proches (art. 7 al. 4 et 5 OBA)

(Aucune observation) 148

## C. Opérations de crédit (art. 8 OBA)

S'agissant d'un contrat de leasing, il faut prendre en compte le volume total des paiements périodiques liés au contrat. Une activité de leasing est donc exercée à titre professionnel lorsque la valeur totale de tous les contrats de leasing dépasse le seuil de 5 millions de francs, chaque contrat étant pris en compte à hauteur du volume total des entrées de fonds et à condition que le produit des intérêts dépasse 250 000 CHF. 149

Si une personne exerce simultanément des opérations de crédit et une autre activité d'intermédiaire financier, les deux domaines d'activité doivent être examinés indépendamment l'un de l'autre pour déterminer s'ils sont exercés à titre professionnel. Si les critères sont remplis dans un domaine d'activité, l'activité est considérée comme étant 150

exercée à titre professionnel dans les deux domaines et les deux domaines sont soumis à la LBA.

#### D. Transmission de fonds ou de valeurs (art. 9 OBA)

La transmission de fonds ou de valeurs au sens de l'art. 4 al. 2 OBA est en principe toujours considérée comme étant exercée à titre professionnel, quels que soient les volumes concernés. L'absence de seuil entend tenir compte du fait qu'il s'agit là d'une activité très propice au blanchiment d'argent. La seule exception est l'activité d'intermédiaire financier exercée pour des personnes proches : en vertu de l'art. 7 al. 4 OBA, le produit brut réalisé durant une année civile doit être supérieur à 50 000 CHF pour que cette activité soit considérée comme étant exercée à titre professionnel. 151

#### E. Activité de négoce (art. 10 OBA)

Pour l'activité de négoce au sens de l'art. 5 OBA, le critère déterminant est le bénéfice brut au lieu du produit brut mentionné à l'art. 7 al. 1 let. a OBA. Ceci s'explique par le fait que le produit brut issu de l'activité de négoce intègre la valeur des marchandises négociées ; or pour évaluer si l'activité de négoce est exercée à titre professionnel, il convient de se baser sur le spread (écart entre le prix d'achat et le prix de vente), lequel résulte du bénéfice brut. 152

#### F. Démission ou exclusion d'un OAR (art. 12 OBA)

(Aucune observation) 153

### IX. Délai transitoire

Abrogé 154\*

# Liste des modifications

## La présente circulaire est modifiée comme suit :

Modification du 26 octobre 2016 entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Nouveaux Cm	28.1, 28.2, 28.3, 28.4, 28.5, 28.6
Cm modifiés	1, 8, 64, 75, 88, 94, 100, 141
Cm abrogés	28, 154
Autres modifications	« Intermédiation financière » est remplacée par « intermédiaire financier » ou « activité d'intermédiaire financier ». Modification du titre précédant le Cm 75

*Les renvois à l'OIF et sa terminologie ont été adaptés en fonction de l'ordonnance sur le blanchiment d'argent (OBA ; RS 955.01) modifiée au 1<sup>er</sup> janvier 2016.*

*De plus, les renvois à la loi sur les bourses (LBVM ; RS 954.1) ont été adaptés à la loi du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF ; RS 958.1) et à l'ordonnance du 25 novembre 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers (OIMF, RS 958.11).*







## I. But

- La loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF ; RS 958.1) garantit la transparence et le bon fonctionnement des marchés des valeurs mobilières ainsi que l'égalité de traitement des investisseurs. A cet effet, le chapitre 5 du titre 3 LIMF règle les comportements interdits par le droit de la surveillance en déclarant illicites l'exploitation d'informations d'initié et la manipulation du marché. 1
- D'une part, la présente circulaire concrétise les infractions à la législation sur l'infrastructure des marchés financiers relatives aux comportements sur le marché (art. 142, 143 LIMF) ainsi que des art. 122 à 128 de l'ordonnance sur l'infrastructure des marchés financiers (OIMF ; RS 958.11). D'autre part, elle concrétise les exigences relatives à la garantie d'une activité irréprochable en relation avec ces comportements et institue, pour les assujettis, des règles d'organisation dont le respect doit garantir la prévention et la détection de comportements interdits sur le marché. 2

## II. Champ d'application

- Les chapitres III à V de la présente circulaire s'appliquent à toutes les personnes morales ou physiques qui interviennent comme acteurs du marché pour des valeurs mobilières admises au négoce des plates-formes de négociation. 3\*
- Les chapitres VI (Abus de marché sur le marché primaire, avec des valeurs mobilières étrangères ainsi que sur d'autres marchés) et VII (Devoirs d'organisation) de la présente circulaire s'appliquent aux assujettis suivants de la FINMA : banques, assurances, plates-formes de négociation, négociants en valeurs mobilières, directions de fonds, SICAV, sociétés en commandite de placements collectifs, SICAF, banques dépositaires et gestionnaires de placements collectifs. 4\*
- Concernant les groupes et conglomérats financiers ainsi que les groupes et conglomérats d'assurance, les chapitres VI (Abus de marché sur le marché primaire, avec des valeurs mobilières étrangères ainsi que sur d'autres marchés) et VII (Devoirs d'organisation) s'appliquent aux établissements factiers domiciliés en Suisse ainsi qu'aux autres établissements d'un groupe ou d'un conglomérat domiciliés en Suisse, mais ce, à condition que la FINMA les ait assujettis à une surveillance de groupe ou de conglomérat. 5
- Le chapitre VI (Abus de marché sur le marché primaire, avec des valeurs mobilières étrangères ainsi que sur d'autres marchés) de la présente circulaire est applicable non seulement aux assujettis déjà mentionnés aux Cm 4 et 5, mais également aux intermédiaires financiers directement soumis. 6
- Les termes techniques anglais apparaissant entre parenthèses dans la présente circulaire visent uniquement une meilleure compréhension des abus décrits ; cependant, seul le texte français est déterminant. 7

### III. Information d'initié (art. 2 let. j LIMF)

Une information se réfère à des faits, intentions fermes, projets non encore réalisés ou projections y compris. Sont également qualifiés d'information des faits extérieurs à l'entreprise tels que le fait d'avoir par exemple connaissance des événements suivants : prochaine publication d'une analyse financière, arrivée d'un gros mandat, rejet ou attribution à venir d'un agrément ou d'une approbation, projet d'attaque terroriste. Les rumeurs et spéculations, en revanche, ne sont pas couvertes par la notion d'information. L'information doit être suffisamment claire et sûre pour permettre d'estimer l'évolution du cours. 8

Une information est réputée information d'initié lorsqu'elle n'est pas accessible à tous, mais seulement à un cercle restreint de personnes. Elle est considérée comme publique si un tiers non impliqué peut l'obtenir par l'intermédiaire de sources accessibles à tous. Une rumeur ne supprime en principe pas le caractère confidentiel d'une information. 9

Pour juger si une information est propre à affecter de manière sensible le cours de valeurs mobilières (influence notable sur le cours de valeurs mobilières), il faut se demander au cas par cas si elle est de nature à influencer le comportement en matière de placement d'un acteur expérimenté connaissant bien le marché. L'estimation de l'importance de cette influence repose essentiellement sur la situation du marché avant la divulgation de l'information. 10

Une recommandation au sens de l'art. 142 al. 1 let. c LIMF est considérée comme une information d'initié au sens de l'art. 2 let. j LIMF lorsque son destinataire sait ou doit savoir du fait des circonstances (p. ex. connaissances spécifiques ou position de la personne qui émet cette recommandation) qu'elle repose sur une information d'initié. 11

### IV. Exploitation d'informations d'initiés (art. 142 LIMF)

La notion de dérivés au sens de l'art. 142 al. 1 LIMF englobe également les produits hors bourse non standardisés. Qu'une transaction avec des dérivés soit opérée par l'intermédiaire de plates-formes de négociation ou même sans passer par ces dernières n'a aucune importance pour ce qui est de la réalisation de l'infraction. Peu importe également que les dérivés soient négociés en Suisse ou à l'étranger tant qu'ils sont dérivés de valeurs mobilières admises au négoce d'une plate-forme de négociation en Suisse. 12\*

Ne constituent pas une exploitation d'informations d'initié les opérations sur valeurs mobilières dont il est démontré qu'elles ne reposaient pas sur la connaissance d'informations confidentielles susceptibles d'influencer les prix et qu'elles auraient été effectuées même en l'absence de telles informations. 13

La notion d'exploitation d'informations d'initié recouvre également la modification ou la suppression d'un ordre concernant une valeur mobilière ou des dérivés y relatifs objets de l'information d'initié, dans la mesure où la passation initiale de l'ordre a eu lieu avant 14\*

l'obtention de l'information d'initié.

Est également considérée comme infraction à l'art. 142 al. 1 let. a LIMF l'exploitation d'une réaction attendue, parce que reposant sur la connaissance de la publication prochaine de recommandations d'investissement (*scalping*), chez les participants du marché et quant aux prix des valeurs mobilières, dans la mesure où ces recommandations sont susceptibles d'influencer notablement le cours de valeurs mobilières au sens de l'art. 2 let. j LIMF.

## V. Manipulation du marché (art. 143 LIMF)

Est notamment qualifiée de diffusion publique d'informations toute annonce faite par les canaux d'information usuels du secteur financier, dans les médias en général ou sur Internet.

Il y a signal au sens de l'art. 143 LIMF si celui-ci est propre à influencer le comportement sur le marché d'un acteur expérimenté connaissant bien le marché.

Les manipulations du marché au sens de l'art. 143 LIMF peuvent également être commises en utilisant des programmes de négoce algorithmique, notamment dans le cadre du négoce algorithmique à haute fréquence. Toute personne ayant recours au négoce algorithmique ne doit pas donner, ce faisant, de signaux faux ou trompeurs sur l'offre, la demande ou le cours des valeurs mobilières.

A titre d'exemple, contreviennent notamment à l'art. 143 LIMF les comportements suivants :

- Diffusion d'indications fausses ou trompeuses sur des données qui sont essentielles pour l'évaluation d'une valeur mobilière (p. ex. sur les revenus ou le carnet de commandes d'une entreprise, les produits en projet ou une raréfaction générale de l'offre). 20
- Diffusion d'informations, de rumeurs ou de nouvelles fausses ou trompeuses propres à influencer le prix des valeurs mobilières pour tirer ensuite avantage du mouvement que connaît le cours. 21
- Saisie d'ordres d'achat de petit volume à des prix successivement plus élevés dans l'intention de simuler une demande accrue en cas de hausse de prix (*painting the tape*). 22
- Acquisitions et cessions simultanées des mêmes valeurs mobilières pour le compte d'un seul et même ayant droit économique dans l'intention de donner des signaux faux et trompeurs sur l'offre, la demande ou le cours des valeurs mobilières (*wash trades*). 23
- Saisie d'ordres d'achat et de vente opposés sur les mêmes valeurs mobilières après accord mutuel préalable dans l'intention de créer une distorsion de la liquidité ou des prix (*matched orders, daisy chains* avec coordination entre plusieurs parties). 24

• Rétrécissement du marché par la constitution de positions importantes ( <i>cornering</i> ) ou par le dépôt de valeurs mobilières auprès de tiers ( <i>parking</i> ) dans l'intention d'altérer les prix des valeurs mobilières (provocation d'un <i>squeeze</i> ).	25
• Acquisition ou cession de valeurs mobilières juste avant la clôture de la bourse en vue d'influencer les prix de clôture ( <i>marking the close</i> ).	26
• Acquisitions ou cessions de valeurs mobilières dans le but d'obtenir des mouvements sur les prix ( <i>ramping</i> ) ou de les maintenir à un certain niveau (p. ex. <i>capping, pegging</i> ), exception faite de la stabilisation du prix après un placement public de valeurs mobilières conformément à l'art. 126 OIMF.	27
• Exercice d'une influence sur les prix des matières premières dans l'intention de donner des signaux inadéquats ou trompeurs sur l'offre et la demande de valeurs mobilières.	28
• Génération d'un surplus d'ordres d'achat ou de vente par la saisie, dans le carnet d'ordres, d'ordres volumineux susceptibles d'avoir une influence sur les prix dans le but de peser sur l'évaluation d'une valeur mobilière.	29
• Placement d'ordres dans le système de négoce dans l'objectif de faire croire à une dynamique d'offre et de demande et suppression desdits ordres avant leur exécution ( <i>spoofing, layering</i> ).	30
Les opérations et comportements admis sont notamment les suivants :	31
• <i>Market making</i> dans le but de mettre à disposition des liquidités sur une valeur mobilière simultanément pour l'acquisition ou pour la cession de cette dernière et, le cas échéant, de réduire l'écart achat-vente.	32
• Soumission parallèle d'ordres d'achat et de vente sur des dérivés identiques ou différents (par ex. sur des places de négoce différentes) à des fins d'arbitrage.	33*
• Offre de liquidités (fournisseurs de liquidités comme p. ex. le négoce algorithmique) tant que les saisies dans le carnet d'ordres et les conclusions ne génèrent pas de signaux trompeurs pour les autres acteurs du marché.	34
• <i>Nostro-nostro inhouse crosses</i> , lorsque les opérations opposées sont indépendantes les unes des autres et sont exécutées dans le système de bourse en l'absence de toute concertation.	35
• Non-suppression de cours déjà fixés pendant les interruptions de négoce en relation avec des rachats selon l'art. 123 al. 1 let. e OIMF.	36*
On suppose qu'il n'y a pas d'infraction à l'art. 143 LIMF	37

- en cas d'opérations sur valeurs mobilières dont il est démontré qu'elles présentent une assise économique et correspondent à un véritable comportement d'offre et de demande, et 38
- en cas d'utilisation d'un algorithme VWAP (*volume weighted average price* – cours moyen pondéré par les volumes) pour effectuer des rachats pendant un programme correspondant. 39

On suppose que les parties participant à une stabilisation des prix dans le cadre d'un placement public de valeurs mobilières ne contreviennent pas à l'art. 143 LIMF lorsque l'émettrice, qui ne participe pas elle-même à ce placement public, ne remplit pas ses obligations de publication selon l'art. 126 let. d et e OIMF, et ce, dans la mesure où les autres participants respectent toutes les autres *safe harbour rules*. 40

## **VI. Abus de marché sur le marché primaire, avec des valeurs mobilières étrangères ainsi que sur d'autres marchés**

Afin de juger de la garantie d'une activité irréprochable des assujettis cités aux Cm 4, 5 et 6 et en lien avec l'application des mesures prévues aux art. 29 à 37 LFINMA (RS 956.1) et à l'art. 35a de la loi sur les bourses (LBVM ; RS 954.1), les dispositions relatives au traitement des informations d'initié et à la manipulation de marché (chapitres III à V de la présente circulaire) ne s'appliquent pas seulement aux valeurs mobilières admises au négoce des plates-formes de négociation suisses, mais aussi, par analogie, notamment 41\*

- au négoce des valeurs mobilières sur le marché primaire, 42
- aux valeurs mobilières et aux dérivés de ces dernières admis au négoce d'une seule plate-forme de négociation étrangère, et 43\*
- à l'activité sur d'autres marchés que celui des valeurs mobilières (p. ex. les marchés des matières premières, des devises ou des taux), notamment en relation avec des valeurs de référence (*benchmarks*). 44

## **VII. Devoirs d'organisation**

### **A. Etendue**

Les assujettis cités aux Cm 4 et 5 remplissent les devoirs d'organisation définis dans le présent chapitre, en fonction de leur situation en matière de risques. Le risque est mesuré selon leurs activité, taille et structure spécifiques. Les devoirs d'organisation concrétisent les exigences d'autorisation prévues par les lois sur le marché financier en ce qui concerne la garantie d'une activité irréprochable et l'organisation, de même que l'obligation de renseigner de l'art. 29 al. 2 LFINMA. 45

Les assujettis analysent une fois par an, ou plus si nécessaire, les risques entrant dans le 46

champ d'application de la présente circulaire. Sur la base de cette estimation du risque, il convient de définir les mesures organisationnelles nécessaires au respect de la présente circulaire. L'estimation du risque et les mesures adoptées doivent être approuvées par les organes dirigeants de l'assujetti.

## B. Traitement des opérations abusives sur le marché

En présence d'indices manifestes selon lesquels des opérations sur valeurs mobilières pour le compte de clients pourraient ne pas être compatibles avec les exigences visées aux art. 142 et 143 LIMF ainsi qu'aux chapitres III à VI, les assujettis sont dans l'obligation de rechercher les motifs sous-jacents de ces opérations et, le cas échéant, de renoncer à participer aux opérations en question ; une surveillance et une clarification systématique des opérations sur valeurs mobilières du client ne sont pas requises. L'art. 19 OBA-FINMA (RS 955.033.0) demeure réservé pour les opérations sur valeurs mobilières au sens des art. 154 al. 2 et 155 al. 2 LIMF en raison de leur qualification d'infractions sous-jacentes au blanchiment d'argent. 47

Les opérations qui sont en contradiction avec l'art. 142 ou l'art. 143 LIMF et qui pourraient avoir des répercussions sur les risques d'un assujetti ou de la place financière doivent être annoncées à la FINMA (art. 29 al. 2 LFINMA). 48

## C. Barrières à l'information / périmètres de confidentialité

Le traitement des informations d'initié doit être organisé et surveillé de manière à empêcher et à détecter les comportements illicites au sens du droit de la surveillance. A cet effet, les assujettis doivent se doter de l'organisation, de la formation et des contrôles nécessaires et adéquats. 49

Par l'implémentation de mesures préventives et de processus internes appropriés et efficaces, les assujettis garantissent que les personnes physiques, qui prennent les décisions relatives au négoce des valeurs mobilières ou de dérivés sur lesquels portent les informations d'initié disponibles auprès de l'assujetti, n'aient pas connaissance de ces informations d'initié. Ils garantissent également que les personnes qui ont connaissance de ces informations d'initié ne puissent pas influencer la décision concernant le négoce sur les valeurs mobilières ou dérivés auxquels se réfèrent ces informations d'initié. 50\*

Est notamment réputée mesure préventive appropriée et efficace au sens du Cm 50 l'adoption de mesures relatives à l'agencement des locaux, au personnel, aux fonctions, à l'organisation et aux technologies de l'information dans le but de créer des périmètres de confidentialité au sein desquels les informations peuvent être isolées et contrôlées. Les mesures préventives correspondantes doivent être consignées dans des directives internes ou instaurées de manière ad hoc, si nécessaire. Le respect de ces mesures doit être soumis à la surveillance d'un service approprié, désigné à cet effet (par exemple le service de *compliance*). 51

Si les informations d'initié sont isolées dans des périmètres de confidentialité, des 52

opérations sur valeurs mobilières sont possibles dans d'autres unités d'organisation.

#### D. Surveillance des transactions pour compte propre des collaborateurs

Les assujettis prévoient des mesures de surveillance des transactions pour compte propre de leurs collaborateurs. Ces mesures doivent notamment être de nature à empêcher ou à détecter le détournement d'informations d'initié pour les transactions pour compte propre des collaborateurs. A cette fin, il faut prendre en compte de manière appropriée l'ensemble des dépôts et des relations de compte connexes (tenus par l'assujetti ou un établissement tiers) au nom des collaborateurs ainsi que ceux dont les collaborateurs sont les ayants droit économiques ou sur lesquels ils disposent d'une procuration. 53

Les collaborateurs au sens de ces dispositions englobent tous les collaborateurs de l'assujetti, de même que les membres de l'organe exerçant la haute direction, la surveillance et le contrôle et ceux de la direction, les associés indéfiniment responsables ainsi que les personnes exerçant des fonctions comparables. 54

Les assujettis définissent les mesures de surveillance qu'ils jugent appropriées et adéquates dans une directive interne. En fonction du risque d'abus, il est possible de prévoir des mesures de surveillance de portée différente selon les catégories de collaborateurs ou les fonctions. Indépendamment de ces catégories de risque, il faut s'assurer qu'en cas de besoin, un droit de regard puisse s'exercer sur l'ensemble des relations déterminantes concernant des comptes ou des dépôts. 55

#### E. Watch list et restricted list

Les assujettis tiennent une *watch list* et une *restricted list*. 56

La *watch list* contient des indications sur les informations d'initié qui sont en possession de l'assujetti et qui concernent les émetteurs, les supports de ces informations et les périodes de confidentialité notamment. Cette liste est mise à jour par un service approprié, désigné à cet effet (par exemple le service de *compliance*). 57

La *restricted list* a pour but de communiquer certaines activités interdites ou restreintes, telles que notamment l'interdiction de négocier une valeur mobilière particulière, le blocage de titres ou la publication restreinte d'analyses financières. Le service responsable de la *watch list* l'est également pour la *restricted list*. 58

#### F. Devoirs d'enregistrement

Les opérations qui, selon des indices manifestes, pourraient ne pas être compatibles avec les exigences des art. 142 et 143 LIMF ou les chapitres III à VI doivent être documentées. 60

Les entretiens téléphoniques internes et externes de tous les collaborateurs qui travaillent dans le négoce sur valeurs mobilières doivent être enregistrés. Ce devoir d'enregistrement vaut également pour les téléphones portables. L'utilisation de moyens de communication 61



pour lesquels l'enregistrement ne peut pas être garanti est à proscrire. Les enregistrements doivent être conservés pendant au moins deux ans et leur accès, sans modification, doit être garanti au besoin à la FINMA.

La correspondance électronique (e-mail, communication via Bloomberg ou Reuters, etc.) et les relevés de toutes les connexions établies avec les téléphones professionnels de tous les collaborateurs qui travaillent dans le négoce de valeurs mobilières ainsi que des collaborateurs qui, selon l'estimation du risque, sont particulièrement exposés au risque de recevoir des informations déterminantes pour la surveillance du marché doivent être conservés pendant au moins deux ans et leur accès, sans modification, doit être garanti au besoin à la FINMA. 62

#### G. Négoce à haute fréquence / Négoce algorithmique

Les assujettis qui ont recours au négoce algorithmique (cf. Cm 18) doivent s'assurer par des systèmes efficaces et des contrôles du risque qu'il ne peut résulter de cette pratique aucun signal faux ou trompeur sur l'offre, la demande ou le cours des valeurs mobilières. 63

Les assujettis sont tenus de documenter de manière compréhensible pour des tiers les principales caractéristiques de leurs stratégies de négoce algorithmique. 64

#### H. Audit

Les devoirs d'organisation des assujettis font l'objet d'un audit mené selon les critères de la Circ.-FINMA 13/3 « Activités d'audit » et, pour les négociants en valeurs mobilières, réalisé par les sociétés d'audit mandatées conformément à l'art. 17 LBVM. Si, dans le cadre de l'audit, des manquements aux règles de conduite sur le marché sont découverts, ils doivent être communiqués à la FINMA conformément à l'art. 27 LFINMA ou à l'art. 30 LSA (RS 961.01) et également mentionnés dans le rapport d'audit. 65\*

### VIII. (Abrogé)

Abrogé 66\*

Abrogé 67\*

Abrogé 68\*

# Liste des modifications

**La présente circulaire est modifiée comme suit :**

Modification du 12 août 2016.

*Les renvois à la législation sur les marchés financiers ont été adaptés à la loi du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers et à l'ordonnance du 25 novembre 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers.*

Cm modifiés                      3, 4, 12, 14, 33, 36, 41, 43, 50, 64

Cm abrogés                        65, 66, 67



## I. But et champ d'application

- La présente circulaire a pour but de concrétiser la notion de « distribution de placements collectifs de capitaux » et de préciser les activités à qualifier de distribution. Elle expose également les conséquences juridiques qu'entraîne le fait de faire entrer une activité dans la catégorie des activités de distribution. 1
- Elle s'adresse aux banques, entreprises d'assurance, négociants en valeurs mobilières, directions de fonds de placement, SICAV, sociétés en commandite de placements collectifs, SICAF, gestionnaires de placements collectifs, représentants de placements collectifs étrangers, distributeurs de placements collectifs ainsi qu'à toutes les autres personnes qui distribuent des placements collectifs. 2
- Le chapitre II. s'applique par analogie aux portefeuilles collectifs internes (art. 4 LPCC) et aux produits structurés (art. 5 LPCC). 3

## II. Notions

### A. Distribution

#### a) « Proposition » et « publicité » – en tant que distribution (art. 3 al. 1 LPCC et art. 3 al. 1 OPCC)

- Est considérée comme distribution de placements collectifs toute proposition ou publicité pour des placements collectifs (i) qui ne s'adresse pas exclusivement à des investisseurs au sens de l'art. 10 al. 3 let. a et b LPCC et (ii) qui ne tombe pas sous l'une des exceptions de l'art. 3 al. 2 LPCC. 4
- La distribution de placements collectifs englobe toute proposition (soit l'offre concrète de conclure un contrat) et toute publicité (soit l'utilisation de moyens publicitaires de toute nature dont le contenu est employé pour souscrire à des placements collectifs déterminés). La « proposition » ou la « publicité » de placements collectifs englobe tout type d'activité visant l'acquisition de parts de placements collectifs par un investisseur. 5
- En principe, la nature et la forme du moyen utilisé sont indifférentes. Entrent en considération notamment : les médias imprimés et électroniques de toute nature comme les journaux et les publications périodiques, les envois non sollicités (*direct mail*), les prospectus, les *fact sheets*, les listes de recommandation et les documents d'information adressés aux clients d'une banque ou d'un autre intermédiaire financier, les propositions faites à des intermédiaires financiers (qui ne sont pas considérés comme investisseurs au sens de l'art. 10 al. 3 let. a et b LPCC) de transmettre ces documents à leur clientèle, les informations sur les possibilités de souscription à des placements collectifs (par ex. indication du numéro de valeur, lieu de souscription), les conférences de presse, le « téléphone-marketing », les appels téléphoniques non sollicités (*cold calling*), les présentations (*road shows*), les salons de l'investissement, les reportages sponsorisés sur les placements collectifs, les visites à domicile d'intermédiaires financiers de toute sorte, les sites Internet et 6

les autres formes d'e-commerce, les bulletins de souscription et les possibilités de souscription par le biais d'Internet, les e-mails.

La distribution comprend la distribution indirecte. Ainsi, par distribution de placements collectifs, on entend notamment la proposition ou la publicité concernant des « comptes gérés de placements collectifs ». Les « comptes gérés de placements collectifs » se caractérisent par le fait que, dans le cadre d'un concept donné, des placements collectifs sont utilisés et que, de par leur effet économique, ils sont comparables à un fonds de fonds (*fund of funds*) ou à un placement collectif visant une stratégie de placement. 7

#### **b) Exceptions**

*aa) Propositions et publicité pour des intermédiaires financiers et des entreprises d'assurance soumis à surveillance (art. 3 al. 1 LPCC ; art. 3 al. 4 OPCC)*

(Aucune observation.) 8

*bb) Mise à disposition d'informations et acquisition de placements collectifs dans le cadre de la simple exécution de transactions» (art. 3 al. 2 let. a LPCC ; art. 3 al. 2 let. b OPCC)*

(Aucune observation.) 9

*cc) Mise à disposition d'informations et acquisition de placements collectifs dans le cadre d'un contrat de conseil (art. 3 al. 2 let. a LPCC ; art. 3 al. 2 let. a et al. 3 OPCC)*

Cette exception ne s'applique pas aux actes d'un tiers qui, sans être partie au contrat de conseil, propose à l'investisseur ou au gestionnaire de fortune indépendant au sens de l'art. 3 al. 2 let. c LPCC d'acquérir des placements collectifs ou en fait la publicité. 10

*dd) Mise à disposition d'informations et acquisition de placements collectifs dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune (art. 3 al. 2 let. b et c LPCC)*

Cette exception ne s'applique pas aux actes d'un tiers qui, sans être partie au contrat de gestion de fortune, propose à l'investisseur ou au gestionnaire de fortune indépendant d'après l'art. 3 al. 2 let. c LPCC d'acquérir des placements collectifs ou en fait la publicité. 11

Le gestionnaire de fortune indépendant qui n'est pas soumis aux règles de conduite reconues par la FINMA d'après l'art. 3 al. 2 let. c LPCC et qui met à disposition des informations concernant les placements collectifs ou qui, du fait de son contrat de gestion de fortune, acquière des placements collectifs, est uniquement autorisé à acquérir des placements collectifs suisses, et ce, exclusivement dans le cadre d'un contrat de gestion de fortune conclu avec un investisseur qualifié au sens de l'art. 10 al. 3 ou 3<sup>bis</sup> LPCC (art. 3, 13, 19 al. 1<sup>bis</sup> LPCC et art. 30a OPCC). 12

<i>ee) Publication de prix, de cours, de valeurs d'inventaire et de données fiscales par des intermédiaires financiers soumis à la surveillance (art. 3 al. 2 let. d LPCC ; art. 3 al. 5 OPCC)</i>	
(Aucune observation.)	13
<i>ff) Proposition aux collaborateurs de programmes de participation des collaborateurs (art. 3 al. 2 let. e LPCC ; art. 3 al. 6 OPCC)</i>	
(Aucune observation.)	14
<b>B. Investisseur qualifié</b>	
<b>a) Investisseur qualifié selon l'art. 10 al. 3 LPCC</b>	
(Aucune observation.)	15
<b>b) Particulier fortuné au sens de l'art. 10 al. 3<sup>bis</sup> LPCC (art. 6 et 6a al. 1 OPCC)</b>	
L'expérience est considérée comme « comparable », au sens de l'art. 6 al. 1 let. a ch. 1 OPCC, lorsque l'investisseur a effectué en moyenne dix transactions d'une taille significative par trimestre au cours des quatre trimestres précédents sur le marché concerné.	16
<b>c) Investisseur selon l'art. 10 al. 3<sup>ter</sup> LPCC (art. 6a al. 2 OPCC)</b>	
(Aucune observation.)	17
<b>C. Distribution à des investisseurs qualifiés et non qualifiés</b>	
Il y a distribution à des investisseurs qualifiés lorsqu'une activité tombe sous le coup de l'art. 3 LPCC et qu'elle ne s'adresse qu'à des investisseurs qualifiés au sens de l'art. 10 al. 3 let. c et d ou 3 <sup>bis</sup> LPCC.	18
Des activités de distribution déployées envers un gestionnaire de fortune indépendant d'après l'art. 3 al. 2 let. c LPCC sont considérées comme distribution à des investisseurs qualifiés pour autant que celui-là s'oblige par écrit à n'utiliser les informations que pour les clients considérés comme investisseurs qualifiés au sens de l'art. 10 LPCC.	19
Des activités de distribution déployées envers un investisseur qualifié d'après l'art. 10 al. 3 <sup>ter</sup> LPCC sans implication de l'intermédiaire financier surveillé au sens de l'art. 3 al. 2 let. b LPCC ou du gestionnaire de fortune indépendant au sens de l'art. 3 al. 2 let. c LPCC sont considérées comme distribution à des investisseurs non qualifiés (art. 6a al. 2 OPCC).	20
La cotation à une bourse suisse d'un placement collectif étranger est considérée comme distribution à des investisseurs non qualifiés.	21

### III. Régime de la distribution

#### A. Distribution à des investisseurs non qualifiés

##### a) Obligation de faire approuver les documents déterminants

Conformément à l'art. 120 al. 1 LPCC, la distribution à des investisseurs non qualifiés de placements collectifs étrangers en Suisse ou à partir de la Suisse requiert l'approbation préalable de la FINMA. Le représentant présente à la FINMA les documents déterminants tels que le prospectus, les statuts ou le contrat de fonds. 22

L'approbation est accordée par la FINMA si les conditions de l'art. 120 al. 2 LPCC sont remplies, dont en particulier la désignation d'un représentant du placement collectif de capitaux étranger pour les parts distribuées en Suisse (art. 123 al. 1 LPCC). 23

##### b) Obligations du représentant

###### aa) *Principe et obligations en général*

Le représentant représente le placement collectif étranger envers les investisseurs et la FINMA. Son pouvoir de représentation ne peut pas être restreint (art. 124 al. 1 LPCC). Le représentant doit par ailleurs satisfaire aux devoirs de loyauté, de diligence et d'information aux termes de l'art. 20 al. 1 LPCC. 24

Le représentant observe les obligations légales d'annoncer, de publier et d'informer ainsi que les règles de conduite professionnelles satisfaisant aux exigences minimales de la FINMA (art. 124 al. 2 LPCC). 25

###### bb) *Obligations légales de publication et d'annonce*

###### aaa) *Documents déterminants*

Le représentant publie les documents déterminants selon les art. 13a et 15 al. 3 OPCC, à savoir le prospectus, prospectus simplifié resp. KIID, le contrat de fonds de placement, les statuts ou le règlement de placement ainsi que tout autre document nécessaire pour obtenir une approbation selon le droit étranger et qui correspondent à ceux à fournir pour les placements collectifs suisses selon l'art. 15 al. 1 LPCC. Les documents déterminants sont en règle générale à publier dans une langue officielle. 26

Les publications (y c. celles portant sur les modifications des documents déterminants d'après l'art. 133 al. 3 OPCC) et la publicité (art. 133 al. 2 OPCC) indiquent : 27

- le pays d'origine du placement collectif, 28
- le représentant, 29
- le service de paiement, 30

- le lieu où les documents selon les art. 13a et 15 al. 3 OPCC ainsi que les rapports annuel et semestriel peuvent être obtenus. 31
- bbb) Rapports annuels et semestriels*
- Le représentant publie les rapports annuels et semestriels dans une langue officielle. 32
- ccc) Publication de la valeur nette d'inventaire ainsi que des prix d'émission et de rachat*
- Le représentant publie les prix d'émission et de rachat des parts, ou la valeur d'inventaire avec la mention « commissions non comprises », conjointement lors de chaque émission et de chaque rachat mais au moins deux fois par mois dans les organes de publication désignés dans le prospectus. Pour les placements collectifs (y c. les fonds immobiliers) dont le droit au rachat en tout temps a été restreint au sens de l'art. 109 al. 3 OPCC, les publications précitées doivent être effectuées au moins une fois par mois. Les semaines et les jours durant lesquels les publications sont effectuées doivent être indiqués (art. 133 al. 4 OPCC ; art. 106 OPC-FINMA). 33
- ddd) Modifications*
- Le représentant remet immédiatement<sup>1</sup> les rapports annuel et semestriel à la FINMA, lui communique immédiatement les modifications des documents déterminants et publie ces modifications dans les organes de publication.<sup>2</sup> Les art. 39 al. 1 et 41 al. 1 2<sup>e</sup> phrase OPCC sont applicables par analogie (art. 133 al. 3 OPCC). 34
- Afin de vérifier que les rapports annuel et semestriel contiennent toutes les informations exigées, le représentant complète les *check lists*<sup>3</sup> et les remet avec les rapports correspondants à la FINMA. 35
- En cas de modification des documents déterminants d'après l'art. 13a OPCC, une requête en modification doit être envoyée à la FINMA au moyen du formulaire prévu à cet effet.<sup>4</sup> 36
- Dans les situations relevant de l'art. 15 al. 1 et 4 OPCC, le représentant fait parvenir à la FINMA une requête en modification au moyen du formulaire prévu à cet effet.<sup>5</sup> 37

<sup>1</sup> Dans un délai de deux semaines après la publication des rapports, mais au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin du premier semestre, respectivement dans un délai de quatre mois à compter de la fin de l'exercice (art. 89 al. 1 et 3 LPCC).

<sup>2</sup> Au plus tard dans un délai d'un mois après l'entrée en vigueur des modifications, les documents adaptés et rédigés dans une langue officielle suisse doivent être remis à la FINMA (y c. les versions en mode suivi des modifications) et les modifications publiées dans les organes de publication. Les publications doivent être effectuées dans le délai prescrit indépendamment de la décision de la FINMA d'approbation des modifications.

<sup>3</sup> Disponibles sur le site internet [www.finma.ch](http://www.finma.ch), rubrique « Etablissements ».

<sup>4</sup> Disponibles sur le site internet [www.finma.ch](http://www.finma.ch), rubrique « Etablissements ».

<sup>5</sup> Disponibles sur le site internet [www.finma.ch](http://www.finma.ch), rubrique « Etablissements ».



A moins que la liste ci-dessous ne prévoi.e autre chose, le représentant annonce immédiatement à la FINMA les événements suivants notamment :	38
• le regroupement ou la liquidation d'un placement collectif ou d'un compartiment ainsi que la modification de la forme juridique <sup>6</sup> ;	39
• le non lancement d'un placement collectif ou d'un compartiment ou lorsqu'aucune distribution n'a été effectuée en Suisse ;	40
• pour un placement collectif étranger présentant un risque particulier et qu'il représente : des mutations concernant les membres dirigeants particulièrement qualifiés (art. 14 al. 1 let. a LPCC ; art. 10 et 15 al. 1 let. a OPCC) de la direction de fonds ou de la société et/ou éventuellement des mandataires ;	41
• la suspension du remboursement des parts pour un placement collectif étranger que le représentant représente (art. 81 al. 1 LPCC ; art. 110 OPCC) ; <sup>7</sup>	42
• la fusion, la scission, le transfert de patrimoine ou la modification de la forme juridique du représentant (le changement de représentant qui en résulterait nécessite l'approbation préalable de la FINMA ; art. 120 al. 2 <sup>bis</sup> LPCC) ;	43
• le changement de la société d'audit du représentant (l'annonce doit être préalable au changement) ;	44
• la modification ou la résiliation du contrat d'assurance ou la fin de celui-ci pour d'autres motifs (dans la mesure du possible, l'annonce doit être préalable à ces changements ou sans retard aucun) ;	45
• les prétentions en dommages-intérêts émises à l'encontre du représentant ;	46
• la modification de la raison sociale ou de l'adresse du représentant ;	47
• le changement du service de paiement (l'annonce doit être préalable au changement) ;	48
• les mesures prononcées par une autorité de surveillance étrangère à l'encontre du placement collectif, notamment le retrait de l'autorisation ;	49

<sup>6</sup> Après l'exécution de la fusion, respectivement après la clôture de la liquidation, l'exécution et le rapport d'échange, respectivement le remboursement final des parts, doivent être publiés sans délai dans les organes de publication suisses. Si un placement collectif autorisé à la distribution en Suisse fusionne avec un placement collectif qui n'est pas autorisé à la distribution, seule la dénomination de ce dernier peut être mentionnée dans la publication correspondante ; d'autres informations ne sont pas admises.

<sup>7</sup> Si la suspension dure plus d'une journée, le représentant doit en informer immédiatement la FINMA en lui en exposant les motifs. Il doit en outre porter immédiatement la suspension du rachat à la connaissance des investisseurs concernés.

- la résiliation de contrats de représentation (elle doit être approuvée au préalable aux termes de l'art. 120 al. 2<sup>bis</sup> LPCC). 50

*eee) Prescriptions de publication en particulier*

Le représentant publie un résumé des modifications principales en indiquant les adresses où le texte intégral des modifications peut être obtenu gratuitement (au moins auprès du représentant lui-même ; art. 133 al. 3 OPCC ; art. 27 al. 2 LPCC et art. 39 al. 1, 41 al. 1 2<sup>e</sup> phrase OPCC). 51

Les modifications exigées par la loi qui ne touchent pas aux droits des investisseurs ou qui sont de nature exclusivement formelle doivent être annoncées à la FINMA. Celle-ci peut disposer que de telles modifications ne doivent pas être publiées (art. 133 al. 3 et 41 al. 1<sup>bis</sup> OPCC). 52

**c) Autorisation de distributeur**

Selon l'art. 13 al. 1 LPCC, une autorisation est nécessaire pour pouvoir distribuer des placements collectifs à des investisseurs non qualifiés. L'art. 8 OPCC reste réservé. 53

Aucune autorisation de distributeur n'est nécessaire pour distribuer des assurances vie liées à des fonds de placement. L'entreprise d'assurance doit informer le preneur d'assurance avant la conclusion du contrat selon les prescriptions applicables en vertu des art. 75 à 77 LPCC pour l'information des investisseurs dans des placements de capitaux collectifs ouverts par la direction du fonds ou la SICAV. Les dispositions d'application correspondantes, en particulier les art. 106 à 107e ainsi que les annexes 1 à 3 de l'OPCC doivent être prises en considération (cf. Cm 158 Circ.-FINMA 16/6 « Assurance sur la vie »). 54

La personne qui distribue doit satisfaire notamment à l'obligation d'inventaire d'après les art. 24 al. 3 LPCC et art. 34a OPCC et au devoir d'information concernant les honoraires, les frais et les rémunérations pour la distribution d'après l'art. 20 al. 1 let. c LPCC. 55

**B. Distribution à des investisseurs qualifiés**

**a) Nomination du représentant et du service de paiement**

La distribution de placements collectifs de droit étranger à des investisseurs qualifiés uniquement nécessite au préalable la nomination d'un représentant et d'un service de paiement (art. 120 al. 4, 123 al. 1 LPCC). 56

L'art. 120 al. 2<sup>bis</sup> LPCC ne s'applique pas à la distribution de placements collectifs de droit étranger à des investisseurs qualifiés. Le cas échéant, le représentant peut mettre fin à son mandat sans disposer d'une approbation préalable de la FINMA. 57

Le représentant représente le placement collectif étranger envers les investisseurs et la FINMA. Son pouvoir de représentation ne peut pas être restreint (art. 124 al. 1 LPCC). Le 58

représentant doit par ailleurs satisfaire aux devoirs de loyauté, de diligence et d'information aux termes de l'art. 20 al. 1 LPCC.

Le représentant d'un placement collectif étranger dont la distribution en Suisse n'est autorisée qu'à des investisseurs qualifiés doit conclure un contrat de distribution écrit selon l'art. 30a OPCC avec l'intermédiaire financier selon l'art. 19 al. 1<sup>bis</sup> LPCC. 59

Il s'assure que les investisseurs peuvent obtenir auprès de lui les documents déterminants du placement collectif de droit étranger d'après l'art. 13a OPCC et que les informations d'après l'art. 133 al. 2 OPCC y sont contenues. Il doit de plus s'assurer que les dénominations des placements collectifs de capitaux qu'il représente ne prêtent pas à confusion et n'induisent pas en erreur (art. 120 al. 4 LPCC). 60

Le représentant n'est pas soumis aux prescriptions de publication et d'annonce légales (art. 133 al. 5 OPCC). Il n'a ainsi pas besoin d'annoncer ses mandats envers la FINMA. 61

#### **b) Autorisation de distributeur**

Il n'est ni obligatoire ni même possible d'obtenir une autorisation pour distribuer des placements collectifs suisses à des investisseurs qualifiés (art. 13 al. 1 LPCC a contrario). 62

Toutefois, un intermédiaire financier ne peut distribuer en Suisse des placements collectifs étrangers destinés exclusivement à des investisseurs qualifiés que s'il est soumis, en Suisse ou à l'étranger, à un régime de surveillance approprié (art. 19 al. 1<sup>bis</sup> LPCC). Il est considéré comme étant soumis à une surveillance appropriée en Suisse selon l'art. 19 al. 1<sup>bis</sup> LPCC s'il bénéficie d'une autorisation pour distributeur délivrée par la FINMA ou qu'il est libéré, d'après l'art. 8 OPCC, de l'obligation d'en obtenir une (art. 30a OPCC par analogie). 63

Aucune autorisation de distributeur n'est nécessaire pour distribuer des assurances vie liées à des fonds de placement. L'entreprise d'assurance doit informer le preneur d'assurance avant la conclusion du contrat selon les prescriptions applicables en vertu des art. 75 à 77 LPCC pour l'information des investisseurs dans des placements de capitaux collectifs ouverts par la direction du fonds ou la SICAV. Les dispositions d'application correspondantes, en particulier les art. 106 à 107e ainsi que les annexes 1 à 3 de l'OPCC doivent être prises en considération (cf. Cm 158 Circ.-FINMA 16/6 « Assurance sur la vie »). 64

La personne qui distribue doit satisfaire notamment à l'obligation d'inventaire d'après les art. 24 al. 3 LPCC et art. 34a OPCC et au devoir d'information concernant les honoraires, les frais et les rémunérations pour la distribution d'après l'art. 20 al. 1 let. c LPCC. 65

## IV. Distribution par le biais d'Internet

### A. En général

Le contenu d'un site Internet visant l'acquisition de parts de placements collectifs de capitaux par des investisseurs est considéré comme distribution. 66

Etant donné qu'Internet ne connaît pas de frontières, les éventuelles réglementations étrangères applicables doivent également être respectées. 67

#### a) Distribution en Suisse

Un site Internet est présumé être destiné à des investisseurs en Suisse si des indices permettent d'établir, dans leur effet global, un rattachement à la Suisse. Lors de l'appréciation de l'effet global, on tient notamment compte de la présence des indices suivants : 68

- le site Internet s'adresse expressément à des investisseurs ayant leur siège ou leur domicile en Suisse ; 69
- la mention d'une adresse de contact en Suisse ou la mention de représentants, de distributeurs, de services de paiement ou d'autres intermédiaires financiers ayant leur siège ou leur domicile en Suisse ; 70
- la publication de la valeur d'inventaire ou du prix d'émission et du prix de rachat, en CHF (sous réserve de l'art. 3 al. 5 OPCC) ; 71
- l'utilisation d'une langue nationale suisse (seulement de manière cumulative avec un ou plusieurs autres indices) ; 72
- la présence d'informations relatives à la législation suisse ou à une législation étrangère intéressant des personnes dont le siège ou le domicile se situe en Suisse (par ex. une présentation des avantages fiscaux du domicile du placement collectif) ; 73
- l'inclusion d'un lien hypertexte (hyperlien) renvoyant à d'autres sites Internet ou à d'autres médias (journaux, radio, télévision, etc.) qui peuvent être rattachés à la Suisse. 74

Le site Internet qui s'adresse à des investisseurs en Suisse et dont les offres peuvent être consultées par d'autres investisseurs que ceux selon l'art. 10 al. 3 let. a et b LPCC est considéré comme distribution en Suisse (art. 3 al. 4 OPCC). Le responsable du site doit remplir les exigences selon les sections B. et C. 75

Un tel site Internet ne constitue pas de la distribution en Suisse s'il exclut expressément par un *disclaimer* toute offre à des investisseurs en Suisse ou si, pour les investisseurs en Suisse, il contient une restriction d'accès : 76

**aa) Disclaimer**

Le *disclaimer* doit constituer un passage obligé pour le visiteur d'un site Internet, par ex. en apparaissant automatiquement à l'écran, l'investisseur ayant l'obligation de confirmer qu'il en a pris connaissance. Il doit apparaître avant que le visiteur accède au contenu du site Internet. Lorsqu'il est possible de souscrire en ligne des parts de placements collectifs, le *disclaimer* doit également apparaître et l'investisseur doit confirmer en avoir pris connaissance au moment où il contacte en ligne la personne qui propose des placements collectifs pour effectuer une souscription. 77

Un *disclaimer* général selon lequel le site Internet ne relèverait pas de la distribution dans les pays où la distribution n'est pas autorisée est insuffisant. 78

**bb) Restrictions d'accès au site Internet**

La restriction d'accès doit permettre de vérifier le siège ou le domicile des investisseurs intéressés. Les personnes qui proposent des placements collectifs sont, en principe, libres de choisir les restrictions d'accès qui leur paraissent les plus appropriées (questionnaires, mots de passe, etc.), pour autant que les critères de ces restrictions d'accès soient clairs pour le visiteur. Un questionnaire en ligne n'est toutefois une restriction d'accès suffisante que lorsque le visiteur du site Internet doit spécifier le pays de son siège ou de son domicile. Les personnes qui proposent des placements collectifs peuvent se fier aux indications des visiteurs. 79

**b) Sites de discussion**

Le fait de s'annoncer sur un site de discussion (*newsgroup, bulletin board, chat room, etc.*) n'est en principe pas considéré comme distribution. Toutefois, lorsque ces sites sont accessibles sans aucune limitation et qu'ils sont utilisés par des personnes qui proposent des placements collectifs ou font de la publicité pour ces derniers, leur contenu peut, en présence d'indices de rattachement à la Suisse, dans leur effet global, constituer de la distribution. 80

**B. Distribution à des investisseurs qualifiés en Suisse par le biais d'Internet**

Il y a distribution à des investisseurs qualifiés en Suisse si le site Internet ne s'adresse qu'à des investisseurs qualifiés au sens de l'art. 10 al. 3 let. c et d et 3<sup>bis</sup> LPCC en Suisse ou selon le Cm 19 à des gestionnaires de fortune indépendants au sens de l'art. 3 al. 2 let.c LPCC. 81

**a) Autorisation de distributeur**

Le responsable d'un site Internet sis en Suisse doit bénéficier d'une autorisation de distributeur d'après l'art. 13 al. 1 LPCC, pour autant qu'il ne s'agisse pas de placements collectifs de capitaux suisses (cf. Cm 62). 82

Le responsable d'un site Internet sis à l'étranger doit être un intermédiaire financier autorisé à distribuer des placements collectifs dans le pays où il a son siège ; il doit conclure des contrats de distribution écrits avec le représentant en Suisse au sens de l'art. 30a OPCC. 83

**b) Exigences à remplir par le site Internet**

Le site Internet qui s'adresse à des investisseurs qualifiés en Suisse doit être muni d'un *disclaimer* ou d'une restriction d'accès selon les exigences suivantes : 84

*aa) Disclaimer*

Un *disclaimer* d'ordre général doit rendre les investisseurs suisses attentifs au fait que le site ne s'adresse qu'à des investisseurs qualifiés. Il ne vaut pas vérification de la catégorie d'investisseur (investisseur qualifié au sens de l'art. 10 LPCC) au moment de l'acquisition du placement collectif. Le *disclaimer* ne vaut notamment ni preuve au sens de l'art. 6 al. 1 et 5 OPCC ni déclaration écrite au sens de l'art. 6a OPCC. 85

En outre, le site qui propose des placements collectifs pour lesquels aucun représentant ou service de paiement n'a été nommé en Suisse doit être muni d'un *disclaimer* soulignant expressément que les placements collectifs concernés ne peuvent être distribués en Suisse. Dans l'hypothèse où un représentant ou un service de paiement en Suisse n'a été nommé que pour certains placements collectifs, ils doivent être spécifiés. 86

*bb) Restrictions d'accès au site Internet*

La restriction d'accès doit permettre de constater la catégorie des investisseurs intéressés (investisseurs qualifiés au sens de l'art. 10 LPCC). La procédure de contrôle doit garantir que les investisseurs intéressés répondent à toutes les questions de contrôle avant que l'accès leur soit accordé. 87

Les personnes qui proposent des placements collectifs peuvent se fier aux indications fournies par les visiteurs du site au moment où ils accèdent au site. Ces indications ne sont dans ce cas pas considérées comme vérification de la catégorie d'investisseur (investisseur qualifié au sens de l'art. 10 LPCC) au moment de l'acquisition du placement collectif. Elles ne valent ni preuve au sens de l'art. 6 al. 1 et 5 OPCC ni déclaration écrite au sens de l'art. 6a OPCC. 88

Si le site propose des placements collectifs pour lesquels aucun représentant ou service de paiement n'a été nommé en Suisse, l'investisseur qualifié ne doit pouvoir accéder qu'à des sites mentionnant des placements collectifs et/ou des personnes qui proposent des placements collectifs pour lesquels un représentant ou service de paiement autorisé en Suisse a été nommé. 89

## C. Distribution à des investisseurs non qualifiés en Suisse par le biais d'Internet

Il y a distribution à des investisseurs non qualifiés en Suisse si le site Internet ne s'adresse pas uniquement à des investisseurs qualifiés mais aussi à des investisseurs non qualifiés en Suisse. 90

### a) Autorisation de distributeur

Le responsable d'un site Internet doit bénéficier d'une autorisation de distributeur d'après l'art. 13 al. 1 LPCC. 91

### b) Exigences à remplir par le site Internet

Le site Internet qui ne propose pas exclusivement des placements collectifs autorisés à la distribution par la FINMA doit être muni d'un *disclaimer* ou d'une restriction d'accès selon les exigences suivantes : 92

#### aa) *Disclaimer*

A défaut d'autorisation de distribution de la FINMA, un *disclaimer* doit expressément souligner que les placements collectifs concernés en Suisse ne seront pas distribués à des investisseurs non qualifiés. Dans l'hypothèse où seuls certains placements collectifs sont autorisés, lesdits placements doivent être spécifiés. Le *disclaimer* ne vaut pas vérification de la catégorie d'investisseur (investisseur qualifié au sens de l'art. 10 LPCC) au moment de l'acquisition du placement collectif. Il ne vaut notamment ni preuve au sens de l'art. 6 al. 1 et 5 OPCC ni déclaration écrite au sens de l'art. 6a OPCC. 93

#### bb) *Restrictions d'accès au site Internet*

La restriction d'accès doit permettre de constater la catégorie des investisseurs intéressés (investisseurs qualifiés au sens de l'art. 10 LPCC ou investisseurs non qualifiés). La procédure de contrôle doit garantir que les investisseurs intéressés répondent à toutes les questions de contrôle avant que l'accès leur soit accordé. 94

Les personnes qui proposent des placements collectifs peuvent se fier aux indications fournies par les visiteurs du site au moment où ils accèdent au site. Ces indications ne sont pas considérées comme vérification de la catégorie d'investisseur (investisseurs qualifiés au sens de l'art. 10 LPCC) au moment de l'acquisition du placement collectif. Elles ne valent ni preuve au sens de l'art. 6 al. 1 et 5 OPCC ni déclaration écrite au sens de l'art. 6a OPCC. 95

Les investisseurs non qualifiés ne doivent pouvoir accéder qu'à des sites mentionnant exclusivement des placements collectifs autorisés en Suisse. 96

## **V. Dispositions transitoires**

En ce qui concerne la distribution de placements collectifs et les particuliers fortunés d'après l'art. 10 al. 3<sup>bis</sup> LPCC, les dispositions transitoires de la loi (art. 158d, 158e LPCC) et de l'ordonnance (art. 144c OPCC) s'appliquent. L'art. 24 LPCC et l'art. 34a OPCC n'entrent en vigueur qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

97



FINMA – Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers

## Circulaire 2016/7

### Identification par vidéo et en ligne

# Obligations de diligence lors de l'établissement de relations d'affaires par le biais de canaux numériques

Référence : Circ.-FINMA 16/7 « Identification par vidéo et en ligne »  
 Date : 3 mars 2016  
 Entrée en vigueur : 18 mars 2016  
 Dernière modification : 20 juin 2018 [les modifications sont signalées par \* et figurent à la fin du document]  
 Bases légales : LFINMA art. 7 al. 1 let. b  
 OBA-FINMA art. 3 al. 2

Destinataires							
	LB	LSA	LBVM	LIMF	LPCC	LBA	Autres
X	Banques						
X	Groupes et cong. financiers						
	Autres intermédiaires						
X	Assureurs						
X	Groupes et cong. d'assur.						
	Intermédiaires d'assur.						
X	Négociants en valeurs mob.						
	Plates-formes de négociation						
X	Contreparties centrales						
X	Dépôtaires centraux						
	Référentiels centraux						
X	Systèmes de paiement						
	Participants						
X	Directions de fonds						
X	SICAV						
X	Sociétés en comm. de PCC						
X	SICAF						
	Banques dépositaires						
X	Gestionnaires de PCC						
	Distributeurs						
	Représentants de PCC étr.						
	Autres intermédiaires						
X	OAR						
X	IFDS						
	Entités surveillées par OAR						
	Sociétés d'audit						
	Agences de notation						

## I. Objet et but

La FINMA édicte la présente circulaire en application de l'art. 3 al. 2 de l'ordonnance de la FINMA sur le blanchiment d'argent (OBA-FINMA ; RS 955.033.0) afin d'explicitier les obligations de diligence prévues par la loi sur le blanchiment d'argent (LBA ; RS 955.0) et ses dispositions d'exécution dans le contexte des prestations financières fournies par voie numérique. 1

## II. Champ d'application

La présente circulaire s'applique directement aux intermédiaires financiers mentionnés à l'art. 2 al. 2 LBA, et à ceux mentionnés à l'art. 2 al. 3 LBA qui sont soumis à la surveillance directe de la FINMA conformément à l'art. 14 LBA (IFDS). 2

Ci-après, les renvois à l'OBA-FINMA se réfèrent également aux dispositions analogues de la CDB et du règlement de l'OAR-ASA. 3

Les renvois des règlements OAR à la présente circulaire sont approuvés avec l'entrée en vigueur de cette circulaire. Les réglementations divergentes sont traitées dans le cadre des procédures d'approbation habituelles. 4

## III. Vérification d'identité par vidéo

### A. Vérification de l'identité par vidéo d'une personne physique assimilée à une vérification d'identité en présence de la personne

La vérification d'identité par vidéo est assimilée à une vérification d'identité en présence de la personne pour autant qu'elle respecte les principes suivants : 5

#### a) Critères techniques et organisationnels

L'identité est vérifiée par le biais d'une communication audiovisuelle en temps réel (en direct) entre le cocontractant et l'intermédiaire financier. A cet effet, l'intermédiaire financier utilise des supports techniques appropriés qui garantissent une transmission sûre des données et la lecture ainsi que le déchiffrement de la zone de lecture automatique (*machine readable zone*, MRZ) du document d'identification. 6\*

La qualité de l'image et du son doit être appropriée pour permettre une identification parfaite. L'intermédiaire financier peut utiliser des moyens techniques pour compenser des conditions de luminosité difficiles, notamment lors de la prise des photographies requises dans le cadre de la procédure d'identification. 7

Le cocontractant est identifié par des collaborateurs de l'intermédiaire financier ayant suivi une formation correspondante. Un enregistrement audio doit en outre être effectué pour toute la durée de l'entretien.	8
Pour la réalisation des entretiens d'identification, l'intermédiaire financier établit un processus ainsi qu'un guide d'entretien à l'intention des collaborateurs chargés de l'identification par vidéo.	9
<b>b) Procédure de vérification de l'identité</b>	
L'identité des personnes physiques est vérifiée par vidéo selon les Cm 11 à 22.	10
L'intermédiaire financier définit le processus d'établissement de la relation d'affaires par des canaux en ligne de manière à ce que, en amont de l'entretien audiovisuel, le cocontractant puisse saisir les données selon les art. 44 et 60 OBA-FINMA et les transmettre à l'intermédiaire financier. Celui-ci les vérifie pendant l'entretien d'identification en utilisant des supports techniques appropriés ou en posant des questions ciblées. Ce faisant, il veille aussi à déceler tout comportement inhabituel qui pourrait donner des indices quant à de faux documents d'identification. En outre, il compare les informations obtenues dans le cadre du processus d'établissement de la relation d'affaires à celles figurant sur le document d'identification du cocontractant.	11
Avant le début de l'entretien audiovisuel, l'intermédiaire financier doit obtenir l'accord exprès du cocontractant pour la vérification d'identité par vidéo et l'enregistrement audio de l'entretien.	12
Pendant la transmission vidéo, l'intermédiaire financier prend des photographies du cocontractant ainsi que de toutes les pages importantes du document d'identification et vérifie que les photographies du cocontractant concordent avec celle du document d'identification.	13
Par ailleurs, l'intermédiaire financier contrôle l'authenticité des documents d'identification, d'une part au moyen de la lecture et du déchiffrement des informations contenues dans la MRZ et, d'autre part, à l'aide d'un élément de sécurité optique variable du document d'identification et d'un autre élément choisi de manière aléatoire. Ce dernier contrôle peut être effectué au moyen d'un support technique ou de manière visuelle (par ex. en inclinant le document d'identification). L'intermédiaire financier vérifie que les informations décryptées concordent avec les autres données figurant sur le document d'identification et avec celles fournies par le cocontractant lors de l'ouverture de la relation d'affaires. Si le document d'identification ne lui est pas familier, il le compare à des références d'une banque de données spécifique aux documents d'identité concernant les éléments de sécurité, le type et la taille de caractères ainsi que la mise en page.	14*
Dans le cadre de cette procédure, seules peuvent être utilisées les documents d'identification officiels du pays émetteur qui contiennent une MRZ et des éléments de sécurité optiques,	15

comme des hologrammes ou des kinégrammes, ou encore des éléments d'impression avec effet de bascule.

Abrogé

16\*

Chaque vérification d'identité doit être documentée. Les photographies du document d'identification et du cocontractant ainsi que l'enregistrement audio de la procédure de vérification d'identité dans son ensemble doivent être joints au dossier et archivés.

17

### c) Interruption de la procédure de vérification d'identité par vidéo

L'intermédiaire financier interrompt la procédure de vérification d'identité par vidéo,

18

- si la qualité de l'image et/ou du son ne permet pas une identification parfaite du cocontractant ; ou 19
- abrogé 20\*
- lorsqu'il y a des doutes quant à l'authenticité du document d'identification ou à l'identité du cocontractant. 21

L'interruption de la procédure de vérification d'identité peut aussi consister à diriger le client, pour les étapes sujettes à caution, vers des méthodes de vérification traditionnelles (vérification en présence de la personne ou par correspondance). Si l'intermédiaire financier dispose d'indices laissant supposer des risques accrus, il pourra néanmoins poursuivre la procédure de vérification d'identité. Il s'assurera toutefois que la relation d'affaires ne sera admise qu'avec l'accord d'un supérieur hiérarchique, d'un organe supérieur ou de la direction, conformément à l'art. 18 OBA-FINMA.

22\*

## B. Vérification de l'identité par vidéo d'une personne morale ou d'une société de personnes

Lors de l'établissement de relations d'affaires avec des personnes morales ou des sociétés de personnes, l'identité peut être vérifiée par vidéo lorsque les conditions exposées aux Cm 24 et 25 sont remplies en sus de celles énumérées au chapitre III.A.

23

Pour les personnes morales ou les sociétés de personnes en tant que cocontractants, l'intermédiaire financier se procure un extrait électronique tiré d'une banque de données administrée par l'autorité du registre compétente ou d'un répertoire électronique fiable administré par une société privée. L'extrait peut également être remis à l'intermédiaire financier en dehors de la procédure de vérification d'identité par vidéo.

24

L'intermédiaire financier prend connaissance des pouvoirs de représentation du cocontractant par voie électronique et vérifie, dans le cadre de l'identification par vidéo selon le chapitre III.A, l'identité des personnes qui établissent la relation d'affaires au nom de la

25

personne morale ou de la société de personnes. L'identité des différents représentants de la personne morale ou de la société de personnes peut être vérifiée à différents moments.

L'intermédiaire financier peut recevoir la déclaration relative au détenteur du contrôle par voie électronique, conformément aux dispositions du chapitre V. 26

**C. Vérification d'identité par vidéo assimilée à une vérification d'identité en présence de la personne lors de relations d'affaires avec plusieurs cocontractants**

Lors de l'établissement de relations d'affaires avec plusieurs cocontractants, la vérification d'identité par vidéo est assimilée à une vérification d'identité en présence de la personne lorsque la procédure décrite aux chapitres III.A et III.B est effectuée individuellement pour chaque cocontractant. 27

**D. Documents assimilés à une copie simple du document d'identification lors de l'établissement d'une relation d'affaires par correspondance**

Lorsque les conditions décrites aux chapitres III.A à III.C ne sont pas entièrement remplies, les documents établis dans le cadre de l'identification par vidéo ont la même valeur qu'une copie simple du document d'identification et les art. 45 al. 2, 49 et 59 al. 1 let. d OBA-FINMA sont applicables. 28

#### **IV. Vérification d'identité en ligne**

**A. Documents assimilés à une copie simple du document d'identification lors de l'établissement d'une relation d'affaires par correspondance**

Une photographie du document d'identification prise par le cocontractant est assimilée à une copie simple du document d'identification. Elle peut être transmise par voie électronique à l'intermédiaire financier pour qu'il la classe dans son dossier. 29

Sont également assimilées à une copie simple du document d'identification les photographies de documents d'identification prises dans le cadre des procédures décrites au chapitre IV.B, sans que tous les critères qui y sont mentionnés soient respectés. 30

**B. Vérification d'identité en ligne au moyen d'une copie électronique du document d'identification**

Les copies de documents d'identification réalisées et transmises sous forme électronique à l'intermédiaire financier sont assimilées à la copie d'un document d'identification certifiée 31

conforme lorsqu'elles sont établies selon l'une des procédures décrites aux Cm 32 à 37, 38 à 39, 40 à 41 ou 42 à 44.

Lors de la vérification d'identité en ligne, la qualité de l'image doit être appropriée pour permettre une identification parfaite. L'intermédiaire financier peut utiliser des moyens techniques pour compenser des conditions de luminosité difficiles. 31.1\*

Si l'intermédiaire financier dispose d'indices laissant supposer des risques accrus, il pourra néanmoins poursuivre la procédure de vérification d'identité. Il s'assurera toutefois que la relation d'affaires ne sera admise qu'avec l'accord d'un supérieur hiérarchique, d'un organe supérieur ou de la direction, conformément à l'art. 18 OBA-FINMA. 31.2\*

Dans le cadre de cette procédure, seules peuvent être utilisées les documents d'identification officiels du pays émetteur qui contiennent une MRZ et des éléments de sécurité optiques, comme des caractéristiques holographiques ou cinématiques, ou encore des éléments d'impression avec effet de bascule. 31.3\*

L'intermédiaire financier documente chaque vérification d'identité. Les photographies du document d'identification et du cocontractant et, le cas échéant, la signature électronique qualifiée, doivent être jointes au dossier et archivées. 31.4\*

**a) Copie électronique d'un document d'identification dont l'authenticité est vérifiée par l'intermédiaire financier**

L'intermédiaire financier se procure des photographies de toutes les pages importantes du document d'identification ainsi que de la personne elle-même auprès du cocontractant. Il vérifie que la photographie établie concorde avec la photographie du document d'identification. Si l'intermédiaire financier n'est pas familier avec le document, il compare les éléments de sécurité, le type et la taille de caractères ainsi que la mise en page du document à des références d'une banque de données spécifique aux documents d'identité. À l'aide de supports techniques appropriés, qui garantissent au moins la lecture et le déchiffrement corrects des données contenues dans la MRZ, il examine la concordance des informations décryptées avec le reste des données du document d'identification et avec les données fournies par le cocontractant dans le cadre de l'ouverture de la relation d'affaires. L'intermédiaire financier évalue l'authenticité du document d'identification à l'aide d'au moins deux éléments de sécurité choisis de manière aléatoire. De plus, il s'assure que la photographie du cocontractant a été prise dans le cadre de la procédure de vérification d'identité. 32\*

En outre, l'intermédiaire financier demande au cocontractant d'effectuer un virement d'argent en sa faveur ou en faveur de la banque dépositaire à partir d'un compte libellé au nom du cocontractant auprès d'une banque en Suisse ou au Liechtenstein. A la place d'un compte dans une banque en Suisse ou au Liechtenstein, un compte auprès d'une banque sise dans un État membre du *Groupe d'action financière* (GAFI) suffit également pour autant que cet État n'ait pas été noté '*not compliant*' en ce qui concerne les recommandations relatives à la « *Customer due diligence* » et aux « *Wire transfers* » ni « *low* » en ce qui concerne les 33\*

« *Immediate outcomes 3* » (*supervision*) et 4 (*Preventive measures*) dans le cadre de l'évaluation mutuelle du GAFI.

Il contrôle également l'adresse de domicile du cocontractant au moyen : 34\*

- d'une facture fiscale ou d'une autre facture officielle, d'une facture d'électricité, d'eau ou de téléphone (*utility bill*) ; ou 35\*
- d'un envoi postal ; ou 36
- d'un extrait d'un registre public, d'une banque de données ou d'un répertoire gérés par un privé digne de confiance. 37

**b) Copie électronique d'un document d'identification avec signature électronique qualifiée**

L'intermédiaire financier se procure auprès du cocontractant, par un canal électronique, une copie électronique de toutes les pages pertinentes du document d'identification et de l'authentification y afférente au moyen d'une signature électronique qualifiée délivrée par un fournisseur de services de certification reconnu en Suisse conformément à la loi sur la signature électronique (SCSE ; RS 943.03). 38\*

L'intermédiaire financier vérifie que les données figurant sur le document d'identification concordent avec celles de la signature électronique qualifiée. 39\*

**c) Attestation d'authenticité numérique**

Selon l'art. 49 OBA-FINMA, l'émetteur d'attestations d'authenticité peut aussi transmettre à l'intermédiaire financier par voie électronique des attestations d'authenticité. Pour cela, il établit une copie électronique de toutes les pages pertinentes du document d'identification, la complète par une confirmation, inséparable de la copie, relative à la conformité de son contenu avec le document d'identification original, munit le fichier d'un timbre horodateur numérique ainsi que du visa d'un collaborateur et transmet le fichier à l'intermédiaire financier. 40\*

Lorsque l'émetteur d'attestations d'authenticité selon l'art. 49 OBA-FINMA atteste l'authenticité du document d'identification dans le lieu que le cocontractant a communiqué à l'intermédiaire financier comme adresse de domicile lors du processus d'ouverture et qu'il ressort d'un document que la procédure d'authentification a été effectuée dans ce lieu, alors l'attestation d'authenticité délivrée de cette manière comporte attestation de domicile selon l'art. 45 al. 2 OBA-FINMA. 41

**d) Personnes morales et sociétés de personnes**

L'intermédiaire financier exige et contrôle les photographies des personnes qui établissent la relation d'affaires au nom de la personne morale ou de la société de personnes selon le Cm 32. 42

En outre, l'intermédiaire financier demande à la personne morale ou à la société de personnes d'effectuer un virement d'argent en sa faveur ou en faveur de la banque dépositaire à partir d'un compte libellé à leur nom auprès d'une banque dans un pays selon le Cm 33. 43\*

Par ailleurs, l'intermédiaire financier se procure un extrait selon le Cm 24 et les pouvoirs de représentation de la personne morale ou de la société de personnes. L'intermédiaire financier peut se procurer la déclaration relative au détenteur du contrôle par voie électronique selon les mêmes dispositions que celles prévues au chapitre V. 44

**V. Déclaration relative à l'ayant droit économique**

Les explications ci-après concernent la déclaration relative à l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales selon les art. 59 ss OBA-FINMA et celle relative à l'ayant droit économique des personnes morales ou des sociétés de personnes qui exercent une activité opérationnelle et ne sont pas cotées en bourse (« détenteur du contrôle ») selon les art. 56 ss OBA-FINMA. Elles concernent aussi la déclaration en relation avec des groupes organisés de personnes, des trusts et d'autres patrimoines organisés selon l'art. 64 OBA-FINMA ainsi que la déclaration relative au preneur d'assurance ou au payeur de primes. 45

L'intermédiaire financier classe aussi bien la déclaration que la documentation relative à la confirmation du cocontractant dans son dossier. 46

**A. Signature électronique qualifiée sur le formulaire en ligne**

L'intermédiaire financier peut se procurer la déclaration du cocontractant selon le Cm 45 à l'aide d'un formulaire électronique signé au moyen d'une signature électronique qualifiée. 47

**B. Procédure TAN ou méthode analogue**

En lieu et place de la signature électronique qualifiée, la confirmation du cocontractant peut aussi intervenir au moyen d'un TAN ou d'une méthode analogue, pour autant qu'elle permette une attribution fiable au cocontractant. 48\*



### C. Transmission électronique du formulaire signé

L'intermédiaire financier peut aussi classer dans son dossier une copie électronique transmise par voie électronique d'un formulaire imprimé et signé physiquement par le cocontractant comme déclaration selon le Cm 45. Il la complète par la documentation relative à la transmission électronique du formulaire par le cocontractant et compare la signature sur le formulaire avec celle figurant sur le document d'identification. 49

La transmission électronique du formulaire signé peut aussi avoir lieu dans le cadre d'une relation d'affaires existante. 50

### VI. Recours à des tiers

L'intermédiaire financier peut, en tenant compte des art. 28 et 29 OBA-FINMA, déléguer à des personnes ou à des entreprises la vérification de l'identité du cocontractant selon les chapitres III et IV ainsi que l'identification de l'ayant droit économique selon le chapitre V. Il vérifie en particulier que cette personne ou cette entreprise dispose des connaissances spécifiques et des moyens techniques concernant les documents d'identité des pays en question. Il se fait remettre par le tiers les photographies prises, les copies électroniques, les enregistrements audio, les déclarations et les documents, et les classe dans son dossier. 51

### VII. Abrogé

Abrogé 52\*

### VIII. Neutralité technologique

Dans un contexte numérique, la formulation des articles de l'OBA-FINMA ci-dessous comprend aussi les formes suivantes : 53\*

Articles et formulation de l'ordonnance	Explications et exemples d'application de la forme numérique
Art. 16 al. 1 let. a OBA-FINMA :  [...] les clarifications comprennent notamment la prise de <b>renseignements écrits ou oraux</b> auprès des cocontractants, des détenteurs du contrôle ou des ayants	Renseignements écrits : informations sous forme de texte reçues par le biais d'un canal électronique (par ex. courriel, <i>chat</i> , etc.)  Renseignements oraux : par téléphone, par vidéoconférence, etc.

<p>droit économiques des valeurs patrimoniales.</p>	
<p>Art. 28 al. 1 OBA-FINMA :</p> <p>L'intermédiaire financier peut, par convention <b>écrite</b>, déléguer à [...], à la condition [...]</p>	<p>La délégation des tâches peut également s'effectuer par voie électronique, par ex. au moyen d'une signature numérique.</p>
<p>Art. 28 al. 2 OBA-FINMA :</p> <p>Il peut confier, sans convention <b>écrite</b>, les tâches liées à ces obligations de diligence [...]</p>	<p>En règle générale, il peut être renoncé à une convention sous forme de texte.</p>
<p>Art. 29 al. 2 OBA-FINMA :</p> <p>Il doit posséder dans son dossier une copie des documents ayant servi à remplir les obligations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et fait confirmer <b>par écrit</b> que les copies reçues par lui sont conformes aux documents originaux.</p>	<p>Les copies électroniques des documents sont aussi assimilées à la copie.</p> <p>La confirmation peut par ex. aussi être effectuée sous la forme d'un courriel ou d'un autre mode de transmission électronique sécurisé, comme un portail de téléchargement, à condition qu'il soit possible d'établir sans le moindre doute et de manière vérifiable que la confirmation se réfère aux copies concernées et à la personne qui les a remises.</p>
<p>Art. 45 al. 2 OBA-FINMA :</p> <p>Lorsque la relation d'affaires est établie sans que les deux parties se soient rencontrées, l'IFDS vérifie en outre l'adresse de domicile par <b>échange de correspondance</b> ou par tout autre moyen équivalent [...]</p>	<p>Cf. chapitre IV.B.</p>

<p>Art. 47 al. 1 let. b OBA-FINMA :</p> <p>[...] un extrait <b>sur papier</b> tiré d'une banque de données administrée par les autorités du registre ;</p>	<p>Les fichiers électroniques tels que des PDF ou des fichiers d'image correspondants sont assimilés aux extraits sur papier.</p>
<p>Art. 47 al. 2 let. c OBA-FINMA :</p> <p>[...] un extrait <b>sur papier</b> tiré d'un répertoire ou d'une banque de données, administrés par une société privée, et pour autant qu'ils soient fiables.</p>	<p>Les fichiers électroniques tels que des PDF ou des fichiers d'image correspondants sont assimilés aux extraits sur papier.</p>
<p>Art. 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 74 al. 1 let. b OBA-FINMA :</p> <p>[...] déclaration <b>écrite</b> [...]</p>	<p>Cf. chapitre V.</p>
<p>Art. 48, 60 OBA-FINMA :</p> <p>[...] <b>signée</b> [...]</p>	<p>Cf. chapitres IV et V.</p>
<p>Art. 12, 29, 45, 48, 49, 74 OBA-FINMA:</p> <p><b>copie/copies</b></p>	<p>Cf. chapitre IV.</p>
<p>Art. 74 al. 1 let. c et d</p> <p>[...] une note <b>écrite</b> [...]</p>	<p>Les fichiers électroniques, par ex. un PDF et des formats d'image correspondants, sont également assimilés à la note écrite.</p>

## IX. Disposition transitoire

Les prestataires de services financiers disposent d'un délai transitoire jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour adapter les processus correspondants.

54\*

# Liste des modifications

**La présente circulaire est modifiée comme suit :**

Modifications du 20 juin 2018 entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2018.

Nouveaux Cm	31.1, 31.2, 31.3, 31.4, 54
Cm modifiés	6, 14, 22, 32, 33, 34, 35, 38, 39, 40, 43, 48, 53
Cm abrogés	16, 20, 52

*Dans toute la circulaire, « pièce d'identité » est remplacé par « document d'identification ».*

---

**L'annexe est modifiée comme suit :**

Modification du 20 juin 2018 entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2018.

Abrogation	annexe
------------	--------



## I. Objet

La présente circulaire explique les exigences en matière de gouvernance d'entreprise, de gestion des risques, de système de contrôle interne (SCI) et de révision interne auprès des banques, des négociants en valeurs mobilières, des groupes financiers (art. 3c al. 1 LB) et des conglomérats financiers dominés par le secteur bancaire ou celui du négoce en valeurs mobilières (art. 3c al. 2 LB). Ceux-ci sont nommés ci-après « établissements ». 1

## II. Définitions

La gouvernance d'entreprise désigne ci-après les principes et les structures sur la base desquels un établissement est conduit et contrôlé par ses organes. 2

La gestion des risques englobe les structures organisationnelles ainsi que les méthodes et les processus qui servent à la définition des stratégies de risque et des mesures de pilotage en matière de risques, mais aussi à l'identification, l'analyse, l'évaluation, la gestion, la surveillance des risques et à l'établissement de rapports sur les risques. 3

La tolérance au risque inclut des considérations tant quantitatives que qualitatives concernant les principaux risques que l'établissement est prêt à assumer pour atteindre ses objectifs commerciaux stratégiques, compte tenu de sa planification des fonds propres et des liquidités. La tolérance au risque est fixée pour chaque catégorie de risques, mais aussi au niveau de l'établissement, pour autant que cela soit pertinent. 4

Le profil de risque correspond à chaque position de risques de l'établissement prise au niveau de l'établissement et pour chacune des catégories de risques à un moment donné. 5

Par système de contrôle interne (SCI), on entend l'ensemble des structures et processus de contrôle qui, à tous les échelons de l'établissement, constituent la base de son bon fonctionnement et de la réalisation des objectifs de la politique commerciale. Le SCI ne comprend pas uniquement les activités de contrôle a posteriori, mais également celles en rapport avec la gestion et la planification. Un SCI efficace englobe notamment des activités de contrôle intégrées dans les processus de travail, des processus de gestion des risques et de *compliance* appropriés, ainsi que des instances de contrôle adaptées à la taille, à la complexité et au profil de risque de l'établissement, notamment un contrôle des risques et une fonction de *compliance* indépendants. 6

On entend par *compliance* la conformité aux prescriptions légales, réglementaires et internes, ainsi que le respect des normes et règles déontologiques en usage sur le marché concerné. 7

## III. Champ d'application (principe de proportionnalité)

La présente circulaire s'applique à tous les établissements selon le Cm 1. Les exigences 8

doivent être concrétisées au cas par cas, en tenant compte de la taille, de la complexité, de la structure et du profil de risque de l'établissement. La FINMA peut autoriser des allègements ou ordonner des renforcements au cas par cas.

#### **IV. Organe responsable de la haute direction**

##### **A. Tâches et responsabilités**

Les tâches de l'organe responsable de la haute direction, de la surveillance et du contrôle (ci-après « organe responsable de la haute direction ») sont notamment les suivantes : 9

##### **a) Stratégie commerciale et politique de risque**

L'organe responsable de la haute direction détermine la stratégie commerciale et édicte des principes directeurs concernant la culture d'entreprise. Il approuve le concept-cadre pour la gestion des risques à l'échelle de l'établissement et supporte la responsabilité de la réglementation, de la mise en place et de la surveillance d'une gestion des risques efficace ainsi que du pilotage des risques globaux. 10

##### **b) Organisation**

L'organe responsable de la haute direction est responsable d'une organisation appropriée de l'entreprise et édicte les règlements nécessaires à cet effet. 11

##### **c) Finances**

L'organe responsable de la haute direction porte la responsabilité suprême pour la situation financière et le développement de l'établissement. Il approuve et adopte la planification des fonds propres et des liquidités ainsi que le rapport de gestion, le budget annuel, les comptes intermédiaires et les objectifs financiers annuels. 12

##### **d) Ressources humaines et autres ressources**

L'organe responsable de la haute direction doit garantir que l'établissement dispose de ressources appropriées, tant humaines qu'autres (par ex. infrastructure, informatique) et assume la responsabilité de la politique en matière de personnel et de rémunération. Il décide de la nomination et de la révocation des membres de son comité, des membres de la direction, du président de celle-ci ainsi que du *Chief Risk Officer* (CRO) et du responsable de la révision interne<sup>1</sup>. 13

##### **e) Surveillance et contrôle**

L'organe responsable de la haute direction exerce la haute surveillance sur la direction. Il est responsable du caractère approprié de l'environnement de contrôle et de risque au sein 14

<sup>1</sup> Ce dernier peut également être choisi par le comité d'audit.

de l'établissement et veille à un SCI efficace. Il mandate et surveille la révision interne, désigne la société d'audit prudentielle et en évalue les rapports.

**f) Changements structurels et investissements importants**

L'organe responsable de la haute direction statue sur les points suivants : changements importants apportés à la structure de l'entreprise et du groupe, changements essentiels touchant des filiales significatives et autres projets d'importance stratégique. 15

**B. Membres de l'organe responsable de la haute direction**

**a) Conditions générales**

L'organe responsable de la haute direction dispose dans sa globalité des compétences de gestion suffisantes ainsi que des connaissances techniques et de l'expérience nécessaires dans les secteurs bancaire et financier. Il doit être composé de manière suffisamment diversifiée afin que, outre les principaux champs d'activité, tous les autres domaines centraux tels que la finance et la comptabilité ainsi que la gestion des risques soient représentés avec les compétences requises. 16

**b) Indépendance**

L'organe responsable de la haute direction est composé pour un tiers au moins de membres indépendants. La FINMA peut autoriser des exceptions s'il existe de justes motifs, par exemple pour les groupes financiers nationaux. 17

Un membre de l'organe responsable de la haute direction est réputé indépendant : 18

- s'il n'occupe pas d'autre fonction dans l'établissement et n'en a pas occupé au cours des deux dernières années ; 19
- s'il n'a pas occupé, au cours des deux dernières années, la fonction d'auditeur responsable de l'établissement au sein de la société d'audit ; 20
- s'il n'entretient avec l'établissement aucune relation d'affaires qui, par sa nature ou son ampleur, conduit à un conflit d'intérêts ; et 21
- s'il ne détient pas de participation qualifiée (au sens de l'art. 3 al. 2 let. c<sup>bis</sup> LB et de l'art. 10 al. 2 let. d LBVM) dans l'établissement, ni ne représente un détenteur d'une telle participation. 22

Les membres de l'organe responsable de la haute direction de banques cantonales ou communales désignés ou élus par les cantons, communes ou autres corporations de droit public cantonales ou communales sont réputés indépendants au sens des Cm 18 à 22 : 23

- s'ils n'appartiennent pas au gouvernement ou à l'administration du canton ou de la commune ni à une autre corporation de droit public communale ou cantonale, et 24



- s'ils ne reçoivent pas d'instructions de l'organe qui les a élus relatives à leur activité en tant que membres de l'organe responsable de la haute direction. 25

### C. Principes de la gestion du mandat

Chaque membre de l'organe responsable de la haute direction doit consacrer le temps suffisant à l'exercice de son mandat et participer activement à la conduite stratégique de l'entreprise. Il doit exercer son mandat en personne et se tenir prêt à assumer durablement un rythme de réunions supérieur à la normale en cas de situations de crise ou d'urgence. 26

L'organe responsable de la haute direction détermine le profil d'exigences posé à ses membres, à son président et aux membres éventuels de ses comités ainsi qu'au président de la direction. Il approuve et évalue périodiquement le profil demandé aux autres membres de la direction, au CRO et au responsable de la révision interne. Il assure la planification de la relève. 27

L'organe responsable de la haute direction évalue au moins une fois par an, éventuellement en recourant aux services d'un tiers, ses propres performances (réalisation des objectifs et mode de travail) de manière critique et en consigne les résultats par écrit. 28

L'organe responsable de la haute direction règle le traitement des conflits d'intérêts. Les intérêts existants et passés doivent être déclarés. L'établissement prend des mesures appropriées pour limiter efficacement ou éliminer un conflit d'intérêt inévitable. 29

### D. Partage des tâches et comités

#### a) Rôle du président

Le président est à la tête de l'organe collectif et représente l'organe responsable de la haute direction tant à l'intérieur de l'entreprise que vis-à-vis de l'extérieur. Il marque de façon déterminante la stratégie, la communication et la culture de l'entreprise. 30

#### b) Comités

Les établissements des catégories de surveillance 1 à 3 doivent instituer un comité d'audit et un comité des risques. Les établissements de la catégorie de surveillance 3 peuvent également les réunir dans un comité mixte. Les établissements d'importance systémique doivent instituer au moins un comité des rémunérations et des nominations au niveau du groupe. Les comités assurent un *reporting* approprié à l'organe responsable de la haute direction dans son ensemble. 31

De par sa composition, le comité d'audit doit suffisamment se démarquer des autres comités. 32

La majorité des membres du comité d'audit et du comité des risques doivent en principe être indépendants (cf. Cm 18 à 25). En principe, le président de l'organe responsable de la haute direction ne devrait ni faire partie du comité d'audit ni présider le comité des risques. 33

Les comités doivent, globalement, disposer de connaissances et d'une expérience suffisantes dans leur domaine d'activité.

### c) Tâches du comité d'audit

Ses tâches sont notamment les suivantes :	34
• l'élaboration de directives générales concernant la révision interne et le rapport financier à l'intention de l'ensemble de l'organe responsable de la haute direction ;	35
• la surveillance et l'évaluation du rapport financier et de l'intégrité des boucllements financiers, y compris leur discussion avec le membre de la direction chargé des finances et de la comptabilité, le réviseur responsable ainsi que le responsable de la révision interne ;	36
• la surveillance et l'évaluation de l'efficacité des contrôles internes, notamment aussi du contrôle des risques et de la fonction de <i>compliance</i> ainsi que de la révision interne, pour autant que cette tâche ne soit pas dévolue au comité des risques ;	37
• la surveillance et évaluation de l'efficacité et de l'indépendance de la société d'audit ainsi que de sa collaboration avec la révision interne, y compris la discussion des rapports d'audit avec l'auditeur responsable ;	38
• l'examen du plan d'audit, du rythme d'audit et des résultats d'audit de la révision interne et de la société d'audit.	39

### d) Tâches du comité des risques

Ses tâches sont notamment les suivantes :	40
• la discussion du concept-cadre pour la gestion des risques à l'échelle de l'établissement et la soumission des recommandations correspondantes à l'ensemble de l'organe responsable de la haute direction ;	41
• l'examen de la planification des fonds propres et des liquidités ainsi que la remise du rapport correspondant à l'ensemble de l'organe responsable de la haute direction ;	42
• l'évaluation au moins annuelle du concept-cadre pour la gestion des risques à l'échelle de l'établissement et la mise en œuvre des adaptations nécessaires ;	43
• la vérification de l'entretien par l'établissement d'une gestion des risques appropriée avec des processus efficaces qui satisfont à la situation de l'établissement en matière de risques ;	44
• la surveillance de la mise en œuvre des stratégies de risque, notamment dans la perspective de leur conformité avec la tolérance au risque prescrite et les limites posées en matière de risques selon le concept-cadre pour la gestion des risques à l'échelle de	45

l'établissement.

Le comité des risques reçoit régulièrement du CRO et d'autres titulaires de fonctions pertinents des rapports explicites sur les différents aspects du concept-cadre pour la gestion des risques à l'échelle de l'établissement (selon les Cm 52 à 59) et leur respect. 46

## **V. Direction**

### **A. Tâches et responsabilités**

La direction est responsable de l'activité opérationnelle en conformité avec la stratégie commerciale, les prescriptions et les décisions de l'organe responsable de la haute direction et est notamment responsable : 47

- de la conduite des affaires courantes, du pilotage opérationnel des revenus et des risques, y compris la gestion de la structure du bilan et des liquidités, ainsi que de la représentation de l'établissement vis-à-vis des tiers dans le secteur opérationnel ; 48
- de la formulation de propositions concernant les affaires qui relèvent de la compétence ou nécessitent l'approbation de l'organe responsable de la haute direction et de l'édition de prescriptions visant à régler l'exploitation commerciale opérationnelle ; 49
- de la conception et de l'entretien de processus internes adaptés, d'un système d'information du management approprié et d'un SCI ainsi que d'une infrastructure technologique adéquate. 50

### **B. Exigences à l'égard des membres de la direction**

Les membres de la direction disposent, en tant qu'organe collectif et en tant que responsables de différentes fonctions, des compétences de gestion suffisantes ainsi que des connaissances techniques et de l'expérience nécessaires dans les secteurs bancaire et financier pour assurer le respect des conditions d'octroi de l'autorisation dans le cadre de l'activité opérationnelle de manière appropriée. 51

## **VI. Concept-cadre pour la gestion des risques à l'échelle de l'établissement**

Le concept-cadre pour la gestion des risques à l'échelle de l'établissement est élaboré par la direction et adopté par l'organe responsable de la haute direction. 52

Il englobe la politique de risque, la tolérance au risque ainsi que les limites correspondantes en matière de risques dans toutes les catégories de risques importantes. 53

Le concept-cadre doit tenir compte des aspects suivants :	54
• catégorisation uniforme <sup>2</sup> des risques principaux afin d'assurer la cohérence avec les objectifs au niveau de la gestion des risques ;	55
• précision de la perte pouvant résulter de ces catégories de risques importantes ;	56
• définition et utilisation des instruments ainsi que des structures organisationnelles d'identification, d'analyse, d'évaluation, de gestion, de surveillance des catégories de risques importantes et du <i>reporting</i> ;	57
• conception d'une documentation permettant une vérification appropriée de la définition de la tolérance au risque ainsi que des limites correspondantes posées en matière de risques ;	58
• dispositions relatives à l'agrégation des données de risque et aux rapports sur les risques dans les établissements des catégories de surveillance 1 à 3. Dans le cas des banques d'importance systémique, ces dispositions doivent notamment inclure des informations sur l'architecture des données et l'infrastructure informatique permettant une analyse et une évaluation rapides et agrégées des risques, ainsi qu'une agrégation des données de risque et un rapport sur les risques pour toutes les catégories de risques importantes de l'établissement, tant dans des conditions normales que dans des périodes de crise.	59

## VII. Système de contrôle interne

Il existe au moins deux instances de contrôle dans le cadre du SCI : les unités d'affaires génératrices de revenus et les instances de contrôle indépendantes à l'égard de celles-ci.	60
---	----

### A. Unités d'affaires génératrices de revenus

Les unités d'affaires génératrices de revenus assument leur fonction de contrôle dans le cadre des affaires courantes en gérant les risques et plus particulièrement en assurant la surveillance directe, le pilotage et le <i>reporting</i> .	61
--	----

### B. Instances de contrôle indépendantes

Les instances de contrôle indépendantes surveillent les risques ainsi que le respect des prescriptions légales, réglementaires et internes. Différentes instances de contrôle indépendantes peuvent être instituées selon les établissements, mais elles doivent au minimum assumer les tâches et les responsabilités du contrôle des risques (Cm 69 à 76) et de la fonction de <i>compliance</i> (Cm 77 à 81).	62
---	----

<sup>2</sup> Par nature, type et niveau et en référence aux définitions prudentielles selon l'OFR.

Le système de rémunération des instances de contrôle indépendantes ne doit pas comprendre d'éléments susceptibles de générer des conflits d'intérêts avec leurs tâches. 63

**a) Instauration et positionnement hiérarchique**

Les instances de contrôle indépendantes disposent d'un droit illimité à l'information, à son accès et à sa consultation dans le cadre de leurs tâches et doivent être intégrées dans l'organisation globale de l'établissement et le SCI, de manière indépendante des unités d'affaires génératrices de revenus. Elles doivent être dotées de ressources et de compétences appropriées. 64

L'établissement confie la responsabilité des instances de contrôle indépendantes à un ou plusieurs membres de la direction. 65

Il s'assure que les instances de contrôle indépendantes disposent d'un accès direct à l'organe responsable de la haute direction. 66

Les établissements des catégories de surveillance 1 à 3 disposent d'un contrôle des risques et d'une fonction de *compliance* autonomes l'un de l'autre en tant qu'instances de contrôles indépendantes. Ils désignent un CRO qui, outre le contrôle des risques, peut aussi être responsable d'autres instances de contrôles indépendantes. 67

Les établissements d'importance systémique désignent un CRO qui est membre de la direction. 68

**b) Tâches et responsabilités du contrôle des risques**

Le contrôle des risques assure le caractère systématique et exhaustif de la surveillance et de l'établissement de rapports sur des positions-risque individuelles ou agrégées. En tant que composante des analyses quantitatives et qualitatives, cela implique la réalisation de tests de résistance et d'analyses de scénarios dans des conditions commerciales défavorables. 69

Dans les établissements des catégories de surveillance 1 à 3, le contrôle des risques assure en outre la mise en œuvre appropriée des dispositions relatives à l'agrégation des données de risque et aux rapports sur les risques selon le Cm 59. 70

Le contrôle des risques surveille le profil de risque de l'établissement, notamment à l'aune de la tolérance au risque et des limites posées en matière de risques définies dans le concept-cadre pour la gestion des risques à l'échelle de l'établissement. 71

Il incombe en outre au contrôle des risques d'élaborer et d'exploiter des systèmes de surveillance des risques adéquats, de définir et d'appliquer des bases et des méthodes pour l'analyse et l'évaluation des risques (par ex. méthodes d'évaluation et d'agrégation, validation de modèles) et de surveiller les systèmes utilisés pour le respect des prescriptions prudentielles (notamment les dispositions en matière de fonds propres, de 72

répartition des risques et de liquidités).

Le contrôle des risques est impliqué de manière appropriée dans le développement de nouveaux types de produits, services, domaines d'activité ou secteurs de marché ou dans leur extension ainsi que dans les transactions importantes ou complexes. 73

Le contrôle des risques participe activement au processus de définition des limites posées en matière de risques et s'assure qu'elles sont notamment en conformité avec la tolérance au risque et avec les résultats des tests de résistance et qu'elles ont été définies de manière à constituer un instrument de pilotage efficace au plan opérationnel pour la direction. 74

Le contrôle des risques remet un rapport sur l'évolution du profil de risque de l'établissement et son activité selon les Cm 69 à 78 à la direction, au moins une fois par semestre, et à l'organe responsable de la haute direction, au moins une fois par an. Une copie de ces rapports doit être aussi mise à disposition de la révision interne et de la société d'audit. 75

En cas d'évolution particulière de la situation, le contrôle des risques en informe la direction et la révision interne en temps utile et, en cas de faits de grande portée, l'organe responsable de la haute direction. 76

### c) Tâches et responsabilités de la fonction de *compliance*

Les tâches et les responsabilités de la fonction de *compliance* comprennent au moins les activités suivantes : 77

- l'évaluation annuelle du risque de *compliance* lié à l'activité de l'établissement et l'élaboration d'un plan d'action axé sur le risque, plan qui doit être approuvé par la direction. Le plan d'action doit aussi être mis à disposition de la révision interne ; 78
- la remise à la direction, en temps utile, de rapports sur les modifications importantes de l'évaluation du risque de *compliance* ; 79
- la remise à l'organe responsable de la haute direction d'un rapport annuel sur l'évaluation du risque de *compliance* et l'activité de la fonction de *compliance*. Une copie du rapport doit être mise à disposition de la révision interne et de la société d'audit ; 80
- la remise à la direction et à l'organe responsable de la haute direction, en temps utile, de rapports sur les manquements graves constatés en matière de *compliance* et les faits de grande portée ainsi que l'appui fourni à la direction lors du choix des instructions à donner ou des mesures à prendre. La révision interne doit en être informée. 81

## VIII. Révision interne

### A. Instauration

Chaque établissement est en principe tenu d'instaurer une révision interne. 82

Lorsque l'instauration d'une révision interne propre à l'établissement n'apparaît pas appropriée, les tâches de révision interne peuvent être confiées : 83

- à la révision interne de la société mère ou la révision interne d'une autre société du groupe, dans la mesure où il s'agit d'une banque, d'un négociant en valeurs mobilières ou d'un autre intermédiaire financier (par ex. une entreprise d'assurances) soumis à une surveillance étatique (pour les banques étrangères, dans le cadre de l'art. 4<sup>quinquies</sup> LB) ; 84
- à une seconde société d'audit indépendante de celle de l'établissement ; ou 85
- à une société du groupe ou un tiers indépendant, à condition que la société d'audit confirme que cette société ou ce tiers dispose de compétences professionnelles et de ressources techniques et personnelles appropriées. 86

### B. Positionnement hiérarchique et organisation

La révision interne est subordonnée à l'organe responsable de la haute direction ou à son comité d'audit et elle exécute les tâches de révision et de surveillance qui lui sont confiées en toute indépendance. Elle dispose d'un droit d'accès, de consultation et de contrôle illimité au sein de l'établissement et de ses entreprises devant être consolidées au sens du Cm 98. 87

La révision interne doit être aménagée en fonction de la taille, de la complexité et du profil de risque de l'établissement et forme, au plan organisationnel, une unité autonome et indépendante de l'exploitation commerciale. 88

La révision interne doit répondre aux exigences qualitatives de l'Association suisse d'audit interne (ASAI). Le travail de la révision interne est fondé sur les *International Standards for the Professional Practice of Internal Auditing* de l'Institute of Internal Auditors (IIA). 89

Le système de rémunération des collaborateurs de la révision interne ne doit pas comprendre d'éléments susceptibles de générer des conflits d'intérêts. 90

### C. Tâches et responsabilités

La révision interne effectue des audits et des évaluations indépendants concernant le caractère approprié et l'efficacité de l'organisation de l'entreprise et des processus commerciaux et plus particulièrement concernant le SCI et la gestion des risques de l'établissement. 91

- Elle procède au moins une fois par an à une évaluation globale des risques encourus par l'établissement, en tenant dûment compte des évolutions externes (par ex. contexte économique, modifications réglementaires) et des facteurs internes (par ex. projets importants, orientation de l'activité). 92
- Sur la base de cette évaluation des risques et des autres besoins en matière d'audit, la révision interne fixe les objectifs d'audit et la planification de l'audit de la période d'audit suivante et demande à l'organe responsable de la haute direction ou à son comité d'audit de les approuver ainsi que d'autres changements importants. 93
- La révision interne s'assure que la direction et la société d'audit soient informées de l'évaluation des risques et des objectifs d'audit. 94
- La révision interne rend compte à l'organe responsable de la haute direction ou à son comité d'audit et à la direction, en temps utile et par écrit, de toutes les constatations importantes effectuées dans le cadre d'un audit. 95
- Au moins une fois par an, la révision interne rédige un rapport écrit sur les résultats essentiels des audits effectués et sur ses principales activités pendant la période et le soumet, avec les conclusions qui en découlent, à l'organe responsable de la haute direction ou à son comité d'audit, à la direction et à la société d'audit pour information. 96
- En outre, la révision interne ou une autre instance indépendante au sein de l'établissement (par ex. fonction de *compliance* ou contrôle des risques) informe au moins une fois par semestre l'organe responsable de la haute direction ou son comité d'audit des corrections apportées aux insuffisances importantes et de l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations de la révision interne et de la société d'audit. 97

## **IX. Structures de groupe**

- Cette circulaire s'applique par analogie aux groupes et conglomérats financiers (« groupes »). 98
- Les groupes doivent régler les tâches et les responsabilités des unités ayant une responsabilité globale pour la conduite du groupe. Tout en tenant compte de l'activité commerciale et des principaux risques au niveau du groupe et de l'établissement individuel, les prescriptions doivent garantir la conduite efficace et uniforme du groupe, autoriser l'échange d'informations correspondant, tenir compte des structures juridiques et organisationnelles et définir les tâches et responsabilités ainsi que l'indépendance nécessaire des niveaux de conduite respectifs. Il convient en particulier de prendre en compte les risques résultant du regroupement de plusieurs entreprises en une entité économique unique. 99



## **X. Dispositions transitoires**

Les exigences suivantes devront être concrétisées au plus tard un an après l'entrée en vigueur : 100

- La mise en œuvre de la règle du tiers concernant l'indépendance de l'organe responsable de la haute direction selon le Cm 17. 101
- L'introduction d'un comité d'audit et d'un comité des risques séparés pour les établissements des catégories de surveillance 1 à 3 selon le Cm 31. 102
- L'élaboration et l'approbation d'un concept-cadre pour la gestion des risques à l'échelle de l'établissement selon les Cm 52 à 59. 103
- La mise en place d'un poste de CRO séparé, notamment dans le cadre de la direction pour les établissements d'importance systémique selon les Cm 67 et 68. 104

Les dispositions étendues sur l'agrégation des données de risque et les rapports sur les risques selon le Cm 59 pour les banques d'importance systémique s'appliquent : 105

- à l'entrée en vigueur de cette circulaire, ou
- après un délai de transition de trois ans suivant la qualification de banque d'importance systémique selon l'art. 8 al. 3 LB (la date la plus tardive des deux s'applique).



FINMA – Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers

## Circulaire 2018/3

### *Outsourcing* – banques et assureurs

#### Externalisations dans le secteur des banques et des entreprises d'assurance

Référence : Circ.-FINMA 18/3 « *Outsourcing* – banques et assureurs »  
 Date : 21 septembre 2017  
 Entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> avril 2018  
 Concordance : remplace la Circ.-FINMA 08/7 « *Outsourcing* – banques » du 20 novembre 2008  
 Bases légales : LFINMA art. 7 al. 1 let. b  
 LB art. 3 al. 2 let. a  
 LBVM art. 10 al. 2 let. a  
 OBVM art. 19  
 LSA art. 4 al. 2 let. j, 5 al. 2, 14 al. 3, 47 al. 2

Destinataires	
<input checked="" type="checkbox"/>	LB Banques Groupes et cong. financiers Autres intermédiaires
<input checked="" type="checkbox"/>	LSA Assureurs Groupes et cong. d'assur. Intermédiaires d'assur.
<input checked="" type="checkbox"/>	LBVM Négociants en valeurs mob.
	LIMF Plais-formes de négociation Contreparties centrales Dépositaires centraux Référentiels centraux Systèmes de paiement Participants
	LPCC Directions de fonds SICAV Sociétés en comm. de PCC SICAF Banques dépositaires Gestionnaires de PCC Distributeurs Représentants de PCC étr.
	LBA Autres intermédiaires OAR IFDS
	Autres Entités surveillées par OAR Sociétés d'audit Agences de notation

## I. But

La présente circulaire établit les exigences prudentielles auxquelles doivent répondre les solutions d'*outsourcing* des banques, des négociants en valeurs mobilières et des entreprises d'assurance. Elle comprend des exigences qui obligent ces derniers à instaurer une organisation appropriée afin de limiter les risques.

1

## II. Concepts

Sont considérés comme « entreprises » les établissements (banques, négociants en valeurs mobilières et entreprises d'assurance) entrant dans le champ d'application de la présente circulaire.

2

Une entreprise pratique un *outsourcing* (externalisation) au sens de cette circulaire lorsqu'elle charge un prestataire de remplir, de manière indépendante et durable, tout ou partie d'une fonction essentielle à l'activité commerciale de l'entreprise.

3

Est réputée essentielle toute fonction dont dépend de manière significative le respect des objectifs et des prescriptions de la législation sur la surveillance des marchés financiers.

4

## III. Champ d'application

La présente circulaire est applicable :

- aux banques et négociants en valeurs mobilières ayant leur siège en Suisse ainsi qu'aux succursales suisses de banques et négociants en valeurs mobilières étrangers ;
- aux entreprises d'assurance ayant leur siège en Suisse et aux succursales des entreprises d'assurance étrangères qui doivent avoir obtenu l'agrément d'exploitation au sens des art. 3 et 6 LSA (agrément initial) ou l'approbation pour les différents éléments du plan d'exploitation au sens de l'art. 4 en relation avec l'art. 5 LSA (approbation de modification).

5

6

## IV. Admissibilité

### A. Dispositions communes

Sous réserve des exceptions ci-après (Cm 8 à 13), il est permis d'externaliser toutes les fonctions essentielles.

7

La haute direction, la surveillance et le contrôle exercés par l'organe de haute direction, les tâches centrales de conduite de la direction ainsi que les fonctions qui englobent la prise de décisions stratégiques ne peuvent pas être externalisés. Cela vaut également pour les décisions relatives à l'acceptation et à la rupture de relations d'affaires.

8

Les entreprises des catégories de surveillance 1 à 3 disposent d'une fonction autonome de contrôle des risques et de *compliance* en qualité d'instances de contrôle indépendantes. Dans les entreprises des catégories de surveillance 4 et 5, il suffit qu'une per-

9

sonne responsable de ces fonctions soit nommée à la direction. Les tâches opérationnelles de gestion du risque et de *compliance* peuvent faire l'objet d'une externalisation dans toutes les catégories de surveillance.

## B. Entreprises d'assurance

L'*outsourcing* de fonctions essentielles et l'externalisation restreinte des fonctions de contrôle sont déterminants pour le plan d'exploitation conformément à l'art. 4 al. 2 let. j en relation avec l'art. 5 al. 2 LSA et, par conséquent, soumis à approbation. 10

L'externalisation des fonctions de conduite et de contrôle est admise dans une mesure plus large pour les captives d'assurance que pour les autres entreprises d'assurance. Sont autorisés : 11

- l'*outsourcing* du management des captives d'assurance directe ou de réassurance ayant leur siège en Suisse (y compris les tâches de conduite centrales de la direction) auprès de sociétés de gestion des captives spécialisées dans le domaine concerné ; 12
- l'*outsourcing* du management des succursales de captives d'assurance directe étrangères au sein du groupe ou auprès de sociétés de gestion de captives spécialisées dans le domaine concerné. La fonction prudentielle de mandataire général (art. 17 et 18 OS) ne doit pas s'en trouver restreinte. 13

## V. Exigences pour les entreprises externalisatrices

### A. Inventaire des fonctions externalisées

Un inventaire des fonctions externalisées doit être établi et tenu à jour. Il comprendra une description de la fonction externalisée, le fournisseur (y compris les sous-traitants), le bénéficiaire et l'organe responsable au sein de l'entreprise (cf. Cm 20). 14

Les entreprises d'assurance dressent cet inventaire dans le cadre du formulaire de saisie J du plan d'exploitation. 15

### B. Choix, instruction et contrôle du prestataire

Les exigences régissant l'exercice de la fonction sont définies et documentées préalablement à la conclusion du contrat, selon les buts poursuivis avec l'externalisation. Ceci englobe une analyse du risque qui intègre les réflexions économiques et opérationnelles essentielles ainsi que les risques et les opportunités qui leur sont liés. 16

Le prestataire sera choisi après un examen de ses capacités professionnelles ainsi que de ses ressources humaines et financières. Si plusieurs fonctions sont externalisées auprès du même prestataire, il convient de prendre en compte le risque de concentration. 17

Lors de la décision statuant sur l'*outsourcing* et du choix du prestataire, les possibilités et les conséquences d'un changement doivent être prises en considération. Le prestataire doit offrir la garantie d'un exercice durable de la fonction. La réintégration ordonnée de la fonction externalisée doit être garantie. 18

Les compétences respectives de l'entreprise et du prestataire doivent être déterminées et délimitées contractuellement, notamment pour ce qui est des interfaces et des responsabilités. 19

Le système de contrôle interne de l'entreprise doit s'étendre à la fonction externalisée. Il convient d'identifier, de surveiller, de quantifier et de piloter systématiquement les risques essentiels liés à l'externalisation. L'entreprise désigne en son sein un organe responsable, chargé de la surveillance et du contrôle du prestataire. Les activités de ce dernier seront surveillées et évaluées de façon suivie, de sorte que les éventuelles mesures nécessaires puissent être prises rapidement. 20

L'entreprise s'assure que le prestataire lui reconnaisse le droit de lui donner des instructions et de procéder aux contrôles nécessaires à cet effet. 21

### C. Externalisations au sein d'un groupe

Concernant les exigences exposées aux Cm 16 à 21 et 32 à 35, l'ancrage au sein d'un groupe peut être pris en compte dans la mesure où il est démontré que les risques habituellement liés à une externalisation n'existent pas ou que certaines exigences ne sont pas pertinentes ou sont réglementées autrement. 22

### D. Responsabilité

L'entreprise continue à assumer vis-à-vis de la FINMA la même responsabilité que celle qui serait la sienne si elle exerçait elle-même la fonction externalisée. Elle doit garantir à tout moment la conduite en bonne et due forme des affaires. 23

### E. Sécurité

En cas d'externalisations déterminantes pour la sécurité (notamment dans le domaine informatique), l'entreprise et le prestataire fixent par contrat les exigences en matière de sécurité. L'entreprise doit veiller à leur respect. 24

L'entreprise et le prestataire élaborent un dispositif de sécurité qui permet en cas d'urgence la continuité de la fonction externalisée. Lors de l'élaboration et de l'application du dispositif de sécurité, l'entreprise doit faire preuve du même degré de diligence que celui qu'elle adopterait si elle exerçait elle-même la fonction externalisée. 25

### F. Audit et surveillance

L'entreprise, sa société d'audit et la FINMA doivent être en mesure de vérifier le respect des dispositions prudentielles auprès du prestataire. Un droit de regard et d'examen intégral, permanent et sans entraves sur la fonction externalisée doit leur être reconnu par contrat. 26

Les activités d'audit peuvent être déléguées à l'organe de révision du prestataire s'il dispose des compétences matérielles requises. En présence d'une telle délégation, la société d'audit de l'entreprise peut se reposer sur les résultats de l'audit effectué par l'organe de révision du prestataire. 27

L'externalisation d'une fonction ne doit pas compliquer la surveillance par la FINMA, notamment en cas de transfert à l'étranger. 28

Si le prestataire n'est pas assujéti à la surveillance de la FINMA, il doit s'engager par contrat envers l'entreprise à mettre à la disposition de la FINMA tous les renseignements et documents relatifs au domaine d'activités transféré dont la FINMA a besoin pour remplir ses tâches de surveillance. Lorsque les activités d'audit sont déléguées à l'organe de 29

révision du prestataire, son rapport doit, sur demande, être mis à la disposition de la FINMA, de l'organe de révision interne et de la société d'audit de l'entreprise externalisatrice.

## G. Transfert à l'étranger

Un transfert à l'étranger est autorisé à condition que l'entreprise puisse expressément garantir qu'elle-même, sa société d'audit ainsi que la FINMA peuvent exercer et faire appliquer leurs droits de regard et d'examen. 30

La capacité d'assainissement et de liquidation de l'entreprise en Suisse doit être garantie. Il faut que l'accès aux informations nécessaires à cet effet soit possible à tout moment en Suisse. 31

## H. Contrat

L'externalisation doit reposer sur un contrat écrit. Outre la désignation des parties et une description de la fonction, ce dernier doit au minimum présenter le contenu évoqué ci-après (Cm 33 à 34) : 32

L'entreprise doit soumettre le recours à des sous-traitants exerçant des fonctions essentielles à son approbation préalable. En cas de recours à des sous-traitants, les obligations et les garanties du prestataire nécessaires au respect de la présente circulaire doivent leur être transférées. 33

Il faut prendre des mesures contractuelles concrétisant la mise en œuvre des exigences visées par la présente circulaire, notamment aux Cm 21, 24, 26, 29, 30 et 31. 34

L'entreprise doit définir une procédure interne d'autorisation pour les projets d'*outsourcing*, ainsi que les compétences pour la conclusion de contrats en la matière. 35

## VI. Conditions et exceptions

Dans des cas motivés, la FINMA peut imposer des conditions à une entreprise ou la dispenser totalement ou partiellement d'observer les dispositions de la présente circulaire. 36

## VII. Dispositions transitoires

La présente circulaire s'applique immédiatement aux relations d'*outsourcing* des banques et des négociants en valeurs mobilières qui sont conclues ou modifiées après son entrée en vigueur. Les relations d'*outsourcing* des banques et des négociants en valeurs mobilières qui existaient à l'entrée en vigueur de la présente circulaire devront être adaptées dans un délai transitoire de cinq ans à compter de ladite entrée en vigueur afin de respecter les exigences de la circulaire. 37

Pour les entreprises d'assurance, la circulaire s'applique aux agréments initiaux dès son entrée en vigueur. Elle s'applique aux approbations des modifications à compter de la date à laquelle une modification du plan d'exploitation est soumise ou communiquée à la FINMA en vue de son approbation. 38





# Règlement 954.195.2 de la Commission des offres publiques d'acquisition (R-COPA)

du 21 août 2008 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2016)

Approuvé par la Commission fédérale des banques<sup>1</sup> le 24 septembre 2008

---

*La Commission des offres publiques d'acquisition (Commission),*

vu l'art. 126, al. 1, de la loi du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF)<sup>2</sup>,

vu l'ordonnance du 21 août 2008 sur les OPA (OOPA)<sup>3,4</sup>

*arrête:*

**Art. 1** But  
(art. 126, al. 1, LIMF)<sup>5</sup>

Le présent règlement règle l'organisation de la Commission.

**Art. 2** Organes  
(art. 126, al. 1, LIMF; 54 ss OOPA)<sup>6</sup>

La commission est composée des organes suivants:

- a. la commission plénière;
- b. les délégations (art. 54 OOPA);
- c. le président;
- d. le vice-président;
- e. le secrétariat (art. 55 OOPA).

RO 2008 5305

<sup>1</sup> Actuellement: l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers.

<sup>2</sup> RS 958.1

<sup>3</sup> RS 954.195.1

<sup>4</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I du R de la Commission du 30 oct. 2015, approuvé par la FINMA le 2 déc. 2015 et en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5335).

<sup>5</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I du R de la Commission du 30 oct. 2015, approuvé par la FINMA le 2 déc. 2015 et en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5335).

<sup>6</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I du R de la Commission du 30 oct. 2015, approuvé par la FINMA le 2 déc. 2015 et en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5335).

## Section 1 Compétences

### Art. 3 Commission plénière

<sup>1</sup> La commission plénière se compose du président, du vice-président ainsi que de cinq à neuf autres membres.

<sup>2</sup> La commission plénière a les tâches suivantes:

- a. elle édicte l'ordonnance et les règlements de la commission et les soumet à l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) pour approbation (art. 126, al. 1 et 2, 131, 132, al. 3, 133, al. 2, et 134, al. 5, LIMF);
- b. elle présente à la FINMA des propositions pour édicter et modifier les dispositions relatives à l'obligation de présenter une offre (art. 135, al. 4, LIMF);
- c. elle adopte le rapport d'activité annuel à l'intention de la FINMA (art. 126, al. 4, LIMF);
- d. elle émet des circulaires, des communications et des prises de position de portée générale (art. 65, al. 2, OOPA);
- e. elle approuve le budget (art. 11, al. 2);
- f. elle désigne l'organe de révision (art. 12, al. 1);
- g. elle adopte les comptes annuels (art. 12, al. 3);
- h. elle statue sur les questions que lui soumettent les délégations (art. 54, al. 4, OOPA).<sup>7</sup>

<sup>3</sup> La commission plénière est compétente pour toutes les affaires qui ne relèvent pas de la compétence d'un autre organe.

### Art. 4 Présidence

<sup>1</sup> Le président:

- a. ordonne l'ouverture d'une procédure;
- b. désigne les membres de la délégation et fixe leurs dédommagements (art. 54, al. 2, OOPA, art. 13, al. 2);
- c. convoque la commission plénière et décide sous quelle forme les décisions sont prises (art. 8, al. 5 et 6);
- d. fait des propositions à la commission plénière pour les affaires qui la concernent (art. 3);
- e. surveille la gestion des affaires par le secrétariat;
- f. entretient les relations avec l'économie, l'administration et les autorités étrangères de surveillance des offres publiques d'acquisition;

<sup>7</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I du R de la Commission du 30 oct. 2015, approuvé par la FINMA le 2 déc. 2015 et en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5335).

- g. entretient les contacts avec les médias;
- h. est habilité à représenter la commission et peut autoriser d'autres personnes à la représenter.

<sup>2</sup> Le vice-président:

- a. exerce les compétences du président en cas d'empêchement de ce dernier;
- b. est habilité à représenter la commission et peut autoriser d'autres personnes à la représenter.

<sup>3</sup> Le président et le vice-président:

- a. décident de l'engagement des conseillers juridiques;
- b. attribuent des tâches spéciales aux membres et fixent la rémunération qui s'y rapporte (art. 13, al. 6);
- c. approuvent les principes d'organisation du secrétariat (art. 6, al. 2, let. k).

<sup>4</sup> Si le président et le vice-président sont empêchés dans l'exercice de leur fonction, ils sont remplacés par un autre membre de la commission qu'ils désignent. A défaut, ce remplacement est assuré par le membre le plus ancien de la commission qui est en mesure de l'exercer.

**Art. 5** Délégations  
(art. 54 OOPA)

<sup>1</sup> Chaque transaction relevant du droit des offres publiques d'acquisition est traitée par une délégation composée en principe de trois membres.

<sup>2</sup> Les ordonnances de procédure sont prises par le président, le président de la délégation ou le secrétariat.

**Art. 6** Secrétariat

<sup>1</sup> Le secrétariat se compose d'un ou plusieurs conseillers juridiques. Il est assisté par un ou plusieurs assistants.

<sup>2</sup> Le secrétariat:

- a. entreprend des investigations préliminaires et propose au président l'ouverture des procédures;
- b. prépare les affaires de la commission plénière, des délégations et du président;
- c. conduit la procédure en accord avec le président ou le président de la délégation;
- d. prend part avec voix consultative aux séances des délégations et de la commission plénière;
- e. soumet des propositions aux délégations;
- f. notifie et exécute les décisions des délégations et de la commission plénière;

- g. exécute les tâches qui lui ont été déléguées par la commission plénière (art. 55, al. 3, OOPA);
- h. est en contact direct avec les parties impliquées, les tiers et les autorités (art. 55, al. 2, OOPA);
- i. en présence d'un intérêt légitime, donne des renseignements qui ne lient pas la commission (art. 55, al. 4 et 5, OOPA);
- j. décide après accord avec le président de l'engagement d'assistants;
- k. soumet pour approbation à la présidence les principes d'organisation du secrétariat (art. 4, al. 3, let. c);
- l. accomplit toutes les tâches qui lui incombent selon les principes d'organisation du secrétariat.

## **Section 2    Prise de décision**

### **Art. 7            Commission plénière**

<sup>1</sup> Le président convoque la commission plénière, selon les besoins ou sur requête d'un membre.

<sup>2</sup> La commission plénière peut prendre une décision lorsque la moitié de ses membres au moins y participe.

<sup>3</sup> Elle décide à la majorité des voix exprimées. En cas d'égalité, la voix du président départage.

<sup>4</sup> Les décisions sont en principe prises lors de séances. Celles-ci peuvent être tenues au moyen de systèmes de télécommunications. Des décisions par circulation peuvent être prises, notamment par voie de courrier électronique.

### **Art. 8            Délégations**

<sup>1</sup> Le président de chaque délégation organise les délibérations de la délégation. Celles-ci ont en principe lieu au moyen de systèmes de télécommunications. Le président peut aussi convoquer une séance ou procéder par circulation.

<sup>2</sup> Les délégations décident à la majorité de leurs membres. Si l'on ne parvient pas à une décision, le président de la délégation requiert la convocation de la commission plénière.

<sup>3</sup> Exceptionnellement une délégation peut prendre une décision en présence de deux membres; l'unanimité est requise.

### **Art. 9            Forme**

Les décisions de la commission et de ses organes ont la forme écrite et sont signées:

- a. pour les décisions de la commission plénière, par le président et un conseiller juridique;

- b. pour les décisions d'une délégation, par son président, qui peut se faire représenter par un conseiller juridique;
- c. pour les ordonnances de procédure, par un conseiller juridique.

### **Section 3    Personnel et finances**

#### **Art. 10            Personnel**

<sup>1</sup> La commission engage les conseillers juridiques et les assistants par contrats de droit privé.

<sup>2</sup> Les conseillers juridiques sont subordonnés au président.

<sup>3</sup> Les assistants sont subordonnés aux conseillers juridiques.

#### **Art. 11            Budget**

(art. 126, al. 5, LIMF)<sup>8</sup>

<sup>1</sup> Chaque année, dans la mesure du possible avant la fin du mois d'octobre, le président propose à la commission plénière un projet de budget pour l'année suivante.

<sup>2</sup> Le budget est approuvé par la commission plénière. Il est communiqué à la SIX Swiss Exchange SA. Celle-ci dispose d'un mois pour présenter ses observations. En cas de divergence, la FINMA tranche.

#### **Art. 12            Comptes annuels**

(art. 126, al. 5, LIMF)<sup>9</sup>

<sup>1</sup> Les comptes annuels sont établis selon les principes applicables aux sociétés anonymes.

<sup>2</sup> Ils sont soumis au contrôle restreint par un expert-réviseur agréé au sens de la loi du 16 décembre 2005 sur la surveillance de la révision<sup>10</sup>, désigné chaque année par la commission plénière.

<sup>3</sup> Le président soumet à la commission plénière les comptes annuels au cours du printemps de l'année suivante, avec le rapport de révision.

<sup>4</sup> Les comptes annuels sont approuvés par la commission plénière. Ils sont communiqués à la SIX Swiss Exchange SA, qui peut présenter des observations dans un délai d'un mois. Ces dernières sont transmises à la FINMA.

<sup>8</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I du R de la Commission du 30 oct. 2015, approuvé par la FINMA le 2 déc. 2015 et en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5335).

<sup>9</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I du R de la Commission du 30 oct. 2015, approuvé par la FINMA le 2 déc. 2015 et en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5335).

<sup>10</sup> RS 221.302

**Art. 13** Indemnités des membres  
(art. 126, al. 5, LIMF)<sup>11</sup>

<sup>1</sup> Chaque membre de la commission est remboursé de ses frais et reçoit une indemnité annuelle de 20 000 francs. Le vice-président reçoit une indemnité annuelle supplémentaire de 10 000 francs.

<sup>2</sup> Le président d'une délégation reçoit une indemnité de 5000 francs et les autres membres de 3000 francs pour chaque transaction examinée. Lorsqu'une transaction donne lieu à plus d'une décision, une indemnité est versée pour chaque décision supplémentaire.

<sup>3</sup> Le président de la commission peut adapter ces indemnités en fonction du travail requis.

<sup>4</sup> Au lieu des indemnités ci-dessus, le président reçoit une indemnité annuelle forfaitaire de 130 000 francs ainsi que le remboursement de ses frais.

<sup>5</sup> Les indemnités selon les al. 1, 2 et 4 peuvent être adaptées au renchérissement par la commission plénière pour chaque nouvelle période administrative.

<sup>6</sup> Le président peut, en accord avec le vice-président, charger certains membres de tâches particulières et leur allouer une indemnité adéquate.

**Art. 14** Financement  
(art. 126, al. 5, LIMF)<sup>12</sup>

<sup>1</sup> Sur la base du budget annuel, la SIX Swiss Exchange SA verse des avances trimestrielles à la commission.

<sup>2</sup> La commission perçoit les émoluments prévus à l'art. 126, al. 5, LIMF et aux art. 114 à 116 de l'ordonnance du 25 novembre 2015 sur les marchés financiers<sup>13</sup>. En fonction des émoluments reçus, la commission libère la SIX Swiss Exchange SA des avances trimestrielles, en tout ou en partie.<sup>14</sup>

## **Section 4** Autres dispositions

**Art. 15** Siège

La commission a son siège à Zurich.

<sup>11</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I du R de la Commission du 30 oct. 2015, approuvé par la FINMA le 2 déc. 2015 et en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5335).

<sup>12</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I du R de la Commission du 30 oct. 2015, approuvé par la FINMA le 2 déc. 2015 et en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5335).

<sup>13</sup> RS 958.11

<sup>14</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I du R de la Commission du 30 oct. 2015, approuvé par la FINMA le 2 déc. 2015 et en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5335).

**Art. 16** Consultations

La commission peut consulter des experts, des représentants des sociétés cotées, des investisseurs, des négociants et des sociétés d'audit, ainsi que des autorités étrangères exerçant une activité analogue.

**Art. 17** Secret de fonction

Les membres et les collaborateurs du secrétariat de la commission sont soumis au secret de fonction pour toutes les affaires soumises à la commission et pour les délibérations de la commission.

**Art. 18** Incompatibilités  
(art. 126, al. 1, LIMF)<sup>15</sup>

<sup>1</sup> Les membres de la commission n'expriment pas publiquement leur avis sur des offres publiques en cours ou déjà traitées.

<sup>2</sup> Les membres de la commission évitent d'exprimer publiquement un avis différent des positions de principe adoptées par la commission.

<sup>3</sup> Les membres de la commission ne peuvent représenter une partie devant la commission et n'exercent aucune activité de conseil en rapport avec les offres publiques d'acquisition.

**Section 5 Dispositions finales****Art. 19** Abrogation du droit en vigueur

Le règlement du 21 juillet 1997 de la Commission des OPA<sup>16</sup> est abrogé.

**Art. 20** Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

<sup>15</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I du R de la Commission du 30 oct. 2015, approuvé par la FINMA le 2 déc. 2015 et en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2016 (RO 2015 5335).

<sup>16</sup> [RO 1997 2080, 1999 1234]





## Commission des OPA

**Circulaire COPA n° 1 : Programmes de rachat**

du 27 juin 2013 (Etat au 1er janvier 2016<sup>5</sup>)

Les offres d'acquisition présentées à prix fixe par un émetteur (**l'offrant**) sur ses propres titres de participation cotés en bourse (**titres**), qui s'adressent publiquement aux propriétaires de ces titres, constituent des offres publiques d'acquisition au sens de l'art. 2, lit. i, de la loi fédérale sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (**LIMF**). Cela vaut également pour les programmes de rachat publics par lesquels un émetteur rachète ses titres au prix du marché ou par émission d'options put. Ces transactions (ensemble : **programmes de rachat**) sont soumises aux dispositions du chapitre 4 de la LIMF, à l'ordonnance de la FINMA sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (**OIMF-FINMA**) ainsi qu'à l'ordonnance de la Commission des OPA sur les offres publiques d'acquisition (**OOPA**). [1]

Le 1er janvier 2016, l'ordonnance sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (**OIMF**) entre en vigueur. Cette ordonnance contient des dispositions combattant les abus de marché. Les articles 120 à 122 OIMF définissent, en matière de programmes de rachat, les pratiques qui ne constituent pas l'exploitation d'une information d'initié (art. 142 LIMF) ni une manipulation de marché (art. 143 LIMF). [2]

La Commission des offres publiques d'acquisition (**Commission**) est chargée de l'interprétation et l'application des articles 125 à 141 LIMF. La surveillance du respect des dispositions relatives aux abus de marché n'est pas de sa compétence, mais de celle de la FINMA. [3]

Fondée sur l'art. 4, al. 2, OOPA, la présente circulaire fixe les conditions et les charges auxquelles les programmes de rachat doivent se conformer pour être exonérés de l'application des règles ordinaires en matière d'offres publiques d'acquisition. [4]

La procédure d'annonce (chap. 6.1) est applicable aux programmes de rachat qui sont conformes en tous points aux conditions et aux charges énoncées aux chapitres 1 à 4 de la présente circulaire. La Commission prononce une décision dans les autres cas (chap. 6.2). [5]

Lorsqu'un programme de rachat est exonéré en procédure d'annonce, la présente circulaire se substitue aux règles ordinaires en matière d'offres publiques d'acquisition. En revanche, lorsque la Commission prononce une décision, elle peut s'écarter des conditions et des charges énoncées dans la présente circulaire et soumettre en tout ou partie le programme de rachat aux règles ordinaires en matière [6]

d'offres publiques d'acquisition. Lorsque la Commission accorde des dérogations aux Cm 11 (volume total du programme de rachat) ou 23 (volume des rachats quotidiens), celles-ci valent également pour l'application des règles en matière de délit d'initiés et de manipulations de marché (art. 120 al. 3 OIMF).

L'exonération d'un programme de rachat du respect de certaines dispositions sur les offres publiques d'acquisition ne dispense pas l'offrant de se conformer aux dispositions du Code des Obligations, ce dont le conseil d'administration de l'offrant reste responsable. En principe, la Commission ne vérifie pas le respect de l'art. 659 CO.

–

### **1. Conditions applicables à tous les programmes de rachat**

Le ou les buts du programme de rachat sont formulés de façon précise et complète. [8]

Le programme de rachat porte sur toutes les catégories de titres cotées de l'offrant. [9]

L'annulation de titres rachetés ne peut avoir pour effet une modification significative du contrôle sur l'offrant, notamment par un franchissement du seuil de 33 1/3 ou 50 % des droits de vote. Toute annulation prévue de titres déjà détenus doit également être prise en considération. [10]

Le volume total des rachats ne dépasse pas 10 % du capital et des droits de vote et 20 % de la part librement négociable des titres de participation. [11]

Ne font pas partie de la part librement négociable des titres de participation les participations de plus de 5 % détenues de manière directe, indirecte ou de concert avec des tiers, calculées au jour de la requête. La part librement négociable est déterminée séparément pour chaque catégorie de titres de participation auxquelles le programme de rachat s'étend. [12]

L'exécution du programme de rachat n'entraîne pas le franchissement à la baisse de seuils minimaux nécessaires à la cotation du titre, déterminés selon les règles de la bourse à laquelle les titres sont cotés. [13]

–

### **2. Charges applicables à tous les programmes de rachat**

Un rapport raisonnable existe entre le prix offert pour les différentes catégories de titres. [14]

L'offrant ne peut pas acheter de titres visés par le programme de rachat en dehors de celui-ci pour le(s) même(s) but(s). [15]

–

### **3. Offres à prix fixe et programmes de rachat par émission d'options put**

#### **3.1 Conditions supplémentaires**

L'offre est inconditionnelle. [16]

L'offre doit être ouverte pendant au moins dix jours de bourse. [17]

–

#### **3.2. Charges supplémentaires**

L'offrant traite les acceptations proportionnellement si ces dernières ne peuvent pas toutes être satisfaites. [18]

Si, pendant la durée de l'offre, l'offrant acquiert des titres de participation à un prix supérieur à celui de l'offre, ce prix doit être étendu à tous les destinataires de cette dernière. [19]

L'offrant remet à la Commission, au plus tard le troisième jour de bourse suivant l'échéance de l'offre, une attestation confirmant que les charges mentionnées aux Cm 14, 15, 18, 19 et 27 ont été respectées. [20]

–

### **4. Programmes de rachat au prix du marché**

#### **4.1 Condition supplémentaire**

La durée du programme de rachat n'excède pas trois ans.– [21]

#### **4.2 Charges supplémentaires**

Si le programme de rachat porte sur plusieurs catégories de titres, l'offrant doit introduire simultanément des ordres d'achat en bourse pour chacune des catégories de titres concernées. [22]

L'art. 123, al. 1, let. c, OIMF dispose que « *le volume journalier des rachats ne dépasse pas 25 % du volume journalier moyen négocié sur la ligne de négoce ordinaire pendant les 30 jours précédant la publication du programme de rachat* ». [23]

Le volume journalier moyen au sens du Cm 23 est la somme des transactions sur la ligne de négoce ordinaire, en bourse dans le carnet d'ordres et en bourse en dehors du [23a]

carnet d'ordres, divisée par le nombre de jours de bourse compris dans les trente jours calendaires précédant la publication du programme de rachat.

L'offrant remet à la Commission une attestation confirmant que les charges mentionnées aux Cm 15 et 27 ont été respectées. [24]

La banque ou le négociant chargé de l'exécution du programme de rachat remet à la Commission une attestation confirmant que les charges mentionnées aux Cm 14 et 22-23a ont été respectées. [25]

Les attestations mentionnées aux Cm 24 et 25 doivent être remises au plus tard le troisième jour de bourse suivant l'échéance de l'offre, mais au moins une fois par année. [26]

–

## 5. Publication des transactions

Pendant un programme de rachat, l'offrant publie les transactions suivantes sur son site internet, au plus tard le cinquième jour de bourse suivant leur exécution : [27]

1. les achats de titres propres dans le cadre du programme de rachat, indépendamment du fait qu'ils soient exécutés sur la ligne ordinaire ou une ligne séparée ;
2. les achats de titres propres en dehors du programme de rachat ;
3. les ventes de titres propres ne répondant pas uniquement aux plans de participation des collaborateurs.

Ces informations restent disponibles sur le site internet de l'offrant pendant au moins douze mois après la fin du programme de rachat. [27a]

La publication est effectuée séparément pour chaque titre (identifié par les codes Ticker et ISIN) et contient les indications suivantes : [28]

1. Type de transaction (voir Cm 27) ;
2. Date ;
3. Nombre de titres ;
4. Prix, sans coûts supplémentaires tels que des émoluments, commissions, etc. ;
5. Lieu de négoce, lorsque plusieurs lieux de négoce sont disponibles.

Alternativement à la publication des transactions individuelles selon le Cm 28, les transactions peuvent être publiées de manière agrégée par type de transaction pour chaque jour de bourse (voir Cm 27). L'indication du prix est alors remplacée par l'indication du cours moyen de ces transactions calculé en fonction de la pondération des volumes (VWAP), du prix le plus haut et du prix le plus bas de ces transactions. [28a]

En outre, le total actuel des titres acquis dans le cadre du programme et en dehors de [29]

celui-ci ainsi que des titres aliénés est à indiquer (chiffre absolu et pourcentage). Le pourcentage se rapporte à la valeur de référence (capital ou droits de vote) utilisée pour le calcul selon le Cm 11.

L'offrant indique l'adresse internet exacte où sont publiées les transactions dans l'annonce de publication du programme de rachat (Cm 40). [30]

–

## 6. Procédure

### 6.1 Procédure d'annonce

Lorsqu'un programme de rachat est conforme en tous points aux conditions et aux charges énoncées aux chapitres 1 à 4, la procédure d'annonce est applicable. [31]

Au moins cinq jours de bourse avant la date prévue pour sa publication électronique, l'offrant annonce le programme de rachat à la Commission au moyen du formulaire « *Annonce d'un programme de rachat* » et joint un projet de publication en français et en allemand. [32]

Lorsque les conditions d'une exemption en procédure d'annonce paraissent réalisées, le secrétariat de la Commission confirme dans un délai de trois jours de bourse suivant la réception de ces documents qu'il a pris note du programme et qu'il n'y a pas lieu de requérir une décision de la Commission. [33]

L'examen d'un programme de rachat en procédure d'annonce donne lieu à la perception d'un émoulement. Celui-ci équivaut à 0.5 pour mille du montant total de l'offre. Il s'élève au maximum à CHF 20'000. [34]

–

### 6.2 Décision de la Commission

Lorsqu'un programme de rachat ne peut être exonéré en procédure d'annonce (chap. 6.1), la Commission se prononce par une décision. [35]

L'offrant soumet dans ce cas une requête qui complète le formulaire « *Annonce d'un programme de rachat* » de la Commission. En particulier, il motive les aspects du programme de rachat qui s'écartent des règles de la présente circulaire. La requête doit parvenir à la Commission au moins vingt jours de bourse avant la date prévue pour le début du programme de rachat. [36]

La Commission peut s'écarter des conditions et charges énoncées dans la présente circulaire. Lorsque cela est nécessaire, elle soumet en tout ou partie le programme de rachat aux règles ordinaires en matière d'offres publiques d'acquisition. [37]

Le programme de rachat ne peut être lancé qu'après l'échéance d'un délai de dix jours de bourse dès la publication de la décision. [38]

Le chapitre 12 de l'OOPA s'applique. L'émolument est fixé selon l'art. 118, al. 1 et 2, OIMF. [39]

–

### 6.3 Publication du programme de rachat

Le contenu minimal de la publication du programme de rachat est réglé dans le formulaire « *Annonce d'un programme de rachat* » de la Commission. Celle-ci peut exiger l'indication d'autres informations. [40]

La publication du programme de rachat doit être effectuée selon les art. 6 et 7 OOPA. [41]

–

### 6.4 Modification du programme de rachat

Toute modification d'un programme de rachat, y compris le changement de son but, doit être soumise à la Commission par requête motivée. La modification peut être traitée en procédure d'annonce lorsque les conditions en sont remplies. Dans les autres cas, la Commission décide. [42]

Après vérification, une publication doit être effectuée conformément aux art. 6 et 7 OOPA.– [43]

### 6.5 Fin du programme de rachat

Le jour de bourse suivant la fin du programme de rachat, l'offrant publie sur son site internet le nombre de titres rachetés, pour chaque catégorie et le communique à la bourse, à la Commission et à au moins deux fournisseurs d'informations boursières au moins. La Commission reproduit ce communiqué sur son site internet [44]

–

### 6.6 Dispositions transitoires

La présente circulaire remplace la Circulaire COPA n° 1 : Programmes de rachat du 7 mars 2013. [45]

Pour tous les programmes de rachat en cours, les déclarations de transactions selon le chapitre 5 de la Circulaire COPA n° 1 du 7 mars 2013 (effectuées au moyen du formulaire « *Déclaration des transactions dans un programme de rachat* ») sont à remplacer par la publication prévue aux Cm 27 à 30 dès le 1<sup>er</sup> septembre 2013 au plus tard. [46]

---

<sup>6</sup> Les références à la législation ont été adaptées en raison de l'entrée en vigueur de la loi sur l'infrastructure des marchés financiers et de ses ordonnances d'application.

Commission des OPA

## **Circulaire COPA n° 2 : Liquidité au sens du droit des OPA**

du 26 février 2010 (Etat au 1<sup>er</sup> janvier 2016\*)

### **1. Règles relatives au prix minimum**

Lorsque les règles relatives au prix minimum sont applicables à une offre publique d'acquisition (art. 135, al. 2, de la sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés [LIMF], art. 42 ss de l'ordonnance de la FINMA sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés [OIMF-FINMA]), le cours de bourse calculé conformément à l'art. 42, al. 1 et 2, OIMF-FINMA est en principe déterminant. Cependant, si les titres de participation cotés visés par l'offre ne sont pas liquides avant la publication de l'offre ou de l'annonce préalable, un organe de contrôle (art. 128 LIMF) procède à leur évaluation au sens de l'art. 42, al. 4, OIMF-FINMA. L'organe de contrôle indique la méthode et les bases de calcul dans son rapport. Conformément à l'art. 46 OIMF-FINMA, les mêmes règles (art. 42, 2-4 OIMF-FINMA) s'appliquent par analogie pour déterminer le prix des valeurs mobilières offertes en échange.

–

### **2. Titres de participation compris dans le SLI Swiss Leader Index**

Un titre de participation faisant partie du SLI Swiss Leader Index de SIX Swiss Exchange (SLI) est considéré comme liquide au sens de l'art. 42, al. 4, OIMF-FINMA.

–

### **3. Autres titres de participation**

Un titre de participation qui ne fait pas partie du SLI est considéré comme liquide au sens de l'art. 42, al. 4, OIMF-FINMA si, pendant au moins 10 des 12 mois complets précédant la publication de l'offre ou de l'annonce préalable, la médiane mensuelle du volume quotidien des transactions en bourse est égale ou supérieure à 0,04 % de la fraction librement négociable du titre de participation (**free float**).

#### **3.1 Détermination du free float**

Pour les titres de participation cotés auprès de SIX Swiss Exchange, le free float est déterminé conformément au règlement de la famille d'indices Swiss All Share Index. Pour les titres de participation cotés auprès d'une autre bourse, le free float est déterminé conformément aux règles de cette bourse.

Lorsque la bourse auprès de laquelle les titres de participation sont cotés ne connaît pas de règle déterminant le free float, un free float de 100 % est pris en considération. [5]

### **3.2 Détermination du volume des transactions en bourse**

Le volume quotidien des transactions en bourse correspond au volume des transactions effectuées sur la ligne de négoce ordinaire pendant un jour de bourse. [6]

Lorsque le titre de participation est coté auprès de plusieurs bourses ou lorsqu'il est négocié sur plusieurs lignes de négoce ou sur plusieurs bourses, toutes les transactions en bourse sont prises en considération. [7]

–

### **4. Dispositions transitoires**

La présente circulaire est applicable aux offres dont l'annonce préalable ou, à défaut, le prospectus est publié après le 31 mars 2010. [8]

La communication n° 2 de la Commission des OPA du 3 septembre 2007 sur la notion de liquidité est abrogée. [9]

–

---

\* Les références à la législation ont été adaptées en raison de l'entrée en vigueur de la loi sur l'infrastructure des marchés financiers et de ses ordonnances d'application.



Commission des OPA

## **Circulaire COPA n° 3 : Contrôle des offres publiques d'acquisition**

du 26 juin 2014 (Etat au 1<sup>er</sup> janvier 2017\*)

### **1. Norme d'audit suisse NAS 880**

Conformément à l'art. 128 LIMF, l'offrant doit soumettre l'offre, avant sa publication, [1]  
au contrôle d'une société d'audit autorisée par l'Autorité de surveillance en matière de  
révision conformément à l'art. 9a al. 1 LSR ou d'un négociant en valeurs mobilières  
(**négociant**).

La Chambre fiduciaire a adopté le 14 septembre 2016 une Norme d'audit suisse pour [2]  
le contrôle des offres publiques d'acquisition (**NAS 880**), qui a été approuvée par  
l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision le 28 novembre 2016 et par  
la Commission des OPA le 30 septembre 2016. La NAS 880 est entrée en vigueur le  
1er janvier 2017. Elle règle les principes que les organes de contrôle doivent respecter  
dans leur contrôle des offres publiques d'acquisition ainsi que la forme et le contenu  
des rapports devant être établis.

–

### **2. Force obligatoire de la NAS 880 pour les négociants**

Selon la lettre N de l'introduction aux Normes d'audit suisses (édition 2010), la NAS [3]  
880 a un caractère obligatoire pour les organes de contrôle qui sont membres de la  
Chambre fiduciaire. Les entreprises de révision soumises à la surveillance de l'Etat  
doivent se conformer aux normes d'audit qui ont été approuvées par l'Autorité fédé-  
rale de surveillance en matière de révision (voir l'ordonnance de l'Autorité fédérale  
de surveillance en matière de révision sur la surveillance des entreprises de révision).

Afin de garantir une activité uniforme et transparente des organes de contrôle, la [4]  
Commission des OPA déclare la NAS 880 (y compris ses annexes) obligatoire pour les  
négociants qui exercent un mandat d'organe de contrôle, à l'exception de ses chiffres  
10, 19 et 20.

–

### **3. Indépendance de l'organe de contrôle**

Selon l'art. 26, al. 2, OOPA, l'organe de contrôle doit être indépendant de l'offrant, de [5]  
la société visée et des personnes agissant de concert avec eux.

L'organe de contrôle est responsable du respect des exigences d'indépendance déve- [6]  
loppées par la Commission des OPA dans sa pratique.

En vue de l'appréciation de son indépendance en tant qu'organe de contrôle, la société d'audit ou le négociant transmet les informations suivantes à la Commission des OPA :

1. D'autres prestations liées à l'offre publique ont-elles été ou sont-elles fournies à l'offrant par la société d'audit, respectivement le négociant? Un mandat pour l'exécution de telles prestations à l'avenir a-t-il été donné ? Si oui, pour lesquelles ? [8]
2. Toute autre indication nécessaire à l'appréciation de l'indépendance. Le négociant doit en particulier fournir des informations relatives à d'importantes relations d'affaires qu'il entretient avec l'offrant. [9]

La société d'audit doit en outre indiquer à la Commission des OPA si elle exerce simultanément le mandat d'organe de révision pour la société visée, l'offrant ou une personne agissant de concert avec l'offrant. [10]

Lorsque la Commission des OPA est d'avis que l'indépendance en tant qu'organe de contrôle n'est pas donnée, elle en informe la société d'audit ou le négociant dans les trois jours après avoir reçu les informations selon les Cm 8 à 10, en indiquant ses motifs. [11]

–

#### 4. Contrôle du financement de l'offre

Selon l'art. 27 al. 1 lit. c OOPA, l'organe de contrôle vérifie en particulier le financement de l'offre et la disponibilité des moyens avant la publication du prospectus. L'organe de contrôle doit attester que l'offrant a pris toutes les mesures nécessaires pour que le financement soit disponible le jour de l'exécution (art. 20, al. 1, OOPA). [12]

En cas de financement par fonds de tiers, l'organe de contrôle doit notamment évaluer la solvabilité du donneur de crédit et les clauses contractuelles qui autorisent ce dernier à refuser l'utilisation du crédit par l'offrant. [13]

En principe, de telles clauses ne sont admissibles que si elles : [14]

- a) sont identiques à une condition de l'offre; [15]
- b) se rapportent à une condition juridique essentielle relative à l'offrant (notamment *status, power, authority, change of control*); [16]
- c) se rapportent à la validité d'un acte juridique essentiel (notamment la constitution de sûretés) décrit dans le contrat; [17]

- d) se rapportent à une violation essentielle du contrat par l'offrant (notamment *pari passu, negative pledge, merger, non-payment*); ou [18]
- e) se rapportent à une péjoration essentielle de la solvabilité de l'offrant. [19]
- La Commission des OPA peut exiger de l'offrant qu'il fournisse des informations relatives aux clauses contractuelles dans le prospectus (art. 25, al. 3, OOPA). [20]

–

### **5. Publication du rapport de l'organe de contrôle quand l'offre est modifiée ou le prospectus complété**

Si l'offre est modifiée ou le prospectus complété, l'organe de contrôle établit un bref rapport (art. 27, al. 3 OOPA). [21]

L'offrant indique dans le complément du prospectus que la modification de l'offre resp. le complément du prospectus a été examiné par l'organe de contrôle et indique l'adresse internet exacte à laquelle le rapport de l'organe de contrôle peut être consulté en allemand et français. Si les documents de l'offre sont rédigés dans une langue supplémentaire, le rapport doit être traduit et rendu accessible dans cette langue. [22]

### **6. Application dans le temps**

Cette circulaire s'applique à partir du 1er juillet 2014. [23]

–

---

\* Les références à la législation ont été adaptées en raison de l'entrée en vigueur de la loi sur l'infrastructure des marchés financiers et de ses ordonnances d'application.



## Commission des OPA

**Circulaire COPA n° 4: Communication aux principaux médias**

du 20 novembre 2015

La modification de l'Ordonnance de la Commission des OPA sur les offres publiques d'acquisition (Ordonnance sur les OPA, **OOPA**) du 19 octobre 2015, qui entre en vigueur le 1er janvier 2016, a supprimé l'obligation de publier des annonces relatives à l'offre dans les journaux. Ce mode de publication est remplacé par une utilisation plus étendue des moyens de communication électronique. [1]

Selon l'art. 7 al. 1 OOPA, l'annonce préalable et toute autre communication à laquelle s'applique cette disposition, doivent être [2]

- (a) rendues accessibles sur le site Internet de l'offrant ou sur un site internet destiné à l'offre, et
- (b) communiquées aux principaux médias suisses, aux principales agences de presse actives en Suisse et aux principaux médias électroniques diffusant des informations boursières (fournisseurs d'informations financières), ainsi que
- (c) communiquées à la Commission des OPA.

A la demande des participants au marché, la COPA fixe comme suit la liste des principaux médias visés par l'art. 7 al. 1 lettre b OOPA: [3]

1. Schweizer Radio und Fernsehen (SRF)
2. Radio Télévision Suisse (RTS)
3. Radiotelevisione svizzera (RSI)
4. SWI swissinfo.ch
5. Neue Zürcher Zeitung
6. Tages-Anzeiger
7. Der Bund
8. Le Temps
9. L'AGEFI
10. Corriere del Ticino
11. awp Finanznachrichten (AWP)
12. Reuters
13. Bloomberg

La communication visée à l'art. 7 al. 1 let. b OOPA est effectuée lorsque son auteur a envoyé à tous les médias mentionnés au cm 3 par courrier électronique ou par télécopieur le texte complet de la communication sans avoir reçu un message d'absence ou d'erreur en retour. [4]

La COPA se réserve le droit d'exiger la preuve de cette transmission. [5]

L'auteur de la communication est libre de l'envoyer à d'autres médias que ceux énumérés au cm 3 de la présente circulaire. [6]

Cette circulaire s'applique dès le 1<sup>er</sup> janvier 2016 à toutes les communications soumises à l'art. 7 OOPA. [7]

–

**Directives applicables  
à la gestion du risque-pays**  
Association suisse des banquiers

## Introduction

Il incombe à chaque établissement bancaire déployant une activité au-delà des frontières d'identifier les risques liés à ses engagements à l'étranger, de les mesurer, de les évaluer, de les limiter et – si nécessaire – d'en corriger la valeur.

Le but des présentes directives n'est pas d'uniformiser la gestion des risques par les banques, mais de les aider à définir leurs structures et leurs processus internes en matière de gestion du risque-pays. Libre à elles d'en définir la forme, pour autant que les exigences minimales fixées dans les présentes directives soient respectées. Les méthodes et les systèmes utilisés doivent correspondre au principe de la «best practice», compte tenu de la taille et de l'importance des engagements à l'étranger. Le choix des méthodes et le degré de précision des directives internes doivent être déterminés en fonction de la situation, du volume et du type d'engagements à l'étranger – c'est-à-dire conformément au risque encouru.

Les présentes directives sont valables pour toutes les banques soumises à la surveillance de la Commission fédérale des banques. Dans le cas des groupes bancaires suisses possédant des succursales et des filiales en Suisse et à l'étranger, ces directives doivent être appliquées au niveau des comptes individuels et des comptes consolidés.

Si la gestion du risque et le contrôle des engagements à l'étranger ne satisfont pas aux directives, il convient d'adapter les processus et structures internes ou de limiter, voire de supprimer les activités de la banque à l'étranger.



## I Risque-pays

Un risque-pays existe lorsque des faits politiques ou économiques spécifiques à un pays influencent la valeur des engagements à l'étranger. Il se compose du risque de transfert et des autres risques-pays.

- Par «risque de transfert», il faut entendre la mise en péril du rapatriement d'un engagement envers l'étranger résultant d'une limitation de la libre circulation de l'argent et des capitaux ou d'autres facteurs politiques ou économiques.
- Les «autres risques-pays» représentent la partie des engagements à l'étranger dont le maintien de la valeur est influencé par des facteurs politiques ou économiques d'un pays donné (risques de liquidité, de marché et de corrélation notamment), indépendamment du risque de transfert et du risque de croire.

Les engagements soumis à un risque-pays englobent les engagements à l'étranger de toute nature, y compris les engagements conditionnels, les crédits irrévocables et les opérations en instruments dérivés sur les marchés financiers, qu'ils concernent les activités traditionnelles de la banque ou son portefeuille de négoce.

L'identification du risque-pays se fonde sur le domicile du risque et non sur le domicile du débiteur. Dans le cas des engagements couverts, le domicile du risque doit être déterminé en tenant compte des sûretés. Pour la détermination du domicile du risque, il convient d'appliquer des principes identiques à ceux en vigueur pour les prescriptions en matière de répartition des risques (art. 21e al. 2-4 OB).

### *Commentaire:*

*Alors que durant les années 70 et 80, les affaires de crédit à l'étranger en monnaies étrangères étaient au premier plan, l'attention se concentre désormais sur les opérations en papiers-valeurs et instruments dérivés du marché financier. La dépendance partielle de ces opérations vis-à-vis du marché et de l'économie locale ainsi que les possibilités de refinancement local ont augmenté l'importance des autres risques-pays.*

*Les autres risques-pays, et en particulier le risque de liquidité des pays, sont à considérer comme de «grands risques» spécifiques aux pays considérés, au même titre que le risque sectoriel. Lors de l'évaluation du risque des prétentions à l'étranger, les «autres risques-pays» font souvent partie intégrante du système de notation de la contrepartie. Dans le cas des risques de marché, les grands risques-pays doivent être pris en compte sous la forme du calcul du risque par pays et de l'agrégation des risques significatifs.*

*En règle générale, les engagements à l'étranger comprennent toujours des éléments des autres risques-pays, alors que la monnaie et le mode de refinancement déterminent s'il existe également un risque de transfert. Ainsi, les engagements à l'étranger libellés et refinancés en monnaie locale entrent en principe uniquement dans la catégorie des autres risques-pays. En revanche, les créances sur l'étranger libellées dans une monnaie étrangère à celle du débiteur sont soumises de surcroît à un risque de transfert, à moins qu'elles soient suffisamment couvertes et documentées pour que ce risque puisse être écarté.*

*Les engagements liés au portefeuille de négoce doivent en principe être soumis aux présentes directives. Sur le plan interne, ils seront si nécessaire traités différemment des engagements liés aux opérations traditionnelles de la banque – notamment en ce qui concerne la prévention des risques. Lorsque la gestion des risques de marché (p. ex. risques d'intérêt, risques monétaires, risques de cours des actions) se fonde sur les limites nationales et sur le système de contrôle correspondant, elle doit être intégrée au système de gestion du risque-pays. Outre les présentes directives, les «Directives applicables à la gestion des risques en matière de négoce et d'utilisation des dérivés» du 31 janvier 1996 sont applicables sans restriction.*

## **II Politique de risque**

### **1. Étendue**

La politique de risque englobe – outre la stratégie de prise en charge des risques-pays – les principes de recensement, de gestion et de contrôle des risques-pays ainsi que la définition des structures organisationnelles.

### **2. Responsabilité**

La responsabilité de la politique de risque en matière de risques-pays incombe à l'organe chargé de la haute direction, de la surveillance et du contrôle, c'est-à-dire au conseil d'administration dans le cas d'une banque constituée en société anonyme. La direction définit la politique de risque, alors que l'organe chargé de la haute direction, de la surveillance et du contrôle l'approuve et en réexamine périodiquement l'adéquation. La direction édicte les prescriptions nécessaires à l'application de la politique de risque et désigne les personnes autorisées à constituer des positions à risque. Il convient en outre de contrôler le respect des directives internes.

### **3. Exigences minimales**

Il s'agit dans chaque cas d'identifier, de mesurer, d'évaluer, de limiter et de contrôler les risques-pays. Les systèmes et les méthodes ainsi que l'étendue et le degré de précision des directives internes doivent être déterminés en fonction de l'importance des engagements à l'étranger et des risques y relatifs. Il convient également d'élaborer un système de contrôle interne (SCI) approprié.

*Commentaire:*

*Les questions relatives à la gestion des risques, et en particulier les décisions fondamentales portant sur l'élaboration et la surveillance régulière de la politique de risque, constituent des tâches de gestion prioritaires.*

*La mise en œuvre de la politique de risque dans les affaires quotidiennes et l'exécution des travaux de contrôle doivent être confiées à des personnes possédant les qualifications professionnelles requises.*

*Les exigences minimales (selon II/3) de la politique de risque décrite plus en détail dans les chapitres suivants ne constituent qu'une ébauche des structures et des processus à mettre en place au sein de la banque. Il s'agit notamment d'élaborer un système de gestion du risque-pays adéquat, c'est-à-dire adapté au profil de risque de la banque et offrant un degré de précision suffisant à son orientation et à son contrôle.*

## **III Recensement du risque**

### **1. Identification, mesure et évaluation du risque**

Chaque banque doit être en mesure d'identifier ses engagements comportant un risque-pays et de suivre l'évolution de leur valeur. L'évaluation des risques-pays doit être effectuée de manière uniforme dans l'ensemble de la banque et porter sur le volume effectif des engagements. La banque doit à cet effet se fonder sur ses propres analyses de risques-pays (p. ex. au moyen de l'attribution d'un rating aux différents pays) ou sur des évaluations externes reconnues.

Dans le cas des banques caractérisées par d'importants engagements à l'étranger et donc exposées à un risque-pays important, il convient d'analyser périodiquement les effets sur le bilan et sur le compte de résultats, de la détérioration de la solvabilité ou des difficultés financières éventuelles de certains pays ou groupes de pays. Les résultats de cette évaluation doivent être communiqués à l'organe directeur chargé de cette fonction.

## **2. Documentation appropriée**

Les engagements à l'étranger, l'évaluation des risques y relatifs et, si nécessaire, les résultats des analyses régulières des situations de stress doivent être documentés de manière appropriée.

*Commentaire:*

*Dans le cadre de l'identification et de la mesure du risque, il convient tout d'abord de déterminer le niveau des engagements par pays conformément au risque encouru. La banque doit ensuite estimer le risque de ces engagements sur la base d'un système – interne ou externe – d'évaluation de la solvabilité des pays concernés. Si l'on peut attendre des établissements fortement engagés à l'étranger qu'ils procèdent à une évaluation quantitative des pertes et de la vraisemblance de moins-values de l'ensemble du portefeuille de base, une estimation de la vraisemblance des pertes par engagement et de la probabilité de moins-values est suffisante pour les banques moins engagées à l'étranger.*

*Pour les établissements qui détiennent d'importantes positions à l'étranger, la notation des pays selon le propre barème de la banque fournit déjà une image relativement fiable de leur solvabilité. Dans le cadre des contrôles de qualité, et afin d'éviter tout conflit d'intérêts au sein même de la banque, il est toutefois nécessaire de comparer les analyses de solvabilité internes avec celles de spécialistes externes et, le cas échéant, d'expliquer et de justifier les écarts importants.*

*Les banques ayant des engagements dans des pays en développement ou en voie d'industrialisation doivent procéder à des tests de simulation de stress afin d'évaluer les conséquences d'un effondrement de la solvabilité sur les fonds propres et sur le compte de résultat.*

# **IV Limitation et prévention du risque**

## **1. Système des limites**

Les banques qui détiennent des positions à l'étranger doivent disposer d'un système de limites efficace pour les nouveaux engagements. Les limites doivent être contrôlées régulièrement et soumises à l'approbation de l'organe directeur compétent.

## **2. Contrôle interne du risque**

Les banques doivent disposer d'un système informatique approprié permettant de veiller au respect des limites définies pour chaque pays. Tout dépassement de ces limites doit être rapidement identifié et faire l'objet d'un rapport à l'organe décisionnel compétent. La surveillance doit être

confiée à des collaborateurs de la banque disposant des qualifications requises et suffisamment indépendants des personnes qui ouvrent des positions présentant un risque-pays.

### **3. Évaluation et prévention du risque**

Les banques tiennent compte des risques-pays de leurs engagements à l'étranger, en corrigeant la valeur des positions sur la base de leurs propres principes d'évaluation. Les risques-pays et les correctifs de valeur et provisions doivent être enregistrés de manière à ce que les organes de révision puissent effectuer facilement leurs contrôles.

Par ailleurs, les banques décident elles-mêmes, sur la base de son propre modèle de risque et dans le respect des normes comptables en vigueur, s'il convient de prendre des mesures supplémentaires en matière de prévention des risques (p. ex. sous la forme de réserves pour fluctuations).

#### *Commentaire:*

*Les limites définies pour chaque pays doivent être revues régulièrement en raison de la mutation rapide de l'environnement politico-économique international. Dans le cadre des affaires quotidiennes, il convient de s'assurer à temps du respect des limites fixées par pays. La banque veillera en outre à fixer les règles régissant les exceptions et à désigner les instances autorisées à accepter les éventuels dépassements.*

*Lors de l'évaluation des engagements à l'étranger et de la prévention des risques, certaines divergences peuvent apparaître entre la réglementation relative aux activités traditionnelles de la banque et celle applicable au portefeuille de négoce. Dans les deux cas toutefois, la prévention des risques devra tenir compte du degré de diversification de la totalité du portefeuille.*

*Les correctifs de valeur qui dépassent la mesure nécessaire à l'exploitation sont considérés comme des réserves latentes. Elles ne sont pas admises dans les comptes de groupe. Celles-ci figureront en revanche dans l'état des provisions des comptes individuels avec les «autres provisions».*

*Dans le cadre de la prévention des risques, la banque peut – à titre de mesure supplémentaire – constituer des réserves pour fluctuations, pour autant que les conditions fixées dans les DEC soient remplies.*

## **V Rapport et publication**

### **1. Rapport**

Les engagements comportant des risques-pays ainsi que les commentaires relatifs aux écarts importants entre les classes de solvabilité des pays définies par la banque et les évaluations externes doivent figurer dans le rapport sur la gestion des risques de la banque. Dans le cadre du rapport, ces données doivent être remises régulièrement – mais au moins à la fin de chaque exercice – à l'organe chargé de la haute direction, de la surveillance et du contrôle ou à une instance désignée par lui. Toute modification extraordinaire doit être annoncée immédiatement.

### **2. Publication**

Dans le rapport de gestion, les engagements à l'étranger doivent être répertoriés selon la solvabilité des groupes de pays, si une telle mesure se révèle nécessaire pour l'évaluation de l'état de fortune et du bénéfice de la banque. Il convient alors de décrire le système de notation utilisé – l'alignement sur les normes internationales reconnues étant par ailleurs recommandé.

*Commentaire:*

*Pour autant que le contrôle du risque l'exige, les engagements à l'étranger, classés par domicile de risque, sont à mentionner en annexe du rapport de gestion, dans la classe de solvabilité des groupes de pays correspondants. La définition de l'échelle de solvabilité utilisée figurera dans le rapport. La publication par domicile de risque ne doit pas être confondue avec celle par domicile du débiteur (tableau J).*

## **VI Révision**

### **1. Révision interne**

L'organe de révision interne s'assure en particulier du respect de la politique de risque et contrôle la gestion du risque et la surveillance des risques-pays.

### **2. Révision externe**

Les institutions de révision reconnues au sens de la loi sur les banques s'assurent du respect des présentes directives. Elles se fondent dans la mesure du possible sur les normes reconnues de la profession et, si elles le jugent opportun, sur les contrôles effectués par l'organe de révision interne. Elles consignent le résultat de leurs travaux dans le rapport de révision exigé par la loi sur les banques.

## **VII Entrée en vigueur**

Les présentes directives, qui ont été adoptées par le Conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers le 4 septembre 1997, entrent en vigueur le 31 décembre 1997. Le délai transitoire, durant lequel l'ancienne circulaire de la CFB 92/4 «Risque-pays» peut encore être appliquée, arrive à échéance le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Bâle, novembre 1997

ASSOCIATION SUISSE DES BANQUIERS





Association suisse des banquiers

## **Directive**

### **relative aux Notes de débiteurs étrangers**

Dans le but de permettre aux acheteurs intéressés et aux détenteurs de Notes émises par des débiteurs étrangers d'obtenir, lors de l'émission et pendant la durée de l'emprunt, les informations utiles, présentées de façon uniforme, concernant le débiteur et, le cas échéant, la caution ou le garant, et dans le but de garantir un marché organisé, le Conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers a établi la directive suivante:

#### **Art. 1: Champ d'application**

<sup>1</sup> La présente directive s'applique aux financements sous forme de Notes, soit aux émissions lancées selon le droit suisse de papiers-valeurs placés directement par les membres du syndicat auprès de leur clientèle et émis sous forme de titres de fr. 10 000.- nominal ou plus.

<sup>2</sup> Les émissions sous forme de titres d'un nominal inférieur à fr. 10 000.- doivent être traitées comme des emprunts obligataires.

<sup>3</sup> Les prescriptions légales, en particulier l'art. 1156 CO, et, lorsqu'ils sont cotés, les règlements de cotation, sont applicables sans restriction aux emprunts obligataires.

#### **Art. 2: Obligations**

<sup>1</sup> L'établissement chef de file établit un prospectus conformément à l'art. 3 de la présente Convention. Les membres du syndicat doivent être mentionnés nommément dans le prospectus, pour autant qu'ils soient connus lors de l'établissement de celui-ci.

<sup>2</sup> L'établissement chef de file d'une émission de Notes a l'obligation, pendant toute la durée de l'emprunt, de garantir, sur demande, un cours acheteur. Cet engagement vaut en cas de conditions ordonnées sur le marché.

#### **Art. 3: Contenu du prospectus**

<sup>1</sup> Le contenu du prospectus d'émission est déterminé par l'art. 1156 CO et, par analogie, par l'art. 652a CO.

<sup>2</sup> Outre les renseignements exigés par la loi, le prospectus contient les indications suivantes:

- a) Un résumé des conditions de l'emprunt, au besoin des conditions de l'exercice des droits de conversion ou d'option. Dans la mesure où certaines de ces conditions sont de nature provisoire, le prospectus doit l'indiquer. A la demande d'un souscripteur, les conditions exhaustives de l'emprunt doivent être mises à disposition avant la libération.
- b) Des renseignements sur la marche des affaires, si plus de six mois se sont écoulés depuis la publication du dernier bilan annuel.
- c) Le nom des cautions ou des garants éventuels. Exceptionnellement, on peut renoncer à fournir les indications prévues sous lettre b) ci-dessus, en totalité ou en partie, si un tiers garantissant de façon illimitée les engagements de l'émetteur participe à

l'opération. Dans ce cas, des renseignements complets doivent être fournis sur le garant.

- d) L'indication de la source des informations utilisées.
- e) L'indication des éventuels indices de qualité (=Ratings) attribués par des instituts internationalement reconnus aux appels de fonds (fonds propres et fonds étrangers) du débiteur et des cautions ou garants.
- f) La mention de la négociation éventuelle des titres de participation du débiteur et des cautions ou garants auprès des principales bourses soumises à une réglementation privée ou publique de leur pays de domicile, ainsi que les cours boursiers (maximum/minimum) des trois dernières années au moins, pour les émissions ayant des incidences dans le domaine des actions.
- g) La mention que le débiteur s'est engagé vis-à-vis de l'établissement chef de file à lui communiquer pendant la durée de validité des Notes les rapports annuels, les rapports de l'organe de révision et les rapports intermédiaires sur la marche de ses affaires et, le cas échéant, sur celle des cautions ou garants. Les membres du syndicat tiendront ces documents à disposition des investisseurs, dans une des langues nationales suisses ou en anglais (au besoin sous forme de traduction).
- h) L'indication de l'existence d'un éventuel marché secondaire.

#### **Art. 4: Diffusion du prospectus**

<sup>1</sup> L'établissement chef de file met le prospectus à disposition des membres du syndicat aussi rapidement que possible, mais au plus tard cinq jours ouvrables bancaires avant la libération et enjoint à ces derniers de remettre, sur demande, le prospectus à leurs clients intéressés par la souscription des Notes.

<sup>2</sup> Le prospectus n'est pas publié dans les médias (même sous forme d'extraits).

#### **Art. 5: Règlement, clearing, garde et administration**

Le règlement, le clearing, la garde et l'administration de Notes en francs suisses se font exclusivement par l'intermédiaire d'offices de clearing reconnus. En Suisse, il s'agit notamment de "SIS, SegalInterSettle SA".

#### **Art. 6: Usages commerciaux**

Le négoce de Notes en francs suisses doit être conforme aux règles de l'ISMA (International Securities Market Association). Lorsque ces dernières ne sont pas applicables directement, il y a lieu de les observer par analogie. Dans tous les cas, les usages de la SWX valables en Suisse s'appliquent au négoce de Notes en francs suisses.

#### **Art. 7: Mise en vigueur**

La présente directive entre en vigueur le 1er septembre 2001; elle annule et remplace la Convention XIX relative aux Notes de débiteurs étrangers.

Association suisse des banquiers

## Directives d'attributions concernant le marché des émissions

Directives relatives à l'attribution de valeurs mobilières liées aux fonds propres lors de placements publics en Suisse

(2.6.04, Traduction)

### A. Objet

1. En cas d'émissions et de placements publics sur le marché des capitaux (ci-après les «placements publics»), interviennent habituellement:

- l'émetteur ou les vendeurs de valeurs mobilières (ci-après l'«émetteur»),
- les (potentiels) souscripteurs (clients institutionnels et particuliers),
- les banques ou négociants en valeurs mobilières (ci-après les «banques», qu'il s'agisse du chef de file d'un syndicat, de banques syndiquées ou de banques tierces),
- les participants au marché, en général.

2. Les présentes directives ont pour objet d'assurer autant que possible la loyauté et la transparence dans la procédure d'attribution, en fixant des exigences d'objectivité et de traçabilité. Les intérêts des différents intervenants (chiffre 1) doivent être dûment pris en considération dans le cadre des attributions.

**Commentaire:** s'agissant des intérêts des clients, il convient de veiller à un traitement loyal dans chaque groupe de clients (voir aussi chiffres 6.3 et 7).

3. Les présentes directives sont des règles de comportement mais n'ont pas d'incidence sur les rapports de droit civil entre les banques et leurs clients.

### B. Champ d'application

4. Les présentes directives sont applicables à tous les placements publics d'actions, de bons de participation, de bons de jouissance, d'emprunts convertibles et d'emprunts à option en Suisse.

5. Les présentes directives sont valables pour les banques domiciliées en Suisse, y compris les succursales et filiales de banques étrangères, qui interviennent dans des placements publics en Suisse. Celles-ci ne sauraient utiliser abusivement leurs sièges, sociétés-mères, succursales et filiales étrangères, intervenant dans le domaine bancaire et financier, aux fins de contourner les présentes directives. Les présentes directives ne produisent pas d'effet au plan international.

## C. Principes

### *Généralités*

6.1 En cas de placements publics, la banque règle et documente les procédures d'attribution de telle sorte:

- qu'elles reposent sur des critères objectifs,
- qu'elles puissent être vérifiées par les services compétents de la banque,
- que l'organe de révision prévu par la Loi sur les banques ou la Loi sur les bourses, ainsi que l'autorité de surveillance, puissent les reconstituer.

6.2 Dans l'aménagement des procédures d'attribution et sous réserve des principes énoncés au chiffre 6.1, le temps disponible réduit peut être pris en compte (par ex., délais réduits pour les emprunts convertibles et emprunts à option).

6.3 Sous réserve d'une juste appréciation des intérêts en présence, les attributions entre divers clients ou groupes de clients peuvent se faire de manière différenciée (voir aussi chiffre 7).

6.4 Il n'y a pas de droit à l'attribution.

6.5 Sont subjectives, et donc interdites, les attributions faites contre la promesse de certaines contre-affaires, notamment:

- l'engagement d'acheter, après le placement, d'autres valeurs mobilières sur le marché («Laddering»),
- l'engagement de payer des commissions spéciales ou majorées («Quid pro Quo Agreements»),
- l'engagement de solliciter la banque attributrice pour certains mandats ou certaines opérations, ou toute proposition concrète en ce sens («Spinning»).

### *Attributions à des investisseurs privés*

7. Il appartient à la banque de s'assurer que les attributions à des investisseurs privés sont effectuées de manière juste et impartiale et qu'aucun investisseur n'est désavantagé par rapport aux autres sans raison objective. Sont considérées comme des procédures d'attribution garantissant le traitement juste et impartial aux investisseurs privés, celles reposant sur les critères objectifs suivants, ou sur des combinaisons de ces critères:

- tirage au sort
- importance de l'ordre
- pourcentages souscrits
- moment exact de la réception de la souscription
- prix de souscription proposé (lors d'enchères)
- considérations régionales
- liens à long terme avec l'émetteur
- structure du portefeuille de l'investisseur
- amélioration de la qualité, de la position et de la capacité de placement de la banque, ce qui est favorable à moyen et long termes aux investisseurs privés

- préférences de l'émetteur quant à la structure des investisseurs
- durée de la relation avec les clients
- autres critères objectifs.

#### ***Option en vue d'une attribution supplémentaire***

8. Si le prospectus prévoit une option en vue d'une attribution supplémentaire («Green Shoe»), la documentation (prospectus) doit aussi fournir des informations sur les parties au contrat ainsi que sur l'étendue et la durée de ladite option.

#### ***Attribution au choix de l'émetteur***

9. Des attributions spéciales à certaines catégories de souscripteurs ayant une relation particulière avec l'émetteur, par exemple, ses partenaires commerciaux (personnes physiques et morales), organes ou collaborateurs, sont possibles au choix de l'émetteur (programmes «friends-and-family»). Le prospectus doit alors indiquer l'existence de cette attribution spéciale et, notamment, la quote-part maximale totale et les catégories de souscripteurs ayant droit à ladite attribution.

#### ***Attribution à compte nostro***

10.1 Les attributions des banques du syndicat à compte nostro (portefeuilles propres ou de négoce, notamment à des fins de Market Making, de stabilisation ou pour toute autre raison objective) ne sont autorisées qu'en accord avec l'émetteur et dans une limite raisonnable.

**Commentaire:** le caractère «raisonnable» d'une attribution à compte nostro est fonction par exemple du besoin de liquidité durant les premiers jours de négoce, du volume et de la qualité des souscriptions, ou encore du montant de la transaction.

10.2 Si, faute de demande de sa clientèle, une banque du syndicat ne parvient pas à placer la totalité des titres qu'elle a acquis en prise ferme, elle est libre de les conserver en portefeuille nostro ou de les vendre sur le marché (sous réserve de conventions contraires passées avec l'émetteur ou les titulaires vendeurs des titres).

10.3 Dans les attributions à compte nostro, les banques tierces ne sauraient se prévaloir de faveurs par rapport à leurs clients. Leurs attributions à compte nostro ne peuvent intervenir que dans la limite du raisonnable.

#### ***Résultat de l'attribution***

11. A l'issue de la transaction, la banque chef de file du syndicat publie le volume placé et, le cas échéant, le montant des attributions aux catégories de souscripteurs ayant une relation particulière avec l'émetteur (chiffre 9) de même que l'exercice de l'option pour une attribution supplémentaire (chiffre 8).

## **D. Conditions préalables et surveillance**

12. Toute banque intervenant dans des placements publics doit disposer d'une structure adéquate en termes de dimension et de professionnalisme.

13. La banque émet les instructions nécessaires et prend toute mesure utile pour assurer que les directives seront observées.

14. Les présentes directives ont été adoptées par le Conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers le 29 mars 2004 et reconnues en tant que standards minimaux en matière de droit de la surveillance par la Commission fédérale des banques le 27 mai 2004. Elles entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Association suisse des banquiers

März 2007

## Traitement de la fausse monnaie, des fausses pièces de monnaie et des faux lingots en métal précieux

## **Traitement de la fausse monnaie suisse et étrangère (billets de banque et pièces de monnaie en circulation)**

### **I Règles générales**

1. La fausse monnaie ne doit pas être restituée.
2. La fausse monnaie ne doit pas être mise hors d'usage (perforage, apposition d'un timbre, déchetage, etc.).
3. La fausse monnaie doit être remise à la police.

### **II Opérations de guichet**

1. Remettant inconnu
  - La police locale doit être immédiatement avisée, indépendamment du nombre de contrefaçons et du montant de la fausse monnaie remise.
  - Le remettant doit, dans la mesure du possible, être identifié et retenu jusqu'à l'arrivée de la police.
2. Remettant connu
  - Il faut faire savoir au client qu'il s'agit de fausse monnaie et l'informer que celle-ci doit être remise à la police.
  - Une quittance doit être établie si le client en fait la demande.
  - La fausse monnaie doit être transmise dans les meilleurs délais directement à la Police judiciaire fédérale, Commissariat Fausse monnaie, 3003 Berne.

### **III Envois de valeurs**

1. L'expéditeur doit être immédiatement informé que de la fausse monnaie a été trouvée dans son envoi et qu'elle doit être remise au Commissariat Fausse monnaie.
2. La fausse monnaie doit être remise dans les meilleurs délais directement au Commissariat Fausse monnaie.
3. Les expéditeurs qui réclament expressément la restitution de fausse monnaie doivent être dirigés vers la Police judiciaire fédérale, Commissariat Fausse monnaie, 3003 Berne.

### **IV Champ d'application**

Les dispositions ci-dessus sont applicables à tous les types de versement et de livraison (par exemple trésor de nuit, automates, etc.).



## Traitement des fausses pièces de monnaie et des faux lingots/plaquettes en métal précieux

### I Remarques

1. Métaux précieux  
La loi considère comme métaux précieux uniquement l'or, l'argent, le platine et le palladium.
2. Champ d'application  
Ces dispositions s'appliquent également aux médailles en métal précieux et objets similaires.
3. Définition de «faux»  
Ce terme désigne le faux monnayage, la falsification de la monnaie ou la frappe illégale de monnaie (matière première correcte, mais poinçon non original, c'est-à-dire falsifié).  
La fabrication de monnaie qui n'est plus en circulation et qui comporte une mention telle que «Copie, imitation, réplique, etc.» est autorisée dans la mesure où ladite monnaie ne représente aucun danger de méprise ou d'abus (ces monnaies ne comportent généralement qu'un placage d'argent ou d'or).
4. Produit de la réalisation  
La personne de bonne foi qui a acquis de fausses pièces de monnaie et/ou de faux lingots/plaquettes en métal précieux, peut faire valoir son droit à l'éventuel produit de la réalisation.
5. Pièces commémoratives suisse en circulation (à partir de 1974)  
Bien que l'obligation de les accepter soit limitée, les pièces commémoratives en métal précieux ou non précieux ont cours légal (cf. Loi fédérale sur l'unité monétaire et les moyens de paiement (LUMMP) du 22 décembre 1999 et l'Ordonnance sur la monnaie du 12 avril 2000). Les fausses pièces commémoratives sont soumises aux mêmes prescriptions que la fausse monnaie.
6. Cas sujets à caution  
Lorsque des pièces de monnaie, des lingots, des plaquettes, etc., en métal précieux semblent douteux et dont l'authenticité ne peut être établie avec certitude, une expertise peut être demandée aux adresses suivantes:  
Pièces de monnaie suisses en métal précieux: Office de la monnaie de la Confédération suisse Swissmint, 3003 Berne  
Autres pièces de monnaie en métal précieux: Bureau central du contrôle des ouvrages en métaux précieux, 3003 Berne  
Lingots et plaquettes en métal précieux: Bureau central du contrôle des ouvrages en métaux précieux, 3003 Berne ou  
aux fonderies de métaux précieux des grandes banques (UBS, CS)  
Argor-Heraeus SA, 6850 Mendrisio (TI)  
Metalor Technologies SA, 2009 Neuchâtel  
Valcambi SA, 6828 Balerna (TI)
7. Après expertise, la police locale peut en être informée.

## II Opérations de guichet

1. Remettant inconnu
  - La police locale doit être immédiatement avisée, indépendamment du nombre de contrefaçons et du montant de la fausse monnaie remise.
  - Le remettant doit, dans la mesure du possible, être identifié et retenu jusqu'à l'arrivée de la police.
2. Remettant connu
  - Il faut faire savoir au client qu'il s'agit de fausse monnaie et l'informer que celle-ci doit être remise à la police.
  - Une quittance doit être établie si le client en fait la demande.
  - Les contrefaçons doivent être remises à la police locale dans les meilleurs délais.
3. Envois de valeurs
  - L'expéditeur doit être immédiatement informé que des contrefaçons ont été trouvées dans son envoi et qu'elles doivent être remises à la police locale.
  - Les contrefaçons doivent être remises à la police locale dans les meilleurs délais.
  - Si un expéditeur réclame expressément la restitution de contrefaçons, il doit être dirigé vers le poste de police compétent.
  - Exception: la restitution de fausses pièces de monnaie en métal précieux est exclusivement autorisée entre banques suisses, pour autant que la banque expéditrice l'exige formellement.

Association suisse des banquiers

Janvier 2008 (version actualisée janvier 2018)

# **Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière**

## Préambule

Le Conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers (ASB) a édicté les directives ci-après en vue de garantir l'indépendance de l'analyse financière. Il s'agit, entre autres, d'éviter les conflits d'intérêts susceptibles de surgir dans le cadre de l'élaboration d'analyses financières, d'en limiter la portée ou au moins de faire en sorte qu'ils soient rendus publics. Outre la transparence qui doit être assurée à cet effet, il convient également de garantir en principe l'égalité de traitement des destinataires des analyses financières. Les clients qui prennent leurs décisions de placement en se fondant notamment sur les recommandations des analystes financiers doivent pouvoir être sûrs que ces derniers effectuent leurs analyses en toute impartialité et en leur âme et conscience.

L'objectif primordial est d'entretenir et de renforcer la réputation de l'analyse financière sur la place financière suisse, voire la réputation de la place financière toute entière, en conservant et consolidant la confiance qu'ont les investisseurs dans le fonctionnement du marché des capitaux.

Les directives ne se proposent pas d'unifier les structures et processus internes des banques, que celles-ci sont libres d'aménager à condition de respecter les exigences minimums figurant dans ces directives.

Les directives sont considérées comme des règles de comportement. Elles n'ont aucune incidence à tout le moins directe sur le rapport de droit civil liant la banque à ses clients. Ce rapport s'appuie sur les prescriptions légales en vigueur ainsi que sur les différents accords contractuels passés entre la banque et ses clients.

# 1. Dispositions générales

- 1 Les analystes financiers au sens des présentes directives sont des collaborateurs de banques ou de négociants en valeurs mobilières (ci-dessous dénommés «banques»), qui participent à l'élaboration et à l'établissement de rapports d'analyse destinés à une publication externe à la banque (en particulier recommandations en matière de placement et de finance). Le champ d'application de ces directives couvre tout particulièrement les analystes «*buy-side*» tout comme les analystes «*sell-side*». Les directives concernent les analystes chargés de l'analyse primaire et secondaire. De plus, les présentes directives s'appliquent aux analystes traitant les domaines «*equities*» et «*fixed-income*» (titres productifs d'intérêts). L'analyste financier n'a pas le droit de contourner les présentes directives en effectuant des transactions par l'intermédiaire de tiers, comme des membres de sa famille ou d'autres personnes qui lui sont proches.
- 2 Les recommandations en matière de placement et de finance qui sont destinées uniquement à l'usage interne de la banque (par ex. gestion de portefeuilles et de risques, négoce pour compte propre) et qui ne sont pas remises aux clients, ni mises à la disposition d'un plus large public (via publication sur les pages Intranet et Internet), n'entrent pas dans le champ d'application des présentes directives. L'indication d'objectifs de cours est également considérée comme une recommandation au sens des présentes directives. Ces dernières s'appliquent également aux interviews détaillées et aux déclarations d'analystes financiers dans la presse écrite.
- 3 Les directives s'appliquent aux banques domiciliées en Suisse. Les banques n'ont pas le droit d'utiliser leurs filiales à l'étranger ni les sociétés étrangères de leur groupe opérant dans le domaine bancaire et financier en vue de contourner ces directives.
- 4 Les directives laissent à toute banque le droit d'effectuer ou de faire effectuer des analyses sur des sociétés de leur choix. Ce faisant, elles doivent tenir compte des principes exposés dans les présentes directives. Si, en dépit de l'observation de ces principes, on ne peut, dans un cas précis, exclure un conflit d'intérêts au niveau de l'analyse financière, ni résoudre celui-ci de façon satisfaisante, la banque renoncera à la publication de rapports d'analyse sur la société concernée.

**Commentaire**

Le traitement de l'analyse technique (analyse des charts) ainsi que de pures «listes de recommandations», par exemple, est réglé par la circulaire n° 7258 du 15.5.2003.

En vertu du principe 2, les directives s'appliquent également aux déclarations «assimilables à une analyse» faites par les analystes financiers dans la presse. Une déclaration est considérée «assimilable à une analyse» lorsqu'il est probable que le public la perçoive comme une analyse (ou le résultat d'une analyse).

A propos notamment du principe 3, on se référera à la précision du champ d'application général de la circulaire n° 7410 du 3.6.2005.

## 2. Principes applicables à l'organisation interne

### 2.1 Relations avec le service des émissions et l'Investment Banking

- 5 L'unité d'organisation chargée de l'analyse financière (désignée ci-après par «analyse financière»), doit être séparée de l'unité responsable des activités d'émission et de l'Investment Banking, aux niveaux organisationnel, hiérarchique, fonctionnel et physique.
- 6 La rémunération des analystes financiers ne doit pas être liée aux résultats (objectifs de chiffre d'affaires ou de performance) d'une ou de plusieurs transaction(s) spécifique(s) du service des émissions ou de l'Investment Banking.
- 7 Si la rémunération des analystes financiers dépend dans l'ensemble du succès du service des émissions ou de l'Investment Banking, ceci doit figurer expressément dans les études et les recommandations.
- 8 Le service des émissions ou l'Investment Banking d'une banque et l'analyse financière doivent être organisés de sorte qu'aucune information privilégiée («*material, non-public*») ne circule entre eux, sans être mise simultanément à la disposition des clients de la banque (Chinese Walls). Au cas où de telles informations sont néanmoins exceptionnellement échangées, l'accord préalable du service de compliance de la banque (désigné ci-après par «service de compliance») est nécessaire. Celui-ci garantit notamment que l'échange d'informations s'effectue dans le cadre d'un processus réglementé. Dans ce contexte, il convient d'éliminer les conséquences négatives de conflits d'intérêts.

**Commentaire**

Les analystes financiers de la banque qui participent souvent à la détermination du prix d'une émission ne doivent pas être incités à évaluer une société à un niveau plus favorable qu'ils ne le feraient spontanément eux-mêmes. Il convient également de garantir que les analystes financiers et autres personnes qui participent directement à la préparation d'une émission et qui, dans ce contexte, ont accès à des informations non (encore) publiées et susceptibles d'avoir une incidence sur les cours («*material, non-public*»), n'en tirent aucun avantage.

- 9 La vente anticipée de titres faisant l'objet d'une émission, par des analystes ou d'autres collaborateurs de la banque susceptibles de tirer profit de l'émission d'un titre, n'est pas autorisée.

**Commentaire**

Ce principe doit empêcher les ventes anticipées, notamment de la part d'analystes. En revanche, les analystes sont autorisés à souscrire de nouveaux titres dans le cadre d'une émission donnée, au même titre que tous les autres investisseurs.

- 10 Les rapports d'analyse ne doivent pas être envoyés au service Investment Banking avant leur publication, que ce soit pour approbation ou pour examen complet. L'analyste financier n'est autorisé à contacter verbalement ou par écrit le service Investment Banking que pour vérifier des faits. Cette communication doit être effectuée en y associant le service de compliance ou en conformité à un processus autorisé par ce dernier et consigné par écrit.
- 11 Les analystes financiers ne doivent pas être incités à rédiger des rapports d'analyse dont le résultat serait prédéfini; ils doivent au contraire toujours pouvoir parvenir à un résultat indépendant.



- 12 Dans les rapports d'analyse publiés, la banque doit indiquer si elle a participé à des émissions sur la base d'un mandat de la société analysée, durant les 12 derniers mois.

### **Commentaire**

La mention de la relation entretenue avec l'émetteur ne comprend que les faits publics dans le cadre des prestations fournies pour des émissions. Si ces faits n'entrent pas dans cette catégorie, leur mention ne peut être faite qu'avec l'accord exprès de l'émetteur (art. 47 LB). Les mandats de conseil valent aussi comme collaboration à une émission.

## **2.2 Relations avec le négoce de titres (y compris négoce pour compte propre) et la vente (Sales)**

- 13 L'analyse financière doit être séparée des unités responsables du négoce de titres (y compris du négoce pour compte propre) et de la vente, aux niveaux organisationnel, hiérarchique et fonctionnel.
- 14 La rémunération des analystes financiers ne doit pas être liée aux résultats (objectifs de chiffre d'affaires ou de performance) d'une ou de plusieurs transaction(s) spécifique(s) dans le négoce de titres (y compris le négoce pour compte propre) ou la vente.
- 15 Si la rémunération des analystes financiers dépend dans l'ensemble du succès du négoce de titres (y compris du négoce pour compte propre) ou de la vente, ceci doit figurer expressément dans les études et les recommandations.

### Commentaire

Les analystes financiers ne doivent pas pouvoir livrer des recommandations d'achat et de vente infondées, dans l'intérêt du négoce de titres ou de la vente. Le négoce pour compte propre ne doit pas non plus être optimisé grâce à la participation non autorisée des analystes. On serait par exemple en présence d'un tel comportement non autorisé si des titres étaient achetés pour compte propre sur recommandation des analystes, avant que les clients de la banque ne soient informés de la recommandation correspondante (cf. chiffre 24).

La séparation prévue au chiffre 13 doit aussi exister sur le plan physique en raison des rapports entre l'analyse financière et le négoce de titres (y compris négoce en compte propre). En revanche, la séparation entre l'analyse financière et la vente (sales) peut, sans que cela soit obligatoire, être mise en oeuvre sous forme d'une séparation physique.

Les gérants de fortune et les unités correspondantes des banques qui n'effectuent que des analyses «*buy-side*» ne sont pas assujettis au chiffre 13. Par ailleurs, on peut faire abstraction du chiffre 13 dans le cas de pure exécution d'ordres de bourse dans la même unité d'organisation qui effectue aussi des rapports d'analyse (par ex. un «*order routing*» ou «*execution desk*» au sein de la gestion de portefeuilles).

Les sociétés qui n'exercent que des activités d'intermédiation brokerage (y compris l'analyse), ne sont pas concernées par le chiffre 13, à condition que l'on garantisse, par d'autres moyens, que la vente (sales) n'influence pas l'analyse (research).

- 16 Le négoce de titres (y compris le négoce pour compte propre et la vente) et l'analyse financière d'une banque doivent être organisés de sorte qu'aucune information privilégiée («*material, non-public*») ne circule entre eux sans être mise simultanément à la disposition des clients de la banque (Chinese Walls). Au cas où de telles informations sont exceptionnellement échangées, l'implication du service de compliance de la banque est nécessaire. Celui-ci garantit notamment que l'échange d'informations s'effectue dans le cadre d'un processus réglementé. Dans ce contexte, il convient d'éliminer les conséquences négatives de conflits d'intérêts.

**Commentaire**

Les analystes financiers sont autorisés à communiquer des modifications de recommandations au service de négoce de titres et des ventes de la banque, à condition que l'on garantisse que les collaborateurs concernés desdits services n'utilisent pas les informations correspondantes pour des «opérations de *front-running*» en faveur de positions propres ou de celles de la banque (Nostro). Les mesures correspondantes doivent être documentées de manière appropriée.

**2.3 Relations avec le service du crédit**

- 17 L'analyse financière doit être séparée des unités responsables des opérations de crédit aux niveaux organisationnel, hiérarchique, fonctionnel et physique.
- 18 L'unité d'organisation qui est responsable de l'octroi des crédits à la clientèle d'entreprises et l'analyse financière doivent être organisées de sorte qu'aucune information privilégiée («*material, non-public*») ne circule entre elles sans être mise simultanément à la disposition des clients de la banque (Chinese Walls). Au cas où de telles informations sont néanmoins exceptionnellement échangées, l'accord préalable du service de compliance de la banque est nécessaire. Celui-ci garantit notamment que l'échange d'informations s'effectue dans le cadre d'un processus réglementé. Dans ce contexte, il convient d'éliminer les conséquences négatives de conflits d'intérêts.
- 19 Les informations qualifiées de confidentielles que reçoivent les conseillers à la clientèle d'entreprises ne doivent pas parvenir à l'analyse financière de la banque.

**Commentaire**

Les responsables des crédits à la clientèle d'entreprises et les analystes financiers échantent des informations dans l'intérêt de la banque et de ses clients. Dans ce contexte, les analystes financiers ne doivent pas être incités à protéger à court terme des positions de crédit de leur banque par des recommandations positives non fondées. De plus, au cas où la position d'un client se détériore, les responsables du crédit ne sont pas autorisés à en informer en priorité l'analyse financière et le négoce pour compte propre. Il est donc nécessaire de prendre des mesures qui garantissent l'indépendance des analystes financiers également dans de telles situations. Les principes ci-dessus réglementent cet échange d'informations.

**2.4 Participations de la banque**

- 20 Si une banque détient plus de 50 pour cent des droits de vote d'une société cotée, elle n'est pas autorisée à présenter cette dernière dans ses propres analyses financières (ni études, ni recommandations).
- 21 Si une banque détient une proportion de droits de vote égale ou supérieure aux seuils relatifs à la publicité des participations (obligation d'information selon LIMF/OIMF-FINMA), l'analyse financière doit mentionner dans chaque étude ou recommandation le seuil en question compte tenue de la situation, juste avant la publication. Pour les sociétés dont la cotation principale n'intervient pas auprès d'une Bourse suisse, il est possible de se référer à des réglementations étrangères analogues en ce qui concerne le montant du seuil et le calcul de la proportion de droits de vote.
- 22 Tout autre conflit d'intérêts éventuel doit être mentionné lors de la publication de rapports d'analyse, si tant est que la banque ne renonce pas à leur publication.
- 23 Les propres papiers-valeurs (y compris les dérivés) ainsi que ceux de sociétés appartenant au même groupe de banques ne font pas l'objet de recommandations ni d'études publiées par ces dernières.

**Commentaire**

Les participations détenues par une banque dans des entreprises cotées ne sont en règle générale pas acquises pour le court terme. De même, les participations qualifiées sont la plupart du temps également publiées. Néanmoins, le risque d'un conflit d'intérêts existe lorsque les analystes évaluent des participations cotées de leur employeur. Pour atténuer ce risque, l'analyse fait l'objet de restrictions progressives dans le cas de participations déterminantes. Pour la publication de la proportion de droits de vote conformément au chiffre 21, le calcul déjà effectué à une autre occasion peut être utilisé (par ex. proportion de droits de vote à la fin du mois précédent). Pour le reste, les proportions de droits de vote au jour de référence doivent être divulguées 10 jours avant la publication de l'étude ou de la recommandation.

### 3. Principes applicables aux relations extérieures

#### 3.1 Relations avec les clients de la banque

24 Les études et recommandations, notamment la publication des notations et les changements de notation effectués par les analystes financiers doivent en principe être communiqués en même temps à tous les destinataires d'une catégorie de clients (groupe-cible) à l'intérieur et à l'extérieur de la banque. Des personnes et services, internes comme externes, ne peuvent être informés au préalable que dans des cas exceptionnels fondés et conformément aux instructions du service de compliance.

##### **Commentaire**

Les analystes financiers fournissent des informations tant aux clients de la banque qu'aux services internes de celle-ci. Les analystes ne doivent pas traiter les différents destinataires d'une catégorie de clients de façon discriminatoire (par ex. par fax, par e-mail, par Internet, etc.). Ils n'ont en particulier pas le droit de privilégier des clients sélectionnés (potentiels) au sein d'un groupe-cible en leur fournissant des informations que d'autres clients du même groupe-cible ne recevraient pas au même moment, de sorte que les destinataires «privilegiés» pourraient en tirer d'importants avantages boursiers. Ceci s'applique également au négoce pour compte propre des banques (cf. chiffres 13–16).

L'égalité de traitement dans le temps est définie par la diffusion d'informations sous une forme qui en garantit la mise à disposition simultanée (potentielle) à tous les destinataires d'un groupe-cible. Par égalité de traitement dans le temps, on entend notamment la diffusion sur le site Internet de la banque et l'envoi simultané des informations sous forme électronique (e-mail).

Dans le cas exceptionnel d'une information préalable, le cercle des destinataires d'une telle information doit préalablement être porté à la connaissance du service de compliance. La banque édicte à cet effet des dispositions précisant les procédures et les conditions de la transmission de l'information préalable. Une solution possible consiste à exiger que les personnes ou services

ayant reçu des informations préalablement soient dûment informés du caractère confidentiel des informations et signent une déclaration à l'attention du service de compliance. Par cette déclaration, ils s'engagent à ne pas transmettre ces informations à des tiers ni à les utiliser à des fins de placement, avant qu'elles ne soient portées à la connaissance du public.

### 3.2 Relations avec la société analysée

- 25 La société ne divulgue par principe aucune information privilégiée («*material, non-public*») à certains analystes. Si un analyste reçoit néanmoins exceptionnellement des informations privilégiées dans le cadre de son activité, il décide, en accord avec le service de Compliance, de la procédure à suivre: renonciation éventuelle à une publication de l'étude ou de la recommandation ou publication éventuelle d'une information révélant qu'il aurait pu s'agir d'informations privilégiées.
- 26 Une banque faisant fonction de «*Manager*» ou de «*Co-Manager*» lors d'un Initial Public Offering (IPO) n'a pas le droit de publier de nouvelles études sur la société concernée durant les 40 jours de calendrier suivant le premier jour de négoce ni d'émettre de nouvelles recommandations («*Quiet Period*»). Exceptionnellement, le délai de 40 jours de calendrier peut être réduit avec l'accord du service de compliance.
- 27 Une banque faisant fonction de «*Manager*» ou de «*Co-Manager*» lors d'un Secondary Public Offering (SPO) n'a pas le droit de publier de nouvelles études sur la société concernée durant les 10 jours de calendrier suivant l'attribution des actions, ni d'émettre de nouvelles recommandations («*Quiet Period*»). Exceptionnellement, le délai de 10 jours de calendrier peut être réduit avec l'accord du service de compliance.

**Commentaire**

Si dans une banque ou un groupe bancaire, l'unité d'organisation faisant fonction de «*Manager*» ou de «*Co-Manager*» lors d'une IPO ou d'une SPO est séparée sur le plan organisationnel et hiérarchique d'autres secteurs de la banque ou du Groupe, de sorte qu'aucune information privilégiée («*material, non-public*») ne puisse circuler, les chiffres 26 et 27 ne s'appliquent pas aux unités d'organisation qui ne font que des études de type «*buy-side*».

Une réduction des délais de 40 ou 10 jours peut être autorisée dans des cas exceptionnels, lorsqu'il s'agit d'informations importantes ou d'un événement important concernant la société concernée, dont la divulgation est dans l'intérêt des investisseurs.

- 28 L'analyste financier n'a pas le droit de faire parvenir les résultats de son analyse à la société pour approbation avant leur publication. Une éventuelle consultation préalable de l'analyse par la société faisant l'objet de l'évaluation ne peut servir qu'à vérifier les faits.

**Commentaire**

Le résumé de l'analyse ou l'objectif de cours ne doivent pas être préalablement communiqués à la société. Le projet complet du rapport d'analyse doit être remis au service de compliance avant que des éléments du rapport puissent être transmis à la société. Si l'analyste financier désire après coup modifier la notation ou l'objectif de cours, il doit en fournir une justification écrite, documenter sa décision et obtenir une autorisation correspondante du service de compliance.

- 29 L'analyste financier est autorisé à communiquer un changement de notation à la société faisant l'objet de l'évaluation un jour avant la publication du rapport d'analyse, mais seulement après la clôture de la (des) bourse(s) à laquelle (auxquelles) est cotée la société concernée.



**Commentaire**

L'interdiction de révéler à la société analysée une modification de la notation avant la clôture de la bourse a pour but d'éviter que cette société n'influence l'analyste financier et que l'on assiste à un «*front-running*» de la part des représentants de la société analysée.

- 30 L'analyste financier n'a pas le droit de promettre de publier des rapports d'analyses avantageux pour la société ni une notation ou un objectif de cours prédéfinis.
- 31 Les analystes ne sont pas autorisés à accepter de privilèges, cadeaux ou autres complaisances dépassant la valeur de cadeaux occasionnels usuels, de la part des sociétés analysées. Dans les cas critiques, l'analyste doit informer le service de conformité des offres qui lui ont été faites. La banque indique la procédure à suivre dans de tels cas au moyen d'une instruction interne.

**Commentaire**

Les banques s'opposent au risque de tentatives visant à influencer les analystes financiers, notamment en édictant des instructions sur les cadeaux, privilèges ou autres complaisances autorisés ainsi que sur les comportements s'y rapportant. Par ailleurs, tous les frais liés directement ou indirectement à une analyse, tels que frais de voyage et d'hébergement occasionnés par les analystes financiers, doivent toujours être payés par l'employeur de l'analyste, c'est-à-dire par la banque.

**3.3 Opérations pour compte propre des analystes financiers**

- 32 Un analyste financier n'a pas le droit d'acheter pour son propre compte les titres qu'il analyse (papiers-valeurs et droits-valeurs, dérivés compris).

**Commentaire**

Ce principe est applicable à tous les rapports d'analyse dont l'analyste financier a la responsabilité ou auxquels il participe de façon déterminante et qui doivent être publiés. Ce principe s'applique, que l'analyste effectue des analyses «*buy-side*» ou «*sell-side*». Pour les stocks en cours au moment de l'entrée en vigueur des présentes directives, les dispositions suivantes sont appliquées: l'analyste financier n'a pas droit à acheter à nouveau pour son compte des titres analysés. Pour le cas où il veut conserver les titres déjà achetés, il doit mentionner dans ses rapports d'analyse relatifs à la société concernée, qu'il possède des titres de la société (sans en mentionner le nombre ni la valeur). Une vente de titres d'une société qu'il analyse lui-même, n'est possible qu'avec l'assentiment du service de compliance. Ces dispositions relatives aux achats/ventes et à la conservation de positions s'appliquent par analogie au cas de l'analyste financier qui débute une activité dans une banque ou qui se voit confier chez son employeur une nouvelle tâche d'analyste. Les détails figurent dans la circulaire n° 7258 du 15.5.2003.

- 33 Si l'analyste financier est membre d'un organe de la société ou s'il a une influence importante d'une autre nature sur la société faisant l'objet de l'évaluation, il n'est pas autorisé à élaborer des rapports d'analyse à son sujet.

## 4. Dispositions finales

- 34 Les banques publient les principes méthodiques fondamentaux de leur analyse financière sous une forme accessible à tous et actualisée régulièrement. Elles veillent à utiliser un langage clair et compréhensible dans la formulation de leurs recommandations en matière de placement et de finance et pour leur échelle de notation.
- 35 Les banques édictent les instructions nécessaires et prennent les mesures organisationnelles qui s'imposent pour garantir que les principes de ces directives soient respectés et contrôlés en permanence.
- 36 La révision interne examine régulièrement le respect de ces instructions.

### Commentaire

Le rapport annuel constitue une forme de publication appropriée des principes méthodiques fondamentaux mentionnés au chiffre 34. De plus, les banques peuvent également diffuser les informations correspondantes par l'intermédiaire des médias électroniques (Internet). Une publication distincte sur la méthode de l'analyse financière n'est pas requise.

Ces directives ont été adoptées par décision du Conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers (ASB), le 2.12.2002 et reconnues comme règles déontologiques par décision de la Commission fédérale des banques (CFB) le 23 janvier 2003. Elles sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2003. La présente version révisée a été approuvée par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) le 19 janvier 2018 et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2018.

## 5. Glossaire

**Analyste «buy-side»** analyste financier qui établit des rapports d'analyse pour les gérants de portefeuilles, les gérants de fonds, les responsables des relations à la clientèle ou le Private Banking (ou les clients du Private Banking).

**Service de compliance** service responsable de la compliance au sein de la banque. Il peut s'agir d'une unité d'organisation spécialisée dans les questions de compliance ou d'une autre unité d'organisation s'occupant entre autres de ces questions. Dans un cas comme dans l'autre, cette unité d'organisation peut n'être constituée que d'un seul collaborateur.

**Analyse financière** unité d'organisation de la banque responsable de l'analyse financière (comprise comme fonction). Le terme «analyse financière» peut renvoyer à l'activité ou fonction correspondante, l'unité d'organisation compétente ou encore les produits correspondant à cette activité. Dans les présentes directives, le terme est employé au sens d'unité d'organisation. «Analyste financier»: collaborateur d'une banque ou personne mandatée par celle-ci, qui participe à l'élaboration et à l'établissement des rapports d'analyse de la banque, destinés à la publication externe (notamment des recommandations en matière de placement et de finance). Cette définition s'applique, que la personne concernée ait ou non le titre d'analyste financier.

**Société** toute personne morale faisant l'objet de rapports d'analyse ou de recommandations qui sont publiés.

**Information «material, non-public»** informations sur une société dont les acteurs du marché ne disposent pas et dont la divulgation influencerait de façon significative le cours des actions de la société où pourrait avoir une telle influence, pour l'investisseur moyen.

**Analyse primaire** englobe les activités de l'analyse financière qui sont fondées sur le contact direct avec la direction de la société analysée ainsi que l'analyse consécutive orientée sur les données de l'entreprise.

**Rapport d'analyse** toute communication écrite ou électronique qu'une banque a diffusée ou diffusera à ses clients ou au public et qui en tant que produit de l'analyse financière comprise comme fonction fournit une opinion ou une recommandation sur une société ou un titre. En particulier, les études, analyses et recommandations (y compris les objectifs de cours et les modifications de notation) sont considérées comme des rapports d'analyse.

**Analyse secondaire** englobe toutes les activités de l'analyse financière qui s'orientent vers l'information disponible en général et les opinions d'experts (entre autres analystes de l'analyse primaire).

**Analyste «sell-side»** analyste financier qui établit des rapports d'analyse sur des sociétés dans une maison de titres, ou dans une unité d'organisation responsable de l'Investment Banking. Ces rapports d'analyse sont destinés aux négociants en titres ou aux acteurs professionnels du marché.



Association suisse des banquiers

2008

**Règles de conduite pour négociants  
en valeurs mobilières**  
applicables à l'exécution d'opérations sur titres

## Préambule

<sup>1</sup>Les présentes règles de conduite ont été adoptées, sous forme de directives, par le Conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers dans le but de préserver et de promouvoir, tant en Suisse qu'à l'étranger, la bonne réputation et le haut niveau de qualité du négoce de titres en Suisse. Les clients qui effectuent en Suisse des opérations sur titres doivent pouvoir compter sur des services professionnels, fondés sur l'équité et la transparence.

<sup>2</sup>Les présentes directives constituent des règles de conduite obligatoires pour tous les négociants en valeurs mobilières soumis à la Loi fédérale sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières (Loi sur les bourses). Elles concrétisent les devoirs d'information, de diligence et de loyauté prévus par l'art. 11 de la Loi sur les bourses. Les règles de conduite obligent les négociants en valeurs mobilières à assurer une organisation, une formation et des procédures de contrôle (compliance) appropriées à leurs structures et à leurs activités.

<sup>3</sup>Les négociants en valeurs mobilières sont en outre tenus de pratiquer une transparence appropriée s'agissant des prestations qu'ils offrent, de façon à permettre aux clients de porter un jugement fondé sur les droits et les obligations réciproques résultant du négoce de valeurs, ainsi que sur les risques particuliers liés à certaines catégories de titres.



## A Directives générales

### Art. 1 Base légale

L'art. 11 de la Loi fédérale sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières a la teneur suivante :

<sup>1</sup> « Le négociant a envers ses clients :

- a) un devoir d'information; il les informe en particulier sur les risques liés à un type de transactions donné;
- b) un devoir de diligence; il assure en particulier la meilleure exécution possible de leurs ordres et veille à ce qu'ils puissent la reconstituer;
- c) un devoir de loyauté; il veille en particulier à ce qu'ils ne soient pas lésés en raison d'éventuels conflits d'intérêts.

<sup>2</sup>Dans l'accomplissement de ces devoirs, il sera tenu compte de l'expérience des clients et de l'état de leurs connaissances dans les domaines concernés. »

Commentaire :

- 1 Dans la mesure où les présentes règles de conduite utilisent des notions tirées de la Loi sur les bourses, des ordonnances et des circulaires de la Commission fédérale des banques qui s'y rapportent (p. ex. les notions de valeurs mobilières, de négociant en valeurs mobilières ou de dérivés), celles-ci ont la même signification que dans ces dispositions.
- 2 La notion de « valeurs mobilières » se rapporte à la définition de l'ordonnance sur les bourses (Ordonnance du Conseil fédéral sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières, du 2 décembre 1996). Appartiennent aux « dérivés » soumis aux présentes règles de conduite, en particulier, les contrats à terme standardisés et les options (Futures et Traded Options), ainsi que les produits structurés standardisés.
- 3 Les présentes règles de conduite s'appliquent au négoce de titres en bourse et hors bourse, et ce, aussi bien pour les opérations au comptant que pour les opérations à terme. Des directives et des prescriptions spéciales peuvent exister, de surcroît, pour certaines catégories d'opérations et certains marchés (p. ex. les exigences des bourses relatives

au contenu des décomptes de transactions). Certains ordres juridiques étrangers peuvent en outre prévoir des règles particulières pour les opérations sur titres avec des ressortissants des pays concernés.

## **Art. 2 Objet**

<sup>1</sup>Les présentes règles de conduite régissent exclusivement l'exécution de transactions en valeurs mobilières.

<sup>2</sup>En exécutant des opérations sur titres, le négociant assume les devoirs d'information, de diligence et de loyauté réglés par l'art. 11 de la Loi sur les bourses et les présentes directives.

<sup>3</sup>Lorsqu'un négociant, sur la base d'autres conventions avec le client ou de sa propre initiative, fournit des prestations supplémentaires, comme l'administration de dépôts, le conseil en placement ou la gestion de fortune, il peut en résulter pour le négociant et pour le client des droits et des obligations qui ne font pas l'objet des présentes règles de conduite.

Commentaire :

- 4 On entend par exécution d'opérations sur titres toutes les activités en relation directe avec l'acquisition et la vente de titres, en particulier la conclusion de contrats, l'exécution des transactions, leur décompte, la livraison et le paiement.

## **B Devoir d'information**

### **Art. 3 Gradation du devoir d'information**

<sup>1</sup>Le devoir d'information du négociant en valeurs mobilières doit être rempli en fonction de l'expérience des clients et de leurs connaissances dans les domaines concernés.

<sup>2</sup>Le négociant peut en principe admettre que chaque client connaît les risques habituellement liés à l'achat, à la vente et à la détention de valeurs mobilières. En font partie en particulier les risques de solvabilité et de cours des actions, des obligations et des parts de fonds de placement.

<sup>3</sup>Le devoir d'information porte sur la structure de risque propre à certains types de transactions, et non sur les risques spécifiques de transactions particulières.

<sup>4</sup>Pour les types de transactions dont le potentiel de risque excède la mesure usuelle liée à l'achat, à la vente et à la détention de titres, chaque négociant peut remplir son devoir d'information de manière standardisée ou individualisée. Si le négociant informe de manière standardisée, l'information doit être délivrée sous une forme généralement compréhensible et de la même manière pour tous les clients. Lorsque le négociant informe de manière individualisée, il doit établir le degré d'expérience et les connaissances particulières de chaque client avec le soin requis par les circonstances et en se fondant sur ses informations.

<sup>5</sup>Le négociant n'est tenu à aucun devoir d'information lorsque son client :

- a) est soumis à autorisation selon la Loi sur les banques, la Loi sur les bourses, la Loi sur les placements collectifs, la Loi sur la surveillance des assurances, ou est une institution de prévoyance professionnelle exonérée fiscalement conformément au droit suisse, respectivement est une entreprise soumise à une autorisation comparable à l'étranger.
- b) est un gérant de fortune professionnel ou a conféré à un tel gérant le pouvoir de gérer sa fortune avec procuration à l'égard du négociant. Si un gérant de fortune professionnel agit pour

**un client en vertu d'une procuration, le négociant doit impérativement avoir attiré l'attention du gérant sur son devoir d'information à l'égard du client et avoir documenté ce fait.**

- c) **confirme par écrit qu'il connaît les risques liés à certains types d'opérations et qu'il renonce à toute information supplémentaire.**

**<sup>6</sup>En matière de placements collectifs, les dispositions de la Loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux (Loi sur les placements collectifs), des ordonnances y relatives ainsi que des règles de conduite de l'Association suisse des banquiers prévalent.**

Commentaire :

- 5 Le négociant peut remplir son devoir d'information de manière standardisée en remettant au client un document d'information (p. ex. la brochure « Risques particuliers dans le négoce de titres » de l'Association suisse des banquiers).
- 6 Font notamment partie des risques usuels supposés connus, en matière d'obligations d'emprunt, le risque de solvabilité, soit le risque que le débiteur ne puisse pas rembourser le montant nominal de l'obligation à l'échéance; en matière d'actions, d'obligations, de parts de fonds de placement, etc., font en outre partie des risques usuels, notamment les risques de cours, liés aux fluctuations de taux d'intérêt et de cours de change ou à d'autres facteurs généraux influant sur le marché. Le devoir d'information porte donc sur les facteurs de risque qui excèdent ces risques généraux, dans les types de transactions présentant un potentiel de risque élevé (p. ex. les dérivés) ou un profil de risque complexe (p. ex. les produits structurés). L'étendue du devoir d'information s'accroît parallèlement à l'augmentation du potentiel de risque et à la complexité croissante de la structure de risque d'un type de titres déterminé.
- 7 Le négociant peut présumer que le client connaît les risques usuels, dans la mesure où il ne possède pas d'indices concrets attestant que le client est totalement inexpérimenté à cet égard également.
- 8 L'information sur la structure du risque se limite à la présentation des risques liés à un type particulier de transaction.
- 9 Pour des types de transactions déterminés, le devoir d'information peut également être rempli par renvoi aux prospectus, aux annonces, aux documents contractuels de vente ou à d'autres documents d'information équivalents, accessibles au public et établis lors de l'émission

ou du placement initial, dans la mesure où ils renseignent sur le potentiel de risque lié à ce type d'opérations. Pour juger si un négociant a informé son client dans une mesure suffisante en relation avec une transaction donnée, il faut donc adopter une perspective globale et ne pas se fonder uniquement sur les informations à fournir en vertu de l'art. 11 de la Loi sur les bourses, mais également prendre en considération le cas échéant les documents mentionnés (notamment les prospectus et les annonces).

- 10 Le négociant documente de quelle façon il a informé le client, afin de pouvoir en apporter la preuve. La forme de cette documentation est laissée à son appréciation. Il n'est pas nécessaire d'obtenir du client une confirmation signée. Si le négociant est dispensé du devoir d'information selon l'art. 3 al. 5 let. b, le négociant doit avoir clairement documenté le fait qu'il a informé le gérant de fortune professionnel de son devoir d'information à l'égard du client.

## **Art. 4 Moment et contenu de l'information**

**Le négociant doit assumer activement son devoir d'information au sens de l'art. 3 et informer le client en temps utile avant l'exécution de la transaction, de manière complète et matériellement correcte, sur les risques essentiels du type de transaction en question.**

Commentaire :

- 11 Une information standardisée a lieu en temps utile si elle intervient lorsqu'une activité de négoce en valeurs mobilières est entreprise pour la première fois. Cette information doit être mise à jour lorsque le client veut effectuer des transactions présentant une structure de risque substantiellement différente et que le négociant a des indices concrets que le client n'a pas l'expérience nécessaire en la matière.
- 12 Si, dans le cadre d'une relation d'affaires, le négociant constate, à l'occasion d'une transaction, que le client ne connaît pas le risque lié à un type d'opération, il doit renouveler l'information sur les risques sous une forme standardisée ou individualisée.

## C Devoir de diligence

### Art. 5 Meilleure exécution possible en termes de cours, de moment de l'exécution et de quantité

<sup>1</sup>Le négociant exécute les transactions sur un marché généralement reconnu et présentant toutes garanties d'une exécution conforme aux usages.

<sup>2</sup>Sur les marchés où cette pratique est admise, le négociant peut exécuter les transactions en intervenant lui-même comme contrepartie ou en « crossing », à condition que cela ne porte pas préjudice au client.

Commentaire :

- 13 En principe, les opérations sur titres doivent être conclues par le négociant immédiatement, complètement et – sous réserve des limites, contraintes et restrictions fixées par le client – au meilleur cours possible sur le marché. Demeurent réservées les transactions portant sur des blocs de titres selon les chiffres marginaux 24 et ss ci-après. On ne peut se dispenser d'une exécution immédiate et complète que si elle n'est pas possible eu égard à la situation sur le marché (liquidité) ou si le fait de la différer sert l'intérêt du client. Pour les titres traités hors bourse, le négociant doit exécuter la transaction à un cours fondé sur celui du marché. Les divergences éventuelles par rapport au cours du marché, à la hausse ou à la baisse, doivent être portées à la connaissance du client.
- 14 Pour autant que le client n'ait pas donné d'autres instructions, le négociant satisfait à son devoir de diligence s'il exécute les transactions par l'intermédiaire de la bourse locale (respectivement du marché hors bourse local) sur laquelle le négociant traite habituellement, ou de la bourse nationale (respectivement du marché hors bourse national) du titre concerné, ou encore sur un autre marché présentant une liquidité équivalente. Des opérations sur titres peuvent également être effectuées par le biais de « Multilateral Trading Facilities », de courtiers (« brokers ») réglementés et d'autres fournisseurs de liquidité, si ceux-ci garantissent une exécution conforme aux usages des opérations et qu'une liquidité équivalente existe.
- 15 Dans la mesure où il n'en a pas été convenu individuellement avec le client, aucune transaction ne peut être conclue à un prix divergeant sensiblement de celui du marché.

## **Art. 6 Allocation immédiate et obligation de rendre compte**

<sup>1</sup> Les transactions sur titres exécutées doivent être immédiatement attribuées et comptabilisées, décomptées dans un délai conforme aux usages du marché et faire l'objet d'une documentation correspondante.

<sup>2</sup> En règle générale, la confirmation et le décompte relatifs à une transaction devraient intervenir dans la journée et être envoyés au client selon les modalités convenues (p. ex. sous forme écrite ou par voie électronique [« e-banking »]) dans un délai d'un jour ouvrable bancaire après l'exécution de la transaction. Avec l'accord du client, ces informations peuvent également être transmises périodiquement, mais au minimum une fois par an, sous la forme d'une liste de transactions.

## **Art. 7 Transparence en matière de décompte des transactions**

<sup>1</sup> Le négociant doit au moins fournir au client, dans le décompte des transactions, des indications relatives à la quantité des titres traités, au lieu d'exécution, au cours et aux coûts de la transaction (commissions, droits, taxes, frais, etc.).

<sup>2</sup> En lieu et place d'un décompte détaillé de tous les coûts des transactions, le négociant peut également convenir avec le client de décompter ses prestations (commissions propres) et les prestations de tiers (commissions de tiers), y compris les frais, sur la base de tarifs forfaitaires. Les droits et taxes (taxes boursières, droits de timbre, etc.) peuvent soit être compris dans ces coûts forfaitaires, soit être décomptés séparément.

Commentaire :

- 16 L'art. 7 al. 1 énumère les informations que le négociant doit fournir spontanément, sauf convention contraire, au client dans le décompte des transactions. Par son obligation de rendre compte, le négociant est en outre tenu de fournir au client, sur demande, d'autres indications sur l'exécution des transactions, pour autant qu'il en dispose du fait des obligations résultant de la tenue du journal. Font partie de cette catégorie les indications concernant le moment d'exécution,

le fait que la transaction a été exécutée en bourse ou hors bourse et l'intervention du négociant comme contrepartie.

- 17 Dans un décompte détaillé des transactions, les commissions de tiers, les droits, les taxes et les frais effectivement payés doivent être facturés. Les conventions de droit privé ayant un contenu différent demeurent réservées. Lorsqu'il est convenu d'appliquer des tarifs forfaitaires, il convient de fixer quels éléments des coûts globaux des transactions sont couverts par le forfait. Les détails du calcul des coûts ne doivent toutefois pas être indiqués.
- 18 Les coûts des transactions peuvent varier selon les marchés ou les pays dans lesquels la transaction est exécutée, les types de titres, les volumes de transactions, etc. Lorsque des tarifs forfaitaires sont applicables, le négociant peut tenir compte de ces circonstances en établissant des forfaits différents.



## **D Devoir de loyauté**

### **Art. 8 Traitement des conflits d'intérêts**

<sup>1</sup>Le négociant doit adopter des mesures d'organisation appropriées en vue d'éviter que des conflits d'intérêts ne surgissent entre lui-même et ses clients ou entre ses collaborateurs et des clients. Le cas échéant, il doit faire en sorte que les intérêts des clients ne soient pas lésés par de tels conflits d'intérêts.

<sup>2</sup>Dans les cas exceptionnels où une atteinte aux intérêts du client ne peut être évitée en situation de conflit d'intérêts, le négociant doit l'indiquer de manière appropriée.

Commentaire :

- 19 Le négociant est libre dans le choix des mesures d'organisation adaptées à la taille et à la structure de son activité. Dans les domaines où le risque de conflits d'intérêts ne peut être totalement éliminé, il doit prendre des mesures appropriées pour empêcher que les intérêts de ses clients ne soient lésés. Font partie de ces mesures, en fonction de la taille et de la structure du négociant, p. ex. la séparation fonctionnelle du négoce pour compte propre et du négoce pour le compte de clients, la limitation du flux d'informations (« Information Barriers »), ainsi que l'exécution des transactions selon une stricte priorité de temps.
- 20 Le négociant doit édicter des règles applicables aux opérations sur titres de ses collaborateurs qui permettent d'exclure un conflit d'intérêts au détriment des clients.

### **Art. 9 Exécution des transactions de clients**

Les clients doivent être traités de manière équitable et égale.

Commentaire :

- 21 Dans les mêmes circonstances, les transactions de clients doivent être traitées de la même façon. Le négociant doit pouvoir indiquer au client selon quels critères il a été procédé, lorsque des transactions concurrentes de clients n'ont pas pu être exécutées conformément aux instructions en raison de la situation du marché (en ce qui concerne le cours, la quantité ou le moment d'exécution).

## **Art. 10 Ordre d'exécution des transactions**

Les transactions sont exécutées, respectivement préparées pour l'exécution dans l'ordre chronologique de réception des ordres, sans égard au fait qu'il s'agisse d'ordres de clients, d'opérations pour compte propre ou de transactions de collaborateurs.

Commentaire :

- 22 Le principe de la priorité dans le temps vaut pour autant que le risque de conflits d'intérêts ne soit pas évité par des mesures de séparation fonctionnelle (p. ex. entre le négoce pour le compte de clients et le négoce pour compte propre). Le négociant peut exceptionnellement ne pas respecter l'ordre chronologique d'exécution, dans l'intérêt du client.

## **Art. 11 Interdiction du Front Running, Parallel Running et After Running**

Il est interdit de faire du « Front Running » (exécuter des transactions pour compte propre préalablement à des transactions de clients), du « Parallel Running » (exécuter des transactions pour compte propre en parallèle de transactions de clients) ou encore du « After Running » (intercaler des transactions pour compte propre entre différents ordres de clients exécutés par tranches). Les opérations des collaborateurs doivent également être soumises à cette restriction.

## **Art. 12 Interdiction des cours coupés**

La pratique des cours coupés n'est pas admise. Par cours coupé, on entend le fait de décompter un cours autre que celui effectivement obtenu. Il n'y a pas cours coupé si le négociant assume un risque de cours en relation avec l'ordre en question ou s'il a passé avec le client une convention qui justifie une divergence par rapport au cours effectivement obtenu. De telles conventions ne peuvent pas être intégrées à des conditions générales ou à des formulaires contractuels.

Commentaire :

- 23 Lors de transactions exécutées en bourse, il y a cours coupé si le négociant ne décompte pas au client le cours obtenu par le biais du « Matcher » ou d'un système de négoce similaire.

- 24 Lors de transactions en bloc exécutées hors bourse mais portant sur des valeurs mobilières cotées en bourse, le prix convenu librement avec le client s'applique.
- 25 Pour les transactions portant sur des valeurs mobilières non cotées en bourse, des majorations ou des abattements sur le cours obtenu sont également autorisés, en lieu et place de commissions, si le négociant a pris un risque de cours. Ce dernier doit rendre compte de ces majorations ou abattements au client d'une manière appropriée. Si le négociant intervient comme simple intermédiaire entre deux contreparties, il doit décompter la transaction au cours moyen, mais est autorisé à leur facturer à chacune les commissions usuelles.
- 26 Il n'y a pas cours coupé si, lors du décompte, plusieurs exécutions partielles ou plusieurs transactions portant sur la même valeur mobilière sont regroupées et qu'un cours moyen arrondi est décompté. Ceci vaut également lors de l'exécution d'ordres en bloc pour le compte de plusieurs clients dans le cadre d'une activité de gestion de fortune.

### **Art. 13 Livraison de positions short du négociant**

**Le négociant remplit l'ensemble de ses obligations de livraison de titres résultant d'opérations pour compte propre en utilisant exclusivement ses positions propres. Les positions short du négociant peuvent être couvertes par l'emprunt de titres (Securities Lending and Borrowing). L'emprunt de titres appartenant à des positions de clients est admis, à condition qu'une convention le permettant ait été conclue avec le client.**

## **Art. 14 Surveillance des transactions pour compte propre des collaborateurs**

**Le négociant édicte une directive interne sur la surveillance des transactions pour compte propre des collaborateurs.**

Commentaire :

- 27 « Les négociants en valeurs mobilières doivent édicter des directives internes qui règlent les mesures de surveillance des transactions pour compte propre des collaborateurs. Ces mesures doivent notamment permettre d'éviter ou de détecter les transactions abusives de collaborateurs effectuées pour leur propre compte sur la base d'informations confidentielles susceptibles d'influencer les cours. Dans ce cadre, les relations bancaires des collaborateurs du négociant en valeurs mobilières auprès d'institutions tierces et les conflits d'intérêts envers l'employeur doivent être pris en compte de manière appropriée » (Circulaire « Règles de conduite sur le marché concernant le négoce de valeurs mobilières » de la Commission fédérale des banques du 19 mars 2008, chiffre marginal 56).

## **E Dispositions transitoires**

### **Art. 15 Entrée en vigueur**

<sup>1</sup>Les présentes règles de conduite sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1997.

<sup>2</sup>Elles s'appliquent à toutes les transactions en valeurs mobilières effectuées dès cette date.

<sup>3</sup>Les règles de conduite telles que révisées entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2009.

Association suisse des banquiers

Août 2013

## Recommandations en matière de Business Continuity Management (BCM)

# 1 Situation initiale et objectifs

Diverses évolutions constatées ces dernières années, notamment en matière de terrorisme, de pandémies et de catastrophes naturelles, ont souligné la vulnérabilité des acteurs et des systèmes des marchés financiers. La sensibilisation aux événements de ce type et à leurs incidences potentielles s'est fortement accrue.

Aussi existe-t-il au niveau de certaines organisations internationales, mais aussi dans divers pays, des prescriptions et des recommandations en matière de Business Continuity Management (BCM) qui s'imposent à la fois aux acteurs des marchés financiers et aux autorités de surveillance.

L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) considère qu'un BCM adéquat constitue, pour une banque, une condition préalable à l'autorisation d'exercer son activité au sens de l'art. 3 de la Loi sur les banques. La FINMA soutient l'autorégulation de l'Association suisse des banquiers (ASB).

La présente autorégulation de l'ASB s'adresse aux membres de cette dernière et propose des recommandations (*best practice*) pour la mise en place d'un BCM au sein de chaque Etablissement. A cet égard, il convient de tenir compte des particularités de chaque situation initiale, en particulier en matière de risque, et de l'importance systémique des divers Etablissements.

Trois chapitres des présentes recommandations ont été reconnus par la FINMA conformément à sa circulaire 2008/10 «Normes d'autorégulation reconnues comme standards minimaux» et constituent un standard minimal selon le droit de surveillance, dont le respect est contrôlé par des sociétés d'audit. Sont obligatoires la définition d'une stratégie de Business Continuity Management (chapitre 4.4), l'établissement d'une Business Impact Analysis (chapitre 4.5.1) ainsi que la détermination d'options en matière de Business Recovery (chapitre 4.5.2).

Entrent dans le champ d'application des présentes recommandations les banques et les négociants en valeurs mobilières (ci-après:

Etablissements). Ces recommandations sont réputées sans incidence sur la relation de droit civil entre les Etablissements et leurs clients.

## 2 Fondements

Les présentes recommandations s'appuient sur diverses normes comparables (cf. également les références complémentaires en Annexe D). Elles reposent notamment sur

- les «High-Level Principles for Business Continuity» du Joint Forum ou du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire<sup>1</sup>
- le «British Standard for Business Continuity Management BS 25999»<sup>2</sup> et la norme ISO 22301<sup>3</sup>.

Les «High-Level Principles» contiennent les recommandations suivantes:

1. Les acteurs des marchés financiers et les autorités de surveillance doivent disposer d'un BCM complet et efficace. Il appartient au Conseil d'administration (*board of directors*) et à la Direction (*senior management*) de veiller à garantir la Business Continuity.
2. Les acteurs des marchés financiers et les autorités de surveillance devraient intégrer dans leur BCM le risque lié à d'importants dysfonctionnements opérationnels.
3. Les acteurs des marchés financiers devraient développer des objectifs de *recovery* (Recovery Time Objectives, RTO) qui tiennent compte de leur importance systémique, c'est-à-dire du risque qu'ils sont susceptibles de générer pour le système financier.
4. Le Business Continuity Planning des acteurs des marchés financiers comme des autorités de surveillance devrait définir des mesures de communication interne et externe à mettre en œuvre en cas d'interruptions majeures de l'activité.

---

<sup>1</sup> Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, Banque des règlements internationaux, août 2006, [www.bis.org](http://www.bis.org).

<sup>2</sup> British Standards Institution, septembre 2008, [www.bsigroup.com](http://www.bsigroup.com).

<sup>3</sup> International Organization for Standardization (ISO), mai 2012, [www.iso.org](http://www.iso.org).

5. Les plans de communication devraient aussi intégrer la communication avec des autorités de surveillance étrangères, pour le cas où des interruptions de l'activité auraient des répercussions internationales.
6. Les acteurs des marchés financiers et les autorités de surveillance devraient tester leur Business Continuity Planning, évaluer son efficacité et, le cas échéant, adapter leur BCM.
7. Il est recommandé aux autorités de surveillance d'évaluer, dans le cadre de la surveillance courante, le BCM des Etablissements soumis à leur surveillance.

Par ailleurs, il convient de tenir compte des résultats du groupe de travail «PCA au sein de la place financière suisse» qui a identifié, sous l'égide de la Banque nationale suisse (BNS), comme «critiques» les deux processus «traitement des paiements élevés via SIC» et «provision de liquidités via les opérations de pension».<sup>4</sup>

### **3 Champ d'application et menaces**

Les Etablissements doivent envisager toutes les menaces plausibles susceptibles d'entraîner une crise pour l'entreprise. On entend par «crise» une situation de menace nécessitant des décisions critiques et qui ne peut être gérée dans le cadre des processus de gestion et des compétences décisionnelles ordinaires. Dans ce sens, la gestion des «dysfonctionnements» est donc expressément exclue du champ d'application des présentes recommandations (Availability Management, cf. définitions des termes en Annexe A et Annexe B). On peut citer comme exemples de «crises»:

- les événements «à caractère accidentel» (incendies ou explosions p. ex.)
- les attentats terroristes et actes de sabotage
- les catastrophes naturelles (inondations ou tremblements de terre p. ex.).

---

<sup>4</sup> Banque nationale suisse (BNS), Business Continuity: Situation de la place financière, 2006 et 2009, [www.snb.ch](http://www.snb.ch).



Or, il est recommandé au sens des *best practice* de se concentrer, pour la mise en place du BCM, principalement sur les conséquences et non sur les causes de crises. Après une interruption de l'activité, il est recommandé, de tenir compte des différentes conséquences pour le rétablissement des processus et des activités critiques selon les objectifs de *recovery* définis dans le cadre des options en matière de Business Recovery (cf. chapitre 4.5.2.).

Dans le cadre du BCM, il appartient aux Etablissements d'identifier, de définir et d'évaluer les types de menaces pertinentes en fonction de leur impact (degré de gravité).

Ces événements peuvent notamment avoir pour conséquence que des collaborateurs et/ou des infrastructures (en particulier locaux ou postes de travail, infrastructures de direction, télécommunications) ne sont plus du tout ou seulement partiellement aptes à remplir des fonctions critiques pour l'entreprise. De même, des problèmes au niveau des services informatiques ou des fournisseurs d'infrastructures peuvent rendre l'exécution de processus d'exploitation critiques impossibles.

S'agissant des pandémies, les scénarios de dommages et les recommandations de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) servent de référence. Les moyens prévus pour faire face à une pandémie doivent tenir compte du fait que les effets d'une maladie infectieuse à large étendue géographique diffèrent significativement, en termes de durée et de prévisibilité du moment de sa survenue, des situations de crise classiques de BCM.

Une situation de crise au sens du BCM

- survient de manière impromptue et entraîne rapidement des conséquences importantes sur l'activité, et
- la stratégie réactive prévue cible le rétablissement de la capacité d'activité dans les meilleurs délais.

Une pandémie, en revanche,

- dure un certain temps en amont avant d'atteindre son point culminant
- et impose une stratégie visant à la continuité des activités critiques et à la suspension de celles moins critiques.

Il est recommandé d'élaborer, au moins au niveau de l'Etablissement, un plan de pandémie. Les informations actuelles à ce sujet sont disponibles sur le site de l'OFSP<sup>5</sup>.

De nombreux processus d'exploitation impliquent des prestations par des fournisseurs et des prestataires de service externes qui peuvent, eux aussi, défaillir à court terme. Si des processus d'exploitation critiques impliquent le recours à des prestataires de service et à des fournisseurs externes, il est conseillé d'évaluer leur BCM Maturity dans un cadre approprié.

Les options en matière de Business Recovery (chapitre 4.5.2) permettent entre autres d'étudier le transfert de prestataires externes vers des prestataires internes. Une autre précaution consiste à prévoir des relations contractuelles avec des fournisseurs redondants ou alternatifs.

En complément à la circulaire de la FINMA 2008/7 «Outsourcing – banques: Externalisation d'activités dans le secteur bancaire», la recommandation au sens de *best practice* stipule de prévoir systématiquement des solutions de rechange pour le cas de défaillance de prestataires ou fournisseurs externes critiques.

Le BCM doit garantir le respect optimal des dispositions légales, réglementaires, contractuelles et internes, même en situation de crise.

---

<sup>5</sup> Office fédéral de la santé publique (OFSP), Plan suisse de pandémie Influenza, janvier 2009, [www.bag.admin.ch](http://www.bag.admin.ch).

## **4 Recommandations**

### **4.1 Définition et étendue**

On entend par BCM une méthode de gestion mise en œuvre à l'échelle de l'entreprise, qui vise à assurer la continuité opérationnelle de processus d'exploitation critiques en cas d'événements, internes ou externes, ayant une incidence massive et radicale sur l'activité. Le BCM vise ainsi à minimiser les conséquences de ces événements sur les plans financier et juridique ainsi qu'en termes de réputation.

Globalement, le BCM doit garantir – à un niveau défini en amont – la poursuite ou la reprise rapide de l'activité en situations de crise. Il concerne donc tous les domaines d'activité et toutes les unités organisationnelles d'une entreprise. Il convient de distinguer les mesures de planification au titre du BCM, en amont, et la gestion de crise proprement dite.

### **4.2 Responsabilités**

Le BCM relève de la responsabilité du Conseil d'administration et de la Direction de chaque Etablissement (cf. aussi à cet égard la circulaire de la FINMA 2008/24 «Surveillance et contrôle interne - banques»).

Il incombe au Conseil d'administration de veiller au contrôle du respect de la stratégie de BCM formalisée par écrit. La Direction la met en œuvre et règle les questions liées aux responsabilités, compétences et flux d'informations dans les règlements et les directives internes. La Direction régit notamment (avec l'approbation du Conseil d'administration) les relations entre elle-même et la structure compétente en cas de crise (état-major de crise).

### **4.3 Analyse des risques**

Il est possible, dans le cadre du BCM, d'effectuer une analyse des risques pour les ressources critiques ou de se référer à des analyses des risques existantes d'autres secteurs (p. ex. gestion des risques).

L'analyse des risques dans le contexte du BCM sert à identifier les risques susceptibles d'entraîner une interruption des processus d'exploitation. Le BCM part systématiquement du principe que de tels risques peuvent se produire. Bien que l'identification exhaustive de tous les risques ne soit pas toujours possible, cela permet néanmoins de lister et d'évaluer des risques potentiels. Parfois même, des mesures ciblées permettent d'abaisser la probabilité de survenue d'un scénario de crise à un niveau acceptable.

#### **4.4 Stratégie de Business Continuity Management (standard minimum obligatoire)**

Dans sa stratégie de BCM, l'Etablissement définit son approche de principe à ce sujet.

La stratégie de BCM peut faire partie intégrante de la stratégie d'entreprise de l'Etablissement ou être déterminée séparément. Si certains risques résiduels sont sciemment acceptés, la stratégie doit le signaler explicitement. Des décisions à cet égard doivent être consignées par écrit.

La stratégie de BCM doit couvrir et traiter les aspects suivants:

- définition et détermination de la portée du BCM (*scope*)
- ancrage du BCM dans l'organisation de l'entreprise
- création d'une structure de gouvernance adaptée à l'organisation de l'entreprise
- définition des rôles et des responsabilités dans le cadre du BCM
- détermination de menaces potentielles et de leurs incidences sur les ressources de l'entreprise (base de la planification)
- définition de la périodicité d'exécution des reviews et de tests des plans et des mesures
- définition du reporting, de la communication et de la formation.

## **4.5 Éléments du Business Continuity Management**

### **4.5.1 Business Impact Analysis (standard minimum obligatoire)**

La Business Impact Analysis (BIA) fournit les informations nécessaires sur les processus d'exploitation et les ressources critiques pour l'entreprise. Dans le cadre du BCM sont évaluées, pour ces processus critiques, les incidences d'une défaillance totale ou partielle des ressources correspondantes. Il appartient à chaque département des Etablissements de déterminer ses processus et ses ressources critiques.

Cette évaluation intègre aussi les interdépendances entre départements (dites dépendances au niveau des processus) ainsi que les dépendances par rapport à des prestataires et des fournisseurs externes (externalisation).

Cette analyse, qui doit permettre de déterminer les objectifs de *recovery*, devra au moins aboutir à l'identification

- du délai défini jusqu'au rétablissement des processus d'exploitation critiques (Recovery Time Objective, RTO)
- du niveau de rétablissement souhaité pour les processus d'exploitation critiques en fonction du RTO défini
- des ressources (de remplacement) minimales (locaux, collaborateurs, informatique et données informatiques, prestataires et fournisseurs externes) qui doivent être disponibles en cas de crise pour atteindre le niveau de rétablissement souhaité.

La BIA devra faire l'objet d'une révision annuelle en sachant que le type et l'étendue d'une telle révision dépendent notamment de la situation spécifique en matière de risques de l'Etablissement concerné.

### **4.5.2 Options en matière de Business Recovery (standard minimum obligatoire)**

Les options en matière de Business Recovery définissent, au niveau opérationnel, la procédure selon laquelle l'entreprise entend atteindre les objectifs de *recovery* fixés dans la BIA – pour les secteurs d'activité sélectionnés conformément au chapitre 4.5.1 – au regard des scénarios

de menace envisagés et de leurs incidences sur les ressources. Les objectifs de *recovery* doivent faire l'objet d'une documentation écrite et comprendre les options de *recovery* pour les ressources critiques qui y sont définies. Ceci permet de présenter quelles options en matière de Business Recovery sont en principe disponibles à un niveau minimum en cas de défaillances

- du personnel
- des locaux
- de systèmes informatiques ou de l'infrastructure informatique (y compris les systèmes de communication)
- ou de prestataires et fournisseurs externes (externalisation), par exemple dans le domaine des fournisseurs d'information.

Ces options en matière de Business Recovery devront par la suite être formulées concrètement dans le Business Recovery Planning correspondant. Une option en matière de Business Recovery peut consister en l'acceptation d'un risque résiduel, qui devra alors faire l'objet d'une démarche analogue et d'une documentation écrite.

### **4.5.3 Business Recovery Planning**

Le Business Recovery Planning décrit les procédures à suivre, les solutions de remplacement et les ressources de remplacement minimales nécessaires pour maintenir (*continuity*) ou rétablir (*recovery*) les processus d'exploitation critiques (en assurant le respect des prescriptions légales, réglementaires, contractuelles et internes). Ce Planning devra comprendre au minimum les éléments suivants: descriptif du cas (scénario déclencheur), procédure à suivre ou catalogue de mesures précisant les priorités ainsi que les ressources de remplacement nécessaires.

Le Business Recovery Planning devra faire au moins une fois par an l'objet d'une vérification en termes d'actualité et être mis à jour le cas échéant. Des changements importants dans le fonctionnement de l'entreprise (réorganisations, mise en place d'un nouveau domaine d'activité, etc.) peuvent également nécessiter une révision de ce Planning.

#### **4.5.4 Business Continuity Reviews**

Les Business Continuity Reviews recensent la documentation BCM établie par les différentes unités organisationnelles et vérifient sa conformité par rapport aux critères définis. Il est recommandé de fixer des critères cohérents et de mettre en place un processus clair de surveillance et de suppression des lacunes.

#### **4.5.5 Business Continuity Tests**

Les Business Continuity Tests permettent de tester et de vérifier la mise en œuvre de la planification en matière de Business et IT Disaster Recovery ainsi que la capacité de réaction de l'organisation de gestion de crise. Des éléments clés tels que la cadence des différents tests doivent être définis en fonction de l'évaluation des risques (cf. BIA). La simultanéité des tests de différentes unités organisationnelles permet d'évaluer la capacité d'un Etablissement dans son ensemble à maîtriser des situations de crise.

Il est recommandé de coordonner les différents tests en établissant une planification systématique, de prévoir un reporting des résultats uniforme et de définir un processus de surveillance et de suppression des points faibles.

La planification doit être organisée de manière à vérifier ou à tester au moins une fois par an les mesures les plus importantes (y compris l'organisation de crise).

### **4.6 Gestion de crise**

L'objectif consiste à mettre en place un système de gestion de crise qui permette à l'entreprise de maîtriser efficacement et rapidement les situations de crise. Dans des situations de crise qui exigent des décisions critiques et ne peuvent être maîtrisées à l'aide des mesures et des compétences décisionnelles ordinaires, l'état-major de crise est convoqué. Celui-ci prend en charge la gestion de la crise jusqu'au rétablissement d'une situation normale.

Il est recommandé de régler clairement au préalable les modalités de convocation de l'état-major de crise, ses responsabilités et ses compétences ainsi que de préciser l'organisation de crise en tenant compte de l'activité et de la structure géographique de l'Etablissement concerné. Il convient de veiller tout particulièrement et autant que possible à ce que les personnes responsables soient également joignables lorsqu'une situation de crise survient.

## **4.7 Reporting, communication et formation**

### **4.7.1 Reporting**

Les actions menées en matière de BCM ainsi que l'état des mesures préparatoires de gestion de crise, doivent faire l'objet de comptes-rendus réguliers, par échelon hiérarchique, à l'intention du Conseil d'administration et de la Direction. Ces comptes-rendus doivent notamment indiquer les résultats des Business Continuity Reviews et des Business Continuity Tests.

### **4.7.2 Communication**

La communication joue un rôle capital dans la gestion de crise. Il convient donc de veiller à préparer systématiquement et soigneusement des concepts et plans de communication de crise (communication tant interne qu'externe). L'enjeu est notamment de maintenir un niveau élevé de professionnalisme, mais aussi de préserver la crédibilité de l'Etablissement et la confiance des différentes parties prenantes envers ce dernier.

Les plans de communication doivent notamment indiquer les personnes à informer en cas de crise (liste des noms et numéros de téléphone des autorités de surveillance, collaborateurs, médias, clients, contreparties, prestataires de services, etc.). Une communication spécifique doit être prévue en cas de crise d'envergure potentiellement internationale.

En cas de crise et de convocation de l'état-major de crise, l'autorité de surveillance doit être dûment informée.



### **4.7.3 Formation et sensibilisation**

Il convient de veiller à ce que les collaborateurs bénéficient d'une formation suffisante quant à leurs tâches, responsabilités et compétences au titre du BCM. A cet égard, il convient de prendre en compte non seulement la formation des nouveaux collaborateurs, mais aussi la mise à jour régulière des connaissances du personnel en place. La formation des membres de l'état-major de crise doit faire l'objet d'une attention particulière.

En outre, à l'aide d'un programme d'information continue, il convient de faire en sorte que les nouveaux collaborateurs et ceux déjà en place soient sensibilisés en permanence à l'importance du BCM.

## **5 Entrée en vigueur**

Les présentes recommandations ont été adoptées par le Conseil d'administration de l'ASB en date du 24 juin 2013 et approuvées par la FINMA le 12 juillet 2013. Elles entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2013 et doivent être mises en œuvre par les Etablissements au plus tard le 30 septembre 2014. Elles remplacent la précédente version des recommandations entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Bâle, le 29 août 2013

## **Annexe A - Glossaire**

### **Availability Management**

Processus intégrant la définition, l'analyse, la planification, la mesure et l'optimisation de tous les aspects influant sur la disponibilité des services informatiques. L'Availability Management fait en sorte que l'ensemble de l'infrastructure informatique (processus, outils, tâches informatiques et autres) soient conformes aux exigences définies dans les Service Level Agreements en termes de disponibilité. Les événements compromettant la disponibilité peuvent être maîtrisés au moyen des processus de gestion et des compétences décisionnelles habituels.

### **Business Continuity Management (BCM)**

Méthode de gestion à l'échelle de l'entreprise (directives et standards) visant à garantir qu'en cas d'événements (internes ou externes), les processus d'exploitation critiques restent opérationnels ou le redeviennent dans les plus brefs délais. Le BCM intègre donc les phases de planification, de mise en œuvre et de contrôles ainsi que l'ensemble de l'environnement requis (services, processus, techniques) pour assurer une disponibilité ininterrompue des processus d'exploitation critiques ou pour pouvoir la rétablir dans un laps de temps prédéfini, après un événement.

### **Business Continuity Reporting**

Fait de rendre compte (y compris au Conseil d'administration et à la Direction) des actions menées en matière de BCM, notamment de l'état des mesures préparatoires de gestion de crise. Le Business Continuity Reporting doit rendre compte en particulier des Business Continuity Reviews et des Business Continuity Tests.

## **Business Continuity Testing**

Contrôle systématique et à intervalles réguliers du Business Continuity Planning, notamment en termes de mise en œuvre, d'efficacité et de mise à jour.

Au cas où l'Etablissement dispose d'une organisation en matière informatique, la planification en matière d'IT Disaster Recovery doit également faire l'objet de tests réguliers.

## **Business Impact Analysis (BIA)**

Processus d'identification et de mesure (quantitative et qualitative) des répercussions que peuvent avoir les interruptions de l'activité ou les défaillances de certains processus et ressources. La BIA comprend notamment l'identification des processus d'exploitation critiques et des ressources nécessaires pour le Business Recovery, effectuée sur la base d'une analyse des dépendances et incidences, ainsi qu'une évaluation et une classification des dommages potentiels.

## **Business Recovery**

Rétablissement de processus ou d'activités spécifiques à la suite d'une interruption à un niveau préalablement défini ou, le cas échéant, mesures à prendre à la suite d'un événement dommageable (cf. Business Recovery Planning). Ceci peut se faire en plusieurs étapes avant la reprise de l'activité régulière ou la restauration de la capacité intégrale.

## **Business Recovery Planning**

Plans exhaustifs de mesures (y compris listes de vérification et outils) préparés à l'avance en vue de permettre la continuité de l'activité ou une reprise structurée et, dans les meilleurs délais, des processus d'exploitation critiques en cas de situation de crise.

## **Crise**

Situation de menace nécessitant des décisions critiques et qui ne peut être gérée dans le cadre de la gestion (outils de gestion, instances décisionnelles) ordinaire de l'Etablissement.

## **Etat-major de crise (aussi: Crisis Management Team, CMT ou organisation en cas d'urgence)**

Equipe responsable de la gestion des situations de crise jusqu'au rétablissement d'une situation normale (minimisation des dommages économiques et des risques de réputation).

## **Incident**

Evènement qui entraîne une interruption des activités, une perte ou une limitation de la qualité des services, mais qui peut être géré dans le cadre de l'Availability Management (contrairement à une crise).

## **Options en matière de Business Recovery**

Définition de la procédure afin d'assurer la continuité de l'activité ou de réagir à la défaillance de ressources critiques (y compris la détermination des risques acceptables, l'analyse d'options d'action et décisions de principe sur la mise à disposition de ressources de remplacement). Les options en matière de Business Recovery s'appuient sur la BIA et constituent la base du Business Recovery Planning.

## **Processus critiques**

Processus d'une entreprise dont l'arrêt est susceptible d'empêcher ou de compromettre notablement le service à la clientèle, le respect des obligations réglementaires de l'entreprise et/ou la gestion des positions à risques, et qui peuvent dès lors entraîner un dommage critique (direct ou indirect).

## **Recovery Point Objective (RPO)**

Perte de données définie comme étant acceptable (au maximum) en cas de crise.

## **Recovery Time Objective (RTO)**

Période définie au cours de laquelle les processus d'exploitation critiques et les systèmes informatiques doivent être rétablis.

### **Ressources critiques**

Ressources d'une entreprise (personnel, locaux, systèmes/données informatiques, prestataires et fournisseurs externes, etc.) qui, en cas de défaillance, entraînent des interruptions ou arrêts de processus d'exploitation (critiques). Les ressources critiques sont identifiées dans le cadre de la BIA.

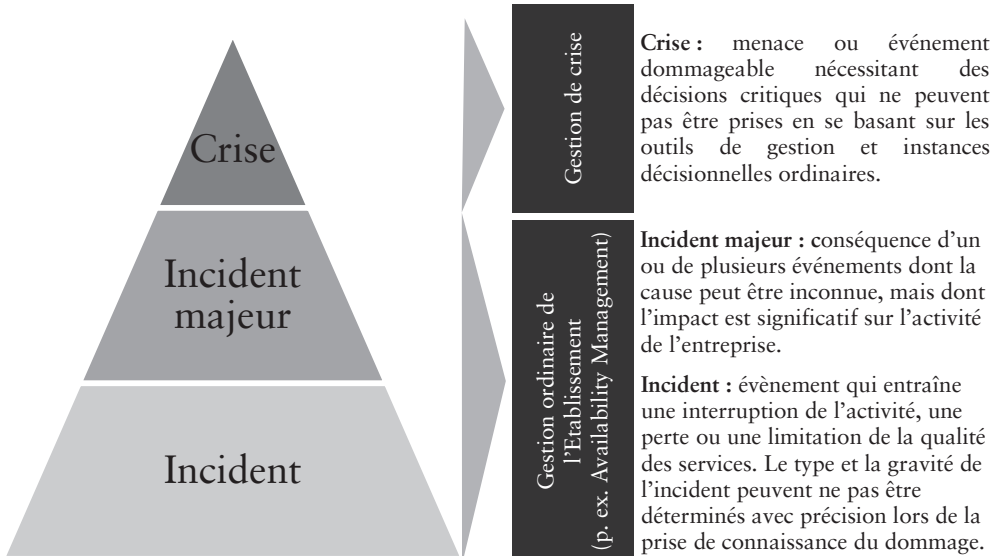
### **Stratégie de Business Continuity Management**

Définition de l'approche de principe en matière de BCM. La détermination de l'entité responsable en matière de BCM, la définition des rôles et responsabilités ainsi que la définition de l'étendue des activités (*scope*) de BCM en font partie.

Toute décision qui s'y rapporte doit être formalisée par écrit.

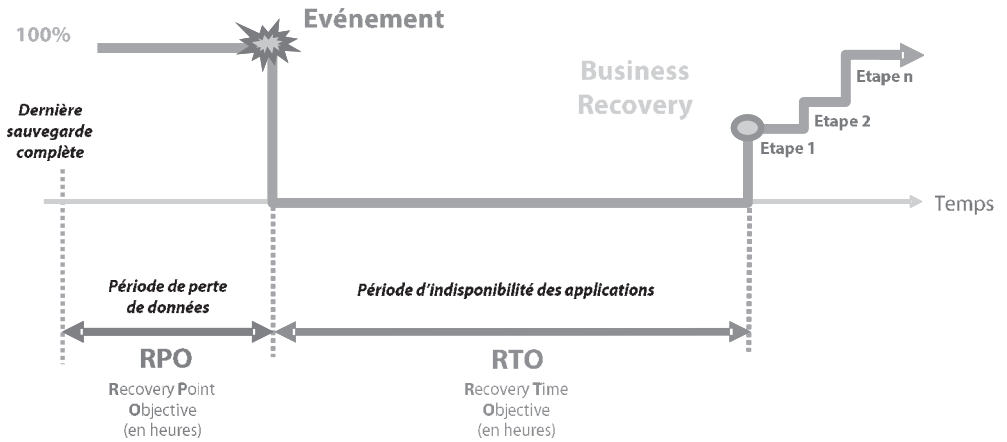
## Annexe B – Degrés de gravité des événements

Selon la gravité des conséquences résultant d'un ou de plusieurs événements, on parle d'incident, d'incident majeur ou de crise. Le BCM ne concerne que la prévention des crises ainsi que la gestion de crise.



## Annexe C – Déroulement d’une crise

Déroulement d’une crise illustré, à titre d’exemple, par un impact du type «Perte de données informatiques»



## **Annexe D – Sources complémentaires**

Dans le cadre de la mise en œuvre d'un BCM, on peut se référer entre autres aux standards suivants (sélection non exhaustive).

Australian Prudential Regulatory Authority (APRA), Prudential Standard APS 232 «Business Continuity Management» et Guidance Note 232,  
[www.apra.gov.au](http://www.apra.gov.au)

Banque nationale suisse (BNS), Business Continuity pour le secteur bancaire suisse, janvier 2006 et septembre 2009,  
[www.snb.ch/fr/i/about/finstab/id/finstab\\_bcp](http://www.snb.ch/fr/i/about/finstab/id/finstab_bcp)

Basel Committee on Banking Supervision (BCBS), High-Level Principles for Business Continuity, Bank for International Settlements, août 2006,  
[www.bis.org/publ/joint17.htm](http://www.bis.org/publ/joint17.htm)

British Standards Organisation, Business Continuity Management Standard, BS 25999-2:2007,  
[www.bsigroup.com/en/Standards-and-Publications/](http://www.bsigroup.com/en/Standards-and-Publications/)

Bundesamt für Sicherheit in der Informationstechnik, BSI), BSI-Standard 100-4 – Notfallmanagement, 2008,  
[www.bsi.bund.de/cae/servlet/contentblob/471456/publicationFile/30746/standard\\_1004.pdf](http://www.bsi.bund.de/cae/servlet/contentblob/471456/publicationFile/30746/standard_1004.pdf)

Business Continuity Institute, The BCI Good Practice Guidelines 2008 ou 2010,  
[www.thebci.org/](http://www.thebci.org/)

Federal Reserve System (Fed), Interagency Paper on Sound Practices to Strengthen the Resilience of the U.S. Financial System, 2003,  
[www.federalreserve.gov](http://www.federalreserve.gov)

Financial Services Authority (FSA), Business Continuity Management Practice Guide, novembre 2006,  
[www.fsa.gov.uk/pubs/other/bcm\\_guide.pdf](http://www.fsa.gov.uk/pubs/other/bcm_guide.pdf)



Information Security Forum, Aligning Business Continuity and Information Security, mars 2006,  
[www.securityforum.org](http://www.securityforum.org)

International Organization for Standardization (ISO), ISO/IEC 27031:2011: Information technology – Security techniques – Guidelines for information and communication technology readiness for business continuity,  
[www.iso.org/iso/iso\\_catalogue/catalogue\\_tc/catalogue\\_detail.htm?csnumber=44374](http://www.iso.org/iso/iso_catalogue/catalogue_tc/catalogue_detail.htm?csnumber=44374)

International Organization for Standardization (ISO), ISO 22301:2012: Societal security – Business continuity management systems – Requirements,  
[www.iso.org/iso/catalogue\\_detail?csnumber=50038](http://www.iso.org/iso/catalogue_detail?csnumber=50038)

Office fédéral de la santé publique (OFSP), Plan de pandémie – Manuel pour la préparation des entreprises, novembre 2007,  
[www.bag.admin.ch/influenza/01120/01134/03058/04319/index.html?lang=fr](http://www.bag.admin.ch/influenza/01120/01134/03058/04319/index.html?lang=fr)

Office fédéral de protection de la population (OFPP), Analyses des risques et des dangers et protection de la population – une étude sur les travaux en cours dans les cantons, mars 2011,  
[www.bevoelkerungsschutz.admin.ch/internet/bs/fr/home/dokumente/Unterlagen\\_Risiken.html](http://www.bevoelkerungsschutz.admin.ch/internet/bs/fr/home/dokumente/Unterlagen_Risiken.html)



Association suisse des banquiers

COPMA – Conférence en matière de protection des mineurs et des adultes

Juillet 2013

**Recommandations de l'ASB et de la COPMA  
relatives à la gestion du patrimoine  
conformément au droit de la protection  
des mineurs et des adultes**

## I. Préambule

1. Les Recommandations ci-après ont été élaborées par l'Association suisse des banquiers (ASB) en collaboration avec la Conférence des cantons en matière de protection des mineurs et des adultes (COPMA). Elles s'adressent aux banques et à leurs collaborateurs ainsi qu'aux autorités et mandataires chargés de la protection des mineurs et des adultes. Elles contribuent à l'application pratique du nouveau droit de la protection des mineurs et des adultes (art. 360 ss CC) et concrétisent l'ordonnance sur la gestion du patrimoine dans le cadre d'une curatelle ou d'une tutelle (OGPCT) d'un point de vue pratique pour les banques et les autorités. La loi prévaut sur l'ordonnance, laquelle prévaut sur les Recommandations ci-après. Dès lors, ces dernières sont émises sous réserve d'une interprétation divergente de la loi et de l'ordonnance par les autorités et/ou les tribunaux.

## II. Gestion du patrimoine dans le cadre du mandat pour cause d'inaptitude (art. 360, 365 CC)

2. La légitimation d'une personne mandatée aux fins de gérer le patrimoine s'effectue au moyen du document mentionné à l'art. 363 al. 3 CC. Si la légitimation manque de clarté quant aux pouvoirs de représentation dans le cadre de la gestion du patrimoine, il incombe à l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA) de préciser les compétences indiquées dans le document susmentionné, conformément à l'art. 364 CC.

3. Si la personne mandatée est chargée de la gestion globale du patrimoine, elle est notamment habilitée à l'égard de la banque à prendre pour la personne représentée les mesures suivantes:

- ouvrir et clôturer des relations bancaires,
- passer des ordres d'opération sur titres et des ordres de paiement ainsi qu'octroyer des mandats de gestion,
- effectuer des versements en espèces et des retraits d'espèces,
- octroyer des procurations bancaires et les révoquer,
- conclure et résilier des contrats de location de compartiment de coffre-fort,

- se faire communiquer des informations,
- conclure des contrats de prêt.

4. Les limitations quant à la gestion du patrimoine doivent être réalistes par la banque. Elles doivent être expressément énoncées dans le document et/ou stipulées par renvoi au mandat pour cause d'incapacité. Elles peuvent concerner des comptes ou dépôts spécifiques et les autorisations de signature correspondantes.

5. En cas de conflit entre les intérêts de la personne mandatée et ceux de la personne représentée, l'opération est invalidée, ce qui peut entraîner l'annulation de prestations effectuées.

6. Si le mandataire est en situation de conflit d'intérêts manifeste (art. 365 al. 2 et 3 CC) ou si une opération n'est pas couverte par le mandat, la banque est tenue de solliciter auprès du mandataire une confirmation de l'APEA avant d'exécuter l'ordre.

7. Dès lors que la personne représentée (client de la banque) est incapable de discernement, elle n'a aucun droit de disposition.

### **III. Représentation par le conjoint ou par le partenaire enregistré (art. 374, 376 CC)**

8. Dès lors que les conditions de la représentation légale, en particulier l'incapacité de discernement attestée le cas échéant par un certificat médical, sont réunies, la légitimation du conjoint ou du partenaire enregistré<sup>1</sup> envers la banque découle de la loi. Si la banque a des doutes, notamment en l'absence de procuration bancaire toujours en vigueur, elle peut demander au conjoint ou au partenaire enregistré un document établi par l'APEA conformément à l'art. 376 al. 1 CC. Ce document confirme le pouvoir de représentation légal et peut prévoir des restrictions aux pouvoirs de représentation.

---

<sup>1</sup> Par souci de lisibilité, l'emploi du masculin fait indifféremment référence aux hommes et aux femmes dans les développements qui suivent. Ce texte s'applique donc aux personnes des deux sexes.

9. En vertu de la loi, la représentation par le conjoint ou le partenaire enregistré envers la banque se limite à deux domaines, à savoir:

- «tous les actes juridiques habituellement nécessaires pour satisfaire les besoins de la personne incapable de discernement» (art. 374 al. 2 ch. 1 CC). Fait partie des «besoins» tout ce qui est nécessaire au client devenu incapable de discernement et à sa famille pour maintenir leur niveau de vie antérieur.
- «l'administration ordinaire de ses revenus et de ses autres biens» de la personne incapable de discernement (art. 374 al. 2 ch. 2 CC). Il s'agit là d'actes effectués fréquemment et de manière habituelle, comme par exemple le paiement de factures pour des prestations de soins nécessaires et payantes, des travaux d'entretien, ou encore les commandes de réparations de biens meubles et immeubles.

10. Dans le cadre de la gestion ordinaire du patrimoine sont en principe autorisés tous les placements que le client concerné pourrait effectuer lui-même compte tenu de son profil de risque. Le conseil concernant les besoins du client, lesquels peuvent avoir évolué en raison de son incapacité de discernement, doit néanmoins être adapté aux connaissances et à l'expérience du représentant.

11. S'il existe des doutes quant au fait qu'une opération bancaire entre dans ce cadre, la banque peut suspendre l'exécution de ladite opération jusqu'à ce que l'APEA ait clarifié la situation conformément à l'art. 376 CC; elle peut aussi refuser d'effectuer l'opération et laisser au conjoint ou partenaire enregistré représentant le soin de se faire légitimer ou pas auprès de l'APEA (consentement selon l'art. 374 al. 3 CC ou document selon l'art. 376 CC).

12. Le conjoint ou le partenaire enregistré dispose d'un droit d'information sur la relation bancaire du client incapable de discernement dans la mesure où cela lui est nécessaire pour exercer son pouvoir légal de représentation au sens de l'art. 374 CC.

13. Dès lors que la personne représentée (client de la banque) est incapable de discernement, elle n'a aucun droit de disposition.

## IV. Curatelles

14. La légitimation du curateur envers la banque se fait au moyen d'un extrait des considérants de la décision exécutoire de l'APEA ou d'un acte de nomination établi au regard de ce dernier.

15. La banque fournit au curateur toutes les informations requises pour l'établissement de l'inventaire (art. 405 al. 4 CC)

### **A. Curatelle d'accompagnement (art. 393 CC) et curatelle de représentation sans gestion du patrimoine (art. 394 CC)**

16. En cas de curatelle d'accompagnement (art. 393 CC) ou de curatelle de représentation sans gestion du patrimoine (art. 394 CC), le client est seul titulaire du droit d'information et du droit de disposition, sous réserve instructions contraires de l'APEA quant au droit d'information sur la base de l'art. 392 ch. 3 CC ou dans le cadre de la curatelle de représentation.

### **B. Curatelle de représentation avec gestion du patrimoine (art. 394 combiné à l'art. 395 CC)**

17. «Lorsque l'autorité de protection de l'adulte institue une curatelle de représentation ayant pour objet la gestion du patrimoine, elle détermine les biens» [ou les éléments des revenus] «sur lesquels portent les pouvoirs du curateur [...](art. 395 al. 1 CC). «Sans limiter l'exercice des droits civils de la personne concernée, l'autorité de protection de l'adulte peut la priver de la faculté d'accéder à certains éléments de son patrimoine» (art. 395 al. 3 CC). «L'autorité de protection de l'adulte peut limiter en conséquence l'exercice des droits civils de la personne concernée» (art. 394 al. 2 CC). «Même si la personne concernée continue d'exercer tous ses droits civils, elle est liée par les actes du curateur» (art. 394 al. 3 CC, compétence parallèle).

18. Le curateur est soumis aux dispositions de l'OGPCT ainsi qu'aux art. 416 et 417 CC.

19. S'agissant des prêts avec ou sans gage immobilier, il incombe au curateur de requérir le consentement de l'APEA pour tout changement significatif comme l'octroi de nouveaux prêts ou le relèvement de prêts existants (art. 416 al. 1 ch. 4, 5 et 6 CC), sauf si la personne concernée dispose de ses droits civils et donne son accord (art. 416 al. 2 CC) ou si le consentement n'est pas requis pour d'autres motifs (notamment art. 420 CC).

20. La personne représentée capable de discernement (client de la banque) et le curateur disposent du droit d'information.

### **C. Curatelle de portée générale (art. 398 CC)**

21. En cas de curatelle de portée générale (art. 398 CC), seul le curateur dispose des droits de gestion et de disposition. Cela concerne en principe toutes les opérations bancaires, à l'exception des montants mis à la libre disposition de la personne concernée (art. 409 CC). La banque n'exécute pas les instructions que le client lui transmet lui-même, à moins qu'il agisse avec l'accord du curateur ou dans le cadre d'une procédure de recours (appel à l'APEA en vertu de l'art. 419 CC) sur la base d'une injonction de l'APEA en ce sens.

22. Le curateur est soumis aux dispositions de l'OGPCT ainsi qu'aux art. 416 et 417 CC.

23. S'agissant des prêts avec ou sans gage immobilier, il incombe au curateur de requérir le consentement de l'APEA pour tout changement significatif comme l'octroi de nouveaux prêts ou le relèvement de prêts existants (art. 416 al. 1 ch. 4 et 5 CC).

24. La personne représentée (client de la banque) ne dispose pas d'un droit d'information direct à l'égard de la banque.



## **D. Curatelle de coopération (art. 396 CC)**

25. En cas de curatelle de coopération (art. 396 CC), il appartient à l'APEA de déterminer quelles opérations bancaires requièrent l'accord du curateur. La banque n'exécute les opérations nécessitant la coopération du curateur que si elle dispose de l'accord écrit de ce dernier en sus de l'ordre du client (signature à deux).

26. Un consentement de l'APEA au sens de l'art. 416 CC n'est pas requis.

27. Le client et le curateur disposent d'un droit d'information sur les opérations nécessitant la coopération du curateur.

## **E. Gestion des revenus et du patrimoine dans le cadre de mesures de protection des mineurs**

28. Les constatations et recommandations figurant aux chiffres 14 et 17-20 (pour l'art. 325 CC) ainsi qu'aux chiffres 21-24 (pour l'art. 398 CC) ci-dessus s'appliquent par analogie à la gestion des revenus et du patrimoine de mineurs dans le cadre de curatelles au sens de l'art. 325 CC et de tutelles au sens de l'art. 327a CC.

## **V. L'OGPCT en général**

29. Il incombe au curateur de solliciter le consentement de l'APEA dès lors que l'OGPCT le prévoit.

30. Sont en principe à considérer comme des «contrats sur le placement et la préservation des biens» au sens de l'art. 9 OGPCT les contrats standard et les formulaires libellés au nom de la personne concernée, comme par exemple:

- les contrats concernant la tenue d'un compte ou d'un dépôt,
- les contrats de gestion de fortune.

31. La décision de l'APEA quant au pouvoir de signature du curateur ou de la personne concernée en vertu de l'art. 395 al. 1 et 3 CC ainsi

que de l'art. 9 al. 2 OGPCT est communiquée par écrit à la banque au moyen d'un formulaire signé par l'APEA. Les banques mettent à disposition un formulaire à cet effet<sup>2</sup>.

32. L'identification du client s'effectue conformément aux dispositions de la Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB). En vertu de l'art. 2 ch. 11 c) de la CDB14, l'APEA sera considérée comme une instance publique habilitée à émettre des attestations d'authenticité.

33. Les contrats bancaires conclus avant l'institution d'une curatelle restent valables. Au besoin et dans le cadre des compétences légales (art. 391 al. 2, 392 ch. 1, 394 al. 1 et 3, 395 et 445 CC), ils peuvent toutefois être modifiés ou, le cas échéant, révoqués.

## **VI. Pouvoirs et mandats**

34. Les pouvoirs préexistants de la personne concernée qui ne se sont pas éteints par la perte de l'exercice des droits civils en vertu de l'art. 35 al. 1 CO peuvent être révoqués par l'APEA ainsi que par le curateur dans le cadre de son domaine de compétence.

35. Lorsque la banque constate que son client est frappé d'une incapacité de discernement probablement durable, elle doit en informer l'APEA conformément à l'art. 397a CO pour autant que la démarche paraisse appropriée au regard de la sauvegarde de ses intérêts. Tel peut par exemple être le cas si le client, en raison de son incapacité de discernement, fait preuve d'un comportement contraire à ses intérêts lorsqu'il effectue des opérations bancaires.

36. Demeure réservé le droit d'aviser l'autorité prévu à l'art. 443 al. 1 CC.

---

<sup>2</sup> Le formulaire-type «Mise en œuvre du droit de signature auprès de la banque en cas de curatelle ou de tutelle» a été élaboré conjointement par l'ASB et la COPMA.

## **VII. Initiatives propres de l'APEA**

### **A. En cas de renonciation à instituer une curatelle (art. 392 CC)**

37. Lorsque l'institution d'une curatelle paraît manifestement disproportionnée, l'APEA peut par exemple, en vertu de l'art. 392 ch. 3 CC, désigner une personne qualifiée qui aura un droit de regard et d'information sur la situation de la personne concernée en termes de revenus et de patrimoine. Pour recevoir des informations d'une banque, cette personne doit y avoir été expressément habilitée par l'APEA dans une décision exécutoire.

### **B. Dans le cadre de la surveillance d'une curatelle (art. 10 al. 3 OGPCT)**

38. En vertu de l'art. 10 al. 3 OGPCT et «pour exercer sa surveillance sur une banque», l'APEA «peut demander en tout temps des informations sur les comptes, les dépôts et les assurances de la personne concernée et avoir accès aux pièces».

39. L'APEA communique sa demande à la banque en lui faisant parvenir une décision exécutoire.

### **C. Injonctions et mesures provisionnelles pendant la procédure d'enquête**

40. La banque collabore à l'enquête de l'APEA (art. 446 et 448 al. 1 CC) et lui communique, sur la base d'une ordonnance de procédure, toutes les informations requises concernant le patrimoine de la personne présumée avoir besoin d'aide.

41. Dès que l'APEA est saisie d'un cas, elle peut, sur demande ou d'office, prendre toutes les mesures provisionnelles nécessaires pendant la durée de la procédure et notamment ordonner dans ce cadre une mesure de protection du mineur et de l'adulte à titre provisoire (art. 445 al. 1 CC). De même, lorsque l'APEA redoute qu'un curateur, un man-

dataire ou un époux ou partenaire enregistré chargé de la représentation légale ne prenne des décisions illicites, elle peut prendre des mesures provisionnelles et, en particulier, faire bloquer provisoirement auprès d'une banque les avoirs concernés jusqu'à ce qu'un (nouveau) curateur ait été nommé. L'APEA communique sa demande à la banque en lui faisant parvenir une décision exécutoire.

42. S'agissant des opérations non mentionnées dans la décision de l'APEA (et/ou extérieures au domaine de compétence du curateur), la banque peut considérer que le client n'est soumis dans l'exercice de ses droits civils à aucune autre limitation résultant de mesures de protection du mineur et de l'adulte dès lors que lesdites mesures n'ont pas été ordonnées antérieurement.

## **VIII. Caractère exécutoire des décisions de l'APEA**

43. Les décisions de l'APEA valant preuve de droits et de compétences auprès des banques doivent être exécutoires.

## **IX. Gestion du patrimoine d'une personne sous curatelle après son décès**

44. La curatelle prend fin de plein droit au décès de la personne concernée (art. 399 al. 1 CC). Il incombe à la banque de traiter la succession comme si le client n'avait pas été sous curatelle.

## **X. Entrée en vigueur**

45. Les présentes Recommandations ont été adoptées par le Comité du Conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers le 24 juillet 2013 et par le Comité de la Conférence des cantons en matière de protection des mineurs et des adultes le 10 juillet 2013. Elles entrent en vigueur immédiatement.

Bâle, le 25 juillet 2013

Association suisse des banquiers

Novembre 2013

**Directives relatives à l'obligation d'inventaire  
selon l'art. 24 al. 3 de la loi fédérale sur les  
placements collectifs de capitaux (LPCC)**

## Préambule<sup>1</sup>

Les autres obligations légales, contractuelles ou résultant d'autorégulations qui incombent aux titulaires d'autorisation ne sont pas affectées par celles statuées dans les présentes Directives.

## Art. 1 Principe

Les présentes Directives de l'Association suisse des banquiers s'appliquent à l'obligation d'inventaire selon l'art. 24 al. 3 LPCC. Elles fixent un standard minimal, mais les titulaires d'autorisation sont libres d'aller au-delà.

Ces Directives règlent la forme et le contenu de l'obligation d'inventaire. L'obligation d'inventaire existe exclusivement pour le conseil *individuel* à la cliente ou au client par le titulaire d'autorisation, c'est-à-dire lorsque la conseillère ou le conseiller à la clientèle (ci-après le «Conseiller») fait une *recommandation personnelle d'acquérir* un ou plusieurs *placements collectifs de capitaux* (ci-après la «Recommandation personnelle»).

L'obligation d'inventaire n'existe qu'en présence d'une activité de distribution au sens de l'art. 3 LPCC et de l'art. 3 OPCC (voir en outre Circ.-FINMA 2013/9 « Distribution de placements collectifs »).

Il n'y a aucune obligation d'inventaire, lorsqu'une Recommandation personnelle de *conserver* ou *vendre* un placement collectif de capitaux est fournie à la cliente ou au client.

## Art. 2 Besoins de la cliente ou du client

L'inventaire contient des informations collectées sur les objectifs de placement ainsi qu'une mention concernant le profil de risque de la cliente ou du client. Peuvent être utilisées à cet effet des informations

---

<sup>1</sup> Traduction de la version originale allemande. En cas de divergences, la version allemande fait foi.

existantes communiquées à la banque par la cliente ou le client lors de l'établissement du profil d'investissement général.

### **Art. 3 Motifs pour la Recommandation personnelle du Conseiller d'acquérir un placement collectif de capitaux**

Outre les informations déjà collectées ou disponibles en vertu de l'art. 2, les motifs de la Recommandation personnelle du Conseiller d'acquérir un ou plusieurs placements collectifs de capitaux doivent toujours être documentés.

### **Art. 4 Forme de l'inventaire**

L'inventaire se fait sur papier ou au moyen d'un autre support de données approprié, qui permette de produire en tout temps, sur support papier et sans modification, la documentation en faveur de la cliente ou du client. Le titulaire d'autorisation peut, à cette condition, choisir librement le mode de consignation ainsi que le support de données approprié.

La forme écrite au sens des art. 11 ss CO n'est pas requise. En d'autres termes, ni le titulaire d'autorisation, ni la cliente ou le client ne sont tenus de signer l'inventaire.

### **Art. 5 Langue**

La documentation est rédigée en principe dans la langue utilisée pour le conseil. A titre d'alternative, elle peut être rédigée dans la langue choisie par la cliente ou le client pour la correspondance avec la banque. Dans ce cadre, le titulaire d'autorisation peut choisir la langue.

## **Art. 6 Information de la cliente ou du client**

Lorsque le Conseiller fournit à la cliente ou au client une recommandation personnelle d'acquiescer un placement collectif de capitaux, il ou elle doit être informé(e), par un écrit, du contenu de l'inventaire, conformément aux art. 2 à 4. Cet écrit peut être remis à la cliente ou au client directement ou par lettre, télécopie, courrier électronique ou communication par Internet. La forme écrite au sens des art. 11 ss CO n'est pas requise.

La cliente ou le client peut expressément renoncer à la remise de l'inventaire. Cette renonciation doit être clairement établie.

## **Art. 7 Information de la cliente ou du client en cas de conseil par écrit**

Si le conseil est fourni par correspondance, la remise d'un inventaire au sens de l'art. 6 *supra* n'est pas requise dès lors que les informations essentielles prévues aux art. 2 et 3 figurent déjà dans la correspondance du titulaire d'autorisation.

## **Art. 8 Relation au droit civil**

Les présentes Directives règlent la forme et le contenu de la documentation prescrite par le droit de la surveillance. La question de l'effet et/ou la validité juridique(s) de l'acquisition de placements collectifs de capitaux ne fait pas l'objet des présentes Directives.



## **Art. 9 Entrée en vigueur**

Les présentes Directives ont été reconnues par la FINMA comme standard minimal au sens de l'art. 7 al. 3 de la loi sur la surveillance des marchés financiers du 22 juin 2007. Elles entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et valent jusqu'au 31 décembre 2015.<sup>2</sup>

---

<sup>2</sup> Modification par le Conseil d'administration de l'ASB et approbation par décision de la FINMA du 29 avril 2015



Association suisse des banquiers

Juillet 2014

## Directives relatives aux exigences minimales pour les financements hypothécaires

## Préambule

Les présentes directives sont des règles de conduite de l'Association suisse des banquiers (ASB). Elles définissent les exigences minimales, leur respect conformément aux dispositions de l'Ordonnance sur les fonds propres et la répartition des risques des banques et des négociants en valeurs mobilières (RS 952.03) pour l'application de la pondération-risque plus basse des positions garanties par gage immobilier. Ces directives sont en relation étroite avec les «Directives concernant l'examen, l'évaluation et le traitement des crédits garantis par gage immobilier» de l'ASB, également révisées. L'octroi de crédits, la surveillance des crédits et le reporting se déroulent toujours conformément à ces directives. Celles-ci constituent des prescriptions pour le déroulement interne aux banques des opérations de crédit et ne sont donc pas destinées à corriger les évolutions non souhaitées sur le marché immobilier, ni à contribuer à prévenir les crises dans le cadre de la réduction des risques systémiques.

Une révision des présentes directives pourra être nécessaire si des changements de fond interviennent concernant les principes relatifs à l'encouragement de la propriété du logement, en particulier dans le domaine du 2<sup>e</sup> pilier, la situation du marché ou l'octroi de crédits hypothécaires.

Les présentes directives ont valeur de règles de conduite. Elles n'ont pas d'effets directs sur les rapports contractuels entre les banques et leurs clients. Ces rapports restent régis par les prescriptions légales (notamment le Code des obligations et le Code civil) ainsi que par les dispositions contractuelles applicables entre les établissements et leurs clients (notamment les Conditions générales des banques, etc.).

Les présentes directives ont été reconnues par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) conformément à la circulaire FINMA 2008/10 «Normes d'autorégulation reconnues comme standards minimaux» et sont réputées constituer un standard prudentiel minimum. Les sociétés d'audit vérifient le respect des normes d'autorégulation reconnues comme standards minimaux conformément à la circulaire FINMA 2013/3 «Activités d'audit» et consignent le résultat d'éventuels contrôles d'audit dans le rapport d'audit.

## 1. Champ d'application

Les directives s'appliquent aussi bien aux logements en propriété à usage propre qu'aux immeubles de rapport.

## 2. Exigences minimales

Les exigences minimales suivantes s'appliquent aux nouvelles opérations et aux augmentations de crédits.

Elles ne s'appliquent pas dans les seuls cas suivants:

- nouvelles réglementations régissant les conventions d'utilisation (p. ex. prolongation d'hypothèques à taux fixe),
- augmentations dans le cadre de positions *recovery*,
- octroi de crédits d'exploitation garantis à titre complémentaire par des immeubles.

### 2.1 Fonds propres

Pour les financements hypothécaires, une part minimale de fonds propres sur la valeur de nantissement, ne provenant pas de l'avoir du 2<sup>e</sup> pilier (versement anticipé et mise en gage), est requise. Cette part minimale s'élève à 10% .

En outre, toute éventuelle différence positive entre le prix d'achat (ou les coûts de revient) et la valeur de nantissement doit être financée intégralement par des fonds propres ne provenant pas de l'avoir du 2<sup>e</sup> pilier.

Ces dispositions ne s'appliquent pas en cas de reprises avec montant de crédit inchangé.

Les prêts rémunérés et/ou remboursables ne font pas partie des fonds propres du client au sens des présentes directives. En revanche, les avances d'hoirie ainsi que les prêts non rémunérés et non remboursables peuvent être considérés comme des fonds propres du client, de même que le nantissement d'avoirs en compte, de valeurs mobi-

lières, d'avoirs du 3<sup>e</sup> pilier et de la valeur de rachat de polices d'assurance.

## **2.2 Amortissement**

La dette hypothécaire doit être ramenée aux deux tiers de la valeur de nantissement de l'immeuble en l'espace de 15 ans maximum. Cet amortissement doit être linéaire et commencer au plus tard douze mois après le versement.

Des amortissements indirects, par exemple par apport et nantissement d'avoirs du pilier 3a, de polices d'assurance-vie et/ou d'autres *bankable assets* sont possibles. Ils commencent au plus tard à la fin de l'année suivant le versement.

## **3. Entrée en vigueur**

Les présentes directives ont été arrêtées initialement par le Comité du Conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers le 14 mai 2012 et approuvées par la FINMA le 30 mai 2012.

Elles sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2012.

La présente version révisée a été adoptée par décision du Conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers en date du 23 juin 2014. Cette révision entend principalement renforcer les exigences en matière d'amortissement (chiffre 2.2) et préciser la notion de fonds propres (chiffre 2.1). La version révisée a été approuvée par la FINMA le 2 juillet 2014.

Les directives révisées entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2014. Avant cette date, les opérations de crédit initiées peuvent encore être conclues aux conditions prévues pendant un délai transitoire de cinq mois, sans que les directives ne s'appliquent à ces opérations. Le même délai transitoire s'applique concernant l'adaptation des systèmes techniques.

En cas de divergences d'interprétation résultant de formulations différentes selon les langues, la version allemande des présentes Directives fait foi.

Bâle, le 14 juillet 2014





Association suisse des banquiers

Juillet 2014

## Directives concernant l'examen, l'évaluation et le traitement des crédits garantis par gage immobilier

## Préambule

Les présentes directives ainsi que le glossaire (►), qui en fait partie intégrante, sont des règles de conduite de l'Association suisse des banquiers (ASB) et régissent les principes applicables aux crédits garantis par gage immobilier (crédits hypothécaires (►►)). Les membres de l'ASB sont tenus, sur la base des principes ci-après, de définir et documenter par écrit l'octroi de crédit, la surveillance du crédit ainsi que le reporting, et ce de manière contraignante, clairement structurée, transparente et vérifiable. A cet effet, la banque édicte des règlements contraignants et/ou adapte en conséquence les règlements existants, en tenant compte de sa politique de crédit («policy») (►). Outre le traitement organisationnel de l'octroi de crédit, ces règlements régissent les aspects majeurs afférents au risque ainsi que les éventuelles exceptions.

Les présentes directives prescrivent des standards minimaux et exigent des membres des règlements détaillés, mais elles n'entendent ni uniformiser la politique de crédit des membres, ni entraver leur autonomie en matière de politique commerciale. Il n'est possible de déroger à ces règles de conduite que dans des cas exceptionnels et justifiés.

Les présentes directives ont été reconnues par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) conformément à la Circ.-FINMA 2008/10 «Normes d'autorégulation reconnues comme standards minimaux» et sont réputées constituer un standard minimal prudentiel. Les sociétés d'audit vérifient le respect des normes d'autorégulation reconnues comme standards minimaux conformément à la Circ.-FINMA 2013/3 «Activités d'audit» et consignent le résultat d'éventuels contrôles d'audit dans leur rapport d'audit.

Les présentes directives ont valeur de règles de conduite. Elles n'ont pas d'effets directs sur les rapports de droit civil entre les banques et leurs clients. Ces rapports restent régis par les prescriptions légales (notamment le Code des obligations et le Code civil) ainsi que par les dispositions contractuelles applicables entre les banques concernées et leurs clients (notamment les Conditions générales des banques, etc.).

## **1. Principes régissant l'élaboration de règlements internes par les banques**

Les dispositions des présentes directives doivent être transposées par les banques dans des règlements internes (►). En d'autres termes, chaque banque doit définir dans des dispositions internes le déroulement des opérations de crédit – examen, octroi et surveillance du crédit, reporting – en tenant compte de la politique de crédit qui lui est propre. Ces dispositions régissent les aspects organisationnels et prescrivent des processus, des contrôles, des calculs et des évaluations, de manière exhaustive ou à l'aide d'exemples selon les possibilités.

La banque veille à ce que les collaborateurs concernés connaissent et appliquent les principes de l'octroi de crédit ainsi que les règlements internes correspondants.

Les présentes directives sont sans incidence sur la politique de crédit, qui est déterminée par l'organe compétent. Propre à chaque établissement, la politique de crédit encadre non seulement les principes généraux, mais aussi les aspects essentiels des opérations de crédit garanti par gage immobilier.

La structure des présentes directives est calquée sur le déroulement d'une opération de crédit, lequel doit aussi être pris en compte dans les règlements internes.

## **2. Risques inhérents à l'octroi de crédits garantis par gage immobilier**

S'agissant de crédits immobiliers, le risque de défaillance comprend principalement:

- le risque de crédit (►),
- le risque d'insuffisance du gage (►) et
- le risque opérationnel (►).

Dans ce contexte, toute banque doit prendre sa décision de crédit sur la base d'un contrôle de solvabilité (►) de l'emprunteur, de la valeur de marché (►) du gage immobilier et de processus internes établis. La capacité financière (►), le nantissement (et le taux de nantissement (►)) ainsi que l'amortissement (►) sont à coordonner entre eux au cas par cas.

### **3. Solvabilité et capacité financière**

#### **3.1 Généralités**

Avant tout octroi de crédit, la banque est tenue de procéder à un examen du crédit. Celui-ci comprend à la fois le contrôle de solvabilité (honorabilité et capacité de crédit) et l'évaluation des sûretés. Il permet d'assurer la pérennité du financement et ainsi de limiter le risque de crédit. L'engagement doit être réexaminé à intervalles réguliers déterminés ou lorsque la banque a connaissance d'événements susceptibles d'avoir un impact sur la solvabilité. Les principes du contrôle de solvabilité doivent être définis par la banque dans des règlements internes.

En cas de reprise de crédit, la banque repreneuse examine soigneusement les motifs de l'emprunteur, en particulier dans la perspective d'identifier un éventuel crédit problématique. La reprise constitue une nouvelle opération pour la banque et fait l'objet d'un contrôle approprié.

#### **3.2 Logement en propriété à usage propre**

La capacité financière doit être assurée à long terme et doit donc reposer sur des revenus et des charges (►) pérennes.

Pour les logements en propriété à usage propre (►), le calcul de la capacité financière s'effectue sur la base des revenus et des charges durables de l'emprunteur. Ceux-ci doivent être définis de manière transparente et exhaustive par la banque dans des règlements internes.

Il incombe à la banque de garantir que la capacité financière est calculée systématiquement et de définir la procédure y relative dans des règlements internes. Ces derniers précisent en outre les modes de preuve et de documentation de la capacité financière. La banque fixe également le taux hypothécaire théorique à long terme (►) à appliquer pour le calcul de la capacité financière. Enfin, elle définit les limites maximales dans lesquelles doit s'inscrire le ratio charges/revenus.

### **3.3 Immeubles de rapport**

Pour les immeubles de rapport (►), le contrôle de la solvabilité et de la capacité financière s'effectue au premier chef sur la base du résultat dégagé par l'immeuble. Les éléments de produits et de charges à prendre en compte à cet effet, ainsi que le taux hypothécaire théorique à appliquer, doivent être définis par la banque dans des règlements internes.

### **3.4 Immeubles commerciaux à usage propre**

Pour les immeubles commerciaux à usage propre, c'est l'évaluation de l'emprunteur qui constitue la base du contrôle de la solvabilité et de la capacité financière.

## **4. Evaluation du gage immobilier**

### **4.1 Généralités**

La banque évalue ses sûretés immobilières de manière prudente, systématique et périodique, en appliquant des principes uniformes et en intégrant tous documents pertinents. L'évaluation doit tenir compte du caractère de l'immeuble ainsi que de son usage économique actuel et futur. Sauf raison particulière, il convient de se baser sur la valeur de marché.

S'agissant du financement d'achats immobiliers et/ou de transferts, l'évaluation s'effectue selon le principe de la valeur la plus basse, en

vertu duquel la valeur de nantissement correspond au montant le plus faible entre la valeur de marché et le prix d'achat. Ce principe vaut pour tous les types d'immeubles pendant une durée d'au minimum 24 mois à compter du transfert, à l'exclusion des augmentations de crédit où le montant de l'augmentation est affecté à des investissements dans l'immeuble gagé.

En cas de transfert à prix préférentiel entre personnes physiques ou morales qui sont économiquement et/ou juridiquement liées, des dérogations au principe de la valeur la plus basse sont possibles. Il en va ainsi par exemple lorsqu'un immeuble est vendu au sein d'une famille ou d'un groupe de sociétés.

Les immeubles destinés à être nantis doivent être inspectés. Demeurent réservées les règles applicables en cas de recours à des modèles d'évaluation. Ces exceptions doivent toutefois être justifiées, selon le type d'immeuble concerné, dans des règlements internes ou au cas par cas. La banque fixe les exigences imposées aux experts immobiliers chargés des évaluations (compétences et indépendance). Les opérations hors rayon doivent être régies spécifiquement par la banque dans ses règlements internes.

## **4.2 Logement en propriété à usage propre**

Si la banque évalue à l'aide de modèles (approche hédoniste ou équivalente) des logements en propriété à usage propre négociables, elle s'engage à utiliser des modèles validés. En outre, elle définit une procédure de validation pour ses modèles propres. L'organe compétent choisit les modèles d'évaluation et en fixe les modalités d'utilisation dans des règlements internes, y compris la marche à suivre si l'utilisation de différents modèles aboutit à des résultats distincts. Enfin, la banque définit des règles pour les corrections de valeur manuelles (à la hausse ou à la baisse) et documente de manière appropriée la méthode utilisée pour le modèle d'évaluation concerné ainsi que les bases statistiques.

### **4.3 Immeubles de rapport**

La valeur de nantissement (►) d'immeubles de rapport se détermine au regard de la valeur de rendement (►). Les risques inhérents à l'immeuble considéré (►) sont pris en compte de manière appropriée.

La banque définit par écrit la méthode et/ou la logique de détermination des taux de capitalisation (►) par type d'immeuble et fixe des règles quant à la surveillance de ces taux et à leur adaptation en cas de changement de situation économique.

S'agissant d'immeubles à usage mixte, leur valeur de rendement est égale au total des valeurs de rendement partielles, lesquelles résultent des rendements de chaque type d'usage et des taux de capitalisation applicables.

La banque régit séparément, dans des règlements internes, l'utilisation de modèles pour l'évaluation d'immeubles de rapport.

### **4.4 Immeubles commerciaux à usage propre**

La valeur de nantissement d'immeubles commerciaux à usage propre se détermine au regard de la valeur de rendement. Cette dernière résulte des rendements usuels sur le marché et des taux de capitalisation applicables. Les risques inhérents à l'immeuble considéré sont pris en compte de manière appropriée, de même que le lien de dépendance entre l'immeuble et l'exploitant et/ou le modèle d'affaires de ce dernier.

### **4.5 Autres immeubles**

#### **4.5.1 Terrains à bâtir**

Les évaluations de terrains à bâtir s'effectuent au regard de la situation actuelle du marché, en prenant en compte l'utilisation future potentielle du terrain concerné ainsi que les éléments spécifiques externes et internes.

### **4.5.2 Promotion immobilière**

En cas de financement de projets de logements en propriété destinés à la vente (promotion immobilière (►)), il convient de prendre en compte dans l'évaluation non seulement l'évaluation potentielle de chacun des immeubles selon l'approche hédoniste, mais aussi la négociabilité du projet dans son ensemble.

### **4.5.3 Immeubles non négociables**

Les immeubles non négociables sont à analyser et à évaluer au cas par cas, en fonction de leur profil de risque. L'utilisation de modèles d'évaluation est à proscrire pour ces immeubles.

## **5. Nantissement**

### **5.1 Valeur de nantissement**

La valeur de nantissement (►) correspond au maximum à la valeur de marché (cf. chiffre 4.1). La banque fixe les méthodes de détermination de la valeur de marché et de la valeur de nantissement pour les différents types d'immeubles.

### **5.2 Taux de nantissement**

La banque fixe également dans des règlements internes les taux de nantissement applicables à chaque type d'immeubles, en tenant compte de sa propre capacité de risque. Outre les types d'immeubles, elle prend en considération l'objet et l'utilisation des immeubles.

S'agissant de l'application des taux de nantissement, il convient de prendre en compte de manière appropriée des critères liés aux immeubles concernés (►) ainsi que des aspects inhérents aux débiteurs. Doivent également être intégrées de façon adéquate les hypothèques de rang antérieur ou de même rang ainsi que les créances d'intérêts en résultant.



La banque fixe dans des règlements internes les conditions applicables au nantissement de gages immobiliers spéciaux (►) ainsi que le traitement réservé aux gages immobiliers et charges foncières de rang antérieur et de même rang.

## **6. Amortissement**

La banque fixe dans des règlements internes les taux d'amortissement applicables aux différents types de gages immobiliers, en tenant compte du type d'immeuble ou de la durée d'utilisation économique prévue.

## **7. Surveillance des crédits**

### **7.1 Généralités**

Dans le cadre de sa gestion des risques, la banque détermine les procédures et les principes de surveillance de ses crédits garantis par gage immobilier, la fréquence des examens périodiques concernant la qualité des immeubles et des débiteurs, ainsi que la documentation à produire.

La banque surveille aussi ses crédits au regard du portefeuille hypothécaire dans son ensemble. Elle définit et applique des méthodes appropriées pour effectuer des analyses de risque spécifiques.

Les procédures ainsi que le respect des principes sont contrôlés régulièrement par des personnes non impliquées dans l'acquisition.

La banque définit des procédures adéquates pour l'identification, le traitement et la surveillance des crédits en souffrance («non-performing loans») (►) et des crédits compromis («impaired loans») (►).

## **7.2 Réexamen de la solvabilité et de la capacité financière**

Lorsque la banque a connaissance d'événements susceptibles d'influer sur la solvabilité, il lui incombe de procéder à un réexamen et d'en déduire les mesures adéquates. La banque détermine en outre selon quelle périodicité ou dans quelles circonstances la solvabilité, la capacité financière et le nantissement doivent être réexaminés. La périodicité des réexamens et/ou les circonstances dans lesquelles ils doivent intervenir sont à définir au regard de critères relatifs à l'immeuble et au risque.

## **7.3 Surveillance et contrôle des immeubles**

La banque fixe le rythme selon lequel les immeubles nantis doivent être réévalués en définissant des intervalles maximaux. Ces intervalles dépendent du type d'immeuble, du montant du nantissement ainsi que de la situation du marché. En cas d'évolutions défavorables du marché, la banque évalue le potentiel de risque et définit les mesures requises. Dans le cadre d'analyses de risque spécifiques à effectuer périodiquement, elle évalue les répercussions de ces évolutions sur la valeur du portefeuille hypothécaire. Ce faisant, elle examine plus particulièrement les immeubles évalués à l'aide de modèles.

La banque fixe des règles en matière de gestion des crédits de construction. Elle surveille notamment avec attention le versement des fonds propres ainsi que l'utilisation du crédit en fonction de l'avancement des travaux.

## **8. «Exceptions to policy» (ETP)**

Les «exceptions to policy» (ETP) (►) sont des exceptions et correspondent à des crédits octroyés par la banque en dérogeant à ses règlements internes. De telles dérogations, de même que la conclusion d'opérations dites ETP, sont possibles dans des cas justifiés mais elles doivent être dûment documentées. En outre, la décision doit être transparente et vérifiable.

Les ETP au sens des présentes directives se limitent au financement de logements en propriété à usage propre, d'immeubles de rapport et de terrains à bâtir destinés à ces deux usages. Ne sont pas à considérer comme des ETP au sens des présentes directives les crédits commerciaux à des entreprises dès lors que le financement d'exploitation est prépondérant – notamment dans le cas d'immeubles commerciaux à usage propre.

Il appartient à la banque de définir, dans ses règlements internes, des seuils à partir desquels ou des situations dans lesquelles des crédits garantis par gage immobilier pour des logements en propriété à usage propre, des immeubles de rapport ou des terrains à bâtir destinés à ces deux usages doivent être considérés comme des ETP, et ce, notamment en termes de capacité financière, de nantissement et d'amortissement. La banque régit en outre les compétences en ce qui concerne l'autorisation d'opérations ETP.

Toute opération nouvelle constituant une ETP doit être identifiée en tant que telle au début de la relation de crédit, surveillée en fonction des risques y afférents et réévaluée périodiquement ou lorsque la banque a connaissance d'événements susceptibles d'avoir un impact sur la solvabilité. Tant les conseillers à la clientèle que les personnes compétentes doivent voir qu'il s'agit d'une opération ETP. Si les paramètres évoluent au cours de la relation de crédit, il convient d'ajouter ou de supprimer l'identification ETP dans le cadre de réexamens périodiques ou en cas d'événements susceptibles d'avoir un impact sur la solvabilité.

## **9. Reporting**

### **9.1 Généralités**

La banque doit veiller à disposer d'un aperçu conforme à la réalité des risques agrégés inhérents au portefeuille hypothécaire. L'organe compétent détermine dans des règlements internes les composantes du reporting telles que son contenu, sa forme et sa périodicité. Le reporting intègre en outre les résultats pertinents des analyses de risque.

## 9.2 Reporting ETP

L'organe chargé de la politique de crédit doit être informé périodiquement sur l'évolution des opérations ETP. A cet effet, la banque met en place un reporting ETP (►) adapté et transparent. Outre des aspects quantitatifs, celui-ci contient des éléments qualitatifs sur l'évaluation des risques ainsi que des explications en cas d'évolutions significatives.

## 10. Documentation

La relation de crédit doit être documentée de manière complète, à jour, transparente et vérifiable dans un dossier électronique ou physique. Doivent figurer au dossier et, au besoin, être accessibles, tous les documents sur lesquels la banque s'est basée pour l'octroi du crédit ainsi que pour sa surveillance et son renouvellement, c'est-à-dire tant les pièces concernant la situation personnelle de l'emprunteur que des informations concernant le gage immobilier (y compris la méthode d'évaluation et le résultat obtenu).

Les résultats du contrôle de solvabilité de l'emprunteur, ainsi que de l'évaluation périodique des gages immobiliers, doivent être documentés écrit et transparents. En cas de sous-participations et de crédits consortiaux, il incombe à chaque banque participante d'évaluer le crédit en toute autonomie et d'effectuer sa propre surveillance.

Les documents doivent notamment permettre à la société d'audit de se forger une opinion fiable sur l'activité, la décision de crédit et la surveillance du crédit.

## 11. Entrée en vigueur

Les présentes directives ont été arrêtées par le Comité du Conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers le 29 août 2011 et approuvées par la FINMA le 27 octobre 2011. Elles sont entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2012 et devaient être mises en œuvre pour le 1<sup>er</sup> juillet 2013 au plus tard. Elles remplaçaient les anciennes directives

concernant l'examen, l'évaluation et le traitement des crédits garantis par gage immobilier, entrées en vigueur le 30 juin 2005.

La présente version, issue d'une nouvelle révision, a été adoptée par décision du Conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers en date du 23 juin 2014. Elle a été approuvée par la FINMA le 2 juillet 2014 et entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

En cas de divergences d'interprétation résultant de formulations différentes selon les langues, la version allemande des présentes Directives fait foi.

Bâle, le 14 juillet 2014

## Glossaire

### **Amortissement**

Remboursement régulier, à échéances fixes, du crédit garanti par gage immobilier.

### **Capacité financière dans le cas d'immeubles de rapport**

S'agissant d'immeubles de rapport, la capacité financière se calcule à partir du cash-flow généré par l'immeuble (loyers nets diminués des coûts (annexes) liés à l'immeuble et des coûts de financement et amortissements).

### **Capacité financière dans le cas de logements en propriété à usage propre (y compris les revenus et les charges durables)**

S'agissant de logements en propriété à usage propre, la capacité financière est le rapport, exprimé en pourcentage, entre les charges durables de l'immeuble (ainsi que, le cas échéant, d'autres charges significatives non liées à l'immeuble nanti) et les revenus durablement disponibles .

La prise en compte de revenus et charges durables vise à évaluer avec prudence la situation financière de l'emprunteur et à réduire le risque de crédit.

Les revenus et les charges sont réputés «durables» si l'on peut supposer qu'ils existeront à moyen terme et avec une probabilité raisonnable. Parmi les éléments de revenu qu'il incombe aux banques de spécifier dans leurs règlements internes, on peut citer notamment les rémunérations fixes et variables issues d'une activité professionnelle salariée ou indépendante, les revenus de la fortune, les rentes et les revenus accessoires. En principe, les revenus du conjoint ne peuvent être pris en compte dans le cadre de l'évaluation de la capacité financière que dans les situations où l'on est en présence de débiteurs solitaires.

S'agissant des charges, sont à prendre en compte notamment les frais récurrents liés à l'immeuble nanti (p. ex. intérêts, amortissements et

coûts annexes) ainsi que les autres engagements significatifs non liés à l'immeuble nanti (p. ex. pensions alimentaires ou crédits privés).

### **Contrôle de solvabilité (contrôle de l'honorabilité et de la capacité de crédit)**

Le contrôle de solvabilité comprend le contrôle de l'honorabilité (situation personnelle de l'emprunteur) et le contrôle de la capacité de crédit (situation financière de l'emprunteur).

### **Crédits compromis («impaired loans»)**

Définition et évaluation selon la Circ.-FINMA 2008/2 «Comptabilité – banques» ou 2015/1 dans sa version en vigueur.

### **Crédit hypothécaire**

Financement d'immeubles garanti par un droit de gage inscrit au registre foncier (p. ex. cédule hypothécaire, hypothèque). Le gage doit être juridiquement saisissable.

### **Crédits en souffrance («non-performing loans»)**

Définition et évaluation selon la Circ.-FINMA 2008/2 «Comptabilité – banques» ou 2015/1 dans sa version en vigueur.

### **Critères ou risques inhérents à l'immeuble**

Il s'agit de critères ou risques liés à l'immeuble et indépendants de l'emprunteur: p. ex. l'usage, la cessibilité ou la constructibilité d'un terrain à bâtir ou, s'agissant d'immeubles de rapport, la réaffectation, le risque d'inoccupation ou les moins-values (frais de rénovation et d'entretien, dépréciation due à l'âge, etc.).

### **«Exceptions to policy» (ETP)**

On entend par «exceptions to policy» les exceptions spécifiques à la banque, et autorisées par elle, à ses principes en vigueur en matière de crédit.

## **Gages immobiliers spéciaux**

Il peut s'agir par exemple de parts de copropriété indivises ou de droits de superficie.

## **Immeuble de rapport**

On entend par «immeuble de rapport» un immeuble détenu à des fins de rendement et loué à des tiers (immeuble autre qu'à usage propre). Il s'agit en règle générale d'immeubles d'habitation, d'immeubles commerciaux et de bureaux ou d'immeubles à usage mixte (immeubles d'habitation avec une partie commerciale).

## **Logement en propriété à usage propre**

Il peut s'agir d'une propriété par étages, d'un immeuble en propriété exclusive ou en copropriété, ou encore d'un droit de superficie autonome et durable.

## **Politique de crédit («policy»)**

La politique de crédit régit les principes d'octroi de crédit de la banque compte tenu de la stratégie de risque fixée par l'organe compétent.

## **Promotion immobilière**

On entend par «promotion immobilière» le financement de projets de logements en propriété destinés à la vente (p. ex. propriété par étages ou maison individuelle).

## **Règlements internes de la banque**

Les règlements internes de la banque s'appuient sur la politique de crédit de cette dernière. S'agissant du crédit hypothécaire, ils régissent notamment les points clés suivants:

- les procédures applicables pour le calcul systématique de la capacité financière ainsi que les limites maximales correspondantes;
- le taux hypothécaire théorique pour le calcul de la capacité financière;



- la périodicité des révisions de crédit selon des critères basés sur le risque ou la définition des événements déclencheurs d'une révision de crédit;
- la définition des types d'immeubles et de leur nantissement potentiel;
- les principes d'amortissement et de nantissement (limites de nantissement, amortissements minimaux, etc.);
- les compétences et les méthodes en matière d'évaluation, par types d'immeubles;
- la méthode de détermination du taux de capitalisation;
- les procédures d'autorisation, de reporting et de surveillance des «exceptions to policy».

### **Reporting ETP**

Le reporting ETP doit contenir par exemple des informations sur:

- la part des opérations ETP dans les nouvelles opérations;
- les opérations ETP identifiées (pour des affaires préexistantes) dans le cadre de réexamens ou en cas d'événements susceptibles d'avoir un impact sur la solvabilité;
- le nombre et le volume des opérations ETP;
- l'évolution des opérations ETP dans le temps.

### **Risque de crédit**

Risque que l'emprunteur ne s'acquitte pas ou ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations.

### **Risque d'insuffisance du gage**

On entend par «risque d'insuffisance du gage» le risque que le produit de la réalisation de la sûreté ne couvre pas le montant des dettes.

### **Risque opérationnel**

On entend par «risque opérationnel» le risque qu'une déficience ou un dysfonctionnement de processus et de systèmes internes, une défaillance humaine ou un événement externe génère des pertes.

## **Taux de capitalisation**

La capitalisation des produits réalisables à long terme s'effectue en fonction d'un taux de capitalisation composé en général d'un taux d'intérêt de base, des majorations pour coûts de gestion (p. ex. entretien courant, frais administratifs, taxes, primes d'assurance et impôts) et pour investissements de remplacement (ou amortissements requis le cas échéant), ainsi que de surprimes de risque suffisantes tenant compte des caractéristiques propres à l'immeuble (p. ex. usage, état, situation) ainsi que des aspects économiques et régionaux (situation économique et fiscale dans la région, taux de logements vacants dans la région).

## **Taux hypothécaire théorique**

Taux d'intérêt appliqué pour le calcul de la capacité financière à long terme. Il doit être déterminé avec prudence. On peut s'appuyer sur des valeurs moyennes à long terme comme base de calcul.

## **Taux de nantissement («loan to value ratio»)**

Pourcentage défini de la valeur de nantissement d'un gage permettant de déterminer le montant maximal de crédit qu'un client est autorisé à utiliser. La banque spécifie ce taux ainsi que les valeurs sous-jacentes dans ses règlements internes et en contrôle le respect. Des exceptions sont possibles, mais le processus d'autorisation ainsi que des indications sur le contrôle périodique doivent être consignés par écrit.

## **Valeur de marché (valeur vénale)**

Prix prévisible pouvant être obtenu sur un an dans des conditions normales et en supposant le libre jeu de l'offre et de la demande.

## **Valeur de nantissement**

Valeur d'un gage immobilier sur laquelle la banque se base pour déterminer le nantissement et octroyer le crédit garanti par gage immobilier.

**Valeur de rendement**

La valeur de rendement d'un immeuble représente le revenu locatif / la valeur locative capitalisé(e) qui est durablement réalisable à l'avenir. Elle correspond à la somme de tous les revenus locatifs / toutes les valeurs locatives futur(e)s, actualisé(e)s à la date de l'évaluation. Le calcul de la valeur de rendement doit s'effectuer sur la base des loyers nets (hors coûts annexes).



Association suisse des banquiers

2014

**Directives relatives au traitement des avoirs  
sans contact et en déshérence auprès de  
banques suisses (Directives Narilo)**

## Préambule

1 D'une part, les Directives ci-après ont pour but, en prenant des mesures organisationnelles, de maintenir ou rétablir le contact entre les banques et leurs clients. D'autre part, elles visent à préciser, dans l'intérêt des personnes concernées, les modalités de la liquidation des avoirs en déshérence telle que prévue par la loi.

2 Il s'agit en particulier:

- 3 • d'éviter que le contact avec le client soit rompu (prévention),
- 4 • de protéger les avoirs contre tout abus lorsque le contact avec le client est rompu,
- 5 • de gérer les avoirs selon des principes uniformes lorsque le contact avec le client est rompu,
- 6 • de rétablir le contact entre les banques et les ayants droit,
- 7 • de faciliter la recherche d'avoirs par les clients ou les ayants droit, et
- 8 • de préciser les modalités d'application de l'art. 37m de la Loi sur les banques ainsi que des art. 49-59 de l'Ordonnance sur les banques concernant la liquidation d'avoirs en déshérence.

## Définitions et règles de base concernant l'absence de contact et la déshérence

9 *Remarque liminaire:* l'art. 45 de l'Ordonnance sur les banques redéfinit la notion d'«avoirs en déshérence» et prévoit qu'il y a déshérence lorsque dix ans se sont écoulés depuis le dernier contact documenté avec le client. Comme indiqué ci-après, le contact avec le client peut s'interrompre à tout moment, ce qui mène à l'absence de contact et oblige la banque à prendre avant l'expiration du délai de dix ans des

mesures au sens des présentes Directives. Il convient donc de distinguer entre

10 • la déshérence (Ordonnance sur les banques) et

11 • l'absence de contact (Directives).

12 *Absence de contact*: elle intervient en principe selon la situation, c'est-à-dire lorsque, d'une part, le client ou son fondé de procuration s'abstient de tout contact avec la banque et lorsque, d'autre part, la banque n'est plus en mesure de contacter le client ou d'éventuels fondés de procuration. Si le fondé de procuration du client est en même temps son gérant de fortune indépendant ou son conseiller en placement, et s'il est lui-même sans contact avec le client, il peut en informer la banque. Il en résulte que la relation de clientèle concernée est réputée sans contact y compris à l'égard de la banque.

13 L'absence de contact intervient pour tout client auquel le courrier est adressé régulièrement dès lors que:

14 • la correspondance qui lui est envoyée est retournée à l'expéditeur,

15 • aucun contact n'est établi avec lui par ailleurs, et

16 • les recherches entreprises par la banque (cf. ch. IV, 2. et 3.) sont restées infructueuses.

17 Dans les cas suivants, l'absence de contact n'intervient qu'à l'expiration d'un délai de 10 ans (en même temps que la déshérence au sens de l'art. 45 de l'Ordonnance sur les banques), à moins que la banque n'ait connaissance auparavant, sur la base d'indications concrètes, que le client est décédé et qu'aucun contact ne peut être établi avec d'éventuels fondés de procuration ou successeurs légaux:

18 a) s'agissant de livrets d'épargne émis: lorsque le client n'a plus fait inscrire les intérêts depuis 10 ans et qu'il n'existe par ailleurs aucun contact avec lui;

19 b) s'agissant de compartiments de coffre-fort: lorsque le client, selon procès-verbal, ne s'est plus rendu au compartiment de coffre-fort depuis 10 ans et qu'il n'existe par ailleurs aucun contact avec lui;

20 c) s'agissant de clients «banque restante» ou ayant donné d'autres instructions particulières: lorsqu'il n'existe aucun contact avec eux depuis 10 ans.

21 S'agissant de *relations bancaires électroniques* (e-banking), l'absence de contact intervient lorsqu'il n'existe aucun contact avec le client depuis 3 ans, à moins que la banque n'ait connaissance auparavant, sur la base d'indications concrètes, que le client est décédé et qu'aucun contact ne peut être établi avec d'éventuels fondés de procuration ou successeurs légaux.

22 *Contact*: est réputée être un «contact» toute information, instruction, communication ou déclaration reçue du client ou de son fondé de procuration ou successeur légal qui déclenche un mouvement sur le compte ou le dépôt ou se traduit par une inscription au dossier. Il en va de même dans le cadre de l'e-banking, étant de surcroît réputée être un «contact» toute connexion à l'aide des moyens de légitimation du client ou d'éventuels fondés de procuration. L'absence de contact intervient aussi lorsqu'en cas de décès du client, l'éventuel fondé de procuration ou successeur légal s'abstient de contribuer à l'établissement de la succession en temps opportun.

23 *Relation de clientèle*: l'absence de contact se rapporte au client d'une banque en Suisse et non à une relation d'affaires particulière avec lui. Lorsqu'un client a plusieurs comptes, livrets, dépôts ou compartiments de coffre-fort, tout contact concernant un ou plusieurs de ceux-ci exclut l'absence de contact pour tous les comptes, livrets, dépôts ou compartiments de coffre-fort du client concerné.

24 *Déshérence* (art. 45 de l'Ordonnance sur les banques):  
«<sup>1</sup> Des avoirs sont réputés en déshérence lorsque la banque n'est plus parvenue, depuis dix ans à compter du dernier contact, à reprendre contact avec le client concerné ou avec ses successeurs légaux (ayants droit), ou encore avec un fondé de procuration désigné par eux.



<sup>2</sup> Est considéré comme dernier contact celui qui ressort comme tel des dossiers de la banque.

<sup>3</sup> Les avoirs qui, en raison de la liquidation d'une banque, sont transférés à une autre banque, sont réputés en déshérence avant l'expiration du délai de dix ans lorsque la banque transférante prouve qu'elle a effectué toutes les démarches nécessaires pour reprendre contact avec les ayants droit.»

25 L'état de déshérence n'annule pas l'absence de contact au sens des présentes Directives. En revanche, tout rétablissement du contact avec le client annule tant l'absence de contact que l'état de déshérence.

## **I. Mesures en vue de prévenir la rupture du contact avec le client**

26 Il appartient aux banques, par le biais de mesures préventives, de prendre des dispositions ainsi que de créer des instruments destinés à éviter la rupture du contact et à limiter dans la mesure du possible le nombre des relations d'affaires nouvellement sans contact.

### **1. Elaboration des produits**

27 Dans l'élaboration de leurs produits, il appartient aux banques de veiller à assurer le contact entre le client et la banque ainsi que de prévenir dans la mesure du possible le risque de rupture du contact. Ainsi par exemple, il ne paraît pas opportun de facturer des frais de clôture de compte qui amènent le client à laisser un petit solde résiduel sur le compte.

### **2. Information des clients**

28 A l'ouverture d'une relation d'affaires, mais aussi dans d'autres circonstances appropriées, il appartient aux banques de transmettre au client, verbalement ou par écrit, des informations sur la problématique et les effets de l'absence de contact, de le conseiller en conséquence et d'attirer ainsi son attention sur sa coresponsabilité en matière de prévention de la rupture du contact. Le client peut exercer cette coresponsabilité notamment en communiquant à la banque ses

changements d'adresse, en donnant des procurations générales ou en désignant un interlocuteur spécial à qui la banque s'adressera exclusivement en cas d'absence de contact.

29 Lorsque la question de l'absence de contact est abordée dans le cadre d'un entretien personnel avec le client, les banques accordent l'attention nécessaire au cas de la succession, susceptible de présenter à cet égard des risques particuliers.

30 A titre d'information générale, les banques peuvent remettre une notice explicative au client. L'Association suisse des banquiers peut mettre à la disposition des banques une telle notice, qui n'est toutefois pas contraignante pour la banque qui la remet.

## **II. Surveillance et gestion des avoirs sans contact**

### **1. Mesures organisationnelles**

31 Les banques, au moyen d'instructions internes, prennent les mesures suivantes en vue d'assurer un traitement centralisé des avoirs sans contact:

- 32 • elles mettent en place un système de contrôle approprié permettant d'identifier les avoirs sans contact en temps utile et de manière exhaustive;
- 33 • elles marquent spécifiquement les avoirs concernés et les enregistrent de manière centralisée, afin de faciliter la recherche pour les ayants droit;
- 34 • elles prennent des mesures de sécurité appropriées pour protéger les avoirs concernés contre tout accès non autorisé;
- 35 • elles désignent les services et/ou les personnes chargé(e)s en interne du traitement des avoirs sans contact;
- 36 • elles respectent les règles spéciales de conservation des documents (cf. Cm 51-52 ci-après) pour les avoirs concernés;

- 37 • elles appliquent également les dispositions des présentes Directives aux comptes et dépôts numériques ainsi qu'aux compartiments de coffre-fort;
- 38 • elles doivent documenter les frais à facturer aux clients pour le traitement des avoirs sans contact;
- 39 • elles peuvent, selon leur libre appréciation, regrouper sur un compte collectif les montants jusqu'à CHF 1 000.

## **2. Préservation des droits des ayants droit en cas d'absence de contact et renonciation à la résiliation**

40 Les droits du client ou de ses successeurs légaux envers la banque demeurent préservés en cas d'absence de contact.

41 Renonciation à la résiliation: la banque renonce en principe à résilier les relations contractuelles avec ses clients et à faire courir le délai de prescription au seul motif d'une absence de contact.

42 Exception: les banques ont un droit de résiliation ou de compensation dès lors que leurs créances sur des clients ou sur les successeurs légaux de ces derniers ne sont pas payées à l'échéance ou ne sont plus couvertes. Demeurent par ailleurs réservées les réglementations spéciales, notamment étatiques ou administratives, qui prévoient une résiliation du contrat ou la présentent comme nécessaire.

## **3. Préservation des intérêts des ayants droits en cas d'absence de contact**

43 En cas d'absence de contact, la banque doit préserver les intérêts bien compris du client ou de ses successeurs légaux. Les banques édictent des instructions internes assurant une gestion uniforme des avoirs concernés. Sont à respecter à cet égard les principes suivants:

- 44 • Les *avoirs d'épargne* continuent d'être gérés sans changement et sont rémunérés aux taux d'intérêt pratiqués par la banque.

- 45 • Les *avoirs en compte courant et avoirs analogues* sont placés de manière à préserver les intérêts du client, c'est-à-dire avec la diligence requise et autant que possible dans des produits rémunérateurs (par exemple sous forme d'avoirs d'épargne, d'obligations de caisse ou dans un fonds de placement présentant un profil de risque prudent).
- 46 • Les *dépôts de titres* sont maintenus; les fonds issus de remboursements de titres et les revenus cumulés en résultant sont réinvestis dans des valeurs analogues ou d'autres valeurs appropriées, ou le cas échéant dans des produits d'épargne, en tenant compte de la situation de placement au moment du réinvestissement. Les petits dépôts peuvent, selon la libre appréciation de la banque, être transférés par exemple dans un fonds de placement ou autre en vue de produire un rendement approprié. Afin d'éviter une dépréciation ou, le cas échéant, de réaliser une meilleure performance, la banque peut aussi investir dans d'autres formes de placement.
- 47 • Les *mandats de gestion de fortune* continuent d'être exercés sans changement. Si la stratégie d'investissement définie pour le client ou les instructions qu'il a données sont manifestement contraires à ses intérêts, la banque peut procéder aux adaptations nécessaires dans la stratégie de placement.
- 48 • Les *compartiments de coffre-fort* peuvent être ouverts, notamment lorsque le loyer n'est plus couvert, sous réserve de respecter les instructions internes de la banque (en dressant un procès-verbal et, par exemple, en faisant appel à l'organe de révision ou à une personne soumise au secret professionnel). Même lorsque le loyer est couvert, les compartiments de coffre-fort peuvent être ouverts quand les avoirs entrent en déshérence, afin de mener à bien les recherches et dans la perspective de la liquidation. Le contenu des compartiments de coffre-fort ouverts peut être conservé de manière centralisée.
- 49 • Dès lors que le contenu d'un compartiment de coffre-fort est constitué d'avoirs bancaires et que des dispositions administratives

(par exemple encaissement de coupons) ou un placement apparaissent nécessaires, la banque prend les mesures requises. S'agissant d'autres avoirs, la banque n'est tenue que d'en assurer la conservation en lieu sûr.

#### **4. Frais et commissions**

50 Les frais et commissions habituellement imputés par les banques s'appliquent aussi en cas d'absence de contact et de déshérence. En outre, les banques peuvent imputer au client les coûts engagés pour les recherches ainsi que pour le traitement et la surveillance spécifiques des avoirs sans contact. Elles doivent toutefois s'abstenir de toute dépense entraînant une charge disproportionnée pour le client (cf. aussi Cm 54).

### **III. Conservation des documents**

#### **1. Conservation des documents en cas d'absence de contact**

51 En cas de relation de clientèle sans contact, la banque conserve les documents contractuels ou de base y afférents ainsi que les relevés de compte ou de dépôt en sa possession au moment où le contact est rompu, et ce au-delà du délai de conservation légal (art. 958f CO) et jusqu'à la liquidation (art. 37m de la Loi sur les banques, art. 57 de l'Ordonnance sur les banques) ou jusqu'au rétablissement du contact avec le client.

#### **2. Mode de conservation**

52 Les documents et enregistrements peuvent être conservés sous l'une quelconque des formes usuelles telles que pièces originales, supports électroniques de données ou films.

## **IV. Rétablissement du contact avec le client**

### **1. Principes pour la recherche d'ayants droit**

#### **a) Secret professionnel du banquier**

53 Dans le cadre de la recherche d'ayants droit sur des avoirs sans contact, le secret professionnel du banquier doit être respecté. Demeurent réservées les mesures prises par la banque conformément à l'art. 371-37m de la Loi sur les banques et aux art. 46-59 de l'Ordonnance sur les banques.

#### **b) Proportionnalité des recherches**

54 La recherche individuelle des ayants droit par les banques doit s'effectuer dans le respect du principe de proportionnalité. Les frais et coûts engagés doivent être proportionnels au montant des avoirs concernés, mais aussi globalement raisonnables.

### **2. Recherche par les banques**

55 Dès que les banques constatent que le contact avec un client est rompu, elles doivent tenter de le rétablir en effectuant des recherches en interne, par exemple à l'aide de listes d'adresses, d'annuaires électroniques, d'Internet, etc., mais aussi, dans la mesure du possible, en prenant contact avec les fondés de procuration ou les interlocuteurs spéciaux (cf. Cm 28) ou en faisant appel à des prestataires de services.

56 Si ces mesures se révèlent infructueuses, il appartient aux banques de décider si et au bout de quel délai elles chargeront une personne de confiance de rechercher le client ou ses successeurs légaux. Ces démarches sont à définir par les banques au cas par cas et selon le principe de proportionnalité.

### **3. Recherche par des ayants droit via la Centrale d'annonce**

57 *Centrale de recherche:* le Conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers a placé la Centrale de recherche, chargée d'apporter son soutien aux ayants droit dans leurs recherches

d'avoirs sans contact, sous l'autorité de l'Ombudsman des banques suisses. SIX SAG gère la banque de données des avoirs sans contact.

**a) Obligations d'annonce des banques**

58 Les banques en Suisse sont tenues d'annoncer les données des clients sans contact à SIX SAG pour tous les avoirs d'un montant supérieur à CHF 500 et pour tous les compartiments de coffre-fort. Seul l'Ombudsman des banques suisses, en qualité de Centrale de recherche, a accès à la banque de données.

59 Dès que le contact avec le client a pu être rétabli, les données enregistrées dans la banque de données doivent être supprimées par la banque concernée. Il en va de même lorsqu'un avoir sans contact a été réduit à zéro par exemple par l'imputation de frais ou commissions (cf. Cm 50) ou par compensation.

60 Les données enregistrées sont le nom, le prénom, la date de naissance, la nationalité et l'adresse du client ainsi que d'éventuels fondés de procuration. Cela vaut aussi pour les comptes ou dépôts numériques et sous pseudonyme.

**b) Conditions préalables à l'intervention de la Centrale de recherche**

61 Quiconque établit de manière plausible qu'il est client ou successeur légal d'un client décédé ou disparu d'une banque ou représentant d'une telle personne, mais qu'il ne connaît pas la banque, peut demander à la Centrale de recherche de procéder à des investigations. A cet effet, à l'égard de la Centrale de recherche, il doit:

- 62 • établir de manière plausible qu'il existe une relation de clientèle avec une banque en Suisse,
- 63 • communiquer le nom de la personne titulaire du compte, livret, dépôt ou compartiment de coffre-fort,
- 64 • établir de manière plausible la légitimité de ses droits sur le compte, livret, dépôt ou compartiment de coffre-fort encore

existant, et notamment justifier de son identité et de sa qualité de successeur légal.

**c) Examen préalable par la Centrale de recherche**

65 Sur la base des documents qui lui sont présentés, la Centrale de recherche procède à un examen préalable. Si elle juge la requête fondée, elle la saisit dans la banque de données gérée par SIX SAG.

**d) Transmission de la requête à la banque concernée**

66 Si les données contenues dans la requête concordent suffisamment avec un nom enregistré dans la banque de données, la Centrale de recherche transmet la requête à la banque concernée pour examen.

**e) Décision de la banque**

67 La banque examine les requêtes qui lui sont transmises avec la diligence requise et se prononce sur la légitimité du requérant au regard des indications dont elle dispose. Si elle a besoin d'informations complémentaires, elle peut les demander par l'intermédiaire de la Centrale de recherche.

68 Si son examen s'avère positif, la banque en communique le résultat au requérant soit par l'intermédiaire de la Centrale de recherche, soit directement. Dans ce dernier cas, elle en informe simultanément la Centrale de recherche.

69 Si son examen s'avère négatif, la banque en communique le résultat à la Centrale de recherche avec une brève explication. En cas de doutes, la Centrale de recherche est en droit de consulter les dossiers de la banque et, le cas échéant, de formuler une recommandation à l'intention de la banque et d'inviter cette dernière à prendre contact avec le requérant, afin qu'il puisse faire valoir ses prétentions directement.

**f) Obligation de garder le secret**

70 Dans le cadre de telles recherches, la Centrale de recherche et SIX SAG agissent sur mandat des banques et du client potentiel et sont donc liées par le secret professionnel du banquier conformément à l'art. 47 de la Loi sur les banques.



**g) Commissions**

71 Pour le traitement des requêtes, la Centrale de recherche prélève en principe une commission à la charge du requérant. Elle peut y renoncer si cela semble nécessaire en raison de circonstances particulières, par exemple un cas de rigueur financier. Le montant de la commission est fixé par l'organe de surveillance de la Centrale de recherche, d'entente avec l'Association suisse des banquiers. En outre, SIX SAG peut exiger des banques le versement de droits d'enregistrement.

**V. Transfert à une autre banque et liquidation en cas de déshérence**

72 Les mesures à prendre en cas de déshérence trouvent leur fondement dans les art. 371-37m de la Loi sur les banques et les art. 45-59 de l'Ordonnance sur les banques. Les présentes Directives s'appliquent à titre subsidiaire par rapport à la Loi et à l'Ordonnance et visent à en préciser la mise en œuvre pratique.

**1. Transfert à une autre banque**

73 Les banques sont libres, dans le cadre de l'art. 371 de la Loi sur les banques et des art. 46-48 de l'Ordonnance sur les banques, de transférer des avoirs en déshérence à une autre banque.

**2. Publication et liquidation**

74 En vertu de l'art. 50, al. 2 de l'Ordonnance sur les banques, les banques prévoient une plateforme électronique pour la publication des avoirs en déshérence. SIX SAG (ou le cas échéant un autre prestataire de services mandaté par l'Association suisse des banquiers) gère cette plateforme en respectant les critères de sécurité les plus pointus. Le Conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers institue l'Ombudsman des banques suisses comme instance auprès de laquelle les prétentions sur des avoirs en déshérence doivent être annoncées (Centrale d'annonce).

75 Les banques sont tenues de publier les avoirs de plus de CHF 500 qui sont en déshérence depuis plus de cinquante ans (art. 49 de l'Ordonnance sur les banques). A cet effet, elles communiquent à SIX SAG les données concernant ces avoirs au fur et à mesure ou à intervalles réguliers, mais au moins une fois par an (cf. Cm 88). SIX SAG intègre les données de la banque déclarante sans les modifier et les publie au fur et à mesure de leur réception.

76 Pour le calcul du montant de CHF 500 déclenchant l'obligation de publication, il convient de se baser sur la valeur totale des avoirs en déshérence du même ayant droit qui sont gérés par la banque (art. 59, al. 2 de l'Ordonnance sur les banques). L'évaluation se fait selon les principes suivants:

- 77 • pour les *avoirs en compte et les livrets*, on se base sur le solde, auquel on ajoute la rémunération contractuelle jusqu'à la fin de l'année précédente et dont on déduit les frais et commissions (cf. Cm 50);
- 78 • pour les *papiers-valeurs, droits-valeurs et métaux précieux*, on se base sur le cours de bourse ou la valeur de marché à la fin de l'année précédente, déduction faite des frais et commissions (cf. Cm 50). A défaut, la valeur de référence est la valeur nominale;
- 79 • pour les *objets dont la valeur ne dépasse manifestement pas CHF 500*, la publication n'est pas obligatoire. Tel peut être le cas, par exemple, du contenu de compartiments de coffre-fort. La banque peut toutefois procéder à une publication, assortie alors de la mention «Compartiment de coffre-fort – valeur inconnue». Pour les objets dont la valeur dépasse potentiellement CHF 500, mais sans qu'on puisse la déterminer immédiatement, la publication est obligatoire; elle peut également être assortie, le cas échéant, de la mention «Compartiment de coffre-fort – valeur inconnue».

80 «S'il ressort des circonstances du cas d'espèce que, pour trouver les ayants droit, il est indiqué de procéder à la publication par un autre moyen de communication approprié, la banque publie également

l'appel par cet autre moyen» (art. 50, al. 3 de l'Ordonnance sur les banques).

81 Si les indications dont dispose la banque permettent de rétablir a posteriori le contact avec le client (cf. Cm 53-73) et si ce contact est effectivement rétabli, les avoirs concernés ne sont plus en déshérence et ne doivent donc être ni publiés, ni liquidés.

82 Doivent être publiées, «si elles sont disponibles», les indications suivantes (art. 49, al. 3 de l'Ordonnance sur les banques):

83 • *«l'adresse à laquelle l'annonce doit être transmise»* (art. 49, al. 3, let. a). C'est en général la Centrale d'annonce, qui retransmet l'annonce à la banque concernée.

84 • *«le nom, la date de naissance et la nationalité, ou la raison sociale, de l'ayant droit, ainsi que son dernier domicile ou siège social connu»* (art. 49, al. 3, let. b). Cela vaut notamment aussi pour les comptes ou livrets numériques et sous pseudonyme. S'agissant de compartiments de coffre-fort, il convient de publier les indications correspondantes concernant le locataire. La date de naissance n'est à indiquer que pour les personnes physiques.

85 • *«le numéro de compte ou de livret si les indications disponibles semblent insuffisantes pour permettre l'identification de l'ayant droit»* (art. 49, al. 3, let. c).

86 Dans la mesure où «[un] intérêt manifeste de l'ayant droit [...] s'y oppose» (art. 49, al. 3 a contrario), il convient de renoncer à la publication, par exemple pour les personnalités de premier plan et les personnes politiquement exposées.

87 La publication mentionne d'une part que si une prétention est manifestement infondée (art. 53, al. 3 de l'Ordonnance sur les banques), la banque peut facturer les frais occasionnés pour l'examen de l'annonce (art. 49, al. 4, let. a) et, d'autre part, que «la liquidation des avoirs en déshérence entraînera l'extinction de toute prétention» (al. 4, let. b).

88 «La publication peut regrouper divers avoirs en déshérence» (art. 50, al. 5 de l'Ordonnance sur les banques). En d'autres termes, chaque position n'a pas à faire l'objet d'une publication spécifique, plusieurs positions peuvent être regroupées en une liste et publiées ensemble, par exemple à intervalles réguliers, mais au minimum une fois par an. Chaque banque est libre de décider de la composition, de la date et de la périodicité de ses publications dans le cadre de la Loi, de l'Ordonnance et des Directives.

89 L'Ombudsman des banques suisses ou, sur mandat de celui-ci, le prestataire de services (cf. Cm 74) transmet toutes les prétentions annoncées à la banque déclarante dès lors que les données qu'elles contiennent concordent suffisamment avec celles figurant dans la publication.

90 «La banque examine le bien-fondé des prétentions sur les avoirs en déshérence qui lui sont annoncées à la lumière des dispositions légales et contractuelles applicables dans le cas d'espèce» (art. 53, al. 1 de l'Ordonnance sur les banques). Si elle a besoin d'informations complémentaires, elle peut les demander en règle générale à la personne qui a fait valoir les prétentions ou, si des motifs particuliers le justifient, à la Centrale d'annonce. «Si l'examen conclut au bien-fondé des prétentions, les avoirs concernés ne sont plus réputés être en déshérence» (art. 53, al. 2 de l'Ordonnance sur les banques). Dans ce cas, la banque contacte directement le prétendant en informant la Centrale d'annonce.

91 Si la banque constate que les prétentions sont infondées, elle en informe également la Centrale d'annonce. Celle-ci et SIX SAG agissent sur mandat des banques et, le cas échéant, de leurs clients concernés; elles sont donc liées par le secret professionnel du banquier (art. 47 de la Loi sur les banques). «La banque documente les résultats de ses examens de manière à en garantir la plausibilité et la traçabilité» (art. 53, al. 4 de l'Ordonnance sur les banques).

92 La banque liquide les avoirs au plus tard deux ans après l'expiration du délai d'annonce (si aucune annonce ne lui est parvenue) ou «après qu'il est établi que les prétentions étaient infondées» (si des annonces lui sont parvenues); elle dresse un procès-verbal de sa déci-

sion de liquidation et de la liquidation (art. 54-57 de l'Ordonnance sur les banques). Pour les avoirs à liquider, elle prévoit le type de liquidation qu'elle juge le mieux à même de dégager un produit de liquidation optimal. Les types de liquidation sont notamment la vente aux enchères publiques, la vente aux enchères sur Internet et la vente de gré à gré. Dans ce dernier cas, les collaborateurs de la banque ou leurs proches ne peuvent pas se porter acquéreurs. La banque peut prévoir le transfert à des personnes ou sociétés spécialisées à des fins de liquidation. Elle propose à la Confédération de reprendre les avoirs en déshérence qui n'ont pu être réalisés dans le cadre de la procédure de liquidation prévue par ses soins, ou qui selon elle n'ont pas de valeur de liquidation. Si la Confédération refuse, la banque peut détruire les avoirs concernés dans le respect des règles applicables et de l'environnement ou les transférer à des organismes reconnus d'utilité publique (art. 54, al. 2 de l'Ordonnance sur les banques). Les produits nets des liquidations sont virés à l'Administration fédérale des finances au moins une fois par an, ce qui clôturera les liquidations concernées et entraîne l'extinction des prétentions des ayants droit (art. 37m, al. 2-3 de la Loi sur les banques et art. 57 de l'Ordonnance sur les banques).

## **VI. Entrée en vigueur**

93 Les présentes Directives entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et remplacent celles du 1<sup>er</sup> juillet 2000.

94 Les avoirs qui entrent en déshérence depuis plus de cinquante ans après le 1<sup>er</sup> janvier 2015 doivent être annoncés au fur et à mesure ou à intervalles réguliers, mais au moins une fois par an, à SIX SAG à des fins de publication.

95 «Pour les avoirs en déshérence qui n'ont pas été réclamés depuis plus de cinquante ans, à l'entrée en vigueur de la modification du 22 mars 2013 de la [Loi sur les banques], le délai de publication est de cinq ans» (disposition transitoire de la modification de la Loi sur les banques du 22 mars 2013).

Bâle, en décembre 2014



Association suisse des banquiers

SVSP – Association suisse produits structurés

Septembre 2014

## **Directives concernant l'information des investisseurs sur les produits structurés**

## Préambule

*Traduction de la version originale allemande. En cas de divergences, la version allemande fait foi.*

Le prospectus simplifié (provisoire et définitif) au sens de l'art. 5 de la loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux (LPCC) vise à informer l'investisseur moyen de manière succincte et aisément compréhensible sur les caractéristiques essentielles (éléments-clés) des produits structurés selon l'art. 5 LPCC. Le Conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers et le Comité de l'Association Suisse Produits Structurés édictent par conséquent les directives suivantes, qui ont été approuvées par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

## 1. Champ d'application

L'obligation d'établir un prospectus simplifié<sup>1</sup> s'applique aux produits structurés distribués à des investisseurs non qualifiés en Suisse ou à partir de la Suisse. Cette obligation tombe si les conditions de l'art. 4, al. 4 de l'ordonnance sur les placements collectifs de capitaux (OPCC) sont remplies.

### Explications / commentaire

La distribution de produits structurés à des investisseurs non qualifiés en Suisse ou à partir de la Suisse est soumise aux dispositions de l'art. 5 LPCC. Pour la distribution de produits structurés à des investisseurs qualifiés au sens de l'art. 10, al. 3, 3<sup>bis</sup> et 3<sup>ter</sup> LPCC, l'obligation d'établir un prospectus simplifié tombe.

L'obligation d'établir un prospectus simplifié tombe dès lors qu'il n'y a pas distribution au sens de l'art. 3 LPCC. La Circ.-FINMA 2013/9 Distribution de placements collectifs précise ce que la FINMA entend par « distribution », y compris lorsqu'il s'agit de produits structurés.

---

<sup>1</sup> Dans les présentes directives et sauf dispositions contraires expresses, on entend par « prospectus simplifié » le prospectus simplifié tant provisoire que définitif.



Selon les prescriptions actuellement en vigueur, répondent par exemple aux exigences de la LPCC tant les prospectus de cotation d'une bourse suisse que les prospectus établis conformément à la directive de l'UE sur les prospectus, pour autant, s'agissant de ces derniers, que les produits structurés ne soient pas distribués à des investisseurs non qualifiés en Suisse. L'obligation d'établir le prospectus simplifié ne tombe dans ces cas que si un prospectus de cotation ou un prospectus établi conformément à la directive de l'UE sur les prospectus est proposé avant la souscription ou avant la conclusion du contrat d'achat du produit concerné.

## **2. Description des produits structurés et délimitation**

Sont soumis aux présentes directives uniquement les produits structurés au sens de l'art. 5 LPCC.

L'achat de produits structurés s'effectue sur la base d'un contrat de vente individuel et, contrairement à un placement collectif, ce n'est pas un patrimoine collectif mais bien l'émetteur (le cas échéant dans la limite du compartiment relevant [Compartment of Assets]), respectivement le garant à hauteur de sa garantie, qui répond vis-à-vis de l'investisseur de l'exécution des conditions relatives au produit convenues contractuellement.

Sont par exemple des produits structurés courants les produits à capital garanti, les produits à rendement maximum ainsi que les produits de participation.

### **Explications / commentaire**

Les produits visant essentiellement un objectif de financement, tels que notamment les Collateralized Debt Obligations, Asset Backed Securities, Convertible Bonds et emprunts obligataires au sens de l'art. 1156 CO, ne sont pas réputés être des produits structurés. Il en va de même des Credit Linked Notes émises à des fins de financement du/des débiteur(s) de référence, alors que les Credit Linked Notes émises à des fins de placement sont réputées être des produits structurés.

Indépendamment de leur structure juridique, les opérations à terme et sur option (p. ex. Futures, Warrants, Traded Options, etc.) ne sont pas des produits structurés.

### **3. Principe: pas de surveillance des produits**

Les produits structurés ne sont pas soumis à la LPCC.

Ils ne peuvent être distribués à des investisseurs non qualifiés en Suisse ou à partir de la Suisse que s'ils sont émis, garantis ou assortis de sûretés équivalentes (art. 5, al. 1 LPCC) par un établissement au sens de l'art. 5, al. 1, let. a LPCC en relation avec l'art. 4 OPCC, ou s'ils sont émis par une société à but spécial pour autant que la distribution soit assurée par un établissement financier au sens de l'art. 5, al. 1, let. a LPCC en relation avec l'art. 4 OPCC et que des sûretés équivalentes soient garanties (art. 5, al. 1<sup>bis</sup> LPCC). L'exigence d'un « prospectus simplifié » (art. 5, al. 1, let. b LPCC, art. 4, al. 4 OPCC) s'applique à ces produits. Toute personne intéressée doit se voir proposer gratuitement, avant la souscription du produit ou avant la conclusion du contrat d'achat du produit, un « prospectus simplifié provisoire » fournissant des données indicatives, puis, lors de l'émission ou lors de la conclusion du contrat d'achat du produit, le « prospectus simplifié définitif ».

#### **Explications / commentaire**

Le prospectus simplifié au sens de l'art. 5 LPCC doit être distingué du « prospectus simplifié » au sens de l'art. 76 LPCC (seul l'art. 5 LPCC est applicable aux produits structurés).

### **4. Obligation d'information: principe**

Par « prospectus simplifié » au sens de l'art. 5 LPCC, on entend un bref descriptif du produit ayant la teneur minimale ci-après, étant entendu que dans le prospectus simplifié provisoire, certains paramètres économiques n'ont pas à être déjà fixés définitivement et peuvent consister en de simples valeurs indicatives. Ces valeurs indicatives doivent être clairement désignées comme telles.

**Le prospectus simplifié doit être proposé de manière proactive aux investisseurs non qualifiés intéressés. Il convient d'indiquer à ces derniers où ils peuvent se le procurer ou le consulter. S'agissant de la teneur minimale, il y a lieu de se fonder sur l'art. 5, al. 2 et 3 LPCC, qui stipule:**

#### **Al. 2**

« Le prospectus simplifié doit:

- a) décrire, selon un schéma normalisé, les caractéristiques essentielles du produit [structuré] (éléments-clés), ses perspectives de profits et de pertes ainsi que les risques significatifs supportés par l'investisseur;
- b) être rédigé de façon aisément compréhensible pour l'investisseur moyen;
- c) indiquer que le produit [structuré] n'est pas un placement collectif et qu'il n'est pas soumis à l'autorisation de la FIN-MA. »

#### **Al. 3**

« Un prospectus simplifié provisoire fournissant des données indicatives est proposé gratuitement à toute personne intéressée avant la souscription du produit et avant la conclusion du contrat d'achat du produit. De plus, un prospectus simplifié définitif est proposé gratuitement à toute personne intéressée lors de l'émission ou lors de la conclusion du contrat d'achat du produit. »

## **5. Obligation d'information: contenu**

Le prospectus simplifié doit être structuré en trois catégories principales, à savoir: 1. « Descriptif du produit », 2. « Perspectives de gains et de pertes » et 3. « Risques significatifs pour les investisseurs ». En tenant compte du principe d'intelligibilité, on peut y ajouter dans des paragraphes supplémentaires des informations d'ordre général portant

notamment sur la couverture (Hedge), le mode de fonctionnement détaillé ou la terminologie.

Sur la première page du prospectus simplifié, il convient d'indiquer en bonne place et en caractères gras (donc pas sous forme de notes de bas de page en petits caractères) que le produit structuré n'est ni un placement collectif de capitaux ni soumis à l'autorisation de la FINMA et que de surcroît il présente un risque d'émetteur. Cette indication peut par exemple être rédigée comme suit: « Ce produit n'est pas un placement collectif de capitaux au sens de la loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux (LPCC) et il n'est soumis ni à l'autorisation, ni à la surveillance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). Les investisseurs supportent de surcroît un risque d'émetteur ». Le produit ne doit pas être qualifié de placement collectif de capitaux au sens de la LPCC. Tout risque de tromperie et de confusion est à éviter.

Si le produit structuré n'est pas émis, garanti ou assorti de sûretés équivalentes par un intermédiaire financier soumis à surveillance au sens de l'art. 5, al. 1 LPCC, il convient également de l'indiquer en bonne place sur la première page du prospectus simplifié.

### **5.1 Contenu de la catégorie principale « Descriptif du produit »**

Dans la catégorie principale « Descriptif du produit » doivent figurer au minimum les informations suivantes:

#### **(a) l'émetteur et son siège**

##### **Explications / commentaire**

1. Nom
2. Siège (commune politique ou désignation correspondante du lieu à l'étranger)
3. Il convient d'indiquer systématiquement si l'émetteur est soumis à une surveillance prudentielle ou non (en spécifiant l'autorité de surveillance). Si l'émetteur n'est pas soumis à une telle surveillance, l'absence de surveillance prudentielle doit être expressément mentionnée (art. 4, al. 2 OPCC).

4. Si un rating de l'émetteur est disponible, il doit être mentionné (en spécifiant l'agence de notation et le rating); si aucun rating n'est disponible, il convient de le mentionner spécifiquement.
5. Fournisseur des sûretés et garant, s'il y a lieu (mêmes indications que celles concernant l'émetteur).

### **(b) la valeur**

#### **Explications / commentaire**

1. Numéro et désignation du produit selon la catégorisation de l'Association Suisse Produits Structurés
2. Bref descriptif du type de produit
3. Numéro de valeur et ISIN, si disponibles
4. Agent de calcul (Calculation Agent)
5. Montant global et investissement minimum
6. Monnaie dans laquelle est libellée la valeur
7. Prix d'émission

### **(c) les modalités de fixing, de libération, d'échéance et de remboursement**

#### **Explications / commentaire**

1. Quantité de négoce et ratio
2. Droits attachés à la valeur
3. Antériorité / postériorité de rang, si disponible
4. Modalités d'exercice, type d'exercice (avec, dans chaque cas, une brève explication)
5. Durée / date
6. Données de fixing, de libération, d'échéance et de remboursement (avec, dans chaque cas, une brève explication)
7. Agent payeur, lieu d'exercice
8. Clearing
9. Mention que la valeur n'est pas cotée ou mention d'une éventuelle cotation (en spécifiant la bourse concernée)
10. Restrictions de transfert, de négociabilité, indications relatives au négoce (brève précision quant à la liquidité / négociabilité sur le marché secondaire, même si le produit n'est pas coté en bourse)

11. Modalités de remboursement avec, dans chaque cas, une brève explication sur le mode de calcul du montant remboursé à l'échéance, en particulier les prix déterminants du/de(s) sous-jacent(s), les prix d'exercice, etc.
12. Dédommagements perçus auprès de l'acquéreur après l'émission, pendant la durée du produit.
13. Divulgation des frais de distribution: doivent être divulgués tous les frais liés à la distribution du produit (les «frais de distribution») inclus par l'émetteur dans le prix d'émission ou dans une prime d'émission (Up-Front Fee) lors de l'émission d'un produit structuré, y compris les commissions de distribution versées à des partenaires de distribution.  
 Les frais de distribution doivent être indiqués en principe sous la forme d'un pourcentage du montant nominal de chaque produit structuré. Aucun partenaire de distribution ne doit se voir verser une commission de distribution supérieure au pourcentage indiqué. Si la commission de distribution versée à un partenaire de distribution est proportionnelle à la performance du produit structuré, les paramètres de calcul correspondants doivent être indiqués également. Il convient de spécifier, pour les produits à moins d'un an, le pourcentage absolu et, pour les produits à plus d'un an, le pourcentage par an (per annum, p. a.).  
 Pour les produits structurés à durée indéterminée (produits open-end), il convient de procéder à une répartition linéaire des frais de distribution sur dix ans.
14. Indications sur le traitement fiscal en Suisse.

**(d) le ou les sous-jacent(s)**

**Explications / commentaire**

1. Descriptif du/des sous-jacent(s) ou de sa/leur détermination mathématique
2. Identification du sous-jacent, p. ex. au moyen du numéro de valeur, de l'ISIN, du symbole Bloomberg ou Reuters correspondant
3. Mention de la bourse concernée ou de l'agent de calcul de l'indice

4. Pour les « Actively Managed Certificates » ou « AMC », dont le sous-jacent est géré de manière discrétionnaire pendant la durée du produit, il convient d'indiquer ce mode de gestion discrétionnaire et dynamique sur la première page du prospectus simplifié provisoire et définitif, en bonne place et en caractères gras. De plus, doivent être fournies dans le descriptif correspondant (ou dans une annexe, ou dans un paragraphe séparé) les informations minimales suivantes:
- (a) Éléments-clés de la stratégie de placement (notamment univers de placement, critères de sélection des titres, informations sur le traitement des revenus des sous-jacents). La ligne directrice en matière d'allocation (Allocation Guideline) ainsi que l'univers de placement correspondant doivent être définis avant l'émission et ne peuvent plus être modifiés sans l'accord des investisseurs. Ils doivent être présentés dans le prospectus simplifié provisoire et définitif de manière claire et aisément compréhensible.
  - (b) Gérant: informations sur le gérant de la stratégie de placement (au minimum nom / raison sociale, adresse/siège, autorité de surveillance ou déclaration selon laquelle le gérant n'est pas soumis à une surveillance prudentielle).
  - (c) Commission de gestion: informations sur tous les dédommagements versés au gérant de la stratégie de placement (Management Fees) au titre du produit.
  - (d) Indication de l'endroit où l'on peut se procurer gratuitement les informations sur la stratégie de placement.
  - (e) Indication de l'endroit où la composition actuelle du sous-jacent (avec pondération en pourcentage) peut être consultée (les informations sur la composition doivent être mises à jour au moins une fois par mois).
- (e) les sûretés

#### Explications / commentaire

1. Descriptif des sûretés (nature de la sûreté: p. ex. droit de gage, garantie, Keep-Well Agreement)
2. Informations sur le système adopté pour fournir les sûretés (données-clés du contrat de sûreté, y compris le droit appli-

cable audit contrat); niveau des sûretés (montant ou pourcentage de la créance garantie); éventuels ajustements pendant la durée du produit structuré (Margining; agent de calcul); qualité des sûretés (éventuel rating du fournisseur des sûretés, descriptif des objets en gage en cas de sûretés réelles); bref descriptif du mécanisme de réalisation (avec renvoi aux dispositions du contrat de sûreté)

3. Si des sûretés sont gardées auprès d'un tiers, informations sur le dépositaire
4. Indication de l'endroit où le contrat de sûreté peut être consulté gratuitement

**(f) la date d'émission du produit / les modifications non convenues contractuellement des conditions du produit**

Indication d'un site Internet sur lequel sont communiquées les modifications non convenues contractuellement des conditions du produit structuré, qui interviennent de manière imprévue pendant la durée du produit (p. ex. une conversion du sous-jacent).

**Explications / commentaire**

L'émetteur doit veiller à ce que les modifications imprévues, non convenues contractuellement, des conditions des produits, p. ex. en cas de « Corporate Actions » touchant les sous-jacents telles que des splits d'actions ou des remboursements de la valeur nominale, soient communiquées sur un site Internet. L'indication correspondante doit figurer dans le prospectus simplifié.

**(g) le droit applicable et le for juridique**

**Explications / commentaire**

Le droit applicable et le for juridique doivent être mis en évidence dans le texte, p. ex. en caractères gras, si un droit étranger est applicable.

**5.2 Contenu de la catégorie principale « Perspectives de gains et de pertes »**

Dans la catégorie principale « Perspectives de gains et de pertes » du prospectus simplifié provisoire et définitif, il convient de préciser l'impact des fluctuations de cours des sous-jacents sur le montant de



remboursement, respectivement, les obligations de livraison relatives au produit structuré. Doivent être indiqués à l'investisseur, dans un langage aisément compréhensible, la perte maximale qu'il risque de subir en investissant dans le produit ainsi que le rendement maximal qu'il est susceptible d'atteindre. Ces informations peuvent être communiquées p. ex. à l'aide de différents scénarios de marché.

### **5.3 Contenu de la catégorie principale « Risques significatifs pour les investisseurs »**

Dans la catégorie principale « Risques significatifs pour les investisseurs », il convient de présenter sommairement les risques essentiels inhérents à un investissement dans le produit structuré. Doivent être signalés notamment les risques suivants:

#### **(a) risques spécifiques au produit**

##### **Explications / commentaire**

Potential de perte limité ou illimité, référence à la garantie du capital ou à la protection conditionnelle, « risque similaire aux actions », mention d'éventuelles possibilités de remboursement anticipé, etc.

Indication que les prix d'achat et de vente peuvent, selon les circonstances, s'écarter plus ou moins pendant la durée du produit (Spread)

#### **(b) risque d'émetteur**

##### **Explications / commentaire**

Indication du risque d'émetteur (p. ex. par le biais d'une clause telle que: « Les investisseurs supportent un risque d'émetteur. La conservation de la valeur de l'instrument de placement ne dépend pas uniquement de l'évolution du sous-jacent, mais aussi de la solvabilité de l'émetteur, laquelle peut changer pendant la durée du produit structuré. »)

## **6. Obligation d'information: relation au CO**

L'obligation d'émettre un prospectus au sens de l'art. 1156 du Code suisse des obligations (CO) n'est pas applicable (art. 5, al. 4 LPCC).

## **7. Forme, langue et mode d'obtention des informations**

1. Les informations au sens des art. 5 ss. des présentes directives doivent être proposées gratuitement aux investisseurs intéressés sous la forme du prospectus simplifié provisoire fournissant des données indicatives avant la souscription du produit ou avant la conclusion du contrat d'achat du produit, et sous la forme du prospectus simplifié définitif lors de l'émission ou lors de l'achat du produit. Le prospectus simplifié doit en outre mentionner en bonne place à quel endroit ou auprès de qui et de quelle manière on peut se le procurer gratuitement en Suisse.
2. Les informations peuvent être rédigées dans une des langues officielles de la Suisse ou en anglais. Si le prospectus simplifié n'est pas disponible dans une des langues officielles de la Suisse, il convient de l'indiquer sur la première page dudit prospectus.
3. Les informations doivent être proposées ou mises à disposition sous forme imprimée, électronique ou autre. Sur demande du client, elles doivent lui être remises sous forme imprimée.
4. Une publication (même sous forme d'extraits) dans les médias n'est pas nécessaire.

### **Explications / commentaire**

Il suffit par exemple que les informations ou le prospectus simplifié soient publiés sur un site Internet au moment déterminant. Une version imprimée doit cependant être proposée gratuitement à l'investisseur intéressé lors de l'émission ou de l'achat du produit.

## **8. Entrée en vigueur**

Les présentes directives entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2015 et remplacent les directives du 1<sup>er</sup> juillet 2007.

## **9. Disposition transitoire**

L'obligation d'établir le prospectus simplifié provisoire et définitif conformément aux dispositions des présentes directives révisées s'applique aux produits structurés entrant dans le champ d'application de ces dernières et émis à compter de leur entrée en vigueur. Il n'y a pas d'effet rétroactif pour les produits structurés émis antérieurement.



Association suisse des banquiers

COPMA – Conférence en matière de protection des mineurs et des adultes

Novembre 2015

# Opérations de financement pour des personnes sous curatelle

Une recommandation de l'Association suisse des banquiers (ASB)  
et de la Conférence en matière de protection des mineurs  
et des adultes (COPMA)

---

## **Marche à suivre en vue de la conclusion d'opérations de financement (en particulier de prêts hypothécaires) pour des personnes sous curatelle**

---

Le présent document a été élaboré conjointement par l'Association suisse des banquiers (ASB) et par la Conférence en matière de protection des mineurs et des adultes (COPMA) afin de simplifier la collaboration entre les banques, les curateurs/trices et les Autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA) lors de la conclusion de contrats de financement soumis à consentement (p. ex. contrats de prêt hypothécaire, contrats constitutifs de sûretés) pour des personnes sous curatelle.

### Remarques liminaires

- a) Dans le cadre d'une *curatelle de représentation* au sens des art. 394/395 CC assortie des tâches correspondantes (conclusion d'opérations de financement ou gestion de fortune en général), il appartient en principe au curateur/à la curatrice de déterminer si, s'agissant d'un acte soumis à consentement, le consentement de la personne sous curatelle suffit (art. 416 al. 2 CC) ou s'il y a lieu de requérir celui de l'APEA (art. 416 al. 1 ou art. 417 CC).
- b) Dans le cadre d'une *curatelle d'accompagnement* au sens de l'art. 393 CC, le curateur/la curatrice n'a pas de droit de représentation. La personne sous curatelle agit elle-même et, le cas échéant, seule.
- c) Dans le cadre d'une *curatelle de coopération* au sens de l'art. 396 CC assortie des tâches correspondantes (conclusion d'opérations de financement ou gestion de fortune en général), le consentement du curateur/de la curatrice suffit.

## 1. Mise en place des conditions de l'opération de financement

En raison de potentielles fluctuations des taux d'intérêt, une banque ne peut en principe garantir définitivement les conditions d'un prêt (notamment produit, taux d'intérêt, durée) au client qu'à partir du moment où, immédiatement après s'être mise d'accord avec le client, elle a pu se refinancer sur le marché et est ainsi à même de fixer les conditions pour celui-ci. Auparavant, elle se contente donc de communiquer à ce dernier des taux indicatifs. Les *taux indicatifs* sont des taux théoriques non contraignants, calculés au moment concerné, et qui sont susceptibles de varier favorablement ou défavorablement pour le client en fonction des fluctuations du marché. Une fois le refinancement intervenu, toute résiliation d'un prêt entraîne des coûts pour le client comme pour la banque.

C'est la raison pour laquelle, dans la pratique bancaire, les opérations de financement se concluent le plus souvent immédiatement après l'entretien avec le client: la banque et le client conviennent des conditions verbalement ou par téléphone. Dès que l'accord de prêt définitif a été donné, les conditions lient le client. Toute résiliation ultérieure du prêt, par exemple parce que le client a conclu un contrat de prêt avec un autre établissement financier ou change d'avis pour d'autres motifs, donne lieu à une *indemnité de résiliation anticipée* facturée par la banque au client. En général, la banque ne remet les contrats écrits (p. ex. contrat de prêt hypothécaire, accompagné le plus souvent du contrat constitutif de sûreté) au client que quand elle a convenu (verbalement) des conditions avec lui.

Le présent document vise à éviter les indemnités de résiliation anticipée susmentionnées.

S'agissant d'opérations pour lesquelles le consentement de l'APEA est requis parce que le client sous curatelle est privé de ses droits civils ou limité dans leur exercice, il convient de noter qu'*un accord définitif avec la banque sur les conditions (produit, taux d'intérêt et durée) ne peut intervenir que quand le consentement de l'APEA a été donné*. Sinon, comme indiqué précédemment, on s'expose au risque que le financement doive être résilié a posteriori de manière onéreuse (p. ex. parce que l'APEA ne donne pas son consentement). Cela signifie concrètement que le consentement de l'APEA compétente doit être obtenu avant que le curateur/la curatrice puisse convenir des conditions définitives avec la banque.

## 2. Contrats pour lesquels le curateur/la curatrice doit requérir le consentement de l'APEA

Lorsque la personne sous curatelle est privée de ses droits civils ou limitée dans leur exercice, il y a lieu de requérir le consentement de l'APEA avant d'effectuer notamment les actes ci-après (art. 416 ch. 4 et 6 CC). Les types de contrat mentionnés ici peuvent varier selon les banques.

- a) *Conclusion d'un nouveau contrat de prêt* (avec ou sans constitution d'un gage immobilier).
- b) *Conclusion d'un contrat de prêt augmentant le prêt existant* (avec ou sans relèvement du gage immobilier).
- c) *Prorogation d'un prêt existant* (y compris sous la forme d'un nouveau contrat si la banque ne propose pas de prorogation) *dès lors que des éléments substantiels du contrat sont modifiés* (p. ex. changement de nature de l'hypothèque [changement de produit], changement de banque, changement de circonstances pour la personne sous curatelle [âge, santé], hausse importante du taux d'intérêt dans le cas d'une hypothèque à taux fixe  $\geq 1\%$ ), changement de durée, augmentation ou réduction des amortissements). Les éléments substantiels du contrat nécessitant le consentement de l'APEA peuvent être définis au préalable par cette dernière pour le cas d'espèce.
- d) *Mise en gage* de biens aux fins de garantir la créance d'un tiers (p. ex. immeuble qu'une personne sous curatelle privée de ses droits civils ou limitée dans leur exercice détient en propriété commune, en copropriété ou en pleine propriété).

## 3. Marche à suivre à la conclusion d'un contrat

1. Le curateur/la curatrice discute du financement avec le collaborateur/la collaboratrice compétent(e) de la banque et se fait remettre une offre pour les produits souhaités (p. ex. type d'hypothèque, durées diverses, taux d'intérêt indicatifs). Le collaborateur/la collaboratrice lui indique quels sont les documents contractuels à signer (p. ex., selon la solution retenue, contrat-cadre en matière d'hypothèques/contrat de prêt hypothécaire, contrat de gage pour la constitution ou l'augmentation d'une cédula hypothécaire [au porteur/nominative/de registre], contrat constitutif de sûreté, convention de transfert, etc.) et en explique les clauses essentielles.



2. Si le curateur/la curatrice opte pour un financement par le biais de la banque concernée, il/elle se fait confirmer le cadre du prêt par cette dernière (c'est-à-dire la limite octroyée par celle-ci) et se fait remettre les contrats types ainsi que les taux d'intérêt indicatifs.
3. Le curateur/la curatrice précise au collaborateur/à la collaboratrice de la banque qu'une acceptation définitive ne pourra intervenir que quand l'APEA aura approuvé les contrats afférents à l'opération. Cela vaut en particulier aussi en cas de constitution de gages pour des tiers (c'est-à-dire en cas de mise en gage de biens d'une personne sous curatelle [p. ex. des immeubles] en faveur d'un tiers).
4. Le curateur/la curatrice fait approuver par l'APEA la conclusion des contrats de prêt et des contrats de garantie y afférents. A cet effet, l'APEA doit disposer des informations suivantes: produit (type d'hypothèque), montant, durée, type d'amortissement, taux d'intérêt indicatif (usuel sur le marché). Il appartient également au curateur/à la curatrice de préciser à l'APEA dans quelle mesure la conclusion de l'opération est conforme aux intérêts de la personne sous curatelle. L'APEA peut approuver les conditions qui lui sont soumises ou imposer des restrictions quant aux produits possibles (p. ex. seulement certains types d'hypothèque) et aux durées (p. ex. durée maximale de cinq ans).
5. Au cas par cas et après examen de la situation, l'APEA peut autoriser par anticipation une prorogation aux mêmes conditions («à un taux d'intérêt usuel sur le marché») pour une durée déterminée. Voir en outre les cas visés par le ch. 2 let. c (absence de modifications substantielles du contrat) et le ch. 4 let. b (autorisation anticipée dans la décision d'approbation du rapport d'activité) du présent document. L'autorisation peut être révoquée à tout moment. Toute révocation doit faire l'objet d'une information écrite à la banque.
6. Dès que l'APEA a donné son approbation sous la forme d'une décision exécutoire, le curateur/la curatrice peut fixer les conditions avec la banque de manière contraignante et demander que les documents contractuels définitifs lui soient remis.
7. Selon l'urgence de l'opération, il peut être recommandé de prévoir qu'un éventuel recours contre la décision de l'APEA n'aura pas d'effet suspensif. Mais en règle générale, la personne sous curatelle est au courant de l'opération prévue et elle est d'accord.
8. Le curateur/la curatrice signe les documents contractuels requis au nom et pour le compte de la personne sous curatelle.

## 4. Informations complémentaires

### **a) Représentation d'enfants mineurs**

*Représentation par un tuteur/une tutrice ou un curateur/une curatrice:* le processus décrit ci-dessus vaut par analogie lorsqu'un enfant mineur est propriétaire d'un immeuble (propriété commune, copropriété ou pleine propriété) et que l'administration des biens de l'enfant a été confiée à un curateur (art. 325 CC). Il en va de même en cas de tutelle (art. 327a CC).

*Conflit d'intérêts avec les parents:* en cas de conflit d'intérêts entre les parents et l'enfant mineur (notamment dans le cadre d'héritages ou d'avances d'hoirie), il y a lieu d'instituer une curatelle de représentation pour l'enfant ou de charger l'APEA de conclure elle-même l'opération au nom et pour le compte de l'enfant (art. 306 al. 2 CC).

*Durée:* en cas de conclusion d'un contrat de prêt à durée fixe pour des enfants mineurs, il convient de veiller à ce que l'échéance ne soit pas postérieure à la date à laquelle l'enfant atteint sa majorité (risque d'indemnité de résiliation anticipée), sauf si d'autres dispositions se justifient économiquement.

### **b) Planification anticipée**

Dans le rapport d'activité remis à l'APEA conformément à l'art. 411 CC, il faudrait indiquer si une opération de financement est prévue sous peu, afin que l'APEA puisse prendre toutes dispositions utiles. Ainsi, par exemple, l'APEA pourra stipuler dans sa décision d'approbation du rapport d'activité que l'hypothèque existante peut être prorogée aux mêmes conditions (type d'hypothèque, montant, durée, taux d'intérêt usuel sur le marché).

Association suisse des banquiers

2016

Convention relative à l'obligation de  
diligence des banques (CDB 16)

---

## **Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB 16)**

---

entre

l'Association suisse des banquiers (« ASB ») d'une part

et

les banques signataires (« les banques ») d'autre part

du 1<sup>er</sup> juin 2015

---

## Préambule

---

- a) En vue de préserver le renom de la place financière suisse sur les plans national et international,
- b) en vue de concrétiser les obligations de diligence fondées sur le droit bancaire relatives à la vérification de l'identité du cocontractant ainsi qu'à l'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique,
- c) en vue de contribuer efficacement à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme,

la banque s'oblige envers l'ASB, en sa qualité d'organisation faitière chargée de la sauvegarde des intérêts et de la réputation de la place financière suisse, à respecter la présente Convention.

## Chapitre 1 : Introduction

---

### Art. 1 Champ d'application

- <sup>1</sup> Sont soumis à la Convention les banques et les négociants en valeurs mobilières pour tous leurs comptoirs situés en Suisse, mais pas leurs succursales, représentations et filiales à l'étranger (cf. toutefois les articles 11, 19 et 43).
- <sup>2</sup> Les banques ne doivent pas utiliser leurs succursales étrangères, ni les sociétés du groupe à l'étranger actives dans le domaine bancaire ou financier, pour contourner la présente Convention.
- <sup>3</sup> Les dispositions de la présente Convention s'appliquent sans réserve aux comptes, livrets, dépôts et compartiments de coffre-fort désignés par un numéro ou un code.

### Art. 2 Délimitation

- <sup>1</sup> La Convention assure la codification, avec effet contraignant, de règles en vigueur pour une gestion bancaire conforme aux principes éthiques. Elle vise à concrétiser les obligations de diligence prévues par les articles 3 à 5 de la Loi sur le blanchiment d'argent (LBA), ainsi que la notion de «vigilance que requièrent les circonstances» en matière d'acceptation de valeurs patrimoniales au sens de l'article 305<sup>ter</sup> du Code pénal suisse (CPS).
- <sup>2</sup> Les obligations de clarification particulières en présence de relations d'affaires ou de transactions présentant des risques accrus sont réglées par l'Ordonnance de la FINMA sur le blanchiment d'argent (OBA-FINMA).
- <sup>3</sup> L'application par analogie de la présente Convention aux organismes de cartes de crédit fait l'objet de dispositions distinctes.

### Art. 3 Commentaire de la Convention

L'ASB édicte un commentaire des articles de la présente Convention. Il convient de se fonder sur ce commentaire pour l'interprétation de la Convention.

---

## Chapitre 2 : Vérification de l'identité du cocontractant

---

### Section 1 Dispositions générales

#### Art. 4 Vérification de l'identité du cocontractant

- <sup>1</sup> La banque est tenue de vérifier l'identité du cocontractant lors de l'établissement d'une relation d'affaires.
- <sup>2</sup> Cette règle s'applique :
  - a) à l'ouverture de comptes ou de livrets;
  - b) à l'ouverture de dépôts;
  - c) à la conclusion d'opérations fiduciaires;
  - d) à la location de compartiments de coffre-fort;
  - e) à l'acceptation de mandats de gestion de fortune sur des avoirs déposés auprès de tiers;
  - f) à l'exécution d'opérations de négoce sur des valeurs mobilières, des devises ainsi que sur des métaux précieux et d'autres marchandises (commodities) lorsqu'elles portent sur un montant supérieur à 25'000 francs;
  - g) aux opérations de caisse lorsqu'elles portent sur un montant supérieur à 25'000 francs.
- <sup>3</sup> Lorsqu'une personne, dont l'identité a été correctement vérifiée dans le cadre d'une relation d'affaires existante, établit d'autres relations d'affaires, il n'y a pas lieu de procéder une nouvelle fois à la vérification de son identité.

#### Art. 5 Livrets d'épargne au porteur

L'ouverture de nouveaux livrets d'épargne au porteur est interdite. Les livrets d'épargne au porteur existants doivent être annulés lors de leur première présentation physique. Dans le cas de livrets d'épargne au porteur, l'identité de la personne qui effectue des retraits doit également être vérifiée. Aucun dépôt supplémentaire ne peut être accepté.

#### Art. 6 Obligation de procéder à la vérification de l'identité sans égard au montant impliqué dans la relation d'affaires

- <sup>1</sup> Lors d'opérations portant sur un montant inférieur aux seuils susmentionnés (article 4, alinéa 2, lettres f et g), l'identité du cocontractant doit être vérifiée également, lorsqu'il y a un manifestement tentatif de contourner cette exigence par la répartition des montants sur plusieurs transactions («smurfing»).
- <sup>2</sup> En présence d'indices selon lesquels des valeurs patrimoniales pourraient provenir de l'une des sources visées à l'article 9, alinéa 1 LBA, l'identité du cocontractant doit être vérifiée indépendamment des seuils minimaux ou des exceptions à l'obligation de vérifier formellement l'identité du cocontractant.

## **Art. 7 Données à consigner**

- <sup>1</sup> Lorsque le cocontractant est une personne physique, il y a lieu de consigner de manière appropriée son nom, son prénom, sa date de naissance, sa nationalité et l'adresse effective de son domicile, ainsi que les moyens utilisés pour vérifier son identité.
- <sup>2</sup> Lorsque le cocontractant est une personne morale ou une société de personnes, il y a lieu de consigner de manière appropriée sa raison sociale et l'adresse effective de son siège, ainsi que les moyens utilisés pour vérifier son identité.
- <sup>3</sup> Lorsque le cocontractant provient d'un pays dans lequel les dates de naissance ou les adresses de domicile ne sont pas utilisées, l'exigence relative à ces données ne s'applique pas.

## **Art. 8 Vérification de l'identité d'une autre manière appropriée**

Si la banque n'est pas en mesure de vérifier l'identité du cocontractant de la manière prescrite ci-dessus, par exemple parce qu'une personne ne dispose pas de document d'identification ou parce que, s'agissant d'une corporation ou d'un établissement de droit public, les documents habituellement requis n'existent pas, elle peut, à titre exceptionnel, procéder à la vérification d'une autre manière appropriée. A cet effet, la banque examine d'autres documents probants ou se fait remettre par le cocontractant des attestations émises par des instances publiques respectivement, s'il s'agit d'une personne morale, le dernier rapport d'audit établi par une société de révision agréée. Les attestations et copies des documents de substitution doivent être versées au dossier. Par ailleurs, il convient d'établir une note au dossier justifiant cette procédure exceptionnelle.

## Section 2 Personnes physiques

### **Art. 9 Vérification de l'identité lorsque la personne se présente à la banque**

Lorsque la personne se présente à la banque pour établir une relation d'affaires, la banque vérifie son identité en examinant un document d'identification officiel comportant une photographie (passeport, carte d'identité, permis de conduire ou document analogue) et en verse une copie au dossier.

### **Art. 10 Vérification de l'identité lorsque la relation d'affaires est établie par correspondance**

Lorsque la relation d'affaires est établie par correspondance ou par Internet, la banque vérifie l'identité du cocontractant en se faisant remettre une copie certifiée conforme d'un document d'identification au sens de l'article 9 et en vérifiant le domicile du cocontractant par un échange de correspondance ou par tout autre moyen équivalent.



## **Art. 11 Emetteurs d'attestations d'authenticité**

- <sup>1</sup> L'attestation d'authenticité de la copie du document d'identification peut être émise par :
- a) une succursale, une représentation ou une société appartenant au même groupe que la banque;
  - b) une banque correspondante un autre intermédiaire financier ou un avocat autorisé à exercer en Suisse, habilité à cet effet par la banque qui établit la relation d'affaires;
  - c) un notaire ou une autre instance publique qui délivre habituellement de telles attestations.
- <sup>2</sup> Est également considérée comme une attestation d'authenticité valable une copie du document d'identification obtenue par un fournisseur de services de certification reconnu au sens de la Loi sur la signature électronique (SCSE), combinée avec une authentification électronique du client.

## Section 3 Personnes morales et sociétés de personnes

### **Art. 12 Vérification de l'identité en cas d'inscription au Registre suisse du commerce ou dans un Registre étranger équivalent**

Lorsqu'une relation d'affaires est établie avec une personne morale ou une société de personnes inscrite au Registre suisse du commerce ou dans un Registre étranger équivalent, la banque vérifie l'identité du cocontractant soit au moyen d'un extrait du Registre émanant du préposé, soit au moyen d'un extrait écrit émanant d'une banque de données tenue par le Registre officiel, une autorité de surveillance ou une entreprise privée digne de confiance.

### **Art. 13 Vérification de l'identité en cas d'absence d'inscription au Registre suisse du commerce ou dans un Registre étranger équivalent et vérification de l'identité des autorités**

- <sup>1</sup> L'identité des personnes morales ou sociétés de personnes non inscrites au Registre suisse du commerce ou dans un Registre étranger équivalent est vérifiée soit au moyen d'un extrait écrit émanant d'une banque de données tenue par l'autorité de surveillance ou par une entreprise privée digne de confiance, soit au moyen des statuts ou de documents équivalents.
- <sup>2</sup> L'identité des autorités est vérifiée soit au moyen d'un statut/d'une décision appropriée, soit au moyen d'autres documents ou sources équivalents.

### **Art. 14 Date de l'extrait du Registre du commerce ou du document d'identification équivalent**

L'extrait du Registre du commerce ou le document d'identification équivalent ne doit pas dater de plus de douze mois. Un document d'identification plus ancien peut être admis, mais seulement s'il est accompagné du dernier rapport d'audit établi par une société de révision agréée et ne datant pas de plus de douze mois.

### **Art. 15 Vérification de l'identité des personnes qui établissent la relation d'affaires et prise de connaissance des dispositions régissant le pouvoir d'engager le cocontractant**

- <sup>1</sup> Lorsque le cocontractant est une personne morale ou une société de personnes, il y a lieu de vérifier l'identité des personnes physiques qui établissent la relation d'affaires. Cette vérification peut s'effectuer au moyen d'une copie d'un document d'identification selon l'article 9 ou d'une copie certifiée conforme d'un document d'identification selon l'article 10.
- <sup>2</sup> L'identité des personnes qui établissent la relation d'affaires peut également être vérifiée au moyen d'une attestation d'authenticité de leur signature délivrée par une des personnes ou institutions prévues à l'article 11.
- <sup>3</sup> Lorsque le cocontractant est une personne morale, la banque doit également prendre connaissance des dispositions régissant le pouvoir d'engager le cocontractant et documenter cette démarche.
- <sup>4</sup> Lorsque le cocontractant est un intermédiaire financier au sens des articles 24 ou 33, la banque peut, en lieu et place de la procédure définie aux alinéas 1 à 3, se fonder sur une liste de signatures autorisées, ou recourir à un échange de clés électroniques ou à tout autre moyen usuel dans les affaires.
- <sup>5</sup> Lorsque la vérification de l'identité des personnes qui établissent la relation d'affaires ou la prise de connaissance des dispositions régissant le pouvoir d'engager le cocontractant a déjà été effectuée dans le cadre d'une relation d'affaires existante, il n'y a pas lieu d'y procéder une nouvelle fois.

### **Art. 16 Vérification de l'identité dans le cas de sociétés simples, de sociétés en cours de constitution et de trustees**

- <sup>1</sup> Lors de l'établissement d'une relation d'affaires avec une société simple, la banque doit vérifier l'identité des personnes suivantes, au choix :
  - a) tous les associés; ou
  - b) au moins l'un des associés ainsi que les personnes disposant d'un pouvoir de signature envers la banque; ou
  - c) s'agissant de sociétés simples qui ont pour but la sauvegarde des intérêts de leurs membres ou de leurs bénéficiaires collectivement et par leurs propres

moyens, ou qui poursuivent des buts politiques, religieux, scientifiques, artistiques, de bienfaisance, de récréation ou des buts analogues, uniquement les personnes disposant d'un pouvoir de signature envers la banque.

- <sup>2</sup> Dans le cas de sociétés en cours de constitution, la banque doit vérifier l'identité des personnes qui établissent la relation d'affaires.
- <sup>3</sup> Dans le cas de trusts, la banque doit vérifier l'identité du trustee. En outre, le trustee doit confirmer par écrit qu'il est autorisé à établir la relation d'affaires auprès de la banque au nom du trust.

### **Art. 17 Personnes morales, sociétés de personnes et autorités notoirement connues**

- <sup>1</sup> Lorsque l'identité d'une personne morale, d'une société de personnes ou d'une autorité intervenant comme cocontractant est notoirement connue, la banque peut établir une note au dossier attestant de cette notoriété, en lieu et place de la procédure prévue aux articles 12 à 15. En particulier, l'identité est réputée notoirement connue lorsque le cocontractant est une société dont le capital est ouvert au public ou lorsqu'il est lié directement ou indirectement à une telle société.
- <sup>2</sup> La procédure simplifiée prévue à l'alinéa 1 n'est pas admise pour les sociétés de domicile, à l'exception de celles qui sont liées directement ou indirectement à une société dont le capital est ouvert au public.

## Section 4 Formes particulières de vérification de l'identité

### **Art. 18 Compte ouvert pour un mineur, compte de garantie de loyer**

Il n'y a pas lieu de vérifier l'identité du cocontractant en cas d'ouverture :

- a) d'un compte, d'un dépôt ou d'un livret au nom d'un mineur par une tierce personne majeure; l'identité de la personne majeure qui procède à l'ouverture doit être vérifiée en lieu et place, l'article 7 s'applique par analogie; si le mineur ouvre lui-même un compte, un dépôt ou un livret, son identité doit être vérifiée;
- b) d'un compte destiné au dépôt de sûretés pour garantir le paiement d'un loyer, pour autant toutefois que l'objet loué soit situé en Suisse.

### **Art. 19 Vérification de l'identité au sein du groupe**

Lorsque l'identité du cocontractant a déjà été vérifiée au sein du groupe de façon équivalente, c'est-à-dire selon une norme de diligence conforme à la présente Convention, il n'est pas nécessaire de répéter la procédure prévue aux articles 9 à 16. Dans ce cas, des copies des documents ayant servi à la vérification initiale de l'identité doivent être conservées dans les dossiers des entités concernées du groupe. Demeurent réservés les cas dans lesquels des dispositions légales interdisent ce transfert de données.

---

## **Chapitre 3 : Identification de l'ayant droit économique de personnes morales et de sociétés de personnes exerçant une activité opérationnelle**

---

### Section 1 Dispositions générales

#### **Art. 20 Identification des détenteurs du contrôle**

- <sup>1</sup> Les détenteurs du contrôle qui détiennent au moins 25% des droits de vote ou du capital d'une personne morale ou d'une société de personnes exerçant une activité opérationnelle doivent être identifiés par écrit.
- <sup>2</sup> Des personnes physiques doivent en principe être identifiées comme détenteurs du contrôle.
- <sup>3</sup> En l'absence de détenteur du contrôle au sens de l'alinéa 1, il y a lieu d'identifier les personnes physiques qui exercent le contrôle de la société d'une autre manière reconnaissable.
- <sup>4</sup> En l'absence de détenteur du contrôle au sens des alinéas 1 et 3, il y a lieu d'identifier en leur lieu et place la personne dirigeante.
- <sup>5</sup> Cela s'applique :
  - a) à l'ouverture de comptes ou de livrets;
  - b) à l'ouverture de dépôts;
  - c) à la conclusion d'opérations fiduciaires;
  - d) à l'acceptation de mandats de gestion de fortune sur des avoirs déposés auprès de tiers;
  - e) à l'exécution d'opérations de négoce sur des valeurs mobilières, des devises ainsi que sur des métaux précieux et d'autres marchandises (commodities) lorsqu'elles portent sur un montant supérieur à 25'000 francs. N'est pas concernée l'exécution d'opérations de négoce pour des parties pour lesquelles la banque ne fait pas aussi office de banque dépositaire, pour autant que le paiement et la livraison passent par une autre banque;
  - f) aux opérations de caisse lorsqu'elles portent sur un montant supérieur à 25'000 francs.
- <sup>6</sup> Demeurent réservées les exceptions prévues à la section 2 du chapitre 3 (articles 22 à 26).

### **Art. 21 Données à recueillir**

- <sup>1</sup> Le cocontractant doit communiquer le nom, le prénom et l'adresse effective du domicile du détenteur du contrôle au moyen d'une déclaration écrite ou d'un formulaire K.
- <sup>2</sup> Lorsqu'un détenteur du contrôle provient d'un pays dans lequel les adresses de domicile ne sont pas utilisées, l'exigence relative à cette donnée ne s'applique pas.
- <sup>3</sup> Le formulaire K est annexé à la présente Convention. Les banques sont libres d'élaborer leur propre formulaire en fonction de leurs besoins spécifiques, pour autant que son contenu soit équivalent à celui du formulaire modèle.

## Section 2 Exceptions à l'obligation d'identification

### **Art. 22 Sociétés cotées en bourse**

Aucune déclaration relative aux détenteurs du contrôle n'est exigée des sociétés cotées en bourse. Demeure réservé l'article 24, alinéa 2.

### **Art. 23 Autorités**

Aucune déclaration relative aux détenteurs du contrôle n'est exigée des autorités.

### **Art. 24 Banques et autres intermédiaires financiers en qualité de cocontractants**

- <sup>1</sup> Aucune déclaration relative aux détenteurs du contrôle n'est exigée des banques, des négociants en valeurs mobilières, des directions de fonds, des compagnies d'assurance-vie, des sociétés d'investissement et gestionnaires de placements collectifs au sens de la Loi sur les placements collectifs (LPCC), ni des institutions de prévoyance professionnelle exemptées d'impôts dont le siège est en Suisse.
- <sup>2</sup> Une déclaration relative aux détenteurs du contrôle est exigée des banques, des négociants en valeurs mobilières et des autres intermédiaires financiers dont le domicile ou le siège est à l'étranger lorsque ceux-ci ne sont pas assujettis à une surveillance prudentielle et à une réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme adéquates.

**Art. 25 Autres exceptions à l'obligation d'identification**

- <sup>1</sup> Aucune déclaration relative aux détenteurs du contrôle n'est exigée des sociétés et communautés qui ont pour but la sauvegarde des intérêts de leurs membres ou de leurs bénéficiaires collectivement et par leurs propres moyens, ou qui poursuivent des buts politiques, religieux, scientifiques, artistiques, de bienfaisance, de récréation ou des buts analogues, pour autant qu'elles se tiennent exclusivement aux buts précités et ne présentent pas de lien reconnaissable avec des pays à risque accru.
- <sup>2</sup> Aucune déclaration relative aux détenteurs du contrôle n'est exigée des sociétés simples.

**Art. 26 Communautés de copropriétaires par étages et de copropriétaires**

Il n'y a pas lieu d'identifier les détenteurs du contrôle de communautés de copropriétaires par étages, de communautés de copropriétaires inscrites au Registre foncier et d'autres communautés poursuivant un but analogue.

---

## Chapitre 4 : Identification de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales

---

### Section 1 Dispositions générales

#### **Art. 27 Identification de l'ayant droit économique**

- <sup>1</sup> La banque exige du cocontractant une déclaration indiquant qui est l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales.
- <sup>2</sup> Des personnes physiques doivent en principe être identifiées comme ayants droit économiques.
- <sup>3</sup> Cela s'applique :
  - a) à l'ouverture de comptes ou de livrets;
  - b) à l'ouverture de dépôts;
  - c) à la conclusion d'opérations fiduciaires;
  - d) à l'acceptation de mandats de gestion de fortune sur des avoirs déposés auprès de tiers;
  - e) à l'exécution d'opérations de négoce sur des valeurs mobilières, des devises ainsi que sur des métaux précieux et d'autres marchandises (commodities) lorsqu'elles portent sur un montant supérieur à 25'000 francs. N'est pas concernée l'exécution d'opérations de négoce pour des parties pour lesquelles la banque ne fait pas aussi office de banque dépositaire, pour autant que le paiement et la livraison passent par une autre banque;
  - f) aux opérations de caisse lorsqu'elles portent sur un montant supérieur à 25'000 francs.
- <sup>4</sup> Lorsqu'une relation d'affaires est établie par correspondance avec une personne physique, la déclaration au moyen du formulaire A doit être exigée dans tous les cas. Font exception les cas particuliers mentionnés à l'article 18.
- <sup>5</sup> Les exceptions prévues à la section 2 du chapitre 4 (articles 29 à 36) demeurent réservées.

#### **Art. 28 Données à recueillir**

- <sup>1</sup> Si le cocontractant déclare que l'ayant droit économique est un tiers, il lui incombe d'indiquer le nom, le prénom, la date de naissance, la nationalité, l'adresse effective du domicile et le pays du domicile de ce tiers au moyen d'un formulaire A.
- <sup>2</sup> Lorsqu'un ayant droit économique provient d'un pays dans lequel les dates de naissance ou les adresses de domicile ne sont pas utilisées, l'exigence relative à ces données ne s'applique pas.

- <sup>3</sup> Si la banque dispose des données prévues à l'alinéa 1, elle peut, à titre exceptionnel, les consigner dans une note au dossier et renoncer au formulaire A. Une telle exception peut notamment se produire lorsque le cocontractant ne peut pas être contacté à bref délai, ou seulement difficilement, pour que le formulaire A puisse être fourni en temps utile, ou lorsque le cocontractant a déjà établi une autre relation d'affaires avec la banque.
- <sup>4</sup> A titre exceptionnel, les données requises concernant l'ayant droit économique peuvent également être fournies sous la forme de copies simples de documents d'identification ou de copies simples d'autres documents émis par une autorité, au sens des articles 9 ss. Dans de tels cas, le formulaire A doit au moins contenir le nom et le prénom ou la raison sociale de l'ayant droit économique.
- <sup>5</sup> Le formulaire A est annexé à la présente Convention. Les banques sont libres d'élaborer leur propre formulaire en fonction de leurs besoins spécifiques, pour autant que son contenu soit équivalent à celui du formulaire modèle.
- <sup>6</sup> La banque peut également ajouter a posteriori le numéro de compte/dépôt sur un formulaire déjà rempli et signé.
- <sup>7</sup> Les alinéas 1 et 2 ainsi que les alinéas 4 à 6 s'appliquent par analogie aux formulaires I, S et T.

## Section 2 Exceptions à l'obligation d'identification

### **Art. 29 Personnes physiques**

Lorsque la banque n'a aucun doute quant au fait que le cocontractant est aussi l'ayant droit économique, elle n'est pas tenue à l'obligation prévue par l'article 27, alinéa 1. Elle consigne cet état de fait de manière appropriée.

### **Art. 30 Personnes morales et sociétés de personnes exerçant une activité opérationnelle et non cotées en bourse**

La banque n'est tenue de se faire remettre une déclaration relative à l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales par les personnes morales et des sociétés de personnes exerçant une activité opérationnelle et non cotées en bourse que si la personne morale ou la société de personnes concernée déclare détenir les valeurs patrimoniales déposées auprès de la banque pour un tiers déterminé.

### **Art. 31 Sociétés cotées en bourse**

Aucune déclaration relative à l'ayant droit économique n'est exigée des sociétés cotées en bourse. L'article 33, alinéas 2 et 3 demeure réservé.

### **Art. 32 Autorités**

Aucune déclaration relative à l'ayant droit économique n'est exigée des autorités.



### **Art. 33 Banques et autres intermédiaires financiers en qualité de cocontractants**

- <sup>1</sup> Aucune déclaration relative à l'ayant droit économique n'est exigée des banques, des négociants en valeurs mobilières, des directions de fonds, des compagnies d'assurance-vie (sous réserve de l'article 42), des sociétés d'investissement et gestionnaires de placements collectifs au sens de la Loi sur les placements collectifs (LPCC), ni des institutions de prévoyance professionnelle exemptées d'impôts dont le siège est en Suisse.
- <sup>2</sup> Une déclaration relative à l'ayant droit économique est exigée des banques et des négociants en valeurs mobilières dont le domicile ou le siège est à l'étranger lorsque ceux-ci tiennent des sous-comptes pour des clients non spécifiés et qu'ils ne sont pas assujettis à une surveillance et à une réglementation adéquates en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
- <sup>3</sup> Une déclaration relative à l'ayant droit économique est exigée des autres intermédiaires financiers dont le domicile ou le siège est à l'étranger lorsque ceux-ci ne sont pas assujettis à une surveillance prudentielle, ni à une réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme adéquates.
- <sup>4</sup> Toutefois, une déclaration relative à l'ayant droit économique doit être exigée ou d'autres mesures doivent être prises lorsque des indices laissent à penser qu'une banque, un négociant en valeurs mobilières ou un autre intermédiaire financier commet des abus, ou lorsque l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) ou l'ASB ont émis des mises en garde de portée générale sur certains établissements en particulier ou sur les établissements d'un pays déterminé.

### **Art. 34 Sociétés simples**

- <sup>1</sup> Si, dans le cadre d'une relation d'affaires avec les associés d'une société simple, ces associés sont eux-mêmes les ayants droit économiques, aucune déclaration relative aux ayants droit économiques n'est exigée dès lors que l'identité des associés a été vérifiée conformément à l'article 16, alinéa 1, littera a et que la qualité d'ayants droit économiques des associés est consignée par écrit.
- <sup>2</sup> S'agissant de sociétés simples comptant plus de quatre associés et qui ont pour but la sauvegarde des intérêts de leurs membres ou de leurs bénéficiaires collectivement et par leurs propres moyens, ou qui poursuivent des buts politiques, religieux, scientifiques, artistiques, de bienfaisance, de récréation ou des buts analogues, il n'y a pas lieu d'identifier les ayants droit économiques, pour autant qu'elles se tiennent exclusivement aux buts précités et ne présentent pas de lien reconnaissable avec des pays à risque accru.
- <sup>3</sup> Si la société simple déclare détenir les valeurs patrimoniales déposées auprès de la banque pour un tiers déterminé, il y a lieu d'identifier ce tiers comme ayant droit économique conformément à l'article 28, alinéa 1.

### **Art. 35 Communautés de copropriétaires par étages et de copropriétaires**

Il n'y a pas lieu d'identifier les ayants droit économiques de communautés de copropriétaires par étages, de communautés de copropriétaires inscrites au Registre foncier et d'autres communautés poursuivant un but analogue.

### **Art. 36 Personnes tenues à un secret professionnel**

- <sup>1</sup> La banque peut renoncer à l'identification de l'ayant droit économique lorsque des comptes ou des dépôts sont ouverts au nom d'un avocat ou d'un notaire autorisé à exercer en Suisse, ou une étude d'avocats ou de notaires organisée en la forme de société, pour le compte de clients, pour autant que le cocontractant confirme par écrit à la banque que :
  - a) il n'est pas lui-même l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales; et
  - b) il est soumis à la législation cantonale et fédérale applicable aux avocats ou aux notaires; et
  - c) il est soumis au secret professionnel protégé par la loi (article 321 CPS) en ce qui concerne les valeurs en compte; et
  - d) le compte/dépôt est exclusivement utilisé dans le cadre de l'activité d'avocat ou de notaire.
- <sup>2</sup> La confirmation écrite doit se faire au moyen d'un formulaire R.
- <sup>3</sup> Si la banque constate que cette confirmation a été émise à tort, elle doit exiger de son cocontractant la déclaration relative à l'ayant droit économique au moyen d'un formulaire A. Si la déclaration relative à l'ayant droit économique n'est pas fournie, il doit être mis fin à la relation d'affaires.

## Section 3 Obligations particulières d'identification

### **Art. 37 Comptes globaux et dépôts globaux**

- <sup>1</sup> En ce qui concerne les comptes globaux et les dépôts globaux, le cocontractant doit fournir à la banque une liste exhaustive des ayants droit économiques des valeurs patrimoniales comportant les données prévues à l'article 28 et communiquer immédiatement à la banque toute modification.
- <sup>2</sup> Ne sont pas considérés comme des comptes globaux les comptes détenus par des sociétés exerçant une activité opérationnelle et sur lesquels sont effectuées des transactions liées à des prestations professionnelles. La banque consigne cet état de fait dans une note au dossier.

### **Art. 38 Formes de placement collectif et sociétés de participations**

- <sup>1</sup> Lorsque le cocontractant est une forme de placement collectif ou une société de participations qui regroupe vingt investisseurs ou moins, la banque est tenue de se faire remettre une déclaration relative aux ayants droit économiques.
- <sup>2</sup> Lorsque le cocontractant est une forme de placement collectif ou une société de participations qui regroupe plus de vingt investisseurs, la banque n'est tenue de se faire remettre une déclaration relative aux ayants droit économiques que si la forme de placement collectif ou la société de participations concernée n'est pas assujettie à une surveillance et à une réglementation adéquates en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
- <sup>3</sup> Sont considérées comme non assujetties à une surveillance et à une réglementation adéquates en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme au sens de l'alinéa 2 les formes de placement collectif ou les sociétés de participations dont le siège est situé dans une juridiction à haut risque ou non coopérative au sens du GAFI.
- <sup>4</sup> Aucune déclaration relative à l'ayant droit économique n'est exigée des formes de placement collectif et des sociétés de participations qui sont cotées en bourse.
- <sup>5</sup> La banque peut également renoncer à l'identification des ayants droit économiques lorsque le promoteur ou le sponsor de la forme de placement collectif ou de la société de participations est un intermédiaire financier visé à l'article 33, pour autant que ce dernier démontre être assujetti à une réglementation adéquate en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

### **Art. 39 Sociétés de domicile**

- <sup>1</sup> En ce qui concerne les sociétés de domicile, la banque est tenue de se faire remettre par le cocontractant, au moyen d'un formulaire A, une déclaration indiquant qui est l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales.
- <sup>2</sup> Sont réputées sociétés de domicile au sens de la présente Convention, sous réserve de l'alinéa 4, toutes les personnes morales suisses et étrangères, sociétés, établissements, fondations, trusts, entreprises fiduciaires et constructions semblables, qui n'exercent pas d'activité opérationnelle.
- <sup>3</sup> Il y a indices de l'existence d'une société de domicile lorsque :
  - a) elle ne dispose pas de ses propres locaux (par exemple adresse c/o, siège auprès d'un avocat, d'une société fiduciaire ou d'une banque); ou
  - b) elle n'a pas de personnel propre.

Si, malgré la présence des deux indices précités ou de l'un d'entre eux, la banque conclut qu'il ne s'agit pas d'une société de domicile, elle en consigne les raisons dans une note au dossier.

- <sup>4</sup> Ne sont pas considérées comme étant des sociétés de domicile les sociétés qui
- a) ont pour but la sauvegarde des intérêts de leurs membres ou de leurs bénéficiaires collectivement et par leurs propres moyens, ou qui poursuivent des buts politiques, religieux, scientifiques, artistiques, de bienfaisance, de récréation ou des buts analogues. Aucune déclaration relative à l'ayant droit économique n'est exigée de leur part, pour autant qu'elles se tiennent exclusivement aux buts précités;
  - b) détiennent la majorité du capital d'une ou plusieurs sociétés exerçant une activité opérationnelle et dont le but ne consiste pas principalement à gérer le patrimoine de tiers (sociétés holding).
- <sup>5</sup> Aucune déclaration relative à l'ayant droit économique n'est exigée des sociétés de domicile cotées en bourse.
- <sup>6</sup> Lorsque la banque connaît l'ayant droit économique et dispose des données prescrites à l'article 28, elle peut renoncer à l'utilisation du formulaire A en consignnant ces données dans une note au dossier.

#### **Art. 40 Fondations**

- <sup>1</sup> Les données requises concernant les fondations doivent être fournies par le cocontractant au moyen d'une déclaration écrite ou d'un formulaire S. Le contenu de la déclaration doit être équivalent à celui du formulaire modèle.
- <sup>2</sup> Les groupements de personnes et les entités patrimoniales pour lesquels il n'existe pas d'ayant droit économique déterminé doivent être traités de façon analogue aux fondations selon l'alinéa 1.
- <sup>3</sup> Les détenteurs du contrôle des fondations ayant une activité opérationnelle doivent être identifiés conformément aux articles 20 ss.

#### **Art. 41 Trusts**

Les données requises concernant les trusts doivent être fournies par le cocontractant au moyen d'une déclaration écrite ou d'un formulaire T. Le contenu de la déclaration doit être équivalent à celui du formulaire modèle.

**Art. 42 Assurances-vie avec gestion de compte/dépôt séparée (insurance wrapper)**

- <sup>1</sup> Dans les quatre cas suivants, le preneur d'assurance et, s'il ne s'agit pas de la même personne, la personne qui paie effectivement les primes doivent être identifiés par la compagnie d'assurance-vie agissant comme cocontractant :
- a) les valeurs patrimoniales placées dans l'assurance proviennent, directement d'un point de vue temporel, d'une relation contractuelle préexistante entre la banque et le preneur d'assurance ou la personne qui paie effectivement les primes, ou d'une relation contractuelle où celui-ci était l'ayant droit économique; ou
  - b) le preneur d'assurance ou la personne qui paie effectivement les primes a une procuration ou un droit à obtenir des renseignements sur le dépôt de placement; ou
  - c) les valeurs patrimoniales placées dans l'assurance sont gérées selon une stratégie de placement convenue entre la banque et le preneur d'assurance ou la personne qui paie effectivement les primes; ou
  - d) la compagnie d'assurance ne confirme pas que le produit d'assurance répond aux exigences applicables aux assurances-vie dans le pays du domicile fiscal du preneur d'assurance, y compris aux prescriptions en matière de risque biométrique.
- <sup>2</sup> L'identification du preneur d'assurance, respectivement de la personne qui paie effectivement les primes, s'effectue au moyen d'un formulaire I.
- <sup>3</sup> Si la banque ouvre une relation d'affaires en se basant sur une confirmation de la compagnie d'assurance selon laquelle on n'est en présence d'aucun des cas mentionnés à l'alinéa 1, la confirmation de la compagnie d'assurance doit également comporter une description des caractéristiques du produit d'assurance sous l'angle des lettres a à d susmentionnées.
- <sup>4</sup> Si la banque constate pendant la relation d'affaires que le preneur d'assurance ou la personne qui paie effectivement les primes peut influencer d'une autre manière, directement ou indirectement, sur les décisions de placement individuelles, il y a lieu d'identifier par écrit le preneur d'assurance, respectivement la personne qui paie effectivement les primes.

---

## Chapitre 5 : Délégation et surveillance

---

### Section 1 Délégation

#### **Art. 43 Délégation de la vérification de l'identité du cocontractant, de l'identification du détenteur du contrôle et de celle de l'ayant droit économique**

- <sup>1</sup> La banque peut, sur la base d'une convention écrite, déléguer la vérification de l'identité du cocontractant ainsi que l'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique à des personnes ou des entreprises, si
  - a) la banque les a instruites au sujet de leurs devoirs; et
  - b) la banque est en mesure de contrôler si la vérification de l'identité du cocontractant ainsi que l'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique sont correctement effectuées.
- <sup>2</sup> Le délégataire doit remettre à la banque les documents de vérification de l'identité du cocontractant et, le cas échéant, les documents d'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique; il doit également confirmer que les copies remises sont conformes aux originaux.
- <sup>3</sup> Le délégataire n'est pas autorisé à sous-déléguer son mandat ni à procéder à une ouverture par correspondance.
- <sup>4</sup> La vérification de l'identité du cocontractant ainsi que l'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique peuvent être déléguées sans convention écrite si le délégant et le délégataire font partie du même groupe, de même que si le délégataire est un autre intermédiaire financier au sens de l'article 33 et est assujéti à une surveillance prudentielle et à une réglementation adéquates en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

### Section 2 Obligation en matière de documentation

#### **Art. 44 Obligation de documentation et de mise en sûreté**

- <sup>1</sup> La banque doit s'assurer que la vérification de l'identité du cocontractant ainsi que l'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique sont dûment effectuées et documentées. Les documents d'identification requis à cet effet doivent être conservés.

- <sup>2</sup> La banque doit notamment faire en sorte que la réception des documents par la banque ou leur disponibilité dans le système de la banque soit saisie de façon à ce qu'elle puisse être retracée.

### **Art. 45 Date à laquelle les obligations de documentation doivent être remplies**

En règle générale, tous les documents requis pour la vérification de l'identité du cocontractant ainsi que pour l'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique doivent avoir été obtenus dans leur intégralité et sous la forme voulue avant que le compte puisse être utilisé. Si quelques données et/ou documents seulement font défaut, le compte peut néanmoins être utilisé à titre exceptionnel, étant entendu que les données et/ou documents manquants doivent être obtenus dès que possible. Au plus tard après 90 jours, le compte doit être bloqué pour toutes les sorties de fonds et de valeurs jusqu'à ce que la documentation complète soit en possession de la banque. En outre, la banque peut mettre un terme à la relation d'affaires, pour autant que les dispositions des articles 9 ss LBA ne s'y opposent pas.

## Section 3 Obligation de renouveler l'accomplissement des obligations de diligence

### **Art. 46 Répétition des obligations de diligence prévues par la Convention**

- <sup>1</sup> La banque doit répéter la vérification de l'identité du cocontractant ainsi que l'identification du détenteur du contrôle ou de l'ayant droit économique lorsqu'un doute survient
- a) quant à l'exactitude des indications données sur l'identité du cocontractant;
  - b) sur le point de savoir si le détenteur du contrôle est toujours le même;
  - c) sur le point de savoir si l'ayant droit économique est toujours le même; ou
  - d) quant à l'exactitude des déclarations faites au moyen des formulaires A, I, K, R, S et T
- et que ce doute n'a pas pu être levé par d'éventuelles clarifications.
- <sup>2</sup> La banque doit mettre fin dès que possible aux relations d'affaires en cours avec le cocontractant lorsqu'elle constate qu'elle a été trompée lors de la vérification de l'identité du cocontractant ou que des indications sciemment erronées lui ont été données à propos du détenteur du contrôle ou de l'ayant droit économique, ou lorsque des doutes subsistent au sujet des indications fournies par le cocontractant après que la procédure visée à l'alinéa 1 ait été menée à bien.
- <sup>3</sup> La relation d'affaires avec le cocontractant ne peut plus être rompue lorsque les conditions de l'obligation de communiquer (article 9 LBA) sont remplies.

---

## Chapitre 6 : Interdiction de l'assistance active à la fuite de capitaux

---

### Art. 47 Fuite de capitaux

La banque ne doit prêter aucune assistance active au transfert de capitaux hors des pays dont la législation prévoit des restrictions en matière de placement de fonds à l'étranger.

### Art. 48 Notion de fuite de capitaux

- <sup>1</sup> La fuite de capitaux est un transfert non autorisé de capitaux effectué sous la forme de devises, de billets de banque ou de papiers-valeurs et provenant d'un pays qui interdit ou limite un tel transfert à l'étranger de la part de ses résidents.
- <sup>2</sup> La simple obligation d'annonce lors de transferts de capitaux ne constitue pas une limite à la circulation de capitaux au sens de la Convention.

### Art. 49 Transfert de capitaux vers l'étranger

L'article 47 n'est pas applicable au transfert de capitaux de la Suisse à l'étranger.

### Art. 50 Formes d'assistance active

Sont considérés comme assistance active :

- a) l'organisation de l'accueil de clients à l'étranger en dehors des propres locaux de la banque dans le but d'accepter des fonds;
- b) la participation, à l'étranger, à l'organisation d'opérations de compensation, lorsque la banque sait ou, d'après l'ensemble des circonstances, doit savoir que la compensation sert à la fuite de capitaux;
- c) la collaboration active avec des personnes ou sociétés qui organisent pour des tiers la fuite de capitaux ou fournissent une aide à cet effet :
  - i. en leur donnant des ordres;
  - ii. en leur promettant des commissions;
  - iii. en tenant leurs comptes lorsque la banque sait que ces personnes ou sociétés utilisent leurs comptes professionnellement en vue d'aider à la fuite de capitaux;
- d) le fait de donner au cocontractant des indications sur des personnes et sociétés mentionnées sous l'item c.



**Art. 51 Visites rendues à des clients à l'étranger**

Les visites rendues à des clients à l'étranger sont autorisées dans la mesure où le mandataire de la banque n'accepte pas de valeurs patrimoniales dont le transfert est interdit, ne donne aucun conseil en vue du transfert illégal de capitaux, ni ne participe à des opérations de compensation.

**Art. 52 Acceptation de valeurs patrimoniales en Suisse**

Pour le surplus, les valeurs patrimoniales de clients étrangers peuvent être acceptées en Suisse.

---

## **Chapitre 7 : Interdiction de l'assistance active à la soustraction fiscale et à des actes analogues**

---

### **Art. 53 Soustraction fiscale et actes analogues**

La banque ne doit pas fournir d'aide à ses cocontractants dans des manœuvres visant à tromper les autorités suisses et étrangères, en particulier les autorités fiscales, au moyen d'attestations incomplètes ou pouvant induire en erreur d'une autre manière.

### **Art. 54 Attestations incomplètes ou de nature à induire en erreur**

- <sup>1</sup> Il est interdit de délivrer au cocontractant lui-même ou, à sa demande, directement à des autorités suisses ou étrangères, des attestations incomplètes ou de nature à induire en erreur d'une autre manière.
- <sup>2</sup> On entend par autorités, notamment, les autorités fiscales, douanières, monétaires et de surveillance des banques, ainsi que les autorités chargées des poursuites pénales.

### **Art. 55 Attestations émises dans un but particulier et modification des attestations**

- <sup>1</sup> Sont soumises à cette interdiction les attestations particulières demandées par le cocontractant à l'intention d'autorités.
- <sup>2</sup> Les pièces justificatives établies régulièrement, telles qu'extraits de compte et de dépôt, avis de crédit et de débit, décomptes d'opérations de change, décomptes de coupons et de bourse, ne doivent pas être modifiées par la banque dans le but de tromper.

### **Art. 56 Notion d'attestation incomplète**

- <sup>1</sup> Les attestations sont incomplètes lorsque des faits significatifs sont omis en vue de tromper les autorités, par exemple lorsque la banque supprime, à la demande du cocontractant, une ou plusieurs positions dans une attestation particulière ou dans un extrait de compte ou de dépôt.
- <sup>2</sup> Dans les extraits de compte et de dépôt, il n'est pas nécessaire de mentionner que d'autres comptes ou dépôts sont tenus pour le même cocontractant.

**Art. 57 Notion d'attestation de nature à induire en erreur**

Les attestations sont de nature à induire en erreur lorsque des faits sont présentés de manière contraire à la vérité en vue de tromper les autorités, par exemple :

- a) en indiquant des dates, des montants ou des cours qui ne correspondent pas à la réalité ou en établissant des avis de crédit ou de débit portant des indications fausses sur les titulaires des comptes;
- b) en attestant de créances ou de dettes fictives (sans égard au fait que l'attestation correspond ou non aux livres de la banque);
- c) par la mise à disposition des propres comptes de la banque, dans la mesure où elle permet au cocontractant d'éviter des contributions fiscales dues.

---

## Chapitre 8 : Dispositions relatives à l'audit et à la procédure

---

### Art. 58 Applicabilité

En signant la présente Convention, la banque se soumet aux dispositions suivantes relatives à l'audit et à la procédure.

#### Section 1 Procédure

### Art. 59 Contrôle par la société d'audit

- <sup>1</sup> En signant la présente Convention et dans le cadre de l'audit prévu par la Circulaire 2013/3 de la FINMA, la banque charge la société d'audit de vérifier, selon les dispositions de l'alinéa 2, que les obligations de diligence ont été respectées et de communiquer, selon les dispositions des alinéas 3 et 4, les violations constatées.
- <sup>2</sup> La vérification du respect de la présente Convention s'effectue sur la base de contrôles annuels de niveau «audit» (chiffre marginal 33 de la Circulaire-FINMA 2013/3). Ces contrôles portent sur les relations d'affaires ouvertes postérieurement au dernier contrôle d'audit. L'étendue du contrôle par sondage et son déroulement sont basés sur une approche fondée sur le risque. A cet égard, doivent notamment être pris en considération le type d'activité ainsi que le nombre et l'étendue des relations d'affaires ouvertes depuis le dernier contrôle d'audit. Les opérations de contrôle sont coordonnées avec la révision interne de la banque. La société d'audit doit contrôler elle-même au moins la moitié des dossiers sélectionnés pour le contrôle par sondage.
- <sup>3</sup> Lorsqu'elle identifie des cas bénins au sens de l'article 63, la société d'audit impartit à la banque un délai de six mois au plus à compter de sa notification pour la remise en conformité. Sur demande motivée, ce délai peut être prorogé une fois. Si le manquement n'est pas corrigé dans le délai imparti, la société d'audit communique ledit manquement à la Commission de surveillance ainsi qu'à la FINMA. La communication doit intervenir dans le mois suivant l'échéance du délai pour la remise en conformité.
- <sup>4</sup> Lorsque la société d'audit constate des infractions aux dispositions de la présente Convention qui ne peuvent être qualifiées de bénignes au sens de l'article 63, elle les communique à la Commission de surveillance ainsi qu'à la FINMA. La communication doit intervenir dans le mois suivant la constatation de l'infraction.

## **Art. 60 Procédure d'enquête**

- <sup>1</sup> En cas de soupçons de violation de la présente Convention, le Chargé d'enquête procède aux investigations nécessaires sur mandat de la Commission de surveillance. Il propose à la Commission de surveillance d'engager une procédure de sanction et/ou de suspendre l'enquête en tout ou en partie. Il transmet à la Commission de surveillance avec sa proposition les pièces collectées dans le cadre de la procédure d'enquête.
- <sup>2</sup> Le Chargé d'enquête examine si la présente Convention a été violée, mais n'est pas compétent pour se prononcer de manière préjudicielle sur une éventuelle violation de l'OBA-FINMA.
- <sup>3</sup> Le Chargé d'enquête, dans sa demande de renseignements, indique à la banque les raisons pour lesquelles elle fait l'objet d'une enquête.
- <sup>4</sup> Lorsqu'il constate des cas bénins au sens de l'article 63, le Chargé d'enquête est en droit de suspendre la procédure d'enquête de son propre chef, dès lors que la banque reconnaît une violation de la présente Convention et qu'elle s'engage à remédier au manquement dans un délai de six mois ainsi qu'à supporter les frais d'enquête. Sur demande motivée, ce délai peut être prorogé une fois. S'il n'est pas remédié au manquement dans le délai imparti, la procédure se poursuit. La décision de suspension de l'enquête doit être motivée par écrit et notifiée à la banque concernée ainsi qu'à la Commission de surveillance.
- <sup>5</sup> L'ASB règle la procédure d'enquête ainsi que la position des Chargés d'enquête et celle de la banque visée par l'enquête dans un règlement d'enquête.

## **Art. 61 Procédure de sanction**

- <sup>1</sup> La Commission de surveillance a compétence pour établir et réprimer les violations de la présente Convention. Elle mène la procédure de sanction. Dans le cadre de cette dernière, en cas de violation, elle détermine l'amende conventionnelle appropriée en application de l'article 64 et/ou suspend la procédure en tout ou en partie.
- <sup>2</sup> Si une banque refuse de coopérer aux actes d'enquête de la Commission de surveillance ou par un Chargé d'enquête, la Commission de surveillance peut prononcer une amende conventionnelle conformément à l'article 64.
- <sup>3</sup> La Commission de surveillance informe la FINMA de ses décisions.
- <sup>4</sup> Si la banque fautive se soumet à la décision de la Commission de surveillance, la procédure prend fin. Dans l'hypothèse contraire, la procédure arbitrale prévue à l'article 68 doit être introduite et menée à terme.

- <sup>5</sup> La Commission de surveillance règle sa procédure dans un règlement de procédure et statue sur le paiement des frais. Il lui incombe d'encaisser les frais de procédure ainsi que les frais d'enquête.

### **Art. 62 Procédure sommaire**

- <sup>1</sup> Dans les cas simples, la banque peut requérir une procédure sommaire auprès de la Commission de surveillance au moyen d'une autodénonciation. Un rapport d'une société d'audit doit être joint à la requête.
- <sup>2</sup> La Commission de surveillance statue définitivement sur la mise en œuvre de la procédure sommaire.
- <sup>3</sup> Si la Commission de surveillance ne parvient pas à se prononcer sur la base de l'autodénonciation de la banque, du rapport de la société d'audit et des documents bancaires communiqués, la procédure d'enquête est menée.
- <sup>4</sup> Si la Commission de surveillance opte pour la mise en œuvre de la procédure sommaire, elle décide de l'amende conventionnelle appropriée en application de l'article 64 et/ou suspend la procédure en tout ou en partie. Elle communique le dispositif de sa décision à la banque. La banque dispose d'un délai de dix jours pour exiger de la Commission de surveillance qu'elle motive sa décision par écrit.
- <sup>5</sup> S'il est demandé que la décision soit motivée par écrit, le délai de paiement de l'amende conventionnelle commence à courir à la date de réception de la motivation.

## Section 2 Dispositions relatives aux sanctions

### **Art. 63 Cas bénins**

Dans les cas bénins, la procédure contre la banque fautive doit être suspendue sans prononcer de sanction. Le cas est bénin, notamment, lorsque le but de la Convention, c'est-à-dire la vérification de l'identité du cocontractant ainsi que l'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique, a été atteint malgré des manquements de nature formelle. A titre d'exemple, le cas est bénin :

- a) lorsque des documents utilisés pour la vérification de l'identité d'une personne morale ou d'une société de personnes datent de plus de douze mois;
- b) lorsqu'un formulaire A incomplet ou incorrectement rempli a été utilisé, pour autant que le nom et le prénom (ou la raison sociale) de l'ayant droit économique y figurent et que le cocontractant l'ait signé; la même règle s'applique par analogie aux formulaires I, K, S et T incomplets;
- c) lorsque les valeurs comptabilisées au titre de la relation d'affaires concernée n'excèdent pas 25'000 francs;

d) lorsqu'un état de fait n'a pas été dûment consigné et/ou n'a pas fait l'objet d'une note au dossier conformément aux dispositions de la Convention.

### **Art. 64 Violation de la Convention**

- <sup>1</sup> En cas de violation de la Convention, la banque fautive peut se voir infliger une amende conventionnelle allant jusqu'à dix millions de francs, à verser à l'ASB. Lors de la fixation de l'amende conventionnelle, il doit être dûment tenu compte de la gravité de la violation, du degré de culpabilité et de la situation financière de la banque. Il est en outre tenu compte des mesures prononcées par d'autres instances dans le même cas d'espèce. Le montant de l'amende conventionnelle est déterminé selon la procédure prévue à l'article 61 et, le cas échéant, à l'article 62.
- <sup>2</sup> L'ASB attribue le montant de l'amende conventionnelle à un but d'utilité publique choisi par elle, après avoir déduit le montant éventuellement nécessaire à la couverture des frais de fonctionnement.

### **Art. 65 Prescription**

Les violations de la Convention qui remontent à plus de cinq ans ne sont plus poursuivies. Le délai de prescription est suspendu pendant la durée de la procédure.

## Section 3 Organisation

### **Art. 66 Commission de surveillance**

- <sup>1</sup> L'ASB institue une Commission de surveillance, composée au minimum de cinq personnalités, en vue d'établir et de réprimer les violations de la présente Convention conformément à l'article 61. La majorité des membres de la Commission de surveillance doivent être indépendants.
- <sup>2</sup> La Commission de surveillance élit un ou plusieurs secrétaires et définit leurs tâches.
- <sup>3</sup> La durée du mandat est de cinq ans, prorogeable d'une année par le Conseil d'administration de l'ASB. Les membres peuvent être réélus. Seules des personnes n'ayant pas encore atteint l'âge de 70 ans peuvent être élues membres de la Commission de surveillance ou secrétaires. Si l'âge de 70 ans est atteint en cours de mandat, le mandat peut néanmoins être poursuivi jusqu'à son terme.
- <sup>4</sup> En tant que mandataires au sens de l'article 47 LB, les membres de la Commission de surveillance et les secrétaires sont strictement tenus de garder le secret sur les faits dont ils ont eu connaissance durant la procédure d'enquête et la procédure de sanction. La banque ne peut faire valoir le secret bancaire à l'égard de la Commission de surveillance.

- <sup>5</sup> La Commission de surveillance informe périodiquement les banques et le public de sa jurisprudence, en respectant le secret bancaire et le secret des affaires.
- <sup>6</sup> La Commission de surveillance peut – d’entente avec le Conseil d’administration de l’ASB – donner aux banques une interprétation de la Convention. Les banques adressent à l’ASB leurs demandes en ce sens.

### **Art. 67 Chargés d’enquête**

- <sup>1</sup> L’ASB désigne un ou plusieurs Chargés d’enquête. En cas de soupçons relatifs à une violation de la Convention, les Chargés d’enquête procèdent aux investigations nécessaires et, conformément à l’article 60, proposent à la Commission de surveillance de mener une procédure de sanction ou suspendent la procédure de leur propre chef.
- <sup>2</sup> La durée du mandat est de cinq ans, prorogeable d’une année par le Conseil d’administration de l’ASB. Le mandat est reconductible. Seules des personnes n’ayant pas encore atteint l’âge de 70 ans peuvent être élues. Si l’âge de 70 ans est atteint en cours de mandat, le mandat peut néanmoins être poursuivi jusqu’à son terme.
- <sup>3</sup> En tant que mandataires au sens de l’article 47 LB, les Chargés d’enquête sont strictement tenus de garder le secret sur les faits dont ils ont eu connaissance durant la procédure d’enquête et la procédure de sanction. La banque ne peut faire valoir le secret bancaire à l’égard des Chargés d’enquête.

## Section 4 Procédure arbitrale

### **Art. 68 Procédure arbitrale**

- <sup>1</sup> Si l’amende conventionnelle fixée par la Commission de surveillance n’est pas acquittée dans le délai imparti, un Tribunal arbitral, dont le siège est à Bâle, rend, sur plainte de l’ASB contre la banque concernée, une sentence définitive portant sur l’existence d’une violation de la Convention et, le cas échéant, sur l’amende conventionnelle à prononcer. A cet effet, les banques font élection de for à Bâle.
- <sup>2</sup> L’ASB et la banque nomment chacune un arbitre et les deux arbitres ainsi désignés nomment ensemble le surarbitre.
- <sup>3</sup> L’instance arbitrale est pendante dès le moment où l’ASB a désigné l’arbitre qu’il lui appartient de nommer.



- <sup>4</sup> Si la banque concernée n'a pas désigné son arbitre dans un délai de trente jours à compter de la réception de la communication écrite de l'autre partie lui signifiant l'ouverture de la procédure d'arbitrage, ou si les deux arbitres ne sont pas parvenus à un accord sur la nomination du surarbitre dans un délai de trente jours à compter de l'acceptation de leur mandat d'arbitre, le Tribunal d'appel («Appellationsgericht») du Canton de Bâle-Ville procède, à la requête d'une des parties, à la nomination.
- <sup>5</sup> Si un arbitre ne peut exercer ses fonctions pour une raison quelconque, la partie qui l'a désigné doit nommer un nouvel arbitre dans un délai de trente jours; à défaut, le Tribunal d'appel du Canton de Bâle-Ville procède, à la requête de l'autre partie, à la nomination de l'arbitre.
- <sup>6</sup> Si le surarbitre ne peut exercer ses fonctions pour une raison quelconque, les deux arbitres doivent nommer un nouveau surarbitre dans un délai de trente jours; à défaut, le Tribunal d'appel du Canton de Bâle-Ville procède, sur requête de l'une des parties, à la nomination.
- <sup>7</sup> En cas de remplacement d'un arbitre conformément aux alinéas 5 et 6, les actes de procédure auxquels cet arbitre a participé demeurent valables.
- <sup>8</sup> Sous réserve de prescriptions contraires impératives du Code de procédure civile suisse, les dispositions de ce dernier ne s'appliquent que si les parties ou, si elles renoncent à leur droit à cet égard, le Tribunal arbitral n'adoptent pas d'autres règles de procédure.
- <sup>9</sup> En tant que mandataires au sens de l'article 47 LB, les arbitres sont strictement tenus de garder le secret sur les faits dont ils ont eu connaissance durant la procédure arbitrale. La banque ne peut faire valoir le secret bancaire à l'égard des arbitres.

---

## Chapitre 9 : Dispositions finales

---

### Art. 69 Entrée en vigueur

- <sup>1</sup> La présente Convention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016.
- <sup>2</sup> L'ASB et chaque banque signataire sont autorisées à dénoncer la présente Convention moyennant un préavis de trois mois pour la fin d'une année contractuelle, mais au plus tôt pour le 31 décembre 2020.
- <sup>3</sup> L'ASB se réserve le droit – après consultation de la FINMA ou à la requête de cette dernière – de porter à la connaissance des banques des dispositions complémentaires pendant la durée de validité de la présente Convention.
- <sup>4</sup> L'ASB se réserve le droit de modifier unilatéralement le système de sanctions (articles 58 à 68) ou de l'abroger, dans la mesure où de nouvelles prescriptions légales ou l'évolution du droit conduiraient à une accumulation inéquitable de sanctions pour les mêmes faits.

### Art. 70 Dispositions transitoires

- <sup>1</sup> Pour les relations d'affaires existantes, il n'est pas nécessaire de remplacer les formulaires utilisés jusqu'ici.
- <sup>2</sup> Conformément à la procédure prévue par la présente Convention, les violations de la «Convention relative à l'obligation de diligence des banques» de 2008 sont également sanctionnées.
- <sup>3</sup> Les nouvelles règles relatives à la vérification de l'identité du cocontractant ainsi qu'à l'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique s'appliquent aux nouvelles relations d'affaires établies après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, ou lorsque la procédure de vérification de l'identité du cocontractant et d'identification de l'ayant droit économique doit être renouvelée, conformément à l'article 46, après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Les nouvelles dispositions s'appliquent aux relations d'affaires existantes dans la mesure où elles sont plus favorables.

# A

## Identification de l'ayant droit économique

N° de compte/dépôt:

---

Cocontractant:

---

Rubrique éventuelle:

---

---

Le cocontractant déclare que la/les personne(s) suivante(s) est/sont l'ayant droit/les ayants droit économique(s) des valeurs patrimoniales comptabilisées sur le compte/dépôt susmentionné. Si le cocontractant est le seul ayant droit économique des valeurs patrimoniales, ses données personnelles doivent être indiquées ci-dessous:

Nom(s)/raison sociale: 

---

Prénom(s): 

---

Date(s) de naissance: 

---

Nationalité: 

---

Adresse effective du domicile/siège: 

---

Le cocontractant s'engage à communiquer spontanément les modifications à la banque.

Date

---

Signature(s)

---

Le fait de remplir intentionnellement ce formulaire de manière erronée est punissable (faux dans les titres selon l'article 251 du Code pénal suisse).

## Informations sur les assurances-vie avec gestion de compte/dépôt séparée (*insurance wrapper*)

N° de compte/dépôt:

Cocontractant:

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Rubrique éventuelle:

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Conformément à l'article 42 de la Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB 16), le cocontractant déclare être une compagnie d'assurance autorisée et réglementée et avoir déposé les avoirs comptabilisés sur le compte/dépôt susmentionné en relation avec une police d'assurance déterminée.

En ce qui concerne la police d'assurance susmentionnée, le cocontractant fournit les informations suivantes:

### 1. Preneur(s) d'assurance

Nom(s)/raison sociale: \_\_\_\_\_

Prénom(s): \_\_\_\_\_

Date(s) de naissance: \_\_\_\_\_

Nationalité: \_\_\_\_\_

Adresse effective du domicile/siège: \_\_\_\_\_

### 2. Personne (n'agissant pas à titre fiduciaire) qui paie effectivement les primes de la police (à compléter seulement s'il ne s'agit pas du/des preneur(s) d'assurance visé(s) au point 1 ci-dessus):

Nom(s)/raison sociale: \_\_\_\_\_

Prénom(s): \_\_\_\_\_

Date(s) de naissance: \_\_\_\_\_

Nationalité: \_\_\_\_\_

Adresse effective du domicile/siège: \_\_\_\_\_

**I**

Le cocontractant s'engage à communiquer spontanément à la banque tout changement dans les informations fournies par la présente. Il déclare en outre avoir reçu l'autorisation des personnes susmentionnées de communiquer ces informations à la banque.

Date

Signature(s)

---

---

Le fait de remplir intentionnellement ce formulaire de manière erronée est punissable (faux dans les titres selon l'article 251 du Code pénal suisse).

# K

## Identification du détenteur du contrôle des personnes morales et sociétés de personnes exerçant une activité opérationnelle et non cotées en bourse

(lorsque ces personnes morales et sociétés de personnes sont les cocontractants et, par analogie, lorsqu'elles sont les ayants droit économiques)

N° de compte/dépôt:

Cocontractant:

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Rubrique éventuelle:

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Le cocontractant déclare (cocher la case appropriée):

- que la/les personne(s) indiquée(s) ci-après détiennent(nent) **25% ou plus des droits de vote ou du capital** du cocontractant; ou
- si les droits de vote ou les parts du capital détenus ne peuvent être déterminés ou si personne ne détient au moins 25% des droits de vote ou du capital, que la/les personne(s) indiquée(s) ci-après exercent le **contrôle sur le cocontractant d'une autre manière**; ou
- si cette/ces personne(s) ne peu(ven)t pas non plus être identifiée(s) ou si elle(s) n'existe(nt) pas, **que la/les personne(s) dirigeante(s) est/sont la/les personne(s) indiquée(s) ci-après**:

Nom(s)/raison sociale:

\_\_\_\_\_

Prénom(s):

\_\_\_\_\_

Adresse effective du domicile/siège:

\_\_\_\_\_

# K

## Détention de valeurs patrimoniales à titre fiduciaire :

Une tierce personne est-elle ayant droit économique des valeurs patrimoniales comptabilisées sur le compte/dépôt?

- Non.
- Oui. → Les informations correspondantes concernant l'ayant droit/les ayants droit économique(s) doivent être fournies au moyen d'un formulaire A séparé.

Le cocontractant s'engage à communiquer spontanément les modifications à la banque.

Date

Signature(s)

---

Le fait de remplir intentionnellement ce formulaire de manière erronée est punissable (faux dans les titres selon l'article 251 du Code pénal suisse).

# S

## Déclaration relative aux fondations (et structures analogues)

N° de compte/dépôt:

Cocontractant:

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Rubrique éventuelle:

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Conformément à l'article 40 de la Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB 16), le(s) soussigné(s) déclare(nt) qu'il(s) est/sont membre(s) du conseil de fondation ou de l'organe suprême de contrôle d'une société sous-jacente à une fondation, dont le nom/la raison sociale est:

\_\_\_\_\_

et qu'à ce titre, il(s) communique(nt) à la banque – au meilleur de sa connaissance - les informations suivantes:

1. Nom de la fondation et informations y relatives (cocher les deux cases appropriées):

\_\_\_\_\_

Nature de la fondation: Fondation discrétionnaire  ou Fondation non discrétionnaire

et

Révocabilité: Fondation révocable  ou Fondation irrévocable

2. Informations concernant le fondateur (effectif, non fiduciaire) (particulier(s) ou société(s)):

\_\_\_\_\_

Nom(s), prénom(s)/raison sociale

\_\_\_\_\_

Adresse effective du domicile/siège

\_\_\_\_\_

Pays

\_\_\_\_\_

Date(s) de naissance

\_\_\_\_\_

Nationalité

\_\_\_\_\_

Date de décès (si décédé)

S'il s'agit d'une fondation révocable: le fondateur a-t-il le droit de révoquer la fondation?

Oui

Non



# S

3. Si la fondation résulte de la restructuration d'une fondation préexistante (re-settlement) ou de la fusion de fondations préexistantes (merger), il y a lieu de communiquer les informations suivantes concernant le(s) fondateur(s) effectif(s) de la/des fondation(s) préexistante(s):

---

Nom(s), prénom(s)/raison sociale

---

Adresse effective du domicile/siège

---

Pays

---

Date(s) de naissance

---

Nationalité

---

Date de décès (si décédé)

## 4. Informations

- a) concernant le(s) bénéficiaire(s) désigné(s) à la date de signature du présent formulaire

---

Nom(s), prénom(s)/raison sociale

---

Adresse effective du domicile/siège

---

Pays

---

Date(s) de naissance

---

Nationalité

Le(s) bénéficiaire(s) a-t-il/ont-ils un droit incondicional à des distributions?

Oui

Non

- b) et, outre le(s) bénéficiaire(s) désigné(s) ou s'il n'a pas été désigné de bénéficiaire(s) déterminé(s), concernant le(s) groupe(s) de bénéficiaires (p. ex. descendants du fondateur) connu(s) à la date de signature du présent formulaire:

---

---

# S

5. Informations concernant le(s) tiers au bénéfice d'un pouvoir de désignation ou de nomination des représentants de la fondation (p. ex. des membres du conseil de fondation), pour autant que ces représentants puissent disposer des valeurs patrimoniales, ou qui a/ont le droit de modifier l'attribution des valeurs ou la désignation des bénéficiaires

\_\_\_\_\_  
Nom(s), prénom(s)/raison sociale

\_\_\_\_\_  
Adresse effective du domicile/siège

\_\_\_\_\_  
Pays

\_\_\_\_\_  
Date(s) de naissance

\_\_\_\_\_  
Nationalité

S'il s'agit d'une fondation révocable: ce(s) tiers a-t-il/ont-ils le droit de révoquer  
la fondation?

Oui

Non

Le(s) cocontractant(s) s'engage(nt) à communiquer immédiatement à la banque tout changement dans les informations fournies par la présente.

\_\_\_\_\_  
Date

\_\_\_\_\_  
Signature(s)

Le fait de remplir intentionnellement ce formulaire de manière erronée est punissable (faux dans les titres selon l'article 251 du Code pénal suisse).

# T

## Déclaration relative aux trusts

N° de compte/dépôt:

Cocontractant:

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Rubrique éventuelle:

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Conformément à l'article 41 de la Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB 16), le(s) soussigné(s) déclare(nt) qu'il(s) est/sont trustee(s) ou membre(s) de l'organe suprême de contrôle d'une société sous-jacente à un trust dont le nom/la raison sociale est:

\_\_\_\_\_

et qu'à ce titre, il(s) communique(nt) à la banque – au meilleur de sa connaissance - les informations suivantes:

1. Nom du trust et informations y relatives (cocher les deux cases appropriées):

Nature du trust: Trust discrétionnaire  ou Trust non discrétionnaire

et

Révocabilité: Trust révocable  ou Trust irrévocable

2. Informations concernant le(s) settlor(s) (effectif(s), non fiduciaire(s)) du trust (particulier(s) ou société(s)):

\_\_\_\_\_

Nom(s), prénom(s)/raison sociale

\_\_\_\_\_

Adresse effective du domicile/siège

\_\_\_\_\_

Pays

\_\_\_\_\_

Date(s) de naissance

\_\_\_\_\_

Nationalité

\_\_\_\_\_

Date de décès (si décédé)

S'il s'agit d'un trust révocable: le settlor a-t-il le droit de révoquer le trust?

Oui  Non

# T

3. Si le trust résulte de la restructuration d'un trust préexistant (re-settlement) ou de la fusion de trusts préexistants (merger), il y a lieu de communiquer les informations suivantes concernant le(s) settlor(s) effectif(s) du/des trust(s) préexistant(s):

---

Nom(s), prénom(s)/raison sociale

---

Adresse effective du domicile/siège

---

Pays

---

Date(s) de naissance

---

Nationalité

---

Date de décès (si décédé)

4. Informations

- a) concernant le(s) bénéficiaire(s) désigné(s) à la date de signature du présent formulaire:

---

Nom(s), prénom(s)/raison sociale

---

Adresse effective du domicile/siège

---

Pays

---

Date(s) de naissance

---

Nationalité

Le(s) bénéficiaire(s) a-t-il/ont-ils un droit inconditionnel à des distributions?

Oui  Non

- b) et, outre le(s) bénéficiaire(s) désigné(s) ou s'il n'a pas été désigné de bénéficiaire(s) déterminé(s), concernant le(s) groupe(s) de bénéficiaires (p. ex. descendants du settlor) connu(s) à la date de signature du présent formulaire:

---

---

5. Informations concernant le(s) protector(s) et les tiers au bénéfice d'un pouvoir de révocation du trust (s'il s'agit d'un trust révocable) ou qui ont le droit de désigner un nouveau trustee:

- a) Informations concernant le(s) protector(s)

---

Nom(s), prénom(s)/raison sociale

# T

---

Adresse effective du domicile/siège

---

Pays

---

Date(s) de naissance

---

Nationalité

S'il s'agit d'un trust révocable: le protector a-t-il le droit de révoquer le trust?

Oui

Non

b) Informations concernant le(s) protector(s)

---

Nom(s), prénom(s)/raison sociale

---

Adresse effective du domicile/siège

---

Pays

---

Date(s) de naissance

---

Nationalité

S'il s'agit d'un trust révocable: ce(s) tiers a-t-il/ont-ils le droit de révoquer le trust?

Oui

Non

Le(s) soussigné(s) confirme(nt) qu'il(s) est/sont autorisé(s) à ouvrir un compte bancaire pour le trust susmentionné.

Le(s) cocontractant(s) s'engage(nt) à communiquer immédiatement à la banque tout changement dans les informations fournies au titre des présentes.

---

Date

---

Signature(s)

Le fait de remplir intentionnellement ce formulaire de manière erronée est punissable (faux dans les titres selon l'article 251 du Code pénal suisse).



Association suisse des banquiers

2016 / 2<sup>ème</sup> édition

# Commentaire concernant la Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB 16)

*La liste des abréviations et l'annexe ne sont pas reproduites.*

---

## Avant-propos

---

La Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB), qui existe depuis 1977, fait en principe l'objet d'une révision tous les cinq ans. La présente version a été remaniée sur la forme comme sur le fond dans le cadre d'une révision complète effectuée entre 2012 et 2015; ses dispositions ont été adaptées aux prescriptions internationales, en particulier les Recommandations révisées du GAFI (2012). La CDB révisée, intitulée CDB 16, est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

La révision des Recommandations du GAFI, ainsi que les modifications législatives intervenues dans le cadre de la révision de la LBA, ont nécessité d'introduire de nouveaux concepts et de nouvelles dispositions, notamment en ce qui concerne l'identification de l'ayant droit économique. A cet égard, le nouveau concept de détenteur du contrôle a été introduit, assorti d'un nouveau formulaire K destiné à l'identification du détenteur du contrôle des personnes morales et sociétés de personnes exerçant une activité opérationnelle et non cotées en bourse. Outre les formulaires A et T déjà connus figurent désormais en annexe à la CDB les formulaires K (détenteur du contrôle), I (*insurance wrapper*) et S (fondations). Le formulaire R, en revanche, n'y figure plus.

Les dispositions relatives à l'interdiction de l'assistance active à la fuite de capitaux, à la soustraction fiscale et à des actes analogues sont maintenues.

Les dispositions relatives à la procédure et à l'organisation ont également fait l'objet d'une révision. Une nouvelle procédure sommaire a été introduite. La procédure arbitrale reste inchangée.

Enfin, la révision de la CDB a été l'occasion de remanier sa structure: le texte a été subdivisé en chapitres, sections et art. pour une meilleure lisibilité.

Le présent commentaire a été adapté et complété en fonction du texte révisé de la CDB.



---

## Chapitre 1: Introduction

---

La CDB instaure un standard prudentiel minimal, de sorte que ses signataires sont libres d'adopter des règles plus strictes sur des points spécifiques. Quelques dispositions laissent en outre sciemment une certaine flexibilité, offrant ainsi la possibilité d'appliquer la CDB selon une approche fondée sur le risque.

Demeurent réservées les prescriptions et dispositions à caractère fiscal, comme par exemple la Loi FATCA, les accords de double imposition ou les accords sur l'échange automatique de renseignements (EAR).

La CDB 16 est disponible en français, allemand, italien et anglais. En cas de divergence matérielle entre les différentes versions linguistiques, la CDB 16 en allemand fait foi.

### **Art. 1 Champ d'application**

Sauf indication contraire, la CDB et son commentaire se réfèrent à toutes les banques et à tous les négociants en valeurs mobilières, même si le texte n'utilise qu'une seule désignation pour des raisons linguistiques.

### **Art. 2 Délimitation**

Les circonstances et les raisons pour lesquelles l'arrière-plan de relations d'affaires ou de transactions présentant des risques accrus doit faire l'objet de clarifications complémentaires, les modalités de ces clarifications ainsi que les obligations de diligence accrues y relatives sont régies non par la CDB, mais par l'OBA-FINMA.

L'entrée en vigueur de l'OBA-FINMA, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, a rendu obsolètes les règles distinctes qui régissaient jusque-là la vérification de l'identité des clients dans le cadre d'opérations de cartes de crédit. L'art. 2, al. 3 renvoie donc exclusivement aux dispositions correspondantes de l'OBA-FINMA révisée.

Si la banque opère dans le domaine du leasing, elle peut appliquer directement les dispositions du Règlement d'autorégulation OAR/ASSL aux opérations concernées et n'est pas soumise à la CDB 16 dans ce domaine.

### **Art. 3 Commentaire concernant la Convention**

Le commentaire concernant la CDB est publié par l'ASB. Il constitue une aide à l'interprétation pour les banques, les organes de la CDB et les sociétés d'audit, mais ne fait pas partie intégrante de la CDB.

---

## Chapitre 2: Vérification de l'identité du cocontractant

---

### Section 1 Dispositions générales

#### Art. 4 Vérification de l'identité du cocontractant

L'obligation de vérifier l'identité du cocontractant naît lors de l'établissement d'une relation d'affaires; une relation d'affaires est réputée établie dès que des écritures comptables peuvent être passées sur le compte ou le dépôt.

Selon la pratique de la Commission de surveillance, l'identité de tous les cotitulaires d'un compte collectif ou d'un compte-joint doit être vérifiée, pour autant qu'une disposition d'exception ne soit pas applicable.

S'agissant de comptes/dépôts globaux destinés à la gestion de plans de participation pour les collaborateurs d'une société, il y a lieu de vérifier uniquement l'identité de la société elle-même, dès lors que les droits de participation sont gérés sur un compte/dépôt global ouvert au nom de la société.

La notion de «valeurs mobilières» s'entend au sens de l'art. 2, lit. b LIMF, qui en donne la définition suivante: «les papiers-valeurs, les droits-valeurs, les dérivés et les titres intermédiés standardisés susceptibles d'être diffusés en grand nombre sur le marché». La notion d'«opérations de négoce» s'entend au sens de l'art. 1 LBVM, à savoir l'exercice du commerce des valeurs mobilières à titre professionnel.

Pour la définition des opérations de caisse, nous renvoyons à l'art. 2, lit. b OBA-FINMA. On entend par «opération de caisse» toute transaction au comptant, en particulier le change, l'achat et la vente de métaux précieux, la vente de chèques de voyage, la libération en espèces de titres au porteur, d'obligations de caisse et d'emprunts obligataires, l'encaissement au comptant de chèques, pour autant qu'aucune relation d'affaires durable ne soit liée à ces transactions.

Selon la pratique de la Commission de surveillance, les versements ou retraits au comptant effectués en relation avec des comptes/livrets ouverts auprès d'une autre banque sont considérés comme des opérations de caisse, y compris lorsque cette autre banque est la société mère (voir Rapport d'activité 2005-2010, V.1.2.11, p. 19-20). L'art. 19 demeure toutefois applicable. La Commission de surveillance a de plus retenu que «le critère décisif pour qualifier une opération financière d'opération de caisse n'est pas le fait que son exécution ait eu lieu au comptant (au sens d'une réception, respectivement transmission physique, d'un bien patrimonial)». La caractéristique d'une opération de caisse est bien plutôt qu'il s'agit d'une prestation de service ponctuelle non constitutive d'une relation d'affaires durable. «Les opérations de caisse se définissent ainsi comme celles qui ne sont pas effectuées au moyen d'un compte existant du client et qui ne résultent pas d'une autre relation entre la banque et le client, avec cette conséquence qu'il n'y a pas de documentation qui permettrait d'identifier le client ainsi que de reconstituer l'origine et la destination des biens patrimoniaux en cause.» (voir Rapport d'activité 2005-2010, V.1.2.15, p. 21).

Enfin, la Commission de surveillance a précisé qu'«une opération de caisse doit être qualifiée en tant que telle même lorsqu'elle est effectuée par un client déjà existant. Le fait que le client ait déjà été identifié précédemment signifie que l'on peut certes renoncer à renouveler la procédure de vérification de l'identité du cocontractant. Par contre, il y a lieu dans tous les cas de recueillir une déclaration concernant l'ayant droit économique.» (voir Rapport d'activité 2005-2010, V.1.2.16, p. 22).

Entre aussi dans la définition des opérations de caisse l'échange d'espèces dans la même monnaie aux fins d'obtenir d'autres coupures. En pratique, pour les opérations de caisse, le principe est que l'on vérifie l'identité de la personne qui effectue la transaction au comptant au guichet, laquelle est réputée être le cocontractant.

Les transactions sur le marché des capitaux, notamment celles visant à placer des valeurs mobilières auprès d'investisseurs (p. ex. «selling shareholder» dans le cadre d'un «initial public offering»), ainsi que les cas où la banque intervient en tant qu'agent payeur et/ou émetteur ou dans une fonction analogue, ne relèvent pas de la notion d'opération de négoce telle que définie à l'art. 4, al. 2, lit. f.

Lorsqu'une personne, dont l'identité a été correctement vérifiée dans le cadre d'une relation d'affaires existante, étend ses relations d'affaires avec la banque, il n'y a pas lieu de procéder une nouvelle fois à la vérification de son identité. Selon la pratique de la Commission de surveillance, cela vaut également lorsque dans l'intervalle, les exigences de la CDB en matière d'identification du client sont devenues plus strictes, à condition toutefois que la première vérification d'identité ait été effectuée en conformité avec les règles de la Convention de diligence alors en vigueur (voir Rapport d'activité 2005-2010, V.1.2.10, p. 19). En revanche, lorsqu'une personne dont l'identité avait été correctement vérifiée a clôturé sa relation d'affaires, il y a lieu de procéder une nouvelle fois à la vérification de son identité lorsqu'elle rétablit une relation d'affaires avec la banque. Constituent une exception les relations d'affaires qui ont été résiliées et clôturées à l'initiative de la banque («forced exit»), mais doivent ensuite être réouvertes (réactivées) parce que les fonds transférés sont recrédités (p. ex. en raison d'instructions de paiement incomplètes ou erronées ou lorsqu'un chèque émis par la banque n'est pas encaissé). En pareil cas, il n'y a pas lieu de procéder une nouvelle fois à la vérification de l'identité du cocontractant et à l'identification des ayants droit économiques. Ces comptes réactivés doivent toutefois être bloqués pour toutes autres entrées de fonds.

Lorsque, dans le cadre d'une relation d'affaires préexistante, l'identité d'une personne agissant en qualité de «Eröffner» a déjà été vérifiée de manière formelle, il n'y a pas lieu de vérifier une nouvelle fois son identité si cette personne établit une relation d'affaires pour son propre compte. En revanche, lorsque l'identité de la personne qui établit la relation d'affaires a été simplement vérifiée au sens de l'art. 15, cette formalité n'est pas suffisante pour justifier que l'on renonce à vérifier son identité lors de l'établissement d'une relation d'affaires pour son propre compte.

Le terme «correctement» se réfère aux obligations de diligence en vigueur au moment où la relation d'affaires a été établie. L'identité est donc réputée correctement vérifiée si les dispositions de la CDB en vigueur au moment où la relation d'affaires a été établie ou, alternativement, les dispositions de la CDB actuellement en vigueur, ont été respectées (*lex mitior*).

La décision en vertu de laquelle il n'a pas été procédé une nouvelle fois à la vérification de l'identité n'a pas à être spécifiquement documentée. L'obligation de mise en sûreté au sens de l'art. 44 est remplie lorsqu'il ressort du dossier que l'identité de la personne a déjà été vérifiée (p. ex. lorsque les documents y relatifs sont disponibles au sein de la banque ou dans le système informatique de la banque). D'éventuelles obligations de répéter l'accomplissement des obligations de diligence au sens de l'art. 46 demeurent réservées.

S'agissant des relations de crédit, on distingue en principe trois types de crédit: l'opération (bilatérale) de crédit, le crédit syndiqué et la sous-participation à des crédits syndiqués.

- L'opération (bilatérale) de crédit est en général une prestation de service financier qui entre dans le champ de la LBA, dans la mesure où elle comporte le risque que des fonds d'origine criminelle soient utilisés pour rembourser le capital et payer les intérêts du crédit. La Commission de surveillance a confirmé l'application de la CDB aux relations de crédit (voir Rapport d'activité 1995-1997, C.1.i, p. 11). Dès lors, envers tout preneur de crédit, les obligations de diligence que sont la vérification de l'identité du cocontractant ainsi que l'identification de l'ayant droit économique et/ou du détenteur du contrôle incombent à la banque.
- La situation initiale étant la même pour les crédits syndiqués que pour les relations (bilatérales) de crédit susmentionnées (rapport contractuel direct entre la banque et le preneur de crédit), ce type d'opération est également soumis à la LBA et la CDB s'applique. Cela vaut à la fois lorsque la banque est chef de file du syndicat et dans les cas où elle ne fait qu'y participer.
- La situation initiale est différente en cas de participation / sous-participation a posteriori à des crédits ou à des opérations bilatérales de crédit. Une participation / sous-participation peut résulter (1) d'une adhésion a posteriori du fournisseur de crédit au contrat de crédit, dès lors qu'une telle adhésion est prévue dans le contrat de crédit ou que le preneur de crédit y consent (ce qui ramène à la situation d'un crédit syndiqué décrite ci-dessus); ou (2) de la conclusion d'un contrat de sous-participation entre le fournisseur de crédit initial et le fournisseur de crédit adhérent, le premier cédant au second par déclaration séparée toutes les créances résultant du contrat de crédit au prorata de la sous-participation (dès lors que cette cession n'est pas notifiée au preneur de crédit pendant la durée du contrat, on parle de cession «tacite»); ou (3) de la conclusion d'un contrat de sous-participation sans cession partielle de la créance du crédit, le fournisseur de crédit adhérent ayant la possibilité de participer au contrat de crédit au prorata (et donc de se voir verser par le

fournisseur de crédit initial une quote-part des intérêts, marges et commissions résultant du contrat de crédit) ou de limiter sa participation à une éventuelle défaillance de crédit (et donc de se voir verser par le fournisseur de crédit initial une partie de la marge au titre de cette «assurance de crédit»). Dans le cas de la variante 2 comme dans celui de la variante 3, il n'y a pas de rapport contractuel direct avec le preneur de crédit, et donc pas de relation d'affaires directe. Dès lors, il n'y a pas lieu de vérifier formellement l'identité du preneur de crédit, ni d'identifier l'ayant droit économique et/ou le détenteur du contrôle.

### **Art. 5 Livrets d'épargne au porteur**

La règle en vigueur, qui interdit l'ouverture de nouveaux livrets d'épargne au porteur, est maintenue. Les livrets d'épargne au porteur existants doivent être annulés lors de leur première présentation physique.

### **Art. 6 Obligation de procéder à la vérification de l'identité sans égard au montant impliqué dans la relation d'affaires**

L'art. 6, al. 1 prévoit que l'identité du cocontractant doit être vérifiée y compris lors d'opérations portant sur un montant inférieur aux seuils de 25'000 francs définis à l'art. 4, al. 2, lit. f et g, lorsqu'il y a tentative de contourner cette exigence. Tel est par exemple le cas lorsqu'un montant est réparti sur plusieurs transactions («smurfing»).

Aux termes de l'art. 6, al. 2, les seuils minimaux définis à l'art. 4, al. 2, lit. f et g sont également non pertinents en présence d'indices laissant à penser que les valeurs patrimoniales sont liées au blanchiment d'argent ou au financement du terrorisme. Il doit toutefois s'agir d'indices selon lesquels les valeurs patrimoniales pourraient provenir de l'une des sources visées à l'art. 9, al. 1 LBA. Tel est le cas lorsque des valeurs patrimoniales sont liées à une infraction visée à l'art. 305<sup>bis</sup> CPS, proviennent d'un crime au sens de l'art. 10, al. 2 CPS ou d'un délit fiscal qualifié au sens de l'art. 305<sup>bis</sup>, chiffre 1<sup>bis</sup> CPS, sont soumises au pouvoir de disposition d'une organisation criminelle au sens de l'art. 260<sup>ter</sup> CPS ou servent au financement du terrorisme au sens de l'art. 260<sup>quinquies</sup>, al. 1 CPS.

### **Art. 7 Données à consigner**

En raison des nouvelles exigences internationales et des obligations de clarification en résultant, les banques ont besoin d'informations fondées sur les relations d'affaires qu'elles gèrent ainsi que sur leurs cocontractants. Afin de créer une base appropriée pour les clarifications subséquentes à effectuer, le catalogue existant des données à consigner a été reformulé plus clairement.

En ce qui concerne l'adresse de domicile des personnes physiques, il a été précisé qu'il devait s'agir de l'adresse effective du domicile du cocontractant. En vertu de l'art. 23 CC, celle-ci est réputée se trouver au lieu où le cocontractant réside avec l'intention de s'y établir.

Lorsque le cocontractant est une personne morale, il y a lieu de consigner l'adresse effective de son siège. Pour la déterminer, on peut se baser en priorité sur les documents d'identification (en règle générale un extrait du Registre du commerce) fournis par le cocontractant dans le cadre du processus de vérification de son identité. Alternativement, la banque peut aussi retenir comme adresse effective du siège le lieu où la personne morale a son administration effective. Selon la pratique, le lieu de l'administration effective d'une société est celui où elle a son centre économique et opérationnel, et/ou celui où s'exerce la direction. Le critère déterminant à cet égard est la conduite des affaires courantes dans le cadre de l'objet social; en cas de pluralité de lieux, c'est le lieu principal où s'exerce la direction qui prévaut (voir aussi à cet égard ATF 2C\_1086/2012).

Il existe des pays dans lesquels les dates de naissance ou les adresses de domicile/de siège ne sont pas utilisées, de sorte que la banque n'est pas en mesure de collecter et de consigner ces données. La CDB précise qu'en pareil cas, elle n'est pas tenue de le faire et n'enfreint donc pas la CDB.

Pour déterminer l'adresse effective du domicile ou du siège du cocontractant, la banque peut en principe se fier aux indications fournies par ce dernier. Elle n'est tenue de procéder à des clarifications complémentaires qu'en présence d'anomalies, conformément à une approche fondée sur le risque.

Dans la mesure où, pour les personnes physiques, il y a lieu de verser au dossier une copie d'un document d'identification officiel, le moyen utilisé pour vérifier l'identité résulte de la copie et n'a pas à être consigné spécifiquement. Lorsqu'une personne physique a plusieurs nationalités, il est suffisant de

verser au dossier la copie d'un seul document d'identification officiel Les autres nationalités n'ont pas à être documentées par écrit en sus.

Selon la logique de la CDB, l'obligation de constituer un dossier complet de vérification de l'identité concerne les cocontractants avec lesquels une relation d'affaires est effectivement établie (voir art. 4).

### **Art. 8 Vérification de l'identité d'une autre manière appropriée**

Cette disposition règle les cas particuliers où l'identité d'un cocontractant ne peut pas être vérifiée de la manière prescrite, parce que les documents requis ne peuvent pas être fournis. En pareille situation, la banque peut se faire remettre d'autres documents probants et les verser au dossier. Elle dispose à cet égard d'une certaine marge d'appréciation. En outre, la banque doit établir une note au dossier justifiant cette procédure exceptionnelle.

L'art. 8 s'applique par analogie à la vérification de l'identité de la personne qui établit la relation d'affaires («Eröffner», art. 15).

## Section 2 Personnes physiques

### **Art. 9 Vérification de l'identité lorsque la personne se présente à la banque**

L'expression utilisée à l'art. 9 («lorsque la personne se présente à la banque») se réfère à la situation dans laquelle il y a eu un contact personnel entre le client et le représentant de la banque et que l'identité a été vérifiée à cette occasion. Ce contact personnel peut avoir lieu dans les locaux de la banque ou ailleurs.

La copie du document d'identification officiel ne doit pas nécessairement être faite en même temps que la vérification de l'identité du cocontractant. Si une copie d'un document d'identification officiel est faite avant que la personne se présente à la banque, elle doit être vérifiée par comparaison avec l'original au plus tard lorsque la personne se présente à la banque. Si la copie d'un document d'identification officiel n'est faite qu'après que la personne se soit présentée à la banque, les dispositions de l'art. 10 (Vérification de l'identité lorsque la relation d'affaires est établie par correspondance) sont applicables. Voir aussi à ce sujet le commentaire concernant l'obligation de mise en sûreté sous art. 44.

Par «copie» d'un document d'identification officiel, on n'entend pas nécessairement une photocopie. Le document d'identification officiel peut aussi, par exemple, être photographié ou scanné, puis versé au dossier sous forme d'impression papier, pour autant que les données personnelles soient lisibles et que le cocontractant soit reconnaissable sur la photo.

L'art. 9 ne fournit pas une liste exhaustive des documents d'identification officiels autorisés. La décision à cet égard continue de relever de la compétence et de l'appréciation de chaque banque, de sorte qu'il peut être tenu compte de situations spécifiques dans le cadre d'une approche fondée sur le risque. De même, il appartient à chaque banque de décider, selon son appréciation, des modalités d'acceptation des documents d'identification officiels dont la date de validité est dépassée.

Ne sont admissibles que les documents d'identification officiels comportant une photographie de la personne dont on vérifie l'identité. En principe, cette personne doit être reconnaissable sur la photo figurant sur la copie du document concerné. Dans la mesure où, pour certains documents d'identification officiels et pour des raisons techniques, il n'est pas possible de faire une copie où le titulaire dudit document soit reconnaissable sur la photo (p. ex. certains documents d'identification officiels comprennent des éléments anti-copie qui rendent toute copie de la photo impossible, pour les protéger contre la falsification), il peut être renoncé à l'exigence de reconnaissabilité, dans des cas exceptionnels et dûment justifiés.

Dans le cadre de la vérification de l'identité, les données à consigner sont celles énumérées à l'art. 7.

La vérification de l'identité par vidéo est assimilée à la vérification de l'identité en présence de la personne à la banque, pour autant que les principes énoncés dans la Circulaire FINMA 2016/7 « Identification par vidéo et en ligne » soient respectés.

## **Art. 10 Vérification de l'identité lorsque la relation d'affaires est établie par correspondance**

Selon la pratique de la Commission de surveillance, le fait qu'il n'y ait pas eu de rencontre personnelle entre la banque et le cocontractant suffit pour considérer qu'une relation d'affaires a été établie par correspondance. Lorsqu'une relation d'affaires est établie par correspondance, l'adresse de domicile indiquée doit être vérifiée par un échange de correspondance ou par un autre moyen équivalent. L'envoi d'un courrier ordinaire (A ou B) suffit pour la vérification du domicile au sens du présent article; une «lettre signature» n'est pas requise.

La vérification de l'identité lorsque la relation d'affaires est établie par correspondance, et la certification de conformité par un tiers qu'elle implique, doit être distinguée de la vérification de l'identité par un délégataire. La vérification de l'identité par un délégataire n'est possible qu'entre présents. A l'inverse, il n'y a pas délégation de la vérification de l'identité lorsque le cocontractant est identifié par correspondance, nécessitant qu'un tiers certifie conforme la copie de document d'identité officiel transmise. C'est la raison pour laquelle une convention écrite n'est pas nécessaire entre la banque et le tiers qui émet cette attestation de conformité.

Aux fins de la vérification de l'adresse de domicile, est réputée constituer un moyen équivalent à l'échange de correspondance, notamment, la remise d'une attestation officielle de domicile. Dans le cadre de la vérification de l'identité lorsque la relation d'affaires est établie par correspondance, les données à consigner sont celles énumérées à l'art. 7.

Lorsqu'une relation d'affaires est établie par correspondance, les principes relatifs à la vérification d'identité en ligne énoncés à la section IV.B de la Circulaire FINMA 2016/7 « Identification par vidéo et en ligne » sont réputés constituer une alternative aux mesures de vérification de l'identité prévues par l'art. 10.

## **Art. 11 Emetteurs d'attestations d'authenticité**

Lorsqu'une relation d'affaires est établie par correspondance, ce ne sont pas les originaux, mais des copies des documents d'identification requis qui sont présentées à la banque. Aussi leur conformité avec l'original doit-elle être certifiée. L'authenticité peut être attestée au moyen d'une seule signature (l'utilisation de la signature collective n'est pas nécessaire). La vérification de la signature de la personne qui atteste l'authenticité du document n'est pas nécessaire.

La notion d'«intermédiaire financier» au sens de l'art. 11, al. 1, lit. b comprend les intermédiaires financiers suisses au sens de l'art. 2, al. 2 et 3 LBA, ainsi que les intermédiaires financiers dont le siège est à l'étranger et qui sont assujettis à une surveillance et à une réglementation adéquates en matière de lutte contre le blanchiment d'argent (voir art. 33, al. 2 et 3).

Aux termes de l'art. 11, al. 1, lit. b, la banque peut aussi accepter une attestation d'authenticité émise par une banque correspondante, un autre intermédiaire financier (p. ex. la Poste et les CFF) ou un avocat autorisé à exercer en Suisse. Sont réputés autorisés à exercer en Suisse les avocats inscrits dans un registre cantonal des avocats. La banque peut refuser une attestation d'authenticité selon son appréciation (p. ex. si elle la juge peu crédible). La notion d'«intermédiaire financier» au sens de l'art. 11, al. 1, lit. b inclut aussi les filiales appartenant à une banque correspondante ou à un intermédiaire financier. Dès lors, l'authenticité de la copie du document d'identification peut aussi être attestée par une telle société, même s'il ne s'agit pas d'un intermédiaire financier mais, par exemple, d'une société *trustee* (*corporate trustee*) qui offre des services en relation avec la constitution et l'administration de *trusts*.

Il est de la compétence et il relève de l'appréciation de chaque banque d'accepter ou pas les attestations notariées habituellement émises à l'étranger (p. ex. les affidavits). Les avocats autorisés à exercer à l'étranger peuvent être assimilés aux instances publiques au sens de l'art. 11, al. 1, lit. c, dès lors qu'ils sont habilités à émettre des attestations d'authenticité par le droit étranger. Les Autorités cantonales de protection de l'adulte et de l'enfant (APAE) sont réputées être des instances publiques au sens de l'art. 11, al. 1, lit. c.

En vertu de l'art. 11, al. 2, la vérification de l'identité peut également être effectuée au moyen d'autres procédés appropriés permettant d'établir des attestations d'authenticité.

L'utilisation de copies électroniques des pièces d'identité est régie par les principes énoncés à la section IV.B de la Circulaire FINMA 2016/7 « Identification par vidéo et en ligne ».

### Section 3 Personnes morales et sociétés de personnes

La CDB 16 emploie les notions de «personnes morales» et de «sociétés de personnes» au sens qu'elles ont en droit civil suisse (voir en particulier les art. 52 et suivants CC ainsi que les art. 530 et suivants CO).

La vérification de l'identité des raisons individuelles inscrites au Registre du commerce peut être effectuée selon les dispositions applicables aux personnes physiques ou, alternativement, selon les règles applicables aux personnes morales et aux sociétés de personnes.

Les dispositions relatives à la vérification de l'identité des personnes morales et des sociétés de personnes valent pour les cocontractants domiciliés en Suisse et, par analogie, pour les cocontractants domiciliés à l'étranger. Ces dispositions sont également applicables, par analogie, aux cocontractants régis par le droit public (p. ex. les corporations et établissements de droit public).

S'agissant de l'établissement de relations d'affaires avec des personnes morales et des sociétés de personnes, la CDB ne distingue pas entre vérification de l'identité lorsque la personne se présente à la banque et vérification de l'identité lorsque la relation d'affaires est établie par correspondance. Le fait que les personnes qui établissent la relation d'affaires aient été physiquement présentes ou absentes lors de l'ouverture de celle-ci n'est déterminant qu'en ce qui concerne les modalités de vérification de l'identité des dites personnes («Eröffner», art. 15, al. 1 et 2).

#### **Art. 12 Vérification de l'identité en cas d'inscription au Registre suisse du commerce ou dans un Registre étranger équivalent**

Les bases de données tenues par une autorité de surveillance ou par une entreprise privée reconnue au sens de l'art. 12 sont par exemple: Teledata, Creditreform, Intrum Justitia, Dun & Bradstreet, Deltavista, le «Register for certificates of good standing», le site Internet de l'Office fédéral du registre du commerce ([www.zefix.ch](http://www.zefix.ch)), ainsi que les répertoires officiels des intermédiaires financiers surveillés publiés sur les sites Internet des autorités de surveillance étrangères.

#### **Art. 13 Vérification de l'identité en cas d'absence d'inscription au Registre suisse du commerce ou dans un Registre étranger équivalent et vérification de l'identité des autorités**

L'identité des personnes morales et des sociétés de personnes non inscrites dans un Registre du commerce peut être vérifiée, par exemple, au moyen des documents constitutifs, de l'acte de fondation, d'une attestation de la société d'audit, d'un «*certificate of incumbency*», d'un «*certificate of good standing*», d'un «*certificate of incorporation*» ou d'une autorisation d'exercer une activité professionnelle délivrée par une autorité. Selon la pratique de la Commission de surveillance, l'identité des personnes morales non inscrites dans un Registre du commerce peut également être vérifiée au moyen de statuts non signés (voir Rapport d'activité 2005-2010, V.1.2.7, p. 18).

S'agissant de la notion d'«autorités», nous renvoyons aux commentaires relatifs à l'art. 23.

Cas particuliers:

- **Communautés de copropriétaires par étages**

L'identité des communautés de copropriétaires par étage est vérifiée sur la base d'un extrait du Registre foncier. Alternativement, cette vérification peut être effectuée sur la base d'une copie simple du règlement d'organisation de la copropriété par étages, ainsi que de l'extrait du procès-verbal dont il ressort que l'administrateur a le pouvoir de disposition sur le compte. L'extrait du procès-verbal n'est pas requis lorsque la vérification a été effectuée sur la base d'un extrait du Registre foncier. L'art. 15 n'est pas applicable aux communautés de copropriétaires par étages.

- **Communautés de copropriétaires par étages inscrites au Registre foncier**

Les règles sur les communautés de copropriétaires par étages (voir ci-dessus) s'appliquent par analogie aux communautés de copropriétaires inscrites au Registre foncier.

- **Produits de prévoyanceliée**

S'agissant des produits de prévoyance liée (p. ex. comptes de pilier 3a), le cocontractant de la banque est l'institution de prévoyance. Il y a donc lieu de vérifier l'identité de cette dernière (et non celle des bénéficiaires eux-mêmes).

**Art. 14 Date de l'extrait du Registre du commerce ou du document d'identification équivalent**

La CDB ne contient aucune exigence particulière en ce qui concerne le contenu de ces documents. Font foi la législation, la réglementation et la pratique dans l'Etat concerné.

En général, les associations ne sont pas inscrites au Registre du commerce et ne font pas l'objet d'une révision par une société d'audit. Leur identité ne peut donc être vérifiée que sur la base des statuts ou d'autres documents associatifs. Dans la mesure où ces documents reflètent encore la situation actuelle, ils peuvent être acceptés y compris lorsqu'ils datent de plus de douze mois. En revanche, lorsqu'une association est inscrite au Registre du commerce, l'extrait du Registre du commerce produit ne doit pas dater de plus de douze mois.

Selon la pratique de la Commission de surveillance, une copie simple de l'extrait du Registre du commerce ou d'une pièce de légitimation équivalente peut être utilisée pour vérifier l'identité d'une personne morale ou d'une société de personnes (voir Rapport d'activité 1998-2001, ch. 1 lit. l, p. 12). Il convient de s'en tenir à cette pratique, qui a fait ses preuves.

**Art. 15 Vérification de l'identité des personnes qui établissent la relation d'affaires et prise de connaissance des dispositions régissant le pouvoir d'engager le cocontractant**

Il y a lieu de vérifier l'identité de la personne morale ou de la société de personnes pour laquelle une relation d'affaires est établie. La vérification de l'identité de la personne qui établit la relation d'affaires («Eröffner») peut s'effectuer au moyen d'une copie d'un document d'identification officiel au sens de l'art. 9 ou d'une copie certifiée conforme d'un document d'identification au sens de l'art. 10. Sont réputées être les personnes qui établissent la relation d'affaires celles qui représentent la société envers la banque lors de l'ouverture du compte et qui signent les documents correspondants. Lorsqu'une personne morale établit une relation d'affaires en qualité de représentante d'une autre personne morale, il y a lieu de vérifier l'identité des personnes physiques qui agissent pour cette personne morale. Les personnes physiques concernées sont toujours celles qui agissent effectivement au moment de l'établissement de la relation d'affaires.

Les données visées à l'art. 7, al. 1 n'ont pas à être consignées pour les personnes physiques qui établissent une relation d'affaires pour une personne morale ou une société de personnes («Eröffner»).

Il n'y a pas lieu de vérifier l'adresse de domicile de la personne qui établit la relation d'affaires («Eröffner»), dans la mesure où la CDB prévoit des règles spécifiques quant à la vérification de son identité. Le «Eröffner» ne devient pas cocontractant. Lorsqu'une telle personne («Eröffner») établit elle-même une relation d'affaires à son nom, son identité doit être vérifiée selon les règles des art. 9 et suivants, sauf si son identité a déjà été vérifiée lors de l'établissement d'une relation d'affaires antérieure (art. 4, al. 3).

Sont considérées comme ayant le pouvoir d'engager le cocontractant au sens de l'art. 15, al. 3 les personnes qui agissent au nom de la personne morale pour établir la relation d'affaires avec la banque, à savoir les organes de la personne morale, les personnes en son sein qui disposent d'un pouvoir de signature (individuel ou collectif) et les tiers au bénéfice d'un pouvoir de représentation (voir aussi art. 3, al. 1 LBA).

Un extrait du Registre du commerce, par exemple, permet de prendre connaissance des dispositions régissant le pouvoir d'engager le cocontractant. D'autres documents contenant des informations à cet égard peuvent également être utilisés (p. ex. procurations d'organes de la société en faveur d'autres personnes, extrait d'un règlement interne, liste de signatures autorisées, «*certificate of incumbency*», etc.). L'exigence de l'art. 15, al. 3 peut aussi être remplie en versant au dossier une copie simple des documents pertinents de la société (p. ex. statuts, règlement d'association, procès-verbaux d'assemblée générale et de conseil d'administration, programmes annuels contenant des dispositions relatives aux pouvoirs de signature et à la compétence de nommer des personnes autorisées à signer, mais



également procurations d'organes de la société en faveur de tiers, etc.). L'identité et la légitimation des signataires de ces documents (p. ex. «*company secretary*») n'ont pas à être vérifiées, ni documentées plus avant par la banque. L'objectif est de savoir qui sont les personnes qui se présentent à la banque comme ayant le pouvoir d'engager le cocontractant.

En vertu de l'obligation de documentation et de mise en sûreté (voir art. 44), le fait que l'identité de la personne qui établit la relation d'affaires a bien été vérifiée doit être documenté (conservation du document correspondant dans le dossier du client et/ou enregistrement dans le système de la banque). A cet effet, il y a lieu de verser au dossier une copie simple du document dont résulte le pouvoir de représenter le cocontractant. La documentation de la prise de connaissance des dispositions régissant le pouvoir d'engager le cocontractant n'est soumise à aucune exigence de forme.

La personne qui établit la relation d'affaires ne doit pas être inscrite au registre des fondés de procuration, sauf si elle bénéficie en outre d'un pouvoir de signature dans le cadre de la relation d'affaires (voir art. 39, lit. c OBA-FINMA).

L'art. 15, al. 4 prévoit des règles spéciales concernant la vérification de l'identité de la personne qui établit la relation d'affaires et la documentation des dispositions régissant le pouvoir d'engager le cocontractant, lorsque la relation d'affaires est établie avec un intermédiaire financier suisse ou étranger au sens des art. 24 ou 33. Cela résulte du fait que les transactions entre banques, notamment, sont soumises à des normes particulières. Il est fréquent que des listes de signatures autorisées soient échangées sans que des personnes n'interviennent en tant que «*Eröffner*» au sens de l'art. 15, al. 1 et 2. Les transactions sont exécutées via des systèmes électroniques de négoce et de clearing (p. ex. SWIFT ou SIC). La vérification de l'identité du cocontractant s'effectue alors par échange de clés, sans que des personnes visées à l'art. 15, al. 1 et 2 n'interviennent. L'art. 14, al. 4 prévoit donc expressément que, lorsque le cocontractant est un intermédiaire financier assujéti à une surveillance en vertu d'une loi spéciale au sens des art. 24 et 33, la banque peut, en lieu et place de la procédure définie à l'art. 15, al. 1 à 3, se fonder sur une liste de signatures autorisées, ou recourir à un échange de clés électroniques ou à tout autre moyen usuel dans les affaires.

### **Art. 16 Vérification de l'identité dans le cas de sociétés simples, de sociétés en cours de constitution et de *trustees***

Pour les sociétés simples, la règle spéciale de l'art. 16 s'applique. Elles ne sont pas des personnes morales, ne peuvent pas contracter en leur propre nom et ne sont pas inscrites au Registre du commerce.

Lors de l'établissement d'une relation d'affaires avec une société simple, la banque peut, à son choix, (i) vérifier l'identité de tous les associés ou (ii) vérifier l'identité d'au moins l'un des associés ainsi que celle des personnes disposant d'un pouvoir de signature envers la banque. L'art. 16, al. 1, lit. c prévoit un allègement pour les sociétés simples poursuivant un but idéal: dans ce cas, la banque peut se contenter de vérifier seulement l'identité des personnes qui disposent d'un pouvoir de signature envers elle.

La possibilité de choix prévue à l'art. 16, al. 1 vise à permettre à la banque de procéder aux vérifications d'identité en fonction de la forme, du but et du nombre d'associés de la société simple concernée (p. ex. dans le cas d'études d'avocats).

A titre d'exemples de sociétés simples poursuivant un but idéal au sens de l'art. 16, al. 1, lit. c, on peut citer les caisses communes de clubs de jass (jeux de cartes), de fanfares, de classes scolaires.

L'identité des associés et/ou des personnes disposant d'un pouvoir de signature doit être vérifiée conformément aux règles prévues aux art. 9 et suivants (Personnes physiques) et/ou aux art. 12 et suivants (Personnes morales et sociétés de personnes).

Si une personne morale ou une société de personnes dispose d'un pouvoir de signature pour la relation d'affaires établie au nom d'une société simple, il convient de vérifier l'identité de cette personne morale ou société de personnes (et non celle de la personne physique qui la représente). L'art. 15 ne s'applique pas, car l'établissement d'une relation d'affaires avec une société simple est régi par les dispositions de l'art. 16 (*lex specialis*).

Les communautés héréditaires sont à qualifier de sociétés simples au sens du droit civil. Si une relation d'affaires existait avec le de cujus, la banque avait vérifié son identité en qualité de cocontractant. En

vertu du principe de la succession universelle, les héritiers deviennent parties à la relation d'affaires avec la banque. Les règles relatives à la vérification de l'identité du cocontractant dans le cas de sociétés simples ne s'appliquent que si une nouvelle relation d'affaires est établie avec une communauté héréditaire.

Les fonds affectés à un but particulier et sans organisation propre (p. ex. dons en cas de catastrophe, etc.) peuvent être traités, par analogie, comme les sociétés simples.

Si un compte a été ouvert en vue de constituer une société anonyme ou une société à responsabilité limitée et d'en libérer le capital, il y a lieu de vérifier l'identité des personnes qui établissent la relation d'affaires conformément à l'art. 15. En effet, ces sociétés en constitution doivent certes être traitées comme des sociétés simples du point de vue du droit civil, mais personne ne dispose d'un droit de signature sur les comptes de consignation. Ceux-ci doivent même être bloqués, afin que le certificat de dépôt des apports en espèces exigé par la loi puisse être établi à l'intention de l'assemblée constitutive. Le capital n'est libéré qu'après remise d'une preuve de la nomination des organes de la société nouvellement constituée. Une fois la société constituée, lors de l'établissement d'une relation d'affaires avec elle, la banque doit vérifier son identité conformément aux art. 12 et suivants. Lors d'une augmentation de capital, le cocontractant dispose déjà de la personnalité juridique, de sorte que l'art. 16, al. 2 ne s'applique pas. Il convient de procéder à la vérification de l'identité conformément aux art. 12 et suivants.

Dans le cadre d'une relation d'affaires avec un *trust*, le cocontractant de la banque est le *trustee*. Ce dernier peut être soit une personne physique, soit une personne morale ou une société de personnes, et son identité doit être vérifiée en conséquence. Le *trust* lui-même ne peut pas être le cocontractant de la banque. Il appartient au *trustee* de confirmer à la banque, par écrit ou par un moyen électronique approprié, qu'il dispose du pouvoir d'établir une relation d'affaires au nom du *trust*. Cette confirmation peut être donnée par exemple, au moyen du formulaire T. Elle peut être valablement remplacée par une *legal opinion*. Elle n'est soumise à aucune exigence de forme. Aucune preuve supplémentaire du pouvoir d'établir une relation d'affaires au nom du *trust* n'est nécessaire.

En pratique, des sociétés de domicile détenues par des *trusts* ou des fondations (appelées «*underlying companies*» et dont les actions font partie de la fortune du *trust* ou de la fondation) établissent également des relations d'affaires avec des banques. En pareil cas, il convient de vérifier l'identité de la société de domicile, qui est le cocontractant de la banque. Il n'existe pas de relation d'affaires avec le *trust* ou la fondation dans ce cas. L'art. 16, al. 3 ne s'applique donc pas.

### **Art. 17 Personnes morales, sociétés de personnes et autorités notoirement connues**

L'art. 17 décrit les modalités de vérification de l'identité des personnes morales, sociétés de personnes et autorités notoirement connues. Cette règle spéciale prévaut sur toutes les prescriptions des art. 12 à 15. Lorsqu'une personne morale est notoirement connue, la procédure prévue aux art. 12 et suivants est remplacée par une note au dossier attestant de cette notoriété. Cette note n'est soumise à aucune exigence de forme. Il peut s'agir par exemple d'une note de dossier, mais aussi d'une capture d'écran imprimée, où l'on voit la personne morale mentionnée comme société cotée sur le site Internet d'une bourse.

En Suisse, on entend par «autorités» les autorités fédérales, cantonales et communales, ainsi que leurs établissements et corporations de droit public. Les corporations, établissements et fondations de droit public sont réputés être des autorités s'ils disposent d'une base légale et accomplissent une mission d'intérêt public. En ce qui concerne les autorités étrangères, cette notion d'«autorités» se définit selon le droit étranger applicable en l'espèce.

## Section 4 Formes particulières de vérification de l'identité

### **Art. 18 Compte ouvert pour un mineur, compte de garantie de loyer**

Lorsqu'un compte, un dépôt ou un livret est ouvert au nom d'un mineur par une tierce personne majeure, plus aucun seuil chiffré ne figure dans la règle spéciale qui prévoit un allègement de la vérification de l'identité du cocontractant (puisque il n'y a pas lieu de vérifier l'identité du mineur).

**Art. 19 Vérification de l'identité au sein du groupe**

Pour apprécier l'équivalence de la norme de diligence appliquée, le moment déterminant est celui de l'établissement de la relation d'affaires. Lorsque l'identité d'une personne a déjà été correctement vérifiée par une entité du groupe de la banque, et ce conformément aux prescriptions en vigueur au sein de cette entité, il n'est pas nécessaire de répéter la procédure de vérification de l'identité du cocontractant lorsque ce dernier établit une relation d'affaires avec une autre entité du groupe. Cet allègement ne vaut que pour les cocontractants existants, dont l'identité a été vérifiée conformément aux dispositions les concernant. Par «entité du groupe», on entend une entité suisse ou étrangère du même groupe. Les établissements bancaires élaborent des règles internes pour le contrôle des documents d'identification. Ces documents doivent en principe être mis à disposition par l'entité du groupe qui a procédé à l'identification du cocontractant. Lorsque le cocontractant met fin à sa relation d'affaires avec une entité du groupe, son dossier client peut rester au sein de l'entité du groupe qui a procédé à la vérification de son identité.

L'art. 19 s'applique également aux fédérations et groupes de banques. Les sièges, succursales, agences et bureaux de représentation ainsi que les sociétés du groupe doivent être traitées, à cet égard, comme faisant partie du groupe. L'art. 19 est ainsi applicable aussi, par exemple, lorsqu'un cocontractant effectue auprès d'une banque un retrait d'espèces au débit de son compte ouvert auprès d'une autre société du même groupe et que les données du client sont disponibles au sein du groupe.

Selon la pratique en vigueur, la réserve formulée à la dernière phrase de l'art. 19 se réfère en particulier à la réglementation applicable en matière de protection des données et de secret bancaire dans les pays concernés. Les copies des documents d'identification du cocontractant ne peuvent être transmises à une autre entité du groupe qu'avec l'accord préalable du cocontractant. A défaut d'accord, la vérification de l'identité du cocontractant doit être répétée.

---

## **Chapitre 3: Identification de l'ayant droit économique de personnes morales et de sociétés de personnes exerçant une activité opérationnelle**

---

Dans le cadre des Recommandations révisées du GAFI ainsi que des dispositions de la LBA révisées en conséquence, l'ayant droit économique d'une personne morale ou d'une société de personnes exerçant une activité opérationnelle se définit comme la personne physique qui exerce en dernier lieu un contrôle effectif sur cette personne morale ou cette société de personnes, ou qui la contrôle de fait d'une autre manière reconnaissable.

Il s'agit là d'un nouveau concept qui vise à apporter de la transparence au sujet des ayants droit de sociétés exerçant une activité opérationnelle et non cotées en bourse. C'est en ce sens qu'ont été révisées également les dispositions correspondantes du Code des obligations (voir art. 697i et 697j CO).

Afin de distinguer ce nouveau concept de l'ancien concept d'identification de l'ayant droit économique, la CDB 16 a introduit la notion de détenteur du contrôle pour désigner l'ayant droit économique d'une personne morale exerçant une activité opérationnelle. Un nouveau chapitre de la CDB 16 rassemble les règles relatives à l'obligation d'identification des détenteurs du contrôle. Seules des personnes physiques sont en principe considérées comme détenteurs du contrôle (voir cependant les exceptions prévues aux art. 22 et suivants).

La première section de ce chapitre contient les dispositions générales relatives à l'obligation d'identification des détenteurs du contrôle, tandis que la deuxième section est consacrée aux exceptions à l'obligation d'identification. Ces exceptions concernent les sociétés cotées en bourse et les filiales qu'elles contrôlent en majorité, les autorités, les banques et autres intermédiaires financiers, les sociétés et communautés qui poursuivent exclusivement un but idéal et ne présentent pas de lien avec des pays à risque accru, les sociétés simples ainsi que d'autres communautés comme les communautés de copropriétaires par étages et de copropriétaires.

En ce qui concerne la définition des détenteurs du contrôle et les clarifications à effectuer en vue de leur identification, la CDB 16 reprend les prescriptions formulées dans les Recommandations révisées du GAFI. L'identification des détenteurs du contrôle s'effectue selon un processus en cascade.

On peut détenir des droits de vote ou une participation au capital seul ou de concert (p. ex. au moyen de pactes d'actionnaires). Le processus en cascade prévoit que le cocontractant doit vérifier, en premier lieu, si une personne physique détient au moins 25% de ses droits de vote ou de son capital. Si tel n'est pas le cas, il vérifie, dans un deuxième temps, si une personne physique exerce un contrôle effectif sur lui d'une autre manière reconnaissable. Lorsque le cocontractant indique sur le formulaire K, outre le détenteur du contrôle qui dispose d'au moins 25% des droits de vote ou du capital, un autre détenteur du contrôle qui le contrôle d'une autre manière reconnaissable, la banque peut néanmoins accepter le formulaire, pour autant que les indications fournies soient plausibles. Dans une troisième étape, si les deux premières étapes n'ont permis d'identifier aucun détenteur du contrôle, la/les personne(s) dirigeant(e)s du cocontractant est/sont réputée(s) être le(s) détenteur(s) du contrôle.

Divers exemples pratiques figurent en annexe à ce commentaire. Ils permettent de mieux comprendre le concept de détenteur du contrôle et pourront aussi être utiles s'il s'avère nécessaire de plausibiliser les déclarations du cocontractant, notamment pour les structures de participation à plusieurs niveaux. En dernier lieu, ce sont cependant toujours foi les déclarations du cocontractant, fondées sur le registre des actionnaires au porteur et sur les annonces effectuées par les ayants droit économiques auprès de la société.

## Section 1 Dispositions générales

### **Art. 20 Identification des détenteurs du contrôle**

#### 1. Généralités

Les nouvelles règles de l'art. 20 (Identification des détenteurs du contrôle) s'appliquent aux personnes morales et sociétés de personnes qui exercent une activité opérationnelle et ne sont pas cotées en bourse. Sont réputées exercer une activité opérationnelle les sociétés qui (contrairement aux sociétés de domicile) exercent une activité de négoce, de fabrication ou de prestation de services.

Lors de l'identification du détenteur du contrôle, en vertu des prescriptions révisées du droit de la société anonyme ainsi que des dispositions analogues de droit étranger, la banque peut considérer que le représentant du cocontractant a accès aux informations requises sur le détenteur du contrôle. La banque peut en principe considérer qu'elles sont exactes. La banque ne doit répéter l'identification du détenteur du contrôle conformément à l'art. 46 que si elle doute de l'exactitude des déclarations faites au moyen du formulaire K ou si des indices manifestes laissent à penser que les indications figurant sur le formulaire ne sont pas correctes.

L'obligation d'identification du détenteur du contrôle ne s'applique pas à la location de compartiments de coffre-fort ni à l'ouverture de comptes de garantie de loyer.

Les transactions sur le marché des capitaux, notamment celles visant à placer des valeurs mobilières auprès d'investisseurs (p. ex. «selling shareholder» dans le cadre d'un «initial public offering»), ainsi que les cas dans lesquels la banque intervient en tant qu'agent payeur et/ou émetteur ou dans une fonction analogue, ne relèvent pas de la notion d'opération de négoce telle que définie à l'art. 20, al. 5, lit. e. A l'ouverture d'un compte de consignment, que ce soit en vue de constituer une société ou de procéder à une augmentation de capital, il n'y a pas lieu de demander une déclaration relative au détenteur du contrôle.

En ce qui concerne les opérations de caisse, la déclaration relative au détenteur du contrôle peut aussi être demandée a posteriori, dans la mesure où la demande en est faite immédiatement après l'exécution de la transaction (voir Rapport sur les résultats de l'audition relative à l'OBA-FINMA du 3 juin 2015).

#### 2. Notion de contrôle (processus de clarification en cascade)

D'une manière générale, on parle de contrôle d'une société lorsque la personne physique qui se trouve derrière cette société en exerce le contrôle effectif, c'est-à-dire notamment lorsqu'elle oriente la politique commerciale et/ou a le pouvoir de désigner les représentants légaux et les organes. Les clarifications à cet égard s'effectuent selon un processus en cascade à trois niveaux:

- <sup>1</sup> Si le cocontractant est une personne morale ou une société de personnes exerçant une activité opérationnelle, il convient de déterminer dans une première étape s'il existe des personnes physiques ou morales qui détiennent au moins 25% des droits de vote ou du capital du cocontractant, sachant que ce seuil peut être atteint aussi de concert (par exemple au moyen d'un pacte d'actionnaires). S'il existe des personnes physiques répondant à ce critère, le cocontractant doit les identifier au moyen du formulaire K. S'il existe une personne morale qui détient au moins 25% des droits de vote ou du capital du cocontractant, ce dernier doit identifier selon le principe d'imputation les personnes physiques qui, en dernier lieu, contrôlent la société interposée.
- <sup>2</sup> Si le cocontractant ne dispose d'aucun détenteur du contrôle au terme des clarifications de premier niveau, il doit indiquer les personnes physiques qui exercent le contrôle d'une autre manière reconnaissable. Tel peut être le cas d'un patron qui, sans détenir au moins 25% des droits de vote ou du capital, exerce néanmoins le contrôle de fait du cocontractant. Tel peut être le cas également en présence d'un pacte d'actionnaires, lorsque celui-ci permet aux actionnaires concernés d'exercer le contrôle d'une autre manière reconnaissable. Un troisième exemple de contrôle de fait sans détention d'au moins 25% des droits de vote ou du capital est la situation où un prêteur, au moyen du prêt, s'assure une influence dominante sur les décisions prises par la direction du cocontractant.

- <sup>3</sup> Si les clarifications de premier et deuxième niveau ne permettent d'identifier aucun détenteur du contrôle, il y a lieu d'identifier en lieu et place la personne dirigeante. On entend par «personne dirigeante» la personne physique qui exerce la direction effective d'une société. Dans le cadre de l'identification de la personne dirigeante, on peut aussi être amené à identifier plusieurs personnes physiques, par exemple lorsque deux co-gérants exercent ensemble la direction. La personne dirigeante identifiée en lieu et place des détenteurs du contrôle n'exerce pas le contrôle effectif du cocontractant, dans la mesure où elle n'agit in fine que sur mandat du conseil d'administration ou des propriétaires de la société.

### 3. Contrôle par une participation directe ou indirecte dans la personne morale cocontractante

Les détenteurs du contrôle sont les personnes physiques qui, en dernier lieu, exercent le contrôle effectif de la société en détenant une participation directe ou indirecte dans cette société.

#### a) Participation directe

Lorsqu'une ou plusieurs personnes physiques détiennent directement au moins 25% des droits de vote ou du capital de la personne morale cocontractante, il y a lieu de les identifier en tant que détenteurs directs du contrôle.

#### b) Participation indirecte

Une ou plusieurs personnes physiques peuvent prendre une participation indirecte dans la personne morale cocontractante par le biais d'une ou plusieurs sociétés interposées. Dans ce cas, il y a lieu de demander une déclaration relative aux personnes physiques qui se trouvent derrière cette ou ces société(s) interposée(s), qui exercent le contrôle effectif de la dernière société interposée et par là même, de fait, celui du cocontractant.

On parle de contrôle effectif d'une société interposée exerçant une activité opérationnelle lorsqu'une personne physique détient plus de 50% des droits de vote ou du capital de cette société ou exerce le contrôle de cette société d'une autre manière reconnaissable. Les participations détenues par les sociétés interposées sont imputées aux personnes physiques qui, en dernier lieu, exercent le contrôle effectif de ces sociétés interposées (principe d'imputation). Si, en revanche, une société de domicile détient au moins 25% des droits de vote ou du capital du cocontractant, il convient d'indiquer sur le formulaire K tous les ayants droit économiques de cette société de domicile. Si le cocontractant est une personne morale ou une société de personnes exerçant une activité opérationnelle et qu'il déclare que, dans le cadre d'une structure de participation indirecte, au moins 25% des droits de vote ou du capital sont détenus par une fondation ou un *trust*, il lui incombe de fournir les indications visées aux art. 39 à 41. Les dispositions spéciales des art. 33 et 38 s'appliquent par analogie aux intermédiaires financiers, aux formes de placement collectif et aux sociétés de participation qui détiennent le contrôle.

### 4. Identification du détenteur du contrôle selon les différentes formes de sociétés

En principe, la banque doit se faire remettre un formulaire K pour les formes de sociétés suivantes: société anonyme, société à responsabilité limitée, société en nom collectif, société en commandite, société en commandite par actions, société coopérative, association, ainsi que pour les sociétés étrangères exerçant une activité opérationnelle. Demeurent réservées les exceptions prévues aux art. 22 et suivants. Les développements ci-après précisent les exigences nouvelles ou spécifiques selon les formes sociales.

#### a) Société anonyme

Une société anonyme exerçant une activité opérationnelle doit confirmer par écrit si, au vu du registre des actionnaires, il existe des personnes détenant une participation d'au moins 25%, et indiquer qui sont les ayants droit des actions (détenteurs du contrôle au sens de l'art. 20, al. 1). En vertu du droit révisé de la société anonyme, elle doit désormais être en possession de ces informations: l'art. 697j, al. 1 CO prévoit ainsi que quiconque acquiert, seul ou de concert avec un tiers, des actions d'une société dont les titres ne sont pas cotés en bourse et dont la participation, à la suite de cette opération, atteint ou dépasse le seuil de 25 % du capital-actions ou des voix, est tenu d'annoncer dans un délai d'un mois à la société le prénom, le nom et l'adresse de la personne physique pour le compte de laquelle il agit en dernier lieu (ayant droit économique). Sur la base de ces informations et conformément à

l'art. 697I, al. 1 CO, la société tient une liste des détenteurs d'actions au porteur et des ayants droit économiques annoncés à la société.

Si le cocontractant déclare qu'au vu du registre des actionnaires, il n'existe pas de personnes physiques ou morales qui détiennent au moins 25% des droits de vote ou du capital, il doit déclarer au moyen du formulaire K si d'autres personnes physiques exercent le contrôle d'une autre manière (détenteurs du contrôle au sens de l'art. 20, al. 3). S'il n'existe aucun détenteur du contrôle au sens de l'art. 20, al. 1 et 3, il y a lieu d'identifier en lieu et place la personne dirigeante.

b) Société à responsabilité limitée

A l'image de la société anonyme et en vertu de l'art. 790, al. 1 CO, toute société à responsabilité limitée tient un registre des parts sociales. Quiconque acquiert seul ou de concert avec un tiers des parts sociales et dont la participation, à la suite de cette opération, atteint ou dépasse le seuil de 25 % du capital social ou des voix (art. 790a, al. 1 CO) doit être inscrit au registre.

c) Société coopérative

S'agissant de sociétés coopératives présentant un lien avec un pays à risque, il y a lieu en principe d'identifier les détenteurs du contrôle. Mais comme l'art. 831 CO prescrit un nombre minimum de sept membres, il est fréquent que le seuil d'au moins 25% des droits de vote ou du capital ne soit pas atteint. Dans ce cas, la société coopérative doit déclarer s'il existe un détenteur du contrôle qui exerce le contrôle d'une autre manière. S'il n'en existe pas non plus, il convient d'indiquer en lieu et place la personne dirigeante sur le formulaire K.

d) Association

Dans les associations, il est fréquent que les premier et deuxième niveaux du processus en cascade ne permettent pas d'identifier de détenteur du contrôle, de sorte que le cocontractant indiquera en général la personne dirigeante, c'est-à-dire le président de l'association, sur le formulaire K.

e) Trust

Les règles concernant les *trusts* sont les suivantes: les *corporate trustees* sont exclus de l'obligation d'identification des détenteurs du contrôle. En effet, les Recommandations 24 et 25 du GAFI distinguent clairement entre «*Legal Person*» et «*Legal Arrangement*». Les *trusts* relèvent du «*Legal Arrangement*» selon la Recommandation 25. Cette même Recommandation 25 prescrit toutes les informations à recueillir concernant les *trusts*. La nouvelle exigence de clarification des détenteurs du contrôle désormais imposée par la LBA pour les personnes morales se fonde toutefois (comme le mentionne expressément le message) sur la Recommandation 24 du GAFI, laquelle n'est pas applicable aux *trusts*. Pour ces derniers, les informations pertinentes doivent être recueillies au moyen du formulaire T. Il en résulte que pour les *trustees* (c'est-à-dire les *corporate trustees*), le formulaire K n'est pas requis. La même remarque s'applique aux *insurance wrappers* et au formulaire I.

5. Obligation de renouveler l'accomplissement des obligations de diligence

Si les conditions de l'art. 46, al. 1, lit. b sont remplies, la banque doit répéter l'identification du détenteur du contrôle.

**Art. 21 Données à recueillir**

Un nouveau formulaire K a été spécialement élaboré pour l'identification des détenteurs du contrôle. Il se trouve en annexe de la CDB. En lieu et place de ce formulaire, le cocontractant peut aussi produire une confirmation écrite. L'art. 28, al. 4 s'applique par analogie. Les formulaires élaborés par les banques peuvent contenir des formulations propres, différentes de celles du modèle de formulaire K proposé par l'ASB, pour autant que leur contenu soit équivalent. Par analogie avec la pratique de la Commission de surveillance concernant le formulaire A, la banque n'est pas tenue de conserver un exemplaire original du formulaire K (voir la pratique de la Commission de surveillance sous art. 28).

Les données à recueillir par les banques dans le cadre de la CDB correspondent aux dispositions du droit révisé de la société anonyme. Lors de l'identification du détenteur du contrôle, il y a lieu de consigner son adresse effective de domicile. Cela vaut aussi en cas d'identification de la personne dirigeante en lieu et place du détenteur du contrôle (niveau 3 du processus en cascade). L'adresse de domicile indiquée doit être l'adresse effective du domicile du détenteur du contrôle. En vertu de l'art. 23 CC, celle-ci est réputée être au lieu où le détenteur du contrôle réside avec l'intention de s'y établir.

Pour l'identification du détenteur du contrôle, les établissements financiers se fondent sur les déclarations du cocontractant. Ils ne sont tenus de procéder à des clarifications complémentaires qu'en cas de doute quant à l'exactitude des indications fournies par le cocontractant. Si le cocontractant n'indique aucun détenteur du contrôle identifié aux niveaux 1 et 2 du processus en cascade, ni, en lieu et place de celui-ci, la personne dirigeante (niveau 3), il y a lieu de procéder à des clarifications approfondies conformément à l'art. 15 OBA-FINMA («Clarifications complémentaires en cas de risques accrus»).

S'agissant des structures de participation à plusieurs niveaux, la déclaration concerne les personnes physiques qui se trouvent derrière la/les société(s) interposée(s); en d'autres termes, seuls doivent être documentés les détenteurs du contrôle de la dernière société interposée de la chaîne (principe d'imputation).

'''Il existe des pays dans lesquels les adresses de domicile ne sont pas utilisées, de sorte que la banque n'est pas en mesure de collecter et consigner ces données. La CDB précise qu'en pareil cas, la banque n'est pas tenue de le faire et n'enfreint donc pas la CDB.

Pour déterminer l'adresse effective du domicile du cocontractant, la banque peut en principe se fier aux indications fournies par ce dernier. Elle n'est tenue de procéder à des clarifications complémentaires qu'en cas d'anomalie, dans le cadre d'une approche fondée sur le risque. La banque peut ajouter a posteriori le numéro de compte/dépôt sur un formulaire K déjà signé. En pratique, en effet, le numéro de compte/dépôt n'est pas encore connu lors de l'établissement de la relation d'affaires (et de la signature concomitante du formulaire K). Le numéro de compte/dépôt est en outre un élément du formulaire K dont décide la banque, et non le client lui-même. Le formulaire K doit donc être considéré comme correctement complété, y compris lorsque le numéro de compte/dépôt n'y figure pas. Les banques utilisent non seulement les termes de «numéro de compte/dépôt», mais aussi d'autres désignations (p. ex. numéro de relation, de client, de partenaire, etc.). Par souci de lisibilité, ces formulations alternatives n'ont pas été intégrées dans le modèle de formulaire. Les banques sont toutefois libres d'insérer dans le formulaire K, en fonction de leurs besoins pratiques, les désignations qui leur conviennent.

Un collaborateur de la banque ou un tiers peut préparer le formulaire K et/ou le compléter sur instructions du cocontractant; en d'autres termes, le formulaire K n'a pas à être complété de la main du cocontractant. Ce dernier devant dans tous les cas confirmer par sa signature l'exactitude des indications fournies dans le formulaire K, il n'y a là rien d'incompatible avec l'esprit de la CDB.

Le formulaire K peut être signé par le cocontractant ou par un fondé de procuration désigné par lui. En ce qui concerne les personnes morales, le formulaire K doit être signé par une personne disposant d'un pouvoir de signature ou par un fondé de procuration muni d'une procuration signée par une personne disposant d'un pouvoir de signature. Ce fondé de procuration peut être une autre personne que celle qui établit la relation d'affaires au sens de l'art. 15. Il appartient à la banque de décider quelles procurations elle accepte. La déclaration du cocontractant relative au détenteur du contrôle peut aussi être fournie par application d'une procédure prévue à la section V de la Circulaire-FINMA 2016/7 « Identification par vidéo et en ligne ».

## Section 2 Exceptions à l'obligation d'identification

### Art. 22 Sociétés cotées en bourse

Conformément à l'art. 4, al. 1 LBA, on entend par «sociétés cotées en bourse» les sociétés cotées en bourse ainsi que les filiales détenues majoritairement par de telles sociétés. Une déclaration relative aux personnes qui se trouvent derrière ces sociétés n'est jamais requise. Cela vaut dans le cas où une société cotée en bourse intervient comme cocontractant, mais aussi dans le cas où elle est désignée comme détenteur du contrôle ou ayant droit économique d'une autre société. Le fait qu'une société cotée en bourse figure sur le formulaire K comme détenteur direct ou indirect du contrôle du



cocontractant n'est pas contradictoire avec le principe selon lequel seules les personnes physiques doivent être identifiées comme détenteurs du contrôle. Le formulaire K est réputé correctement complété y compris lorsqu'une société cotée en bourse y figure.

### **Art. 23 Autorités**

La notion d'«autorités» intègre désormais aussi les autorités étrangères. La limitation aux autorités suisses a été supprimée. En Suisse, on entend par «autorités» les autorités fédérales, cantonales et communales, ainsi que leurs établissements et corporations de droit public. Les corporations de droit public, établissements et fondations sont réputés être des autorités s'ils disposent d'une base légale et accomplissent une mission d'intérêt public. La notion d'autorités étrangères se définit selon le droit étranger applicable en l'espèce.

Une déclaration relative aux personnes qui se trouvent derrière une autorité n'est jamais requise. Cela vaut dans le cas où une autorité est le cocontractant, mais aussi dans le cas où une autorité est le détenteur du contrôle. Le fait qu'une autorité figure sur le formulaire K comme détenteur direct ou indirect du contrôle du cocontractant n'est pas contradictoire avec le principe selon lequel seules des personnes physiques doivent être identifiées comme détenteurs du contrôle. Le formulaire K est réputé correctement complété y compris lorsqu'une autorité y figure en tant que détenteur du contrôle.

### **Art. 24 Banques et autres intermédiaires financiers en qualité de cocontractants**

Doivent également être qualifiées de banques les maisons de jeu au sens de l'art. 2, al. 2, lit. e LBA.

Pour la définition des banques, négociants en valeurs mobilières et autres intermédiaires financiers étrangers, il y a lieu de se référer aux lois spéciales du pays de domicile.

Sont réputés être des pays appliquant une surveillance et une réglementation adéquates en matière de lutte contre le blanchiment d'argent les Etats membres du GAFI ainsi que la Principauté du Liechtenstein. Une banque peut reconnaître des intermédiaires financiers d'autres pays comme assujettis à une surveillance prudentielle et à une réglementation adéquates en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dès lors que des connaissances et des clarifications particulières lui permettent de penser que tel est le cas et qu'elle se documente en conséquence.

Elle peut également considérer qu'un intermédiaire financier étranger est assujetti à une surveillance prudentielle et à une réglementation adéquates en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme lorsque celui-ci fait partie d'un groupe assujetti à une surveillance consolidée et dont la société mère est domiciliée dans un pays disposant d'une surveillance et d'une réglementation adéquates en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, même si la surveillance et la réglementation ne répondent pas au critère d'adéquation dans le pays de domicile de la société du groupe. Les dispositions de l'art. 24 s'appliquent aussi dans les relations avec des cocontractants qui ne travaillent qu'avec des intermédiaires financiers (p. ex. SIX SIS SA, Euroclear, Clearstream, Fastnet, etc.).

L'art. 24 ne s'applique pas aux fiduciaires, sauf s'ils peuvent être qualifiés de négociants en valeurs mobilières au sens de l'art. 2, al. 2 LBA.

### **Art. 25 Autres exceptions à l'obligation d'identification**

En vertu de l'art. 25, il n'y a pas lieu d'exiger une déclaration relative aux détenteurs du contrôle lorsque le cocontractant est une société ou une communauté qui poursuit un but idéal et ne présente pas de lien reconnaissable avec des pays à risque accru. Constitue un but idéal, pour une société ou une communauté, la sauvegarde des intérêts de ses membres ou de ses bénéficiaires collectivement et par ses propres moyens, ou la poursuite de buts politiques, religieux, scientifiques, artistiques, de bienfaisance, de récréation ou de buts analogues. Cela correspond à l'approche fondée sur le risque.

Le motif principal qui sous-tend la Recommandation correspondante du GAFI est la lutte contre le financement du terrorisme. Le lien avec un pays à risque accru est à apprécier au cas par cas au regard des circonstances concrètes. Un tel lien peut être avéré, par exemple, lorsque des ordres de paiement sont passés à partir ou à destination d'un pays à risque ou lorsque des membres sont domiciliés dans

un pays à risque, pour autant qu'il existe des indices reconnaissables d'influence dominante. Il appartient aux banques de déterminer en interne les pays présentant potentiellement un risque accru.

Pour les sociétés simples, une déclaration relative aux détenteurs du contrôle n'est pas requise. Sont considérées comme des sociétés simples à cet égard les caisses communes de clubs de jass, de fanfares et de classes scolaires, les communautés héréditaires, les sociétés en formation, etc.

**Art. 26 Communautés de copropriétaires par étages et de copropriétaires**

Comptent notamment parmi les autres communautés poursuivant un but analogue certaines formes de communautés issues du domaine agricole (p. ex. corporations de forêts ou d'éleveurs, voire celles liées à des sources, etc.).

---

## Chapitre 4: Identification de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales

---

Le chapitre de la CDB 16 consacré à l'identification de l'ayant droit économique introduit de nouveaux concepts et comprend diverses modifications. Ces modifications ont été rendues nécessaires par la révision des Recommandations du GAFI ainsi que par les changements subséquents au niveau législatif, notamment dans la LBA.

L'obligation d'identifier l'ayant droit économique est désormais générale, mais on peut partir du principe que les données relatives à l'ayant droit économique ne doivent pas être approfondies d'avantage que s'il était lui-même cocontractant. Dorénavant et en vertu des prescriptions révisées sur le blanchiment d'argent, les ayants droits économiques ne peuvent être en principe que des personnes physiques. Demeurent réservées les exceptions prévues aux art. 30 et suivants, qui s'appliquent tant au niveau du cocontractant qu'au niveau de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales du cocontractant.

La CDB 16 prévoit de nouvelles dispositions en ce qui concerne les *trusts* et les fondations.

Les formulaires ont été remaniés en conséquence et dissociés: les formulaires A et T existants ont été modifiés, le formulaire T est désormais réservé aux *trusts* et un formulaire S a été créé pour les fondations. Le formulaire I a été intégré dans la CDB pour les *insurance wrappers*, sur la base de la communication FINMA 18 (2010) du 30 décembre 2010 (Traitement des assurances-vie avec gestion de compte/dépôt séparée).

Sur le plan formel, le chapitre consacré à l'identification de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales a été subdivisé en trois sections.

La première section (Dispositions générales) pose le principe d'obligation d'identification de l'ayant droit économique et énumère les données à recueillir par la banque à cet effet.

La deuxième section (Exceptions à l'obligation d'identification) regroupe les exceptions ainsi que les règles applicables pour les comptes globaux et dépôts globaux, les formes de placement collectif et sociétés de cocontractants (p. ex. sociétés cotées en bourse, autorités, intermédiaires financiers, sociétés poursuivant un but idéal).

La troisième section (Obligations particulières d'identification) prescrit enfin les clarifications à effectuer pour un certain nombre de structures particulières, à savoir: d'une part, l'identification de l'ayant droit économique pour les comptes globaux et dépôts globaux, les formes de placement collectif et sociétés de participation, les sociétés de domicile, les fondations, les *trusts* et, d'autre part, l'identification du preneur d'assurance pour les *insurance wrappers*.

### Section 1 Dispositions générales

#### **Art. 27 Identification de l'ayant droit économique**

En conformité avec la législation révisée sur le blanchiment d'argent, l'art. 27 impose désormais aux banques l'obligation générale d'identifier l'ayant droit économique pour toutes les relations d'affaires. Demeurent réservés les cas régis par les sections «Exceptions à l'obligation d'identification» et «Obligations particulières d'identification».

En vertu des Recommandations révisées du GAFI, il y a lieu en principe d'identifier des personnes physiques comme ayants droit économiques. Il y a des exceptions à ce principe, d'une part, dans les cas prévus aux art. 30 et suivants et, d'autre part, si une personne morale ou une société de personnes exerçant une activité opérationnelle et non cotée en bourse est l'ayant droit économique; dans ce cas, on identifie les détenteurs du contrôle au moyen du formulaire K et il n'y a pas lieu de fournir d'indications sur la détention de valeurs patrimoniales à titre fiduciaire par la personne morale ou la société de personnes. Le formulaire K doit être signé par le cocontractant. Si le cocontractant déclare que, au travers d'une structure de participation indirecte, au moins 25% des droits de vote ou du capital sont détenus par une fondation ou un *trust*, il lui incombe de fournir les indications visées aux art. 39 à 41.

Comme le prévoyait déjà la CDB 08, la banque n'a pas à identifier l'ayant droit économique en cas de location d'un compartiment de coffre-fort.

L'art. 27, al. 3, lit. e relatif à l'exécution d'opérations de négoce a été complété: il intègre désormais expressément une exception admise dans la pratique, à savoir que la banque n'est pas tenue d'identifier l'ayant droit économique lors de l'exécution d'opérations de négoce si elle fait office de courtier («broker»), pour autant que le paiement / la livraison s'effectue par le biais d'une banque ou d'un autre intermédiaire financier au sens de l'art. 33.

Les transactions sur le marché des capitaux, notamment celles visant à placer des valeurs mobilières auprès d'investisseurs (p. ex. «selling shareholder» dans le cadre d'un «initial public offering»), ainsi que les cas dans lesquels la banque intervient en tant qu'agent payeur et/ou émetteur ou dans une fonction analogue, ne relèvent pas de la notion d'opération de négoce telle que définie à l'art. 27, al. 3, lit. e.

Pour les comptes *escrow*, il y a lieu d'identifier comme ayants droit économiques à la fois le vendeur et l'acheteur.

Pour les opérations de caisse portant sur un montant supérieur à 25'000 francs et nonobstant les exceptions prévues à la Section 2, la banque reste tenue de se faire remettre un formulaire A par le cocontractant.

Pour les comptes épargne de garantie de loyer, il n'y a pas lieu d'identifier l'ayant droit économique.

A l'ouverture d'un compte de consignation, que ce soit en vue de constituer une société ou de procéder à une augmentation de capital, il n'y a pas lieu de se faire remettre une déclaration relative à l'ayant droit économique.

S'agissant de contrats de prêt, selon la pratique de la Commission de surveillance, il convient d'analyser au cas par cas si c'est le prêteur ou l'emprunteur qui est l'ayant droit économique: «Constituent des indices que le prêteur est bien le «véritable ayant droit économique» du prêt le fait qu'il possède le droit de donner des instructions à l'emprunteur, qu'il porte le risque économique de l'opération et la circonstance que l'octroi du prêt intervient en premier lieu dans l'intérêt du prêteur ou que le prêt a été initié par le prêteur. A l'inverse, si l'emprunteur ne dépend pas des instructions du prêteur pour l'usage du prêt, qu'il porte le risque économique et si l'octroi du prêt est dans son intérêt, respectivement à lieu à son initiative, on peut en inférer que c'est l'emprunteur qui est l'ayant droit économique.» (voir Rapport d'activité 2005-2010, V.2.3.3, p. 27).

Lorsqu'une personne étend une relation d'affaires existante, par exemple en ouvrant un nouveau compte, il n'y a pas lieu de se faire remettre un formulaire A supplémentaire, à moins qu'un doute survienne, au sens de l'art. 46, sur le point de savoir si l'ayant droit économique du nouveau compte et celui qui a été identifié conformément à la disposition applicable de la CDB sont une seule et même personne.

## **Art. 28 Données à recueillir**

Compte tenu des nouvelles exigences en matière fiscale et des obligations de clarification en résultant, les banques ont besoin d'informations fondées sur les ayants droit économiques. Afin de créer une base appropriée pour les clarifications subséquentes à effectuer, le catalogue existant des données à consigner a été reformulé plus clairement. Il a ainsi été précisé que lors de l'identification de l'ayant droit économique, il y a lieu de consigner son adresse effective de domicile. En vertu de l'art. 23 CC, celle-ci est réputée se trouver au lieu où le cocontractant réside avec l'intention de s'y établir.

Pour déterminer l'adresse effective du domicile du cocontractant, la banque peut en principe se fier aux indications fournies par celui-ci. Elle n'est tenue de procéder à des clarifications complémentaires qu'en présence d'anomalies (en vertu de l'art. 46), conformément à une approche fondée sur le risque. Il existe toutefois des pays dans lesquels les dates de naissance ou les adresses de domicile/de siège ne sont pas utilisées, de sorte que la banque n'est pas en mesure de collecter et de consigner ces données. La CDB précise qu'en pareil cas, elle n'est pas tenue de le faire et n'enfreint donc pas la CDB.

Les formulaires élaborés par les banques peuvent contenir des formulations propres, différentes de celles du modèle de formulaire A proposé par l'ASB, pour autant que leur contenu soit équivalent. Le contenu est considéré comme équivalent notamment lorsque le formulaire A, dans sa présentation, correspond au modèle de formulaire A de la CDB 03, de sorte que l'on peut continuer à utiliser ce

formulaire A dans le cadre de la CDB 16. La banque n'est pas tenue de conserver un exemplaire original du formulaire A.

Un collaborateur de la banque ou un tiers peut préparer le formulaire A et/ou le compléter sur instructions du cocontractant: en d'autres termes, le formulaire A n'a pas à être complété de la main du cocontractant. Ce dernier devant dans tous les cas confirmer par sa signature l'exactitude des indications fournies dans le formulaire A, il n'y a là rien d'incompatible avec l'esprit de la CDB.

Compte tenu de l'objet et du but du formulaire A (documenter l'ayant droit économique), un formulaire A signé par le cocontractant doit être considéré comme correctement complété lorsque ledit cocontractant a inscrit sur le formulaire qu'il a signé des mentions comme par exemple «moi-même» ou «titulaire du compte». En pareil cas, l'ayant droit économique est réputé clairement identifié. Exiger que le formulaire A soit complété par les autres indications concernant le cocontractant relèverait d'un formalisme excessif, puisque ces indications doivent déjà être consignées dans le cadre de la vérification de l'identité.

La banque peut ajouter a posteriori le numéro de compte/dépôt sur un formulaire A déjà signé. Cela permet de tenir compte de la situation où le numéro de compte/dépôt n'est pas encore connu lors de l'établissement de la relation d'affaires (et de la signature concomitante du formulaire A). Le numéro de compte/dépôt est en outre un élément du formulaire A dont décide la banque, et non le client lui-même. Les banques utilisent non seulement les termes de «numéro de compte/dépôt», mais aussi d'autres désignations (p. ex. numéro de relation, de client, de partenaire, etc.). Par souci de lisibilité, ces formulations alternatives n'ont pas été intégrées dans le modèle de formulaire. Les banques sont toutefois libres d'insérer dans le formulaire A, en fonction de leurs besoins concrets, les désignations qui leur conviennent.

Le formulaire A peut être signé par le cocontractant ou par un fondé de procuration désigné par lui. S'agissant de personnes morales, le formulaire A doit être signé par une personne disposant d'un pouvoir de signature ou par un fondé de procuration muni d'une procuration signée par une personne disposant d'un pouvoir de signature. Ce fondé de procuration peut être une autre personne que celle qui établit la relation d'affaires au sens de l'art. 15. Il appartient à la banque de décider quelles procurations elle acceptera.

La formulation «si la banque dispose des données prévues à l'al. 1», telle qu'elle figure à l'art. 28, al. 3, se réfère non seulement aux documents disponibles, mais aussi aux documents fournis lors de l'établissement de la relation d'affaires.

La déclaration du cocontractant relative à l'ayant droit économique peut aussi être fournie par application d'une procédure prévue à la section V de la Circulaire-FINMA 2016/7 « Identification par vidéo et en ligne ». Les développements qui précèdent concernant le formulaire A s'appliquent par analogie aux formulaires I, S et T, exception faite de ceux relatifs à l'art. 28, al. 3.

## Section 2 Exceptions à l'obligation d'identification

### **Art. 29 Personnes physiques**

En vertu de la LBA révisée, l'obligation d'identification de l'ayant droit économique est un principe général.

La présomption selon laquelle le cocontractant est l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales déposées, qui prévalait dans la CDB 08, est supprimée. En principe, l'ayant droit économique doit être identifié pour chaque relation d'affaires. L'art. 29 prévoit toutefois un allègement pour les relations d'affaires avec des personnes physiques, à savoir que la banque n'est pas tenue à l'obligation prévue par l'art. 27, al. 1 lorsqu'elle n'a aucun doute quant au fait que le cocontractant est aussi l'ayant droit économique et qu'elle consigne ce fait de manière appropriée.

Le législateur ne précise pas comment la banque doit consigner le fait que le cocontractant et l'ayant droit économique sont une seule et même personne. Dès lors, il appartient à chaque banque de décider, selon sa libre appréciation, de la forme que prendra cette documentation. L'absence de doute peut être documentée, par exemple, sur la demande d'établissement de la relation d'affaires, par une déclaration contractuelle du cocontractant, au moyen d'une note interne au dossier et/ou d'une mention dans l'historique du client, ou en se faisant remettre systématiquement un formulaire A. Si la

banque opte pour la remise systématique d'un formulaire A, elle n'a pas à documenter davantage l'absence de doute.

La CDB 16 s'abstient à dessein d'énumérer des exemples concrets de situations où il existerait des doutes au sens de l'art. 29. Une telle énumération générale et abstraite est impossible. Il convient en effet d'apprécier au regard des circonstances concrètes et au cas par cas s'il existe des doutes au sens de l'art. 29. A cet égard, nous renvoyons également aux développements relatifs à l'art. 46.

### **Art. 30 Personnes morales et sociétés de personnes exerçant une activité opérationnelle et non cotées en bourse**

L'art. 30 a été inséré pour éviter que, s'agissant de personnes morales et de sociétés de personnes exerçant une activité opérationnelle et non cotées en bourse, les banques soient tenues d'identifier non seulement le détenteur du contrôle, mais aussi l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales au moyen du formulaire A.

Si le cocontractant (personne physique ou non) déclare sur le formulaire A qu'une personne morale ou une société de personnes exerçant une activité opérationnelle et non cotée en bourse est l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales, le formulaire A est néanmoins réputé correctement complété et peut être accepté. Il n'est pas nécessaire que la société indiquée sur le formulaire A fournisse une déclaration supplémentaire selon laquelle elle détient les valeurs patrimoniales pour elle-même, ou que le cocontractant fournisse une déclaration supplémentaire selon laquelle la société indiquée sur le formulaire A détient les valeurs patrimoniales pour elle-même. Les détenteurs du contrôle de la personne morale ou de la société de personnes exerçant une activité opérationnelle doivent être identifiés au moyen du formulaire K. Les sociétés et communautés poursuivant un but idéal ou de bienfaisance au sens de l'art. 25, et qui ne fournissent pas de déclaration relative au détenteur du contrôle, ne sont pas non plus tenues d'identifier l'ayant droit économique.

### **Art. 31 Sociétés cotées en bourse**

Conformément à l'art. 4, al. 1 LBA, on entend par «sociétés cotées en bourse» les sociétés cotées en bourse ainsi que les filiales détenues majoritairement par de telles sociétés. Celles-ci n'ont pas à fournir de déclaration relative à l'ayant droit économique, ni si elles interviennent comme cocontractant, ni si elles sont désignées comme ayant droit économique des valeurs patrimoniales du cocontractant.

Le fait qu'une société cotée en bourse soit désignée comme ayant droit économique direct ou indirect des valeurs patrimoniales du cocontractant n'est pas contradictoire avec le principe selon lequel seules les personnes physiques sont à identifier comme ayants droit économiques. Le formulaire A est réputé correctement complété y compris si une société cotée en bourse y figure.

### **Art. 32 Autorités**

La notion d'«autorités» au sens de l'art. 32 intègre désormais aussi les autorités étrangères.

En Suisse, on entend par «autorités» les autorités fédérales, cantonales et communales, ainsi que leurs établissements et corporations de droit public. Les corporations de droit public, établissements et fondations sont réputés être des autorités s'ils existent en vertu d'une base légale et accomplissent une mission d'intérêt public.

S'agissant de l'étranger, la notion d'«autorités» se définit au regard du droit étranger applicable.

### **Art. 33 Banques et autres intermédiaires financiers en qualité de cocontractants**

On entend par «banques et autres intermédiaires financiers» les intermédiaires financiers au sens de l'art. 2, al. 2 LBA et de l'art. 2, al. 4, lit. b LBA, ainsi que les intermédiaires financiers soumis à une réglementation analogue à l'étranger. Les banques et négociants en valeurs mobilières en Suisse et à l'étranger n'ont en principe pas à fournir de déclaration relative à l'ayant droit économique. Doivent également être qualifiées de banques les maisons de jeu au sens de l'art. 2, al. 2, lit. e LBA. Pour les placements collectifs de capitaux et les sociétés de participations non visés à l'art. 2, al. 2 LBA, l'art. 38 est applicable.

Sont exclus de cet allègement les banques étrangères et les négociants en valeurs mobilières étrangers qui ne sont pas assujettis à une surveillance et à une réglementation adéquates en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et qui tiennent des sous-comptes pour des clients non spécifiés; dans ce cas, il leur appartient de déclarer les ayants droit économiques de ces comptes.

Pour la définition des banques, négociants en valeurs mobilières et autres intermédiaires financiers étrangers, il y a lieu de se référer aux lois spéciales des pays de domicile. La CDB s'abstient sciemment de fixer des exigences quant à l'exécution et au contrôle des obligations d'identification, car cela incombe à la réglementation du pays de domicile du cocontractant.

Sont réputés être des pays appliquant une surveillance et une réglementation adéquates en matière de lutte contre le blanchiment d'argent les Etats membres du GAFI ainsi que la Principauté du Liechtenstein. Une banque peut reconnaître des intermédiaires financiers d'autres pays comme assujettis à une surveillance prudentielle et à une réglementation adéquates en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dès lors que des connaissances et des clarifications particulières lui permettent de penser que tel est le cas et qu'elle se documente en conséquence.

Elle peut également considérer qu'un intermédiaire financier étranger est assujetti à une surveillance prudentielle et à une réglementation adéquates en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme lorsque celui-ci fait partie d'un groupe assujetti à une surveillance consolidée et dont la société mère est domiciliée dans un pays disposant d'une surveillance et d'une réglementation adéquates en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, même si la surveillance et la réglementation ne répondent pas au critère d'adéquation dans le pays de domicile de la société du groupe. Les dispositions de l'art. 33 s'appliquent aussi dans les relations avec des cocontractants qui ne travaillent qu'avec des intermédiaires financiers (p. ex. SIX SIS SA, Euroclear, Clearstream, Fastnet, etc.).

La notion d'«autres intermédiaires financiers dont le siège est à l'étranger» comprend non seulement les directions de fonds, les sociétés d'assurance-vie et les institutions de prévoyance professionnelle exemptées d'impôts, mais aussi tous les autres intermédiaires financiers étrangers comparables en vertu de la législation spéciale de leur pays de domicile et qui sont assujettis à une surveillance prudentielle et à une réglementation appropriées en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. L'art. 33 ne s'applique pas aux fiduciaires, sauf s'ils peuvent être qualifiés de négociants en valeurs mobilières.

#### **Art. 34 Sociétés simples**

En vertu de l'art. 34, al. 2, s'agissant de sociétés simples qui comptent plus de quatre associés, qui poursuivent un but idéal et qui ne présentent pas de lien reconnaissable avec des pays à risque accru, il n'y a pas lieu de se faire remettre une déclaration relative à l'ayant droit économique. Bien que la notion de lien «reconnaisable» avec un pays à risque accru ne soit pas définie, le caractère reconnaissable est exigé en vertu de l'art. 25. L'al. 3 de cet article demeure réservé. Si une société simple comptant plus de quatre associés et poursuivant un but idéal ou de bienfaisance présente un lien reconnaissable avec un pays à risque accru, il y a lieu d'identifier l'ayant droit économique au moyen du formulaire A. Le lien avec un pays à risque accru est à apprécier au cas par cas au regard des circonstances concrètes. Un tel lien peut être avéré, par exemple, lorsque des ordres de paiement sont passés à partir ou à destination d'un pays à risque ou lorsque des membres sont domiciliés dans un pays à risque, pour autant qu'il existe des indices reconnaissables d'influence dominante. Il appartient aux banques de déterminer en interne les pays présentant potentiellement un risque accru.

Constitue un but idéal, pour une société ou une communauté, la sauvegarde des intérêts de ses membres ou de ses bénéficiaires collectivement et par ses propres moyens, ou la poursuite de buts politiques, religieux, scientifiques, artistiques, de bienfaisance, de récréation ou de buts analogues. Cela correspond à l'approche fondée sur le risque. Il n'est pas prévu de seuil. Cette règle spéciale entend tenir compte des besoins de la pratique. Se faire remettre des listes des ayants droits économiques, qu'il faut en outre tenir à jour, se révèle en effet disproportionné dans les relations avec des caisses communes de clubs de jass, de fanfares, de classes scolaires, etc.; ces groupes, qui sont à qualifier de sociétés simples, ont en effet souvent un nombre important et variable d'associés qui sont ayants droit économiques des valeurs patrimoniales déposées.

Si le cocontractant est une société simple qui compte moins de cinq associés ou ne poursuit pas un but idéal ou de bienfaisance, la banque, en vertu de l'art. 34, al. 1, n'est pas tenue de se faire remettre une déclaration relative aux ayants droit économiques dès lors que l'identité des associés a été vérifiée conformément à l'art. 16, al. 1, lit. a et que la qualité d'ayants droit économiques des associés est consignée par écrit ou par tout moyen électronique approprié. A titre d'alternative, la banque peut exiger du cocontractant qu'il lui remette un formulaire A faisant apparaître les ayants droit économiques. L'al. 3 de cet article demeure réservé. Dès lors qu'un associé dont l'identité a été vérifiée est une société de domicile, une déclaration relative aux ayants droits économiques au moyen du formulaire A est requise dans tous les cas. Si le cocontractant est une société simple et s'il déclare que des fondations ou des *trustees* comptent parmi les associés, il lui incombe de fournir les indications visées aux art. 39 à 41.

Si une personne morale ou une société de personnes exerçant une activité opérationnelle est identifiée comme ayant droit économique de la société simple, le cocontractant (c'est-à-dire la société simple) est tenu, sous réserve des art. 22 et suivants, d'identifier les détenteurs du contrôle de la personne morale ou de la société de personnes au moyen du formulaire K. Cela ne vaut pas pour les sociétés simples qui remplissent les conditions de l'art. 34, al. 2.

Les communautés héréditaires sont soumises aux dispositions concernant les sociétés simples.

### **Art. 35 Communautés de copropriétaires par étages et de copropriétaires**

Comptent notamment parmi les autres communautés poursuivant un but analogue certaines formes de communautés issues du domaine agricole (p. ex. corporations de forêts ou d'éleveurs, voire celles liées à des sources, etc.) ainsi que les «*Grabfonds*».

### **Art. 36 Personnes tenues à un secret professionnel**

En raison de la protection du secret professionnel (voir art. 321 CPS), selon les circonstances, un avocat ou un notaire ne peut pas fournir d'informations précises sur les ayants droit économiques des fonds qu'il détient pour le compte de clients. Le cocontractant doit donc confirmer qu'il est soumis au secret professionnel au sens de l'art. 321 CPS et que le compte/dépôt est exclusivement utilisé dans le cadre de l'activité d'avocat ou de notaire. Il n'est pas tenu en revanche de spécifier pour quelles activités soumises au secret professionnel le compte/dépôt est utilisé (ce qui ne serait pas vérifiable en pratique). Conformément au champ d'application matériel de l'art. 321 CPS, c'est un avocat ou notaire astreint au secret professionnel qui doit signer le formulaire R. Si l'étude concernée est organisée en la forme d'une société (p. ex. société anonyme ou société simple), le formulaire R doit être signé par au moins une personne astreinte au secret professionnel et ayant le pouvoir de représenter la société. La banque n'est tenue d'aucune obligation de contrôle à cet égard. Le contrôle incombe aux autorités compétentes.

Un formulaire R remanié a été diffusé en annexe à la circulaire n° 7885 de l'ASB, du 22 avril 2016. Les comptes documentés au moyen du formulaire R conformément à la circulaire n° 7820 de l'ASB, du 27 juin 2014 n'ont pas à être documentés à nouveau. Pour les autres comptes, il y a lieu d'utiliser le formulaire R remanié.

## Section 3 Obligations particulières d'identification

### **Art. 37 Comptes globaux et dépôts globaux**

L'art. 37, al. 2 ouvre aux banques la possibilité de ne pas identifier l'ayant droit économique de comptes et dépôts globaux lorsque le cocontractant exerce une activité opérationnelle et détient des valeurs patrimoniales pour le compte de tiers dans le cadre de ses prestations professionnelles. Cette disposition est applicable par exemple dans les relations avec des sociétés de recouvrement, de gérance immobilière ou d'affacturage ainsi qu'avec des maisons de vente aux enchères. Elle s'applique également aux sociétés qui, au sein d'une entité économique, effectuent des transactions dans le cadre d'une activité de groupe. Les comptes de sociétés réglementées de transfert et de transport de fonds ne sont pas non plus réputés être des comptes globaux. Il appartient à chaque banque de déterminer, selon son appréciation du risque, si elle entend appliquer cette règle et dans quels cas. Cette disposition peut aussi être applicable dans d'autres situations, lorsqu'un nombre important d'ayants droit économiques profitent d'une prestation de service, que les valeurs patrimoniales sont détenues



pour le compte de tiers dans le cadre de cette prestation et qu'il n'existe pas de risque significatif d'abus sous l'angle de la prévention du blanchiment d'argent (p. ex. gestion d'un plan de participation pour les collaborateurs d'une entreprise, pour autant que les droits de participation soient gérés dans le compte/dépôt global de l'entreprise).

L'application de l'art. 37, al. 2 doit faire l'objet d'une note au dossier, sans qu'il soit précisé d'exigence de forme. L'obligation de documentation est réputée remplie lorsqu'il ressort de l'extrait du Registre du commerce ou de tout autre document versé au dossier du cocontractant (p. ex. impression d'une page du site Internet du cocontractant) que ce dernier exerce une activité opérationnelle.

Les caisses communes de classes scolaires, fanfares, etc. sans forme juridique particulière sont à traiter comme des sociétés simples poursuivant un but idéal et relèvent donc de l'art. 34. En ce qui concerne l'identification des ayants droit économiques, les comptes ouverts par ces sociétés ne sont donc pas à traiter comme des comptes/dépôts globaux au sens de l'art. 37.

### **Art. 38 Formes de placement collectif et sociétés de participations**

L'art. 38 ne s'applique qu'aux placements collectifs et sociétés de participations qui ne relèvent pas de l'art. 33. Les formes de placement collectif et sociétés de participations suisses comptant plus de vingt investisseurs ne sont pas tenues de fournir une déclaration relative aux ayants droit économiques.

Lorsque le cocontractant est une forme de placement collectif ou une société de participations étrangère comptant plus de vingt investisseurs, l'exception à l'obligation d'identification des ayants droit économiques ne vaut que si la forme de placement collectif ou la société de participations concernée ou leur société de gestion est assujettie à une surveillance et à une réglementation adéquates en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Seules peuvent toutefois bénéficier de cette exception les formes de placement collectif et sociétés de participations étrangères qui ne sont pas domiciliées dans un Etat à haut risque («high risk») ou non coopératif («non-cooperative countries and territories», NCCT) au sens du GAFI. En conséquence, l'exception ne concerne que les formes de placement collectif et sociétés de participations étrangères domiciliées dans un Etat dit «coopératif». Les Etats qui se trouvent dans un «on-going process» en ce qui concerne la mise en œuvre de la Global AML/CFT Compliance sont réputés «coopératifs». Les Etats à haut risque et non coopératifs sont donc réputés non assujettis à une surveillance adéquate en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ce qui impose des obligations d'identification des ayants droit économiques.

S'agissant des Etats dits «coopératifs», on peut considérer qu'ils remplissent les exigences juridiques et réglementaires quant à une surveillance et à une réglementation adéquates en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Regroupés au sein de FSRB (*FATF-Style Regional Bodies*), lesquels sont membres à part entière du GAFI, ces Etats jouent un rôle essentiel pour promouvoir la mise en œuvre effective des Recommandations du GAFI. En outre, au sein des différents FSRB, les efforts juridiques et réglementaires internationaux en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme font l'objet d'évaluations régulières. Les Etats membres des FSRB remplissent donc les conditions requises pour être considérés comme disposant d'une réglementation adéquate en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

L'art. 38 s'applique notamment aux «Special Purpose Vehicles» (SPV) utilisés pour l'émission de titres. Si les titres émis par des SPV sont cotés en bourse, les investisseurs n'ont pas à être identifiés puisque la cotation en bourse donne automatiquement lieu à publicité.

L'art. 38 s'applique aussi aux sociétés de participations réputées être des sociétés de domicile.

Les formes de placement collectif organisées en corporations et agissant en qualité d'intermédiaires financiers relèvent de l'art. 33. Si le cocontractant est un intermédiaire financier au sens de l'art. 2, al. 2 LBA, ce n'est pas l'art. 38 mais l'art. 33 qui s'applique.

Par application de l'art. 38, al. 5, la banque peut renoncer à l'identification des ayants droit économiques, quel que soit le nombre des investisseurs existants, lorsque le promoteur ou le sponsor de la forme de placement collectif ou de la société de participations est un intermédiaire financier, pour autant que ce dernier démontre être assujetti à une réglementation adéquate en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le sponsor d'un fonds a en charge la mise en place et la structuration de ce fonds. Il contrôle le choix des directeurs, de la banque

dépositaire, de l'administration et de la direction du fonds. Le promoteur d'un fonds est responsable de la distribution des parts de fonds ainsi que du respect des prescriptions locales pertinentes en matière de distribution. Il fournit également la notice d'offre et le prospectus aux investisseurs et veille à ce que les règles de distribution prévues dans la notice d'offre soient respectées.

Si un intermédiaire financier au sens de l'art. 33 est lui-même investisseur dans une forme de placement collectif ou une société d'investissement, il n'y a pas lieu de fournir une déclaration relative aux ayants droit économiques qui se trouvent derrière cet intermédiaire financier.

### **Art. 39 Sociétés de domicile**

En employant le terme d'«indices», l'art. 39, al. 3 indique clairement qu'il convient de décider au cas par cas si l'on se trouve en présence d'une société de domicile. Pour la définition des sociétés de domicile, nous renvoyons à l'art. 2, lit. a OBA-FINMA. Si le cocontractant, malgré une adresse c/o, dispose de ses propres locaux, il ne doit pas nécessairement être qualifié de société de domicile. En cas de doute toutefois, il convient de considérer qu'il s'agit d'une société de domicile.

Si une banque, malgré la présence des deux indices cités à l'art. 39, al. 3 ou de l'un d'entre eux, conclut qu'il ne s'agit pas en l'espèce d'une société de domicile (p. ex. parce que le cocontractant exerce une activité opérationnelle ou fait partie d'un groupe qui exerce une activité opérationnelle), elle en consigne les raisons dans une note au dossier. Cette note au dossier n'est soumise à aucune exigence de forme. Il peut s'agir par exemple de copies de documents d'où il ressort que le cocontractant exerce une activité opérationnelle.

Les sociétés de refacturation pure n'exercent pas d'activité opérationnelle et sont à considérer comme des sociétés de domicile.

Les sociétés holding ne sont pas considérées comme des sociétés de domicile. On entend par «société holding» une société qui détient la majorité du capital d'une ou plusieurs sociétés exerçant une activité de négoce, de fabrication ou une autre activité à caractère commercial et dont le but ne consiste pas principalement à gérer le patrimoine de tiers. La banque consigne cet état de fait dans une note au dossier.

Les sociétés holding constituent un exemple important de cas où l'art. 39, al. 4 s'applique, c'est-à-dire où un contractant n'est pas considéré comme une société de domicile malgré la présence des indices cités à l'art. 39, al. 3. Il s'agit de sociétés intégrées dans un groupe dont les membres exercent (en Suisse ou à l'étranger) une activité de négoce, de fabrication ou une autre activité à caractère commercial. En pratique, les sociétés holding n'ont bien souvent ni personnel propre, ni locaux, en particulier lorsqu'elles sont domiciliées auprès d'une société du groupe exerçant une activité opérationnelle et dont les employé(e)s travaillent aussi pour la société holding. Elles n'en constituent pas moins un élément important pour la gestion du groupe. Conformément à leur définition, elles n'exercent pas elles-mêmes d'activité commerciale. Identifier les ayants droit économiques d'une société holding n'apparaît pas pertinent et peut s'avérer quasiment impossible selon la structure du groupe. Il est donc judicieux de traiter les sociétés holding comme des sociétés exerçant une activité opérationnelle de négoce, de fabrication ou une autre activité opérationnelle à caractère commercial et il y a lieu de se faire remettre par le cocontractant, sous réserve des art. 22 et suivants, un formulaire K. La situation est à apprécier au cas par cas et au regard de critères concrets tels que, notamment, l'organisation du groupe, le rôle et la fonction de la société holding, la nécessité de la société holding pour le groupe et l'existence ou non d'une consolidation. Le résultat de ces clarifications doit être documenté, sans qu'il existe d'exigences de forme. On peut par exemple rédiger une note au dossier ou verser au dossier des copies de documents d'où il ressort que le cocontractant fait partie d'un groupe exerçant une activité opérationnelle.

Les sociétés holding dont le seul rôle est de regrouper et/ou gérer les diverses valeurs patrimoniales (titres, immeubles, entreprise, etc.) d'une famille ou d'un groupe de personnes déterminées, ou qui poursuivent l'unique but de permettre des distributions de dividendes à des actionnaires, sont à considérer comme des sociétés de domicile. Dès lors, il y a lieu d'identifier les ayants droit économiques.

La notion de société de domicile, mais aussi celle de société holding, soulève toujours la question du traitement des sociétés immobilières. Celles-ci ne forment pourtant pas un segment homogène de sociétés, qui permettrait un traitement standardisé en ce qui concerne les formalités. Une société

immobilière peut se contenter de détenir des immeubles dans son patrimoine, le cas échéant en en assurant la gestion, mais elle peut aussi louer, développer, financer, acheter et vendre, commercialiser des immeubles, etc. L'éventail est large et va de la société de domicile purement «passive», pour laquelle il y a lieu de se faire remettre un formulaire A, à la société purement opérationnelle, pour laquelle la banque exigera un formulaire K. Il appartient donc à la banque concernée de décider des formalités à accomplir, en fonction de l'objet social et de l'activité de la société.

Peuvent également être qualifiées de sociétés qui ont pour but la sauvegarde des intérêts de leurs membres ou de leurs bénéficiaires collectivement et par leurs propres moyens, au sens de l'art. 39, al. 4, lit. a, les sociétés ou structures étrangères analogues qui détiennent des valeurs patrimoniales pour un grand nombre de bénéficiaires à des fins de prévoyance.

Pour les communautés de copropriétaires par étages et les communautés de copropriétaires inscrites au Registre foncier, l'art. 35 s'applique.

L'ayant droit économique des valeurs patrimoniales d'une société de domicile ne peut être qu'une personne physique. Les exceptions à l'obligation d'identification sont régies par les art. 30 et suivants. Si une société exerçant une activité opérationnelle est déclarée comme ayant droit économique, il y a lieu d'identifier en outre les détenteurs du contrôle de cette société au moyen du formulaire K. Il n'est pas nécessaire que la société indiquée sur le formulaire A fournisse une déclaration selon laquelle elle détient les valeurs patrimoniales pour elle-même, ou que le cocontractant fournisse une déclaration supplémentaire selon laquelle la société indiquée sur le formulaire A détient les valeurs patrimoniales pour elle-même. S'agissant de sociétés de domicile, il y a lieu d'identifier systématiquement tous les ayants droits économiques, mais l'étendue des droits de chacun (p. ex. les parts en pourcentage) n'a pas à être clarifiée ni documentée.

Les art. 40 et 41 régissent les données requises concernant les fondations et les *trusts*.

Les sociétés de domicile cotées en bourse n'ont pas à fournir de déclaration relative aux ayants droit économiques.

#### **Art. 40 Fondations et Art. 41 Trusts**

Les art. 40 et 41 régissent la documentation requise pour les fondations et les *trusts*. Ils visent les structures révocables et irrévocables, discrétionnaires et non discrétionnaires (dans la terminologie des *trusts*: «revocable», «irrevocable», «discretionary», «non-discretionary»).

Deux formulaires spécifiques ont été créés pour les fondations et les *trusts*, à savoir respectivement les formulaires S et T. Ceux-ci prennent en compte les quatre situations possibles pour une fondation ou un *trust*. Si une structure présente à la fois des caractéristiques propres aux structures révocables et des caractéristiques propres aux structures irrévocables, on détermine la nature de la structure sur le formulaire S ou T au regard de la caractéristique prépondérante. Il en va de même si une structure présente à la fois des caractéristiques propres aux structures discrétionnaires et des caractéristiques propres aux structures non discrétionnaires. La banque détermine à quelle forme juridique correspond cette structure, au vu des documents dont elle dispose. Elle n'est pas tenue de conserver un exemplaire original du formulaire S ou T.

Est à considérer comme le fondateur effectif d'une fondation ou le constituant (*settlor*) effectif d'un *trust* la personne qui permet la création de la structure concernée en mettant son patrimoine (ou une partie de celui-ci) à disposition.

Les bénéficiaires sont toutes les personnes qui, à la date de signature du formulaire S ou T, ont des droits sur la fortune de la fondation ou du *trust* ou sur ses revenus, que ces droits soient fixes ou que les distributions aux bénéficiaires relèvent de la libre appréciation du conseil de fondation ou du *trustee* (bénéficiaires dits «discrétionnaires»).

Les bénéficiaires discrétionnaires doivent être nominativement déterminés. Sont réputées être des bénéficiaires toutes les personnes qui sont désignées par leur nom dans les statuts, le règlement, l'acte constitutif (*trust deed*), la *letter of wishes* ou autres documents analogues, ou qui sont identifiables à titre individuel en tant que membres d'un groupe de bénéficiaires (comme indiqué ci-après, cela ne vaut pas pour les bénéficiaires dits «potentiels», c'est-à-dire les personnes qui n'acquiescent un droit qu'après la réalisation d'une condition suspensive ou à l'expiration d'un certain délai). Si par exemple il est fait mention d'un groupe de bénéficiaires comprenant «l'épouse et tous les descendants directs du *settlor*»,

l'épouse existante et tous les éventuels descendants déjà nés doivent être désignés par leur nom, avec toutes les indications requises, sous ch. 4 a) du formulaire S ou T. Il convient en outre d'identifier toutes les personnes qui ont déjà bénéficié de distributions et ne sont pas exclues d'autres distributions. Si un groupe de bénéficiaires ne comprend aucune personne en vie à la date concernée, on peut indiquer le groupe de bénéficiaires simplement déterminable (p. ex. «descendants du fondateur»).

Si le groupe de bénéficiaires comprend plus de vingt premiers bénéficiaires individuellement identifiables, il y a lieu d'indiquer, outre ce groupe, uniquement les bénéficiaires disposant d'un droit inconditionnel à des distributions. Cet état de fait peut être documenté, par exemple, au moyen d'une déclaration en ce sens du cocontractant dans le formulaire S ou T (p. ex. la mention «plus de vingt premiers bénéficiaires individuellement identifiables sans droit fixe à des distributions») ou d'une autre manière par la banque en interne (p. ex. en précisant la situation dans une note interne ou dans l'historique de la relation avec le client).<sup>1000</sup>

Les personnes qui ne peuvent acquérir un droit sur la fortune de la fondation ou du *trust* ou sur ses revenus qu'après la réalisation d'une condition suspensive ou à l'expiration d'un certain délai (notamment après la disparition ou suppression d'un bénéficiaire d'un rang antérieur; bénéficiaires dits «éventuels»), que ce droit soit fixe ou discrétionnaire, ne sont à indiquer qu'une fois la condition réalisée ou la date butoir atteinte. Si cette condition suspensive ou ce délai a pour effet qu'à une date donnée, il n'existe pas de bénéficiaires, il convient d'indiquer les personnes ou groupes de bénéficiaires qui, une fois la condition suspensive réalisée ou la date butoir atteinte, acquerront le droit.

Les nouveaux formulaires S et T intègrent également la problématique de la restructuration (*re-settlement*): si la fondation ou le *trust* résulte de la restructuration d'une fondation préexistante ou d'un *trust* préexistant (*re-settlement*) ou de la fusion de fondations préexistantes ou de *trusts* préexistants (*merger*), il y a lieu d'indiquer sur le formulaire S ou T des informations concernant le(s) fondateur(s) ou *settlor*(s) effectif(s) de la/des fondation(s) préexistante(s) ou du/des *trust*(s) préexistant(s). S'agissant des fondations, le cocontractant n'a à fournir d'indications concernant des tiers que si ceux-ci bénéficient d'un pouvoir de désignation ou de nomination des représentants de la fondation, pour autant que ces représentants puissent disposer des valeurs patrimoniales, ou ont le droit de modifier l'attribution des valeurs ou la désignation des bénéficiaires. S'agissant des *trusts*, le cocontractant n'a à fournir d'indications concernant le(s) *protector*(s) et/ou les tiers que si ceux-ci bénéficient d'un pouvoir de révocation du *trust* (s'il s'agit d'un *trust* révocable) et/ou ont le droit de désigner le *trustee*. Il n'y a donc pas lieu d'indiquer les gérants de fortune, conseillers, etc.

Si une société de domicile cocontractante déclare détenir des valeurs patrimoniales pour le compte d'une fondation ou d'un *trust* en qualité de *underlying company*, il y a lieu de l'identifier en tant que cocontractant. Dans ce cas, l'identification de l'ayant droit économique se fait au moyen du formulaire S ou T. Le formulaire S ou T doit être signé par les organes de la société de domicile (en tant que cocontractant).

Si le cocontractant est une fondation ou un *trust* poursuivant exclusivement un but idéal (au sens de l'art. 39, al. 4, lit. a) ou une *underlying company* d'une telle fondation ou d'un tel *trust*, il n'y a pas lieu d'identifier l'ayant droit économique ni de se faire remettre le formulaire S ou T.

Si une personne morale ou une société de personnes exerçant une activité opérationnelle figure sur le formulaire S ou T sous ch. 2 à 5 des modèles de formulaire (p. ex. en tant que fondateur ou *settlor*), il y a lieu de se faire remettre un formulaire K, sous réserve des exceptions prévues aux art. 22 ss.

#### **Art. 42 Assurances-vie avec gestion de compte/dépôt séparée (insurance wrapper)**

L'art. 42 introduit dans la CDB 16 le contenu de la communication FINMA 18(2010) (Traitement des assurances-vie avec gestion de compte/dépôt séparée).

Si une personne morale exerçant une activité opérationnelle est indiquée comme preneur d'assurance fiduciaire (p. ex. une *fiduciaria statica* italienne), il n'y a pas lieu de se faire remettre un formulaire K. En pareil cas, il convient toutefois toujours d'identifier la personne (non fiduciaire) qui paie effectivement les primes. Si la personne qui paie effectivement les primes est une société exerçant une activité opérationnelle, il y a lieu, pour cette société, d'identifier le détenteur du contrôle au moyen d'un formulaire K (il y a donc coexistence des formulaires I et K dans ce cas de figure).

La banque n'est pas tenue de conserver un exemplaire original du formulaire I.

---

## Chapitre 5: Délégation et surveillance

---

Dans le cadre de la révision de la CDB, par souci de clarté et de maniabilité, les dispositions relatives à la délégation et à la surveillance ont été dissociées et font désormais l'objet d'un chapitre spécifique. Les prescriptions regroupées dans ce chapitre s'appliquent tant à la vérification de l'identité du cocontractant qu'à l'identification des détenteurs du contrôle et des ayants droit économiques.

### Section 1 Délégation

#### **Art. 43 Délégation de la vérification de l'identité du cocontractant, de l'identification du détenteur du contrôle et de celle de l'ayant droit économique**

La banque a la possibilité de déléguer l'accomplissement des obligations de diligence à des personnes ou des sociétés. Elle doit le faire sur la base d'une convention écrite et être en mesure de contrôler si le délégataire accomplit correctement et intégralement les obligations de diligence. Ce contrôle s'effectue en pratique à réception des documents établis par le délégataire; il n'est pas impératif de procéder à des contrôles sur place. Il convient de noter à cet égard que si la banque peut déléguer l'accomplissement des obligations de diligence à un tiers, elle n'en reste pas moins responsable de tout manquement auxdites obligations (voir Aperçu de la jurisprudence de la Commission de surveillance pour 2013, C.1. p. 3-4).

Selon la pratique de la Commission de surveillance, l'attestation que les copies remises sont conformes aux originaux, prévue à l'art. 43, al. 2, peut être soit apposée sur les copies elles-mêmes, soit délivrée au moyen d'un document séparé (voir Rapport d'activité 2005-2010, V.1.2.21, p. 24).

Les obligations de diligence peuvent être déléguées sans convention écrite si le délégant et le délégataire font partie du même groupe. Cela se justifie dans la mesure où le groupe dans son ensemble fait l'objet d'une surveillance consolidée exercée par l'autorité de surveillance et où des normes de surveillance équivalentes sont supposées exister au sein du groupe. Les obligations de diligence peuvent également être déléguées sans convention écrite si le délégataire est un autre intermédiaire financier, pour autant qu'il soit assujéti à une surveillance et à une réglementation adéquates en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et qu'il ait pris des mesures pour accomplir les obligations de diligence de manière équivalente.

Il n'y a délégation que si un tiers agit pour la banque en tant que représentant mandaté contractuellement. En revanche, il n'y a pas délégation si le représentant agit en tant qu'organe ou signataire autorisé du cocontractant, de sorte qu'une convention écrite n'est alors pas requise.

Le délégataire peut aussi être une personne physique, une personne morale ou une société de personnes ayant son domicile ou son siège à l'étranger.

### Section 2 Obligations en matière de documentation

#### **Art. 44 Obligation de documentation et de mise en sûreté**

L'obligation de mise en sûreté est remplie par exemple lorsque le système d'archivage de la banque (physique ou électronique) permet une traçabilité quant à la disponibilité d'un document dans ce système. L'exigence de traçabilité est satisfaite lorsque l'organe de révision interne ou la société d'audit prévue par la Loi sur les banques peuvent établir à partir de quel moment le document était disponible dans le système de la banque.

Selon la pratique de la Commission de surveillance, la date à laquelle a été reçu un document d'identification doit être documentée, par exemple au moyen d'un timbre indiquant la date de réception (voir Rapport d'activité 2001-2005, C.1.8, p. 12).

Si la date manque sur un formulaire, elle peut être remplacée par le cachet de réception de la banque. Un formulaire non daté est considéré comme correctement complété lorsque l'organe de révision interne et la société d'audit externe peuvent établir sa date de réception ou de disponibilité dans le système de la banque.

La CDB ne prescrivant pas sous quelle forme les documents doivent être conservés, les dispositions du Code des obligations en la matière sont applicables. En vertu de l'art. 957 CO, il est possible de conserver les documents exclusivement sous forme électronique, pour autant que les conditions requises à cet effet soient remplies.

#### **Art. 45 Date à laquelle les obligations de documentation doivent être remplies**

L'expression «à titre exceptionnel» montre qu'un compte ne peut en principe être utilisé qu'à partir du moment où la banque est en possession de tous les documents exigés par la CDB. Un compte est réputé utilisable à partir du moment où l'on peut y passer des écritures. De nombreuses banques font vérifier par un service central spécialisé si la documentation est en ordre. Il peut donc arriver que l'on constate seulement après l'ouverture du compte que la documentation n'est pas complète. Exiger que le compte ouvert reste bloqué et ne soit pas utilisé jusqu'à ce que le service central ait vérifié que la documentation est complète serait impraticable et disproportionné. C'est pourquoi l'art. 45 prévoit qu'à titre exceptionnel, un compte peut être utilisé même si la documentation n'est pas complète. La condition préalable est toutefois que la banque connaisse le nom et le prénom du cocontractant et/ou de l'ayant droit économique ou du détenteur du contrôle. En ce qui concerne les opérations de caisse, la déclaration concernant le détenteur du contrôle peut être demandée a posteriori dans la mesure où la demande en est faite immédiatement après l'exécution de la transaction (voir Rapport sur les résultats de l'audit relative à l'OBA-FINMA du 3 juin 2015).

Selon la pratique constante de la Commission de surveillance, «l'identification du client doit intervenir avant l'ouverture du compte. Le fait de procéder à une réservation interne d'un numéro de compte n'est pas décisif pour la détermination de la date de l'ouverture du compte. Un compte est considéré comme ouvert dès qu'il est techniquement possible de procéder à des transactions sur ce compte. Tant que le compte reste bloqué, il ne doit pas être considéré comme étant ouvert. A cet égard, la banque doit être en mesure de démontrer que le compte est effectivement bloqué. Le simple fait qu'aucune transaction ne soit intervenue sur le compte n'est pas suffisant. Si la banque n'est pas en mesure de faire une telle démonstration, elle viole son obligation de mise en sûreté» (voir Rapport d'activité 2001-2005, C.1.1, p. 9).

Si la documentation s'avère incomplète, les données et/ou documents manquants doivent être obtenus dès que possible. Ne sont réputées documentées de façon incomplète que les relations d'affaires pour lesquelles des documents font défaut ou pour lesquelles les documents d'identification disponibles sont lacunaires. Si la banque ne dispose d'aucun document d'identification, l'exception de l'art. 45 ne s'applique pas.

Si la vérification de l'identité du cocontractant et/ou l'identification du détenteur du contrôle ou de l'ayant droit économique s'effectue(nt) par délégation à une autre entité du groupe au sens de l'art. 43, la date à laquelle les obligations de documentation doivent être remplies au sens de l'art. 45 est la date à laquelle la documentation requise est disponible auprès de cette autre entité du groupe.

Lorsque la banque s'est vu confier un mandat de gestion de fortune sur des valeurs patrimoniales déposées auprès d'un tiers, au plus tard après 90 jours, il y a lieu non pas de bloquer le compte, mais de suspendre la gestion de fortune et/ou de résilier le mandat de gestion de fortune si tous les documents requis ne sont pas en possession de la banque. La banque informe le client de ces conséquences en temps utile.

Les dispositions relatives à l'obligation de mise en sûreté et à la date d'accomplissement de l'obligation de documentation s'appliquent non seulement à la vérification de l'identité du cocontractant et à l'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique, mais aussi à l'obligation de vérifier l'identité des personnes qui établissent la relation d'affaires prévue à l'art. 15 (voir Aperçu de la jurisprudence de la Commission de surveillance pour 2013, C.3.3, p. 6).

## Section 3 Obligation de renouveler l'accomplissement des obligations de diligence

### **Art. 46 Répétition des obligations de diligence prévues par la Convention**

L'art. 46 vise à garantir que l'identité du cocontractant a été correctement vérifiée et que le détenteur du contrôle ou l'ayant droit économique a été dûment identifié. Il convient d'établir une nette distinction avec l'OBA-FINMA, qui impose d'autres obligations (p. ex. des devoirs de surveillance ou l'obligation de procéder à des clarifications complémentaires en cas de transactions inhabituelles). S'il y a eu à une violation de l'OBA-FINMA, il n'y a pas nécessairement violation de la CDB. Les obligations de clarification en cas de situation inhabituelle et de risques particuliers sont régies par l'OBA-FINMA et seules la FINMA et la société d'audit mandatée par ses soins ont compétence pour vérifier si ces obligations ont été respectées.

L'art. 46 prévoit une obligation de répéter les obligations de diligence lorsqu'un doute survient sur le point de savoir si l'identité du cocontractant a été correctement vérifiée ou si le détenteur du contrôle ou l'ayant droit économique a été dûment identifié. Le doute peut survenir, comme le prévoyait déjà la CDB 08, au cours de la relation d'affaires, mais aussi, d'après la formulation plus large de l'art. 46, au début ou lors de l'établissement de la relation d'affaires. Tel est le cas par exemple lorsque le client donne des indications manifestement erronées à la banque lors de l'établissement de la relation d'affaires.

Le doute peut résulter aussi de constatations insolites. Il y a constatation insolite, notamment, lors de la remise d'une procuration à une personne qui ne saurait manifestement avoir des liens suffisamment étroits avec le cocontractant. Les procurations de gestion qui ne permettent que des transactions à l'intérieur de la relation d'affaires mais qui ne permettent aucun retrait de valeurs ne sont pas visées; en effet, il n'y a rien d'insolite à remettre une telle procuration de gestion à un tiers et, en pareil cas, seul le cocontractant peut disposer des valeurs patrimoniales. Il y a également constatation insolite lorsque les valeurs remises ou sur le point de l'être sont hors de proportion avec la situation financière du cocontractant, telle que connue de la banque.

Des transactions en espèces portant sur des montants élevés ne sont pas en elles-mêmes insolites (voir sentence arbitrale du 22 octobre 2004). Il y a lieu d'évaluer leur caractère insolite au cas par cas, en tenant compte des circonstances de l'espèce (en particulier les conditions de vie du cocontractant).

Si les éventuelles clarifications de la banque quant à l'exactitude des indications données sur le cocontractant ainsi que sur le détenteur du contrôle ou l'ayant droit économique permettent de lever le doute, il n'y a pas lieu de demander un nouveau formulaire A, I, K, S ou T. La formulation «éventuelles clarifications» exprime le fait que la CDB n'impose aucune obligation de procéder à des clarifications quant à la vérification de l'identité du cocontractant et/ou à l'identification du détenteur du contrôle ou de l'ayant droit économique. Les banques sont libres, à titre d'alternative, de répéter la procédure de vérification de l'identité du cocontractant et/ou la procédure d'identification du détenteur du contrôle ou de l'ayant droit économique.

Il doit être mis fin aux relations d'affaires en cours dès que cela est possible sans enfreindre le contrat. Si la banque, à cause des instructions de correspondance, est dans l'incapacité de joindre le cocontractant, elle peut attendre la prochaine visite de ce dernier ou la prochaine remise de correspondance avant de mettre fin à la relation d'affaires. Selon la pratique de la Commission de surveillance, l'art. 46 impose la rupture de toutes les relations d'affaires, et pas seulement de celles qui ont suscité le doute (Rapport d'activité 2001-2005, C.4.18, p. 52).

---

## Chapitre 6: Interdiction de l'assistance active à la fuite de capitaux

---

Le chapitre 6 ainsi que les art. 47 à 52 qu'il contient (art. 7 CDB 08) restent inchangés.

---

## Chapitre 7: Interdiction de l'assistance active à la soustraction fiscale et à des actes analogues

---

Le chapitre 7 ainsi que les art. 53 à 57 qu'il contient (art. 8 CDB 08) restent inchangés.

---

## Chapitre 8: Dispositions relatives à l'audit et à la procédure

---

Dans le cadre de la révision de la CDB, par souci de clarté et de maniabilité, les dispositions relatives à la procédure ont été dissociées et réorganisées.

### Section 1 Procédure

#### **Art. 59 Contrôle par la société d'audit**

L'art. 59 organise le contrôle du respect de la CDB par les sociétés d'audit. Il renvoie à la circulaire de la FINMA sur la base de laquelle s'effectue ce contrôle (Circulaire-FINMA 2013/03 «Activités d'audit»). L'art. 59 précise expressément que tant l'étendue du contrôle par sondage que son déroulement sont basés sur une approche fondée sur le risque. Dans le cadre de cette approche doivent notamment être pris en compte des critères comme le type d'activité ainsi que le nombre et l'étendue des relations d'affaires ouvertes depuis le dernier contrôle d'audit.

Le plafond de 75 contrôles par sondage fixé par la Chambre fiduciaire est maintenu.

L'art. 59 fixe les délais dans lesquels les manquements sont à signaler. Dans les cas bénins, la société d'audit peut impartir à la banque un délai de remise en conformité.

#### **Art. 60 Procédure d'enquête**

La procédure d'enquête dans son ensemble fait désormais l'objet d'une disposition séparée.

En vertu de l'art. 60, al. 4, dans les cas bénins, le Chargé d'enquête est en droit de suspendre une procédure d'enquête de son propre chef. Une règle analogue est prévue à l'art. 6 du règlement d'enquête.

L'art. 60, al. 2 précise en outre que le Chargé d'enquête n'est pas compétent pour se prononcer de manière préjudicielle sur d'éventuelles violations de l'OBA-FINMA. Les violations de l'OBA-FINMA sont examinées par la FINMA et/ou par les sociétés d'audit mandatées par ses soins.

Le Chargé d'enquête et la Commission de surveillance n'ont donc pas à examiner si la banque a clarifié l'arrière-plan économique de certaines relations d'affaires ou transactions, comme l'exige la Loi sur le blanchiment d'argent. C'est l'objet de l'OBA-FINMA et la compétence revient à la FINMA. Il n'y a lieu d'enquêter sur une éventuelle infraction à l'art. 46 que si des indices concrets laissent à penser qu'une personne pourrait avoir été faussement indiquée comme cocontractant, détenteur du contrôle ou ayant droit économique. Les «fishing expeditions», comme par exemple l'examen systématique de tous



les relevés de compte/dépôt et de tous les justificatifs de transactions pour en tirer, le cas échéant, un indice tendant à prouver que la personne indiquée sur un formulaire n'est pas le détenteur du contrôle ou l'ayant droit économique, sont interdites.

### **Art. 61 Procédure de sanction**

Dans la nouvelle disposition relative à la procédure de sanction, le seul moyen de sanction qui demeure est l'amende conventionnelle. Le blâme a été supprimé.

### **Art. 62 Procédure sommaire**

L'art. 62 permet désormais de mettre en œuvre une procédure sommaire, c'est-à-dire une procédure de sanction sans procédure d'enquête.

La banque peut requérir une procédure sommaire auprès de la Commission de surveillance au moyen d'une autodénonciation. Un rapport de la société d'audit de la banque concernée, qui présente la situation ayant donné lieu à l'autodénonciation, doit être joint à la requête.

Il ressort de l'art. 62, al. 3 que dans le cadre de la procédure sommaire, la Commission de surveillance doit parvenir à se prononcer sur la base des faits exposés dans le rapport de la société d'audit.

La Commission de surveillance communique à la banque uniquement le dispositif de sa décision; la banque dispose toutefois d'un délai de dix jours pour exiger une motivation écrite de la décision.

## Section 2 Dispositions relatives aux sanctions

### **Art. 63 Cas bénins**

L'art. 63 prévoit désormais que dans les cas bénins, la procédure contre la banque fautive doit être suspendue dans tous les cas sans prononcer de sanction. Le blâme a été supprimé de la CDB 16.

L'art. 63 définit le cas bénin de manière générale. Le cas est bénin, notamment, lorsque le but de la CDB, c'est-à-dire la vérification de l'identité du cocontractant ainsi que l'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique, a été atteint, même si toutes les obligations imposées par la CDB n'ont pas été parfaitement remplies.

Si les manquements constatés consistent en une défaillance systémique de la banque, on ne peut plus considérer que le cas est bénin au sens de l'art. 63.

L'art. 63 énumère quelques exemples de cas bénins, sans qu'il s'agisse d'une liste exhaustive.

### **Art. 64 Violation de la Convention**

En vertu de l'art. 64, al. 1, lors de la fixation de l'amende conventionnelle, il doit être dûment tenu compte du degré de culpabilité. Il doit être tenu compte également du type de relation d'affaires concerné. En cas d'infractions aux art. 46 à 57, il n'est prononcé de sanction que si ces infractions étaient intentionnelles. Cela correspond à la règle en vigueur jusqu'ici dans le cadre de la CDB 08.

L'art. 64, al. 1 oblige par ailleurs la Commission de surveillance à tenir compte des mesures prononcées par d'autres instances dans le même cas d'espèce lorsqu'elle prononce ses sanctions.

L'art. 64, al. 2 prévoit que le montant de l'amende conventionnelle est affecté à l'éventuelle couverture des frais de fonctionnement.

### **Art. 65 Prescription**

Le délai de prescription de cinq ans fixé à l'art. 65 commence à courir dans tous les cas à la date où la violation de la CDB est commise.

Si par exemple, à l'expiration de ce délai de cinq ans, on découvre dans le cadre d'une relation d'affaires existante une erreur obligeant à répéter les obligations de diligence au sens de l'art. 46, le fait de ne pas remédier à cette erreur constitue une nouvelle violation de la CDB. Cette dernière fait courir un nouveau délai de prescription de cinq ans.

## Section 3 Organisation

S'agissant des dispositions relatives à l'organisation, les règles applicables à la Commission de surveillance ont été dissociées de celles applicables aux Chargés d'enquête.

### **Art. 66 Commission de surveillance**

En vertu de l'art. 66, al. 1, la majorité des membres de la Commission de surveillance doivent être indépendants, mais pas la totalité. En conséquence, peuvent être élues à la Commission de surveillance des personnes qui exercent une activité dans le secteur bancaire. Cela permet d'assurer que des compétences et une expérience fondées sur l'évolution actuelle du secteur financier soient représentées au sein de la Commission de surveillance.

Une personne n'est pas considérée comme indépendante au sens de l'art. 66, al. 1 si elle travaille comme employé(e) ou mandataire pour une banque suisse ou un négociant en valeurs mobilières suisse, ou si elle exerce une fonction d'organe. Lorsque la Commission de surveillance traite un cas concernant l'établissement financier auquel un membre de la Commission de surveillance est lié dans le sens précité, celui-ci doit se récuser. Le règlement de la Commission de surveillance précise les détails.

Afin d'assurer un rajeunissement régulier des organes de surveillance, la limite d'âge prévue à l'art. 66, al. 3 est maintenue.

### **Art. 67 Chargés d'enquête**

La CDB 16 conserve les deux possibilités à la disposition des Chargés d'enquête, à savoir suspendre la procédure de leur propre chef ou proposer à la Commission de surveillance de mener une procédure de sanction.

---

## **Chapitre 9: Dispositions finales**

---

### **Art. 70 Dispositions transitoires**

Les nouvelles règles relatives à l'identification du détenteur du contrôle introduites dans la CDB 16 (art. 20 et suivants) s'appliquent aux relations d'affaires établies à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. S'agissant des relations d'affaires existantes avec des sociétés exerçant une activité opérationnelle et non cotées en bourse, les nouvelles règles relatives à l'identification du détenteur du contrôle ne s'appliquent que dans la mesure où, conformément à l'art. 46, il y a lieu de répéter les obligations de diligence en raison de doutes quant à l'exactitude des indications données sur l'identité du cocontractant ou quant à l'ayant droit des valeurs patrimoniales.

L'exception à l'obligation de vérifier l'identité du cocontractant au sens de l'art. 4 pour les relations d'affaires clôturées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 dans le cadre d'un «forced exit» vaut aussi si le versement/transfert final des fonds ne peut intervenir qu'après le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Association suisse des banquiers

2016

# Directives concernant les placements fiduciaires

---

## Préambule

---

Les présentes directives ont été adoptées par le Conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers (ASB) dans le but de préserver et de promouvoir la réputation des activités bancaires suisses, et notamment leur haut niveau de qualité, en Suisse comme à l'étranger. Les clients qui confient leurs actifs à des banques suisses doivent pouvoir compter sur le fait que leur patrimoine sera géré de manière professionnelle et dans leur intérêt.

Les présentes directives constituent des règles de conduite. Elles ne déploient aucun effet direct sur la relation de base, de droit civil, entre la banque et son client. Cette relation est régie par les dispositions légales applicables (en particulier les articles 394 ss du Code des obligations) ainsi que par les dispositions contractuelles qui lient la banque et le client (comme le contrat fiduciaire, le mandat de gestion de fortune, les conditions générales de la banque, etc.).

---

## **I Champ d'application**

---

Le champ d'application des présentes directives est limité aux placements fiduciaires.

Sont exclues du champ d'application des présentes directives les autres opérations fiduciaires, telles que les crédits ou les prises de participation, que la banque effectue en son propre nom, mais exclusivement pour le compte et aux risques du client en vertu d'un mandat écrit.

---

## II Placements fiduciaires

---

### 1. Contrat fiduciaire

Un placement fiduciaire consiste à mettre des capitaux à terme fixe (en monnaie nationale et étrangère) à la disposition le plus souvent de banques étrangères ou d'autres établissements financiers (ci-après les «intermédiaires financiers») en vue de leur placement contre la perception d'une commission. Pour des raisons fiscales, la signature d'un contrat fiduciaire écrit par le client est impérative durant la période de mise en place de l'opération fiduciaire. En vertu du contrat fiduciaire, le client supporte le risque de change, le risque de transfert ainsi que le risque de défaillance de l'intermédiaire financier (risque de ducroire). Tout risque résultant du placement fiduciaire est donc exclu pour la banque. Cette dernière perçoit une commission à titre d'indemnité.

Deux contrats fiduciaires types sont annexés aux présentes directives, à savoir:

#### **a) Contrat fiduciaire type pour placements renouvelables**

Le client peut conclure un contrat-cadre par lequel il charge la banque de placer des capitaux à terme fixe à titre fiduciaire et l'autorise à choisir l'intermédiaire financier selon sa libre appréciation. Si la banque choisit comme intermédiaire financier l'une de ses propres entités à l'étranger, elle doit informer le client par écrit de ce choix ainsi que du risque y afférent en cas de défaillance de la banque (risque de ducroire). Elle doit lui spécifier par écrit qu'il est autorisé à donner des instructions à la banque quant à un placement et/ou quant à l'intermédiaire financier auprès duquel un placement doit être effectué. La banque agit selon sa libre appréciation dans le cadre d'un mandat de gestion (cf. les directives concernant le mandat de gestion de fortune), conformément aux objectifs de placement définis avec le client et à ses éventuelles instructions spécifiques.

#### **b) Contrat fiduciaire type pour placement unique**

Dans le second cas, le client conclut avec la banque un contrat fiduciaire séparé pour chaque placement fiduciaire et détermine lui-même le placement ou l'intermédiaire financier auprès duquel ce placement doit être effectué (cf. ch. III, al. 1, let. f).

Si le client choisit comme intermédiaire financier une entité étrangère de la banque, la banque doit informer le client par écrit du risque afférent à ce choix en

cas de défaillance de la banque (risque de ducroire). En cas d'utilisation du contrat fiduciaire type pour placement unique, tout réinvestissement ultérieur requiert un nouveau contrat fiduciaire dûment signé par le client.

## 2. Risques et frais

La banque agit en son propre nom envers l'intermédiaire financier. Envers son client, elle n'est redevable que du montant perçu de la part de l'intermédiaire financier pour le placement fiduciaire ou, le cas échéant, elle est tenue de lui céder les créances qu'elle a acquises, pour autant qu'elles n'aient pas déjà été remises au client sous une autre forme. Le client supporte notamment le risque de change, le risque de transfert et le risque de défaillance de l'intermédiaire financier. La banque ne saurait être exposée à aucun risque de ce type à raison du placement, de la gestion et de la cession d'éléments de patrimoine. Cette répartition des risques convenue dans le cadre du placement fiduciaire serait caduque si la banque devait garantir les droits du client. De telles garanties ou responsabilités sont certes autorisées en droit civil, mais excluraient l'agrément fiscal du placement fiduciaire et entraîneraient pour la banque l'obligation d'inscrire le placement fiduciaire au bilan.

---

## III Mesures requises

---

Les dispositions ci-après s'appliquent aux placements fiduciaires de tout type, y compris et notamment aux placements effectués auprès d'une entité étrangère de la banque concernée.

### 1. Mise en œuvre de placements fiduciaires

La banque n'effectue des placements fiduciaires que par le biais de ses collaborateurs compétents et conformément aux présentes directives.

#### a) Choix de l'intermédiaire financier

La banque tient une liste contraignante des intermédiaires financiers qui présentent une bonne solvabilité et auprès desquels les placements fiduciaires sont autorisés (sous réserve du ch. III, al. 1, let. f). Elle informe le client par écrit qu'il peut se faire communiquer à tout moment la liste des intermédiaires financiers sélectionnés ainsi que les critères appliqués par la banque pour évaluer leur solvabilité.

La banque définit le processus d'analyse dans des instructions internes, qui précisent en particulier sur quelle base la solvabilité est évaluée, dans quels cas cette dernière est qualifiée de bonne et à quelle fréquence (au minimum une fois par an) elle est réexaminée. Outre la notation de l'intermédiaire financier concerné sont prises en compte notamment sa réputation ainsi que celle de son pays de domicile. La banque ne peut pas reconnaître à un intermédiaire financier, pour les placements fiduciaires, une solvabilité meilleure que celle qui lui est reconnue pour les prêts interbancaires.

#### b) Limites

S'agissant des placements fiduciaires effectués auprès d'intermédiaires financiers choisis par ses soins, la banque fixe des limites selon sa juste appréciation (sous réserve du ch. III, al. 1, let. f), et ce au minimum une fois par an (sous réserve de circonstances exceptionnelles). A cet effet, elle tient compte non seulement de la solvabilité de l'intermédiaire financier concerné, mais également du risque-pays et du risque de change ainsi que des risques d'interdépendance financière avec d'autres intermédiaires financiers (opérations de contrepartie notamment). Elle détermine en conséquence la durée maximale par placement fiduciaire.



**c) Prévention du risque de compensation**

La banque s'efforce (sous réserve du ch. III, al. 1, let. f) de réduire le risque de compensation entre des placements fiduciaires et des contre-créances de l'intermédiaire financier. A cet effet, il lui appartient notamment de se faire remettre par l'intermédiaire financier une déclaration expresse de renonciation à la compensation pour le placement fiduciaire concerné. En l'absence d'une telle déclaration, elle en informe le client.

Dans tous les cas, dans le cadre de ses relations commerciales courantes avec les intermédiaires financiers concernés, la banque est tenue de les informer de manière appropriée qu'il s'agit de placements fiduciaires de clients.

**d) Prévention des conflits d'intérêts**

La banque évite les conflits d'intérêts entre elle et le client et, s'ils ne peuvent être évités, elle en fait part au client. Des conflits d'intérêts peuvent naître notamment lorsqu'il existe un rapport de dépendance direct entre des placements fiduciaires et des créances de la banque envers l'intermédiaire financier, ou lorsque ce dernier rétribue la banque pour des placements fiduciaires. En particulier, il y a manquement aux obligations si l'intermédiaire financier subordonne manifestement l'octroi d'un crédit à la banque au fait qu'en échange, cette dernière effectue auprès de lui des placements fiduciaires pour ses clients.

**e) Surveillance et contrôle**

La banque surveille en permanence la mise en œuvre des mesures énoncées au ch. III, al. 1, let. a à d. Elle désigne en son sein les personnes et services compétents à cet effet. Elle définit le processus de surveillance et de contrôle dans les instructions internes et, au besoin, elle adapte les mesures.

La direction met en place les processus et les structures appropriés pour le placement d'avoirs fiduciaires ainsi que pour l'adoption, la surveillance et la révision des instructions correspondantes.

**f) Instructions spécifiques du client**

Si le client définit lui-même le placement ou l'intermédiaire financier auprès duquel celui-ci doit être effectué, la banque peut exiger une déclaration du client selon laquelle il a pris sa décision en toute autonomie et connaissait les risques (risque de crédit, risque de change et risque-pays). Les mesures énoncées au ch. III, al. 1, let. a à c ne s'appliquent pas.

## 2. Comptabilisation des placements fiduciaires

La banque comptabilise les placements fiduciaires conformément aux prescriptions applicables en matière d'établissement du bilan.

---

### **IV Entrée en vigueur**

---

Les présentes directives entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et remplacent les directives concernant les placements fiduciaires du 1<sup>er</sup> août 2009. Les contrats fiduciaires relevant des anciennes directives n'ont pas à être renouvelés.

## Contrat fiduciaire type

(pour placements renouvelables)

entre

---

(ci-après le «client»)

et

---

(ci-après la «banque»)

1. Par le présent contrat, le client charge la banque d'effectuer au nom de celle-ci, mais pour le compte et aux risques du client, des placements auprès d'autres banques et/ou établissements financiers ou auprès d'une entité étrangère de la banque (ci-après l'«intermédiaire financier»).
2. La banque peut choisir l'intermédiaire financier, le montant, la monnaie, la durée et les autres conditions des placements selon sa juste appréciation. Le client est autorisé à donner des instructions à la banque quant à un placement et/ou quant à l'intermédiaire financier auprès duquel un placement doit être effectué. La banque n'est tenue de prendre en compte les ordres concernant le réinvestissement de placements arrivés à échéance que si elle les a reçus au moins ... jours avant l'échéance desdits placements.
3. La banque tient une liste d'intermédiaires financiers sélectionnés qui présentent une bonne solvabilité et auprès desquels elle effectue des placements fiduciaires. Le client est en droit à tout moment de se faire communiquer la liste des intermédiaires financiers sélectionnés ainsi que les critères appliqués par la banque pour évaluer leur solvabilité.
4. Les placements sont effectués dans la limite des avoirs disponibles du client.

5. La banque est exclusivement tenue de verser au client les montants correspondant au principal et aux intérêts du placement mis à la libre disposition de celle-ci à son domicile indiqué au chiffre 10.
6. La banque débite au client sa commission de ...% par an ainsi que les frais liés au placement.
7. Le client est informé du fait qu'il supporte le risque de défaillance de l'intermédiaire financier (risque de ducroire), ce qu'il accepte. Si des placements sont effectués auprès d'une entité étrangère de la banque, le risque de défaillance englobe le risque de défaillance de la banque elle-même.
8. Si un intermédiaire financier ne s'acquitte pas de ses obligations, ou ne s'en acquitte que partiellement (par exemple en raison de prescriptions de transfert et de change dans son pays de domicile ou dans celui de la monnaie de placement), la banque n'est tenue que de céder les créances envers l'intermédiaire financier au client, pour autant qu'elles ne lui aient pas déjà été remises sous une autre forme. La banque n'est tenue d'aucune autre obligation.
9. Le présent contrat fiduciaire peut être résilié à tout moment par la banque ou le client. La résiliation est sans incidence sur les placements en cours. Le décès, l'incapacité d'exercer les droits civils et la faillite du client n'entraînent pas la résiliation du contrat fiduciaire.
10. Tous les rapports juridiques entre le client et la banque sont soumis exclusivement au droit suisse. Le lieu d'exécution, le for exclusif pour tout type de procédure ainsi que le for de poursuite – mais, s'agissant de ce dernier, uniquement pour les clients domiciliés à l'étranger – est ..... En outre, la banque est en droit de poursuivre le client devant le tribunal compétent du lieu de domicile du client ou devant tout autre tribunal compétent.

---

Lieu et date

---

La banque

---

Le client

# Contrat fiduciaire type

(pour placement unique)

entre

---

(ci-après le «client»)

et

---

(ci-après la «banque»)

1. Par le présent contrat, le client charge la banque d'effectuer au nom de celle-ci, mais pour le compte et aux risques du client, un placement auprès d'une autre banque ou d'un autre établissement financier ou auprès d'une entité étrangère de la banque (ci-après l'«intermédiaire financier»), conformément aux conditions énoncées au chiffre 2.
2. Les conditions de ce placement sont les suivantes:
  - montant du placement et monnaie:
  - intermédiaire financier:
  - durée: .....
3. Le client met le montant du placement à la disposition de la banque préalablement à tout engagement de cette dernière envers l'intermédiaire financier.
4. La banque est exclusivement tenue de verser au client les montants correspondant au principal et aux intérêts du placement mis à la libre disposition de celle-ci à son domicile indiqué au chiffre 8.
5. La banque débite au client sa commission de ...% par an ainsi que les frais liés au placement.

6. Le client est informé du fait qu'il supporte le risque de défaillance de l'intermédiaire financier (risque de ducroire), ce qu'il accepte. Si des placements sont effectués auprès d'une entité étrangère de la banque, le risque de défaillance englobe le risque de défaillance de la banque elle-même.
7. Si l'intermédiaire financier ne s'acquitte pas de ses obligations, ou ne s'en acquitte que partiellement (par exemple en raison de prescriptions de transfert et de change dans son pays ou dans celui de la monnaie de placement), la banque n'est tenue que de céder les créances envers l'intermédiaire financier au client, pour autant qu'elles ne lui aient pas déjà été remises sous une autre forme. La banque n'est tenue d'aucune autre obligation.
8. Tous les rapports juridiques entre le client et la banque sont soumis exclusivement au droit suisse. Le lieu d'exécution, le for exclusif pour tout type de procédure ainsi que le for de poursuite – mais, s'agissant de ce dernier, uniquement pour les clients domiciliés à l'étranger – est ..... En outre, la banque est en droit de poursuivre le client devant le tribunal compétent du lieu de domicile du client ou devant tout autre tribunal compétent.

---

Lieu et date

---

La banque

---

Le client

Association suisse des banquiers

2017

**Directives concernant le mandat de gestion  
de fortune**

## Préambule

1. Les présentes Directives ont été adoptées par le Conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers dans le but de promouvoir et de préserver l'image et le haut niveau de qualité de la gestion de fortune en Suisse. Les clientes et les clients (ci-après: les clients ou, au singulier, le client) qui confient leurs actifs à des banques suisses doivent pouvoir compter sur le fait que leur patrimoine sera géré de manière professionnelle et dans leur intérêt. Ce principe vaut également lorsque les clients ont défini les objectifs à poursuivre sans donner toutefois d'autres instructions à leur banquier.

2. Les directives représentent des règles de comportement (autorégulation) et sont reconnues comme standard minimal par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). Elles ne déploient aucun effet direct sur la relation contractuelle qui lie le client à la banque. Cette relation est régie d'une part par les dispositions légales applicables (en particulier les art. 394 et ss. CO), et d'autre part par les conventions conclues entre les parties (comme p. ex. le mandat de gestion conféré à la banque, les conditions générales de la banque).

3. Dans les domaines régis par une loi spéciale, les règles spéciales applicables (p. ex. la LPP, la LPCC et les réglementations et/ou autorégulations en résultant) prévalent sur les présentes Directives.

## I. Principes

### Art. 1

<sup>1</sup> Par le mandat de gestion de fortune, le client autorise la banque à accomplir tous les actes qu'elle jugera utiles à la gestion du compte, pour autant qu'ils entrent dans le cadre des opérations bancaires ordinaires en la matière. La banque exerce le mandat avec diligence en tenant compte de la situation personnelle du client dans la mesure où celle-ci peut lui être connue. A cet effet, elle établit un profil de risque qui définit la propension au risque et la tolérance au risque du client. La banque exerce le mandat selon sa libre appréciation dans le cadre de sa politique de placement, des objectifs d'investissement déterminés avec le client, de la stratégie d'investissement qui en résulte ainsi que des éventuelles instructions de celui-ci (y compris les éventuelles restrictions de placement). Le mandat de gestion de fortune ne confère cependant pas à la banque le droit de retirer des actifs.

<sup>2</sup> Le mandat de gestion de fortune ou ses annexes définissent entre autres éléments la monnaie de référence et la rémunération de la banque (art. 14-17 des présentes Directives)

### Dispositions d'exécution

4. La banque établit un profil de risque qui définit la propension au risque et la tolérance au risque du client en tenant compte de la situation financière de ce dernier, de ses objectifs de placement, de ses connaissances et de ses expériences. Sur cette base et en prenant en considération d'éventuelles instructions du client (ch. 9 des présentes Directives), la banque élabore une stratégie de placement correspondant au profil de risque du client.

5. Pour exercer les mandats de gestion de fortune qui lui sont conférés, la banque définit sa politique de placement selon sa libre appréciation. Elle examine avec le client la stratégie de placement à appliquer et la documente. Le mandat de gestion peut être appliqué de manière uniforme pour plusieurs clients ou de façon individualisée pour chaque client.

6. La banque, en tenant compte des connaissances et des expériences du client, renseigne ce dernier sur les risques inhérents à la stratégie de placement convenue et aux éventuelles instructions (ch. 9 des présentes Directives). Si la stratégie de placement souhaitée par le client ne correspond pas, ou pas complètement, à son profil de risque, la banque attire son attention sur les risques en résultant. Ces informations peuvent intervenir de manière standardisée.



7. La banque vérifie de manière périodique que le profil de risque du client est à jour. Au besoin, elle modifie le profil de risque et réexamine la stratégie de placement à appliquer au regard des changements intervenus. Si le client tient à poursuivre la stratégie de placement initiale, il appartient à la banque de l'informer des risques y afférents et de documenter sous une forme reproductible les informations communiquées.

8. La banque veille à ce que le mandat de gestion de fortune qui lui est conféré soit exercé avec soin, de manière à préserver les intérêts légitimes du client.

9. Lorsque le client donne des instructions à la banque (de nature permanente ou se référant à des transactions particulières), les présentes Directives ne s'appliquent qu'à titre subsidiaire. Ces instructions sont notamment nécessaires lorsque le client entend effectuer des opérations bancaires non ordinaires au sens de l'art. 8 des présentes Directives (p. ex. des placements directs dans des biens immobiliers, des métaux non précieux ou des matières premières) ou des placements non conformes à la stratégie de placement à appliquer. Cf. art. 2, ch. 11, 3<sup>e</sup> phrase des présentes Directives.

10. Dans les cas où la mise en œuvre d'instructions présente des risques particuliers liés à la nature de l'opération, la banque en informe le client sous une forme appropriée.

## Art. 2

**Le mandat de gestion de fortune est conféré en la forme écrite ou sous toute autre forme permettant d'en établir la preuve par un texte, sur une formule ad hoc de la banque, dûment signée par le client.**

### Dispositions d'exécution

11. Il ne suffit pas que le mandat de gestion de fortune soit conféré verbalement. Un procès-verbal de visite, dans lequel est consignée l'intention du client de voir son dossier géré par la banque, est également insuffisant. Les instructions permanentes, leurs modifications subséquentes comme p. ex. un changement de stratégie de placement (p. ex. de «Balanced» à «Equity») ainsi que les mandats complémentaires ne nécessitent pas la signature du client, mais il appartient à la banque de les documenter sous une forme appropriée.

12. Par la signature du mandat de gestion de fortune, le client autorise la banque à effectuer, dans le cadre de la stratégie de placement à appliquer, tous les placements autorisés par les présentes Directives, sans que soient requises à cet effet d'autres conventions, explications ou concertations.

13. La signature peut se faire en la forme écrite ou sous toute autre forme permettant d'en établir la preuve par un texte.

## Art. 3

**La banque veille à ce que le mandat de gestion de fortune soit exécuté par les collaboratrices/collaborateurs compétent(e)s conformément aux présentes Directives, aux éventuelles instructions internes et à la politique de placement au sens de l'art. 1 des présentes Directives.**

### Dispositions d'exécution

14. Cette disposition règle la question de la responsabilité liée à l'activité de gestion: le mandat de gestion de fortune est conféré à la banque et non à titre personnel à un(e) collaborateur/collaboratrice ou à un organe dirigeant de celle-ci. Ceci n'empêche toutefois en rien un suivi personnel de la relation par un conseiller à la clientèle.

## Art. 4

<sup>1</sup> Une banque qui accepte des mandats de gestion de fortune disposera d'une organisation professionnelle et adaptée à l'importance de l'établissement.

<sup>2</sup> Elle prend des mesures appropriées afin d'éviter des conflits d'intérêts entre elle-même et ses clients ou entre ses collaboratrices/collaborateurs et des clients. Si un tel conflit d'intérêts ne peut être évité, la banque doit empêcher toute discrimination potentielle de ses clients qui pourrait en résulter. Si des discriminations ne peuvent toutefois être exclues, la banque doit en aviser ses clients.

### **Dispositions d'exécution**

15. La banque définit les organes et les collaboratrices/collaborateurs responsables de la détermination de la politique de placement, de la gestion des avoirs et du contrôle. Ceux-ci doivent disposer des connaissances techniques appropriées.

16. Une organisation adaptée implique une séparation entre les collaboratrices/collaborateurs qui définissent la politique de placement et qui gèrent la fortune, et celles/ceux qui établissent les relevés ordinaires de compte et de dépôt pour le client ou sont chargés de les expédier.

17. Pour les situations de conflit d'intérêts, l'art. 4, al. 2 des présentes Directives reprend, en l'adaptant au contexte, la règle usuelle en matière de négoce de valeurs mobilières (art. 8 des Règles de conduite pour négociants en valeurs mobilières).

18. La banque ne procédera pas de sa propre initiative à la restructuration du portefeuille du client, sans que cela ne soit dans l'intérêt de celui-ci et dans le seul but d'augmenter les revenus des commissions de la banque («churning»).

### **Art. 5**

Le client reçoit les relevés de compte et de dépôt ordinaires selon les modalités convenues avec lui, mais au moins une fois par année. Ils sont mis à sa disposition à l'adresse communiquée par ses soins.

### **Dispositions d'exécution**

19. Cette disposition vise à ce que le client, même s'il n'est que sporadiquement en contact avec la banque, ne reste pas dans l'ignorance des opérations effectuées pour lui.

### **Art. 6**

Un organe de contrôle interne de la banque est chargé de vérifier périodiquement si les présentes Directives sont observées.

### **Dispositions d'exécution**

20. La vérification porte sur l'application des présentes Directives ainsi que sur celle d'éventuelles directives internes, mais non sur le choix des placements.

## **II. Exercice du mandat**

### **Art. 7**

<sup>1</sup> La banque est tenue de choisir avec soin les placements qui figureront dans le portefeuille du client géré par ses soins.

<sup>2</sup> La banque doit exercer sur les avoirs qui lui sont confiés une surveillance régulière, conformément au mandat de gestion de fortune et aux présentes Directives.

### Dispositions d'exécution

21. Lorsque la banque choisit les placements, elle doit s'appuyer sur des sources d'informations fiables. Elle surveille régulièrement les placements effectués. Elle ne peut, en revanche, être tenue pour responsable si des investissements choisis soigneusement au moment de leur achat perdent ultérieurement de leur valeur.

22. La banque s'assure que le portefeuille sous gestion, considéré dans sa globalité, est conforme à la stratégie de placement à appliquer. Au besoin, elle prend des mesures appropriées pour rétablir la conformité du portefeuille à ladite stratégie de placement ou elle convient avec le client d'une adaptation de son mandat de gestion de fortune. De telles mesures ne sont pas nécessaires lors de simples écarts temporaires imputables aux fluctuations des marchés financiers.

### Art. 8

**Le mandat de gestion de fortune est limité aux instruments de placement ordinaires en matière bancaire.**

### Dispositions d'exécution

23. Constituent en particulier des instruments de placement ordinaires au sens des présentes Directives les placements à terme fixe et placements fiduciaires, les opérations sur métaux précieux, les placements en valeurs mobilières du marché monétaire et du marché des capitaux sous la forme de papiers-valeurs et de droits-valeurs (p. ex. actions, obligations, Notes, créances comptables), les instruments financiers qui en sont dérivés et leurs combinaisons (dérivés, produits structurés, etc.) ainsi que les placements collectifs.

24. En ce qui concerne les placements collectifs, cela présuppose toutefois qu'ils investissent dans des placements ordinaires ou dans des immeubles.

25. Dans le cas d'opérations sur dérivés – pour autant qu'elles soient autorisées par le mandat de gestion de fortune et par les présentes Directives –, la banque prendra les mesures appropriées afin que l'exécution de ces opérations soit effectuée avec la compétence et la diligence requises.

26. En vue de diversifier le portefeuille sous gestion, le recours à des métaux non précieux et à des matières premières est possible sous la forme d'un placement collectif, d'un dérivé, d'un indice ou d'un produit structuré. Pour ce qui est des instruments prévoyant la livraison physique de métaux non précieux ou de matières premières, la banque doit veiller à ce qu'il n'en résulte pas de livraison physique au client.

27. Les placements non traditionnels (hedge funds, private equity et immobilier), les instruments de placement qui en sont dérivés et leurs combinaisons peuvent être utilisés à des fins de diversification du portefeuille sous gestion s'ils sont structurés selon le principe «fund of funds» ou offrent la garantie d'une diversification équivalente. Ces placements ne sont pas nécessairement limités à des instruments ordinaires ou aisément négociables.

28. En vertu du principe «fund of funds», les placements du fonds s'effectuent dans plusieurs instruments de placement collectifs juridiquement indépendants. On est en présence d'une diversification équivalente dès lors que les placements sont regroupés dans un seul placement collectif, mais gérés selon le principe «multi-manager» (c'est-à-dire par plusieurs gestionnaires travaillant indépendamment les uns des autres).

29. Le recours à des placements non traditionnels doit être prévu par la politique de placement de la banque. Cette dernière prend des mesures appropriées pour que ces placements soient utilisés avec discernement et professionnalisme.

30. S'agissant des placements non ordinaires, le client doit donner des instructions au sens du ch. 9 et du ch. 11, 3<sup>e</sup> phrase des présentes Directives.

31. Le mandat de gestion de fortune ne donne pas à la banque le droit de consentir à un tiers, pour le compte du client, un prêt de nature commerciale.

#### **Art. 9**

La banque est autorisée à utiliser le portefeuille sous gestion du client pour effectuer des opérations de prêt de titres («securities lending») et autres opérations similaires (p. ex. «repurchase agreements»), sous réserve que le client ne supporte pas un risque de perte excessif par rapport à sa rémunération.

#### Dispositions d'exécution

32. Le mandat de gestion de fortune ou une convention séparée doit fixer des règles au sens de la Circ.-FINMA 2010/2 «Repo/SLB».

33. Si la banque agit en tant qu'agent (en son nom et pour le compte de tiers), il lui appartient de prendre dûment en compte le risque de contrepartie, soit en exigeant des garanties («collateral»), soit en prêtant les titres qu'à des contreparties de première qualité.

34. Si la banque agit en tant que principal (en son nom et pour son propre compte), il lui appartient de veiller au principe de répartition des risques en tenant compte des autres investissements effectués.

#### **Art. 10**

La banque assure une répartition appropriée des risques en diversifiant suffisamment les placements.

#### Dispositions d'exécution

35. La banque évite les grands risques inhérents à une concentration anormale sur un nombre trop limité de placements.

#### **Art. 11**

Les placements sont limités à des instruments de placement aisément négociables.

#### Dispositions d'exécution

36. Un placement est réputé aisément négociable lorsqu'un des critères ci-après est rempli:

- Il existe un marché représentatif pour la valeur concernée (en Bourse ou hors Bourse).
- L'émetteur ou la banque s'engage à ce que le placement soit aussi aisément négociable que s'il existait un marché représentatif.
- Le placement doit pouvoir être dénoncé à intervalles réguliers (au moins quatre fois par année, par analogie avec l'art. 109, al. 1 OPCC, et moyennant un délai de préavis de 60 jours au plus).

37. Certaines valeurs très répandues dans le public, comme p. ex. les obligations de caisse, n'ont qu'une négociabilité réduite. Ces placements à négociabilité réduite sont néanmoins autorisés, sauf si le client donne clairement des instructions contraires.

38. En cas de négociabilité réduite a posteriori, la banque préserve les intérêts du client de manière appropriée.

#### **Art. 12**

Dans l'exercice du mandat de gestion de fortune, il est interdit de souscrire des crédits et de rendre les comptes potentiellement débiteurs.

### Dispositions d'exécution

39. La banque n'est pas autorisée à effectuer des opérations de crédit ou autres opérations similaires sans l'accord exprès du client, même si la marge de sécurité fixée en interne par la banque est respectée.

40. Peuvent être exclus de cette disposition les découverts temporaires couverts à brève échéance par des rentrées de revenus ou des remboursements annoncés d'obligations, ou qui résultent de décalages de dates de valeur dans des opérations d'arbitrage.

#### Art. 13

Les opérations, en particulier sur dérivés, ne doivent pas exercer d'effet de levier sur l'ensemble du portefeuille.

### Dispositions d'exécution

41. En cas de vente d'options call et/ou de financial futures, le portefeuille doit contenir une position équivalente en valeurs sous-jacentes. S'il s'agit d'options call ou de financial futures sur indices boursiers, devises, taux d'intérêt, métaux non précieux ou matières premières, il suffit que la valeur sous-jacente soit suffisamment représentée.

42. En cas de vente d'options put et/ou de financial futures, les liquidités doivent être intégralement disponibles dès la conclusion de l'opération

## III. Rémunération de la banque

#### Art. 14

La banque règle la nature, les modalités et les éléments de sa rémunération dans le mandat de gestion de fortune (art. 2 des présentes Directives), dans une annexe au mandat ou dans une convention séparée.

### Dispositions d'exécution

43. Les dispositions de cette section des Directives suivent la Circ.-FINMA 2009/01 «Règles cadres pour la gestion de fortune», chiffres en marge 27-31.

44. L'objectif est de stipuler ce que le client doit à sa banque pour la gestion de sa fortune et les prestations qui y sont liées. En ce qui concerne la détermination de la rémunération de la banque, le contrat signé par le client peut renvoyer à une annexe, à une grille tarifaire ou à des conditions générales. Ces documents n'ont pas à être signés. Il est également possible de conclure une convention séparée avec le client. La banque doit informer le client de toute modification de manière appropriée.

#### Art. 15

Le mandat de gestion de fortune stipule à qui reviennent les éventuelles prestations de tiers reçues par la banque en vertu dudit mandat de gestion de fortune. Cette stipulation n'est pas requise lorsque le mandat de gestion de fortune prévoit que la banque investira exclusivement dans des produits sans éventuelles prestations de tiers. Pour le cas où, dans le cadre d'un tel mandat de gestion de fortune, des prestations de tiers pourraient exceptionnellement être perçues (p. ex. valeurs souhaitées par le client ou transfert de valeurs par le client dans le portefeuille sous gestion jusqu'à leur arbitrage), une annexe ou une convention séparée peut régler à qui reviennent les éventuelles prestations de tiers. La banque attire l'attention du client sur les conflits d'intérêts susceptibles de résulter de l'acceptation de prestations de tiers (art. 4, al. 2 des présentes Directives).

### Dispositions d'exécution

45. Si le client réclame à la banque la restitution de prestations de tiers, l'art. 400, al. 1 du Code des obligations (CO) ou les dispositions contractuelles font foi.

#### Art. 16

**La banque informe ses clients des paramètres de calcul et des fourchettes de valeur des prestations qu'elle reçoit ou pourrait recevoir de tiers. Elle peut, à cette fin, regrouper les divers produits en classes de produits.**

### Dispositions d'exécution

46. Les informations fournies par la banque sur le calcul et les fourchettes de valeur des prestations peuvent porter sur des produits individuels ou sur des classes de produits. En principe, la banque est libre de définir les classes de produits. L'obligation de déclarer de la banque est de nature générale et concerne les prestations correspondantes devant ou pouvant lui être payées dans le futur. La déclaration peut par exemple se faire au moyen de documents d'information, de relevés de dépôt ou par Internet.

47. La méthode et la fréquence à laquelle il faut rendre compte sont déterminées en accord avec le client. La déclaration peut, le cas échéant, se faire au moyen de valeurs approximatives, de décomptes à une date fixée ou de ces deux manières.

#### Art. 17

**Sur demande, au cas par cas, la banque révèle aux clients le montant des prestations déjà reçues de tiers.**

### Dispositions d'exécution

48. L'obligation de déclarer inclut toutes les rémunérations de tiers intrinsèquement liées au mandat conféré (art. 400, al. 1 CO).

49. La question d'une déclaration ultérieure de prestations de tiers est à séparer de celle d'une éventuelle restitution. En ce qui concerne la restitution, les dispositions contractuelles font foi (art. 15 des présentes Directives).

## IV. Dispositions finales

#### Art. 18

<sup>1</sup> Les présentes Directives, dans leur version révisée, entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2017.

<sup>2</sup> Dans la mesure où les présentes Directives imposent une mise à jour de la documentation, un délai transitoire est applicable jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2017.

<sup>3</sup> L'al. 2 du présent article ne s'applique pas aux nouveaux contrats conclus après l'entrée en vigueur des Directives.

Association suisse des banquiers

2020

# **Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB 20)**

## **Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB 20)**

entre l'Association suisse des banquiers (« ASB ») d'une part  
et  
les banques signataires (« les banques ») d'autre part du 13 juin 2018



## Préambule

- a) En vue de préserver le renom de la place financière suisse sur les plans national et international,
- b) en vue de concrétiser les obligations de diligence fondées sur le droit bancaire relatives à la vérification de l'identité du cocontractant ainsi qu'à l'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique,
- c) en vue de contribuer efficacement à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme,

la banque s'oblige envers l'ASB, en sa qualité d'organisation faîtière chargée de la sauvegarde des intérêts et de la réputation de la place financière suisse, à respecter la présente Convention.

## Chapitre 1: Introduction

### Art. 1 Champ d'application

- <sup>1</sup> Sont soumis à la Convention les banques et les négociants en valeurs mobilières pour tous leurs comptoirs situés en Suisse, mais pas leurs succursales, représentations et filiales à l'étranger (cf. toutefois les articles 11, 19 et 43).
- <sup>2</sup> Les banques ne doivent pas utiliser leurs succursales étrangères, ni les sociétés du groupe à l'étranger actives dans le domaine bancaire ou financier, pour contourner la présente Convention.
- <sup>3</sup> Les dispositions de la présente Convention s'appliquent sans réserve aux comptes, livrets, dépôts et compartiments de coffre-fort désignés par un numéro ou un code.

### Art. 2 Délimitation

- <sup>1</sup> La Convention assure la codification, avec effet contraignant, de règles en vigueur pour une gestion bancaire conforme aux principes éthiques. Elle vise à concrétiser les obligations de diligence prévues par les articles 3 à 5 de la Loi sur le blanchiment d'argent (LBA), ainsi que la notion de « vigilance que requièrent les circonstances » en matière d'acceptation de valeurs patrimoniales au sens de l'article 305<sup>ter</sup> du Code pénal suisse (CPS).
- <sup>2</sup> Les obligations de clarification particulières en présence de relations d'affaires ou de transactions présentant des risques accrus sont réglées par l'Ordonnance de la FINMA sur le blanchiment d'argent (OBA-FINMA).
- <sup>3</sup> L'application par analogie de la présente Convention aux organismes de cartes de crédit fait l'objet de dispositions distinctes.

- <sup>4</sup> Les banques opérant dans le domaine du leasing peuvent appliquer directement aux opérations concernées les dispositions allégées du Règlement d'autorégulation de l'OAR/ASSL.

### **Art. 3 Commentaire de la Convention**

L'ASB édicte un commentaire des articles de la présente Convention. Il convient de se fonder sur ce commentaire pour l'interprétation de la Convention.

## Chapitre 2: Vérification de l'identité du cocontractant

### Section 1 Dispositions générales

#### Art. 4 Vérification de l'identité du cocontractant

- <sup>1</sup> La banque est tenue de vérifier l'identité du cocontractant lors de l'établissement d'une relation d'affaires.
- <sup>2</sup> Cette règle s'applique :
  - a) à l'ouverture de comptes ou de livrets ;
  - b) à l'ouverture de dépôts ;
  - c) à la conclusion d'opérations fiduciaires ;
  - d) à la location de compartiments de coffre-fort ;
  - e) à l'acceptation de mandats de gestion de fortune sur des avoirs déposés auprès de tiers ;
  - f) à l'exécution d'opérations de négoce sur des valeurs mobilières, des devises ainsi que sur des métaux précieux et d'autres marchandises (commodities) ;
  - g) aux opérations de caisse lorsqu'elles portent sur un montant supérieur à 15 000 francs.
- <sup>3</sup> Lorsqu'une personne, dont l'identité a été correctement vérifiée dans le cadre d'une relation d'affaires existante, établit d'autres relations d'affaires, il n'y a pas lieu de procéder une nouvelle fois à la vérification de son identité.

### **Art. 5 Livrets d'épargne au porteur**

L'ouverture de nouveaux livrets d'épargne au porteur est interdite. Les livrets d'épargne au porteur existants doivent être annulés lors de leur première présentation physique. Dans le cas de livrets d'épargne au porteur, l'identité de la personne qui effectue des retraits doit également être vérifiée. Aucun dépôt supplémentaire ne peut être accepté.

### **Art. 6 Obligation de procéder à la vérification de l'identité sans égard au montant impliqué dans la relation d'affaires**

- <sup>1</sup> Lors d'opérations portant sur un montant inférieur aux seuils susmentionnés (article 4, alinéa 2, lettre g), l'identité du cocontractant doit être vérifiée également, lorsqu'il y a manifestement tentative de contourner cette exigence par la répartition des montants sur plusieurs transactions (« smurfing »).
- <sup>2</sup> En présence d'indices selon lesquels des valeurs patrimoniales pourraient provenir de l'une des sources visées à l'article 9, alinéa 1 LBA, l'identité du cocontractant doit être vérifiée indépendamment des seuils minimaux ou des exceptions à l'obligation de vérifier formellement l'identité du cocontractant.

### **Art. 7 Données à consigner**

- <sup>1</sup> Lorsque le cocontractant est une personne physique, il y a lieu de consigner de manière appropriée son nom, son prénom, sa date de naissance, sa nationalité et l'adresse effective de son domicile, ainsi que les moyens utilisés pour vérifier son identité.
- <sup>2</sup> Lorsque le cocontractant est une personne morale ou une société de personnes, il y a lieu de consigner de manière appropriée sa raison sociale et l'adresse effective de son siège, ainsi que les moyens utilisés pour vérifier son identité.

- <sup>3</sup> Lorsque le cocontractant provient d'un pays dans lequel les dates de naissance ou les adresses de domicile ne sont pas utilisées, l'exigence relative à ces données ne s'applique pas.

### **Art. 8 Vérification de l'identité d'une autre manière appropriée**

Si la banque n'est pas en mesure de vérifier l'identité du cocontractant de la manière prescrite ci-dessus, par exemple parce qu'une personne ne dispose pas de document d'identification ou parce que, s'agissant d'une corporation ou d'un établissement de droit public, les documents habituellement requis n'existent pas, elle peut, à titre exceptionnel, procéder à la vérification d'une autre manière appropriée. A cet effet, la banque examine d'autres documents probants ou se fait remettre par le cocontractant des attestations émises par des instances publiques respectivement, s'il s'agit d'une personne morale, le dernier rapport d'audit établi par une société de révision agréée. Les attestations et copies des documents de substitution doivent être versées au dossier. Par ailleurs, il convient d'établir une note au dossier justifiant cette procédure exceptionnelle.

## **Section 2 Personnes physiques**

### **Art. 9 Vérification de l'identité lorsque la personne se présente à la banque**

- <sup>1</sup> Lorsque la personne se présente à la banque pour établir une relation d'affaires, la banque vérifie son identité en examinant un document d'identification officiel comportant une photographie (passeport, carte d'identité, permis de conduire ou document analogue) et en verse une copie au dossier.
- <sup>2</sup> L'identification par vidéo conformément aux prescriptions en vigueur de la FINMA vaut vérification de l'identité lorsque la personne se présente à la banque.

### **Art. 10 Vérification de l'identité lorsque la relation d'affaires est établie par correspondance**

- <sup>1</sup> Lorsque la relation d'affaires est établie par correspondance ou par Internet, la banque vérifie l'identité du cocontractant en se faisant remettre une copie certifiée conforme d'un document d'identification au sens de l'article 9 et en vérifiant le domicile du cocontractant par un échange de correspondance ou par tout autre moyen équivalent.
- <sup>2</sup> L'identification en ligne conformément aux prescriptions en vigueur de la FINMA vaut vérification de l'identité lorsque la relation d'affaires est établie par correspondance.

### **Art. 11 Emetteurs d'attestations d'authenticité**

- <sup>1</sup> L'attestation d'authenticité de la copie du document d'identification peut être émise par :
  - a) une succursale, une représentation ou une société appartenant au même groupe que la banque ;
  - b) une banque correspondante un autre intermédiaire financier ou un avocat autorisé à exercer en Suisse, habilité à cet effet par la banque qui établit la relation d'affaires ;
  - c) un notaire ou une autre instance publique qui délivre habituellement de telles attestations.
- <sup>2</sup> Est également considérée comme une attestation d'authenticité valable une copie du document d'identification obtenue par un fournisseur de services de certification reconnu au sens de la Loi sur la signature électronique (SCSE), combinée avec une authentification électronique du client.

### **Section 3      Personnes morales et sociétés de personnes**

#### **Art. 12 Vérification de l'identité en cas d'inscription au Registre suisse du commerce ou dans un Registre étranger équivalent**

Lorsqu'une relation d'affaires est établie avec une personne morale ou une société de personnes inscrite au Registre suisse du commerce ou dans un Registre étranger équivalent, la banque vérifie l'identité du cocontractant soit au moyen d'un extrait du Registre émanant du préposé, soit au moyen d'un extrait écrit émanant d'une banque de données tenue par le Registre officiel, une autorité de surveillance ou une entreprise privée digne de confiance.

#### **Art. 13 Vérification de l'identité en cas d'absence d'inscription au Registre suisse du commerce ou dans un Registre étranger équivalent et vérification de l'identité des autorités**

- <sup>1</sup> L'identité des personnes morales ou sociétés de personnes non inscrites au Registre suisse du commerce ou dans un Registre étranger équivalent est vérifiée soit au moyen d'un extrait écrit émanant d'une banque de données tenue par l'autorité de surveillance ou par une entreprise privée digne de confiance, soit au moyen des statuts ou de documents équivalents.
- <sup>2</sup> L'identité des autorités est vérifiée soit au moyen d'un statut/d'une décision appropriée, soit au moyen d'autres documents ou sources équivalents.

#### **Art. 14 Date de l'extrait du Registre du commerce ou du document d'identification équivalent**

L'extrait du Registre du commerce ou le document d'identification équivalent ne doit pas dater de plus de douze mois. Un document d'identification plus ancien peut être admis, mais seulement s'il est accompagné du dernier rapport d'audit établi par une société de révision agréée et ne datant pas de plus de douze mois.



**Art. 15 Vérification de l'identité des personnes qui établissent la relation d'affaires et prise de connaissance des dispositions régissant le pouvoir d'engager le cocontractant**

- <sup>1</sup> Lorsque le cocontractant est une personne morale ou une société de personnes, il y a lieu de vérifier l'identité des personnes physiques qui établissent la relation d'affaires. Cette vérification peut s'effectuer au moyen d'une copie d'un document d'identification selon l'article 9 ou d'une copie certifiée conforme d'un document d'identification selon l'article 10.
- <sup>2</sup> L'identité des personnes qui établissent la relation d'affaires peut également être vérifiée au moyen d'une attestation d'authenticité de leur signature délivrée par une des personnes ou institutions prévues à l'article 11.
- <sup>3</sup> Lorsque le cocontractant est une personne morale, la banque doit également prendre connaissance des dispositions régissant le pouvoir d'engager le cocontractant et documenter cette démarche.
- <sup>4</sup> Lorsque le cocontractant est un intermédiaire financier au sens des articles 24 ou 33, la banque peut, en lieu et place de la procédure définie aux alinéas 1 à 3, se fonder sur une liste de signatures autorisées, ou recourir à un échange de clés électroniques ou à tout autre moyen usuel dans les affaires.
- <sup>5</sup> Lorsque la vérification de l'identité des personnes qui établissent la relation d'affaires ou la prise de connaissance des dispositions régissant le pouvoir d'engager le cocontractant a déjà été effectuée dans le cadre d'une relation d'affaires existante, il n'y a pas lieu d'y procéder une nouvelle fois.

**Art. 16 Vérification de l'identité dans le cas de sociétés simples, de sociétés en cours de constitution et de trustees**

- <sup>1</sup> Lors de l'établissement d'une relation d'affaires avec une société simple, la banque doit vérifier l'identité des personnes suivantes, au choix:
  - a) tous les associés; ou
  - b) au moins l'un des associés ainsi que les personnes disposant d'un pouvoir de signature envers la banque; ou

- c) s'agissant de sociétés simples qui ont pour but la sauvegarde des intérêts de leurs membres ou de leurs bénéficiaires collectivement et par leurs propres moyens, ou qui poursuivent des buts politiques, religieux, scientifiques, artistiques, de bienfaisance, de récréation ou des buts analogues, uniquement les personnes disposant d'un pouvoir de signature envers la banque.
- <sup>2</sup> Dans le cas de sociétés en cours de constitution, la banque doit vérifier l'identité des personnes qui établissent la relation d'affaires.
- <sup>3</sup> Dans le cas de trusts, la banque doit vérifier l'identité du trustee. En outre, le trustee doit confirmer par écrit qu'il est autorisé à établir la relation d'affaires auprès de la banque au nom du trust.

**Art. 17 Personnes morales, sociétés de personnes et autorités notoirement connues**

- <sup>1</sup> Lorsque l'identité d'une personne morale, d'une société de personnes ou d'une autorité intervenant comme cocontractant est notoirement connue, la banque peut établir une note au dossier attestant de cette notoriété, en lieu et place de la procédure prévue aux articles 12 à 15. En particulier, l'identité est réputée notoirement connue lorsque le cocontractant est une société dont le capital est ouvert au public ou lorsqu'il est lié directement ou indirectement à une telle société.
- <sup>2</sup> La procédure simplifiée prévue à l'alinéa 1 n'est pas admise pour les sociétés de domicile, à l'exception de celles qui sont liées directement ou indirectement à une société dont le capital est ouvert au public.

## **Section 4      Formes particulières de vérification de l'identité**

### **Art. 18 Compte ouvert pour un mineur, compte de garantie de loyer**

Il n'y a pas lieu de vérifier l'identité du cocontractant en cas d'ouverture :

- a) d'un compte, d'un dépôt ou d'un livret au nom d'un mineur par une tierce personne majeure ; l'identité de la personne majeure qui procède à l'ouverture doit être vérifiée en lieu et place, l'article 7 s'applique par analogie ; si le mineur ouvre lui-même un compte, un dépôt ou un livret, son identité doit être vérifiée ;
- b) d'un compte destiné au dépôt de sûretés pour garantir le paiement d'un loyer, pour autant toutefois que l'objet loué soit situé en Suisse.

### **Art. 19 Vérification de l'identité au sein du groupe**

Lorsque l'identité du cocontractant a déjà été vérifiée au sein du groupe de façon équivalente, c'est-à-dire selon une norme de diligence conforme à la présente Convention, il n'est pas nécessaire de répéter la procédure prévue aux articles 9 à 16. Dans ce cas, des copies des documents ayant servi à la vérification initiale de l'identité doivent être conservées dans les dossiers des entités concernées du groupe. Demeurent réservés les cas dans lesquels des dispositions légales interdisent ce transfert de données.

## **Chapitre 3: Identification de l'ayant droit économique de personnes morales et de sociétés de personnes exerçant une activité opérationnelle**

### **Section 1 Dispositions générales**

#### **Art. 20 Identification des détenteurs du contrôle**

- <sup>1</sup> Les détenteurs du contrôle qui détiennent au moins 25 % des droits de vote ou du capital d'une personne morale ou d'une société de personnes exerçant une activité opérationnelle doivent être identifiés par écrit.
- <sup>2</sup> Des personnes physiques doivent en principe être identifiées comme détenteurs du contrôle.
- <sup>3</sup> En l'absence de détenteur du contrôle au sens de l'alinéa 1, il y a lieu d'identifier les personnes physiques qui exercent le contrôle de la société d'une autre manière reconnaissable.
- <sup>4</sup> En l'absence de détenteur du contrôle au sens des alinéas 1 et 3, il y a lieu d'identifier en leur lieu et place la personne dirigeante.
- <sup>5</sup> Cela s'applique :
  - a) à l'ouverture de comptes ou de livrets ;
  - b) à l'ouverture de dépôts ;
  - c) à la conclusion d'opérations fiduciaires ;
  - d) à l'acceptation de mandats de gestion de fortune sur des avoirs déposés auprès de tiers ;

- e) à l'exécution d'opérations de négoce sur des valeurs mobilières, des devises ainsi que sur des métaux précieux et d'autres marchandises (commodities). N'est pas concernée l'exécution d'opérations de négoce pour des parties pour lesquelles la banque ne fait pas aussi office de banque dépositaire, pour autant que le paiement et la livraison passent par une autre banque;
  - f) aux opérations de caisse lorsqu'elles portent sur un montant supérieur à 15 000 francs<sup>5</sup>
- <sup>6</sup> Demeurent réservées les exceptions prévues à la section 2 du chapitre 3 (articles 22 à 26).

### **Art. 21 Données à recueillir**

- <sup>1</sup> Le cocontractant doit communiquer le nom, le prénom et l'adresse effective du domicile du détenteur du contrôle au moyen d'une déclaration écrite ou d'un formulaire K.
- <sup>2</sup> Lorsqu'un détenteur du contrôle provient d'un pays dans lequel les adresses de domicile ne sont pas utilisées, l'exigence relative à cette donnée ne s'applique pas.
- <sup>3</sup> A titre exceptionnel, les données requises concernant le détenteur du contrôle peuvent également être fournies sous la forme de copies simples de documents d'identification ou de copies simples d'autres documents émis par une autorité, au sens des articles 9 ss. Dans de tels cas, le formulaire K ou la déclaration écrite doit au moins contenir le nom et le prénom ou la raison sociale du détenteur du contrôle.
- <sup>4</sup> Le formulaire K est annexé à la présente Convention. Les banques sont libres d'élaborer leur propre formulaire en fonction de leurs besoins spécifiques, pour autant que son contenu soit équivalent à celui du formulaire modèle.

- <sup>5</sup> La déclaration du cocontractant relative au détenteur du contrôle peut aussi être fournie par application d'une procédure selon les dispositions en vigueur de la FINMA concernant l'identification par vidéo et en ligne.

## **Section 2      Exceptions à l'obligation d'identification**

### **Art. 22 Sociétés cotées en bourse**

Aucune déclaration relative aux détenteurs du contrôle n'est exigée des sociétés cotées en bourse. Demeure réservé l'article 24, alinéa 2.

### **Art. 23 Autorités**

Aucune déclaration relative aux détenteurs du contrôle n'est exigée des autorités.

### **Art. 24 Banques et autres intermédiaires financiers en qualité de cocontractants**

- <sup>1</sup> Aucune déclaration relative aux détenteurs du contrôle n'est exigée des banques, des négociants en valeurs mobilières, des directions de fonds, des compagnies d'assurance-vie, des sociétés d'investissement et gestionnaires de placements collectifs au sens de la Loi sur les placements collectifs (LPCC), ni des institutions de prévoyance professionnelle exemptées d'impôts dont le siège est en Suisse.
- <sup>2</sup> Une déclaration relative aux détenteurs du contrôle est exigée des banques, des négociants en valeurs mobilières et des autres intermédiaires financiers dont le domicile ou le siège est à l'étranger lorsque ceux-ci ne sont pas assujettis à une surveillance prudentielle et à une réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme adéquates.

**Art. 25 Autres exceptions à l'obligation d'identification**

- <sup>1</sup> Aucune déclaration relative aux détenteurs du contrôle n'est exigée des sociétés et communautés qui ont pour but la sauvegarde des intérêts de leurs membres ou de leurs bénéficiaires collectivement et par leurs propres moyens, ou qui poursuivent des buts politiques, religieux, scientifiques, artistiques, de bienfaisance, de récréation ou des buts analogues, pour autant qu'elles se tiennent exclusivement aux buts précités et ne présentent pas de lien reconnaissable avec des pays à risque accru.
- <sup>2</sup> Aucune déclaration relative aux détenteurs du contrôle n'est exigée des sociétés simples.

**Art. 26 Communautés de copropriétaires par étages et de copropriétaires**

Il n'y a pas lieu d'identifier les détenteurs du contrôle de communautés de copropriétaires par étages, de communautés de copropriétaires inscrites au Registre foncier et d'autres communautés poursuivant un but analogue.

## Chapitre 4: Identification de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales

### Section 1 Dispositions générales

#### Art. 27 Identification de l'ayant droit économique

- <sup>1</sup> La banque exige du cocontractant une déclaration indiquant qui est l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales.
- <sup>2</sup> Des personnes physiques doivent en principe être identifiées comme ayants droit économiques.
- <sup>3</sup> Cela s'applique:
  - a) à l'ouverture de comptes ou de livrets;
  - b) à l'ouverture de dépôts;
  - c) à la conclusion d'opérations fiduciaires;
  - d) à l'acceptation de mandats de gestion de fortune sur des avoirs déposés auprès de tiers;
  - e) à l'exécution d'opérations de négoce sur des valeurs mobilières, des devises ainsi que sur des métaux précieux et d'autres marchandises (commodities). N'est pas concernée l'exécution d'opérations de négoce pour des parties pour lesquelles la banque ne fait pas aussi office de banque dépositaire, pour autant que le paiement et la livraison passent par une autre banque;
  - f) aux opérations de caisse lorsqu'elles portent sur un montant supérieur à 15 000 francs.
- <sup>4</sup> Lorsqu'une relation d'affaires est établie par correspondance avec une personne physique, la déclaration au moyen du formulaire A doit être exigée dans tous les cas. Font exception les cas particuliers mentionnés à l'article 18.



- <sup>5</sup> Les exceptions prévues à la section 2 du chapitre 4 (articles 29 à 36) demeurent réservées.

### **Art. 28 Données à recueillir**

- <sup>1</sup> Si le cocontractant déclare que l'ayant droit économique est un tiers, il lui incombe d'indiquer le nom, le prénom, la date de naissance, la nationalité, l'adresse effective du domicile et le pays du domicile de ce tiers au moyen d'un formulaire A.
- <sup>2</sup> Lorsqu'un ayant droit économique provient d'un pays dans lequel les dates de naissance ou les adresses de domicile ne sont pas utilisées, l'exigence relative à ces données ne s'applique pas.
- <sup>3</sup> Si la banque dispose des données prévues à l'alinéa 1, elle peut, à titre exceptionnel, les consigner dans une note au dossier et renoncer au formulaire A. Une telle exception peut notamment se produire lorsque le cocontractant ne peut pas être contacté à bref délai, ou seulement difficilement, pour que le formulaire A puisse être fourni en temps utile, ou lorsque le cocontractant a déjà établi une autre relation d'affaires avec la banque.
- <sup>4</sup> A titre exceptionnel, les données requises concernant l'ayant droit économique peuvent également être fournies sous la forme de copies simples de documents d'identification ou de copies simples d'autres documents émis par une autorité, au sens des articles 9 ss. Dans de tels cas, le formulaire A doit au moins contenir le nom et le prénom ou la raison sociale de l'ayant droit économique.
- <sup>5</sup> Le formulaire A est annexé à la présente Convention. Les banques sont libres d'élaborer leur propre formulaire en fonction de leurs besoins spécifiques, pour autant que son contenu soit équivalent à celui du formulaire modèle.
- <sup>6</sup> La déclaration du cocontractant relative à l'ayant droit économique peut aussi être fournie par application d'une procédure selon les dispositions en vigueur de la FINMA concernant l'identification par vidéo et en ligne.

- <sup>7</sup> La banque peut également ajouter a posteriori le numéro de compte/dépôt sur un formulaire déjà rempli et signé.
- <sup>8</sup> Les alinéas 1 et 2 ainsi que les alinéas 4 à 7 s'appliquent par analogie aux formulaires I, S et T.

## **Section 2            Exceptions à l'obligation d'identification**

### **Art. 29 Personnes physiques**

Lorsque la banque n'a aucun doute quant au fait que le cocontractant est aussi l'ayant droit économique, elle n'est pas tenue à l'obligation prévue par l'article 27, alinéa 1. Elle consigne cet état de fait de manière appropriée.

### **Art. 30 Personnes morales et sociétés de personnes exerçant une activité opérationnelle et non cotées en bourse**

La banque n'est tenue de se faire remettre une déclaration relative à l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales par les personnes morales et des sociétés de personnes exerçant une activité opérationnelle et non cotées en bourse que si la personne morale ou la société de personnes concernée déclare détenir les valeurs patrimoniales déposées auprès de la banque pour un tiers déterminé.

### **Art. 31 Sociétés cotées en bourse**

Aucune déclaration relative à l'ayant droit économique n'est exigée des sociétés cotées en bourse. L'article 33, alinéas 2 et 3 demeure réservé.

### **Art. 32 Autorités**

Aucune déclaration relative à l'ayant droit économique n'est exigée des autorités.

### **Art. 33 Banques et autres intermédiaires financiers en qualité de cocontractants**

- <sup>1</sup> Aucune déclaration relative à l'ayant droit économique n'est exigée des banques, des négociants en valeurs mobilières, des directions de fonds, des compagnies d'assurance-vie (sous réserve de l'article 42), des sociétés d'investissement et gestionnaires de placements collectifs au sens de la Loi sur les placements collectifs (LPCC), ni des institutions de prévoyance professionnelle exemptées d'impôts dont le siège est en Suisse.
- <sup>2</sup> Une déclaration relative à l'ayant droit économique est exigée des banques et des négociants en valeurs mobilières dont le domicile ou le siège est à l'étranger lorsque ceux-ci tiennent des sous-comptes pour des clients non spécifiés et qu'ils ne sont pas assujettis à une surveillance et à une réglementation adéquates en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
- <sup>3</sup> Une déclaration relative à l'ayant droit économique est exigée des autres intermédiaires financiers dont le domicile ou le siège est à l'étranger lorsque ceux-ci ne sont pas assujettis à une surveillance prudentielle, ni à une réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme adéquates.
- <sup>4</sup> Toutefois, une déclaration relative à l'ayant droit économique doit être exigée ou d'autres mesures doivent être prises lorsque des indices laissent à penser qu'une banque, un négociant en valeurs mobilières ou un autre intermédiaire financier commet des abus, ou lorsque l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) ou l'ASB ont émis des mises en garde de portée générale sur certains établissements en particulier ou sur les établissements d'un pays déterminé.

### **Art. 34 Sociétés simples**

- <sup>1</sup> Si, dans le cadre d'une relation d'affaires avec les associés d'une société simple, ces associés sont eux-mêmes les ayants droit économiques, aucune déclaration relative aux ayants droit économiques n'est exigée dès lors que l'identité des associés a été vérifiée conformément à l'article 16, alinéa 1, lettre a et que la qualité d'ayants droit économiques des associés est consignée par écrit.
- <sup>2</sup> S'agissant de sociétés simples comptant plus de quatre associés et qui ont pour but la sauvegarde des intérêts de leurs membres ou de leurs bénéficiaires collectivement et par leurs propres moyens, ou qui poursuivent des buts politiques, religieux, scientifiques, artistiques, de bienfaisance, de récréation ou des buts analogues, il n'y a pas lieu d'identifier les ayants droit économiques, pour autant qu'elles se tiennent exclusivement aux buts précités et ne présentent pas de lien reconnaissable avec des pays à risque accru.
- <sup>3</sup> Si la société simple déclare détenir les valeurs patrimoniales déposées auprès de la banque pour un tiers déterminé, il y a lieu d'identifier ce tiers comme ayant droit économique conformément à l'article 28, alinéa 1.

### **Art. 35 Communautés de copropriétaires par étages et de copropriétaires**

Il n'y a pas lieu d'identifier les ayants droit économiques de communautés de copropriétaires par étages, de communautés de copropriétaires inscrites au Registre foncier et d'autres communautés poursuivant un but analogue.

### **Art. 36 Personnes tenues à un secret professionnel**

- <sup>1</sup> La banque peut renoncer à l'identification de l'ayant droit économique lorsque des comptes ou des dépôts sont ouverts au nom d'un avocat ou d'un notaire autorisé à exercer en Suisse, ou une étude d'avocats ou de notaires organisée en la forme de société, pour le compte de clients, pour autant que le cocontractant confirme par écrit à la banque que :

- a) il n'est pas lui-même l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales; et
  - b) il est soumis à la législation cantonale et fédérale applicable aux avocats ou aux notaires; et
  - c) il est soumis au secret professionnel protégé par la loi (article 321 CPS) en ce qui concerne les valeurs en compte; et
  - d) le compte/dépôt est exclusivement utilisé dans le cadre de l'activité d'avocat ou de notaire.
- <sup>2</sup> La confirmation écrite doit se faire au moyen d'un formulaire R.
- <sup>3</sup> Si la banque constate que cette confirmation a été émise à tort, elle doit exiger de son cocontractant la déclaration relative à l'ayant droit économique au moyen d'un formulaire A. Si la déclaration relative à l'ayant droit économique n'est pas fournie, il doit être mis fin à la relation d'affaires.

### **Section 3      Obligations particulières d'identification**

#### **Art. 37 Comptes globaux et dépôts globaux**

- <sup>1</sup> En ce qui concerne les comptes globaux et les dépôts globaux, le cocontractant doit fournir à la banque une liste exhaustive des ayants droit économiques des valeurs patrimoniales comportant les données prévues à l'article 28 et communiquer immédiatement à la banque toute modification.
- <sup>2</sup> Ne sont pas considérés comme des comptes globaux les comptes détenus par des sociétés exerçant une activité opérationnelle et sur lesquels sont effectuées des transactions liées à des prestations professionnelles. La banque consigne cet état de fait dans une note au dossier.

#### **Art. 38 Formes de placement collectif et sociétés de participations**

- <sup>1</sup> Lorsque le cocontractant est une forme de placement collectif ou une société de participations qui regroupe vingt investisseurs ou moins, la banque est tenue de se faire remettre une déclaration relative aux ayants droit économiques.

- 2 Lorsque le cocontractant est une forme de placement collectif ou une société de participations qui regroupe plus de vingt investisseurs, la banque n'est tenue de se faire remettre une déclaration relative aux ayants droit économiques que si la forme de placement collectif ou la société de participations concernée n'est pas assujettie à une surveillance et à une réglementation adéquates en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
- 3 Sont considérées comme non assujetties à une surveillance et à une réglementation adéquates en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme au sens de l'alinéa 2 les formes de placement collectif ou les sociétés de participations dont le siège est situé dans une juridiction à haut risque ou non coopérative au sens du GAFI.
- 4 Aucune déclaration relative à l'ayant droit économique n'est exigée des formes de placement collectif et des sociétés de participations qui sont cotées en bourse.
- 5 La banque peut également renoncer à l'identification des ayants droit économiques lorsque le promoteur ou le sponsor de la forme de placement collectif ou de la société de participations est un intermédiaire financier visé à l'article 33, pour autant que ce dernier démontre être assujetti à une réglementation adéquate en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

### **Art. 39 Sociétés de domicile**

- 1 En ce qui concerne les sociétés de domicile et sous réserve de l'alinéa 4 ci-après ainsi que des articles 40 et 41, la banque est tenue de se faire remettre par le cocontractant, au moyen d'un formulaire A, une déclaration indiquant qui est l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales.
- 2 Sont réputées sociétés de domicile au sens de la présente Convention, sous réserve de l'alinéa 4, toutes les personnes morales suisses et étrangères, sociétés, établissements, fondations, trusts, entreprises fiduciaires et constructions semblables, qui n'exercent pas d'activité opérationnelle.

- <sup>3</sup> Il y a indices de l'existence d'une société de domicile lorsque :
- a) elle ne dispose pas de ses propres locaux (par exemple adresse c/o, siège auprès d'un avocat, d'une société fiduciaire ou d'une banque); ou
  - ou
  - b) elle n'a pas de personnel propre.

Si, malgré la présence des deux indices précités ou de l'un d'entre eux, la banque conclut qu'il ne s'agit pas d'une société de domicile, elle en consigne les raisons dans une note au dossier.

- <sup>4</sup> Ne sont pas considérées comme étant des sociétés de domicile les sociétés qui
- a) ont pour but la sauvegarde des intérêts de leurs membres ou de leurs bénéficiaires collectivement et par leurs propres moyens, ou qui poursuivent des buts politiques, religieux, scientifiques, artistiques, de bienfaisance, de récréation ou des buts analogues. Aucune déclaration relative à l'ayant droit économique n'est exigée de leur part, pour autant qu'elles se tiennent exclusivement aux buts précités;
  - b) détiennent la majorité du capital d'une ou plusieurs sociétés exerçant une activité opérationnelle et dont le but ne consiste pas principalement à gérer le patrimoine de tiers (sociétés holding).
- <sup>5</sup> Aucune déclaration relative à l'ayant droit économique n'est exigée des sociétés de domicile cotées en bourse.
- <sup>6</sup> Lorsque la banque connaît l'ayant droit économique et dispose des données prescrites à l'article 28, elle peut renoncer à l'utilisation du formulaire A en consignnant ces données dans une note au dossier.

### **Art. 40 Fondations**

- <sup>1</sup> Les données requises concernant les fondations doivent être fournies par le cocontractant au moyen d'une déclaration écrite ou d'un formulaire S. Le contenu de la déclaration doit être équivalent à celui du formulaire modèle.
- <sup>2</sup> Les groupements de personnes et les entités patrimoniales pour lesquels il n'existe pas d'ayant droit économique déterminé doivent être traités de façon analogue aux fondations selon l'alinéa 1.
- <sup>3</sup> Les détenteurs du contrôle des fondations ayant une activité opérationnelle doivent être identifiés conformément aux articles 20 ss.

### **Art. 41 Trusts**

Les données requises concernant les trusts doivent être fournies par le cocontractant au moyen d'une déclaration écrite ou d'un formulaire T. Le contenu de la déclaration doit être équivalent à celui du formulaire modèle.

### **Art. 42 Assurances-vie avec gestion de compte / dépôt séparée (insurance wrapper)**

- <sup>1</sup> Dans les quatre cas suivants, le preneur d'assurance et, s'il ne s'agit pas de la même personne, la personne qui paie effectivement les primes doivent être identifiés par la compagnie d'assurance-vie agissant comme cocontractant:
  - a) les valeurs patrimoniales placées dans l'assurance proviennent, directement d'un point de vue temporel, d'une relation contractuelle préexistante entre la banque et le preneur d'assurance ou la personne qui paie effectivement les primes, ou d'une relation contractuelle où celui-ci était l'ayant droit économique; ou
  - b) le preneur d'assurance ou la personne qui paie effectivement les primes a une procuration ou un droit à obtenir des renseignements sur le dépôt de placement; ou



- c) les valeurs patrimoniales placées dans l'assurance sont gérées selon une stratégie de placement convenue entre la banque et le preneur d'assurance ou la personne qui paie effectivement les primes ; ou
  - d) la compagnie d'assurance ne confirme pas que le produit d'assurance répond aux exigences applicables aux assurances-vie dans le pays du domicile fiscal du preneur d'assurance, y compris aux prescriptions en matière de risque biométrique.
- <sup>2</sup> L'identification du preneur d'assurance, respectivement de la personne qui paie effectivement les primes, s'effectue au moyen d'un formulaire I.
- <sup>3</sup> Si la banque ouvre une relation d'affaires en se basant sur une confirmation de la compagnie d'assurance selon laquelle on n'est en présence d'aucun des cas mentionnés à l'alinéa 1, la confirmation de la compagnie d'assurance doit également comporter une description des caractéristiques du produit d'assurance sous l'angle des lettres a à d susmentionnées.
- <sup>4</sup> Si la banque constate pendant la relation d'affaires que le preneur d'assurance ou la personne qui paie effectivement les primes peut influencer d'une autre manière, directement ou indirectement, sur les décisions de placement individuelles, il y a lieu d'identifier par écrit le preneur d'assurance, respectivement la personne qui paie effectivement les primes.

## Chapitre 5: Délégation et surveillance

### Section 1 Délégation

#### **Art. 43 Délégation de la vérification de l'identité du cocontractant, de l'identification du détenteur du contrôle et de celle de l'ayant droit économique**

- <sup>1</sup> La banque peut, sur la base d'une convention écrite, déléguer la vérification de l'identité du cocontractant ainsi que l'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique à des personnes ou des entreprises, si

  - a) la banque les a instruites au sujet de leurs devoirs; et
  - b) la banque est en mesure de contrôler si la vérification de l'identité du cocontractant ainsi que l'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique sont correctement effectuées.
- <sup>2</sup> Le délégataire doit remettre à la banque les documents de vérification de l'identité du cocontractant et, le cas échéant, les documents d'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique; il doit également confirmer que les copies remises sont conformes aux originaux.
- <sup>3</sup> Le délégataire n'est pas autorisé à sous-déléguer son mandat ni à procéder à une ouverture par correspondance.
- <sup>4</sup> La vérification de l'identité du cocontractant ainsi que l'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique peuvent être déléguées sans convention écrite si le délégant et le délégataire font partie du même groupe, de même que si le délégataire est un autre intermédiaire financier au sens de l'article 33 et est assujéti à une surveillance prudentielle et à une réglementation adéquates en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

## **Section 2      Obligation en matière de documentation**

### **Art. 44 Obligation de documentation et de mise en sûreté**

- <sup>1</sup> La banque doit s'assurer que la vérification de l'identité du cocontractant ainsi que l'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique sont dûment effectuées et documentées. Les documents d'identification requis à cet effet doivent être conservés.
- <sup>2</sup> La banque doit notamment faire en sorte que la réception des documents par la banque ou leur disponibilité dans le système de la banque soit saisie de façon à ce qu'elle puisse être retracée.

### **Art. 45 Date à laquelle les obligations de documentation doivent être remplies**

- <sup>1</sup> Avant qu'un compte puisse être utilisé, tous les documents requis pour la vérification de l'identité du cocontractant ainsi que pour l'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique doivent avoir été obtenus dans leur intégralité et sous la forme voulue.
- <sup>2</sup> Un compte est réputé ouvert à partir du moment où il est techniquement possible de l'utiliser pour effectuer des opérations. Tant que le compte reste bloqué et qu'il est impossible d'y comptabiliser des entrées et sorties de valeurs patrimoniales, il est réputé non encore ouvert.

- <sup>3</sup> A titre exceptionnel et dès lors que c'est nécessaire pour ne pas interrompre le déroulement normal des affaires, un compte peut être utilisé si quelques données et/ou documents seulement font défaut ou si certains documents n'ont pas été obtenus sous la forme voulue, pour autant que l'application de la présente exception apparaisse appropriée au vu d'une analyse basée sur les risques. Dans le cadre de cette analyse, il convient notamment de s'assurer que l'on dispose de données suffisantes concernant l'identité du cocontractant ainsi que celle de l'ayant droit économique et/ou du détenteur du contrôle.
- <sup>4</sup> Les données et/ou documents manquants doivent être obtenus dès que possible et au plus tard dans les 30 jours suivant l'ouverture du compte. A défaut, la banque bloque le compte pour toutes les entrées et sorties de valeurs patrimoniales, puis décide de la suite de la procédure au vu d'une analyse basée sur les risques. Dès lors que les données et/ou documents manquants ne peuvent être fournis, la banque est tenue de mettre un terme à la relation d'affaires. Les articles 9 ss LBA priment sur la présente disposition.

### **Section 3            Obligation de renouveler l'accomplissement des obligations de diligence**

#### **Art. 46 Répétition des obligations de diligence prévues par la Convention en cas de doute**

- <sup>1</sup> La banque doit répéter la vérification de l'identité du cocontractant ainsi que l'identification du détenteur du contrôle ou de l'ayant droit économique lorsqu'un doute survient
- a) quant à l'exactitude des indications données sur l'identité du cocontractant;
  - b) sur le point de savoir si le détenteur du contrôle est toujours le même;
  - c) sur le point de savoir si l'ayant droit économique est toujours le même; ou
  - d) quant à l'exactitude des déclarations faites au moyen des formulaires A, I, K, R, S et T
- et que ce doute n'a pas pu être levé par d'éventuelles clarifications.

- <sup>2</sup> La banque doit mettre fin dès que possible aux relations d'affaires en cours avec le cocontractant lorsqu'elle constate qu'elle a été trompée lors de la vérification de l'identité du cocontractant ou que des indications sciemment erronées lui ont été données à propos du détenteur du contrôle ou de l'ayant droit économique, ou lorsque des doutes subsistent au sujet des indications fournies par le cocontractant après que la procédure visée à l'alinéa 1 ait été menée à bien.
- <sup>3</sup> La relation d'affaires avec le cocontractant ne peut plus être rompue lorsque les conditions de l'obligation de communiquer (article 9 LBA) sont remplies.

## Chapitre 6: Interdiction de l'assistance active à la fuite de capitaux

### Art. 47 Fuite de capitaux

La banque ne doit prêter aucune assistance active au transfert de capitaux hors des pays dont la législation prévoit des restrictions en matière de placement de fonds à l'étranger.

### Art. 48 Notion de fuite de capitaux

- <sup>1</sup> La fuite de capitaux est un transfert non autorisé de capitaux effectué sous la forme de devises, de billets de banque ou de papiers-valeurs et provenant d'un pays qui interdit ou limite un tel transfert à l'étranger de la part de ses résidents.
- <sup>2</sup> La simple obligation d'annonce lors de transferts de capitaux ne constitue pas une limite à la circulation de capitaux au sens de la Convention.

### Art. 49 Transfert de capitaux vers l'étranger

L'article 47 n'est pas applicable au transfert de capitaux de la Suisse à l'étranger.

### Art. 50 Formes d'assistance active

Sont considérés comme assistance active :

- a) l'organisation de l'accueil de clients à l'étranger en dehors des propres locaux de la banque dans le but d'accepter des fonds ;
- b) la participation, à l'étranger, à l'organisation d'opérations de compensation, lorsque la banque sait ou, d'après l'ensemble des circonstances, doit savoir que la compensation sert à la fuite de capitaux ;

- c) la collaboration active avec des personnes ou sociétés qui organisent pour des tiers la fuite de capitaux ou fournissent une aide à cet effet:
  - i. en leur donnant des ordres;
  - ii. en leur promettant des commissions;
  - iii. en tenant leurs comptes lorsque la banque sait que ces personnes ou sociétés utilisent leurs comptes professionnellement en vue d'aider à la fuite de capitaux;
- d) le fait de donner au cocontractant des indications sur des personnes et sociétés mentionnées sous lettre c.

### **Art. 51 Visites rendues à des clients à l'étranger**

Les visites rendues à des clients à l'étranger sont autorisées dans la mesure où le mandataire de la banque n'accepte pas de valeurs patrimoniales dont le transfert est interdit, ne donne aucun conseil en vue du transfert illégal de capitaux, ni ne participe à des opérations de compensation.

### **Art. 52 Acceptation de valeurs patrimoniales en Suisse**

Pour le surplus, les valeurs patrimoniales de clients étrangers peuvent être acceptées en Suisse.

## Chapitre 7: Interdiction de l'assistance active à la soustraction fiscale et à des actes analogues

### **Art. 53 Soustraction fiscale et actes analogues**

La banque ne doit pas fournir d'aide à ses cocontractants dans des manœuvres visant à tromper les autorités suisses et étrangères, en particulier les autorités fiscales, au moyen d'attestations incomplètes ou pouvant induire en erreur d'une autre manière.

### **Art. 54 Attestations incomplètes ou de nature à induire en erreur**

- <sup>1</sup> Il est interdit de délivrer au cocontractant lui-même ou, à sa demande, directement à des autorités suisses ou étrangères, des attestations incomplètes ou de nature à induire en erreur d'une autre manière.
- <sup>2</sup> On entend par autorités, notamment, les autorités fiscales, douanières, monétaires et de surveillance des banques, ainsi que les autorités chargées des poursuites pénales.

### **Art. 55 Attestations émises dans un but particulier et modification des attestations**

- <sup>1</sup> Sont soumises à cette interdiction les attestations particulières demandées par le cocontractant à l'intention d'autorités.
- <sup>2</sup> Les pièces justificatives établies régulièrement, telles qu'extraits de compte et de dépôt, avis de crédit et de débit, décomptes d'opérations de change, décomptes de coupons et de bourse, ne doivent pas être modifiées par la banque dans le but de tromper.



**Art. 56 Notion d'attestation incomplète**

- <sup>1</sup> Les attestations sont incomplètes lorsque des faits significatifs sont omis en vue de tromper les autorités, par exemple lorsque la banque supprime, à la demande du cocontractant, une ou plusieurs positions dans une attestation particulière ou dans un extrait de compte ou de dépôt.
- <sup>2</sup> Dans les extraits de compte et de dépôt, il n'est pas nécessaire de mentionner que d'autres comptes ou dépôts sont tenus pour le même cocontractant.

**Art. 57 Notion d'attestation de nature à induire en erreur**

Les attestations sont de nature à induire en erreur lorsque des faits sont présentés de manière contraire à la vérité en vue de tromper les autorités, par exemple :

- a) en indiquant des dates, des montants ou des cours qui ne correspondent pas à la réalité ou en établissant des avis de crédit ou de débit portant des indications fausses sur les titulaires des comptes ;
- b) en attestant de créances ou de dettes fictives (sans égard au fait que l'attestation correspond ou non aux livres de la banque) ;
- c) par la mise à disposition des propres comptes de la banque, dans la mesure où elle permet au cocontractant d'éviter des contributions fiscales dues.

## Chapitre 8: Dispositions relatives à l'audit et à la procédure

### Art. 58 Applicabilité

En signant la présente Convention, la banque se soumet aux dispositions suivantes relatives à l'audit et à la procédure.

#### Section 1 Procédure

### Art. 59 Contrôle par la société d'audit

- <sup>1</sup> En signant la présente Convention et dans le cadre de l'audit prévu par la Circulaire 2013/3 de la FINMA, la banque charge la société d'audit de vérifier, selon les dispositions de l'alinéa 2, que les obligations de diligence ont été respectées et de communiquer, selon les dispositions des alinéas 3 et 4, les violations constatées.
- <sup>2</sup> La vérification du respect de la présente Convention s'effectue sur la base de contrôles de niveau « audit » (Circulaire-FINMA 2013/3). Ces contrôles portent sur les relations d'affaires ouvertes postérieurement au dernier contrôle d'audit. L'étendue du contrôle par sondage et son déroulement sont basés sur une approche fondée sur le risque. A cet égard, doivent notamment être pris en considération le type d'activité ainsi que le nombre et l'étendue des relations d'affaires ouvertes depuis le dernier contrôle d'audit. Les opérations de contrôle sont coordonnées avec la révision interne de la banque. La société d'audit doit contrôler elle-même au moins la moitié des dossiers sélectionnés pour le contrôle par sondage.

- <sup>3</sup> Lorsqu'elle identifie des cas bénins au sens de l'article 63, la société d'audit impartit à la banque un délai de six mois au plus à compter de sa notification pour la remise en conformité. Sur demande motivée, ce délai peut être prorogé une fois. Si le manquement n'est pas corrigé dans le délai impartit, la société d'audit communique ledit manquement à la Commission de surveillance ainsi qu'à la FINMA. La communication doit intervenir dans le mois suivant l'échéance du délai pour la remise en conformité.
- <sup>4</sup> Lorsque la société d'audit constate des infractions aux dispositions de la présente Convention qui ne peuvent être qualifiées de bénignes au sens de l'article 63, elle les communique à la Commission de surveillance ainsi qu'à la FINMA. La communication doit intervenir dans le mois suivant la constatation de l'infraction.

#### **Art. 60 Procédure d'enquête**

- <sup>1</sup> En cas de soupçons de violation de la présente Convention, le Chargé d'enquête procède aux investigations nécessaires sur mandat de la Commission de surveillance. Il propose à la Commission de surveillance d'engager une procédure de sanction et/ou de suspendre l'enquête en tout ou en partie. Il transmet à la Commission de surveillance avec sa proposition les pièces collectées dans le cadre de la procédure d'enquête.
- <sup>2</sup> Le Chargé d'enquête examine si la présente Convention a été violée, mais n'est pas compétent pour se prononcer de manière préjudicielle sur une éventuelle violation de l'OBA-FINMA.
- <sup>3</sup> Le Chargé d'enquête, dans sa demande de renseignements, indique à la banque les raisons pour lesquelles elle fait l'objet d'une enquête.
- <sup>4</sup> Lorsqu'il constate des cas bénins au sens de l'article 63, le Chargé d'enquête est en droit de suspendre la procédure d'enquête de son propre chef, dès lors que la banque reconnaît une violation de la présente Convention et qu'elle s'engage à remédier au manquement dans un délai de six mois ainsi qu'à supporter les frais d'enquête. Sur demande motivée, ce délai peut être prorogé une fois. S'il n'est pas remédié au manquement dans le délai impartit,

la procédure se poursuit. La décision de suspension de l'enquête doit être motivée par écrit et notifiée à la banque concernée ainsi qu'à la Commission de surveillance.

- 5 L'ASB règle la procédure d'enquête ainsi que la position des Chargés d'enquête et celle de la banque visée par l'enquête dans un règlement d'enquête.

### **Art. 61 Procédure de sanction**

- 1 La Commission de surveillance a compétence pour établir et réprimer les violations de la présente Convention. Elle mène la procédure de sanction. Dans le cadre de cette dernière, en cas de violation, elle détermine l'amende conventionnelle appropriée en application de l'article 64 et/ou suspend la procédure en tout ou en partie.
- 2 Si une banque refuse de coopérer aux actes d'enquête de la Commission de surveillance ou par un Chargé d'enquête, la Commission de surveillance peut prononcer une amende conventionnelle conformément à l'article 64.
- 3 La Commission de surveillance informe la FINMA de ses décisions.
- 4 Si la banque fautive se soumet à la décision de la Commission de surveillance, la procédure prend fin. Dans l'hypothèse contraire, la procédure arbitrale prévue à l'article 68 doit être introduite et menée à terme.
- 5 La Commission de surveillance règle sa procédure dans un règlement de procédure et statue sur le paiement des frais. Il lui incombe d'encaisser les frais de procédure ainsi que les frais d'enquête.

### **Art. 62 Procédure sommaire**

- 1 Dans les cas simples, la banque peut requérir une procédure sommaire auprès de la Commission de surveillance au moyen d'une autodénonciation.

- 2 Pour que la procédure sommaire puisse être mise en œuvre, la banque doit joindre à l'autodénonciation le dossier complet ainsi qu'un rapport d'une société d'audit. Ce rapport doit exposer notamment la situation donnant lieu à l'autodénonciation et citer les prescriptions concernées de la Convention.
- 3 Le Président de la Commission de surveillance statue sur la mise en œuvre de la procédure sommaire.
- 4 Si la banque conteste la décision du Président, la Commission de surveillance statue définitivement sur la mise en œuvre de la procédure sommaire.
- 5 Si une procédure sommaire est mise en œuvre, la Commission de surveillance décide de l'amende conventionnelle appropriée en application de l'article 64 et/ou suspend la procédure en tout ou en partie. Elle se prononce dans sa décision sur les frais de procédure.
- 6 Si la banque demande que la décision de la Commission de surveillance soit motivée par écrit, cette motivation donne lieu à une taxe qui vient s'ajouter aux frais de procédure.

## Section 2 Dispositions relatives aux sanctions

### Art. 63 Cas bénins

Dans les cas bénins, la procédure contre la banque fautive doit être suspendue sans prononcer de sanction. Le cas est bénin, notamment, lorsque le but de la Convention, c'est-à-dire la vérification de l'identité du cocontractant ainsi que l'identification du détenteur du contrôle et de l'ayant droit économique, a été atteint malgré des manquements de nature formelle. A titre d'exemple, le cas est bénin :

- a) lorsque des documents utilisés pour la vérification de l'identité d'une personne morale ou d'une société de personnes datent de plus de douze mois;
- b) lorsqu'un formulaire A incomplet ou incorrectement rempli a été utilisé, pour autant que le nom et le prénom (ou la raison sociale) de l'ayant droit économique y figurent et que le cocontractant l'ait signé; la même règle s'applique par analogie aux formulaires I, K, S et T incomplets;
- c) lorsque les valeurs comptabilisées au titre de la relation d'affaires concernée n'excèdent pas 25 000 francs;
- d) lorsqu'un état de fait n'a pas été dûment consigné et/ou n'a pas fait l'objet d'une note au dossier conformément aux dispositions de la Convention;
- e) lorsque certaines données et/ou certains documents font défaut ou lorsque des documents n'ont pas été fournis sous la forme voulue, que cela n'a été constaté qu'après l'ouverture du compte et qu'il y a été remédié dans un délai de 30 jours.

### Art. 64 Violation de la Convention

- <sup>1</sup> En cas de violation de la Convention, la banque fautive peut se voir infliger une amende conventionnelle allant jusqu'à dix millions de francs, à verser à l'ASB. Lors de la fixation de l'amende conventionnelle, il doit être dûment tenu compte de la gravité de la violation, du degré de culpabilité et de la situation financière de la banque. Il est en outre tenu compte des mesures

prononcées par d'autres instances dans le même cas d'espèce. Le montant de l'amende conventionnelle est déterminé selon la procédure prévue à l'article 61 et, le cas échéant, à l'article 62.

- <sup>2</sup> Les manquements aux articles 46 à 57 ne sont sanctionnés que s'ils sont intentionnels.
- <sup>3</sup> L'ASB attribue le montant de l'amende conventionnelle à un but d'utilité publique choisi par elle, après avoir déduit le montant éventuellement nécessaire à la couverture des frais de fonctionnement.

### **Art. 65 Prescription**

Les violations de la Convention qui remontent à plus de cinq ans ne sont plus poursuivies. Le délai de prescription est suspendu pendant la durée de la procédure.

## **Section 3 Organisation**

### **Art. 66 Commission de surveillance**

- <sup>1</sup> L'ASB institue une Commission de surveillance, composée au minimum de cinq personnalités, en vue d'établir et de réprimer les violations de la présente Convention conformément à l'article 61. La majorité des membres de la Commission de surveillance doivent être indépendants.
- <sup>2</sup> La Commission de surveillance élit un ou plusieurs secrétaires et définit leurs tâches.
- <sup>3</sup> La durée du mandat est de cinq ans, prorogeable d'une année par le Conseil d'administration de l'ASB. Les membres peuvent être réélus. Seules des personnes n'ayant pas encore atteint l'âge de 70 ans peuvent être élues membres de la Commission de surveillance ou secrétaires. Si l'âge de 70 ans est atteint en cours de mandat, le mandat peut néanmoins être poursuivi jusqu'à son terme.

- 4 En tant que mandataires au sens de l'article 47 LB, les membres de la Commission de surveillance et les secrétaires sont strictement tenus de garder le secret sur les faits dont ils ont eu connaissance durant la procédure d'enquête et la procédure de sanction. La banque ne peut faire valoir le secret bancaire à l'égard de la Commission de surveillance.
- 5 La Commission de surveillance informe périodiquement les banques et le public de sa jurisprudence, en respectant le secret bancaire et le secret des affaires.
- 6 La Commission de surveillance peut – d'entente avec le Conseil d'administration de l'ASB – donner aux banques une interprétation de la Convention. Les banques adressent à l'ASB leurs demandes en ce sens.

### **Art. 67 Chargés d'enquête**

- 1 L'ASB désigne un ou plusieurs Chargés d'enquête. En cas de soupçons relatifs à une violation de la Convention, les Chargés d'enquête procèdent aux investigations nécessaires et, conformément à l'article 60, proposent à la Commission de surveillance de mener une procédure de sanction ou suspendent la procédure de leur propre chef.
- 2 La durée du mandat est de cinq ans, prorogeable d'une année par le Conseil d'administration de l'ASB. Le mandat est reconductible. Seules des personnes n'ayant pas encore atteint l'âge de 70 ans peuvent être élues. Si l'âge de 70 ans est atteint en cours de mandat, le mandat peut néanmoins être poursuivi jusqu'à son terme.
- 3 En tant que mandataires au sens de l'article 47 LB, les Chargés d'enquête sont strictement tenus de garder le secret sur les faits dont ils ont eu connaissance durant la procédure d'enquête et la procédure de sanction. La banque ne peut faire valoir le secret bancaire à l'égard des Chargés d'enquête.



## Section 4 Procédure arbitrale

### Art. 68 Procédure arbitrale

- 1 Si l'amende conventionnelle fixée par la Commission de surveillance n'est pas acquittée dans le délai imparti, un Tribunal arbitral, dont le siège est à Bâle, rend, sur plainte de l'ASB contre la banque concernée, une sentence définitive portant sur l'existence d'une violation de la Convention et, le cas échéant, sur l'amende conventionnelle à prononcer. A cet effet, les banques font élection de for à Bâle.
- 2 L'ASB et la banque nomment chacune un arbitre et les deux arbitres ainsi désignés nomment ensemble le surarbitre.
- 3 L'instance arbitrale est pendante dès le moment où l'ASB a désigné l'arbitre qu'il lui appartient de nommer.
- 4 Si la banque concernée n'a pas désigné son arbitre dans un délai de trente jours à compter de la réception de la communication écrite de l'autre partie lui signifiant l'ouverture de la procédure d'arbitrage, ou si les deux arbitres ne sont pas parvenus à un accord sur la nomination du surarbitre dans un délai de trente jours à compter de l'acceptation de leur mandat d'arbitre, le Tribunal d'appel (« Appellationsgericht ») du Canton de Bâle-Ville procède, à la requête d'une des parties, à la nomination.
- 5 Si un arbitre ne peut exercer ses fonctions pour une raison quelconque, la partie qui l'a désigné doit nommer un nouvel arbitre dans un délai de trente jours ; à défaut, le Tribunal d'appel du Canton de Bâle-Ville procède, à la requête de l'autre partie, à la nomination de l'arbitre.
- 6 Si le surarbitre ne peut exercer ses fonctions pour une raison quelconque, les deux arbitres doivent nommer un nouveau surarbitre dans un délai de trente jours ; à défaut, le Tribunal d'appel du Canton de Bâle-Ville procède, sur requête de l'une des parties, à la nomination.

- <sup>7</sup> En cas de remplacement d'un arbitre conformément aux alinéas 5 et 6, les actes de procédure auxquels cet arbitre a participé demeurent valables.
- <sup>8</sup> Sous réserve de prescriptions contraires impératives du Code de procédure civile suisse, les dispositions de ce dernier ne s'appliquent que si les parties ou, si elles renoncent à leur droit à cet égard, le Tribunal arbitral n'adoptent pas d'autres règles de procédure.
- <sup>9</sup> En tant que mandataires au sens de l'article 47 LB, les arbitres sont strictement tenus de garder le secret sur les faits dont ils ont eu connaissance durant la procédure arbitrale. La banque ne peut faire valoir le secret bancaire à l'égard des arbitres.

## Chapitre 9: Dispositions finales

### Art. 69 Entrée en vigueur

- 1 La présente Convention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020.
- 2 L'ASB et chaque banque signataire sont autorisées à dénoncer la présente Convention moyennant un préavis de trois mois pour la fin d'une année contractuelle, mais au plus tôt pour le 31 décembre 2020.
- 3 L'ASB se réserve le droit – après consultation de la FINMA ou à la requête de cette dernière – de porter à la connaissance des banques des dispositions complémentaires pendant la durée de validité de la présente Convention.
- 4 L'ASB se réserve le droit de modifier unilatéralement le système de sanctions (articles 58 à 68) ou de l'abroger, dans la mesure où de nouvelles prescriptions légales ou l'évolution du droit conduiraient à une accumulation inéquitable de sanctions pour les mêmes faits.

### Art. 70 Dispositions transitoires

- 1 Pour les relations d'affaires existantes, il n'est pas nécessaire de remplacer les formulaires utilisés jusqu'ici.
- 2 Les prescriptions de la présente Convention s'appliquent aux nouvelles relations d'affaires établies après la date d'entrée en vigueur de ladite Convention ou en cas de répétition des obligations de diligence au sens de l'article 46.
- 3 Les violations de versions antérieures de la « Convention relative à l'obligation de diligence des banques » sont sanctionnées selon les règles de procédure et de prescription définies dans la présente version.

## A Identification de l'ayant droit économique

N° de compte/dépôt:

Cocontractant:

---

---

Rubrique éventuelle:

---

---

Conformément à l'article 27 de la Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB 20), le cocontractant déclare que la/les personne(s) suivante(s) est/sont l'ayant droit/les ayants droit économique(s) des valeurs patrimoniales comptabilisées sur le compte/dépôt susmentionné. Si le cocontractant est lui-même ayant droit économique des valeurs patrimoniales, ses données personnelles doivent être indiquées ci-dessous:

Prénom(s)/nom(s)/raison sociale:

---

Date de naissance:

Nationalité:

---

---

Adresse effective du domicile/siège (préciser le pays):

---

Le cocontractant s'engage à communiquer spontanément les modifications à la banque.

Date:

Signature(s):

---

---

Le fait de remplir intentionnellement ce formulaire de manière erronée est punissable (faux dans les titres selon l'article 251 du Code pénal suisse).

## I Informations sur les assurances-vie avec gestion de compte / dépôt séparée (insurance wrapper)

N° de compte/dépôt :

Cocontractant :

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Rubrique éventuelle :

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Conformément à l'article 42 de la Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB 20), le cocontractant déclare être une compagnie d'assurance autorisée et soumise à la surveillance de l'Etat et avoir confié les avoirs comptabilisés dans la relation d'affaires susmentionnée en relation avec une police d'assurance déterminée.

En ce qui concerne la police d'assurance susmentionnée, le cocontractant fournit les informations suivantes :

### 1. Preneur(s) d'assurance

Prénom(s)/nom(s)/raison sociale :

\_\_\_\_\_

Date de naissance :

Nationalité :

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Adresse effective du domicile/siège (préciser le pays) :

\_\_\_\_\_

### 2. Personne (n'agissant pas à titre fiduciaire) qui paie effectivement les primes de la police (à compléter seulement s'il ne s'agit pas du/des preneur(s) d'assurance visé(s) au point 1 ci-dessus)

Prénom(s)/nom(s)/raison sociale :

\_\_\_\_\_

Date de naissance :

Nationalité :

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Adresse effective du domicile/siège (préciser le pays):

---

Le cocontractant s'engage à communiquer spontanément les modifications à la banque. Il déclare en outre avoir reçu l'autorisation des personnes susmentionnées de communiquer des informations à la banque.

Date:

Signature(s):

---

Le fait de remplir intentionnellement ce formulaire de manière erronée est punissable (faux dans les titres selon l'article 251 du Code pénal suisse).

## K Identification du détenteur du contrôle des personnes morales et sociétés de personnes exerçant une activité opérationnelle et non cotées en bourse

(lorsque ces personnes morales et sociétés de personnes sont les cocontractants et, par analogie, lorsqu'elles sont les ayants droit économiques)

N° de compte/dépôt:

Cocontractant:

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Rubrique éventuelle:

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Conformément à l'article 20 de la Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB 20), le(s) cocontractant(s) déclare(nt) (cocher la case appropriée):

- que la/les personne(s) indiquée(s) ci-après détien(nen)t **25 % ou plus des droits de vote ou du capital** du cocontractant; ou
- si personne ne détient au moins 25 % des droits de vote ou du capital, que la/les personne(s) indiquée(s) ci-après exercent le **contrôle sur le cocontractant d'une autre manière**; ou
- s'il n'existe aucune personne exerçant le contrôle sur le cocontractant d'une autre manière, **que la / les personne(s) dirigeante(s)** est/sont la/les personne(s) indiquée(s) ci-après:

Prénom(s)/nom(s)/raison sociale:

\_\_\_\_\_

Adresse effective du domicile/siège (préciser le pays):

\_\_\_\_\_

**Détention de valeurs patrimoniales à titre fiduciaire :**

Une tierce personne est-elle ayant droit économique des valeurs patrimoniales comptabilisées sur la relation d'affaires susmentionnée ?

- Non.
- Oui. → Les informations correspondantes concernant l'ayant droit/les ayants droit économique(s) doivent être fournies au moyen d'un formulaire A, S ou T séparé.

Le(s) cocontractant(s) s'engage(nt) à communiquer spontanément les modifications à la banque.

Date :

Signature(s) :

---

Le fait de remplir intentionnellement ce formulaire de manière erronée est punissable (faux dans les titres selon l'article 251 du Code pénal suisse).



## S Déclaration relative aux fondations (et structures analogues)

N° de compte/dépôt :

Cocontractant :

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Rubrique éventuelle :

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Conformément à l'article 40 de la Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB 20), le(s) soussigné(s) déclare(nt) qu'il(s) est/sont membre(s) du conseil de fondation ou membre(s) de l'organe suprême de contrôle d'une société sous-jacente à une fondation, dont le nom est :

\_\_\_\_\_

et qu'à ce titre, il(s) communique(nt) à la banque – au meilleur de sa/leur connaissance – les informations suivantes :

1. Informations concernant la fondation (cocher les cases appropriées sous a) et b)) :

a) Nature de la fondation :

b) Révocabilité :

Fondation discrétionnaire ou

Fondation révocable ou

Fondation non discrétionnaire

Fondation irrévocable

2. Informations concernant le fondateur (effectif, non fiduciaire) (particulier(s) ou société(s)) :

Prénom(s)/nom(s)/raison sociale :

\_\_\_\_\_

Adresse effective du domicile/siège (préciser le pays) :

\_\_\_\_\_

Date de naissance :

Nationalité :

Date de décès (si décédé) :

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

S'il s'agit d'une fondation révocable : le fondateur a-t-il le droit de révoquer la fondation ?

Oui

Non

3. Si la fondation résulte de la restructuration d'une fondation préexistante (re-settlement) ou de la fusion de fondations préexistantes (merger), il y a lieu de communiquer les informations suivantes concernant le(s) fondateur(s) (effectif(s), non fiduciaire(s)) de la/des fondation(s) préexistante(s) :

Prénom(s)/nom(s)/raison sociale :

---

Adresse effective du domicile/siège (préciser le pays) :

---

Date de naissance :

Nationalité :

Date de décès (si décédé) :

---

#### 4. Informations

a) concernant le(s) bénéficiaire(s) désigné(s) à la date de signature du présent formulaire :

Prénom(s)/nom(s)/raison sociale :

---

Adresse effective du domicile/siège (préciser le pays) :

---

Date de naissance :

Nationalité :

---

Le(s) bénéficiaire(s) a-t-il/ont-ils un droit inconditionnel à des distributions ?

Oui

Non

b) et, outre le(s) bénéficiaire(s) désigné(s) ou s'il n'a pas été désigné de bénéficiaire(s) déterminé(s), concernant le(s) groupe(s) de bénéficiaires (p. ex. descendants du fondateur) connu(s) à la date de signature du présent formulaire :

---

---

5. Informations concernant le(s) tiers au bénéfice d'un pouvoir de désignation ou de nomination des représentants de la fondation (p. ex. des membres du conseil de fondation), pour autant que ces représentants puissent disposer des valeurs patrimoniales, ou qui a/ont le droit de modifier l'attribution des valeurs ou la désignation des bénéficiaires :

Prénom(s)/nom(s)/raison sociale :

---

Adresse effective du domicile/siège (préciser le pays) :

---

Date de naissance :

Nationalité :

---

S'il s'agit d'une fondation révocable : ce(s) tiers a-t-il/ont-ils le droit de révoquer la fondation ?

Oui

Non

Le(s) cocontractant(s) s'engage(nt) à communiquer spontanément les modifications à la banque.

Date :

Signature(s) :

---

Le fait de remplir intentionnellement ce formulaire de manière erronée est punissable (faux dans les titres selon l'article 251 du Code pénal suisse).

## T Déclaration relative aux trusts

N° de compte/dépôt:

Cocontractant:

---

---

Rubrique éventuelle:

---

---

Conformément à l'article 41 de la Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB 20), le(s) soussigné(s) déclare(nt) qu'il(s) est/ont trustee(s) ou membre(s) de l'organe suprême de contrôle d'une société sous-jacente à un trust dont le nom est:

---

et qu'à ce titre, il(s) communique(nt) à la banque – au meilleur de sa/leur connaissance – les informations suivantes:

1. Informations concernant le trust (cocher les cases appropriées dans les colonnes sous a) et b)):

a) Nature du trust:

- Trust discrétionnaire ou  
 Trust non discrétionnaire

b) Révocabilité:

- Trust révocable ou  
 Trust irrévocable

2. Informations concernant le(s) settlor(s) (effectif(s), non fiduciaire(s)) du trust (particulier(s) ou société(s)):

Prénom(s)/nom(s)/raison sociale:

---

Adresse effective du domicile/siège (préciser le pays):

---

Date de naissance:

Nationalité:

Date de décès (si décédé):

---

---

---

S'il s'agit d'un trust révocable: le settlor a-t-il le droit de révoquer le trust?

 Oui Non

3. Si le trust résulte de la restructuration d'un trust préexistant (re-settlement) ou de la fusion de trusts préexistants (merger), il y a lieu de communiquer les informations suivantes concernant le(s) settlor(s) (effectif(s), non fiduciaire(s)) du/des trust(s) préexistant(s):

Prénom(s)/nom(s)/raison sociale:

---

Adresse effective du domicile/siège (préciser le pays):

---

Date de naissance:

Nationalité:

Date de décès (si décédé):

---

#### 4. Informations

- a) concernant le(s) bénéficiaire(s) désigné(s) à la date de signature du présent formulaire:

Prénom(s)/nom(s)/raison sociale:

---

Adresse effective du domicile/siège (préciser le pays):

---

Date de naissance:

Nationalité:

---

Le(s) bénéficiaire(s) a-t-il/ont-ils un droit inconditionnel à des distributions?

Oui

Non

- b) et, outre le(s) bénéficiaire(s) désigné(s) ou s'il n'a pas été désigné de bénéficiaire(s) déterminé(s), concernant le(s) groupe(s) de bénéficiaires (p. ex. descendants du settlor) connu(s) à la date de signature du présent formulaire:

---

---

5. Informations concernant le(s) protector(s) et les tiers au bénéfice d'un pouvoir de révocation du trust (s'il s'agit d'un trust révocable) ou qui ont le droit de désigner un nouveau trustee :

a) Informations concernant le(s) protector(s)

Prénom(s)/nom(s)/raison sociale :

---

Adresse effective du domicile/siège (préciser le pays) :

---

Date de naissance :

Nationalité :

---

S'il s'agit d'un trust révocable : le protector a-t-il le droit de révoquer le trust ?

Oui

Non

b) Informations concernant d'autres personnes

Prénom(s)/nom(s)/raison sociale :

---

Adresse effective du domicile/siège (préciser le pays) :

---

Date de naissance :

Nationalité :

---

S'il s'agit d'un trust révocable : ce(s) tiers a-t-il/ont-ils le droit de révoquer le trust ?

Oui

Non

Le(s) soussigné(s) confirme(nt) qu'il(s) est/sont autorisé(s) à ouvrir un compte bancaire pour le trust susmentionné ou sa société sous-jacente.

Le(s) cocontractant(s) s'engage(nt) à communiquer spontanément les modifications à la banque.

Date:

Signature(s):

---

Le fait de remplir intentionnellement ce formulaire de manière erronée est punissable (faux dans les titres selon l'article 251 du Code pénal suisse).





Association suisse des banquiers

Septembre 2018

# **Guide pratique de l'ASB pour l'ouverture de comptes d'entreprises pour des sociétés *blockchain***

## Avant-propos

Le nombre des entreprises *blockchain* s'est nettement accru en Suisse au cours des deux dernières années. L'Association suisse des banquiers (ASB) salue cette évolution et considère qu'il s'agit là d'une dynamique de marché positive, dans la mesure où elle rend notre place financière et économique plus attrayante. Les banques voient dans la technologie de la *blockchain* une opportunité aux multiples facettes pour la place financière et technologique suisse.

La multiplication des entreprises *blockchain* va de pair avec une hausse de la demande de comptes d'entreprises auprès des banques en Suisse. Or l'ouverture de tels comptes pose des défis de taille aux banques, car les nouvelles technologies *blockchain* ne sont pas exemptes de risques – notamment des risques de blanchiment d'argent en cas d'utilisation de cryptomonnaies, ou des risques de fraude. En Suisse, les opérations financières sont soumises à une réglementation légale et à des obligations de diligence strictes. Les banques sont donc tenues de procéder à des contrôles approfondis lors de l'ouverture d'un compte.

Sous la direction de l'ASB, un groupe de travail a élaboré au cours des derniers mois un guide pratique pour l'ouverture de comptes d'entreprises pour des sociétés *blockchain*. Ce guide pratique vise à aider les banques membres dans leurs relations avec lesdites entreprises, ainsi qu'à faciliter la gestion des risques dans ce cadre. Le Département fédéral des finances (DFF) et l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) saluent sa publication. Par ailleurs, la Crypto Valley Association (CVA) a contribué à son élaboration sur le fond et soutient tant sa mise en œuvre que ses développements futurs.

## 1. Contexte et structure du guide pratique

Le présent guide pratique examine les exigences susceptibles d'être imposées par les banques aux entreprises *blockchain* ou à un autre type de Distributed Ledger Technology (DLT) lors de l'ouverture d'un compte d'entreprise. Ces exigences potentielles vont parfois au-delà des obligations légales minimales en vigueur pour les entreprises liées à une DLT, mais n'entendent pas remplacer les dispositions applicables ni les directives existantes des autorités.

Ce guide repose sur le principe que la réglementation visant à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, comme toute réglementation transversale, s'applique à tous les intermédiaires financiers impliqués dans le domaine *blockchain / initial coin offering*, ICO. Les obligations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent qui incombent généralement à la banque à l'ouverture de comptes d'entreprises résultent donc des versions en vigueur de la Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB), de l'Ordonnance de la FINMA sur le blanchiment d'argent (OBA-FINMA), de la Loi sur le blanchiment d'argent (LBA) et du Code pénal (CP), ainsi que des directives internes propres à chaque établissement. Le présent guide pratique s'inspire de la CDB et traite à titre complémentaire de problématiques liées à la *blockchain*.

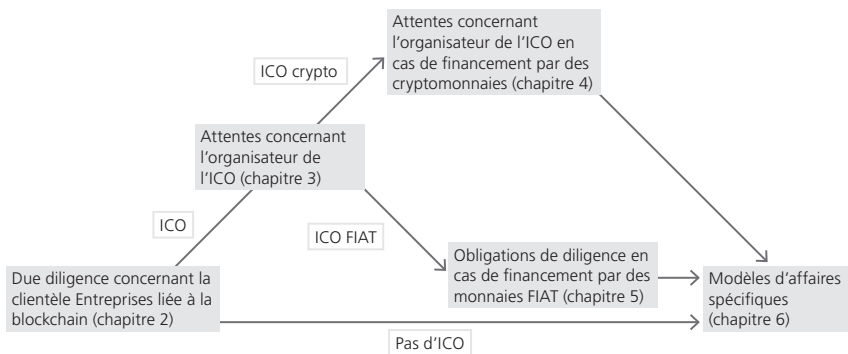
Il s'agit ici de mettre en lumière la nature et la dynamique spécifiques des entreprises *blockchain*. Selon la maturité et la stratégie commerciale de l'entreprise concernée, toutes les recommandations ne sont pas forcément pertinentes pour l'ouverture ou la tenue d'un compte. Ainsi, une start-up financée de manière traditionnelle peut demander à ses débuts l'ouverture d'un compte d'entreprise, puis organiser au bout d'une ou deux années une émission de jetons (ICO). De même, des entreprises clientes depuis de nombreuses années peuvent décider de proposer des prestations sur la *blockchain*, d'accepter les cryptomonnaies comme moyen de paiement, voire de lancer un ICO. Dans ce dernier cas, il peut aussi s'agir d'entreprises dont le modèle d'affaires est sans lien avec la *blockchain*, mais qui souhaitent se financer via un ICO.

Ce guide examine donc les éléments spécifiques à la *blockchain* dans le cadre du processus *know your customer* (KYC), tout en intégrant les exigences concrètes concernant les émetteurs de jetons. Il distingue dès lors entre les entreprises présentant des points de contact généraux avec la *blockchain* et celles présentant un lien supplémentaire avec les cryptomonnaies et l'émission de jetons (ICO).

S'agissant de l'émission de jetons, le présent guide pratique distingue ensuite entre financement par des cryptomonnaies (le plus souvent bitcoin ou ethereum) et financement par des monnaies fiduciaires (monnaies FIAT).

Ce guide ne porte que sur les ICO effectués par une société opérationnelle domiciliée en Suisse et basés sur le Guide pratique de la FINMA pour les questions d'assujettissement concernant les ICO du 16 février 2018. En cas de lien avec l'étranger, par exemple lorsque des participants à l'ICO ou d'autres parties prenantes sont domiciliés à l'étranger, les risques résultant de l'application des dispositions légales étrangères (droit fiscal, droit pénal, lutte contre le blanchiment d'argent, droit des marchés financiers, etc.) doivent être analysés, limités et contrôlés de manière adéquate. Il convient notamment de respecter le droit étranger de la surveillance.

## Structure du guide pratique



Source : Association suisse des banquiers (ASB)

La présente version du guide pratique n'intègre pas la gestion de crypto-avoirs pour le compte de clients.

Ce guide s'adresse exclusivement aux membres de l'ASB. Les directives internes de ces derniers prévalent dans tous les cas. Il n'entend pas définir des normes minimales valables pour l'ensemble de la branche. Chaque établissement est libre de l'interpréter et/ou de l'appliquer en fonction de sa propre propension au risque.

Il n'existe pas de droit à l'ouverture d'un compte opposable aux membres de l'ASB.

Le présent guide sera régulièrement mis à jour et complété.

## **2. *Due diligence* concernant la clientèle Entreprises liée à la *blockchain***

Ce chapitre traite des attentes spécifiques qui, dans le cadre du processus KYC, résultent de points de contact généraux avec la *blockchain* (avec ou sans ICO). Il est recommandé de se faire remettre les documents mentionnés ci-après avant l'ouverture du compte.

Mesure / contrôle	Recommandation
2.1 Lien avec la <i>blockchain</i> ou la DLT	Description précise des points de contact
2.2 Description du modèle d'affaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Description exhaustive et claire, sur la base de documents fiables comme par exemple un livre blanc</li> <li>• Description des flux de paiement attendus</li> <li>• Description des processus prévus</li> <li>• Dans la langue du pays / la langue de travail</li> <li>• Indication de la forme juridique</li> </ul>
2.3 Exclusion des sociétés de domicile	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La société prouve qu'elle est opérationnelle (CDB 16) et qu'elle a une substance locale.</li> <li>• En cas de constitution d'une société : la société communique ses intentions, son objet ainsi que les recettes et dépenses courantes attendues.</li> </ul>
2.4 Compétences réglementaires	<p>La société dispose d'un interlocuteur dédié pour toutes les questions de compliance et d'assujettissement. Elle dispose notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de connaissances sur les réglementations et prescriptions applicables;</li> <li>• d'un descriptif de la manière dont elle applique les réglementations pertinentes.</li> </ul>
2.5 Validation du modèle d'affaires après l'ouverture du compte	Les titulaires de comptes sont tenus d'informer la banque de tout changement pertinent concernant le recours à la technologie de la <i>blockchain</i> , ainsi que de tout ICO prévu.
2.6 Hypothèses quant à un éventuel ICO	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Si la société prévoit d'émettre des jetons dans les 12 mois à venir : voir chapitre 3 (ICO)</li> <li>• Si la société n'émet pas de jetons : voir chapitre 6 (Modèles d'affaires)</li> <li>• Si la société lève des fonds de manière traditionnelle, par exemple en émettant des actions : voir chapitre 6 (Modèles d'affaires).</li> </ul>

### **3. Attentes concernant l'organisateur de l'ICO**

Cette section porte sur l'émission de jetons (ICO), indépendamment du mode de financement. Elle ne concerne que les ICO dont l'émetteur est une société opérationnelle domiciliée en Suisse.

Préserver la réputation et l'intégrité de la place financière et économique suisse est une priorité absolue. Les recommandations formulées au chapitre 3 et au chapitre 4 visent à atteindre cet objectif, mais aussi à protéger l'organisateur de l'ICO.

La banque ne procède à aucune analyse juridique concernant la nature et la maturité des jetons à émettre et considère a priori que l'organisateur de l'ICO est assujéti à la LBA. Si tel n'est pas le cas, il incombe à l'organisateur de l'ICO de le faire savoir et de le justifier. En cas de doute, un moyen de preuve peut être la réponse de la FINMA à une demande d'assujettissement. La LBA impose diverses obligations de diligence ainsi que l'obligation soit de s'affilier à un organisme d'autorégulation (OAR), soit de déléguer l'acceptation des valeurs patrimoniales à un intermédiaire financier assujéti en Suisse à un OAR.

Les directives internes des établissements peuvent imposer des exigences supplémentaires. Elles priment dans tous les cas sur le présent guide pratique.

Mesure / contrôle	Recommandation
3.1 Affectation des fonds	<p>Avant de lancer l'ICO, son organisateur confirme que le projet à financer existe, que les fonds comptabilisés au crédit du compte proviennent de l'ICO et qu'ils seront affectés à l'objet prévu.</p> <p>L'organisateur de l'ICO remet à la banque les Conditions générales définitives (<i>Terms &amp; Conditions</i>) de l'opération.</p>
3.2 Planification des liquidités	<p>Avant de lancer l'ICO, son organisateur transmet à la banque qui tient le compte des informations sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la répartition entre monnaie FIAT et cryptomonnaies (par ex. 50 % FIAT, 25 % bitcoin, 25 % ethereum);</li> <li>• le montant et la fréquence des virements de fonds convertis en monnaie FIAT à la banque qui tient le compte;</li> <li>• le modèle de remboursement si le montant cible n'est pas atteint;</li> <li>• les entreprises susceptibles de changer les cryptomonnaies (voir point 4.6).</li> </ul>
3.3 Gestion des risques résultant du droit étranger	<p>L'organisateur de l'ICO dispose de directives à cet égard et met en œuvre des mesures visant à exclure les participants à l'ICO issus des pays définis par la banque.</p> <p>Sur demande, l'organisateur de l'ICO met les informations correspondantes à la disposition de la banque.</p>
3.4 Assujettissement à la LBA	<p>La banque considère a priori que l'organisateur de l'ICO est assujetti à la LBA. L'assujettissement à la LBA s'établit exclusivement au regard du Guide pratique de la FINMA pour les questions d'assujettissement concernant les <i>initial coin offerings</i> (ICO) du 16 février 2018. S'il n'est pas assujetti à la LBA, l'organisateur de l'ICO doit le prouver. En cas de doute, il lui incombe de fournir notamment la réponse de la FINMA à une demande d'assujettissement.</p> <p>S'il est assujetti à la LBA, l'organisateur de l'ICO fournit les éléments de preuve suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• nom de l'OAR et attestation de son affiliation à cet OAR, ou</li> <li>• en cas de délégation : nom de l'intermédiaire financier, attestation de son affiliation à un OAR et attestation de délégation</li> <li>• documentation complète conformément au règlement interne de la banque qui tient le compte en matière de <i>compliance</i>.</li> </ul>
3.5 Jetons	<p>Description détaillée du jeton à émettre selon annexe du Guide pratique de la FINMA pour les questions d'assujettissement concernant les <i>initial coin offerings</i> (ICO) du 16 février 2018 ainsi que de l'état d'avancement du projet (maturité du marché, date d'émission).</p> <p>Cette documentation concernant le jeton, qui se présente le plus souvent sous la forme d'un livre blanc, constitue un élément essentiel de la due diligence de la banque qui tient le compte. Elle doit donc lui être remise dans les meilleurs délais.</p>



---

### 3.6 Obligations après l'ICO

- Les obligations légales résultent de la LBA.
- Sur demande de la banque, l'organisateur de l'ICO confirme que l'affectation courante des fonds correspond à l'objet annoncé.
- Sur demande de la banque, il confirme également que les restrictions décrites au point 3.3 ont été respectées en ce qui concerne les participants étrangers à l'ICO.
- Fondamentalement, toute mesure visant à créer la transparence quant aux transmissions (de jetons) à l'issue de l'ICO contribue à réduire les risques, de sorte que la banque qui tient le compte ne peut que la saluer.

### 3.7 Hypothèses quant au mode de financement

- Si l'organisateur de l'ICO assure partiellement ou totalement le financement via la *blockchain* ou les cryptomonnaies : voir chapitre 4 (ICO en cas de financement)
- Si le financement est assuré exclusivement par une monnaie FIAT : voir chapitre 5 (Obligations de diligence).

#### **4. Attentes concernant l'organisateur de l'ICO en cas de financement par des cryptomonnaies**

Le tableau ci-après décrit le financement d'entreprise effectué partiellement ou totalement au moyen de cryptomonnaies. La présente version du guide pratique part du principe que la banque qui tient le compte n'accepte pas directement de cryptomonnaies.

L'organisateur de l'ICO veille à convertir les cryptomonnaies en monnaie FIAT par le biais d'une bourse réglementée selon le droit suisse ou un droit équivalent, ou d'une banque tierce réglementée selon le droit suisse ou un droit équivalent. Il transfère ensuite les fonds correspondants à la banque qui tient le compte.

Ce guide recommande d'exiger de l'organisateur de l'ICO, qu'il soit ou non assujéti à la LBA, d'appliquer les normes KYC et *anti money laundering* (AML) pertinentes en Suisse lorsqu'il accepte des cryptomonnaies.

Par ailleurs, l'acceptation de cryptomonnaies dans le cadre d'un ICO peut être traitée en principe au minimum comme une opération de caisse. Il convient toutefois de noter à cet égard que toutes les transactions en cryptomonnaies passent par la *blockchain* et qu'indépendamment de leur montant, il existe un risque de violation de sanctions.

Le type de jeton et/ou l'assujéttissement à la LBA peuvent donner lieu à d'autres obligations.

Les directives internes des établissements peuvent imposer des exigences supplémentaires ou fixer des seuils différents de ceux du présent guide pratique. Elles priment dans tous les cas sur ce dernier.

Mesure / contrôle	Recommandation
4.1 Cryptomonnaie acceptée	La cryptomonnaie doit en principe permettre une analyse de portefeuille ( <i>wallet</i> ). Si tel n'est pas le cas, il convient de le justifier.
4.2 Collecte d'informations concernant les participants à l'ICO	<p>De manière générale, les données à collecter par l'organisateur de l'ICO concernant chaque souscripteur résultent des exigences des textes applicables (par ex. règlements des OAR, circulaire « Identification par vidéo et en ligne » de la FINMA).</p> <p>Il incombe à l'organisateur de l'ICO d'enregistrer chaque participant, indépendamment du montant souscrit, en consignait son nom, son adresse (y compris le pays), sa date et son lieu de naissance ainsi que sa nationalité.</p> <p>Que l'organisateur de l'ICO soit ou non assujéti à la LBA, il lui appartient de procéder à l'identification des participants conformément à la LBA / à l'OBA-FINMA / à la CDB au minimum lorsque le montant souscrit est égal ou supérieur à CHF 15 000. Toute autre mesure visant à améliorer la transparence permet d'atténuer les risques, en particulier le risque de violation de sanctions. Les données collectées lors de l'identification comprennent en outre toutes les adresses de portefeuille que le participant à l'ICO utilise pour le versement des fonds.</p> <p>Les jetons de paiement émis dans le cadre d'un ICO sont assujéti à la LBA. Selon la pratique de la FINMA, si le montant émis n'excède pas CHF 3 000, on procède à une identification simplifiée sur le modèle de l'art. 12, al. 2, let. d OBA-FINMA, au moyen d'une copie simple d'un document d'identification (au lieu de l'obligation d'identification générale valable dès CHF 0).</p> <p>Il convient alors de consigner par écrit le nom, l'adresse, la date de naissance, l'ayant droit économique / le détenteur du contrôle, l'adresse électronique et le numéro de téléphone. Les données collectées comprennent en outre toutes les adresses de portefeuille que le participant à l'ICO utilise pour le versement des fonds.</p> <p>En principe, il est bon de documenter l'identification des ayants droit économiques conformément aux processus en vigueur au sein de l'établissement concerné.</p> <p>La banque peut exiger à tout moment de l'organisateur de l'ICO qu'il lui communique la documentation complète concernant les participants.</p>
4.3 Contrôle dans les banques de données sur les risques	<p>L'organisateur de l'ICO vérifie que les souscripteurs ne figurent pas dans les banques de données usuelles sur les risques (en particulier listes de personnes politiquement exposées ou PPE, de terroristes, de sanctions).</p> <p>Le résultat de ce contrôle est mis à la disposition de la banque, de même que les directives internes concernant la surveillance des PPE et des clients sanctionnés.</p>

4.4 Examen du contexte (origine des fonds) et évaluation des risques inhérents aux adresses de portefeuille utilisées pour participer à l'ICO (AML)

De manière générale, il est recommandé à l'organisateur de l'ICO de contrôler le contexte selon une approche basée sur les risques. Il n'est pas exigé à ce jour de procéder à un traçage de l'origine des fonds sur la *blockchain*. Néanmoins, toute mesure prise par l'organisateur de l'ICO en vue d'améliorer la transparence contribue à atténuer les risques. En particulier dans des cas spécifiques ou en présence de soupçons concrets, il est recommandé de procéder à un contrôle approfondi au moyen d'une analyse de portefeuille ou d'une documentation complémentaire (par ex., en cas d'investissement important ou de domiciliation du souscripteur dans un pays à risque, une due diligence approfondie est préférable à un simple contrôle des banques de données).

Dans tous les cas, l'organisateur de l'ICO a tout intérêt à procéder à un contrôle approfondi dès lors que les souscriptions excèdent CHF 100 000 (individuellement ou cumulativement). Ce contrôle approfondi intègre la vérification de la concordance entre adresses de portefeuille et souscripteurs, ainsi que la documentation y relative.

La banque qui tient le compte se réserve le droit de demander les informations concernant les investisseurs avant la réception des fonds. En cas de soupçons concrets de sa part, elle peut demander à l'organisateur de l'ICO de procéder à des clarifications complémentaires et de lui en communiquer les résultats (par ex. analyses de portefeuille spécifiques).

4.5 Qualité des contrôles KYC/AML

Que l'organisateur de l'ICO soit ou non assujéti à la LBA, il est recommandé de procéder aux contrôles KYC/AML selon la norme en vigueur.

Si l'organisateur de l'ICO n'est pas assujéti à la LBA, il engage à cet effet soit un intermédiaire financier, soit une entreprise spécialisée dans la conformité à la LBA.

Les résultats de ces contrôles sont communiqués à la banque qui tient le compte. Ils doivent documenter également le respect des directives internes en matière de PPE.

4.6 Cryptobourses et conversion des cryptomonnaies en monnaie FIAT

Les cryptobourses et la conversion des cryptomonnaies en monnaie FIAT constituent un risque particulier pour les banques, dans la mesure où elles concentrent des risques au sens de la LBA. Les banques doivent donc imposer en la matière des exigences de nature à atténuer ces risques : par ex. une bourse réglementée selon le droit suisse ou un droit équivalent, ou une banque tierce réglementée selon le droit suisse ou un droit équivalent.

L'« équivalence de la réglementation » doit être définie conformément aux directives internes de la banque concernée.

#### 4.7 Soupçon de blanchiment d'argent

Le participant est exclu de l'ICO (sauf si c'est juridiquement contraignant en raison de l'interdiction du *tipping-off* après communication au Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent, MROS, art. 9a LBA). La responsabilité de l'exclusion incombe à l'organisateur de l'ICO.

Afin de procéder aux clarifications requises dans le cadre du processus KYC et de la due diligence, la banque qui tient le compte peut se libérer du secret professionnel du banquier, sous réserve d'avoir obtenu l'accord correspondant du client Entreprise dans le contrat ou au moyen d'une clause séparée (*waiver*). En pareil cas, il incombe à la banque de le signaler explicitement au client Entreprise et il est recommandé à l'organisateur de l'ICO de le déclarer en toute transparence dans les conditions générales (*Terms & Conditions*) de l'opération.

## 5. Obligations de diligence en cas de financement par des monnaies FIAT

Qu'un financement par des monnaies FIAT serve à émettre des jetons ou des actions, il génère des obligations KYC (par ex. origine des fonds, ayants droit économiques, etc.) comme dans le cas d'une ouverture de compte ordinaire. Il convient donc de vérifier l'identité des participants à l'ICO / des investisseurs et d'identifier les ayants droit économiques conformément à la LBA / à l'OBA-FINMA / à la CDB.

## 6. Modèles d'affaires spécifiques

Les éventuelles spécificités de l'entreprise mentionnées aux points 2.1 et 2.2 peuvent nécessiter des clarifications et documentations complémentaires. Sachant qu'il est impossible de dresser une liste exhaustive des modèles d'affaires liés à la *blockchain* et de tous les évoquer en détail, nous nous contentons de mentionner ci-après les points de contact les plus fréquents en pratique :

- S'agissant des cryptobourses, dans la pratique actuelle de la FINMA, l'échange de cryptomonnaies contre une monnaie fiduciaire (FIAT) ou d'autres cryptomonnaies se qualifie comme une activité d'intermédiaire financier selon l'art. 2, al. 3 LBA. Il appartient à l'entreprise demandeuse de vérifier si la Loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF) est applicable.
- Le fait de proposer la transmission de jetons se qualifie également comme une activité d'intermédiaire financier selon l'art. 2, al. 3 LBA, pour autant que le fournisseur ait un pouvoir de disposition sur la clé privée (*private key*) (fournisseur de *custody wallet*).
- S'agissant des entreprises qui offrent la possibilité d'acquérir leurs produits et services contre des cryptomonnaies, il est recommandé de se baser sur les contrôles approfondis détaillés au point 4.5 et/ou sur les seuils recommandés au point 4.2.

## Appendice – Glossaire

### **Distributed Ledger Technology (DLT)**

Cette technologie est appelée en français « technologie des registres distribués ». Pour simplifier, un registre distribué est une banque de données répartie entre plusieurs sites, régions ou participants. Tous les participants au registre principal distribué peuvent donc accéder à tous les blocs de données concernés. Cette technologie permet de disposer d'un historique vérifiable de l'ensemble des informations enregistrées dans ce bloc de données particulier.

### **Blockchain**

La *blockchain* ou chaîne de blocs est un type particulier de registre distribué. On l'utilise par exemple pour les transactions en bitcoin, ethereum et autres cryptomonnaies. Elle doit son nom au fait que les transactions – ou d'autres données – sont regroupées en blocs et ajoutées à une chaîne de blocs déjà vérifiés. Afin de permettre le chaînage des blocs, la *blockchain* utilise une signature cryptographique appelée *hash*. Une *blockchain* publique est accessible à tous et gouvernée par un grand nombre de participants anonymes (par ex. bitcoin). Inversement, une *blockchain* privée est gérée par un petit nombre de participants identifiés (par ex. *blockchain* de consortium).

### **Initial Coin Offering (ICO)**

Il n'existe pas de définition standard de l'ICO (ou *Token Generative Event*, TGE). Le plus petit dénominateur commun des ICO est l'émission par une entreprise (organisateur de l'ICO) d'unités informationnelles et/ou fonctionnelles uniques, numériques et transmissibles (*coins* ou jetons) à destination de participants (utilisateurs). Le présent guide pratique s'appuie sur cette définition.

### **Jeton**

La FINMA classe les jetons sur la base de leur fonction économique et distingue entre jetons de paiement, jetons d'investissement et jetons d'utilité. Voir le Guide pratique de la FINMA pour les questions d'assujettissement concernant les *initial coin offerings* (ICO) du 16 février 2018.

**Crypto-avoirs**

Les crypto-avoirs sont des valeurs patrimoniales sécurisées par un système cryptographique. Les plus connus sont les cryptomonnaies. Une cryptomonnaie est une monnaie numérique assortie d'un système de paiement. Les cryptomonnaies phares actuellement sont le bitcoin et l'ethereum. Contrairement aux monnaies fiduciaires ordinaires ou monnaies FIAT émises par une banque centrale, comme l'USD ou le CHF, les cryptomonnaies ne sont disponibles que sous forme numérique. Techniquement, les cryptomonnaies se transmettent via la *blockchain*.

**Analyse de portefeuille (wallet)**

L'analyse de portefeuille (wallet) vise à déterminer l'origine des (crypto-)avoirs. Elle peut prendre en compte de multiples critères, comme par ex. les entrées et sorties de paiements liées au *darknet*, aux *mixers* et aux *tumblers*, aux sites *scam*, aux sites de paris en ligne et à des transactions émanant de ou effectuées dans des pays à haut risque. Elle peut également s'appuyer sur une classification par niveaux de risque des places de négoce à partir desquelles le portefeuille considéré a été alimenté.

**Bourses de change**

Les cryptomonnaies peuvent être converties en monnaies FIAT conventionnelles comme le CHF, ou en d'autres cryptomonnaies, sur des bourses de change.



esisuisse

Convention des banques et négociants  
en valeurs mobilières suisses relative  
à la garantie des dépôts

Version du 30 juin 2017

## Convention entre esisuisse et ses membres

Afin d'assurer le remboursement des dépôts garantis dans le délai prescrit par la loi ou l'ordonnance en cas d'application du système de garantie, l'Association esisuisse (ci-après «esisuisse»), d'une part, et les membres d'esisuisse, d'autre part, conviennent ce qui suit:

### Section première: Cas d'application

#### Art. 1: Décision de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés (FINMA)

<sup>1</sup> Si l'Autorité fédérale de surveillance des marchés (ci-après la «FINMA») ordonne une mesure de protection ou une liquidation forcée à l'encontre d'un membre d'esisuisse (ci-après le «membre en défaut»), les autres membres mettront des fonds à disposition (art. 5 de la présente Convention) afin d'assurer le remboursement des dépôts garantis aux déposants ayants droit dans le délai prévu par la loi.

<sup>2</sup> esisuisse est habilitée à procéder à tous les préparatifs nécessaires en vue de garantir le respect du délai de remboursement légal.

<sup>3</sup> Lorsque la FINMA informe esisuisse d'un probable cas d'application, cette dernière peut réclamer à l'avance auprès de ses membres, via recouvrement direct (LSV), les fonds requis à cet effet selon une estimation de la FINMA. Les détails du cas d'application sont communiqués ultérieurement aux membres après réception de la notification écrite de la FINMA.

<sup>4</sup> Le paiement des sommes correspondantes à la FINMA ou à ses mandataires au sens de la présente Convention intervient seulement une fois que la décision de la FINMA a été signifiée à esisuisse et qu'elle revêt un caractère exécutoire.

#### Art. 2: esisuisse, secret bancaire et autres secrets placés sous protection légale

esisuisse agit en qualité de mandataire de ses membres; elle est soumise au secret bancaire ainsi qu'aux autres secrets protégés par la loi. esisuisse est habilitée, en préservant le secret bancaire et les autres secrets protégés par la loi ou en engageant les personnes concernées à remplir les devoirs découlant de ces secrets, à confier en tout ou partie à des tiers l'exécution des obligations lui incombant aux termes de la présente Convention (externalisation).

### **Art. 3: Renonciation au principe de compensation**

Le calcul des dépôts garantis s'effectue sur une base «brute»; une compensation par le membre en défaut de créances envers les déposants avec des dettes des déposants est par conséquent exclue dans les limites du montant maximal garanti. Cette renonciation est irrévocable et a force obligatoire pour le membre en défaut.

### **Art. 4: Déposants ayants droit et dépôts à rembourser**

<sup>1</sup> Est déposant au sens de la présente Convention tout créancier pour lequel le membre gère un dépôt garanti.

<sup>2</sup> Constitue un dépôt selon cette Convention tout dépôt au sens de l'art. 37a de la Loi sur les banques.

<sup>3</sup> S'agissant des dépôts en main commune, telles que successions indivises et sociétés simples, «leur communauté doit être traitée comme un créancier distinct des ayants droit» conformément à l'art. 24, al. 1 de l'Ordonnance de la FINMA sur l'insolvabilité bancaire.

### **Art. 5: Contribution des membres en cas d'application du système de garantie**

<sup>1</sup> Après réception de la notification écrite de la FINMA, esisuisse calcule et prélève les contributions dues par ses membres. Celles-ci doivent non seulement couvrir le montant de remboursement des dépôts garantis, mais aussi les frais et débours liés au cas d'application. esisuisse se fonde pour le calcul sur la dernière notification d'avoirs garantis du membre en défaut ou bien, s'ils sont déjà disponibles, sur des documents plus récents attestés par le liquidateur de la faillite ou le mandataire de la FINMA (chargé d'enquête ou délégué à l'assainissement, ci-après le «mandataire de la FINMA»).

<sup>2</sup> Les contributions sont calculées pour chaque membre à proportion des dépôts garantis détenus par ce dernier par rapport au total des dépôts garantis détenus par l'ensemble des membres (déduction faite de ceux du membre en défaut). A cet effet, il convient de se baser provisoirement sur le dernier récapitulatif des dépôts notifiés, disponible auprès de la FINMA. Le décompte définitif intervient dans le cadre de la répartition du produit de la liquidation selon art. 6, sur la base de la liste de la FINMA établie à la dernière date de bilan des membres qui précède la survenance du cas d'application visé par la Convention. Si, faute de produit de liquidation, l'art. 6 ne peut pas être appliqué, esisuisse établira, dans les 30 jours suivant la fin de la procédure de liquidation, son propre décompte afin de procéder sur cette base à la facturation des paiements compensatoires correspondants aux membres concernés.

<sup>3</sup> Les membres également concernés par la survenance d'un cas d'application sont exemptés dès ce moment des obligations de contribution ultérieures découlant de la présente Convention. Les contributions augmentent en conséquence de manière proportionnelle pour le reste des membres. Un remboursement anticipé de paiements déjà effectués est exclu.

<sup>4</sup> esisuisse peut charger des organisations bancaires ou d'autres tiers de procéder au calcul et au prélèvement des contributions.

<sup>5</sup> En cas d'application, esisuisse doit veiller à être en mesure, au plus tard à l'issue de cinq jours civils à compter de l'entrée en force exécutoire de la décision de la FINMA selon art. 1 de la présente Convention, de verser au liquidateur de la faillite ou au mandataire de la FINMA un acompte à concurrence des avoirs garantis annoncés à la fin de l'exercice précédent par le membre en défaut. La demande de paiement d'esisuisse suffit à déclencher l'obligation de paiement. Si les fonds mis à disposition s'avèrent insuffisants pour couvrir les besoins constatés dans le plan de remboursement, esisuisse acquitte la différence de sorte à pouvoir assurer le remboursement des avoirs garantis dans les délais impartis.

<sup>6</sup> esisuisse réclame auprès des membres, via recouvrement direct (LSV), les fonds nécessaires à l'exécution de ses obligations de paiement telles que spécifiées à l'art. 5 ci-dessus. Chaque membre doit, pour ce faire, donner à esisuisse une autorisation de recouvrement direct. En cas d'échec de la procédure de recouvrement ou de contestation de cette procédure, les sommes respectivement facturées aux membres et les délais de paiement qui leur sont impartis conservent un caractère contraignant. La présente Convention a donc valeur de reconnaissance de dette au sens de l'art. 82, al. 1 de La loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite. Si un membre ne répond pas à cette demande de paiement dans le délai fixé, esisuisse lui accorde un délai supplémentaire de cinq jours bancaires ouvrables et en informe la FINMA. Afin de respecter malgré tout ses obligations envers les déposants dans les délais impartis, esisuisse peut contracter un crédit à hauteur des sommes manquantes. La totalité des frais occasionnés à esisuisse et aux autres membres dans ce cadre, tels qu'intérêts, commissions, frais au titre du risque du croire sera, le cas échéant, imputée aux membres en demeure. Le remboursement de ce crédit sera assuré par prélèvement prioritaire sur le produit de liquidation du membre en défaut qui revient à esisuisse. Dans le cas des montants plus importants, esisuisse réclame le montant manquant aux membres au prorata, c'est-à-dire conformément aux termes de l'art. 5, al. 2, en leur impartissant un délai de dix jours.

<sup>7</sup> Les montants versés par les membres à esisuisse ne portent pas intérêts. Chaque membre supporte la perte d'intérêts y afférente.

<sup>8</sup> S'agissant de la garantie des dépôts, hormis les prestations prévues dans la présente Convention, les membres ne sont tenus à aucune prestation, en particulier à aucune prestation directe en faveur des déposants.

## **Art. 6: Transfert des produits de la liquidation aux membres**

esisuisse est tenue de transférer aux membres, dans un délai de 30 jours civils, les fonds obtenus dans le cadre de la cession légale, aux fins de remboursement des contributions versées par les membres conformément à l'art. 5 de la présente Convention.

## **Art. 7: Limite de prestation**

Les paiements effectués au titre de cette Convention et non encore remboursés à esisuisse sur le produit de la liquidation ne doivent à aucun moment dépasser au total (c'est-à-dire pour l'ensemble des cas d'application) la limite maximale du système s'élevant pour l'heure à 6 milliards de francs, intérêts non compris. Les paiements dont on peut prévoir qu'ils resteront non couverts d'après le plan de collocation passé en force et selon l'appréciation du liquidateur de la faillite, sont considérés comme étant remboursés.

## **Section deuxième: Divers et dispositions transitoires**

### **Art. 8: Autorisation conférée à la FINMA et à la Banque nationale suisse (BNS) de transmettre des données à esisuisse**

<sup>1</sup> Par la présente, les membres autorisent le liquidateur de la faillite ou le mandataire de la FINMA ainsi que la BNS à mettre à disposition d'esisuisse les données communiquées, pour autant qu'esisuisse en ait besoin pour satisfaire à ses obligations telles que stipulées au Chapitre XIII, Garantie des dépôts, de la Loi sur les banques. Sont concernées au minimum les données annuelles issues du reporting prudentiel sur la garantie des dépôts, sur le compte de résultat et le bilan des banques et négociants en valeurs mobilières ainsi que sur leurs effectifs.

<sup>2</sup> La Direction est tenue au secret en ce qui concerne les données relatives aux membres et à leurs établissements et ne peut mettre ni ces données, ni les données des établissements et des clients qu'elle reçoit dans le cadre du traitement de cas de garantie, à la disposition du comité directeur, de ses éventuels commissions et groupes de travail ou de tiers.

<sup>3</sup> S'agissant de ces données, esisuisse est tenue au secret bancaire en vigueur ainsi qu'aux autres secrets protégés par la loi.

### **Art. 9: Information des clients sur la garantie des dépôts**

<sup>1</sup> A la conclusion d'un contrat avec un client, les banques et négociants en valeurs mobilières signalent à ce dernier les informations mises à disposition par esisuisse en l'invitant au minimum à consulter le site Internet d'esisuisse. A cet effet, il convient d'utiliser le texte type prescrit par esisuisse.

### **Art. 10: Qualification juridique de la présente Convention**

La présente Convention ne vaut pas acte constitutif d'une société simple au sens des art. 530 et suiv. du Code des obligations. En conséquence, les membres ne sont pas tenus par cette Convention de verser à la garantie des dépôts des prestations allant au-delà des contributions fixées ici.

**Art. 11: Tribunal arbitral**

<sup>1</sup> En cas de différends découlant de ou en rapport avec la présente Convention, y compris pour ce qui touche à la validité de son établissement, sa modification ou sa dissolution, son interprétation ou son application, les signataires devront éviter les procédures judiciaires et s'efforcer de parvenir à un arrangement amiable.

<sup>2</sup> Dans l'impossibilité de trouver une solution amiable, tous les litiges, différends ou prétentions découlant de ou en rapport avec la présente Convention, y compris pour ce qui touche à sa validité, sa nullité, son non-respect ou sa résiliation, devront être tranchés devant une juridiction arbitrale telle que spécifiée par le Règlement suisse d'arbitrage international de la Swiss Chambers' Arbitration Institution. S'applique la version du Règlement en vigueur à la date de notification de l'engagement de la procédure arbitrale. Le tribunal arbitral doit se composer de trois membres. La procédure se déroule à Bâle. Chaque partie peut communiquer dans la langue officielle de son siège social suisse ou dans une autre langue officielle. Le tribunal arbitral communique dans la langue officielle qu'il a définie.

<sup>3</sup> L'ouverture d'une telle procédure n'induit aucun effet suspensif quant aux obligations de contribution des membres stipulées à l'art. 5, al. 7 de la présente Convention.

**Art. 12: Entrée en vigueur**

La présente Convention entre en vigueur, après approbation de la FINMA, le 30 juin 2017 et remplace l'ancienne Convention du 14 novembre 2017.



Fondation Ombudsman des banques suisses

## **Règles de procédure de l'Ombudsman des banques suisses**

### **Art. 1: Mission de l'Ombudsman**

- 1.1 L'Ombudsman exerce son activité au sens du but de la Fondation Ombudsman des banques suisses (art. 3 de l'acte de fondation). Il fait office d'instance d'information et de médiation sans compétence juridictionnelle pour les clients des instituts membres de l'Association suisse des banquiers (ci-après «banques»).
- 1.2 L'Ombudsman fait également office de centrale de recherche d'avois sans nouvelles auprès de banques suisses au sens des directives de l'Association suisse des banquiers.

### **Art. 2: Compétence de l'Ombudsman**

- 2.1 L'Ombudsman traite les questions et réclamations des clients bancaires au sujet des opérations qui sont effectuées par des banques ayant leur siège en Suisse. Toute personne physique ou morale directement concernée peut s'adresser à lui.
- 2.2 L'Ombudsman se déclare incompétent
  - pour les questions de politique commerciale et tarifaire générale;
  - pour les questions juridiques et économiques abstraites;
  - pour les opérations avec les établissements étrangers de banques suisses;
  - généralement pour les cas qui font déjà l'objet d'une procédure officielle ou qui deviennent l'objet d'une telle procédure avant la clôture de la procédure de médiation ou qui ont été réglés de manière définitive.

- 2.3 La saisine de l'Ombudsman n'a pas pour effet de suspendre ou d'interrompre les délais légaux tels que délais de prescription, de péremption, de justice ou administratifs. Il est de la responsabilité du client de veiller au respect et à l'observation desdits délais.
- 2.4 La recherche d'avoirs sans nouvelles auprès de banques suisses est soumise aux règles de procédure contenues dans les directives de l'Association suisse des banquiers relatives au traitement de ces avoirs (comptes, dépôts et compartiments de coffre-fort) auprès de banques suisses.

### Art. 3: Pouvoirs et obligations de l'Ombudsman

- 3.1 La fonction de l'Ombudsman est conférée à titre personnel. Il soumet et défend lui-même des propositions de médiation. En cas d'empêchement, le Conseil de fondation règle sa suppléance. Par ailleurs, il peut déléguer des tâches à ses collaborateurs et se faire représenter par eux dans les relations avec les clients et les banques.
- 3.2 L'Ombudsman accomplit tous les actes qu'il estime nécessaires pour se former une opinion indépendante et objective. Pour le cas qui lui est soumis, il est autorisé à demander à la banque concernée toutes les informations requises et à consulter le dossier. A cet effet, il demande au client de délier la banque du secret bancaire à son égard pour le cas en question.
- 3.3 L'Ombudsman est soumis au devoir de discrétion du mandataire. Dans les procédures civiles, il bénéficie du droit de refus de collaborer conformément à l'art. 166 al. 1 lit. d du Code de procédure civile.

### Art. 4: Procédure

- 4.1 Le client bancaire peut s'adresser à l'Ombudsman par une visite en personne, par écrit ou par voie de communication électronique.
- 4.2 Les requêtes simples sont traitées oralement par l'Ombudsman. Il fournit des informations au client et le conseille sur la suite de la procédure.
- 4.3 Il peut inviter le client à adresser d'abord directement sa question ou sa réclamation à la banque et à exiger de la part de celle-ci une réponse écrite.



- 4.4 Si des clarifications plus détaillées sont nécessaires, l'Ombudsman peut inviter le client à soumettre sa demande par écrit et à lui fournir les copies des documents essentiels pour la requête.
- Dans ce cas, la prise de position de l'Ombudsman s'effectue généralement elle aussi par écrit.
- 4.5 L'Ombudsman entend les deux parties. Le droit de consultation du dossier des parties se limite à leur correspondance échangée avec l'Ombudsman.
- 4.6 L'Ombudsman agit en qualité de médiateur et soumet des propositions de solutions aux parties. Les parties ne sont pas obligées de s'y tenir. Elles sont libres de leurs décisions.
- 4.7 L'Ombudsman peut refuser ou cesser le traitement de réclamations qui ne se prêtent pas à un règlement dans le cadre de la procédure de médiation, par exemple en raison de leur complexité, ou pour lesquelles un règlement dans le cadre de ladite procédure paraît voué à l'échec.
- 4.8 L'Ombudsman décide de manière définitive des questions de recevabilité, des avis et des propositions de solutions. Le Conseil de fondation ne donne pas suite aux demandes de vérification des décisions concernant les questions de recevabilité, avis et propositions de solutions de l'Ombudsman.
- 4.9 Dans les cas justifiés, notamment en présence de faits nouveaux, l'Ombudsman peut revenir sur les décisions concernant les questions de recevabilité, avis et propositions de solutions.

## Art. 5: Cas en série

- 5.1 En complément des dispositions procédurales générales du présent règlement ou par dérogation à celles-ci, les dispositions ci-après de cet article s'appliquent aux cas en série.
- 5.2 Peuvent être qualifiées de «cas en série» les réclamations qui
- surviennent ou sont attendues en grand nombre sur une période limitée, et
  - se rapportent au même produit ou à un produit similaire, au même service ou à un service similaire ou aux mêmes faits ou à des faits similaires, ou
  - sont soulevées par des clients sur la base du même fondement (juridique) ou d'un fondement (juridique) similaire.

5.3 La qualification de certaines réclamations comme «cas en série» vise à contribuer à ce que les cas identiques ou analogues soient traités de manière uniforme, efficace et en temps voulu et aboutissent à une solution cohérente et juste. Lors de la délimitation des groupes de cas et de la définition de la marche à suivre et des critères d'évaluation, il est possible, le cas échéant, de donner plus de poids aux intérêts à un traitement des cas avec des éléments collectifs qu'à l'intérêt à un traitement au cas par cas individuel et complet.

5.4 Lorsque les banques ont connaissance de faits susceptibles d'entraîner des réclamations remplissant les critères d'une possible qualification comme cas en série, elles doivent en aviser l'Ombudsman précocement.

Si l'Ombudsman soupçonne l'existence d'une situation de cas en série potentiels sur la base de réclamations qui lui ont été soumises ou d'indications de tiers (p. ex. autorités de surveillance, organisations de protection des consommateurs ou médias), il procède au besoin à des clarifications complémentaires, puis demande une prise de position à la banque concernée.

5.5 Si, compte tenu de la prise de position de la banque et de l'appréciation des autres circonstances, l'Ombudsman en vient à la conclusion que les critères de qualification comme situation de cas en série sont réunis et que le traitement des réclamations correspondantes à titre de cas en série paraît pertinent, il en informe la banque, avec laquelle il engage un dialogue afin d'obtenir un accord au sujet des points suivants:

- la reconnaissance de l'existence d'une situation de cas en série;
- les critères de rattachement des différentes réclamations à la situation de cas en série;
- les critères de constitution d'éventuels groupes de cas;
- le traitement collectif des réclamations, le cas échéant;
- les critères d'appréciation des réclamations individuelles ou des groupes de cas;
- la communication envers les clients bancaires concernés, les groupes d'intérêts et le public.

5.6 S'il n'est pas possible de parvenir à un accord sur l'existence d'une situation de cas en série, sur les critères de rattachement des réclamations à ladite situation et sur le traitement formel et l'appréciation matérielle des réclamations, l'Ombudsman présente les points en suspens ou litigieux au Conseil de fondation pour décision.

- 5.7 La procédure de constatation d'une situation de cas en série et de définition des critères de rattachement des réclamations à ladite situation ainsi que du traitement formel et de l'appréciation matérielle des réclamations est soumise à la confidentialité.

## Art. 6: Coûts

- 6.1 La procédure est en principe gratuite pour le client bancaire. L'Ombudsman est libre, dans des cas particuliers, de refuser de traiter l'affaire ou d'informer le client bancaire qu'il doit lui établir un décompte des frais en proportion de son travail.
- 6.2 Pour chaque cas individuel, l'Ombudsman percevra de la banque concernée des frais de dossier qui sont fonction de son travail. Il établit un tarif soumis à l'approbation du Conseil de fondation.

## Art. 7: Relations publiques

- 7.1 L'Ombudsman informe le public de son activité au moins une fois par an (rapport annuel, conférence de presse). Il tient des statistiques classées par demandes, réclamations et thèmes. Il ne s'exprime pas publiquement sur les cas individuels et ne révèle pas de noms.
- 7.2 L'Ombudsman peut fournir aux banques des informations sur sa pratique de manière générale.

Adopté par le Conseil de fondation le 7 décembre 2012. Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2013.



SFAMA – Swiss Funds & Asset Management Association

## **Règles de conduite de la Swiss Funds & Asset Management Association SFAMA (Règles de conduite SFAMA)**

7 octobre 2014

### **I Base juridique et objectifs**

Les présentes règles de conduite ont été formulées par le Comité de la SFAMA au titre des standards minimaux reconnus par l'autorité de surveillance au sens de l'art. 3 al. 2 let. c chiff. 2, de l'art. 14 al. 2, de l'art. 20, al. 2 et de l'art. 124 al. 2 LPCC en relation avec les art. 27 et 128 al. 3 let. a OPCC, dans le but de: **1**

- préserver et promouvoir la qualité et la réputation de l'industrie suisse des fonds en Suisse et à l'étranger; **2**
- garantir un standard de qualité élevé ainsi que la transparence et le bon fonctionnement du marché des placements collectifs de capitaux. **3**

### **II Champ d'application, force obligatoire**

Les présentes règles de conduite s'appliquent aux: **4**

- directions de fonds et sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) au sens des art. 28 ss ou 36 ss LPCC; **5**
- sociétés en commandite pour les placements collectifs (SCPC) au sens de l'art. 98 ss LPCC; **6**
- sociétés d'investissement à capital fixe (SICAF) au sens de l'art. 110 ss LPCC, **7**
- gestionnaires de placements collectifs de capitaux ayant leur siège ou une succursale en Suisse au sens de l'art. 18 ss LPCC (ci-après «les gestionnaires d'actifs LPCC»); **8**
- représentants de placements collectifs étrangers au sens de l'art. 123 ss LPCC; **9**

ci-après collectivement désignés par «établissements LPCC». **10**

Les établissements qui peuvent opérer l'administration individuelle de portefeuille différents doivent également respecter la circulaire FINMA 2009/1 Règles-cadres pour la gestion de fortune. Le respect de la circulaire 2009/1 de la FINMA ainsi que des autres prescriptions pour les instituts qui effectuent de la gestion individuelle de portefeuille doit être vérifié par la société d'audit. **11**

Pour les établissements LPCC, les placements collectifs de capitaux et certains thèmes particuliers (p. ex. calcul de la valeur nette d'inventaire – VNI, Total Expense Ratio – TER), **12**

la SFAMA peut établir des directives complémentaires. En outre, elle peut éliminer ou restreindre le champ d'application de certaines directives pour les placements collectifs, compartiments et/ou classes d'actifs qui s'adressent exclusivement à des investisseurs qualifiés.

Le représentant d'un placement collectif étranger en Suisse représente le placement collectif étranger envers les investisseurs (qualifiés et/ou non qualifiés) et l'autorité de surveillance. Son pouvoir de représentation ne peut pas être restreint (art. 124 al. 1 LPCC). Par ailleurs, il respecte les devoirs de loyauté, de diligence et d'information au sens de l'art. 20 al. 1 LPCC dans le cadre de la distribution aux investisseurs (qualifiés et/ou non qualifiés), conformément à son activité spécifique. A cet égard, les règles énumérées au chiffre III, let. B, C et D s'appliquent par analogie aux représentants de placements collectifs étrangers envers des investisseurs non qualifiés. Par ailleurs, les règles énumérées au chiffre III, let. B et D s'appliquent par analogie aux représentants de placements collectifs étrangers distribués exclusivement à des investisseurs qualifiés. **13**

Demeurent réservées d'éventuelles dispositions légales, réglementaires, d'autoréglementation et/ou contractuelles plus rigoureuses s'appliquant aux établissements LPCC, en particulier les règles de surveillance de la FINMA sur la conduite sur le marché concernant le négoce de valeurs mobilières selon la circulaire FINMA 13/8 Règles de conduite sur le marché. **14**

Les règles de conduite sont des normes professionnelles. Elles se fondent exclusivement sur les dispositions légales déterminantes et sur la circulaire FINMA 09/1 Règles-cadres pour la gestion de fortune. Les conventions de droit privé conclues entre les parties engagées ne sont pas concernées. **15**

Le respect des présentes règles de conduite doit être garanti en cas de délégation directe ou indirecte de décisions de placement ainsi que d'autres tâches partielles par les établissements LPCC. Par conséquent, les présentes règles de conduite figurant au chiffre III s'appliquent non seulement aux établissements LPCC, mais également à leurs mandataires<sup>1</sup> (p. ex. banques, négociants en valeurs mobilières, etc.). **16**

### **III Règles de conduite pour les établissements LPCC**

Les établissements LPCC prennent, pour l'ensemble de leur activité commerciale<sup>2</sup>, toutes les mesures nécessaires à la réalisation de leurs devoirs ci-après énumérés au sens de l'art. 20 al. 1 LPCC. **17**

Ils remplissent ces devoirs de manière adaptée à leur activité commerciale spécifique, à leur taille et à leur structure, ainsi qu'à la situation spécifique des placements collectifs ouverts et/ou fermés qu'ils administrent, représentent et/ou distribuent. **18**

<sup>1</sup> Principes réglementaires s'appliquant à la délégation: art. 31 LPCC (direction de fonds), art. 36 al. 3 et art. 51 al. 5 LPCC (SICAV administrées en externe et en interne), art. 119 al. 1 et 2 OPCC (SCPC), art. 18b LPCC et art. 26 OPCC (gestionnaires d'actifs LPCC) et circ. FINMA 2008/37 Délégation par la direction et la SICAV.

<sup>2</sup> Dans le cas des succursales, la présente disposition est limitée à l'activité en Suisse.

**Art. 20 LPCC Principes**

<sup>1</sup> Les titulaires d'une autorisation (titulaires) et leurs mandataires doivent notamment satisfaire aux devoirs suivants:

- a. devoir de loyauté: ils agissent de manière indépendante et exclusivement dans l'intérêt des investisseurs;
- b. devoir de diligence: ils prennent les mesures organisationnelles nécessaires à l'exercice d'une activité irréprochable;
- c. devoir d'information: ils garantissent des comptes transparents et donnent une information appropriée sur les placements collectifs qu'ils administrent, gardent ou distribuent; ils informent tous les investisseurs sur les honoraires et sur les frais qui leur sont imputés directement ou indirectement ainsi que sur leur affectation; ils informent les investisseurs de manière exhaustive, conforme à la réalité et compréhensible sur les rémunérations pour la distribution de placements collectifs sous la forme de commissions, de courtages ou d'autres avantages pécuniaires.

<sup>2</sup> La FINMA peut décréter que les règles de conduite adoptées par une organisation professionnelle ont valeur d'exigences minimales pour la branche.

<sup>3</sup> Les titulaires prennent toutes les mesures nécessaires à l'accomplissement de ces devoirs pour l'ensemble de leurs activités.

19

**A Devoir de fidélité**

Les établissements LPCC respectent le devoir de fidélité mentionné à l'art. 20 al. 1 let a LPCC et à l'art. 31 OPCC.

20

**Art. 31 OPCC Devoir de fidélité**

<sup>1</sup> Les titulaires et leurs mandataires ne peuvent acquérir pour leur compte des parts de placements collectifs ou en céder à ces derniers qu'au prix du marché.

<sup>2</sup> Ils doivent renoncer, pour les prestations déléguées à des tiers, à la rémunération qui leur revient en vertu du règlement, du contrat de société, du règlement de placement ou du contrat de gestion de fortune, à moins qu'elle ne serve à payer les tiers pour les prestations fournies.

<sup>3</sup> Si des parts d'un placement collectif sont transférées à un autre placement collectif géré par le même titulaire ou par un titulaire proche de ce dernier, aucun frais ne peut être perçu.

<sup>4</sup> Les titulaires ne peuvent percevoir aucune commission d'émission ou de rachat, s'ils acquièrent des fonds cibles:

- a. gérés directement ou indirectement par eux-mêmes; ou
- b. gérés par une société à laquelle ils sont liés:
  1. dans le cadre d'une communauté de gestion,
  2. dans le cadre d'une communauté de contrôle, ou
  3. par une importante participation directe ou indirecte.

<sup>5</sup> L'art. 73, al. 4, s'applique par analogie à la perception d'une commission de gestion en cas de placements dans des fonds cibles selon l'al. 4.

<sup>6</sup> L'autorité de surveillance règle les modalités. Elle peut déclarer les al. 4 et 5 applicables à d'autres produits.

21

**1. Interdiction de détention de valeurs patrimoniales en nom propre par le gestionnaire d'actifs LPCC**

Le gestionnaire d'actifs LPCC n'est pas autorisé, dans cette fonction, à conserver en son nom propre des valeurs patrimoniales qui lui sont confiées. Il effectue la gestion de tous les actifs déposés en banque à tout moment en se fondant uniquement sur une procuration écrite limitée à des actes d'administration et de liquidation.

22

**2. Placement de la fortune et incitation financière**

Les établissements LPCC respectent les principes mentionnés à l'art. 21 LPCC en matière de placement de la fortune.

23

**Art. 21 LPCC Placement de la fortune**

<sup>1</sup> Les titulaires et leurs mandataires appliquent une politique de placement qui respecte de façon permanente les caractéristiques d'investissement fixées dans les documents afférents à chaque placement collectif.

<sup>2</sup> Lors de l'acquisition ou de l'aliénation d'avoirs ou de droits, ils ne peuvent recevoir, pour leur compte ou pour celui de tiers, que les rétributions prévues dans les documents. Les rétrocessions et autres avantages doivent être crédités au placement collectif.

<sup>3</sup> Ils ne peuvent acquérir ou céder des placements pour leur propre compte qu'au prix du marché.

24

L'obligation au sens de l'art. 21 al. 1 LPCC n'exclut pas que les établissements LPCC puissent en tout temps redéfinir la politique de placement poursuivie par un placement collectif (dans le cadre du contrat de fonds ou du règlement de placement existant).

25

Les établissements LPCC gèrent les placements collectifs qu'ils ont établis selon le principe d'égalité de traitement. Ils renoncent à traiter de manière privilégiée certains placements collectifs et/ou groupes d'investisseurs au détriment d'autres. Fait exception à cette règle le traitement différencié qui peut être appliqué aux divers types de placements collectifs selon le cercle d'investisseurs, le compartiment et/ou la classe de parts.

26

### 3. Maintien et promotion de l'intégrité du marché

Les établissements LPCC n'entreprennent aucune démarche susceptible d'affecter la transparence et la formation de prix conformes aux marchés. **27**

Les établissements LPCC ne tolèrent pas de placements et autres activités pouvant avoir pour effet une manipulation des cours. **28**

Les établissements LPCC prennent les mesures organisationnelles nécessaires pour prévenir d'un traitement de faveur de certains investisseurs et/ou groupes d'investisseurs au détriment d'autres. Il établit lesdites mesures par écrit. **29**

De telles mesures d'organisation sont notamment requises et doivent être régies dans une directive interne d'attribution: **30**

- lors de l'attribution de transactions de négoce de valeurs mobilières et de transactions similaires, pour autant que le gestionnaire de fortune passe des ordres collectifs avant l'attribution aux divers placements collectifs; **31**
- lors de la compensation de coûts et de frais intervenant en supplément aux honoraires. **32**

### 4. Exécution de transactions sur valeurs mobilières et d'autres transactions

Lors du négoce de valeurs mobilières et d'autres transactions, les établissements LPCC respectent les dispositions de l'art. 22 LPCC. **33**

#### Art. 22 LPCC Négocier de valeurs mobilières

<sup>1</sup> Dans le négoce de valeurs mobilières ou lors d'autres transactions, les contreparties doivent être soigneusement sélectionnées. Celles-ci doivent offrir la garantie de la meilleure exécution possible d'une transaction s'agissant du prix, du moment et du volume.

<sup>2</sup> Le choix des contreparties doit être revu à intervalles réguliers.

<sup>3</sup> Toute convention limitant la liberté de décision des titulaires ou de leurs mandataires est interdite.

Les établissements LPCC décident du choix des contreparties par lesquelles les transactions sont effectuées, selon des critères objectifs, desservant exclusivement les intérêts des investisseurs. **34**

Les établissements LPCC effectuent des transactions sur le marché des valeurs mobilières, le marché des devises et autres marchés conformément aux conditions du marché, et garantissent à cet égard le respect d'une exécution «au mieux des intérêts des clients» (*best execution*). Les détails doivent être régis dans une directive interne. **35**

Les établissements LPCC veillent à ce que les conventions de partage des frais (*commission sharing agreements*) et prestations à valeur pécuniaire rémunérées sous forme de *soft commissions*, respectivement les prestations ainsi rémunérées, bénéficient directement ou indirectement au placement collectif (p. ex. analyses financières, système d'information du marché et des cours). Cela oblige les établissements LPCC à: **36**

- formuler et dûment documenter une politique claire en matière d'utilisation de conventions de partage des frais ou de *soft commissions* perçues pour les opérations boursières effectuées pour le compte des placements collectifs; **37**
- établir des règles écrites avec les gestionnaires d'actifs LPCC qu'ils ont mandatés pour la gestion des placements collectifs et en surveiller le respect ; **38**

**39**



- assurer une communication transparente de l'existence de conventions de partage des frais ou de *soft commissions* à l'égard des investisseurs, ainsi que la remise de rapports réguliers à l'organe de contrôle des établissements LPCC. **40**

## 5. Prévention et communication des conflits d'intérêts

### Art. 32b OPCC Conflits d'intérêts

Les titulaires d'une autorisation sont tenus de prendre des mesures organisationnelles et administratives efficaces servant à identifier, prévenir, régler et surveiller les conflits d'intérêts, afin d'empêcher ceux-ci de porter atteinte aux intérêts des investisseurs. Si un conflit d'intérêts ne peut pas être évité, il doit être porté à la connaissance des investisseurs.

Les établissements LPCC prennent les mesures organisationnelles et administratives appropriées, selon leur taille et leur structure, pour constater, prévenir, corriger et surveiller tout conflit d'intérêts, par exemple en régissant le flux d'information entre leurs mandataires et eux-mêmes, entre les investisseurs et eux-mêmes, ainsi qu'entre plusieurs investisseurs. Ils évitent également tout préjudice au détriment de certains placements collectifs et/ou individuels résultant de tels conflits d'intérêts. Si toutefois de tels préjudices ne peuvent pas être exclus en dépit de ces mesures, ils doivent divulguer le conflit d'intérêts en question aux investisseurs de manière appropriée. Les détails doivent être régis dans une directive interne. **41**

Les établissements LPCC appliquent une politique salariale et de rémunération conforme au principe de proportionnalité, adaptée à leur taille et à leur profil de risque, et incitant les collaborateurs à rechercher la réussite à long terme des placements collectifs (conformément aux standards minimaux de la circulaire FINMA 2010/1 Systèmes de rémunération). Ils renoncent notamment à des incitations financières pouvant léser les intérêts des investisseurs, telles que le paiement de bonus en fonction du volume des transactions boursières effectuées. **42**

Les établissements LPCC édictent des directives appropriées pour les propres affaires de leur personnel ayant connaissance de transactions prévues ou effectuées, de manière à éviter: **43**

- la création de conflits d'intérêts entre le personnel et les investisseurs; **44**
- que des collaborateurs abusent de leurs connaissances ou fonctions professionnelles en vue d'obtenir des avantages patrimoniaux, par exemple au travers: **45**
  - d'affaires propres réalisées préalablement, parallèlement ou immédiatement après (*front running, parallel running, after running*),
  - d'une utilisation abusive d'informations d'initié,
  - d'une manipulation des attributions lors d'émissions ou IPO;
- que la bonne réputation des établissements LPCC ne soit entachée par les propres affaires du personnel. **46**

Les établissements LPCC réglementent par écrit la réception et l'octroi de faveurs et autres avantages (tels qu'invitations, etc.) par leurs collaborateurs de manière à exclure toute influence sur leurs décisions. Ils interdisent les arbitrages sur les portefeuilles des clients ne servant pas l'intérêt économique desdits clients (*churning*). **47**

## 6. Exercice des droits de sociétaire ou de créancier

Les établissements LPCC respectent l'art. 23 LPCC en relation avec l'art. 34 al. 3 OPCC dans l'exercice des droits de sociétaire ou de créancier. **48**

Art. 23 LPCC Exercice des droits attachés à la qualité de sociétaire ou de créancier

<sup>1</sup> Les droits attachés à la qualité de sociétaire ou de créancier doivent être exercés, dans le cadre des placements, de manière indépendante et exclusivement dans l'intérêt des investisseurs.

<sup>2</sup> L'art. 685d, al. 2, du code des obligations<sup>1</sup> ne s'applique pas aux fonds de placement.

<sup>3</sup> Si une direction gère plusieurs fonds de placement, le montant de la participation est calculé pour chaque fonds de placement en fonction de la limite en pour-cent au sens de l'art. 685d, al. 1, du code des obligations.

<sup>4</sup> L'al. 3 s'applique également à chaque compartiment d'un placement collectif ouvert au sens des art. 92 ss.

50

Les établissements LPCC régissent dans une directive interne l'exercice des droits de sociétaire et de créancier ainsi que les cas dans lesquels il est permis d'y renoncer, et ils garantissent une transparence permettant aux investisseurs d'exercer les droits de sociétaire et de créancier.

51

Ils sont notamment libres de renoncer à l'exercice de ces droits ou de les déléguer à la banque dépositaire ou à des tiers pour ce qui est des affaires quotidiennes.

52

Les établissements LPCC doivent exercer eux-mêmes le droit de vote ou donner des instructions explicites pour tout autre point susceptible d'affecter durablement les intérêts des investisseurs, notamment lors de l'exercice des droits de sociétaire et de créancier revenant aux établissements LPCC en tant qu'actionnaires ou créanciers de la banque dépositaire ou d'autres personnes juridiques qui leur sont proches. Pour ce faire, ils ont le droit de se fonder sur des informations qu'ils reçoivent de la banque dépositaire, du gestionnaire, de la société elle-même, de tiers ou par le biais de la presse.

53

## 7. Participation à des plaintes collectives (class actions)

Dans l'intérêt des investisseurs, les établissements LPCC peuvent participer aux plaintes collectives qui concernent les placements collectifs qu'ils gèrent. Dans ce contexte, ils sont libres de décider d'y participer eux-mêmes, de désigner un représentant ou de céder leurs prétentions.

54

Lorsque les établissements LPCC prennent part à des plaintes collectives, ils réglementent la procédure au moyen d'une directive interne.

55

## **B Devoir de diligence**

Les établissements LPCC respectent en permanence les conditions d'autorisation au sens de l'art. 14 al. 1 LPCC.

56

Art. 14 al. 1 LPCC Conditions d'autorisation

<sup>1</sup> L'autorisation est accordée, lorsque:

- a. les personnes responsables de l'administration et de la direction des affaires jouissent d'une bonne réputation, offrent toutes les garanties d'une activité irréprochable et disposent des qualifications professionnelles appropriées;
- b. les personnes détenant une participation qualifiée jouissent d'une bonne réputation et leur influence n'est pas de nature à s'exercer au détriment d'une gestion prudente et saine;
- c. les directives internes et une organisation appropriée garantissent l'exécution des obligations découlant de la présente loi;
- d. les garanties financières sont suffisantes;
- e. les autres conditions d'autorisation prévues par la présente loi sont remplies.

57

Les établissements LPCC respectent le devoir de diligence mentionné à l'art. 20 al. 1, let. b LPCC et à l'art. 33 OPCC.

58

Art. 33 OPCC Devoir de diligence

<sup>1</sup> Les titulaires veillent à ce que les activités de décision (gestion de fortune), d'exécution (négoce et règlement) et d'administration soient séparées de manière effective.

<sup>2</sup> La FINMA peut, pour de justes motifs, prévoir des dérogations ou ordonner la séparation d'autres fonctions.

59

### 8. Dispositions organisationnelles, notamment gestion du risque, système de contrôle interne et Compliance

Les établissements LPCC assurent, via des dispositions internes et une organisation appropriée, l'accomplissement de leurs obligations légales et de leurs autres devoirs conformément à une directive interne. Ils sont en principe libres de choisir leur organisation en fonction de leur structure et de leur taille, dans le cadre des exigences prévues par la loi et les autorités concernant les mesures relatives à l'organisation et au personnel. **60**

Les établissements LPCC choisissent exclusivement, en vue de la délégation de tâches, des mandataires suffisamment qualifiés pour garantir une exécution irréprochable des tâches déléguées. **61**

Les établissements LPCC prennent les mesures nécessaires pour garantir une instruction correcte des mandataires ainsi qu'une surveillance et un contrôle adéquats de l'exécution du mandat. Ils doivent déterminer les activités déléguées dans des contrats écrits et définir notamment, de manière appropriée, les activités communes aux deux parties, leurs responsabilités et compétences respectives. Les établissements LPCC doivent d'autre part se faire accorder par contrat les droits nécessaires de regard, ainsi que les droits d'instruction et de contrôle. **62**

#### Art. 12 OPCC Organisation

- <sup>1</sup> L'organe de gestion se compose d'au moins deux personnes, tenues d'avoir leur domicile en un lieu qui leur permet d'exercer la gestion effective des affaires et d'en assumer la responsabilité.
- <sup>2</sup> Les personnes autorisées à signer au nom du titulaire signent collectivement à deux.
- <sup>3</sup> Le titulaire est tenu de décrire son organisation dans un règlement d'organisation.
- <sup>4</sup> Il emploie du personnel qualifié, jouissant des compétences requises dans son domaine d'activité.
- <sup>5</sup> Selon l'étendue et le genre d'activité, la FINMA peut exiger la mise en place d'une révision interne.
- <sup>6</sup> Si les circonstances le justifient, elle peut prévoir des dérogations à ces exigences.

**63**

#### Art. 12a OPCC Gestion des risques, système de contrôle interne et mise en conformité (compliance)

- <sup>1</sup> Le titulaire doit garantir une gestion des risques appropriée et adéquate, un système de contrôle interne (SCI), ainsi qu'une mise en conformité qui couvrent l'ensemble de ses activités.
- <sup>2</sup> La gestion des risques doit être organisée de sorte que les risques principaux puissent être détectés, évalués, suivis et surveillés de manière suffisante.
- <sup>3</sup> Le titulaire opère une séparation du point de vue fonctionnel et hiérarchique entre ses activités en matière de gestion des risques, de contrôle interne et de mise en conformité et ses activités opérationnelles, en particulier les activités liées aux décisions d'investissement (gestion de portefeuille).
- <sup>4</sup> La FINMA peut accorder des dérogations à ces exigences si les circonstances le justifient.

**64**

Les établissements LPCC règlent par écrit, sous une forme adéquate, l'organisation structurelle et fonctionnelle ainsi que le système de contrôle interne et la répartition des compétences. **65**

Les points suivants requièrent une attention particulière: **66**

- les règles de conduite et de compétence pour les situations extraordinaires (p. ex. émissions et rachats massifs de parts, suspension du négoce sur les marchés de placement, évaluation de placements rendue impossible, différences d'évaluation); **67**
- la réglementation de l'accès au logiciel utilisé pour l'évaluation, la comptabilisation et le controlling; **68**
- la gestion adéquate des risques conformément aux dispositions en vigueur, et l'information régulière des services compétents au sein des établissements LPCC; **69**
- le Business Continuity Management (BCM) approprié afin de pouvoir maintenir les processus d'affaires fondamentaux en cas d'événements internes ou externes massifs et déterminants; **70**

- l'évaluation de la fortune des placements collectifs (p. ex. cours d'évaluation admissibles, procès-verbal des interventions, vérification de vraisemblance des cours d'évaluation) devant être effectuée indépendamment des directives par les personnes responsables des décisions de placement; **71**
- la surveillance permanente du respect des restrictions de placement légales et réglementaires ainsi que de toutes les autres dispositions et prescriptions réglementaires (Compliance) applicables; **72**
- les règles de conduite et de compétence lorsque les établissements LPCC, outre l'exercice des affaires de fonds, sont parallèlement actifs dans la gestion de fortune, le conseil en placement et/ou la garde et l'administration technique de placements collectifs de capitaux. **73**

Les établissements LPCC travaillent exclusivement avec une banque dépositaire suffisamment qualifiée pour assurer une exécution irréprochable des tâches qui lui sont dévolues. Ils concluent un contrat avec la banque dépositaire, régissant notamment les activités communes et les responsabilités. **74**

L'exécution d'ordres de négoce de valeurs mobilières par la banque dépositaire ainsi que les autres prestations à fournir par celle-ci pour les établissements LPCC doivent être réglementées contractuellement. **75**

## C Devoir d'information

Les établissements LPCC respectent le devoir d'information mentionné à l'art. 20 al. 1 let c LPCC et à l'art. 34 al. 1, 2 et 3 OPCC. **76**

### Art. 34 OPCC Devoir d'information

<sup>1</sup> Les titulaires rendent les investisseurs attentifs, en particulier aux risques liés à un type de placement donné.

<sup>2</sup> Ils indiquent tous les coûts liés à l'émission et au rachat de parts ainsi qu'à l'administration du placement collectif. Ils indiquent également l'utilisation de la commission de gestion ainsi que de la perception d'une éventuelle commission de performance (*performance fee*).

<sup>3</sup> Ils garantissent, en matière d'exercice des droits attachés à la qualité de sociétaire ou de créancier, la transparence qui permet aux investisseurs de reconstituer les modalités de cet exercice.

.....

**77**

## 9. Communication avec les investisseurs

Les établissements LPCC expliquent les caractéristiques et les spécificités des investissements réalisés par les placements collectifs qu'ils gèrent sous une forme et dans un langage adaptés à la clientèle. Ils signalent notamment les risques liés à certaines formes de placements. **78**

Les établissements LPCC peuvent toutefois supposer que tout investisseur est familiarisé avec les risques de base d'un placement sur le marché monétaire, en obligations, en actions et en monnaie étrangère. **79**

Les établissements LPCC garantissent une politique d'information cohérente qui rend compte de façon adéquate du risque potentiel et de sa complexité, permettant à l'investisseur de se faire une image objective de l'évolution des placements collectifs et de leurs parts. Ils sont libres, dans le cadre des dispositions légales et d'autorégulation en vigueur, quant à la définition et à la forme des informations qu'ils transmettent. **80**

Les directions de fonds et les SICAV garantissent que les demandes de renseignement **81**

concernant les principes de calcul de la valeur nette d'inventaire, l'exercice des droits de sociétaire et de créancier ainsi que la gestion du risque ou les réclamations sont traitées avec rapidité et professionnalisme.

Les établissements LPCC s'en tiennent aux dispositions légales et d'autoréglementation en vigueur pour ce qui concerne la mise en œuvre de leur devoir d'information. **82**

**Art. 75 LPCC Prospectus**

<sup>1</sup> La direction et la SICAV publient un prospectus pour chaque placement collectif ouvert.  
<sup>2</sup> Le prospectus contient le règlement si l'endroit où ce document peut être obtenu séparément n'a pas été communiqué avant la conclusion du contrat ou la souscription aux personnes concernées. Le Conseil fédéral détermine les autres indications devant figurer dans le prospectus.  
<sup>3</sup> Le prospectus doit être remis gratuitement à toute personne qui le demande avant la souscription ou la conclusion du contrat. **83**

**Art. 76 LPCC Informations clés pour l'investisseur et prospectus simplifié**

<sup>1</sup> Les fonds en valeurs mobilières et les autres fonds en investissements traditionnels publient les Informations clés pour l'investisseur; les fonds immobiliers publient un prospectus simplifié.  
<sup>2</sup> Les informations clés pour l'investisseur précisent les principales caractéristiques du placement collectif concerné. Elles doivent permettre à l'investisseur d'évaluer le placement collectif et ses risques et de prendre des décisions en connaissance de cause.  
<sup>3</sup> Le prospectus simplifié contient un résumé des informations principales contenues dans le prospectus. Il doit être aisément compréhensible.  
<sup>4</sup> Le Conseil fédéral détermine les principales caractéristiques du placement collectif et les indications principales qui doivent être fournies. La FINMA peut préciser ces indications en tenant compte des développements internationaux.  
<sup>5</sup> Les Informations clés pour l'investisseur et le prospectus simplifié doivent être remis gratuitement à toute personne qui le demande avant la souscription ou la conclusion du contrat. **84**

**Art. 77 LPCC Dispositions communes**

<sup>1</sup> Toute publicité doit renvoyer au prospectus et aux Informations clés pour l'investisseur ou au prospectus simplifié et indiquer l'adresse à laquelle ils peuvent être obtenus.  
<sup>2</sup> Le prospectus, les Informations clés pour l'investisseur ou le prospectus simplifié et toutes leurs modifications sont présentés sans délai à la FINMA. **85**

**Art. 84 LPCC Droit à l'information**

<sup>1</sup> La direction et la SICAV informent les investisseurs qui le demandent sur les bases de calcul de la valeur nette d'inventaire des parts.  
<sup>2</sup> Lorsque les investisseurs souhaitent obtenir des informations détaillées sur des opérations déterminées de la direction ou de la SICAV, tel que l'exercice des droits découlant de la qualité de sociétaire ou de créancier, ou sur la gestion des risques, celles-ci leur donnent en tout temps les renseignements demandés.  
<sup>3</sup> Les investisseurs peuvent demander au tribunal du siège de la direction ou de la SICAV que la société d'audit ou un autre expert examine les faits qui nécessitent une vérification et lui remette un compte-rendu. **86**

**Art. 107a OPCC Exigences de base**

<sup>1</sup> Les informations clés pour l'investisseur dans les fonds en valeurs mobilières et autres fonds en placements traditionnels comprennent les indications prévues à l'annexe 3.  
<sup>2</sup> La direction et la SICAV datent les informations clés pour l'investisseur et les remettent, ainsi que chaque modification, immédiatement à la FINMA. **87**

Les établissements LPCC s'en tiennent à la directive SFAMA pour le calcul et la publication de la performance de placements collectifs pour la publication de données de performance des placements collectifs qu'ils gèrent. **88**

Les établissements LPCC communiquent toutes les rémunérations et tous les frais accessoires encourus lors de l'émission et du rachat de parts de placements collectifs ainsi que pour la gestion des placements collectifs. Ils garantissent une transparence des coûts appropriée et s'en tiennent à la directive SFAMA pour le calcul et la publication du TER de placements collectifs. **89**

## 10. Obligations d'établir un rapport et d'informer pour le gestionnaire d'actifs LPCC

**Art. 25 OPCC Convention**

Les gestionnaires de placements collectifs sont tenus de conclure avec leur clientèle une convention écrite réglant les droits et les obligations des parties, ainsi que les autres points essentiels. **90**

Le gestionnaire d'actifs LPCC respecte le devoir d'information mentionné à l'art. 20 al. 1 let. c LPCC et à l'art. 34 OPCC à l'égard de son mandant et de tiers éventuels. **91**

Si le gestionnaire d'actifs LPCC est intégré dans le calcul (et la publication) de données de performance pour les placements collectifs qu'il gère, il respecte les standards reconnus **92**

sur le plan international concernant:

- la méthode de calcul; 93
- une période appropriée (p. ex. 1, 3 et 5 ans, ou depuis la création du fonds); 94
- le choix d'indices de référence (benchmarks) adéquats. 95

Il présente spontanément les différences par rapport aux standards lors de la reddition des comptes. 96

Le gestionnaire d'actifs LPCC informe son mandant de manière appropriée sur: 97

- les conflits d'intérêts potentiels; 98
- les processus et stratégies de placement, les facteurs de risque (p. ex. éventuels problèmes de liquidité), les opérations sur dérivés, les produits structurés, etc.; 99
- les changements importants intervenus au sein du personnel ou dans l'organisation. 100

Le gestionnaire d'actifs LPCC conclut avec le mandant une convention écrite sur les droits et devoirs respectifs et les autres conditions de fourniture de prestations. 101

La convention écrite contient notamment des renseignements sur les points suivants: 102

- étendue des compétences du gestionnaire d'actifs LPCC; 103
- objectifs et restrictions de placement conformément aux dispositions déterminantes des documents du placement collectif; 104
- monnaie de référence conformément aux dispositions déterminantes des documents du placement collectif; 105
- placements autorisés, techniques de placement, opérations sur dérivés et produits structurés; 106
- méthode et périodicité de reddition des comptes vis-à-vis du mandant; 107
- genre, modalités et éléments de rémunération du gestionnaire d'actifs LPCC dans le respect de l'art. 21 al. 2 LPCC; 108
- possibilité de délégation de tâches à des tiers. A cet égard, l'art. 18b al. 3 LPCC et l'art. 26 OPCC demeurent réservés; 109
- devoir d'annonce (si nécessaire et s'il n'est pas déjà régi par ailleurs). 110

## **D Devoirs de diligence et de fidélité dans la distribution de placements collectifs**

En matière de distribution, les établissements LPCC respectent les dispositions de l'art. 24 LPCC en relation avec l'art. 34 al. 2<sup>bis</sup> et 4 et l'art. 34a OPCC. 111

<p><b>Art. 24 LPCC Autres règles de conduite</b>  <sup>1</sup> Les titulaires prennent les mesures nécessaires pour assurer une acquisition sérieuse et un conseil objectif des clients.  <sup>2</sup> Les titulaires recourant à des tiers pour la distribution de parts de placements collectifs doivent conclure un contrat de distribution.  <sup>3</sup> Les titulaires et les tiers auxquels ils ont recours pour la distribution conignent par écrit les besoins du client dont ils ont fait l'inventaire ainsi que les raisons motivant la recommandation d'acquérir un placement collectif précis. Ils remettent cet inventaire au client.</p>	<b>112</b>
<p><b>Art. 34 al. 2<sup>bis</sup> et 4 OPCC Devoir d'information</b>  <sup>2bis</sup> Le devoir d'information relatif aux indemnités de distribution s'applique à la nature et au montant de toutes les commissions et de tous les autres avantages pécuniaires destinés à rémunérer l'activité du distributeur.  <sup>4</sup> La direction et le gestionnaire de placements collectifs qui achètent, pour le compte de clients, des parts d'un placement collectif qu'ils gèrent sont tenus d'informer les clients des prestations perçues à cet effet.</p>	<b>113</b>
<p><b>Art. 34a OPCC Obligation d'inventaire</b>  <sup>1</sup> L'obligation de dresser un inventaire selon l'art. 24, al. 3, de la loi s'applique aux opérations de distribution au sens de l'art. 3 de la loi.  <sup>2</sup> La forme et le contenu de l'inventaire se fondent sur les règles de conduite liées à une autorégulation reconnue comme standard minimal par la FINMA, conformément à l'art. 7, al. 3, de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers.</p>	<b>114</b>
<p>A cet égard, ils doivent respecter les directives de l'ASB relatives à l'obligation d'inventaire.</p>	<b>115</b>
<p>Les établissements LPCC et tous les autres intermédiaires financiers distribuent les fonds qu'ils gèrent exclusivement par l'intermédiaire de distributeurs garantissant une activité commerciale irréprochable.</p>	<b>116</b>
<p>Dans la mesure où ils versent des indemnités de distribution, ils appliquent vis-à-vis des distributeurs un système de rémunération de nature à encourager un conseil à la clientèle irréprochable et l'entretien de relations à long terme avec ladite clientèle.</p>	<b>117</b>
<p>Les établissements LPCC et tous les autres intermédiaires financiers concluent des contrats de distribution sur la base exclusive des directives édictées par la SFAMA pour la distribution de placements collectifs de capitaux, incluant les «Dispositions pour les distributeurs», et du modèle de contrat de distribution. Ils régissent les détails dans une directive interne.</p>	<b>118</b>

## **IV Entrée en vigueur**

Les présentes règles de conduite ont été adoptées par le Comité de la Swiss Funds & Asset Management Associations SFAMA le 7 octobre 2014. Elles entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et remplacent les règles de conduite du 30 mars 2009 pour le secteur suisse des fonds de placement, et celles du 31 mars 2009 pour les gestionnaires de placements collectifs. Il existe un délai transitoire jusqu'au 31 décembre 2015, pendant lequel les directions de fonds, SICAV, SCPC, SICAF, gestionnaires d'actifs LPCC et représentants de placements collectifs étrangers ainsi que leurs mandataires doivent effectuer les travaux de mise en œuvre nécessaires à l'adaptation des contrats existants.

**119**





ASG – Association suisse des gérants de fortune

## Code suisse de conduite

relatif à l'exercice de la profession de gérant de fortune indépendant

## Art. 1

## Préambule

- Cherchant à préserver et à accroître, en Suisse et à l'étranger, la réputation professionnelle des gérants de fortune indépendants suisses,
- souhaitant contribuer efficacement à la protection des investisseurs,
- et au fonctionnement de marchés financiers intègres,
- désireuse d'apporter une contribution efficace à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme,

l'Association Suisse des Gérants de Fortune (ASG), en tant qu'organisme chargé de la défense des intérêts et de la réputation de la profession, a élaboré le présent Code de conduite.

Le Code de conduite ne modifie en rien l'obligation de confidentialité. Il ne peut et ne veut pas:

- étendre au territoire suisse le champ d'application de la législation étrangère en matière de devises, de fiscalité et d'économie et déclarer qu'elle doit être observée par les gérants de fortune indépendants (sauf si les traités internationaux en vigueur et la législation suisse le prévoient déjà);
- s'écarter de la jurisprudence actuelle dans le domaine du droit international;
- modifier les dispositions de droit civil qui régissent les rapports entre les membres et leurs clients.

Le Code de conduite assure la codification, avec effet contraignant, de règles applicables à une gestion conforme à l'éthique professionnelle.

Il vise à définir les principes liés à la gestion de fortune indépendante en tant qu'activité commerciale.

Le présent Code suisse de conduite est reconnu par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) comme «règles de conduite» au sens de l'art. 6 OPCC<sup>1</sup>. Les négociants en valeurs mobilières et les gestionnaires de placements collectifs de capitaux peuvent appliquer le présent Code de conduite comme standard minimum reconnu par la FINMA pour leurs activités dans le domaine de la gestion de fortune individuelle.

<sup>1</sup> La référence renvoie à l'article 3 al. 2 lit. c de la LPCC dans sa version du 1<sup>er</sup> juin 2013.

## Art. 2

## Champ d'application

Le Code de conduite s'applique aux membres de l'Association Suisse des Gérants de Fortune (ASG) selon les Statuts de l'association.

Le Code de conduite s'applique aux membres de l'association sous surveillance étatique pour l'exercice de la profession pour autant que les lois auxquelles ils sont soumis ou l'autorité de surveillance dont ils dépendent ne leur imposent pas d'obligations supplémentaires.

Lorsque des gérants de fortune non membres de l'Association Suisse des Gérants de Fortune (ASG) se réfèrent au Code de conduite, ils sont tenus de le respecter. Le respect du Code de conduite doit faire l'objet d'un système de contrôle et de sanctions. Par ailleurs, ces gérants de fortune ne sont pas autorisés à se désigner de quelque façon que ce soit comme membres de l'ASG ou affiliés à elle.

D'un point de vue matériel, le présent Code de conduite s'applique à la fourniture de prestations financières, notamment à la gestion de fortune, au conseil en placement et à la planification financière.

## Art. 3

## Indépendance de la gestion de fortune

Le gérant de fortune indépendant exerce sa profession librement et sous sa propre responsabilité. Dans ses activités professionnelles, il se consacre à sa tâche de conseiller du client pour toutes les questions financières et patrimoniales. Il est conscient de sa responsabilité et du rôle déterminant que peut revêtir son activité pour l'existence économique de son client.

Le gérant de fortune indépendant défend les intérêts de ses clients conformément au présent Code de conduite.

**Dispositions d'exécution:**

1. Sont considérés comme indépendants les gérants de fortune qui disposent, dans le cadre de la fourniture de leurs prestations, de toute la liberté nécessaire pour décider des placements et de la politique de placement, et ce malgré une éventuelle participation majoritaire détenue par

un tiers. Sous réserve de coopérations transparentes entre sociétés d'un même groupe en faveur du client, les gérants de fortune indépendants ne doivent pas être liés par des obligations d'exclusivité lorsqu'ils proposent la fourniture de prestations et de produits financiers.

2. L'indépendance de la gestion de fortune exige que:

- les transactions soient menées dans l'intérêt du client, et notamment sans pratiques de barattage («churning»);
- les transactions pour lesquelles les intérêts du gérant de fortune sont en conflit avec ceux du client soient menées de telle sorte que le client ne puisse être désavantagé;
- le gérant de fortune prenne des mesures organisationnelles adaptées à la taille et à la structure de son entreprise pour éviter les conflits d'intérêt, en particulier par le biais d'une séparation fonctionnelle, par la limitation du flux d'informations et par d'autres mesures, notamment le système salarial de ses employés chargés de la gestion de fortune;
- les conflits d'intérêt qui n'ont pas pu être évités par des mesures organisationnelles appropriées soient déclarés au client.

3. Le gérant de fortune édicte, pour ses propres activités et celles de ses collaborateurs qui ont connaissance de transactions planifiées ou exécutées pour le compte de clients, des directives appropriées visant à éviter l'obtention de tout avantage patrimonial par le biais d'un comportement abusif (cf. la disposition d'exécution n° 9). Il peut ainsi autoriser d'emblée les transactions qui, du fait de leur volume, ne sont pas susceptibles d'influencer les cours.

4. Le gérant de fortune recommande à ses clients les banques et les négociants en valeurs mobilières qui présentent les meilleures garanties en termes de prix, de délais d'exécution et de volumes («best execution»), ainsi qu'une solvabilité suffisante.

5. L'indépendance de la gestion de fortune exige en outre que:

- l'on fasse appel à des spécialistes pour les opérations impliquant des connaissances particulières;

- l'on considère l'ensemble de la situation patrimoniale du client afin de le conseiller au mieux dans le choix de sa politique de placement. Le gérant recueille à cet effet les informations quant aux besoins de placement du client, sa propension au risque et sa capacité à absorber les risques, afin d'établir un profil de risque. L'actualité des informations recueillies est vérifiée périodiquement ainsi que lorsque des éléments montrent des changements substantiels dans l'information recueillie. Si le gérant constate que les éléments du profil de risque ne répondent plus à la situation actuelle du client, il le consigne par écrit, en informe le client et complète ou renouvelle le profil de risque.

Si le client refuse de donner des précisions sur l'ensemble de sa situation patrimoniale, il doit être informé de manière appropriée des éventuels risques particuliers qu'il court de ce fait. L'art. 6 s'applique par analogie.

#### Art. 4

### Préservation et promotion de l'intégrité du marché

Le gérant de fortune indépendant reconnaît l'importance de l'intégrité et de la transparence des marchés financiers. En tant qu'acteur du marché, il se comporte conformément aux règles de la bonne foi, et s'interdit tout comportement qui nuirait à une formation des prix transparente et conforme au marché. Il s'interdit tout placement et toute activité qui induirait une manipulation indue des cours.

#### Dispositions d'exécution:

6. Les ordres du gérant de fortune sont décidés sur la base d'informations publiées ou accessibles au public, ou d'informations qui en découlent. Toute autre information doit être considérée comme confidentielle. L'exploitation d'informations confidentielles susceptibles d'influencer les cours n'est pas admise.

A ce titre, les informations sont considérées comme

*susceptibles d'influencer les cours* lorsqu'elles sont propres à influencer de manière considérable la cotation ou le prix en bourse de la valeur mobilière en question;

*accessibles au public* lorsqu'elles sont publiées et diffusées dans les médias ou par les canaux d'informations financiers usuels;

*rendues publiques* lorsqu'elles sont communiquées à des tiers par l'émetteur dans le but de les rendre accessibles au grand public.

7. Le gérant de fortune ne divulgue des informations susceptibles d'influencer les cours que s'il est convaincu, en toute bonne foi, de leur exactitude.

Les gérants de fortune qui publient régulièrement des analyses financières, des recommandations de placement et financières liées à des valeurs mobilières déterminées s'abstiennent d'effectuer des transactions touchant les valeurs mobilières concernées (y compris leurs dérivés), que ce soit pour leur propre compte ou pour le compte de clients qui leur ont confié un mandat de gestion discrétionnaire, et ce du début de l'élaboration de l'analyse financière, de la recommandation de placement ou de la recommandation financière destinée à être publiée, et cela jusqu'à sa publication.

Sont considérées comme analyses financières, recommandations de placement ou recommandations financières les publications recommandant d'effectuer des transactions portant sur des valeurs mobilières déterminées, sur la base du suivi et de l'évaluation de données et d'informations économiques au sujet d'un émetteur déterminé. Ne sont pas considérées comme des analyses financières les publications qui reposent sur des analyses purement techniques («charts») et celles qui ne se réfèrent pas à un émetteur déterminé mais à des secteurs ou à des pays.

8. Le gérant de fortune s'interdit d'exploiter la connaissance d'ordres de clients pour exécuter préalablement, parallèlement ou immédiatement après des opérations pour son propre compte («front running», «parallel running», «after running»). Sont aussi considérées comme des ordres de clients les transactions effectuées dans le cadre d'une gestion de fortune discrétionnaire. L'accord exprès du client est réservé.
9. Les ordres passés pour le compte du gérant de fortune ou pour le compte de tiers doivent reposer sur des bases économiques et refléter le rapport réel entre l'offre et la demande. Les transactions fictives, en particulier celles qui visent à influencer la liquidité ou les cours, sont prohibées.
10. Le gérant de fortune informe ses clients de leur obligation de déclarer les participations, conformément à la loi fédérale sur les bourses et le

commerce de valeurs mobilières (Loi sur les bourses), si les valeurs patrimoniales qu'il gère, le laissent penser qu'une telle obligation de déclarer existe.

Le gérant de fortune qui, à la faveur de mandats de gestion discrétionnaire, peut exercer les droits de vote pour plusieurs clients, doit se conformer à l'obligation de déclarer prévue par la Loi sur les bourses, si les conditions en sont réalisées. Pour le calcul des droits de vote, il tient compte des droits qu'il est autorisé à exercer aussi bien en vertu des procurations qui lui ont été conférées que des contrats de gestion de fortune.

Si le gérant de fortune coordonne les droits de vote de plusieurs clients sans être lui-même habilité à les exercer, il doit remplir lui-même l'obligation de déclarer.

#### Art. 5

### Garantie d'une gestion irréprochable des activités

Le gérant de fortune indépendant s'assure que toutes les personnes chargées de fournir des prestations répondent aux exigences professionnelles et personnelles requises pour mener à bien leurs tâches. Il veille par ailleurs à mettre en place pour son activité une organisation appropriée.

Le gérant de fortune indépendant veille à la gestion financière ordonnée de son entreprise.

Dans le cadre de son activité, il met tout en œuvre pour prévenir activement et combattre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

#### Dispositions d'exécution:

11. L'organisation du gérant de fortune doit être adaptée à la taille de son entreprise et aux risques qu'il génère pour ses clients (patrimoine sous gestion, stratégies de placement mises en œuvre, choix des produits), et garantir le bon fonctionnement des marchés financiers ainsi que la bonne réputation de la profession et de la place financière suisse.

Le gérant s'assure de l'adéquation permanente des placements avec le profil de risque, avec le contrat de gestion ainsi qu'avec d'autres instructions, éventuellement dérogatoires, du client. Pour autant que la stratégie de placement l'y autorise, le gérant de fortune s'assure de la diversification appropriée des risques.

12. Le gérant de fortune prend les dispositions adéquates pour assurer la pérennité de ses services à ses clients. S'il ne dispose pas à l'interne d'un remplaçant pour la seule personne chargée de la gestion de la fortune du client, qui soit à même de reprendre l'activité de ce dernier en cas de décès ou d'incapacité, il doit garantir la poursuite de son activité par la mise en œuvre d'un autre gérant de fortune ou d'une banque, et en informer ses clients.
13. Le gérant de fortune gère les valeurs patrimoniales déposées en banque en s'appuyant sur une procuracion limitée aux actes de gestion.
- S'il est chargé de fournir au client des prestations nécessitant des pouvoirs plus étendus, il doit documenter en conséquence les fondements et l'exercice de ces activités.
- L'activité d'organe de personnes morales et d'institutions juridiquement autonomes à patrimoine affecté (en particulier de fondations), ainsi que celle de trustee demeurent réservées.
14. La responsabilité propre du gérant de fortune exige qu'il assure sa formation continue et celle des personnes qu'il emploie, dans tous les domaines de leur activité professionnelle, par la participation à des séminaires de formation et de perfectionnement, ou de manière autonome. Le gérant de fortune est tenu de respecter les dispositions spécifiques relatives à la formation en matière de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
15. En matière de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, le gérant de fortune indépendant est soumis aux prescriptions de son autorité de surveillance ou de son organisme d'autorégulation.
- Les membres actifs de l'ASG affiliés à l'organisme d'autorégulation sont soumis aux dispositions en vigueur du Règlement sur la prévention et la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
16. Dans le cas où il demande à une autre entreprise (le prestataire) de fournir de manière autonome et durable une prestation essentielle pour le gérant de fortune (externalisation de domaines d'activité, outsourcing), le gérant de fortune doit respecter les principes suivants:
- Le prestataire doit être choisi, instruit et contrôlé avec soin. Le choix du prestataire doit tenir compte de ses compétences et intervenir après leur vérification. Le prestataire doit par ailleurs être en mesure de fournir la prestation considérée de manière sûre et durable.
  - L'externalisation de la prestation intervient toujours sous la responsabilité du gérant de fortune.
  - Le respect du devoir de discrétion doit être garanti conformément à l'art. 8 et aux dispositions d'exécution correspondantes.
  - L'externalisation doit être régie par un contrat écrit avec indication claire des tâches du délégataire.
  - Pour être en mesure de vérifier que les dispositions du présent Code de conduite sont respectées, les organismes compétents doivent pouvoir accéder aux documents et aux systèmes techniques du prestataire.
- Sont en particulier considérés comme externalisation de domaines d'activité:
- a) le suivi du client par des entreprises et des personnes externes (entreprises tierces, indépendants et agents);
  - b) la délégation, au moyen de sous-procuracions, de la gestion de la fortune des clients;
  - c) l'externalisation de l'analyse financière ou de l'élaboration de propositions de placement et de portefeuilles-types à un prestataire unique;
  - d) l'exécution de tâches de «compliance», notamment dans le domaine de la prévention et de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme;
  - e) l'externalisation de systèmes de traitement de données contenant des données relatives au client (p. ex. gestion externe de bases de données client, de systèmes d'information sur la fortune des clients ou de systèmes de transmission des ordres gérés par des tiers);
  - f) la conservation de dossiers dans des locaux qui n'appartiennent pas au gérant de fortune ou ne sont pas loués par lui. Les dispositions relatives à la prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme demeurent réservées.
- La délégation de prestations doit se faire dans l'intérêt du client.

Lors de l'externalisation d'activités selon les lettres a) à c), le délégataire doit respecter des règles déontologiques comparables à celles applicables au gérant de fortune.

Ne sont pas considérés comme une externalisation de domaines d'activité:

- a) l'externalisation de la comptabilité financière du gérant de fortune;
- b) la création et la gestion de succursales non indépendantes en Suisse ou à l'étranger;
- c) le recours à des experts dans le cadre de la structuration individuelle du patrimoine ainsi que dans les domaines du conseil juridique ou fiscal;
- d) le recours aux systèmes de traitement des données des banques dépositaires afin de passer des ordres et d'en surveiller l'exécution, de contrôler le dépôt ainsi que d'acquiescer des informations financières;
- e) l'hébergement de sites Internet qui ne contiennent pas de données client;
- f) la maintenance (y compris à distance) des systèmes internes de traitement des données.

Les négociants en valeurs mobilières respectent lors de l'externalisation de domaines d'activité la Circulaire FINMA 08/7. Les gestionnaires de placements collectifs autorisés respectent lors de l'externalisation de domaines d'activité les dispositions de l'Ordonnance de la FINMA sur les placements collectifs (Art. 66).

- 17. Le gérant de fortune tient une comptabilité conforme aux dispositions légales. Il dote son entreprise des moyens financiers adéquats et il compense, dans un délai raisonnable, les découverts au bilan en fournissant des moyens supplémentaires.
- 18. Le gérant de fortune documente ses activités de telle sorte que les autorités compétentes et les organismes d'autorégulation ou les organes de révision qu'ils mandatent puissent s'assurer du respect des dispositions du présent Code de conduite.

## Art. 6

### Obligation d'informer

Le gérant de fortune indépendant est tenu d'informer son client sur

- a) son entreprise et les prestations offertes, y compris sur son habilitation à les fournir;
- b) les risques particuliers liés aux prestations convenues;
- c) sa rémunération, y compris sur les avantages patrimoniaux résultant de bonifications émanant de tiers.

#### Dispositions d'exécution:

- 19. Le gérant de fortune remplit son obligation d'informer en fonction du degré d'expérience des affaires du client et des connaissances techniques de ce dernier. Dans tous les cas, il informe ses clients sur la stratégie de placement à mettre en œuvre sur la base du profil de risque et les fait participer dans la détermination de la stratégie, en tenant compte de leur expérience et de leurs instructions. Le gérant revoit périodiquement les stratégies de placement et les bases de ces dernières et informe le client en cas de modification.

Dans le cas de clients professionnels, le gérant de fortune peut partir du principe que les informations prévues aux lettres a) et b) de l'art. 6 sont connues.

Sont considérés comme clients professionnels les banques, les négociants en valeurs mobilières, les directions de fonds, les sociétés d'assurance, ainsi que les entités de droit public, les institutions de prévoyance et les personnes morales dotées d'une trésorerie professionnelle.

- 20. Lors de l'établissement de toute relation d'affaires, le gérant de fortune informe ses clients sur son entreprise, son siège, les moyens de communication par lesquels le client peut communiquer avec le gérant de fortune, ainsi que sur les règles applicables à l'exercice de sa profession. Il les renseigne par ailleurs sur les prestations offertes et leurs caractéristiques essentielles (p. ex. gestion de valeurs patrimoniales déposées en banque, conseil en placement, distribution de produits financiers, choix des contreparties lors de l'exécution des ordres).

Si le gérant délègue tout ou partie de la gestion en conférant une sous-procuration, il doit en informer le client.

Le gérant de fortune informe ses clients de toute modification de ces informations ainsi que des changements substantiels dans son personnel, son organisation, sa structure juridique ou les participations dans son capital, pour autant qu'ils touchent directement le client.

21. Le gérant de fortune signale comme telles ses communications de marketing, si elles ne sont pas immédiatement identifiables.

22. Lorsqu'il renseigne sur les risques liés aux prestations fournies, le gérant de fortune peut partir du principe que chaque client connaît les risques habituellement liés à l'achat, à la vente et à la détention de valeurs mobilières. En font en particulier partie les risques de solvabilité et de cours pour les actions, les obligations et les placements collectifs qui investissent dans ces valeurs mobilières. L'obligation d'informer porte donc sur les facteurs de risque qui dépassent ces risques courants dans les opérations comportant un potentiel de risque accru (p. ex. produits dérivés, «securities lending») ou présentant un profil de risque complexe (p. ex. produits structurés).

Pour les opérations dont le potentiel de risque dépasse celui qui est habituellement lié à l'achat, à la vente et à la détention de valeurs mobilières, le gérant de fortune peut respecter son obligation d'information de manière standardisée (p. ex. au moyen d'un document d'information sur les risques) ou individualisée. Si le client a déjà été informé des risques par la banque dépositaire, le gérant de fortune peut se dispenser de communiquer à nouveau ces informations.

Si le gérant de fortune a opté pour une information individualisée, il détermine le degré d'expérience des affaires du client en faisant preuve de la diligence requise par les circonstances et adapte en conséquence les informations fournies.

23. Le gérant de fortune n'a pas d'obligation d'informer sur les risques liés à des opérations particulières si le client atteste dans une déclaration écrite distincte qu'il connaît les risques liés à ces opérations, lesquelles doivent être désignées avec précision, et qu'il renonce à des informations complémentaires.

Si le client a remis une déclaration dans ce sens à sa banque dépositaire, elle ne vaut pas pour le gérant de fortune.

24. Si le client demande au gérant de fortune de fournir une prestation pour laquelle ce dernier ne dispose pas de connaissances suffisantes, il doit en être informé.

Si le gérant de fortune ne souhaite pas s'expliquer à ce sujet, il doit refuser de fournir la prestation.

Le recours aux spécialistes compétents demeure réservé.

25. Le gérant de fortune est tenu d'informer ses clients sur ses honoraires ainsi que sur toutes les bonifications de tiers qui lui reviennent ou pourraient lui revenir en lien avec les prestations considérées, quel que soit leur fondement juridique. Il les rend attentifs aux conflits d'intérêts qui peuvent être liés à la perception de telles bonifications. Lorsque leur montant ne peut pas être chiffré à l'avance parce qu'il dépend d'éléments ou de résultats futurs, le gérant informe de manière compréhensible ses clients des paramètres de calcul et des fourchettes de valeurs des bonifications qu'il reçoit ou pourrait recevoir de tiers.

Si ces bonifications ou des honoraires globaux couvrent aussi des prestations de marketing ou d'autres services, le gérant de fortune en informe le client.

A la demande du client, le gérant l'informe sur l'importance des bonifications de tiers dont il a déjà bénéficié.

## Art. 7

### Contrat de gestion de fortune

Le gérant de fortune indépendant conclut avec ses clients un contrat de gestion de fortune écrit.

Ce contrat écrit

- détermine l'étendue du mandat,
- définit le profil d'investissement, la stratégie de placement ou l'allocation des actifs, ainsi que les éventuelles restrictions de placement,
- décrit la manière, la périodicité et l'étendue des rapports et comptes rendus,
- détermine le montant ou le mode de calcul des honoraires relatifs à l'exécution du mandat.

#### Dispositions d'exécution:

26. L'obligation de conclure un contrat de gestion de fortune est liée à l'existence d'une procuration permettant de disposer de la fortune d'un tiers (pouvoir de gestion ou procuration générale).

Un contrat écrit n'est pas nécessaire pour les relations d'affaires dont le seul objet est la fourniture de prestations de conseil en placement.

En cas de vente de parts de placements collectifs ou de produits d'assurance, les dispositions du droit fédéral applicables doivent en outre être respectées.

27. Les points à régler dans le contrat écrit de gestion de fortune sont mentionnés dans l'annexe A.

28. Si le contrat prévoit une gestion discrétionnaire, cette dernière doit se limiter aux opérations figurant à l'annexe B.

Le pouvoir discrétionnaire du gérant de fortune peut aussi être limité par le biais de directives spécifiques relatives à des points précis, conformément au chiffre 3.3 de l'annexe A.

Dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, le gérant de fortune doit éviter les risques liés à une concentration inhabituelle des investissements sur un nombre de produits trop limité.

29. Les instructions du client qui ne sont pas couvertes par le contrat de gestion de fortune doivent être consignées de manière appropriée, par écrit ou sous forme électronique.

30. Dans le contrat de gestion de fortune, le gérant de fortune convient avec ses clients si et dans quelle mesure les bonifications qu'il perçoit en relation avec les prestations fournies sont répercutées sur les clients.

31. La rétribution des services rendus par le gérant de fortune est convenue par écrit avec le client et peut s'échelonner en fonction du volume des valeurs patrimoniales à gérer et en fonction du volume de travail que cela implique. Le mode de calcul des honoraires doit être indiqué de manière claire et univoque. La rétribution applicable à la gestion des valeurs patrimoniales déposées en banque doit répondre aux principes suivants:

- honoraires de gestion de maximum 1,5% p. a. sur les actifs gérés; ou
- honoraires de performance de maximum 20% de la plus-value nette en capital, compte tenu des apports et retraits ainsi que des éventuelles pertes non réalisées. Sont à déduire les pertes reportées, c'est-à-dire les pertes de périodes comptables précédentes qui n'ont pas encore été compensées par des bénéfices; ou
- honoraires de gestion de maximum 1% p.a. et honoraires de performance de maximum 10%, lorsque les deux systèmes d'honoraires ci-dessus sont combinés.

Peuvent également être appliqués des modèles de rémunération similaires qui, sur la durée

moyenne attendue de la relation d'affaires, conduisent à un niveau d'honoraires du même ordre.

Si le gérant de fortune fournit des services plus étendus, il est en droit de les facturer séparément selon un tarif à convenir expressément.

En cas de stratégies de placement particulièrement onéreuses à mettre en œuvre, il peut être dérogé aux principes ci-dessus. Cette dérogation aux principes de rémunération doit impérativement être mentionnée dans le contrat de gestion de fortune. Le client doit être informé des motifs et de l'importance de la dérogation aux principes de rémunération.

32. Si le gérant de fortune effectue lui-même des évaluations de performance pour ses clients, il doit appliquer une méthode de calcul conforme aux normes internationalement reconnues, couvrir une période appropriée (p. ex. 1, 3 ou 5 ans ou depuis le début du mandat) et utiliser le cas échéant une sélection d'indices de référence («benchmarks»).

Dans le cadre de la reddition des comptes, il déclare spontanément les éventuels écarts par rapport aux standards appliqués.

Si la reddition des comptes s'effectue exclusivement sur la base des décomptes établis par la banque dépositaire, le gérant de fortune doit relever que ses honoraires ne figurent pas parmi les frais, de sorte que la présentation de la performance est susceptible d'être faussée au détriment du client.

## Art. 8

### Confidentialité

Dans le cadre des lois et du présent Code de conduite, les gérants de fortune indépendants sont tenus à une confidentialité absolue sur tout ce qui leur est confié ou communiqué dans l'exercice de leur profession et de leurs activités.

#### Dispositions d'exécution:

33. En cas de recours à des tiers pour la fourniture des prestations ou de délégation de tâches à des tiers, le gérant de fortune doit garantir que ces tiers respectent l'obligation de confidentialité dans une mesure identique à lui-même. Les tiers doivent déclarer expressément qu'ils s'obligent à garantir la confidentialité.



En cas de recours à des tiers pour la fourniture de prestations ou de délégation de tâches à des tiers, le gérant de fortune doit en outre s'assurer que les données personnelles des clients ne soient utilisées et traitées que dans la mesure qui lui serait également permise. Il veille aussi à ce que les obligations légales ou contractuelles de confidentialité des données soient respectées. Les tiers impliqués doivent déclarer expressément se soumettre à ces obligations.

34. Il appartient au gérant de fortune de prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour protéger les données personnelles qui lui sont confiées.

## Art. 9

### Opérations de dépôt illicites

Les gérants de fortune indépendants n'acceptent de leurs clients aucun dépôt au sens de la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne, à moins de bénéficier d'une licence bancaire. Ils ne gèrent pour leurs clients aucun compte d'exécution, à moins de bénéficier d'une autorisation d'exercer l'activité de négociant en valeurs mobilières.

Les gérants de fortune indépendants ne confondent pas les valeurs patrimoniales à eux confiées par leurs clients dans des placements collectifs sans attribution individuelle ni dans des comptes ou dépôts globaux.

#### Dispositions d'exécution:

35. Est considérée comme acceptation de dépôts la récolte de fonds de clients sur des comptes bancaires ou postaux, lorsque l'attribution aux différents clients est du ressort exclusif du gérant de fortune. Il est par ailleurs licite pour le gérant de fortune de faire transiter par ses propres comptes des versements émanant de ses clients ou des versements qui leur sont destinés.
36. Le mélange de valeurs patrimoniales sur des comptes ou dépôts de négociants en valeurs mobilières ou de banques n'est autorisé que si l'attribution de ces capitaux est effectuée par un négociant en valeurs mobilières autorisé ou par la banque.

Demeurent réservés les instruments de placements collectifs de capitaux.

## Art. 10

### Avoirs sans nouvelles

Le gérant de fortune indépendant prend des mesures préventives visant à éviter que le contact avec ses clients soit rompu et qu'il résulte des relations d'affaires sans nouvelles.

Lorsque des avoirs sont sans nouvelles, le gérant de fortune indépendant sauvegarde les prétentions des ayants droit. Tout en respectant son obligation de confidentialité, il entreprend les démarches appropriées afin que les avoirs sans nouvelles reviennent à leurs ayants droit.

#### Dispositions d'exécution:

37. Au sens de l'art. 10 du présent Code de conduite, on entend par:

*Contact:* toute information, instruction, communication ou déclaration émanant du client, de son fondé de procuration ou de son héritier, qui déclenche une activité du gérant de fortune ou une inscription au dossier.

*Absence de contact:* elle intervient d'une part lorsque le client ou son fondé de procuration s'abstient de tout contact et, d'autre part, lorsque le gérant de fortune n'est plus en mesure de contacter le client ou d'éventuels fondés de procuration, ainsi qu'en cas de certitude quant au décès du client et d'absence d'informations sur les héritiers. L'absence de contact intervient aussi lorsqu'en cas de décès du client, l'éventuel fondé de procuration ou successeur légal s'abstient de contribuer à l'établissement de la succession en temps opportun.

*Déshérence:* absence de tout contact avec le client ou ses successeurs légaux pendant 10 ans, en particulier aussi s'agissant de clients poste restante. L'absence de nouvelles intervient également lorsque le gérant de fortune a connaissance, sur la base d'indications concrètes, que le client est décédé et qu'aucun contact ne peut être établi avec d'éventuels fondés de procuration ou successeurs légaux.

38. Lors de l'établissement d'une relation d'affaires durable, le gérant de fortune collecte des informations sur les héritiers probables du client.

En cas de refus du client de communiquer ces informations, le gérant de fortune est tenu de l'informer sur les risques liés aux avoirs sans nouvelles.

39. En cas d'absence de contact ou d'état de déshérence, le gérant de fortune continue d'exécuter son mandat conformément au contrat. Si la stratégie d'investissement définie avec le client ou les instructions qu'il a données sont manifestement contraires à ses intérêts, le gérant de fortune peut procéder aux adaptations nécessaires dans la stratégie de placement. Pour les relations d'affaires pour lesquelles l'activité de gestion n'est possible que sur instructions du client, le gérant de fortune peut prendre les mesures nécessaires afin de protéger les avoirs du client.

40. Les droits du client ou de ses successeurs légaux envers le gérant de fortune demeurent préservés en cas d'absence de contact et d'état de déshérence. Le gérant de fortune renonce en principe à résilier les relations contractuelles avec ses clients au seul motif d'une absence de contact.

41. En cas de relation de clientèle sans contact, le gérant de fortune conserve les documents contractuels au-delà du délai de conservation légal (art. 958f CO) et jusqu'à la liquidation ou jusqu'au rétablissement du contact avec le client. La conservation prolongée des relevés de compte ou de dépôt n'est pas nécessaire si la conservation en est assurée par la banque.

42. En cas d'absence de contact, le gérant de fortune prend des mesures appropriées afin que le patrimoine revienne aux ayants droit.

Sont en particulier considérées comme des mesures appropriées:

- les recherches effectuées dans des registres publics (p. ex. annuaires téléphoniques, registres du commerce, etc.),
- l'information à la banque dépositaire du client de l'existence chez le gérant de fortune d'un cas d'absence de contact,
- l'information de l'ombudsman institué par l'Association suisse des banquiers conformément à ses Directives relatives au traitement d'avoirs sans contact et en déshérence auprès de banques suisses, pour autant que les avoirs du client sont déposés auprès d'une banque suisse,
- l'information d'organisations étrangères équivalentes, pour autant qu'elles soient soumises à des règles appropriées de confidentialité.

Le gérant de fortune est en droit de réclamer au client ou à ses héritiers une indemnité pour les efforts fournis.

43. En cas de déshérence au sens de la loi, respectivement de l'ordonnance, sur les banques, le gérant de fortune collabore dans la mesure de ses moyens à la recherche d'information ou au transfert des avoirs.

Annexe A:

## Points à régler dans le contrat écrit de gestion de fortune

Les points suivants constituent un standard minimum à régler dans le contrat écrit de gestion de fortune. Les parties restent libres d'en définir le contenu dans le cadre des dispositions du présent Code de conduite applicables au contrat de gestion de fortune (art. 7 et ses dispositions d'exécution).

1. Désignation exacte des parties
2. Relations bancaires concernées (dans tous les cas où des valeurs patrimoniales sont déposées auprès d'une banque)
3. Mandat et pouvoirs de gestion des valeurs patrimoniales (y compris l'octroi de la compétence de déléguer des tâches)
  - 3.1 Objectif(s) de placement du client, qui peuvent aussi être consignés dans un procès-verbal d'entretien;
  - 3.2 Monnaie de référence;
  - 3.3 La portée de la gestion discrétionnaire, de la gestion conforme à des directives spécifiques ou à des instructions particulières, lesquelles peuvent également être consignées dans un procès-verbal d'entretien.
 

En cas de directives spécifiques ou d'instructions particulières, ces dernières doivent être consignées dans le contrat de gestion de fortune ou le procès-verbal d'entretien correspondant selon la structure suivante:

    - a) structure du dépôt (proportion des titres de participation, des placements à intérêt fixe, des métaux précieux, etc.);
    - b) pays/monnaies/secteurs dont il faut tenir compte dans les placements ou qui doivent être exclus des placements;
    - c) engagements maximums par pays/monnaie/secteur;
    - d) exigences minimales en matière de qualité et de négociabilité des placements à effectuer;

- e) admissibilité et ampleur du recours permanent à des crédits;
- f) admissibilité et ampleur de transactions à terme ou avec des produits dérivés ou des placements dans des produits financiers hybrides et structurés.

#### 3.4 Exercice du droit de vote

(Pour autant que le gérant de fortune exerce le droit de vote.)

4. Obligation de confidentialité du gérant de fortune (y c. en ce qui concerne la transmission de données à des auxiliaires et des mandataires)
5. Rapport et reddition des comptes par le gérant de fortune
  - propre évaluation des performances ou reddition des comptes fondée sur les documents bancaires;
  - périodicité;
  - conservation par le gérant de fortune ou envoi au client.
6. Mode de transmission des instructions par le client
  - par écrit, par fax, par téléphone, par e-mail;
  - fardeau du risque en cas d'erreur de transmission.
7. Rémunération du gérant de fortune
  - mode de calcul;
  - échéance;
  - éventuelle autorisation pour le gérant de fortune de prélever ses honoraires directement sur le compte du client;
  - traitement des bonifications de tiers, y c. reddition des comptes.
8. Résiliation du contrat (recommandation)
 

Il est à noter que les contrats de gestion de fortune conclus conformément au droit suisse sont obligatoirement résiliables en tout temps et sans délai de résiliation.
9. Droit applicable et for (recommandation)
 

Afin de protéger le client, il est recommandé d'élire le droit suisse et de convenir d'un for en Suisse, au domicile du gérant de fortune.

#### Annexe B:

### Instruments de placement en cas de gestion de fortune discrétionnaire

Les instruments de placement énumérés ci-après sont considérés comme instruments de placement habituels en cas de gestion de fortune discrétionnaire. Ils peuvent être utilisés même si le contrat de gestion de fortune écrit ne le prévoit pas expressément. L'utilisation d'autres instruments financiers conformément à une convention dans le contrat de gestion de fortune individuel reste réservée.

#### 1. Placements à terme fixe, placements fiduciaires et prêts de titres (securities lending)

Les placements fiduciaires ne peuvent être effectués qu'avec des contreparties de premier ordre.

Dans le cadre du prêt de titres («securities lending»), il convient de se prémunir contre le risque de contrepartie par le biais de garanties ou en se limitant à des contreparties de premier ordre.

#### 2. Métaux précieux, papiers-valeurs et droits-valeurs

Les placements en métaux précieux, en dépôts-espèces et en dépôts-titres effectués sous la forme de papiers-valeurs et de droits-valeurs (p. ex. actions, obligations, notes, dépôts à terme), ainsi que les produits qui en dérivent ou qui en sont des combinaisons (dérivés, produits hybrides, produits structurés, etc.), doivent être aisément négociables. Les critères qui permettent de conclure au caractère aisément négociable sont la cotation auprès d'une bourse autorisée en Suisse ou à l'étranger ou l'existence d'un marché représentatif pour la valeur en question.

Peuvent échapper à cette règle dans une mesure limitée les investissements dans des valeurs reconnues et très répandues auprès des investisseurs qui disposent d'une négociabilité réduite, tels que les obligations de caisse et les produits OTC («over-the-counter»). Cette dernière exception suppose néanmoins que l'émetteur jouisse d'une solvabilité reconnue et que des cours conformes aux conditions du marché soient disponibles pour lesdits produits.

Les dispositions mentionnées ci-après s'appliquent aux dépôts-espèces et aux dépôts-titres.

### 3. Instruments de placement collectif

Les investissements dans des instruments de placement collectif (fonds de placement, sociétés d'investissement, portefeuilles internes, Unit Trusts, etc.) sont admis – sous réserve des dispositions relatives aux placements non-traditionnels – pour autant que la fortune de ces instruments soit investie dans des instruments autorisés en vertu de la présente annexe B.

Sont également admis les investissements dans des instruments de placement collectif de capitaux autorisés par la législation suisse ou par les dispositions de l'Union Européenne en matière de distribution au public, même si ces instruments peuvent, dans une mesure limitée, mettre leurs avoirs en gage et de ce fait générer un effet de levier.

La faculté pour l'investisseur de dénoncer le placement de manière appropriée équivaut au caractère aisément négociable des investissements.

### 4. Placements non traditionnels

Par placements non traditionnels, on entend les placements dans les «hedge funds», le «private equity» et l'immobilier. Ces placements ne sont pas nécessairement limités aux placements autorisés par la présente annexe B ou à des instruments aisément négociables.

En vue de diversifier l'ensemble du portefeuille, des placements non traditionnels peuvent être effectués pour autant qu'ils soient structurés selon le principe des fonds de fonds ou qu'ils offrent la garantie d'une diversification équivalente. Le caractère aisément négociable et/ou la faculté pour l'investisseur de dénoncer le placement, doivent aussi être garantis dans le cadre des placements non traditionnels.

La diversification correspond au principe des fonds de fonds lorsque les placements sont regroupés dans un seul placement collectif, tout en étant cependant gérés selon le principe «Multi Manager» (gestion du fonds par plusieurs managers travaillant de manière indépendante les uns des autres).

Le membre consigne l'utilisation d'instruments de placements non traditionnels dans un document écrit décrivant la politique d'investissement. Il prend également les mesures organisa-

tionnelles nécessaires pour en faire une utilisation judicieuse et professionnelle.

### 5. Transactions en options standardisées («traded options»)

Les transactions en options sur des titres, devises, métaux précieux, instruments de taux d'intérêt et indices boursiers traités sur un marché organisé et par l'intermédiaire d'un centre de clearing reconnu ne sont autorisées que si elles n'exercent aucun effet de levier sur l'ensemble du portefeuille.

Il n'y a pas d'effet de levier, si le portefeuille:

- fait état, dans le cas de la vente de calls et de l'achat de puts, d'une position de sous-jacents ou, pour autant qu'il s'agisse d'options sur des indices boursiers ou des taux d'intérêt, d'une position correspondante en valeurs qui représentent suffisamment le sous-jacent;
- fait état dès la conclusion, dans le cas de la vente de puts, de liquidités permettant en tout temps d'assumer les engagements découlant du contrat.

Le gérant de fortune doit veiller à ce que le portefeuille du client corresponde à la politique de placement convenue avec lui, même après l'éventuel exercice des droits d'option.

Le dénouement de positions ouvertes de calls et de puts est autorisé à tout moment.

### 6. Transactions non standardisées en options

Les principes applicables aux transactions standardisées en options sont applicables aux opérations sur des instruments non standardisés, tels que les options OTC («over-the-counter»), les warrants, les options couvertes, etc. Dans le cas des produits OTC, l'émetteur doit toutefois présenter une solvabilité reconnue et il doit être possible d'obtenir des cours conformes aux conditions du marché pour lesdits produits.

Les options couvertes doivent être spécifiquement agréées par le client, à moins qu'elles s'inscrivent dans les limites de crédit définies par celui-ci.

### 7. Financial Futures

Lors de la vente de «financial futures», une position correspondante en sous-jacents doit exister. S'il s'agit de futures sur des indices boursiers, des devises ou des taux d'intérêt, il suffit que le sous-jacent soit suffisamment représenté.

Lors de l'achat de «financial futures», les liquidités nécessaires doivent être intégralement disponibles dès la conclusion de l'achat.

#### 8. Produits hybrides et structurés

Les investissements effectués dans des produits financiers hybrides et structurés (p. ex. PIP, PEP, GROI, IGLU, VIU ou PERLES) sont autorisés si ces produits financiers ont un profil de risque correspondant à celui de l'un des produits autorisés mentionnés précédemment. Si le profil de risque contient plusieurs niveaux, tous les niveaux de risques doivent correspondre à un produit financier autorisé en vertu de la présente annexe B.

Dans le cas de produits financiers hybrides et structurés non cotés, l'émetteur doit toutefois jouir d'une solvabilité reconnue et des cours conformes aux conditions du marché doivent être disponibles pour lesdits produits.



ARIF – Association romande des intermédiaires financiers

## **CODE DE DEONTOLOGIE RELATIF A L'EXERCICE DE LA PROFESSION DE GERANT DE FORTUNE INDEPENDANT**

### **Art. 1      Préambule**

**Cherchant à préserver et à accroître la réputation professionnelle des gérants de fortune et des conseillers en placements indépendants exerçant en Suisse,**

**souhaitant contribuer efficacement à la protection des investisseurs, et au fonctionnement de marchés financiers intègres,**

**désireuse d'apporter une contribution efficace à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme,**

**l'ARIF a édicté le présent Code de déontologie, qui exprime les règles d'une bonne pratique professionnelle de la gestion de fortune et du conseil en placements, conforme au devoir légal de veiller aux intérêts du client.**

**Ce Code de déontologie est soumis à l'approbation de l'autorité compétente en matière de surveillance des marchés financiers.**

## **Art. 2 Champ d'application**

**Le présent Code de Déontologie s'applique aux gérants de fortune et aux conseillers en placements indépendants qui ont déclaré vouloir s'y soumettre, ou qui ont l'obligation de se soumettre à de telles règles de par les normes auxquelles leur activité est assujettie.**

**D'un point de vue matériel, le présent Code de déontologie s'applique à la fourniture de prestations financières, notamment à la gestion de fortune, au conseil en placements et à la planification financière.**

*Dispositions d'exécution :*

*1. Les gérants de fortune et les conseillers en placements soumis au présent Code de déontologie doivent présenter toutes garanties d'une activité irréprochable, en Suisse et à l'étranger, pendant toute la durée de l'activité qui y est assujettie.*

*Les gérants de fortune et les conseillers en placements obligatoirement soumis de par leur activité au présent Code de déontologie doivent s'y conformer dès le commencement de l'activité qui y est assujettie. Ils doivent s'annoncer à l'ARIF dans les deux mois suivant le début de cet assujettissement.*

*Les gérants de fortune et les conseillers en placements qui, sans y être obligés, souhaitent se soumettre au Code de déontologie de l'ARIF peuvent le faire en tout temps par simple déclaration. Cette soumission volontaire ne peut être révoquée avant la fin de la période de révision pendant laquelle elle a été déclarée.*

*Toute activité assujettie, que ce soit à titre obligatoire ou volontaire, doit donner lieu à révision selon les Directives de l'ARIF.*

*Le Code de déontologie dans sa présente version modifiée entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et s'applique immédiatement aux gérants de fortune et conseillers en placements dont la soumission à titre volontaire ou obligatoire au dit Code prend effet seulement dès ou après cette date; les gérants de fortune déjà soumis au Code de déontologie dans sa version antérieure disposent d'un délai au 31 décembre 2014 pour mettre leur pratique et leurs contrats écrits de gestion de fortune en conformité avec sa présente version modifiée.*



### **Art. 3 Indépendance de la gestion de fortune**

**Les gérants de fortune et les conseillers en placements indépendants exercent leur profession librement et sous leur propre responsabilité. Dans leurs activités professionnelles, ils se consacrent à leur tâche de conseillers du client pour toutes les questions financières et patrimoniales. Ils sont conscients de leur responsabilité et du rôle déterminant que peut revêtir leur activité pour l'existence économique de leurs clients.**

*Dispositions d'exécution :*

*2. Sont considérés comme indépendants les gérants de fortune et les conseillers en placements qui disposent, dans le cadre de la fourniture de leurs prestations, de toute la liberté nécessaire pour décider des placements et de la politique de placement, et ce malgré une éventuelle participation majoritaire détenue par un tiers. Sous réserve de coopérations transparentes entre sociétés d'un même groupe en faveur du client, les gérants de fortune et les conseillers en placements indépendants ne doivent pas être liés par des obligations d'exclusivité lorsqu'ils proposent la fourniture de prestations et de produits financiers.*

*3. Les gérants de fortune et les conseillers en placements prennent les mesures organisationnelles adéquates pour prévenir les conflits d'intérêts et veiller à ce que les clients ne soient pas lésés par de tels conflits d'intérêts. Ils veillent en particulier:*

- *à ce que les transactions pour lesquelles les intérêts du gérant de fortune ou du conseiller en placements sont en conflit avec ceux du client soient menées de telle sorte que le client ne puisse être désavantagé;*
- *aux mesures organisationnelles adaptées à la taille et à la structure de leur entreprise pour éviter les conflits d'intérêt, en particulier une séparation fonctionnelle, la limitation du flux d'informations et d'autres mesures idoines ;*
- *à ce que les modalités de la rémunération des personnes chargées de la gestion de fortune ou du conseil en placements évitent les incitations qui peuvent engendrer un conflit avec le devoir de fidélité envers le client.*

*Les conflits d'intérêt qui n'ont pas pu être évités par des mesures organisationnelles appropriées doivent être déclarés au client.*

4. Les gérants de fortune et les conseillers en placements édictent, pour leurs propres activités et celles de leurs collaborateurs qui ont connaissance de transactions planifiées ou exécutées pour le compte de clients, des directives appropriées visant à éviter l'obtention de tout avantage patrimonial par le biais d'un comportement abusif. Les placements et transactions doivent être conseillés et effectués dans l'intérêt des clients. Le gérant de fortune s'interdit en particulier de procéder à des transactions sur les dépôts des clients sans l'existence d'un intérêt économique pour ceux-ci (barattage ou churning) (cf. aussi la disposition d'exécution n°9).

5. Les gérants de fortune et les conseillers en placements recommandent à leurs clients les banques et les négociants en valeurs mobilières qui présentent les meilleures garanties en termes de prix, de délais d'exécution et de volumes («best execution»), ainsi qu'une solvabilité suffisante.

Avant de transmettre des ordres auprès de négociants en valeurs mobilières autres que la banque dépositaire du client («direct orders») ou d'instruire la banque dépositaire du client de transmettre des ordres à un négociant particulier («directed orders»), le gérant de fortune doit avoir été mandaté en ce sens par le client.

6. L'indépendance de la gestion de fortune et du conseil en placements exige en outre que :

- l'on fasse appel à des spécialistes pour les opérations impliquant des connaissances particulières;
- l'on considère l'ensemble de la situation patrimoniale du client afin de le conseiller au mieux dans le choix de sa politique de placement.

Si le client refuse de donner des précisions sur l'ensemble de sa situation patrimoniale, il doit être informé de manière appropriée des éventuels risques particuliers qu'il court de ce fait. L'art. 6 s'applique par analogie.

#### **Art. 4      Préservation et promotion de l'intégrité du marché**

**Les gérants de fortune et les conseillers en placements reconnaissent l'importance de l'intégrité et de la transparence des marchés financiers. En tant qu'acteurs du marché, ils se comportent conformément aux règles de la bonne foi, et s'interdisent tout comportement qui nuirait à une formation des prix transparente et conforme au marché. Ils s'interdisent tout conseil, tout placement et toute activité qui induirait une manipulation induite des cours.**

*Dispositions d'exécution:*

*7. Les conseils du conseiller en placements et les ordres du gérant de fortune sont décidés sur la base d'informations publiées ou accessibles au public, ou d'informations qui en découlent. Toute autre information doit être considérée comme confidentielle. L'exploitation d'informations confidentielles susceptibles d'influencer les cours n'est pas admise.*

*A ce titre, les informations sont considérées comme susceptibles d'influencer les cours lorsqu'elles sont propres à influencer de manière considérable la cotation ou le prix en bourse de la valeur mobilière en question; comme accessibles au public lorsqu'elles sont publiées et diffusées dans les médias ou par les canaux d'informations financiers usuels; et comme rendues publiques lorsqu'elles sont communiquées à des tiers par l'émetteur dans le but de les rendre accessibles au grand public.*

*8. Les gérants de fortune et les conseillers en placements ne divulguent des informations susceptibles d'influencer les cours que s'ils sont convaincus, en toute bonne foi, de leur exactitude.*

*Les gérants de fortune et les conseillers en placements qui publient régulièrement des analyses financières, des recommandations de placement et des informations financières liées à des valeurs mobilières déterminées s'abstiennent d'effectuer des transactions touchant les valeurs mobilières concernées (y compris leurs dérivés), que ce soit pour leur propre compte ou pour le compte de clients qui leur ont confié un mandat de gestion discrétionnaire, et ce du début de l'élaboration de l'analyse financière, de la recommandation de placement ou de l'information financière destinée à être publiée, jusqu'à sa publication.*

*Sont considérées comme analyses financières, recommandations de placement ou informations financières, les publications recommandant*

*d'effectuer des transactions portant sur des valeurs mobilières déterminées, sur la base du suivi et de l'évaluation de données et d'informations économiques au sujet d'un émetteur déterminé. Ne sont pas considérées comme des analyses financières les publications qui reposent sur des analyses purement techniques (charts) et celles qui ne se réfèrent pas à un émetteur déterminé mais à des secteurs ou à des pays.*

*9. Les gérants de fortune et les conseillers en placements s'interdisent d'exploiter la connaissance d'ordres de clients pour exécuter préalablement, parallèlement ou immédiatement après, des opérations pour leur propre compte («front running», «parallel running», «after running»). Sont aussi considérées comme des ordres de clients les transactions effectuées dans le cadre d'une gestion de fortune discrétionnaire. L'accord exprès du client est réservé.*

*10. Les ordres passés pour le compte du gérant de fortune ou pour le compte de tiers doivent reposer sur des bases économiques et refléter le rapport réel entre l'offre et la demande. Les transactions fictives, en particulier celles qui visent à influencer la liquidité ou les cours, sont prohibées*

*11. Les gérants de fortune et les conseillers en placements informent leurs clients de l'obligation de déclarer les participations, conformément à la Loi fédérale sur les bourses et le commerce de valeurs mobilières, s'ils ont connaissance de ce que les conditions d'une telle obligation de déclarer existent.*

*Le gérant de fortune qui, à la faveur de mandats de gestion discrétionnaire, peut exercer les droits de vote pour plusieurs clients, doit se conformer à l'obligation de déclarer prévue par la Loi sur les bourses et le commerce de valeurs mobilières, si les conditions en sont réalisées. Pour le calcul des droits de vote, il tient compte des droits qu'il est autorisé à exercer aussi bien en vertu des procurations qui lui ont été conférées que des contrats de gestion de fortune.*

*Si le gérant de fortune coordonne les droits de vote de plusieurs clients sans être lui-même habilité à les exercer, il doit remplir lui-même l'obligation de déclarer.*

## **Art. 5 Garantie d'une gestion irréprochable des activités**

**Les gérants de fortune et les conseillers en placements s'assurent que toutes les personnes de leur entreprise chargées de fournir des prestations répondent aux exigences professionnelles et personnelles requises pour mener à bien leurs tâches de manière irréprochable, dans le respect des intérêts des clients.**

**Les gérants de fortune et les conseillers en placements veillent par ailleurs à mettre en place pour leur activité une organisation appropriée en fonction du nombre de leurs clients, des stratégies de placement suivies et des produits choisis, et, s'agissant du gérant de fortune, du volume des avoirs dont il a la gestion.**

**Les gérants de fortune et les conseillers en placements veillent à la gestion financière ordonnée de leur entreprise.**

**En tant qu'intermédiaire financier, le gérant de fortune, met tout en œuvre dans le cadre de son activité pour prévenir activement et combattre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.**

*Dispositions d'exécution:*

*12. L'organisation du gérant de fortune et du conseiller en placements doit être adaptée à la taille de leur entreprise et aux risques qu'elle génère pour leurs clients, et ne pas porter atteinte au bon fonctionnement des marchés financiers ou à la bonne réputation de la profession et de la place financière suisse.*

*Le gérant de fortune prend les mesures nécessaires à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, conformément aux prescriptions qui s'appliquent spécifiquement à lui.*

*13. Le gérant de fortune prend les dispositions adéquates pour assurer la pérennité de ses services à ses clients. S'il ne dispose pas à l'interne d'un remplaçant pour la seule personne chargée de la gestion de la fortune du client, qui soit à même de reprendre l'activité de cette dernière en cas de décès ou d'incapacité, il doit garantir la poursuite de son activité par la mise en œuvre d'un autre gérant de fortune ou d'une banque, et en informer ses clients.*

*14. Le gérant de fortune gère les valeurs patrimoniales déposées en banque en s'appuyant sur une procuration limitée aux actes de gestion. S'il est chargé de fournir au client des prestations nécessitant des*

*pouvoirs plus étendus, il doit documenter en conséquence les fondements et l'exercice de ces activités. L'activité d'organe de personnes morales et d'institutions juridiquement autonomes à patrimoine affecté (en particulier de fondations), ainsi que celle de trustee demeurent réservées.*

*15. La responsabilité propre du gérant de fortune et du conseiller en placements exige qu'ils assurent leur formation continue et celle des personnes qu'ils emploient, dans tous les domaines de leur activité professionnelle, par la participation à des séminaires de formation et de perfectionnement, ou de manière autonome.*

*Le gérant de fortune est tenu de respecter particulièrement les dispositions spécifiques relatives à la formation en matière de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.*

*16. En matière de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, le gérant de fortune est soumis aux prescriptions de l'ARIF en tant qu'organisme d'autorégulation au sens de la LBA.*

*17. Dans le cas où ils demandent à une autre entreprise (le prestataire) de fournir de manière autonome et durable une prestation essentielle pour eux (externalisation de domaines d'activité, outsourcing), les gérants de fortune et les conseillers en placements doivent respecter les principes suivants:*

*L'externalisation de la prestation intervient toujours sous la responsabilité du gérant de fortune ou du conseiller en placement, et elle ne doit pas être contraire aux intérêts et aux attentes légitimes du client.*

*Le prestataire doit être choisi, instruit et contrôlé avec soin. Il doit disposer des qualifications professionnelles requises pour assurer durablement une exécution irréprochable des tâches déléguées. Le délégataire doit respecter des règles de conduite similaires à celles auxquelles le gérant de fortune ou le conseiller en placements sont tenus. Les directions de fonds autorisées par la FINMA doivent respecter la Circ.-FINMA 08/37 « Délégation par la direction et la SICAV ».*

*L'externalisation doit être régie par un contrat écrit définissant clairement les tâches déléguées.*

*Pour être en mesure de vérifier que les dispositions du présent Code de*

*déontologie sont respectées, les organismes compétents doivent pouvoir accéder aux documents et aux systèmes techniques du prestataire.*

*Sont en particulier considérés comme externalisation de domaines d'activité:*

- a) le suivi du client par des entreprises et des personnes externes (entreprises tierces, indépendants et agents);*
- b) la délégation, au moyen de sous-procurations, de la gestion de la fortune des clients;*
- c) l'externalisation de l'analyse financière ou de l'élaboration de propositions de placement et de portefeuilles-types à un prestataire unique;*
- d) l'exécution de tâches de compliance, notamment dans le domaine de la prévention et de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme;*
- e) l'externalisation de systèmes de traitement de données contenant des données relatives au client (p. ex. gestion externe de bases de données client, de systèmes d'information sur la fortune des clients ou de systèmes de transmission des ordres gérés par des tiers);*
- f) la conservation de dossiers dans des locaux qui n'appartiennent pas au gérant de fortune ou ne sont pas loués par lui.*
- g) le recours aux systèmes de traitement de données des banques dépositaires relevant de la gestion de fortune;*
- h) la maintenance (y compris à distance) des systèmes internes de traitement des données relevant de la gestion de fortune.*

*Les dispositions relatives à la prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme demeurent réservées.*

*Ne sont pas considérés comme une externalisation de domaines d'activité:*

- a) l'externalisation de la comptabilité financière du gérant de fortune ou du conseiller en placement;*
- b) la création et la gestion de succursales non indépendantes en Suisse ou à l'étranger;*
- c) le recours à des experts dans le cadre du conseil juridique ou fiscal;*
- d) l'hébergement de sites Internet qui ne contiennent pas de données client.*

*18. Le gérant de fortune et le conseiller en placements doivent s'assurer que les placements effectués pour le compte de leurs clients ou qui sont conseillés à ces derniers concordent en permanence avec leur profil*

*risque ainsi qu'avec leurs objectifs et restrictions de placement. A cette fin, ils doivent disposer de sources d'information fiables en matière de placement et de moyens adéquats d'analyse et de suivi du portefeuille de leurs clients.*

*Le gérant de fortune et le conseiller en placements revoient périodiquement les stratégies de placement qu'ils mettent en œuvre ou conseillent ainsi que l'adéquation du profil de risque avec la situation actuelle des clients. Si le profil risque ne correspond plus à leur situation actuelle, ils doivent en informer les clients et le consigner par écrit.*

*Le gérant de fortune et le conseiller en placements tiennent une comptabilité conforme aux dispositions légales. Ils dotent leur entreprise des moyens financiers adéquats et évitent toute situation de surendettement.*

*Le gérant de fortune dispose en permanence des informations et des outils nécessaires à lui permettre de rendre compte de sa gestion dans un bref délai, de manière complète et compréhensible par le client.*

*19. Le gérant de fortune et le conseiller en placements documentent leurs activités de telle sorte que les autorités compétentes, l'organisme d'autorégulation et les organes de révision qu'ils mandatent puissent s'assurer du respect des dispositions du présent Code de déontologie.*



**Art. 6 Obligation d'informer**

**Le gérant de fortune indépendant et le conseiller en placements sont tenus d'informer leurs clients sur**

- a) leur entreprise et les prestations offertes, y compris sur leur habilitation à les fournir;**
- b) les risques particuliers liés aux prestations convenues;**
- c) leur rémunération, y compris les avantages patrimoniaux résultant de prestations émanant de tiers.**

**Le gérant de fortune indépendant est tenu de rendre compte de sa gestion.**

*Dispositions d'exécution:*

*20. Le gérant de fortune et le conseiller en placements remplissent leur obligation d'informer en fonction du degré d'expérience des affaires de chaque client et de ses connaissances techniques.*

*Dans le cas de clients professionnels, le gérant de fortune et le conseiller en placements peuvent partir du principe que les informations prévues aux lettres a) et b) de l'art. 6 sont connues.*

*Sont considérés comme clients professionnels les banques, les négociants en valeurs mobilières, les directions de fonds, les sociétés d'assurance, ainsi que les entités de droit public, les institutions de prévoyance et les personnes morales dotées d'une trésorerie gérée professionnellement.*

*21. Lors de l'établissement de toute relation d'affaires, le gérant de fortune et le conseiller en placements fournissent à leurs clients les informations qui leur sont utiles sur leur entreprise, leur siège, les moyens de communication par lesquels le client peut communiquer avec eux, ainsi que sur les règles applicables à l'exercice de leur profession. Ils les renseignent par ailleurs sur les prestations offertes et leurs caractéristiques essentielles (p. ex. gestion de valeurs patrimoniales déposées en banque, conseil en placement, distribution de produits financiers).*

*Si le gérant délègue tout ou partie de la gestion en conférant une sous-procuration, il doit en informer le client.*

*Le gérant de fortune et le conseiller en placements informent leurs clients de toute modification de ces informations qui les touche directement.*

*Le gérant de fortune et le conseiller en placements signalent comme telles leurs communications de marketing, si elles ne sont pas immédiatement identifiables.*

*22. Le gérant de fortune et le conseiller en placements informent de façon adéquate leurs clients quant aux risques liés aux objectifs, aux restrictions et aux stratégies de placement. Le contenu de cette information dépend du degré d'expérience du client et de ses connaissances en matière financière, et, d'autre part, du type de placement envisagé.*

*Lorsqu'il renseigne sur les risques liés aux prestations fournies ou aux placements conseillés, le gérant de fortune et le conseiller en placements peuvent cependant partir du principe que chaque client connaît les risques habituellement liés à l'achat, à la vente et à la détention de valeurs mobilières. En font en particulier partie les risques de solvabilité et de cours pour les actions, les obligations et les placements collectifs qui investissent dans ces valeurs mobilières. L'obligation d'informer porte donc sur les facteurs de risque qui dépassent ces risques courants dans les opérations comportant un potentiel de risque accru (p. ex. produits dérivés) ou présentant un profil de risque complexe (p. ex. produits structurés).*

*Pour les opérations dont le potentiel de risque dépasse celui qui est habituellement lié à l'achat, à la vente et à la détention de valeurs mobilières, le gérant de fortune et le conseiller en placements peuvent respecter leur obligation d'information de manière standardisée (par exemple au moyen d'un document d'information sur les risques) ou individualisée. Si le client a déjà été informé des mêmes risques par la banque dépositaire, le gérant de fortune et le conseiller en placements peuvent se dispenser de communiquer à nouveau ces informations.*

*Si le gérant de fortune ou le conseiller en placements ont opté pour une information individualisée, ils déterminent le degré d'expérience et de connaissance du client en matière financière en faisant preuve de la diligence requise par les circonstances et adaptent en conséquence les informations fournies.*

23. *Le gérant de fortune et le conseiller en placements n'ont pas l'obligation d'informer sur les risques liés à des opérations ou placements particuliers si le client atteste dans une déclaration écrite distincte qu'il connaît les risques liés à ces opérations, lesquelles doivent être désignées avec précision, et qu'il renonce à des informations complémentaires.*

*Si le client a remis une déclaration dans ce sens à sa banque dépositaire, elle ne vaut pas pour le gérant de fortune ou le conseiller en placements.*

24. *Si le client demande au gérant de fortune ou au conseiller en placements de fournir une prestation pour laquelle ces derniers ne disposent pas de connaissances suffisantes, le client doit en être informé.*

*Si le gérant de fortune ou le conseiller en placements ne souhaitent pas s'expliquer à ce sujet, ils doivent refuser de fournir la prestation.*

*Le recours aux spécialistes compétents demeure réservé.*

25. *Le gérant de fortune et le conseiller en placements sont tenus d'informer leurs clients sur leurs honoraires, ainsi que sur toutes les prestations de tiers dont ils bénéficient à raison de leur mandat, quel que soit leur fondement juridique. Ils rendent les clients attentifs aux conflits d'intérêts pouvant résulter de la perception de prestations de la part de tiers.*

*Si ces prestations de tiers ou des honoraires globaux couvrent aussi des prestations de marketing ou d'autres services, le gérant de fortune ou le conseiller en placements en informent le client.*

*Si les prestations de tiers futures sont difficilement chiffrables ou si elles ne sont pas directement liées à une relation d'affaire particulière, le client est informé de la source de telles prestations et des modalités et base de calcul.*

*A la demande du client, le gérant de fortune et le conseiller en placements l'informent sur les prestations de tiers dont ils ont déjà bénéficié.*

26. *Le gérant de fortune doit rendre compte à ses clients de la gestion de leurs avoirs périodiquement, au moins une fois par an, sans frais supplémentaires pour eux. A la demande de ses clients, il leur remet en*

*outré à bref délai l'état et les relevés de leur compte, et copie des justificatifs des opérations effectuées.*

*Le gérant de fortune peut convenir avec ses clients que les documents des redditions de comptes périodiques resteront en mains du gérant, à charge aux clients de venir les y consulter.*

*Dans le cadre de son devoir de rendre compte, le gérant de fortune respecte les standards utilisés dans la branche pour ce qui a trait notamment aux frais, à la méthode de calcul utilisée, à la période choisie et, le cas échéant, aux indices de référence choisis.*

## **Art. 7 Contrat de gestion de fortune**

**Le gérant de fortune indépendant et le conseiller en placements concluent avec leurs clients un contrat en la forme écrite ou sous une autre forme qui permet d'en établir la preuve par un texte.**

**Ce contrat :**

- détermine l'étendue du mandat,**
- définit le profil de risque, la stratégie d'investissement, les objectifs de placement ou l'allocation des actifs, ainsi que les éventuelles restrictions de placement,**
- détermine le montant ou le mode de calcul des honoraires relatifs à l'exécution du mandat.**
- et, s'agissant du gérant de fortune, décrit la manière, la périodicité et l'étendue de la reddition des comptes,**

*Dispositions d'exécution:*

*27. Le gérant de fortune et le conseiller en placements ont une obligation d'information précontractuelle et pendant toute la durée de leur mandat. Ils doivent interroger le client afin de déterminer son expérience et ses connaissances en matière financière, ainsi que sa propension (subjective) aux risques et sa capacité (objective) à les assumer, et les consigner par écrit. Après avoir défini le profil de risque du client, le gérant de fortune et le conseiller en placements fixent avec lui la stratégie de placement, à savoir les objectifs de placement et l'allocation du patrimoine, ainsi que les restrictions de placement.*

*28. L'obligation de conclure un contrat de gestion de fortune écrit est liée pour le gérant de fortune à l'existence d'une procuration permettant de disposer de la fortune d'un tiers (pouvoir de gestion ou procuration générale).*

*En cas de vente de parts de placements collectifs ou de produits d'assurance, les dispositions du droit fédéral applicables doivent en outre être respectées.*

*29. Les points à régler dans le contrat écrit de gestion de fortune ou de conseil en placements sont mentionnés dans l'annexe B.*

29bis. Le contrat doit pouvoir prendre la forme d'un document physiquement éditable sans limite de temps exprimant textuellement la volonté commune des cocontractants et permettant de prouver qu'elles l'ont échangée de manière concordante; le contrat formé par télécopie doit faire immédiatement l'objet de vérifications adéquates quant à son authenticité; le contrat formé par voie de messagerie électronique doit faire immédiatement l'objet de vérifications adéquates quant à son authenticité, s'il n'est pas accompagné d'une signature électronique vérifiable et non falsifiable de la part de tous les cocontractants qu'il engage.

30. Si le contrat prévoit une gestion discrétionnaire, cette dernière doit se limiter aux opérations figurant à l'annexe A.

Le pouvoir discrétionnaire du gérant de fortune peut aussi être limité par le biais de directives spécifiques relatives à des points précis, conformément au chiffre 3.5 de l'annexe B.

Dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, le gérant de fortune doit éviter les risques liés à une concentration inhabituelle des investissements sur un nombre de produits trop limité. Il doit veiller aux intérêts du client et revoir périodiquement ses stratégies de placement.

Les instructions du client qui ne sont pas couvertes par le contrat de gestion de fortune ou de conseil en placements doivent être consignées de manière adéquate sous forme écrite ou électronique.

31. Dans le contrat, le gérant de fortune ou le conseiller en placements conviennent avec leurs clients de qui est le bénéficiaire de toutes les prestations reçues de tiers en relation étroite avec l'exécution du mandat ou à l'occasion de son exécution.

Le gérant de fortune ou le conseiller en placements informent leurs clients des paramètres de calcul ou des fourchettes de valeurs des prestations qu'ils reçoivent ou pourraient recevoir de tiers. Pour autant que cela soit possible, ils le font pour chaque catégorie de produit.

32. La rétribution des services rendus par le gérant de fortune ou le conseiller en placements est convenue par écrit avec le client et peut s'échelonner en fonction du volume des valeurs patrimoniales à gérer et en fonction du volume de travail que cela implique. Le mode de calcul des honoraires doit être indiqué de manière claire et sans ambiguïté.

*La rétribution applicable à la gestion des valeurs patrimoniales déposées en banque doit répondre aux principes suivants:*

- *Honoraires de gestion d'au maximum 1,5% p. a. sur les actifs gérés; ou*
- *Honoraires de performance d'au maximum 20% de la plus-value nette en capital, compte tenu des apports et retraits ainsi que des éventuelles pertes non réalisées. Sont à déduire les pertes reportées, c'est-à-dire les pertes de périodes comptables précédentes qui n'ont pas encore été compensées par des bénéfices; ou*
- *Honoraires de gestion d'au maximum 1 % p.a. et honoraires de performance d'au maximum 10%, lorsque les deux systèmes d'honoraires ci-dessus sont combinés.*

*Les gérants de fortune et les conseillers en placements peuvent également appliquer des modèles de rémunération similaires qui, sur la durée moyenne attendue de la relation d'affaires, conduisent à un niveau d'honoraires du même ordre que celui décrit ci-dessus.*

*Si le gérant de fortune ou le conseiller en placements fournissent des services plus étendus, ils sont en droit de les facturer séparément selon un tarif à convenir expressément.*

*En cas de stratégies de placement particulièrement onéreuses à mettre en œuvre, il peut être dérogé aux principes ci-dessus. Cette dérogation aux principes de rémunération doit impérativement être mentionnée dans le contrat de gestion de fortune ou de conseils en placements. Le client doit être informé des motifs et de l'importance de la dérogation aux principes de rémunération.*

*33. Si le gérant de fortune ou le conseiller en placements effectuent eux-mêmes des évaluations de performance pour leurs clients, ils doivent appliquer une méthode de calcul conforme aux normes internationalement reconnues, couvrir une période appropriée (p. ex. 1, 3 et 5 ans ou depuis le début du mandat) et utiliser le cas échéant une sélection d'indices de référence (benchmarks).*

*Les gérants de fortune, déclarent spontanément dans le cadre de leurs redditions de comptes, les éventuels écarts par rapport aux standards appliqués.*

*Si la reddition des comptes s'effectue exclusivement sur la base des décomptes établis par la banque dépositaire, le gérant de fortune doit*

*indiquer si ses honoraires figurent parmi les frais, de sorte que la présentation de la performance ne soit pas faussée au détriment du client.*



## **Art. 8      Confidentialité**

**Sous réserve de leurs obligations de divulgation légales, les gérants de fortune indépendants et les conseillers en placements sont tenus à une confidentialité absolue sur tout ce qui leur est confié ou communiqué dans l'exercice de leur profession et de leurs activités.**

*Dispositions d'exécution:*

*34. En cas de recours à des tiers pour la fourniture des prestations ou de délégation de tâches à des tiers, le gérant de fortune et le conseiller en placements doivent garantir que ces tiers respectent l'obligation de confidentialité dans une mesure identique. Les tiers doivent déclarer expressément qu'ils s'obligent à garantir cette confidentialité.*

*En cas de recours à des tiers pour la fourniture de prestations ou de délégation de tâches à des tiers, le gérant de fortune et le conseiller en placements doivent en outre s'assurer que les données personnelles des clients ne soient utilisées et traitées que dans la mesure qui leur serait également permise. Ils veillent aussi à ce que les obligations légales ou contractuelles de confidentialité des données soient respectées. Les tiers impliqués doivent déclarer expressément se soumettre à ces obligations.*

*35. Il appartient aux gérants de fortune et aux conseillers en placements de prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour protéger les données personnelles qui leur sont confiées.*

## **Art. 9 Opérations de dépôt illicites**

**Les gérants de fortune indépendants n'acceptent de leurs clients aucun dépôt au sens de la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne, à moins de bénéficier d'une licence bancaire. Ils ne gèrent pour leurs clients aucun compte d'exécution, à moins de bénéficier d'une autorisation d'exercer l'activité de négociant en valeurs mobilières.**

**Les gérants de fortune indépendants ne confondent pas les valeurs patrimoniales à eux confiées par leurs clients dans des placements collectifs sans attribution individuelle ni dans des comptes ou dépôts globaux.**

*Dispositions d'exécution:*

*36. Est considérée comme acceptation de dépôts la récolte de fonds de clients sur des comptes bancaires ou postaux, lorsque l'attribution aux différents clients est du ressort exclusif du gérant de fortune. Il est par ailleurs licite pour le gérant de fortune de faire transiter par ses propres comptes des versements émanant de ses clients ou des versements qui leur sont destinés.*

*37. Le mélange de valeurs patrimoniales sur des comptes ou dépôts de négociants en valeurs mobilières ou de banques n'est autorisé que si l'attribution de ces capitaux est effectuée par un négociant en valeurs mobilières autorisé ou par la banque.*

*Demeurent réservés les instruments de placements collectifs de capitaux.*

## **Art. 10 Avoirs sans nouvelles**

**Le gérant de fortune indépendant prend des mesures préventives visant à éviter que le contact avec ses clients soit rompu et qu'il en résulte des relations d'affaires sans nouvelles.**

**Lorsque des avoirs sont sans nouvelles, le gérant de fortune indépendant sauvegarde les prétentions des ayants droit. Tout en respectant son obligation de confidentialité, il entreprend les démarches appropriées afin que les avoirs sans nouvelles reviennent à leurs ayants droit.**

*Dispositions d'exécution:*

*38. Au sens de l'art. 10 du présent Code de déontologie, on entend par:*

*Nouvelle: toute instruction, communication ou déclaration émanant du client, de son fondé de procuration ou de son héritier, qui provoque une activité du gérant de fortune ou une inscription au dossier;*

*Absence de nouvelles: l'absence de tout contact et le défaut complet de nouvelles pendant 10 ans, ou la certitude du décès du client, en l'absence d'informations sur ses héritiers.*

*39. Lors de l'établissement d'une relation d'affaires durable, le gérant de fortune collecte des informations sur les héritiers probables du client.*

*En cas de refus du client de communiquer ces informations, le gérant de fortune est tenu de l'informer sur les risques liés aux avoirs sans nouvelles.*

*40. En cas d'avoirs sans nouvelles, le gérant de fortune continue d'exécuter son mandat conformément au contrat.*

*41. En cas d'avoirs sans nouvelles, le gérant de fortune prend des mesures appropriées afin que le patrimoine revienne aux ayants droit.*

*Sont en particulier considérées comme des mesures appropriées:*

- les recherches effectuées dans des registres publics (p. ex. annuaires téléphoniques, registres du commerce, etc.),*
- l'avis donné à la banque dépositaire du client de l'existence chez le gérant de fortune d'un cas d'avoirs sans nouvelles,*

- *l'information de l'ombudsman institué par l'Association suisse des banquiers conformément à ses Directives relatives au traitement des avoirs (comptes, dépôts et compartiments de coffre-fort auprès de banques suisses lorsque la banque est sans nouvelles du client),*
- *l'information d'organisations étrangères équivalentes, pour autant qu'elles soient soumises à des règles appropriées de confidentialité.*

*Le gérant de fortune est en droit de réclamer au client ou à ses héritiers une indemnité pour les efforts fournis.*

## **Annexe A: Instruments de placement en cas de gestion de fortune discrétionnaire**

Les instruments de placement énumérés ci-après sont considérés comme instruments de placement habituels en cas de gestion de fortune discrétionnaire. Ils peuvent être utilisés même si le contrat de gestion de fortune écrit ne le prévoit pas expressément. L'utilisation d'autres instruments financiers conformément à une convention dans le contrat de gestion de fortune individuel reste réservée.

En tout état de cause, et quels que soient les instruments de placement utilisés, le gérant de fortune revoit périodiquement, et aussi souvent que nécessaire, les stratégies de placement qu'il met en œuvre, au regard des objectifs de placement du client et des données du marché.

### **1. Placements à terme fixe, placements fiduciaires et prêts de titres (securities lending)**

Les placements fiduciaires ne peuvent être effectués qu'avec des contreparties de premier ordre.

Dans le cadre du prêt de titres (securities lending), il convient de se prémunir contre le risque de contrepartie par le biais de garanties ou en se limitant à des contreparties de premier ordre.

### **2. Métaux précieux, papiers valeurs et droits valeurs**

Les placements en métaux précieux, en dépôts espèces et en dépôts titres effectués sous la forme de papiers valeurs et de droits valeurs (p. ex. actions, obligations, notes, dépôts à terme), ainsi que les produits qui en dérivent ou qui en sont des combinaisons (dérivés, produits hybrides, produits structurés, etc.), doivent être aisément négociables. Les critères qui permettent de conclure au caractère aisément négociable sont la cotation auprès d'une bourse autorisée en Suisse ou à l'étranger ou l'existence d'un marché représentatif pour la valeur en question.

Peuvent échapper à cette règle dans une mesure limitée les investissements dans des valeurs reconnues et très répandues auprès des investisseurs qui disposent d'une négociabilité réduite, tels que les obligations de caisse et les produits over-the-counter (OTC). Cette dernière exception suppose néanmoins que l'émetteur jouisse d'une solvabilité reconnue et que des cours conformes aux conditions du marché soient disponibles pour lesdits produits.

Les dispositions mentionnées ci-après s'appliquent aux dépôts espèces et aux dépôts titres.

### **3. Instruments de placement collectif**

Les investissements dans des instruments de placement collectif (fonds de placement, sociétés d'investissement, portefeuilles internes, Unit Trusts, etc.) sont admis - sous réserve des dispositions relatives aux placements non traditionnels - pour autant que la fortune de ces instruments soit investie dans des instruments autorisés en vertu de la présente annexe A.

Sont également admis les investissements dans des instruments de placement collectif de capitaux autorisés par la législation suisse ou par les dispositions de l'Union Européenne en matière de distribution au public, même si ces instruments peuvent, dans une mesure limitée, mettre leurs avoirs en gage et de ce fait générer un effet de levier.

La faculté pour l'investisseur de dénoncer le placement de manière appropriée équivaut au caractère aisément négociable des investissements

### **4. Placements non traditionnels**

Par placements non traditionnels, on entend les placements dans les hedge funds, le private equity et l'immobilier. Ces placements ne sont pas nécessairement limités aux placements autorisés par la présente annexe ou à des instruments aisément négociables.

En vue de diversifier l'ensemble du portefeuille, des placements non traditionnels peuvent être effectués pour autant qu'ils soient structurés selon le principe des fonds de fonds ou qu'ils offrent la garantie d'une diversification équivalente. Le caractère aisément négociable et/ou la faculté pour l'investisseur de dénoncer le placement, doivent aussi être garantis dans le cadre des placements non traditionnels.

La diversification correspond au principe des fonds de fonds lorsque les placements sont regroupés dans un seul placement collectif, tout en étant cependant gérés selon le principe «Multi Manager» (gestion du fonds par plusieurs managers travaillant de manière indépendante les uns des autres).

Le membre consigne l'utilisation d'instruments de placements non traditionnels dans un document écrit décrivant la politique

d'investissement. Il prend également les mesures organisationnelles nécessaires pour en faire une utilisation judicieuse et professionnelle.

### **5. Transactions standardisées en options («traded options»)**

Les transactions en options sur des titres, devises, métaux précieux, instruments de taux d'intérêt et indices boursiers traités sur un marché organisé et par l'intermédiaire d'un centre de clearing reconnu ne sont autorisées que si elles n'exercent aucun effet de levier sur l'ensemble du portefeuille.

Il n'y a pas d'effet de levier, si le portefeuille:

- fait état, dans le cas de la vente de calls et de l'achat de puts, d'une position de sous-jacents ou, pour autant qu'il s'agisse d'options sur des indices boursiers ou des taux d'intérêt, d'une position correspondante en valeurs qui représentent suffisamment le sous-jacent;
- fait état dès la conclusion, dans le cas de la vente de puts, de liquidités permettant en tout temps d'assumer les engagements découlant du contrat.

Le gérant de fortune doit veiller à ce que le portefeuille du client corresponde à la politique de placement convenue avec lui, même après l'éventuel exercice des droits d'option.

Le dénouement de positions ouvertes de calls et de puts est autorisé à tout moment.

### **6. Transactions non standardisées en options**

Les principes applicables aux transactions standardisés en options sont applicables aux opérations sur des instruments non standardisés, tels que les options OTC (over-the-counter), les warrants, les options couvertes, etc. Dans le cas des produits OTC, l'émetteur doit toutefois présenter une solvabilité reconnue et il doit être possible d'obtenir des cours conformes aux conditions du marché pour lesdits produits.

Les options couvertes doivent être spécifiquement agréées par le client, à moins qu'elles s'inscrivent dans les limites de crédit définies par celui-ci.

## **7. Financial futures**

Lors de la vente de financial futures, une position correspondante en sous-jacents doit exister. S'il s'agit de futures sur des indices boursiers, des devises ou des taux d'intérêt, il suffit que le sous-jacent soit suffisamment représenté.

Lors de l'achat de financial futures, les liquidités nécessaires doivent être intégralement disponibles dès la conclusion de l'achat.

## **8. Produits hybrides et structurés**

Les investissements effectués dans des produits financiers hybrides et structurés (p. ex. PIP, PEP, GROI, IGLU, VIL ou PERLES) sont autorisés si ces produits financiers ont un profil de risque correspondant à celui de l'un des produits autorisés mentionnés précédemment. Si le profil de risque contient plusieurs niveaux, tous les niveaux de risques doivent correspondre à un produit financier autorisé en vertu de la présente annexe C.

Les options couvertes synthétiques (p. ex. BLOC Warrants, DOCUs ou GOALS) ne sont en l'occurrence pas considérées comme des options couvertes au sens des dispositions ci-dessus.

Dans le cas de produits financiers hybrides et structurés non cotés, l'émetteur doit toutefois jouir d'une solvabilité reconnue et des cours conformes aux conditions du marché doivent être disponibles pour lesdits produits.



## **Annexe B: Points à régler dans le contrat écrit de gestion de fortune ou de conseil en placements**

Les points suivants constituent un standard minimum à régler dans le contrat écrit.

Les parties restent libres d'en définir le contenu dans le cadre des dispositions du présent Code de déontologie applicables (art. 7 et ses dispositions d'exécution), c'est-à-dire :

A. s'agissant aussi bien du contrat de gestion de fortune que du contrat de conseil en placements :

1. Désignation exacte des parties
3. Profil client
  - 3.1 Profil de risque, expériences et connaissances du client en matière financière, propension (subjective) au risque et capacité (objective) à assumer les risques ;
  - 3.2 Stratégie d'investissement, allocations de valeurs, objectifs et restrictions de placement du client,
  - 3.3 Monnaie de référence
  - 3.4 Possibilité de délégation de tâches à des tiers
4. Obligation de confidentialité du gérant de fortune et du conseiller en placements (y c. en ce qui concerne la transmission de données à des auxiliaires et des mandataires)
6. Rémunération du gérant de fortune ou du conseiller en placements
  - mode de calcul,
  - échéance,
  - autorisation éventuelle pour le gérant de fortune de prélever ses honoraires directement sur le compte du client,
  - traitement des prestations de tiers, y compris la reddition des comptes à ce propos.
7. Résiliation du contrat (recommandation)

Il est à noter que les mandats de gestion de fortune ou de conseil

en placements soumis au droit suisse sont obligatoirement résiliables en tout temps et sans délai de résiliation. Toute clause contraire est sans portée juridique.

8. Droit applicable (recommandation)

Il est recommandé de choisir le droit suisse

9. For (recommandation)

En cas de client étranger, il est recommandé de convenir d'un for en Suisse, au domicile du gérant de fortune ou du conseiller en placements, ou devant une instance arbitrale reconnue, par exemple selon la clause des Chambres de commerce suisses qui s'énonce comme suit :

« Tous litiges, différends ou prétentions nés du présent contrat ou se rapportant à celui-ci, y compris la validité, la nullité, d'éventuelles violation ou la résiliation du contrat, seront tranchés par voie d'arbitrage conformément au Règlement suisse d'arbitrage international des Chambres de commerce suisses en vigueur à la date à laquelle la notification d'arbitrage est déposée conformément à ce Règlement. Le nombre d'arbitres est fixé à ... *(un ou trois)*; le siège de l'arbitrage sera ... *(ville en Suisse, sauf si les parties ont prévu une ville à l'étranger)*; l'arbitrage se déroulera en ... *(insérer la langue désirée)*. »

B. s'agissant de surcroit du gérant de fortune exclusivement:

2. Relations bancaires concernées (dans tous les cas où des valeurs patrimoniales sont déposées auprès d'une banque), et mandat et pouvoirs de gestion des valeurs patrimoniales

3.5 Volume de la gestion discrétionnaire, respectivement volume de la gestion conforme à des directives spécifiques ou des instructions particulières, lesquelles peuvent également être consignées dans un procès-verbal d'entretien selon la structure suivante:

- structure du dépôt (proportion des titres de participation, des placements à intérêt fixe, des métaux précieux, etc.);
- pays/monnaies/secteurs dont il faut tenir compte dans les placements ou qui doivent être exclus des placements;
- engagements maximums par pays/monnaie/secteur;
- exigences minimales en matière de qualité et de négociabilité des placements à effectuer;

- admissibilité et ampleur du recours permanent à des crédits;
- admissibilité et ampleur des transactions à terme ou avec des produits dérivés ou des placements dans des produits financiers hybrides et structurés.

### 3.6 Exercice du droit de vote

### 3.7 Autorisation de placement de direct orders et/ou de directed orders

## 5. Rapport et reddition des comptes par le gérant de fortune

- Propre évaluation des performances ou reddition des comptes fondée sur les documents bancaires ;
- Périodicité;
- Conservation par le gérant de fortune ou envoi au client.

Approuvé par le Comité de l'ARIF le 23.02.2009  
Avec modifications du 18.11.2013 et du 22.08.2016



VQF – Verein zur Qualitätssicherung von Finanzdienstleistungen

---

**Rules of Conduct**  
**of the**  
**Industry Organisation for Asset Management**  
**of the**  
**VQF Financial Services Standards Association**  
**regarding the**  
**Practice of Asset Management**

---

The Management Board of the VQF Financial Services Standards Association (hereinafter: "VQF") issues the present rules of conduct for the practice of asset management (hereinafter: "rules of conduct") based on Art. 19 Para. 1 of the VQF by-laws (hereinafter: "by-laws").

### **Preamble:**

The aim of the following rules of conduct is to contribute to the protection and promotion of the reputation of Swiss asset management at home and abroad with particular reference to the high quality thereof. Clients who entrust their funds to Swiss asset managers<sup>1</sup> should be able to be confident that their assets will be managed professionally and in their interests.

The asset managers who are subject to these rules of conduct undertake to make an effective contribution to protecting investors and to protect the reputation of the professional body of asset managers by observing these rules of conduct.

---

## **1. General Provisions**

### **Art. 1 Purpose of these Rules of Conduct**

<sup>1</sup> When exercising their activity, asset managers are obliged to observe a code of business ethics of qualitative high standing as befitting their profession.

<sup>2</sup> The present rules of conduct define what asset managers subject to their jurisdiction must understand as a code of business ethics of qualitative high standing as befitting their profession (Art. 1 Para. 1 of the Rules of Conduct) and impeccable business activity: the rules of conduct represent professional standards for asset managers. By virtue of the approval of these rules of conduct as a minimum standard by the Swiss Financial Market Supervisory Authority (hereinafter: "FINMA"), as the industry organisation for asset management the VQF is responsible for controlling implementation of and compliance with these rules of conduct.

<sup>3</sup> The relationship between the asset manager and his client under civil law is based on the provisions of the law (in particular Art. 394 et seq. of the Swiss Code of Obligations) as well as the respective contractual agreements between the asset manager and his client (asset management agreement, general terms and conditions etc.). Asset managers must comply with the legal and contractual provisions which form the basis for the practice of their activity as independent asset managers.

<sup>4</sup> These rules of conduct do not affect the statutory duties of the VQF with regard to confidentiality (Art. 19 Para. 7 and Art. 22 Para. 5 of the By-laws).

---

<sup>1</sup> Note with regard to the use of the masculine form: the masculine form used in these rules of conduct incorporates the feminine form.

## **2. Asset Management Agreement**

### *Art. 2 Form*

<sup>1</sup> The asset manager concludes a written asset management agreement with his client.

### *Art. 3 Content*

<sup>1</sup> The written asset management agreement concluded with the client (or the appendices thereto) must include the following minimum information:

- a. Parties.
- b. Duration and scope of the asset manager's authority.
- c. Investment goals and restrictions.
- d. Reference currency.
- e. Method and interval of reporting to the client.
- f. Amount, principles of calculation and modalities of compensation of the asset manager for the execution of the asset management agreement.
- g. Options for the delegation of responsibilities to third parties.
- h. Asset manager's duty to maintain confidentiality.

<sup>2</sup> If the agreement mentions investment restrictions, this is done by naming appropriate categories. The following categories, in particular, may be included:

- a. Investment products.
- b. Quality and negotiability of investment products.
- c. Industry sectors.
- d. Currencies.
- e. Countries.
- f. Maximum commitment in the categories (letters a - e).

<sup>3</sup> If a fully discretionary asset management agreement is made, in principle the asset manager must comply with the relevant directives for asset management agreements issued by the Swiss Bankers Association (especially numerals 8 – 14 of those directives). However, in doing so it must be borne in mind that these directives are aimed at banks subject to the Swiss Federal Law on Banks and Savings Institutions (BankG). The aforementioned directives must be applied accordingly to the asset manager's specific activity when practising fully discretionary asset management. It is possible to restrict the asset manager's scope for discretion in fully discretionary asset management by means of special regulations in the asset management agreement (Art. 3 Para. 2 of the Rules of Conduct).

### **3. Duties of the Asset Manager**

#### **3.1 Guarantee**

##### *Art. 4 Duty of Guarantee*

<sup>1</sup> The asset manager guarantees impeccable business activity.

#### **3.2 Duties of Trust**

##### *Art. 5 General*

<sup>1</sup> The asset manager always protects his client's interests while exercising his activity as an asset manager.

<sup>2</sup> In order to protect his client's interests, the asset manager must, in particular:

- a. Avoid conflicts of interest (Art. 6 of the Rules of Conduct).
- b. Maintain confidentiality in regard to facts and determinations while practising his asset management activity (Art. 7 of the Rules of Conduct).
- c. Provide the client with the information which he needs in order to be able to take appropriate and adequate decisions in accordance with his interests (Art. 8 of the Rules of Conduct).
- d. Give proper account of the practice of asset management (Art. 9 of the Rules of Conduct).

<sup>3</sup> Asset managers of Swiss collective capital investment schemes must act independently in accordance with Art. 20 of the Swiss Law on Capital Collective Investments (hereinafter: "KAG") and must exclusively protect the interests of the investor (compliance with the requirements of Art. 31 and 32 of the Ordinance on Collective Capital Investments [hereinafter: "KKV"]).



## Art. 6 Prevention of Conflicts of Interest

<sup>1</sup>The asset manager takes expedient organisational measures in order to prevent conflicts of interest from arising between him or his employees and the client and in order to exclude the possibility of client disadvantage due to such conflicts of interest. If, by way of exception and despite the aforementioned measures it is not possible to prevent prejudice to the client's interest due to the conflict situation, the asset manager discloses this to the client in a suitable manner.

<sup>2</sup>The modalities or incentives of compensation for the persons charged with asset management are designed in such a way as to prevent conflict with the duty of trust.

<sup>3</sup>In accordance with Art. 33 Para. 1 KKV, managers of Swiss collective capital investment schemes ensure that decision-making (asset management), execution (trading and processing) and administration functions are effectively separated.

## Art. 7 *Duty of Confidentiality*

<sup>1</sup>The asset manager maintains confidentiality on all information of a confidential nature which comes into his possession within the context of the exercising of his asset management activity.

<sup>2</sup>The above is subject to duty of certification and the submission of information to authorities in accordance with the provisions of the law and the duty of disclosure to the VQF.

## Art. 8 *Duty of Investigation, Clarification and Information*

<sup>1</sup>The asset manager refers his client to the rules of conduct. The asset manager can give the client a copy of the applicable rules of conduct.

<sup>2</sup>Prior to and during the period in which he carries on asset management activity, the asset manager obtains all information which allows him to be in a position to recommend and implement appropriate asset management (investment strategy) in accordance with the client's needs (know your customer rule), especially with regard to:

- a. The client's experience and knowledge relating to the management of assets.
- b. Income and asset circumstances.
- c. Investment purpose.
- d. Investment horizon.
- e. Readiness and capacity to assume risk (risk profile).
- f. Reference currency (the currency on which the investment strategy is based and the investment portfolio is assessed).

<sup>3</sup>Consequently, in a suitable manner in accordance with the client's level of experience and knowledge in asset investment affairs, the asset manager then

clarifies for the client the risks associated with the agreed investment goals, strategies and restrictions as well as their implementation and the risks of the actual investments. This information can be provided in a standardised format.

<sup>4</sup> The asset manager informs his client of changes in personnel, organisation or the circumstances of ownership, provided that such information directly concerns the client and is not public knowledge.

<sup>5</sup> In the event of significant market movements leading to a permanent change in the investment strategy at variance from the agreed investment goals, the asset manager informs the client and discusses with him an adjustment of the investment strategy within the scope of the available options. The asset manager always acts in the client's interest.

#### *Art. 9 Duty of Accountability*

<sup>1</sup> On demand, but at least once annually, the asset manager renders suitable account to his client of his activity as asset manager. A longer period may be selected if the client expressly agrees.

<sup>2</sup> The information must be truthful and complete. Where appropriate, relevant supporting documents must be presented to the client.

<sup>3</sup> In the context of his duty to render due account, the asset manager observes the standards prevalent in the asset management industry (e.g. global investment performance standards). This applies, in particular, with regard to the method of calculation used, the selected time period and, where appropriate, the selected benchmark.

#### *Art. 10 Handling the Client's Instructions*

<sup>1</sup> The client has directive authority over the asset manager.

<sup>2</sup> On receipt of the client's instructions, the asset manager verifies that these instructions are in accordance with the agreements made in the asset management agreement (especially with regard to the agreed investment principles).

<sup>3</sup> If the instruction is not within the scope of the asset management agreement (especially if it is not in accordance with the agreed investment principles) or it is technically impossible to execute the instruction, after examining the circumstances the asset manager informs the client of this inconsistency and explains the reasons in a suitable manner. At the same time, the asset manager points out the consequences and any risks associated with pursuing the instruction. The asset manager's response is documented in writing.

<sup>4</sup> If the client gives an instruction that is unclear, contradictory or incomplete, the asset manager seeks clarity on the given instruction in an appropriate manner. The asset manager documents the clarification in writing.

### *Art. 11 Investments and Transactions*

<sup>1</sup> Investments and transactions are always made in the interests of the client.

<sup>2</sup> The asset manager refrains from all activities which might be considered inappropriate in the context of the investment policy agreed with the client, in particular:

- a. Churning (unreasonably frequent turnover of a client deposit which does not serve the attainment of the investment goal; rather, it serves only the optimisation of the asset manager's own fee and commission income).
- b. Front, parallel and after-running (exploitation of knowledge gained from client orders for the advance, parallel or directly subsequent execution of the asset manager's own concurrent transactions), insofar as such is in contradiction of the duty of trust.

### *Art. 12 Choice of Depositary Location*

<sup>1</sup> If the asset manager advises his client on the choice of depositary location, in doing so he acts independently and in the client's interest. In this case only the services offered directly or indirectly to the client by the depositary bank may be considered.

### *Art. 13 Choice of Counterparty*

<sup>1</sup> In accordance with Art. 22 KAG, in the case of stock trading and other transactions asset managers of Swiss collective capital investment schemes suitably ensure that the counterparty offers a guarantee of the best possible fulfilment of transactions in regard to personal, time and qualitative aspects. Appropriate care is taken in the choice of counterparty.

<sup>2</sup> The choice of counterparty is validated at regular intervals.

<sup>3</sup> Agreements which restrict the freedom of choice of asset managers of Swiss collective capital investment schemes or their agents are not permitted.

## **3.3 Duties of Due Diligence**

### *Art. 14 Organisational Measures*

<sup>1</sup> In exercising his asset management activity, the asset manager provides a professional organisation commensurate with the operating circumstances taking account of the following criteria:

- a. Number of clients.
- b. Volume of managed assets.
- c. Investment strategies employed.
- d. Selected investment products.

<sup>2</sup>An adequate, professional organisation requires the asset manager and the persons he employs (employees, auxiliary personnel etc.) to possess the necessary specialist knowledge in all fields of their professional activity and to undergo regular training.

<sup>3</sup>The asset manager takes appropriate action to ensure that his client's interests are protected even if he is unable to continue his professional activity due to incapacity or death. The client is informed of the pertinent measures in suitable manner.

#### *Art. 15 Measures relating to the Execution of the Asset Management Order*

<sup>1</sup>The asset manager selects the investments to be included in the client's investment portfolio with due care.

<sup>2</sup>The asset manager guarantees an adequate distribution of risk on the managed assets (adequate diversification principle), provided that the investment strategies or goals allow this.

<sup>3</sup>The asset manager regularly monitors the investment deposit assigned to him for management. He ensures that the investments are permanently in accordance with:

- a. The asset management agreement (especially the investment goals and restrictions); and
- b. The client's risk profile.

<sup>4</sup>The client's risk profile and the investment strategies employed are reviewed periodically. If the risk profile no longer corresponds to the client's current situation, the client must be made aware of this and this must be recorded in writing.

<sup>5</sup>In accordance with Art. 21 Para. 1 KAG, asset managers of Swiss collective capital investment schemes pursue an investment policy which is permanently in accordance with the investment characteristics for the collective capital investment defined in the corresponding documents.

#### *Art. 16 Acceptance of Assets and the Management of Assets deposited at Banks*

<sup>1</sup>Unless the asset manager is authorised by FINMA to act as a securities dealer, he accepts no assets from the client and manages no transaction accounts. Assets entrusted to the asset manager for his management which are deposited with a bank or securities dealer are managed on the basis of clearly defined authorisation given in writing.

#### *Art. 17 Delegation of Asset Management Duties*

<sup>1</sup>The asset manager can delegate asset management duties to third parties.

<sup>2</sup>When delegating asset management duties, account must be taken of the following:

- a. Delegation takes place in the interest of the client, i.e. in the interest of proper asset management.

- b. The asset manager chooses his representative carefully in the interest of his clients.
- c. The asset manager only appoints third parties who are in a position to guarantee the impeccable execution of the delegated duties. In particular, third parties must possess the necessary professional qualifications and appropriate specialist knowledge.
- d. In addition, the asset manager vouches for the careful instruction and monitoring of the representative with regard to the delegated duties.
- e. The delegated duties are defined and documented in writing.
- f. The representative complies with rules of conduct which are comparable with the present rules of conduct.

<sup>3</sup> FINMA-approved fund management companies must take account of FINMA Circular 08/37 Delegation by Fund Management Companies / SICAVs.

#### **4. Compensation**

##### *Art. 18 Content of Compensation*

<sup>1</sup> The asset manager defines all types, modalities and elements of his compensation resulting from the specific asset management agreement in the asset management agreement with the client or in the appendices thereto:

- a. "Type of compensation" means, in particular, a fee agreed with the client (e.g. in accordance with the scope of the assets under management and/or on a time and expenditure basis) or third party benefits (retrocessions, kick-backs, finder's fees etc.) which are due for payment.
- b. "Modalities of compensation" mean the time at which and the manner in which the compensation becomes due for payment.
- c. "Elements of compensation" mean, in particular, the amount of compensation or the relationship thereof to the assets which the client has entrusted to the asset manager for his management.

##### *Art. 19 Third Party Benefits*

<sup>1</sup> If in the context of his asset management activity or at the time of order fulfilment the asset manager receives third party benefits (retrocessions, kick-backs, finder's fees, portfolio maintenance commissions etc.), the asset management agreement or appendix thereto must give clear information as to the principle supporting the legal assignment of these benefits.

<sup>2</sup> If the asset manager retains the third party benefits the client must issue a written waiver declaration concerning the transfer of retrocessions. The waiver declaration must not be effected by way of the general terms and conditions.

<sup>3</sup> The asset manager makes the client aware in suitable manner of conflicts of interest which may arise from the acceptance of third party benefits.

<sup>4</sup> The asset manager informs the client of the calculation parameters and the margin of the benefits which he receives or could receive from third parties. In doing so, the asset manager differentiates – as far as possible – between the various product categories. This information can be provided in a standardised format (e.g. by means of a factsheet).

<sup>5</sup> At the client's request, the asset manager must disclose the amount of the benefits already received from third parties.

## **5. Final Provisions**

### *Art. 20 Severability Clause*

<sup>1</sup> If individual provisions of these rules of conduct are ineffective or unworkable or become ineffective or unworkable during the validity period of the rules of conduct, the effectiveness and binding nature of the rules of conduct remain otherwise unaffected. The ineffective or unworkable provision is replaced by an effective and workable provision the effects of which come closest (primarily) to the association's purpose and (secondarily) to the purpose of the ineffective or unworkable provision.

### *Art. 21 Entry into Force*

<sup>1</sup> The Management Board of the VQF issued these rules of conduct. These rules of conduct were approved by FINMA on 6 December 2013.

<sup>2</sup> These rules of conduct enter into force on 1 January 2014.

### *Art. 22 Temporary Arrangements*

<sup>1</sup> Full compliance must be maintained with the provisions of these rules of conduct with regard to asset management agreements concluded after the entry into force of these rules of conduct.

<sup>2</sup> In regard to asset management agreements which were initiated prior to the entry into force of these rules of conduct and not yet concluded at the time of the entry into force of these rules of conduct, which complied with the rules of conduct of 25 February 2009, a transitional period until 31 December 2014 is granted for the (formal) adjustment of these existing asset management agreements in accordance with these rules of conduct.

<sup>3</sup> Asset managers who are new to subordinate themselves to these rules of conduct must adjust the asset management agreements that were not yet completed at the time of subordination in line with these rules of conduct within six months.

<sup>4</sup> However, the practicing of asset management on behalf of clients in the absence of agreements still requiring formal adjustment (Art. 22 Paras. 2 and 3 of the Rules of Conduct) when subject to these rules of conduct must otherwise satisfy the material requirements of these rules of conduct (duties of guarantee, trust, due diligence and information as well as the regulation on compensation).

Zug, 19 November 2013

For the Association

The Chairman:  
Dr. Martin Neese

Member of the Management Board:  
Peter Stadler





POLYREG ASSOCIATION GÉNÉRALE D'AUTORÉGULATION  
RÈGLES DE DÉONTOLOGIE

**§1 But des règles de déontologie**

Les présentes règles de déontologie au sens de l'art. 20 al. 2 en lien avec l'art. 3 al. 2 lit. c chiff. 2 LPCC concrétisent les devoirs et les règles de conduite des gérants de fortune. Ces derniers, par déclaration écrite, s'y soumettent sans réserve ainsi qu'aux systèmes de contrôle et de sanctions. Les règles de déontologie se fondent sur la circulaire FINMA 09/1 («Règles-cadres pour la gestion de fortune») du 18 décembre 2008 et déterminent les principes sur la base desquels l'activité de gestion de fortune est à exercer.

**§2 Champ d'application**

Le Règlement de déontologie s'applique à tous les gérants de fortune qui s'y sont soumis, à leurs organes, membres de direction, ainsi qu'à ceux de leurs collaborateurs qui remplissent des fonctions dans le domaine de la gestion de fortune.

**§3 Lignes directrices**

Les gérants de fortune sont tenus de respecter le présent Règlement, les Statuts et toutes les directives de l'association. En particulier, ils doivent:

- a) toujours agir conformément au principe de la bonne foi et protéger sans restriction les intérêts de leurs clients;
- b) respecter les dispositions légales applicables à leur champ d'activité;
- c) informer ouvertement leurs clients des présentes règles de déontologie et de leur incidence sur la relation d'affaires;
- d) documenter toutes les relations d'affaires selon les principes commerciaux et conserver les documents à satisfaction de droit.

## A. Dispositions générales

### §4 Aperçu des devoirs des gérants de fortune

Les gérants de fortune ont en particulier les devoirs suivants:

- a) obligation de conclure un contrat écrit de gestion de fortune selon les §§5 à 13;
- b) obligation d'assurer l'indépendance selon le §15;
- c) devoirs de loyauté selon les §§14 et 17 à 19;
- d) obligations de diligence selon les §§16 et 20 à 22;
- e) devoir d'information selon le §23;
- f) obligation de rendre compte selon les §§24, 25 et 27;
- g) obligation d'établir et de conserver des documents selon les §§3, 6, 17 et 21.

## B. Forme du contrat de gestion de fortune

### §5 Prescriptions de forme

<sup>1</sup> Le contrat de gestion de fortune est conclu en la forme écrite. Il doit être signé à la main aussi bien par le donneur d'ordre que par le délégataire.

<sup>2</sup> Les conditions générales et les annexes au contrat doivent être couvertes par la signature.

<sup>3</sup> Le contrat de gestion de fortune doit prévoir que toute modification du contrat nécessite la forme écrite.

<sup>4</sup> Le contrat de gestion de fortune peut prévoir qu'une adaptation du profil de risque ou de la stratégie de placement due à des changements de situation peut être effectuée de manière unilatérale par le gérant de fortune ou suite à l'accord oral du client, pour autant que l'exposition au risque s'en trouve ainsi réduite et que ladite adaptation soit communiquée respectivement confirmée par écrit au client.

<sup>5</sup> Le gérant de fortune peut utiliser des contrats types.

### §6 Instructions orales du client

<sup>1</sup> Pour autant que le contrat de gestion de fortune n'en dispose pas autrement, les instructions orales ultérieures du client qui portent sur l'allocation des actifs sont autorisées dans des cas particuliers.

<sup>2</sup> Le gérant de fortune consigne ces instructions dans une note au dossier.

<sup>3</sup> Si les instructions orales du client conduisent à des divergences par rapport au profil de risque ou à la stratégie de placement, le gérant de fortune l'en rend attentif et consigne cela par écrit.

## C. Contenu du contrat de gestion de fortune

### §7 Octroi d'une procuration

<sup>1</sup> Le contrat de gestion de fortune détermine les obligations et les pouvoirs du gérant de fortune dans le cadre de l'octroi d'une procuration (pouvoir de gestion ou procuration générale). Dans ce but, il contient une liste exhaustive des pouvoirs attribués au gérant de fortune.

<sup>2</sup> Les pouvoirs peuvent aussi résulter d'une procuration signée par le client à l'attention de la banque dépositaire, si le contrat de gestion de fortune y renvoie.

<sup>3</sup> Le contrat de gestion de fortune se réfère aux présentes règles de déontologie dont le client, par sa signature, reconnaît en avoir reçu un exemplaire.

### §8 Profil de risque du client

<sup>1</sup> Le contrat de gestion de fortune définit le profil de risque du client dans le contrat lui-même ou dans l'annexe à laquelle il renvoie.

<sup>2</sup> Le profil de risque du client se compose de l'appétit au risque du client (composante subjective) ainsi que de sa capacité à le supporter d'un point de vue objectif. Le profil de risque est défini par le gérant de fortune avec le client, compte tenu des expériences et des connaissances de celui-ci.

<sup>3</sup> Le profil de risque expose la situation de fortune, le revenu ainsi que les conditions de vie économiques du client.

### §9 Détermination de la stratégie de placement

<sup>1</sup> Les objectifs de placement spécifiques au client (stratégie de placement) et les restrictions de placement sont à déterminer sur la base du profil de risque établi.

<sup>2</sup> Le contrat de gestion de fortune définit les instruments de placement autorisés en application du profil de risque et de la stratégie de placement ainsi que leur pondération dans la fortune gérée. A cette occasion, les critères déterminants sont le type d'instruments de placement, la monnaie, la solvabilité des débiteurs, la diversification par branches et la répartition géographique.

<sup>3</sup> Dans le cadre du profil de risque et de la politique de placement qu'il détermine, le contrat de gestion de fortune préserve la liberté du gérant de fortune quant au choix des moyens nécessaires (allocation des actifs) à l'atteinte des objectifs de placement définis avec le client.

### §10 Monnaie de référence

Le contrat de gestion de fortune détermine une monnaie de référence sur la base de laquelle la performance de la gestion de fortune est mesurée.

### §11 Recours à un tiers

Le gérant de fortune peut déléguer des tâches contractuelles à un tiers uniquement aux conditions suivantes:

- a) Le contrat de gestion de fortune prévoit expressément la possibilité de déléguer des tâches à un tiers. Les tâches déléguées doivent être clairement définies et consignées par écrit.

- b) Le gérant de fortune est responsable envers le mandant du soin avec lequel il choisit, donne ses instructions et surveille le tiers.
- c) Le gérant de fortune veille à ce que les règles de déontologie soient assurées sans restriction nonobstant le recours à un tiers.
- d) L'obligation de rendre compte au mandant ne peut pas être déléguée.

## §12 Reddition de compte

<sup>1</sup> Le contrat de gestion de fortune règle la périodicité et les modalités de la reddition de compte au client. Le gérant de fortune respecte ici les standards utilisés dans la branche et prévoit au minimum une reddition de compte annuelle.

<sup>2</sup> Lorsque le client souhaite ne pas être contacté par le gérant de fortune, la reddition de compte doit néanmoins être établie dans les délais et le client doit pouvoir en tout temps consulter les documents s'y rapportant. Les conventions y relatives doivent être intégrées au contrat de gestion de fortune.

<sup>3</sup> Le contrat de gestion de fortune doit prévoir que la reddition de compte satisfasse aux exigences minimales suivantes:

- a) Elle donne un aperçu de l'état de la fortune gérée, dans la monnaie de référence, au jour de référence.
- b) Elle informe le client quant à l'allocation des actifs au jour de référence.
- c) Elle permet au client de vérifier l'existence des actifs en se basant sur les extraits de compte bancaires appropriés ou sur ceux d'autres dépositaires.
- d) Elle expose la performance absolue de la fortune gérée pour la période examinée.
- e) Elle met en relation la performance de la fortune gérée par rapport à un index ou benchmark lorsque celui-ci est défini dans le contrat de gestion de fortune.
- f) Elle expose les indemnités qui figurent au crédit du gérant de fortune ou du tiers auquel il a recouru pour la période examinée.
- g) Pour autant que le contrat de gestion de fortune le prévoit ou à la demande du client, elle expose le montant des prestations reçues de tiers (par ex. finder's fees, rétrocessions) pour la période examinée. Dans la mesure où cela est possible en déployant un effort raisonnable, ces prestations doivent être individualisées et reportées au client selon les principes statistiques.

## §13 Réglementation de la rémunération du gérant de fortune

<sup>1</sup> Le contrat de gestion de fortune expose de manière compréhensible par le client la nature et le montant de la rémunération du gérant de fortune.

<sup>2</sup> Il règle au minimum les éléments suivants:

- a) La base de calcul pour la rémunération du gérant de fortune (par ex. honoraires fixes par période, honoraires selon le temps employé, montant des actifs gérés, part à la performance selon High-Water-Mark) et les taux convenus. Une combinaison de plusieurs types de rémunération est autorisée.

- b) Le contrat de gestion de fortune définit qui est le bénéficiaire de toutes les prestations reçues de tiers par le gérant de fortune en relation avec l'exécution du mandat ou à l'occasion de son exécution. Si, d'après le contrat, ces prestations reviennent en tout ou partie au gérant de fortune, celui-ci rend le client attentif par écrit aux conflits d'intérêts pouvant résulter de la perception de prestations de la part de tiers et l'informe par écrit aussi des paramètres de calcul et des fourchettes de valeurs des prestations qu'il perçoit ou pourrait percevoir de tiers. Ce faisant, il distingue dans la mesure du possible chaque catégorie de produit.
- c) Lorsqu'il est convenu d'une rémunération qui se calcule sur la base du nombre de transactions et/ou de leur montant, le gérant de fortune rend le client attentif dans le contrat de gestion de fortune lui-même aux conflits d'intérêt pouvant résulter de ce modèle de rémunération et veille à ce que le client soit informé mensuellement des transactions effectuées et des rémunérations qui en découlent.
- d) Le contrat de gestion de fortune contient des dispositions réglant le moment auquel la rémunération du gérant de fortune est faite valoir et les modalités y relatives. Si le gérant de fortune est autorisé à prélever lui-même sa rémunération sur le compte du client, cette autorisation doit expressément figurer dans le contrat de gestion de fortune qui doit en outre prévoir l'obligation d'informer immédiatement le client de chacun de ces actes de disposition.

<sup>3</sup> Le client doit être informé par écrit du montant de la rémunération globale prévue, en relation avec les avoirs confiés au gérant de fortune.

<sup>4</sup> Le client confirme par sa signature avoir pris connaissance de chaque indication des alinéas 2 et 3 et les avoir comprises.

## D. Devoirs du gérant de fortune

### § 14 **Activité irréprochable**

<sup>1</sup> Le gérant de fortune garantit une activité irréprochable.

<sup>2</sup> Il accepte uniquement les mandats pour lesquels il dispose des connaissances, de l'expérience et des capacités requises.

<sup>3</sup> Il utilise uniquement les instruments de placement qu'il connaît et dont il peut juger les risques et opportunités.

### § 15 **Indépendance**

<sup>1</sup> Le gérant de fortune est indépendant. Il n'entretient aucune relation de fait ou de droit avec des tiers qui permettrait à ces derniers d'exercer une influence sur l'activité de gestion de fortune vis-à-vis du client.

<sup>2</sup> Il ne se lie pas par des obligations d'exclusivité qui, dans l'exécution de ses mandats, réduiraient son offre de service ou ses choix d'instruments de placement.

### § 16 **Délégation**

<sup>1</sup> Sous réserve des exceptions suivantes, le gérant de fortune doit exécuter lui-même le mandat confié.

<sup>2</sup> Le gérant de fortune ne peut déléguer des tâches relevant de la gestion de fortune à des tiers que dans le respect des prescriptions formelles du §11 et pour autant que cela soit dans l'intérêt du client.

<sup>3</sup> Le mandataire doit disposer des qualifications professionnelles requises pour assurer une exécution irréprochable des tâches déléguées.

<sup>4</sup> Le gérant de fortune choisit le mandataire avec soin, l'instruit par écrit sur les tâches déléguées et l'informe des éléments pertinents de la relation d'affaires dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions.

<sup>5</sup> Le mandataire doit respecter des règles de conduite similaires à celles auxquelles le gérant de fortune est tenu.

<sup>6</sup> Les directions de fonds autorisées par la FINMA doivent observer et respecter la Circulaire-FINMA 08/37 «Délégation de tâches par la direction et la SICAV».

<sup>7</sup> Le gérant de fortune surveille avec soin et de manière continue l'activité du mandataire, prend sans délai les mesures requises lorsqu'il constate des manquements et juge périodiquement l'aptitude des tiers en tant que cocontractants.

<sup>8</sup> Sous réserve de l'alinéa 6, le mandataire ne peut pas faire à son tour appel à un tiers pour l'exécution de ses tâches et obligations.

### § 17 **Devoir de fidélité**

<sup>1</sup> Le gérant de fortune veille aux intérêts de ses clients.

<sup>2</sup> Il prend les mesures organisationnelles adéquates pour prévenir les conflits d'intérêts et pour exclure les atteintes qui pourraient en résulter pour ses clients. Il veille en particulier à ce que:

- a) les modalités de la rémunération des personnes qui, au sein de l'organisation du gérant de fortune, remplissent des fonctions dans le domaine de la gestion de fortune, évitent les incitations qui peuvent engendrer un conflit avec le devoir de fidélité;
- b) les collaborateurs qui remplissent des fonctions dans le domaine de la gestion de fortune soient instruits sur le contenu et la portée des règles de déontologie et que l'application de ces dernières soit assurée et surveillée sur la base de directives internes appropriées;
- c) le gérant de fortune emploie uniquement des collaborateurs qui jouissent d'une bonne réputation en relation avec leur activité professionnelle.

<sup>3</sup> Le gérant de fortune anticipe les domaines dans lesquels ses intérêts pourraient aller à l'encontre de ceux de son client.

<sup>4</sup> Lorsqu'une atteinte aux intérêts des clients ne peut être exclue malgré ces mesures, le gérant de fortune doit en rendre attentifs les clients. Il exige alors de ces derniers qu'ils décident de la continuation, de l'adaptation ou de la fin du rapport contractuel. De telles démarches sont à documenter.

### § 18 Activités interdites

Les placements et transactions sont effectués dans l'intérêt du client. Le gérant de fortune s'interdit en particulier:

- a) de procéder à des transactions sur les dépôts des clients sans l'existence d'un intérêt économique pour ceux-ci (barattage ou churning);
- b) d'exploiter la connaissance d'ordres de clients pour exécuter préalablement, parallèlement ou immédiatement après des transactions pour son propre compte («front / parallel / after running»).

### § 19 Recommandation consciencieuse

<sup>1</sup> Le gérant de fortune recommande à ses clients uniquement les banques et négociants en valeurs mobilières qui présentent toutes garanties pour la meilleure exécution possible au niveau global quant au prix, au temps et à la qualité.

<sup>2</sup> Il ne doit pas se laisser guider par les avantages que lui accorde l'institut recommandé et choisit uniquement les partenaires dont les prestations satisfont au mieux les exigences du client.

### § 20 Structure organisationnelle

<sup>1</sup> Le gérant de fortune s'organise de telle manière à pouvoir en tout temps satisfaire aux règles de déontologie.

<sup>2</sup> Le gérant de fortune veille à ce que son organisation soit adaptée au nombre de ses clients, au volume des avoir gérés, à la stratégie de placement mise en œuvre ainsi qu'aux produits choisis et l'adapte au besoin régulièrement. Cela vaut tant au niveau quantitatif que qualitatif.

<sup>3</sup> Il veille à une formation de base et à une formation continue appropriées tant sur le plan technique que sur celui de l'organisation.

<sup>4</sup> La structure organisationnelle doit permettre au gérant de fortune de respecter en tout temps et sans délai son obligation de renseigner et de rendre compte.

## §21 Devoir de diligence

<sup>1</sup> Le gérant de fortune revoit périodiquement le profil de risque des clients et l'adapte aux nouvelles conditions. La stratégie de placement mise en Œuvre est périodiquement revue sur cette base. Lorsque des adaptations s'avèrent utiles ou nécessaires, le gérant de fortune fait une proposition allant dans ce sens au client et la consigne par écrit.

<sup>2</sup> Le gérant de fortune doit s'assurer que les placements effectués concordent en permanence avec le profil de risque, la stratégie de placement spécifique au client et les restrictions de placement et mettre en place une surveillance continue.

<sup>3</sup> Si, suite au développement du marché, des divergences apparaissent par rapport à la stratégie de placement, le gérant de fortune doit agir dans le meilleur intérêt du client. Si aucune correction n'est possible, le client doit en être informé.

<sup>4</sup> Le gérant de fortune rend ses clients attentifs aux divergences qui existent par rapport au profil de risque et à la politique de placement résultant de leurs directives spécifiques. Il consigne ces faits par écrit.

<sup>5</sup> Le gérant de fortune veille à une répartition adéquate des risques dans le cadre de la stratégie de placement définie.

<sup>6</sup> Le gérant de fortune entreprend les démarches qui sont propres à assurer la sauvegarde intégrale des intérêts des clients en cas d'incapacité ou de décès du titulaire d'une fonction clé. Ces démarches sont à documenter.

## §22 Activité conforme à la loi

<sup>1</sup> Le gérant de fortune n'accepte pas de dépôts de clients ni ne gère de comptes d'exécution. Il dépose les avoirs qui lui sont confiés pour la gestion auprès d'une banque ou d'un négociant en valeurs mobilières qui dispose de l'autorisation requise et sur un compte ou un dépôt ouvert au nom du client.

<sup>2</sup> Il gère ces avoirs au moyen d'une procuration écrite dont l'étendue est clairement définie.

<sup>3</sup> Le gérant de fortune n'exécute aucune transaction soumise à autorisation selon la loi sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières.

## §23 Devoir d'information

<sup>1</sup> Le gérant de fortune remet un exemplaire des présentes règles de déontologie à ses clients et s'assure que ces derniers en aient compris le contenu et la portée.

<sup>2</sup> Au moment de déterminer la politique de placement, le gérant de fortune informe de façon adéquate et objective ses clients, compte tenu de leurs connaissances et de leur expérience, des risques liés aux objectifs et restrictions de placement définis avec eux ainsi que des risques liés aux instruments de placement prévus. Pour ce faire, il peut procéder à une communication écrite standardisée.

<sup>3</sup> Dans la mesure où ils sont directement touchés, le gérant de fortune informe ses clients des changements intervenus au sein du personnel, dans l'organisation ou dans son actionnariat. Il peut y renoncer lorsque le changement est de notoriété publique.



#### §24 Dispositions relatives à la reddition de compte

<sup>1</sup> Le gérant de fortune doit régulièrement rendre compte à ses clients et régler ce devoir dans le contrat de gestion de fortune. Il doit aussi rendre compte en dehors de la période convenue si le client le demande.

<sup>2</sup> Lors de la reddition de compte, le gérant de fortune doit respecter les standards utilisés dans la branche pour ce qui a trait notamment à la méthode de calcul et d'évaluation utilisée, à la période de temps choisie et, le cas échéant, aux indices de référence choisis.

<sup>3</sup> Le client doit pouvoir déterminer sur la base du rapport de compte-rendu du gérant de fortune si le mandat a été exécuté comme convenu, quel est l'état actuel des avoirs, quelle a été la performance et si les objectifs de placement ont été atteints.

#### §25 Calcul du résultat

<sup>1</sup> Les indices de références (benchmarks) doivent être pertinents au regard des investissements effectués, comparables et clairement identifiés.

<sup>2</sup> Les résultats doivent être calculés selon les méthodes d'usage dans la branche.

### E. Exigences régissant la rémunération

#### §26 Fixation de la rémunération

<sup>1</sup> La rémunération du gérant de fortune peut être librement convenue dans le contrat de gestion de fortune dans les limites de la liberté contractuelle et sous réserve du §13 des règles de déontologie.

<sup>2</sup> La rémunération convenue doit cependant satisfaire aux exigences suivantes:

- a) Le montant global probable de la rémunération doit être visible pour le client.
- b) Toute convention inhabituelle de la rémunération qui risque de tromper le client est interdite.
- c) La perception d'un agio sur les avoirs apportés par le client est interdite.
- d) Tous les éléments et modalités de la rémunération, la façon de la calculer, son échéance et sa perception doivent être réglés dans le contrat de gestion de fortune.

#### §27 Prestations reçues de tiers

<sup>1</sup> Le contrat de gestion de fortune définit qui est le bénéficiaire des prestations reçues de tiers par le gérant de fortune en relation étroite avec l'exécution du mandat ou à l'occasion de son exécution. Ce faisant, il prend en considération la jurisprudence actuelle relative à l'art. 400 al. 1 du Code des obligations.

<sup>2</sup> Par prestations de tiers au sens de l'alinéa 1, on entend notamment (liste non exhaustive) les «finder's fees», les rétrocessions sur les courtages ou sur les frais de dépôts, les rabais non reportés qui résultent de conventions forfaitaires ainsi que les rémunérations perçues à titre de compensation pour les prestations de distribution effectuées par le gérant de fortune au bénéfice du tiers.

<sup>3</sup> Si la perception de prestations de tiers conduit à des conflits d'intérêts ou à la possibilité de tels conflits, le gérant de fortune doit en rendre attentif ses clients.

<sup>4</sup> Il y a toujours un conflit d'intérêt lorsqu'il est convenu que le gérant de fortune est bénéficiaire des prestations de tiers et que l'importance de ces dernières est subordonnée au choix du tiers, à celui de l'instrument de placement ou encore à celui du nombre et du montant des transactions.

<sup>5</sup> A la demande du client, le gérant de fortune rend compte du montant des prestations déjà reçues de tiers au sens de l'alinéa2.

## **F. Dispositions finales**

### **§28 Règlementation transitoire**

<sup>1</sup> Les règles de déontologie lient le gérant de fortune dès le moment où il déclare s'y soumettre.

<sup>2</sup> L'adaptation formelle des contrats déjà souscrits par les clients doit se faire durant la période transitoire courant jusqu'au 31 décembre 2014 au plus tard.

### **§29 Entrée en vigueur**

<sup>1</sup> Ce Règlement a été adopté par le Comité de l'association le 21 novembre / 6 décembre 2013.

<sup>2</sup> Ce Règlement entre en vigueur avec l'approbation en force de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA.

Zurich, le 6 décembre 2013

Le présent Règlement entre en vigueur le 1er janvier 2014

OAR-G – Organisme d'autorégulation des gérants de patrimoine

## **REGLEMENT DE L'OAR-G**

### **RELATIF AUX REGLES-CADRES POUR LA GESTION DE FORTUNE**

#### Article 1

Le présent règlement définit les règles-cadres auxquelles tout intermédiaire financier, actif dans le domaine de la gestion de fortune (gérant de fortune indépendant), déclare vouloir se soumettre ou a l'obligation de se soumettre de par les lois auxquelles son activité est assujettie.

#### CHAPITRE 1: CONTRAT DE GESTION

#### Article 2

Le contrat de gestion de fortune doit être conclu en la forme écrite.

#### Article 3

Le contrat de gestion de fortune ou ses annexes doivent contenir notamment les indications sur:

- a. l'étendue des pouvoirs du gérant de fortune indépendant,
- b. La stratégie de placement déterminée avec le client sur la base du profil de risque, de la situation financière, ainsi que des restrictions de placement,
- c. la monnaie de référence,
- d. la méthode et la périodicité de la reddition de compte aux clients,

- e. la rémunération du gérant de fortune indépendant,
- f. une possible délégation de tâches à des tiers.

## CHAPITRE II: DEVOIRS DU GERANT DE FORTUNE

### Article 4

Le gérant de fortune indépendant présente toutes garanties d'une activité irréprochable et doit jouir d'une bonne réputation.

### Article 5

Toute procédure administrative ou pénale ouverte à l'encontre du gérant de fortune indépendant susceptible de remettre en cause ces garanties devra être communiquée sans délai et formellement au Comité de l'OAR-G.

### Article 6

Le gérant de fortune indépendant veille aux intérêts de ses clients et prend les mesures organisationnelles adéquates pour prévenir les conflits d'intérêts et veiller à ce que les clients ne soient pas lésés par de tels conflits d'intérêts. Lorsque de telles mesures ne peuvent exclure une lésion des clients, le gérant de fortune indépendant doit y rendre attentifs ces derniers.

### Article 7

Les modalités de la rémunération des personnes chargées de la gestion de fortune évitent les incitations qui peuvent engendrer un conflit avec le devoir de fidélité. Les placements et transactions sont effectués dans l'intérêt des clients. Le gérant de fortune indépendant s'interdit en particulier :

- a. de procéder à des transactions sur les dépôts des clients sans l'existence d'un intérêt économique pour ceux-ci (barattage ou churning);
- b. d'exploiter la connaissance d'ordres de clients pour exécuter préalablement, parallèlement ou immédiatement après des transactions pour son propre compte (front, parallel et after running).

#### Article 8

Le gérant de fortune indépendant adapte son organisation en fonction du nombre de clients, du volume des avoirs dont il a la gestion ainsi que des stratégies de placement convenues avec chaque client et des produits choisis. Le gérant de fortune indépendant doit s'assurer que les placements effectués pour chaque compte géré concordent en permanence avec les objectifs et restrictions de placement.

#### Article 9

Le gérant de fortune indépendant doit s'assurer que les placements effectués concordent en permanence avec le profil de risque ainsi que les objectifs et restrictions de placement.

Le gérant de fortune indépendant revoit périodiquement les stratégies de placement qu'il met en œuvre ainsi que l'adéquation du profil de risque avec la situation actuelle des clients. Si le profil de risque ne correspond plus à celle-ci, il faut en informer les clients et les consigner par écrit.

Sauf s'il dispose d'une autorisation de la FINMA en tant que banque ou négociant en valeurs mobilières, le gérant de fortune indépendant n'accepte pas de dépôts de clients ni ne gère de comptes d'exécution. Les avoirs qui lui sont confiés pour la gestion sont déposés au nom du client auprès d'une banque ou d'un négociant en valeurs mobilières et

gérés au moyen d'une procuration écrite dont l'étendue est clairement définie.

#### Article 10

Le gérant de fortune indépendant doit établir un profil de risque tenant compte des expériences et des connaissances du client. Il définira la propension au risque du client et sa capacité à absorber les risques. Tous les profils de risque doivent impérativement être établis au plus tard le 31 décembre 2014.

#### Article 11

A condition que ce soit dans l'intérêt des clients, le gérant de fortune indépendant peut déléguer des tâches relevant de la gestion de fortune à des délégataires. Le gérant de fortune indépendant choisit, instruit et contrôle le délégataire avec diligence.

Les tâches déléguées doivent être clairement définies et fixées par écrit. Le délégataire doit disposer des qualifications professionnelles requises pour assurer une exécution irréprochable des tâches déléguées. Il doit respecter des règles de conduite similaires à celles auxquelles le gérant de fortune indépendant est tenu. Les directions de fonds autorisées par la FINMA doivent respecter en particulier l'article 66 de l'Ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur les placements collectifs de capitaux (OPC-FINMA).

#### Article 12

Le gérant de fortune indépendant prend les mesures nécessaires en cas d'empêchement ou de décès.

### Article 13

Le gérant de fortune indépendant rend attentif ses clients à l'existence des règles de conduite définies dans le présent règlement.

### Article 14

Le gérant de fortune indépendant informe de façon adéquate ses clients, compte tenu de leurs expériences et connaissances, quant aux risques liés aux objectifs, aux restrictions et aux stratégies de placement définies. Cette information peut intervenir de façon standardisée.

### Article 15

Dans la mesure où il ne s'agit pas d'information publique, le gérant de fortune indépendant informe ses clients des changements importants intervenus au sein du personnel, dans l'organisation ou dans son actionnariat, qui touchent directement les clients.

Le gérant de fortune indépendant doit régulièrement, ainsi qu'à la demande de ses clients, rendre compte de sa gestion en tant que mandataire.

Dans le cadre de son devoir de rendre compte, le gérant de fortune indépendant respecte les standards utilisés dans la branche pour ce qui a trait notamment à la méthode de calcul utilisée, à la période de temps choisie et, le cas échéant, aux indices de référence choisis.

### CHAPITRE III: REMUNERATION DU GERANT DE FORTUNE

#### Article 16

Le contrat de gestion de fortune indépendant définit qui est le bénéficiaire de toutes les prestations reçues de tiers en relation étroite avec l'exécution du mandat ou à l'occasion de son exécution.

Le gérant de fortune indépendant informe ses clients des paramètres de calcul et des fourchettes de valeurs des prestations qu'il reçoit ou pourrait recevoir de tiers. Pour autant que cela soit possible, il le fait pour chaque catégorie de produit.

A la demande de ses clients, le gérant de fortune indépendant rend en outre compte de l'importance des prestations déjà reçues de tiers.

Le gérant de fortune indépendant rend ses clients attentifs aux conflits d'intérêts pouvant résulter de la perception de prestations de la part de tiers.

#### Article 17

Les gérants de fortune indépendants soumis au présent règlement au moment de son entrée en vigueur, que ce soit à titre obligatoire ou volontaire, disposent d'un délai au 31 décembre 2014 pour mettre leurs contrats de gestion existants en conformité avec les règles qu'il énonce. Aucun nouveau contrat de gestion de fortune ne bénéficie d'un délai transitoire à compter de l'entrée en vigueur de ces Règles-cadres.

#### Article 18

Concernant les contrôles et les sanctions, les dispositions du Règlement de l'OAR-G relatif à la révision LBA, aux sanctions, aux contrôles ad hoc



et aux enquêtes particulières sont applicables par analogie, étant toutefois précisé qu'aucun manquement dans le cadre du présent règlement ne saurait entraîner une exclusion au sens de l'art.18 Statuts. En cas de manquement grave, sans justification et non corrigé, la sanction maximale serait le retrait de la reconnaissance d'une adhésion aux Règles cadres de l'OAR-G.

Le présent règlement est approuvé par le Comité de l'OAR-G lors de la séance du 7 novembre 2013 et par la direction de la FINMA, sur délégation de son conseil d'administration, en date du 6 décembre 2013.



GSCGI – Groupement suisse des conseils en gestion indépendants

## **REGLEMENT**

### **REGLES D'ETHIQUE PROFESSIONNELLE DU GSCGI**

Vu l'article 20 al. 2 let d des Statuts du GSCGI, le Conseil du GSCGI édicte les "Règles d'Ethique Professionnelle" suivantes:

#### **ARTICLE 1. CHAMP D'APPLICATION**

Les présentes Règles d'Ethique Professionnelle s'appliquent à tous les gérants de fortune indépendants ("le(s) Gérant(s)").

Les Gérants ont l'obligation de se conformer aux Règles d'Ethique Professionnelle dans le cadre de leur activité de gestion de fortune.

Dès leur approbation par la FINMA, les présentes Règles d'Ethique Professionnelle seront reconnues comme exigences minimales au sens de l'article 6 al. 2 de l'Ordonnance sur les Placements Collectifs ("OPCC").

#### **ARTICLE 2. AUTRES DISPOSITIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES**

Les Gérants doivent également se conformer à toutes dispositions légales applicables à leurs activités, en particulier les dispositions du Code Suisse des Obligations relatives au contrat de mandat et la Loi sur le Blanchiment d'Argent (LBA) ainsi qu'à tous les règlements et directives édictés par le Conseil du GSCGI.

#### **ARTICLE 3. CONTRAT DE GESTION DE FORTUNE - FORME**

Les Gérants ont l'obligation de conclure avec leurs clients un mandat de gestion de fortune en la forme écrite (le "Contrat de Gestion de Fortune") conformément au chiffre marginal 8 de la Circulaire de la FINMA 2009/1 Règles-cadres pour la gestion de fortune.

On entend par mandat de gestion de fortune un contrat par lequel le Gérant se voit octroyer par le client un mandat de gestion discrétionnaire des avoirs du client ou un mandat spécifique.

#### **ARTICLE 4. CONTRAT DE GESTION DE FORTUNE – ELEMENTS OBLIGATOIRES**

Le Contrat de Gestion de Fortune ou ses annexes contiendra obligatoirement les éléments suivants:

1. l'étendue du mandat;
2. les comptes ou les actifs sur lesquels porte le mandat;
3. le profil de risque du client, tenant compte de ses expériences et connaissances, et définissant sa propension au risque et sa capacité à l'absorber;
4. les objectifs et éventuelles restrictions de placement;
5. la monnaie de référence;
6. une répartition par classe d'actifs
7. la méthode et la périodicité de la reddition de comptes aux clients;
8. le montant et les modalités de la rémunération du Gérant;
9. la possible délégation de tâches à des tiers.

Le GSCGI publie sur son site internet un contrat type de gestion de fortune (Le "Contrat Type") qui reprend les éléments obligatoires cités ci-dessus.

Ce Contrat Type peut être complété par diverses annexes propres à chaque Gérant. Toute adjonction ne peut cependant ni contredire ni réduire la portée des devoirs du Gérant prévus dans les Règles d'Ethique Professionnelle.

Si un Gérant désire élaborer son propre Contrat de Gestion de Fortune, il devra le soumettre au préalable au GSCGI le quel demandera, à la charge du Gérant, un avis de droit à un avocat choisi par le GSCGI. Cet avis de droit devra déterminer si le Contrat de Gestion de Fortune élaboré par ce Gérant est conforme aux Règles d'Ethique Professionnelle et au Contrat Type.

Le Contrat de Gestion de Fortune doit définir les actes que le Gérant a le droit d'accomplir, que ce soit dans le cadre de la gestion ou en relation avec les avoirs qui lui sont confiés. La stratégie de placement sera déterminée avec le Client sur la base du profil de risque, de sa situation financière ainsi que des restrictions de placement.

Dans le cas où le mandat de gestion est de type discrétionnaire, les opérations effectuées par le Gérant doivent se limiter, sauf instructions spécifiques du client, à ce qui est prévu dans le Règlement du GSCGI "Possibilités de Placement dans le cas de Gestion Discrétionnaire" disponible sur le site Internet du GSCGI.

Pour les mandats comportant l'autorisation pour le Gérant d'intervenir sur les divers marchés à terme, marché des changes, options, warrants, instruments dérivés, etc... en utilisant l'effet de levier ou en faisant appel à tout type d'instruments non indiqués dans le Règlement du GSCGI "Possibilités de Placement dans le cas de Gestion Discrétionnaire", il est nécessaire de faire signer au client un mandat spécifique ou un ordre spécifique à ce genre d'opérations. Il en est de même pour les investissements de type "Private Equity" ou ne disposant pas d'un minimum de liquidité au sens du Règlement "Possibilités de Placement dans le cas de Gestion Discrétionnaire".

#### **ARTICLE 5. GARANTIE D'UNE ACTIVITE IRREPROCHABLE**

Le Gérant présente toute garantie d'une activité irréprochable, notamment au sens de la Loi sur le Blanchiment d'Argent (LBA).

Dans le cadre de son activité, il prend les mesures nécessaires à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, conformément aux dispositions légales en la matière et conformément à toutes autres prescriptions édictées par l'organisme d'autorégulation auquel il est assujéti.

**ARTICLE 6. DEVOIR DE FIDELITE****a) Devoir de fidélité stricto sensu**

Le Gérant veille aux intérêts de ses clients

**b) Indépendance**

Le Gérant doit disposer de la liberté nécessaire pour décider avec objectivité et en toute indépendance de la mise en œuvre des objectifs de placement pour son client.

**c) Devoir de loyauté et conflits d'intérêts**

Le Gérant prend les mesures organisationnelles adaptées à sa taille et à sa structure pour prévenir les conflits d'intérêts et veiller, le cas échéant, à ce que les clients ne soient pas lésés par l'apparition de tels conflits.

Lorsque l'organisation du Gérant ne suffit pas à prévenir de tels conflits d'intérêts, le Gérant doit en informer ses clients concernés.

**d) Conflits d'intérêts dus aux modalités de la rémunération**

Les modalités de la rémunération du Gérant et de ses collaborateurs doivent éviter d'avoir pour effet d'engendrer un conflit avec le devoir de fidélité.

**e) Interdiction du barattage et du front, parallel et after running**

Les placements et transactions sont effectués par le Gérant dans l'intérêt du client.

Le Gérant doit effectuer des transactions qui sont économiquement justifiables. L'exécution de transactions sur les dépôts des clients sans véritable intérêt économique (barattage ou "churning") est prohibée.

Le Gérant ne doit pas exploiter pour son propre compte, dans une mesure contraire au principe de la fidélité et de la bonne foi, la connaissance qu'il tire d'ordres de clients (prohibition du "front running", "parallel running" et "after running").

**f) Devoir de confidentialité**

Le Gérant est tenu à une confidentialité absolue sur tout ce qui lui est confié ou communiqué dans le cadre de son activité professionnelle, sous réserve des dispositions de la LBA ou de demande des autorités judiciaires suisses compétentes.

Sous réserve de l'accord préalable de ses clients, le Gérant s'interdit de divulguer leurs noms en guise de référence.

## ARTICLE 7. DEVOIR DE DILIGENCE

### a) Organisation

Le Gérant adapte son organisation en fonction de la taille de son entreprise, du nombre de ses clients, du volume des avoirs dont il a la gestion ainsi que des stratégies de placement suivies et des produits choisis.

### b) Respect des objectifs et restrictions de placement

Le Gérant s'assure que les placements effectués pour son client concordent en permanence avec les objectifs, profil de risque et restrictions de placement définis avec le Client dans le Contrat de Gestion de Fortune.

Une divergence entre les objectifs, profil de risque et restrictions de placement définis avec le client et la politique de placement exercée par le Gérant due aux mouvements des marchés financiers est admise temporairement. Si cette divergence perdure, elle doit être discutée avec le client dans la mesure possible. En tout état, le Gérant agit au mieux des intérêts du client.

En cas de directives particulières du client qui ne correspondent pas avec les objectifs, profil de risque et restrictions de placement définis avec lui, le Gérant attire l'attention du client à ce sujet et le consigne par écrit.

### c) Revue régulière de l'adéquation du profil de risque, des objectifs et des stratégies de placement

Le Gérant revoit périodiquement l'adéquation du profil de risque du Client avec sa situation actuelle, ainsi que les objectifs et les stratégies de placement qu'il met en œuvre compte tenu de l'évolution de l'économie et des marchés financiers. Le Gérant informe le Client de tout changement et le consigne par écrit.

### d) Répartition adéquate des risques

Le Gérant évitera, sauf autorisation écrite expresse du client, la survenance de grands risques que provoquerait la concentration anormale sur un nombre limité de placements.

### e) Dépôt des avoirs et procuration

Les avoirs des clients qui sont confiés au Gérant pour la gestion sont déposés en Suisse auprès de banques ou de négociants en valeurs mobilières, ou à l'étranger auprès d'établissements bancaires agréés par les autorités de surveillance du pays concerné.

Le Gérant n'accepte pas de dépôts de clients ni ne gère de compte d'exécution.

Le Gérant doit assurer une séparation absolue entre ses propres avoirs ou ceux de son entreprise et les avoirs de ses clients.

Le Gérant gère les avoirs en dépôt de ses clients en s'appuyant sur une procuration écrite dont l'étendue est clairement définie.

### f) Délégation

Si c'est dans l'intérêt du client, le Gérant peut déléguer des tâches relevant de la gestion de fortune à des délégataires.

Sont notamment considérées comme des tâches relevant de la gestion de fortune:

- le suivi du client;
- la gestion de fortune des clients stricto sensu;
- l'exécution de tâches de compliance;
- la conservation des dossiers clients;
- la consolidation des avoirs du client.

Ne sont pas considérées comme des tâches relevant de la gestion de fortune, notamment :

- la comptabilité financière du Gérant;
- l'hébergement de sites internet qui ne contiennent pas de données clients;
- des tâches administratives;
- le conseil en matière de planification fiscale;
- toute opération dont le but n'est pas directement lié à la gestion patrimoniale.

Le Gérant choisit, instruit et contrôle le délégataire avec soin.

Le client doit être rendu attentif au fait que certaines tâches peuvent être déléguées.

Les tâches déléguées doivent être clairement définies et fixées par écrit.

Le délégataire doit disposer des compétences professionnelles requises pour exécuter les tâches déléguées de façon irréprochable.

Le respect du devoir de confidentialité (voir Article 6 f) ci-dessus) doit être garanti par le délégataire.

Le délégataire doit respecter des règles de conduite similaires à celles que prévoient les présentes Règles d'Éthique Professionnelle. Le Gérant pourra être amené, sur demande de la Commission d'Éthique Professionnelle ("CDEP") (voir Article 11 ci-dessous), à fournir toute information nécessaire à ce sujet.

En tout état de cause, le Gérant reste entièrement responsable de la bonne application des Règles d'Éthique Professionnelle. Il conservera les originaux de tous documents requis par ces Règles.

S'agissant des directions de fonds autorisées par la FINMA, celles-ci doivent par ailleurs respecter la Circulaire FINMA 08/37 Délégation par la direction et la SICAV.

#### g) Empêchement ou décès du Gérant

Le Gérant prend les mesures nécessaires en cas d'empêchement ou de décès.

#### h) Résiliation du Contrat de Gestion de Fortune par le Gérant

Si le Gérant prend l'initiative de renoncer de son propre chef à son mandat, il en informe le client et donne à celui-ci et à la banque dépositaire toute information utile pour la poursuite de la gestion des actifs du client, et en particulier pour mener à bien des opérations initiées mais non encore totalement dénouées.

## ARTICLE 8. DEVOIR D'INFORMATION

### a) Existence des présentes Règles d'Ethique Professionnelle

Le Gérant remet à son client une copie des présentes Règles d'Ethique Professionnelle et le client atteste par écrit qu'il en a pris connaissance et qu'il peut consulter à tout moment des éventuelles mises à jour subséquentes sur le site internet du GSCGI.

### b) Risques liés aux objectifs et restrictions de placement définis

Lors de la conclusion du Contrat de Gestion de Fortune et lors de changement dans les objectifs de placement, le Gérant est tenu d'informer son client de façon adéquate, en fonction de son degré d'expérience des affaires et de ses connaissances techniques en la matière, des risques liés aux objectifs, stratégies de placement définies et restrictions de placement définis avec lui, ainsi que de l'évolution de son profil de risque. Cette information peut intervenir de façon standardisée.

Le Gérant peut respecter son obligation d'information de manière standardisée, notamment en remettant à son client la brochure "Risques particuliers dans le négoce de titres" émise par l'Association Suisse des Banquiers ("Brochure de l'ASB") ou toute autre brochure équivalente qui sera indiquée sur le site internet du GSCGI. La remise de ce document standardisé doit être mentionnée dans le Contrat de Gestion de Fortune. A titre d'alternative, le client peut également indiquer dans le Contrat de Gestion de Fortune qu'il a pris note de l'existence et de la disponibilité de la Brochure de l'ASB sur le site du GSCGI.

Le Gérant n'a pas d'obligation d'informer son client sur les risques liés à des opérations particulières si le client atteste dans une déclaration écrite qu'il connaît les risques liés à ces opérations (qui doivent être définies spécifiquement), et qu'il renonce à ce que le Gérant lui fournisse des informations supplémentaires.

Le Gérant est tenu d'informer son client si ce dernier lui demande de fournir une prestation pour laquelle le Gérant ne dispose pas de connaissances ou d'infrastructures suffisantes.

### c) Changements importants s'agissant de l'organisation du Gérant

Le Gérant informe ses clients des changements importants intervenus au sein de son personnel, de son organisation et de son actionariat, dans la mesure où les clients du Gérant sont directement touchés par ces changements et à condition qu'il ne s'agisse pas d'information publique.

### d) Reddition de comptes

Le Gérant doit régulièrement, ainsi qu'à la demande de ses clients, rendre compte de sa gestion.

Le rapport du Gérant à son client ("le Rapport") doit permettre à ce dernier de vérifier si les objectifs de placement ont été respectés. Dans son Rapport, le Gérant applique ainsi les standards communément admis dans la branche pour ce qui a trait notamment à la méthode de calcul utilisée, à la période de temps choisie et, le cas échéant, aux indices de référence choisis.

La reddition de comptes peut s'effectuer exclusivement sur la base de décomptes établis par la banque dépositaire ("Décompte"). Le Gérant précisera toutefois au client si sa rémunération est prise en compte dans ces Décomptes.

Le Rapport du Gérant doit être envoyé au client ou mis dans son courrier retenu chez le Gérant ou à la banque dépositaire, au minimum sur une base semestrielle. Cette question sera traitée dans le Contrat de Gestion de Fortune. Le Contrat de Gestion de Fortune précisera également que le client peut en tout temps obtenir un Décompte, soit auprès du Gérant, soit auprès de la banque dépositaire.



## ARTICLE 9. REMUNERATION

### a) Accord écrit sur la rémunération

Les modalités, la périodicité, la nature et les éléments de la rémunération du Gérant doivent être décrits de manière précise et détaillée dans le Contrat de Gestion de Fortune ou ses annexes.

La rémunération du Gérant peut se calculer sur la base d'un intéressement à la performance, porter sur un pourcentage fixe des valeurs patrimoniales confiées à la gestion ou sur une formule mixte entre ces deux formes de calcul. La détermination d'une rémunération fixe ("Flat Fee") indépendante du capital sous gestion ou de la performance peut également être prévue.

### b) Prestations reçues de tiers

Le Contrat de Gestion de Fortune définit qui est le bénéficiaire de toutes les prestations reçues de tiers en relation étroite avec l'exécution du mandat ou à l'occasion de son exécution.

Le Contrat de Gestion de Fortune du Gérant rend les clients attentifs aux conflits d'intérêts pouvant résulter de la perception de prestations de la part de tiers.

Le Gérant informe ses clients des paramètres de calcul des prestations et des fourchettes de valeurs des prestations qu'il reçoit ou pourrait recevoir de tiers. Pour autant que cela soit possible, le Gérant le fait pour chaque catégorie de produits tels que les nouvelles émissions, les produits structurés, les fonds de placements, les fonds alternatifs, les courtages, les droits de garde, les "finders fees", etc. L'information au client peut se faire de façon standardisée, par exemple sous la forme de "fact sheets".

A la demande de ses clients, le Gérant rend en outre compte de l'importance des prestations déjà reçues de tiers.

## ARTICLE 10. MODIFICATIONS DU MANDAT

Toute modification du mandat de gestion, y compris du mode de calcul de la rémunération du Gérant, doit être portée à la connaissance du client dans les meilleurs délais et faire l'objet d'un avenant au Contrat de Gestion de Fortune.

## ARTICLE 11. CONTROLE ET SANCTIONS – CDEP

Une procédure de contrôle du respect des Règles d'Éthique Professionnelle et des sanctions en cas de violation desdites règles est prévue dans le Règlement d'Application des présentes Règles d'Éthique Professionnelle, disponible sur le site internet du GSCGI.

Le GSCGI crée une commission ad hoc, la Commission d'Éthique Professionnelle (CDEP), en charge de la procédure de contrôle et de sanctions.

Chaque Gérant est tenu de consulter la CDEP du GSCGI en cas de doute dans l'exécution d'opérations découlant de son mandat et en cas de doute sur l'application des présentes Règles d'Éthique Professionnelle.

**ARTICLE 12. DEVOIR DE RENSEIGNER - CONTRÔLE PAR LA FINMA OU L'OAR**

Lorsque des sanctions sont envisagées ou prises à l'égard d'un Gérant (intermédiaire financier directement soumis à la FINMA ou membre d'un Organisme d'Autorégulation ("OAR")), le GSCGI en informera la FINMA ou l'OAR concerné.

Conformément aux Statuts du GSCGI, le Gérant consent à la transmission, à la FINMA ou à l'OAR concerné, d'informations relatives à la procédure de sanctions initiée par le GSCGI à son égard.

**ARTICLE 13. PUBLICITE**

Les Gérants font preuve de réserve dans leur publicité, laquelle ne doit pas contenir d'indications trompeuses ou mensongères. La publicité faite par les Gérants ne doit pas porter atteinte à la réputation d'autres Gérants du GSCGI. Les Gérants ne sont en particulier pas autorisés à faire des comparaisons de prestations ou à utiliser des informations concernant d'autres Gérants à des fins publicitaires.

**ARTICLE 14. REGLEMENTS ET DIRECTIVES**

Le Conseil du GSCGI se charge de l'élaboration et de la mise à jour des règlements et directives d'application des présentes Règles d'Ethique Professionnelle.

**ARTICLE 15. MODIFICATION DES REGLES D'ETHIQUE PROFESSIONNELLE**

Toute modification des présentes Règles d'Ethique Professionnelle est de la compétence exclusive du Conseil du GSCGI.

Une version à jour des Règles d'Ethique Professionnelle sera disponible en tout temps sur le site Internet du GSCGI.

En cas de modification des Règles d'Ethique Professionnelle induite par l'évolution de la pratique de la profession ou de la législation, une communication par e-mail sera faite aux Gérants.

**ARTICLE 16. DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

Les Gérants sont tenus d'adapter leur activité de gestion de fortune aux présentes Règles d'Ethique Professionnelle dès leur entrée en vigueur.

Il est par ailleurs donné aux Gérants un délai au 31 décembre 2014 pour adapter leurs Contrats de Gestion de Fortune existants aux présentes Règles d'Ethique Professionnelle.

Economiesuisse

# **code suisse de bonnes pratiques pour le gouvernement d'entreprise**

## Préambule

Le Code suisse a été publié par economiesuisse en tant que Fédération des entreprises suisses de toutes les branches en juillet 2002 et complété, en 2007, d'une annexe regroupant des recommandations relatives à la rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction des sociétés. Il est devenu une référence importante pour les milieux intéressés. La dernière révision reflète les développements internationaux en matière de gouvernance d'entreprise ainsi que les changements survenus en Suisse, résultant surtout de l'adoption de l'art. 95, al. 3 de la Constitution.

Le Code suisse porte sur la situation en Suisse, caractérisée par une multitude de sociétés anonymes grandes, moyennes et petites. Il doit, par sa présentation claire, offrir un cadre de référence, largement adopté par de nombreuses entreprises en Suisse. À notre époque d'interpénétration des marchés des capitaux à l'échelle mondiale, il doit donner aux investisseurs étrangers une idée des bonnes pratiques helvétiques (« best practices »). Le Code suisse reflète en outre le fait que le législateur suisse a suivi d'autres voies que celles usuelles à l'étranger en ce qui concerne les questions de rémunération.

Le Code suisse, qui prend la forme d'une série de recommandations et est soumis au principe « comply or explain », s'adresse aux sociétés suisses ouvertes au public. Des sociétés ou organisations d'une certaine importance économique non cotées en Bourse (y compris les entreprises ayant une autre forme juridique que celle de la société anonyme) pourront également s'inspirer de ses lignes directrices.

Toutes les organisations participant à l'élaboration de ce texte seront libres de compléter le Code suisse, d'en déplacer certains accents ou de suivre leurs propres idées, si nécessaire en dérogeant à la réglementation de base.

## Le gouvernement d'entreprise comme principe directeur

Le gouvernement d'entreprise désigne l'ensemble des principes axés sur la poursuite d'intérêts durables des entreprises qui, tout en sauvegardant la capacité de décision et l'efficacité, visent à instaurer au plus haut niveau de l'entreprise la transparence et un rapport équilibré entre direction et contrôle.

## Le Code suisse de bonnes pratiques pour le gouvernement d'entreprise comme ligne de conduite et recommandation

Le Code suisse de bonnes pratiques pour le gouvernement d'entreprise s'adresse aux sociétés suisses ouvertes au public. Certains points concernent les investisseurs institutionnels et les intermédiaires. Le Code suisse se propose de fixer une ligne de conduite et de formuler des recommandations. Il n'a pas pour but d'enfermer les entreprises suisses dans un carcan réglementaire. Chaque société doit conserver la possibilité de développer ses propres principes d'organisation. Si bien que les entreprises qui dérogent aux recommandations du Code suisse expliquent de manière appropriée pourquoi elles ne s'y conforment pas (« comply or explain »).

## Les actionnaires

1

Pourvoyeurs de capitaux, c'est aux actionnaires que revient le dernier mot.

- Les compétences des actionnaires<sup>1</sup> sont définies dans la loi. Eux seuls sont habilités à prendre des décisions sur des questions touchant aux membres des organes dirigeants de l'entreprise (élection et décharge des membres du conseil d'administration, élection du président du conseil d'administration et des membres du comité de rémunération, élection de l'organe de révision et du représentant indépendant), à l'approbation des comptes (comptes annuels statutaires et consolidés), à l'affectation du bénéfice éventuel, aux fonds propres (dividende, augmentation ou réduction du capital) ainsi qu'à l'approbation de la rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction. Les actionnaires définissent, dans les statuts, le but, les caractéristiques essentielles et les règles en vigueur au sein de la société. Ils sont compétents pour prendre les décisions entraînant une fusion, scission, transformation de la société ou sa liquidation.
- Les actionnaires exercent leurs droits de participation durant l'assemblée générale ordinaire et ont le droit de formuler des propositions dans le cadre de l'ordre du jour. Ils peuvent aussi, en dehors de celui-ci, exiger des renseignements sur les affaires de la société et, le cas échéant, demander un contrôle spécial.
- Les investisseurs institutionnels, les « nommées » et les autres intermédiaires qui exercent, en leur propre nom, des droits attachés aux actions veillent autant que possible à ce que les ayants droit économiques puissent influencer la manière dont sont exercés ces droits.
- Les investisseurs institutionnels, les « nommées » et les autres intermédiaires, y compris les « proxy advisors », respectent les lignes directrices pour les investisseurs institutionnels en vue de l'exercice des droits sociaux dans les sociétés anonymes<sup>2</sup>.
- Les banques de dépôt qui acquièrent des actions nominatives pour des clients inactivent les acquéreurs à se faire inscrire dans le registre des actions de la société.

2

La société s'efforce de faciliter l'exercice des droits légaux des actionnaires.

- À cette fin, les statuts peuvent prévoir d'abaisser de manière appropriée les valeurs limites inscrites dans la loi pour requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour ou la convocation d'une assemblée générale extraordinaire.
- Lorsque l'assemblée générale réduit la valeur nominale des actions en procédant à un remboursement, le conseil d'administration examine s'il convient d'adapter les valeurs limites (demande d'inscription d'un objet à l'ordre du jour, de convocation d'une assemblée et, le cas échéant, d'un contrôle spécial) pour que les actionnaires ne voient pas leurs droits diminuer.
- Les statuts et au minimum les lignes directrices du règlement d'organisation sont disponibles en tout temps sous forme écrite ou électronique. La société publie également les statuts sur son site Internet.

<sup>1</sup> Toutes les fonctions se réfèrent indifféremment à des hommes ou à des femmes.

<sup>2</sup> Auteurs : ASIP, Association suisse des institutions de prévoyance, Fonds de compensation AVS/AI/APG, economiesuisse, Ethos – Fondation suisse pour un développement durable, Association suisse des banquiers et SwissHoldings. Ces lignes directrices ont été publiées en janvier 2013.

---

La société veille à ce que l'assemblée générale soit un lieu de communication afin qu'elle puisse assumer en connaissance de cause les fonctions qui lui reviennent en tant qu'organe suprême.

3

- Le conseil d'administration informe les actionnaires de façon qu'ils puissent exercer leurs droits en ayant connaissance des informations essentielles à la prise de décision.
- Avec la convocation, la société fournit des explications compréhensibles sur les points à l'ordre du jour et sur les propositions du conseil d'administration. Les demandes d'inscription d'un objet à l'ordre du jour et propositions y afférentes qui arrivent en temps opportun doivent être communiquées.

---

La société s'efforce de faciliter la participation des actionnaires à l'assemblée générale en fixant les dates clairement et suffisamment tôt.

4

- Le conseil d'administration communique la date de l'assemblée générale ordinaire aussi tôt que possible.
- La société annonce la date jusqu'à laquelle les actionnaires peuvent faire parvenir leurs demandes d'inscription d'objets à l'ordre du jour et leurs propositions y afférentes. Cette date ne doit pas être plus éloignée que nécessaire du jour de l'assemblée générale.
- Si le conseil d'administration arrête une date de référence avant l'assemblée générale pour déterminer les droits de vote attachés aux actions, cette date ne doit pas, tant pour les actions nominatives que pour les actions au porteur, précéder de plus de quelques jours la date de l'assemblée.

---

L'assemblée doit être organisée de façon que les actionnaires puissent s'exprimer sur les objets à l'ordre du jour de manière factuelle et concise.

5

- Le conseil d'administration s'assure que les actionnaires disposent des informations nécessaires pour se forger une opinion et qu'ils puissent l'exprimer.
- Le président use de la compétence associée à sa fonction pour garantir l'exercice des droits des actionnaires. Il dirige l'assemblée avec pondération et de manière ciblée.
- Le président veille au déroulement efficace de l'assemblée en évitant les votes superflus, répétitifs ou inutilement offensants; il peut limiter le temps de parole de manière appropriée, surtout si de nombreuses interventions sont annoncées sur le même point de l'ordre du jour.

---

La structure organisationnelle doit garantir le droit des actionnaires d'obtenir des renseignements et de consulter les documents.

6

- Le président répond aux questions concernant la société ou demande aux personnes compétentes ou aux présidents des comités du conseil d'administration d'y répondre.
- Les questions complexes doivent être soumises par écrit au conseil d'administration suffisamment tôt pour que celui-ci puisse préparer les réponses.
- Les résultats des votes sont mis à la disposition des actionnaires le plus rapidement possible, au plus tard au bout d'une semaine.

---

À l'assemblée générale, la volonté de la majorité doit s'exprimer clairement.

**7**

- Le président organise les modalités de vote de façon à pouvoir déterminer la volonté de la majorité aussi clairement et efficacement que possible. Dans la mesure où cela fait sens, le conseil d'administration utilise des moyens électroniques performants.
- Si le vote a lieu à main levée, les actionnaires peuvent faire inscrire les refus et les abstentions ; le nombre de ces voix est communiqué.
- Lors du vote portant sur la décharge des membres des organes de la société, le président peut demander un vote global pour autant qu'aucun actionnaire ne s'y oppose et qu'aucun vote individuel ne soit demandé sur une ou plusieurs personnes.
- Le conseil d'administration prend des mesures adaptées afin que le représentant indépendant puisse assumer sa fonction efficacement.

**8**

---

Le conseil d'administration s'efforce de maintenir des contacts avec les actionnaires aussi entre les assemblées générales.

- Le conseil d'administration informe les actionnaires de l'évolution de la société aussi durant l'exercice en cours.
- Le conseil d'administration désigne l'organe responsable des relations avec les actionnaires. Il veille, dans les informations qu'il donne, à respecter le principe légal de l'égalité de traitement.
- Si, lors d'un vote, une part importante des voix rejettent la proposition du conseil d'administration, celui-ci améliore le dialogue avec les actionnaires.

## Le conseil d'administration et la direction

### Tâches du conseil d'administration

**9**

---

Le conseil d'administration, nommé par les actionnaires, exerce la haute direction et la haute surveillance de la société ou du groupe.

- Le conseil d'administration définit les objectifs stratégiques et les moyens généraux pour y parvenir, de même qu'il désigne les personnes à qui la gestion des affaires doit être confiée.
- Le conseil d'administration imprime sa marque au gouvernement d'entreprise et le met en œuvre.
- Il veille dans sa planification à coordonner la stratégie et les finances.
- Le conseil d'administration se laisse guider par l'objectif d'un développement durable de l'entreprise.

Les principales tâches inaliénables et intransmissibles du conseil d'administration sont décrites dans le droit suisse des sociétés anonymes.

10

- Ces tâches principales sont :
  1. exercer la haute direction de la société et établir les instructions nécessaires ;
  2. fixer l'organisation ;
  3. fixer les principes de la comptabilité et du contrôle financier ainsi que le plan financier pour autant que celui-ci soit nécessaire à la gestion de la société ;
  4. nommer et révoquer les personnes chargées de la gestion et de la représentation ;
  5. exercer la haute surveillance sur les personnes chargées de la gestion pour s'assurer notamment qu'elles observent la loi, les statuts, les règlements et les instructions données ;
  6. établir le rapport de gestion, préparer l'assemblée générale et exécuter ses décisions ;
  7. informer le juge en cas de surendettement ;
  8. décider des propositions soumises à l'assemblée générale en ce qui concerne la rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction et établir un rapport sur la question des rémunérations.

11

Le conseil d'administration définit dans les statuts les compétences des personnes chargées de la gestion.

- Le conseil d'administration veille à attribuer de manière appropriée les fonctions de direction et de contrôle.
- S'il délègue les tâches de gestion à un administrateur-délégué ou à une direction séparée, il édicte un règlement d'organisation délimitant clairement les compétences ; en règle générale, il se réserve le droit d'approuver des affaires d'une certaine portée.

### Composition

12

La composition du conseil d'administration doit être équilibrée.

- Le conseil d'administration est aussi restreint que possible pour favoriser une formation de décision rapide et assez large pour que ses membres puissent intégrer en son sein l'expérience et les connaissances qu'ils ont acquises dans différents domaines et qu'ils puissent se répartir les fonctions de direction et de contrôle (point 20 ss.). La taille du conseil d'administration dépend des exigences de l'entreprise.
- Le conseil d'administration est composé de membres, femmes et hommes. Ils sont dotés des aptitudes nécessaires pour garantir la formation de décisions dans le cadre d'un échange de vues critique avec la direction.
- Le conseil d'administration veille à une diversité convenable de ses membres.
- Le conseil d'administration est composé d'une majorité de membres indépendants au sens du point 14.
- Si une société exerce une part significative de ses activités à l'étranger, le conseil d'administration comprendra également des personnes ayant une longue expérience internationale ou des membres étrangers.



Le conseil d'administration planifie le renouvellement des mandats et veille à la formation continue de ses membres.

13

- Le mandat des membres du conseil d'administration porte sur une année.
- Le conseil d'administration planifie la relève et fixe les critères de sélection des candidats.
- Le conseil d'administration veille à initier les membres nouvellement élus à leurs tâches et prévoit une formation continue adaptée.

### Indépendance

14

L'indépendance des membres du conseil d'administration répond à des critères spécifiques.

- Sont considérés comme membres indépendants les membres non exécutifs du conseil d'administration n'ayant jamais fait partie de la direction ou l'ayant quittée depuis trois ans au moins et n'entretenant aucune relation d'affaires avec la société ou des relations d'affaires relativement peu importantes.
- En présence de mandats croisés entre membres du conseil d'administration, il y a lieu d'examiner de près leur indépendance.
- Le conseil d'administration peut fixer d'autres critères d'indépendance sur les plans institutionnels, financiers et personnels.

### Fonctionnement et présidence du conseil d'administration

15

Le conseil d'administration définit des procédures appropriées pour son activité.

- Le conseil d'administration siège selon les besoins de l'entreprise, mais en général au moins quatre fois par an. Chaque fois que cela paraît nécessaire, le président convoque les membres et organise des délibérations à bref délai. Les membres du conseil d'administration veillent à disposer du temps nécessaire à leur fonction, également lors de situations nécessitant un investissement plus conséquent.
- Le conseil d'administration examine régulièrement les règlements qu'il a édictés et les adapte aux exigences.
- Pour les affaires importantes, le conseil d'administration peut consulter des experts externes indépendants aux frais de la société.
- Chaque année, le conseil d'administration fait le point sur son activité et celle de ses comités.

16

Le président assume la responsabilité de préparer et de diriger la séance; il est le garant de l'information.

- Le président du conseil d'administration assure la direction du conseil dans l'intérêt de la société. Il veille à ce que la préparation, la délibération, la prise de décisions et l'exécution de celles-ci se déroulent correctement.
- En collaboration avec la direction, le président veille à transmettre à temps les informations sur tous les aspects de la société ayant une influence sur la formation de décision et sur la surveillance. Les documents, présentés de façon claire et concise, sont transmis au conseil d'administration autant que possible avant la séance. Sinon, le président laisse aux membres du conseil suffisamment de temps pour en prendre connaissance avant le début de la séance.
- En règle générale, les personnes responsables d'un objet inscrit à l'ordre du jour sont présentes à la séance. Les personnes indispensables pour répondre à des questions visant à approfondir certains points doivent être joignables.

### Gestion des conflits d'intérêts et des connaissances d'initié

17

Chaque membre du conseil d'administration et de la direction doit régler ses affaires personnelles et professionnelles de manière à éviter autant que possible les conflits d'intérêts avec la société.

- Si un conflit d'intérêts survient, le membre concerné du conseil d'administration ou de la direction en informe le président du conseil d'administration. Le président ou le vice-président demande au conseil d'administration de prendre une décision qui tienne compte de la gravité du conflit d'intérêts ; ce dernier récuse la personne concernée pour prendre sa décision.
- Toute personne qui a des intérêts contraires à la société ou qui est chargée de représenter de tels intérêts pour des tiers ne participe pas aux délibérations et à la prise de décision. Une personne en conflit d'intérêts permanent ne peut pas faire partie du conseil d'administration ni de la direction.
- Les affaires conclues entre la société et les membres des organes de la société ou leurs proches le sont à des conditions équivalentes à celles qui s'appliquent à des tiers ; elles sont approuvées sans la participation des personnes concernées. Si nécessaire, une expertise neutre est ordonnée.

18

Le conseil d'administration fixe les principes précis de la publicité événementielle et prend des mesures pour empêcher les atteintes à la législation sur les opérations d'initié.

- Le conseil d'administration veille plus particulièrement à ce que des mesures appropriées (embargos, « close periods », par exemple) soient prises en ce qui concerne les achats et les ventes de titres de la société ou d'autres droits pertinents lors de périodes critiques, par exemple dans le cadre d'un projet de reprise, avant une conférence de presse ou la publication des résultats de l'entreprise.

### Présidence du conseil d'administration et de la direction

19

Le principe du rapport d'équilibre à atteindre entre les fonctions de gestion et de contrôle est également valable à la tête de l'entreprise.

- Le conseil d'administration s'emploie à ce que sa présidence et celle de la direction soient confiées à deux personnes (dissociation des fonctions).
- Si le conseil d'administration opte pour le cumul des fonctions, pour des raisons inhérentes à l'entreprise ou parce que la structure organisationnelle au sommet de l'entreprise l'exige, il veille à instaurer des mécanismes de contrôle adéquats. Pour accomplir cette tâche, le conseil d'administration nomme un membre expérimenté, non exécutif (« lead director »). Celui-ci est habilité, si nécessaire, à convoquer et à diriger de manière autonome une séance du conseil d'administration.

### Gestion des risques, conformité aux règles (« compliance ») et système de contrôle interne

20

Le conseil d'administration veille à ce que la gestion des risques et le système de contrôle interne soient adaptés à l'entreprise. La gestion des risques concerne aussi bien les risques financiers, opérationnels et de réputation.

- Le système de contrôle interne doit être adapté à la taille, à la complexité et au profil de risque de la société.
- Le système de contrôle interne recouvre aussi, selon les spécificités de la société, la gestion des risques.
- La société institue une révision interne. Celle-ci fait rapport au comité de contrôle (« audit committee ») et, le cas échéant, au président du conseil d'administration.

21

Le conseil d'administration prend des mesures pour assurer le respect des normes applicables (« compliance »).

- Le conseil d'administration organise la fonction de conformité, selon les particularités de l'entreprise et établit des directives ad hoc.
- Pour ce faire, il se fonde sur des règles de bonnes pratiques reconnues<sup>3</sup>.
- Le conseil d'administration examine au moins une fois par an la question de savoir si les principes en matière de conformité applicables à lui-même et à l'entreprise sont suffisamment connus et mis en œuvre au quotidien.

### Comités du conseil d'administration

22

Le conseil d'administration constitue des comités chargés de tâches spécifiques.

- Le conseil d'administration institue, dans le cadre de ses compétences et en son sein, des comités chargés d'analyser en profondeur certaines questions techniques ou de personnel et de faire rapport au conseil d'administration pour lui permettre de préparer ses décisions ou d'exercer sa fonction de surveillance.
- Dans la mesure où ce droit n'a pas été attribué à l'assemblée générale, le conseil d'administration nomme les membres des comités. Il nomme leur président et fixe la procédure applicable au fonctionnement des comités. Pour le reste, les règles régissant le déroulement des séances du conseil d'administration s'appliquent par analogie.
- Il est possible de regrouper la fonction de plusieurs comités pour autant que tous leurs membres remplissent les conditions nécessaires.
- Les comités rendent compte au conseil d'administration de leurs activités et de leurs résultats. Le conseil d'administration conserve la responsabilité générale des tâches confiées à des comités.

<sup>3</sup> Cf. en particulier les « Traits fondamentaux d'une gestion efficace de la conformité » de septembre 2014, rédigés par economiesuisse et SwissHoldings.

*Comité de contrôle*

23

Le conseil d'administration institue un comité de contrôle (« audit committee »).

- Le comité de contrôle se compose de membres du conseil d'administration non exécutifs et indépendants.
- La majorité de ses membres, dont le président, possèdent de solides connaissances financières et comptables. Dans des structures complexes, au moins un membre doit être un expert financier (CEO ou ancien CEO, CFO ou expert-comptable, par exemple).

24

Le comité de contrôle se forge son propre avis sur la révision interne et externe, le système de contrôle interne et les comptes annuels.

- Le comité de contrôle se forge une image de l'efficacité de la révision externe (organe de révision) et de la révision interne ainsi que de leur coopération.
- Le comité de contrôle évalue en outre le fonctionnement du système de contrôle interne en tenant compte de la gestion des risques ainsi que de l'observation des normes (« compliance ») dans la société.
- Le comité de contrôle révisé de manière critique les comptes de la société, les comptes consolidés ainsi que les comptes intermédiaires destinés à être publiés ; il discute les comptes avec le chef des finances et le responsable de la révision interne ainsi que, le cas échéant, séparément, avec le responsable de la révision externe.
- Le comité de contrôle décide s'il peut recommander au conseil d'administration de présenter les comptes de la société et les comptes consolidés à l'assemblée générale.
- Le comité de contrôle évalue la performance et les honoraires de la révision externe et s'assure de son indépendance. Il vérifie si le mandat de révision est compatible avec d'éventuels autres mandats de conseil.

*Comité de rémunération*

25

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale des personnes non exécutives et indépendantes en vue de l'élection des membres du comité de rémunération (« compensation committee »).

- Le comité de rémunération joue un rôle clé pour la mise en œuvre des exigences découlant de la loi, des statuts et de l'assemblée générale, lequel requiert, dans l'intérêt de l'entreprise, des connaissances spécialisées et de l'engagement.
- Le président du conseil d'administration et celui de la direction peuvent être conviés aux séances, excepté quand il est question de leur propre rémunération.
- Pour les autres aspects, se référer à l'Annexe 1.

*Comité de nomination*

26

Le conseil d'administration institue un comité de nomination (« nomination committee »).

- Le comité de nomination se compose majoritairement de membres du conseil d'administration non exécutifs et indépendants.
- Le comité de nomination fixe les principes régissant la sélection des candidats à élire ou à réélire au conseil d'administration et prépare la sélection selon ces critères.
- Le comité de nomination peut se voir attribuer des tâches en rapport avec la sélection et l'appréciation de candidats à des fonctions de cadres supérieurs en vue de planifier le remplacement de personnes sortantes.

### Cas particuliers

27

Les règles du Code suisse peuvent, selon la structure de l'actionariat et la taille de la société, être adaptées aux circonstances.

- Dans les sociétés comptant des actionnaires engagés activement (y compris des filiales d'un groupe cotées en Bourse) ainsi que dans les entreprises de taille moyenne ou petite, il est possible de prévoir des adaptations ou des simplifications. Ces sociétés conçoivent et mettent en place à leur manière une évaluation de la révision externe, un système de contrôle interne performant, des principes de rémunération du conseil d'administration et de la direction ainsi que les nominations au conseil d'administration.
- Les entreprises de taille moyenne et petite peuvent, au lieu d'instituer des comités, confier les tâches de ces comités à des mandataires individuels ou à l'ensemble du conseil d'administration.
- Le principe «comply or explain» reste valable pour les sociétés cotées en Bourse.

### La révision

28

La révision externe est confiée à l'organe de révision désigné par les actionnaires.

- Les réviseurs externes s'acquittent des tâches que la loi leur attribue selon les directives édictées à leur intention et collaborent de manière appropriée avec les personnes responsables de la révision interne.
- L'organe de révision se conforme aux directives en matière d'indépendance établies à leur intention.

### La publicité

29

La société fournit dans son rapport de gestion des indications sur le gouvernement d'entreprise.

- Pour ce qui est des informations détaillées que les sociétés doivent fournir, les dispositions du droit de la société anonyme et la directive de SWX Swiss Exchange concernant les informations relatives au Corporate Governance s'appliquent.

# Annexe 1

## Introduction

Adoptée en 2007 par les adhérents au Code suisse de bonnes pratiques pour le gouvernement d'entreprise, l'Annexe 1 approfondissait, dans ses recommandations et explications, les aspects de la gouvernance d'entreprise liés à la rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction dans des sociétés ouvertes au public. L'ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en Bourse (ORAb) du Conseil fédéral, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, a fondamentalement changé la donne. Les défis de la gouvernance d'entreprise sont toutefois restés les mêmes. Elle doit garantir que les rémunérations des cadres supérieurs des entreprises renferment des incitations optimales pour une gestion d'entreprise efficace et en harmonie avec les intérêts des actionnaires. Même si elles sont strictes, les nouvelles exigences légales laissent une marge de manœuvre pour l'aménagement des procédures et de la politique en matière de rémunération au plus haut niveau de l'entreprise. La question des bonnes pratiques dans le domaine de la rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction se pose toujours. Les recommandations du Code suisse sont des lignes directrices visant à promouvoir la mise en œuvre et le développement de bonnes pratiques dans le nouvel environnement réglementaire.

## Recommandations relatives à la rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction

La présente annexe explicite et complète la disposition 25 du Code suisse de bonnes pratiques pour le gouvernement d'entreprise par des recommandations en matière de rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction actualisées. Elle fait partie intégrante du Code suisse.

L'Annexe 1 au Code suisse ne propose ni dispositions contraignantes ni recette universelle qui résoudre la question de la rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction dans les sociétés ouvertes au public. Il s'agit de proposer des recommandations permettant aux entreprises de traiter ces questions de manière responsable.

À cet égard, il est essentiel de souligner la responsabilité propre de l'économie et des entreprises. Dans une économie libérale, il ne saurait être question de réglementer le mode et le montant de la rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction. Les règles de gouvernement d'entreprise doivent dégager des lignes directrices et garantir des processus transparents, protégés des conflits d'intérêts et conformes aux exigences légales, aux intérêts des entreprises et aux particularités des marchés. Le mode de rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction proposé à l'assemblée générale doit être clair pour les actionnaires. Les efforts consentis par les membres du conseil d'administration resteront décisifs pour l'acceptation, par les actionnaires, mais aussi par les collaborateurs de l'entreprise et l'opinion publique, de la rémunération versée aux cadres supérieurs de l'entreprise.

### Rôle de l'assemblée générale

30

Le conseil d'administration veille à ce que l'assemblée générale puisse exercer ses compétences.

- Le conseil d'administration décide comment, dans le cadre des exigences légales et statutaires, il organise et structure les différents votes relatifs aux rémunérations et les élections au sein de l'assemblée générale. Il vise des débats objectifs et une prise de décision efficace au sein de l'assemblée générale.
- Lors de l'assemblée générale, le président du conseil d'administration ou du comité de rémunération donne des explications sur le rapport et le système de rémunération et répond aux questions.
- Avec les moyens qui sont à sa disposition, le conseil d'administration facilite également l'information et la prise de décision des actionnaires avant l'assemblée générale.

### Rôle du conseil d'administration et du comité de rémunération

31

Le conseil d'administration décide du système de rémunération pour le plus haut niveau de l'entreprise et des rémunérations proposées à l'assemblée générale.

- Sur la base des statuts, le conseil d'administration décide d'une politique en matière de rémunération, qui tient compte des objectifs stratégiques de la société, de l'aménagement général du système de rémunération pour les membres du conseil d'administration, de la direction et éventuellement du conseil consultatif. De plus, il établit les lignes directrices relatives à la prévoyance professionnelle pour les membres exécutifs de ces organes.
- Le conseil d'administration décide de la somme annuelle des rémunérations soumise au vote de l'assemblée générale pour le conseil d'administration, la direction et éventuellement le conseil consultatif. Au moment de soumettre sa proposition aux actionnaires, il se justifie de manière claire. Pour ce faire, il peut aussi renvoyer au rapport de rémunération.
- En ce qui concerne la fixation des rémunérations individuelles, le conseil d'administration s'en tient aux décisions de l'assemblée générale et aux exigences statutaires sur la répartition des compétences entre lui et le comité de rémunération. En règle générale, il se réserve le droit de fixer la rémunération totale de la direction et celle du président.

32

En vue de l'élection des membres du comité de rémunération, le conseil d'administration propose à l'assemblée générale des personnes non exécutives et indépendantes.

- Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale des personnes indépendantes en vue de l'élection des membres du comité de rémunération. Si les actionnaires proposent des personnes qui ne sont pas indépendantes, le conseil d'administration en informe l'assemblée générale.
- Le conseil d'administration ne propose pas à l'assemblée générale d'élire au comité de rémunération des personnes se trouvant en situation d'interdépendance. Il y a interdépendance lorsqu'un membre du comité participant aux décisions relatives à la rémunération d'un membre du conseil d'administration ou de la direction se trouve sous le contrôle ou sous les ordres de cette personne dans une autre entreprise.
- Les membres du conseil d'administration, qui sont des actionnaires importants ou qui représentent de tels actionnaires, peuvent être membres du comité de rémunération.

33

Le comité de rémunération joue un rôle clé pour la mise en œuvre des exigences découlant de la loi, des statuts et de l'assemblée générale, lequel requiert, dans l'intérêt de l'entreprise, des compétences spécialisées et de l'engagement.

- Le comité de rémunération assume avec détermination les tâches qui lui sont confiées. Il représente uniquement les intérêts de l'entreprise, également dans des discussions et des négociations relatives à des rémunérations individuelles. Il se procure les connaissances spécialisées nécessaires, au besoin en faisant appel à des conseillers externes.
- Le comité de rémunération informe le conseil d'administration lors des séances de ce dernier et lui expose périodiquement l'état des processus de rémunération à la lumière de la législation, des statuts et des décisions unilatérales de l'assemblée générale. Il propose éventuellement les modifications du système qui s'imposent.

34

Sur la base des indications du conseil d'administration relatives à la politique de rémunération, le comité de rémunération élabore un projet de système de rémunération destiné aux dirigeants de l'entreprise.

- Dans le cadre des statuts, le conseil d'administration établit à l'intention du comité de rémunération les éléments de base du système de rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction ; ce système doit être aussi simple et compréhensible que possible.
- Le comité de rémunération veille à ce que l'entreprise offre un ensemble de prestations conformes au marché et à la performance pour attirer et garder les personnes possédant les compétences et la personnalité nécessaires.
- Le système de rémunération est conçu de telle sorte que les intérêts des dirigeants correspondent aux intérêts de l'entreprise.
- Le comité de rémunération s'efforce d'appliquer ce système d'une façon claire.



### Le système de rémunération dans le détail

35

En règle générale, le système de rémunération s'appuie sur des éléments fixes et variables. Il récompense le comportement visant la réussite à moyen et à long termes par des éléments de rémunération disponibles ultérieurement.

- En règle générale, le système de rémunération destiné aux personnes ayant des fonctions non exécutives est composé uniquement d'éléments fixes. Ceux-ci sont constitués en principe du versement de sommes d'argent et de l'attribution d'actions.
- Dès lors que le système de rémunération destiné aux personnes ayant des fonctions exécutives comprend des éléments fixes et variables, il doit être aménagé de manière que la part variable dépende dans une mesure adéquate, d'une part, de la performance individuelle et, d'autre part, du succès durable de l'entreprise ou d'une unité de l'entreprise.
- Le calcul de la part variable de la rémunération s'appuie sur des critères clairs ; il faut également tenir compte de qualités de direction moins faciles à mesurer. Si les objectifs prépondérants ne sont pas atteints, la part variable de la rémunération est réduite ou supprimée.
- Le conseil d'administration décide si la rémunération doit aussi comporter des actions, ceci dans le but de sensibiliser le plus possible les dirigeants de l'entreprise aux intérêts d'actionnaires engagés sur le long terme. Il tient compte des conséquences, d'une part, de l'attribution d'actions et, d'autre part, de l'attribution d'options ou d'autres instruments comparables. Il tient également compte des expériences effectuées et des évolutions observées sur les marchés.
- Les rémunérations sont généralement constituées d'une part disponible immédiatement pour les objectifs atteints à court terme et d'une part bloquée ou différée pendant plusieurs années pour les objectifs atteints à moyen et à long termes. Lorsque la rémunération différée comprend des actions, le comité de rémunération veille à l'adéquation des « critères de performance » et à la congruence des échéances.

36

Le système de rémunération est aménagé de manière à éviter l'octroi d'avantages matériellement non justifiés et les mauvaises incitations.

- Le comité de rémunération veille à ce que le système ne renferme pas d'incitations non souhaitées et qu'il ne contienne pas d'éléments pouvant être influencés de façon ciblée dans un sens contraire à l'objectif visé.
- Les contrats de travail des membres de la direction respectent les délais de résiliation maximums valables et prévoient une durée contractuelle de douze mois. Par contre, ils ne prévoient pas d'indemnité de départ non autorisée.
- Aucune rémunération anticipée n'est versée. Des indemnités d'engagement sont accordées dans la mesure où elles servent à compenser des avantages financiers que le nouveau membre du conseil d'administration ou de la direction concerné perd en changeant d'employeur.
- Afin de pouvoir contrer des avantages matériellement non justifiés ou sanctionner des atteintes graves à la conformité, il est également possible de fixer des obligations de remboursement ou des dispositions prévoyant l'expiration de rémunérations différées ou bloquées (clause de récupération ou « claw back »).

37

Le comité de rémunération évalue avec un esprit critique les rémunérations versées dans d'autres entreprises et les conclusions des conseillers externes et internes.

- Si les pratiques en matière de rémunération d'autres entreprises servent de critère de comparaison, le comité de rémunération examine la composition du groupe de comparaison et la pertinence des comparaisons. Il exclut du groupe de comparaison les entreprises dont la présence risque de fausser les résultats du fait qu'elles ne satisfont pas suffisamment aux critères du gouvernement d'entreprise ou pour d'autres raisons.
- Si le comité de rémunération fait appel à des conseillers externes pour des comparaisons et des conseils dans le domaine de la rémunération des cadres dirigeants, il choisit l'entreprise de conseil, lui confie le mandat et en détermine les honoraires. Il évalue les résultats avec un regard critique.
- Si le comité de rémunération demande à des collaborateurs de l'entreprise d'effectuer des comparaisons, ces derniers doivent, pour ce faire, suivre les instructions du président du comité.

### Rapport de rémunération et transparence

38

Le conseil d'administration établit chaque année un rapport sur les rémunérations et veille à la transparence dans le domaine de la rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction.

- Le rapport de rémunération contient les informations exigées par la loi et présente le système de rémunération et son application pendant l'exercice sous revue. Il fait apparaître la rémunération versée aux membres du conseil d'administration, à la direction dans son ensemble et à son membre le mieux payé pendant l'exercice sous revue et les raisons pour lesquelles ces rémunérations ont augmenté ou diminué (principe « pay-for-performance »).
- Le rapport de rémunération présente les principaux critères utilisés pour calculer les éléments de rémunération variables et évaluer des éléments de rémunération fondés sur des actions.
- Le rapport de rémunération mentionne les noms des conseillers externes consultés sur des questions de rémunération et décrit les comparaisons effectuées.
- Le rapport de rémunération expose de manière transparente comment le conseil d'administration et le comité de rémunération ont mis en œuvre, pendant l'exercice sous revue, les décisions relatives aux rémunérations prises au préalable par l'assemblée générale.
- Si l'assemblée générale approuve ou arrête prospectivement la somme des rémunérations, le conseil d'administration peut lui soumettre le rapport de rémunération en vue d'un vote consultatif.



